ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 24 octobre 2024

à 17 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 17 octobre 2024

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour le **jeudi 24 octobre 2024, à 17 h, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 1er étage du 275, rue Notre-Dame Est**. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Emmanuel Tani-Moore

_____

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Version 2

Le jeudi 24 octobre 2024

à 17 h

Veuillez prendre connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 24 octobre 2024 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 10 octobre 2024.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des points 7.01, 7.02, 20.24 à 20.34, 30.06 à 30.09, et 41.06 à 41.08.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 24 octobre 2024

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 19 septembre 2024, à 17 h

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

05.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du calendrier des assemblées ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération pour l'année 2025

07.02 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1246254004

Dépôt de la projection des résultats de l'exercice 2024 en date du 31 août 2024 - Volet agglomération et l'état des revenus et des charges réels global Ville, au 31 août 2024 comparé avec le 31 août 2023

Compétence d'agglomération : Acte mixte

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1247567028

Accorder un contrat à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 1 332 980,86 $, taxes incluses (contrat : 1 159 113,79 $ + contingences : 173 867,07 $) - Appel d'offres public 24-20587 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.02 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1247567029

Accorder deux contrats à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'installation d'aménagements à l'intérieur de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 336 919,98 $, taxes incluses (contrat : 280 766,65 $ + contingences : 56 153,33 $) - Appel d'offres public 24-20604 (un seul soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.03 *Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement programmes et activités* - 1248444001

Approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.04 *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1246684003

Autoriser une dépense additionnelle de 235 445,81 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.), majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 792 146,25 $ à 1 027 592,06 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.05 *Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels* - 1247026002

Accorder un contrat de gré à gré à ICOR Technology inc. pour l'acquisition d'un robot de désamorçage d'engins explosifs pour le Groupe tactique d'intervention du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 348 159 $, taxes incluses - Avis d'intention 24-20626

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.06 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1248746001

Approuver l'entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal relativement à l'aménagement cyclable sur le chemin Sainte-Marie, de la rue de Saint-Tropez à l'Allée Montrose - Dépense totale de 340 000 $, net de ristourne

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

20.07 *Service de la culture* - 1248021003

Approuver le projet d'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 857 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

20.08 *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1249834001

Accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026 pour une somme maximale de 116 918,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) / Autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations du Service des technologies de l'information à signer tous documents relatifs à cet effet

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.09 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1245472001

Exercer l'option de renouvellement et autoriser une dépense additionnelle de 738 015,33 $, taxes incluses, pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, dans le cadre du contrat accordé à EBI Envirotech inc. (CG22 0495), majorant ainsi la somme totale du contrat de 2 518 891,12 $ à 3 256 906,45 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.10 *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1245942003

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes de sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, dans le cadre du contrat accordé à GoSecure inc. (CG21 0564), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.11 *Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels* - 1240440001

Conclure une entente-cadre avec Vincent Ergonomie inc. pour des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 657 040,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20514 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.12 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1247157013

Exercer la deuxième option de prolongation de 12 mois à compter du 1er février 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 58 215,82 $, taxes incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 215 218,35 $ à 273 434,17 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.13 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1244681004

Autoriser une contribution financière de 2 793 858,26 $ à Un toit pour elles pour la construction d'un immeuble de 18 logements situé dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec / Approuver un projet de convention de contribution financière à cet effet / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.14 *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1245593001

Accorder deux contrats à Distribution Maranda inc., pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau (Inspection-DRE) - Dépense totale de 1 220 306,02 $, taxes incluses (contrat : 1 016 921,68 $ + contingences : 203 384,34 $) - Appel d'offres public 24-20608 - (1 seul soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.15 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1248183001

Autoriser le transfert d'un montant de 90 000 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG23 0109), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 1 525 948,20 $ à 1 615 948,20 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.16 *Service des ressources humaines et des communications , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H.* - 1248242001

Exercer la première option de prolongation du contrat de services professionnels avec Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élu-es municipaux, au personnel et aux retraité-es de la Ville de Montréal, à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour la période de renouvellement du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.17 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1245651002

Autoriser une dépense additionnelle de 1 149 750 $, taxes incluses, à titre de dépenses contingentes pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, dans le cadre du contrat accordé à Englobe Corp. (CG22 0273), provenant en partie du transfert d'un montant de 421 164 $, taxes incluses, du contrat de base aux dépenses contingentes du contrat, majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes et contingences incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.18 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1249861008

Autoriser une dépense additionnelle de 288 417,45 $, taxes incluses, à titre d'incidences, pour couvrir les coûts additionnels liés aux activités de surveillance environnementale des travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 (lot 3 926 169) et 13 (lot 3 156 707), dans le cadre du contrat accordé à Loiselle inc. (CG24 0131), majorant ainsi la dépense maximale des incidences de 477 792,30 $ à 766 209,75 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.19 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1245651001

Accorder un contrat à Procova inc. pour la réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord du Service de police de la Ville de Montréal et autres travaux connexes - Dépense totale de 17 413 193,69 $, taxes incluses (contrat : 13 246 269,75 $ + contingences : 2 649 253,94 $ + incidences : 1 517 670 $) - Appel d'offres public IMM-15933 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.20 *Service de l'Espace pour la vie , Biosphère* - 1249433004

Accorder un contrat de gré à gré au Vitra Design Museum pour l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » présentée à la Biosphère de mai 2025 à septembre 2026 - Dépense totale de 468 165 euros (environ 698 876 $), taxes incluses (contrat : 407 100 euros (environ 607 719 $) + contingences : 61 065 euros (environ 91 157 $))

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

20.21 *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1249633006

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.22 *Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle* - 1247684005

Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour la migration vers le SaaS et le renouvellement du contrat du support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.23 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1248180002

Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la tenue de l'événement HUB Montréal du 21 au 23 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.24 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245548002

Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

20.25 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245548003

Approuver un projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence de mobilité durable des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

20.26 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1245561001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour l'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 15 822 391,18 $, taxes incluses (contrat : 12 265 419,52 $ + contingences : 1 839 812,93 $ + variation de quantités : 1 226 541,95 $ + incidences : 490 616,78 $) - Appel d'offres public 23-6112 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du complexe environnemental Saint-Michel

20.27 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1249395001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1 - Dépense totale de 56 008 299,43 $, taxes incluses (contrat : 47 870 341,39 $ + contingences : 5 744 440,97 $ + incidences : 2 393 517,07 $) - Appel d'offres public IMM-15922 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Élément de la sécurité publique qu'est le « centre d'urgence 9-1-1 »

20.28 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1247100004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 ou 26 mois selon l'entente, avec la possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 331 903,81 $, taxes incluses (contrats : 15 940 785,92 $ + variation des quantités : 2 391 117,89 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.29 *Service de l'eau , Direction des projets majeurs* - 1241219001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le lot 6 : travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat : 91 268 120,64 $ + contingences : 4 563 406,03 $ + incidences : 574 875 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.30 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines* - 1247231063

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec AtkinsRéalis Canada inc. pour des services professionnels d'études géotechniques pour les services centraux, pour une durée de 36 mois ou jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire, selon la première des deux éventualités, avec une option d'une prolongation de 12 mois - Dépense estimée de 2 628 187,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20481 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.31 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1249652007

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville de Montréal s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 mètres carrés, situés dans le Technoparc dans l'arrondissement de Saint-Laurent, constitués des lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.32 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1245437002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec Demix Construction - une division de groupe CRH Canada inc. (groupe A1 : 6 409 293,15 $ et groupe A2 : 2 101 394,06 $), Construction DJL inc. (groupe A1 : 1 739 731,28 $ et groupe A2 : 1 207 693,09 $) et Construction & Pavage Portneuf inc. (groupe A1 : 586 396,37 $) pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour une durée de trente-six mois, sans option de prolongation - Montant total estimé des ententes-cadres : 13 851 184,14 $, taxes incluses (ententes-cadres : 12 044 507,95 $ + variation des quantités : 1 806 676,19 $) - Appel d'offres public 24-20482 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.33 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1240805003

Autoriser une dépense additionnelle de 641 953,19 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels dans le cadre du contrat accordé à Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG23 0730) pour le projet du site permanent principal des centres d'appels 9-1-1, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 925 878,86 $ à 4 567 832,05 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Élément de la sécurité publique qu'est le « centre d'urgence 9-1-1 »

20.34 *Service de la stratégie immobilière* - 1219220005

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité du Sud-Ouest (Montréal) pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué du lot 4 140 596 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 34 ans, soit du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069, dont la rente annuelle sera de 4 200 $. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

30 – Administration et finances

30.01 *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1249569005

Approuver la programmation finale des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2024) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

30.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1249641003

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1249641004

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.04 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1249641002

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.05 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245449001

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.06 *Service de la culture* - 1248021008

Accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $, en 2024, dans le cadre d'un appariement budgétaire établi avec le Conseil des arts de Montréal / Autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts en 2024

Compétence d'agglomération : Conseil des Arts

30.07 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement et de la trésorerie* - 1246394004

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (159 297 155,68 $)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.08 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1246689003

Adopter une résolution appuyant la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) dans la démarche de reconnaissance en vue de l'obtention d'un statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Répertoire des milieux naturels protégés

30.09 *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1245683003

Déléguer au conseil municipal, pour une période de deux ans, la mise en œuvre de certaines obligations qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11) dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération, conformément à l'article 48 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245548004

Avis de motion et dépôt - Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

41.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1247245001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

41.03 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1242937003

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

41.04 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1248994010

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

41.05 *Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires* - 1249587003

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

41.06 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1245581005

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

41.07 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1245581004

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

41.08 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1248080003

Avis de motion et dépôt - Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1249443001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.02 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1243867003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

42.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1248862002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

50 – Ressources humaines

50.01 *Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels* - 1245326009

Autoriser rétroactivement le projet d'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec et la Ville de Montréal pour l'affectation d'une ressource policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Centre québécois de dépistage des armes à feu, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2027, avec la possibilité de renouvellement d'une année additionnelle / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 118 410 $ / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste policier pour la durée de l'entente / Autoriser le directeur du SPVM à signer le projet d'entente à cet effet

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

50.02 *Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels* - 1245326006

Autoriser rétroactivement le projet d'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal, pour la période du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF) / Autoriser le directeur du SPVM à signer le projet d'entente à cet effet

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

50.03 *Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels* - 1245326004

Autoriser l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027 pour l'affectation d'un maximum de trois ressources policières du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ, pour une période de trois ans, renouvelable pour une durée maximale d'une année, de même que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 98 670 $ / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de trois postes policiers pour la durée de l'entente

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

50.04 *Service des ressources humaines et des communications , Direction des relations de travail* - 1246404003

Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (APM) concernant la modification de la clause 13.02 de la convention collective à l'égard du délai de comblement des postes vacants d'officiers et réglant le grief 23-CC-2020

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 19 septembre 2024 17 h

Séance tenue le jeudi 19 septembre 2024 Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, Mme Dida Berku, représentante de la Ville de Côte Saint-Luc, en remplacement de M. Mitchell Brownstein, Mme Nancy Blanchet, M. Alex Bottausci, M. Georges Bourelle, M. Benoit Dorais, Mme Nicole Duchastel, représentante de la Ville de Dorval en remplacement de M. Marc Doret, Mme Heidi Ektvedt, M. Michel Gibson, Mme Paola Hawa, Mme Michelle Jackson Trepanier, représentante de la Ville de Senneville, en remplacement de Mme Julie Brisebois, M. Pierre Lessard-Blais, M. Jeremy Levi, M. François Limoges, M. Denis Marcil, représentant de la Ville de Montréal-Est en remplacement de Mme Anne St-Laurent, M. Beny Masella, M. Alex Norris, M. Jocelyn Pauzé, Mme Marie Plourde, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, Mme Christina M. Smith, M. Tim Thomas, Mme Émilie Thuillier, Mme Tanya Toledano, M. Alain Vaillancourt et Mme Maja Vodanovic.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION* :

Mme Valérie Plante, M. Peter Malouf et Mme Sophie Mauzerolle.

AUTRES PRÉSENCES :

Me Domenico Zambito, Greffier adjoint
Mme Gaelle Dieudonné, Analyste-rédactrice

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, souhaite la bienvenue à toutes et à tous et invite les membres du conseil à se joindre à elle pour un moment de recueillement.

Puis, elle remercie les membres du conseil pour cette minute de silence et déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

À 17 h 04, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Période de questions du public » et fait la lecture de sept questions de la part du public reçues via le formulaire disponible sur le site Internet de la Ville de Montréal. Veuillez noter que les questions 2, 6 et 7 ont été abrégées lors de leur lecture séance tenante. Toutes les questions reçues par écrit par le public sont déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

Prendre note également que les questions du public reproduites ci-dessous à ce procès-verbal apparaissent comme elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

1 Question de : Dimitris Paralis Réponse de : Mme Valérie Plante (M. Alain Vaillancourt)	Bonjour Valerie, j'aimerais savoir pourquoi on continue de légaliser la vente de feux d'artifices sur le territoire de l'Ile de Montréal, dans des dépanneurs, quand il est formellement interdit de les utiliser sur l'Ile? Ça fait près de 20 ans que j'habite au même endroit et chaque été il y a des feux d'artifices qui sont utilisés par des individus dans les parcs près de chez moi, parc Bellerive et allentour, à tous les semaines. Qu'avez-vous comme solution à proposer si ce n'est que de simplement interdir la vente dans Montréal? Pour le moment, le problème n'est pas réglé et les services de police et de pompier son souvent interpelé et cela engendre des coûts faramineux. Merci de prendre cela au sérieux! Votre citoyen qui veut retrouver la paix!

2 Question de : Sara Ahmad Réponse de : Mme Valérie Plante (M. François Limoges)	Canada had officially suspended the export of weapons to the criminal state of 'israel' earlier this year and yet we find that Quebec, and Montreal are still being used to supply the terrorist state with weapons. I would like to remind everyone that 'israel' has been committing war crimes and crimes against humanity. It has indiscriminately slaughtered and critically injured over 200,000 human beings. These are human lives, Palestinian men, women, children and elderly. It has targeted all hospitals, schools, mosques, churches, bakeries, any and all infrastructure in Gaza to make it uninhabitable. It has dropped bombs on refugees in tents, and obliterated people leaving no trace of human remains to be buried. Yet we find companies like General (Genocide) Dynamics and Lockheed Martin here in Montreal and Repentigny being paid millions to produce and ship weapons to the US, which in turn supplies the genocidal state of 'israel' using loopholes in the system. Madam Plante, everyone here has blood on their hands. when will you put an end to this abuse of our Canadian laws and international laws and stop our city from being used to arm the genocide of people in Gaza?
3 Question de : Omar Bendaa Réponse de : Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Bonjour madame la mairesse, J'ai un projet de logement abordable innovant, dont je peux prouver l'efficacité anti-inflationnaire. Toutefois, je me heurte a un probleme. Puisque ce projet risque d'inclure plusieurs quartiers & palliers gouvernementaux ils avancent a pas de tortue. D'où mon message au conseil d'agglomeration. Si il y a la possibilité d'une rencontre de 15 mins, afin de determiner si la ville peut nous aider a continuer notre travail ou je devrais me diriger dans le secteur privé, ce qui ne me forcerait de devenir comme tous les autres proprietaires et de monter les loyés d'années en années. Merci pour le temps accordées. PS: priere de m'excuse si certains propos vont a l'encontre de l'article 45 & 46 ?
4 Question de : Nicole Corrado Réponse de : Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Please stop killing deer, and instead work with organizations that promote non lethal coexistence. SpayVac offers a contraceptive vaccine that works really well. Please stop killing deer. There are far more humane ways to live with deer. Hiring a hunter whose profile picture is smiling holding a dead deer with the slogan “Looking for work” is not a humane solution. Killing a large number of deer leaves room for more to move in. This cull will continue year after year like it does in Longuiel. Instead, work with Montreal SPCA to coexist. https://www.change.org/p/stop-montreal-s-300-000-deer-slaughter-promote-non-lethal-solutions https://www.change.org/p/stop-montreal-s-deer-cull-and-promote-sterilization?signed=true Please also only use breed neutral legislation regarding dog bite prevention, and emphasize free spay neuter for all dogs, free training for all dogs, free food for all dogs, and legislation that is non lethal and focused on prevention of bites and protection of dogs, rather than punishment.
5 Question de : Jean-Paul Filion Réponse de : Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Pourquoi n’y a-t-il pas de limite de temps pour les permis de rénovation d’une simple maison familiale ou au delà d’une certaine limite, des dédommagements pour les voisins des alentours? Au 3856 avenue d’Oxford, les rénovations pour un maison d’une famille de quatre personnes durent depuis plus de 3 ans et le permis est maintenant prolongé jusqu’en avril 2025!

6

Question de :

Deepak Awasti

Réponse de :

Mme Valérie Plante
(M. Alex Norris)

A century ago, the public were told that Canada, Quebec and Montreal were White and Christian; those not of the Founding Nations of Canada were excluded from Christian schools and public services; but all were expected to conform to Christian laws and values.
Even today, non-Christians are told that ours is a society founded, motivated and governed by Judeo-Christian values; but they are informed, also, that ours is now a secular society whose government is motivated by Western, democratic values. All others are at odds with our values and, thus, are excluded from power and influence.
Today, we are told that ours being a francophone, anglophone or binational society; only these nations, languages and cultures being legitimate and legal: regardless the individual and public need and interest, our government and public institutions will serve, inform and educate us only in their language, and according to their culture and values. Again, others are being excluded from power and influence.
Instead of defending the public interest, civic institutions, such as the city of Montreal, merely follow their provincial master and parrot its lines.
Is it fair and just that our city officials and elected representatives are not defending our interest; and, instead, imposing upon the public such unjust and exclusionary laws and measures enacted by their masters?
I wonder whether the master of the city of Montreal is its citizenry; or Quebec City.

7

Question de :

Joseph Pugliese

Réponse de :

Mme Nancy Blanchet
(Mme Maja Vodanovic)

Without Prejudice,
Mayor Blanchet,
Thank you for your reply to our question regarding an official, public consultation in Ville de Montreal case number 24168606.
Within our question presented at the September 16, 2024 Montreal City Council meeting, we stated the following:
“We are referring to the status quo practice in LaSalle whereas during the winter months, property owners and snow removal contractors APPEAR to be permitted to dump their property snow on our sidewalks and public streets, and as far as the eyes can see”
Mayor Blanchet, semantics are everything. Considering your public “correction” regarding this statement we formulated in our September 16, 2024 question, please allow us to politely and respectfully “set the record straight”.
Please let us do so with full consideration towards the substance and validity of your public correction, dated September 16, 2024.
The word “appear” (a-pir) holds several meanings in Merriam-Webster.com such as:
To become evident or to manifest.
(There appears to be evidence to the contrary)
Mayor Blanchet, in your September 16 reply, you stated the following “correction” at Montreal City Council:
“Je dois corriger un élément que vous mentionné. Personne n’a le droit de mettre la neige sur le trottoir. Cependant, pour pouvoir intervenir, on doit voir et prendre sur le fait le citoyen, le contracteur ou le déneigeur privé qui le fait.”
In our question, we clearly stated “property owners and snow contractors APPEAR to be permitted to dump their property snow on our sidewalks and public streets, and as far as the eyes can see”
At no point did we state (nor claim) it is legally permitted to dump property snow on our public sidewalks in LaSalle. Considering this fact, and in our own humble opinion, we firmly believe your September 16, 2024 correction to be unwarranted.
Confusion as such, especially coming from our elected officials, should serve as a prime example in emphasizing how an official, public consultation is rightfully justified and warranted, in this case.
Furthermore, in your September 16, 2024 reply to our question, you equally stated:
“On vous a aussi clairement expliqué que LaSalle a un cadre bâti particulier qui fait que plusieurs citoyens n’ont pas de place ou simplement pas de cour avant, ou des cours avant minuscules. Donc, il est vrai qu’on donne, on laisse les gens le temps de vider leur entrée avant de passer pour le chargement.”
Mayor Blanchet, with all due respect, at what point did you, your team/s, or our LaSalle Borough Council, officially offer this “CLEAR” explanation you are referring to?
May you please advise the exact clarification you relayed to us (word by word), including which date you brought it to our attention regarding case number 24168606?

(SUITE) At DEMOCRATIQUE.CA INC, and in our own humble opinion, it appears as if you may have possibly misunderstood statements we made in our September 16, 2024 question regarding case number 24168606.
Consequently, we politely and respectfully request you take this opportunity to officially and publicly retract your correction pertaining to our question on September 16, 2024.
Mayor Blanchet, we thank you in advance for your expeditious clarification and retraction.
In conclusion and considering the legitimately of our September 16, 2024 request in case number 24168606, we still positively look forward to an official, public consultation, and by no later than Monday, October 7, 2024.
We equally look forward to continuing our intervention in case number 24168606.
Unfortunately, vague replies appear to be the usual scripted narrative which so many have regrettably grown accustomed to.
At DEMOCRATIQUE.CA INC., we truly hope this changes. Solutions, not “the status quo” and nothing more.
Mayor Blanchet, please consider the many LaSalle residents counting on your leadership in case number 24168606.
Politely and respectfully,
DEMOCRATIQUE.CA INC.

Joseph Pugliese, President

N’ayant plus d’autres questions, la présidente d’assemblée, Mme Nancy Blanchet, déclare la Période de questions du public close à 17 h 14. Elle remercie les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l’avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil d’agglomération.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

À 17 h 14, la présidente d’assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Question de :

M. Alex Bottausci

Réponse de :

Mme Sophie Mauzerolle
(M. François Limoges)

Souhaite un suivi à la suite de la demande de réévaluation du projet du corridor Jacques-Bizard et se questionne sur le moment où ce projet sera réintroduit pour évaluation au PDI, de même que sur la fluidité de la circulation et la vision du développement urbain futur.

N’ayant plus d’autres questions, la présidente d’assemblée, Mme Nancy Blanchet, déclare la Période de questions des membres du conseil close à 17 h 16 et remercie M. Bottausci pour sa question.

La présidente d’assemblée cède la parole au porte-parole d’assemblée, M. François Limoges, pour la suite de l’ordre du jour.

CG24 0480

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente assemblée, en traitant le dossier inscrit au point 7.01 à la rubrique 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG24 0481

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 22 août 2024, à 17 h

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 22 août 2024, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 5 septembre 2024 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif ».

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), du 1er au 31 août 2024.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1er au 31 août 2024.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*, du 1er au 31 août 2024.

---

5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil ».

Aucune réponse n'est déposée.

Dépôt de la Stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle pour la Ville de Montréal

– Voir 3.01, ce dossier a été traité au point 30.05.

07.01 1244794002

---

11 - Dépôt de pétitions

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Dépôt de pétitions ».

Aucune pétition n'est déposée.

À 17 h 18,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0482

Accorder un contrat à Paysagiste Solarco inc. pour des services techniques de déneigement dans le Grand parc de l'Ouest, secteurs de l'Anse-à-l'Orme, du Bois-de-la-Roche et du Cap-Saint-Jacques, pour la période du 1er novembre 2024 au 30 avril 2026, avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 264 001 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20524 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 août 2024 par sa résolution CE24 1303;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Paysagiste Solarco inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour les services techniques de déneigement dans le Grand parc de l'Ouest, secteurs de l'Anse-à-l'Orme, du Bois-de-la-Roche et du Cap-Saint-Jacques, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 264 001 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20524;

2- de procéder à une évaluation de rendement de Paysagiste Solarco inc.;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1245540001

CG24 0483

Approuver le projet d'amendement numéro un visant à prolonger la durée de la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et la Communauté métropolitaine de Montréal dans le cadre du Programme de revalorisation des espaces industriels (CG23 0576)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 août 2024 par sa résolution CE24 1316;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le projet d'amendement numéro un visant à prolonger la durée de la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et la Communauté métropolitaine de Montréal dans le cadre du Programme de revalorisation des espaces industriels (CG23 0576).

Adopté à l'unanimité.

20.02 1249071002

CG24 0484

Exercer l'option de la deuxième prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 20 997 045,69 $, taxes incluses, pour l'entente-cadre 1 et une dépense additionnelle de 8 705 516,12 $, taxes incluses, pour l'entente-cadre 2, pour l'approvisionnement en biens et la fourniture des services en gestion vestimentaire intégrée dans le cadres de deux ententes-cadres accordés à Logistik Unicorp inc. (CG18-0063) majorant ainsi le montant total estimé pour l'entente-cadre 1 de 49 385 657,33 $ à 70 382 703,02 $ et le montant total estimé pour l'entente-cadre 2 de 21 829 031,25 $ à 30 534 547,37 $, taxes, frais de gestion, contingences et variation de quantités incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1334;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

Pour l'entente-cadre du Groupe 1 (SPVM, AMD et Remorquage) :

1- d'exercer l'option de la deuxième prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 15 056 554,28 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre accordée à Logistik Unicorp inc., pour l'approvisionnement en biens et la fourniture des services en gestion vestimentaire intégrée (CG18 0063), majorant ainsi le montant estimé total de l'entente-cadre 1 de 49 385 657,33 $ à 70 382 703,02 $;

2- d'autoriser une dépense de 3 300 845,76 $, taxes incluses, à titre de frais de gestion;

3- d'autoriser une dépense de 730 823,31 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- d'autoriser une dépense de 1 908 822,34 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

5- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services utilisateurs, et ce, au rythme des besoins à combler;

Pour l'entente-cadre du Groupe 2 (SIM, ASM et BRIG) :

1- d'exercer l'option de la deuxième prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 5 517 450,21 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre accordée à Logistik Unicorp inc., pour l'approvisionnement en biens et la fourniture des services en gestion vestimentaire intégrée (CG18 0063), majorant ainsi le montant estimé total de l'entente-cadre 2 de 21 829 031,25 $ à 30 494 684,28 $;

2- d'autoriser une dépense de 1 998 024,45 $, taxes incluses, à titre de frais de gestion;

3- d'autoriser une dépense de 398 630,90 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- d'autoriser une dépense de 791 410,56 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

5- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services utilisateurs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1246135001

CG24 0485

Approuver la permission par laquelle Société en commandite Capreit, représentée par son commandité Capreit GP inc. permet à la Ville de Montréal d'utiliser les équipements de télécommunications sur la toiture du 1, Place Bellerive à Laval, d'une superficie de 150 pieds carrés, pour les besoins du Système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SERAM), pour un terme de dix ans rétroactivement du 1er avril 2023 au 31 mars 2033, pour un montant total de 114 975 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1365;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver le projet de permission par laquelle Société en commandite Capreit, représentée par son commandité Capreit GP inc., permet à la Ville de Montréal d'utiliser les équipements de télécommunications sur la toiture du 1, Place Bellerive à Laval, d'une superficie de 150 pieds carrés, pour les besoins du Système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SERAM), pour un terme de dix ans, rétroactivement du 1er avril 2023 au 31 mars 2033, pour un montant total de 114 975 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à ladite permission;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1248042008

CG24 0486

Conclure des ententes-cadres avec Artopex inc. et Groupe Ameublement Focus inc. pour l'acquisition de mobilier, pour une durée de cinq ans avec possibilité de deux prolongations de 12 mois - Montant estimé des ententes : 6 590 831,69 $, taxes incluses (contrat : 5 492 359,74 $ + contingences : 1 098 471,95 $) - Appel d'offres public 24-20459 - (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1335;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, pour une durée de cinq ans avec possibilité de deux prolongations de 12 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des postes de travail et rangements, des fauteuils et des tables, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20459 :

Firmes	**Articles (Lot)**	**Montant (taxes incluses)**
Artopex inc.	postes de travail et rangements (A)	3 688 227,99 $
Artopex inc.	fauteuils (B)	1 138 351,77 $
Groupe ameublement Focus inc.	tables (C)	665 779,98 $

2- d'autoriser une dépense de 1 098 471,95 $, taxes incluses, (Lot A : 737 645,60 $ + Lot B : 227 670,35 $ + Lot C : 133 156 $) à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Artopex inc. et Groupe Ameublement Focus inc.;

4- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1245896002

À 17 h 19,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0487

Accorder un contrat à Concept Controls inc. pour la fourniture d'équipements de détection et de surveillance de l'environnement de matières dangereuses - Dépense totale de 162 847,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20564 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1336;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à Concept Controls inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture d'équipements de détection et de surveillance de l'environnement de matières dangereuses, pour le Service de sécurité incendie de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 162 847,41 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20564;

2- de procéder à une évaluation de rendement de Concept Controls inc.;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1245866001

CG24 0488

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Fondations du Quartier, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, deux terrains vacants, constitués des lots 6 049 217 et 6 049 218 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés dans le projet de développement Westbury, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, d'une superficie totale de 3 725,3 mètres carrés, pour un montant de 1 572 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalents de 1 572 000 $ au Service de l'habitation pour la revente de l'immeuble pour l'année 2024

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1363;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Fondations du Quartier, à des fins de constructions de logements sociaux et communautaires, deux terrains vacants constitués des lots 6 049 217 et 6 049 218 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie totale de 3725,3 mètres carrés, situés dans le projet de développement Westbury, au nord de la rue Vézina, à l'ouest de l'avenue Westbury, au sud de l'avenue De Coutrai et à l'est du boulevard Décarie, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour la somme de 1 572 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2- d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de vente conditionnellement à ce que Les Fondations du Quartier démontre qu'il a obtenu une confirmation écrite de l'engagement définitif de la subvention dans le cadre du Programme AccèsLogis pour la réalisation de son projet;

3- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalents de 1 572 000 $ au Service de l'habitation pour la revente de l'immeuble pour l'année 2024;

4- d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1248290006

CG24 0489

Exercer la première option de renouvellement de 12 mois pour l'entretien ménager et de conciergerie à la station de l'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et autoriser une dépense additionnelle de 348 824,02 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Axia services inc.(CG21 0563) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 046 472,07 $ à 1 395 296,09 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1353;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 348 824,02 $, taxes incluses, pour l'entretien ménager de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à Axia Service inc. (CG21 0563), majorant ainsi la somme totale du contrat de 1 046 472,07 $ à 1 395 296,09 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1245492002

CG24 0490

Accorder un contrat de services professionnels à Technologies Direxyon inc., fournisseur unique, pour le renouvellement du service de maintenance applicative pour le logiciel d'aide à la décision « DIREXYON », pour la période du 1er octobre 2024 au 30 septembre 2027 (3 ans) pour une somme maximale de 1 869 499,82 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1354;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une durée de trois ans, du 1er octobre 2024 au 30 septembre 2027, par laquelle Technologies Direxyon inc. s'engage à fournir à la Ville, sur demande, le service de maintenance applicative pour le logiciel d'aide à la décision « DIREXYON » anciennement « Infra » servant à la production des plans d'intervention intégrés des réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voiries sur le territoire de l'agglomération, pour l'hébergement des données et pour les besoins de développement de nouvelles fonctionnalités liées aux actifs de l'eau ponctuels et aux actifs du parc immobilier du Service de la gestion et de la planification immobilière, pour une somme maximale de 1 869 499,82 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 5 juillet 2024;

2- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1248126002

CG24 0491

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 397 702,09 $, taxes incluses, pour des services professionnels d'évaluation du potentiel des compétences de gestion des cadres de la Ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à M2D Leadership (CG21 0605), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 119 281,63 $ à 1 516 983,72 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1355;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 397 702,15 $, taxes incluses, pour les ententes-cadres fournissant des services professionnels d'évaluation du potentiel des compétences de gestion des cadres de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à M2D Leadership, majorant ainsi le montant total de 1 119 281,63 $ à 1 516 983,72 $, taxes incluses;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1244716002

À 17 h 20,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0492

Accorder un contrat à EBI Envirotech inc. pour le contrat de nettoyage des chambres de vannes avec disposition des boues et résidus, pour une durée de 48 mois avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 678 954 $, taxes incluses (contrat : 617 230,91 $ + contingences : 30 861,55 $ + incidences : 30 861,55 $) - Appel d'offres public 24-20574 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1337;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à EBI Envirotech inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de nettoyage de chambres de vannes, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 617 230,91 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20574;

2- d'autoriser une dépense de 30 861,55 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 30 861,55 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de EBI Envirotech inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1244473001

CG24 0493

Accorder un contrat à FNX-innov pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une période de quatre ans - Dépense totale de 6 650 974,92 $, taxes incluses (contrat : 5 636 419,43 + dépenses admissibles : 450 913,55 $ + contingences : 563 641,94 $) - Appel d'offres public 24-20437 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1356;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à FNX-innov inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de quatre ans, le contrat pour la fourniture de services professionnels, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 636 419,43 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20437;

2- d'autoriser une dépense de 450 913,55 $, taxes incluses, à titre de dépenses admissibles;

3- d'autoriser une dépense de 563 641,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de FNX-innov inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1245520001

CG24 0494

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 350 000 $, à cinq organismes, dans le cadre de l'appel à propositions Entreprendre ensemble / Approuver les projets de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1372;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 350 000 $, aux organismes ci-après désignés, dans le cadre de l'appel à propositions Entreprendre ensemble :

Organisme	Montant
Fondation Lise Watier	70 000 $
Evol Financement	70 000 $
Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic Bordeaux-Cartierville	70 000 $
Centre Horizon Carrière	70 000 $
Le Pole	70 000 $

2- d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1248298004

CG24 0495

Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Domaine de Parc Cloverdale pour la rénovation d'un bâtiment situé au 4695, rue Alexander dans le cadre de l'Entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 3e rang en faveur de la Ville de Montréal, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière / Autoriser une aide financière de 338 272 $ à Domaine de Parc Cloverdale représentant la contribution du milieu à être remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1373;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Domaine de Parc Cloverdale pour la rénovation d'un bâtiment situé au 4695, rue Alexander, dans le cadre de l'Entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.);

2- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de troisième rang en faveur de la Ville de Montréal, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;

3- d'accorder un soutien financier maximal de 338 272 $ à Domaine de Parc Cloverdale représentant la contribution du milieu à être remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM);

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1244681003

CG24 0496

Accorder un contrat à Reftech International inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues n° 2 et n° 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 878 768,47 $, taxes incluses (contrat : 1 565 640,39 $ + contingences : 313 128,08 $) - Appel d'offres public DEEU-SP24023-BF0000-C (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1346;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à Reftech International inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues n° 2 et n° 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 565 640,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP24023-BF0000-C;

2- d'autoriser une dépense de 313 128,08 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Reftech International inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1247033002

À 17 h 20,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0497

Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 100 000 $ à Alliance de l'industrie touristique du Québec en 2024 et de 200 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027, pour le projet portant sur l'invitation du Guide Michelin / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1369;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 100 000 $ à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec en 2024 et d'un total de 200 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027 pour le projet portant sur l'invitation du Guide Michelin;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1243715003

CG24 0498

Approuver l'avenant à l'entente entre la Ville de Montréal et Lafarge Canada inc. (CG22 0106) pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025 avec possibilité de prolongation jusqu'au 31 décembre 2027, pour l'utilisation de leur carrière de Montréal-Est pour le déversement et la gestion des eaux pluviales provenant du Collecteur Industriel / Autoriser, en vertu de cette entente, une dépense totale de 8 367 787,23 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1361;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'avenant à l'entente entre la Ville de Montréal et Lafarge Canada inc. (CG22 0106) relativement à l'utilisation de leur carrière de Montréal-Est pour la gestion des eaux pluviales provenant du collecteur industriel, et ce, pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025, avec possibilité de prolongation jusqu'au 31 décembre 2027;

2- d'autoriser une dépense de 8 367 787,23 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2027, conformément au projet d'avenant à l'entente;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1249911003

CG24 0499

Exercer l'option de prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour la fourniture de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire à la Direction de l'épuration des eaux usées, dans le cadre du contrat accordé à Les Services EXP inc. (CG21 0578)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1357;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'exercer l'option de prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour la fourniture de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire à la Direction de l'épuration des eaux usées, dans le cadre du contrat accordé à Les Services EXP inc. (CG21 0578).

Adopté à l'unanimité.

20.18 1249973002

CG24 0500

Accorder un contrat à Drumco Énergie inc., pour la fourniture d'un groupe électrogène d'une puissance minimale de 400 kW avec un moteur diesel intégré dans un caisson insonorisé - Dépense totale de 371 242,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20509 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1339;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Drumco Énergie inc., le contrat pour la fourniture d'un groupe électrogène d'une puissance minimale de 400 kW avec un moteur diesel intégré dans un caisson insonorisé, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 371 242,78 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20509;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1245501002

CG24 0501

Accorder un contrat à Agilent Technologies Canada inc., pour la fourniture d'un système purge et piégeage couplé au chromatographe en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse - Dépense totale de 223 901,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20578 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1340;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Agilent Technologies Canada inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture et l'installation d'un système purge et piégeage couplé au chromatographe en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 223 901,29 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20578;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1245435001

À 17 h 21,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0502

Accorder un contrat à Demospec Déconstruction inc., pour la déconstruction du bâtiment entrepôt cour de Louvain et du bâtiment centre de distribution Louvain (Mag. z1) - Dépense totale de 2 276 247 $, taxes incluses (contrat : 1 724 429,54 $ + contingences : 344 885,91 $ + incidences : 206 931,55 $) - Appel d'offres public IMM-15934 - (4 soum)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1348;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à Demospec Déconstruction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de déconstruction du bâtiment entrepôt cour de Louvain et du bâtiment Centre de distribution Louvain (magasin 1), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 724 429,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15934;

2- d'autoriser une dépense de 344 885,91 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 206 931,55 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Demospec Déconstruction inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1249544002

CG24 0503

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de travaux de mise à niveau des équipements de chaux à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire - Dépense totale de 3 571 343,10 $, taxes incluses (contrat : 2 951 523,23 $ + contingences : 442 728,48 $ + incidences : 177 091,39 $) - Appel d'offres public DEP-P240009-168333-C (1 soum. conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1349;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Filtrum inc., celui-ci ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise à niveau des équipements de chaux à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire., aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 951 523,23 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DEP-P240009-168333-C ;

2- d'autoriser une dépense de 442 728,48 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 177 091,39 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Filtrum inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1247574001

CG24 0504

Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'organisme à but non lucratif Habitations l'Émérillon pour la construction de trois immeubles sur les lots 6 541 895 et 6 541 900, totalisant 109 unités dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles dans le cadre de l'Entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Fédération des Caisses Desjardins du Québec / Approuver la convention de subordination entre Habitations l'Émérillon, la Caisse d'économie solidaire Desjardins et la Ville de Montréal / Autoriser une aide financière maximale de 8 284 000 $ à Habitations l'Émérillon représentant la contribution du milieu à être remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalents de 8 284 000 $ au Service de l'habitation pour l'année 2024

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1367;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitations l'Émérillon pour la construction de trois immeubles sur les lots 6 541 895 et 6 541 900 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, totalisant 109 unités dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles dans le cadre de l'entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Fédération des Caisses Desjardins du Québec;

2- d'approuver la convention de subordination entre Habitations l'Émérillon, la Caisse d'économie solidaire Desjardins et la Ville de Montréal;

3- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de deuxième rang en faveur de la Ville de Montréal, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;

4- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de subordination entre Habitations l'Émérillon, la Caisse d'économie solidaire Desjardins et la Ville de Montréal;

5- d'autoriser un soutien financier maximal de 8 284 000 $ à Habitations l'Émérillon, représentant la contribution du milieu à être remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal;

6- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalents de 8 284 000 $ au Service de l'habitation pour 2024;

7- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1243716003

CG24 0505

Autoriser la cession du contrat accordé à Paysagiste Solarco inc. pour les services de déneigement au complexe sportif Claude-Robillard et l'aréna Michel-Normandin (CG23 0325), au 1er novembre 2024, à l'Agence de mobilité durable / Autoriser un ajustement à la baisse de la base budgétaire à partir de 2025 de 6 600 $ pour le budget des revenus et de 216 500 $ pour le budget des dépenses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1343;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser la cession à l'Agence de mobilité durable du contrat octroyé à Paysagiste Solarco inc., pour les services de déneigement pour le Complexe sportif Claude-Robillard et l'aréna Michel-Normandin, au 1er novembre 2024 (CG23 0325);

2- d'autoriser un ajustement à la baisse de la base budgétaire à partir de 2025 de 6 600 $ pour le budget des revenus et de 216 500 $ pour le budget des dépenses.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1245978002

CG24 0506

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 650 000 $ pour la réalisation du projet de logement social Brique par Brique de l'organisme du même nom

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1368;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 650 000 $, pour la réalisation du projet Brique par Brique, situé au 8600, rue de l'Épée, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;

2- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1247597001

À 17 h 22,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0507

Autoriser une dépense additionnelle de 252 672,65 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Cofomo inc. (CG23 0187), pour l'augmentation des banques d'heures du lot 1 (fourniture sur demande de prestations de services de techniciens informatiques), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 497 094,78 $ à 3 749 767,43 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1362;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 252 672,65 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Cofomo inc. (CG23 0187), pour l'augmentation des banques d'heures du lot 1 (fourniture sur demande de prestations de services de techniciens informatiques), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 497 094,78 $ à 3 749 767,43 $, taxes incluses;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1249563008

CG24 0508

Conclure une entente-cadre avec Trois Diamants Auto (1987) ltée pour l'acquisition de pièces de véhicules authentiques (OEM) de marque Chrysler, pour une période de cinq ans, sans option de renouvellement - Montant total estimé de l'entente : 1 307 330,99 $, taxes incluses (contrat : 1 136 809,56 $ + variation de quantités : 170 521,43 $) - Appel d'offres public 24-20576 - (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1342;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq ans par laquelle Trois Diamants Auto (1987) ltée, plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la fourniture de pièces de véhicules authentiques (OEM) de marque Chrysler, pour une somme maximale de 1 136 809,56 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20576;

2- d'autoriser une dépense de 170 521,43 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Trois Diamants Auto (1987) ltée;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce, au rythme des besoins à combler, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1247567026

CG24 0509

Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 300 000 $ à l'Académie Asylum pour l'année 2024-2025 et de 600 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente, pour les années 2025-2026 à 2027-2028 pour soutenir la croissance de l'industrie du jeu vidéo indépendant / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1370;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 300 000 $ à l'Académie Asylum pour l'année 2024-2025 et de 600 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente, pour les années 2025-2026 à 2027-2028 pour soutenir la croissance de l'industrie du jeu vidéo indépendant;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1238973003

CG24 0510

Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels en gestion du changement (GdC), selon les besoins des unités de la Ville, pour une durée de deux ans, avec une option de prolongation de deux ans - Montant total estimé des ententes : 501 302,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20488 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1395;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour le lot 3, cette firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de deux ans, avec une option de renouvellement de deux ans, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en gestion du changement, pour la somme maximale de 501 302,50 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20488;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1245607001

CG24 0511

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Edgenda conseil inc. (lot 1) et Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2) pour une durée de trois ans pour des services professionnels en optimisation de la performance organisationnelle et planification stratégique - Montant estimé des ententes : 1 196 199,90 $, taxes incluses (lot 1 : 567 315,39 $ + lot 2 : 628 884,51 $) - Appel d'offres public 24-20546 (lot 1 : 7 soum et lot 2 : 6 soum)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1396;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure des ententes-cadres avec Edgenda conseil inc. et Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de trois ans, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels de spécialistes en optimisation de la performance organisationnelle et planification stratégique, pour une somme maximale de 567 315,39 $, taxes incluses (Edgenda conseil inc.) et 628 884,51 $, taxes incluses (Conseillers en gestion et informatique CGI inc.), conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20546;

2- de procéder à l'évaluation du rendement de Edgenda conseil inc. et de Conseillers en gestion et informatique CGI inc.;

3- d'imputer les dépenses de consommation à même les budgets des services utilisateurs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1247348001

À 17 h 22,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.31 à 20.35 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0512

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet de promesse bilatérale par lequel la Ville s'engage à acquérir de Les Recluses Missionnaires et Les Recluses Missionnaires s'engagent à vendre à la Ville, un immeuble d'une superficie de 53 879,7 mètres carrés, avec la bâtisse portant le numéro 12 050, boulevard Gouin Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour le prix de 6 000 000 $, plus les taxes applicables, à des fins de parc nature / Autoriser le versement de 3 000 000 $ à Les Recluses Missionnaires à titre de dépôt non remboursable

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1409;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'approuver le projet de promesse bilatérale par lequel la Ville acquiert de Les Recluses Missionnaires, à des fins de parc nature, un terrain d'une superficie de 53 879,7 mètres carrés, constitué du lot 1 874 376 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec la bâtisse portant le numéro 12 050, boulevard Gouin Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour le montant de 6 000 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, conformément aux conditions stipulées dans le projet de promesse;

3- d'autoriser la remise du dépôt au montant de 3 000 000 $, conformément aux conditions stipulées dans le projet de promesse bilatérale;

4- d'autoriser le greffier de la Ville à signer le contrat de vente pourvu qu'il soit, de l'avis du Service des affaires juridiques, substantiellement conforme à la présente promesse bilatérale;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1244501005

CG24 0513

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder 3 contrats à Pure Technologies ltée, pour la fourniture de services professionnels pour l'auscultation électromagnétique et la surveillance des conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 7 090 996,90 $, taxes incluses (contrat lot 1 : 2 879 261,44 $ + contingences : 287 926,14 $), (contrat lot 2 : 1 434 313,13 $ + contingences : 143 431,31 $) et (contrat lot 3 : 2 132 786,25 $ + contingences : 213 278,63 $) - Appel d'offres public 24-20510 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1401;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Pure Technologies ltée, pour les lots 1 et 2, et au seul soumissionnaire Pure Technologies ltée, pour le lot 3, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour chacun des articles, pour une période de 36 mois, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour l'auscultation électromagnétique et la surveillance des conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301, par l'auscultation électromagnétique lorsque la conduite hors service (lot 1), par l'auscultation électromagnétique lors que la conduite est en service (lot 2) et par la surveillance continue de conduites en béton précontraint de type AWWA C-301 (lot 3), aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale indiquée en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20510 :

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Pure Technologies ltée	lot 1	2 879 261,44 $
Pure Technologies ltée	lot 2	1 434 313,13 $
Pure Technologies ltée	lot 3	2 132 786,25 $

3- d'autoriser une dépense de 287 926,14 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le contrat lot 1;

4- d'autoriser une dépense de 143 431,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le contrat lot 2;

5- d'autoriser une dépense de 213 278,63 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le contrat lot 3;

6- de procéder à une évaluation du rendement de Pure Technologie ltée;

7- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1247090001

CG24 0514

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec Compass Minerals Canada corp. et Cargill sel, Sécurité Routière, une division de Cargill ltée pour la fourniture et la livraison sur demande de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de sept mois - Montant estimé des ententes-cadres : 23 705 103,07 $, taxes incluses (ententes-cadres : 19 754 252,56 $ + variation des quantités : 3 950 850,51 $) - Appel d'offres public 24-20538 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1391;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure trois ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de sept mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, du sel de déglaçage des chaussées, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20538 et au tableau de prix reçus joint :

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Compass Minerals Canada corp.	Groupe A (Sel régulier)	14 219 436,55 $
Cargill sel, Sécurité Routière	Groupe A (Sel régulier)	3 247 843,69 $
Cargill sel, Sécurité Routière	Groupe B (Sel traité)	2 286 972,32 $

3- d'autoriser une dépense de 3 950 850,51 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Compass Minerals Canada corp. et Cargill sel, Sécurité Routière, une division de Cargill Limitée;

5- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des villes liées participantes, du Jardin botanique et de la Société de transport de Montréal (STM), et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1247362001

CG24 0515

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Emeres inc. pour l'acquisition et l'implémentation d'une solution de répartition assistée par ordinateur (RAO), d'une durée de 84 mois (7 ans), avec deux options de prolongation de 24 mois chacune - Dépense totale de 25 170 036,11 $, taxes incluses (contrat : 21 939 476,51 $ + contingences : 3 230 559,60 $) - Appel d'offres public 23-20303 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1392;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Emeres inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 84 mois, le contrat pour l'acquisition et l'implémentation d'une solution de répartition assistée par ordinateur, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 21 939 476,51 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-20303;

3- d'autoriser une dépense de 3 230 559,60 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- de procéder à une évaluation du rendement d'Emeres inc.;

5- d'autoriser le directeur Sécurité publique et justice à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1242881004

CG24 0516

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour la prestation de services de développement pour des solutions web et d'interfaces d'applications (API) (Lot 1) et pour le développement, l'intégration, la configuration et l'administration de systèmes d'informations géographiques (SIG) (Lot 2), d'une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 4 178 535,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20540 (lot 1 : 2 soum. et lot 2 : 4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1402;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure deux ententes-cadres d'une durée de 36 mois, par lesquelles Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage pour chacun des lots en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la prestation de services de développement pour des solutions web et d'interfaces d'applications (API) (lot 1) et la prestation de services de développement, l'intégration, la configuration et l'administration de systèmes d'informations géographiques (SIG) (lot 2), aux prix de sa soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20540 :

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 1: Prestation de services de développement pour des solutions web et d'interfaces d'applications (API)	3 489 789,04 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 2 : Prestation de services de développement, l'intégration, la configuration et l'administration de systèmes d'informations géographiques (SIG)	688 746,24 $

3- de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1249859001

À 17 h 23,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.36 à 20.40 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0517

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2024, 2025 et 2026 - Dépense totale de 8 233 501,40 $, taxes incluses (Contrat : 7 485 001,27 $ + Contingences : 748 500,13 $) - Appel d'offres public 24-20566 (1 soum.)c / Autoriser pour 2024 un virement de 368 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des finances et de l'évaluation foncière pour la paiement des frais de l'audit des états financiers 2024

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1403;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour les services professionnels pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2024, 2025 et 2026, pour une somme maximale de 8 233 501,40 $, taxes incluses, conformément au devis inclus dans l'appel d'offres public 24-20566;

3- d'autoriser pour 2024 un virement de 368 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des finances et de l'évaluation foncière pour le paiement des frais de l'audit des états financiers 2024;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.36 1240029003

CG24 0518

Conclure deux ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour la prestation de services de développement de tableau de bord Qlik Sense Entreprise (lot 1) et pour le service d'ingénierie de la donnée Python (lot 2), d'une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 2 405 093,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20335 (lot 1 : 2 soum. et lot 2 : 3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1397;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour les lots 1 et 2, firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, la prestation de services de développement de tableau de bord Qlik Sense Entreprise (lot 1) et la prestation de services d'ingénierie de la donnée Python (lot 2), aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale de 2 405 093,04 $, taxes incluses, (lot 1 : 1 030 359,96$ et lot 2 : 1 374 733,08 $), conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20335;

2- de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc.;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1249859002

CG24 0519

Accorder un contrat à WSP Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'aménagement d'une passerelle et du lien est-ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 1 934 458,16 $, taxes incluses (contrat : 1 758 598,33 $ + contingences : 175 859,83 $) - Appel d'offres public 24-20469 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1400;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à WSP Canada inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour l'aménagement d'une passerelle et du lien est-ouest au parc Frédéric-Back situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 758 598,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20469;

2- d'autoriser une dépense de 175 859,83 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de WSP Canada inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.38 1248161001

CG24 0520

Accorder un soutien financier de 10 000 $ non récurrent au Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ) pour la tenue des quatrième États généraux sur l'itinérance à Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1414;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 10 000 $, non récurrent, à Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ) pour la tenue des quatrièmes États généraux sur l'itinérance au Québec;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.39 1245611002

CG24 0521

Accorder un contrat à Équipements incendies C.M.P. Mayer inc., pour l'acquisition de cinq embarcations de sauvetage nautique sur glace à coque rigide munit d'un moteur hors-bord insubmersible, de gamme commerciale, ainsi que cinq moteurs de réserve supplémentaires / Conclure une entente-cadre avec ce dernier pour le service d'inspection annuelle des embarcations, pour une période de cinq ans - Dépense totale de 396 809,19 $, taxes incluses (contrat : 345 051,47 $ + contingences : 51 757,72 $) - Appel d'offres public 24-20492 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1390;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Équipements incendies C.M.P. Mayer inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'acquisition de cinq embarcations de sauvetage nautique sur glace à coque rigide munies d'un moteur hors-bord insubmersible, de gamme commerciale, ainsi que cinq moteurs de réserve supplémentaires;

2- de conclure une entente-cadre avec ce dernier pour le service d'inspection annuelle des embarcations, pour une période de cinq ans, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 345 051,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20492;

3- d'autoriser une dépense de 51 757,72 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.40 1247567025

À 17 h 27,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.41 à 20.45 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0522

Accorder un contrat à Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (Lot 1) et INSUM Solutions inc., (Lot 2), pour l'acquisition des services professionnels pour un chargé de projet pour l'implantation de la solution Oracle ERP Cloud, pour des experts systèmes infonuagiques OCI et des spécialistes en sécurité OCI, pour une période de 36 mois avec une seule option de prolongation de 12 mois - Dépense maximale : 1 448 685 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20499 (lot 1 : 2 soum. et lot 2 : 2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1398;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de 36 mois, avec une prolongation de 12 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville l'acquisition des services professionnels pour un chargé de projet pour l'implantation de la solution Oracle ERP Cloud, pour des experts systèmes infonuagiques OCI et des spécialistes en sécurité OCI, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20499 :

Firmes	Lots	Montants (taxes incluses)
CGI Conseillers en gestion et informatique inc.	Lot 1	1 235 981,25 $
INSUM Solutions inc.	Lot 2	212 703,75 $

2- de procéder à une évaluation du rendement de CGI Conseillers en gestion et informatique inc. et de INSUM Solutions inc.;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.41 1247684004

CG24 0523

Accorder un contrat de gré à gré à Gartner Canada Co. par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour un abonnement à des services-conseils spécialisés en soutien à des dossiers stratégiques en technologies de l'information, pour une période d'un an, soit du 1er octobre 2024 au 30 septembre 2025, pour un montant maximum de 472 374,79 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1404;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à Gartner Canada Co. via l'entente disponible du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour un abonnement à des services-conseils spécialisés en soutien à des dossiers stratégiques en technologies de l'information, pour une période d'un an allant du 1er octobre 2024 au 30 septembre 2025, pour une somme maximale de 472 374,79 $, taxes incluses;

2- d'approuver le projet de convention à cette fin;

3- d'autoriser le directeur du Service des technologies de l'information à signer tous les documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.42 1246469002

CG24 0524

Approuver un projet de convention de renouvellement de bail entre la Ville de Montréal (locataire) et Sa Majesté le Roi du chef du Canada (locateur), pour une période de cinq ans, à compter du 1er avril 2024, pour un site d'une superficie d'environ 6 031 mètres carrés situé sur une partie du lot 6 352 693 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, aux abords du Canal de Lachine, entre la rue du Séminaire et le pont Wellington, à des fins de maintien et entretien d'infrastructures d'aqueduc, pour un loyer total de 201 063,11 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1411;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention de renouvellement de bail entre la Ville de Montréal (locataire) et Sa Majesté le Roi du chef du Canada (locateur), pour une période de cinq ans à compter du 1er avril 2024, pour un site d'une superficie d'environ 6 031 mètres carrés, situé sur une partie du lot 6 352 693 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, connu sous le nom d'aqueduc Wellington, aux abords du canal Lachine, entre la rue du Séminaire et le pont Wellington, à des fins de maintien et d'entretien d'infrastructures d'aqueduc, pour un loyer total de 201 063,11 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.43 1245941004

CG24 0525

Approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert du gouvernement du Québec, un terrain vacant appartenant au domaine hydrique de l'État, connu et désigné comme étant le lot 6 496 661 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, aux fins de régularisation de titres, situé en bordure du lac Saint-Louis sur l'avenue Lilas, dans la Ville de Dorval, pour le prix de 770,27 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1406;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'acte de vente en vertu duquel le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, pour et au nom du gouvernement du Québec, cède à la Ville de Montréal le lot 6 496 661 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour le prix d'un dollar, plus les taxes applicables;

2- d'approuver l'acquittement des frais administratifs applicables en vertu de l'article 1, paragraphe 5 a) de l'Annexe I du *Règlement sur le domaine hydrique de l'État* (RLRQ, c. R-13, r. 1), au montant de 769,27 $, plus les taxes applicables;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.44 1230222001

CG24 0526

Approuver, conditionnellement à l'obtention de l'engagement définitif de la subvention, un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède, sans contrepartie monétaire, à l'organisme à but non lucratif Brique par brique, à des fins de construction de logements sociaux, un immeuble situé au 8600 à 8618, avenue De L'Épée, dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, connu comme étant le lot 6 402 268 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie de 1 057 mètres carrés

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1410;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède, sans contrepartie monétaire, à Brique par brique, à des fins de construction de logements sociaux, un immeuble situé au 8600-8618, avenue De L'Épée, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, constitué du lot 6 402 268 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie de 1 057 mètres carrés, le tout selon les conditions stipulées au projet d'acte;

2- d'autoriser la Ville à signer de l'acte de vente conditionnellement à la confirmation écrite de la Société d'habitation du Québec (SHQ) de l'engagement définitif de la subvention demandée dans le cadre du Programme AccèsLogis pour la réalisation du projet;

3- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.45 1249220001

À 17 h 28,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.46 à 20.49 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0527

Autoriser une dépense maximale de 1 456 848,86 $, toutes taxes incluses, à être versée à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) pour divers travaux requis aux bâtiments municipaux localisés au 1451-1453, rue Sicard, 1743, rue Bourbonnière, 2661, rue Centre, 701, rue du Couvent, 7120, rue D'Iberville et 7898, rue Berri / Ces dépenses sont prévues au budget de fonctionnement du service de l'habitation (550 126,81 $ en 2024, 728 092,90 $ en 2025 et 178 629,15 $ en 2026) / Autoriser une dépense supplémentaire de 19 194 $, toutes taxes incluses, au PDI concernant des travaux de mise aux normes demandés par la SHDM

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1412;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense maximale de 1 456 848,86 $, taxes incluses, à être versée à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) pour divers travaux requis aux bâtiments municipaux localisés au 1451-1453, rue Sicard, au 1743, avenue Bourbonnière, au 2661, rue du Centre, au 701, rue du Couvent, au 7120, rue D'Iberville et au 7898, rue Berri;

2- d'autoriser une dépense supplémentaire de 19 194 $, taxes incluses, au programme décennal d'immobilisations (PDI) concernant des travaux de mise aux normes demandés par la SHDM;

3- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.46 1243867004

CG24 0528

Autoriser une dépense additionnelle de 238 412,16 $, taxes incluses, pour acquérir des heures dédiées d'ingénierie de support (DSE) dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc. (CG21 0712) majorant ainsi le montant total du contrat de 677 516,80 $ à 915 928,96 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1394;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 238 412,16 $, taxes incluses, pour acquérir des heures dédiées d'ingénierie de support (DSE) dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc. (CG21 0712) majorant ainsi le montant total du contrat de 677 516,80 $ à 915 928,96 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le directeur de la Direction stratégies, pratiques d'affaires et performance, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.47 1245954012

CG24 0529

Autoriser le dépôt de la demande d'aide financière au volet 2 du programme Accélérer la transition climatique locale / Attester que tous les projets de la programmation déposée en soutien à la demande respecteront les critères d'admissibilité du programme, notamment, et non limitativement, qu'ils sont issus d'un plan climat partiel ou complet approuvé par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1405;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser le dépôt de la demande d'aide financière au volet 2 du programme Accélérer la transition climatique locale (ATCL);

2- d'attester que tous les projets de la programmation déposée en soutien à la demande respecteront les critères d'admissibilité du programme, notamment, et non limitativement, qu'ils sont issus d'un plan climat partiel ou complet approuvé par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP);

3- de s'engager à respecter toutes les conditions et modalités du programme qui sont applicables à l'agglomération ou aux projets de la programmation;

4- de s'engager, si une aide financière est obtenue, à ce que l'agglomération et les villes constituant l'agglomération de Montréal payent tous les coûts non admissibles associés à leurs projets respectifs, y compris tout dépassement de coûts, la part des coûts admissibles qui ne sont pas subventionnés et qui leur incombent ainsi que les coûts d'exploitation continue et d'entretien d'infrastructures ou d'aménagements subventionnés;

5- d'autoriser le greffier de la Ville de Montréal, ou son remplaçant, à signer pour et au nom de l'agglomération de Montréal, tout document utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution;

6- de transmettre à la ministre des Affaires municipales une copie certifiée de la présente résolution.

Adopté à l'unanimité.

20.48 1249492006

CG24 0530

Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et La Maison des RebElles pour l'acquisition de 22 nouvelles unités de logement situées au 4700, rue Saint-Ambroise dans l'arrondissement du Sud-Ouest dans le cadre de l'Entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 3e rang en faveur de la Ville de Montréal et le contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière / Autoriser une aide financière de 1 205 987 $ à La Maison des RebElles représentant la contribution du milieu à être remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1418;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et La Maison des RebElles pour l'acquisition de 22 logements situés au 4700, rue Saint-Ambroise dans l'arrondissement du Sud-Ouest dans le cadre de l'Entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec;

2- d'autoriser une aide financière de 1 205 987 $ à La Maison des RebElles représentant la contribution du milieu à être remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal;

3- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 3e rang en faveur de la Ville de Montréal et le contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière jointe au dossier décisionnel;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.49 1243716001

À 17 h 29,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0531

Autoriser le dépôt d'une demande de contribution financière au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) du gouvernement du Canada pour le projet « Est de Montréal - Agrandir une infrastructure naturelle par la plantation massive d'arbres afin de contrer les épisodes de chaleur extrême affectant santé et résilience collective » / Approuver un projet de convention d'aide financière à cet effet

Attendu que, le 23 janvier 2024 dans le cadre de l'Entente Canada-Québec, le gouvernement du Québec adoptait le décret suivant :

Décret numéro 36-2024 concernant le versement d'une contribution maximale de 27 710 192 $ pour le projet « Est de Montréal - Agrandir une infrastructure naturelle par la plantation massive d'arbres afin de contrer les épisodes de chaleur extrême affectant santé et résilience collective »;

Attendu que la Ville de Montréal:

a pris connaissance des modalités fédérales du programme du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe (FAAC) et s'engage à respecter celles qui s'appliquent à elle dans l'éventualité où elle obtient une aide financière pour son projet;

s'engage à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continue de l'infrastructure visée;

assumera tous les coûts non admissibles associés à son projet y compris tout dépassement de coûts;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 août 2024 par sa résolution CE24 1321;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser le dépôt de la demande de contribution financière au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe (FAAC) du gouvernement du Canada pour le projet « Est de Montréal - Agrandir une infrastructure naturelle par la plantation massive d'arbres afin de contrer les épisodes de chaleur extrême affectant santé et résilience collective »;

2- d'approuver le projet d'entente de contribution financière à intervenir entre la ministre des Affaires municipales du gouvernement du Québec et la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1245186001

CG24 0532

Autoriser la modification à la répartition de 150 millions reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 3 300 000 $ soit de la compétence de la ville centre

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 août 2024 par sa résolution CE24 1326;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'autoriser la modification à la répartition de 150 M$ reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 3 300 000 $ soit de la compétence de la ville centre.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1248798003

CG24 0533

Adopter la version actualisée de la Charte des données numériques

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1420;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la version actualisée de la Charte des données numériques.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1249637001

CG24 0534

Demander à la ministre des Affaires municipales une prolongation de délais de 12 mois destinée à permettre à l'agglomération de Montréal de se conformer à l'OGAT habitation « Planifier des milieux de vie assurant l'accès à des logements de qualité, accessibles et abordables pour l'ensemble des ménages »

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1427;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de demander une prolongation de délai de 12 mois à la ministre des Affaires municipales afin que le conseil d'agglomération de Montréal réponde à l'orientation gouvernementale en aménagement du territoire (OGAT), portant sur l'habitation, intitulée « Planifier des milieux de vie assurant l'accès à des logements de qualité, accessibles et abordables pour l'ensemble des ménages »;

2- d'autoriser le greffier de la Ville de Montréal à transmettre à la ministre des Affaires municipales, la résolution du conseil d'agglomération, ainsi que le document justificatif produit conformément à la politique de prolongation des délais en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1).

Adopté à l'unanimité.

30.04 1249339003

CG24 0535

Adopter la Stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle pour la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1423;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la Stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle pour la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1244794002

CG24 0536

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1249443001

CG24 0537

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

AVIS DE MOTIONS ET DÉPÔTS DE PROJETS DE RÈGLEMENTS

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1243867003

CG24 0538

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1248862002

À 17 h 31,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0539

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0471;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0471;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2024, par sa résolution CE24 1214;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1249861006

Règlement RCG/21-017-1

CG24 0540

Adoption - Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 $ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 $ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0472;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 $ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0472;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2024 par sa résolution CE24 1219;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 $ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1246831001

Règlement RCG 24-031

CG24 0541

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0473;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0473;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2024 par sa résolution CE24 01220;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1248285001

Règlement RCG 24-032

CG24 0542

Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0474;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0474;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2024, par sa résolution CE24 1294;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1248168005

Règlement RCG 12-004-2

CG24 0543

Adoption - Règlement modifiant le règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0475;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 août 2024 par sa résolution CG24 0475;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2024, par sa résolution CE24 1295;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) ».

Adopté à l'unanimité.

42.05 1244352005

Règlement RCG 09-029-3

CG24 0544

Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. concernant la modification de certaines dispositions de la convention collective et les modalités de la directive sur l'assignation des heures supplémentaires (remplacement du statut de pompiers temporaires pour le statut de pompiers flottants)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024, par sa résolution CE24 1384;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (APM) concernant la modification de certaines dispositions de la convention collective et les modalités de la DA-ASS en lien avec les pompiers flottants.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1246404001

À 17 h 32, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, remercie les membres du conseil pour leur collaboration, ainsi que les différentes équipes ayant participé à la tenue de ce conseil. Puis, elle souhaite une bonne soirée à tous et toutes et donne rendez-vous à la prochaine assemblée du mois d'octobre.

_____
Nancy Blanchet
PRÉSIDENTE

_____
Domenico Zambito
GREFFIER ADJOINT

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie Plante

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
24 OCTOBRE 2024

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 30 SEPTEMBRE 2024

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 SEPTEMBRE 2024 AU 30 SEPTEMBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
9200-2427 QUÉBEC INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1243772001	ACCORDER DEUX (2) CONTRATS À 9200-2427 QUÉBEC INC. POUR LES SERVICES DE DÉNEIGEMENT ET D'ENTRETIEN ROUTIER DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE (LOT 1), DU LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE (LET) ET DU CENTRE DE TRAITEMENT DES MATIÈRES ORGANIQUES (CTMO) (LOT 2) DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS CHACUN, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION DE DOUZE (12) MOIS - DÉPENSE TOTALE DE 743 999,09 $, (CONTRAT 619 999,24 $ + CONTINGENCES 123 999,85 $) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20508 - (TROIS SOUMISSIONNAIRES).	CE24 1338	2024-09-06	743 999,00 $
COFOMO	ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES ET DES COMMUNICATIONS	DIRECTION STRATÉGIE_TALENTS_DIVERSITÉ_ÉQUITÉ ET INCLUSION	1245607001	CONCLURE 3 ENTENTES-CADRES AVEC LA FIRME SUIVANTE : COFOMO INC. (LOT 1 - MONTANT ESTIMÉ: 465 482,04 $ TAXES INCLUSES), COFOMO INC (LOT 2 - MONTANT ESTIMÉ: 459 721,79 $ TAXES INCLUSES) ET COFOMO INC (LOT 3 - MONTANT ESTIMÉ: 501 302,50 $ TAXES INCLUSES) POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE PRESTATIONS DE SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DU CHANGEMENT (GDC), SELON LES BESOINS DES UNITÉS DE LA VILLE, POUR UNE DURÉE DE DEUX ANS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION DE DEUX ANS. MONTANT TOTAL ESTIMÉ DES ENTENTES DE 1 426 506,33 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20488 (12 SOUMISSIONNAIRES)	CE24 1395	2024-09-13	925 207,00 $
MILA - INSTITUT QUÉBÉCOIS D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	DÉPENSE MIXTE D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION TECHNOLOGIE ET ARCHITECTURE	1245942004	CONCLURE UNE ENTENTE DE COLLABORATION DE GRÉ À GRÉ AVEC MILA – INSTITUT QUÉBÉCOIS D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, ORGANISME À BUT NON LUCRATIF, POUR UNE PÉRIODE DE 5 ANS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 25 000,00 $, TAXES INCLUSES / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE24 1417	2024-09-13	25 000,00 $
GROUPE QUALINET INC.	ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION DES IMMEUBLES	DIRECTION - GESTION IMMOBILIÈRE ET EXPLOITATION	1247157014	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE AVEC GROUPE QUALINET INC. POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE NETTOYAGE APRÈS SINISTRE POUR LES BÂTIMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, SOIT DU 1ER NOVEMBRE 2024 AU 31 OCTOBRE 2027, AVEC DEUX (2) OPTIONS DE PROLONGATION DE DOUZE (12) MOIS CHACUNE (MONTANT ESTIMÉ DE L'ENTENTE : 386 756,12 $, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 322 296,77 $ + CONTINGENCES : 64 459,35 $)) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20590 (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE24 1446	2024-09-27	386 756,00 $
IMK, AVOCATS S.E.N.C.R.L./LLP	100% AGGLO	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	DIRECTION	1247581001	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 293 681,28 $, TAXES INCLUSES, POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS DES AVOCATS DANS LE CADRE D'UN MANDAT RÉALISÉ PAR LE CABINET IMK (DA213302003)	CE24 1450	2024-09-27	293 681,00 $

LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC	100% AGGLO	SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU	DIRECTION	1247862010	AUTORISER LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU À OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES DE CONSTRUCTION À L'ENTREPRISE LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC. DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA BIOSPHÈRE, NOTAMMENT LA TOITURE ET LA PLATEFORME B, CONFORMÉMENT À L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 202406288PUBCO ET AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 7 908 210,45 $, TAXES, CONTINGENCES ET INCIDENCES INCLUSES.	CE24 1350	2024-09-06	7 908 210,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 6

TOTAL : 10 282 853,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
24 OCTOBRE 2024

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 30 SEPTEMBRE 2024

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 SEPTEMBRE 2024 AU 30 SEPTEMBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION MISE EN VALEUR DES PÔLES ÉCONOMIQUES	1247956003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT 50 000 $ AU REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL AFIN DE RÉALISER LE PROJET CULTIVER L'ESPOIR POUR LA PÉRIODE 2024-2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SECTORIELLE DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL 2023-2025 (CG23 0152) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE24 1366	2024-09-06	50 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 1

TOTAL : 50 000,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
24 octobre 2024

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024
LISTE SIMON

1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT	90005536septembre2024	2024-09-12	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Transport en commun	56 899 280,00 $	-
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	17074	2024-09-19	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	Dépenses encourrus dans le cadre du programme Triennal d'immobilisation	Dépenses de contributions	Entretien et aménag. des parcs et terrains	5 065 390,65 $	-
ENERGIR S.E.C.	DEU57730	2024-09-12	BALLARD, JEAN-FRANCOIS	FOURNITURE DE GAZ NATUREL POUR 2024 POUR LA STATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 547 355,45 $	-
C.H. DE LA POINTE AMICAL - BANQUE	1218440002	2024-09-27	MORIN, NANCY	Subventions ou contributions financières	Habitation	Logement social	1 919 378,00 $	-
FIDUCIE DU REGIME CUM	240913fiduciereercum	2024-09-13	BOULIANNE, JULIE	Montants à verser en vertu de l¿article 14 B du contrat constitutif de Fiducie du	Police	Activités policières	262 417,91 $	-
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE	5422	2024-09-24	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Logement social	125 000,00 $	-
LE CALLIERE SYNDICAT DE COPROPRIETAIR	2241044001240830	2024-09-04	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subventions 137 rue St-Pierre	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	124 550,80 $	-
GLT + INC	1672789	2024-09-10	RODI, SONIA	SGPI - AOI: 22-19308. LOT 2 - Services professionnelles d'un	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnemen	104 201,29 $	1559157
LES HABITATIONS HU-NIC 2011 INC.	1677373	2024-09-13	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI - Contrat de gré à gré - Réfection partielle du bloc sanitaire au sous-sol du	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	97 881,48 $	-
TELUS COMMUNICATIONS INC.	36501994058	2024-09-23	BEAUCHESNE, JULIE	Service téléphonie cellulaire pour le SPVM - facture septembre 2024	Police	Activités policières	97 034,86 $	-
(ABRPPVM) ASSOCIATION BIENFAISANCE ET	factcotpatronalesaout2024	2024-09-24	BOULIANNE, JULIE	Facturation des cotisations patronales pour la période du 1er au 31 août 2024 pour	Police	Activités policières	87 814,57 $	-
8505284 CANADA INC	DEP47547	2024-09-20	LARRIVEE, ALAIN	DEP / RÉS / PTI / Fourniture et installation de 4 plateformes d'accès pour	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	85 501,81 $	-
AXON PUBLIC SAFETY CANADA INC.	1676935	2024-09-11	RICHER, VINCENT	Soumission Q-602223-45552.577DV. Cartouches Live de Taser7	Police	Activités policières	81 553,24 $	-
SOLOTECH INC	1676023	2024-09-06	PAGE, MARTIN	STI - Contrat de support des systèmes de vidéo comparution et support des	Technologies de l'information	Gestion de l'information	81 512,29 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE INVESTIGATION & SECURITE	1678564	2024-09-23	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	SGPMRS - Contrat pour assurer la sécurité lors des interventions de contrôle de	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	80 415,37 $	-
TELECON INC	1676687	2024-09-11	COURVILLE, JANOS	SGPI - AOP 23-19959 .Services de câblage structuré en	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	79 903,88 $	1613723
9190-8673 QUEBEC INC	1677088	2024-09-12	MORIN, JEAN-FRANCOIS	CONTRAT pour effectuer la plantation et lēntretien des végétaux du projet du REV	Plateau Mont-Royal	Construction d'infrastructures de voirie	78 177,97 $	-
BENTLEY SYSTEMS INC.	1678871	2024-09-25	LOGE, HERVE	Renouvellement Licence WaterGems - Service de l'eau - Roger Kanvinda	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	77 690,92 $	-
BESCO CONSTRUCTION	DEP47563	2024-09-23	LARRIVEE, ALAIN	23U04 TR01 Travaux pour le démantèlement d'éléments d'acier et	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	77 377,24 $	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1675850	2024-09-05	COUTURE, CEDRIC	EMAF: Location 33 Autos - Nov & Déc 24	Police	Activités policières	74 170,90 $	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1675799	2024-09-05	COUTURE, CEDRIC	EMAF: Location 33 Autos - Sep & Oct 24	Police	Activités policières	74 170,90 $	-
MICHEL GUIMONT ENTREPRENEUR ELECTRICIEN	1675851	2024-09-05	SHARIFIAN, JABIZ	SGPI/ GRÉ@GRÉ_ Installation de 17 bornes de recharge de niveau 2 pour	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	73 503,43 $	-
MTL 24/24	1679259	2024-09-26	ELLA-OYONO, DIEUDONNE	Vie nocturne - Accompagnement organisation événement	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	73 040,61 $	-
GESTION PFB	1676991	2024-09-12	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI - Contrat de gré à gré - Service pour réfection des balcons. Dégradation	Gestion et planification des immeubles	Entretien et aménag. des parcs et terrains	72 973,44 $	-
HYDRO COUPE CRC LTEE	DEU59943	2024-09-25	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / AS-198054-12-FOURNIR UN SEUL VOLET DE CHAUDIÈRE POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	69 974,17 $	-
COOP D'HABITATION LA TOUR DES	2239363022240909	2024-09-11	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subventions 3708-3718, avenue du Parc	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	68 584,97 $	-
EXCAVATION MONTPETIT INC.	1677619	2024-09-17	BOULIANNE, MARTIN	SGPMRS/ Accorder un contrat à Excavation Montpetit inc., pour les	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	65 970,16 $	-
BENTLEY SYSTEMS INC.	1678870	2024-09-25	LOGE, HERVE	FACTURES DE SURCONSOMMATION Licence WaterGems -	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	61 347,98 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1679560	2024-09-30	VILLENEUVE, SERGE	SIM - DIVOS | Achat différents matériels spécialises pour	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	60 609,25 $	-
CDTEC CALIBRATION INC.	1679269	2024-09-26	VILLENEUVE, SERGE	SIM - DIVOS | Achat de matériels et 4 détecteurs de gaz pour intervenants	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	58 422,60 $	-
FRATERNITE DES POLICIERS ET POLICIERES DE	1678141	2024-09-19	RICHER, VINCENT	Paiement factures pour services de psychologues pour le PAPP. Payé par la	Police	Activités policières	50 000,00 $	-
TELUS COMMUNICATIONS INC.	DEU57516	2024-09-06	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Frais de cellulaires TELUS pour l'année 2024 (Janvier à décembre 2024)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	47 244,37 $	1408829
STRATEGIES ECOCONSEILS INC.	1675488	2024-09-04	RIBAUX, SIDNEY	Octroyer un contrat de gré à gré à Stratégies Écoconseils pour réaliser un sondage -	Direction générale	Protection de l'environnement	45 932,03 $	-
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1676139	2024-09-06	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI / Fourniture, installation et mise en service des dispositifs de	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	44 084,25 $	-
AVENSYS SOLUTIONS INC.	DEU60024	2024-09-18	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de pièces en contrôle	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	43 811,28 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9932294863	2024-09-27	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	43 059,73 $	-
SERVICE SOUS-MARIN SOREL	1678741	2024-09-24	LOGE, HERVE	Inspection des conduites principales dégouts submergées - collecteurs et	Service de l'eau	Réseaux d'égout	41 995,00 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9930487034	2024-09-25	GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	40 442,42 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9931400110	2024-09-25	GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	39 555,15 $	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1675796	2024-09-05	COUTURE, CEDRIC	EMAF: Location 33 Autos - Aout 24	Police	Activités policières	37 155,60 $	-
RENEE DUPRAS	1677638	2024-09-17	LEVEILLE, MARIE-LYNE	BCO 2024 : Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - Période de	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	37 008,09 $	-
ESRI CANADA LIMITED	1678369	2024-09-20	STRASBOURG, PIERRE	STI - Fournisseur unique / Renouvellement de maintenance pour les	Technologies de l'information	Gestion de l'information	35 968,72 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MU	1679485	2024-09-27	LECAVALIER, MARC	GAG OBNL - Réalisation de trois murales d'art pour l'aménagement des espaces	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	35 520,01 $	-
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	1678497	2024-09-23	ST-PIERRE, DAVE	SCA / Achat de marchepieds et bedliners pour les F-150 du SPVM.	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	34 834,64 $	-
JMS INDUSTRIEL	DEU59919	2024-09-06	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de chaîne assemblée	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	32 736,95 $	-
FNX-INNOV INC.	1679245	2024-09-26	HACHEY, NORMAND	INCIDENCES DRE & DGA: Mandat 189425-SP04 - Réhabilitation du collecteur	Service de l'eau	Réseaux d'égout	31 541,54 $	1517097
PRODUITS SUNCOR ENERGIE.	DEP44561	2024-09-13	VINCENT, SIMON	BCO 2024 - UPI / Diesel coloré - Entente 1631217 - Remplace DEP40833	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	31 496,25 $	1631217
SOLARWINDS	DEP47109	2024-09-27	LARRIVEE, ALAIN	DEP / UAT / Renouvellement annuel - Licence SolarWinds pour la	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	27 562,65 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9929608415	2024-09-25	GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	26 927,13 $	-
LES CONTROLES GF TEC INC.	DEP47560	2024-09-23	LARRIVEE, ALAIN	DEP / UAT 2024 / PTI / Fourniture et remplacement de 60 batteries 50G09 (LES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	26 146,36 $	-
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1667496	2024-09-06	ST-PIERRE, DAVE	SMRA / Achat de 7 traceuses de lignes pour les arrondissements.	Materiel roulant et ateliers	Marquage de la chaussée	25 878,60 $	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEP47491	2024-09-17	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Transmetteur indicateur de débit	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	24 805,67 $	-
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1676139	2024-09-06	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI / Fourniture, installation et mise en service des dispositifs de	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnemen	24 611,14 $	-
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal2024405e	2024-09-16	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	23 891,53 $	-
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEP47500	2024-09-18	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / BS / UDB / PTI / FOURNITURE ET INSTALLATION DE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	23 873,16 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1131224	2024-09-16	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS PAT GOSSELIN HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	23 379,30 $	1598635

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035063	2024-09-25	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - SEPT 2024 - 0000035063	Affaires juridiques	Affaires civiles	22 906,96 $	-
URGENCE MARINE INC.	1672881	2024-09-26	BASSIGNOT, LAURE	SENV / BCO 2024 - Nettoyage, récupération de produits huileux, contention	Environnement	Réseaux d'égout	22 828,32 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1130534	2024-09-09	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS MPK HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	22 622,07 $	1598635
UNIFORM WORKS LIMITED	1679513	2024-09-27	NADEAU, ALAIN	Uniform Works. GTI SPVM. Soumission Q25SEPT24-SPVM-MGT-001. Pour	Police	Activités policières	22 488,31 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1129322	2024-09-09	CADOTTE, ERIC	Réserver fonds chez IDEAL pour cognement dans la direction (1500$) / PIECES	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	22 259,98 $	-
TANDEM COMMUNICATION EVENEMENTIELL	1679743	2024-09-30	ELLA-OYONO, DIEUDONNE	DEV / Selon la convention de services professionnels / Soutien financier pour	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	22 045,28 $	-
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEU60018	2024-09-17	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Échafaudage pour l'inspection des réservoirs des produits chimiques no 1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 021,12 $	-
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	DEU46127	2024-09-19	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	COMMANDE OUVERTE SEAO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 895,55 $	-
PROCEDES DE SOUDURE UNIES (CANADA) INC.	DEU60076	2024-09-28	LAHAIE, DANIEL	DEEU / JS-198079-20-MAN DE LA POMPE PRINCIPALE DE LA	Service de l'eau	Réseaux d'égout	21 822,50 $	-
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1675326	2024-09-03	NADEAU, ALAIN	Soumission Q34165 Achat munitions pour le GTI.	Police	Activités policières	21 417,45 $	-
GROUPE ABS INC.	DEP47480	2024-09-23	LARRIVEE, ALAIN	23R02 SP04 Réfection de la paroi rocheuse du vide technique Plans et devis et	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	21 291,47 $	-
THERMO FISHER SCIENTIFIC (MISSISSAUGA)	1677927	2024-09-18	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Contrat de service annuel et récurrent pour l'entretien et maintenance	Environnement	Traitement des eaux usées	21 205,77 $	-
E&B DATA INC.	1676714	2024-09-11	BERECHID, MAHA	DEV / Services professionnels pour la mise à jour des secteurs dactivité	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	20 997,50 $	-
AMBIONER INC.	1676164	2024-09-06	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI/ G-A-G- Services professionnels pour l'implantation des mesures	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	20 997,50 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS HALT INC.	1678259	2024-09-19	STOILOVA-DINEVA, IVA	Verdun\Supports à vélos - S23-005	Verdun	Construction d'infrastructures de voirie	20 640,76 $	-
WM QUEBEC INC.	DEU58049	2024-09-06	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / OPÉRATIONS / BC OUVERT 2024 - SERVICE LOCATION ET LEVEE DE	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	20 210,13 $	-
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY	1678220	2024-09-19	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV // Achat de réactifs de laboratoire - Pour Labo Crémazie - Entente	Environnement	Traitement des eaux usées	19 120,65 $	1672600
LES GRUES BELLERIVE INC.	DEU60015	2024-09-17	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Location de grue pour l'entretien du canal d'amené 22/28	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 107,72 $	-
GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO	1676488	2024-09-10	STRASBOURG, PIERRE	68420.23 Géolocalisation des bateaux par le CCSI (LTE et RAO) - Acquisition	Technologies de l'information	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	19 088,61 $	-
EQUIPEMENT ST-GERMAIN INC.	1678637	2024-09-24	BORNAIS, LUC	SENV/GMR_ GAG_ Service de location d'un rouleau compacteur pour le CESM	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains	18 720,58 $	-
SYNDICAT DE LA COPROPRIETE DU 4672 ET 4674	2231044026240829	2024-09-04	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subvention 4672-74 rue de Grand Pré	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	18 441,39 $	-
NADEAU ULTRA TECH	DEP47585	2024-09-25	LARRIVEE, ALAIN	PTI_UPI_2024_INSTALLATION PANNEAU DE RACCORDEMENT DE LA	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	18 319,80 $	-
UNITED RENTALS DU CANADA	1676598	2024-09-11	CAPPELLI, JEAN	OUEST CITÉ ADMINISTRATIVES ACHAT CISEAU	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnemen	17 423,73 $	-
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP44396	2024-09-06	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - MAG UAT REAPPRO / Achat de vannes guillotines pour le magasin de l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	17 315,97 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1679673	2024-09-30	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- MEPI DM 24-0841 /// CHAPEAU TRADITIONNEL UST-LW.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	17 291,44 $	-
GLOBOCAM RIVE-SUD, SOCIETE EN COMMANDITE -	ROS1129339	2024-09-12	CADOTTE, ERIC	estimation atelier	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	16 954,60 $	-
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET	DEP47377	2024-09-05	POIRIER-VACHON, KAREL	FORMATIONS SST CHANTIER DE CONSTRUCTION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	16 761,25 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9931424568	2024-09-27	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	16 697,54 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DENEIGEMENT PASCAL LANIEL INC	DEP47502	2024-09-18	VINCENT, SIMON	UPI - Déneigement 2024-2025 : usine et réservoirs sauf DDO. Said Annour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 905,60 $	-
FNX-INNOV INC.	DEU48778	2024-09-12	DEVEAU, DOMINIQUE	RA - Projet 189425-1 - SP Gestion des impacts/maintien circulation	Service de l'eau	Réseaux d'égout	15 699,57 $	-
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS	DEU59972	2024-09-13	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / PRODUITS CHIMIQUES TRAITEMENT D'EAU - VEOLIA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 514,54 $	-
TELUS	32487950091	2024-09-24	PERRI, VALENTINA	Paiement de la facture # 32487950091 en date du 16 septembre 2024	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	15 378,21 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9932313243	2024-09-27	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	15 060,32 $	-
POSTMEDIA NETWORK INC	1639951	2024-09-03	LE NAY, ALBANE	SEPLV - Contrat de GAG avec The Gazette pour la fourniture d'espaces	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 000,00 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsse24032	2024-09-25	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	15 000,00 $	-
BAULNE INC.	1673119	2024-09-06	WAN, HOK	SGPI / TEM-NORMAL. Caserne 20. Fournir et mise en fonction de deux	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	14 974,02 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1676469	2024-09-10	PICARD, CATHERINE	REAPP_vêtements et accessoires SPVM	Bilan	Vêtement et équipement de travail	14 757,38 $	-
NORBEC COMMUNICATION	1676053	2024-09-06	LANDRY, ROBERT	Achat d'adaptateurs pour conduit, dome adapter et autres pour la division des	Police	Activités policières	14 724,49 $	-
G.C.M. CONSULTANTS INC	DEU54688	2024-09-10	BELLEMARE, STEPHANE	BS DEEU CG-183128-6-SERVICES PROFESSIONNELS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 710,06 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1653314	2024-09-27	MATELUS, GAMALIEL	SPVM- Réapp Vêtement et uniforme	Bilan	Vêtement et équipement de travail	14 665,70 $	1643722
COMPUGEN INC.	1678335	2024-09-20	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM / Acquisition de matérielle informatique pour la Div. Prévention - DDS	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	14 664,45 $	1654697
TRAFIC INNOVATION INC.	1676259	2024-09-09	POTVIN, DANIEL	Achat de bollards pour la piste cyclable conformement a la soumission 118919	Verdun	Construction d'infrastructures de voirie	14 645,76 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENTREPOSAGE LACOMBE	1679458	2024-09-27	DARCY, PENELOPE	GAG, Factures reçues et à venir - Couvrir les frais de tous les déménagements et	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	14 622,13 $	-
GFL SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	DEU59956	2024-09-11	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU /INSPECTION RÉSERVOIR CHIMIQUE #1 - NETTTOYAGE INTERNE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 961,01 $	-
CONSULTANTS TECHNIQUES TECHNILOGIC	1675319	2024-09-03	BEAUCHAMP, RAPHAEL	SGPMRS - Remplacement des barrières et du système électrique des guérites de la	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	13 751,26 $	-
CONSTRUCTION JESSIKO INC.	DEP47441	2024-09-11	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / CHF - Réparation par injection des fissures sur plancher devant	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	13 664,85 $	-
ECO-COMPTEUR INC.	1679734	2024-09-30	VAYSSIERES, FLORIANE	SUM // Renouvellement d'abonnement de juillet à décembre 2024 Mandat du	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	13 653,62 $	-
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA	DIC1131293	2024-09-16	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS PAT GOSSELIN HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	13 513,77 $	1598679
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal202404e	2024-09-16	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	13 494,00 $	-
NORMAND D'AMOUR ET MANON GELINAS	2236188011240909	2024-09-11	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subvention 6990-6998 rue Boyer	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	13 456,47 $	-
SUNBELT RENTALS OF CANADA INC.	1651308	2024-09-11	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI / Paiement de factures - Location d'appareil et système de chauffage	Gestion et planification des immeubles	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI -	13 133,35 $	-
JEAN-RENALD ESTIMABLE	2246440021	2024-09-16	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Jean-Rénald Estimable - Autoriser le règlement hors cour pour	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 000,00 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1130382	2024-09-05	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS ALAIN LAMBERT HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	12 810,66 $	-
MABAREX INC	DEP47356	2024-09-04	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Réapprovisionnement / Acquisition de manchon de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 771,20 $	-
TECHNO-COMBUSTION INC.	DEU60120	2024-09-27	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique d'entretien de système de gaz naturel	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 598,50 $	-
OPERATIONS COMMANDER	1676997	2024-09-12	BEAUCHAMP, RAPHAEL	SGPMRS - Paiement de facture pour les licences, les services et l'assistance de	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	12 580,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU59916	2024-09-06	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièces	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 236,09 $	-
THOMSON REUTERS	1678958	2024-09-25	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ / Paiement de facture pour lāchat de 92 livres - Code criminel annoté 2025	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	11 976,97 $	-
TRANE CANADA UCL	DEU59348	2024-09-06	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Entretien des refroidisseurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 784,85 $	-
OMNIFAB	DEU59172	2024-09-05	LAHAIE, DANIEL	DEEU / PAIEMENT FACTURE 63542 / AS-198054-46-REMISE À	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 617,23 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1127356	2024-09-09	CADOTTE, ERIC	140114 RESERVER FOND KW LANORAIE POUR REP SUITE SAAQ (8000$)	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	11 609,12 $	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090681913	2024-09-30	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Norton Rose Fulbright Canada - Association des Pompiers	Dépenses communes	Autres - Administration générale	11 532,88 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP47467	2024-09-13	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Réapprovisionnement / Acquisition de 4 brides	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 476,65 $	1657298
LOUISE PHILIBERT	1677475	2024-09-16	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // BCO 2024 - Service de Sténographie pour la période de septembre à	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	11 359,65 $	-
AXXONLAB INC.	1676503	2024-09-10	FEVRE, CHRISTOPHE	SGPI, Remplacement du système de chauffage au mazout par un système de	Gestion et planification des immeubles	Autres ressources du patrimoine	11 244,16 $	-
COOPER EQUIPMENT RENTALS LIMITED	DEU59905	2024-09-05	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Location d'un chariot élévateur électrique pour l'Entretien au secteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 215,97 $	-
BIO SERVICE MONTREAL INC.	DEU60117	2024-09-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de neutralisant	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 179,07 $	-
PAPIER & PASSIONS INC.	1679636	2024-09-30	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Services d'impression pour Poursuites pénales & criminelles □	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	11 081,43 $	-
GENERAL BEARING SERVICE INC.	DEP47381	2024-09-05	DALLAIRE, DOMINIC	Généré par le réapprovisionnement 2024-08-29 2:43 PM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 034,19 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	1676343	2024-09-09	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisition de matériel de laboratoire et de produits chimiques pour	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	10 998,41 $	1672578

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TEXAS ELECTRONIQUE (CANADA) INC	1676214	2024-09-09	ZAMBLE, DIANE	SMRA / Achat 2 enrouleurs pour gaz d'échappement, Ateliers Verdun	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	10 930,01 $	-
CINTAS CANADA LIMITEE	DEP44618	2024-09-16	GODIN, DANIEL	BCO2024 - ERP - Location, entretien et réparation de combinaisons ignifuges et	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 918,70 $	-
ARTICULATE GLOBAL, INC.	1675788	2024-09-05	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM/ Achat de licence : Articulate 360 Teams.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 645,71 $	-
MONTAGNE EXPLORE INC.	1676978	2024-09-12	COURNOYER, FREDERIC	SIM-DIVOS / Acquisition de Cagoule en néoprène & combinaisons thermique de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 573,29 $	-
SARAH-JANE TURCOT INC.	1677043	2024-09-12	BIBEAU, CHANTAL	SSIM / Service professionnels - Objectif dāider le Coaché à trouver	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 562,06 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1130497	2024-09-06	CADOTTE, ERIC	RESERVER 9965.74$ GLOBO MTL EST POUR INSPECTION PEP ET	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	10 462,78 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9930501415	2024-09-27	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	10 361,37 $	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP47077	2024-09-23	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / MICRO-OHMMETER (DLRO)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 154,39 $	-
XYLEM CANADA LP	DEU59904	2024-09-05	LAHAIE, DANIEL	DEEU / JS-198079-19-MAN DE LA POMPE SUBMERSIBLE À LA	Service de l'eau	Réseaux d'égout	10 030,51 $	-
VEOLIA ES CANADA SERVICES	DEP47516	2024-09-19	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Remplace le BC DEP47228 / Paiement facture 1232805 / Location	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 000,96 $	-
ANGEL GABRIEL MEJIA	1657185	2024-09-11	BERECHID, MAHA	Dev // Mise à jour de l'enquête commerciale et industrielle 2024 sur	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	9 999,00 $	-
DISTRIBUTIONS LG INC.	1673792	2024-09-11	LEDUC, EVE	Demande de BC pour l'impression et de distribution d'avis aux	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	9 826,83 $	-
ECO-COMPTEUR INC.	1635324	2024-09-05	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS // Achat équipements de comptage automatique et services	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	9 745,46 $	-
OXOID COMPAGNY	1679021	2024-09-25	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisition de matériel de laboratoire et de produits chimiques - Entente	Environnement	Inspection des aliments	9 484,11 $	1632147

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
L & T INSTRUMENT INC	1678240	2024-09-19	GAUTHIER, MYRIAM	Achat de tablette WIN 10 avec logiciel de scène pour les enquêtes - collisions	Police	Activités policières	9 417,38 $	-
TECHNO-CONTACT INC.	DEP47588	2024-09-25	VINCENT, SIMON	BS / UPI-Service d'entretien-Filtre Accusine par Schneider Services.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 401,63 $	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090681907	2024-09-27	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Norton Rose Fulbright Canada - r: Fraternité des policiers et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 330,76 $	-
NORDA STELO INC.	DEP47371	2024-09-05	DALLAIRE, DOMINIC	Généré par le réapprovisionnement 2024-09-03 9:53 AM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 280,37 $	-
CE/CI FORMATION ET SERVICES INC.	DEU60036	2024-09-18	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Service de formation de protection respiratoire en octobre 2024	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 186,40 $	-
LES ENTREPRISES TZANET INC	1678748	2024-09-24	LECAVALIER, MARC	GAG - Acquisition et livraison de fourniture électroménager commercial	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	9 171,71 $	-
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEP47354	2024-09-04	VINCENT, SIMON	Généré par le réapprovisionnement 2024-09-03 1:43 PM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 171,29 $	-
TECH/PRO LOURD INDUSTRIEL INC.	DEP47538	2024-09-19	NEBACH, ABDELLAH	DRE / ERP / Pièces pour E-50-1 mécanique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 165,41 $	-
AV-TECH INC.	DEP46045	2024-09-13	NEBACH, ABDELLAH	UAT / Service de remplacement de l'ensemble ressort	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 931,09 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1678959	2024-09-25	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Achat des barres de son vidéo pour la réserve du 6150 Royalmount	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	8 922,05 $	-
SERVICES SAUVETAGE TECHNIQUE INC.	DEP47501	2024-09-18	VINCENT, SIMON	BS - UPI- Installation de 3 ancrages de sécurité sur les nouveaux réservoirs de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 866,19 $	-
LAPOINTE SPORTS	69218	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520923	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	8 777,48 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU60028	2024-09-18	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Achat de pièces pour détecteur de gaz pour les Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 774,84 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1132339	2024-09-24	CADOTTE, ERIC	ECRAN TACTIL V-MUX	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	8 739,75 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de240904dasresshum	2024-09-09	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	Contrat Q1637 - Pompiers retraités villes liées - Période - septembre 2024	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 729,54 $	-
FDTPRO INC.	1677163	2024-09-13	AGO, CEDRIC	Abonnement à FDTpro du 2024-07-01 au 2025-06-30.	Urbanisme et mobilité	Autres - Transport	8 661,47 $	-
PLANETE COURRIER INC.	1635827	2024-09-17	TABOR, ISABELLE	Planète Courrier. SPVM. Bon de commande ouvert 2024. Service de courrier le	Police	Activités policières	8 510,12 $	-
9280-3899 QUEBEC INC.	39246	2024-09-25	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520855	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	8 498,53 $	-
COMPUGEN INC.	1674073	2024-09-26	CHEMALLI, IMANE	SGPI//Achat de portables DELL (5550_5450_7350) + stations d'accueil	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnemen	8 479,10 $	1654697
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP47350	2024-09-04	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI-Projet-Hypo-Acquisition de matériel. Cameson Saintelmy	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 399,52 $	-
RESTO PLATEAU	1634603	2024-09-13	DE MONTIGNY, SEBASTIEN	Détention Est - Factures 2024 pour les frais de repas aux détenus	Police	Activités policières	8 399,00 $	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090681904	2024-09-27	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Norton Rose Fulbright Canada - : La Fraternité des policiers et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 385,88 $	-
EBI MONTREAL INC.	DEU59923	2024-09-09	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Pour compléter 2024 / Cueillette et disposition des déchets pour	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	8 291,85 $	-
SERVICES CT LOGIC INC.	DEP44370	2024-09-09	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	Renouvellement licence CT Logic - Période 1er juillet 2023 au 30 juin 2024 (12	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 257,27 $	-
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP47388	2024-09-05	MARTEL, SIMON	DRE / ERP / Nouvel opérateur manuel ROTORK pour la remise en état de	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 241,52 $	-
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION	DEP47617	2024-09-27	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Filtration-Sécurisation et encapsulage plafond et mur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 228,40 $	-
SECUTROL INC	DEP47401	2024-09-09	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Inspection annuelle des systèmes de sécurité	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 193,75 $	-
BALANCE GTR INC.	DEU57224	2024-09-23	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	INSPECTION 2024 BALANCE GUÉRITE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 181,81 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REMATECH DIVISION BREMO	DEU60026	2024-09-26	LAHAIE, DANIEL	DEEU / AS-198054-66-REMISE À NEUF D'UNE PLAQUE DE FILTRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 141,01 $	-
9190-8673 QUEBEC INC	1677088	2024-09-18	MORIN, JEAN-FRANCOIS	CONTRAT pour effectuer la plantation et lēntretien des végétaux du projet du REV	Plateau Mont-Royal	Construction d'infrastructures de voirie	8 112,99 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9719a	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520335	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 950,13 $	-
NULOOK SOLUTIONS BUREAU INC.	1678139	2024-09-19	RAMY, DALIA	Services additionnels au mobilier au Centre Ernest Cormier	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	7 874,06 $	-
DESMEULES DODGE CHRYSLER JEEP	bd78614	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520483	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 847,98 $	-
SOLINOV INC.	1672883	2024-09-26	HAZOUME, DANIEL	SENV, Préparation du matériel et élaboration du plan d'échantillonnage.	Environnement	Protection de l'environnement	7 826,81 $	-
GPA PACK INC.	DEP47504	2024-09-18	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - RPC-Service technique-Réparation/isolation des conduits. Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 769,07 $	-
ACIER INOXYDABLE PINACLE INC.	DEU60055	2024-09-19	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	ACHAT TUYAUTERIE POUR FUITE EAU DE SERVICE DECANTEUR 7	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 723,40 $	-
CERIU	1678740	2024-09-24	HACHEY, NORMAND	commande #9601 - Équipe Hermann Tchougourou	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	7 706,08 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1131963	2024-09-20	CADOTTE, ERIC	FOURNITURE P/O	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	7 682,60 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	DIC1131564	2024-09-18	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS WILSON HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 654,10 $	1598678
MISTRAS SERVICES INC.	DEP47557	2024-09-20	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO-inspection-nettoyage automnale des prises d'Eau. Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 427,87 $	-
PUBLICITE J.L.	1677258	2024-09-13	TABOR, ISABELLE	Soumission J2824170-F-révisé Projet épinglette-SPVM	Police	Activités policières	7 417,37 $	-
ESRI CANADA LIMITED	1677382	2024-09-16	VAYSSIERES, FLORIANE	Achat de 30 blocs de 1000 crédits ArcGIS Online	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 401,62 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HUMANCE INC.	1678651	2024-09-24	MOUSSEAU, FRANCE	FIN-DC/ Inscription à la formation Élan en gestion pour 8 personnes. L'entente	Finances et évaluation foncière	Évaluation	7 307,13 $	1590476
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1130879	2024-09-11	RAHMAT, JABRANE	RESERVER DES FONDS	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	7 285,32 $	-
JMV ENVIRONNEMENT INC.	DEU59993	2024-09-19	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Paiement facture 69917 / Transport et cendres et de sable pour les	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 251,38 $	1498082
GARAGE DEGUIRE INC	29014	2024-09-21	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520670	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 222,27 $	-
DS TACTICAL SUPPLY LTD.	1679416	2024-09-27	TABOR, ISABELLE	DS Tactical Supply. GTI SPVM. Soumission MPOL11062-1. Achat de	Police	Activités policières	7 202,90 $	-
ENGRENAGES LASALLE INC.	DEP47512	2024-09-18	NEBACH, ABDELLAH	DRE / ERP / Fork Block Assy - Réf: Spare Kit DeZurick Small	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 139,15 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1678007	2024-09-18	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM// Service de fotokite streaming carte sim pour un an.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	7 118,14 $	-
MESSER CANADA INC.	DEU59989	2024-09-13	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Acquisition de cylindres de calibration (codifiés magasin) pour le	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 074,57 $	-
PRESTON PHIPPS INC	DEU59979	2024-09-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'ensemble de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 055,16 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc71259	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520877	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 029,89 $	-
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	DEP47454	2024-09-12	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / Grue Gendron changements de la vanne F5 Inter 2	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 944,92 $	-
LES ENTREPRISES AXCHEM CANADA	1640297	2024-09-13	LEE, MEI SHEUNG	SENV/GMR _BCO pour achat de produits chimiques (Antimousse) pour	Environnement	Protection de l'environnement	6 824,19 $	-
JMV ENVIRONNEMENT INC.	1675078	2024-09-10	MUNN, JONATHAN	MU_2024-137 et 2024-151_Pluies diluviennes_Collecte des	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 816,84 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1678012	2024-09-18	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Achat de SMART board avec écran tactile, autres articles divers +	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 770,38 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DOMINIC BESSETTE INC.	1676967	2024-09-12	COURNOYER, FREDERIC	SSIM // DIVOS // Achat 58 bottes de sauvetage workboot, pour intervenants	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 714,06 $	-
LASER TECHNOLOGY INC.	1634688	2024-09-25	LANDRY, ROBERT	Réparation des Radars Dragon Eyes	Police	Activités policières	6 693,50 $	-
IDEXX LABORATORIES CANADA	1677931	2024-09-18	LAROCHE, LAURENT	SENV / Achat de billes et tampons pour analyse de parasitologie pour Des	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	6 590,48 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1132519	2024-09-25	CADOTTE, ERIC	F0198617 FOURNIR PO A RESSORT IDEAL REF F0198617 (DLM OUBLIEE)	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 577,93 $	-
LES COUVRE-PLANCHERS SOLATHEQUE	DEP47605	2024-09-26	VINCENT, SIMON	Tapis d'hiver saison 2024-2025DEP / UAT / Pose, entretien, enlèvement et	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 572,22 $	-
BRUNO VELO INC.	1675525	2024-09-04	RICHARD, MARIE-PASCALE	SGPMRS - Service de location de vélos Fatbike, 5 journées de location de 20	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	6 561,72 $	-
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES	DEP47554	2024-09-20	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Génératrice de rechange pour prêter lorsque les autres sont en	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 528,12 $	-
MECANIQUE CNC INC.	DEU59986	2024-09-17	ST-DENIS, HUGO	DRE / RA-177690-17-TRAVAUX MÉCANIQUE ET DE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	6 519,86 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47426	2024-09-11	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Electrode et sonde	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 496,88 $	-
EQUIFAX CANADA CO.	1639887	2024-09-09	BEAUCHESNE, JULIE	Service - Enquête de crédit pour l'année 2024	Police	Activités policières	6 404,24 $	-
PEPINIERE AUCLAIR ET FRERES (1991)	1679419	2024-09-27	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS- Octroyer un contrat à lEntreprise Auclair pour l'approvissionnements	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	6 396,58 $	-
LES TRANSPORTS LACOMBE INC	1648706	2024-09-27	DARCY, PENELOPE	GAG, Factures reçues et à venir - Couvrir les frais de tous les déménagements et	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	6 375,37 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1131970	2024-09-20	CADOTTE, ERIC	RESERVER 6000 POUR RESSORT IDEAL POUR WALKING BEAM + LAMME	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 299,25 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1679068	2024-09-25	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Achat smartboard répétition commande chariot lourd copernicus	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 297,94 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1131546	2024-09-18	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS WILSON HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 240,65 $	1598635
ROVA PRODUCTS CANADA INC.	1677352	2024-09-13	BEAUCHESNE, JULIE	Caques d'écoute pour la DIP.	Police	Activités policières	6 230,71 $	-
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA	DIC1131550	2024-09-18	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS WILSON HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 225,30 $	1598679
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU59996	2024-09-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'accessoires et	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 203,46 $	-
SITE INTEGRATION PLUS INC.	DEP47614	2024-09-27	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Réparations de camera	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 186,92 $	-
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU60123	2024-09-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'attaches en «	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 183,60 $	-
MARMEN INC.	DEU60125	2024-09-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièces pour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 178,51 $	-
CHECKNORM INC.	1672924	2024-09-09	CAPPELLI, JEAN	GAG - Service pros d'inspection de la partie 3.8 du code du bâtiment par le	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnemen	6 171,06 $	-
UNIVAR CANADA LTD.	DEP47468	2024-09-13	VINCENT, SIMON	BS - UPI - Livrasion de 2 tôtes de Captor 30% thiosulfate de calcium	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 168,02 $	-
VANESSA WIENER	rmi00018524700 01848000005	2024-09-24	Système RECLAM	VANESSA WIENER\Paiement d'une indemnité pour le dossier 24-	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 076,49 $	-
CAN-EXPLORE INC.	DEP47407	2024-09-12	LARRIVEE, ALAIN	23R02 SP03 Nettoyage caniveau du vide technique - section de 10m chambre	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 926,54 $	-
FUTECH MONTREAL INC.	DEP47466	2024-09-13	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Luminaires et supports pour secteur basse pression	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 828,17 $	-
MANDEL SCIENTIFIC COMPANY INC.	1675285	2024-09-03	ARBIC, DENISE	SENV / Service d'entretien d'équipement de laboratoire Des Baillets pour la durée	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	5 769,06 $	-
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	1673839	2024-09-30	YESUFU, WASIU	SMRA, Livraison de 7 Ford Police Responder à ladresse 12001 Bd Maurice-	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 750,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CODESPEC INC	DEP47457	2024-09-12	VINCENT, SIMON	BS - UPI / Correctifs suite à l'inspection annuelle DAR - 2024. Said Annour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 698,26 $	1615878
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14705	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520272	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 684,81 $	-
CUMMINS CANADA ULC	ROS1124578	2024-09-20	CADOTTE, ERIC	module de commande du moteur pour entretien camion SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 649,49 $	-
PUBLICITE J.L.	1655052	2024-09-09	BEAUCHESNE, JULIE	Commande des articles promotionnels Numéro de la commande # J2824087 du	Police	Activités policières	5 591,89 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13182	2024-09-25	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520813	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 571,74 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc72236	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520879	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 555,84 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1125982	2024-09-19	CADOTTE, ERIC	03139739 RESERVER 8000 KW LANORAIE REP SUITE SAAQ	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 549,93 $	-
MONTAGNE EXPLORE INC.	1676723	2024-09-12	COURNOYER, FREDERIC	SSIM // Achat de Gants d'hiver Punisher pour intervenants nautique et	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 541,03 $	-
LES CONSULTANTS VERRET INC.	1677308	2024-09-13	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement de facture - Animation de trois sessions de formation en présentiel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 490,84 $	-
QUEBEC LINGE	DEP44456	2024-09-13	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BCO2024 - UAT - Service de location et entretien des vêtements pour les	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 390,00 $	1419699
BIDIBIDI INC	1677332	2024-09-13	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- PR DM 24-0790 // Achat de trousse PR - modèle SIM - 1000Drouge□	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 354,36 $	-
BOUTY INC	DEU60014	2024-09-17	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Acquisition de 13 chaises	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 341,97 $	-
LE GROUPE AQUACION INC.	DEU60070	2024-09-20	FLEURY, CAROLE	DSP / ACQUISITION POUR L'USOC, LICENSE ET GARANTIE COLIMINDER	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 333,37 $	-
NORBEC COMMUNICATION	1679366	2024-09-26	LANDRY, ROBERT	Sécurisation des stationnements au 944 St-Paul O	Police	Activités policières	5 333,37 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ANTONIO CIANCIULLO ET GESTION DLC	2024090511511 79004	2024-09-05	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	5 333,33 $	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP47590	2024-09-25	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI - Niveaumètre acoustique pour silo de chaux (Stéphane Dumas)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 280,98 $	-
ULINE CANADA CORP	1678122	2024-09-19	CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE	EPLV // Achat d'étagère tech, NPCV, chariot et cadenas pour la Biosphère	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 259,15 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1130475	2024-09-06	CADOTTE, ERIC	381-95425 PO A LA DEMANDE MARTIN DESGAGNÉ TRAVAUX	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 249,37 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1131962	2024-09-20	CADOTTE, ERIC	FOURNITURE P/O	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 243,35 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13315	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520471	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 159,10 $	-
9280-3899 QUEBEC INC.	39230	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520468	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 153,95 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60079	2024-09-23	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition produits	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 135,77 $	-
MARSHALL & SWIFT	1677693	2024-09-17	MOUSSEAU, FRANCE	FIN-DC / Paiement de la facture pour renouvellement 2024 pour 1 an du	Finances et évaluation foncière	Évaluation	5 119,81 $	-
HAZMASTERS INC.	DEU58663	2024-09-09	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Entretien / Achat de pièces d'instrumentation	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 083,86 $	-
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de240912dasres shum	2024-09-12	CHAN FAH, YANICK	Contrat Q1637 - CDFS - Ville de Montréal - Période : 2024-08-01 au 2024-08-31	Police	Activités policières	5 066,47 $	-
ACCES COMMUNICATIONS	DEP47582	2024-09-25	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / Commande de radios de communication	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 044,65 $	-
LA CIE ELECTRIQUE BRITTON LTEE	DEP47411	2024-09-10	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Ajout de valves sur deux transformateurs	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 007,90 $	-
9058-5100 QUEBEC INC.	2024090512377 96001	2024-09-05	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	5 000,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
9233-7740 QUEBEC INC	2024090512377 96001	2024-09-05	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	5 000,00 $	-
9364-5034 QUEBEC INC.□	2024090512377 96001	2024-09-05	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	5 000,00 $	-
9374-8929 QUEBEC INC.	2024090512377 96001	2024-09-05	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	5 000,00 $	-
MICHEL VIAU	1676621	2024-09-10	BIBEAU, CHANTAL	SSIM / BCO / Convention de services professionnels relatifs à l'accompagnement	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 000,00 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13310	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520475	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 998,57 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1679017	2024-09-25	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Achat des téléviseurs de 43" pour la réserve du 6150	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 992,89 $	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP47391	2024-09-06	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI / Lecteur USB HART : COMMUBOX FXA195. Éric Apperce	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 988,22 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034627	2024-09-06	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - AOÛT 2024 - 0000034627	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 961,18 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU53972	2024-09-13	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU ENTRETIEN BOUES ¿ BC OUVERT 2023 - LOCATION DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 942,81 $	-
MICRONICS FILTRATION CANADA CO.	DEU59910	2024-09-06	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Service technique de modification de 140 toiles de filtre-presse	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 872,47 $	-
NEELTRAN INC.	DEP47558	2024-09-23	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / Transistor de puissance	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 860,14 $	-
LEVITT-SAFETY LIMITED	DEP47383	2024-09-05	MARTEL, SIMON	DRE / ERP / Détecteurs 4 Gaz pour inventaire	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 842,29 $	-
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1675776	2024-09-05	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Paiement de factures - Service d'imprimerie - Impression de	Environnement	Matériaux secs - traitement	4 829,40 $	-
FONDATION DES POMPIERS DU QUEBEC POUR	1678357	2024-09-20	ROUSSEAU, ROBERT	SSIM // Achat des articles pour les enfants pour sensibilisation à la sécurité	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	4 826,87 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HACH SALES & SERVICE CANADA LTD	DEP46954	2024-09-18	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI / Remise à neuf sonde UTN solitax. Éric Apperce	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 814,72 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47573	2024-09-24	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Colorimètre et pipettes pour camion 287-21036	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 807,68 $	-
BALANCES UNIVERSELLES INC.	1678015	2024-09-18	BORNAIS, LUC	Etalonnage des 2 balances Entrée et Sortie - Etalonnage de la borne	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains	4 759,42 $	-
SOLUTIONS NECANDO INC	1677948	2024-09-18	BEAUCHESNE, JULIE	Formation i2 Analysts Notebook Partie 1 - En ligne pour deux agents de	Police	Activités policières	4 724,44 $	-
PERFIX INC.	1676860	2024-09-11	LECOURS, SYLVAIN	SGPI / Paiement de facture - RETIRER 30 CASIERS: DÉMÉNAGER ET	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 724,44 $	-
CELLEBRITE USA CORP.	1676934	2024-09-11	GAUTHIER, MYRIAM	Renouvellement Licence: EMAF (15 Oct 24 @ 14 Oct 25)	Police	Activités policières	4 723,78 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1132518	2024-09-25	CADOTTE, ERIC	F0200148 FOURNIR PO A RESSORT IDEAL REF FACTURE F0200148 (DLM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 691,89 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1678006	2024-09-18	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM// Achat de moniteurs d'ordinateur Samsung.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 665,38 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1124777	2024-09-11	CADOTTE, ERIC	UNITE 347-14292; ESTIMATION POUR REMPLACEMENT DES	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 626,04 $	-
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1667496	2024-09-13	ST-PIERRE, DAVE	SMRA / Achat de 7 traceuses de lignes pour les arrondissements.	Materiel roulant et ateliers	Marquage de la chaussée	4 576,09 $	-
PANAVIDEO INC	DEU59907	2024-09-09	MAHER, NATHALIE	DEEU / AUTOMATISATION / AS-188668-23-ACQUISITION D'UNE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 555,43 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13313	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520473	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 540,72 $	-
PHENOMENEX INC.	DEU60081	2024-09-23	FLEURY, CAROLE	DEEU / Acquisition de matériel LC-MS/MS_PFAS eau potable (tubes colonnes	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 540,34 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13208	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519568	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 534,52 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ESRI CANADA LIMITED	1677977	2024-09-18	VAYSSIERES, FLORIANE	Renouvellement de licences-Maintien de la plateforme OPR qui soutien le travail	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 524,96 $	-
CENTRE ACCADEMIA QUALITAS INC.	DEU60071	2024-09-20	FLEURY, CAROLE	DEEU / LABORATOIRE, SR / FORMATION AUDIT INTERNE DES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 514,46 $	-
CPE DIVISION B INC.	DEP47511	2024-09-18	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / Changer l`UPS à Interconnexion 2	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 514,46 $	-
GOSSELIN PHOTO VIDEO INC	1677496	2024-09-16	GAUTHIER, MYRIAM	Achat d'appareil photo A l'attention de Yannick Desmarais Enquêtes par	Police	Activités policières	4 510,25 $	-
JOSIANE COSSETTE	1679606	2024-09-30	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV // Service de conception-rédaction dūn document aspirationnel	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 500,00 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14725	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520532	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 480,10 $	-
LANGEVIN EXPERTISES EN ASSURANCE DE	20240801	2024-09-09	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviiles - Langevin Expertises en Assurances de Dommages - Placements	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 476,81 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13316	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520482	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 454,19 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47542	2024-09-20	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Reactif de chlore, gellule réactif, électrode	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 442,60 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14947	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520526	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 442,00 $	-
EVEREST AUTOMATION INC	DEP47425	2024-09-11	DALLAIRE, DOMINIC	BS - ULA : Positionneur TZiDC. Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 398,98 $	-
GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO	1679038	2024-09-25	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Service d'installation électricité valise de dénombrement pour 27	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 393,73 $	-
LE GROUPE SIMONEAU INC.	DEU60077	2024-09-27	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Paiement facture 19418160 / Service technique d'entretien -	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 383,99 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1131309	2024-09-16	THIBAULT, MAXIME	PNEUS PAT DARIUS HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 377,35 $	1598635

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESSORT IDEAL LTEE	f0198429	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519672	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 334,24 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034630	2024-09-06	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - AOÛT 2024 - 0000034630	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 292,68 $	-
JMS INDUSTRIEL	DEU60134	2024-09-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 255,48 $	-
LANGEVIN & FOREST LTEE	DEP47378	2024-09-05	VINCENT, SIMON	Généré par le réapprovisionnement 2024-08-29 10:03 AM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 232,05 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1131416	2024-09-17	BALTHAZAR, JAMES JONATHAN	349-11353 FOURNIR PO POUR REPARATIONS EXTERNE A LA DEMANDE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 199,50 $	-
QUEBEC LINGE	DEP44491	2024-09-19	DALLAIRE, DOMINIC	BCO2024 - UDB - Location et entretien des vêtements pour les électriciens -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 199,50 $	-
ALBECO INC.	DEU60043	2024-09-19	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièces en	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 164,86 $	-
COMPUGEN INC.	1679292	2024-09-26	LANDRY, ROBERT	Achat de station d'accueil	Police	Activités policières	4 157,50 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13314	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520472	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 152,02 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1132030	2024-09-23	BLOUIN, BERTRAND	HA501-4430-00-0 POMPE ASS 501-4430-00.00	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 149,32 $	-
KOBOLD INSTRUMENTS CANADA INC.	DEU60072	2024-09-20	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'interrupteur et	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 144,91 $	-
SERVICE DE GAZ NATUREL CENTRE-VILLE	DEP47487	2024-09-16	NEBACH, ABDELLAH	BS - UDO / Correctifs sur chaudières de chauffage suite à l'inspection annuelle -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 137,56 $	-
CONVERGINT TECHNOLOGIES LTD.	1679758	2024-09-30	BEAUCHESNE, JULIE	Travaux divers QG - 9e étage	Police	Activités policières	4 135,68 $	-
CRASH DATA GROUP INC.	1679645	2024-09-30	GAUTHIER, MYRIAM	Bosch CDR500 - kit de conversion pour MEC SUD	Police	Activités policières	4 130,05 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	sf19490	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520615	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 087,81 $	-
BIOMERIEUX CANADA, INC.	1679465	2024-09-27	ARBIC, DENISE	SENV / Renouvellement du contrat de service annuel pour l'entretien du Vitek 2	Environnement	Inspection des aliments	4 083,00 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU59886	2024-09-04	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition produit chimique	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 082,83 $	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015893	2024-09-21	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520701	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 074,16 $	-
DISTRIBUTION CRANE SUPPLY DIVISION DE	1666983	2024-09-24	NOEL, ANNE-MARIE	- SGPI Biosphère - Louis - Tuyau, manchon et valve	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	4 036,32 $	-
LES CONTROLES GF TEC INC.	DEP47464	2024-09-13	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Inspection et nettoyage de 3 chargeurs double Gentec et 3 banc de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 024,52 $	-
HAZMASTERS INC.	DEU59883	2024-09-04	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat de pièces pour détecteur de CO2 pour l'équipe des Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 020,52 $	-
COMPUGEN INC.	1677974	2024-09-18	HACHEY, NORMAND	Ordinateur et USB Khalil JAOUHARI	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	4 015,65 $	1654697
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEU59950	2024-09-10	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Acquisition de plaques d'ancrage pour les canaux d'amenées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 014,70 $	-
PACWILL ENVIRONMENTAL	DEP47561	2024-09-23	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI - Matériel-Entretien-ozone. Cameson Saintelmy	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 005,27 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU56712	2024-09-25	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / PAIEMENT DE FACTURES NOV DEC 2023 / LOCATION BONBONNES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 923,90 $	-
CATHERINE BRETON	1676628	2024-09-10	CHAGNON, DOMINIQUE	SIM / Paiement de facture pour travail logistique - Déploiement à	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 923,75 $	-
THOMSON REUTERS	1676898	2024-09-13	GAUTHIER, MYRIAM	Codes criminels 2025	Police	Activités policières	3 905,53 $	-
GAGNON MOTEUR ELECTRIQUE INC.	DEU59955	2024-09-11	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / REPARATION POMPE ET MOTEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 893,08 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13317	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520481	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 874,05 $	-
SOLUTIONS GTR INC.	DEP47598	2024-09-26	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS_UPI_2024_Oxynet combo 20 L. Alexandra Hlass	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 832,25 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034625	2024-09-06	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - AOÛT 2024 - 0000034625	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 831,20 $	-
DESJARDINS FORD LTEE	be70851	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520828	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 828,91 $	-
HERCULES SLR INC.	DEU59871	2024-09-03	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat d'émerillon pivotant pour une pompe dans un désableur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 805,80 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13312	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520474	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 800,56 $	-
SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC	DEU59895	2024-09-05	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Horodateur pour cols bleus à l'administration	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 780,60 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1679061	2024-09-25	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Achat des blocs d'alimentations USBC 20W pour la section immobilière	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 779,55 $	-
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEP47351	2024-09-04	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC-TRN-Thermographie électrique-Usine pointe claire (1	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 744,90 $	-
911 PRO INC.	DIC1131311	2024-09-16	THIBAULT, MAXIME	SPEAKER / SIREN SOUND OFF BANALISÉ	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 742,80 $	-
DESCAIR INC.	DEP47616	2024-09-27	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Bonbonne de Gas pour Frigoriste	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 739,88 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc71626	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520372	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 712,93 $	-
RENEE DUPRAS	facture202429	2024-09-04	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2024 - Facture #	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 700,18 $	-
ENGRENAGES LASALLE INC.	DEP47449	2024-09-12	NEBACH, ABDELLAH	DRE / ERP / Pièces mécaniques - Réf. 20-V-24	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 690,32 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA	DIC1130385	2024-09-05	THIBAULT, MAXIME	PNEUS ALAIN LAMBERT HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 688,09 $	1598679
FONDATION DES POMPIERS DU QUEBEC POUR	1679336	2024-09-26	ROUSSEAU, ROBERT	SSIM / Acquisition de Chapeau de pompier pour enfant afin de les	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	3 674,56 $	-
LA CORDEE MACAP INC.	1677631	2024-09-17	COURNOYER, FREDERIC	SSIM // Achat de 25 gants BD guide noir XXL pour intervenants nautiques et	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 674,56 $	-
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013374	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520202	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 673,40 $	-
GROUPE MP PLUS	DEU60052	2024-09-19	FORTIN, LUC	DPM / Formation / Gestion du temps et des priorités - Décembre 2024	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	3 664,06 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47345	2024-09-12	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / CDN - Matériel pour rebâtir la pompe de dosage 2	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 653,68 $	-
SERVICE VETERINAIRE AMBULATOIRE	1675713	2024-09-04	RIVARD, SIMON	Soins post hospitalisation Amiral Facture 2024-22329 Facture 2024-22362 Facture	Police	Activités policières	3 642,92 $	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE	DEU60003	2024-09-16	FLEURY, CAROLE	DEEU / Paiement facture 49522db8 / SP d'accréditation, vérification	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 642,00 $	-
QUEBEC LINGE	DEP44470	2024-09-27	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BCO2024 - UPC - Location et entretien des vêtements pour les électriciens -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 634,84 $	1419699
ALLIED PROPERTIES REIT	1633725	2024-09-23	LABELLE, ERIC	DEV // BCO2024 - Divers travaux à effectuer en lien avec l'étage louer par le	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	3 632,34 $	-
MOTION CANADA	DEU59922	2024-09-09	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 631,51 $	-
LES INDUSTRIES HALRAI INC.	1552396	2024-09-24	ST-PIERRE, DAVE	SMRA / Fabrication sur mesure de compartiment intérieur comme	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 616,86 $	-
PHARE MEDICA	1678116	2024-09-19	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE SPVM - GANT	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 611,58 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1124377	2024-09-20	CADOTTE, ERIC	ENTRETIEN À L'EXTERNE DU CIRCUIT D'AIR CLIM. ET AUSSI LE CAP DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 587,37 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034673	2024-09-06	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - AOÛT 2024 - 0000034673	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 568,00 $	-
LES EMBALLAGES CROWN	1664572	2024-09-17	MATELUS, GAMALIEL	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE SAC PLASTIQUE FORMAT 14.5	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 558,76 $	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU60007	2024-09-16	NEBACH, ABDELLAH	Généré par le réapprovisionnement 2024-08-21 1:31 AM.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 546,65 $	-
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	1676877	2024-09-11	RINFRET, SIMON	SGPI // Paiement de facture - Service de location d'une grue pour le	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	3 536,25 $	-
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1676602	2024-09-10	DARCY, PENELOPE	SGPI, 911 temporaire- Travaux de déménagement, démonter 13 bureaux en	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	3 532,82 $	-
SERVICE DE GRUES ELITE	DEP47613	2024-09-27	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Location de grue pour le démantelement d'une chambre de vanne	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 502,38 $	-
ALBECO INC.	DEU53597	2024-09-27	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU INTERCEPTEURS - BC OUVERT 2023 - ACHAT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 497,11 $	-
BMR DETAIL S.E.C.	1677877	2024-09-18	DERY, SIMON	SSIM / Acquisition de bois pour formation TOS et effondrement de structures	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 491,72 $	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015885	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520406	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 485,13 $	-
BALANCE GTR INC.	1679511	2024-09-27	BORNAIS, LUC	SENV/GMR , Modification de programme, Technicien programmeur, Kilométrage	Environnement	Matières recyclables - collecte sélective -	3 467,74 $	-
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1676002	2024-09-06	LANDRY, ROBERT	Achat de divers articles (étuis, écouteurs, chargeur USB) pour la division des	Police	Activités policières	3 435,62 $	-
MCMASTER-CARR SUPPLY CO.	DEU59935	2024-09-10	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Acquisition de raccords pour l'atelier de plomberie secteur eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 417,47 $	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP44560	2024-09-05	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS 2024 - UDO - CHLORE GAZEUX 68KG ET CONSIGNE CYLINDRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 416,08 $	-
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP47453	2024-09-12	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / CHF - Câble de synchro génératrice	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 410,19 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REFTECH INTERNATIONAL INC.	DEU60089	2024-09-24	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Service technique d'entretien de l'incinérateur 4	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 404,32 $	-
BELL CANADA	1535272	2024-09-09	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	Fourniture du Service 9-1-1 évolué aux fins du Service d'avis à la communauté	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 401,59 $	-
EVOQUA WATER TECHNOLOGIES CANADA LTD.	DEU60126	2024-09-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de diffuseur d'air	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 391,48 $	-
L & M UNIFORME INC	1676862	2024-09-11	MOUSSEAU, FRANCE	FIN-DC / Achat de 20 vestes grises, sans manches, avec tissu extensible noir sur les	Finances et évaluation foncière	Évaluation	3 391,10 $	-
TM INDUSTRIES INC.	DEU60031	2024-09-18	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de rotule	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 385,51 $	-
COOPER EQUIPMENT RENTALS LIMITED	DEU59891	2024-09-04	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Location d'une plateforme élévatrice pour l'Entretien au secteur des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 380,60 $	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1676976	2024-09-12	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-Électricité DM 24-0758 & 24-0759/ Achat de plug et connector straight	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 363,80 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU60057	2024-09-19	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de contrôleur de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 354,74 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	f0198445	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519670	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 353,73 $	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP47408	2024-09-09	DALLAIRE, DOMINIC	Généré par le réapprovisionnement 2024-08-29 3:43 PM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 347,66 $	-
WOKEBE INC.	DEU59902	2024-09-05	MAHER, NATHALIE	DEEU / Dépollution du plenum des planchers surélevés et	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 335,45 $	-
NORBEC COMMUNICATION	1678995	2024-09-25	RAMY, DALIA	Téléviseur 86" pour le centre de formation Ernest Cormier	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	3 333,35 $	-
TSI INCORPORATED	1675497	2024-09-04	GODEFROY, FABRICE	SENV / Paiement de facture - Acquisition de pièces pour filtre HEPA	Environnement	Protection de l'environnement	3 315,49 $	-
USI-POMPES INC.	DEU59774	2024-09-09	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Entretien / Service technique de vérification d'une pompe à turbine, actif	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 310,26 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PR'EAUTECH, LA SOLUTION AUX ODEURS INC.	DEP47418	2024-09-11	NEBACH, ABDELLAH	BS - ULA / Calibration-4A-de sonde d'hydrocarbure de la station d'alerte. Pascal	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 305,37 $	-
AFG ERGO	1678920	2024-09-25	LEBRUN, ISABELLE	SUM // Achat d'une chaise et de 2 tables ergonomiques pour Annie Martineau et	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 293,14 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU59970	2024-09-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition produits	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 286,85 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14907	2024-09-18	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520542	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 211,19 $	-
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	585235	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520731	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 201,55 $	-
HELENE CAMIRAND	1605404	2024-09-23	LEONG, CINDY	Contrat accorder à Hélène Camirand d'une durée de 2 ans pour services de	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 200,00 $	-
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEU59897	2024-09-05	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 185,99 $	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP47436	2024-09-11	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Contacteurs	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 185,68 $	-
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1675576	2024-09-04	BORNAIS, LUC	SENV / Acquisition de mobilier pour l'aménagement de l'atelier	Environnement	Protection de l'environnement	3 183,92 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU59877	2024-09-03	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'ÉPI	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 168,31 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1131857	2024-09-19	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	381-15069 po a la demande martin desgagné pour travaux externe	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 149,62 $	-
9507-3425 QUEBEC INC.	1675315	2024-09-03	RIVARD, SIMON	Achat de journées de pension pour K9 pré-payées pour l'unité canine	Police	Activités policières	3 149,62 $	-
NADON SPORT ST-EUSTACHE INC.	107040	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520437	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 144,50 $	-
HYPERTEC SYSTEMES INC	1678113	2024-09-19	RENAUD, MARTIN	Achat de 22 écrans pour les enquêtes régionales Nord (Nadine Filiatrault) Moniteur	Police	Activités policières	3 141,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PNEUS RATTE INC.	br1528866	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520620	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 140,15 $	-
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU60090	2024-09-24	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de joint torique et de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 137,00 $	-
HEBDRAULIQUE INC.	ROS1130430	2024-09-05	NEGRONI, ANTOINE	FOURNIR PO A HEBDRAULIQUE SELON SOUMISSION S99-136556	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 131,27 $	-
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN	DEP47410	2024-09-10	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Évaluation des particules fongiques totales aéroportés.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 077,18 $	-
ENGRENAGES LASALLE INC.	DEP47493	2024-09-17	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Spur Gear Shaft Spacer - Réf : 0-51-1	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 076,13 $	-
BALANCE GTR INC.	DEU59896	2024-09-05	LAHAIE, DANIEL	DEEU / CHANGER 2 BOITES DE JONCTION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 063,54 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1123154	2024-09-04	NEGRONI, ANTOINE	F0202429 RESERVER FONF CHEZ RESSORT IDEAL POUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 050,84 $	1646850
GROUPE A & A	DEU59540	2024-09-24	FORTIN, LUC	DPM / Service d'entretien imprimante à plan de la désinfection	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 042,45 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60020	2024-09-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de tuyaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 014,33 $	1657298
PNEUS RATTE INC.	br1528663	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520390	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 011,90 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	DEP47365	2024-09-05	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Acquisition de produit	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 006,77 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240627d	2024-09-16	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	3 000,00 $	-
NANUK PROTECTION D'EQUIPEMENTS	1667214	2024-09-18	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM-DST- PR DM 24-0600/ Achat de Nanuk Case.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 959,65 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1122945	2024-09-26	NEGRONI, ANTOINE	GYROPHARE ROUGE AVEC LENTS CLEAR / POMPE DE LEVAGE DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 949,16 $	1480507

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1131330	2024-09-16	AUBIN, FREDERIC	6382096RX VGT POUR ISB6.7 200□ ENGINE CUMMINS NO	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 946,99 $	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU59949	2024-09-10	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro / Access. et pièces EH	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 940,69 $	-
ST CROIX SENSORY CANADA INC.	1679263	2024-09-26	GODEFROY, FABRICE	SENV / Calibration équipements de prélèvements des odeurs	Environnement	Protection de l'environnement	2 939,64 $	-
9280-3899 QUEBEC INC.	39234	2024-09-18	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520667	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 932,49 $	-
ASCENSEURS TK (CANADA) LIMITEE	DEU59926	2024-09-09	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / INSTALLATION D'UNE PHOTOCELLULE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 910,25 $	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEU59942	2024-09-10	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / LOCATION SUR DEMANDE D'ÉQUIPEMENTS AVEC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 908,70 $	-
EMCO CORPORATION	DEP47384	2024-09-05	MARTEL, SIMON	DRE / ERP / Barre de manoeuvre pour camions 287-20047 et 287-20049	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 908,15 $	-
MINISTERE RELATIONS INTERNATIONALE	1678577	2024-09-23	POULIN, VALERIE	DEV / Paiement de la facture pour les services de traiteur dans le cadre d'une	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	2 873,01 $	-
HAZMASTERS INC.	DEU60085	2024-09-24	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / Acquisition d'ÉPI pour la division Entretien	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 850,14 $	-
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEP45458	2024-09-19	LARRIVEE, ALAIN	23R02 BS02 Réparation fuite murale au bâtiment Est - Échaffaudage	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 848,31 $	-
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY	1676357	2024-09-09	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisition de matériel de laboratoire et de produits chimiques, pour	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 840,73 $	1672600
BIOGENIE CANADA INC.	DEU59906	2024-09-05	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Frais de pesées par camion pour les Opérations de la Station d'épuration des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 834,66 $	-
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU59873	2024-09-03	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 834,66 $	-
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES	DEU59951	2024-09-10	NEBACH, ABDELLAH	Généré par le réapprovisionnement 2024-08-21 1:32 AM.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 825,21 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GARAGE DEGUIRE INC	29165	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520775	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 820,80 $	-
LOCATION JEAN LEGARE LTEE	1675689	2024-09-04	DUBUC, MARTINE	Paiements des factures 353079 - 353080 et 353324	Police	Activités policières	2 820,27 $	-
LES CONTROLES ROGER HOGUES MONTREAL INC.	DEU60037	2024-09-18	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièces en	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 807,00 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP47623	2024-09-30	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Clapet, colle, manchon, anti-gel, accouplement	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 797,11 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035059	2024-09-25	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - SEPT 2024 - 0000035059	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 795,29 $	-
USINAGE F.B. INC	DEU59988	2024-09-13	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièces	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 787,51 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1132677	2024-09-27	RAHMAT, JABRANE	Collier 3'' anodisé noir	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 769,04 $	-
SECURITE LANDRY INC	1679332	2024-09-26	RILLART, STEVE	SSIM / Acquisition de Cordage pour formation des groupes sauvetage	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 759,07 $	-
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS	DEU60084	2024-09-23	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de 25 diffuseurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 755,92 $	-
ALEX MAÇONNERIE INC.	DEU59059	2024-09-04	MAHER, NATHALIE	DEEU / SC-198057-11-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 718,55 $	-
ENVIROSERVICES INC	1605966	2024-09-26	LEBLANC, VINCENT	SGPI - Services professionnels pour des prélèvements et analyses	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	2 708,68 $	-
HYPERTEC SYSTEMES INC	1648028	2024-09-16	MARCOTTE, CATHY	SAJ / Achat de 20 moniteurs Philips 21.5 pouces pour le service. - Entente 1654699	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 708,47 $	1654699
911 SUPPLY AND ADVENTURE GEAR INC	1678347	2024-09-20	DERY, SIMON	SIM - DIVOS | Acquisition de casque de recherche et de sauvetage pour	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 689,78 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1528259	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520219	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 689,61 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMPUGEN INC.	1678676	2024-09-24	DUPONT, MANON	Achat d'ordinateur et d'une station d'accueil pour notre programmeur analyste, voir	Police	Activités policières	2 649,14 $	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU54073	2024-09-25	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU INTERCEPTEURS - BC OUVERT 2023 - ACHAT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 646,51 $	-
HAZMASTERS INC.	DEU60046	2024-09-19	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'ÉPI	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 640,37 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1132464	2024-09-25	BALTHAZAR, JAMES JONATHAN	184-08357 FOURNIR PO POUR REPARATIONS EXTERNE A LA DEMANDE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 624,69 $	-
TRANSPORT CAMILLE DIONNE (1991) INC.	DEU60086	2024-09-25	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Location de pelle mécanique pour la vidange du dessableur no 1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 624,69 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1128712	2024-09-26	BALTHAZAR, JAMES JONATHAN	381-20015 po a la demande de paul marcil	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 619,56 $	-
TRANSPORT CAMILLE DIONNE (1991) INC.	DEU60121	2024-09-26	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Location de pelle mécanique pour la vidange du dessableur 1 le 1 oct	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 619,44 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9678a	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520175	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 612,43 $	-
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1676551	2024-09-10	RINFRET, SIMON	SGPI BIOSPHERE - PAIEMENT DE Facture Chlore - Normand	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	2 611,28 $	-
SOLSTICE CNC INC.	DEU59947	2024-09-10	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièce usinée	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 611,17 $	-
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.	ROS1130517	2024-09-07	CHIHAB, TARIK	382091 RX / VGT.	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 609,72 $	-
INFO-CARREFOUR INC.	1676760	2024-09-11	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Achat de disques durs externe pour la Technologie en enquêtes - Soumission	Police	Activités policières	2 607,89 $	-
THOMSON REUTERS	1676898	2024-09-11	GAUTHIER, MYRIAM	Codes criminels 2025	Police	Activités policières	2 603,69 $	-
GENEQ INC.	1675780	2024-09-05	TCHOUGOUROU, DJAGBO HERMANN	SIRR // Acquisition du kit liquide d'extraction pour béton durci	Service de l'eau	Réseaux d'égout	2 603,69 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ITI INC.	1677904	2024-09-18	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Paiement de deux factures : F019619 et F019653 du 11 octobre 2023	Police	Activités policières	2 599,49 $	-
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013483	2024-09-21	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520685	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 588,74 $	-
HACH SALES & SERVICE CANADA LTD	1675838	2024-09-05	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat de tubes pour l'analyse des NTK et NH3 pour le labo Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	2 582,69 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13331	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520478	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 577,25 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP47462	2024-09-12	TRENCHEV, KRASIMIR	Généré par le réapprovisionnement 2024-08-29 9:53 AM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 569,06 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9663a	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520177	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 563,40 $	-
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	DEP47571	2024-09-24	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Réapprovisionnement / Acquisition d'accouplement	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 561,69 $	-
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	587026	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520730	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 544,84 $	-
AXIA SERVICES	1675436	2024-09-03	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement de facture pour services d`entretien ménage hors contrat -	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 537,02 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1132515	2024-09-25	NEGRONI, ANTOINE	F 200312 FOURNIR PO RESSORT IDEAL REF: F0200312 (DLM OUBLIEE)	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 536,31 $	-
AREO-FEU LTEE	ROS1118338	2024-09-17	ROY, PATRICK	PIÈCE POUR RÉPARATION CAMION SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 535,48 $	-
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1679562	2024-09-30	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - BND Caserne # 56 / Achat de produits sanitaires et d'entretien pour les mois	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 533,16 $	1562756
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13318	2024-09-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520480	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 529,16 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	f0201986	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519671	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 529,04 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICES TECHNIQUES CLAUDE DROUIN	DEU60136	2024-09-27	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat de lanterneau pour la pompe au décanteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 519,70 $	-
ECN SOL INC.	DEU59909	2024-09-06	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU- OPER - PESÉES DE CHARGEMENTS DE CENDRES, SABLES ET	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 519,70 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP45480	2024-09-24	NEBACH, ABDELLAH	MAG UAT REAPP / Achat de tuyau, robinet, adaptateur, coude, manchon	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 508,89 $	-
VALERIE JOANNETTE	1678119	2024-09-19	DASSYLVA, STEVE	Service d'infographie - Valérie Jeannette Graphiste pour ÉMIE - par le	Police	Activités policières	2 496,61 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15039	2024-09-21	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520661	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 485,73 $	-
RM ELECTRO DIESEL INC.	10002963	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520487	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 482,18 $	-
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEU59946	2024-09-10	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 481,05 $	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP47550	2024-09-20	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Inspection de nos équipements d'espaces clos	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 476,56 $	-
ATELIER D'USINAGE JACA INC.	DEU60114	2024-09-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 469,31 $	-
MERSON AUTOMOTIVE INC.	145802	2024-09-18	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520489	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 468,42 $	-
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	ROS1132885	2024-09-30	NEGRONI, ANTOINE	COMPRESSOR, AIR CONDITIONING COMPLETE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 466,19 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP47363	2024-09-05	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Réapprovisionnement / Achat de courroie, de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 449,56 $	-
CYCLO CHROME INC.	DIC1130369	2024-09-05	THIBAULT, MAXIME	DEVIS 535	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 437,96 $	-
ALBERT ELLIOT	1678710	2024-09-24	VILLENEUVE, SERGE	SSIM / Paiement de la facture no 170 - Services de photographie pour les	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 437,50 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	584597	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519206	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 436,62 $	-
ASSOCIATION DES CENTRES D'URGENCE DU	1678422	2024-09-23	CADIEUX, ISABELLE	SSIM // Paiement facture - Inscription Congrès 2024 - Participants : VILLENEUVE,	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 433,16 $	-
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1679011	2024-09-25	LECOURS, SYLVAIN	SIM / DST - 6650 Notre-Dame Est. Achats de mobilier de bureau	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 423,11 $	-
EQUIPEMENTS MEDI-SECUR INC.	1677679	2024-09-17	GOYETTE, STEPHANE	SSIM // DST- PR DM 24-0773 Bouteille 500 ml de gel hydroalcoolique.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 407,89 $	-
ENGRENAGES LASALLE INC.	DEP47477	2024-09-13	NEBACH, ABDELLAH	DRE / ERP / Pièces mécaniques - Réf. 13-0578	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 404,21 $	-
BELANGER S.R. INC.	1679014	2024-09-25	MARTEL, JEAN-PHILIPPE	Paiement à Bélanger de la moitié de ce qui a été remboursé à Desjardins	Police	Surv. des activités de remorquage	2 402,11 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60017	2024-09-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'un robinet à	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 395,77 $	1657298
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013516	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520818	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 388,33 $	-
DU VERT AU ROUGE INC.	1679398	2024-09-27	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS- Octroyer un contrat à lEntreprise Du vert au Rouge pour la plantation	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 384,53 $	-
SEL WARWICK INC.	DEU59521	2024-09-09	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 381,12 $	-
BALANCES UNIVERSELLES INC.	1678015	2024-09-18	BORNAIS, LUC	Etalonnage des 2 balances Entrée et Sortie - Etalonnage de la borne	Environnement	Matières recyclables - matières	2 379,71 $	-
ATELIER D'USINAGE JACA INC.	DEU59870	2024-09-03	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 372,72 $	-
TOTAL CANADA INC.	DEU59973	2024-09-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition huile	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 371,54 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1528265	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520886	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 365,02 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LA CIE DE PAVAGE BROADWAY LTEE	DEU58839	2024-09-06	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / MD-198079-8-ÉDIC. CITÉ DU HAVRE (4790) ÉTUDE DE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	2 345,42 $	-
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEP47420	2024-09-11	VINCENT, SIMON	Généré par le réapprovisionnement 2024-09-11 6:13 AM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 340,17 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1130418	2024-09-06	CHIHAB, TARIK	ALI/29556884 TCM ET PROGRAMATION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 338,61 $	-
VERSALYS	1656116	2024-09-06	DUFOUR, LOUIS	Paiement de factures 2024 pour la Section surveillance	Police	Activités policières	2 338,60 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1129340	2024-09-25	RAHMAT, JABRANE	ESTIMATION ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 325,52 $	-
9405-3709 QUEBEC INC.	1676913	2024-09-11	TABOR, ISABELLE	400 écussons à velcro pour le GTI	Police	Activités policières	2 309,72 $	-
KOMUTEL INC	1650695	2024-09-23	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Factures 2024 pour la Centrale 911	Police	Communications d'urgence 911	2 300,47 $	-
HUDON DESBIENS ST-GERMAIN	DEP45060	2024-09-10	DALLAIRE, DOMINIC	BCO2024 - UDB - SERVICE DE NETTOYAGE DE BRIS DE LAMPE ET	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 293,97 $	-
COLE-PARMER CANADA COMPANY	1676704	2024-09-11	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat de matériel de laboratoire pour le labo Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	2 293,31 $	-
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1645914	2024-09-13	LACHGAR, SAAD	MU_V0359_Acquisition d'un véhicule sous entente 1576368_CDN-	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 275,46 $	1576368
DESCHENES & FILS LTEE	DEU53592	2024-09-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU INTERCEPTEURS - BC OUVERT 2023 - ACHAT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 265,17 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1130492	2024-09-06	RAHMAT, JABRANE	TCM CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 254,62 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc71372	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520388	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 248,17 $	-
UAP INC.	MAD1129710	2024-09-04	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	98f-madis baril de solvant livraison impossible de Viau	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 240,52 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	ROS1131011	2024-09-12	DESJARDINS, LOUISE	DLM POUR BALANCER ERREUR DE FACTURATION (CREDIT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 225,61 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1528856	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520618	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 224,61 $	-
POLYMERSHAPES DISTRIBUTION CANADA INC.	DEU60095	2024-09-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièces	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 223,15 $	-
9217-2089 QUEBEC INC.	039621	2024-09-21	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520655	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 205,42 $	-
TRANSPORT CAMILLE DIONNE (1991) INC.	DEU60080	2024-09-23	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Paiement facture 143574 / Service technique de pelle pour la vidange du	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 188,99 $	-
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013508	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520820	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 186,32 $	-
RANCO IMPEX CANADA LTD	1678733	2024-09-24	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE SPVM - LINGETTE DESINFECTANTE	Bilan	Sécurité et santé	2 182,69 $	-
NADON SPORT ST-EUSTACHE INC.	108065	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520454	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 181,64 $	-
NADON SPORT ST-EUSTACHE INC.	108064	2024-09-14	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520455	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 181,64 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1675628	2024-09-04	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat de Burettes d'alcalinité pour le labo Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	2 171,92 $	-
MULTI PSI INC.	ROS1131138	2024-09-12	NEGRONI, ANTOINE	FO WO-39461 RESERVER FONDS ET FOURNIR P.O AU	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 150,13 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc71659	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520374	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 148,52 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9766a	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520733	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 148,14 $	-
MIDAS L'EXPERT ENTRETIEN	116202	2024-09-21	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520658	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 146,15 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034670	2024-09-06	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - AOÛT 2024 - 0000034670	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 141,74 $	-
TACT INTELLIGENCE-CONSEIL INC.	1675944	2024-09-06	DEMOSTHENE, MARIE-FLORENTE	Paiement des factures 40482 et 40483 - Séances d'information sur	Diversité et inclusion sociale	Développement social	2 135,92 $	-
P.E.S. CANADA INC.	DIC1131751	2024-09-19	THIBAULT, MAXIME	FLOOR PLATE CHARGER 15'+	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 133,98 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15024	2024-09-28	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520736	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 130,21 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP47559	2024-09-23	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Scellant, joint d'étanchiété	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 105,59 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1131971	2024-09-20	NEGRONI, ANTOINE	RESERVER DES FONDS DE 2000$ POUR RESSORT IDEAL POUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1131964	2024-09-20	RAHMAT, JABRANE	FOURNITURE P/O	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 $	-
BELL MOBILITE INC	1676281	2024-09-09	LANDRY, ROBERT	Frais mensuel Bell Mobilité	Police	Activités policières	2 099,75 $	-
GESTION JEROME BERNARD INC.	1676746	2024-09-11	CHAGNON, DOMINIQUE	SSIM // BCO 2024 - Achat divers d'ameublement portatif et rangement pour la	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 099,75 $	-
LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION	DEU59928	2024-09-09	RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE	DEEU / REPARATION THUILE DE BASALTE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 099,75 $	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	092999	2024-09-21	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520643	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 097,68 $	-
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	DEP47374	2024-09-05	DALLAIRE, DOMINIC	UDB-Vêtements ARC Flash catégorie 2	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 080,14 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1528756	2024-09-07	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520383	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 078,36 $	-
CONCEPT CONTROLS INC.	DEP43007	2024-09-05	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Detecteur portatif pour ozone et chlore	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 066,15 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
WOLSELEY CANADA INC.	DEP47376	2024-09-05	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat de pièces de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 059,15 $	1657298
TELTECH SIGNALISATION INC.	1677234	2024-09-13	LEDUC, EVE	PROJET : SUM_RPP24-0413 - Saint-Zotique - Fourniture et installation de	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 058,17 $	-
PANAVIDEO INC	1676113	2024-09-06	LANDRY, ROBERT	Achat de caméras Axis pour la division des ressources technologiques (DRIT)	Police	Activités policières	2 056,71 $	-
M.D. CHARLTON CO.LTD.	1678344	2024-09-20	DERY, SIMON	SIM - DIVOS | Acquisition de pantalons tactique noir pour intervenants GST	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 047,26 $	-
HUMANCE INC.	1656423	2024-09-18	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM / Formation : Cours de développement du leadership pour des	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 047,26 $	1590476
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154195	2024-09-18	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520538	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 035,06 $	-
TECHNO FEU INC	MAD1129205	2024-09-18	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	349-10165 LUMIERE DE COFFRE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 033,23 $	-
WESTBURNE	DEP45305	2024-09-11	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de conducteur en cuivre et câble teck pour l'usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 028,98 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1131216	2024-09-15	BLOUIN, BERTRAND	4902921px ENGINE INJECTOR CYLINDER #5	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 022,54 $	-
UGOBURO INC.	1678908	2024-09-25	BORNAIS, LUC	SENV, Chaise de marque Global, model Concorde, cuir Novarro noir, roulette	Environnement	Protection de l'environnement	2 020,79 $	-
BMR DETAIL S.E.C.	1676143	2024-09-06	RILLART, STEVE	SSIM / Acquisition de bois d'ingénierie pour le groupe de sauvetage technique	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 016,23 $	-
PROTECTION INCENDIE CFS LTEE	1678183	2024-09-19	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-MÉPI DM 24-0789// Acquisition de bottes de protection pour le combat	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 011,81 $	1639605
12102269 CANADA INC.	1676270	2024-09-09	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Paiement de facture pour création du nouveau rapports pour les chef de	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 007,88 $	-
15733111 CANADA INC	rmi00018472000 01842980005	2024-09-24	Système RECLAM	15733111 CANADA INC\Paiement d'une indemnité pour le dossier 24-	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 000,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AV-TECH INC.	DEP45109	2024-09-27	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Service technique d'entretien pour une barrière clôturée	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	1 683,87 $	-
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1675776	2024-09-05	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Paiement de factures - Service d'imprimerie - Impression de	Environnement	Déchets domestiques et assimilés -	1 207,35 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1653314	2024-09-27	MATELUS, GAMALIEL	SPVM- Réapp Vêtement et uniforme	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 144,24 $	-
JOLICOEUR LTEE	1676136	2024-09-06	ARBIC, DENISE	SENV / Location de sarraus, de linges de table et de linges microfibres - Entente	Environnement	Traitement des eaux usées	1 049,87 $	1613426
JOLICOEUR LTEE	1676136	2024-09-06	ARBIC, DENISE	SENV / Location de sarraus, de linges de table et de linges microfibres - Entente	Environnement	Inspection des aliments	1 000,00 $	1613426
SOLOTECH INC	1676023	2024-09-25	PAGE, MARTIN	STI - Contrat de support des systèmes de vidéo comparution et support des	Technologies de l'information	Gestion de l'information	909,32 $	-
AV-TECH INC.	DEP45109	2024-09-23	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Service technique d'entretien pour une barrière clôturée	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	596,33 $	-
TM INDUSTRIES INC.	DEU60031	2024-09-23	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de rotule	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	196,87 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1130492	2024-09-08	RAHMAT, JABRANE	TCM CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	131,23 $	-
HACH SALES & SERVICE CANADA LTD	1675838	2024-09-17	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat de tubes pour l'analyse des NTK et NH3 pour le labo Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	109,19 $	-
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY	1678220	2024-09-19	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV // Achat de réactifs de laboratoire - Pour Labo Crémazie - Entente	Environnement	Traitement des eaux usées	104,99 $	-
MONTAGNE EXPLORE INC.	1676723	2024-09-27	COURNOYER, FREDERIC	SSIM // Achat de Gants d'hiver Punisher pour intervenants nautique et	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	52,49 $	-
MCMASTER-CARR SUPPLY CO.	DEU59935	2024-09-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Acquisition de raccords pour l'atelier de plomberie secteur eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	45,29 $	-
MCMASTER-CARR SUPPLY CO.	DEU59935	2024-09-18	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Acquisition de raccords pour l'atelier de plomberie secteur eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	26,05 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1679562	2024-09-30	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - BND Caserne # 56 / Achat de produits sanitaires et d'entretien pour les mois	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	14,62 $	-
							73 614 418,40 $	

CALENDRIER 2025

JANVIER

		M	M	J	V	S	D
1			1	2	3	4	5
2	6	7	8	9	10	11	12
3	13	14	15	16	17	18	19
4	20	21	22	23	24	25	26
5	27	28	29	30	31		

FÉVRIER

	L	M	M	J	V	S	D
5						1	2
6	3	4	5	6	7	8	9
7	10	11	12	13	14	15	16
8	17	18	19	20	21	22	23
9	24	25	26	27	28		

MARS

	L	M	M	J	V	S	D
9						1	2
10	3	4	5	6	7	8	9
11	10	11	12	13	14	15	16
12	17	18	19	20	21	22	23
13	24	25	26	27	28	29	30
14	31						

AVRIL

	L	M	M	J	V	S	D
14		1	2	3	4	5	6
15	7	8	9	10	11	12	13
16	14	15	16	17	18	19	20
17	21	22	23	24	25	26	27
18	28	29	30				

MAI

	L	M	M	J	V	S	D
18				1	2	3	4
19	5	6	7	8	9	10	11
20	12	13	14	15	16	17	18
21	19	20	21	22	23	24	25
22	26	27	28	29	30	31	

JUIN

	L	M	M	J	V	S	D
22							1
23	2	3	4	5	6	7	8
24	9	10	11	12	13	14	15
25	16	17	18	19	20	21	22
26	23	24	25	26	27	28	29
27	30						

JUILLET

	L	M	M	J	V	S	D
27		1	2	3	4	5	6
28	7	8	9	10	11	12	13
29	14	15	16	17	18	19	20
30	21	22	23	24	25	26	27
31	28	29	30	31			

AOÛT

	L	M	M	J	V	S	D
31					1	2	3
32	4	5	6	7	8	9	10
33	11	12	13	14	15	16	17
34	18	19	20	21	22	23	24
35	25	26	27	28	29	30	31

SEPTEMBRE

	L	M	M	J	V	S	D
36	1	2	3	4	5	6	7
37	8	9	10	11	12	13	14
58	15	16	17	18	19	20	21
39	22	23	24	25	26	27	28
40	29	30					

OCTOBRE

	L	M	M	J	V	S	D
40			1	2	3	4	5
41	6	7	8	9	10	11	12
42	13	14	15	16	17	18	19
43	20	21	22	23	24	25	26
44	27	28	29	30	31		

NOVEMBRE

	L	M	M	J	V	S	D
44						1	**2**
45	3	4	5	6	7	8	9
46	10	11	12	13	14	15	16
47	17	18	19	20	21	22	23
48	24	25	26	27	28	29	30

DÉCEMBRE

	L	M	M	J	V	S	D
49	1	2	3	4	5	6	7
50	8	9	10	11	12	13	14
51	15	16	17	18	19	20	21
52	22	23	24	25	26	27	28
1	29	30	31				

Conseil municipal - lundi 13 h et mardi 9 h 30 si nécessaire
Conseil d'agglomération - jeudi 16 h
Relâche du comité exécutif ordinaire
Relâche des instances (CE, CM et CG - séances ordinaires) - période estivale et période des fêtes
Jour férié
Jour du scrutin - élections municipales - 2 novembre 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.02

2024/10/24 17:00

(2)

Dossier # : 1246254004

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Projection des résultats de l'exercice 2024 en date du 31 août 2024 – Volet agglomération et l'état des revenus et des charges réels global Ville, au 31 août 2024 comparé avec le 31 août 2023.

Il est recommandé :
1. De prendre connaissance de la projection des résultats de l'exercice 2024 en date du 31 août 2024 - Volet agglomération.

2. De prendre connaissance de l'état des revenus et des charges réels de la Ville au 31 août 2024 comparé avec le 31 août 2023.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-10-15 17:25

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246254004**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Projection des résultats de l'exercice 2024 en date du 31 août 2024 – Volet agglomération et l'état des revenus et des charges réels global Ville, au 31 août 2024 comparé avec le 31 août 2023.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des dispositions législatives s'appliquant à la Ville de Montréal, la trésorière doit déposer, lors de la dernière séance ordinaire du conseil tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté, deux états comparatifs. Le premier, compare les revenus et les charges réels de l'exercice financier courant avec ceux de l'exercice précédent pour la période se terminant au mois d'août et le second, compare les revenus et les charges de la municipalité dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose la trésorière, et ceux qui ont été prévus au budget de cet exercice *(Loi C-19 Loi sur les cités et villes; art 105.4*).
La projection des revenus et des charges pour les douze mois de l'année en cours a été établie au 31 août 2024 par les gestionnaires des différentes unités d'affaires de la Ville sur la base des résultats des huit premiers mois de l'exercice 2024.

Les données sont établies de façon distincte pour les deux volets, soit municipal et agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. o.

DESCRIPTION

Dépôt de l'état comparatif des revenus et des charges réels au 31 août 2024 - Global Ville et la projection des résultats de l'exercice 2024 au 31 août 2024.

JUSTIFICATION

Au 31 août 2024, la projection des résultats de l'exercice 2024 permet d'anticiper un surplus de 110,4 M$, composé d'un surplus de 92,8 M$ pour le volet municipal et d'un surplus de

17,6 M$ pour le volet d'agglomération.
Les principales variations observées sont les suivantes :

Au niveau des revenus (en millions de dollars) **:**

Variations favorables selon les prévisions budgétaires pour 2024

· 28,5 – Financement des dépenses liées à la forêt urbaine
· 15,0 – Hausse des droits de mutation reflétant la reprise du marché immobilier
· 5,7 – Augmentation des revenus d'intérêts
· 5,6 – Accroissement anticipé de l'achalandage à Espace pour la vie cet automne
· 4,8 – Surplus de l'ensemble des taxes municipales combinées

Variations défavorables selon les prévisions budgétaires pour 2024

· (8,0) – Revenus de cession d'actif à long terme inférieurs au budget
· (6,0) – Baisse de la commercialisation des services policiers et des missions à l'étranger
· (4,1) – Revenus de stationnement tarifé anticipés à la baisse

Au niveau des dépenses (en millions de dollars) **:**

Variations favorables selon les prévisions budgétaires de 2024

· 107,7 – Budgets disponibles aux chapitres corporatifs (dépenses contingentes, budgets pour études, provision pour inflation, réserve pour le déficit de l'agglomération et autres provisions)
· 27,0 – Diverses économies nettes dans les services centraux
· 7,4 – Économies dans l'ensemble des arrondissements
· 5,2 – Diminution du recours à l'emprunt à long terme
· 4,0 – Réduction des frais d'administration versés par la Ville à l'Agence de mobilité durable

Variations défavorables selon les prévisions budgétaires de 2024

· (45,2) – Rémunération du SPVM
· (28,5) – Dépenses liées à la forêt urbaine (financées par une affectation-emprunt et une subvention)
· (20,0) – Mesures d'urgence : Panne électrique (verglas 2023), pluie diluvienne et bris d'aqueduc.
· (5,2) – Dépenses supplémentaires en déneigement financées par l'utilisation de la réserve neige

Le détail des variations par compétence est présenté dans les pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Pour ce qui est de l'analyse des variations des résultats réels du 31 août 2024 avec ceux du 31 août 2023, elle est présentée dans les pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. o.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements liés aux changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature de la décision qui vise le dépôt de documents financiers prévu par le cadre législatif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LAMOUREUX
Conseiller en planification budgétaire

Tél : 514-872-5867
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Dominique MARTHET
Cheffe de division - Mise en oeuvre et suivi budgétaire
corporatif

Tél : 514-463-3549
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
directeur-budget,planification financiere et fiscale
Tél : 514-451-1839
Approuvé le : 2024-10-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-10-15

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1246254004*
Unité administrative responsable : *Service des finances*
Projet : *Projection des résultats de l'exercice 2024 en date du 31 août 2024 – Volet agglomération et l'état des revenus et des charges réels global Ville, au 31 août 2024 comparé avec le 31 août 2023.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projection des résultats de l'exercice 2024 en date du 31 août 2024
(en millions de dollars)

	Surplus / (Déficit)		
	Conseil municipal	**Conseil d'agglomération**	**Global***
Revenus			
Taxes	7,0	(0,2)	6,8
Paiements tenant lieu de taxes	(2,0)	-	(2,0)
Transferts	13,4	4,5	17,9
Services rendus	(1,2)	(8,7)	(9,9)
Imposition de droits	16,1	-	16,1
Amendes et pénalités	(4,7)	5,9	1,2
Intérêts	5,7	-	5,7
Autres revenus	(8,9)	2,7	(6,2)
Affectation de revenus	29,5	5,5	35,0
Total – Revenus*	**54,9**	**9,7**	**64,6**
Dépenses			
Dépenses par secteurs d'activités			
Services administratifs	2,5	0,6	3,1
Habitation et économie	12,5	8,9	21,4
Qualité de vie	1,2	3,2	4,4
Sécurité urbaine et conformité	0,3	(67,2)	(66,9)
Services de proximité	(39,6)	(7,6)	(47,2)
Urbanisme, mobilité et infrastructures	(6,6)	12,5	5,9
Autres	1,8	0,7	2,5
Arrondissements	7,4	-	7,4
Sous-total – Dépenses par secteur d'activités	**(20,5)**	**(48,9)**	**(69,4)**
Dépenses de financement corporatives			
Service de la dette brute	(2,6)	7,8	5,2
Paiement comptant d'immobilisations	10,8	(12,2)	(1,4)
Sous-total – Dépenses de financement corporatives	8,2	(4,4)	3,8
Autres dépenses corporatives			
Dépenses communes	47,8	64,3	112,1
Dépenses de contributions	2,4	(3,1)	(0,7)
Sous-total – Autres dépenses corporatives	50,2	61,2	111,4
Total – Dépenses*	**37,9**	**7,9**	**45,8**
Surplus / (Déficit)*	**92,8**	**17,6**	**110,4**

** Les données ayant été arrondies, leur somme peut différer légèrement des totaux.*

Montréal

Résultats financiers au 31 août 2024
Analyse

Revenus

Les revenus ont totalisé 6,385 G$, contre 5,917 G$ l'an dernier, soit **une croissance de 468.0 M$** ou de 7,9%.

(en milliers)	Réel		Écart			Budget	
	2024	**2023**	**$**	**%**	**F/D**	**2024**	**Réalisation (%)**
Taxes	4 154 697	3 948 573	206 124	5,2	**F**	4 179 918	99,40%
Compensations tenant lieu de taxes	283 258	277 532	5 726	2,1	**F**	280 270	101,07%
Quotes-parts	545 223	520 165	25 058	4,8	**F**	545 827	99,89%
Transferts	516 172	388 951	127 221	32,7	**F**	593 886	86,91%
Services rendus	294 959	272 712	22 247	8,2	**F**	445 403	66,22%
Imposition de droits	229 039	184 089	44 950	24,4	**F**	353 208	64,85%
Amendes et pénalités	149 491	117 086	32 405	27,7	**F**	211 459	70,70%
Intérêts	185 391	193 041	(7 650)	(4,0)	**D**	262 648	70,59%
Cession d'actifs à long terme	2 190	802	1 388	173,1	**F**	4 226	51,82%
Cession de propriétés destinées à la revente	-	105	(105)	(100,0)	**D**	9 770	0,00%
Autres revenus	25 005	14 286	10 719	75,0	**F**	17 657	141,62%
Total des revenus	**6 385 425**	**5 917 342**	**468 083**	**7,9**	**F**	**6 904 272**	**92,49%**

F : Favorable

D : Défavorable

Voici les explications d'écarts significatifs entre les revenus de 2024 et ceux de 2023.

Les revenus de **taxes** se chiffrent à 4,15 G$, soit une **augmentation de 206,1 M$** par rapport à la même période en 2023. Cette hausse s'explique principalement par les éléments suivants :

- une augmentation de 215,9 M$ des revenus de taxes foncières, expliquée par les facteurs suivants :
  - une augmentation de 197,5 M$ des revenus relatifs aux charges fiscales, composée principalement d'une hausse de 37,4 M$ des revenus tirés de la taxe relative à l'ARTM et d'un montant de 31,8 M$ lié à la croissance immobilière nette;
  - une croissance de 18,4 M$ des revenus tirés des taxes de services, tel que décrétées par les arrondissements;
- une hausse de 2,9 M$ de la taxe sur les parcs de stationnement, attribuable en grande partie aux effets de l'indexation de 3% des taux sur le territoire du centre-ville;
- une baisse de 14,3 M$ de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, liée au transfert de la perception de cette taxe vers la CMM à partir du 1er janvier 2024.

Les **paiements tenant lieu de taxes** prélevés auprès des propriétaires d'immeubles non imposables totalisent 283,3 M$, soit une **augmentation de 5,7 M$** par rapport à 2023**.** Cette hausse s'explique principalement par :

- une hausse de 9,2 M$ des revenus de compensation en lien avec des immeubles du gouvernement du Québec. L'augmentation provient principalement du transfert d'un grand immeuble du réseau de la santé à cette catégorie de compensation;
- Une diminution de 5,3 M$ des revenus provenant des immeubles des réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation, attribuable à l'ajustement des taux payés par le gouvernement pour ces types de bâtiment.

Les revenus de **quotes-parts** perçus des villes reconstituées afin de financer les dépenses nettes d'agglomération s'élèvent à 545,2 M$, soit **une augmentation de 25,1 M$** par rapport à 2023. Cette hausse s'explique principalement par les éléments suivants :

- une augmentation de 27,2 M$ de la quote-part générale et de 2,6 M$ de la quote-part pour le Service de l'eau, attribuables à l'augmentation combinée des dépenses à financer et de la contribution des villes reconstituées basée sur la proportion de leur potentiel fiscal respectif;
- une hausse de 3,8 M$ en lien avec l'augmentation du tarif au mètre cube de 9% relative à l'alimentation en eau potable;
- une augmentation de 1,2 M$ due à une hausse des investissements admissibles relative à la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ);
- une diminution de 9,9 M$ de la quote-part spécifique pour combler les déficits antérieurs, attribuable à la baisse des déficits à financer combinée à la variation du potentiel fiscal des villes reconstituées.

Les revenus de **transferts** ont atteint 516,2 M$, soit une **augmentation de 127,2 M$** par rapport à 2023. Cette hausse s'explique principalement par les éléments suivants :

- une croissance de 97,8 M$ des revenus provenant des Transferts de droits. Cette variation est attribuable principalement aux ententes suivantes :
  - Partenariat des municipalités 2020-2024 (+ 64,0 M$);
  - Partenariats entre le gouvernement du Québec, le fonds de solidarité FTQ et Desjardins (Fonds fiscalisés) (+19,1 M$);
  - Régime de compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles (+14,3 M$);
  - Entente visant à soutenir la Ville de Montréal dans son développement et dans son rôle de métropole du Québec (+5,1 M$);
  - Programme Accèslogis (CMM) (-4,2 M$).

- une augmentation de 30,1 M$ des revenus tirés des ententes de partage de frais variant proportionnellement à la réalisation des dépenses admissibles. Cette variation est attribuable principalement aux ententes suivantes :

  - Entente visant l'augmentation des effectifs policiers du Service de Police de la Ville de Montréal (37,2 M$);
  - Ententes d'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) (+6,3 M$);
  - Entente pour la réhabilitation des terrains contaminés (+4,8 M$)
  - Projet pilote de coopération municipale (PPCM) (+4,7 M$)
  - Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles (+2,3 M$);
  - Programme Accèslogis (SHQ) (+2,2 M$);
  - Ententes visant à "Soutenir la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal" (-10,1 M$)

- ⊄ Ententes visant les Actions Concertées du Contrer les Économies Souterraines (ACCES) (-7,3M$);
- ⊄ Ententes administratives sur la gestion du Fonds Québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (-6,9 M$);
- ⊄ Entente permettant de couvrir la coordination et la gestion des "Appels de projets pour les ateliers d'artistes " (-5,8 M$);

- une augmentation de 8,8 M$ des revenus de transferts relatifs à des ententes à versements pluriannuels concernant des revenus d'intérêts issus de calendriers à versements non reliés à la dette;

- une diminution de 9,5 M$ des revenus de transferts relatifs au service de la dette associés à l'entente d'aide financière relative au remboursement du déficit actuariel des régimes de retraite".

Les revenus tirés des **services rendus** se chiffrent à 295,0 M$, soit une **augmentation de 22,2 M$** par rapport aux réalisations de 2023. Cette hausse s'explique principalement par les augmentations suivantes:

- 7,7 M$ des revenus de stationnement et de parcomètres, en raison de la hausse des tarifs de stationnement sur rue, du prolongement des horaires dans l'arrondissement Ville-Marie et de l'ajout de places de stationnement à travers plusieurs arrondissements;
- 3,9 M$ des redevances en lien avec les conduits souterrains due à l'augmentation du métrage et au retour du taux de redevance standard passant de 3,637$ en 2023 à 3,933$ le mètre en 2024;
- 3,6 M$ des revenus de locations diverses attribuable à l'augmentation des déplacements de vélo en libre-service BIXI s'expliquant par l'augmentation du nombre de mois d'activités en 2024 suite à l'ajout d'une saison hivernale, la mise en place de 150 stations de plus à l'automne 2023 et l'augmentation des tarifs et des déplacements;
- 3,4 M$ en lien avec les prêts de personnel soit une augmentation des prêts de service pour l'Agence de mobilité durable contrebalancée par une diminution du nombre d'employés prêtés au ministère de l'emploi et de la Solidarité Sociale;
- 3,1 M$ des revenus tirés de l'occupation du domaine public provenant de travaux réalisés principalement dans les arrondissements de Plateau Mont-Royal et Rosemont;
- 2,0 M$ attribuable au règlement de deux réclamations pour dommages et pertes.

Ces augmentations de revenus sont contrebalancées par une diminution de 2,7 M$ relative aux revenus de révision de rôle foncier qui en était à sa première année du rôle triennal en 2023.

Les revenus tirés de **l'imposition de droits** totalisent 229,0 M$, soit **une croissance de 45,0 M$** par rapport à la même période en 2023. Celle-ci s'explique principalement par les éléments suivants :

- une augmentation de 49,7 M$ des revenus de droits de mutation immobilière s'expliquant par un nombre de transactions régulières plus élevé de 12,2% ainsi que par une augmentation de 2,1% de la facture moyenne par mutation par rapport à 2023;
- une diminution 5,2 M$ des revenus de permis de construction et de permis de modification par rapport à 2023 principalement attribuable aux arrondissements Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Côte-Des-Neiges.

Les revenus tirés des **amendes et pénalités** ont atteint 149,5 M$, soit **une augmentation de 32,4 M$** par rapport à 2023. Celle-ci s'explique principalement par les augmentations suivantes :

- 12,6 M$ des revenus d'amendes et de frais de greffe attribuable à une croissance du nombre de constats émis par les policiers pour 4,3 M$ et du nombre de constats émis par les agents de stationnement dont le nombre d'effectifs a augmenté en 2024 pour 8,3 M$;
- 15,0 M$ des revenus de frais d'émission de procédure s'expliquant par une croissance du nombre de constats émis par les policiers pour 1,7 M$ et du nombre de constats émis par les agents de

stationnement pour 12,3 M$ ainsi que par le déploiement d'efforts importants pour rattraper le retard engendré par la suspension des activités et des systèmes de la SAAQ en début 2023;
- 4,3 M$ attribuable à la diminution de la provision pour non-culpabilité en 2024.

Les revenus d'**intérêts** se chiffrent à 185,4 M$, soit une diminution **de 7,7 M$** par rapport à 2023. Cette baisse est imputable à l'effet combiné des facteurs suivants :

- une augmentation 3,2 M$ attribuable en grande partie au fait que les citoyens prennent davantage de temps pour le paiement de leurs comptes (y compris les comptes de taxes) compte tenu de la situation économique actuelle;
- une croissance des revenus d'intérêts et prime sur émission de 3,5 M$ principalement due à l'augmentation du remboursement des intérêts sur emprunt de la STM;
- une diminution de 3,6 M$ causée par la baisse des taux d'intérêt à court terme;
- une diminution de 3,2 M$ en lien avec le changement rétroactif en 2023 de la méthode d'amortissement des placements;
- une diminution des revenus de 6,4 M$ en lien avec un litige réglé en 2023.

Les autres revenus ont quant à eux **augmenté de 10,7 M$** par rapport à 2023. Cette hausse est principalement attribuable aux éléments suivants:

- une augmentation de 6,8 M$ de l'utilisation du fonds d'inclusion sociale dans le cadre du programme d'habitation;
- une indemnité de 2,0 M$ perçue en raison d'un règlement hors cours d'une cause en justice;
- une augmentation de 1,3 M$ des revenus issus des fonds de parcs et de terrains de jeux, attribuable principalement à des travaux dans l'arrondissement Ville-Marie;
- une contribution de 1,1 M$ de la Fondation Espace pour la vie dédiée à la réalisation de plusieurs projets et événements culturels.

Montréal

Résultats financiers au 30 août 2024

Analyse

Charges

Les charges ont totalisé 3 635 M$, contre 3 517 M$ en 2023, soit une augmentation de 117 M$ ou de 3,3 %.

(En milliers)	Réel		Écart			Budget	
	2024	2023	$	%	F/D	2024	Réalisations (%)
Rémunération globale	1 82 1170	1 763 189	57 981	3.3	D	2 730 506	67
Transport et communications	20 054	17 796	2 258	12.7	D	38 716	52
Services professionnels, techniques et autres	398 639	395 143	3 496	0.9	D	720 992	55
Location, entretien et réparation	115 296	110 632	4 664	4.2	D	194 785	59
Biens non durables	161 967	171 362	(9 395)	(5.5)	F	277 138	58
Biens et services	10 589	9 871	718	7.3	D	21 698	49
Frais de financement	285 591	274 903	10 688	3.9	D	452 857	63
Contributions à des organismes	804 566	747 475	57 091	7.6	D	1 180 452	68
Autres objets de dépenses	16 956	27 017	(10 061)	(37.2)	F	111 308	15
Total des charges	**3 634 828**	**3 517 388**	**117 440**	**3.3**	**D**	**5 728 452**	**63**

F: Favorable
D: Défavorable

Les écarts significatifs entre les charges de 2024 par rapport à celles de 2023 s'expliquent comme suit :

Les charges de **rémunération** en 2024 s'élèvent à 1 821,2 M$, soit une augmentation de **58 M$** par rapport à 2023. Cet écart défavorable est causé principalement par les éléments suivants :

Augmentation de :

- 24,7 M$ en salaires réguliers qui s'explique principalement par l'indexation économique et des progressions statutaires prévues.
- 8,8 M$, versés en temps supplémentaire chez les policiers.
- 15,1 M$ au niveau des charges sociales.
- 6,3 M$ en assurances collectives.
- 12 M$ pour les congés de maladie courante, dont 2,9 M$ chez les policiers et 9,1 M$ pour les autres catégories d'employés (dont 4,4 M$ pour les cadres administratifs et 1,6 M$ pour les professionnels scientifiques).
- 3 M$ pour les cotisations aux régimes de retraite courant.
- 0,8 M$ dans les autres objets de dépense;

Diminution de :

- 4,3 M$ au niveau du temps compensé, dont 2 M$ pour les pompiers.
- 8,5 M$ au titre du temps supplémentaire, dont 5,6 M$ pour les cols bleus et 1,5 M$ pour les cols blancs.

Les charges de **transport et communication** ont totalisé 20 M$ en 2024, soit une augmentation de **2,2 M$** par rapport à 2023. Cet écart s'explique principalement par :

- 2,5 M$ en dépenses de télécommunication au Service des technologies de l'information, pour la direction des Infrastructures et des opérations.

Les **services professionnels, techniques et autres** totalisent 398,6 M$ en 2024, soit une augmentation de **3,5 M$** par rapport à 2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux éléments suivants:

Augmentation de :

- 3,6 M$ dans les honoraires professionnels payés par l'Agence de Mobilité Durable.
- 8,8 M$ pour le Service de l'environnement, dont 7,5 M$ pour les déchets domestiques (4,3 M$ pour la collecte des déchets domestiques consécutive à l'indexation des contrats annuel (IPC et carburant) en plus des nouveaux contrats et la hausse des coûts pour certains arrondissements, 3,3 M$ pour le déversement des déchets dont les contrats ont fait aussi l'objet d'indexation annuel, en plus de nouveaux contrats intervenus en novembre 2023 qui ont aussi connu une hausse de leurs coûts moyens), 1,2 M$ pour les matières recyclables et la collecte sélective en raison des nouveaux contrats des écocentres Saint-Laurent et Lassalle (hausse des coûts).
- 7,3 M$ pour le Service des technologies de l'information découlant de contrat d'entretien informatique.
- 1,5 M$ à l'hygiène du milieu, au Service de l'eau.
- 2 M$ au Service de police pour des activités techniques et de formation admissible à la loi 90.
- 2,3 M$ pour des services techniques au Service de la sécurité incendie de Montréal concernant des mesures d'urgence.
- 3,5 M$ au Service de la culture pour diverses activités sportives, culturelles et événement publics.
- 1,2 M$ à Espace pour la vie, pour des services techniques, des activités sportives, culturelles et des événements publics.
- 5,9 M$ au Service de l'urbanisme et de la mobilité, principalement pour les opérations de BIXI Montréal.

Diminution de :

- 0,6 M$ dans les honoraires professionnels et juridiques.

- 32 M$ à la Concertation des arrondissements, répartit comme suit : des hausses de 4,1 M$ pour la fourrière municipale et le contrôle des animaux en raison du rapatriement de la compétence (règlement 85.5) de la gestion animalière qui était, en 2023, réalisée en arrondissement et qui est maintenant au Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne (SCAEC) ainsi que le projet du refuge animalier, et de 1,4 M$ à la division Mobilité et soutien aux opérations (escouade mobilité)), compensées par des baisses de 25,5 M$ des coûts associés aux contrats de déblaiement et de chargement de la neige, de 10,7 M$ dans les contrats de transport de la neige et de 1,3 M$ pour le déblaiement et le chargement de la neige. Baisses principalement expliquées par une baisse des précipitations entre janvier et avril 2024 comparativement à la même période en 2023.

Les charges de **location, entretien et réparation** totalisent 115,3 M$ en 2024, soit une **augmentation de 4,7 M$** par rapport à 2023, attribuable principalement aux éléments suivants :

Augmentation de :

- 1,1 M$ pour le Service de la gestion et de la planification immobilière, principalement pour le soutien matériel et technique, en raison du nombre plus élevé en 2024 de sinistres causés par l'eau.
- 0,9 M$ pour le Service du matériel roulant et atelier, dont 0,6 M$ pour les activités policières et 0,3 M$ pour la gestion des équipements du service des incendies.
- 1 M$ pour le service du matériel roulant, principalement pour la location d'équipement (balais) pour du soutien matériel et technique,
- 1,9 M$ pour la location d'immeubles, dont 1,2 M$ à l'arrondissement Mercier Hochelaga-Maisonneuve pour du soutien en matériel et équipements techniques en lien avec la gestion des immeubles.
- 0,5 M$ pour l'entretien courant, principalement pour les réseaux d'égouts.
- 0,6 M$ au Service de l'eau, notamment pour le traitement des eaux usées.
- 0,1 M$ pour les autres objets de dépenses.

Diminution de :

- 0,5 M$ au Service de l'eau, principalement en approvisionnement et achat de produits de traitement de l'eau potable.
- 1 M$ à la Sécurité publique, principalement pour le Centre de la sécurité civile.

Les charges de **biens non durables** totalisent 161,9 M$ en 2024, soit une **diminution de 9,4 M$** par rapport à 2023. Cette diminution est principalement attribuable aux éléments suivants:

Augmentation de :

- 1 M$ en électricité.

Diminution de :

- 0,4 M$ pour l'essence et l'huile (diesel).
- 0,8 M$ pour les fournitures de bureau et informatiques.
- 0,6 M$ pour le gaz naturel.
- 3,6 M$ pour l'énergie, dont 2,1 M$ en raison d'un délai dans le traitement de dépenses de la division de la Transition écologique et innovation traités en septembre.
- 2,4 M$ en sels et autres abrasifs.
- 2,8 M$ pour des agrégats et matériaux de construction.

Les charges de **biens et services** totalisent 10.6 M$ en 2024, soit une **augmentation de 0,7 M$** par rapport à 2023, attribuable principalement aux éléments suivants :

Augmentation de :

- 0,8 M$ pour le Service de la sécurité incendie de Montréal, principalement pour l'achat de tenues de combat.
- 0,2 M$ pour le Service de police, pour l'achat d'équipement audio-visuel.

Diminution de :

- 0,3 M$ pour Rosemont-La-Petite-Patrie, principalement au niveau des achats de matériel de signalisation et d'identification.

Les charges pour **frais de financement** en 2024 s'élèvent à 285,6 M$, soit une **hausse de 10,7 M$** par rapport à 2023. Cet écart est attribuable à :

- Une augmentation de 4,9 M$ des frais d'intérêts sur les emprunts temporaires - notes provisoires.
- Une augmentation de 5,8 M$ causée par l'augmentation des taux d'intérêts sur la dette à long terme.

Les **contributions à des organismes** s'élèvent en 2024 à 804.5 M$, soit une **augmentation de 57.1 M$** par rapport à 2023. Cet écart défavorable s'explique principalement par l'effet combiné des variations dans les contributions suivantes :

- De nouvelles contributions totalisant 1,7 M$ versées par les Grands parcs et Mont-Royal à divers évènements, dont 0,8 M$ au GPCQM, 0,75 M$ aux Mondiaux Montréal et 0,2 M$ à Patinage Canada.
- Une hausse cumulée de 31 M$ versées par le Service de l'habitation principalement pour :
  - des déboursés en fonction de la réalisation des travaux, pour 19,6 M$, dont 2,8 M$ à Accès Logis, 10,5 M$ pour le logement social et abordable, et 6,3 M$ pour l'Initiative pour la création Rapide de Logement.
  - de nouveaux projets, pour 22,4 M$, dont 20,4 M$ pour le Programme Habitation Abordable du Québec et une contribution hors programme remboursées par la CMM, pour 2 M$.
  - des demandes de contributions accrues, dont 1,5 M$ pour le Programme adaptation domiciliaire, combinées à des demandes de contributions réduites de 5,7 M$, incluant 5,3 M$ dans le Programme rénovation Québec et 0,5 M$ dans le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement.
- Une augmentation des quotes-parts versées en 2024 à l'ARTM de 30,2 M$, des cotisations aux SDC, pour 0,9 M$ et de 0,7 M$ à divers organismes (Conseil des arts, 0,4 M$, SPJD, pour 0,3 M$).
- Une baisse cumulée des sommes décaissées par le Service du développement, de 10 M$, principalement pour :
  - un nombre supérieur de demandes de contributions, pour 1,4 M$ (dont pour la Dynamisation des secteurs commerciaux, pour 0,8 M$, pour le Conseil Économique de l'ile, pour 0,3 M$ et pour l'Aide aux établissements affectés par des travaux majeurs, pour 0,3 M$).
  - de nouvelles contributions, pour 2,3 M$ (Entente Reflex I non utilisé en 2023, pour 1,5 M$, Nouveau budget stratégie centre-ville, pour 0,3 M$, Nouvelle entente avec société des marchés public, pour 0,3 M$, Nouvelle entente MAPAQ, pour 0,2 M$).
  - des versements réduits dans divers programmes totalisant 5,4 M$, dont Entente Reflexe I, pour 1,8 M$, Programme réussir à Montréal PRAM: Évaluation de dossiers contestée devant les tribunaux en 2024, pour 1,4 M$, Entente Reflex: derniers budgets utilisés en 2023 pour la période 2018-2022, pour 0,9 M$, Relance Centre-ville, arrivée à échéance en 2023, pour 0,8 M$.
  - des demandes ou dossiers de réclamations en nombre réduit, pour 2,4 M$ (Programme Plan Commerce, pour 1,9 M$; Subvention rénovation bâtiments industriels, pour 0,6 M$).

- des décaissements en moins de 5,8 M$ en raison de l'avancement des travaux, pour la rénovation des bâtiments accueillant les Ateliers Artistes.

- Au service de la Diversité et inclusion, une augmentation des contributions totalisant 1,9 M$ en raison de nouvelles contributions, pour 3,5 M$, dont 2,1 M$ pour le programme Bâtir des communautés plus sécuritaires, en partenariat avec le ministère de la Sécurité publique et 1,4 M$ pour une nouvelle entente avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, hausse atténuée par une diminution des contributions dans divers, pour 2,5 M$.

Quant aux **autres objets de dépenses,** ceux-ci représentent 16.9 M$ en 2024, soit une **diminution de 10,1 M$** par rapport à 2023 attribuable principalement aux éléments suivants :

Diminution de:

- 8,8 M$ en raison de la baisse de la provision pour mauvaise créance relative aux offenses pénales (système STOP). Cette diminution est principalement explicable par un ajustement de 10 M$ effectué en 2023, qui prenait en compte un taux plus élevé en lien avec les comptes à recevoir relatifs aux dossiers Hors-Québec ainsi que ceux de la catégorie des autres constats.
  3 M$ expliquée principalement par une baisse des provisions en lien avec les recettes diverses facturés dans le système OASIS: des factures qui étaient provisionnées en lien avec les consentements municipaux ont été créditées en fin d'année 2023; ce qui a eu pour effet de réduire le montant de la provision calculée pour ce rôle en 2024.

Augmentation :

- 1,2 M$ en règlements hors cours et diverses dépenses associées à des dossiers prioritaires.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1247567028

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 1 332 980,86 $, taxes incluses (contrat : 1 159 113,79 $ + contingences : 173 867,07 $) - Appel d'offres public 24-20587 - (trois soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Distribution Maranda inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 159 113,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20587;

2. d'autoriser une dépense de 173 867,07 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Distribution Maranda inc.;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-12 14:37

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247567028**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 1 332 980,86 $, taxes incluses (contrat : 1 159 113,79 $ + contingences : 173 867,07 $) - Appel d'offres public 24-20587 - (trois soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification d'aménagement de matériel roulant pour 2025, le SMRA a identifié le besoin d'aménager quarante-quatre (44) camionnettes afin de répondre aux besoins du Service de police de Montréal (SPVM). L'aménagement de ces véhicules permettra le remplacement d'unités qui seront mises au rancart pour cause de désuétude.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 24-20587. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant cinquante-six (56) jours, soit du 26 juin 2024 au 22 août 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, quatre (4) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés, pour répondre aux questions des soumissionnaires, de reporter la date d'ouverture des soumissions ainsi que pour ajuster certains documents.

Sommaire des addendas

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	3 juillet 2024	Une (1) question et réponses concernant un équivalent possible en lien avec la boîte.
2	10 juillet 2024	• Quatre (4) questions et réponses concernant la fonction de la cabine, la norme ip66, la justification de l'utilisation du métal pour la cabine.

		• Modification au devis: Remplacer : (…) le toit respectera minimalement la norme d'étanchéité IP66. Par : (…) le toit respectera minimalement la norme d'étanchéité IP63.
3	17 juillet 2024	Report de la date d'ouverture des soumissions au jeudi 22 août 2024.
4	6 août 2024	Ajout de la clause suivante: L'ADJUDICATAIRE recommandé doit fournir avant l'octroi du contrat et lorsque le contrat n'est pas assujetti à l'obligation de détenir une autorisation de contracter délivrée par l'autorité des marchés publics (AMP), le formulaire de « Déclaration d'intégrité » ci-joint, dûment signé par une personne autorisée.

Les addendas ci-dessus n'ont aucun impact budgétaire.

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 20 décembre 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0617 - 23 novembre 2023 - Accorder un contrat à Précisions Provençal Inc., pour la fourniture et aménagements de boîtes en aluminium pour l'activité « métiers spécialisés » sur des châssis de camion fournis par la Ville - Dépense totale de 641 124,52 $, taxes incluses (contrat : 534 270,43 $ + contingences : 106 854,09 $) - Appel d'offres public 23-19981 - (Trois (3) soumissionnaires)

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA désire octroyer un contrat visant la fourniture et l'aménagement de boîtes de camionnettes avec équipements et accessoires ainsi que leur installation sur une flotte de Ford F-150 2023 et 2024 fournis par la Ville selon le devis 128A24A11. Ces aménagements sont requis afin de répondre aux besoins de la section support et intervention spécialisée (SIS) du SPVM.

Description des items

Numéro d'item	Description des items	Quantité	Prix unitaire (sans taxes)	Montant total (taxes incluses)
1	Fourniture et aménagement de Ford F-150 pour le SPVM.	44	22 443,40 $	1 135 389,16 $
2	Dessin de construction ou maquette 3D.	1	1 500,00$	1 724,63 $
3	Montant incitatif - Bonification pour livraison plus rapide.	44	500 $*	22 000,00 $*
	Total	**s.o.**	**s.o.**	**1 159 113,79 $**

**Montant non taxable*

Incitatif /bonification pour livraison rapide

Une prime de cinq cents (500) dollars sera offerte pour tous les véhicules livrés moins de douze (12) semaines à partir de l'émission du bon de commande. Si un véhicule n'est pas jugé conforme par la Ville, il ne pourra pas recevoir l'incitatif à moins d'être livré de nouveau durant la période mentionnée.

Délai de livraison

Tous les véhicules aménagés devront être livrés dans un délai maximal de six (6) mois suivant l'envoi du bon de commande. L'adjudicataire estime avoir une capacité de livraison moyenne de deux (2) véhicules par semaine.

Pénalité
Une pénalité pour chaque mois de retard équivalente à cinq pour cent (5 %) de la valeur des biens non livrés.

Variation de prix
Pendant la durée initiale du contrat, les prix sont ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux modalités prévues à l'annexe 2.04.01. Le donneur d'ordre se réserve le droit de bénéficier d'une variation des prix à la baisse, le cas échéant.

Annexe 2.04.01.
Les prix sont ajustés annuellement, à la date d'anniversaire de l'émission du bon de commande, en fonction du taux de variation sur douze (12) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date d'anniversaire du contrat sous la référence 18-10-0004-01.

La formule d'indexation est la suivante :

P1 = P0 * [M0IPC/M-1IPC]

P1: Prix indexé;
P0: Prix en vigueur avant l'indexation prévue pour l'année en cours;
M0IPC: Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les douze (12) mois suivant le début du contrat ou suivant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements;
M-1IPC: Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les douze (12) mois précédant le début du contrat ou précédant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements.

Garantie
L'adjudicataire garantit les biens contre tout défaut de conception, de fabrication, d'installation lorsqu'elle est effectuée par celui-ci et de matériaux. La garantie couvre les pièces de remplacement, la main-d'œuvre, les frais de transport, d'assurance, la disponibilité du personnel technique aux heures ouvrables et tous les autres frais relatifs au service, à l'entretien, à la réparation, à la modification ou au rehaussement ou remplacement des biens. L'exécution de cette garantie est à la charge de l'adjudicataire. Cette garantie est valide pendant une période minimale de deux (2) ans, à partir de la date de mise en service par le représentant autorisé du donneur d'ordre.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges. Trois (3) soumissions ont été déposées (75%). Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement, ce dernier a mentionné qu'il n'était pas en mesure de respecter toutes les exigences, il n'a donc pas soumissionné pour cette raison.

En référence à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité, à la suite d'une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la

municipalité. Il n'y a pas eu de négociation car l'estimation établie par le requérant est supérieure au prix proposé à la soumission.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	1 159 113,79 $	173 867,07 $	1 332 980,86 $
3DESCO DESIGN INC.	1 337 314,00 $	200 597,10 $	1 537 911,10 $
9044-3433 Québec inc. / Aluquip	1 792 615,00 $	268 892,25 $	2 061 507,25 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 334 649,15 $	200 197,37 $	1 534 846,52 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 175 535,36 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-13,15 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			178 200,21 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,37 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché.

L'écart favorable à la Ville de Montréal de -13,15 % s'explique par une sous-estimation de l'effet d'achat en volume, qui a résulté en une estimation quelque peu supérieure aux soumissions reçues.

L'écart de 15,37 % entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission se situe principalement au niveau de l'expertise de Distribution Maranda inc. En effet, ce dernier ayant remporté certains contrats d'aménagement du même type semble avoir développé une certaine expertise pour ce type d'aménagement, lui permettant de soumissionner avec des prix compétitifs.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 26 août 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme, Distribution Maranda inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 1 159 113,79 $, incluant les taxes.
Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 173 867,07 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

La dépense sera financée par le règlement d'emprunts RCG 22-006 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG23 0138.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération en vertu d'éléments de la sécurité

publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
L'aménagement des quarante-quatre (44) camionnettes est requis pour permettre l'utilisation des véhicules par le SPVM. Par le fait même, cela devient possible de remplacer les appareils désuets afin de bonifier le parc de véhicules et ce, en améliorant la condition des véhicules qui le composent et en offrant une fiabilité accrue de ceux-ci. Les aspects mentionnés précédemment sont essentiels à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de ce fait, les frais d'entretien et de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réception des premiers véhicules: Avril 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois ST-AMAND
Agent de recherche

Tél : s.o.
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-05

Wasiu YESUFU
Chef de section

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2024-09-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247567028
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Accorder un contrat à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 1 332 980,86 $, taxes incluses (contrat : 1 159 113,79 $ + contingences : 173 867,07 $) - Appel d'offres public 24-20587 - (trois soumissionnaires)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** L'aménagement des quarante-quatre (44) camionnettes est requis pour permettre l'utilisation des véhicules par le SPVM. Par le fait même, cela devient possible de remplacer les appareils désuets afin de bonifier le parc de véhicules et ce, en améliorant la condition des véhicules qui le composent et en offrant une fiabilité accrue de ceux-ci. Les aspects mentionnés précédemment sont essentiels à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247567028

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 1 332 980,86 $, taxes incluses (contrat : 1 159 113,79 $ + contingences : 173 867,07 $) - Appel d'offres public 24-20587 - (trois soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20587_Intervention.pdf 24-20587_TCP.pdf 24-20587 PV.pdf 24-20587_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agent d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-05

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 217-3536
Division : Division Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20587

No du GDD : 1247567028

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et aménagements de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 6 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 30 - 7 - 2024

Ouverture faite le : 22 - 8 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 6 - 8 - 2027

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 75

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 12 - 2024

Date d'échéance révisée : 20 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Distribution Maranda inc.	1 159 113,79 $	√	1
3DESCO DESIGN INC.	1 337 314,00 $		1
9044-3433 Québec inc. / Aluquip	1 792 615,00 $		1

Information additionnelle

Le preneur du cahier des charges qui n'a pas présenté de soumission a indiqué qu'il ne pouvait respecter toutes les exigences.

Préparé par : Marc-André Deshaies

Le 5 - 9 - 2024

Numéro de l'appel d'offres : 24-20587
Titre : Fourniture et aménagements de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM)
Date de publication sur le SÉAO : 26 juin 2024
Date d'ouverture des soumissions : 22 août 2024
Addenda : 4 dernier émit le: 6 août 2024

			3DESCO DESIGN INC.		Distribution Maranda inc.		9044-3433 Québec inc. / Aluquip	
	Numéro de fournisseur VDM		393604		352981		578788	
	Numéro NEQ		1165434789		1170198106		1146363230	
Lot 1 néméro d'item	**Description**			**Montant total**		**Montant total**		**Montant total**
1	Fourniture et aménagement de Ford F-150 pour le SPVM			1 144 000,00 $		987 509,60 $		1 540 000,00 $
2	Rencontre de pré-production (1)			- $		- $		- $
3	Inspection du premier véhicule (1)			- $		- $		- $
4	Dessin de construction ou maquette 3D (1)			- $		1 500,00 $		- $
5	Approbation du budget global et en lien à l'annexe 3.02 - MODALITÉ DE PAIEMENT le montant de l'incitatif / bonification pour livraison plus rapide doit être ajouté au bordereau			22 000,00 $		22 000,00 $		22 000,00 $
	Total avant taxes			1 166 000,00 $		1 011 009,60 $		1 562 000,00 $
	TPS 5 %			57 200,00 $		49 450,48 $		77 000,00 $
	TVQ 9,9975 %			114 114,00 $		98 653,71 $		153 615,00 $
	Montant total			1 337 314,00 $		1 159 113,79 $		1 792 615,00 $
	Signature		OUI		OUI		OUI	
	Signataire		Sébastien Raymond		Dominic Lapointe		Stéphane Desrosiers	
	Achat du cahier des charges sur le SÉAO		OK		OK		OK	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		OK		OK		OK	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		OK		OK		OK	
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»		OK		OK		OK	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)		OK		OK		OK	
	Annexe 7 - Charte de la langue Française, signée		Moins de 50 employés		Moins de 50 employés		Moins de 50 employés	
	Vérification liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française		N/A		N/A		N/A	
	Si requis, copie du certificat de francisation		N/A		N/A		N/A	
	Vérification de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation		OK		OK		OK	
	Les renseignements complémentaires dûment complétés		OUI		OUI		OUI	
	Autres conditions de conformité ou documents requis		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant					
	La liste des sous-contractants;		OUI		OUI		OUI	
	Le devis techniques dûment complété		OUI		OUI		OUI	

Remarque : (1) Si aucun montant n'est indiqué au item 2 à 4 le DONNEUR D'ORDRE interprétera ces items inclus dans le prix unitaire de l'item no 1

Soumission(s) rejettée(s)
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** 26 août 2024

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20587
Numéro de référence: 20003335
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Ville de Montréal - Fourniture et aménagements de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM) - Service du matériel roulant et des ateliers
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

4 résultats **Résultats 1 à 4**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

ALUQUIP 4200 Des Castors Saint-Damien QC CAN J0K2E0	Non diffusé	Stéphane Desrosiers Téléphone: 4508863670 Courriel: stephane@aluquip.com	**Transaction: (20013554)** 2024-07-04 18:48	20003841 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20005026 - Addenda no 2 (questions/réponses + modification) Devis 2024-07-10 à 10:30 - Courriel 20006155 - Addenda no 3 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-07-17 à 10:55 - Courriel 20008417 - Addenda no 4 Devis 2024-08-06 à 15:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
DISTRIBUTIONS MARANDA INC. 880 2ème rang Acton Vale QC CAN J0H1A0 http://marandacap.com	Publique	Dominic Lapointe Téléphone: 4504646084 Courriel: dlapointe@serdengroup.com	**Transaction: (20010111)** 2024-06-26 21:55	20003841 - Addenda 1 Devis 2024-07-03 à 10:50 - Courriel 20005026 - Addenda no 2 (questions/réponses + modification) Devis 2024-07-10 à 10:30 - Courriel

				20006155 - Addenda no 3 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-07-17 à 10:55 - Courriel 20008417 - Addenda no 4 Devis 2024-08-06 à 15:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9175-3681 QUÉBEC INC. 3737 Boulevard Lite Laval QC CAN H7E4X8 www.amtech.quebec	Publique	Sylvain Rivard Téléphone: 450-5886909 Courriel: srivard@gwamfg.com	**Transaction: (20009830)** 2024-06-26 11:17	20003841 - Addenda 1 Devis 2024-07-03 à 10:50 - Courriel 20005026 - Addenda no 2 (questions/réponses + modification) Devis 2024-07-10 à 10:30 - Courriel 20006155 - Addenda no 3 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-07-17 à 10:55 - Courriel 20008417 - Addenda no 4 Devis 2024-08-06 à 15:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
3DESCO DESIGN INC. 3105, Rue Bernard-Pilon Saint-Mathieu-de-Beloeil QC CAN J3G4S5	Non diffusé	Sébastien Raymond Téléphone: 4507140796 Courriel: soumission@3desco.ca	**Transaction: (20020354)** 2024-07-16 12:58	20003841 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20005026 - Addenda no 2 (questions/réponses + modification) Devis Téléchargement 20006155 - Addenda no 3 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-07-17 à 10:55 - Courriel 20008417 - Addenda no 4 Devis 2024-08-06 à 15:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247567028

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 1 332 980,86 $, taxes incluses (contrat : 1 159 113,79 $ + contingences : 173 867,07 $) - Appel d'offres public 24-20587 - (trois soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247567028 - amén boîtes sur 44 camions.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-09

Diane ZAMBLE
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1247567029

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'installation d'aménagements à l'intérieure de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 336 919,98 $, taxes incluses (contrat : 280 766,65 $ + contingences : 56 153,33 $) - Appel d'offres public 24-20604 - (un soumissionnaire)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. d'accorder à la firme ci-après désignée, seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour chacun des articles, les commandes pour la fourniture et l'installation d'aménagement à l'intérieur de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20604;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	Lot 1 - Devis 227E24A11 Fourniture et aménagement pour fourgon allongé à essence fourni par la Ville - Métier reconstitutionniste.	162 217,08 $
Distribution Maranda inc.	Lot 2 - Devis 227F24A11 Fourniture et aménagement pour fourgon allongé à essence fourni par la Ville - Métier serrurier.	118 549,57 $

2. d'autoriser une dépense de 56 153,33 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier

décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-12 14:39

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247567029**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'installation d'aménagements à l'intérieure de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 336 919,98 $, taxes incluses (contrat : 280 766,65 $ + contingences : 56 153,33 $) - Appel d'offres public 24-20604 - (un soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification d'aménagement de matériel roulant pour 2025, le SMRA a identifié le besoin d'aménager deux (2) fourgons afin de répondre aux besoins du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). L'aménagement de ces véhicules permettra le remplacement d'unités qui seront mises au rancart pour cause de désuétude.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 24-20604. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant trente-huit (38) jours, soit du 22 juillet 2024 au 29 août 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, deux (2) addendas ont été émis afin d'ajouter de l'information à certains documents.

Sommaire des addendas

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	6 août 2024	Ajout aux documents d'appel d'offres : L'adjudicataire recommandé doit fournir avant l'octroi du contrat et lorsque le contrat n'est pas assujetti à l'obligation de détenir une autorisation de contracter délivrée par l'autorité des marchés publics (AMP), le formulaire de « Déclaration d'intégrité » ci-joint,

		dûment signé par une personne autorisée.
2	20 août 2024	Ajout aux documents d'appel d'offres, cet addenda remplace l'addenda 1: Si le contrat n'est pas assujetti à l'obligation de détenir une autorisation de contracter délivrée par l'autorité des marchés publics (AMP), le soumissionnaire doit, déposer avec sa soumission le formulaire « Déclaration d'intégrité » ci-joint, dûment signé par une personne autorisée s'il ne détient pas une autorisation de contracter délivrée par l'autorité des marchés publics (AMP).

Les addendas ci-dessus n'ont aucun impact budgétaire.

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 27 décembre 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA désire faire aménager deux (2) fourgons, Ford Transit 350 XL allongé toit surélevé 2024 fourni par la Ville selon les devis 217E24A11 et 217F24A11. Ces véhicules seront utilisés par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), plus précisément par les reconstitutionnistes de scène de crime et les serruriers-GTI. Il s'agit d'aménagements distincts, adaptés à ces métiers spécialisés.
Principales caractéristiques de l'aménagement

- Porte d'accès latérale et arrière;
- Passage avant communicant avec la cabine;
- Une (1) station de travail;
- Un (1) rangement arrière pour micro-ondes;
- Équipement électrique (inverseurs, conduits et prises électriques et signalisation).

Modalité d'adjudication
Le contrat est adjugé partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires.

Prix
Les prix sont fermes et ne pourront faire l'objet d'aucune variation.

Délais de livraison
Lot 1 - Devis 217E24A11: Deux cent quarante (240) jours suivant la réception du fourgon chez le fournisseur.
Lot 2 - Devis 217F24A11: Deux cent vingt-cinq (225) jours suivant la réception du fourgon chez le fournisseur.

Garantie
L'adjudicataire garantit les biens contre tout défaut de conception, de fabrication, d'installation lorsqu'elle est effectuée par ce dernier et de matériaux. La garantie couvre les pièces de remplacement, la main-d'œuvre, les frais de transport, d'assurance, la disponibilité du personnel technique aux heures ouvrables et tous les autres frais relatifs au service, à l'entretien, à la réparation, à la modification ou au rehaussement ou remplacement des biens.

L’exécution de cette garantie est à la charge de l’adjudicataire. Cette garantie est valide pendant une période de douze (12) mois, à partir de la date d'acceptation des biens par le représentant autorisé du donneur d'ordre.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a un (1) preneur du cahier des charges. Une(1) soumission a été déposée (100 %).

En référence à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité, à la suite d’une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s’entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l’estimation établie par la municipalité. Il n'y a pas eu de négociation car l'estimation établie par le requérant est supérieure au prix proposé à la soumission.

Lot 1 - Devis 227E24A11 Fourniture et aménagement pour fourgon allongé à essence fourni par la Ville - Métier reconstitutionniste.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	162 217,08 $	32 443,42 $	194 660,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	205 121,15 $	41 024,23 $	246 145,38 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-42 904,07 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-20,92 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Lot 2 - Devis 227F24A11 Fourniture et aménagement pour fourgon allongé à essence fourni par la Ville - Métier serrurier.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	118 549,57 $	23 709,91 $	142 259,48 $
Dernière estimation réalisée ($)	137 803,28 $	27 560,66 $	165 363, 94 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-19 253, 71 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-13,97 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché.

Les écarts favorables à la Ville de Montréal de -20,92 % et -13,97 % s'expliquent par le fait qu'il s'agit d'aménagements sur mesure non-conventionnels. En effet, le SMRA ne détient aucun autre véhicule de ce type mis à part leurs remplacements datant d'il y a plus de quinze (15) ans. L'estimation est donc basée sur des aménagements standard, le prix des composantes additionnel a été estimé par les professionnels, notamment la plateforme sur le

toit, l'ajout de tiroirs et équipements électroniques. Par contre, il semblerait que le prix de certains items a été surestimé, créant ainsi les écarts.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 30 août 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, l'évaluation du risque a été effectuée par les professionnels du SMRA pour l'ensemble des lots. Le risque a été évalué à faible, par conséquent l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le seul soumissionnaire, Distribution Maranda inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 280 766,65 $, incluant les taxes.
Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 56 153,33 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

La dépense sera financée par le règlement d'emprunts RCG 22-006 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG23 0138.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération en vertu d'éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030.
L'aménagement de ces deux (2) fourgons est requis pour permettre l'utilisation des véhicules par le SPVM. Par le fait même, cela devient possible de remplacer les appareils désuets afin de bonifier le parc de véhicules et ce, en améliorant la condition des véhicules qui le composent et en offrant une fiabilité accrue de ceux-ci. Les aspects mentionnés précédemment sont essentiels à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de ce fait, les frais d’entretien et de réparation ainsi que les délais d’immobilisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réception du premier véhicule: Juin 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois ST-AMAND
Agent de recherche

Tél : s.o.
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-09

Wasiu YESUFU
Che de section

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2024-09-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247567029
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Accorder deux (2) contrats à la firme Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'installation d'aménagements à l'intérieure de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 336 919,98 $, taxes incluses (contrat : 280 766,65 $ + contingences : 56 153,33 $) - Appel d'offres public 24-20604 - (un soumissionnaire)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** L'aménagement de ces deux (2) fourgons est requis pour permettre l'utilisation des véhicules par le SPVM. Par le fait même, cela devient possible de remplacer les appareils désuets afin de bonifier le parc de véhicules et ce, en améliorant la condition des véhicules qui le composent et en offrant une fiabilité accrue de ceux-ci. Les aspects mentionnés précédemment sont essentiels à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247567029

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder deux (2) contrats à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'installation d'aménagements à l'intérieure de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 336 919,98 $, taxes incluses (contrat : 280 766,65 $ + contingences : 56 153,33 $) - Appel d'offres public 24-20604 - (un soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20604_Intervention.pdf 24-20604_TCP.pdf 24-20604 PV.pdf 24-20604_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agent d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-10

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 217-3536
Division : Division Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20604 — No du GDD : 1247567029

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation d'aménagements dans des fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du SPVM - Reconstitutionniste et Serrurier

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 7 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 29 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 20 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 38 jrs

Analyse des soumissions - Lots 1 et 2

Nbre de preneurs : 1

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Distribution Maranda	162 217,08 $	√	1

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Distribution Maranda	118 549,57 $	√	2

Information additionnelle

*Il n'y a qu'un soumissionnaire conforme mais comme l'écart avec l'estimation n'est pas significatif, il n'y a pas eu de négociation.

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 10 - 9 - 2024

Direction générale adjointe
Service de l'approvisionnement

Montréal

Tableau de vérification

Numéro de l'appel d'offres : 24-20604
Titre : Fourniture et installation d'aménagements dans des fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du SPVM -
Date de publication sur le SÉAO : 22 juillet 2024
Date d'ouverture des soumissions : 29 août 2024
Addenda : 2 **dernier émit le: 20 août 2024**

			Distribution Maranda	
		Numéro de fournisseur VDM	352981	
		Numéro NEQ	1170198106	
Lot 1 Numéro d'item	**Description**	Quantité	Prix unitaire	**Montant total**
1.1	Devis 227E24A11 Fourniture et aménagement pour fourgon allongée à essence fourni par la ville, selon les caractéristiques décrites au devis			141 089,00 $
		Total avant taxes		141 089,00 $
		TPS 5 %		7 054,45 $
		TVQ 9,9975 %		14 073,63 $
		Montant total		162 217,08 $
Lot 2 Numéro d'item	**Description**	Quantité	Prix unitaire	**Montant total**
2,1	Devis 227F24A11 Fourniture et aménagement pour fourgon allongée à essence fourni par la ville selon les caractéristiques décrites au devis			103 109,00 $
		Total avant taxes		103 109,00 $
		TPS 5 %		5 155,45 $
		TVQ 9,9975 %		10 285,12 $
		Montant total		118 549,57 $
		Signature	OUI	
		Signataire	Dominic Lapointe	
		Achat du cahier des charges sur le SÉAO	OK	
		Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	OK	
		Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	OK	
		Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	OK	
		Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	OK	
		Annexe 7 - Charte de la langue Française, signée	Moins de 50 employés	
		Vérification liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française	N/A	
		Si requis, copie du certificat de francisation	N/A	
		Vérification de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation	OUI	
		Les renseignements complémentaires dûment complétés	OUI	
		Déclaration d'intégrité	OK	
		Autres conditions de conformité ou documents requis	À évaluer lors de la conformité technique par le requérant	
		Le devis technique dûment complétés pour chaque LOT soumissionné	OUI	

*Il n'y a qu'un soumissionnaire conforme mais comme l'écart avec l'estimation n'est pas significatif, il n'y a pas eu de négociation

Soumission(s) rejettée(s)
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date : 30 août 2024**

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20604
Numéro de référence: 20008827
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Ville de Montréal - Fourniture et installation d'aménagements dans des fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du SPVM - Reconstitutionniste et Serrurier - Service du matériel roulant et des ateliers
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

1 résultats **Résultats 1 à 1**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

DISTRIBUTIONS MARANDA INC. 880 2ème rang Acton Vale QC CAN J0H1A0 http://marandacap.com	Non diffusé	Dominic Lapointe Téléphone: 4504646084 Courriel: dlapointe@serdengroup.com	**Transaction: (20024154)** 2024-07-23 22:10	20008415 - Addenda no 1 Devis 2024-08-06 à 15:35 - Courriel 20010899 - Addenda 2 Devis 2024-08-20 à 14:00 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247567029

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder deux (2) contrats à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'installation d'aménagements à l'intérieure de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 336 919,98 $, taxes incluses (contrat : 280 766,65 $ + contingences : 56 153,33 $) - Appel d'offres public 24-20604 - (un soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247567029 - amén intérieur 2 fourgons utilitaires SPVM AO24-20604.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-11

Diane ZAMBLE
Agente de gestion des ressources financieres

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 20.03

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1248444001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement_programmes et activités , Division planification et coordination des programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024

Il est recommandé :
d'approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-09-11 13:19

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 18 avril 2024 Séance tenue le 18 avril 2024	Résolution: CG24 0210

Approuver la réception d'une somme de 11 M$ confiée à la Ville de Montréal par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe / Autoriser un budget additionnel de 11 M$ équivalent pour les revenus et les dépenses au Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 avril 2024 par sa résolution CE24 0570;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver la réception d'une somme de 11 M$ confiée à la Ville de Montréal par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025;

2- d'approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe;

3- d'autoriser un budget additionnel de 11 M$ équivalent pour les revenus et les dépenses et autoriser le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) à affecter ce montant pour la réalisation de ladite entente, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1248444001
/gd

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 19 avril 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1248444001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement_programmes et activités , Division planification et coordination des programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024

CONTENU

CONTEXTE

Ce présent addenda sert à approuver l'avenant qui confirme la prolongation de l'Entente entre la Ville de Montréal et la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire **dans une perspective de transition** entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 octobre 2024 . Ainsi, la Ville de Montréal pourra recevoir le premier versement de la subvention de 5 M$. Le second versement de 6 M$ est donc attendu en cours d'année suite à la signature de la prochaine Entente.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yan TREMBLAY
Conseiller en developpement communautaire

514-872-9776
Tél :
Télécop. : 000-0000

Emploi et Solidarité sociale Québec

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

AVENANT À L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : La ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, agissant par l'entremise du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales et représenté par Mme Annick Laberge, sous-ministre, dont le siège social est situé au 425, rue Jacques-Parizeau, 1er étage, Québec (Québec) G1R 4Z1,

(ci-après désigné la « Ministre »)

ET : La Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

(ci-après désigné l'« Organisme »)

ci-après désignés collectivement les « Parties »

LESQUELS DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE les Parties ont conclu, le 5 septembre 2018 une entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité 2018-2023 (ci-après « entente »);

ATTENDU QUE le 20 mars 2024, la Ministre a confirmé le maintien de l'entente et l'octroi d'une somme supplémentaire afin de soutenir des projets ainsi que la démarche de mobilisation établie dans la région jusqu'au 31 octobre 2024.

POUR CES MOTIFS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU PRÉSENT AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la contribution à l'entente. Une somme de 5 M$ sera ajoutée du 1er avril 2024 au 31 octobre 2024.

Le soutien financier est octroyé à partir des sommes annoncées dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales pour permettre à l'Organisme de contribuer à des initiatives locales et régionales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur son territoire, dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité.

2. CONVENTIONS

2.1 La Ministre convient de modifier l'article 1. Objet de l'entente administrative en augmentant de 5 M$ la somme prévue à l'enveloppe initiale, de façon à ce que cet article se lise désormais comme suit :

1. Objet de l'entente administrative

L'entente a pour but de convenir des modalités adminitrsatives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, pour laquelle la Ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 61 574 160 $ (auxquels s'additionnent les 5,25 M$ versés pour la période du 1er avril au 31 octobre 2018, dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité 2013-2018, pour un total de 66 824 160 $), dont les versements sont répartis sur sept exercices financiers, tel qu'il est spécifié à l'article 3, aux fins du financement d'une Alliance pour la solidarité pour la mise en œuvre du plan d'action de la Politique de développement social présenté à l'annexe 1.

2.2 La Ministre convient de modifier l'article 3. Obligations du Ministre en ajoutant la somme de 5 M$ qui sera versée au cours de l'année 2024-2025, de façon à ce que cet article se lise désormais comme suit :

3. Obligations du Ministre

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect des mesures, programmes et politiques du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'engagement financier de 61 574 160 $ pris par la Ministre, dans la présente entente, représente la contribution pour la période débutant le 1er novembre 2018 et se terminant le 31 octobre 2024. Les versements sont répartis sur sept exercices financiers. L'ajout des 5,25 M$ versés pour la période du 1er avril au 31 octobre 2018, dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité 2013-2018, porte les investissements totaux de la Ministre à 66 824 160 $ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2024.

La Ministre verse à la Ville sa contribution financière selon les modalités suivantes dans le respect des obligations prévues à l'article 4 :

- 4,75 M$ à la signature de l'entente;
- 5 M$ au plus tard le 31 mai 2019, à la suite du dépôt du plan d'action de la politique, lequel sera annexé à la présente entente;
- 5 M$ au plus tard le 20 novembre 2019, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes pour la période débutant le 1er novembre 2018 et se terminant le 31 mars 2019;
- 5 M$ au plus tard le 31 mai 2020;
- 5 M$ au plus tard le 31 mai 2021;
- 5 M$ au plus tard le 30 novembre 2021, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes pour la période débutant le 1er avril 2020 et se terminant le 31 mars 2021;
- 5 M$ au plus tard le 31 mars 2022;
- 5 M$ au plus tard le 30 novembre 2022, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes pour la période débutant le 1er avril 2021 et se terminant le 31 mars 2022;
- 824 160 $ à la signature par les deux parties de l'avenant transmis le 3 mars 2023;
- 5,5 M$ à la signature de la présente par les deux parties;

- 5,5 M$ au plus tard le 30 novembre 2023, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes pour la période débutant le 1er avril 2022 et se terminant le 31 mars 2023;
- 5 M$ à la signature de la présente par les deux parties

Les versements seront effectués à la suite de l'acceptation des rapports prévus à l'article 4.1.

Tout engagement financier du Gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément à l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre c. A-6.001).

2.3 La Ministre convient de modifier l'article 4. Obligations de la Ville en modifiant la date de fin de l'entente passant au 31 octobre 2024, et en augmentant le montant associé aux frais de gestion, de façon à ce que cet article se lise désormais comme suit :

4. Obligations de la Ville

En vertu des Orientations et normes du Fonds présentées à l'annexe 2, la Ville se voit confier la gestion de fonds octroyés par la Ministre et, à ce titre, il s'engage à respecter ce cadre normatif lors de l'utilisation des sommes d'argent qui lui seront confiées.

Dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, la Ville a le mandat de favoriser la mise en place d'initiatives novatrices ou inspirées des meilleures pratiques qui permettront de lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour réaliser ce mandat, elle doit :

- Investir une somme minimale de 3 M$ par année;
- établir un partenariat formel afin d'assurer la cohérence des actions;
- établir une vision commune avec ses partenaires quant aux efforts à déployer à l'échelle locale, supralocale et régionale pour s'assurer que les interventions qui seront soutenues soient bien ancrées dans les communautés et répondent aux priorités que celles-ci ont établies dans le respect de leurs spécificités;
- s'assurer de la participation de personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans les mécanismes de mise en œuvre de l'entente;
- élaborer le plan d'action de la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles! » qui sera adopté par les instances municipales, puis assurer sa mise en œuvre. Ce plan d'action prendra en compte les éléments mentionnés à l'article 9 des Orientations et normes du Fonds présentés à l'annexe 2;
- soumettre, pour approbation de la Ministre, des propositions de modalités de dépôt de demandes d'aide financière des organismes admissibles au Fonds et de mécanismes de sélection des initiatives qui feront l'objet d'un soutien financier;
- jouer un rôle de premier plan dans la recherche de nouveaux partenaires financiers;
- le cas échéant, soumettre à la Conférence administratrice régionale des propositions en vue d'optimiser l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

La Ville doit s'assurer que ses partenaires participent activement à la mise en place et au déploiement de cette Alliance pour la solidarité. La collaboration doit se faire dans un souci de transparence et d'inclusion de tous les partenaires. Il est essentiel de veiller à ce que les partenaires associés à la démarche soient représentatifs des secteurs, des intérêts et des groupes concernés sur le territoire visé. L'information concernant la démarche doit être accessible à l'ensemble de la communauté.

Les sommes utilisées doivent permettre soit de compléter le financement d'une intervention qui ne pourrait se concrétiser sans cet apport, soit d'encourager la

contribution d'autres partenaires (ressources financières, humaines ou matérielles) ou d'autres bailleurs de fonds.

Une partie de la contribution versée par la Ministre à la Ville pourra être utilisée pour couvrir des frais de gestion (ressources humaines et matérielles), dédiés à la réalisation de la présente entente, jusqu'à un maximum de 2 804 920 $ pour les six années et sept mois.

Les sommes versées par la Ministre provenant de l'Alliance pour la solidarité 2013-2018, mais non utilisées, sont reportées dans le cadre de la présente entente et doivent être utilisées aux seules fins prévues dans celle-ci. Au cours de cette entente, il est possible de reporter un solde non engagé pour l'année suivante si la Ville en fait la demande à la Ministre et qu'elle obtient son accord. Toutefois, le solde non engagé au 31 octobre 2024 de cette entente administrative sera retourné à la Ministre.

2.4 La Ministre convient de modifier l'article 5. Durée de l'entente en modifiant la date de fin de l'entente passant au 31 octobre 2024, de façon à ce que cet article se lise désormais comme suit :

5. Durée de l'entente

La présente entente débute le 1er novembre 2018 et prend fin le 31 octobre 2024. Le dernier rapport annuel d'activités de l'entente sera remis par la Ville à la Ministre au plus tard le 30 septembre 2025, tel que prévu à l'article 4.1.

2.5 Les Parties reconnaissent que tous les autres articles de l'entente demeurent inchangés.

3. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant entre en vigueur à la date de l'apposition de la dernière signature.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé en deux exemplaires comme suit :

À _____, ce _____

Pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

_____
Madame Annick Laberge, sous-ministre

À _____, ce _____

Pour la Ville de Montréal

_____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1248444001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement_programmes et activités , Division planification et coordination des programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver la réception d'une somme de 11 M$ confiée à la Ville de Montréal par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe / Autoriser un budget additionnel de 11 M$ équivalent pour les revenus et les dépenses au Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Il est recommandé :

1. d'approuver la réception d'une somme de 11 M$ confiée à la Ville de Montréal par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025;
2. d'approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe;
3. d'autoriser un budget additionnel de 11 M$ équivalent pour les revenus et les dépenses et autoriser le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) à affecter ce montant pour la réalisation de ladite entente, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-04-11 16:49

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248444001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction développement_programmes et activités , Division planification et coordination des programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver la réception d'une somme de 11 M$ confiée à la Ville de Montréal par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe / Autoriser un budget additionnel de 11 M$ équivalent pour les revenus et les dépenses au Service de la diversité et de l'inclusion sociale

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2003, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec ont conclu une série d'Ententes administratives visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur le territoire montréalais. En 2018, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal ont signé une entente pluriannuelle de 5 ans pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023, pour un montant de 44,75 M$. Cette dernière a été précédée d'une prolongation de 6 mois de l'Entente administrative 2013-2018 pour couvrir la période du 1er avril au 31 octobre 2018, pour un montant de 5,25 M$, portant le montant total de l'entente 2018-2023 à 50 M$.
Le 6 mars 2023, la Ville de Montréal recevait du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) un avenant à l'entente administrative 2018-2023 précisant qu'une somme supplémentaire de 824 160 $ lui était accordée pour la période du 1er avril 2023 au 31 mars 2024 (la Ville de Montréal s'y réfère comme l'addenda 1). Le 13 avril 2023, la Ville de Montréal recevait une lettre l'informant que l'entente administrative 2018-2023 était prolongée d'une année, soit du 1er avril 2023 au 31 mars 2024, et bonifiée de 1 M$ (addenda 2) pour atteindre un montant total de 11 M$. La bonification totale accordée par le MESS pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, pour la période 2023-2024, s'élevant ainsi à 1 824 160 $.

Dans le but de réitérer la confiance du gouvernement dans la mesure structurante que sont les Alliances pour la solidarité, le 20 mars 2024, la ministre Chantal Rouleau a communiqué à la Ville de Montréal qu'elle maintient au-delà du 31 mars 2024 la mesure des Alliances. À cet égard, elle annonce la bonification de l'entente pour la région de Montréal d'un montant de 5 M$ jusqu'au 31 octobre 2024 afin de soutenir les projets, ainsi que la démarche de mobilisation. Ce montant provenant du Fonds québécois d'initiatives sociales est versé dans une perspective transitoire de cette importante mesure vers le prochain Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale. Un avenant sera transmis à la Ville de Montréal pour signature.

Le 11 avril 2024, la Ville de Montréal obtient la confirmation du MESS que le budget octroyé par l'Alliance pour la solidarité pour l'année 2024-2025 s'élève à 11 M$ pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Un second versement de 6 M$ est donc attendu en cours d'année suite à la signature d'une prochaine entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0200 du 20 avril 2023
Approuver la lettre (addenda 2) de confirmation de la prolongation de l'Entente administrative 2018-2023 sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité par laquelle la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire confie à la Ville de Montréal la gestion d'une enveloppe de 11 M$ majorant ainsi le montant total du soutien accordé de 45 574 160 $ (référence dossier décisionnel 1233220001) à 56 574 160 $, pour la période du 1er avril 2023 au 31 mars 2024 (auxquels s'additionnent les 5,25 M$ versés pour la période du 1er avril au 31 octobre 2018, dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité 2013-2018 (CG18 0372), pour un total de 61 824 160 $) / Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent au revenu additionnel correspondant

CG23 0163 du 20 avril 2023
Approuver l'avenant (addenda 1) à l'Entente administrative 2018-2023 sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité par lequel la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire confie à la Ville de Montréal la gestion d'une enveloppe supplémentaire de 824 160 $ majorant ainsi le montant total du soutien accordé de 44,75 M$ (CG18 0440) à 45 574 160 $, pour la période du 1er avril 2023 au 31 mars 2024 (auxquels s'additionnent les 5,25 M$ versés pour la période du 1er avril au 31 octobre 2018, dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité 2013-2018 (CG18 0372), pour un total de 50 824 160 $) / Autoriser un budget de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant;

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées

CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville de Montréal la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril au 31 octobre 2018 / Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe

CG18 0440 du 23 août 2018

Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville de Montréal la gestion d'une enveloppe totale de 44,75 M$ sur 5 ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023 / Approuver la proposition de répartition budgétaire pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2019 / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 1 M$ en 2018 et un ajustement du même montant à la base budgétaire des années subséquentes /Autoriser le directeur général à approuver les redditions de comptes à transmettre au MTESS

DESCRIPTION

Considérant l'importance de minimiser les bris de financement aux projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal, la stratégie suivante pour le déploiement en 2024-2025 est proposée:
l Prioriser la prolongation des projets régionaux ayant reçu un financement en 2023-2024, pour une période d'une année se terminant le 31 mars 2025;
l Reconnaître l'autonomie des arrondissements et des villes liées dans le choix du processus menant au financement des projets locaux : lancement d'un appel de projets ou prolongation des projets financés en 2023-2024;
l Utiliser un mécanisme allégé de prolongation dans l'application Gestion et suivi des subventions (GSS).

La somme de 11 M$ accordé pour l'année 2024-2025, sera répartie de la manière suivante :

· 6 993 185 $ (64%) aux 19 arrondissements et aux 7 villes liées selon le tableau de répartition en pièce jointe
· 3 706 815 $ (34%) gérés par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)
· 300 000 $ (3%) en frais d'administration générale dédiés à la réalisation de l'Entente de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

JUSTIFICATION

Ce montant versé par le MESS à la Ville de Montréal permet d'assurer la poursuite des actions de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale auprès des Montréalaises et des Montréalais vivant en situation de vulnérabilité et de répondre à des besoins émergents.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire confie à la Ville la gestion d'une enveloppe supplémentaire de 11 M$ dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 /
Un budget additionnel équivalent pour les revenus et les dépenses est requis au Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

La dépense sera en totalité assumée par l'agglomération étant entendue que la lutte à la pauvreté est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération.*

Dans l'éventualité où l'avenant de la prolongation de l'Entente administrative actuelle et la signature d'une prochaine Entente administrative pour un montant totalisant 11 M$ pour 2024-2025 ne soient pas signés par les deux parties d'ici le 31 décembre 2024, aucun revenu ne pourra être comptabilisé en 2024. Le SDIS devra donc assumer un déficit du même montant que les dépenses qui auront été comptabilisées à même son budget de

fonctionnement de compétence d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette nouvelle enveloppe de 11 M$ permettra notamment de poursuivre le financement de plus de 350 projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui ne pourraient se réaliser sans cette aide financière et qui sont portés par près de 300 organismes communautaires. La mise en œuvre par le SDIS, les arrondissements et les Villes liées de cette prolongation bonifiée, assure une continuité des services et des actions auprès des populations les plus vulnérables, permettant de répondre à des besoins émergents urgents et permet de consolider le filet social montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2024 Présentation au comité exécutif
Avril 2024 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-04-10

Yan TREMBLAY
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514-872-9776
Télécop. :

Geneviève LOCAS
Cheffe de section

Tél : 514-872-7532
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directeur(-Trice) de service
Tél :
Approuvé le : 2024-04-10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1246684003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 235 445,81 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.) majorant ainsi les crédits de 792 146,25 $ à 1 027 592 $

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 235 445,81 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.) majorant ainsi les crédits de 792 146,25 $ à 1 027 592 $;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 98 % par l'agglomération en fonction du pro rata des contrats octroyés pour des infrastructures et des installations d'agglomération. Le solde de 2 % sera imputée à la ville centrale.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-09-18 11:00

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246684003**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 235 445,81 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.) majorant ainsi les crédits de 792 146,25 $ à 1 027 592 $

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2018, la Ville a intenté une action en justice contre Consultants Aecom inc., anciennement Tecsult inc. au montant de 4,5 M$, plus 20 % pour couvrir les frais de poursuite, afin de recouvrer le trop payé entre 2004 et 2009 en raison du trucage de soumissions pour contourner les règles d'adjudication et de gestion de contrats publics de services professionnels.

À l'issue du programme de remboursement volontaire, aucune entente n'avait été conclue avec cette firme. La Ville s'appuie donc pour son recours sur les dispositions de la *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics,* RLRQ c. R-2.2.0.0.3 (ci-après : « Loi 26 »), entrées en vigueur en décembre 2017.

En raison de l'importance de l'enjeu, de la complexité de la preuve de fraude et de trafic d'influence, et de la charge de travail qui s'y rattache, il avait été nécessaire de faire appel à des avocats externes pour préparer et mener le recours judiciaire de la Ville contre cette firme de génie conseil. Les services du cabinet IMK avaient alors été retenus.

En 2018, une réserve d'honoraires 305 000 $ plus taxes a été autorisée pour les services professionnels d'IMK dans ce dossier et dans celui de réclamation contre une autre firme de génie-conseil, GBi Experts-conseils, auparavant LBHA. En janvier 2020, une dépense additionnelle de 200 000 $ a été ajoutée. En février 2021, un règlement est intervenu avec LBHA. En août 2021, une majoration de la réserve de crédits des honoraires pour le dossier judiciaire Aecom a été autorisée pour ajouter 126 472,50 $ taxes incluses et, le 25 août 2022, pour ajouter 115 000 $.

À ce jour, compte tenu des développements du dossier, particulièrement en relation avec le débat constitutionnel qui a requis plus de temps que prévu, la somme de crédits disponible étant insuffisante pour acquitter la dernière facture reçue, il est encore nécessaire de requérir l'autorisation d'une dépense additionnelle pour poursuivre la représentation externe dans ce dossier.

Tecsult - Aecom
N/D : 18-000330
C.S.: 500-17-103695-188

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1226684007 - CG22 0520 – 25 août 2022 - d'autoriser une dépense additionnelle de 115 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.) majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 677 146,25 $ à 792 146,25 $.

1213219008 – CG21 0502 - 26 août 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 126 472,50 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.) majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 550 673,75 $ à 677 146,25 $.

1213219001 – CE21 0279 – 24 février 2021 - Approuver la proposition de règlement hors cour avec la firme de génie conseil GBI Experts-conseils inc. (anciennement Leroux Beaudoin Hurens & Associés inc. (LBHA) et Beaudoin Hurens Inc.) pour la somme de 45 000 $, en règlement complet de toute réclamation visée par la demande en justice 500-17-104257-186, autoriser Me Alain Bond, Contrôleur général, à signer tout document requis et autoriser le dépôt d'un acte de désistement à l'égard des défendeurs Frank Zampino, Bernard Trépanier et Robert Marcil.

1193219008 – CG20 0040 – 30 janvier 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de contrats publics obtenus par les firmes Consultants Aecom inc. et GBI Experts-conseils inc., majorant ainsi le montant total du contrat à 550 673.75 $, taxes incluses

1183219008 - CE18 1104 - 13 juin 2018 - Autoriser l'institution de procédures en vue de récupérer les sommes payées injustement par la Ville à la suite de fraudes ou de manoeuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.) et GBI Experts-conseils inc., (anciennement Leroux Beaudoin Hurens & Associés inc. (LBHA) et Beaudoin Hurens inc.) et autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, plus taxes, en services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville devant la Cour supérieure.

2183219005 - 14 février 2018 - RETENIR les services du cabinet IMK afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du dossier de réclamation à l'encontre de LBHA & Associés Ingénieurs conseils et AUTORISER à cette fin la réserve de la somme de 30 000 $, plus taxes (N/D: 18-000443) Imputation: Mixte Corporative - Agglomération

2183219002 - 7 février 2018 - RETENIR les services du cabinet IMK afin de représenter la

Ville de Montréal dans le cadre du dossier de réclamation à l'encontre de Tecsult et AUTORISER à cette fin la réserve de la somme de 75 000 $, plus taxes (N/D: 18-000330)
Imputation: Mixte Corporative - Agglomération

DESCRIPTION

Autoriser une dépense additionnelle de 235 445,81 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.) majorant ainsi les crédits de 792 146,25 $ à 1 027 592 $

JUSTIFICATION

Il est reproché à Aecom (Tecsult) et aux parties défenderesses d'avoir participé à un système de trucage de contrats publics de services professionnels entachant leur processus d'octroi. La Ville demande à Aecom la réparation du préjudice subi par les contribuables en conséquence de ces gestes.
Les sommaires décisionnels précédents ont expliqué l'utilisation des sommes jusqu'alors allouées.

Depuis la dernière réserve de crédits, l'audition de la contestation de la constitutionnalité de la Loi 26 par Aecom a finalement eu lieu en octobre 2023 après un report de la date prévue en novembre 2022 en raison d'un manque de juges, remise qui a ajouté au travail de préparation. Les procédures écrites précédant cette audition ont aussi été plus élaborées que prévu. Le 16 février 2024, la Cour supérieure a toutefois donné raison à la Ville et rejeté la demande d'Aecom dans une décision de 40 pages. L'appel a cependant été interjeté par Aecom qui, le 13 juin 2024, a obtenu la permission d'appeler.

Des démarches de vérification du quantum de réclamation se sont également poursuivies en parallèle, alors qu'Aecom demande aussi la communication de milliers de pages de documents des municipalités de Brossard, Trois-Rivières et Saguenay, demandes qui n'étaient pas prévues lors du calcul des majorations d'honoraires antérieures.

Les honoraires additionnels demeurent donc imputables aux nombreux incidents qui ont jusqu'ici parsemé le parcours du dossier, principalement rattachés à la demande en irrecevabilité d'Aecom. Ils sont aussi dus à l'ampleur des interrogatoires au préalable qui ont nécessité l'analyse d'une quantité importante de documents et d'engagements.

Les principales prochaines étapes du dossier sont les suivantes :

· Travaux afférents à l'appel des parties défenderesses de la décision rejetant leur demande de déclaration d'inconstitutionnalité de la Loi 26, à la suite du jugement du 1er mars 2024 et à la permission d'appel du 13 juin 2024;

· Développements de la preuve au soutien des dommages (engagements, production de pièces additionnelles, expertises sur la valeur des dommages réclamés);

· Finalisation du cheminement du dossier en vue de sa mise en état.

Compte tenu de la complexité des nombreux points de droit soulevés par ce dossier et actuellement débattus avec la partie défenderesse, nous devons donc recommander de majorer à nouveau de 235 445,81 $ les crédits actuellement réservés pour les services

professionnels externes afin de parvenir à la mise en état du dossier d'Aecom. Au stade ultérieur de l'instruction, il faudra ensuite procéder à la réévaluation des honoraires en fonction de la durée de procès qui serait alors fixée par le tribunal.

La majoration de 235 445,81 $ du présent sommaire porterait à 1 027 592 $ (taxes incluses) les crédits réservés à ce jour pour les dossiers impliquant aussi au point de départ la réclamation à l'endroit de LBHA (GBi Experts-conseils inc.), désormais réglée depuis février 2021.

Ce montant de 235 445,81 $ correspond également à l'évaluation que nous faisons des services à venir à ce stade.

Ce dossier est donc sous la responsabilité d'avocats de litige de grande expérience, qui ont également une très bonne connaissance du droit municipal et de la Loi 26, et dont les taux horaires sont en conformité avec la Grille tarifaire adoptée en 2023 par le comité exécutif.

Eu égard à l'importance du dossier, les avocats de la Ville assurent aussi un suivi serré du travail des avocats externes dont ils se déclarent entièrement satisfaits.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant pour les services professionnels de la firme IMK qu'il est recommandé au Comité exécutif d'autoriser est de 235 445,81 $, taxes incluses.
Cette dépense sera assumée à 98 % par l'agglomération en fonction du pro rata des contrats octroyés pour des infrastructures et des installations d'agglomération. La balance de 2 % sera imputée à la ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, voir pièce ci-jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications corporatives

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Celine D'AOUST)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain BOND, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Paule BIRON
Avocate et chef de division - Responsabilité

Tél : 514 868-5256
Télécop. : 514 872-2828

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-29

Isabelle BUREAU
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim

Tél : 514 859-7304
Télécop. : 514 872-2828

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle BUREAU
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
Tél : 514 859-7304
Approuvé le : 2024-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2024-09-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1246684003*
Unité administrative responsable : *Direction des affaires civiles, Division Responsabilité*
Projet : N/A

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246684003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 235 445,81 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.) majorant ainsi les crédits de 792 146,25 $ à 1 027 592 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1246684003 - Cabinet IMK_ intervention Finances.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Celine D'AOUST
Conseillere budgétaire, Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-10

Arianne ALLARD
Cheffe section

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1247026002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service des ressources matérielles_technologiques et informationnelles , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à ICOR Technology Inc. pour l'acquisition d'un robot de désamorçage d'engins explosifs pour le Groupe Tactique d'Intervention (GTI) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une dépense totale de 348 159,00 $, taxes incluses- Avis d'intention 24-20626 (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :

1. de conclure un contrat de gré à gré par laquelle Icor Technology inc. s'engage à fournir au Service de police de la Ville de Montréal, un robot de désamorçage d'engins explosifs et les équipements connexes, pour une somme maximale de 348 159.00 $, taxes incluses, suite à l'Avis d'intention 24-20626.
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-09-20 11:10

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247026002**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service des ressources matérielles_technologiques et informationnelles , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à ICOR Technology Inc. pour l'acquisition d'un robot de désamorçage d'engins explosifs pour le Groupe Tactique d'Intervention (GTI) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une dépense totale de 348 159,00 $, taxes incluses- Avis d'intention 24-20626 (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de police de la Ville de Montréal, en vertu du *Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence* (P-13.1, r. 6) découlant de la Loi sur la police (P-13.1), doit avoir et maintenir une capacité d'intervention en matière de désamorçage et manipulation d'explosifs impliquant le recours aux techniciens d'explosifs. À cet effet, le Groupe tactique d'intervention du SPVM compte dix techniciens en explosifs certifiés et formés par le Collège canadien de la police (CCP) et un robot démineur acquis en 2010. D'une durée de vie utile de sept à dix ans, les pièces de remplacement ne sont plus produites par le manufacturier et certaines composantes critiques sont défaillantes après quatorze années d'utilisation. Cet équipement doit donc être remplacé compte tenu de sa désuétude.
Dans ce contexte le Service de police de la Ville de Montréal en collaboration avec le Service de l'Approvisionnement a procédé à un Avis d'intention pour l'acquisition d'un robot démineur de remplacement auprès du fournisseur canadien Icor Technology Inc conformément aux dispositions de l'article 573.3 al.1 (2), de la Loi sur les cités et villes (C-19).

L'Avis d'intention 24-20626 du Service de l'approvisionnement a été publié le 24 juillet 2024 dans le système électronique SÉAO et dans le quotidien Le Devoir. Le délai de publication qui a été de 13 jours s'est terminé le 5 août 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG10 0253- 17 juin 2010: Octroyer un contrat à "ICOR Technology inc." pour l'acquisition d'un robot de désamorçage d'engins explosifs pour le Groupe Tactique d'Intervention (GTI) de la Division des opérations spécialisées du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), au prix total de 238 758,84 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 10-11250 - 1 soumissionnaire.

DESCRIPTION

Ce dossier porte sur l'achat d'un robot démineur modèle Caliber Flex du fabricant canadien Icor Technology et ses accessoires connexes. Une formation de deux jours sur la maintenance et le dépannage du robot pour les opérateurs est prévue au contrat, de même qu'une garantie de deux ans qui débute à la livraison conforme des équipements.

Code produit	Description	Quantité	Prix unitaire	Montant total
FLEX-112	Robot démineur CALIBER FLEX et inclusions	1	270 455 $	270 455 $
13903	Kit d'extension FLEX	1	10 135 $	10 135 $
10004	Kit de griffes 2ème génération	1	7 095 $	7 095 $
13910	Prolongateur RF	1	4 580 $	4 580 $
13537	Kit de montage universel pour perturbateur	1	6 135 $	6 135 $
13371	Duke Pro à 2 canaux avec support	1	1 975 $	1 975 $
12942	Chargeur supplémentaire	1	2 345 $	2 345 $
14910	Kit d'antenne pour camion	1	5 700 $	5 700 $
1011001	Ensemble LT Neutrex	2	7 516 $	15 032 $
1051000	Kit de pièces détachées Neutrex	2	424 $	848 $
CAL-TTC-FLEX	Cours d'exploitation et de maintenance du robot de 2 jours à Montréal	1	6 240 $	6 240 $
S & H	Livraison	1	1 040 $	1 040 $
			MONTANT TOTAL (AVANT TAXES)	**331 580,00 $**
			TPS (5%)	16 579,00 $
			MONTANT TOTAL (AVEC TAXES)	**348 159,00 $**

La livraison est de 32 à 36 semaines suivants l'émission du bon de commande, le cas échéant. La réception du robot démineur sera donc en 2025.

JUSTIFICATION

Après que des vérifications sérieuses et documentées aient été réalisées conformément aux dispositions de l’article 573.3 al.1 (2), la Ville de Montréal arrive à la conclusion de l’unicité

du fournisseur Icor Technology Inc. pour l'acquisition du robot démineur. Selon les règles administratives, les documents de l'Avis d'intention 24-20626 ont été préparés par le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal en collaboration avec la Division des ressources matérielles du SPVM. La publication fut du 24 juillet au 5 août 2024. Il n'y a pas eu d'addenda pendant cette période et aucun autre fournisseur ne s'est manifesté pour cette acquisition de produit spécialisé.

SOUMISSION CONFORME	PRIX SOUMIS (TAXES et MAJORATION INCLUSES)	TOTAL (TAXES et MAJORATION INCLUSES)
ICOR TECHNOLOGY	348 159,00 $	348 159,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	351 356,25 $	351 356.25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)		(3 197,25 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)		-0,91 %

L'écart entre l'estimation initiale et le prix final soumis est plus bas de 0.92 %. L'écart s'explique par certains choix d'option suite à l'analyse détaillée des requis pour l'installation matérielle.

Après vérification, la firme Icor Technology inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) en date du 30 juillet 2024, ni au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) ainsi qu'à la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, le fournisseur Icor Technology inc. ne fera pas l'objet d'une évaluation de rendement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 348 159 $ (taxes incluses), sera assumé comme suit :
La dépense nette à la charge des contribuables s'élève à 331 580 $ et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence de l'agglomération RCG **24-004** : *L'acquisition d'équipements de protection spécialisés dans le cadre des programmes de gestion de la désuétude des équipements du SPVM .*

Le budget requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible **conditionnellement à l'adoption du PDI 2025-2034** et est réparti comme suit (en milliers $) :

Projet	2025	Ultérieur	TOTAL
71082 – Remplacement et harmonisation des équipements liés à la sécurité publique	332	0	332

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police (article 19 paragraphe 8a), qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan stratégique Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette acquisition est nécessaire pour maintenir les capacités d'intervention dévolues à un corps policiers de niveau 5 en matière de désamorçage et manipulation d'explosifs. En outre, le fait de ne pas procéder à cet achat a une incidence sur la sécurité des personnes et des biens sur l'Île de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à l'octroi du contrat subséquent, un bon de commande sera émis afin de recevoir le nouveau robot démineur dans les plus brefs délais.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Stephane ALLARD)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-08-07

Maline GAGNÉ-TRINQUE
Conseillere analyse - controle de gestion

Tél : 514-917-2726
Télécop. :

Manon LANDRY
Cheffe de service - ressources materielles, technologiques et informationnelles (spvm)

Tél : 514-280-2518
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Vincent RICHER
Directeur adjoint au SPVM
Tél : 514-280-2602
Approuvé le : 2024-09-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fady DAGHER
Directeur de service - SPVM
Tél :
Approuvé le : 2024-09-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247026002*
Unité administrative responsable : *DRM/SPVM*
Projet : Acquisition *d'un robot démineur*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Ce dossier contribue à la priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Permettre aux policiers techniciens en explosif d'intervenir sécuritairement pour le désamorçage de colis suspect sur l'ensemble de l'île de Montréal dans tous types d'environnement.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

DÉMARCHE DE GRÉ À GRÉ

NO 24-20626

Acquisition d'un robot démineur d'engins explosifs pour le Service de police de la Ville de Montréal

(Biens (Fournitures))

DATE D'IMPRESSION : 24-07-22 1:41

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 9

0.00 INTERPRÉTATION 9

0.01 Terminologie 9
0.01.01 Bien(s) 10
0.01.02 Bon de Commande 10
0.01.03 Bon de Livraison 10
0.01.04 Bordereau de Prix 10
0.01.05 Calendrier de Livraison 10
0.01.06 Contrat 10
0.01.07 Devis 10
0.01.08 Documents Contractuels 10
0.01.09 FOURNISSEUR 11
0.01.10 Information Confidentielle 11
0.01.11 Institution Financière 11
0.01.12 Loi 11
0.01.13 Manquement 11
0.01.14 PARTIE 11
0.01.15 Personne 11
0.01.16 Personnel Affecté 12
0.01.17 Propriété Intellectuelle 12
0.01.18 Règlement sur la Gestion Contractuelle 12
0.01.19 Sûreté 12
0.02 Primauté 12
0.02.01 Documents Contractuels 12
0.02.02 Ordre 12
0.02.03 Règlement sur la Gestion Contractuelle 13
0.03 Droit applicable 13
0.04 Généralités 13
0.04.01 Dates et délais 13
a) De rigueur 13
b) Calcul 13
c) Devis 13
d) Reports 13
0.04.02 Références financières 14
0.04.03 Consentement 14
0.04.04 Validité 14

1.00 OBJET. 14

2.00 CONTREPARTIE 14

2.01 Prix 14
2.02 Inclusions 14
2.03 Coût de base 14
2.04 Autres frais 15
2.05 Interdiction 15
2.06 Meilleur prix 15

2.06.01 Obligation ... 15
2.06.02 Effet ... 15
2.07 Renouvellement ... 16
2.08 Variation des prix ... 16
2.08.01 Durée initiale ... 16

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT ... 16

3.01 Facturation ... 16
3.01.01 Adresse ... 16
a) Adresse courriel et adresse du Service des finances ... 16
b) Autre adresse courriel ... 16
3.01.02 Renseignements ... 16
3.02 Paiement des Biens ... 17
3.03 Paiement partiel ... 17
3.04 Paiement complet ... 17
3.05 Compensation, réclamation ou demande d'indemnisation ... 18
3.05.01 Compensation ... 18
3.05.02 Provision ... 18
3.05.03 Tierces parties ... 18
a) Retenue ... 18
b) Paiement ... 18
3.06 Retard ... 18
3.07 Vérification ... 19
3.08 Paiement électronique ... 19

4.00 SÛRETÉS ... 19

4.01 Garantie d'exécution ... 19

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES ... 19

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE ... 19

7.00 ATTESTATIONS DU FOURNISSEUR/PRESTATAIRE DE SERVICES/ENTREPRENEUR ... 19

7.01 Statut ... 19
7.02 Capacité ... 19
7.03 Conflits de travail ... 20
7.04 Registre des personnes inadmissibles ... 20
7.05 RENA ... 20
7.06 Charte de la langue française ... 20
7.07 Autorisations ... 20
7.08 Ressources ... 20
7.09 Divulgation ... 20
7.10 Charge ... 21

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) ... 21

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE ... 21

9.01 Quantité ... 21
9.02 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE ... 21
9.03 Bon de Commande ... 21
9.04 Livraison ... 21
9.04.01 Acceptation ... 21

9.04.02 Inspection ... 22
9.04.03 Déchargement ... 22
9.05 Risques de perte ... 22
9.06 Exonération de responsabilité ... 22
9.07 Limitation ... 22

10.00 OBLIGATIONS DU FOURNISSEUR/PRESTATAIRE DE SERVICES/ENTREPRENEUR ... 22

10.01 Début de l'exécution du Contrat ... 22
10.02 Réunions ... 22
10.02.01 Fréquence ... 22
10.02.02 Participation ... 23
10.03 Contrats simultanés ... 23
10.04 Propriété ... 23
10.05 Confidentialité ... 23
10.06 Exécution complète ... 23
10.07 Collaboration ... 23
10.08 Documents Contractuels ... 24
10.09 Respect ... 24
10.10 Charte de la langue française ... 24
10.11 Règlement sur la Gestion Contractuelle ... 24
10.12 Politique d'approvisionnement responsable de la Ville de Montréal ... 24
10.13 Plan stratégique de développement durable ... 25
10.14 Conflit d'intérêts ... 26
10.15 Liens d'affaires ... 26
10.16 Assurance ... 26
10.16.01 Responsabilité civile générale ... 26
10.16.02 Biens - Tous risques ... 27
10.17 Assurance et contrôle de la qualité ... 28
10.18 Validation de conformité de la CNESST ... 28
10.19 Santé et sécurité au travail ... 28
10.19.01 Programme de prévention ... 28
10.19.02 Conformité ... 28
10.19.03 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail ... 28
10.19.04 Défaut ... 29
10.20 Attestation de conformité de la CNESST ... 29
10.21 Ressources humaines ... 29
10.21.01 Courtoisie ... 29
10.22 Sous-contrat ... 29
10.22.01 Autorisation ... 29
10.22.02 Liste ... 29
10.22.03 Refus ... 30
10.22.04 Restrictions ... 30
10.22.05 Obligations principales ... 30
10.22.06 RENA ... 30
10.22.07 Responsabilité ... 30
10.22.08 Assujettissement ... 31
10.22.09 Informations supplémentaires ... 31
10.23 Délais ... 31
10.23.01 Respect ... 31
10.24 Bon de Commande ... 31

10.25 Commande 31
10.25.01 Quantité 31
10.25.02 Conformité 31
10.26 Production 31
10.26.01 Interruption 31
10.26.02 Biens supprimés 32
10.27 Qualité 32
10.27.01 Vices 32
10.27.02 Inspections et essais 32
10.27.03 Démonstration 32
10.27.04 Formulaire d'inspection et d'essai 32
10.27.05 Conservation des enregistrements 33
10.27.06 Dérogation 33
10.27.07 Vérification 33
10.27.08 Acceptation ou refus 33
10.28 Refus de livraison 33
10.28.01 Enlèvement 33
10.28.02 Retour 34
10.29 Mesures 34
10.30 Livraison des Biens 34
10.30.01 Délais et fréquence 34
10.30.02 Incapacité 34
10.30.03 Respect de la Loi 34
10.31 Bon de Livraison 34
10.32 Transfert de propriété 34
10.33 Perte 34
10.34 Garantie du droit de propriété 35
10.35 Inventaire 35
10.36 Pièces de rechange 35
10.37 Garantie 35
10.37.01 Étendue 35
10.37.02 Modalités d'application 35
10.37.03 Réparation 35
10.38 Rehaussement et mises à jour 36
10.38.01 Avant la livraison 36
10.38.02 Après la livraison 36
a) Améliorations 36
b) Suivi 36
10.39 Sécurité 36
10.40 Inspection 36
10.40.01 Collaboration 36
10.40.02 Résultat 36
10.41 Catalogue 36
10.42 Publicité 37
10.43 Pénalités 37
10.43.01 Délai 37
10.43.02 Application 37
10.43.03 Non-conformité 37
10.43.04 Application 37
10.43.05 Montant 37
10.43.06 Autres obligations 37

10.44 Taxes ... 37
10.45 Responsabilité ... 38
10.45.01 Protection de l'environnement ... 38
10.45.02 Dommage ... 38
10.46 Exonération ... 38
10.46.01 Obligation ... 38
10.46.02 Étendue de la responsabilité ... 38
10.47 Indemnisation ... 38
10.47.01 « Perte » ... 38
10.47.02 Portée ... 39
10.47.03 Propriété Intellectuelle ... 39
a) Obligation ... 39
b) Responsabilité ... 39
10.48 Défaut ... 39
10.49 Assistance en cas de litige ... 40
10.50 Assistance au Bureau de l'inspecteur général ... 40

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ... 40

11.01 Non-exclusivité ... 40
11.02 Cession ... 40
11.02.01 Interdiction ... 40
11.02.02 Inopposabilité ... 40
11.02.03 Exception ... 40
11.02.04 Effet ... 41
11.03 Force majeure ... 41
11.03.01 Exonération de responsabilité ... 41
11.03.02 Prise de mesures adéquates ... 41
11.03.03 Droit de l'autre PARTIE ... 41
11.04 Recours ... 41
11.05 Marché du carbone ... 42

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ... 42

12.01 Avis ... 42
12.02 Résolution de différends ... 42
12.02.01 Négociations de bonne foi ... 42
12.03 Juridiction ... 42
12.04 Modification ... 42
12.04.01 Autorisation ... 42
12.04.02 Demande ... 43
12.04.03 Ajustement du prix ... 43
12.05 Non-renonciation ... 43
12.06 Transmission électronique ... 43

13.00 FIN DU CONTRAT ... 43

13.01 De gré à gré ... 43
13.02 Indemnisation ... 43
13.03 Sans préavis ... 44
13.04 Avec préavis ... 44
13.05 Effet de la résiliation ... 44
13.05.01 Contrepartie ... 44
13.05.02 Retour ... 44

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR..... 45

15.00 DURÉE. 45

15.01 Expiration 45
15.02 Non-reconduction 45
15.03 Survie..... 45

16.00 PORTÉE..... 45

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.04 - BORDEREAU DE PRIX 46
ANNEXE 0.01.07 - DEVIS 47
ANNEXE 7.06 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE 48
ANNEXE 10.16.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE 49
ANNEXE 10.22.02 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 51

CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT EN BIENS intervenu en la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, en la Ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

Icor Technology, ayant sa principale place d'affaires au 935 Ages Drive, en la ville de Ottawa, province de l'Ontario, K1G 6L3, représentée par Jack Vongdouangchanh , qui est dûment autorisé à agir à cette fin;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE, AUX FINS DU CONTRAT, LE « FOURNISSEUR ».

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

A) Le DONNEUR D'ORDRE est une municipalité ayant pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) Le DONNEUR D'ORDRE souhaite acquérir auprès du FOURNISSEUR pour l'acquisition d'un robot démineur pour le Service de police de la Ville de Montréal;

C) Le FOURNISSEUR consent, sur une base non exclusive et moyennant contrepartie, à fournir de tels Biens au DONNEUR D'ORDRE;

D) Les PARTIES désirent consigner les modalités de leur entente à ce sujet dans un écrit sous seing privé;

E) Les PARTIES conviennent de conclure de gré à gré le présent Contrat;

0.00 INTERPRÉTATION

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01 Terminologie

0.01.01 Bien(s)

désigne, selon le cas, individuellement ou collectivement, tous les biens décrits au Devis ou au Bordereau de Prix, commandés ou à être commandés en vertu du Contrat, incluant tous les biens ou services accessoires le cas échéant, nonobstant le fait qu'ils n'aient pas été mentionnés spécifiquement dans les Documents Contractuels;

0.01.02 Bon de Commande

désigne un écrit émanant du DONNEUR D'ORDRE qui est assujetti au Contrat et qui a pour effet de placer une commande auprès du FOURNISSEUR;

0.01.03 Bon de Livraison

désigne un écrit remis au DONNEUR D'ORDRE constatant l'opération par laquelle le FOURNISSEUR effectue la livraison des Biens et contenant une description précise des Biens livrés au DONNEUR D'ORDRE;

0.01.04 Bordereau de Prix

désigne l'offre de prix du FOURNISSEUR indiquant le(s) prix proposé(s), acceptée par le DONNEUR D'ORDRE et reproduite à l'annexe 0.01.04 du Contrat;

0.01.05 Calendrier de Livraison

désigne l'ensemble des dates ou des périodes déterminées au préalable, pour effectuer les livraisons des Biens achetés;

0.01.06 Contrat

désigne l'entente entre les PARTIES dont les modalités apparaissent au présent document incluant le préambule et ses annexes, ainsi que toute documentation subordonnée à celui-ci. Les expressions « des présentes », « aux présentes », « en vertu des présentes » et « par les présentes » et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le présent document, font généralement référence à l'ensemble du document plutôt qu'à une partie de celui-ci, à moins d'indication contraire dans le texte;

0.01.07 Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Biens à être fournis, reproduite à l'annexe 0.01.07 des présentes, étant entendu que les Biens décrits au Bordereau de Prix font partie intégrante du Devis;

0.01.08 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment :

a) du Bordereau de Prix;

b) du Contrat, incluant le Devis;

c) du Règlement sur la Gestion Contractuelle;

0.01.09 FOURNISSEUR

désigne le fournisseur identifié dans le présent document;

0.01.10 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.11 Institution Financière

désigne un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, émis conformément à la *Loi sur les assureurs* (RLRQ, chapitre A-32.1), une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (RLRQ, chapitre S-29.01), une coopérative de services financiers au sens de la *Loi sur les coopératives de services financiers* (RLRQ, chapitre C-67.3) ou une banque au sens de la *Loi sur les banques* (L.C. 1991, chapitre 46);

0.01.12 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.13 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une exécution non conforme du Contrat;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.14 PARTIE

désigne toute partie signataire du Contrat;

0.01.15 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie ou toute autre

organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale et comprend, lorsque requis, leurs représentants légaux;

0.01.16 Personnel Affecté

désigne tout employé du FOURNISSEUR et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier;

0.01.17 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.18 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui, disponible sur son site Internet : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=4657%2C28545571&_dad=portal&_schema=PORTAL

0.01.19 Sûreté

désigne une garantie fournie pour l'exécution d'une obligation;

0.02 Primauté

0.02.01 Documents Contractuels

Les Documents Contractuels constituent la totalité et l'intégralité du cadre contractuel du Contrat. Ils priment sur les conditions ou politiques de vente du FOURNISSEUR.

0.02.02 Ordre

L'ordre de primauté des Documents Contractuels s'établit comme suit :

a) Règlement sur la Gestion Contractuelle;

b) Contrat;

c) Annexe du Contrat intitulée « Devis »;

d) Bordereau de Prix;

0.02.03 Règlement sur la Gestion Contractuelle

En cas de contradiction entre le Règlement sur la Gestion Contractuelle et les autres Documents Contractuels, ce dernier prime.

0.03 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.04 Généralités

0.04.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Tous les délais et les échéances indiqués dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) les jours non ouvrables sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non ouvrable (samedi, dimanche ou un jour férié), celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant; et

iii) le terme « mois », lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Devis**

Malgré l'alinéa b), les règles applicables au calcul d'un délai sont, dans le cas d'une exigence prévue au Devis, celles indiquées au Devis.

d) **Reports**

Si la date limite ou l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation aux présentes est retardée en raison :

i) d'un cas de force majeure;

ii) d'une modification au Contrat;

cette date limite ou échéance est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment, sous réserve des droits et recours des PARTIES.

0.04.02 Références financières

À moins d'indication contraire dans le Contrat, toutes les sommes d'argent prévues sont en devise canadienne.

0.04.03 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

0.04.04 Validité

Si l'une des dispositions du Contrat est considérée invalide ou non exécutoire, cette disposition doit, lorsque possible, s'interpréter, être limitée ou, si nécessaire, divisée de façon à éliminer une telle invalidité ou telle impossibilité d'exécution; le cas échéant, toutes les autres dispositions du Contrat demeurent en vigueur et continuent de lier les PARTIES.

1.00 OBJET

Sujet au respect des modalités du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE convient par les présentes d'acquérir les Biens auprès du FOURNISSEUR, qui convient de vendre ceux-ci au DONNEUR D'ORDRE.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Prix

En contrepartie de la fourniture des Biens, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer au FOURNISSEUR le montant indiqué au Bordereau de Prix.

2.02 Inclusions

Le FOURNISSEUR doit prévoir, à même le(s) prix soumis, qu'il assume notamment tous les frais de préparation, d'emballage, de livraison, de transport, d'entreposage, de licences, de permis, de certificats d'assurance, de courtage, de douanes et de déchargement du matériel ainsi que d'assemblage et d'installation, si applicable. Le(s) prix soumis doi(ven)t en outre inclure le coût de la main-d'œuvre, de la fabrication d'échantillons, de l'équipement, des matériaux nécessaires à l'exécution du Contrat de même que les frais d'administration (incluant tous les frais reliés à la facturation), les frais de déplacement, les profits et les autres frais directs ou indirects inhérents au Contrat.

2.03 Coût de base

Le(s) prix proposé(s) doi(ven)t inclure la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ).

2.04 Autres frais

Le DONNEUR D'ORDRE n'accepte pas de surcharges et de frais de livraison à moins d'indication contraire à cet effet au Bordereau de Prix.

2.05 Interdiction

Aucun ajustement de prix ne peut être réclamé par le FOURNISSEUR au DONNEUR D'ORDRE lorsque l'exécution du Contrat est retardée, suspendue ou arrêtée ou lorsque des coûts additionnels sont encourus pour l'un ou l'autre des motifs suivants, notamment :

a) en raison du non-respect par le FOURNISSEUR ou d'un membre du Personnel Affecté d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) en raison d'un Manquement commis par un membre du Personnel Affecté ou de son remplacement à la suite de ce Manquement;

c) en raison d'une exécution du Contrat non conforme aux Documents Contractuels, incluant le Devis;

d) en raison d'une erreur ou d'une omission du FOURNISSEUR ou d'un membre du Personnel Affecté reliée à l'exécution du Contrat;

e) en raison de l'insolvabilité, la cession de biens ou la faillite d'un membre du Personnel Affecté et de son remplacement subséquent;

f) en raison du défaut du FOURNISSEUR de signaler en temps opportun au DONNEUR D'ORDRE toute situation pouvant entraîner un retard dans l'exécution du Contrat;

g) en raison d'une modification du Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

2.06 Meilleur prix

2.06.01 Obligation

Si, pendant la durée du Contrat, le FOURNISSEUR fournit, à un service ou à un arrondissement du DONNEUR D'ORDRE, en vertu d'une entente distincte du présent Contrat, des biens identiques à ceux visés par le présent Contrat et que le prix de ces biens identiques est inférieur à celui des Biens fournis en vertu du présent Contrat, le FOURNISSEUR doit en aviser le DONNEUR D'ORDRE et permettre à ce dernier de se prévaloir de ce prix réduit pendant la même durée que celle convenue avec le service ou l'arrondissement.

2.06.02 Effet

Le prix des Biens fournis en vertu du présent Contrat est réduit d'un montant correspondant à la différence de prix. Cette réduction prend effet à partir de la date à laquelle les biens identiques sont fournis au service ou à l'arrondissement du DONNEUR D'ORDRE à un prix inférieur à celui des Biens visés par le présent Contrat.

2.07 Renouvellement

Le Contrat n'est sujet à aucune option de renouvellement.

2.08 Variation des prix

2.08.01 Durée initiale

Pendant la durée initiale du Contrat, les prix sont fermes et ne font l'objet d'aucun ajustement.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Facturation

3.01.01 Adresse

a) **Adresse courriel et adresse du Service des finances**

Le FOURNISSEUR doit envoyer toutes les factures et les notes de crédit à l'adresse courriel suivante : facture@montreal.ca.

Si le FOURNISSEUR est dans l'impossibilité d'envoyer les factures et les notes de crédit électroniquement à l'adresse courriel facture@montreal.ca, il doit les envoyer à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
Service des finances
Direction de la comptabilité et des informations financières
Division de la gestion des paiements
100 - 630 boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6

b) **Autre adresse courriel**

Lorsque requis, en plus de transmettre les factures et les notes de crédit à l'adresse courriel facture@montreal.ca, le FOURNISSEUR doit également envoyer une copie des factures et des notes de crédit à l'adresse courriel fournie par le DONNEUR D'ORDRE après l'attribution du Contrat.

3.01.02 Renseignements

Les renseignements suivants doivent apparaître de façon claire sur toute facture adressée au DONNEUR D'ORDRE :

a) le nom du FOURNISSEUR tel qu'inscrit au Contrat;

b) le numéro de la facture;

c) la date de la facture;

d) le numéro du Bon de Commande;

e) le numéro du Contrat, si requis;

f) le numéro du Bon de Livraison;

g) l'adresse du lieu de livraison des Biens;

h) le nom du DONNEUR D'ORDRE;

i) la description des Biens livrés, comme inscrit au Contrat;

j) les quantités des Biens livrés;

k) le prix unitaire des Biens et, si applicable, le taux de remise ou la marge de profit ou le taux de majoration inclus, comme inscrit au Contrat;

l) les numéros de TPS et de TVQ.

Les mêmes renseignements doivent apparaître sur toute note de crédit adressée au DONNEUR D'ORDRE.

Le FOURNISSEUR doit également présenter toute facture accompagnée des pièces justificatives requises par le DONNEUR D'ORDRE.

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser toute facture non conforme aux exigences de la présente clause.

En plus des exigences de facturation ci-haut mentionnées, le FOURNISSEUR peut, pour plus de précisions, consulter les exigences de facturation du Service des finances, disponibles sur la page internet de la Ville de Montréal dédiée aux fournisseurs.

3.02 Paiement des Biens

Après vérification et conditionnellement à l'acceptation par le DONNEUR D'ORDRE des Biens, le DONNEUR D'ORDRE paie toute facture conforme reçue du FOURNISSEUR en un versement unique dans les TRENTE (30) jours qui suivent la date de la facture.

3.03 Paiement partiel

Les paiements effectués par le DONNEUR D'ORDRE au FOURNISSEUR sont conditionnels à ce que le FOURNISSEUR exécute le Contrat d'une manière complète et conforme aux Documents Contractuels. En cas d'exécution partielle du Contrat ou de non-conformité de l'exécution aux Documents Contractuels, le DONNEUR D'ORDRE peut réduire le montant du paiement pour tenir compte de la portion du Contrat non exécutée ou exécutée de manière non conforme.

3.04 Paiement complet

Le FOURNISSEUR ne doit faire l'objet d'aucune réclamation ou demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE pour recevoir le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu du Contrat.

3.05 Compensation, réclamation ou demande d'indemnisation

3.05.01 Compensation

Si le FOURNISSEUR doit des sommes d'argent au DONNEUR D'ORDRE, pour quelque raison que ce soit, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due au FOURNISSEUR, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisé de tout règlement ou de tout jugement en capital, intérêts et frais.

3.05.02 Provision

La provision mentionnée au paragraphe précédent peut être un chèque certifié, un mandat-poste ou une traite bancaire tiré d'une Institution Financière et fait à l'ordre du DONNEUR D'ORDRE dont le montant est équivalent à celui de la somme due au DONNEUR D'ORDRE.

3.05.03 Tierces parties

Les règles suivantes s'appliquent lorsque le FOURNISSEUR ou l'un de ses sous-contractants, le cas échéant, fait l'objet d'une réclamation ou d'une demande d'indemnisation de la part d'une tierce partie en rapport avec l'exécution du Contrat et qu'une telle réclamation ou demande d'indemnisation peut entraîner la responsabilité pécuniaire du DONNEUR D'ORDRE.

a) **Retenue**

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE doit des sommes d'argent au FOURNISSEUR en vertu du Contrat, il peut retenir des sommes qui sont dues au FOURNISSEUR les montants nécessaires à l'obtention de quittances complètes et finales par les tierces parties.

b) **Paiement**

Avant de verser au FOURNISSEUR le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que le FOURNISSEUR lui remette une preuve de quittance complète et finale signée par la tierce partie ayant présenté une réclamation ou une demande d'indemnisation, attestant le paiement des sommes qui lui étaient dues par le FOURNISSEUR.

3.06 Retard

Les sommes dues au FOURNISSEUR ne portent pas intérêt et le FOURNISSEUR ne peut en aucun cas exiger le paiement de pénalités ou de frais supplémentaires en raison d'un retard de paiement du DONNEUR D'ORDRE.

3.07 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une acceptation ou une attestation de la conformité de l'exécution du Contrat aux exigences des Documents Contractuels. Le paiement ne constitue pas une renonciation au droit du DONNEUR D'ORDRE de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Notamment, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées, afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.08 Paiement électronique

Le FOURNISSEUR doit obligatoirement adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, le FOURNISSEUR doit suivre les étapes indiquées sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Demande d'adhésion au paiement électronique* : montreal.ca/fournisseurs.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie d'exécution

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'aucune garantie d'exécution n'est requise par les présentes.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DU FOURNISSEUR/PRESTATAIRE DE SERVICES/ENTREPRENEUR

7.01 Statut

Le FOURNISSEUR confirme qu'il a respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où il possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité et, s'il est une personne morale de droit privé, confirme qu'il est dûment constitué.

7.02 Capacité

Le FOURNISSEUR possède tous les droits, notamment de Propriété Intellectuelle, ainsi que tous les pouvoirs et l'autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.03 Conflits de travail

Le FOURNISSEUR atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et le FOURNISSEUR n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.04 Registre des personnes inadmissibles

Le FOURNISSEUR, au moment de conclure le Contrat, n'est pas inscrit au registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la Gestion Contractuelle.

7.05 RENA

Le FOURNISSEUR, au moment de conclure le Contrat, n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, n'est pas en période d'inadmissibilité;

7.06 Charte de la langue française

Le FOURNISSEUR confirme qu'il respecte les dispositions de la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11) concernant le processus de francisation des entreprises. Il remplit à cette fin l'annexe 7.06 avant la conclusion du Contrat. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'exiger tout document afin de vérifier cette conformité.

7.07 Autorisations

Le FOURNISSEUR possède tous les permis, licences, enregistrements, certificats, accréditations, attestations ou autorisations requis par les autorités publiques en relation avec ses activités, notamment celles découlant des Documents Contractuels.

7.08 Ressources

Le FOURNISSEUR dispose de l'expertise et de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations en vertu des présentes.

7.09 Divulgation

Le FOURNISSEUR n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

7.10 Charge

Les Biens sont libres de toute charge.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Quantité

Les quantités de Biens inscrites aux Documents Contractuels sont à titre indicatif seulement. Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à commander la totalité des Biens. Le FOURNISSEUR ne peut aucunement réclamer le paiement de la différence entre les quantités inscrites aux Documents Contractuels et celles que le DONNEUR D'ORDRE commande réellement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de retirer certains Biens en cours d'exécution du Contrat et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

9.02 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès du FOURNISSEUR une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, à aviser le FOURNISSEUR de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

Le représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE a pleine compétence pour gérer l'exécution du Contrat avec le FOURNISSEUR, décider de toute question ou enjeu soulevé dans le cadre de l'exécution du Contrat et juger de la conformité de l'exécution du Contrat.

9.03 Bon de Commande

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à effectuer ses commandes par l'émission de Bons de Commande. Les Bons de Commande doivent être transmis au FOURNISSEUR par courriel, par télécopieur ou par la poste.

9.04 Livraison

9.04.01 Acceptation

Le DONNEUR D'ORDRE peut refuser, sans frais, la livraison pour les motifs suivants :

a) le Bon de Livraison ne correspond pas à la demande de Biens faite dans le Bon de Commande;

b) les Biens ne répondent pas aux exigences des Documents Contractuels ou ne reflètent pas la quantité inscrite au Bon de Commande;

c) le DONNEUR D'ORDRE n'est pas satisfait des procédures de contrôle de qualité sur les Biens ou des vérifications de ces procédures de contrôle de qualité.

9.04.02 Inspection

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à effectuer l'inspection des Biens une fois l'installation et la mise en marche effectuées et d'informer le FOURNISSEUR de toute dérogation ou non-conformité des Biens inspectés.

9.04.03 Déchargement

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à fournir au FOURNISSEUR, sur les lieux de livraison, l'équipement et la main-d'oeuvre nécessaires au déchargement des Biens.

9.05 Risques de perte

Le DONNEUR D'ORDRE prend à sa charge tout risque de perte ou dommage d'un Bien après sa livraison à l'endroit auquel il est destiné, à moins de signaler au FOURNISSEUR le dommage dans un délai raisonnable. Sans limiter ce qui précède et sujet à toute réclamation sous le régime de la garantie consentie par le fabricant, le DONNEUR D'ORDRE est responsable vis-à-vis des tiers, après sa livraison à l'endroit auquel il est destiné, de toutes les obligations et responsabilités d'un propriétaire.

9.06 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que le FOURNISSEUR soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens du FOURNISSEUR lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

9.07 Limitation

La responsabilité maximale du DONNEUR D'ORDRE en vertu du Contrat, que ce soit en vertu de sa responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle, est limitée au montant total payé au FOURNISSEUR à titre de contrepartie en vertu du Contrat.

10.00 OBLIGATIONS DU FOURNISSEUR/PRESTATAIRE DE SERVICES/ENTREPRENEUR

10.01 Début de l'exécution du Contrat

Le FOURNISSEUR doit obligatoirement obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.02 Réunions

10.02.01 Fréquence

Si requis, le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début de l'exécution du Contrat, une réunion de démarrage au cours de laquelle il informe notamment le FOURNISSEUR et les autres intervenants de la fréquence des réunions subséquentes.

10.02.02 Participation

Le FOURNISSEUR doit participer à toutes les réunions convoquées et y apporter sa collaboration.

10.03 Contrats simultanés

Le FOURNISSEUR doit collaborer avec toute Personne qui, en vertu d'un contrat distinct conclu avec le DONNEUR D'ORDRE, fournit à celui-ci des biens ou des services ou exécute des travaux à sa demande, de manière à minimiser les inconvénients à la bonne exécution du contrat distinct.

Le FOURNISSEUR est responsable de la coordination avec toute Personne qui a conclu un contrat distinct avec le DONNEUR D'ORDRE lorsque cela est nécessaire à la réalisation de son Contrat.

Les délais d'exécution prévus au Contrat demeurent inchangés à moins que le FOURNISSEUR ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que le contrat distinct a un impact réel sur ces délais.

10.04 Propriété

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE remet au FOURNISSEUR des documents, des modèles ou des échantillons pour des fins reliées à l'exécution du Contrat, ceux-ci demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE et doivent lui être retournés intégralement et dans une condition identique lorsque le Contrat prend fin.

10.05 Confidentialité

Le FOURNISSEUR doit utiliser les informations, renseignements et documents qui lui sont remis par le DONNEUR D'ORDRE uniquement pour des fins reliées à l'exécution du Contrat et, sauf dans la mesure où l'exécution du Contrat l'exige, ne doit pas les communiquer à des tiers sans préalablement obtenir le consentement écrit du DONNEUR D'ORDRE. Lorsque le FOURNISSEUR donne accès aux informations, renseignements ou documents qu'il reçoit du DONNEUR D'ORDRE à des tiers qui doivent en prendre connaissance pour des fins reliées à l'exécution du Contrat, il doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de ceux-ci.

10.06 Exécution complète

Le FOURNISSEUR doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat.

10.07 Collaboration

Le FOURNISSEUR s'engage à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE en fournissant tout renseignement verbal ou écrit et en transmettant tout document pouvant être requis afin d'assurer un contrôle et une exécution efficace du Contrat, et ce, sans frais pour le DONNEUR D'ORDRE.

10.08 Documents Contractuels

Le FOURNISSEUR s'engage à respecter, tout au long de la durée du Contrat, les exigences requises dans les Documents Contractuels.

10.09 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, le FOURNISSEUR s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.10 Charte de la langue française

Le DONNEUR D'ORDRE étant assujetti à la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11), le FOURNISSEUR doit s'assurer que les dispositions de cette loi et de ses règlements sont suivies et respectées, notamment en ce qui concerne l'utilisation du français pour :

a) l'affichage, les inscriptions sur les Biens, sur leurs contenants et sur leurs emballages, les bons de livraison et autres documents qui accompagnent les Biens livrés;

b) la documentation de base, incluant les modes d'emploi, les modes d'entretien, les consignes de sécurité et les certificats de garantie;

c) les documents d'instruction et de formation et les documents relatifs aux Biens;

d) toute communication écrite ou verbale entre le FOURNISSEUR et le DONNEUR D'ORDRE;

e) le cas échéant, l'assistance technique et tout document qui y est relié;

f) le cas échéant, le support après-vente.

10.11 Règlement sur la Gestion Contractuelle

Le FOURNISSEUR doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.12 Politique d'approvisionnement responsable de la Ville de Montréal

Le DONNEUR D'ORDRE a adopté une politique d'approvisionnement qui doit être observée par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités ainsi que toutes les personnes appelées à transiger avec lui.

Le FOURNISSEUR reconnaît qu'il a pris connaissance de la politique d'approvisionnement du DONNEUR D'ORDRE disponible sur son site Internet, à l'adresse suivante :

http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/librairie_fr/documents/politique_approvisionnement.pdf, et il s'engage à la respecter en tout temps.

10.13 Plan stratégique de développement durable

Le DONNEUR D'ORDRE a adopté un plan stratégique de développement durable. Le FOURNISSEUR :

a) reconnaît qu'il a pris connaissance du plan stratégique de développement durable du DONNEUR D'ORDRE disponible sur son site Internet à l'adresse suivante : https://montreal.ca/articles/plan-climat-montreal-objectif-carboneutralite-dici-2050-7613;

b) s'engage à exécuter dans la mesure du possible le Contrat selon les principes de développement durable en limitant les impacts sociaux, économiques et environnementaux de ses activités, de même que de ses produits et services, dans le cadre de l'exécution du Contrat;

c) s'engage à agir dans le respect des droits de la personne, en conformité avec les lois du travail locales et les normes du travail internationales prévues dans les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les déclarations de l'Organisation des Nations Unies (ONU) concernant les salaires, les heures de travail, la santé et sécurité au travail, la discrimination, le travail forcé et le travail des enfants;

d) s'engage à se conformer à toutes les lois, tous les règlements et toutes les normes environnementales applicables et ce, dans tous les aspects de ses activités;

e) s'engage à faire preuve d'innovation et, dans un esprit de partenariat avec le DONNEUR D'ORDRE, à offrir des alternatives permettant de minimiser les impacts de ses produits, services et activités sur l'environnement;

f) s'engage à soutenir les engagements du DONNEUR D'ORDRE et à participer à l'atteinte de ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre en faisant des propositions en ce sens;

g) s'engage, lorsque pertinent, à utiliser les concepts de cycle de vie et de coûts totaux de propriété pour faciliter le processus de prise de décision du DONNEUR D'ORDRE;

h) s'engage à agir de façon responsable et à minimiser les quantités de matières résiduelles générées en appliquant la règle des 3RV (réduction à la source, réutilisation, recyclage et valorisation);

i) s'engage à éviter le suremballage des produits destinés au DONNEUR D'ORDRE et à utiliser des emballages faits à partir de matériaux biodégradables, recyclés ou recyclables;

j) s'engage, dans la sélection de ses fournisseurs, à avoir recours, chaque fois que possible, aux entreprises d'économie sociale telles que définies dans la *Loi sur l'économie sociale* (RLRQ, chapitre E-1.1.1) et à s'approvisionner auprès d'elles.

10.14 Conflit d'intérêts

Si le FOURNISSEUR, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant au FOURNISSEUR comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes.

10.15 Liens d'affaires

Le FOURNISSEUR s'engage, pendant la durée du Contrat, à informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et les consultants externes du DONNEUR D'ORDRE qui ont participé à l'élaboration des Documents Contractuels, dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. En cas de non-respect de cette obligation, le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE.

10.16 Assurance

10.16.01 Responsabilité civile générale

Pendant toute la durée du Contrat, le FOURNISSEUR doit tenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance responsabilité civile générale tous risques pour un montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$) par événement, contre les dommages matériels et corporels y compris le décès, les préjudices personnels, les dommages aux biens de tiers et la privation de jouissance des biens corporels que lui-même, ses dirigeants, employés, sous-contractants, mandataires, agents ou représentants peuvent causer aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui ou du DONNEUR D'ORDRE. Cette police d'assurance doit respecter les exigences qui suivent :

a) La police d'assurance doit être souscrite auprès d'une compagnie d'assurances titulaire des permis appropriés délivrés par l'Autorité des marchés financiers (AMF) et ayant un établissement au Québec. De plus, la police d'assurance doit être accompagnée de l'avenant de responsabilité civile joint à l'annexe 10.16.01 du Contrat, rempli et signé par l'assureur, et prévoir et couvrir entre autres ce qui suit :

i) le FOURNISSEUR doit être identifié comme étant assuré et le DONNEUR D'ORDRE doit être ajouté à la police d'assurance en tant qu'assuré additionnel;

ii) la responsabilité résultant des activités du FOURNISSEUR ou, le cas échéant, de ses sous-contractants, reliées aux biens ou services rendus dans le cadre du Contrat;

iii) la responsabilité résultant de la propriété, de la location ou de l'usage des lieux où sont exécutés les services ou utilisés les biens par le FOURNISSEUR ou, le cas échéant, ses sous-contractants, aux fins du Contrat;

iv) la spécification que la police d'assurance ne peut être annulée ou réduite par l'assureur à moins que celui-ci n'en ait donné préalablement un avis écrit de TRENTE (30) jours au DONNEUR D'ORDRE, à l'adresse de son siège.

b) Cette police d'assurance responsabilité tous risques doit être en vigueur pendant toute la durée du Contrat et la preuve du renouvellement de celle-ci doit être fournie par le FOURNISSEUR au moins TRENTE (30) jours avant la date de l'expiration.

c) En cas de sinistre pour lequel toute clause de franchise ou de déductible est applicable, le FOURNISSEUR s'engage au paiement complet et intégral du montant total de la franchise ou déductible et ce, à l'entière exonération du DONNEUR D'ORDRE.

d) Dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de signature du Contrat, le FOURNISSEUR doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une copie conforme de sa police certifiée par l'assureur ou le certificat d'assurance responsabilité civile générale tous risques attestant de la couverture prévue aux présentes. Il doit également fournir au DONNEUR D'ORDRE l'avenant de responsabilité civile joint à l'annexe 10.16.01 du Contrat, rempli et signé par l'assureur.

10.16.02 Biens - Tous risques

Pendant toute la durée du Contrat, le FOURNISSEUR doit tenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance « tous risques » visant les Biens fournis au DONNEUR D'ORDRE dans le cadre du présent Contrat, jusqu'à leur livraison à l'endroit auquel ils sont destinés. Cette police d'assurance doit respecter les exigences qui suivent :

a) La police d'assurance doit être souscrite auprès d'une compagnie d'assurances titulaire des permis appropriés délivrés par l'Autorité des marchés financiers (AMF) et ayant un établissement au Québec. De plus, la police d'assurance doit être accompagnée de l'avenant joint à l'annexe 10.16.02 du Contrat, rempli et signé par l'assureur, et prévoir et couvrir entre autres ce qui suit :

i) le FOURNISSEUR doit être identifié comme étant assuré et le DONNEUR D'ORDRE doit être ajouté à la police d'assurance en tant qu'assuré additionnel;

ii) le DONNEUR D'ORDRE est bénéficiaire de toute indemnité payable en vertu de la police d'assurance;

iii) la police d'assurance doit couvrir la valeur de remplacement à neuf des Biens, incluant les taxes;

iv) la spécification que l'assureur renonce à son droit de subrogation contre le DONNEUR D'ORDRE;

v) la spécification que la police d'assurance ne peut être annulée ou réduite par l'assureur à moins que celui-ci n'en ait donné préalablement un avis écrit de TRENTE (30) jours au DONNEUR D'ORDRE, à l'adresse de son siège.

b) Cette police d'assurance tous risques doit être en vigueur pendant toute la durée du Contrat et la preuve du renouvellement de celle-ci doit être fournie par le FOURNISSEUR au moins TRENTE (30) jours avant la date de l'expiration.

c) En cas de sinistre pour lequel toute clause de franchise ou de déductible est applicable, le FOURNISSEUR s'engage au paiement complet et intégral du montant total de la franchise ou déductible et ce, à l'entière exonération du DONNEUR D'ORDRE.

d) Dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de signature du Contrat, le FOURNISSEUR doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une copie conforme de sa police certifiée par l'assureur ou le certificat d'assurance attestant de la couverture prévue aux présentes. Il doit également fournir au DONNEUR D'ORDRE l'avenant joint à l'annexe 10.16.02 du Contrat, rempli et signé par l'assureur.

10.17 Assurance et contrôle de la qualité

Sur demande du DONNEUR D'ORDRE, le FOURNISSEUR doit lui remettre, à ses frais, un certificat d'analyse ou d'essai attestant de la conformité des Biens aux Documents Contractuels.

10.18 Validation de conformité de la CNESST

Le FOURNISSEUR doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, avant la conclusion du Contrat, une validation de conformité de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Cette validation de conformité ne doit pas avoir été délivrée plus de QUARANTE-CINQ (45) jours avant la date de conclusion du Contrat.

10.19 Santé et sécurité au travail

10.19.01 Programme de prévention

Le FOURNISSEUR doit élaborer avant le début de l'exécution du Contrat un programme de prévention visant à éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique du Personnel Affecté. La responsabilité d'appliquer et de faire respecter ce programme de prévention incombe au FOURNISSEUR.

10.19.02 Conformité

Le FOURNISSEUR s'engage à respecter et à faire respecter par le Personnel Affecté les dispositions du programme de prévention ainsi que celles de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.19.03 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Le FOURNISSEUR s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que le Personnel Affecté respecte les ordonnances, normes et règlements de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

10.19.04 Défaut

Le FOURNISSEUR doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'informer la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs du FOURNISSEUR, du défaut observé. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre l'exécution du Contrat selon la gravité du défaut.

10.20 Attestation de conformité de la CNESST

Le FOURNISSEUR s'engage, sur demande, à fournir une attestation de conformité délivrée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation.

10.21 Ressources humaines

10.21.01 Courtoisie

Le FOURNISSEUR qui entretient des relations d'affaires avec le DONNEUR D'ORDRE s'engage à traiter les citoyens, les partenaires, les autres contractants et les représentants du DONNEUR D'ORDRE avec courtoisie et professionnalisme dans leurs échanges, quelle qu'en soit la forme. Le FOURNISSEUR est responsable du respect de cette clause par l'ensemble du Personnel Affecté. Le DONNEUR D'ORDRE avise le FOURNISSEUR en cas de non-respect de la présente clause par un membre du Personnel Affecté. Le FOURNISSEUR a la responsabilité de rectifier la situation à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE.

10.22 Sous-contrat

10.22.01 Autorisation

Malgré toute autre disposition contraire des Documents Contractuels, aucun sous-contrat n'est autorisé dans le cadre de l'exécution du Contrat. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve cependant le droit de lever cette interdiction en cours d'exécution du Contrat. Le cas échéant, le FOURNISSEUR doit respecter les exigences prévues ci-après.

10.22.02 Liste

Si le DONNEUR D'ORDRE lève l'interdiction de sous-contracter et autorise le FOURNISSEUR à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, le FOURNISSEUR doit lui transmettre, avant que l'exécution du Contrat ne débute, une liste indiquant, pour chaque sous-contrat, les informations suivantes :

a) le nom et le NEQ du sous-contractant;

b) l'adresse et le numéro de téléphone du principal établissement du sous-contractant.

Le FOURNISSEUR peut uniquement conclure un sous-contrat avec les sous-contractants identifiés dans la liste transmise au DONNEUR D'ORDRE. Toute modification à cette liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, le FOURNISSEUR doit, avant que ne débute l'exécution du nouveau sous-contrat, produire une liste modifiée de ses sous-contractants. Les exigences prévues ci-après demeurent cependant applicables.

10.22.03 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un sous-contractant qui, au cours des DEUX (2) années précédant la date de conclusion du Contrat, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE. De plus, sans pour autant que cela ne soit considéré comme une obligation pour lui, le DONNEUR D'ORDRE peut contacter un sous-contractant identifié dans la liste afin de vérifier son expérience dans le domaine de l'exécution du Contrat.

10.22.04 Restrictions

Le FOURNISSEUR doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis, le cas échéant.

10.22.05 Obligations principales

Dans le cadre de l'exécution du Contrat, le recours à des sous-contractants est permis de manière accessoire seulement. Le FOURNISSEUR doit lui-même exécuter les obligations principales du Contrat, avec ses propres ressources. Il ne peut en aucun cas sous-contracter les obligations principales du Contrat sans obtenir l'autorisation préalable écrite du DONNEUR D'ORDRE.

10.22.06 RENA

Le FOURNISSEUR doit, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du Contrat, s'assurer que chacun de ses sous-contractants n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) prévoit que l'entreprise qui, dans le cadre de l'exécution d'un contrat avec un organisme public, conclut un sous-contrat avec une entreprise inadmissible aux contrats publics, commet une infraction et est passible d'une amende de 2 500 $ à 13 000 $ dans le cas d'une personne physique et de 7 500 $ à 40 000 $ dans les autres cas. Le sous-contractant inadmissible commet également une infraction et est passible de la même peine. L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) vise les municipalités en raison d'un renvoi prévu à l'art. 573.3.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

10.22.07 Responsabilité

Le FOURNISSEUR s'engage à ce que tout sous-contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. Le FOURNISSEUR est responsable de la direction et de la bonne exécution du travail confié aux sous-contractants

et doit en assumer l'entière coordination. La conclusion d'un sous-contrat ne doit entraîner aucun délai ou coût additionnel. Malgré la conclusion d'un sous-contrat, le FOURNISSEUR demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un sous-contrat n'a pas pour effet de libérer le FOURNISSEUR des obligations prévues au Contrat.

10.22.08 Assujettissement

Le FOURNISSEUR doit assujettir tout sous-contrat aux dispositions des Documents Contractuels.

10.22.09 Informations supplémentaires

Le FOURNISSEUR doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses sous-contractants.

10.23 Délais

10.23.01 Respect

Le FOURNISSEUR s'engage à respecter chacune des étapes du Contrat et à aviser le DONNEUR D'ORDRE par écrit, le cas échéant, dès qu'il a connaissance d'un Manquement possible à cet égard. L'avis transmis au DONNEUR D'ORDRE doit préciser les motifs du Manquement, les dispositions du Contrat visées et la solution proposée par le FOURNISSEUR pour remédier au Manquement. L'avis doit être accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

10.24 Bon de Commande

Le FOURNISSEUR s'engage à honorer tout Bon de Commande reçu du DONNEUR D'ORDRE pendant la durée du Contrat.

10.25 Commande

10.25.01 Quantité

Le FOURNISSEUR s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE la quantité de Biens selon les prévisions estimées de consommation, telles que mentionnées dans les Documents Contractuels. Puisque le DONNEUR D'ORDRE ne peut connaître avec exactitude ses besoins pendant toute la durée du Contrat, ces prévisions peuvent, de temps à autre, être réévaluées, sans coûts supplémentaires pour le DONNEUR D'ORDRE.

10.25.02 Conformité

Les Biens livrés doivent être conformes aux exigences établies au Devis ou encore aux échantillons fournis, aux fiches techniques déposées ou aux numéros de catalogue identifiés.

10.26 Production

10.26.01 Interruption

Si le FOURNISSEUR entrevoit une interruption quelconque dans la production des Biens de nature à compromettre sa capacité de production ou de livraison des Biens, il doit aviser promptement le DONNEUR D'ORDRE d'une telle situation afin de permettre à celui-ci de réduire au minimum les conséquences d'une telle interruption. Une telle interruption dans la production des Biens ne peut en aucun cas occasionner le report d'un délai de rigueur.

10.26.02 Biens supprimés

Si un Bien n'est plus disponible, le FOURNISSEUR doit en aviser le DONNEUR D'ORDRE le plus rapidement possible en faisant parvenir à ce dernier une lettre du fabricant indiquant les motifs et la date du retrait du Bien en question de même que les spécifications du Bien de remplacement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser ce nouveau Bien s'il n'est pas équivalent à celui supprimé. Si le DONNEUR D'ORDRE décide d'accepter le nouveau Bien, ce dernier doit être soumis au même prix ou à un prix inférieur à celui du Bien supprimé.

10.27 Qualité

10.27.01 Vices

Le FOURNISSEUR s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE des Biens exempts de tout vice de conception ou de fabrication, aptes à servir à l'usage auquel ils sont destinés.

10.27.02 Inspections et essais

Le FOURNISSEUR est responsable d'effectuer toutes les inspections et essais nécessaires pour démontrer que les Biens rencontrent les exigences des Documents Contractuels, règlements et normes applicables.

10.27.03 Démonstration

À la demande et selon les modalités du DONNEUR D'ORDRE, le FOURNISSEUR doit faire la démonstration de la qualité des Biens.

10.27.04 Formulaire d'inspection et d'essai

Le FOURNISSEUR doit remettre au DONNEUR D'ORDRE, sur demande, mais au plus tard dans les QUARANTE-HUIT (48) heures avant la date prévue pour la livraison, une copie d'un formulaire d'inspection et d'essai pour approbation. Le formulaire doit notamment prévoir les informations suivantes :

a) Titre du document;

b) Numéro de Contrat;

c) Référence au numéro du Devis, le cas échéant;

d) Identification de l'entreprise;

e) Date d'émission, état de révision;

f) Une pagination;

g) Identification de l'équipement;

h) La liste des caractéristiques à contrôler couvrant le Devis, le cas échéant, et les autres exigences;

i) Les critères d'acceptation;

j) L'enregistrement de la date et des résultats des inspections et essais;

k) L'identification et signature de la personne responsable.

L'approbation du formulaire par le DONNEUR D'ORDRE ne dégage en rien le FOURNISSEUR de ses responsabilités contractuelles.

10.27.05 Conservation des enregistrements

Le FOURNISSEUR doit conserver l'enregistrement relatif à la qualité pour une durée de CINQ (5) ans et, si demandé, les mettre à la disposition du DONNEUR D'ORDRE.

10.27.06 Dérogation

Le FOURNISSEUR doit, dans les plus brefs délais, transmettre au DONNEUR D'ORDRE une demande écrite pour toute dérogation ou modification concernant les caractéristiques des Biens commandés décrites au Devis.

10.27.07 Vérification

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'effectuer toute vérification des Biens chez le FOURNISSEUR avant la livraison. Cette vérification est faite sur les Biens préalablement jugés conformes par le FOURNISSEUR. À cette fin, le FOURNISSEUR doit prévoir un emplacement ainsi que l'outillage sécuritaire requis pour la vérification et l'essai des Biens par le représentant du DONNEUR D'ORDRE.

10.27.08 Acceptation ou refus

L'acceptation finale ou le rejet du Bien, lorsque les stipulations contractuelles ne sont pas satisfaites, est la prérogative du DONNEUR D'ORDRE. Le FOURNISSEUR est responsable de remplacer, sans coût pour le DONNEUR D'ORDRE, tout Bien trouvé non conforme.

10.28 Refus de livraison

10.28.01 Enlèvement

En cas de refus d'une livraison de Biens par le DONNEUR D'ORDRE en raison d'un vice quelconque affectant les Biens ou de leur non-conformité aux exigences du Devis, le FOURNISSEUR s'engage à procéder à l'enlèvement des Biens à ses frais dans un délai de SEPT (7) jours suivant la demande du DONNEUR D'ORDRE à cet effet.

10.28.02 Retour

Si le FOURNISSEUR ne procède pas à l'enlèvement des Biens dans le délai de SEPT (7) jours, le DONNEUR D'ORDRE peut procéder au retour des Biens au FOURNISSEUR, aux frais de ce dernier. Le FOURNISSEUR est le seul responsable de toute perte ou dommage pouvant survenir aux Biens qui lui sont retournés pendant leur transport ou entreposage.

10.29 Mesures

Le FOURNISSEUR doit, à la discrétion du DONNEUR D'ORDRE et sans frais additionnels pour celui-ci, effectuer la réparation des Biens défectueux ou non conformes, les remplacer, ou émettre un crédit couvrant le prix total déboursé par le DONNEUR D'ORDRE pour les Biens. Le FOURNISSEUR doit s'exécuter à l'intérieur d'un délai raisonnable ne dépassant pas trente (30) jours.

10.30 Livraison des Biens

10.30.01 Délais et fréquence

Le FOURNISSEUR s'engage à livrer les Biens conformément au Calendrier de Livraison prévu au Devis.

10.30.02 Incapacité

Si le FOURNISSEUR prévoit ne pas être en mesure de respecter une date de livraison de Biens, il doit en faire part au DONNEUR D'ORDRE en lui envoyant un préavis écrit de TRENTE (30) jour(s).

10.30.03 Respect de la Loi

Le FOURNISSEUR s'engage à ce que les véhicules de livraison soient conformes aux exigences de toute Loi actuellement en vigueur ou pouvant le devenir. Plus particulièrement, les véhicules utilisés doivent se conformer à la charge maximale autorisée. Le FOURNISSEUR est le seul responsable de toute amende ou pénalité pouvant lui être imposée quant au transport.

10.31 Bon de Livraison

Toute livraison de Biens à être effectuée en vertu du Contrat doit être accompagnée d'un Bon de Livraison. Tout Bon de Livraison doit afficher de façon claire et préciser le numéro du Bon de Commande correspondant.

10.32 Transfert de propriété

Le FOURNISSEUR reconnaît que les Biens deviennent la propriété du DONNEUR D'ORDRE après la livraison de ceux-ci à la destination et suite à l'inspection visuelle confirmée par la signature d'un Bon de Livraison. Toutefois, cette signature n'équivaut pas à l'acceptation prévue à la clause 9.04.01 des présentes.

10.33 Perte

Toute perte de Biens résultant de quelque cause que ce soit avant qu'ils ne deviennent la propriété du DONNEUR D'ORDRE est à la charge du FOURNISSEUR.

10.34 Garantie du droit de propriété

Le FOURNISSEUR convient que les Biens livrés sont libres de toute charge et ne sont sujets à aucune réclamation. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de payer toute réclamation à l'encontre des Biens, sans avoir à s'assurer du bien-fondé de celle-ci. Le paiement ainsi fait est réduit du montant dû et payable par le DONNEUR D'ORDRE au FOURNISSEUR.

10.35 Inventaire

Pendant la durée du Contrat, le FOURNISSEUR doit maintenir en tout temps un inventaire de Biens suffisant pour répondre aux besoins du DONNEUR D'ORDRE.

10.36 Pièces de rechange

Le FOURNISSEUR s'engage à rendre disponible, pendant un minimum de SEPT (7) an(s) suivant la date d'acceptation des Biens, un inventaire de pièces de rechange afin de maintenir le bon fonctionnement des Biens. Si le FOURNISSEUR apprend que certaines des pièces cesseront d'être produites par le fabricant, il doit donner au DONNEUR D'ORDRE un préavis écrit d'UN (1) an afin de lui permettre d'emmagasiner des pièces de rechange.

10.37 Garantie

10.37.01 Étendue

Le FOURNISSEUR garantit les Biens contre tout défaut de conception, de fabrication, d'installation lorsqu'elle est effectuée par le FOURNISSEUR et de matériaux. La garantie couvre les pièces de remplacement, la main-d'œuvre, les frais de transport, d'assurance, la disponibilité du personnel technique aux heures ouvrables et tous les autres frais relatifs au service, à l'entretien, à la réparation, à la modification ou au rehaussement ou remplacement des Biens. L'exécution de cette garantie est à la charge du FOURNISSEUR. Cette garantie est valide pendant une période de CINQ (5) ans, à partir de la date d'acceptation des Biens par le représentant autorisé du DONNEUR D'ORDRE.

10.37.02 Modalités d'application

Les modalités d'application de la garantie, incluant les pièces non couvertes par la garantie ou couvertes sous conditions, sont précisées au Devis. Le FOURNISSEUR assume par ses propres services techniques les modalités de la garantie.

10.37.03 Réparation

Le délai maximum pour la réparation d'un Bien défectueux retourné à l'atelier et son retour chez le DONNEUR D'ORDRE doit être DE TRENTE (30) jour(s), à compter du jour de l'envoi d'un avis de défectuosité, à défaut de quoi le FOURNISSEUR doit remplacer temporairement le Bien défectueux pour la durée de la réparation.

10.38 Rehaussement et mises à jour

10.38.01 Avant la livraison

Le FOURNISSEUR doit aviser le DONNEUR D'ORDRE de tout rehaussement, modification ou substitution du Bien ou des logiciels acquis avant la date de livraison prévue.

10.38.02 Après la livraison

a) **Améliorations**

Les rehaussements de logiciels d'origine ou toute autre amélioration technique ou plate-forme informatique, excluant le matériel, doivent être offerts gratuitement pendant la période de garantie, en autant que la plate-forme matérielle le permette.

b) **Suivi**

Le FOURNISSEUR s'engage à réaliser à ses frais les correctifs et rehaussements du Bien (matériel et logiciels) qui sont émis et prescrits à l'égard du Bien dans des bulletins techniques de mise à jour, rapports, avis ou alertes du fabricant ou des instances gouvernementales pendant une période de CINQ (5) ans après la livraison du Bien.

10.39 Sécurité

Le FOURNISSEUR s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE, suite à une demande écrite de celui-ci, un exemplaire des consignes de sécurité à suivre lors de la manipulation, de l'utilisation et de l'entreposage des Biens.

10.40 Inspection

10.40.01 Collaboration

Le DONNEUR D'ORDRE peut en tout temps pendant l'exécution du Contrat faire inspecter les Biens en cours de fabrication ou à être livrés, sans préavis mais à des heures normales. Le FOURNISSEUR doit offrir sa pleine et entière collaboration au DONNEUR D'ORDRE ou à ses représentants désignés dans le cadre de l'inspection.

10.40.02 Résultat

À la suite d'une inspection, le FOURNISSEUR doit se conformer sans délai aux exigences et aux directives que lui donne le DONNEUR D'ORDRE, dans la mesure où celles-ci sont reliées à l'exécution du Contrat. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant le FOURNISSEUR de sa responsabilité à l'égard de la réalisation finale du Contrat.

10.41 Catalogue

Le FOURNISSEUR doit appuyer le DONNEUR D'ORDRE, lorsque requis, dans l'intégration, sur le site intranet du DONNEUR D'ORDRE, d'images ou d'informations concernant les Biens livrés, à des fins de création d'un catalogue pour référence future.

10.42 Publicité

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le FOURNISSEUR doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires.

10.43 Pénalités

10.43.01 Délai

Si le FOURNISSEUR ne respecte pas le délai de livraison des Biens applicable selon le Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut lui imposer une pénalité de CINQ CENTS DOLLARS (500,00$) par mois de retard.

10.43.02 Application

Le retard dans la livraison des Biens donne lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'imposition de la pénalité. Le montant de la pénalité est calculé au prorata de la période visée et est assujetti aux taxes applicables.

10.43.03 Non-conformité

Si les Biens livrés ne sont pas conformes aux exigences prévues aux Documents Contractuels, le DONNEUR D'ORDRE peut imposer au FOURNISSEUR une pénalité de CINQ CENTS DOLLARS (500,00$) par mois jusqu'à la correction de la non-conformité.

10.43.04 Application

La non-conformité des Biens donne lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'imposition de la pénalité. Le montant de la pénalité est calculé au prorata de la période visée et est assujetti aux taxes applicables.

10.43.05 Montant

Le montant total de la pénalité imposée au FOURNISSEUR est calculé par le DONNEUR D'ORDRE conformément à la présente clause.

10.43.06 Autres obligations

En cas de défaut du FOURNISSEUR de remplir une obligation indiquée à l'annexe 10.43.06 « Pénalités », le DONNEUR D'ORDRE peut lui imposer une pénalité conformément aux modalités prévues à cette annexe. Le défaut du FOURNISSEUR donne lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'imposition de la pénalité.

10.44 Taxes

La prétention du FOURNISSEUR selon laquelle ses activités ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité du DONNEUR D'ORDRE. Si cette prétention est contestée

par les autorités fiscales ou s'avère inexacte, aucune somme additionnelle n'est versée au FOURNISSEUR par le DONNEUR D'ORDRE à titre de taxes. Le FOURNISSEUR exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre toute réclamation formulée ou toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

10.45 Responsabilité

10.45.01 Protection de l'environnement

Le FOURNISSEUR doit observer toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement.

10.45.02 Dommage

Le FOURNISSEUR est responsable de tout dommage causé par un membre du Personnel Affecté pendant l'exécution du Contrat. Il doit immédiatement informer le DONNEUR D'ORDRE de tout dommage causé et prendre les mesures qui s'imposent lorsque le dommage entraîne un risque ou une menace à la santé ou la sécurité.

10.46 Exonération

10.46.01 Obligation

Le FOURNISSEUR exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre la poursuite et l'exécution de toute réclamation, notamment en dommages-intérêts, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Il s'engage à prendre fait et cause pour le DONNEUR D'ORDRE dans toute poursuite, action ou réclamation de quelque nature que ce soit, notamment pour tout dommage, en capital, intérêts et frais, causé aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui et du DONNEUR D'ORDRE, ses employés, agents, représentants ou préposés, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Si un jugement est rendu et que le FOURNISSEUR fait défaut de payer tel jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés, le DONNEUR D'ORDRE peut payer le jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés et peut compenser les sommes nécessaires à ces fins à même les montants dus ou pouvant devenir dus au FOURNISSEUR par le DONNEUR D'ORDRE.

10.46.02 Étendue de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette clause ne limite pas la responsabilité du FOURNISSEUR au Contrat.

10.47 Indemnisation

10.47.01 « Perte »

Dans cette section, le terme *Perte* désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif, indirect ou incident, y compris la perte de profits suite à un Manquement au Contrat.

10.47.02 Portée

Le FOURNISSEUR s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute Perte subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par le FOURNISSEUR dans le Contrat;

b) toute négligence, faute, action ou omission par le FOURNISSEUR ou son Personnel Affecté;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat; ou

d) toute dérogation, par le FOURNISSEUR ou son Personnel Affecté, à une Loi dans le cadre du Contrat.

10.47.03 Propriété Intellectuelle

a) **Obligation**

Le FOURNISSEUR doit respecter tous les droits de Propriété Intellectuelle des tierces parties, notamment les brevets, licences et marques de commerce, se rattachant aux matériaux, ouvrages, fournitures et procédés utilisés par lui ou ses sous-contractants, le cas échéant, dans l'exécution du Contrat. Le FOURNISSEUR ne doit pas, sans l'approbation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE, laquelle est à l'entière discrétion de ce dernier, utiliser les noms ou marques de commerce du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Responsabilité**

Le FOURNISSEUR s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE pour toute Perte subie par ce dernier à la suite d'une atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par le FOURNISSEUR ou son Personnel Affecté.

10.48 Défaut

Le FOURNISSEUR est en défaut :

a) s'il devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) s'il procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) si un créancier prend possession de l'entreprise du FOURNISSEUR ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens, ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre, ou cette nomination d'un liquidateur, n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements.

10.49 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, le FOURNISSEUR s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. Le FOURNISSEUR doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. Le FOURNISSEUR doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.50 Assistance au Bureau de l'inspecteur général

Le FOURNISSEUR s'engage, sans frais additionnels, à collaborer à toute enquête du Bureau de l'inspecteur général. Le FOURNISSEUR doit notamment assister le Bureau de l'inspecteur général dans l'établissement des faits et le rassemblement des informations et des documents pertinents. Le FOURNISSEUR doit également répondre à toute demande pouvant être présentée par le Bureau de l'inspecteur général.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès du FOURNISSEUR. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur.

11.02 Cession

11.02.01 Interdiction

Le FOURNISSEUR ne peut céder le Contrat sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.02.02 Inopposabilité

Toute cession qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.02.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, le FOURNISSEUR peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont il doit détenir en tout temps le contrôle, pourvu toutefois que le FOURNISSEUR demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.02.04 Effet

Si la cession du Contrat est autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, elle ne doit entraîner aucun délai ou coût additionnel et le cessionnaire doit respecter intégralement les obligations prévues au Contrat, y compris pour la période antérieure à la cession, comme s'il avait lui-même exécuté le Contrat pendant cette période.

11.03 Force majeure

11.03.01 Exonération de responsabilité

Une PARTIE n'est pas considérée en défaut de ses obligations et n'est pas responsable des dommages ou délais si ces défauts, dommages ou délais découlent d'un cas de force majeure. Aux fins des présentes, est assimilée à un cas de force majeure la grève des employés de l'une ou l'autre des PARTIES.

11.03.02 Prise de mesures adéquates

Dans l'éventualité où un cas de force majeure empêche une PARTIE d'exécuter ses obligations, la PARTIE désirant invoquer la force majeure doit faire parvenir un avis écrit à l'autre PARTIE le plus rapidement possible, suivant l'avènement de ce cas de force majeure.

Cet avis doit indiquer le cas de force majeure invoqué ainsi que les conséquences sur l'exécution de ses obligations. Les PARTIES doivent alors se rencontrer et prendre toute disposition raisonnable pour assurer la reprise normale de la réalisation des obligations affectées par le cas de force majeure.

Les délais d'exécution du Contrat affectés par le cas de force majeure peuvent alors être prorogés automatiquement d'une durée égale au retard entraîné par la survenance du cas de force majeure, étant entendu que cette prorogation n'entraîne aucune pénalité pour l'une ou l'autre PARTIE.

11.03.03 Droit de l'autre PARTIE

Si le cas de force majeure invoqué rend la réalisation d'une obligation du Contrat impossible, les PARTIES doivent s'entendre le plus rapidement possible pour déterminer les nouvelles conditions d'exécution du Contrat ou, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, pour résilier le Contrat selon les dispositions prévues à la section 13.00.

11.04 Recours

Sous réserve de la clause 9.07, rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à limiter les recours qu'une PARTIE peut avoir résultant de tout Manquement de la part de l'autre PARTIE.

11.05 Marché du carbone

Le FOURNISSEUR cède au DONNEUR D'ORDRE les droits et intérêts auxquels il peut prétendre dans tout crédit, unité de réduction d'émission ou d'émissions évitées de gaz à effets de serre qui peut être négocié ou échangé sur les marchés réglementaires ou volontaires du carbone. Par conséquent, les crédits ou unités de réduction d'émission de gaz à effet de serre qui peuvent être accordés au DONNEUR D'ORDRE suite à l'exécution du Contrat appartiennent au DONNEUR D'ORDRE qui peut les réclamer auprès d'un programme ou organisme de reconnaissance de ces crédits ou unités. Tout crédit ou incitatif financier qui en résulte devient donc, dès son émission par le programme ou organisme visé, l'entière propriété du DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu du Contrat est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire.

Les avis expédiés au DONNEUR D'ORDRE doivent lui être livrés à l'adresse indiquée au Contrat. Les avis expédiés au FOURNISSEUR doivent lui être livrés à l'adresse indiquée au Contrat.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, à l'exécution ou à l'annulation du Contrat, les PARTIES doivent se rencontrer et négocier de bonne foi dans le but de résoudre ce conflit.

12.03 Juridiction

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit relativement au Contrat sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

12.04.01 Autorisation

Toute modification au Contrat, qu'elle entraîne ou non une dépense supplémentaire, ne peut être autorisée que dans la mesure où elle constitue un accessoire au Contrat, qu'elle n'en change pas la nature et qu'elle est au bénéfice du DONNEUR D'ORDRE.

12.04.02 Demande

Le DONNEUR D'ORDRE peut, en tout temps, demander au FOURNISSEUR des modifications au Contrat. Ces demandes de modifications n'ont pas pour effet d'annuler le Contrat et le FOURNISSEUR ne peut s'en prévaloir comme cause de résiliation et doit raisonnablement les considérer sans suspendre ni retarder l'exécution du Contrat. La personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens au FOURNISSEUR.

12.04.03 Ajustement du prix

Lorsqu'une modification a pour effet d'augmenter ou de diminuer le coût du Contrat, le prix en est calculé selon l'ordre de priorité suivant :

a) selon les prix unitaires ou forfaitaires présentés par le FOURNISSEUR dans le Bordereau de Prix;

b) en l'absence d'un prix unitaire ou forfaitaire, selon un montant négocié par les PARTIES;

c) en l'absence d'entente sur un montant négocié, par un prix fixé par le DONNEUR D'ORDRE, laissant droit au FOURNISSEUR de présenter une réclamation.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent, qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document peut être transmis par courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Indemnisation

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en raison d'un Manquement, le FOURNISSEUR est responsable de tous les dommages causés au DONNEUR D'ORDRE par la résiliation du Contrat.

13.03 Sans préavis

Dans les limites prévues par la Loi, le Contrat est résilié sans avis et à la discrétion du DONNEUR D'ORDRE, si l'un des cas de défaut décrits à la clause 10.48 se produit.

13.04 Avec préavis

Sans préjudice à tous ses droits et recours, le DONNEUR D'ORDRE peut résilier le Contrat, sur avis écrit :

a) dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations du FOURNISSEUR est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si le FOURNISSEUR ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si le FOURNISSEUR devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

iv) si, après l'attribution du Contrat, le FOURNISSEUR ou l'un de ses sous-contractants fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE.

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.05 Effet de la résiliation

13.05.01 Contrepartie

Advenant une résiliation du Contrat, le FOURNISSEUR a droit aux sommes représentant la proportion du Contrat exécutée et, sur présentation au DONNEUR D'ORDRE des pièces justificatives pertinentes, la proportion des frais et dépenses actuelles jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit pour la perte subie ou le gain dont il est privé. En outre, si le FOURNISSEUR a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.05.02 Retour

Advenant une résiliation du Contrat, le FOURNISSEUR doit remettre au DONNEUR D'ORDRE tous les documents et le matériel qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du Contrat, dans un délai de DIX (10) jours suivant la résiliation du Contrat. Le FOURNISSEUR doit également remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la résiliation du Contrat.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur dès l'émission d'un Bon de Commande par le DONNEUR D'ORDRE.

15.00 DURÉE

15.01 Expiration

Le Contrat expire à compter de l'exécution complète des obligations prévues aux présentes par les PARTIES, à moins qu'il n'y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du Contrat.

15.02 Non-reconduction

La continuation des relations commerciales entre les PARTIES après l'expiration du Contrat ou sa fin prématurée ne doit aucunement être considérée comme une reconduction, un renouvellement, une prolongation ou une continuation de celui-ci.

15.03 Survie

L'expiration du Contrat ou sa fin prématurée ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ CE CONTRAT EN UNE (1) EXEMPLAIRE(S), À ....., TEL QU'EN FAIT FOI LEUR SIGNATURE APPOSÉE AUX DATES CI-APRÈS INDIQUÉES.

DONNEUR D'ORDRE

Par : _____

Date : _____

FOURNISSEUR

Par :  _____

Digitally signed by Alexander James Grant
DN: cn=Alexander James Grant, o=ICOR Technology Inc., ou=Vice President, email=sales@icortechnology.com, c=CA
Date: 2024.07.23 12:59:49 -04'00'

Date : July 23, 2024

ANNEXE 0.01.04 - BORDEREAU DE PRIX

(Le contenu de cette annexe se trouve dans le fichier intitulé « Bordereau de Prix »)

ANNEXE 0.01.07 - DEVIS

(Le contenu de cette annexe se trouve dans le fichier intitulé « Devis »)

ANNEXE 7.06 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant de ICOR Technology Inc. (ci-après, le « FOURNISSEUR »), déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

☑ (1) le FOURNISSEUR n'a pas d'établissement au Québec;

☐ (2) le FOURNISSEUR a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;

☐ (3) le FOURNISSEUR a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;

☐ (4) le FOURNISSEUR a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le FOURNISSEUR respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

- ☐ je déclare que le FOURNISSEUR détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF;
- ☐ je déclare que le FOURNISSEUR ne détient pas de certificat de francisation, mais détient une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;
- ☐ je déclare que le FOURNISSEUR ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation, mais détient un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;
- ☐ je déclare que le FOURNISSEUR ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique, mais détient une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de TROIS (3) mois; je déclare également que le FOURNISSEUR s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le FOURNISSEUR n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le FOURNISSEUR a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature Digitally signed by Alexander James Grant DN: cn=Alexander James Grant, o=ICOR Technology Inc., ou=Vice President, email=sales@icortechnology.com, c=CA Date: 2024.07.23 13:00:08 -04'00'

Nom du représentant ICOR Technology Inc.

Date July 23, 2024

ANNEXE 10.16.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

Le présent document atteste à la VILLE DE MONTRÉAL (ci-après dénommée le *Donneur d'ordre*) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du Donneur d'ordre, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Acquisition d'un robot démineur d'engins explosifs pour le Service de police de la Ville de Montréal
CONTRAT N° : 24-20626

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
<u>Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile)</u> Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire n° 2100 <u>Responsabilité civile automobile</u> Formule des non-propriétaires			<u>Tous dommages confondus</u> _____$ par sinistre _____$ par période d'assurance _____$ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. <u>Responsabilité civile des entreprises</u>

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

N.B. : Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de documents contractuels ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au Donneur d'ordre, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Autorité des marchés financiers et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du Donneur d'ordre, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début de l'exécution du contrat, en l'occurrence le _____ 20 ____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date _____ 20 ____

(Signature de l'assureur)

ANNEXE 10.22.02 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Acquisition d'un robot démineur d'engins explosifs pour le Service de police de la Ville de Montréal
Numéro : 24-20626

Instructions

a) Le FOURNISSEUR doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avant que l'exécution du Contrat ne débute, une liste indiquant, pour chaque sous-contrat, les informations demandées ci-dessous.

b) Lorsque, pendant l'exécution du Contrat, le FOURNISSEUR conclut un nouveau sous-contrat, il doit, avant que ne débute l'exécution de ce nouveau sous-contrat, en aviser le DONNEUR D'ORDRE en produisant une liste modifiée.

c) Pour tous les sous-contrats (approvisionnement, services et travaux de construction), le FOURNISSEUR doit remplir le tableau.

À remplir pour chaque sous-contractant			
Nom	**NEQ**	**Adresse**	**Numéro de téléphone**

Signé à ..... ce .....

_____
Signature du représentant autorisé

_____
Nom du représentant autorisé (en lettres moulées)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247026002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service des ressources matérielles_technologiques et informationnelles , Division des ressources matérielles
Objet :	Accorder un contrat à ICOR Technology Inc. pour l'acquisition d'un robot de désamorçage d'engins explosifs pour le Groupe Tactique d'Intervention (GTI) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une dépense totale de 348 159,00 $, taxes incluses- Avis d'intention 24-20626 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20626 - Sommaire démarche gré à gré.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stephane ALLARD
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-1000

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-09

Elie BOUSTANI
Chef de Section - Direction Acquisition
Tél : 514 838-4519
Division : Service Approvisionnement

Montréal
Service de l'approvisionnement

FORMULAIRE – SOMMAIRE DE LA DÉMARCHE GRÉ À GRÉ

1. Identification

No. de document d'achat provisoire (DA/BC/Entente - *incomplet*)	**24-20626**	Date de la demande	8 août 2024
Description du projet d'achat	Acquisition d'un robot démineur pour le Service de police de la Ville de Montré		
Nom du demandeur (Requérant)	Maline Gagné-Trinque		
Unité d'affaires (Requérant)	37 - Service de Police de la Ville de Montréal		
Approbateur du BC (Requérant)			
Acheteur (émetteur du BC)	Bassin BC Approv. ☐	Autre ☐ :	

2. Déroulement de la démarche

***Pour tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil d'appel d'offre public, la Ville sollicite obligatoirement au moins 3 fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui offrent des biens ou services québécois ou qui ont un établissement au Québec, s'ils s'en trouvent, en mesure de réaliser le contrat. Il n'est plus possible de conclure un contrat de gré à gré avec un fournisseur qui respecte les règles de rotation sans avoir effectué une demande de prix. Si vous sollicitez plus de 3 fournisseurs, insérez des lignes dans les sections 2.1, 2.2 et 2.3.**

2.1. Liste initiale et validation des règles de rotation

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Admissibilité *(RENA, RBQ, Registre RGC)*	Validation de la rotation des fournisseurs Rapports SIMON *(à annexer au document d'achat)*
151610	Icor Technologies	N/A (fournisseur basé en Ontario)	Date du rapport : _____ Nb. de contrats (90 jours) : ____ Montant : _____ $
		Oui __ Non __	Date du rapport : _____ Nb. de contrats (90 jours) : ____ Montant : _____ $
		Oui __ Non __	Date du rapport : _____ Nb. de contrats (90 jours) : ____ Montant : _____ $

2.2. Transmission de la demande des prix

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Date demande de prix	Date de retour exigée	Date de retour réelle	Commentaires/ Relances
151610	Icor Technologies	17 juillet 2024	22 juillet 2024	23 juillet 2024	N/A

2.3. Analyse comparative des soumissions suite à une demande des prix

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Montant total de la soumission (avant taxes)	Délai promis	Durée de la garantie	Autres exigences
151610	Icor Technologies	331 580.00$	N/A	N/A	N/A

Commentaires	

3. Résultat final de la démarche et justification d'octroi

Fournisseur retenu	**Icor Technologies**	**Montant adjugé (avants taxes)**	**331 580.00$**

Justification d'octroi	**Gré à gré au-dessus du seuil. 1 fournisseur unique. Une analyse détaillée et approfondie a été faite par le SPVM. Un avis d'intention a été publié sur SEAO, 24-20628, et au aucun soumissionnaire n'a manifesté son intérêt.**

*** Ce formulaire dûment complété et approuvé, le(s) rapport(s) SIMON de validation du respect de règles de rotation (si requis), la ou les soumission(s) et tout autre document technique ou administratif doivent être joints au BC (ou entente) SIMON dans la section « Annexes » (catégorie : À l'approbateur).**

4. Signatures et approbation

Démarche réalisée par	Stéphane Allard	**Date**	8 août 2024	**Signature**	
Démarche approuvée par *(si différent à l'approbateur du document d'achat)*	Élie Boustani	**Date**		**Signature**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247026002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service des ressources matérielles_technologiques et informationnelles , Division des ressources matérielles
Objet :	Accorder un contrat à ICOR Technology Inc. pour l'acquisition d'un robot de désamorçage d'engins explosifs pour le Groupe Tactique d'Intervention (GTI) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une dépense totale de 348 159,00 $, taxes incluses- Avis d'intention 24-20626 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1247026002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgétaire

Tél : 438 822-0341

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-19

Chantal BOISVERT
Cheffe de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 827-6384
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service SPVM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1248746001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal concernant la délégation à la Ville de Kirkland, de l'aménagement cyclable à réaliser sur le chemin Sainte-Marie, de la Rue de Saint-Tropez à l'allée Montrose / Autoriser une dépense de 340 000 $ net de ristourne

Il est recommandé de :

1. d'approuver l'entente entre la entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal relativement à l'aménagement de la voie cyclable sur le chemin Sainte-Marie de la rue de Saint-Tropez à l'allée Montrose;
2. d'autoriser à cette fin une dépense de 340 000 $ net de ristourne;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-20 11:45

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248746001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal concernant la délégation à la Ville de Kirkland, de l'aménagement cyclable à réaliser sur le chemin Sainte-Marie, de la Rue de Saint-Tropez à l'allée Montrose / Autoriser une dépense de 340 000 $ net de ristourne

CONTENU

CONTEXTE

Le réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal, identifié au Plan de transport (Réseau cyclable pan-montréalais), relève de la compétence du conseil d'agglomération de l'agglomération de Montréal à titre d'objet d'activité d'intérêt collectif (Décret d'agglomération 1229-2005). Sachant que la Ville de Kirkland souhaite aménager un axe cyclable identifié au Plan vélo 2019, approuvé par le conseil d'agglomération, et que celui-ci relève ainsi de la compétence de ce dernier, la Ville de Kirkland a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 572.1 de la Loi sur les cités et villes. Cet article stipule que toute municipalité peut conclure une entente avec une autre municipalité dans le but d'accomplir en commun, notamment, l'exécution de travaux ou la demande de soumissions pour l'adjudication de contrats.
La Ville de Kirkland propose de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux d'implantation de la voie cyclable située sur le Chemin Sainte-Marie de la rue Saint-Tropez à l'Allée Montrose. Par ces aménagements cyclables, la Ville de Kirkland souhaite boucler localement un réseau cyclable existant au nord de l'autoroute 40.

L'approbation de l'entente intermunicipale entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal à cette fin constitue l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0617 - 19 décembre 2019 : Approuver la modification au Plan de transport 2008 quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal (GDD no

1198097001).

DESCRIPTION

La Ville de Kirkland a entamé depuis le mois de janvier 2024 la préparation des plans et devis et a procédé à l'octroi d'un contrat d'aménagement d'une voie cyclable située sur le Chemin Sainte-Marie (3 juin 2024). La réalisation du projet est prévue démarrer au courant du mois d'août 2024.
Ce lien de 350m de longueur permettra de relier les voies cyclables existantes situées sur le Chemin Sainte-Marie.

Le projet d'entente joint à l'intervention du Service des affaires juridiques prévoit, entre autres, que :

- Le versement du financement se fera après la réception du décompte final présenté par la Ville de Kirkland et approuvés par Montréal qui s'engage à rembourser à cette dernière un montant forfaire total de 340 000 $ net de ristourne (financement PTI-45000-AGG_KIR22_001), et ce, dans un délai maximal de quatre-vingt-dix (90) jours;
- Kirkland sera responsable de préparer les études, les plans et devis et les estimations pour la réalisation de la piste cyclable;
- Kirkland sera aussi responsable de la surveillance et du contrôle qualitatif et quantitatif des matériaux et de leur mise en oeuvre pour la réalisation de la piste cyclable;
- Enfin, Kirkland remettra à Montréal, dans les six (6) mois suivant l'acceptation finale des travaux, une documentation complète sur l'aménagement réalisé (plans finaux, tels que construits), devis finaux, rapport final de contrôle qualitatif et quantitatif de l'ouvrage, documents de chantier et documents d'attestation d'acceptation des travaux).

JUSTIFICATION

La conclusion d'une entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal autorisant la Ville de Kirkland, sous certaines conditions, à réaliser les travaux de la piste cyclable représente une opportunité à saisir pour l'Agglomération puisque cela permet une économie des ressources requises à l'interne (moins de dédoublement des tâches) par la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal pour procéder au lancement des appels d'offres, à l'octroi de contrat et à la surveillance des travaux.
Par ailleurs, étant donné qu'en vertu de l'article 572.1 de la Loi sur les cités et villes, toute municipalité peut s'unir à une autre municipalité dans le but d'accomplir en commun, notamment, l'exécution de travaux ou la demande de soumissions pour l'adjudication de contrats, il est opportun qu'une entente visant à établir les conditions et les modalités de partage des obligations entre les parties en vue de la réalisation de la piste cyclable soit conclue. Celle-ci consisterait à ce que la Ville de Montréal mandate la Ville de Kirkland à agir à titre de donneur d'ouvrage, et ce, conformément aux conditions et modalités convenues.

En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, la Ville de Kirkland est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Le contrat de travaux octroyé par la Ville de Kirkland s'élève à un montant de 1 587 608.08 $ avant taxes et contingences. De ce montant, 340 000 $ sont à la charge de la Ville de Montréal et représentent le versement forfaitaire maximal offert par l'agglomération pour la réalisation de l'axe cyclable en question tel que stipulé dans l'avis de sélection du projet datant du 20 juin 2023 (voir document en pièces jointes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le versement forfaitaire maximal de 340 000 $, net de ristourne, sera assumé par l'agglomération à même le budget du Service de l'urbanisme et de la mobilité par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 23-004 - Pistes cyclables CG23 0091.
Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2024-2033 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de dollars) :

Projet	2024	2025	Total
45000 - Vélo: Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable	340	0	340

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
La grille d'analyse est présentée en pièces jointes au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les moyens pour atténuer les impacts de la construction de la piste cyclable sur les citoyens et usagers font partie des mesures à mettre en place par la Ville de Kirkland pour l'ensemble du projet.
La conclusion de l'entente avec la Ville de Kirkland permettra la mise en service à court terme du lien cyclable au profit des usagers.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2024 : Début des travaux
Octobre 2024 : signature de l'entente intermunicipale
Octobre 2024: Fin des travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Amelie CHARTIER-GABELIER)

Certification de fonds :

Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maurice OVIEDO
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-702-9775
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-21

Raynald MACHER-POITRAS
chef(fe) de section - conception et realisation des projets d'ingenierie

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248746001*
Unité administrative responsable : *Division aménagement des rues – Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : ***Approuver l'entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal relativement à l'aménagement cyclable sur le Chemin Sainte-Marie de la rue Saint-Tropez à l'Allée Montrose - Dépenses totales 340 000,00 $, net de ristourne***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce dossier contribue aux priorités suivantes:

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

- *Chaque ajout d'infrastructures en transport actif contribue à réduire les émissions de GES en encourageant le transfert modal vers des moyens de transport plus écologiques.*

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour tous;

- *Bonifier le réseau cyclable local en contribuant à la création d'un lien piste cyclable sur le Chemin Sainte-Marie.*

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

- *Développement du réseau cyclable équitable sur le territoire montréalais qui consolide un filet social fort, favorise le lien social et assure la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.*

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

- *Cette infrastructure en transport actif offre de nouveaux lieux de contacts avec la nature pour les Montréalaises et Montréalais. Elle crée un lien en transports actifs et durables en toute sécurité à travers un milieu humide.*

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

- *L'implantation de cette piste cyclable fait rayonner la métropole comme ville encourageant le transport actif.*

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X X	 X X 	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Urbanisme et mobilité Montréal

Direction des projets d'aménagement urbain
Bureau du directeur
801, rue Brennan, 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

PAR COURRIEL

Le 20 juin 2023

Monsieur Joe Sanalitro
Directeur
Kirkland
17200, boul. Hymus
Kirkland (Québec) H9J 3Y8
jsanalitro@ville.kirkland.qc.ca

Objet : Avis de sélection — Appel à projets d'aménagements cyclables | Édition 2022

Monsieur,

Dans le cadre de l'appel à projets d'aménagements cyclables, édition 2022, j'ai le plaisir de vous annoncer que le projet suivant a été sélectionné pour une réalisation d'ici le 31 décembre 2024.

Le tableau ci-dessous détaille le projet sélectionné ainsi que le financement accordé :

Numéro de projet	Titre du projet	Financement PTI-45000
AGG_KIR22_0001	Chemin Sainte-Marie de la rue Saint-Tropez à l'Allée Montrose (Tronçon2)	340 000 $

Vous pouvez donc utiliser les fonds mis à votre disposition par le Service de l'urbanisme et de la mobilité afin de procéder aux appels d'offres et octroi de contrats nécessaires à sa réalisation d'ici le 31 décembre 2024.

Ce projet est conditionnel à la signature d'une entente intermunicipale.

Dès l'amorce du projet, bien vouloir contacter Mme Ève Leduc, cheffe de division Aménagement des rues, afin de planifier la démarche de collaboration.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, mes meilleures salutations.

Le Directeur,

Hugues Bessette

Signature numérique de Hugues Bessette
Date : 2023.06.20 16:18:45 -04'00'

HB/

c. c. Mme Lucie Careau, directrice - Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mme Ève Leduc, cheffe de division - Aménagement des rues - Service de l'urbanisme et de la mobilité - DPAU
M. Damien Le Henanff, chef de division - Gestion de portefeuille et administration - Service de l'urbanisme et de la mobilité

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248746001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal concernant la délégation à la Ville de Kirkland, de l'aménagement cyclable à réaliser sur le chemin Sainte-Marie, de la Rue de Saint-Tropez à l'allée Montrose / Autoriser une dépense de 340 000 $ net de ristourne

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

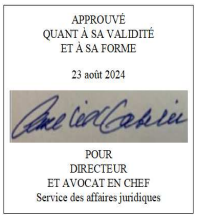
2024-08-23 - Entente IntermunVilledeKirkland_SAJ_MO_FIN visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amelie CHARTIER-GABELIER
Avocate, Droit contractuel
Tél : 438-862-3684

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-05

Amelie CHARTIER-GABELIER
Avocate, droit contractuel
Tél : 438-862-3684
Division :



ENTENTE PORTANT SUR LA DÉLÉGATION DE L'AMÉNAGEMENT DE LA VOIE CYCLABLE SUR LE CHEMIN SAINTE-MARIE À VILLE DE KIRKLAND

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

ci-après nommée « **Montréal** »

ET

VILLE DE KIRKLAND, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est au 17200, boulevard Hymus, Kirkland, Québec, H9J 3Y8, agissant et représentée par M^{e} Annie Riendeau, greffière, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CM24-

ci-après nommée « **Kirkland** »

ci-après collectivement nommées les « **Parties** »

CONSIDÉRANT l'article 4 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié à la figure 13 du Plan de transport à la suite de la mise à jour du réseau approuvée par le conseil d'agglomération le 19 décembre 2019 (CG19 0617) est une infrastructure d'intérêt collectif de compétence d'agglomération en vertu de l'article 37 et de l'Annexe 1 du *Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)*;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement cyclable à réaliser est identifié sur le Chemin Sainte-Marie, située sur le territoire de Kirkland, au Plan vélo 2019 approuvé par le conseil d'agglomération en vertu de la résolution CG19 0617 (ci-après, l'« **Ouvrage** »);

CONSIDÉRANT QUE les Parties désirent qu'il soit procédé à l'aménagement de l'Ouvrage;

CONSIDÉRANT QUE Montréal souhaite déléguer sa compétence à Kirkland pour l'aménagement de l'Ouvrage;

CONSIDÉRANT QUE les Parties reconnaissent la nécessité de conclure une entente spécifique entre elles relative à la réalisation de l'Ouvrage incluant les études et expertises techniques requises pour mener à bien ce projet, ainsi que la répartition des obligations et des coûts en vue de la réalisation de l'Ouvrage;

CONSIDÉRANT les articles 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C19), et l'article 46 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QUE les Parties ont adopté chacune un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elles en ont mutuellement pris connaissance.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

2. OBJET

2.1 La présente entente a pour objet la délégation par Montréal à Kirkland de la compétence relative à la réalisation de l'Ouvrage. À cette fin, Montréal délègue à Kirkland le pouvoir de demander des soumissions, de gérer les contrats octroyés à la suite de ces demandes de soumissions, le cas échéant, et d'effectuer les paiements en vertu des contrats, sous réserve toutefois des autres dispositions de la présente entente.

2.2 Montréal délègue également à Kirkland son pouvoir d'octroyer les contrats relativement aux services professionnels et aux travaux de construction de l'Ouvrage requis qui ne sont pas réalisés directement par Kirkland (ci-après, les « **Contrats** »).

2.3 Kirkland sera le maître d'ouvrage des travaux pour la réalisation de l'Ouvrage.

3. PRÉPARATION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

3.1 À partir du plan d'aménagement préliminaire fourni par Montréal à Kirkland, cette dernière a publié sur le SEAO au mois d'octobre 2023, un appel d'offres relatifs aux services professionnels afin de faire préparer des plans et devis ainsi que des clauses techniques générales et spéciales pour l'appel d'offres relatif aux travaux de construction.

3.2 Des réunions de revue de conception de l'Ouvrage ont eu lieu entre les représentants de Montréal et de Kirkland de 2021 à 2024. Kirkland a transmis une version finale du plan de la piste cyclable à Montréal au mois de mars 2024 laquelle l'a commenté et a fourni des recommandations à Kirkland.

3.3 Kirkland a publié sur le SEAO un appel d'offres pour les travaux de construction de l'Ouvrage au mois d'avril 2024.

3.4 L'analyse de la conformité administrative et technique des soumissions reçues en réponse aux appels d'offres a été faite par Kirkland.

3.5 Les garanties et assurances demandées en vertu des Contrats ont été émises au nom de Kirkland à titre d'assurée additionnelle.



4. OCTROI DES CONTRATS

4.1 L'octroi des Contrats s'est fait conformément aux règles d'adjudication des contrats applicables à Kirkland.

4.2 L'octroi du contrat pour les services professionnels a été fait par Kirkland le 4 décembre 2023 selon le principe de la soumission conforme ayant obtenu le plus haut pointage final.

4.3 L'octroi du contrat pour l'exécution de l'ensemble des travaux de l'Ouvrage a été fait par Kirkland le 3 juin 2024 selon le principe du plus bas soumissionnaire conforme.

5. GESTION DES CONTRATS

5.1 Les Contrats seront gérés en accord avec le *Règlement sur la gestion contractuelle* de Kirkland.

5.2 La surveillance de l'ensemble des travaux de l'Ouvrage sera réalisée par Kirkland.

5.3 Kirkland sera le répondant auprès de l'entrepreneur retenu pour les décisions à prendre en cours d'exécution des travaux de l'Ouvrage. Kirkland tiendra Montréal au courant de toute demande de changement qu'elle approuve affectant directement les plans et devis émis pour construction.

5.4 Les représentants de Montréal peuvent effectuer des visites de chantier après en avoir avisé Kirkland.

5.5 Kirkland est responsable de procéder à l'acceptation provisoire et définitive des travaux de l'Ouvrage.

6. GESTIONNAIRE DE L'ENTENTE

Dans le but de faciliter la gestion de la présente entente, Kirkland désigne Isabelle Staub, ing. Chef de division Ingénierie comme sa représentante dûment autorisée. Montréal désigne Hugues Bessette, Directeur de la Direction des projets d'aménagement urbain comme son représentant dûment autorisé. Toute demande ou correspondance par voie électronique ou autrement doit être adressée au gestionnaire de l'entente.

7. OBLIGATIONS DE KIRKLAND

Kirkland s'engage à :

7.1 obtenir tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur pour la réalisation de l'ensemble des travaux de l'Ouvrage;



7.2 gérer, à titre de donneur d'ouvrage, les Contrats et assurer la surveillance et la qualité de l'ensemble des travaux de l'Ouvrage sous la responsabilité des professionnels ayant les connaissances et l'expertise requises aux fins desdits travaux;

7.3 inviter le gestionnaire désigné de Montréal aux réunions de chantier avec l'entrepreneur, à titre d'observateur seulement;

7.4 transmettre l'échéancier de l'entrepreneur à Montréal et prendre toutes les mesures raisonnables pour réaliser l'Ouvrage suivant cet échéancier. Informer Montréal de toute modification à l'échéancier initial;

7.5 tenir informée Montréal mensuellement de l'exécution des travaux de l'Ouvrage avec un rapport d'avancement;

7.6 permettre au gestionnaire de Montréal l'accès au chantier durant les heures de travail au chantier (de 7h à 17h, du lundi au vendredi), sur demande et moyennant un préavis raisonnable, sous réserve d'être accompagné par un représentant de Kirkland, lequel accompagnement ne devra pas être refusé, à moins d'un motif sérieux;

7.7 transmettre le bordereau et les décomptes progressifs mensuels à Montréal pour information;

7.8 effectuer tous les paiements aux cocontractants participant à la réalisation de l'Ouvrage (travaux, expertises, contrôle qualitatif et quantitatif des matériaux, etc.). Tout intérêt chargé en raison d'un retard à payer les cocontractants dans les délais prescrits sera assumé en totalité par Kirkland;

7.9 transmettre sur demande de Montréal tout document qu'elle juge nécessaire incluant, le cas échéant, une copie de tous les documents relatifs aux travaux de l'Ouvrage tels que rapports, plans, devis, décomptes progressifs, pièces justificatives, factures, certificat de l'ingénieur attestant de l'exécution des travaux;

7.10 la fin des travaux de l'Ouvrage, acheminer à Montréal une facture finale, accompagnée des copies de tous les décomptes dûment approuvés;

7.11 produire et remettre à Montréal les plans finaux de l'Ouvrage (tel que construit) au plus tard six (6) mois après l'acceptation définitive des travaux. Les plans doivent être fournis en format électronique, en AutoCAD (sans x-refs) et en PDF et doivent être signés par les professionnels respectifs;

7.12 sous réserve de l'exonération de responsabilité prévue à l'article 604.3 de la *Loi sur les cités et villes* en ce qui a trait aux préjudices causés dans le cadre des travaux confiés à un entrepreneur, prendre fait et cause pour Montréal dans toute action, réclamation ou poursuite découlant directement ou indirectement des Contrats, incluant sans limiter la généralité de ce qui précède l'exécution des travaux de l'Ouvrage, et la tenir indemne de tout jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais, sauf si l'action, la réclamation ou la poursuite découle de l'omission de Montréal.



8. OBLIGATIONS DE MONTRÉAL

Montréal s'engage à :

8.1 collaborer avec Kirkland pour lui communiquer l'information requise à la préparation des plans et devis techniques des travaux de l'Ouvrage, lui indiquer toute contrainte des opérations dont il faut tenir compte et, sans s'y limiter, participer à la revue de conception, réunions de chantier et toute autre activité reliée à la réalisation de l'Ouvrage;

8.2 après réception du décompte final transmis par Kirkland, rembourser à cette dernière un montant forfaitaire total de 340 000 $ net de ristourne (financement PTI-45000-AGG_KIR22_001), et ce, dans un délai maximal de quatre-vingt-dix (90) jours de la réception du décompte final.

9. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ENTENTE

9.1 Cette entente entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

9.2 Elle prend fin un (1) an à la suite de la dernière date d'acceptation provisoire des travaux de l'Ouvrage, soit lors de l'acceptation définitive desdits travaux.

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 La présente entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

10.2 Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.3 Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tels droit et recours.

10.4 Aucune modification aux termes de la présente entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

10.5 La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

10.6 La présente entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment, qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint

Le e jour de 2024

VILLE DE KIRKLAND

Par: _____
M^e^ Annie Riendeau, greffière

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248746001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal concernant la délégation à la Ville de Kirkland, de l'aménagement cyclable à réaliser sur le chemin Sainte-Marie, de la Rue de Saint-Tropez à l'allée Montrose / Autoriser une dépense de 340 000 $ net de ristourne

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds GDD1248746001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Julie MOTA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1248021003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2021-2024 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 857 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

Il est recommandé :
1 - d'approuver l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 907 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente ;

2 - de mandater le Service de la culture pour coordonner la mise en oeuvre de cette Entente.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-09-16 13:37

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

directeur(-trice) de service - diversite et inclusion sociale
Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248021003**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2021-2024 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 857 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1979, l'Entente entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) est un outil de collaboration et de planification qui permet aux partenaires de participer à la mise en œuvre des plans stratégiques et des politiques s'appliquant au territoire montréalais, au bénéfice des citoyens et dans une perspective de développement durable.
Plus particulièrement, l'Entente de développement culturel de Montréal (EDCM) représente un véhicule financier important pour mettre en application la politique de développement culturel de la Ville et un remarquable levier pour le développement de Montréal dans son rôle de métropole culturelle du Québec.

L'Entente 2024-2027 se déploiera en fonction des années financières du gouvernement du Québec, soit du 1er avril 2024 au 31 mars 2027.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0429 du 26 août 2021 - Approuver un projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente.
CG20 0600 - 19 novembre 2020 - Approuver un projet d'avenant no 2 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) augmentant ainsi le budget total de l'Entente de 154 860 000 $ à 157 096 173 $

CG19 0416 - 19 septembre 2019 - Approuver un projet d'avenant de modification no 1 à

l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, majorant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine.

CG18 0430 – 23 août 2018 – Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal/ Autoriser le greffier, Me Yves Saindon, à signer cette entente pour et au nom de la Ville.

CG18 0235 – 26 avril 2018 – Approuver le projet de modification no. 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, à la suite de l'ajout d'une participation financière de 351 500 $ du Ministère, portant le montant total de l'Entente de 39 791 500 $ à 40 143 000 $.

CG17 0315 – 24 août 2017 – Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre le ministre de la Culture et de Communications et la Ville de Montréal.

CG17 0316 – 24 août 2017 - Approuver les modifications à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, attestant que le ministère désengage du montant initialement annoncé à la Ville, une somme de 11,3 M$ et qu'il réengage le même montant au Programme d'aide aux immobilisations qu'il administre lui-même.

CG17 0264 – 15 juin 2017 - Approuver la Modification No.1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, à la suite de l'ajout d'une participation financière de 14 782 900 $ provenant du Ministère, portant le montant total de l'entente de 54 427 215 $ à 69 210 115 $.

DESCRIPTION

La programmation de l'Entente 2024-2027 inclut des travaux, des programmes, des études, des contributions, des projets qui seront soutenus conjointement par la Ville de Montréal et le MCC.
La Ville et le MCC déterminent ensemble le cadre de l'Entente et les priorités, tel que décrits dans le document en annexe A de la convention intitulé Orientations stratégiques et encadrements pour l'Entente de développement culturel de Montréal 2024 - 2027.

En 2024-2027, la programmation de l'Entente de développement culturel de Montréal s'articule autour de deux axes d'intervention.

Axe 1: L'aménagement culturel du territoire - 125 127 501 $
Avec pour objectifs :
- Soutenir la connaissance, la préservation, la restauration ou la mise en valeur du patrimoine, incluant les paysages distinctifs ;
- Développer une culture de la qualité architecturale et de l'urbanisme durable par la sensibilisation de la population et par la contribution des acteurs ;
- Consolider les équipements culturels, notamment les bibliothèques ;
- Intégrer des œuvres d'art public dans l'espace urbain.

Axe 2: La vitalité culturelle dans les quartiers - 33 275 356 $
Avec pour objectifs :
- Offrir des activités culturelles accessibles au plus grand nombre ;
- Favoriser la participation de clientèles ciblées ;
- Favoriser des projets de participation citoyenne ;

- Favoriser les partenariats avec les secteurs culturels, communautaires, de la santé et de l'éducation.

JUSTIFICATION

L'Entente sur le développement culturel de Montréal est un outil majeur de développement culturel et constitue un moyen de choix pour atteindre les objectifs visés par de nombreux plans, stratégies et politiques de la Ville.
L'Entente 2021-2024 étant officiellement terminée depuis le 31 mars 2024, le renouvellement de l'Entente pour la période 2024-2027 est essentiel, afin que les montants déjà planifiés par la Ville puissent être octroyés aux différents projets et organismes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tableau résumant les engagements financiers par la Ville et le MCC pour 2024-2027 (ce tableau se trouve également en annexe A de la convention) :

	Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027					
		Ministère de la Culture et des Communications		**Ville de Montréal**		**Total**
Axe	**Nom de l'axe**	**Transfert**	**Dette**	**BF**	**PDI**	
1	Aménagement culturel du territoire	5 412 322 $	49 500 000 $	6 009 322 $	64 205 857 $	125 127 501 $
2	La vitalité culturelle dans les quartiers	5 387 676 $	13 500 000 $	14 387 678 $	- $	33 275 356 $
	Total	**10 800 000 $**	**63 000 000 $**	**20 397 000 $**	**64 205 857 $**	**158 402 857 $**

Il est à noter que l'Entente 2024-2027 exclut les investissements approuvés dans les ententes précédentes.

Globalement, la contribution de la Ville correspond à 53,4 % (84 602 857 $) alors que celle du MCC est de 46,6 % (73 800 000 $) du montant total de l'Entente 2024-2027.

Cette Entente concerne les unités Ville suivantes :

- Axe 1 - Aménagement culturel du territoire : Service de la culture, Service de l'urbanisme et de la mobilité et Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports
- Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers : Service de la culture, Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Service du développement économique

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

L'Entente contribue au développement et au rayonnement de Montréal en améliorant la qualité des milieux de vie par une préservation et une mise en valeur du patrimoine, une présence de l'art public, une architecture et un design de qualité et des paysages distinctifs.

L'Entente place le citoyen acteur au cœur de ses interventions. Le développement et la diffusion des connaissances sont également des composantes essentielles à soutenir afin notamment d'assurer la découvrabilité de notre héritage.

Le développement et la consolidation de lieux de diffusion municipaux, notamment les bibliothèques et le déploiement de l'art public, mettent de l'avant des pratiques innovantes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le gouvernement du Québec est un partenaire de premier plan; l'engagement financier des partenaires que sont la Ville et le MCC dans le cadre de l'EDCM est primordial pour l'avenir de la métropole culturelle. La culture, vecteur de développement pour Montréal, a des impacts significatifs tant au niveau de la qualité de vie des citoyens, de la cohésion sociale que du développement économique. C'est un outil important qui contribue à l'essor de la culture à Montréal et permet à la Ville de se distinguer à l'échelle internationale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une action de communication sera évaluée avec les partenaires, dans le contexte du passage aux instances municipales.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise-Hélène LEFEBVRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Martin BOULIANNE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Amélie BILODEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Clément ARNAUD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Dominique GAZO, Service de la culture
Elsa MARSOT, Service de la culture
Lucie CAREAU, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mathieu PAYETTE-HAMELIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marie-Geneviève LAVERGNE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Patrick MARMEN, Service du développement économique

Mathieu PERRIER, Service des finances et de l'évaluation foncière
Francine LEBOEUF, Service des finances et de l'évaluation foncière
Isabel Cristina OLIER, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Mathieu PAYETTE-HAMELIN, 16 septembre 2024
Elsa MARSOT, 16 septembre 2024
Louise-Hélène LEFEBVRE, 16 septembre 2024
Martin BOULIANNE, 16 septembre 2024
Isabel Cristina OLIER, 13 septembre 2024
Amélie BILODEAU, 13 septembre 2024
Marie-Geneviève LAVERGNE, 13 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification

Tél : 514-318-9295
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-30

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-08-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248021003

Unité administrative responsable : Service de la culture

Projet : Approuver l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 907 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal / Autoriser l'assistant-greffier, Me Dominico Zambito, à signer cette entente pour et au nom de la Ville.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Transition écologique - l'action 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. - l'action 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité. Solidarité, équité et inclusion - l'action 8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion,			

l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous
- l'action 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Démocratie et participation
- l'action 10 - Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision
- l'action 11 Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique
- l'action 13 Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international

Innovation et créativité
- l'action 15 Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
- l'action 17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

Quartier
- l'action 19 Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Métropole
- l'action 20 Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'entente de développement culturel de Montréal (EDCM) constitue un levier, pour le MCC et la Ville de Montréal (Ville), pour mettre en commun leurs connaissances et arrimer leurs actions afin de contribuer à la mise en œuvre des plans stratégiques et des politiques qui s'appliquent au territoire montréalais.

L’EDCM permet aux citoyennes et citoyens, bénéficiaires prioritaires de cette Entente, de contribuer à la qualité et à la vitalité culturelle de leurs milieux de vie et de renforcer leur sentiment d’appartenance grâce à la mise en valeur de leurs éléments identitaires. Les partenaires souhaitent intervenir de manière équitable sur le territoire et positionner la culture comme un outil pour la transition écologique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Annexe A - Programmation 2024-2027

05-août-24

Entente de développement culturel de Montréal (2024-2027)			2024-2025					2025-2026					2026-2027					TOTAL DE L'ENTENTE				
			MCC		Ville		Total MCC	MCC		Ville		Total MCC	MCC		Ville		Total MCC + Ville	MCC		Ville		Total MCC +
				Dette	BF	PDI			Dette	BF	PDI		Transf	Dette	BF	PDI		Transf	Dette	BF	PDI	
1		**Axe1 - Aménagement culturel du territoire**																				
	1.1	**Patrimoine**																				
		1.1.1 Projets	662 783 $	- $	662 783 $	- $	1 325 566 $	287 218 $	1 400 000 $	287 218 $	1 400 000 $	3 374 436 $	- $	4 116 474 $	- $	4 116 474 $	8 232 948 $	950 001 $	5 516 474 $	950 001 $	5 516 474 $	12 932 950 $
		1.1.2 Prog. immeubles municipaux patrimoniaux	- $	- $	- $	- $	- $	339 987 $	- $	339 987 $	- $	679 974 $	- $	4 195 812 $	- $	4 195 812 $	8 391 624 $	339 987 $	4 195 812 $	339 987 $	4 195 812 $	9 071 598 $
		1.1.3 Prog. subventions à la restauration	1 252 466 $	- $	1 252 466 $	- $	2 504 932 $	701 357 $	- $	701 357 $	- $	1 402 714 $	2 168 511 $	- $	2 168 511 $	- $	4 337 022 $	4 122 334 $	- $	4 122 334 $	- $	8 244 668 $
	1.2	**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois- de-Saraguay**																				
		1.2.1 Projets	- $	4 000 000 $	- $	4 000 000 $	8 000 000 $	- $	2 202 000 $	- $	2 202 000 $	4 404 000 $	- $	2 980 000 $	- $	2 980 000 $	5 960 000 $	- $	9 182 000 $	- $	9 182 000 $	18 364 000 $
	1.3	**Équipements culturels et art public**																				
		1.3.1 Programmes et projets	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	1.4	**Bibliothèques**																				
		1.4.1 Études RAC	- $	- $	- $	- $	- $	- $	398 000 $	597 000 $	- $	995 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	398 000 $	597 000 $	- $	995 000 $
		1.4.2 Programmes RAC et RFID	- $	9 500 000 $	- $	14 250 000 $	23 750 000 $	- $	12 100 000 $	- $	18 150 000 $	30 250 000 $	- $	8 607 714 $	- $	12 911 571 $	21 519 285 $	- $	30 207 714 $	- $	45 311 571 $	75 519 285 $
		Total Axe1 - Aménagement culturel du territoire	**1 915 249 $**	**13 500 000 $**	**1 915 249 $**	**18 250 000 $**	**35 580 498 $**	**1 328 562 $**	**16 100 000 $**	**1 925 562 $**	**21 752 000 $**	**41 106 124 $**		**19 900 000 $**	**2 168 511 $**	**24 203 857 $**	**48 440 979 $**	**5 411 $**	**49 568 000 $**	**6 009 322 $**		**129 127 491 $**
2		**Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers**																				
	2.1	**Patrimoine**																				
		2.1.1 Recherches et diffusion	417 489 $	- $	417 489 $	- $	834 978 $	834 977 $	- $	834 977 $	- $	1 669 954 $	417 489 $	- $	417 489 $	- $	834 978 $	1 669 955 $	- $	1 669 955 $	- $	3 339 910 $
	2.2	**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay**																				
		2.2.1 Recherches et diffusion	- $	- $	- $	- $	- $	336 461 $	- $	336 461 $	- $	672 922 $	- $	- $	- $	- $	- $	336 461 $	- $	336 461 $	- $	672 922 $
	2.3	**Culture**																				
		2.3.1 Programmes et projets	1 489 000 $	- $	1 489 000 $	- $	2 978 000 $	500 000 $	- $	500 000 $	- $	1 000 000 $	500 000 $	- $	500 000 $	- $	1 000 000 $	2 489 000 $	- $	2 489 000 $	- $	4 978 000 $
		2.3.2 Programmes et projets patrimoine culturel	667 262 $	- $	667 262 $	- $	1 334 524 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	667 262 $	- $	667 262 $	- $	1 334 524 $
		2.3.3 Développement des collections des bibliothèques	- $	4 500 000 $	3 000 000 $	- $	7 500 000 $	- $	4 500 000 $	3 000 000 $	- $	7 500 000 $	- $	4 500 000 $	3 000 000 $	- $	7 500 000 $	- $	13 500 000 $	9 000 000 $	- $	22 500 000 $
	2.4	**Montréal - Ville Unesco de design**																				
		2.4.1 Programmes et projets	225 000 $	- $	225 000 $	- $	450 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	225 000 $	- $	225 000 $	- $	450 000 $
		Total Axe 2 -Participation citoyenne et accessibilité à la culture	**2 798 751 $**	**4 500 000 $**	**5 798 751 $**	**- $**	**13 097 502 $**	**1 671 438 $**	**4 500 000 $**	**4 671 438 $**	**- $**	**10 842 876 $**	**917 489 $**	**4 500 000 $**	**3 917 489 $**	**- $**	**9 334 978 $**	**5 387 678 $**	**13 500 000 $**	**14 387 678 $**	**- $**	**33 275 356 $**
		Total	**4 714 000 $**	**18 000 000 $**	**7 714 000 $**	**18 250 000 $**	**48 678 000 $**	**3 000 000 $**	**20 600 000 $**	**6 597 000 $**	**21 752 000 $**	**51 949 000 $**	**3 086 000 $**	**24 400 000 $**	**6 086 000 $**	**24 203 857 $**	**57 775 857 $**	**10 800 000 $**	**63 068 000 $**	**20 397 000 $**	**64 205 857 $**	**158 402 857 $**

CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE
Entente de développement culturel de Montréal
2024-2027

ENTRE Le **MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, pour le gouvernement du Québec et en son nom, représenté par Mme Élizabeth Carmichael, directrice générale des régions et de la métropole, dûment autorisée en vertu du *Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Culture et des Communications* (RLRQ, chapitre M-17.1, r.1) ;

(ci-après le « MINISTRE »),

ET La **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution numéro CG06 0006 adoptée le 23 janvier 2006 et en vertu de la Loi sur les cités et villes ;

(ci-après le « BÉNÉFICIAIRE »).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet l'octroi par le MINISTRE au BÉNÉFICIAIRE d'une aide financière maximale de soixante-treize millions huit cent mille dollars (73 800 000 $) (ci-après l'« Aide financière »), pour la réalisation de la programmation de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 décrites à l'annexe A (ci-après la « Programmation ») et ne pouvant excéder 50 % du coût total des dépenses admissibles de ces actions.

2. OBLIGATION DU BÉNÉFICIAIRE

Afin de bénéficier de l'Aide financière, le BÉNÉFICIAIRE s'engage à respecter les conditions suivantes :

2.1. Utiliser l'Aide financière exclusivement aux fins prévues à la présente convention ;

2.2. Rembourser au MINISTRE, à l'expiration de la présente convention, tout montant non utilisé de l'Aide financière ou utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente convention ;

2.3. Réaliser la Programmation dans le respect des orientations stratégiques et encadrements apparaissant à l'annexe B ;

2.4. Assumer tout coût excédentaire résultant de la réalisation de la Programmation ;

2.5. Mettre en place et maintenir la structure de gouvernance apparaissant à l'annexe B ;

2.6. Convoquer le MINISTRE au moins deux (2) semaines à l'avance aux réunions de tout comité ou groupe de travail en rapport avec la Programmation, lorsque requis ;

2.7. Informer le MINISTRE, dans les meilleurs délais, de toute action ne pouvant être réalisée conformément à l'annexe A ;

2.8. Reconnaître la contribution du MINISTRE, conformément au cadre de référence en matière de visibilité apparaissant à l'annexe C ;

2.9. Respecter les lois et règlements qui lui sont applicables, dont les dispositions de la Loi sur le patrimoine culturel, et s'assurer que les porteurs de projets financés dans le cadre de la Programmation respectent eux aussi ces lois et règlements ;

2.10. Conserver tous les documents exigés en vertu de la présente convention, et ce, pour une période de sept (7) ans à compter du moment où elle prend fin ;

2.11. Transmettre au MINISTRE :

a) dans un délai de trois (3) mois suivant la fin de l'exercice financier :

- un rapport financier relatif à la réalisation de la Programmation ;
- un bilan de l'état d'avancement de la Programmation ;
- tout autre renseignement ou document demandé par le MINISTRE ;

b) sur demande, tout document ou renseignement lié à l'application de la présente convention ;

2.12. Éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel de ses administrateurs ou administratrices et celui du MINISTRE. Si une telle situation se présente, le BÉNÉFICIAIRE doit immédiatement en informer le MINISTRE, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au BÉNÉFICIAIRE comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la convention.

La présente clause ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de la présente convention.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

3.1. Jusqu'à concurrence de 10 800 000 $, l'Aide financière sera versée au BÉNÉFICIAIRE conformément au plan de financement détaillé à l'annexe D ;

3.2. Jusqu'à concurrence de 63 000 000 $ l'Aide financière sera payable au BÉNÉFICIAIRE après réception et validation de la réclamation transmise pour le remboursement du capital et des intérêts selon le plan de financement convenu avec le BÉNÉFICIAIRE ;

3.3. Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre. A-6.001).

4. VÉRIFICATION

4.1 Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à permettre à tout représentant désigné par le MINISTRE un accès raisonnable à ses locaux, à ses livres et aux autres documents aux fins de vérification de l'utilisation de l'Aide financière, et ce, jusqu'à trois (3) ans après l'expiration de la présente convention ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates. Le représentant du MINISTRE peut faire des copies ou tirer des extraits de tout document qu'il consulte à cette occasion.

4.2 Les demandes de paiement découlant de la présente convention peuvent faire l'objet d'une vérification par le MINISTRE ou par toute autre personne ou tout autre organisme dans le cadre de leurs fonctions ou des mandats qui leur sont confiés.

5. RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE

5.1 Le BÉNÉFICIAIRE est responsable de tout dommage causé par lui, par ses employés et employées, agents, représentants ou sous-contractants, dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention, y compris du dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de la présente convention.

5.2 Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à indemniser, à protéger et à prendre fait et cause pour le MINISTRE contre tout recours, toute réclamation, toute

demande, toute poursuite et toute autre procédure pris par toute personne en raison de tout dommage ainsi causé.

6. RÉSILIATION

6.1 Le MINISTRE se réserve le droit de résilier la présente convention pour l'un des motifs suivants :

a) le BÉNÉFICIAIRE fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, l'une ou l'autre des conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention ;

b) le BÉNÉFICIAIRE cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison d'une faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens ;

c) le BÉNÉFICIAIRE lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

6.2 Pour ce faire, le MINISTRE adresse un avis écrit de résiliation au BÉNÉFICIAIRE dans lequel le motif est énoncé. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu :

a) au paragraphe a) de la clause précédente, le BÉNÉFICIAIRE doit remédier au défaut énoncé dans un délai de trente (30) jours ouvrables, à compter de la date de réception de l'avis, et en aviser le MINISTRE, à défaut de quoi la présente convention est automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai ;

b) aux paragraphes b) et c) de la clause précédente, la résiliation prend effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le BÉNÉFICIAIRE.

6.3 Le BÉNÉFICIAIRE a alors droit au remboursement des frais, des débours et sommes représentant la valeur réelle des actions réalisées et visées par la présente convention jusqu'à la date de sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. Si le BÉNÉFICIAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

6.4 Le BÉNÉFICIAIRE est par ailleurs responsable de tous les dommages subis par le MINISTRE du fait de la résiliation de la présente convention.

6.5 Le MINISTRE se réserve également le droit de résilier la présente convention sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation.

Pour ce faire, le MINISTRE doit adresser un avis écrit de résiliation au BÉNÉFICIAIRE. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le BÉNÉFICIAIRE et la clause 7.3 s'applique alors.

6.6 Le MINISTRE se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel du montant de l'Aide financière qui aura été versé à la date de la résiliation.

6.7 Le fait que le MINISTRE n'exerce pas son droit à la résiliation ne doit pas être interprété comme une renonciation à son exercice.

7. ATTESTATION OU CERTIFICAT CONFORME DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le BÉNÉFICIAIRE déclare et garantit respecter les exigences prévues à l'article 152.1 de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) qui lui sont applicables afin que la présente convention puisse être conclue avec le GOUVERNEMENT.

8. COMMUNICATIONS ET REPRÉSENTANTS

8.1 Aux fins de l'application de la présente convention, y compris pour toute approbation qui y est requise, les parties désignent respectivement pour les représenter les personnes dont le nom apparaît à la clause suivante.

8.2 Toute communication ou tout avis devant être transmis en vertu de la présente convention, pour être valide et lier les parties, doivent être donnés par écrit et être transmis par un moyen permettant de prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées suivantes :

POUR LE MINISTRE

Directrice générale des régions et de la métropole
Ministère de la Culture et des Communications
1435, rue de Bleury, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 2H7
elizabeth.carmichael@mcc.gouv.qc.ca

POUR LE BÉNÉFICIAIRE

Directrice
Service de la Culture
801, rue Brennan, bureau 5219.04
Montréal (Québec) H3C 0G4
valerie.beaulieu @montreal.ca

8.3 Si un remplacement est rendu nécessaire, chaque partie en avise l'autre dans les meilleurs délais.

9. CESSION

Les obligations et les droits prévus à la présente convention ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'approbation écrite préalable du MINISTRE, qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

10. AUTRE AIDE FINANCIÈRE

La présente convention ne constitue d'aucune façon une garantie ou un engagement que le MINISTRE participera au financement des projets du BÉNÉFICIAIRE durant les années à venir.

De même, le MINISTRE ne sera pas tenu de participer au financement du parachèvement des actions visées par la présente convention advenant un dépassement des coûts prévus.

11. ANNEXES

Les annexes mentionnées dans la présente convention en font partie intégrante comme si elles y étaient récitées au long. Les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente convention, cette dernière prévaudra.

Annexe A : Programmation

Annexe B : Orientations stratégiques et encadrements

Annexe C : Cadre de référence en matière de visibilité

Annexe D : Plan de financement

12. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente convention et de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant signé par les parties. Ce dernier ne peut changer la nature de la présente convention et en fait partie intégrante.

13. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

13.1. Malgré la date de sa signature, la présente convention entre en vigueur le 1er avril 2024 et prend fin à la date où les obligations de chacune des parties sont accomplies, au plus tard à la date où le dernier versement est effectué par le MINISTRE.

13.2. Demeure en vigueur malgré la fin de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, toute clause qui en raison de sa nature devrait continuer de s'appliquer, y compris, notamment, la clause concernant la conservation des documents.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente convention.

Le MINISTRE

Élizabeth Carmichael Directrice générale	Date

Le BÉNÉFICIAIRE

Domenico Zambito Greffier adjoint	Date

Annexe A - Programmation 2024-2027

05-août-24

			Entente de développement culturel de Montréal (2024-2027)	2024-2025					2025-2026					2026-2027					TOTAL DE L'ENTENTE				
				MCC		Ville		Total MCC + Ville	MCC		Ville		Total MCC + Ville	MCC		Ville		Total MCC + Ville	MCC		Ville		Total MCC + Ville
				Transfert	Dette	BF	PDI		Transfert	Dette	BF	PDI		Transfert	Dette	BF	PDI		Transfert	Dette	BF	PDI	
1			**Axe1 - Aménagement culturel du territoire**																				
	1.1		**Patrimoine**																				
		1.1.1	Projets	662 783 $	- $	662 783 $	- $	1 325 566 $	287 218 $	1 400 000 $	287 218 $	1 400 000 $	3 374 436 $	- $	4 116 474 $	- $	4 116 474 $	8 232 948 $	950 001 $	5 516 474 $	950 001 $	5 516 474 $	12 932 950 $
		1.1.2	Prog. immeubles municipaux patrimoniaux	- $	- $	- $	- $	- $	339 987 $	- $	339 987 $	- $	679 974 $	- $	4 195 812 $	- $	4 195 812 $	8 391 624 $	339 987 $	4 195 812 $	339 987 $	4 195 812 $	9 071 598 $
		1.1.3	Prog. subventions à la restauration	1 252 466 $	- $	1 252 466 $	- $	2 504 932 $	701 357 $	- $	701 357 $	- $	1 402 714 $	2 168 511 $	- $	2 168 511 $	- $	4 337 022 $	4 122 334 $	- $	4 122 334 $	- $	8 244 668 $
	1.2		**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois- de-Saraguay**																				
		1.2.1	Projets	- $	4 000 000 $	- $	4 000 000 $	8 000 000 $	- $	2 202 000 $	- $	2 202 000 $	4 404 000 $	- $	2 980 000 $	- $	2 980 000 $	5 960 000 $	- $	9 182 000 $	- $	9 182 000 $	18 364 000 $
	1.3		**Équipements culturels et art public**																				
		1.3.1	Programmes et projets	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	1.4		**Bibliothèques**																				
		1.4.1	Études RAC	- $	- $	- $	- $	- $	- $	398 000 $	597 000 $	- $	995 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	398 000 $	597 000 $	- $	995 000 $
		1.4.2	Programmes RAC et RFID	- $	9 500 000 $	- $	14 250 000 $	23 750 000 $	- $	12 100 000 $	- $	18 150 000 $	30 250 000 $	- $	8 607 714 $	- $	12 911 571 $	21 519 285 $	- $	30 207 714 $	- $	45 311 571 $	75 519 285 $
			Total Axe1 - Aménagement culturel du territoire	**1 915 249 $**	**13 500 000 $**	**1 915 249 $**	**18 250 000 $**	**35 580 498 $**	**1 328 562 $**	**16 100 000 $**	**1 925 562 $**	**21 752 000 $**	**41 106 124 $**	**2 168 511 $**	**19 900 000 $**	**2 168 511 $**	**24 203 857 $**	**48 440 879 $**	**5 412 322 $**	**49 500 000 $**	**6 009 322 $**	**64 205 857 $**	**125 127 501 $**
2			**Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers**																				
	2.1		**Patrimoine**																				
		2.1.1	Recherches et diffusion	417 489 $	- $	417 489 $	- $	834 978 $	834 977 $	- $	834 977 $	- $	1 669 954 $	417 489 $	- $	417 489 $	- $	834 978 $	1 669 955 $	- $	1 669 955 $	- $	3 339 910 $
	2.2		**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay**																				
		2.2.1	Recherches et diffusion	- $	- $	- $	- $	- $	336 461 $	- $	336 461 $	- $	672 922 $	- $	- $	- $	- $	- $	336 461 $	- $	336 461 $	- $	672 922 $
	2.3		**Culture**																				
		2.3.1	Programmes et projets	1 489 000 $	- $	1 489 000 $	- $	2 978 000 $	500 000 $	- $	500 000 $	- $	1 000 000 $	500 000 $	- $	500 000 $	- $	1 000 000 $	2 489 000 $	- $	2 489 000 $	- $	4 978 000 $
		2.3.2	Programmes et projets patrimoine culturel	667 262 $	- $	667 262 $	- $	1 334 524 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	667 262 $	- $	667 262 $	- $	1 334 524 $
		2.3.3	Développement des collections des bibliothèques	- $	4 500 000 $	3 000 000 $	- $	7 500 000 $	- $	4 500 000 $	3 000 000 $	- $	7 500 000 $	- $	4 500 000 $	3 000 000 $	- $	7 500 000 $	- $	13 500 000 $	9 000 000 $	- $	22 500 000 $
	2.4		**Montréal - Ville Unesco de design**																				
		2.4.1	Programmes et projets	225 000 $	- $	225 000 $	- $	450 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	225 000 $	- $	225 000 $	- $	450 000 $
			Total Axe 2 -Participation citoyenne et accessibilité à la culture	**2 798 751 $**	**4 500 000 $**	**5 798 751 $**	**- $**	**13 097 502 $**	**1 671 438 $**	**4 500 000 $**	**4 671 438 $**	**- $**	**10 842 876 $**	**917 489 $**	**4 500 000 $**	**3 917 489 $**	**- $**	**9 334 978 $**	**5 387 678 $**	**13 500 000 $**	**14 387 678 $**	**- $**	**33 275 356 $**
			Total	**4 714 000 $**	**18 000 000 $**	**7 714 000 $**	**18 250 000 $**	**48 678 000 $**	**3 000 000 $**	**20 600 000 $**	**6 597 000 $**	**21 752 000 $**	**51 949 000 $**	**3 086 000 $**	**24 400 000 $**	**6 086 000 $**	**24 203 857 $**	**57 775 857 $**	**10 800 000 $**	**63 000 000 $**	**20 397 000 $**	**64 205 857 $**	**158 402 857 $**

ANNEXE B

Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027

Orientations stratégiques et encadrements

Finalité de l'aide financière

La politique culturelle du Québec *Partout, la culture* propose de dynamiser la relation entre la culture et le territoire en prenant appui sur les initiatives culturelles des municipalités et des municipalités régionales de comté (MRC). Pour ce faire, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) conclut des ententes de partenariat, nommées Ententes de développement culturel (EDC), avec le milieu municipal.

Ces EDC visent à soutenir le développement de la culture sur le territoire québécois et à favoriser la concertation avec ses partenaires municipaux. Elles tiennent compte de la diversité des besoins des citoyennes et des citoyens. Elles sont conclues dans le respect de la mission de chacun et le Cadre de référence – Ententes de développement culturel : pour un partenariat souple et coopératif avec le milieu municipal vient baliser les interventions.

Objectifs

Cette aide financière permet la conclusion d'une entente de développement culturel avec la Ville de Montréal. Cette entente conclue entre le Ministère et la Ville se définit comme un accord global comportant un ensemble d'actions en matière de culture ou de communications.

L'entente de développement culturel de Montréal (EDCM) constitue un levier, pour le MCC et la Ville de Montréal (Ville), pour mettre en commun leurs connaissances et arrimer leurs actions afin de contribuer à la mise en œuvre des plans stratégiques et des politiques qui s'appliquent au territoire montréalais. [1]

L'EDCM permet aux citoyennes et citoyens, bénéficiaires prioritaires de cette Entente, de contribuer à la qualité et à la vitalité culturelle de leurs milieux de vie et de renforcer leur sentiment d'appartenance grâce à la mise en valeur de leurs éléments identitaires. Les partenaires souhaitent intervenir de manière équitable sur le territoire et positionner la culture comme un outil pour la transition écologique.

Les actions soutenues s'inscrivent dans deux axes de développement : l'aménagement culturel du territoire et la vitalité culturelle dans les quartiers.

Axe 1 : L'aménagement culturel du territoire

La culture est façonnée par le territoire et elle le façonne à son tour. Elle dynamise, définit et diversifie les milieux de vie qui sont le reflet des populations qui y habitent. Elle appelle les rencontres dans des environnements plus attrayants et signifiants pour les résidents ou les visiteurs qui les fréquentent.

Dans ce contexte, les partenaires de l'EDCM souhaitent contribuer à l'aménagement culturel du territoire de manière à renforcer des communautés dynamiques et authentiques.

[1] Notamment: Politique culturelle du Québec, Politique culturelle de la Ville de Montréal, Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires, Vision 2020-2030 de la Ville de Montréal, Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire.

Les projets retenus permettront de contribuer à l'atteinte de l'un ou l'autre des objectifs suivants :

- Soutenir la connaissance, la préservation, la restauration ou la mise en valeur du patrimoine, incluant les paysages distinctifs ;
- Développer une culture de la qualité architecturale et de l'urbanisme durable par la sensibilisation de la population et par la contribution des acteurs ;
- Consolider les équipements culturels, notamment les bibliothèques ;
- Intégrer des œuvres d'art public dans l'espace urbain.

Axe 2 : La vitalité culturelle dans les quartiers

La culture est le langage universel qui permet de créer une société à la fois forte et ouverte aux apports des autres. En plus de contribuer à tisser des liens entre les communautés, elle favorise la diversité des expressions artistiques et la mixité des pratiques.

L'EDCM place le citoyen-acteur au cœur de ses interventions. À cet effet, elle privilégiera la mise en œuvre de projets qui ont pour but la participation citoyenne et l'accessibilité à la culture en concertation avec les arrondissements, les acteurs du milieu et les partenaires locaux.

Par une intervention culturelle dans les quartiers, l'EDCM contribuera à l'épanouissement individuel et collectif et soutiendra la vitalité culturelle à échelle humaine.

Les actions devront contribuer à l'atteinte d'un ou de plusieurs des objectifs suivants :

- Offrir des activités culturelles accessibles au plus grand nombre ;
- Favoriser la participation de clientèles ciblées ;
- Favoriser des projets de participation citoyenne ;
- Favoriser les partenariats avec les secteurs culturels, communautaires, de la santé et de l'éducation.

Conditions particulières

L'entente de développement culturel est conclue entre le Ministère et la Ville. D'autres partenaires publics ou privés (tiers partenaires) peuvent participer à la réalisation des actions ou au financement, mais ces derniers ne sont pas signataires de l'entente.

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'une action :

- les coûts de main-d'œuvre temporaire, d'honoraires et de frais de services professionnels ;
- les coûts de location d'équipement ou de locaux ;
- les coûts d'achat de matériel ou d'équipements ;
- les frais de promotion ;

Dépenses non admissibles

Dans le cas présent ne sont pas admissibles les dépenses liées au fonctionnement normal d'un organisme ou d'une activité.

Conclusion d'une entente

L'entente se concrétise dans une convention d'aide financière qui, outre les modalités juridiques habituelles, doit comprendre :

- l'énoncé des objectifs poursuivis;

- le plan pluriannuel des actions retenues pour atteindre les objectifs convenus et les ressources affectées à leur réalisation;
- le plan de financement de la convention d'aide financière;
- le Cadre de référence en matière de visibilité;
- tout autre document de nature administrative ou juridique permettant une meilleure compréhension de l'entente.

De plus, la convention d'aide financière doit spécifier :

- l'étendue des responsabilités de la Ville de Montréal pour assurer la mise en œuvre de l'entente;
- les mécanismes de suivi et de reddition de comptes de l'entente ;
- les modalités relatives à la participation financière de chacune des parties.

La gouvernance

Les partenaires conviennent que la Ville est responsable de la mise en œuvre et de la gestion courante de l'Entente. La structure de gouvernance suivante est néanmoins mise en place dans un esprit de partenariat. Cette gouvernance s'incarne en 3 paliers décisionnels :

Comité	Rôle	Niveau hiérarchique du participant décisionnel	Niveau d'approbation budgétaire	Fréquence
Direction	Pilotage stratégique	Ville : - Direction générale adjointe - Qualité de vie MCC : - Sous-ministériat au développement culturel et patrimoine	Plus de 5 M$	Deux fois par année
Gestion	Gestion stratégique	Ville : - Direction du Service de la Culture MCC : - Direction générale des régions et de la métropole	Entre 1,5 M$ et 5 M$	Trimestrielle
Suivi	Gestion opérationnelle	Ville : - Directions concernées en fonction des sujets traités MCC : - Direction des services à la clientèle de l'île de Montréal	Moins de 1,5 M$	Mensuelle

Mesure de contrôle

Les partenaires conviennent d'effectuer un bilan de mi-entente présentant le niveau d'avancement de la planification, en fonction des objectifs et un bilan financier. Ceci permettra de procéder aux ajustements nécessaires, le cas échéant, à la convenance des deux parties.

Un bilan final sera réalisé à la fin de l'EDCM.

Le Ministère se réserve le droit de demander tout autre renseignement ou document, de visiter les

lieux de réalisation des actions inscrites à l'entente et de vérifier l'affectation des subventions accordées, et ce, à toute heure raisonnable.

ANNEXE C

CADRE DE RÉFÉRENCE EN MATIÈRE DE VISIBILITÉ ET NORMES DE VISIBILITÉ GOUVERNEMENTALE ET D'IDENTIFICATION PERMANENTE

Les organismes signataires d'une entente de développement culturel s'engagent à :

- rendre publics les principaux projets réalisés dans le cadre de l'Entente ;
- indiquer clairement, dans les contenus diffusés, l'apport de fonds publics consentis à la réalisation des projets, tant ceux réalisés par le partenaire bénéficiaire et financés en totalité en vertu de l'Entente que ceux qui bénéficient d'un apport financier en vertu de l'Entente ;
- faire appliquer les mêmes exigences en matière de communication et de visibilité aux projets réalisés par des organismes mandataires ;
- faire connaître au ministère de la Culture et des Communications, au moins vingt (20) jours ouvrables avant leur tenue, la date des cérémonies officielles liées à un projet financé dans le cadre de l'Entente ;
- respecter le Protocole de communication publique : entente de développement culturel se trouvant à la page suivante.

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE

ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

1. Le contexte

Le présent Protocole de communication publique : entente de développement culturel vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront le bénéficiaire et le ministère de la Culture et des Communications dans la mise en œuvre de l'entente de développement culturel.

2. Les principes directeurs

2.1. La visibilité accordée au Ministère à la suite de sa participation financière à un projet découlant de l'Entente doit refléter, de façon équitable, l'importance de sa contribution par rapport à celle des autres partenaires du projet.

2.2. Les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du programme,
- le nom des partenaires,
- la contribution financière des partenaires,
- la nature du projet.

3. La signature

3.1. Il est important de mentionner le nom de l'entente de développement culturel qui lie le Ministère et le bénéficiaire dans tous les outils et toutes les activités de communication associées (communiqués, lettres d'annonces, bannières, panneaux, affiches, catalogues, brochures, dépliants, annonces publicitaires, sites Web, médias sociaux, matériel audiovisuel servant à la promotion de l'Entente, cartons d'invitation, etc.). Tous les outils de communication doivent porter la même signature visuelle.

La signature visuelle doit être composée du logo du bénéficiaire et de celui du gouvernement du Québec, avec la mention « Entente de développement culturel ».

Exemple :



La signature visuelle avec la mention à l'Entente est privilégiée. Toutefois, si le format minimal ne peut pas être respecté et que cette mention n'apparaît pas, la phrase suivante doit être ajoutée aux outils de communication :

« Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de [nom du bénéficiaire] dans le cadre de l'Entente de développement culturel [nom de l'Entente]. »

3.2. Lorsque le projet est aussi financé en vertu d'autres ententes ou programmes gouvernementaux, provinciaux ou municipaux, en plus de l'entente de développement culturel, **il ne faut pas** apposer la signature avec la mention, et ce, pour ne pas laisser entendre que l'aide financière provient uniquement de l'entente de développement culturel.

Toutefois, le logo institutionnel du bénéficiaire (par exemple, le logo de la Ville ou de la MRC) et le logo du gouvernement du Québec (Québec-drapeau) doivent être apposés – côte à côte et dans cet ordre. De plus, le nom du programme et ceux de l'Entente, de l'arrondissement ou de l'autre partenaire financier doivent être ajoutés dans une phrase de type suivant :

« Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de [nom du bénéficiaire] dans le cadre de l'Entente de développement culturel [nom de l'Entente] et [à compléter avec le nom des autres partenaires ou des autres sources de financement]. »

Toute utilisation de la signature gouvernementale doit être approuvée préalablement par le Ministère. Pour toute approbation et toute question concernant la visibilité gouvernementale ou

l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, le bénéficiaire doit écrire à l'adresse suivante : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**.

Le Ministère s'assure que la signature gouvernementale est conforme aux exigences du Programme, disponible en ligne à l'adresse : www.piv.gouv.qc.ca. À noter que les normes du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec prévalent en tout temps.

Pour consulter les normes de visibilité et les règles concernant la signature visuelle des ententes, voir le Cadre de référence en matière de visibilité, disponible à l'adresse suivante : www.mcc.gouv.qc.ca/signatures.

4. Les modalités de communication

4.1. Annonces publiques

Les annonces des projets réalisés par le ou les partenaires de l'Entente sont effectuées conjointement par le bénéficiaire et le Ministre ou son représentant.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement ou au moyen de communiqués communs, selon ce qui a été déterminé au préalable par les parties, et ce, au moins vingt jours (20) ouvrables avant la tenue des activités.

4.2. Programmes communs

Tous les programmes communs doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes visés. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature gouvernementale et être assortis des clauses de visibilité prévues au point 5.

4.3. Lettres de confirmation et d'attribution de la subvention

Toutes les annonces de subvention doivent être faites au nom du gouvernement du Québec et du bénéficiaire.

4.4. La langue des communications

Les communications publiques de l'Entente doivent s'effectuer en français, en vertu de la *Charte de la langue française*. Aucun document bilingue ne peut être produit. Si la production d'un document dans une autre langue est jugée souhaitable par les partenaires, les deux versions du document seront produites sur des supports distincts.

5. Clauses de visibilité liant les organismes subventionnés

Les lettres d'entente, les contrats et les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes dans le cadre de l'Entente doivent comporter une clause de visibilité agréée par le bénéficiaire et le Ministère. Le bénéficiaire est responsable d'insérer cette clause de visibilité dans les lettres d'entente, les contrats et les protocoles qu'il signe avec les organismes subventionnés dans le cadre de ladite Entente.

Le libellé de la clause de visibilité tiendra compte de ce qui suit :

- Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de l'Entente – ou rémunérés à la suite d'un contrat effectué pour le compte du bénéficiaire et du Ministère – doivent y mentionner que le document ou le projet auquel il fait référence a été réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et du [nom du bénéficiaire] dans le cadre de l'Entente de développement culturel [nom de l'Entente].

- Lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiches, dépliants, brochures, publicités, infographies, sites Web, médias sociaux, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le Ministère et le bénéficiaire doit également être accompagnée de la signature visuelle de l'Entente, laquelle est composée du logo du bénéficiaire et de celui du gouvernement du Québec, avec ou sans la mention « Entente de développement culturel ».

Par ailleurs, si le projet d'un organisme donne lieu à une activité publique, l'organisme doit convier le Ministre et le bénéficiaire à y participer, et ce, au moins vingt (20) jours ouvrables avant sa tenue.

6. Mécanismes de suivi et reddition de comptes

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place, en collaboration avec le Ministère, un mécanisme de suivi permettant de rendre compte annuellement des actions de communication effectuées dans le cadre de l'Entente.

Pour ce faire, le comité de suivi doit fournir au Ministère un bilan de la visibilité accordée au gouvernement du Québec lors d'une de ses rencontres.

Annexe D

Plan de financement

Nom du bénéficiare : Ville de Montréal

N° de référence ; demande :

Montant annoncée le :	xxxx-xx-xx	
Total de l'aide financière accordée :		**73 800 000 $**

Montant versé en crédits réguliers :		2 714 000 $
Montant versé en Fonds du patrimoine culturel du Québec		8 086 000 $
Montant versé en service de dette :		63 000 000 $

AIDE FINANCIÈRE VERSÉE EN CRÉDITS DIRECTS (incluant le FPCQ)

Année de la convention		**Conditions relatives au versement**	**Montant du versement**
AN1	**2024-2025**		
		Signature de la convention	4 714 000 $
		Respect des exigences de la convention	
	TOTAL AN 1		**4 714 000 $**
AN 2	**2025-2026**		
		Respect des exigences de la convention	3 000 000 $
		Réception et validation du rapport du bilan de l'an 1	
	TOTAL AN 2		**3 000 000 $**
AN 3	**2026-2027**		
		Respect des exigences de la convention	3 086 000 $
		Réception et validation du rapport du bilan de l'an 2	
	TOTAL AN 3		**3 086 000 $**

TOTAL	**10 800 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1249834001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Oracle Canada ULC pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026 pour une somme maximale de 116 918,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à la firme Oracle Canada ULC (fournisseur exclusif) pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026 pour une somme maximale de 116 918,24 $ taxes incluses ;

2. d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs à ce contrat, pour et au nom de la Ville ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-09-26 13:17

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249834001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Oracle Canada ULC pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026 pour une somme maximale de 116 918,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville exploite plus de 100 instances et au-delà de 2 000 schémas de bases de données Oracle. Ces bases de données supportent plus de 30 applications majeures qui offrent des services essentiels à la population. Parmi ces applications nous retrouvons essentiellement :

Service touché	Applications
Gestion du territoire et de la mobilité	• Gestion des données spatiales en géomatique • Gestion des chantiers en infrastructures et des travaux publics (GDT, Infra360) • Gestion des structures Ponts et Tunnels • Service de l'environnement (Gestion Air et Eau / Gaz Effet de Serre)

Services institutionnels de la Ville	• Gestion de l'Évaluation Municipale (GEM) • Système Informatisé de Gestion des Immeubles (SIGI) • Gestion des Réclamations et des documents Juridox • Gestion des données financières au budget • Système de Gestion de la Dette (SGD) • Ressources Humaines (Tests en ligne) • Entrepôt de données des employés (INFO RH) • Kronos pour la gestion du temps et de la paie
Sécurité publique et justice	• Service des incendies, prévention et répartition (INTELLIGID, Azimut, Arthemis) • Système Intégré Cour Municipale Automatisé (SICMA) • Système d'émission de constat d'infraction (SECI)
Services numériques	• 311 - Gestion des demandes citoyens (GDC) • Système de gestion des comptes citoyens et des inscriptions aux activités (Ludik)

Les applications et les bases de données Oracle, citées ci-dessus, sont hébergées à l'interne sur des serveurs Oracle Exadata XM8-2, acquis en 2020 à la suite de l'appel d'offres public 15-14569 (CG20 0607).

Ces serveurs sont des équipements bâtis en mode appareil (appliance) qui fonctionnent sous le système d'exploitation et logiciel libre Linux, ainsi qu'une suite de logiciels propriétaires de gestion optimisée des bases de données Oracle. En ce sens, ces équipements offrent une haute capacité de traitement et de stockage ainsi qu'une redondance sur l'ensemble des composants. Cette architecture permet à la fois d'assurer la résilience et la continuité des opérations et d'optimiser l'utilisation des licences Oracle détenues par la Ville.

L'optimisation des licences Oracle est nécessaire afin de contrôler les coûts de maintenance des logiciels Oracle en prévision d'une croissance annuelle soutenue du volume des données corporatives.

Le service de support est essentiel pour assurer le bon fonctionnement des équipements et protéger les données corporatives. Ce service offert exclusivement par le manufacturier Oracle permet de maintenir la garantie du manufacturier afin de bénéficier du support technique, des mises à jour et des correctifs de sécurité des logiciels et du microcode. En ce sens, les serveurs Exadata ont toujours fait l'objet d'un contrat annuel de maintenance auprès du manufacturier.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à la firme Oracle Canada ULC (fournisseur exclusif) pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 116 918,24 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1626407 - 03 janvier 2024 - Gré à gré pour l'entretien des serveurs Exadata X8M-2 de la Ville de Montréal pour la période du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024 au montant total de 85 923,22 $ avant taxes ;

BC 1567214 - 14 décembre 2023 - Gré à gré pour l'entretien des serveurs Exadata X8M-2 de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 au montant total de 79 558,54 $ avant taxes ;

BC 1499721 - 12 décembre 2022 - Renouvellement - Contrat d'entretien et droits d'utilisation des licences serveurs - Oracle - pour la période du 17 décembre 2021 au 31 décembre 2022 au montant total de 77 440,29 $ avant taxes ;

CG20 0607 - 19 novembre 2020 - Autoriser une dépense de 826 536,99 $, taxes incluses, pour l'acquisition de deux serveurs Exadata X8M-2 selon l'entente-cadre octroyée à Eclipsys Solutions inc. (CG15 0708) pour la fourniture de systèmes spécialisés pour les bases de données Oracle.

DESCRIPTION

Le contrat d'entretien d'Oracle pour les serveurs spécialisés Exadata X8M-2 inclut :

- le service de support technique disponible 24h/24 et 7j/7, Ce service est assuré par des experts Oracle ;
- le remplacement sans coût additionnel des pièces d'origine du manufacturier en cas de défectuosité ce qui permet de conserver la garantie du manufacturier ;
- l'accès aux mises à jour logicielles (incluant les microcodes) et correctifs de sécurité dès que ceux-ci deviennent disponibles et ce sans coût additionnel ;
- l'accès à la banque de connaissances techniques d'Oracle.

JUSTIFICATION

Les exceptions prévues aux articles 573.3 al. (6b) et 573.3 al. (9) de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), concernant les contrats accordés de gré à gré, s'appliquent à ce dossier. Ce contrat est accordé à la firme Oracle qui est le fabricant des serveurs Exadata. Oracle est la seule firme à détenir les droits exclusifs sur les microcodes et les logiciels utilisés pour les mises à jour. L'emploi d'une tierce partie pour l'entretien de ces équipements pourrait entraîner l'annulation de la garantie du manufacturier et l'arrêt de l'équipement.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, la firme Oracle n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale de 116 918,24 $, taxes incluses (106 761,93 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information. La durée du contrat est de 13 mois soit du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Tableau comparatif, coûts d'acquisition et d'utilisation des années antérieures :

Période	Coût total de l'entente (selon soumission)	Coût moyen annuel	Ecart annuel $	Écart annuel %
2021 - 2022 (12,33 mois)	89 037,01 $	86 654,02 $	N/A	N/A
2023	91 472,43 $	91 472,43 $	4 818,41 $	5,56 %
2024	98 790,22 $	98 790,22 $	7 317,79 $	8,00 %
2025 - 2026 (13 mois)	116 918,24 $	107 924,51 $	9 134,28 $	9,25 %

En ce qui concerne le nouveau contrat 2025-2026, l'augmentation du coût moyen annuel du contrat d'entretien est de 9 134,28 $, ce qui représente une hausse de 9,25 % par rapport au contrat précédent. Cette hausse s'explique principalement par :

- la hausse du prix de liste du fournisseur ;
- la hausse du taux d'inflation ;
- le coût du support étendu pour la prolongation de la durée de vie utile des équipements.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra d'assurer la continuité et la stabilité des applications critiques pour la Ville ainsi que l'accès aux dernières versions des logiciels et correctifs de sécurité visant à protéger les données sensibles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adama SANOGO
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 4388656921
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-11

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : 514-242-0291
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : 514-242-0291
Approuvé le : 2024-07-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-09-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249834001
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction infrastructure et opération, division plateforme et automatisation

Projet : Accorder un contrat de gré à gré à la firme Oracle Canada ULC (fournisseur exclusif) pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 01 janvier 2025 au 31 janvier 2026 au montant total de 101 690,14 $ avant taxes, 116 918,24 $ avec taxes.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Cette acquisition permettra d'assurer la pérennité des applications et la continuité des services.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 29 Avril 2024

Ville de Montréal
801, rue Brennan
Montréal, Québec H3C 0G4

Sujet : Lettre de fournisseur unique pour le renouvellement des contrats 20644987, 20644672, 20640899 et 20640840

Cher Client,

La présente lettre vise à confirmer qu'Oracle possède les compétences et les capacités uniques nécessaires afin de prendre en charge les licences de programme d'Oracle. Oracle conçoit les mises à jour de programme exclusives fournies dans le cadre des services de soutien technique Oracle. À titre de fournisseur unique des services de soutien technique (y compris des mises à jour de programme exclusives conçues par Oracle), Oracle offre à ses clients des services que ces derniers peuvent se procurer sur une base annuelle, soit directement auprès d'Oracle, soit indirectement, à l'occasion, auprès d'un revendeur agréé Oracle fournissant les services en question**.** À ma connaissance, en date de cette lettre, Oracle n'avait autorisé aucun revendeur à distribuer les services Oracle en question aux entités du secteur public de la province de Québec.

Pour obtenir des renseignements détaillés sur les services de soutien technique Oracle, consulter les politiques de soutien technique Oracle à l'adresse http://www.oracle.com/support/policies.html.

Pour toute question, n'hésitez pas de me contacter.

Cordialement,

Serge Mukoïe
North America Support Account Manager
12320 Oracle Boulevard
Colorado Springs, CO 80921

ORACLE

Budgetary Quotation Date: 30-APR-2024

Please find below a budgetary quotation for the referenced service contract(s). The technical support services and benefits you are receiving will expire on: 31-DEC-2024

Pricing reflected below does not include applicable taxes. The budgetary quotation is not a formal quote or offer for technical support services. The information included in this budgetary quotation is provided for information purposes only and is subject to change. The budgetary quotation, including the technical support fee information, is not binding on either party, will not be deemed an agreement between the parties and does not amend and/or modify the terms of any order or agreement.

Please review Oracle's technical support policies, including the Lifetime Support Policy. Under Oracle's Lifetime Support Policy, the support level for an Oracle product, if applicable, may change during the support services period. If extended support is offered, an additional fee will be charged for such support if ordered. If you would like to purchase extended support please contact your Oracle Support Sales Representative.

If you have questions regarding the information in the budgetary quotation, or to request additional information, please contact your Oracle Support Sales Representative.

Support Service Number	Service Level	Product Description	Serial Number	Order Number	CSI #	Instance #	Qty	License Metric	License Level/Type	Start Date	End Date	Price
20640840	Oracle Premier Support for Systems	Exadata Database Machine X8M-2 High Capacity (HC) Eighth Rack		36851927	23285128	115535325 > 115535324	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	44,784.98
20640840	Oracle Premier Support for Systems	Exadata Database Machine Quarter Rack: kit with 2 Cisco 9336c switches and cables for Network Fabric (for factory installation)		36851927	23285128	115535325 > 115535296	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	Exadata Database Machine X8M-2: model family		36851927	23285128	115535325	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	Exadata Database Machine X8M-2 High Capacity (HC) Eighth Rack	2048XC80DH	36851927	23285128	115535325 > 115535300	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	X8-2L,2U HIGH CAPACITY SERVER, REDUCED HDWR, wDPCM,CX5,ED X8M-2	2044XCA08T	36851927	23285128	115535325 > 115606067	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	ASSY,CABINET 42U-1200 (600), STD RETMA W/DOORS, W/C2 PALLET	465136N+204 7031KXT	36851927	23285128	115535325 > 115605639	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	X8-2L,2U HIGH CAPACITY SERVER, REDUCED HDWR, wDPCM,CX5,ED X8M-2	2044XCA078	36851927	23285128	115535325 > 115605185	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	X8-2,1U DATABASE SERVER, REDUCED HDWR, (384GB) w/CX5,ED X8M-2	2044XCB02B	36851927	23285128	115535325 > 115605850	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for	SWITCH,CISCO NEXUS 9336C,ROCE,2PSU,3FAN	FDO24400JZF	36851927	23285128	115535325 > 115604988	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00

Support Service Number	Service Level	Product Description	Serial Number	Order Number	CSI #	Instance #	Qty	License Metric	License Level/Type	Start Date	End Date	Price
	Systems											
20640840	Oracle Premier Support for Systems	SWITCH,CISCO NEXUS 9348,2PSU,3FAN	FDO24260WB4	36851927	23285128	115535325 > 115606068	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	X8-2L,2U HIGH CAPACITY SERVER, REDUCED HDWR, wDPCM,CX5,ED X8M-2	2043XCA04W	36851927	23285128	115535325 > 115605637	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	X8-2,1U DATABASE SERVER, REDUCED HDWR, (384GB) w/CX5,ED X8M-2	2044XCB02C	36851927	23285128	115535325 > 115605638	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640840	Oracle Premier Support for Systems	SWITCH,CISCO NEXUS 9336C,ROCE,2PSU,3FAN	FDO243013LZ	36851927	23285128	115535325 > 115605403	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00

Total Amount: 44,784.98 CAD

Plus applicable tax

ORACLE

Budgetary Quotation Date: 30-APR-2024

Please find below a budgetary quotation for the referenced service contract(s). The technical support services and benefits you are receiving will expire on: 31-DEC-2024

Pricing reflected below does not include applicable taxes. The budgetary quotation is not a formal quote or offer for technical support services. The information included in this budgetary quotation is provided for information purposes only and is subject to change. The budgetary quotation, including the technical support fee information, is not binding on either party, will not be deemed an agreement between the parties and does not amend and/or modify the terms of any order or agreement.

Please review Oracle's technical support policies, including the Lifetime Support Policy. Under Oracle's Lifetime Support Policy, the support level for an Oracle product, if applicable, may change during the support services period. If extended support is offered, an additional fee will be charged for such support if ordered. If you would like to purchase extended support please contact your Oracle Support Sales Representative.

If you have questions regarding the information in the budgetary quotation, or to request additional information, please contact your Oracle Support Sales Representative.

Support Service Number	Service Level	Product Description	Serial Number	Order Number	CSI #	Instance #	Qty	License Metric	License Level/Type	Start Date	End Date	Price
20640899	Oracle Premier Support for Systems	Exadata Database Machine X8M-2 High Capacity (HC) Eighth Rack	2048XC80GY	36851859	23287664	115539474 > 115539515	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	Exadata Database Machine X8M-2 High Capacity (HC) Eighth Rack		36851859	23287664	115539474 > 115539514	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	44,784.98
20640899	Oracle Premier Support for Systems	Exadata Database Machine Quarter Rack: kit with 2 Cisco 9336c switches and cables for Network Fabric (for factory installation)		36851859	23287664	115539474 > 115539497	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	Exadata Database Machine X8M-2: model family		36851859	23287664	115539474	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	ASSY,CABINET 42U-1200 (600), STD RETMA W/DOORS, W/C2 PALLET	465136N+2048030RCM	36851859	23287664	115539474 > 115605596	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	SWITCH,CISCO NEXUS 9348,2PSU,3FAN	FDO24270935	36851859	23287664	115539474 > 115606020	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	X8-2L,2U HIGH CAPACITY SERVER, REDUCED HDWR, wDPCM,CX5,ED X8M-2	2043XCA06F	36851859	23287664	115539474 > 115606018	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	X8-2L,2U HIGH CAPACITY SERVER, REDUCED HDWR, wDPCM,CX5,ED X8M-2	2044XCA087	36851859	23287664	115539474 > 115606019	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	X8-2,1U DATABASE SERVER, REDUCED HDWR, (384GB) w/CX5,ED	2044XCB04E	36851859	23287664	115539474 > 115605145	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00

Support Service Number	Service Level	Product Description	Serial Number	Order Number	CSI #	Instance #	Qty	License Metric	License Level/Type	Start Date	End Date	Price
		X8M-2										
20640899	Oracle Premier Support for Systems	SWITCH,CISCO NEXUS 9336C,ROCE,2PSU,3FAN	FDO24291DLE	36851859	23287664	115539474 > 115606471	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	X8-2L,2U HIGH CAPACITY SERVER, REDUCED HDWR, wDPCM,CX5,ED X8M-2	2044XCA08L	36851859	23287664	115539474 > 115605143	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	X8-2,1U DATABASE SERVER, REDUCED HDWR, (384GB) w/CX5,ED X8M-2	2044XCB03R	36851859	23287664	115539474 > 115605144	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00
20640899	Oracle Premier Support for Systems	SWITCH,CISCO NEXUS 9336C,ROCE,2PSU,3FAN	FDO24290J0Q	36851859	23287664	115539474 > 115605146	1			01-JAN-2025	31-JAN-2026	0.00

Total Amount: 44,784.98 CAD

Plus applicable tax

Budgetary Quotation Date: 30-APR-2024

Please find below a budgetary quotation for the referenced service contract(s). The technical support services and benefits you are receiving will expire on: 31-DEC-2024

Pricing reflected below does not include applicable taxes. The budgetary quotation is not a formal quote or offer for technical support services. The information included in this budgetary quotation is provided for information purposes only and is subject to change. The budgetary quotation, including the technical support fee information, is not binding on either party, will not be deemed an agreement between the parties and does not amend and/or modify the terms of any order or agreement.

Please review Oracle's technical support policies, including the Lifetime Support Policy. Under Oracle's Lifetime Support Policy, the support level for an Oracle product, if applicable, may change during the support services period. If extended support is offered, an additional fee will be charged for such support if ordered. If you would like to purchase extended support please contact your Oracle Support Sales Representative.

If you have questions regarding the information in the budgetary quotation, or to request additional information, please contact your Oracle Support Sales Representative.

Support Service Number	Service Level	Product Description	Serial Number	Order Number	CSI #	Instance #	Qty	License Metric	License Level/Type	Start Date	End Date	Price
20644672	Oracle Premier Support for Systems	Memory upgrade 768 GB (twelve 64 GB) DIMM (for field installation)		36851927	23290122	115547696	2			01-JAN-2025	31-JAN-2026	5,914.68
20644672	Oracle Premier Support for Systems	Oracle 1/10 GbE Dual Rate SFP+ Short Range (SR) Transceiver		36851927	23290122	115547685	4			01-JAN-2025	31-JAN-2026	145.40

Total Amount: 6,060.09 CAD

Plus applicable tax

Budgetary Quotation Date: 30-APR-2024

Please find below a budgetary quotation for the referenced service contract(s). The technical support services and benefits you are receiving will expire on: 31-DEC-2024

Pricing reflected below does not include applicable taxes. The budgetary quotation is not a formal quote or offer for technical support services. The information included in this budgetary quotation is provided for information purposes only and is subject to change. The budgetary quotation, including the technical support fee information, is not binding on either party, will not be deemed an agreement between the parties and does not amend and/or modify the terms of any order or agreement.

Please review Oracle's technical support policies, including the Lifetime Support Policy. Under Oracle's Lifetime Support Policy, the support level for an Oracle product, if applicable, may change during the support services period. If extended support is offered, an additional fee will be charged for such support if ordered. If you would like to purchase extended support please contact your Oracle Support Sales Representative.

If you have questions regarding the information in the budgetary quotation, or to request additional information, please contact your Oracle Support Sales Representative.

Support Service Number	Service Level	Product Description	Serial Number	Order Number	CSI #	Instance #	Qty	License Metric	License Level/Type	Start Date	End Date	Price
20644987	Oracle Premier Support for Systems	Memory upgrade 768 GB (twelve 64 GB) DIMM (for field installation)		36851859	23285104	115550553	2			01-JAN-2025	31-JAN-2026	5,914.68
20644987	Oracle Premier Support for Systems	Oracle 1/10 GbE Dual Rate SFP+ Short Range (SR) Transceiver		36851859	23285104	115550579	4			01-JAN-2025	31-JAN-2026	145.40

Total Amount: 6,060.09 CAD

Plus applicable tax

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249834001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Oracle Canada ULC pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026 pour une somme maximale de 116 918,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1249834001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-30

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : (514) 872-0766
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1245472001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement et autoriser une dépense additionnelle de 738 015,33 $, taxes incluses pour divers travaux de pompage ainsi que de nettoyage à la station Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs dans le cadre du contrat accordé à EBI Envirotech inc. (Résolution CG22-0495) majorant ainsi la somme totale du contrat de 2 518 891,12 $ à 3 256 906,45 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 738 015,33 $, taxes incluses, pour divers travaux de pompage ainsi que de nettoyage à la station Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, dans le cadre du contrat accordé à EBI Envirotech inc. résolution numéro CG22-0495, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 518 891,12 $ à 3 256 906,45 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour une somme de 738 015,33 $, taxes incluses

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-24 14:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245472001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement et autoriser une dépense additionnelle de 738 015,33 $, taxes incluses pour divers travaux de pompage ainsi que de nettoyage à la station Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs dans le cadre du contrat accordé à EBI Envirotech inc. (Résolution CG22-0495) majorant ainsi la somme totale du contrat de 2 518 891,12 $ à 3 256 906,45 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ses opérations régulières et lors de l'entretien annuel de ses équipements, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) requiert les services d'une entreprise spécialisée dans l'aspiration (pompage) et le nettoyage de résidus, à basse et haute pression. Les principaux travaux à effectuer consistent, sans s'y limiter, à :

- Aspirer les cendres des incinérateurs et les transporter au lieu d'enfouissement technique;
- Nettoyer et aspirer les résidus des dessableurs et des décanteurs;
- Nettoyer et aspirer les résidus des trémies à écumes;
- Nettoyer les cellules de niveau sur le réseau des intercepteurs;
- Nettoyer et aspirer les résidus des stations de pompage du réseau des intercepteurs (puits humides);
- Aspirer les résidus de l'unité de stabilisation thermique.

Selon le type de travaux à exécuter, la DEEU loue différents équipements mobiles spécialisés avec opérateurs et aides-opérateurs. Comme les besoins sont variés, il ne serait pas économiquement rentable d'acquérir et d'opérer ces équipements.

Des travaux de nettoyage et de pompage plus importants qu'anticipés ont fait que les fonds prévus pour le contrat en cours seront épuisés vers la fin août 2024. Ainsi, il est requis de

procéder au renouvellement de ce contrat afin de répondre aux besoins opérationnels de la DEEU.

En juillet 2022, à la suite de l'appel d'offres public 22-19130, le conseil d'agglomération accordait un contrat de deux années plus une année d'option à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte ainsi que sur le réseau des intercepteurs, incluant une option de renouvellement d'une période additionnelle de douze mois.

Exercer l'option de prolongation du contrat 22-19130, résolution # (CG22-0495) permettra la réalisation de la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte ainsi que sur le réseau des intercepteurs.

La somme de la prolongation est de 738 015,33 $, taxes incluses majorant ainsi la somme totale de contrat de 2 518 891,12 $ à 3 256 906,45 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0495 - 25 août 2022 - Accorder à EBI Envirotech inc., un contrat d'une durée de 24 mois, pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant une option de renouvellement d'une période additionnelle de 12 mois - Dépense totale : 2 518 891,12 $, taxes et contingences incluses (contrat : 2 099 075,93 $, contingences : 419 815,19 $) - Appel d'offres public 22-19130

CG 20 0305 - 18 juin 2020 - Accorder un contrat de trois ans à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, incluant deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale: 2 235 521,46 $ (contrat: 2 032 292,24 $, contingences: 203 229,22 $) - Appel d'offres public 20-18069.

CG 18 0422 - 23 août 2018 - Accorder un contrat de trois ans à Veolia ES Canada Services industriels inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateur pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, pour une somme maximale de 1 645 364,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16831.

CE 16 1503 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat d'une durée de vingt-quatre mois à la compagnie Beauregard Environnement Ltée pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 $ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 16-15321.

DESCRIPTION

Cette option de renouvellement couvre la location sur demande d'équipements mobiles spécialisés avec opérateurs et aides opérateurs pour une période de vingt-quatre (24) mois. Il inclut également le pompage et la disposition de 1 260 T.M. d'écumes par année dans un lieu d'enfouissement technique approuvé par le MELCC.
Les équipements requis sont :

- unité de pompage à haute pression 5000 psi;
- unité de pompage conventionnelle d'une capacité minimale de 3000 gallons;

- unité de camion aspirateur/dépoussiéreur d'une capacité de 5000 gallons;
- unité de pompage de type "Supervac" d'une capacité de 6000 gallons.

Le transport et l'élimination des boues ou autres déchets résultant des opérations de pompage ou d'aspiration des résidus devront se faire en conformité avec la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). À cet effet, tous les véhicules seront munis d'un GPS, afin que la Ville puisse s'assurer, à partir d'un site Internet accessible en tout temps, que la disposition des résidus s'effectue en conformité avec les règles environnementales en vigueur. De plus, le Directeur exigera que chaque facture soit accompagnée du certificat de réception (quantité reçue) émis par le site autorisé par le MELCC et des coupons de pesée du camion émis à l'entrée et à la sortie du site de la Station. Les quantités de résidus disposées et facturées doivent correspondre à la différence entre les coupons de pesée du camion (poids à la sortie - poids à l'entrée = poids net) et le poids apparaissant sur le certificat de réception du site autorisé par le MELCC.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 22-19130 (CG22 0495), le contrat offre une prolongation de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer une année de prolongation selon les mêmes clauses du contrat.
Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de cette entente sont principalement la satisfaction du service rendu par ce fournisseur, de même que les prix compétitifs obtenus. Les prix soumis en 2022 étaient de 2 518 891,12 $, taxes incluses, pour les (2) premières années. Donc, l'analyse de la situation actuelle du marché nous incite à recommander la prolongation actuelle.

La firme EBI Envirotech inc. a confirmé son consentement de prolonger le contrat en vigueur, soit du 28 août 2024 au 29 août 2025 (copie de la lettre en pièce jointe du présent sommaire décisionnel).

En date du 11 juillet 2024, l'adjudicataire :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville;
- ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Le présent dossier d'appel d'offres exige la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).
L'autorisation de la firme se trouve en pièce jointe au présent dossier décisionnel.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente existante qui nous garantit les mêmes clauses pour douze (12) mois supplémentaires, et ce, à compter du mois d'août 2024.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat se prolonge pour une durée de (1) année.
Cette dépense est prévue au budget de fonctionnement 2024 de la DEEU du Service de l'eau et sera priorisée lors de la préparation des budgets 2025.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Les crédits requis pour l'octroi de ce contrat sont de 738 015,33 $, taxes incluses. Cette dépense représente une somme de 673 906,36 $ net de ristourne.

La dépense sera imputée comme suit :

Division : Opération
Objet de dépenses : Service technique. Équipements et matériel roulant.

La répartition annuelle des coûts du contrat est la suivante : Le coût total maximal de ce contrat de 738 015,33 sera assumé comme suit : Un montant de 680 527,33 sera assumé par la Direction des eaux usées et un montant de 57 487,50$
sera financé par la division des réseaux d'eau.

	2024	2025			Augmentation totale
	DEEU	DEEU	DRE	TOTAL	
Avant taxes	160 473,00 $	431 419,00 $	50 000,00 $	481 419,00 $	641 892,00 $
Taxes incluses	184 503,83 $	496 024,00 $	57 487,50 $	553 511,50 $	738 015,33 $
Taxes nettes - coûts pour l'agglomération	168 476,59 $	452 936,02 $	52 493,75 $	505 429,77 $	673 906,36 $

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle , (voir Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce contrat, il ne serait pas possible d'effectuer tous les travaux d'entretien annuels requis pour maintenir la capacité de traitement d'eaux usées sur les équipements de la DEEU, ce qui aurait comme conséquence des déversements répétitifs d'eaux usées non traitées au fleuve.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication comme recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : octobre 2024
Début des travaux : octobre 2024
Fin des travaux : octobre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sofiane AISSAT
Chef de section opérations

Tél : 438-861-7664
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-29

Dominique BERNARD
Chef de division opérations

Tél : 438-864-2457
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Daniel LAHAIE
Surintendant Opérations
Tél : 514-280-6589
Approuvé le : 2024-08-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-09-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245472001
Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées, division Opérations
Projet : Divers travaux de pompage ainsi que de nettoyage à la station Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Notez que cette attestation est toujours valide tant et aussi longtemps que l'Autorité des marchés publics n'aura pas terminé l'analyse de notre dossier de renouvellement. La validité de la présente peut être vérifiés sur leur site web.

Le 24 février 2021

EBI ENVIROTECH INC.
A/S MONSIEUR MAXIM SYLVESTRE
143, 21E RUE
CRABTREE (QC) J0K 1B0

N° de décision : 2021-DAMP-1149
N° de client : 2700033503

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

ABC ENVIRONNEMENT
ABC SERVICES ENVIRONNEMENTAUX
ENVIRO-SEPTIQUE
FOSSES SEPTIQUES LORTIE
G.S.M.B. HAUTE PRESSION
NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER INC.
SAVIGNAC FOSSES SEPTIQUES
ABC FOSSES SEPTIQUES
BERNARD SERVICE SEPTIQUE
FOSSES SEPTIQUES BÉRARD
FOSSES SEPTIQUES SAINTE-JULIENNE
NETTOYEUR D'ÉGOUTS J.M. BOUCHER
POMPAGE MAURICIE
SEPTO-BEC

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. EBI ENVIROTECH INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **23 février 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 27 juin 2023

EBI ENVIROTECH INC.
143, 21E RUE
CRABTREE QC J0K 1B0

Objet : Accusé de réception - Demande de mise à jour annuelle de l’entreprise autorisée

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de mise à jour annuelle de l’entreprise autorisée ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700033503

N° de demande : 2300106451

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 20 mars 2024

Monsieur Alain Fontaine
EBI Envirotech Inc.
143, 21e Rue
Crabtree (Québec) J0K 1B0

Courriel : afontaine@ebiqc.com

Objet : Recommandation de renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 22-19130 (Entente #1540650)
Pompage des résidus à la station d'épuration des eaux usées

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 25 août 2024 au 24 août 2025, et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à francesca.raby@montreal.ca **au plus tard le 27 mars 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : ALAIN FONTAINE 27-03-2024
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

F. Raby

Francesca Raby
Agente d'approvisionnement II
Courriel : francesca.raby@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245472001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division opérations
Objet :	Exercer l'option de renouvellement et autoriser une dépense additionnelle de 738 015,33 $, taxes incluses pour divers travaux de pompage ainsi que de nettoyage à la station Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs dans le cadre du contrat accordé à EBI Envirotech inc. (Résolution CG22-0495) majorant ainsi la somme totale du contrat de 2 518 891,12 $ à 3 256 906,45 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1245472001 - DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-12

Anne GUIGNARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1245942003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, dans le cadre du contrat accordé à GoSecure inc. (CG21 0564) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, dans le cadre du contrat accordé à Gosecure inc. (CG21 0564) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses ;
2. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-09-30 07:48

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245942003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, dans le cadre du contrat accordé à GoSecure inc. (CG21 0564) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

En septembre 2021, la Ville a conclu, suite à l'appel d'offres 21-18852 (résolution CG21 0564), un contrat avec la firme GoSecure inc. pour la fourniture de biens et services pour le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, les abonnements, la maintenance et le support, pour une durée de 36 mois se terminant le 17 novembre 2024. Le contrat actuel comporte deux options de renouvellement de 12 mois chacune qui couvrent les abonnements, la maintenance et le support des systèmes de sécurisation qui ont été acquis en 2021.

Les produits et les services CheckPoint répondent toujours au besoin de la Ville et le présent renouvellement permettra d'assurer la continuité des opérations.

Le présent dossier vise donc à exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois et autoriser

une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération , dans le cadre du contrat accordé à GoSecure inc. (CG21 0564) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0564 - 30 septembre 2021 - Accorder un contrat à GoSecure inc. pour la fourniture de biens et services pour le rehaussement de la plate-forme de pare-feux CheckPoint Software Technologies LTD, d'une durée de 36 mois avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 293 899,65 $, taxes incluses - Appel d'offres public (21-18852 (3 soum.))

CG20 0357 - 27 août 2020 - Exercer l'option de deux années de prolongation, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $ taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec GoSecure inc. (CG17 0427, lots 2 et 4), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses.

CG17 0427 - 28 septembre 2017 - Conclure avec GoSecure inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de trois (3) ans pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité - Appel d'offres public 17-16243 - Un soumissionnaire - (Lot 2 : 1 624 952,02 $ - Lot 4 : 94 640,52 $) / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour 2018 et les années subséquentes.

DESCRIPTION

Le présent dossier permet de renouveler la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération. Ceux-ci se déclinent comme suit :

- Support, maintenance et abonnement pour les équipements de sécurité :
  - des zones de serveurs applicatifs de la Ville et du Service de police ;
  - d'accès à distance au réseau corporatif bureautique et des infrastructures industrielles ;
  - du réseau bureautique corporatif et de l'accès à Internet des employés ;
  - de sécurisation des communications avec les partenaires publiques et paramunicipaux.
- Support, maintenance et abonnement pour les équipements de laboratoire avec support.

Le programme Diamond support comprend :

- l'accès à un service de support prioritaire 24 heures par jour et sept jours par semaine ;
- 10 jours de services professionnels d'optimisation et de support par des ingénieurs nommés au compte de la Ville ;
- l'accès aux experts du manufacturier (niveau 3) en tout temps, 24 heures par jour et 7 jours par semaine.

JUSTIFICATION

Afin d'assurer la continuité opérationnelle des activités de la Ville pendant le processus de préparation du prochain appel d'offres et la période de transition vers un potentiel nouvel adjudicataire, la Ville souhaite exercer une option de prolongation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 501 781,20 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

Description	18 novembre 2024 au 17 novembre 2025
Programme Diamond support (BF)	106 119,20 $
Renouvellement des produits et des services CheckPoint – en mode souscription (BF)	395 662,00 $
TOTAL	**501 781,20 $**

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 501 781,20 $, taxes incluses (458 193,12 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas directement à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, mais il y contribue indirectement par la protection des systèmes informatiques desquels dépendent de nombreux services aux citoyennes et citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation du contrat permettra à la Ville de sécuriser ses services informatiques, d'assurer la continuité opérationnelle et la pérennité des installations existantes, durant la prochaine année, en continuant de bénéficier des services de support et d'entretien des équipements de sécurité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

Tél : 514-654-0544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-28

Imad ZNINI
chef(fe) de division - gouvernance et gestion de risques

Tél : 438-350-4899
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
directeur(-trice) - securite de l'information

Tél : 514-945-8929
Approuvé le : 2024-09-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-09-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245942003
Unité administrative responsable : *Service des TI*
Projet : Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, dans le cadre du contrat accordé à GoSecure inc. (CG21 0564) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		**x**	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« aucune contribution »*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

« aucune contribution »

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 13 mai 2024

Monsieur Xavier Pépin
GOSECURE INC.
2630-630, boul. René-Levesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6

Courriel : xpepin@gosecure.net

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres nº 21-18852
Acquisition d'équipements de sécurité périphérique et de segmentation avec support pour les produits CheckPoint Software Technologies LTD

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif **du 1er octobre 2024 au 30 septembre 2025** et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à mestapha.damou@montreal.ca **au plus tard le 24 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : RICK MILLER, _____ 05/14/2024
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Mestapha Damou
Agent d'approvisionnement II

Courriel : mestapha.damou@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245942003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Objet :	Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, dans le cadre du contrat accordé à GoSecure inc. (CG21 0564) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1245942003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-05

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1240440001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Vincent Ergonomie Inc. pour des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) sur une période de 36 mois, plus deux possibles années d'option de 12 mois chacune- Dépense totale de 657 040,73$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20514 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Vincent Ergonomie Inc, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels d'ergonomie exclusifs au SPVM, pour une somme maximale de 657 040,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20514;

2. de procéder à une évaluation du rendement de la firme Vincent Ergonomie inc. ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du SPVM, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-09-18 17:08

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1240440001**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Vincent Ergonomie Inc. pour des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) sur une période de 36 mois, plus deux possibles années d'option de 12 mois chacune- Dépense totale de 657 040,73$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20514 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Module de la prévention en santé et sécurité au travail du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) développe, recommande et met en place des moyens ainsi que des programmes de prévention nécessaires pour prévenir les accidents de travail et les maladies professionnelles, le tout dans le but de protéger la santé, la sécurité et l'intégrité physique des employés du SPVM et, ultimement, de réduire les absences au travail.

En 2004, le SPVM a introduit un service d'ergonomie suite à un constat d'inconfort manifesté par des policiers concernant les équipements portés au ceinturon afin de prévenir les blessures professionnelles potentiellement liées au port d'un ceinturon chargé d'accessoires et d'équipements. L'évolution et l'ajout d'équipements nécessaires aux interventions font en sorte que les besoins en ergonomie sont encore plus présents. Depuis, le service d'ergonomie est offert à temps plein et outre le travail au niveau du ceinturon, la plage d'intervention s'est élargie en incluant l'ergonomie des postes de travail et la participation à des projets spéciaux de recherche et développement pour l'évolution des équipements nécessaires à la fonction policière. À cet effet, la demande est soutenue d'année en année pour une moyenne annuelle de 295 rendez-vous en ergonomie de ceinturon et de 120 évaluations de postes de travail. Pour ce faire, le SPVM se dote d'un contrat afin de bénéficier d'un service d'ergonomie spécialisé. Cependant, le contrat de service actuel a pris fin le 16 juin dernier.

Dans ce contexte, le Module de la prévention en santé et sécurité au travail du SPVM en collaboration avec le Service de l'Approvisionnement a procédé à l'appel d'offres public 24-20514 qui a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est déroulée sur une période de quarante-deux (42) jours calendriers, soit du 8 mai au 20 juin 2024. Quatre addendas ont été émis au cours de la période de sollicitation (voir tableau ci-dessous).

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
Addenda numéro 1 (SEAO 61244)	16 mai 2024	Report de date	Aucun
Addenda numéro 2 (SEAO 62055)	23 mai 2024	Précisions administratives (présentation de l'offre et changement d'endroit pour le dépôt des soumissions)	Aucun
Addenda numéro 3 (SEAO 63406)	4 juin 2024	Report de date	Aucun
Addenda numéro 4 (SEAO 63585)	4 juin 2024	Précisions administratives (qualification et expérience)	Aucun

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0330 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à la firme Vincent Ergonomie Inc. pour des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 36 mois - Dépense totale de 589 821,75$, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18561 - (3 soumissionnaires, 1 conforme)
CG18 0173 - 29 mars 2018 - Conclure une entente-cadre avec Vincent Ergonomie inc. pour des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 605 343,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16228 (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le SPVM utilise des services professionnels en ergonomie depuis 2004 dans un souci de prévention en matière de santé et sécurité au travail. Les interventions de l'ergonome permettent aux employés civils et policiers de poursuivre leur travail dans leurs principales assignations en éliminant ou en limitant le maximum de malaises, de lésions ou de blessures. Ceci a comme impact de réduire le nombre de cas soulevés en matière de santé et sécurité au travail et la perte de prestation de travail.

Le présent dossier vise à accorder à la firme Vincent Ergonomie Inc., soumissionnaire retenu par le comité de sélection en fonction des critères établis, le contrat de services professionnels d'ergonomie exclusifs au SPVM, et ce, à raison de 5 jours par semaine, du lundi au vendredi, avec une prestation de 8 heures de travail par jour. Les services offerts seront en lien avec l'évaluation d'équipements de travail, comprenant entre autres des rendez-vous privés avec les policiers qui éprouvent des inconforts avec certains accessoires liés à leur uniforme, l'évaluation de postes de travail (personnel policier et civil) ainsi que de la recherche et développement pour des accessoires et équipements policiers. Le mode de rémunération, tel que précisé sur le bordereau de prix, est un taux horaire selon le type de service rendu.

Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Taux horaire	Montant total (sans taxes)
Année 1					
1,1	Services d'ergonomie - Ceinturon	1300	Heures	96,66	125 658,00 $
1,2	Services d'ergonomie - Poste de travail	500	Heures	96,66	48 330,00 $
1,3	Projets spéciaux, recherche et développement	150	Heures	110,00	16 500,00 $

				Montant total (avant taxes) - Année 1	190 488,00 $
Année 2					
2,1	Services d'ergonomie - Ceinturon	1300	Heures	96,66	125 658,00 $
2,2	Services d'ergonomie - Poste de travail	500	Heures	96,66	48 330,00 $
2,3	Projets spéciaux, recherche et développement	150	Heures	110,00	16 500,00 $
				Montant total (avant taxes) - Année 2	190 488,00 $
Année 3					
3,1	Services d'ergonomie - Ceinturon	1300	Heures	96,66	125 658,00 $
3,2	Services d'ergonomie - Poste de travail	500	Heures	96,66	48 330,00 $
3,3	Projets spéciaux, recherche et développement	150	Heures	110,00	16 500,00 $
				Montant total (avant taxes) - Année 3	190 488,00 $
				MONTANT TOTAL (AVANT TAXES)	571 464,00 $
				TPS (5%)	28 573,20 $
				TVQ (9.975%)	57 003,53 $
				MONTANT TOTAL (AVEC TAXES)	**657 040,73 $**

L'évaluation des besoins (colonne *Quantité prévisionnelle* du tableau) a été réalisée par le Module de la prévention en santé et sécurité du travail du SPVM, basée sur l'utilisation moyenne annuelle des services d'ergonomie.

JUSTIFICATION

Dans la période de publication, il y a eu huit (8) preneurs de cahier des charges (la liste est déposée en pièce jointe) et deux (2) firmes ont déposé une offre (25%). Les deux firmes sont: Synetik ErgoSolution inc. et Vincent Ergonomie inc. Aucune de ces firmes n'est déclarée non conforme administrativement.

Un comité de sélection a été mis en place et s'est rencontré le 11 juillet 2024 sous la présidence du Service de l'approvisionnement. Ce comité, composé de trois (3) cadres (SPVM et SIM) recommande d'octroyer le contrat à la firme Vincent Ergonomie inc., soumissionnaire ayant obtenu le meilleur résultat (97% contre 77%) en fonction de la grille d'évaluation (enveloppe A). À l'ouverture de l'enveloppe B, les prix proposés (taxes incluses) étaient de 657 040,73 $ pour Vincent Ergonomie inc. et de 605 343,38 $ pour Synetik ErgoSolution inc.

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
VINCENT ERGONOMIE	97,00%	2,24	657 040,73 $	657 040,73 $
			605 343,38	605 343,38

SYNETIK ERGOSOLUTION	77,00%	2,10	$	$
Dernière estimation réalisée ($)			711 407,81 $	711 407,81 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)				(54 367,08) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)				-7,6%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)				(51 697,35) $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)				-7,9%

L'estimation de la valeur du contrat était basée sur le prix annuel de la dernière soumission obtenue en 2021, incluant une augmentation de 10% pour la première année et de 5% par année pour les deux années subséquentes, pour un total de 711 407,81 $, taxes incluses. Il y a donc un écart de -54 367,08 $ (-7,6 %) entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($).

Le soumissionnaire dans ce dossier n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) en date du 28 août 2024.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n`exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'article 5.2 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de rendement sera effectuée à la fin du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits budgétaires pour cette entente-cadre sont prévus au budget de fonctionnement du SPVM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police (article 19 paragraphe 8a), qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Deux années d'option seront possibles à la fin du contrat, avec une augmentation annuelle de 4 % par rapport au prix de la dernière année. Dans cette optique, le coût total (taxes incluses) pour les deux années serait de 464 629,21 $ (227 774,12 $ + 236 885,09 $). Si la Ville exerce les options de prolongation, elles feront l'objet d'un éventuel sommaire décisionnel et les prix seront ajustés tel que prévu au contrat.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan stratégique Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'ergonomie est une science qui s'intéresse aux interactions entre les individus et le travail avec pour objectif de trouver des compromis entre les exigences de la performance et celles liées à la santé et la sécurité des travailleurs. Les interventions de l'ergonome auprès du personnel du SPVM, surtout au niveau des policiers, permettent une meilleure efficacité, d'assurer un confort optimal, de réduire le stress au travail tout en réduisant significativement les risques de blessures.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite à l'octroi du contrat le cas échéant, un bon de commande sera émis annuellement pour les besoins du 1 novembre 2024 au 31 octobre 2027.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Faiza AMALLAL)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles PAUZE
conseiller(-ere) en planification

Tél : 438-821-0878
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-05

Line LEMAY
Inspectrice

Tél : 514-243-8717
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Vincent RICHER
directeur(-trice) adjoint(e) au spvm
Tél : 514-280-2602
Approuvé le : 2024-09-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél :
Approuvé le : 2024-09-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *124044001*
Unité administrative responsable :*Module Santé sécurité/SPVM*
Projet : Service d'ergonomie pour le SPVM

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Ce dossier contribue à la priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le SPVM utilise des services professionnels en ergonomie depuis 2004 dans un souci de prévention en matière de santé et sécurité au travail. Les interventions de l'ergonome permettent aux employés civils et policiers de poursuivre leur travail dans leurs principales assignations en éliminant ou en limitant le maximum de malaises, de lésions ou de blessures. Ceci a comme impact de réduire le nombre de cas soulevés en matière de santé et sécurité au travail et la perte de prestation de travail permettant une meilleure couverture du territoire montréalais.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1240440001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Vincent Ergonomie Inc. pour des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) sur une période de 36 mois, plus deux possibles années d'option de 12 mois chacune- Dépense totale de 657 040,73$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20514 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20514 TCP_SP.pdf
24-20514 PV.pdf
24-20514 _Liste des commandes _ SEAO.pdf
24-20514 Intervention de l'approvisionnement.xlsx - AppelOffres (1) (1).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Faiza AMALLAL
Agente d'approvionnement 2
Tél : 514-838-8254

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-12

Elie BOUSTANI
c/s app.strat.en biens
Tél : 514 838 4519
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20514

No du GDD : 1240440001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de services d'ergonomie exclusifs au SPVM

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 28 - 5 - 2024

Ouverture faite le : 20 - 6 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 4 - 6 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 61 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 9 - 2024

Date d'échéance révisée : 18 - 11 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Vincent Ergonomie	657 040,73 $	√	
Synetik ErgoSolution	605 343,38 $		

Information additionnelle

Un courriel a été envoyé au firme qui ont commandé le cahier de charge et qui n'ont pas présenté une offres, seulement deux (2) ont répondu qu'elles ne fournissent pas les produits ou les services demandés

Préparé par : Faiza Amallal

Le 9 - 9 - 2024

24-20514 - Acquisition de services d'ergonomie exclusifs au SPVM

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Vincent Ergonomie							97,0	657 040,73 $	2,24	1
Synetik ErgoSolution							77,0	605 343,38 $	2,10	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Faiza amallal**									

Comité	
Date	jeudi 11-07-2024
Heure	13 h 00
Lieu	Virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20514
Numéro de référence: 1846783
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Acquisition de services d'ergonomie exclusifs au SPVM
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

8 résultats **Résultats 1 à 8**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

Ranger, François 3967 rue Préfointaine Montréal QC CAN H1W2P8	Non diffusé	Francois Ranger Téléphone: 5149189746 Courriel: ranger.f@icloud.com	0 2024-05-20 16:03	61244 - 24-20514 Addenda 1 Devis Aucun 62055 - 24-20514 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:37 - Téléchargement 62111 - 24-20514 Critères de sélection _ Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:45 - Téléchargement 63406 - 24-20514 Addenda 3 Devis 2024-06-04 à 10:36 - Téléchargement 63585 - 24-20514 Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 15:03 - Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
ELOY ERGO INC. 190 rue Robinson Sud Granby QC CAN J2G7L8 https://www.eloyergo.com	Publique	PASCALINE ELOY Téléphone: 4505220318 Courriel: info@eloyergo.com	0 2024-05-16 15:45	61244 - 24-20514 Addenda 1 Devis Aucun 62055 - 24-20514 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:37 - Téléchargement 62111 - 24-20514 Critères de sélection _ Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:45 - Téléchargement

				Mode privilégié (plan): Courriel
TELUS Health (Canada) Ltd. 1060 Robert-Bourassa Bureau RC-01 Montréal QC CAN H3B4V3	Non diffusé	Isabelle D'amours Téléphone: 5148789090 Courriel: rfpmanagement@lifeworks.com	0 2024-05-13 10:54	61244 - 24-20514 Addenda 1 Devis 2024-05-16 à 14:52 - Téléchargement 62055 - 24-20514 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:37 - Téléchargement 62111 - 24-20514 Critères de sélection _ Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:45 - Téléchargement 63406 - 24-20514 Addenda 3 Devis 2024-06-04 à 10:36 - Téléchargement 63585 - 24-20514 Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 15:03 - Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
ErgoSolution Synetik inc. 1242, De Lanaudière Joliette QC CAN J6E3P1 http://www.synetikconseil.com	Non diffusé	Élyse Fafard Téléphone: 4507599449 Courriel: efafard@synetikgroup.com	0 2024-05-14 16:07	61244 - 24-20514 Addenda 1 Devis 2024-05-16 à 14:52 - Téléchargement 62055 - 24-20514 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:37 - Téléchargement 62111 - 24-20514 Critères de sélection _ Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:45 - Téléchargement 63406 - 24-20514 Addenda 3 Devis 2024-06-04 à 10:36 - Téléchargement 63585 - 24-20514 Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 15:03 - Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
OPTION ERGONOMIE 50 Saint-Charles Ouest Suite 100 Longueuil QC CAN J4H1C6	Publique	David Leonard Téléphone: 5143163746 Courriel: d.leonard@optionergonomie.ca	0 2024-05-28 14:30	61244 - 24-20514 Addenda 1 Devis Aucun 62055 - 24-20514 Addenda 2 Devis Aucun

				63585 - 24-20514 Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 15:03 - Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
BIRON LABORATOIRE MÉDICAL INC. 4105 boulevard matte Brossard QC CAN J4Y2P4 http://www.biron.ca	Non diffusé	Carlos Gonzalez Rubio Téléphone: 4388762141 Courriel: cgrubio@biron.com	0 2024-05-10 08:21	61244 - 24-20514 Addenda 1 Devis 2024-05-16 à 14:52 - Téléchargement 62055 - 24-20514 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:37 - Téléchargement 62111 - 24-20514 Critères de sélection _ Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:45 - Téléchargement 63406 - 24-20514 Addenda 3 Devis 2024-06-04 à 10:36 - Téléchargement 63585 - 24-20514 Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 15:03 - Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
VINCENT ERGONOMIE INC. 468, av. St-Charles bur. R9 Vaudreuil-Dorion QC CAN J7V2N5 http://www.vincentergonomie.com	Non diffusé	Patrick Vincent Téléphone: 5146223746 Courriel: info@vincentergonomie.com	0 2024-05-09 08:18	61244 - 24-20514 Addenda 1 Devis 2024-05-16 à 14:52 - Téléchargement 62055 - 24-20514 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:37 - Téléchargement 62111 - 24-20514 Critères de sélection _ Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 15:45 - Téléchargement 63406 - 24-20514 Addenda 3 Devis 2024-06-04 à 10:36 - Téléchargement 63585 - 24-20514 Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 15:03 - Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
LES CONSULTANTS OLYMPE INC. 928, boul. Saguenay Est CP 473 Chicoutimi QC CAN G7H5C8	Non diffusé	Denis Lapointe Téléphone: 4185457260 Courriel: dlapointe@olympe.com	0 2024-05-10 09:49	61244 - 24-20514 Addenda 1 Devis 2024-05-16 à 14:52 - Téléchargement

63406 - 24-20514 Addenda 3
Devis
2024-06-04 à 10:36 - Téléchargement

63585 - 24-20514 Addenda 4
Devis
2024-06-04 à 15:03 - Téléchargement

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1240440001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Vincent Ergonomie Inc. pour des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) sur une période de 36 mois, plus deux possibles années d'option de 12 mois chacune- Dépense totale de 657 040,73$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20514 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1240440001 - Vincent ergonomie inc__V2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgétaire

Tél : 438 822-0341

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-10

Line DESJARDINS
Cheffe de section - conseil et soutien financiers
Tél : 438 349-2262- -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service SPVM

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1247157013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois à compter du 1er février 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 58 215,82 $, taxes incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 215 218,35 $ à 273 434,17 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1- d'exercer la deuxième option de prolongation pour une période de 12 mois à compter du 1er février 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 52 923,47 $ taxes incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 215 218,35 $ à 268 141,82 $ taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 5 292,35 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 83,7 % par l'agglomération et à 16,3 % par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-25 13:43

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247157013**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois à compter du 1er février 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 58 215,82 $, taxes incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 215 218,35 $ à 273 434,17 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2020, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 20-18296 pour un service d'entretien, d'inspection, et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de cent vingt-cinq (125) bâtiments de la Ville de Montréal afin de répondre aux exigences du Code de construction du Québec conformément à la norme CSA-B64.10. Cet entretien est normalement effectué par une entreprise privée.
Le présent dossier vise à exercer la deuxième année d'option du contrat soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0618 - 23 novembre 2023 - Exercer la première option de prolongation de 12 mois, à compter du 1er février 2024 et autoriser une dépense additionnelle de 59 272,30 $, taxes et contingences incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total de la dépense de 155 946,05 $ à 215 218,35 $, taxes et contingences incluses.
CG21 0012 - 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à la firme Mécanicaction inc. pour le service d'entretien, d'inspection, et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR), pour une période de 36 mois à compter du 1er février 2021 avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune. Dépense totale de 155 946,05 $ taxes incluses - Appel d'offres public no 20-18296 - (4 soumissionnaires, 1 seul conforme).

DESCRIPTION

Le contrat prévoit :

- Un entretien préventif pour une inspection et un entretien des dispositifs anti-refoulement (DAR), selon la norme CSA-B64.10;
- Des appels de services prévoyant une réponse du fournisseur dans les 4 heures pour les requêtes régulières et une disponibilité 24 heures par jour / 7 jours par semaine pour les appels d'urgence.

JUSTIFICATION

Ce contrat ne présente pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants. Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la deuxième année d'option du contrat en cours. La prolongation de ce contrat assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2026 pour un coût total de 58 215,82 $ taxes incluses, incluant des contingences de 5 292,35 $ taxes incluses également.
La firme Mécanicaction inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec, et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés de 1,5 % par rapport à l'année précédente.
La dépense calculée sur la prolongation de ce contrat totalise la somme de 58 215,82 $ contingences et taxes incluses, et est répartie ainsi :

Pour l'entretien préventif (centre de responsabilité n° 114227)

Fournisseur	2025 (11 mois) taxes incluses	2026 (1 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
Mécanicaction inc.	33 012,00 $	- $	33 012,00 $

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 108140)

Fournisseur	2025 (11 mois) taxes incluses	2026 (1 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
Mécanicaction inc.	18 252,18 $	1 659,29 $	19 911,47 $

Pour les contingences de 10 % (centre de responsabilité n° 108140)

Fournisseur	2025 (11 mois) taxes incluses	2026 (1 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
Mécanicaction inc.	5 126,42 $	165,93 $	5 292,35 $

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI). La dépense est imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et est révisée annuellement lors de la confection du budget.

Cette dépense sera assumée à 83,7 % par l'agglomération et à 16,3 % par la ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report d'octroi du contrat aurait un impact sur la protection du réseau d'eau potable des bâtiments contre les risques de contamination.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune opération de communication n'est nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la deuxième prolongation : 1er février 2025
Fin de la deuxième prolongation : 31 janvier 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement
Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-05

Marie-Josée MOTARD

Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

chef(fe) de section - gestion immobiliere et exploitation des batiments a contrat

Tél : (514) 476-1259
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2024-09-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-09-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247157013*
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification des immeubles
Projet : service d'inspection et d'entretien des systèmes anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Les lieux et bâtiments fréquentés par les montréalais et les montréalaises doivent être sécuritaires et conformes aux exigences du Code national de prévention incendie (CNPI) et du Code national du bâtiment (CNB).*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 24 mai 2024

Monsieur Sylvain Pelletier
Mécanicaction inc.
6660, avenue Paul-Émile-Lamarche,
St-Léonard (QC) H1P 1J7

Courriel : spelletier@mecanicaction.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 20-18296
Service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR)

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er février 2025 au 31 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Prenez note que les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur, lesquels sont augmentés de **Un et Demi POUR CENT (1,5%)** pour la période visée par le renouvellement, tel que stipulé dans la clause 2.03.02 du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 31 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : SYLVAIN PELLETIER 2024-05-27
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247157013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois à compter du 1er février 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 58 215,82 $, taxes incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 215 218,35 $ à 273 434,17 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247157013 - Entretien dispositifs anti-refoulement.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-09

Diane NGUYEN
conseiller(-ere) budgetaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1244681004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aide financière de 2 793 858,26 $ à Un toit pour elles pour la construction d'un immeuble de 18 logements situé dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Un toit pour elles; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal.

Il est recommandé:

1. D'autoriser une aide financière de 2 793 858,26 $ à Un toit pour elles provenant du budget de fonctionnement du service de l'habitation et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM);
2. D'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Un toit pour elles;
3. De déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal;
4. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-09-27 15:51

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1244681004**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aide financière de 2 793 858,26 $ à Un toit pour elles pour la construction d'un immeuble de 18 logements situé dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Un toit pour elles; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet est réalisé dans le cadre du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) de la Société d'habitation du Québec (SHQ). L'objectif de ce programme est d'appuyer financièrement des projets qui offrent des logements locatifs abordables destinés à des ménages à revenu faible ou modeste ainsi qu'à des personnes ayant des besoins particuliers en habitation.

Le projet est réalisé à la suite du premier appel à projets de la SHQ qui a eu lieu en mai 2022. La SHQ a émise la lettre d'acceptation finale le 22 août 2024.

Les municipalités jouent un rôle important dans le programme puisque tous les projets sélectionnés doivent être appuyés par une contribution municipale équivalante à 40 % de la subvention de base de la SHQ. La part de la Ville est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Le présent sommaire concerne la convention de contribution financière entre la Ville et Un toit pour elles (l'Organisme), laquelle ne vise que la réalisation du projet; le suivi en exploitation sera assuré par la SHQ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CG24 0377 – 20 juin 2024 (Sommaire : 1244681001) - Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aide financière de 2 280 372,08 $ à La Sortie pour la construction d'un immeuble de 15 logements situé dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et La Sortie; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal.

- CG24 0369 – 20 juin 2024 (Sommaire : 1244681002) - Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aide financière de 5 765 541 $ à Gérer son quartier pour la rénovation de quatre immeubles totalisant 95 logements situé dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Gérer son quartier; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal.

- CG24 0078 - 22 février 2024 (Sommaire : 1239053002) – Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aire financière de 4 151 560,85 à Habitation Libr'Elles pour la construction d'un immeuble de 55 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

- CG24 0079 - 22 février 2024 (Sommaire : 1239053003) – Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aire financière de 2 496 306,19 à Logifem Inc. pour la construction d'un immeuble de 35 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

DESCRIPTION

Dans le cadre du programme PHAQ, l'organisme Un toit pour elles, a soumis un projet de construction neuve d'un bâtiment de trois étages comprenant 18 logements (14x1c.c et 4x2c.c) avec des espaces communautaires destinés au soutien et au développement des résidents.

Le coût de construction de l'immeuble s'élève à 8 255 435,33$. À ces montants s'ajoutent le coût d'acquisition, les honoraires professionnels, le coût des études et des dépenses connexes, ainsi que les taxes applicables. Le coût total de réalisation du projet est de 13 142 863,91 $.

Coût total de réalisation : 13 142 863,91 $ financé par les contributions suivantes :

Subvention de base SHQ : 6 984 645,65 $

Initiative de création rapide de logements (ICRL-3) volet projet de la Société canadienne
d'hypothèques et de logement (SCHL) (par l'entremise de la SHQ) : 3 253 560,00 $

Subvention Ville (CMM) : 2 793 858,26 $
Financement initial (SCHL): 72 000,00 $
Subvention Novoclimat (Transition énergétique Québec): 38 800,00 $

Dans le cadre du PHAQ, l'Organisme s'engage à maintenir les loyers des logements du projet admissible conformes aux loyers maximaux pour une période de 35 ans.

Une convention de réalisation, d'exploitation et de financement entre la SHQ et l'organisme est conclue à cet effet. La contribution de la Ville est conditionnelle à la signature de cette convention.

JUSTIFICATION

Le projet:

- Correspond à la volonté de la Ville de Montréal d'accroître l'offre de logements salubres, adéquats et abordables sur le territoire montréalais;
- Contribue à l'atteinte des objectifs du Chantier Montréal abordable;
- Le projet a reçu l'acceptation finale de la SHQ dans le cadre du programme PHAQ en date du 22 août 2024;
- Le projet a reçu la somme de 3 253 560 $ dans le cadre de l'initiative pour la création rapide de logement (ICRL) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), cette contribution est administrée par la SHQ ;
- L'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve est favorable à la réalisation du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière non récurrente maximale de 2 793 858,26 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation.
Puisque le PHAQ est un programme de la SHQ, cette dépense sera compensée par un revenu équivalent provenant de la CMM, tel que prévu dans la Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal.

La contribution de la Ville de Montréal a été calculée en tenant compte des normes du programme PHAQ. Elle correspond à 40% de la subvention de base versée par la SHQ.

Le calendrier de versement de la subvention sera fait tel que le prévoit la convention :

- Signature de la convention Ville-Organisme : 30% de la subvention
- Signature du contrat de l'entrepreneur : 20% de la subvention
- 50% d'avancement des travaux : 30% de la subvention
- À la fin des travaux, soit à l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux : 20% de la subvention

La contribution financière concerne une compétence de l'agglomération de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération* compte tenu que le présent projet vise la réalisation de logements destinés à une clientèle à revenus modestes, que l'organisme bénéficiaire est un OBNL, que les loyers seront maintenus abordables pour une période de plus de 20 ans et que la CMM remboursera les contributions municipales dans le cadre de l'Entente PHAQ.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Tel qu'indiqué à la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe du sommaire décisionnel, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au plan urbain, le projet permettra l'accroissement du nombre de logements sociaux et abordables et la requalification d'un site à vocation commerciale à résidentielle. Au plan social, le projet constitue un apport au secteur pour permettre une mixité urbaine créant un milieu de vie inclusif près de services de proximité et d'infrastructures sociales.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication sont prévues conformément au protocole de communication prévu dans la convention de contribution entre la SHQ et l'organisme et entre la Ville et l'organisme. Ce protocole prévoit notamment que la SHQ fera le lien avec la municipalité. Une coordination sera aussi faite avec les autres partenaires financiers le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josee DION, Service de l'habitation
Isabelle PICHÉ, Service de l'habitation
Hafsa DABA, Service de l'habitation
Martin ALAIN, Service de l'habitation
René LAROCHE, Service de l'habitation
Clotilde TARDITI, Service de l'habitation
Marc GUIMOND, Service de l'habitation

Carol-Anne LANGLOIS, Service de l'habitation
Stéphanie JEAN, Direction générale
Christelle LEMONNIE NAREZO, Direction générale

Lecture :

Josee DION, 19 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josee DION
Conseillère en développement de l'habitation

Tél : 438 822-6439
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-11

Hafsa DABA
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 514-868-7688
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-09-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-09-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1244681004
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : *Un toit pour elles*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'HABITATION ABORDABLE QUÉBEC (PHAQ)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Clotilde Tarditi, directrice du Service de l'habitation dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG_____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Un toit pour elles**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38 dont l'adresse principale est 7105, rue St-Hubert, bureau 302, Montréal, Québec, H2S 2N1, agissant et représentée par Lorraine Roy, présidente et Marie-Anne Morin, secrétaire, dûment autorisées aux fins des présentes tel qu'elles le déclarent;

Ci-après appelé(e) l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ., c. S-8), la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») a pour objet de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation et de favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitation;

ATTENDU QUE la SHQ peut, avec l'autorisation du gouvernement du Québec, mettre en œuvre les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE la SHQ a approuvé les orientations d'un nouveau programme d'aide à la construction de logements abordables;

ATTENDU QUE par le décret numéro 8-2022 du 12 janvier 2022, modifié par le décret numéro 1144-2022 du 22 juin 2022, par le décret numéro 1044-2023 du 21 juin 2023 et par le décret 21-2024 du 17 janvier 2024, la SHQ a été autorisée par le gouvernement du Québec à mettre en œuvre ce nouveau programme selon le cadre normatif prévu au décret 21-2024, soit le programme d'habitation abordable Québec (ci-après le « **PHAQ** »);

ATTENDU QUE le PHAQ prévoit l'octroi de subventions par la SHQ pour la réalisation de projets répondant aux exigences du programme;

ATTENDU QU'une contribution municipale complémentaire est exigée, laquelle doit correspondre à quarante pour cent (40 %) de la subvention de base versée par la SHQ pour la réalisation d'un projet;

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis, dans le cadre du PHAQ, une demande de subvention à la SHQ pour la réalisation de son Projet (tel que ce terme est défini à l'article 2), et que la candidature de l'Organisme ainsi que son Projet ont été formellement approuvés dans le cadre du PHAQ, tel qu'il appert de la lettre jointe à l'Annexe 1 de la présente convention;

ATTENDU QU'une convention de réalisation et d'exploitation prévoyant l'octroi par la SHQ des subventions prévues dans le cadre du PHAQ et garantissant le maintien dans le temps de l'immeuble et de son caractère social et abordable, lie l'Organisme et la SHQ pour la réalisation du Projet (ci-après la « **Convention de réalisation et d'exploitation SHQ** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des services d'intervention et d'hébergement pour des femmes et leurs enfants en situation de vulnérabilité;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite une contribution de la part de la Ville équivalente à quarante pour cent (40 %) de la Subvention SHQ (tel que ce terme est défini à l'article 2);

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant une contribution financière (ci-après la « **Contribution municipale** » et tel que ce terme est défini à l'article 2), comme exigée dans le cadre du PHAQ;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (ci-après la « **Convention** »), prévoir les conditions se rattachant à la Contribution municipale;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » :	la description du Projet de l'Organisme et ses données spécifiques ainsi que la lettre d'acceptation définitive du Projet émise par la SHQ;
2.2 « **Annexe 2** » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.5.1 de la présente Convention;
2.3 « **Annexe 3** » :	la description des coûts admissibles et non admissibles dans le cadre du PHAQ;
2.4 « **Annexe 4** » :	les documents minimalement exigés aux fins de la Reddition de compte conformément à la présente Convention;
2.5 « **Contribution municipale** » :	la contribution financière versée par la Ville prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, laquelle correspond à quarante pour cent (40 %) de la Subvention SHQ. La Subvention SHQ est plus amplement définie

à l'article 2.13;

2.6 « **Coûts de réalisation admissibles** » : les coûts admissibles dans le cadre du PHAQ engagés par l'Organisme dans le cadre du Projet, excluant les coûts non admissibles. Les coûts admissibles et les coûts non admissibles sont prévus à l'Annexe 3;

2.7 « **Logement** » : un lieu destiné à une occupation résidentielle, incluant une chambre ou un studio, loué ou offert en location de manière temporaire ou permanente. N'est pas inclus un lieu occupé à des fins de villégiature ou situé dans un établissement hôtelier;

2.8 « **Logement abordable** » : un Logement dont le loyer respecte le loyer maximum reconnu par la SHQ dans le cadre du PHAQ, le cas échéant, conformément à son cadre normatif;

2.9 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la Contribution municipale. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1 et prévoit la réalisation des unités de Logement abordable dont la typologie est présentée à cette annexe. Le Projet est réalisé sur les immeubles dont la désignation cadastrale apparaît à l'Annexe 1;

2.10 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.11 « **Reddition de compte** » : les documents et les informations qui doivent être transmis au Responsable pour la durée de la présente Convention ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, lesquels devront être conformes aux exigences prévues à la présente Convention et à la satisfaction du Responsable. Les documents minimalement exigés dans le cadre de la Reddition de

compte sont prévus à l'Annexe 4;

2.12 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.13 « **Subvention SHQ** » : aux fins de la présente Convention, correspond à la subvention de base octroyée par la SHQ à l'Organisme dans le cadre du PHAQ conformément à la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ et à la lettre d'acceptation définitive du Projet émise par la SHQ jointe à l'Annexe 1;

2.14 « **Unité administrative** » : le Service de l'habitation de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la Contribution municipale à l'Organisme, afin que ce dernier puisse réaliser le Projet dans le cadre du PHAQ, conformément à son cadre normatif.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 réaliser le Projet conformément au cadre normatif du PHAQ, à la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ et à la présente Convention et, de ce fait, assurer la réalisation de Logements abordables;

4.1.2 utiliser la Contribution municipale uniquement dans le cadre de la réalisation du Projet pour la réalisation de Logements abordables dans le cadre du PHAQ, conformément à son cadre normatif et exclusivement pour acquitter les Coûts de réalisation admissibles afférents à celui-ci (Annexe 3). En aucun cas, la Contribution municipale ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.3 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement, et les risques associés à la réalisation du Projet ainsi que tous les coûts qui ne sont pas visés par les Coûts de réalisation admissibles, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la Contribution municipale;

4.1.4 maintenir en vigueur et respecter en tout temps l'intégralité des termes et conditions prévus à la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ, incluant toute nouvelle condition advenant la modification de cette dernière convention.

L'Organisme s'engage à aviser sans délai le Responsable de toute situation de défaut conformément à la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ ou, encore, si la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ est modifiée ou prend fin, pour quelque raison que ce soit, et ce, dès la survenance de l'un ou l'autre de ces événements;

4.1.5 signer et maintenir en vigueur, jusqu'à la réalisation complète du Projet, un contrat de construction avec un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables, en conformité avec chacune des exigences prévues à l'article 4.3 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Entrepreneur et entreprise en règle

4.3.1 s'assurer que toute personne exécutant les travaux dans le cadre du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment;

4.3.2 dans le cadre de la réalisation du Projet, s'assurer qu'aucun entrepreneur inscrit ou entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ne soit impliqué dans le Projet, et ce, incluant notamment tout fournisseur ou sous-traitant;

4.3.3 s’assurer et exiger de l’entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet qu’il souscrive un contrat d’assurance chantier tous risques ainsi qu’un contrat d’assurance responsabilité civile auprès d’une compagnie d’assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l’Autorité des marchés financiers, et dans lesquels l’Organisme et la Ville devront être désignés comme assurés additionnels.

4.4 Respect des lois

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l’affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l’article 58 de la *Charte de la langue française*, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l’autre langue en termes de visibilité.

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité établi à la Convention de réalisation et d’exploitation SHQ (ci-après le « Protocole de visibilité ») et joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de la Contribution municipale par rapport à l’aide accordée par les autres personnes qui auraient contribué au Projet;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet, conformément au Protocole de visibilité;

4.5.3 respecter toute autre modalité prévue au Protocole de visibilité.

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et en conformité avec l'Annexe 4, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Nonobstant l'alinéa 1 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), tout document exigé dans le cadre de la Reddition de compte doit être transmis au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour la Contribution municipale et faisant état des fins pour lesquelles elle a été utilisée;

4.6.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au

Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier.

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme de la Contribution municipale non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.8 Responsabilité

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et, sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après un jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.9 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

4.9.1 lorsque la Contribution municipale est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Information continue

4.10.1 informer par écrit et sans délai le Responsable de toute situation de défaut aux termes de la présente Convention ou de toute situation ou événement qui pourrait mener à un tel défaut;

4.10.2 informer par écrit et sans délai le Responsable de tout renseignement ou information concernant le Projet, incluant tout renseignement ou information permettant au Responsable de s'assurer du respect de la présente Convention par l'Organisme et de voir à son application. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme s'engage notamment à informer le Responsable de tout ajustement au montant de la Subvention SHQ, de la réception d'une contribution privée dans le cadre du Projet ou de toute communication ou information susceptible d'avoir un impact sur la présente Convention, incluant la Contribution municipale;

4.10.3 transmettre, sur demande du Responsable et sans délai, tout document, information ou renseignement qu'il pourra raisonnablement demander en lien avec le Projet.

4.11 Interdiction d'aliéner les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet

4.11.1 ne pas aliéner, céder, transférer, disposer ou transporter les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, en tout ou en partie, sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville, laquelle pourra, le cas échéant, exiger toute condition qu'elle jugera nécessaire et appropriée, selon les circonstances;

4.11.2 pour l'application de l'article 4.11.1, est réputé constituer une aliénation tout acte en vertu duquel l'Organisme octroie à un tiers tout droit, titre ou intérêt sur ou à l'égard de ces immeubles, mais

sans y être limité, une servitude ou tout autre démembrement du droit de propriété.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution municipale

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution municipale d'une somme maximale de deux million sept cent quatre-vingt-treize mille huit cent cinquante-huit dollars et vingt-six sous (2 793 858,26 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée au paiement des Coûts de réalisation admissibles dans le cadre du Projet. Les Parties conviennent que la Contribution municipale de la Ville ne peut en aucun cas excéder quarante pour cent (40 %) de la Subvention SHQ.

5.2 Versement de la Contribution municipale et documents exigés

5.2.1 La Contribution municipale sera versée selon les modalités suivantes, à la condition que l'Organisme ait respecté chacune des conditions prévues ci-dessous et qu'il ait transmis au Responsable tout document pouvant être raisonnablement demandé par ce dernier avant chacun des versements pour s'assurer du respect par l'Organisme de la présente Convention.

5.2.1.1 Un premier versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la signature de la présente Convention par les Parties, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- Une copie de la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ signée par la SHQ et l'Organisme;
- Conformément au cadre normatif du PHAQ, une preuve que l'Organisme est propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, soit une copie de l'index aux immeubles à jour ou une copie certifiée conforme de l'acte de vente;

- Une copie des documents exigés conformément à l'article 4.7.1 de la présente Convention;

- Une copie des polices ou des certificats d'assurance exigés conformément à l'article 9 de la présente Convention.

5.2.1.2 Un deuxième versement représentant vingt pour cent (20 %) de la Contribution municipale, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- une copie du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables;

- Une copie des polices ou des certificats d'assurance démontrant les contrats d'assurances exigés conformément à l'article 4.3.3 de la présente Convention.

5.2.1.3 Un troisième versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Un certificat émis par un architecte attestant de l'état d'avancement des travaux dans le cadre du Projet à un pourcentage d'au moins cinquante pour cent (50 %).

5.2.1.4 Un dernier versement représentant le solde de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Une copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux (CAST) émis par l'architecte du Projet.

5.2.2 Nonobstant ce qui précède, chaque versement de la Contribution municipale demeure en tout temps conditionnel à ce que :

- l'Organisme ait respecté chacun des termes et des conditions prévus à la présente Convention;
- conformément au cadre normatif du PHAQ, l'Organisme soit propriétaire de l' immeuble sur lequel est réalisé le Projet;
- La Convention de réalisation et d'exploitation SHQ signée entre l'Organisme et la SHQ soit toujours en vigueur et à ce que l'Organisme ne soit pas en défaut conformément à celle-ci.

5.2.3 Les Parties conviennent que tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la Contribution municipale

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention.

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution municipale si la réalisation du Projet ne requiert pas la somme maximale, notamment en raison des règles de cumul des aides financières publiques ou encore, si l'Organisme bénéficie d'une contribution privée dans le cadre du Projet conformément au cadre normatif du PHAQ. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée à l'Organisme, il s'engage à rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable à cet effet, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme.

5.3.3 Si le montant de la Subvention SHQ est ajusté à la baisse, la Contribution municipale sera automatiquement réduite pour correspondre à quarante pour cent (40 %) de la Subvention SHQ réellement octroyée à l'Organisme par la SHQ dans le cadre du PHAQ. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée, l'Organisme devra rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme.

5.3.4 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la Contribution municipale d'un montant équivalent à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit, notamment, informer le Responsable par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la Contribution municipale octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention ou s'il est en défaut en vertu de la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ;

7.1.2 si, malgré une demande de la SHQ, l'Organisme n'a pas remédié à un défaut en vertu de la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ et que la SHQ exerce alors ses recours contre l'Organisme ou ses biens ou si la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ prend fin, pour quelque raison que ce soit;

7.1.3 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.5 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement de la Contribution municipale tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention pourra être résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3, 7.1.4 ou 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due et l'Organisme devra dès lors cesser toute utilisation de la Contribution municipale. Ce dernier devra également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, que celles-ci aient été engagées ou non dans le Projet. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 9
ASSURANCES

9.1 L'Organisme doit souscrire auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet (incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts) jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans lesquels la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

9.2 De plus, chacun des contrats d'assurances susmentionné doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme, ou l'assureur.

9.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des polices ou des certificats d'assurance.

9.4 L'Organisme doit fournir, à chaque année, les certificats de renouvellement des contrats d'assurance visés par le présent article 9, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits remis par l'Organisme dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente Convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Sous réserve d'une autorisation préalable et écrite de la Ville, l'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7105, rue St-Hubert, bureau 302, Montréal, Québec, H2S 2N1, et tout avis doit être adressé à l'attention de Lorraine Roy, Présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ____ jour de _____2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Clotilde Tarditi, directrice du Service de l'habitation

Le ___jour de _____2024

UN TOIT POUR ELLES

Par : _____
Lorraine Roy, présidente

Par : _____
Marie-Anne Morin, secrétaire

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération, le e jour de ……. 2024 (Résolution CG…….).

ANNEXE 1
Description du Projet et données spécifiques ainsi que la lettre d'acceptation définitive de la SHQ

Nom du bénéficiaire : Un toit pour elles

Nom du Projet : Un toit pour elles

Numéro du Projet : PHAQ - 00019

Adresse du Projet : 7750, rue Hochelaga Montréal, H1L 2K5 (ATTENTION : CETTE ADRESSE DOIT RESTER CONFIDENTIELLE EN RAISON DE LA VOCATION DU PROJET)

Désignation cadastrale du Projet (immeuble(s) sur le(s)quel(s) est réalisé le Projet) : 1 323 975 et 1 323 976 du cadastre du Québec

Droit de propriété : propriétaire

Type d'occupation : logement permanent

Nombre de bâtiments : 1

Description du Projet : Construction neuve X Rénovation ☐

Description des Logements :

Typologie	**Nombre sans service**	**Nombre avec services**	**Clientèle**
Chambres			
Studios			
Logements de 1 c.c.	14	X	Personne victime de violence
Logements de 2 c.c.	4	X	Personne victime de violence
Logements de 3 c.c.			
Logements de 4 c.c.			
Logements de 5 c.c. et plus			
Total	**18**		

SERVICES OFFERTS AUX LOCATAIRES

Repas ☐
Loisir ☐
Sécurité ☐
Aide domestique ☐

Soutien et assistance X
Autre

SUBVENTIONS PHAQ

Montant de la subvention de base (SHQ) : 6 984 645, 65 $

Montant de la subvention pour prix d'acquisition du terrain élevé (SHQ) : 0 $

Montant de la Contribution municipale : 2 793 858,26 $

À_____, le _____

Résidence Un toit pour elles

_____
Par : Lorraine Roy, présidente

_____
Par : Marie-Anne Morin, secrétaire

ANNEXE 2
Protocole de visibilité

L'Organisme doit se conformer aux directives qui sont établies par la SHQ relativement à la visibilité qu'il donnera au Projet en respectant les exigences suivantes :

- Aviser vingt (20) jours ouvrables à l'avance la SHQ, qui fera le lien avec la Ville, de toute intention d'effectuer toute forme de communication : événement, conférence de presse, communiqué, site Web, médias sociaux, publicité, affichage, rapport de recherche, document d'information, etc.;
- Faire approuver les moyens de communication selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus par la SHQ, qui fera le lien avec la Ville;
- Offrir à la SHQ et à tout(e) représentant(e) qu'elle désignera, ainsi qu'à tout(e) représentant(e) de la municipalité où le projet sera construit, la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médiatiques;
- S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11).

L'Organisme s'engage également à respecter les exigences décrites ci-dessous :

Multimédia

- Prendre des photos ou faire des vidéos qui montrent l'évolution du Projet à des moments clés (au moins cinq (5)) et les envoyer à communications@shq.gouv.qc.ca en précisant :
  - Nom et numéro de référence du Projet (PHAQ-00019);
  - Date de la captation visuelle;
  - Phase du Projet.
- Ces photos et vidéos seront libres de droits et pourront être utilisées par la SHQ et la Ville sur différentes plateformes (site Web, réseaux sociaux, articles, etc.)

Reconnaissance des contributions

Apposer la signature visuelle de la SHQ et celle la Ville sur tous les outils de communication imprimés et électroniques. Si cet ajout n'est pas possible, ajouter l'une des mentions suivantes :

- Dans le cas où la SHQ est la seule contributrice : Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière du gouvernement du Québec (SHQ).
- Dans le cas où la contribution de la SHQ s'ajoute à la participation du gouvernement du Canada et de la Ville (la valeur de la contribution détermine la préséance des deux gouvernements) : Avec le soutien des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal.

Relations publiques et médiatiques

- **Message écrit officiel**

  Proposer à la SHQ ainsi qu'à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un(e) représentant(e) politique dans toutes les communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins vingt (20) jours ouvrables avant la date limite de livraison du matériel.

- **Annonce ou événement public**
  - Inviter un(e) représentant(e) politique du gouvernement du Québec ainsi que de la Ville à participer au moins vingt (20) jours ouvrables avant l'événement. Une fois la participation confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et les coordonner;
  - Proposer un scénario de déroulement pour approbation;
  - Assurer l'accréditation média du personnel délégué par le gouvernement ainsi que de ses collaborateurs, comme les relationnistes, photographes, etc.;
  - Veiller à ce que les personnes pouvant paraître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

ANNEXE 3
Description des coûts admissibles et non admissibles dans le cadre du PHAQ

Coûts admissibles :

Les coûts suivants, liés à la réalisation de la partie résidentielle d'un projet sont admissibles :

- les coûts liés à l'acquisition de l'immeuble et les frais connexes ou les coûts liés à l'actualisation de la rente emphytéotique jusqu'à un maximum de la valeur de l'immeuble;
- les dépenses liées à la préparation et au développement du projet incluant les permis et les intérêts sur financement;
- les coûts relatifs aux honoraires professionnels liés à la réalisation d'études et de rapports (étude environnementale, rapport d'inspection précisant les travaux à effectuer pour rendre conformes les installations, étude géotechnique, étude de faisabilité), de la conception et du suivi des travaux;
- les coûts de construction liés à la partie résidentielle du projet, soit les coûts des travaux et les frais connexes liés à ceux-ci (main d'œuvre, matériaux, acquisition technologique, matériel de contrôle) ainsi que les dépenses liées à l'aménagement standard du terrain;
- l'acquisition de mobilier standard pour les espaces communs lorsque le projet est de typologie « studio et 1 chambre à coucher et plus » avec services ou de typologie « chambre » (avec ou sans services).

Les services destinés aux locataires ne sont pas financés dans le cadre du PHAQ. Ces services sont payés par les occupants et les locataires ou subventionnés par le réseau de la santé et des services sociaux ou d'autres partenaires.

Coûts non admissibles :

Les coûts suivants ne sont pas admissibles :

- les dépenses liées à l'acquisition de mobilier ou d'appareils ménagers à être installés dans des logements autres que ceux de la typologie « chambre »;
- les dépenses liées à l'acquisition de vaisselle, d'ustensiles, d'accessoires de cuisine et de literie, de produits de conciergerie et d'entretien;

- les coûts de travaux liés à l’adaptation d’un logement;
- les dépenses liées à la décontamination du terrain et du bâtiment;
- les coûts des travaux permettant d’amener les services d’aqueduc et d’égout jusqu’au terrain;
- les dépenses liées à des entrepreneurs inscrits au RENA.

ANNEXE 4
Documents requis aux différentes étapes – Reddition de compte

---

Pour permettre le versement de la Contribution municipale l'Organisme doit obligatoirement fournir les documents suivants :

Aux fins du 1er versement – 30 % :

- Copie de la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ signée;
- Preuve que l'Organisme est propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, soit une copie de l'index aux immeubles à jour ou une copie certifiée conforme de l'acte de vente;
- Copie des règlements généraux de l'Organisme et de ses lettres patentes;
- Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance responsabilité civile de l'Organisme;
- Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet.

Aux fins du 2e versement – 20 % :

- Copie signée du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et l'entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet;
- Copie des polices ou des certificats d'assurance de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet – couverture d'assurance chantier tous risques et d'assurance responsabilité civile.

Aux fins du 3e versement – 30 % :

- Copie du certificat de l'architecte confirmant l'avancement des travaux dans le cadre du Projet minimalement à 50 %.

Aux fins du dernier versement :

- Copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux du Projet (CAST) émis par un architecte.

AUTRES DOCUMENTS À FOURNIR DANS LE CADRE DE LA REDDITION DE COMPTE :

Dès que ceux-ci sont en possession de l'Organisme, mais au plus tard dix-huit (18) mois suivant la fin des travaux du Projet, tel qu'indiqué au certificat de fin des travaux émis par un architecte :

- Certificat émis par un architecte attestant de la fin des travaux dans le cadre du Projet;
- Preuve que l'Organisme est devenu propriétaire du Projet et des immeubles sur lesquels il est réalisé;
- État audité des coûts de réalisation du Projet;
- Confirmation du montant de la subvention réelle de la SHQ octroyée dans le cadre du PHAQ;
- Certificat de localisation relatif au Projet après travaux;
- Tout autre document relatif au Projet pouvant être exigé par le Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1244681004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aide financière de 2 793 858,26 $ à Un toit pour elles pour la construction d'un immeuble de 18 logements situé dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Un toit pour elles; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_1244681004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-30

Ibtissam ABDELLAOUI
Agente de gestion de ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1245593001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats à la firme Distribution Maranda inc., pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'Eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau (Inspection-DRE) - Dépense totale de 1 220 306,03 $, taxes incluses (contrat : 1 016 921,69 $ + contingences 203 384,34 $) - Appel d'offres public 24-20608 - (un soumissionnaire)

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire, Distribution Maranda inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau, aux prix de ses soumissions, soit pour une somme maximale de 1 016 921,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20608 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	Lot # 1 Fourniture et installation d'aménagements préfabriquées pour fourgons métier dans des camions fournir par la ville de Montréal pour métier DRE-Inspection selon le devis 217G24A22.	**336 711,77** $
Distribution Maranda inc.	Lot # 2 Fourniture et installation d'aménagement de fourgons métier par la Ville de Montréal pour métier ARSO - aqueduc selon le devis 227H24A22.	**680 209,92** $

2. d'autoriser une dépense de 203 384,34 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Distribution Maranda inc pour le lot # 2.;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 22 % par l'agglomération, pour un montant de 272 736,53 $, (taxes incluses).

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-09-30 12:00

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245593001**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats à la firme Distribution Maranda inc., pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'Eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau (Inspection-DRE) - Dépense totale de 1 220 306,03 $, taxes incluses (contrat : 1 016 921,69 $ + contingences 203 384,34 $) - Appel d'offres public 24-20608 - (un soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification d'aménagement de matériel roulant pour 2025, le SMRA a identifié le besoin de remplacer quinze fourgons utilitaires allongés, pour le Service de l'eau.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 24-20608. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 45 jours, soit du 15 juillet au 29 août 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, trois addendas ont été émis afin d'ajouter la déclaration d'intégrité et le remplacement du bordereau de prix.

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	6 août 2024	Ajout - Déclaration d'intégrité	non
2	20 août 2024	Modification de l'addenda 1 - Déclaration d'intégrité	non
3	21 août 2024	Modification - Remplacement de bordereau de prix	non

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 27 décembre 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 0386 - 15 avril 2024 - Accorder un contrat à Bernier & Crépeau (1988) Inc., pour la fourniture et l'aménagement de deux (2) fourgons utilitaires allongés, toit surélevé pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc - Dépense totale de 517 365,42 $, taxes incluses (contrat : 431 137,85 $ + contingences : 86 227,57 $) - Appel d'offres public 23-20093 - (Trois (3) soumissionnaires).

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA désire faire aménager dix Ford Transit 350 Long Extended avec un empattement de 148 pouces et toit surélevé ainsi que de cinq Ford Transit 350 XL allongé toit surélevé pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc et la Direction des réseaux d'eau (Inspection-DRE) . Il s'agit des équipes responsables de l'inspections des conduites d'eau sur le territoire de la Ville de Montréal.
L'aménagement comportera plusieurs items dont;

- Aménagement mobilier;
- Flèches et gyrophares;
- Système de chauffage;
- Attache remorque;
- Support à échelle.

Détail des coûts

Description	Quantité	Prix unitaire (incluant les taxes)	Montant total (incluant les taxes)
Lot # 1 Fourniture et installation d'aménagements préfabriquées pour fourgons métier dans des camions fournir par la ville de Montréal pour métier DRE-Inspection selon le devis 217G24A22.	10	33 671,17 $	**336 711,77 $**
Lot # 2 Fourniture et installation d'aménagement de fourgons métier par la Ville de Montréal pour métier ARSO - aqueduc selon le devis 227H24A22.	5	136 041.99 $	**680 209,92 $**

Délais de livraison
Lot 1 : Premier véhicule: Huit semaines à compter de la date de réception du bon de commande.
Deuxième véhicule et subséquent: Cadence de un par semaine après de la date de réception du premier véhicule.

Lot 2 : Premier véhicule : 120 jours à compter de la date de réception du bon de commande. Deuxième véhicule à 170 jours et les subséquents à 40 jours d'intervalle.

Garantie
L'adjudicataire garantit les biens contre tout défaut de conception, de fabrication, de matériaux et d'installation lorsqu'elle est effectuée par l'adjudicateur. La garantie couvre les pièces de remplacement, la main-d'œuvre, les frais de transport, d'assurance, la disponibilité du personnel technique aux heures ouvrables et tous les autres frais relatifs au service, à l'entretien, à la réparation, à la modification ou au rehaussement ou remplacement des biens.

L’exécution de cette garantie est à la charge de l’adjudicataire.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu un seul preneur du cahier des charges. Une soumission a été déposée (100%).
En référence à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité, à la suite d’une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s’entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l’estimation établie par la municipalité. Il n'y a pas eu de négociation car l'estimation établie par le requérant est supérieure au prix proposé à la soumission.

Lot # 1

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	336 711,76 $	67 342,35 $	404 054,11 $
Dernière estimation réalisée ($)	966 364,88 $	193 272,98 $	1 159 637,86 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-629 653,12 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-65,16 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Lot # 2

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	680 209,92 $	136 041,98 $	816 251,90 $
Dernière estimation réalisée ($)	757 397,81 $	151 479,56 $	908 877,37 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-77 187,89 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-10,19 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché.

L'écart favorable à la Ville de Montréal s'explique par les prix qui ont été évalués selon les dernières études de marché pour les aménagements préfabriqués de 2022-2023, en tenant compte de l'augmentation des prix des batteries et composantes. Toutefois, il semblerait que le fournisseur ait proposé un prix très compétitif, allant en dessous du prix payé en 2023 pour nos derniers aménagements préfabriqué.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 3 septembre 2024.

Lot # 1 Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, l'évaluation du risque a été effectuée par les professionnels du SMRA pour l'ensemble des lots. Le risque a été évalué à faible, par conséquent l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

Lot # 2 Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le seul soumissionnaire conforme, Distribution Maranda inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 1 016 921,68 $, incluant les taxes.
Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 203 384,34 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

Elles seront aussi financées par les règlements d'emprunts 22-042 Remplacement véhicules, équipements & produits écoresponsables CM22 1110.

Cette dépense sera assumée à 22 % par l'agglomération, pour un montant de 272 736,53 $, (taxes incluses).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030.
Puisque les véhicules seront utilisés dans le cadre de travaux d'aqueduc sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, l'acquisition de ceux-ci permettra, de façon directe, l'offre d'eau potable aux Montréalais répondant à la priorité 19 - offrir à l’ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de ce fait, les frais d’entretien et de réparation ainsi que les délais d’immobilisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: Novembre 2024.
Livraison du premier véhicule: 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Meyranie ST-HILAIRE
agent(e) de recherche

Tél : n/a
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-12

Wasiu YESUFU
Chef de section

Tél : n/a
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2024-09-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245593001
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Accorder deux contrats à la firme Distribution Maranda inc., pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'Eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau (Inspection-DRE) - Dépense totale de 1 220 306,02 $, taxes incluses (contrat : 1 016 921,68 $ + contingences 203 384,34 $) - Appel d'offres public 24-20608 - (un soumissionnaire)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Puisque les véhicules seront utilisés dans le cadre de travaux d'aqueduc sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, l'acquisition de ceux-ci permettra, de façon directe, l'offre d'eau potable aux Montréalais répondant à la priorité 19 - offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1245593001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Objet :	Accorder deux contrats à la firme Distribution Maranda inc., pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'Eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau (Inspection-DRE) - Dépense totale de 1 220 306,03 $, taxes incluses (contrat : 1 016 921,69 $ + contingences 203 384,34 $) - Appel d'offres public 24-20608 - (un soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20608_Intervention.pdf 24-20608_TCP.pdf 24-20608 PV.pdf 24-20608_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agent d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-17

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 217-3536
Division : Division Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20608 — No du GDD : 1245593001

Titre de l'appel d'offres : Aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'Eau-ARSO et Inspection-DRE

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 7 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 29 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 21 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 45 jrs

Analyse des soumissions - Lots 1 et 2

Nbre de preneurs : 1

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Distribution Maranda inc.	336 711,76 $	√	1

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Distribution Maranda inc.	680 209,92 $	√	2

Information additionnelle

* Il n'y a qu'un soumissionnaire conforme mais comme l'écart avec l'estimation n'est pas significatif, il n'y a pas eu de négociation

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 12 - 9 - 2024

Direction générale adjointe
Service de l'approvisionnement

Montréal

Tableau de vérification

Numéro de l'appel d'offres : 24-20608
Titre : Aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'Eau-ARSO et Inspection-DRE
Date d'ouverture des soumissions : 29 août 2024

Article			Distribution Maranda inc.	
				Montant total
1	Fourniture et installation d'aménagements préfabriqués pour fourgons métiers dans des camions fournis par la ville de montréal pour métier dre-inspection			292 856,50 $
		TPS 5 %		14 642,83 $
		TVQ 9,975 %		29 212,44 $
		Montant total		336 711,76 $
2	Fourniture et installation d'aménagement de fourgons métiers par la Ville pour métier ARSO – aqueduc			591 615,50 $
		TPS 5 %		29 580,78 $
		TVQ 9,975 %		59 013,65 $
		Montant total		680 209,92 $
		Signature	OUI	
		Achat SEAO	OK	
		Numéro TPS/TVQ	OUI	
		Numéro de fournisseur VDM	352981	
		Numéro NEQ	1170198106	
		Vérification REQ	OK	
		RENA	OK	
		Registre des personnes inadmissibles	OK	
		Liste des firmes à rendement insatisfaisant	OK	
		Charte de la langue française	Moins de 50 employés	
		Liste non conformes OQLF	OK	
		Déclaration d'intégrité	OUI	
		Sous-contractants	N/A	
		Devis techniques dûment complété	À évaluer lors de la conformité technique par le requérant	
		Lot 2: Dessins (clause 2.2) du devis technique 22724H22		
		Renseignements complémentaires		

* Il n'y a qu'un soumissionnaire conforme mais comme l'écart avec l'estimation n'est pas significatif, il n'y a pas eu de négociation

Remarque :

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** 3 septembre 2024

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20608
Numéro de référence: 20007181
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Montréal - Aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'Eau-ARSO et Inspection-DRE pour le Service du Matériel Roulant et des Ateliers
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

1 résultats **Résultats 1 à 1**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

DISTRIBUTIONS MARANDA INC. 880 2ème rang Acton Vale QC CAN J0H1A0 http://marandacap.com	Non diffusé	Dominic Lapointe Téléphone: 4504646084 Courriel: dlapointe@serdengroup.com	**Transaction: (20019623)** 2024-07-15 09:38	20008424 - Addenda no 1 Devis 2024-08-06 à 15:45 - Courriel 20010903 - Addenda 2 Devis 2024-08-20 à 14:10 - Courriel 20011224 - Addenda 3 Bordereau numérique 2024-08-21 à 14:20 - Courriel Devis 2024-08-21 à 14:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245593001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Objet :	Accorder deux contrats à la firme Distribution Maranda inc., pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'Eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau (Inspection-DRE) - Dépense totale de 1 220 306,03 $, taxes incluses (contrat : 1 016 921,69 $ + contingences 203 384,34 $) - Appel d'offres public 24-20608 - (un soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1245593001 - Aménagement 15 véhicules Ford Transit 350 - EAU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Diane ZAMBLE
Agente de gestion des ressources financieres

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1248183001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 90 000 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG23 0109) majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 1 525 948,20 $ à 1 615 948,20 $, taxes incluses

d'autoriser le transfert d'un montant de 90 000 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44 dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG23 0109), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 1 525 948,20 $ à 1 615 948,20 $, taxes incluses ;

1. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-30 10:18

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248183001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 90 000 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG23 0109) majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 1 525 948,20 $ à 1 615 948,20 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat de construction n^{o} 15846 a été octroyé le 23 mars 2023 à la firme Procova inc. Les travaux ont débuté le 19 juin 2023. Ces travaux prévoient notamment l'électrification du système de chauffage de la caserne 44.
Depuis l'octroi du contrat, plusieurs travaux additionnels et ajustements ont été requis et une première majoration a été accordée (CG 23 0694).

En date du 5 septembre 2024, les travaux sont avancés à environ 90 % alors que le budget des dépenses contingentes est engagé à plus de 68 %.

Des changements additionnels à la disposition de certains équipements sont requis afin de mettre aux normes l'emplacement du groupe électrogène et respecter les dégagements requis. La valeur de ces changements est évalué à 150 493 $, taxes incluses, mais le solde des contingences est insuffisant pour couvrir les coûts.

Ces nouveaux travaux sont accessoires au contrat.

Le contrat initial est de 1 089 963 $, taxes incluses.

En date du 5 septembre 2024 :

- Le solde du contrat était de 123 826,41 $, taxes incluses ;
- Le solde des contingences à 140 002,87 $, taxes incluses ;
- Le solde des incidences à 170 674,52 $, taxes incluses.

Actuellement, le chantier se poursuit dans les limites de la dépense autorisée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0694 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle totalisant 490 483,35 $, taxes incluses, à titre de contingences (272 490,75 $) et d'incidences (217 992,60 $), pour le projet de remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG23 0109), majorant ainsi le montant de la dépense totale de 1 416 951,90 $ à 1 907 435,25 $, taxes incluses.
CG23 0109 - 23 mars 2023 - Accorder un contrat à Procova inc., pour réaliser les travaux de remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44 - Dépense totale de 1 416 951,90 $, taxes incluses (contrat : 1 089 963 $ + contingences : 163 494,45 $ + incidences 163 494,45 $) - Appel d'offres public (IMM-15846) - (4 soumissionnaires)

CM18 1340 - 19 novembre 2028 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. et MLC Associés inc. pour la mise en oeuvre de divers projets relatifs au maintien de l'actif immobilier - Dépense totale de 2 714 020,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17094 (7 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à effectuer un virement budgétaire du poste des "dépenses incidentes" au poste des "dépenses contingentes" du contrat n^{o} 15846 - Travaux de remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44, afin d'augmenter le contrat de l'entrepreneur Procova inc. de 90 000 $, taxes incluses. L'augmentation des dépenses concerne spécifiquement le budget de contingences, mis en place pour couvrir toute modification constituant un accessoire au contrat, et ne change donc pas la nature de ce dernier, conformément à l'article 573.3.04 de la Loi sur les citées et villes, RLRQ c.C-19.

Le présent dossier vise à augmenter la valeur du contrat de construction de 90 000 $, taxes incluses, afin d'ajouter un budget contingent de chantier pour couvrir les directives de changement supplémentaires.

JUSTIFICATION

Des changements additionnels à la disposition de certains équipements sont requis afin de mettre aux normes l'emplacement du groupe électrogène et respecter les dégagements requis. Cependant, le solde des contingences est insuffisant pour couvrir ces coûts.
Description et estimation des directives :

- Directive en structure n^{o} 08 : démolition partielle d'une dalle de béton existante, installation d'une nouvelle dalle de béton, installation d'un bollard et ragréage de bordure de béton d'une valeur de 62 198 $, taxes incluses ;
- Directive en électricité n^{o} 15 : déplacement de la génératrice et installation d'une conduite souterraine d'une valeur de 49 156 $, taxes incluses ;
- Directive en architecture n^{o} 05 : déplacement d'un talus, engazonnement et végétalisation d'une valeur de 14 139 $, taxes incluses ;
- Allocation pour directives potentielles considérant les conditions de chantier d'une valeur de 25 000 $, taxes incluses ;
- Total : 150 493 $, taxes incluses.

	Pourcentage	Montant (taxes incluses)

Contrat octroyé - Travaux		1 089 963,00 $
Contrat octroyé - Contingences	15 %	163 494,45 $
Total – Contrat octroyé		1 253 457,45 $
Rehaussement contingences 01	25 %	272 490,75 $
Rehaussement contingences 02	8,3 %	90 000,00 $
Total des contingences	48,3 %	362 490,75 $
Total – Contrat après rehaussement		1 615 948,20 $

Toute intervention des professionnels au sujet des présentes directives est effectuée à leurs frais. Seuls les travaux seront financés par les contingences citées dans le présent dossier. Cette augmentation n'entraîne pas d'impact financier pour la Ville, car le montant de la présente demande vient des dépenses incidentes déjà octroyées dans le cadre de ce projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des contingences sera augmenté de 90 000 $ (8,3 % du montant du contrat de base), taxes incluses, ce qui portera le montant maximal des contingences de 435 985,20 $ à 525 985,20 $, taxes incluses. Ce nouveau montant représente 48,3 % du montant du contrat de base.
Ainsi le montant total du contrat sera majoré de 1 525 948,20 $ à 1 615 948,20 $, taxes et contingences incluses.

La dépense additionnelle totale nette de ristourne est de 82 182 $.

L'augmentation des contingences serait financée à environ 65 % par la subvention de l'entente selon les coûts réels admissibles. La portion des travaux non recevable à la subvention sera assumée par l'agglomération.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique (article 19, paragraphe 8a), qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et est disponible dans le PDI du SGPI 2024-2033 au Projet n^{o} 66169 - Programme de transition écologique pour le parc immobilier du SGPI . La dépense additionnelle sera financée par le règlement d'emprunt RCG 22-028 Travaux de protection des immeubles.

Le décaissement résiduel est réparti comme suit :
100 % en 2024.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.

Ce dossier ne contribue pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du projet qui concerne des équipements électromécaniques dans une caserne.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat doit être octroyé dans les meilleurs délais de façon à ne pas retarder l'échéancier de réalisation du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Horea Ionel GHERGHEL, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LACOURSIÈRE
Gestionnaire de projet immobilier

Tél : 514 591-1339
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-12

Vincent LEBLANC
C/d Projets industriels

Tél : 514 872-2283
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jabiz SHARIFIAN
Directeur(-Trice) - gestion des projets - developpement et maintien d actifs immobiliers
Tél : (514) 893-1820

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049

Approuvé le : 2024-09-25

Approuvé le : 2024-09-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248183001
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et planification des immeubles, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division projets industriels*
Projet : *Travaux de remplacement de systèmes énergétiques au mazout : démantèlement d'équipements existants et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 pour les orientations suivantes:

Transition écologique:
- Priorité no 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;

Quartier:
- Priorité no 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Transition écologique:
- Priorité no 1 : Réduire les émissions de GES en maximisant la performance énergétique et l'empreinte écologique des bâtiments par le remplacement et la modernisation d'équipements électromécaniques au mazout. Les objectifs de développement durable du Plan stratégique

Montréal 2030 concernent notamment : l'énergie propre et d'un coût abordable, la consommation et la production responsable, les villes et communautés durables ainsi que les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques.

Quartier:

- Priorité no 19 : Offrir au Montréalais un milieu de vie plus sécuritaire, à la fois plus vert et durable tout en améliorant le confort des usagers. Les objectifs de développement durable du Plan stratégique Montréal 2030 concernent notamment : la bonne santé et le bien-être, les villes et communautés durables, les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Tableau des coûts

Projet: Travaux de remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44

Nom ouvrage: Caserne 44
Numréo ouvrage: 418
Numéro projet IM-PR-18-1100
Numéro GDD: 1248183001
Date: 10 septembre 2024

Descriptions	Bordereau de soumission (taxes inc.)	%	1er Augmentation GDD 1236571001 (taxes inc.)	%	2e Augmentation demandées (taxes inc.)	%	Totaux	%
contrat	1 089 963,00 $						1 089 963,00 $	
contingences	163 494,45 $	15%	272 490,75 $	25%	90 000,00 $	8,3%	525 985,20 $	48,3%
incidences	163 494,45 $	15%	217 992,60 $	20%	(90 000,00) $	-8,3%	291 487,05 $	26,7%
Dépense totale	**1 416 951,90 $**		**490 483,35 $**				**1 907 435,25 $**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248183001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 90 000 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG23 0109) majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 1 525 948,20 $ à 1 615 948,20 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1248183001 - Travaux énergétiques Caserne 44.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - DCSF - Point de service HDV
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-16

Sonia RODI
conseiller(-ere) budgetaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances - DCSF - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1248242001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division des avantages sociaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la première prolongation, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, du contrat de services professionnels avec Desjardins Assurances, pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal, à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels (CG18 0681), sans coûts additionnels

Il est recommandé :

d'exercer l'option de la première prolongation, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, du contrat de services professionnels avec Desjardins Assurances, pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal, à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels (CG18 0681), sans coûts additionnels, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16915 et selon les termes et conditions stipulés au contrat.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-09-29 11:42

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248242001**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division des avantages sociaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la première prolongation, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, du contrat de services professionnels avec Desjardins Assurances, pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal, à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels (CG18 0681), sans coûts additionnels

CONTENU

CONTEXTE

En 2018, la Ville de Montréal a accordé un contrat de services professionnels à Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour une période maximale de neuf ans et demi (9,5), soit du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2028. Sous réserve des dispositions permettant à la Ville de résilier le contrat en cas de défaut de l'adjudicataire, le contrat est d'une durée initiale de cinq ans et demi, terminant le 31 décembre 2024, plus quatre années d'options réparties en deux blocs de deux années, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028.
Le contrat initial prévoit que pour exercer la clause de renouvellement du contrat, la Ville de Montréal doit faire connaître son intention par écrit à Desjardins Assurances et obtenir le consentement de ce dernier. Néanmoins, tout renouvellement du contrat convenu doit respecter les termes et modalités du contrat initial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0681 - 20 décembre 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour une période maximale de neuf ans et demi (9,5), soit du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2028 / Autoriser le versement d'une somme approximative de 872 824 932 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la durée maximale du contrat prenant fin le 31 décembre 2028 - Appel d'offres public 18-16915 (3 soum.) / Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat intervenu entre l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et SSQ Assurance pour l'administration des régimes

d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019, aux mêmes termes et conditions que le contrat approuvé par la résolution CG08 0342 / Autoriser le versement d'une somme approximative de 42 516 345 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la période de 6 mois se terminant le 30 juin 2019 / Autoriser la modification des termes et conditions du contrat accordé à SSQ Société d'assurance-vie pour la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2018 afin de prolonger de 6 mois les périodes de comptabilité de résiliation initialement prévues aux arrangements financiers.
CM18 0250 - 19 février 2018 - Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ainsi qu'au Carrefour du capital humain pour l'année 2018 - Dépense de 435 069,48 $, toutes taxes incluses.

CG08 0342 – 19 juin 2008 – Octroyer à SSQ Société d'assurance-vie inc. un contrat d'assurance collective pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels, pour une période totale de dix (10) ans du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2018, pour une dépense nette approximative de 520 389 952 $ - Appel d'offres public 08-10675 (quatre soumissions).

DESCRIPTION

Depuis le 1er juillet 2019, Desjardins Assurances fournit à la Ville les services requis dans l'appel d'offres soit, plus précisément, le traitement des réclamations et le versement des prestations payables aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités admissibles aux régimes d'assurance collective, le tout conformément au contrat.
Les garanties souscrites avec Desjardins Assurances sont l'assurance vie, l'invalidité de courte et de longue durée, les soins médicaux incluant l'assurance voyage, les soins dentaires et finalement un compte gestion-santé et un compte mieux-être.

Ce contrat porte sur une période maximale de neuf ans et demi, soit du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2028. Sous réserve des dispositions permettant à la Ville de résilier le contrat en cas de défaut de l'adjudicataire, le contrat sera d'une durée initiale de cinq ans et demi plus quatre années d'option réparties en deux blocs de deux années. L'objet du présent dossier vise à confirmer l'accord des parties pour renouveler le contrat et exercer la première option de prolongation de contrat, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026.

Le contrat précédent octroyé à SSQ Société d'assurance-vie inc. était pour une période totale de dix (10) ans du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2018. Le choix d'octroyer ce contrat-ci pour une durée initiale de cinq ans et demi plus quatre années d'option avait pour objectif d'obtenir de l'assureur un niveau de frais administratifs compétitifs pour toute la durée du contrat. À cet effet, après avoir effectué une comparaison de marché du niveau des frais appliqués à la Ville de Montréal, les résultats de cette comparaison ont permis de négocier avec Desjardins Assurances une diminution des frais administratifs de l'ordre de 500 000 $ annuellement pour les années restantes au contrat.

Les services requis visent à assurer la poursuite de l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels.

JUSTIFICATION

Le contrat actuel entre la Ville de Montréal et Desjardins Assurances est nécessaire pour maintenir les couvertures d'assurance collective en cours sans interruption au 1er janvier prochain. En plus d'avoir fait un effort en diminuant les frais administratifs, nous sommes très

satisfaits des services offerts par Desjardins Assurances qui répondent bien aux besoins de la Ville ainsi que leur collaboration avec les intervenantes et intervenants de la Ville dans tous les dossiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur approximative des primes à verser à Desjardins Assurances pour la durée du contrat de neuf ans et demi (9,5) est présentée ci-dessous.

	Coûts (primes) (excluant taxe de 9 %)	Coûts (primes) (incluant taxe de 9 %)
Ville de Montréal	594 942 328 $	648 487 138 $
Assuré(-e)s	205 814 490 $	224 337 794 $
Total des primes	800 756 818 $	872 824 932 $

Les primes totales à verser pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025 sont présentées ci-dessous.

	Coûts (primes) (excluant taxe de 9 %)	Coûts (primes) (incluant taxe de 9 %)
Ville de Montréal	71 140 183 $	77 542 800 $
Assuré(-e)s	26 016 477 $	28 357 960 $
Total des primes	97 156 661 $	105 900 760 $

Les primes totales à verser pour l'année 2026 seront déterminées au cours de l'année 2025 en fonction des augmentations salariales, des facteurs d'inflation et de l'expérience de réclamations des assurées et assurés.

À titre de complément d'information, voici les principaux éléments ayant influencé la hausse des coûts des régimes d'assurance collective depuis dix (10) ans :
Les primes des garanties d'assurance vie et invalidité sont déterminées en fonction du salaire. Ainsi, les augmentations salariales des dix (10) dernières années ont une influence directe sur l'augmentation des coûts.
Les primes sont déterminées selon les réclamations antérieures et les frais de l 'assureur. De façon générale, une hausse des réclamations est observée pour chaque garantie.
Les soins de santé, notamment les médicaments et les soins dentaires ont des facteurs d'inflation plus importants que l'indice des prix à la consommation.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il ne se rapporte pas :

- aux priorités du Plan stratégique Montréal 2030;
- à la réduction des émissions de gaz à effet de serre;
- à la diminution des vulnérabilités climatiques;
- à l'inclusion;
- à l'équité
- et à l'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision dans ce dossier est nécessaire afin que la Ville soit en mesure de continuer à offrir des couvertures d'assurance collective aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités dès le 1er janvier 2025.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Desjardins Assurances continuera d'offrir les couvertures d'assurance collective aux mêmes termes et conditions que le contrat présentement en cours pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026. S'il y a lieu, la deuxième et dernière option de prolongation de contrat serait effectuée au cours de l'année 2026. Le cas échéant, le prochain appel d'offres public serait publié au début de l'année 2028.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luis Felipe GUAL, Service des finances et de l'évaluation foncière
Arianne ALLARD, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Luis Felipe GUAL, 18 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine S SIMARD
conseiller(-ere) principal(e) (specialite)

Tél : 514-462-1793
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Olivier ROBERGE
chef(fe) de division - avantages sociaux

Tél : 514-726-2414
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie GRÉGOIRE
directeur(-trice)-remuneration globale et systemes info rh
Tél : 514-833-9400
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
directeur(-trice) de service - ressources humaines
Tél : 514-758-1899
Approuvé le : 2024-09-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248242001
Unité administrative responsable : Service des ressources humaines et des communications, Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H., Division des avantages sociaux
Projet : Exercer la première prolongation du contrat de services professionnels avec Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour la période de renouvellement du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s. o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s. o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Desjardins
Assurances
Vie • Santé • Retraite

Montréal, 5 juillet 2024

TRANSMISSION PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Madame Diane Bouchard
Ville de Montréal
Service des ressources humaines
5800, rue Saint-Denis, bureau 402
Montréal (Québec) H2S 3L5

OBJET : **Recommandation de l'option de renouvellement du contrat d'assurance collective (appel d'offres public 18-16915 et contrat Q1637)**

Madame Bouchard,

Il nous fait plaisir de vous informer Desjardins Assurances souhaite exercer la première option de prolongation de contrat pour les années 2025 et 2026 aux conditions financières déjà présentées.

Nous demeurons disponibles pour de plus amples renseignements relativement à la présente lettre.

Veuillez agréer, Madame Bouchard, nos salutations les plus sincères.

Louis Nault
Vice-président régional
Développement des affaires

Montréal

Service des ressources humaines
5800, rue Saint-Denis, bureau 402
Montréal (Québec) H2S 3L5

Montréal, le 20 juin 2024

Monsieur Louis Nault
Vice-président régional
Développement des affaires
Desjardins Assurances
lnault@dsf.ca

Objet : Recommandation de l'option de renouvellement du contrat d'assurance collective (appel d'offres public 18-16915 et contrat Q1637)

Monsieur Nault,

C'est avec plaisir que je vous informe de l'intention du Service des ressources humaines de recommander au comité exécutif de la Ville d'exercer la première option de renouvellement prévue au contrat pour une période de deux (2) années selon les paramètres de l'entente financière négociée pour l'année 2025.

En vertu de l'article 15.02 du contrat 18-16915, vous avez jusqu'à cent-vingt (120) jours avant la fin du contrat pour nous confirmer que Desjardins Assurances souhaite également exercer cette première option de prolongation de contrat pour les années 2025 et 2026. Si tel est le cas, nous allons présenter le dossier décisionnel au comité exécutif de la Ville au cours de l'automne.

Nous espérons pouvoir continuer notre collaboration avec vous pour les deux prochaines années.

Veuillez agréer, Monsieur Nault, mes salutations distinguées.

Diane Bouchard

Diane Bouchard
Directrice du Service des ressources humaines

c. c. Mme Sophie Grégoire, directrice rémunération globale et systèmes d'information RH
M. Olivier Roberge, chef de division avantages sociaux

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1245651002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 149 750$, taxes incluses, à titre de dépenses contingentes pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia dans le cadre du contrat accordé à Englobe Corp. (CG22 0273), provenant en partie du transfert d'un montant de 421 164 $, taxes incluses, du contrat de base aux dépenses contingentes du contrat, majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes et contingences incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 1 149 75$, taxes incluses, à titre de dépenses contingentes pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia dans le cadre du contrat accordé à Englobe Corp. (CG22 0273), provenant en partie du transfert d'un montant de 421 164 $, taxes incluses, du contrat de base aux dépenses contingentes du contrat, majorant ainsi le montant total du contrat de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 83,40 % par l'agglomération, pour un montant de 607 641 $, taxes incluses, et à 16,60 % par la ville centrale, pour un montant de 120 945 $, taxes incluses.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-30 10:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245651002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 149 750$, taxes incluses, à titre de dépenses contingentes pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia dans le cadre du contrat accordé à Englobe Corp. (CG22 0273), provenant en partie du transfert d'un montant de 421 164 $, taxes incluses, du contrat de base aux dépenses contingentes du contrat, majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes et contingences incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat de construction n^{o} 15635 a été octroyé le 26 avril 2022, à Englobe Corp. Les travaux ont débuté le 6 mars 2023. Ces travaux prévoient notamment les phases de démolition, de réhabilitation environnementale et de remise en état du site.

Dans le présent dossier, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) agit à titre de service exécutant, et le Service de l'environnement (SENV) agit à titre de service requérant du projet.

En date du 15 août 2024, les travaux sont avancés à 67 %, alors que le budget des dépenses contingentes est engagé à plus de 83 % en raison des volumes plus importants des sols contaminé avec amiante et des structures à enlever sur site, que ce qui était prévu dans le bordereau de soumissions.

Ces nouveaux travaux sont accessoires au contrat.

Le contrat initial est de 13 913 169,99 $, taxes incluses et le budget des contingences est 2 782 634,00 $, taxes incluses.

En date du 15 août 2024

- Le solde du contrat était de 4 594 495,41 $, taxes incluses;
- Le solde des contingences à 471 177,32 $, taxes incluses;

Actuellement, le chantier se poursuit dans les limites de la dépense autorisée (67 % d'avancement à ce jour).

Le projet des travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en phase Exécution.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0788 – 22 décembre 2022 - Approuver la modification à l'intervention financière du sommaire 1174435008 dans le but de corriger la catégorie d'actif, la compétence et tous les coûts attribués au lot aujourd'hui connu comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec afin qu'il soit identifié comme réserve foncière;
CG22 0273 – 26 avril 2022 - Accorder un contrat à Englobe Corp. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, à LaSalle. Dépense totale de 17 252 330,79 $, taxes incluses (contrat : 13 913 169,99 $ + contingences: 2 782 634,00 $ + incidences: 556 526,80 $). Appel d'offres public IMM-15635 - (3 soumissionnaires);

BC 1478162 - 24 février 2022 - Augmentation de services professionnels en estimation pour une révision de l'estimation des coûts du projet, l'analyse de soumission et la recommandation du contrat de travaux au plus bas soumissionnaire en lien avec l'appel d'offres de travaux IMM-15635., soit la somme maximale de 5 747,49 $ taxes incluses - Entente-cadre 437386, mandat 20-18277-1-008;

BC 1435326 - 17 août 2021 - Augmentation des services professionnels à la firme GBI EXPERTS-CONSEILS INC. pour la gestion des addenda durant l'appel d'offres de travaux, soit la somme maximale de 21 151,95 $, taxes incluses;

BC 1478162 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat de services professionnels en estimation pendant l'appel d'offre de travaux IMM-15635, soit la somme maximale de 35 083,82 $, taxes incluses - Entente-cadre 437386, mandat 20-18277-1-008;

BC 1368603 - 30 juin 2021 - Augmentation des services professionnels à la firme WSP CANADA INC. pour la gestion des addenda durant l'appel d'offres de travaux, soit la somme maximale de 26 501,74 $, taxes incluses;

BC 1459126 - 23 mars 2021 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Quadra Environnement Inc. pour des services professionnels d'accompagnement pour la gestion du phragmite présent sur le site dans le cadre de la réhabilitation des parcelles A et C de l'ancienne usine de l'entreprise Solutia Canada inc. pour une somme maximale de 17 287,93 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - (1 soumissionnaire);

BC 1435326 - 16 octobre 2020 - Accorder des services professionnels à la firme GBI EXPERTS-CONSEILS INC. pour la réalisation d'un mandat d'ingénierie civil et modélisation 3D de l'ancien site Solutia, CTMO Lasalle (4486) pour le volet de nivellement et remise en état du projet, soit une somme maximale de 36 525,26 $, taxes et contingences incluses conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation - Appel d'offres sur invitation - (3 soumissionnaires);

CE20 0307 - 11 mars 2020 - Accorder à TechnoRem inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels en environnement pour l'accompagnement des travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 281 406,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17923; (dossier 1205886001);

BC 1368603 - 24 septembre 2019 - Accorder les services professionnels à la firme WSP CANADA INC. pour la réalisation d'une étude des conditions existantes de l'ancien site

Solutia, CTMO Lasalle, incluant services professionnels en ingénierie pour le volet démolition du projet, soit pour une somme maximale de 80 170,92 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation - Appel d'offres sur invitation - (1 soumissionnaire);

CG17 0483 - 28 septembre 2017 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, désigné par le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, soit pour une somme de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 (dossier 1174435008);

CG12 0312 - 23 août 2012 - Renouveler pour une période de deux ans la réserve pour fins publiques sur le lot 3 269 985 du cadastre du Québec, ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, aux fins d'implanter des infrastructures de traitement des matières organiques prévues au Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 (dossier 1125941003);

CG10 0081 - 25 février 2010 - Approuver et démarrer le processus d'identification des sites potentiels pour l'implantation des centres de digestion anaérobie et de compostage de même qu'un centre pilote de prétraitement sur le territoire de l'agglomération de Montréal (dossier 1100704002).

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à augmenter le budget des contingences du contrat n^{o} 15635 « travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia » d'un montant de 1 149 750$, taxes incluses. Ce montant provient

- d'un virement budgétaire de 421 164 $, taxes incluses, du poste du « contrat de base » au poste des « dépenses contingentes », et
- d'une augmentation de 728 586 $, taxes incluses, du budget des contingences.

Ainsi, la dépense maximale du contrat de l'entrepreneur Englobe Corp. augmente de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes et contingences incluses. Ceci représente une augmentation de 728 586 $, taxes incluses, considérant que le virement du montant de 421 164 $, taxes incluses, ne modifie pas la valeur maximale du contrat et des contingences. Le transfert des fonds du contrat de base vers les contingences concerne certains items du bordereau dont les quantités ne seront pas entièrement utilisées dans le cadre du projet.

L'augmentation des dépenses concerne spécifiquement le budget des contingences mis en place pour couvrir toute modification constituant un accessoire au contrat et ne change donc pas la nature de ce dernier, conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes, RLRQ c. C-19.* Cette augmentation permettra de couvrir les directives de changement dues aux conditions de chantier et aux volumes plus importants sur site que ce qui était prévu dans le bordereau de soumissions.

JUSTIFICATION

Les conditions de chantier et les quantités supérieures au bordereau de soumission constatées sur place nécessitent de nouvelles directives essentielles au traitement des sols contaminés, au transport hors site des sols impossibles à traiter et à la démolition des structures et vestiges existants sur le site, cependant le solde des contingences est insuffisant.

Description et estimation des directives :

- Directive DC - 14 : construction d'une tranchée drainante sur le côté Ouest du site afin de prolonger la tranchée drainante existante dans la parcelle B, 200 000 $, taxes incluses;
- Une série de directives à chaque décompte mensuel : dépassement des quantités spécifiées au bordereau de soumission, plus particulièrement au niveau des sols avec amiante, 949 750 $, taxes incluses;
- Total : 1 149 750 $.

	Pourcentage	**Montant (taxes incluses)**
Contrat octroyé - Travaux		13 913 169, 99 $
Contrat octroyé - Contingences	20%	2 782 634,00 $
Total – Contrat et contingences octroyés		**16 695 803,99 $**
Transfert du contrat aux contingences	-3.03%	(421 164.00 $)
Augmentation des contingences	5.23%	728 586,00 $
Rehaussement total contingences	**8,26 %**	**1 149 750.00 $**
Total des contingences	**28,26 %**	**3 932 384,00 $**
Total - Contrat et contingences après rehaussement*		**17 424 389,99 $**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des contingences sera augmenté de 1 149 750 $, taxes incluses, (8,26 % du montant du contrat de base), ce qui portera le montant maximal des contingences de 2 782 634,00 $ à 3 932 384 $, taxes incluses. Ce nouveau montant représente 28,26 % du montant du contrat de base.

Ainsi la valeur maximale du contrat sera majorée de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes et contingences incluses.

La dépense additionnelle totale nette de ristourne est de 665 296,13 $.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et est disponible dans le PDI 2024-2033 du SGPI (16,60 %) et dans celui du SENV (83,40 %) au projet de travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia. La dépense additionnelle sera financée par la ville centrale sous le règlement d'emprunt 18-040 pour acquisition de terrains stratégiques et pour fins de reventes et par l'agglomération via le 13-006 pour la réalisation des centres de traitement des matières organiques.

Le décaissement résiduel est réparti comme suit :

- 75 % en 2024,
- 25 % en 2025.

Cette dépense est assumée à 83,40 % par l'agglomération parce qu'elle concerne l'élimination et la valorisation des matières résiduels (alinéa 6, article 19) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en

changements climatiques.

Ce dossier ne contribue pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du projet qui concerne des équipements électromécaniques dans une caserne.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat doit être octroyé dans les meilleurs délais de façon à ne pas retarder l'échéancier de réalisation du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Chantier de 03/2023 à 07/2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie CHAN-LU, Service de l'environnement

Lecture :

Sophie CHAN-LU, 25 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ivan PRAMATAROV
gestionnaire de projets immobiliers

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Vincent LEBLANC
chef(fe) de division - gestion de projets

immobiliers

Tél : 263 - 993 - 1334
Télécop. : -

Tél : 514-402-0493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2024-09-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-09-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1245651002.]*
Unité administrative responsable : *[Service de la gestion et planification des immeubles, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division projets industriels.]*
Projet : *[Travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 pour les orientations:

Transition écologique:
- Priorité no 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
- Priorité no 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
- Priorité no 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Innovation et créativité:
- Priorité no 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.
- Priorité no 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de

villes à l'international

Quartier:
- Priorité no 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

Transition écologique:
- Priorité no 1 : Réduire les émissions de GES par la réduction du transport routier par le traitement de grande quantités de sols sur le site plutôt que hors site;
- Priorité no 4 : Développer une économie plus verte et inclusive, notamment circulaire par la récupération des sols sur le site;
- Priorité no 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet avec la construction du futur CTMO sur ce site.

Innovation et créativité:
- Priorité no 14 et 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir par la collaboration auprès d'experts dans le domaine de la réhabilitation environnementale, par la recherche et développement sur la gestion du phragmite, plante envahissante, présente sur le territoire Montréalais et par le développement de techniques innovateurs en traitement de sols utilisées dans le cadre de ce projet.

Quartier:
Priorité no 19 : Offrir au Montréalais un milieu de vie plus sécuritaire, à la fois plus vert et durable suite à la décontamination du site pour ensuite améliorer la qualité des milieux de vie par son potentiel de développement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Tableau des coûts

Projet: Travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia

Nom ouvrage: Solutia
Numréo ouvrage: 15635
Numéro projet IM-DV-18-0001
Numéro GDD: 1215895001
Date: 11 septembre 2024

Descriptions	Bordereau de soumission (taxes inc.)	%	Augmentations demandées (taxes inc.)	%	Totaux (taxes inc.)	%
contrat	13 913 169,99 $		(421 164,00) $	-3,03%	13 492 005,99 $	-3,03%
contingences	2 782 634,00 $	20%	1 149 750,00 $	8,26%	3 932 384,00 $	28,26%
Sous-total	**16 695 803,99 $**		**728 586,00 $**		**17 424 389,99 $**	
incidences	556 526,80 $	4%		0%	556 526,80 $	4%
Dépense totale	**17 252 330,79 $**		**728 586,00 $**		**17 980 916,79 $**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245651002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 149 750$, taxes incluses, à titre de dépenses contingentes pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia dans le cadre du contrat accordé à Englobe Corp. (CG22 0273), provenant en partie du transfert d'un montant de 421 164 $, taxes incluses, du contrat de base aux dépenses contingentes du contrat, majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable-GDD 1245651002-ENV-SGPI.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

Co-auteur
Sonia Rodi, conseiller(-ere) budgetaire, Point de service HDV

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-24

Marie-Claude JOLY
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1249861008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 288 417,45 $, taxes incluses, à titre d'incidences, pour couvrir les coûts additionnels liés aux activités de surveillance environnementale des travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 (lot 3 926 169) et 13 (lot 3 156 707), dans le cadre du contrat accordé à Loiselle Inc. (CG24 0131), majorant ainsi la dépense maximale des incidences de 477 792,30 $ à 766 209,75 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 288 417,45 $, taxes incluses, pour les travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 et 13 situés dans la région Est de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Loiselle Inc. (CG 24 0131- 21 mars 2024), majorant ainsi le montant total des incidences de 477 792,30 $ à 766 209,75 $, taxes incluses ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-30 10:16

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249861008**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 288 417,45 $, taxes incluses, à titre d'incidences, pour couvrir les coûts additionnels liés aux activités de surveillance environnementale des travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 (lot 3 926 169) et 13 (lot 3 156 707), dans le cadre du contrat accordé à Loiselle Inc. (CG24 0131), majorant ainsi la dépense maximale des incidences de 477 792,30 $ à 766 209,75 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2019, une entente a été conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie et de l'Innovation, visant à octroyer 100 millions de dollars à la Ville pour la revitalisation de l'Est de l'agglomération de Montréal. Le premier objectif de cette initiative est de réhabiliter les terrains contaminés, tant municipaux que privés, dans cette région, afin de préparer ces sites pour de futurs projets de développement économique.
À la suite de cette entente, le conseil d'agglomération a adopté le Règlement RCG 20-005, établissant un programme de subventions pour la réhabilitation des terrains contaminés dans l'Est de Montréal. Un contrat (CG 24 0131) a été octroyé à la firme Loiselle Inc. en mars 2024 pour la réhabilitation des terrains 12 (lot 3 926 169) et 13 (lot 3 156 707) appartenant à la ville de Montréal.

C'est la firme Groupe ABS qui a été mandatée pour la surveillance environnementale du projet dans le cadre d'une entente-cadre numéro 1583454.

Une augmentation budgétaire liée aux activités de surveillance environnementale en cours sur le chantier est nécessaire afin de couvrir les coûts additionnels d'analyses chimiques et de frais d'honoraires de technicien.

Considérant les nombreux déchets trouvés par l'entrepreneur, tant en surface qu'enfouis dans les sols, il est essentiel de mettre en place une signalisation et de sécuriser les terrains afin d'éviter de nouveaux déversements de matières résiduelles et préserver ainsi l'intégrité des terrains décontaminés.

Le présent sommaire vise donc à augmenter le budget des incidences de 288 417,45 $, pour un total de 766 209,75 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0131- 21 mars 2024 - Accorder un contrat à Loiselle Inc. pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 et 13 situés dans la région Est de la Ville de Montréal - Dépense totale de 14 811 561,23 $, taxes incluses (contrat : 11 944 807,44 $ + contingences : 2 388 961,49 $ + incidences : 477 792,30 $) - Appel d'offres public IMM-15893.
CG23 0362 - 15 juin 2023 - Adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005).

CG23 0080 - 24 février 2023 - Conclure des ententes-cadres avec Groupe ABS inc. (Lot 1), SNC-Lavalin inc. (Lot 2), WSP Canada inc.(Lot 3) et FNX-INNOV inc. (Lot 4) pour des services professionnels pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechnique dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles pour une durée de trois ans - Dépense totale de 4 415 569 $, taxes incluses (Lot 1 : 1 204 295,29 $, Lot 2 : 1 217 427,27 $, Lot 3 : 1 052 071,26 $ et Lot 4 : 941 775,17 $) - Appel d'offres public 22-19153 (4 soum.)

CG19 0178 - 18 avril 2019 - Autoriser, en 2019, un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 100 M$ pour la réhabilitation de terrains dans l'Est de Montréal.

CE19 0501 - 28 mars 2019 - Approuver un projet de convention avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 100 M$ pour la réhabilitation de terrains dans l'Est de Montréal.

DESCRIPTION

La surveillance environnementale joue un rôle essentiel dans les projets de réhabilitation en assurant que les travaux réalisés par l'entrepreneur respectent le devis et les normes environnementales. Cette surveillance assure aussi que les déblais de sols contaminés ou de matières résiduelles seront gérés de manière optimale afin de préparer les terrains en prévision de futurs projets de développement économique.
Le document technique normalisé de la Ville nommé DTNI-7A, qui a été inclus au contrat, stipule d'ailleurs que l'exécution de l'ensemble des travaux est surveillée par la Ville ou son Professionnel désigné. Dans le présent dossier, c'est le Professionnel désigné qui est en charge de la gestion des déblais (sols et matières résiduelles) au chantier en collaboration avec l'entrepreneur. La firme en surveillance permet de contrôler en continu les activités sur le chantier, de vérifier que les matériaux excavés et les sols laissés en place sont conformes au contrat et à la réglementation en vigueur et de gérer efficacement les risques associés à la contamination des sols et des eaux souterraines.

Lors des travaux de réhabilitation des terrains 12 et 13, des analyses chimiques additionnelles ont été requises de même que la présence d'un deuxième technicien. Les raisons principales sont les suivantes :

- Analyses chimiques : Écarts entre les résultats analytiques obtenus lors des études environnementales initiales et ceux observés en chantier, dus principalement à l'hétérogénéité des sols. Cette pratique a permis de réduire les risques de refus de réception des sols dans les lieux de disposition et de confirmer que les sols laissés en place sur le terrain soient conformes aux normes et à la réglementation en vigueur. Le coût supplémentaire associé à ces analyses est de 189 536,29 $, taxes incluses ;
- Honoraires professionnels : Suivi analytique étendu lié à la mise en piles et à la réalisation d'échantillonnages complémentaires. Les coûts supplémentaires sont de 144 739,48 $, taxes incluses.

À la fin de projet, la mise en place d'une sécurisation sera nécessaire pour éviter le dépôt des ordures sur le site et aux alentours. Ceci est estimé à environ 34 492,50 $, taxes incluses.

Actuellement, il reste un montant de 80 350,81 $, taxes incluses, non engagé dans les incidences. L'augmentation demandée est donc de 288 417,45 $, taxes incluses, majorant ainsi le budget des incidences à 766 209,75 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

Il est souvent difficile d'estimer précisément les besoins en surveillance environnementale lors de la planification initiale d'un projet de réhabilitation en raison de la variabilité des conditions du site, des imprévus liés à la contamination des sols et à la cadence des travaux réalisés par l'entrepreneur. Il est donc fréquent que des ajustements soient demandés en cours de projet.
Dans le présent dossier, des analyses chimiques supplémentaires ont été requises, suite aux résultats analytiques réalisés par les sites de disposition. Suite à ces constats, une procédure d'échantillonnage supplémentaire a été élaborée afin de minimiser les surcoûts de l'entrepreneur et de s'assurer de la qualité des sols conformes laissés en place. Il est à rappeler que des contrôles rigoureux sont indispensables pour garantir la conformité aux normes environnementales et s'assurer que l'entrepreneur gère adéquatement le projet.

	%	Montant (taxes incluses)
Contrat octroyé - Travaux		11 944 807,44 $
Contrat octroyé - Contingences	20 %	2 388 961,49 $
Contrat octroyé - incidences	4 %	477 792,30 $
Total – Dépense maximale contrat		14 811 561,23 $
Rehaussement incidences	**2.41 %**	**288 417,45 $**
Total des incidences	**6,41 %**	**766 209,75 $**
Total – Dépense maximale contrat après rehaussement		**15 099 978,68 $**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des incidences sera augmenté de 288 417,45 $, taxes incluses. Ce qui portera le montant maximal des incidences de 477 792,30 $ à 766 209,75 $. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction mise en valeur des pôles économiques (Entente 100 M$ MEIE 2019-2024) (CE19 0501).
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise (alinéa 11f, article 19) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si nous n'augmentons pas le budget alloué à la surveillance environnementale, il existe un risque de litige avec la firme experte en suivi environnemental, ce qui pourrait entraîner une interruption des travaux sur les deux chantiers concernés. Une telle paralysie des opérations non seulement retarderait le projet, mais pourrait également engendrer des coûts beaucoup

plus élevés pour la Ville, en raison des frais supplémentaires liés à l'arrêt du chantier, à la reprise des travaux, à la gestion des retards et aux éventuelles pénalités contractuelles. Pour éviter ces conséquences, il est essentiel de sécuriser l'augmentation budgétaire nécessaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec l'entente du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, une opération de communication est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le Service du développement économique prépare actuellement une stratégie pour le développement des terrains suite aux travaux de réhabilitation et décontamination.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Habib NOUARI, Service des finances et de l’évaluation foncière
Rami MRAD, Service du développement économique
Veronique DALLAIRE, Service de l'environnement

Lecture :

Veronique DALLAIRE, 24 septembre 2024
Habib NOUARI, 23 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djedjiga Samia KERMOUD
Agent de recherche

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-19

Vincent LEBLANC
chef(fe) de division - gestion de projets immobiliers

Tél : 5142614799
Télécop. :

Tél : 5144020493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2024-09-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-09-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249861008*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification des immeubles*
Direction des la gestion de projets immobiliers, Division de projets industriels
Projet : *Travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 et 13 situés dans la région Est de la Ville de Montréal.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *La réhabilitation volontaire des terrains identifiés dans le dossier décisionnel permettra de valoriser ces derniers afin de favoriser les investissements et la commercialisation par le rapprochement des activités de recherche, d'innovation et d'entreprenariat.* *Cette action est en parfaite adéquation avec l'axe numéro 2 de la Déclaration pour revitaliser l'Est de Montréal, signée en 2018 entre le gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal. Les deux parties reconnaissent notamment la nécessité de réhabiliter les terrains dans cette partie du territoire comme étant la phase primordiale et préliminaire à tout investissement, afin de favoriser le développement économique innovant et durable dans cette partie du territoire.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249861008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 288 417,45 $, taxes incluses, à titre d'incidences, pour couvrir les coûts additionnels liés aux activités de surveillance environnementale des travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 (lot 3 926 169) et 13 (lot 3 156 707), dans le cadre du contrat accordé à Loiselle Inc. (CG24 0131), majorant ainsi la dépense maximale des incidences de 477 792,30 $ à 766 209,75 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDÉ - 1249861008- Contrat Loiselle inc.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-20

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1245651001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Procova Inc. pour la réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM et autres travaux connexes - Dépense totale de 17 413 193,69 $, taxes incluses (contrat : 13 246 269,75 $ + contingences : 2 649 253,94 $ + incidences : 1 517 670 $) - Appel d'offres public IMM-15933 - trois (3) soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Procova Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM et autres travaux connexes, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 246 269,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15933 ;
2. d'autoriser une dépense de 2 649 253,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;
3. d'autoriser une dépense de 1 517 670,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences ;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Procova Inc. ;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-30 10:09

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245651001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Procova Inc. pour la réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM et autres travaux connexes - Dépense totale de 17 413 193,69 $, taxes incluses (contrat : 13 246 269,75 $ + contingences : 2 649 253,94 $ + incidences : 1 517 670 $) - Appel d'offres public IMM-15933 - trois (3) soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre Opérationnel Nord du SPVM, qui est situé au 855, boulevard Crémazie, à l'intersection de la rue St-Hubert, abrite un centre d'enquête, la direction du Service à la communauté région Nord, une salle de tir, le groupe d'intervention Nord et un centre de détention.
La salle de tir du CO Nord est fermée depuis 2013 pour cause de contamination au plomb. Les systèmes de ventilation et les systèmes spécifiques au tir sont désuets et doivent être remplaces. Divers travaux connexes en lien avec le bâtiment doivent aussi être réalisés afin de répondre aux opérations du SPVM.

L'appel d'offres public IMM-15933, publié le 13 juin 2024 sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du gouvernement du Québec, a donné aux soumissionnaires un délai de quatre-vingt-cinq (85) jours pour obtenir les documents et déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est d'une période de cent vingt (120) jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit jusqu'au 3 janvier 2025.

Vingt (20) addendas ont été émis durant la période de soumission et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addendas	Dates d'émission	Descriptions	Impacts monétaires
1	13 juin 2024	Formulaire confidentialité	aucun
2	17 juin 2024	Modification courriel questions soumissions	aucun
3	10 juillet 2024	Réponses aux questions	aucun
4	10 juillet 2024	Report de la date d'ouverture soumission	aucun
5	10 juillet 2024	Électricité_E02	oui

6	17 juillet 2024	Prolongation des visites	aucun
7	17 juillet 2024	Réponses aux questions_suite n02	aucun
8	06 août 2024	Instrumentation et contrôle	oui
9	06 août 2024	Déclaration d'intégrité	aucun
10	13 août 2024	Réponses aux questions_suite	oui
11	15 août 2024	Réponses aux questions_suite	oui
12	16 août 2024	Report date ouverture des soumissions	aucun
13	19 août 2024	Réponses aux questions_suite	aucun
14	21 août 2024	Complément de devis normalisé	aucun
15	21 août 2024	Complément de devis mécanique	aucun
16	22 août 2024	Réponses aux questions_suite	aucun
17	23 août 2024	Réponses aux questions_suite	aucun
18	26 août 2024	Réponses aux questions_suite	oui
19	28 août 2024	Plans et devis_archi_struct_bordereau soum	oui
20	28 août 2024	Structure	aucun

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0368 - 17 juin 2021 - Conclure une entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers avec le regroupement de firmes Groupe Marchand Architecture et Design inc. (GMAD) (architectes) et Les services EXP inc. (ingénierie).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à Procova Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour procéder à la réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM ainsi que d'autres travaux connexes.
Les travaux consistent principalement à fournir la main-d'oeuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour exécuter les travaux de réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM ainsi que d'autres travaux connexes.

Le projet inclut les interventions suivantes, sans s'y restreindre :

- Travaux de décontamination au sous-sol ;
- Réfection majeure de la salle de tir existante ;
- Construction et installation de la nouvelle entrée électrique ;
- Installation d'une nouvelle génératrice ;
- Construction d'une nouvelle salle mécanique qui sera une annexe au bâtiment ;
- Travaux civils : installation de bassin de rétention, pavage, bases de béton ;
- Réaménagement du stationnement extérieur : installation de bornes de recharge pour voitures électriques, installation de nouveaux lampadaires, aménagement paysager, etc.

Un budget de contingences de 20 % (2 649 253,94 $, taxes incluses) du montant du contrat est réservé pour répondre aux imprévus de chantier, étant donné que le bâtiment doit rester en opération durant le chantier et que celui-ci sera réalisé avec plusieurs phases.

Des incidences générales de 11,46 % (1 517 670,00 $, taxes incluses) servirons à couvrir la location d'équipements, des services de contrôles de qualité, des interventions des utilités publiques et toutes autres expertises ou travaux à exécuter par des tiers.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 13 juin 2024, il y a eu quatorze (14) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.
Trois (3) preneurs du cahier des charges ont déposé leur soumission, ce qui représente 21 % du nombre total.

Sur les onze (11) autres preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné :

- Un (1) a acheté les documents à titre informatif (Association de la Construction du Québec) ;
- Dix (10) firmes n'ont pas communiqué leurs motifs de désistement.

L'analyse de la conformité des soumissions a révélé que les deux (2) plus bas soumissionnaires ont été jugés conformes. Le troisième, soit Charex Inc., ne respectant pas les conditions d'admissibilité exigées dans le devis d'appel d'offres a été jugé non conforme, ce qui a mené au rejet de sa soumission.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Procova Inc.	**13 246 269,75 $**	**2 649 253,94 $**	**15 895 523,60 $**
Afcor	14 739 595,00 $	2 947 919,00 $	17 687 514,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	15 853 378,11 $	3 170 675, 62 $	19 024 053.73 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 3 128 530,13 $ - 16,45 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 791 990,40 $ 10,13 %

À la suite de l'analyse de conformité des soumissions, Procova Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'estimation finale a été élaborée par les professionnels externes ayant préparé les documents d'appel d'offres.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation fournie par les professionnels est de -16,45 % (- 3 128 530,13 $). Les écarts se situent principalement au niveau suivant :

- Par une surévaluation de l'estimation des professionnels dans la fourniture de certains équipements ;

- Dans le coût de gestion de planification des séquences par phase des travaux.

L'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse soumission conforme est de 10,13 % (1 791 990,40 $), les écarts se situent principalement au niveau suivant :

- Par un écart dans les frais généraux et l'administration et profit en lien avec la gestion de la planification des phases des travaux.

Procova Inc. est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le plus bas soumissionnaire, Procova Inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 2 juin 2025.

Ce contrat de construction étant d'une valeur supérieure à 1 000 000 $, il devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale est de 17 413 193,69 $, taxes incluses.

La dépense totale nette de ristourne est de 15 900 566,84 $.

La dépense est assumée à 100 % par l'agglomération et est prévue au PDI 2024-2033 du Service de la gestion et de la planification des immeubles, dans le programme des bâtiments du SPVM.

Le projet est prévu au programme: 64021 - Programme de protection des bâtiments du SPVM à l'aide du règlement d'emprunt RCG 24-018 Protection d'immeubles CG 0221 pour un montant de 17 413 193,69 $, taxes incluses.

Cette dépense sera répartie comme suit : 10 % en 2024, 40 % en 2025, 40 % en 2026 et 10 % en 2027.

Ce montant comprend :

- Le prix forfaitaire de 13 246 269,75 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux (coût total brut, avant contingences et incidences) ;
- Des contingences de 20 %, soit 2 649 253,94 $, taxes incluses, sont prévues considérant les contraintes de maintien d'opération du SPVM durant les travaux. Elles serviront à couvrir les imprévus qui pourraient survenir en cours de chantier ;
- Des incidences générales de 11,46 %, soit 1 517 670,00 $, taxes incluses, serviront à couvrir.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique qu'est le Service de police de la Ville de Montréal (alinéa 8a, article 19) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines

compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'autorisation de ce dossier risque de compromettre la réalisation du programme de réfection et mise aux normes des salles de tir du SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Date du début des travaux visée : novembre 2024
Date de fin des travaux visée : décembre 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2024-09-19
Ivan PRAMATAROV	Penelope DARCY	

gestionnaire de projets immobiliers

Tél : 263 - 993 - 1334
Télécop. : -

cheffe de division de projets Sécurité publique et Espace pour la vie

Tél : 514-242-6693
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2024-09-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-09-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1245651001**
Unité administrative responsable : Service de la gestion et planification des immeubles, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division projet sécurité publique.
Projet : *Rénovation de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM et autres travaux connexes.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**x**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 juin 2020

PROCOVA INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC LEQUIN
1924, RUE VALLIÈRES
LAVAL (QC) H7M 3B3

N° de décision : 2020-DAMP-1569
N° de client : 3000144068

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. PROCOVA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 juin 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Marielle Labelle

De: _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
Envoyé: 2 juin 2023 14:12
À: _Boîte Autorisation AMP
Objet: IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Direction de l'intégrité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
directionlcop@amp.quebec

RÉSUMÉ DE L'ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Titre de l'appel d'offre

Réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM et autres travaux connexes

N° de l'appel d'offre

IMM-15933

N° SEAO

20000541

Nom du soumissionnaire	Rang du soumissionnaire à l'ouverture	Prix total soumis (incluant les taxes)	Constat final
Procova Inc.	1	13 246 269,75 $	**Conforme**
Afcor Construction Inc.	2	14 739 795,00 $	**Conforme**
Charex Inc.	3	15 175 495,06 $	**Non conforme**
Construction Di Paolo Inc.	4	16 897 167,56 $	**Non conforme**
0	0	0,00 $	0
0	0	0,00 $	0
0	0	0,00 $	0
0	0	0,00 $	0

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: IMM-15933
Numéro de référence: 20000541
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Réfection de la salle de tir du Centre opérationnel Nord- SPVM et autres travaux connexes.
Organisation: Ville de Montréal - Gestion et planification Immobilière

16 résultats **Résultats 1 à 16**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1.

Construction MLSR inc. 4922 A boulevard Levesque EST Laval QC CAN H7C1N1 www.constructionmlsr.com	Publique	Maxime Lapointe Téléphone: 5148936501 Courriel: ml@constructionmlsr.com	**Transaction: (20006911)** 2024-06-20 07:44	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Courriel Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis

2024-07-18 à 08:30 - Courriel

20008300 - Addenda 8
Devis
2024-08-06 à 11:25 - Courriel
Plan
2024-08-06 à 11:25 - Courriel

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

20011877 - Addenda 18
Bordereau numérique
2024-08-26 à 10:10 - Courriel

				Devis 2024-08-26 à 10:10 - Courriel 20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CHAREX INC. 17755 RUE LAPOINTE Mirabel QC CAN J7J0W7	Non diffusé	Émilie Lebel Téléphone: 4504751135 Courriel: soumission@charex.ca	**Transaction: (20008922)** 2024-06-25 09:12	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement Ne pas recevoir
Afcor Construction Inc. 2385 de la Métropole Longueuil QC CAN J4G1E5 http://afcor.ca	Publique	Pier-Yves Sylvestre Téléphone: 4506700407 Courriel: estimation@afcor.ca	**Transaction: (20007381)** 2024-06-20 15:48	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Messagerie 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Messagerie Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis 2024-07-18 à 08:30 - Courriel

20008300 - Addenda 8
Devis
2024-08-06 à 11:25 - Courriel
Plan
2024-08-06 à 11:25 - Messagerie

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Messagerie
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Courriel

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Messagerie

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Messagerie
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Messagerie
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

20011877 - Addenda 18
Bordereau numérique
2024-08-26 à 10:10 - Courriel
Devis
2024-08-26 à 10:10 - Courriel

				20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Messagerie Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Messagerie Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Groupe DCR 1490, Joliot-Curie, suite 101 Boucherville QC CAN J4B7L9 www.groupedcr.com	Publique	Danièle Hénault Téléphone: 5145258109 Courriel: soumission@groupedcr.com	**Transaction: (20005329)** 2024-06-18 07:36	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Courriel Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis 2024-07-18 à 08:30 - Courriel 20008300 - Addenda 8 Devis 2024-08-06 à 11:25 - Courriel Plan 2024-08-06 à 11:25 - Courriel 20008302 - Addenda 9 Devis 2024-08-06 à 11:30 - Courriel 20009847 - Addenda 10 Plan 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement Devis

2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

20011877 - Addenda 18
Bordereau numérique
2024-08-26 à 10:10 - Courriel
Devis
2024-08-26 à 10:10 - Courriel

20012377 - Addenda 19
Bordereau numérique
2024-08-28 à 11:10 - Courriel
Plan
2024-08-28 à 11:10 - Courriel
Devis
2024-08-28 à 11:10 - Courriel

20012438 - Addenda 20
Plan
2024-08-28 à 14:10 - Courriel
Devis
2024-08-28 à 14:10 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
TRO-CHAÎNES INC. 1054, boul. Bastien, Québec QC CAN G2K1E6 http://www.trochaines.com	Non diffusé	Nathalie Lafontaine Téléphone: 4186282571 Courriel: adjointesoumission@trochaines.com	**Transaction: (20006271)** 2024-06-19 10:16	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Courriel Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis 2024-07-18 à 08:30 - Courriel 20008300 - Addenda 8 Devis 2024-08-06 à 11:25 - Courriel Plan 2024-08-06 à 11:25 - Courriel 20008302 - Addenda 9 Devis 2024-08-06 à 11:30 - Courriel 20009847 - Addenda 10 Plan 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement 20010210 - Addenda 11 Devis 2024-08-15 à 12:00 - Courriel Plan 2024-08-15 à 12:00 - Courriel 20010494 - Addenda 12 Report de date Devis 2024-08-16 à 15:00 - Courriel 20010975 - Addenda 13

				Plan 2024-08-20 à 15:55 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-20 à 15:55 - Courriel Devis 2024-08-20 à 15:55 - Courriel 20011117 - Addenda 14 Devis 2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement 20011123 - Addenda 15 Devis 2024-08-21 à 10:40 - Courriel 20011356 - Addenda 16 Plan 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Devis 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 09:45 - Courriel 20011635 - Addenda 17 Devis 2024-08-23 à 10:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-23 à 10:15 - Courriel 20011877 - Addenda 18 Bordereau numérique 2024-08-26 à 10:10 - Courriel Devis 2024-08-26 à 10:10 - Courriel 20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
T3P CONSTRUCTION INC. 1330, rue Labadie, local 100 Longueuil QC CAN J4N1C7	Publique	Dominic Labelle Téléphone: 4506460111 Courriel: d.labelle@t3pconstruction.com	**Transaction: (20006439)** 2024-06-19 13:20	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel

Plan
2024-07-10 à 13:35 - Courriel

20005102 - Addenda 4 _ Report de date
Devis
2024-07-10 à 13:40 - Courriel

20005107 - Addenda 5
Plan
2024-07-10 à 13:40 - Courriel
Devis
2024-07-10 à 13:40 - Courriel

20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite
Devis
2024-07-17 à 11:30 - Courriel

20006300 - Addenda 7
Devis
2024-07-18 à 08:30 - Courriel

20008300 - Addenda 8
Devis
2024-08-06 à 11:25 - Courriel
Plan
2024-08-06 à 11:25 - Courriel

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis

				2024-08-21 à 10:40 - Courriel 20011356 - Addenda 16 Plan 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Devis 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 09:45 - Courriel 20011635 - Addenda 17 Devis 2024-08-23 à 10:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-23 à 10:15 - Courriel 20011877 - Addenda 18 Bordereau numérique 2024-08-26 à 10:10 - Courriel Devis 2024-08-26 à 10:10 - Courriel 20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PROCOVA INC. 1924, rue Vallieres Laval QC CAN H7M3B3 http://www.procova.ca	Publique	Groupe Estimateurs Téléphone: 4506683393 Courriel: estimation@procova.ca	**Transaction: (20004525)** 2024-06-17 09:36	20001008 - Addenda 1 Devis Messagerie 20001393 - Addenda 2 Devis 2024-06-17 à 13:25 - Courriel 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Courriel Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel

20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite
Devis
2024-07-17 à 11:30 - Courriel

20006300 - Addenda 7
Devis
2024-07-18 à 08:30 - Courriel

20008300 - Addenda 8
Devis
2024-08-06 à 11:25 - Courriel
Plan
2024-08-06 à 11:25 - Courriel

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

				Bordereau numérique 2024-08-23 à 10:15 - Courriel 20011877 - Addenda 18 Bordereau numérique 2024-08-26 à 10:10 - Courriel Devis 2024-08-26 à 10:10 - Courriel 20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ACQ Provinciale 9200 boul Métropolitain Montréal QC CAN H1K4L2	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143548249 Courriel: claveaul@acq.org	**Transaction: (20004364)** 2024-06-16 17:52	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis 2024-06-17 à 13:25 - Courriel 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Courriel Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis 2024-07-18 à 08:30 - Courriel 20008300 - Addenda 8 Devis 2024-08-06 à 11:25 - Courriel Plan

2024-08-06 à 11:25 - Courriel

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

20011877 - Addenda 18
Bordereau numérique
2024-08-26 à 10:10 - Courriel
Devis
2024-08-26 à 10:10 - Courriel

20012377 - Addenda 19
Bordereau numérique
2024-08-28 à 11:10 - Courriel

				Plan 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CHAREX INC. 17755 RUE LAPOINTE Mirabel QC CAN J7J0W7	Non diffusé	Émilie Lebel Téléphone: 4504751135 Courriel: soumission@charex.ca	**Transaction: (20016234)** 2024-07-10 15:41	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis Téléchargement 20005107 - Addenda 5 Plan Téléchargement Devis Téléchargement 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis 2024-07-18 à 08:30 - Courriel 20008300 - Addenda 8 Devis 2024-08-06 à 11:25 - Courriel Plan 2024-08-06 à 11:25 - Courriel 20008302 - Addenda 9 Devis 2024-08-06 à 11:30 - Courriel 20009847 - Addenda 10 Plan 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

20011877 - Addenda 18
Bordereau numérique
2024-08-26 à 10:10 - Courriel
Devis
2024-08-26 à 10:10 - Courriel

20012377 - Addenda 19
Bordereau numérique
2024-08-28 à 11:10 - Courriel
Plan
2024-08-28 à 11:10 - Courriel
Devis
2024-08-28 à 11:10 - Courriel

20012438 - Addenda 20
Plan
2024-08-28 à 14:10 - Courriel
Devis
2024-08-28 à 14:10 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Anjalec Construction Inc. 1159 rue Lévis Terrebonne QC CAN J6W5S6 www.anjalecconstruction.com	Publique	Vicky Levasseur Téléphone: 450-961-9191 Courriel: estimation@anjalecconstruction.com	**Transaction: (20004681)** 2024-06-17 11:30	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis 2024-06-17 à 13:25 - Courriel 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Courriel Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis 2024-07-18 à 08:30 - Courriel 20008300 - Addenda 8 Devis 2024-08-06 à 11:25 - Courriel Plan 2024-08-06 à 11:25 - Courriel 20008302 - Addenda 9 Devis 2024-08-06 à 11:30 - Courriel 20009847 - Addenda 10 Plan 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement 20010210 - Addenda 11 Devis 2024-08-15 à 12:00 - Courriel Plan 2024-08-15 à 12:00 - Courriel 20010494 - Addenda 12 Report de date Devis 2024-08-16 à 15:00 - Courriel 20010975 - Addenda 13 Plan

				2024-08-20 à 15:55 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-20 à 15:55 - Courriel Devis 2024-08-20 à 15:55 - Courriel 20011117 - Addenda 14 Devis 2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement 20011123 - Addenda 15 Devis 2024-08-21 à 10:40 - Courriel 20011356 - Addenda 16 Plan 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Devis 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 09:45 - Courriel 20011635 - Addenda 17 Devis 2024-08-23 à 10:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-23 à 10:15 - Courriel 20011877 - Addenda 18 Bordereau numérique 2024-08-26 à 10:10 - Courriel Devis 2024-08-26 à 10:10 - Courriel 20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTION GENFOR LTÉE 2850 boul Saint-Martin Est Bureau 203 Laval QC CAN H7E5A1 http://www.genfor.ca	Publique	Salomon Boucher Téléphone: 4506612040 Courriel: sboucher@genfor.ca	**Transaction: (20003960)** 2024-06-14 15:22	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis 2024-06-17 à 13:25 - Courriel 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan

2024-07-10 à 13:35 - Messagerie

20005102 - Addenda 4 _ Report de date
Devis
2024-07-10 à 13:40 - Courriel

20005107 - Addenda 5
Plan
2024-07-10 à 13:40 - Messagerie
Devis
2024-07-10 à 13:40 - Courriel

20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite
Devis
2024-07-17 à 11:30 - Courriel

20006300 - Addenda 7
Devis
2024-07-18 à 08:30 - Courriel

20008300 - Addenda 8
Devis
2024-08-06 à 11:25 - Courriel
Plan
2024-08-06 à 11:25 - Messagerie

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Messagerie
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Courriel

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Messagerie

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Messagerie
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis

				2024-08-21 à 10:40 - Courriel 20011356 - Addenda 16 Plan 2024-08-22 à 09:45 - Messagerie Devis 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 09:45 - Courriel 20011635 - Addenda 17 Devis 2024-08-23 à 10:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-23 à 10:15 - Courriel 20011877 - Addenda 18 Bordereau numérique 2024-08-26 à 10:10 - Courriel Devis 2024-08-26 à 10:10 - Courriel 20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Messagerie Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Messagerie Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
ARMATURES BOIS-FRANCS INC. 249 boul de la Bonaventure Victoriaville QC CAN G6T1V5 http://www.abf-inc.com	Non diffusé	Geneviève Beaudoin Téléphone: 8197587501 Courriel: estimation@abf-inc.com	**Transaction: (20011907)** 2024-07-02 09:06	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Courriel Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel

20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite
Devis
2024-07-17 à 11:30 - Courriel

20006300 - Addenda 7
Devis
2024-07-18 à 08:30 - Courriel

20008300 - Addenda 8
Devis
2024-08-06 à 11:25 - Courriel
Plan
2024-08-06 à 11:25 - Courriel

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

				Bordereau numérique 2024-08-23 à 10:15 - Courriel 20011877 - Addenda 18 Bordereau numérique 2024-08-26 à 10:10 - Courriel Devis 2024-08-26 à 10:10 - Courriel 20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
DEVCOR (1994) 17705, rue des Gouverneurs, suite 100 Mirabel QC CAN J7J0T9 http://www.devcor.net	Publique	Mathieu Levesque Téléphone: 514-714-0606 Courriel: mlevesque@devcor.net	**Transaction: (20004423)** 2024-06-17 07:17	20001008 - Addenda 1 Devis Messagerie 20001393 - Addenda 2 Devis 2024-06-17 à 13:25 - Courriel 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Messagerie 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Messagerie Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis 2024-07-18 à 08:30 - Courriel 20008300 - Addenda 8 Devis 2024-08-06 à 11:25 - Courriel Plan

2024-08-06 à 11:25 - Messagerie

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Messagerie
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Courriel

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Messagerie

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Messagerie
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Messagerie
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

20011877 - Addenda 18
Bordereau numérique
2024-08-26 à 10:10 - Courriel
Devis
2024-08-26 à 10:10 - Courriel

20012377 - Addenda 19
Bordereau numérique
2024-08-28 à 11:10 - Courriel

				Plan 2024-08-28 à 11:10 - Messagerie Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Messagerie Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC. 179, rue Labrie Saint-Eustache QC CAN J7R2R7 info@renovacoeur.com	Publique	Gilles Charbonneau Téléphone: 5147559465 Courriel: info@renovacoeur.com	**Transaction: (20003843)** 2024-06-14 12:09	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis 2024-06-17 à 13:25 - Courriel 20005096 - Addenda 3 Devis Courriel Plan Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan Courriel Devis Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis Courriel 20008300 - Addenda 8 Devis Courriel Plan Courriel 20008302 - Addenda 9 Devis Courriel 20009847 - Addenda 10 Plan Courriel Devis Courriel

20010210 - Addenda 11
Devis
Courriel
Plan
Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
Courriel
Bordereau numérique
Courriel
Devis
Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis
Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
Courriel
Devis
Courriel
Bordereau numérique
Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
Courriel
Bordereau numérique
Courriel

20011877 - Addenda 18
Bordereau numérique
Courriel
Devis
Courriel

20012377 - Addenda 19
Bordereau numérique
Courriel
Plan
Courriel
Devis
Courriel

20012438 - Addenda 20
Plan
Courriel
Devis
Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

ARMATURES BOIS-FRANCS INC. 249 boul de la Bonaventure Victoriaville QC CAN G6T1V5 http://www.abf-inc.com	Non diffusé	Geneviève Beaudoin Téléphone: 8197587501 Courriel: estimation@abf-inc.com	**Transaction: (20011326)** 2024-06-28 15:40	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan 2024-07-10 à 13:35 - Courriel 20005102 - Addenda 4 _ Report de date Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20005107 - Addenda 5 Plan 2024-07-10 à 13:40 - Courriel Devis 2024-07-10 à 13:40 - Courriel 20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite Devis 2024-07-17 à 11:30 - Courriel 20006300 - Addenda 7 Devis 2024-07-18 à 08:30 - Courriel 20008300 - Addenda 8 Devis 2024-08-06 à 11:25 - Courriel Plan 2024-08-06 à 11:25 - Courriel 20008302 - Addenda 9 Devis 2024-08-06 à 11:30 - Courriel 20009847 - Addenda 10 Plan 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement 20010210 - Addenda 11 Devis 2024-08-15 à 12:00 - Courriel Plan 2024-08-15 à 12:00 - Courriel 20010494 - Addenda 12 Report de date Devis 2024-08-16 à 15:00 - Courriel 20010975 - Addenda 13 Plan

				2024-08-20 à 15:55 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-20 à 15:55 - Courriel Devis 2024-08-20 à 15:55 - Courriel 20011117 - Addenda 14 Devis 2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement 20011123 - Addenda 15 Devis 2024-08-21 à 10:40 - Courriel 20011356 - Addenda 16 Plan 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Devis 2024-08-22 à 09:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 09:45 - Courriel 20011635 - Addenda 17 Devis 2024-08-23 à 10:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-23 à 10:15 - Courriel 20011877 - Addenda 18 Bordereau numérique 2024-08-26 à 10:10 - Courriel Devis 2024-08-26 à 10:10 - Courriel 20012377 - Addenda 19 Bordereau numérique 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Plan 2024-08-28 à 11:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 11:10 - Courriel 20012438 - Addenda 20 Plan 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Devis 2024-08-28 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Les Installations électriques Pichette inc. HISTORIQUE 3080 rue Peugeot Laval QC CAN H7L5C5 pichette.ca	Non diffusé	Louis Racicot Téléphone: 450-682-4411 Courriel: louis.racicot@pichette.ca	**Transaction: (20007706)** 2024-06-21 08:00	20001008 - Addenda 1 Devis Téléchargement 20001393 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20005096 - Addenda 3 Devis 2024-07-10 à 13:35 - Courriel Plan

2024-07-10 à 13:35 - Courriel

20005102 - Addenda 4 _ Report de date
Devis
2024-07-10 à 13:40 - Courriel

20005107 - Addenda 5
Plan
2024-07-10 à 13:40 - Courriel
Devis
2024-07-10 à 13:40 - Courriel

20006169 - Addenda 6_Ajout date de visite
Devis
2024-07-17 à 11:30 - Courriel

20006300 - Addenda 7
Devis
2024-07-18 à 08:30 - Courriel

20008300 - Addenda 8
Devis
2024-08-06 à 11:25 - Courriel
Plan
2024-08-06 à 11:25 - Courriel

20008302 - Addenda 9
Devis
2024-08-06 à 11:30 - Courriel

20009847 - Addenda 10
Plan
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement
Devis
2024-08-14 à 08:50 - Téléchargement

20010210 - Addenda 11
Devis
2024-08-15 à 12:00 - Courriel
Plan
2024-08-15 à 12:00 - Courriel

20010494 - Addenda 12 Report de date
Devis
2024-08-16 à 15:00 - Courriel

20010975 - Addenda 13
Plan
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-20 à 15:55 - Courriel
Devis
2024-08-20 à 15:55 - Courriel

20011117 - Addenda 14
Devis
2024-08-21 à 10:35 - Téléchargement

20011123 - Addenda 15
Devis

2024-08-21 à 10:40 - Courriel

20011356 - Addenda 16
Plan
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Devis
2024-08-22 à 09:45 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-22 à 09:45 - Courriel

20011635 - Addenda 17
Devis
2024-08-23 à 10:15 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-23 à 10:15 - Courriel

20011877 - Addenda 18
Bordereau numérique
2024-08-26 à 10:10 - Courriel
Devis
2024-08-26 à 10:10 - Courriel

20012377 - Addenda 19
Bordereau numérique
2024-08-28 à 11:10 - Courriel
Plan
2024-08-28 à 11:10 - Courriel
Devis
2024-08-28 à 11:10 - Courriel

20012438 - Addenda 20
Plan
2024-08-28 à 14:10 - Courriel
Devis
2024-08-28 à 14:10 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245651001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à Procova Inc. pour la réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM et autres travaux connexes - Dépense totale de 17 413 193,69 $, taxes incluses (contrat : 13 246 269,75 $ + contingences : 2 649 253,94 $ + incidences : 1 517 670 $) - Appel d'offres public IMM-15933 - trois (3) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1245651001 - Travaux CO Nord SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-20

Sonia RODI
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1249433004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Biosphère , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré au Vitra Design Museum pour l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » présentée à la Biosphère de mai 2025 à septembre 2026 - Dépense totale de 698 876 $ (468 165 euros) taxes incluses (contrat: 607 719 $ (407 100 euros) + contingences 91 157 $ (61 065 euros))

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré au Vitra Design stiftung ggmbh pour la location, l'obtention des droits de diffusion, la mise en plan, la fabrication des caisses de transport, le transport et sa coordination et la supervision technique de l'installation et du démontage pour l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » présentée à la Biosphère de mai 2025 à septembre 2026 pour une somme maximale de 407 100 euros taxes incluses (+/- 607 719 $ CAD);

2. d'autoriser une dépense de 61 065 euros (+/- 91 157 $ CAD), taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-09-30 09:52

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249433004**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Biosphère , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré au Vitra Design Museum pour l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » présentée à la Biosphère de mai 2025 à septembre 2026 - Dépense totale de 698 876 $ (468 165 euros) taxes incluses (contrat: 607 719 $ (407 100 euros) + contingences 91 157 $ (61 065 euros))

CONTENU

CONTEXTE

Pour amorcer son nouveau cycle de programmation intitulé *Connexions* , en lien avec le 60e anniversaire d'Expo 67, la Biosphère souhaite offrir au public une exposition de grande qualité et de portée internationale. Faisant écho aux expositions universelles qui mettaient en valeur les réalisations technologiques du monde entier, et particulièrement celle d'Expo 67 qui a marqué l'ouverture de Montréal sur le monde, la Biosphère propose d'accueillir, en grande primeur nord-américaine, l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » (titre de travail), qui présente les approches européennes et internationales innovantes du design et des nouvelles technologies pour la transition écologique. La Biosphère sera la première institution à présenter l'exposition en tournée, conçue et présentée par le Vitra Design stiftung ggmbh (ci-dessous Vitra Design Museum) à Weil-am-Rhein, en Allemagne, de mars à septembre 2024.

La Biosphère renouvelle en continu ses 8 espaces d'exposition, dans le but d'attirer et fidéliser un public toujours plus grand. Les expositions offertes au public sont soit :

- conçues et produites par la Biosphère au cours d'un processus de 2 à 3 ans de recherche, conception, approvisionnement, fabrication et installation (ex: *Renversant!* en collaboration avec la chaire de recherche BICEAB de l'UQAM et la firme TKNL; *Riopelle. Un oiseau en libert é* , produit en collaboration avec GSI Musique et la Fondation Jean Paul Riopelle ; *Les saumons de la Mitis* , par Christine Beaulieu et Caroline Lavergne) ;
- conçues et produites pour la circulation par d'autres institutions, puis adaptées et installées par la Biosphère (ex: *Juan Ortiz-Apuy. Tropicana!* mise en circulation par Vox, centre de l'image contemporaine ; *Maryse Goudreau. Dans l'oeil du Béluga* produite et mise en circulation par la Galerie d'art Foreman de l'Université Bishop's).

Dans son processus pour compléter son offre d'expositions développées à l'interne, la

Biosphère a identifié une vingtaine d'expositions itinérantes au niveau provincial, national et continental. Elles ont été analysées au niveau de leurs contenus, qualité, approche, format, disponibilité et coût afin d'être en adéquation avec les objectifs de Montréal 2030, de programmation d'Espace pour la vie et de programmation de la Biosphère, tout en étant disponibles au bon moment et avec des dimensions qui correspondent aux salles disponibles. En tant que musée accueillant autant des touristes internationaux que d'un public de l'agglomération de Montréal, la Biosphère souhaitait trouver une exposition qui inspire les Montréalais(es) et les citoyen(nes) du monde en montrant comment les meilleures pratiques mondiales de design peuvent les aider à passer aux énergies renouvelables, à réduire leur consommation d'énergie et de GES. En somme, comment améliorer leur qualité de vie, leurs façons de vivre et d'habiter la ville et les amener à participer à la transition socio-écologique.

En adéquation avec la mission de la Biosphère et son nouveau cycle de programmation, *Connexions*, le choix s'est ainsi porté sur l'exposition « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie », qui présente les maillages entre plusieurs disciplines pour contribuer à la transition socio-écologique, proposant ainsi au public des possibilités de futurs écologiques viables et inspirants.

La présentation est prévue de mai 2025 à septembre 2026 (17 mois). En tant qu'exposition vedette de la programmation 2025-2026, elle se déploiera dans deux salles de la Biosphère, qui seront reliées pour l'occasion pour couvrir une superficie de 370 m².

L'exposition met en lumière la transformation du secteur de l'énergie du point de vue du design : des produits quotidiens utilisant des énergies renouvelables à la conception de maisons solaires et de centrales éoliennes ; des systèmes de mobilité intelligents aux visions futuristes de villes autosuffisantes.

Pensée, dès sa conception, pour une circulation à l'international, cette exposition permet de rendre accessible des contenus ambitieux et innovants à un grand public : on pourra croiser sur son parcours des objets novateurs, tels un "chandail solaire" ou un lampadaire fonctionnant à l'énergie éolienne. L'exposition comprend également des prototypes architecturaux et des maquettes, des projets spéculatifs ainsi qu'une sélection de projets historiques qui explore les liens entre le design et le secteur de l'énergie au XXe siècle. On pourra notamment y voir des écrits détaillant la vision sur le sujet de Buckminster Fuller, un des créateurs du célèbre dôme géodésique où loge le musée de la Biosphère.

L'exposition sera présentée en français, avec traduction en anglais, conformément à la Charte de la langue française.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

La Biosphère souhaite octroyer un contrat au Vitra Design Museum pour la location, l'obtention des droits de diffusion, la mise en plan, la fabrication des caisses de transport, le transport et sa coordination et la supervision technique de l'installation et du démontage pour l'exposition « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » commissariée par Jochen Eisenbrand, conservateur en chef du Vitra Design Museum. Cette exposition, conçue pour circuler à l'international, sera présentée dans les salles #4 (275 m²) et #5 (94 m²) de la Biosphère. Elle intégrera des objets et des prototypes issus du design industriel, des maquettes architecturales, des œuvres originales, des productions audiovisuelles, des documents d'archives, des interactifs et des contenus spécialisés. L'adaptation de l'exposition (sélection révisée des contenus et mise en espace) sera sous la direction

artistique de Jochen Eisenbrand.

Le contrat consiste plus précisément à fournir une exposition itinérante incluant : licence pour les droits d'exposition associés aux objets, œuvres, maquettes, iconographies, contenus interactifs et productions audiovisuelles, mise en plan selon les contraintes de la Biosphère, fabrication des caisses de transport pour les objets, équipements et mobilier, transport et sa coordination logistique , remise des textes et fichiers graphiques originaux pour la traduction et la production des imprimés, supervision à la Biosphère par 2 techniciens séniors du Vitra Design Museum pour l'installation et le démontage (23 jours).

Les annexes au contrat sont ajoutées dans les pièces jointes.

Sont exclus du contrat, comme il est d'usage pour l'accueil d'expositions itinérantes : recherche et validation scientifique pour le contenu montréalais et canadien, courtage en douane, hébergement des techniciens du Vitra Design Museum, mobilier générique (ex: fauteuils), traduction et mise en page et impression des textes et surfaces graphiques murales. Ces dépenses estimées à environ 300 000 $ (avant taxes) sont prévues au budget de fonctionnement de la Biosphère.

Des frais de contingence de 15 % sont prévus dans ce dossier afin de couvrir les frais imprévus qui pourraient être payables au Vitra Design Museum. Il s'agit par exemple des modifications supplémentaires sur les plans et ajouts de composantes (dessins techniques) ; de la fluctuation des coûts de transport et des frais de douane pour l'aller et retour de l'exposition ; de l'entreposage si nécessaire en cas de délai imprévu du transport aller et retour; de paiement déductible pour l'assurance en cas de bris ; de l'entreposage des caisses vides si cela est pris en charge par le transporteur.

Compte tenu que le contractant est allemand, à sa demande, le contrat sera signé en anglais (voir intervention juridique). Il faudra dans un premier temps procéder à la signature par les instances de la Ville de Montréal et, dans un deuxième temps, par les instances du Vitra Design Museum. Cet aspect a aussi été validé auprès de la Commissaire à la langue française de la Ville. Une traduction de courtoisie en français est disponible.

JUSTIFICATION

La Biosphère inclut la venue d'expositions itinérantes dans sa programmation depuis son ouverture au sein d'Espace pour la vie. En plus d'optimiser les coûts de production, celles-ci sont de réelles occasions pour le partage de connaissances et d'expertise entre institutions. Les expositions itinérantes comportent aussi des avantages sur le plan de la réduction de GES, la durée de vie de celles-ci étant prolongée grâce à leur circulation dans plusieurs institutions. C'est d'ailleurs aussi dans un souci d'écoresponsabilité que l'exposition sera présentée pour une durée de 17 mois. La Biosphère se place ainsi en leader de la décélération et de la durabilité par rapport à ses pairs, les musées présentant habituellement leurs expositions de grande envergure pour une durée 2 à 3 fois plus courte. L'exposition occupera ainsi 2 salles d'expositions pendant 17 mois, soit 34 mois de programmation.

Les recherches effectuées par la Biosphère pour faire venir une exposition itinérante de haut calibre sur un sujet cohérent avec son cycle thématique *Connexions* ont mené à un choix unique, celui de l'exposition « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » du Vitra Design Museum, chef de file international en matière de design. L'exposition, production originale de ce musée et présentée pour la première fois dans ses murs jusqu'au 1er septembre 2024, est commissariée par l'historien du design reconnu notamment dans les médias européens, Jochen Eisenbrand, qui oeuvre depuis plus de 18 ans au Vitra Design Museum et est son actuel conservateur en chef.

Ainsi, ce contrat, de nature artistique et culturelle, est octroyé de gré à gré.

Avec le concours de l'équipe de conception originale du Vitra Design Museum, sous la direction du conservateur en chef Jochen Eisenbrand, une adaptation plus concise et en phase avec le contexte montréalais et canadien sera réalisée pour répondre aux particularités des espaces d'exposition de la Biosphère et de ses publics. De plus, la Biosphère souhaite profiter de la venue de l'exposition pour programmer des activités sur les sujets du design et des énergies renouvelables avec des organismes et spécialistes locaux, en plus de développer des contenus éducatifs sur ces sujets pour le public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme maximale de 468 165 €, taxes incluses incluant les contingences (contrat de 407 100 € et contingences de 61 065 euros) est prévu au service Espace pour la vie (budget de la Biosphère). Conséquemment, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération. Rappelons que le budget de la Biosphère est financé à 100 % par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.
Les paiements seront effectués en euros au taux de change en vigueur au moment de chaque paiement.

Le montant estimé correspond à 698 876 $ CAD selon le taux de change en vigueur au 29 août 2024 (contrat de 607 719 $ et contingences de 91 157 $)

Le montant alloué à ce contrat sera versé au Vitra Design Museum selon le calendrier de versements préliminaires suivant :

Octobre 2024 - Droits d'exposition et remise des fichiers : 130 000 € (taxes incluses) - 32 %
Novembre 2024 - Dépôt plan préliminaire : 65 000 € (taxes incluses) - 16%
Décembre 2024 - Dépôt plan final : 65 000 € (taxes incluses) - 16%
Janvier 2025 - Transport (aller) : 60 000 € (taxes incluses) -15 %
Mai 2025 - Supervision technique (installation) : 14 900 € (taxes incluses) - 3 %
Septembre 2026 - Supervision technique (démontage) et transport (retour) : 72 200 € (taxes incluses) - 18%

Les montants engagés pour les contingences sont répartis selon le calendrier suivant :
2025 : 40 000 euros (+/- 59 711$ CAD)
2026 : 21 065 euros (+/- 31 446$ CAD)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment les priorités 1, 16 et 20 en contribuant à réduire les GES, en propulsant Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international et en accroissant l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En présentant une exposition de qualité et de renommée internationale, la Biosphère augmentera son achalandage en plus d'augmenter l'attractivité et le rayonnement de la métropole Montréalaise. Cette exposition vedette attirera un public estimé à environ 225 000 personnes. Lors de sa présentation en Allemagne, elle a bénéficié d'un intérêt majeur de la part des médias.

Le contrat doit impérativement être signé en octobre 2024 afin que la Biosphère ouvre l'exposition en mai 2025, pour faire suite aux deux expositions qui se terminent en mars 2024 et laisseront deux salles d'exposition vacantes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication pour la promotion de l'exposition sera mis en place en vue de l'ouverture au public.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octobre 2024 - Planification du projet
Novembre, décembre 2024 - Plan de salle
Janvier 2025 – Planification du transport
Février, mars 2025 - Production audiovisuelle et graphique
Avril 2025 – Livraison de l'exposition et installation
Mai 2025 à septembre 2026 : Tenue de l'exposition
Octobre 2026 - Désinstallation et réexpédition de l'exposition

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marianne POLNICKY-RACINE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Noemie DANSEREAU-LAVOIE, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eve-Lyne CAYOUETTE-ASHBY
chef(fe) de division - programmes publics et

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-20

Isabelle ST-GERMAIN
Directrice de la biosphere

educatifs

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Tél : 4388211807
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2024-09-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249433004
Unité administrative responsable : Direction Biosphère du *Service Espace pour la vie*
Projet : Accorder un contrat de gré à gré au Vitra Design Museum pour la location, l'obtention des droits de diffusion, la mise en plan, l'encaissage, la coordination du transport et la supervision technique pour l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » (titre de travail) présentée à la Biosphère en grande primeur nord-américaine de mai 2025 à septembre 2026

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

Suite à leur visite de l'exposition, les visiteurs seront mieux informés sur les façons de transformer notre mode de vie et nos villes et ainsi favoriser un passage à l'action. Plus précisément, l'exposition s'intéresse à la soif mondiale d'énergie et examine comment le design peut nous aider à passer aux énergies renouvelables et à réduire notre consommation d'énergie. Par exemple, elle aborde les mesures que l'industrie et le politique peuvent prendre, mais aussi la contribution que chacun peut apporter à une transition énergétique réussie.

16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages

entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

La présentation de l'exposition « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » est une opportunité de partage des connaissances et d'expertise avec le Vitra Design Museum, une institution allemande réputée pour la qualité de ses expositions qu'elle fait circuler dans le monde entier. Le commissariat de l'exposition est signé par Jochen Eisenbrand, conservateur en chef du Vitra Design Museum et spécialiste en histoire du design. L'exposition sera aussi une opportunité d'échange pour les communautés universitaires et professionnelles s'intéressant de près aux liens entre le design et les énergies renouvelables.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

L'exposition « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » a pour but d'offrir au public une expérience de grande qualité et de portée internationale tout en positionnant la Biosphère comme chef de file de l'éducation à la transition socio-écologique. Elle marquera le début du nouveau cycle de programmation, *Connexions*, en lien avec le 60e anniversaire d'Expo 67, moment marquant de rayonnement pour la métropole Montréalaise.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

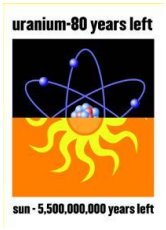
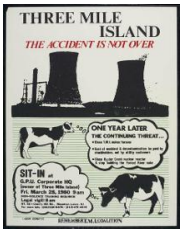
Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

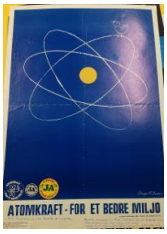
Annex 1

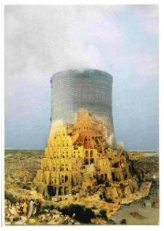
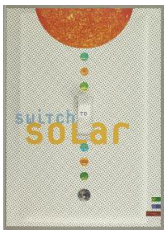
Exhibition: “Transform! Designing the Future of Energy”

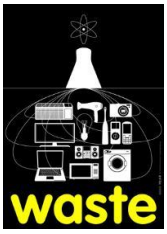
24 September 2024

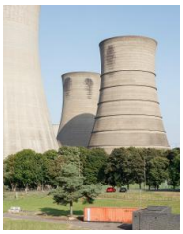
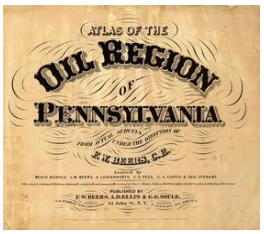
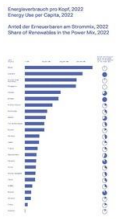
1	**Section** 1 **Cat. No..** 101.01.01-R **Crate No.**	Keith R. Potter, Steven Lyons, "No blood for oil" Design: 1990 Digital print on paper 63.0 x 37.3 x 1.0 cm Laka Collection, laka.org	 P86-1010
2	**Section** 1 **Cat. No..** 101.01.02-R **Crate No.**	Atome, invisible, insidieux, détruira toute vie sur terre d’ici peu [Atom, invisible, insidious, will destroy all life on earth before long], France, 1980s Design: c. 1980 Digital print on paper 478.0 x 300.0 x 1.0 mm Schweizerisches Sozialarchiv [Swiss Social Archives], Zürich	 P86-1062
3	**Section** 1 **Cat. No..** 101.02.01-R **Crate No.**	Richard Vickaryous, Uranium - 80 years left. Sun - 5,500,000,000 years left; (Canada); Clean Green Regina Design: 2009 Digital print on paper 555 x 450 mm Laka Collection, laka.org	 P86-1014
4	**Section** 1 **Cat. No..** 101.02.02-R **Crate No.**	28 March 1979 Harrisburg Unfall Design: 1980 Digital print on paper 600.0 x 450.0 x 1.0 mm Victoria and Albert Museum, London	 P86-1004
5	**Section** 1 **Cat. No..** 101.03.01-R **Crate No.**	Wenn wir keine Energie sparen, werden wir bald einmal… [If we do not save energy we will soon…] Design: 1979 Digital print on paper 1000.0 x 708.0 x 1.0 mm Poster collection SfG Basel	 P86-1064

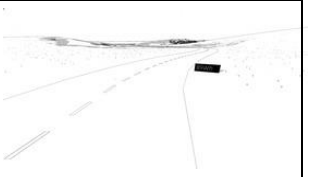
Vitra Design Stiftung gGmbH, Charles-Eames-Straße 2, D-79576 Weil am Rhein
T +49.7621.702.3200, F +49.7621.702.3590, info@design-museum.de, www.design-museum.de
Geschäftsführung: Dr. Rolf Fehlbaum, Nora Fehlbaum, Sitz der Gesellschaft: Weil am Rhein, HRB Freiburg Nr. 413299, USt-IdNr. DE 813348482

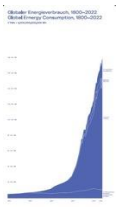
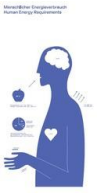
6	**Section** 1 **Cat. No..** 101.04.01-R **Crate No.**	Nuclear energy - for a better environment, published by the pro-nuclear organisation REO Design: between 1970 and1980 Digital print on paper 620.0 x 450.0 mm Dansk Plakatmuseum, Aarhus, Denmark	 P86-1008
7	**Section** 1 **Cat. No..** 101.04.02-E **Crate No.**	Anne Lund “Nuclear Power? No Thanks” logo (1975) in 24 languages Design: 1975 sticker Object dimensions (Exhibition): cm © Smiling Sun, www.smilingsun.org	 P86-1005
8	**Section** 1 **Cat. No..** 101.05.01-R **Crate No.**	100% renewable energy, published by the organisation Mellemfolkeligt Samvirke. Design: 2018 Digital print on paper 550.0 x 440.0 x 1.0 mm Dansk Plakatmuseum, Aarhus, Denmark	 P86-1007
9	**Section** 1 **Cat. No..** 101.05.02-R **Crate No.**	Denmark without nuclear power Design: 1980 Digital print on paper 610.0 x 440.0 mm Dansk Plakatmuseum, Aarhus, Denmark	 P86-1009
10	**Section** 1 **Cat. No..** 101.06.01-R **Crate No.**	Economically unprofitable! Greed for profit! Wind power at the expense of people and nature! Politics without sense and reason! Design: undated Digital print on paper 593.0 x 420.0 x 1.0 mm Bürgerinitiative Gegenwind-Wetterau [“Gegenwind-Wetterau” Citizens’ initiative]	 P86-1016

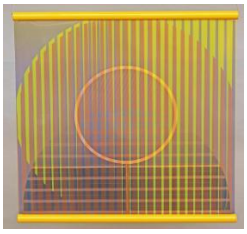
11	**Section** 1 **Cat. No..** 101.06.02-R **Crate No.**	Richard Vickaryous, Battle of the century. Mr 'Green' Clean vs. 'Big Bruce' Power. Face off in Saskatchewan (Canada); Clean Green Regina, Renewable Energy Alliance, Pelimba Institute Design: 2009 Digital print on paper 650.0 x 420.0 x 1.0 mm Laka Collection, laka.org	 P86-1013
12	**Section** 1 **Cat. No..** 101.07.01-R **Crate No.**	Museum für Gestaltung Zürich Silaev, Atom v mirnych celjach! (The atom for peaceful purposes!) Design: 1960 Digital print on paper 960.0 x 560.0 x 1.0 mm Photo: Museum für Gestaltung Zürich, Plakatsammlung, ZHdK	 P86-1000
13	**Section** 1 **Cat. No..** 101.07.02-R **Crate No.**	Pierre Brauchli, poster for the nuclear protection initiative (using the painting Tower of Babel by Pieter Bruegel the Elder) Design: 1979 Digital print on paper 590.0 x 420.0 x 1.0 mm Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich	 P86-1017
14	**Section** 1 **Cat. No..** 101.08.01-R **Crate No.**	Museum für Gestaltung, Zürich Erik Nitsche, General Dynamics – Atoms for Peace Design: 1955 Digital print on paper 1000.0 x 708.0 x 1.0 mm Photo: Museum für Gestaltung Zürich, Plakatsammlung, ZHdK	 P86-1003
15	**Section** 1 **Cat. No..** 101.08.02-R **Crate No.**	Jennifer Roos, Frederick Schaub, SWITCH TO SOLAR FOR HEAT, LIGHT AND LIFE Design: 1998 89.9 x 62.9 x 1.0 cm Cooper Hewitt, Smithsonian Design Museum, New York, USA	 P86-1011

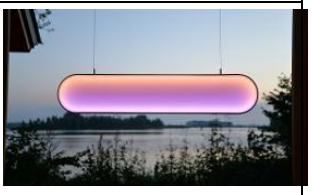
16	**Section** 1 **Cat. No..** 101.09.01-R **Crate No.**	Peter Kneebone, Waste, Nuclear Posters Breakdown Press Design: 2007 Digital print on paper 420 x 300 mm Laka Collection, laka.org	 P86-1015
17	**Section** 1 **Cat. No..** 101.09.02-R **Crate No.**	Flavio Carvalho, The Problem, The Solution Design: 2009 Digital print on paper 420.0 x 300.0 x 1.0 cm Laka Collection, laka.org	 P86-1012
18	**Section** 1 **Cat. No..** 101.10.01-R **Crate No.**	No! Solar farms in our desert! [Nein zu Solarfarmen in unserer Wüste] Design: 2024 Digital print on paper 600.0 x 452.0 x 1.0 mm © Vitra Design Museum	 P86-1018
19	**Section** 1 **Cat. No..** 101.10.02-R **Crate No.**	There is no 'Peaceful Atom - Atomic Energy is Deadly Design: c. 1975 Digital print on paper 53.3 x 38.1 x 1.0 cm Victoria and Albert Museum, London	 P86-1002
20	**Section** 1 **Cat. No..** 102.01.01-Y **Crate No.**	Solar panels in Yinchuan, Ningxia Hui Autonomous Region, China, 2017 Design: 2017 Light box, wood, LED 2463.0 x 3696.0 mm Reuters / Stringer	 P86-1022

21	**Section** 1 **Cat. No..** 102.02.01-Y **Crate No.**	Erdöl Pipeline, Okrika Town, Nigeria, 2006 Design: 2006 Light box, wood, LED 2463.0 x 3696.0 x 1.0 mm Ed Kashi/VII/Redux	 P86-1019
22	**Section** 1 **Cat. No..** 102.03.01-Y **Crate No.**	Signal Hill, Long Beach, Kalifornien, 2007 Design: 2007 Light box, wood, LED 2870.0 x 3656.0 x 1.0 mm Black River Productions Ltd. / Mitch Epstein. Courtesy Galerie Thomas Zander, Cologne	 P86-1020
23	**Section** 1 **Cat. No..** 102.04.01-Y **Crate No.**	West Burton #1, 2021 Design: 2021 Light box, wood, LED 3436.0 x 2746.0 cm Courtesy of Luke O'Donovan Archive	 P86-1021
24	**Section** 1 **Cat. No..** 103.01.01-T **Crate No.**	Design: 2024 film, digital © Vitra Design Museum	 086-1075.(dig)
25	**Section** 1 **Cat. No..** 104-04-01-R **Crate No.**	Design: 2024 vinyl, cardboard, steel 2150.0 x 750.0 mm Design: Thomas Rustemeyer	 P86-1076

26	**Section** 1 **Cat. No..** 104.01.01-T **Crate No.**	TRANSFORMATION Design: 2024 animation Concept: Helen Stelthove Implementation: Marlene Waldner Support: David Pujadas Bosch	 086-1076.(dig)
27	**Section** 1 **Cat. No..** 104.02.01-T **Crate No.**	Design: 2024 interactive installation Design: Thomas Rustemeyer Programming: Tweaklab, Basel Thanks to 8Bar Bikes, Berlin	 086-1081.(dig)
28	**Section** 1 **Cat. No..** 104.03.01-Z **Crate No.**	1st production: Aluminium / Steel 170.0 x 100.0 x 50.0 cm 8bar Bikes	 086-1070
29	**Section** 1 **Cat. No..** 104.03.02-Z **Crate No.**	1st production: Aluminium / Steel 170.0 x 100.0 x 50.0 cm 8bar Bikes	 086-1071
30	**Section** 1 **Cat. No..** 104.03.03-Z **Crate No.**	1st production: Aluminium / Steel 170.0 x 100.0 x 50.0 cm 8bar Bikes	 086-1072

31	**Section** 1 **Cat. No..** 104.04.02-R **Crate No.**	Design: 2024 vinyl, cardboard, steel 2150.0 x 750.0 mm Design: Thomas Rustemeyer	 P86-1074
32	**Section** 1 **Cat. No..** 104.04.03-R **Crate No.**	Design: 2024 vinyl, cardboard, steel 2150.0 x 750.0 mm Design: Thomas Rustemeyer	 P86-1073
33	**Section** 1 **Cat. No..** 104.04.04-R **Crate No.**	Design: 2024 vinyl, cardboard, steel 2150.0 x 750.0 mm Design: Thomas Rustemeyer	 P86-1075
34	**Section** 1 **Cat. No..** 104.04.05-R **Crate No.**	Design: 2024 vinyl, cardboard, steel 2150.0 x 750.0 mm Design: Thomas Rustemeyer	 P86-1070
35	**Section** 1 **Cat. No..** 104.04.06-R **Crate No.**	Design: 2024 vinyl, cardboard, steel 2150.0 x 750.0 mm Design: Thomas Rustemeyer	 P86-1071

36	**Section** 1 **Cat. No..** 104.04.07-R **Crate No.**	Design: 2024 vinyl, cardboard, steel 2150.0 x 750.0 mm Design: Thomas Rustemeyer	 P86-1072
37	**Section** 2 **Cat. No..** 201.01.01-E **Crate No.**	Design: 2022 Terracotta; Galvanised steel, aluminium 126.0 x 80.0 x 7.3 cm Design : Léon Félix [Photography : Sara De Brito Faustino] Supported by ProHelvetia	 086-1009
38	**Section** 2 **Cat. No..** 201.01.02-E **Crate No.** 086-013	Ra 1.1 Design: 2021 Organic photovoltaics, PET, electroluminescent paper 70.0 x 70.0 cm Marjan Van Aubel	 086-1054
39	**Section** 2 **Cat. No..** 201.01.03-E **Crate No.**	Anna Koppmann; Esmée Willemsen Plus Minus 25°C Design: 2020 Textile printed with PCM material 150.0 x 90.0 x 0.5 cm Anna Koppmann & Esmée Willemsen	 086-1005
40	**Section** 2 **Cat. No..** 201.01.03-E **Crate No.**	Anna Koppmann; Esmée Willemsen Plus Minus 25°C Design: 2020 Textile printed with PCM material 150.0 x 90.0 x 0.5 cm Anna Koppmann & Esmée Willemsen	 086-1006

41	**Section** 2 **Cat. No..** 201.01.03-E **Crate No.**	Anna Koppmann; Esmée Willemsen Plus Minus 25°C Design: 2020 Textile printed with PCM material 190.0 x 120.0 x 0.5 cm Anna Koppmann & Esmée Willemsen	 086-1007
42	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.01-E **Crate No.**	Design: 2019 Aluminium, Mylar, Nylon, Textile and rope 35.0 x 60.0 x 60.0 cm Léon Félix	 086-1008
43	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.02-E **Crate No.**	Hanging lamp Sunne Design: 2021 Production this copy: 2023 Aluminium, anodized / acrylic glass / steel cable / electronics 15.0 x 80.0 x 4.0 cm Vitra Design Museum	 MLA-1901
44	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.03-E **Crate No.** 086-015	Groundfridge Design: 2023 3D printing 40.0 x 30.0 x 60.0 cm Floris Schoonderbeek	 086-1053
45	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.04-E **Crate No.**	Aurea Technologies Inc. Shine Turbine 1st production: 2023 ABS plastic and aluminum 91.0 x 60.0 cm Credit to Aurea Technologies Inc.	 086-1000

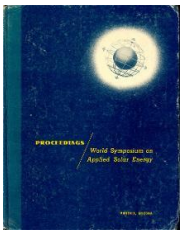
46	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.04-T **Crate No.**	Design: 2024 film, digital Groundfridge Amsterdam	 086-1058.(dig)
47	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.05-E **Crate No.**	O-Wind Turbine Design: 2023 PLA 30.0 x 20.0 x 20.0 cm O-Innovations Limited	 086-1037
48	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.06-E **Crate No.**	Arvid Riemeyer Harvest / Cooling Design: 2023 Aluminium fins in 3D Mesh Fabric 60 x 40 x 40 cm Arvid Riemeyer	 086-1023
49	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.07-E **Crate No.**	Pauline van Dongen Solar Shirt Design: 2015 Fabric, solar panels, metal 51 x 30 x 69 cm Pauline van Dongen	 086-1036
50	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.08-E **Crate No.**	Karl Sperhake; Jesse Jacobsen; Paul Meyer Harvest/Energy Design: 2023 Steel, Aluminum, MDF, Acrylic, Lacquer 128.0 x 44.0 x 44.0 cm © Jesse Jacobsen, Karl Sperhake, Paul Meyer	 086-1024

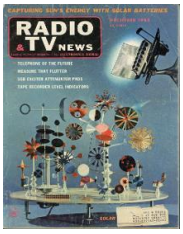
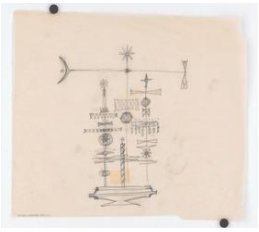
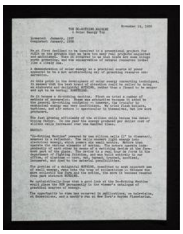
51	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.09-E **Crate No.**	Natural Fuse Design: 2008 Plant pot, electronics, radio and lamp 30.0 x 80.0 x 30.0 cm © Usman Haque	 086-1038
52	**Section** 2 **Cat. No..** 201.02.10-T **Crate No.**	Design: 2011 film, digital Courtesy Philips	 086-1059.(dig)
53	**Section** 2 **Cat. No..** 202.01.01-E **Crate No.** 086-010	Stainless steel, laser cutting and sheet metal bending, 3D Printing 92.0 x 90.0 x 31.0 cm Stefan Troendle in collaboration with the LRESE @ EPFL (Switzerland) and SoftPower (Cameroon)	 086-1021
54	**Section** 2 **Cat. No..** 202.01.02-E **Crate No.**	Stainless steel	 086-1082
55	**Section** 2 **Cat. No..** 202.01.03-E **Crate No.**	Stainless steel	 086-1083

56	**Section** 2 **Cat. No..** 202.01.04-E **Crate No.**	Stainless steel	 086-1084
57	**Section** 2 **Cat. No..** 202.01.05-E **Crate No.**	Stainless steel	 086-1085
58	**Section** 2 **Cat. No..** 202.01.06-T **Crate No.**	film, digital Stefan Troendle	 086-1067.(dig)
59	**Section** 2 **Cat. No..** 202.01.07-E **Crate No.** 455-009	mischer'traxler; mischer'traxler Bench Idea of a Tree Design: 2010 Production this copy: 9/25/2011 Recycled cotton / glue / resin / colour / fiberglass 42 x 80 x 48 cm Vitra Design Museum	 MAT-1029
60	**Section** 2 **Cat. No..** 202.01.08-T **Crate No.** 048-103	mischer'traxler; Katharina Mischer Idea of a tree Design: digital .mov. / .mpeg H.264 Auflösung: 1920x1080 Datenrate: max 12Mbts/s mischer´traxler	 0MM-3002

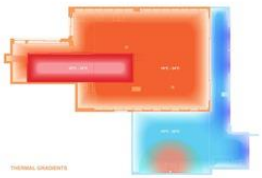
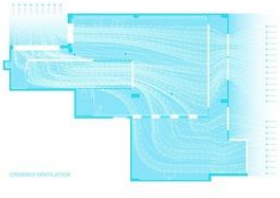
61	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.01-T **Crate No.**	Design: 2019 film, digital Pablo Bras	 086-1060.(dig)
62	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.02-E **Crate No.**	HYDROELECTRIC GARGOYLE Design: 2019 Thermoformed Zinc 8.0 x 18.0 x 18.0 cm Pablo Bras	 086-1042
63	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.03-E **Crate No.**	Solar Water Heater Design: 2019 Thermoformed PS on parable 63.0 x 52.0 x 40.0 cm Pablo Bras	 086-1040
64	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.04-E **Crate No.**	Please Take a Heat Design: 2019 Drilled travertin, painted heater, laser cutted steel 30.0 x 90.0 x 30.0 cm Pablo Bras	 086-1044
65	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.05-E **Crate No.**	Trolley Lamp Design: 2019 Bent beech 20.0 x 15.0 x 3.0 cm Pablo Bras	 086-1043

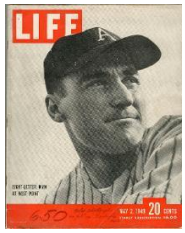
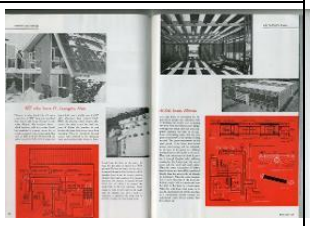
66	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.06-E **Crate No.**	READY MADE WIND TURBINE Design: 2019 Smoke Extractor + DC motor 38.0 x 38.0 x 70.0 cm Pablo Bras	 086-1041
67	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.07-E **Crate No.** 086-007	Acopian Solar Radio 457 C-H Design: 1957 Plastic, Iron, Copper, Glass, Steel, Foam 15 x 13 x 5 cm On Loan from the Museum of Solar Energy.	 086-1028
68	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.08-E **Crate No.** 086-007	Bell Telephone Laboratories Inc Bell Solar Battery Prototype Design: 1954 Silicon, Copper, Tin 3.0 x 8.0 x 1.0 cm Donated to Museum Of Solar Energy by Lynn Salvo	 086-1029
69	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.09-E **Crate No.** 086-007	Bell Solar Energy Experiment Design: 1962 Paper, Plastic, Steel, Silicon, Glass 16.0 x 24.0 x 5.0 cm On Loan from the Museum of Solar Energy.	 086-1030
70	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.10-E **Crate No.** 086-007	Electric Eye Kit Design: 1937 Cardboard, Bakelite, Steel, Copper, Glass 28.0 x 46.0 x 37.0 cm On Loan from the Museum of Solar Energy.	 086-1031

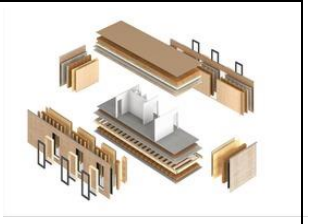
71	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.11-E **Crate No.** 086-007	Trans-Solar Radio 706 Design: 1958 Plastic, Copper, Glass, Steel, Foam, Silicon 13.0 x 16.0 x 4.0 cm On Loan from the Museum of Solar Energy.	 086-1032
72	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.12-E **Crate No.** 086-007	Three Cell Bell Solar Battery Lucite, Silicon, Copper 4.0 x 11.0 x 1.0 cm On Loan from the Museum of Solar Energy	 086-1033
73	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.13-E **Crate No.**	Christa Carstensen Harvest/Solar Design: 2023 Concrete, Stainless Steel, Plastic 48.0 x 48.0 x 20.0 cm Christa Carstensen	 086-1022
74	**Section** 2 **Cat. No..** 202.02.13-E **Crate No.**	Proceedings of the world symposium on applied solar energy. Phoenix, Arizona November 1-5, 1955. Menlo Park, Cal.: Stanford Research Inst. 1956 Dating on document: paper / colour print 28.0 x 43.0 x 2.5 cm © Vitra Design Museum	 MLI-09025
75	**Section** 2 **Cat. No..** 202.03.01-T **Crate No.**	Design: 1957 film, digital Film used by permission © Eames Office / LLC. All rights reserved	 086-1062.(dig)

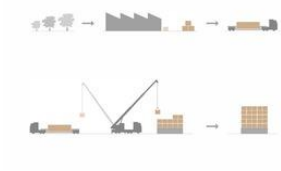
76	**Section** 2 **Cat. No..** 202.03.02-E **Crate No.**	The Solar Do-Nothing Machine on the cover of Radio & TV News, December, 1958 Dating on document: 12/1958 paper / colour print 28.2 x 21.5 x 0.5 cm Vitra Design Museum	 MLI-20302-0038
77	**Section** 2 **Cat. No..** 202.03.03-R **Crate No.**	Charles and Ray Eames, sketch of the Solar Do-Nothing Machine, 1957 Design: 1957 Digital print on paper 270.0 x 315.0 x 1.0 mm Eames Office / LLC	 P86-1024
78	**Section** 2 **Cat. No..** 202.03.04-R **Crate No.**	Charles and Ray Eames with John Neuhart working on the Solar Do-Nothing Machine in the Eames Office, Los Angeles, California, 1957 Design: 1957 Digital print on paper 270.0 x 215.0 x 1.0 mm Eames Office / LLC	 P86-1023
79	**Section** 2 **Cat. No..** 202.03.05-R **Crate No.**	Charles Eames, letter to Ian McCallum, the editor-in-chief of Architectural Review, 14 November 1958 Design: 1958 Digital print on paper 280.0 x 215.0 x 1.0 mm Eames Office / LLC	 P86-1025
80	**Section** 2 **Cat. No..** 203.01.01-E **Crate No.** 086-016	Pauline van Dongen SUNTEX Design: 2022 Woven recycled PET, organic photovoltaic panels 100 x 50 cm Pauline van Dongen	 086-1035

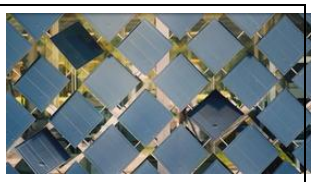
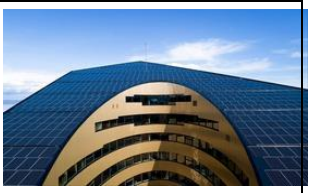
81	**Section** 2 **Cat. No..** 203.01.02-E **Crate No.** 086-009	Tobias Trübenbacher PAPILIO street light Design: 2021 Steel, aluminium (powder coated) / electronical components (battery, generator) 350.0 x 80.0 x 80.0 cm ©Tobias Trübenbacher	 086-1004
82	**Section** 2 **Cat. No..** 203.01.03-E **Crate No.**	(B)pack Design: 2023 PE and PP fabric 160.0 x 200.0 x 1.0 cm (B)energy	 MDO-3104
83	**Section** 2 **Cat. No..** 203.01.04-R **Crate No.**	(B)pack Design: 2023 digital print on alu dibond Photo: (B)energy	 P86-1063
84	**Section** 2 **Cat. No..** 204.01.01-R **Crate No.**	1st production: 2024 digital print on paper 4900.0 x 7860.0 mm	 P86-1068 To reproduce from the partner venue
85	**Section** 3 **Cat. No..** 301.01.01-E **Crate No.** 086-004	The Day After House Design: 2021 Wood cutting and assembling, paper and cardboard folding 20.0 x 82.5 x 122.0 cm TAKK // mireia luzárraga + alejandro muiño	 086-1046

86	**Section** 3 **Cat. No..** 301.01.02-R **Crate No.**	The Day After House, bedroom, kitchen, and work area, 2021 Design: 2021 digital print 1472.0 x 2080.0 mm TAKK // mireia luzárraga + alejandro muiño Photo: José Hevia	 P86-1035
87	**Section** 3 **Cat. No..** 301.01.03-R **Crate No.**	The Day After House, threshold between the winter and summer houses, 2021 Design: 2021 digital print 1472.0 x 1130.0 mm TAKK // mireia luzárraga + alejandro muiño Photo: José Hevia	 P86-1051
88	**Section** 3 **Cat. No..** 301.01.04-R **Crate No.**	The Day After House, bathroom in the winter house, 2021 Design: 2021 digital print 1472.0 x 2080.0 mm TAKK // mireia luzárraga + alejandro muiño Photo: José Hevia	 P86-1052
89	**Section** 3 **Cat. No..** 301.01.05-R **Crate No.**	The Day After House, thermal gradients, 2021 Design: 2021 digital print 255.0 x 360.0 mm TAKK // mireia luzárraga + alejandro muiño	 P86-1026
90	**Section** 3 **Cat. No..** 301.01.06-R **Crate No.**	The Day After House, natural cross-ventilation scheme, 2021 Design: 2021 digital print 255.0 x 360.0 mm TAKK // mireia luzárraga + alejandro muiño	 P86-1027

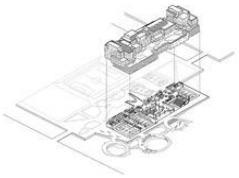
91	**Section** 3 **Cat. No..** 301.01.07-T **Crate No.**	1st production: 2021 Slideshow Photos: José Hevia	 086-1064.(dig)
92	**Section** 3 **Cat. No..** 302.01.01-E **Crate No.**	Life, 2. Mai 1949 paper / colour print 35,5 x 53 x 0,4 cm Vitra Design Museum	 MLI-20265-0010
93	**Section** 3 **Cat. No..** 302.01.02-E **Crate No.**	NN Progressive Architecture, "Solar Houses" Dating on document: 3/1959 paper / colour print 29.5 x 22.3 x 1.3 cm Vitra Design Museum	 MLI-20198-0003
94	**Section** 3 **Cat. No..** 302.01.03-R **Crate No.**	Models of General Motors' Sunmobile in front of the General Motors Technical Centre, Warren, Michigan, USA, c. 1954 Design: c. 1954 Digital print on paper 460.0 x 700.0 mm General Motors LLC	 P86-1028
95	**Section** 3 **Cat. No..** 302.01.04-R **Crate No.**	Digital print on paper 460.0 x 613.0 mm General Motors LLC	 P86-1029

96	**Section** 3 **Cat. No..** 302.01.05-R **Crate No.**	Sunmobile Press release, 1955 General Motors Design: 1955 Digital print on paper 279.4 x 215.9 mm General Motors LLC	 P86-1030
97	**Section** 3 **Cat. No..** 304.01.01-E **Crate No.** 086-008	Plaster model of living quarters P18 Design: 2023 plaster 75.0 x 50.0 x 50.0 cm Werner Sobek / AH Aktiv-Haus GmbH	 086-1047
98	**Section** 3 **Cat. No..** 304.01.02-R **Crate No.**	Plusenergie-Quartier P18 in Bad Cannstatt, 2023 Design: 2023 digital print 1082.0 x 860.0 mm Photo: Max Mannschreck	 P86-1056
99	**Section** 3 **Cat. No..** 304.01.03-T **Crate No.**	Design: 2021–2023 film, digital Werner Sobek / AH Aktivhaus GmbH	 086-1065.(dig)
100	**Section** 3 **Cat. No..** 304.01.04-R **Crate No.**	Plusenergie Quartier P18 in Bad Cannstatt, exploded view of the prefabricated-wooden residential module, installation, and energy concept, 2023 Design: 2023 digital print 200.0 x 275.0 mm Werner Sobek	 P86-1054

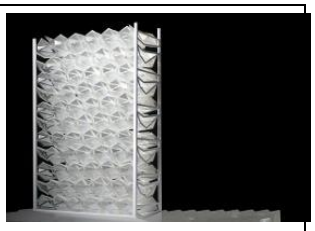
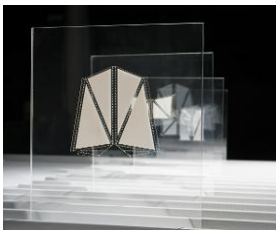
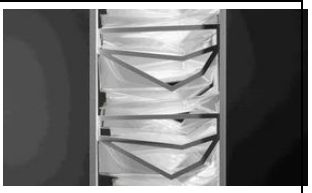
101	**Section** 3 **Cat. No..** 304.01.05-R **Crate No.**	Plusenergie Quartier P18 in Bad Cannstatt, exploded view of the prefabricated-wooden residential module, installation, and energy concept, 2023 Design: 2023 digital print 200.0 x 275.0 mm Werner Sobek	 P86-1053
102	**Section** 3 **Cat. No..** 304.01.06-R **Crate No.**	Plusenergie-Quartier P18 in Bad Cannstatt, 2023 Design: 2023 digital print 1142.0 x 860.0 mm Photo: Zooey Braun	 P86-1055
103	**Section** 3 **Cat. No..** 304.01.07-R **Crate No.**	Plusenergie-Quartier P18 in Bad Cannstatt, 2023 Design: 2023 digital print 1142.0 x 860.0 mm Photo: Max Mannschreck	 P86-1057
104	**Section** 3 **Cat. No..** 304.01.08-R **Crate No.**	Plusenergie-Quartier P18 in Bad Cannstatt, 2023 Design: 2023 digital print 1142.0 x 1530.0 mm Photo: Zooey Braun	 P86-1037
105	**Section** 3 **Cat. No..** 305.01.01-E **Crate No.** 086-011	Solskin Demonstrator by ZSR Design: 2023 Stainless Steel, Flexible Solar Panels, Soft Pneumatic Actuator 160.0 x 140.0 x 70.0 cm Zurich Soft Robotics GmbH	 086-1048

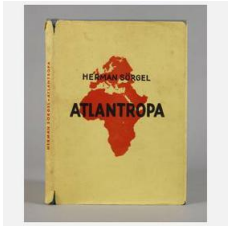
106	**Section** 3 **Cat. No..** 305.01.02-T **Crate No.**	Design: 2021 Film, digital © Architecture and Building Systems, ETH Zürich, Switzerland	 086-1063.(dig)
107	**Section** 3 **Cat. No..** 305.01.03-R **Crate No.**	The Adaptive Solar Façade installed at the NEST HiLo unit in Dübendorf, Switzerland, 2022 Design: 2022 Digital print 1592.0 x 980.0 mm © Roman Keller, Zurich, Switzerland	 P86-1050
108	**Section** 3 **Cat. No..** 306.01.01-E **Crate No.** 086-012	Powerhouse Brattorkaia, model Design: 2012–2019 1st production: 2023 Laser edging and cutting (MDF, cardboard, plexi) 3d printing (PLA) c. 49.0 x 150.0 x 100.5 cm Snøhetta	 086-1026
109	**Section** 3 **Cat. No..** 306.01.02-R **Crate No.**	Powerhouse Brattørkaia, Trondheim, Norway, 2012–19 Design: 2012–2019 Digital print 1032.0 x 1930.0 mm Snøhetta Photo: Ivar Kvaal	 P86-1058
110	**Section** 3 **Cat. No..** 306.01.03-R **Crate No.**	Powerhouse Brattørkaia, Trondheim, Norway, 2012–19 Design: 2012–2019 Digital print 1032.0 x 1610.0 mm Snøhetta Photo: Ivar Kvaal	 P86-1032

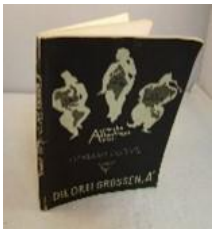
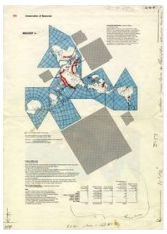
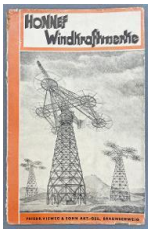
111	**Section** 3 **Cat. No..** 306.01.04-R **Crate No.**	District energy supplier: Snøhetta, Powerhouse Brattørkaia, Trondheim, Norway, 2012–19 Design: 2012–2019 Digital print 420.0 x 595.0 mm Snøhetta	 P86-1033
112	**Section** 3 **Cat. No..** 306.01.05-R **Crate No.**	The Adaptive Solar Façade installed at the NEST HiLo unit in Dübendorf, Switzerland, 2022 Design: 2022 Digital print 1542.0 x 1930.0 mm © Roman Keller, Zurich, Switzerland	 P86-1069
113	**Section** 3 **Cat. No..** 307.01.01-E **Crate No.** 086-002	CIS – Copenhagen International School model Design: 2017 Wood base and plastic 3D prints 19.0 x 113.0 x 72.0 cm C.F. Møller Architects	 086-1049
114	**Section** 3 **Cat. No..** 307.01.02-E **Crate No.** 086-017	Eine Einheit - bestehend aus 4 Fassadenpaneelen (mit solarer Innenseite) - die Fassadenverkleidung der Internationalen Schule Kopenhagen Design: between 2015–2016 Solar Façade cladding; front material tempered, satinated colored glass 146.3 x 144.8 x 10.5 cm SolarLab	 086-1068
115	**Section** 3 **Cat. No..** 307.01.03-R **Crate No.**	Copenhagen International School, Copenhagen, 2017 Design: 2017 digital print 1427.0 x 1390.0 mm Photo: C. F. Møller Architects / Adam Mørk	 P86-1059

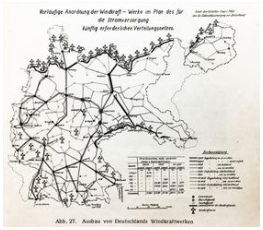
116	**Section** 3 **Cat. No..** 307.01.04-R **Crate No.**	Copenhagen International School, Copenhagen, 2017 Design: 2017 digital print 652.0 x 1530.0 mm Photo: C. F. Møller Architects / Adam Mørk	 P86-1038
117	**Section** 3 **Cat. No..** 307.01.05-R **Crate No.**	Copenhagen International School, Copenhagen, 2017 Design: 2017 digital print 652.0 x 1530.0 mm Photo: C. F. Møller Architects / Adam Mørk	 P86-1061
118	**Section** 3 **Cat. No..** 307.01.06-R **Crate No.**	Copenhagen International School, isometric drawing, 2017 Design: 2017 Digital print 297.0 x 250.0 mm C. F. Møller Architects	 P86-1060
119	**Section** 3 **Cat. No..** 307.01.07-T **Crate No.**	Design: 2017 Slideshow Photos: C. F. Møller Architects / Adam Mørk	 086-1066.(dig)
120	**Section** 3 **Cat. No..** 308.01.01-E **Crate No.**	Design: 2013 3D printed PLA plastic 8.0 x 12.0 x 14.0 cm Synthesis Design + Architecture	 086-1012.A

121	**Section** 3 **Cat. No..** 308.01.02-E **Crate No.**	Design: 2013 3D printed PLA plastic 8.0 x 12.0 x 14.0 cm Synthesis Design + Architecture	 086-1012.B
122	**Section** 3 **Cat. No..** 308.01.03-E **Crate No.**	Design: 2013 3D printed PLA plastic 8.0 x 12.0 x 14.0 cm Synthesis Design + Architecture	 086-1012.C
123	**Section** 3 **Cat. No..** 308.01.04-R **Crate No.**	Volvo Pure Tension Pavilion, mobile solar charging structure, 2013 Design: 2013 digital print on alu dibond 750.0 x 1330.0 mm © Volvo Cars	 P86-1031
124	**Section** 3 **Cat. No..** 309.01.01-E **Crate No.**	Covestro sun car Design: 2019 Carbon fiber, plastics, metal 90.0 x 90.0 x 500.0 cm © Sonnenwagen Aachen e.V.	 086-1039
125	**Section** 3 **Cat. No..** 309.01.02-T **Crate No.**	Design: 2019 film, digital Courtesy of Sonnenwagen Aachen e. V.	 086-1079...(dig)

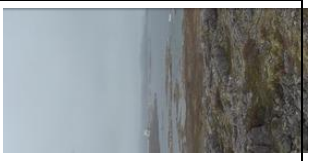
126	**Section** 3 **Cat. No..** 310.01.01-E **Crate No.** 086-014	Design: 2019 Acrylic, ink, CNC routed aluminium, paint 60.0 x 40.0 x 10.0 cm Prevalent/Ben Berwick	 086-1001
127	**Section** 3 **Cat. No..** 310.01.02-E **Crate No.** 086-014	Design: 2019 Acrylic, ink, CNC routed resin, paint 20.0 x 30.0 x 15.0 cm Prevalent/Ben Berwick	 086-1002
128	**Section** 3 **Cat. No..** 310.01.03-E **Crate No.** 086-014	Design: 2019 Acrylic, ink 25.0 x 15.0 x 6.0 cm Prevalent/Ben Berwick	 086-1003
129	**Section** 3 **Cat. No..** 310.01.04-R **Crate No.**	Design: 2019 digital print 1592.0 x 860.0 mm Prevalent / Ben Berwick	 P86-1065
130	**Section** 3 **Cat. No..** 310.01.05-T **Crate No.**	Design: 2019 film, digital © Ben Berwick	 086-1078...(dig)

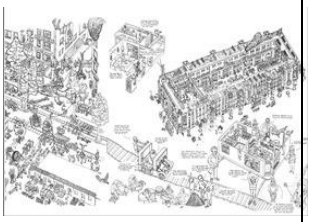
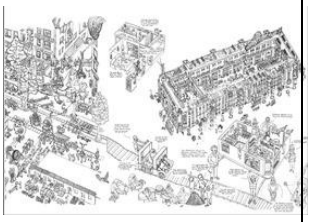
131	**Section** 3 **Cat. No..** 311.01.01-R **Crate No.**	Transformer City Design: 2024 Digital print on paper 4730.0 x 15352.0 x 1.0 mm Design: EMYL / Sandra Gygax, Valerie Hess	 P86-1067 To reproduce from the partner venue
132	**Section** 4 **Cat. No..** 401.01.01-R **Crate No.**	Eneropa, part of the Roadmap 2050, 2010 Design: 2010 Digital print 1820.0 x 2427.0 mm © OMA, Rotterdam, The Netherlands	 P86-1039 To reproduce from the partner venue
133	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.01-R **Crate No.**	Atlantropa erzeugt Werte [Atlantropa creates value], 1932 Design: 1932 Digital print on paper 515.0 x 665.0 mm Archive of the Deutsches Museum, Munich, Germany	 P86-1041
134	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.02-R **Crate No.**	Atlantropa: Neuland und Energie durch das Mittelmeer-Projekt [Atlantropa: New territory and energy through the Mediterranean project], 1932 Design: 1932 Digital print on paper 515.0 x 620.0 mm Archive of the Deutsches Museum, Munich, Germany	 P86-1042
135	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.03-E **Crate No.**	Atlantropa Date of issue.: 1932 paper / colour print 48.0 x 23.5 x 2.0 cm Vitra Design Museum	 MLI-08506

136	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.04-E **Crate No.**	The three big "A's" Date of issue.: 1938 paper / colour print 34.5 x 23.5 cm Vitra Design Museum	 MLI-08947
137	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.05-E **Crate No.**	Fortune February 1940 Dating on document: 1940 paper / colour print 35.5 x 57.0 x 1.0 cm © Vitra Design Museum	 MLI-20118-1940Feb
138	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.06-R **Crate No.**	Richard Buckminster Fuller, “Conservation of Resources”, from the World Geographic Atlas, designed by Herbert Bayer, published by the Container Corporation of America, Chicago, 1953 Design: 1953 Digital print on paper 410.0 x 280.0 mm Courtesy of Department of Special Collections, Stanford University Libraries	 P86-1044
139	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.07-R **Crate No.**	Europa im Werden [Europe in the Making], c. 1950–51 Design: c. 1950–1951 Digital print on paper 410.0 x 290.0 mm Bundesarchiv, Germany	 P86-1040
140	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.08-E **Crate No.**	Wind power plants Date of issue.: 1932 paper / colour print 23.5 x 15.5 x 2.0 cm Vitra Design Museum	 MLI-08946

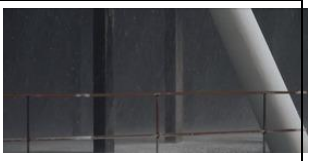
141	**Section** 4 **Cat. No..** 401.02.09-R **Crate No.**	Hermann Honnef, Plan für die Elektrizitätsversorgung in Deutschland durch ein Windkraftnetzwerk. Veröffentlicht in Westdeutsche Technische Blätter, 1. Dezember 1934 [“Plan for electricity supply in Germany through a wind power network”, Westdeutsche Technische Blätter,1 December 1934] Design: 1934 Digital print on paper 515.0 x 590.0 mm Courtesy of Dieter Mechlinski / Virtual Brückenhof Museum	 P86-1043
142	**Section** 4 **Cat. No..** 402.01.01-Z **Crate No.**	Energy shapes the city! Design: 2024 Model CNC-milled, Valchromat Animation: Adobe Illustrator/After Effects 6.0 x 171.0 x 171.0 cm Transsolar KlimaEngineering, Urban Catalyst, Bauhaus Erde	 086-1069
143	**Section** 4 **Cat. No..** 403.01.01-E **Crate No.**	Base: cork or PMMA Windturbines: aluminium, plastic, wood, textile 100.0 x 60.0 x 60.0 cm ECAL / Chiara Torterolo and Luca Vernieri	 086-1020
144	**Section** 4 **Cat. No..** 403.01.02-E **Crate No.**	Base: cork or PMMA Windturbines: aluminium, plastic, wood, textile Object dimensions (Exhibition): 100.0 x 60.0 x 60.0 cm ECAL / Fleur Federica Chiarito and Matteo Dal Lago	 086-1014
145	**Section** 4 **Cat. No..** 403.01.03-E **Crate No.**	Base: cork or PMMA Windturbine: aluminium, plastic, wood, textile Object dimensions (Exhibition): 100.0 x 60.0 x 60.0 cm ECAL / Cedric Oder and Oscar Rainbird-Chill	 086-1013

146	**Section** 4 **Cat. No..** 403.01.04-E **Crate No.**	Base: cork or PMMA Windturbines: aluminium, plastic, wood, textile 100.0 x 60.0 x 60.0 cm ECAL / Marcus Angerer and Sebastiano Gallizia	 086-1019
147	**Section** 4 **Cat. No..** 403.01.05-E **Crate No.**	Base: cork or PMMA Windturbines: aluminium, plastic, wood, textile 60.0 x 100.0 x 60.0 cm ECAL / Yohanna Rieckhoff and Luis Rodriguez	 086-1017
148	**Section** 4 **Cat. No..** 403.01.06-E **Crate No.**	Base: cork or PMMA Windturbines: aluminium, plastic, wood, textile Object dimensions (Exhibition): 100.0 x 60.0 x 60.0 cm ECAL / Maxine Granzin and Paula Mühlena	 086-1015
149	**Section** 4 **Cat. No..** 403.01.07-E **Crate No.**	Base: cork or PMMA Windturbines: aluminium, plastic, wood, textile Object dimensions (Exhibition): 100.0 x 60.0 x 60.0 cm ECAL / Jule Bols and Sophia Götz	 086-1016
150	**Section** 4 **Cat. No..** 403.01.08-E **Crate No.**	Base: cork or PMMA Windturbines: aluminium, plastic, wood, textile 100.0 x 60.0 x 60.0 cm ECAL / Lucas Hosteing and Donghwan Song	 086-1018

151	**Section** 4 **Cat. No..** 403.02.01-T **Crate No.**	film, digital ECAL	 086-1069.(dig)
152	**Section** 4 **Cat. No..** 403.02.02-T **Crate No.**	film, digital ECAL	 086-1068.(dig)
153	**Section** 4 **Cat. No..** 404.01.01-R **Crate No.**	X_LAND, 2020 Design: 2020 digital print on alu dibond 700.0 x 950.0 mm XTU Architects, Paris, France	 P86-1048
154	**Section** 4 **Cat. No..** 404.01.02-R **Crate No.**	Filtration Skyscraper, 2019 Design: 2019 digital print on alu dibond 700.0 x 1050.0 mm Honglin Li, www.the-filtration.com	 P86-1047
155	**Section** 4 **Cat. No..** 404.02.01-E **Crate No.**	Filtration Tower Design: 2024 3D printing PETG and Laser cutting acrylic; Steel internal structure; gypsum-filled base 143.0 x 52.3 x 45.0 cm Matt Turlock, Chenyu Huang	 086-1057

156	**Section** 4 **Cat. No..** 405.01.01-R **Crate No.**	Design: 2013 digital print on alu dibond 700.0 x 1050.0 mm Photo: Daniel Sumesgutner	 P86-1046
157	**Section** 4 **Cat. No..** 405.02.01-E **Crate No.** 086-003	Energy bunker, scale model 1 Design: 2010 Beton 71.0 x 88.5 x 88.5 cm Hamburger Energiewerke	 086-1050
158	**Section** 4 **Cat. No..** 406.01.01-T **Crate No.**	Design: 2020 Film, digital Squint/Opera Carlo Ratti Associati	 086-1070.(dig)
159	**Section** 4 **Cat. No..** 407.01.01-R **Crate No.**	Human Power Plant, scenario 3: The Human Powered Neighbourhood, 2023 Design: 2023 Fine art print 900.0 x 6310.0 mm © Melle Smets, Kris De Decker	 P86-1001.A To reproduce from the partner venue
160	**Section** 4 **Cat. No..** 407.01.01-R **Crate No.**	Human Power Plant, scenario 3: The Human Powered Neighbourhood, 2023 Design: 2023 Fine art print 900.0 x 4774.0 mm © Melle Smets, Kris De Decker	 P86-1001.B To reproduce from the partner venue

161	**Section** 4 **Cat. No..** 408.01.01-E **Crate No.** 086-005	SPACE10 SolarVille Design: 2019 Wood, CNC cut MDF, powder coated MDF, mixed electronics incl. mini solarpanels 130 x 300 x 150 cm Solarville — SPACE10	 MAM-1005
162	**Section** 4 **Cat. No..** 408.01.01-E **Crate No.** 086-006	SPACE10 SolarVille Design: 2019 Wood, CNC cut MDF, powder coated MDF, mixed electronics incl. mini solarpanels 130 x 300 x 150 cm Solarville — SPACE10	 MAM-1005.B
163	**Section** 4 **Cat. No..** 409.01.01-R **Crate No.**	Nova Nakhon Sawang, for the Atomhawk Solarpunk Challenge, 2019 Design: 2019 digital print on alu dibond 1075.0 x 800.0 mm Leon Tukker	 P86-1049
164	**Section** 4 **Cat. No..** 409.01.02-T **Crate No.**	European Space Agency (ESA), Solaris: A Proposal to Prepare Europe for Clean and Secure Energy from Space for Earth, 2022 Design: 2022 film, digital ESA/Andreas Treuer 2022	 086-1071.(dig)
165	**Section** 4 **Cat. No..** 410.01.01-T **Crate No.**	Date (general): 2023 film, digital Courtesy of Isabel + Helen	 086-1074.(dig)

166	**Section** 5 **Cat. No..** 501.01.01-T **Crate No.**	Design: 2019 Digital montage realities: united, Berlin	 086-1072.(dig)
167	**Section** 5 **Cat. No..** 501.01.02-T **Crate No.**	Design: 2019 Digital montage realities: united, Berlin Photography: Moritz Friese Sound: Kuenil Song	 086-1073.(dig)
168	**Section** 5 **Cat. No..** 501.02.01-R **Crate No.**	Fazit Design: 2019 digital print on paper 594.0 x 840.0 mm realities:united	 P86-1066.A To reproduce from the partner venue
169	**Section** 5 **Cat. No..** 501.02.01-R **Crate No.**	Fazit Design: 2019 digital print on paper 594.0 x 840.0 mm realities:united	 P86-1066.D To reproduce from the partner venue
170	**Section** 5 **Cat. No..** 501.02.01-R **Crate No.**	Fazit Design: 2019 digital print on paper 594.0 x 840.0 mm realities:united	 P86-1066.F To reproduce from the partner venue

171	**Section** 5 **Cat. No..** 501.02.01-R **Crate No.**	Fazit Design: 2019 digital print on paper 594.0 x 840.0 mm realities:united	 P86-1066.E To reproduce from the partner venue
172	**Section** 5 **Cat. No..** 501.02.01-R **Crate No.**	Fazit Design: 2019 digital print on paper 594.0 x 840.0 mm realities:united	 P86-1066.B To reproduce from the partner venue
173	**Section** 5 **Cat. No..** 501.02.01-R **Crate No.**	Fazit Design: 2019 digital print on paper 594.0 x 840.0 mm realities:united	 P86-1066.C To reproduce from the partner venue
174	**Section** 5 **Cat. No..** 501.02.01-R **Crate No.**	Fazit Design: 2019 digital print on paper 594.0 x 840.0 mm realities:united	 P86-1066.G To reproduce from the partner venue

ANNEXE 2
ENTENTE DE VISIBILITÉ

Exposition *Transform! Designing the Future of Energy*

Dans tous ces outils de communications, la Biosphère, Espace pour la vie doit uniquement mentionner ses propres bailleurs de fonds:

- Fondation Espace pour la vie
- Ville de Montréal
- Gouvernement du Québec, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
- Gouvernement du Canada, ministère de l'Environnement et des Changements climatiques

La Biosphère, Espace pour la vie s'engage à promouvoir l'exposition *Transform! Designing the Future of Energy* de la façon suivante:

- Visuel promotionnel affiché dans le métro de Montréal
- Affichage sur le site web, homepage/carrousel, calendrier web Espace pour la vie
- Campagnes numériques (bannières, SEM, etc.)
- Visibilité dans les dépliants de programmation Espace pour la vie (Éditions 2025 et 2026)
- Publications (posts, stories, reels, shares, etc.) sur les divers réseaux sociaux d'Espace pour la vie (Facebook, Instagram, YouTube, etc.)
- Visibilité dans l'infolettre mensuelle Espace pour la vie
- Possibilité de création de contenu de type "behind the scenes" pour diffusion à différents moments, pendant la présentation de l'exposition en salle.
- Mise en valeur de l'exposition lors du lancement du printemps 2025.
- Possibilité d'organiser une rencontre virtuelle entre le commissaire et le public - à explorer conjointement.
- Soirée avant-première pour les employés d'Espace pour la vie
- Affichage sur le carrousel du site de la Ville de Montréal pour les employés
- Possibilité de visibilité avec les partenaires ex. : Tourisme Mtl

La Biosphère, Espace pour la vie s'engage à mentionner les sponsors initiaux du Vitra Design Museum pour la réalisation de l'exposition *Transform! Designing the Future of Energy* de la façon suivante:

- Mention sur le panneau d'introduction de l'exposition
- Mention sur le panneau de crédits de l'exposition
- Mention sur le site Web dans la page de promotion de l'exposition

APPENDIX 2
VISIBILITY AGREEMENT

***Transform! Designing the Future of Energy* exhibition**

In all its communications tools, the Biosphère, Space for Life must only mention its own funding bodies:

- Fondation Espace pour la vie
- Ville de Montréal
- Gouvernement du Québec, Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
- Environment and Climate Change Canada

The Biosphère, Espace pour la vie is committed to promoting the Trans*form! Designing the Future of Energy* exhibition in the following ways:

- Promotional visual posted in the Montreal metro
- Postings on the Espace pour la vie website, homepage/carousel and web calendar
- Digital campaigns (banners, SEM, etc.)
- Visibility in Espace pour la vie programming brochures (2025 and 2026 editions)
- Publications (posts, stories, reels, shares, etc.) on various Espace pour la vie social networks (Facebook, Instagram, YouTube, etc.)
- Visibility in the Espace pour la vie monthly newsletter
- Opportunity to create behind-the-scenes content for broadcast at various times during the exhibition presentation.
- Highlighting of the exhibition at the Spring 2025 launch.
- Possibility of organizing a virtual meeting between the curator and the public - to be explored jointly.
- Preview evening for Espace pour la vie employees
- Display on the carousel of the Ville de Montréal website for employees.
- Possibility of visibility with partners e.g. Tourisme Montréal

The Biosphère, Espace pour la vie is committed to mentioning the initial sponsors of the Vitra Design Museum for the realization of the *Transform! Designing the Future of Energy* exhibition as follows:

- Mention on the exhibition's introductory panel
- Mention on the exhibition credits panel
- Mention on the website on the exhibition page

Annex 3

FACILITY REPORT
Biosphère

Travelling exhibition
Rooms 4 and 5, ground floor

Exhibition title: Transform! Designing the Future of Energy
Dates of the exhibition: 03.05.2025 to 27.09.2026
Lender: Vitra Design Museum

Address (Mailing)
160 Chemin du Tour de l'isle
Montréal, QC H3C 4G8
Canada

Address (Shipping)
160 Chemin du Tour de l'isle
Montréal, QC H3C 4G8
Canada

- Loading area (Rue des Seagulls)
- Loading area (Chemin Macdonald)

1 514 868-3000 or 1 855 518-4506
https://espacepourlavie.ca/biosphere

NOTICE
It is understood that the information indicated in this document is critically confidential. This document must be stored in a secure location and no copies are to be made or distributed without the express consent of the Biosphère.

SUMMARY

General Information
Building Construction
Configuration
Maintenance
Receiving
Storage
Environment
Fire
Security
Handling and packing
Insurance
Loan history
Verification and responsibility

GENERAL INFORMATION

Espace pour la vie

Protecting biodiversity and the environment is at the heart of the mission of Espace pour la vie, which is made up of the Biodôme, Biosphère, Insectarium, Jardin botanique and Planétarium. Together, these museums located in Montréal form Canada's largest natural science museums complex, welcoming over 2.4 million visitors each year.

Biosphère

Nestled in Montreal's Parc Jean-Drapeau, on the shores of the St. Lawrence River, the Biosphère is an inclusive institution showcasing a variety of approaches that offer a unique space for open innovation and engagement on pressing socio-environmental issues.

A hub for dialogue between science, art and society

The Biosphère's exhibitions, events, and mediation activities bring together all forms of knowledge, celebrating both traditional and academic insights. The museum hosts researchers and artists, committed to inspiring, informing, and empowering to take action.

Through the power of visual, digital, and performing arts, the Biosphère raises awareness, imparts the knowledge needed to protect biodiversity, and inspires action and engagement.

A worthy heir to Buckminster Fuller and Sadao

A Montreal architectural icon since Expo 67, the Biosphère transformed into an environment museum in 1995 and joined the Espace pour la vie museum complex in April 2021.
Created by Richard Buckminster Fuller and Shoji Sadao, the Biosphère ensures the continuity of their legacy by showcasing contemporary environmental thought in the geodesic dome through cutting-edge activities and exhibitions.

The Biosphère aims to be a democratic space where ideas flourish and collective potential is unleashed to become a force of change. Fostering synergy across disciplines, the experience invites visitors to envision a future rooted in hope.

STAFF AND MAJOR CONTRACTORS

Name	Position	Email and telephone
Julie Bélisle	Curator – Content Biosphère	julie.belisle@montreal.ca
Eve-Lyne Cayouette-Asbhy	Head of Division - Exhibitions, Programming and Education Biosphère	eve-lyne.cayouette-ashby@montreal.ca
Jonathan Laurin	Foreman - Building and Equipment Building Management Service	jonathan.laurin@montreal.ca
Valérie Morin	Project Manager (Transform exhibition)	valerie.morin.ext@montreal.ca
Sophie Panneton	Garda World – Account director	sophie.panneton@garda.com
Simon Rinfret	Head of Division - Building and Equipment Building Management Service	simon.rinfret@montreal.ca
Josée St-Louis	Head – Technical Services Biosphère	josee.st-louis@montreal.ca
Isabelle St-Germain	Executive Director Biosphère	isabelle.st-germain@montreal.ca

BUILDING CONSTRUCTION

The original building was completed in 1967. The type of building materials that were used for:

Exterior Walls: Concrete
lnterior Walls: Concrete
Floors: Concrete
Ceilings: Concrete
Structural Supports: Steel

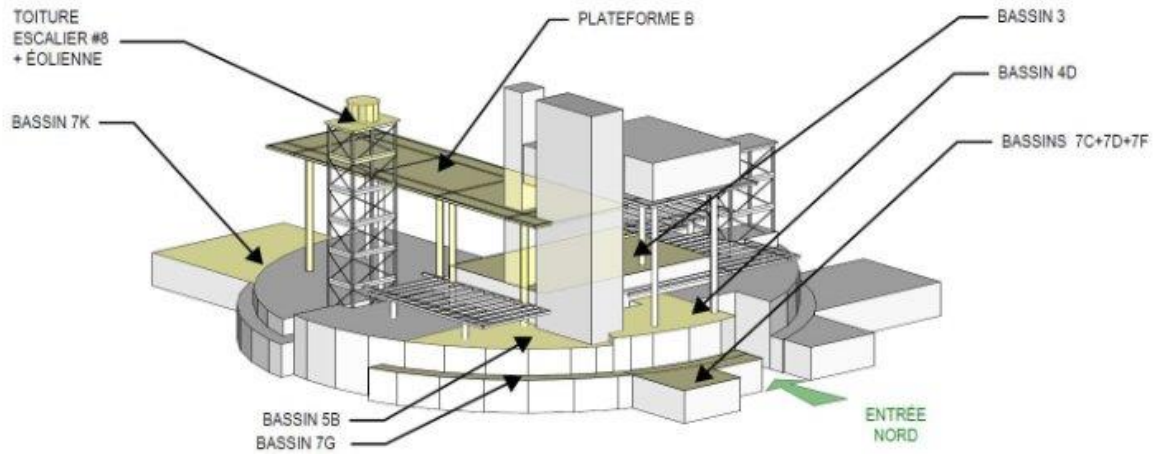
An addition was completed in 1995. The type of building materials that were used for:

Exterior Walls: Concrete, Glass
lnterior Walls: Gypsum Board
Floors: Concrete
Ceilings: Concrete
Structural Supports: Steel

Renovations
Renovations are to be anticipated during the proposed loan. Repairs of roof pools identified (Bassin 3, 4D, 5B, 7C , 7D , 7F , 7G et 7K) and structural correction work on the belvedere (Platform B).

Timeline: October 2024 to June 2025

Rooms 4 and 5: Repairs on the roof of these exhibition galleries (5B) will be completed before the installation of *Transform*! starts.



CONFIGURATION

BUILDING CONFIGURATION

The building has 5 floors. Levels 1-2-4-5 are accessible to the public.
Access between levels is stairs and elevators.

EXHIBITION ROOMS 4 AND 5 CONFIGURATIONS

Divisions:
Room 4: Currently divided into a series of 3 small rooms with temporary walls
Room 5: One room

Note: for *Transform!* an opening is planned between rooms 4 and 5 to connect the two rooms by the inside.

The minimum size door opening to enter the exhibition rooms 4 and 5 is:
Length: 209 cm
Height : 144 cm

For more detail, refer to annex 5: Documentation of receiving areas for more detail.

Temporary exhibition areas used only for viewing and educational activities.
No rentals are allowed in the exhibition spaces during the presentation of travelling exhibitions
Eating and drinking are not permitted in temporary exhibition area(s) when required.

Lighting:

Type of lighting utilized in exhibition galleries:
Ceiling Grid
Incandescent lamps and MR16
NOTE: We are planning to acquire a new set of dimmable LED spots for the *Transform!* exhibition.

Daylight - Windows
Equipped with shades, no UV filters
Can be blocked with black curtains

We are equipped with a lux meter

MAINTENANCE

BUILDING MAINTENANCE

Routine cleaning procedures
The cleaning company does one cleaning round per day, including weekends, and can be called for special maintenance when required.

Routine inspections for rodent, insect and microorganisms: As needed

ROOMS 4 AND 5- MAINTENANCE

Routine equipment procedure
The A/V technical team is responsible for the opening and closing of the exhibition every day. The A/V team tests all equipment and reports any damage to the Head of the Technical Service.

Specific routine cleaning procedures in galleries
The cleaning rounds written list is verified by the person responsible for the object loan to make sure that special care objects are known and aren't cleaned by cleaning company employees.

Objects which require specific care can be dusted or cleaned by staff specially trained for museum objects, if required. A written routine is provided for that purpose by the person who is responsible for the loan of the objects. The written routine is validated by the lender.

SHIPPING AND RECEIVING

Normal receiving hours are: 7 a.m. to 5 p.m.
Access to the receiving areas is controlled by a security guard.

Maximum size vehicle
The maximum size vehicle our loading area will accommodate is a 50 feet (15,24 metres) tractor trailer (see Loading Area 2)

Important note: Large size vehicles should use the Pont Jacques-Cartier to access Sainte-Hélène Island/Parc Jean-Drapeau. Vehicles over 15 metres (over 50 feet) in length are prohibited on the access ramps leading to Parc Jean-Drapeau where the Biosphere is located.

Loading area 1 –Chemin Macdonald
Ground-level dock
Loading/receiving area is not sheltered.
Shipping/receiving door - Width: 165 cm / Height: 225 cm

Loading area 2 – Rue des Seagulls
Ground-level dock
Loading/receiving area is not sheltered.
Shipping/receiving door – Width: 152 cm / Height: 232 cm

For more detail, refer to annex 5: Documentation of receiving areas.

Forklift
We have access to forklift drivers (employees from the City of Montreal)
Forklifts can be rented if necessary for loading and unloading
The forklift must be scheduled and booked in advance

STORAGE

On site:
-Minimal temporary storage for small, not fragile, low-value exhibition objects. Accessible by staff. Locked.
-Minimal temporary storage for small crates and packing. Accessible by staff. Locked.

External:
-Medium and large crates are stored off the premises in City of Montreal buildings or in a commercial storage company.
-Fragile and high value objects are stored off the premises in other City of Montreal buildings or in a specialized commercial storage company.

ENVIRONMENT

BUILDING ENVIRONMENT

Heating and Air Conditioning
It is the Building Management Services of the Espace pour la vie Complex who oversees monitoring and servicing the Biosphère environmental control systems (ECS).

The environmental control systems are in operation 24 hours a day, 7 days a week, including times when the museum is closed.

ROOMS 4 AND 5 ENVIRONMENTS

Type of environmental control systems:

Centralized 24-hour temperature control systems.
Individually controlled.

Cooling system type: Heat pump routed via ventilation ducts in the galleries
Heating system type: Heat pump routed via ventilation ducts in the galleries

Special measures for *Transform!*
Temperature and humidity data loggers (HOBO MX1104) can be installed for monitoring rooms 4 and 5 if needed.
HOBOs would be monitored by our Technical Services and Building Management Service.

Adjustments can be made (addition of absorbers inside the plinths or acrylic covers) to prevent objects from temperature and humidity fluctuations. However, no correction can be made on the environmental control system itself.

Pipes and sprinkler systems are located in exhibition rooms 4 and 5.
Detailed plans available upon request.

FIRE PROTECTION

The entire building is protected by a fire and smoke detection/alarm system.
The detection system is connected to the Security Center of the City of Montreal.
All systems are checked once a year by an external contractor.

The fire/smoke detection/alarm system is activated in the exhibition galleries by self-activated heat detection and smoke detection.

The building is equipped with an automatic sprinkler system: the sprinkler will automatically activate if it detects a temperature of 155 F or higher. When a sprinkler goes off, it sends a signal to the Security Center of the City of Montreal at the same time.

Floors are divided by fire doors.

We have an emergency safety plan. The last revision was in June 2024.

SECURITY

Inside the building

Company: GardaWorld

Security Guard
Security guard inside the building from 6 a.m. to 6.p.m.
The security guard is posted at the main entrance of the building and does rounds during the day.
The security guard is radio and phone equipped.
Security personnel are specially trained for the facility, have a supervisor and background checks on guards prior to hiring.

Video surveillance system
Camera recorded data 24 hours, 7 days. Access to data on request.
Camera monitored by the security guard during the day shift.
Cameras are located in public spaces, exhibition rooms and in main entrances.

Electronic security alarm system
We have an electronic security alarm system in operation throughout the building.

Types of detection equipment in operation:
There are door sensors and ultrasonic motion detectors through the building

The detection system sounds an alarm:
Proprietary central station to a third-party supplier – Securmax
Local audible alarms

Security systems are tested once year by a third-party supplier.
Records are kept of all alarm signals received, including time, date, location, action taken and cause of alarm.
Securmax – third party supplier – is responsible for keeping these records.

Outside the building

Company: SPJD security's employees

Exterior perimeter checks are carried out of the building by security guards from the Société du Parc Jean-Drapeau (SPJD). Security vehicles also patrolled in the surrounding area 24 hours, 7 days.

Exhibition rooms 4 and 5

Cameras recorded data 24 hours, 7 days.
Frequent rounds in the room from 6 a.m. to 6 p.m., including days when the museum is closed.
The Security Guard locks and unlocks the exhibitions rooms every day.
No exterior doors open directly into the temporary exhibition rooms 4 and 5.

HANDLING AND PACKING

No temporary exhibition preparation area.

We usually unpack/repack/prepare objects for exhibition in the exhibition's rooms.
We do have staff specially trained to pack and unpack museum objects in the City of Montreal team.
City of Montreal staff are contracted by project according to the needs.

Handling supervision and documented incoming and outgoing condition report:

- Julie Bélisle, Content Curator (M.A. Museum Studies, PhD Art History)
- Josée St-Louis, Head of Technical Services (M.A. Museum Studies)
- Contracted project manager when needed

We make a photographic record of objects in the temporary exhibition gallery when required.
We do maintain records on internal movement and relocation of borrowed objects.

INSURANCE

The City of Montreal operates a self-insurance plan, except for life insurance, health insurance and any group insurance. Under its charter, the City is required to appropriate a sum in its budget to cover the settlement of claims and the payment of legal sentences. The City, under its self-insurance plan, only assumes damage for which it can be held responsible under the law.

LOAN HISTORY

Exhibition title: Maryse Goudreau. *In the Eye of the Beluga*
Organizing institution: Foreman Art Gallery, Sherbrooke, Québec, Canada
Year: 2024

Exhibition title: Juan Ortiz-Apuy. *Tropicana*
Organizing institution: VOX, Montréal, Québec, Canada
Year: 2022

VERIFICATION AND RESPONSABILITY

VERIFICATION AND RESPONSIBILITY
The undersigned is a legally authorized agent for the subject institution and has completed this report. The information indicated provides a complete and valid representation of the facility, security systems and care provided to objects (both owned and borrowed).

Signature: _____ Date: 23 septembre 2024
Eve-Lyne Cayouette-Asbhy
Head of Division - Exhibitions, Programming and Education
Biosphère -Espace pour la vie

Annex 4
Plans

Biosphère

Travelling exhibition
Rooms 4 and 5, ground floor

Exhibition title: Transform! Designing the Future of Energy
Dates of the exhibition: 03.05.2025 to 27.09.2026
Lender: Vitra Design Museum

SUMMARY

1. **Plan of room 4**
   Dwg. files sent on September 3, 2024

2. **Plan of room 4 – with currents walls**
   Plan of room 5
   Dwg. files sent on September 3, 2024

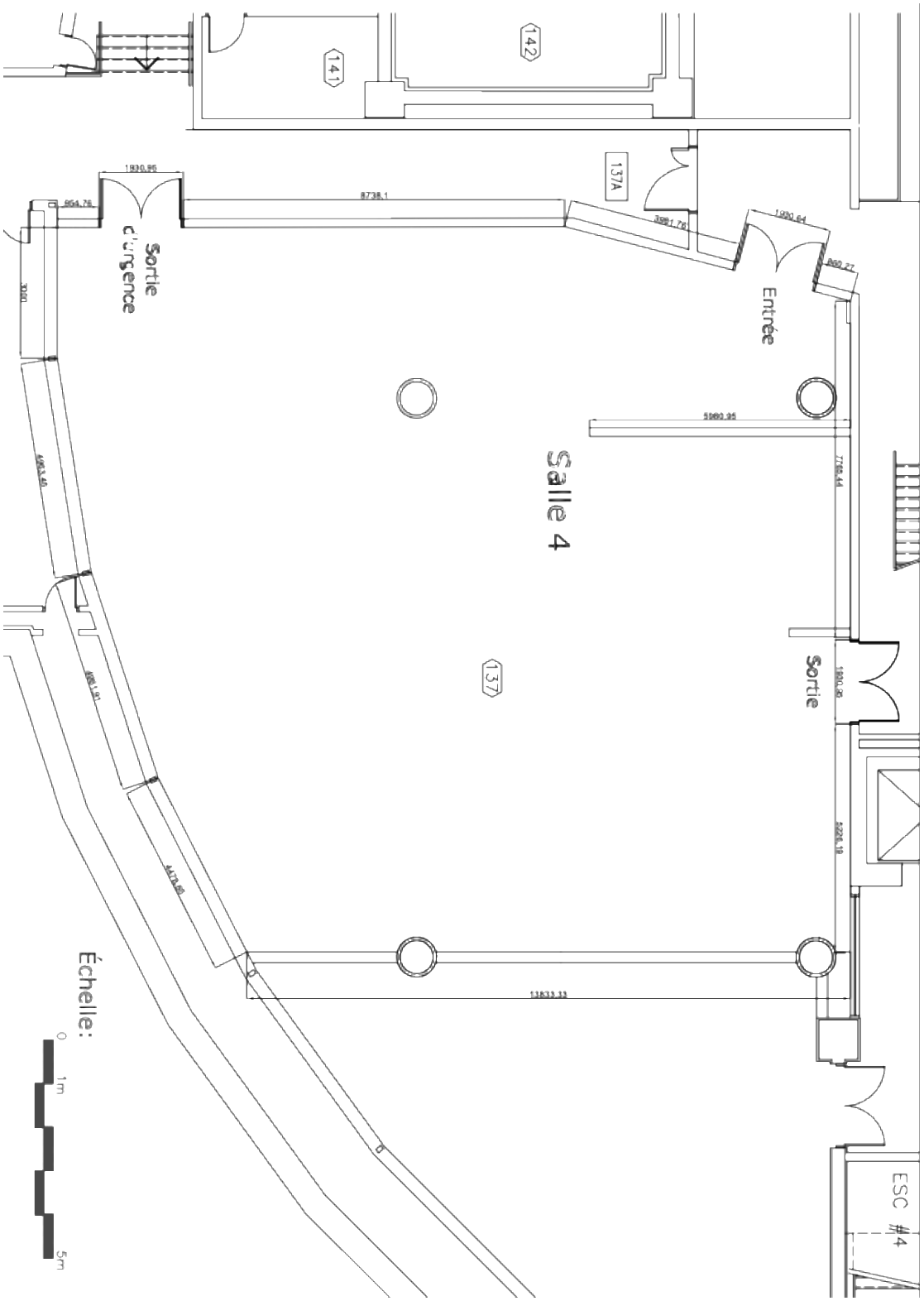
3. **Overview plan of the building first floor:**
   room 4 and room 5 and entrance door for loading.
   Dwg. files sent on September 23, 2024

4. **Location of portable fire extinguishers, fire suppression and detection systems**

1. Plan of salle/room 4

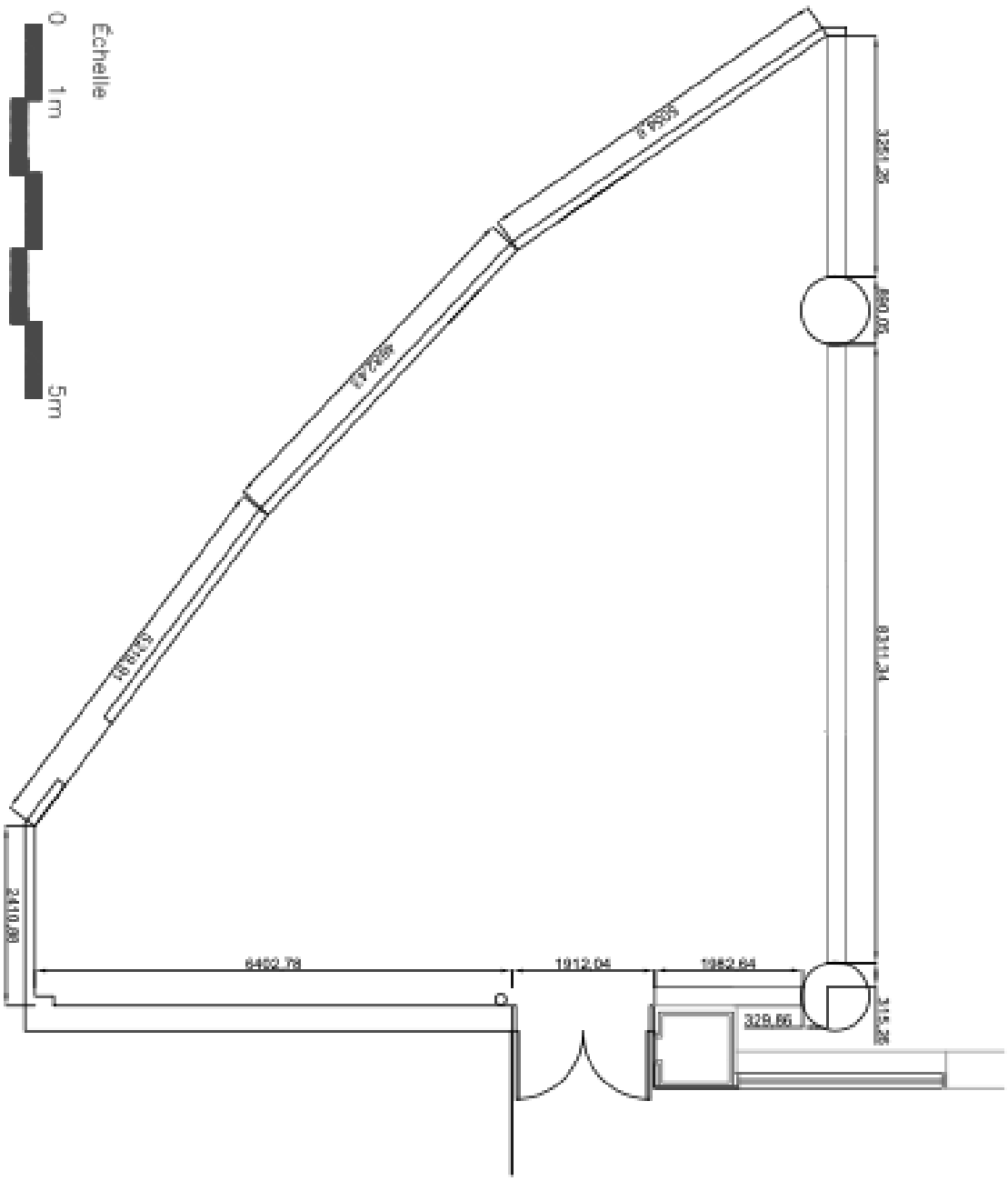
Dwg and PDF files available.

NOTE: Exhibition room 4 has divisions (temporary walls) which Biosphere wishes to keep for the Transforms exhibition. Plans of a previous exhibition and photo documentation was already sent on sept. 3. More detailed measures and precision need to be sent.



2. Plan of salle/room 5

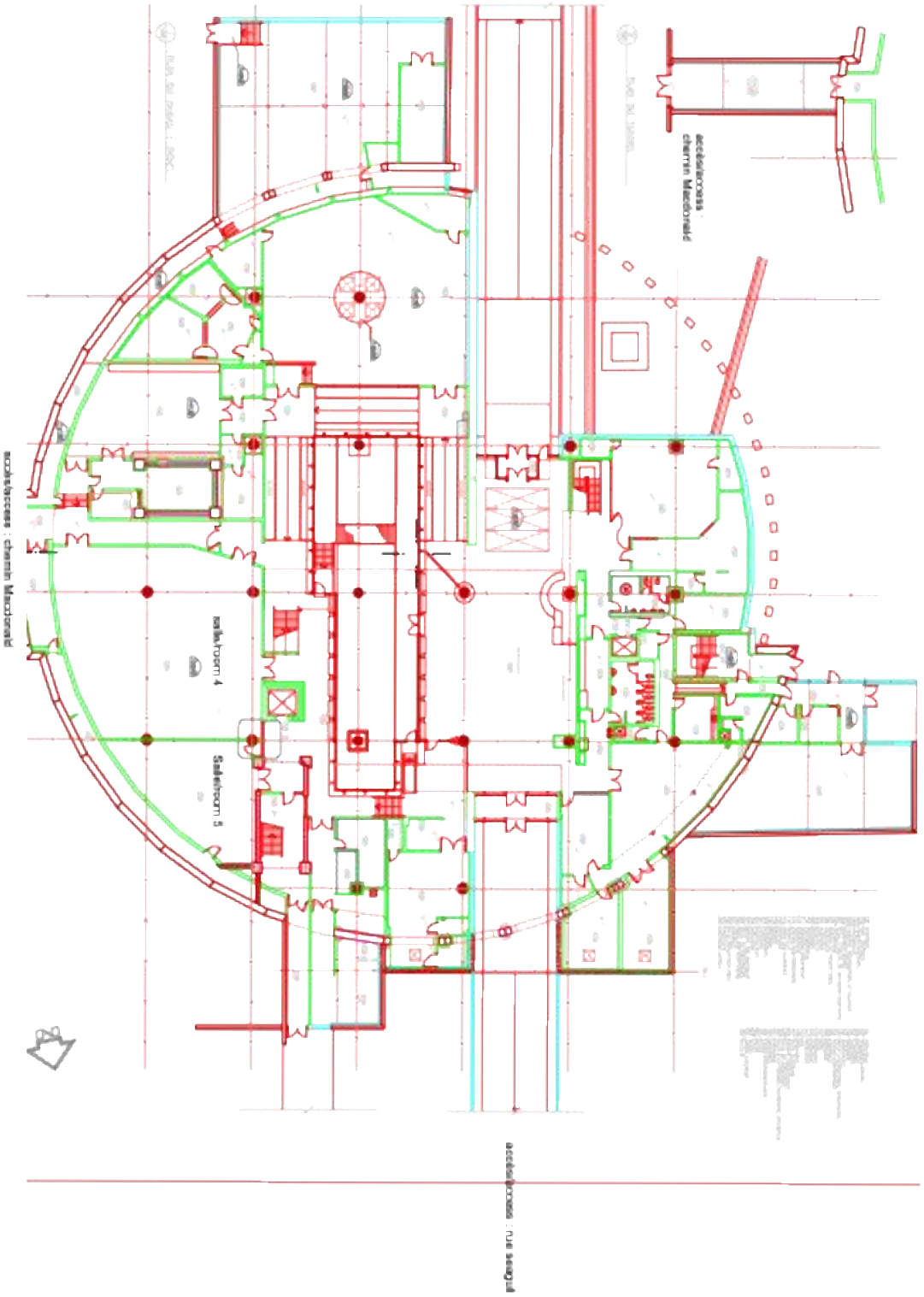
Dwg and PDF files available.



3. Overview plan of the building first floor:

Room 4 and room 5 and entrances door for loading

Dwg and PDF files available.



4. Evacuation floor plan

PLAN D'ÉVACUATION - EVACUATION PLAN

Biosphère Canada

160, chemin Tour-de-l'Isle

Étage : 1
Floor :

Vous êtes ici
You are here

Plan d'ensemble
Key plan

CONSIGNES À SUIVRE: RULES TO FOLLOW:

Si vous découvrez un feu, voyez de la fumée, SONNEZ L'ALARME.
Demeurez calme et suivez les instructions des agents de secours.
AU SON DE L'ALARME, évacuez l'édifice IMMÉDIATEMENT par la sortie SÛRE la plus proche.
N'utilisez pas les ascenseurs pour évacuer.
Rendez vous au point de rassemblement indiqué sur le plan clé.

If you discover a fire, see smoke, SOUND THE ALARM.
Remain calm and follow the instructions of the emergency officers.
AT THE SOUND OF THE ALARM, leave the building IMMEDIATELY by the nearest SAFE exit.
Do not use elevators to evacuate.
Go to the assembly point indicated on the key plan.

LÉGENDE	LEGEND
Alarme d'incendie	Fire alarm station
Sortie d'urgence	Emergency exit
Escaler de secours	Stairwell exit
Extincteur portatif	Portable extinguisher
Ascenseur	Elevator
Défibrilateur (étage: 1)	Defibrilator (floor: 1)
Point de rassemblement	Assembly point

Numéros d'urgence / Emergency numbers :
Police - Pompiers : Police - Firemen : **9-1-1**
Sécurité - Security : 514-872-9999

Environnement et Changement climatique Canada
Environment and Climate Change Canada

Québec
Projet no°: 1509 Plan no°: 23
Date: 11 mars 2020

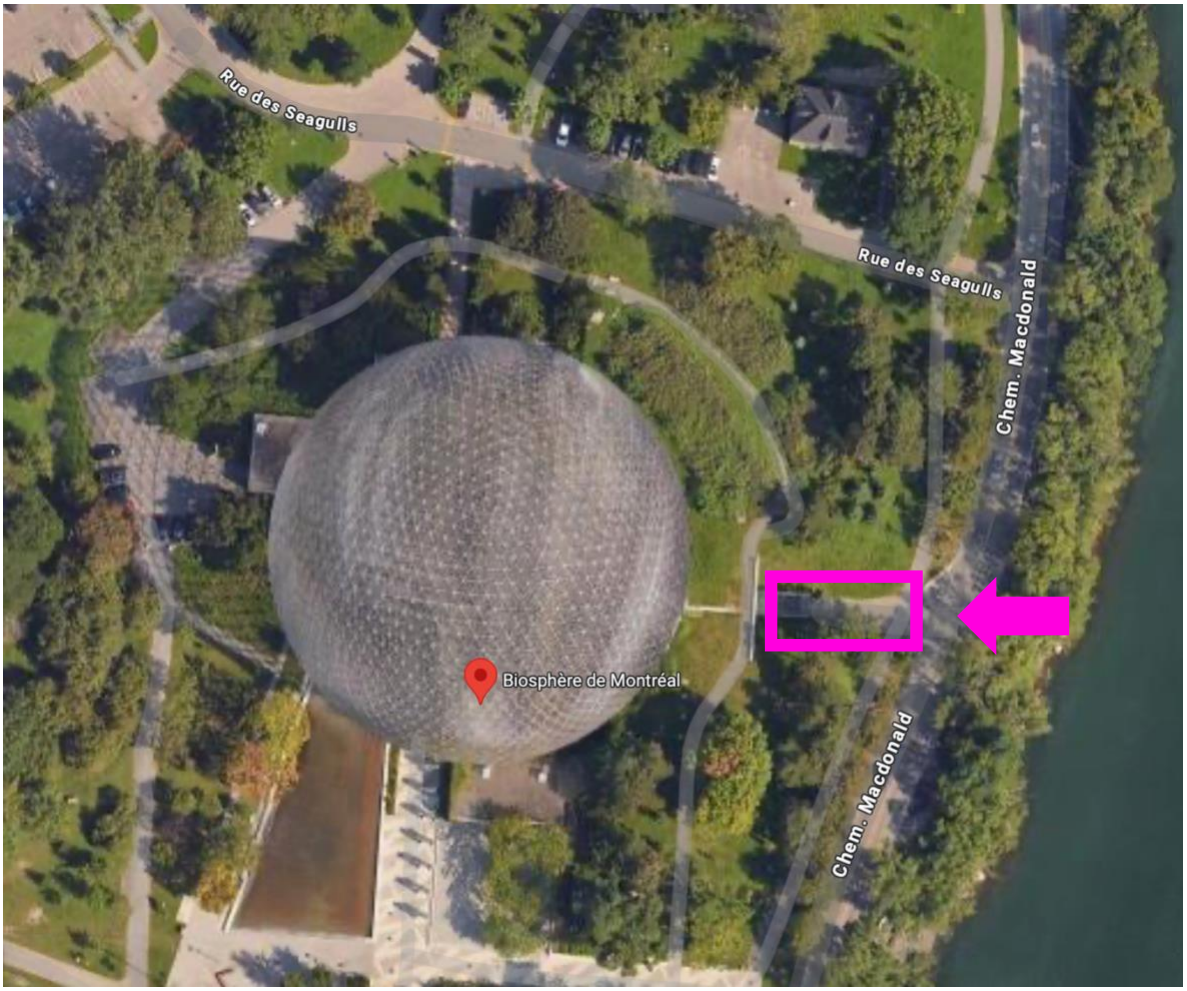
Annex 5
24 sept. 2024
RECEIVING AREA DOCUMENTATION

Biosphère

Travelling exhibition
Rooms 4 and 5, ground floor

Exhibition title: Transform! Designing the Future of Energy
Dates of the exhibition: 03.05.2025 to 27.09.2026
Lender: Vitra Design Museum

Accès 1/ Access 1
CHEMIN MACDONALD





Pros:

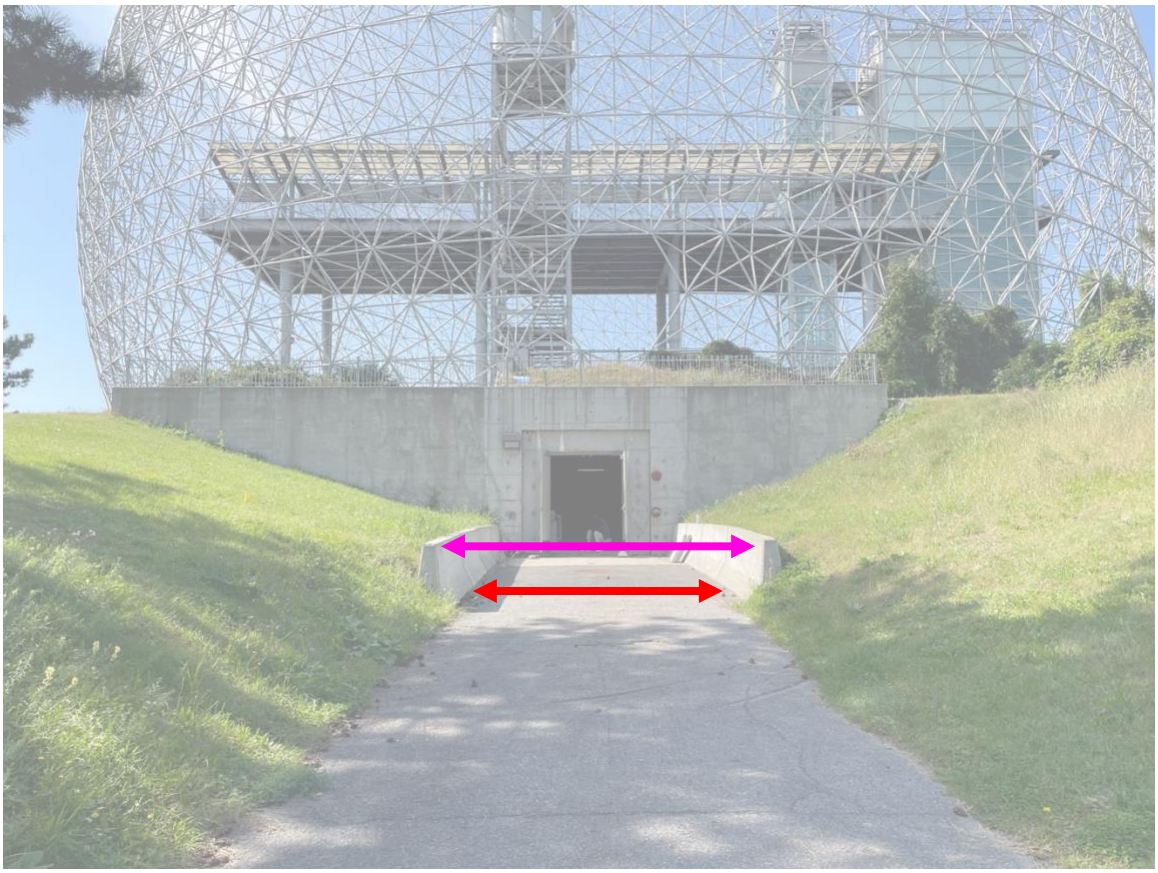
- Loading and unloading can be done during museum public opening hours as this access is not accessible to visitors.
- The most direct way.

Cons:

- There is no space to uncrate until room 4.
- This access is also a working/storing space and must be cleared prior to the unloading/loading.

Limitation access: Rooms 4 and 5 (all zones)

- Length: 209 cm
- Height: 144 cm

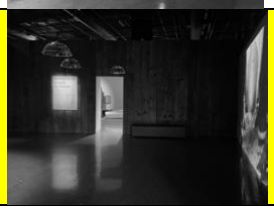


Loading/unloading area
Length of the concrete block top: 13 ft 1 in/398,8 cm
Length of the concrete block base: 11 ft10 in/361,68 cm

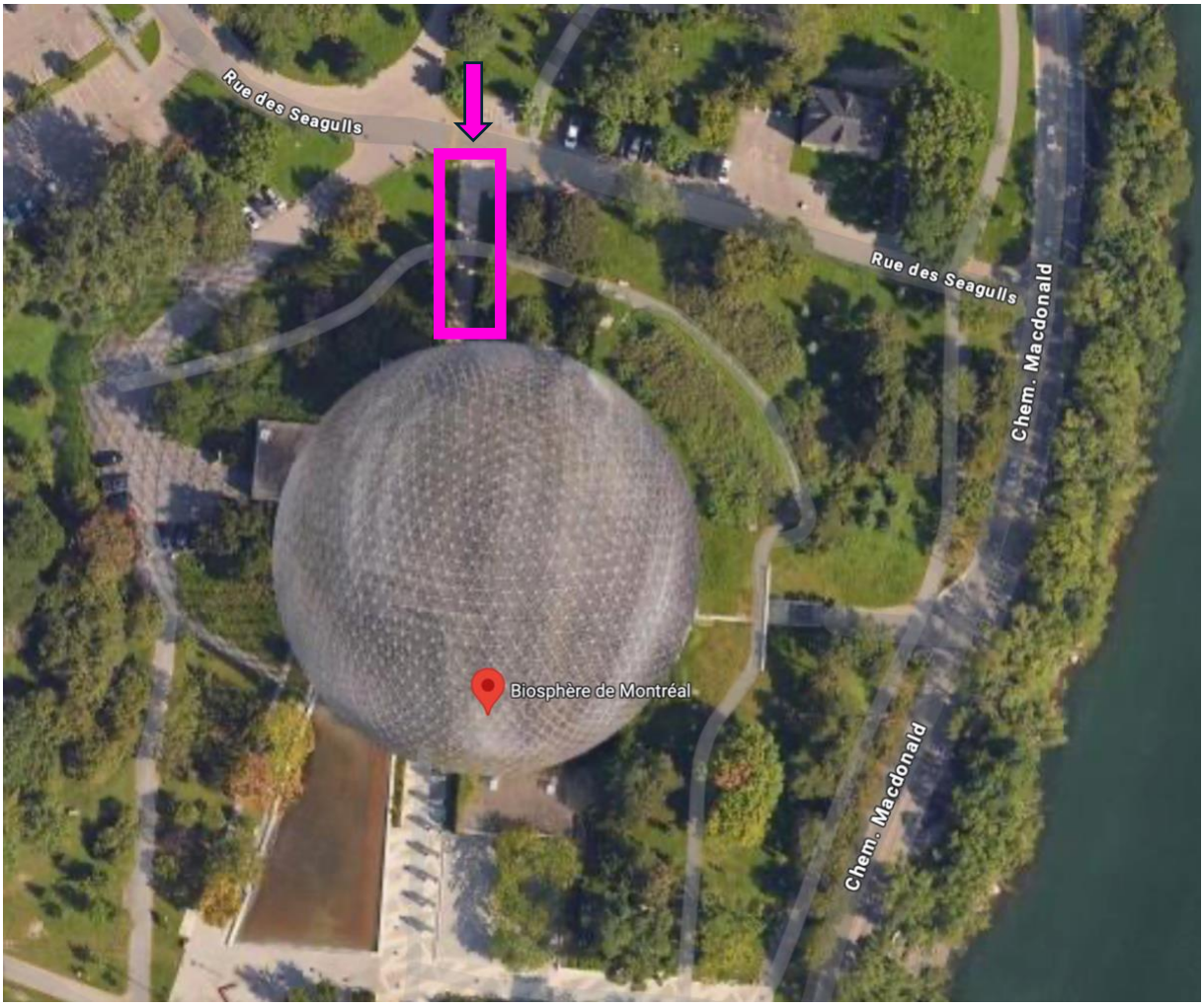
Access 1 - Chemin Macdonald
Using : Room 4 Corridor entrance door
To access: ROOM 4 and ROOM 5

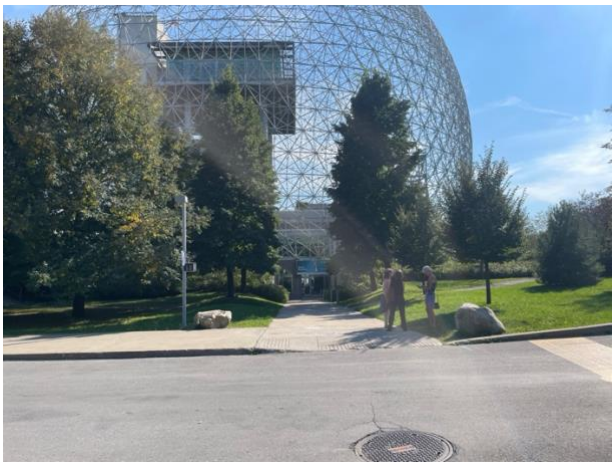
	LENGTH	HEIGHT	NOTES	PHOTO
Exterior door	165 cm	225 cm	Including the height of the metal plate to enter on the ground. Metal plate is 121,9 x 121,9 cm	
Garage door	158,7 cm*	263,3 cm	There is an ascending slope from the exterior door to the garage door *narrowest length: 158,7 cm	
Room 4 corridor entrance door	179,5 cm	209 cm	*lower height	
IN Room 4: **Door from zone 2 to zone 1**	106 cm	227 cm	The length of doors in the temporary wall in between zones 1 and 2 in room 4 is very narrow (106 cm)	
IN Room 4: **Door from zone 2 to zone 3**	185 cm	220 cm		
Room 4 **Access limitation zones 2 and 3**	**158,7 cm**	**209 cm**		
Room 4 **Access limitation zone 1**	**106 cm**	**209 cm**	See better option using Room 4 Public entrance door	
To go in exhibition room 5 using exit door of room 4				
Public exit door of exhibition room 4	172 cm	221cm		
Passage length	193 cm	x		
Lobby space at the entrance of room 5	x	209,5 cm*	*Lowest passage	
Room 5 – Entrance door	171,7 cm	221,4 cm		
Room 5 **Access limitation**	**158,7 cm**	**209 cm**		

Access 1 -Chemin Macdonald
USING : Room 4 public entrance door
NOTE : Better option to go to room 4, zone 1.

	LENGTH	HEIGHT	NOTES	PHOTO
Exterior door	165 cm	225 cm	Including the height of the metal plate to enter on the ground. Metal plate is 121,9 x 121,9 cm	
Garage door	158,7 cm	263,3 cm	There is an ascending slope from the exterior door to garage door	
Room 4 lobby door	144.1 cm*	223.9 cm	*narrowest length: 144.1 cm*	
Room 4 public entrance	179,1 cm	222,25 cm*		
Exhibition room 4 – limitation access (zone 1)	**144.1 cm**	**222,25 cm**		

ACCESS 2 – Rue des Seagulls





Pros:

- The possibility to uncrate in the main entrance when the museum is closed to the public.

Cons:

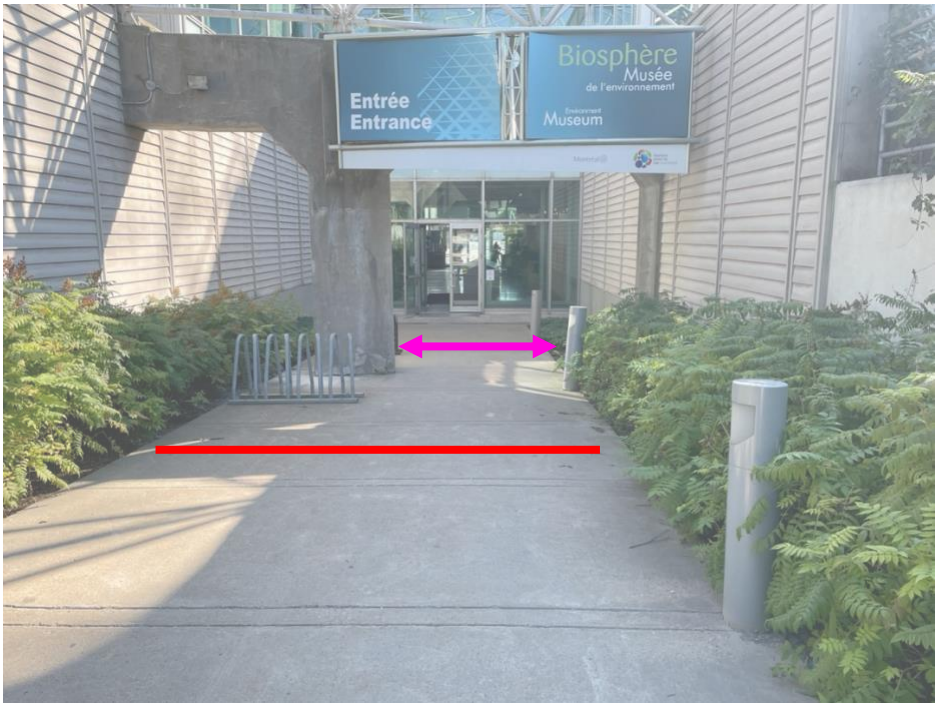
- Entrance is accessible to the public.
- No loading/unloading during the public opening hours.
- The longest way
- The unloading area is in a downward slope

Limitation access: Rooms 4 and 5 (all zones)

- Length: 209 cm
- Height: 144 cm
-



Concrete access length:
378 cm
149 ¾ po

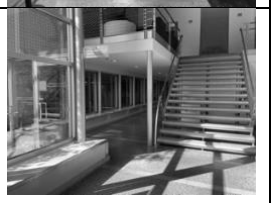
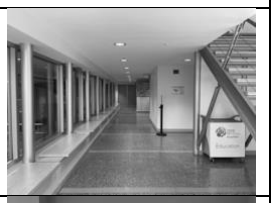


Length between concrete pillar and light post:
234 cm
*Truck must park before the bikes rank.

Access 2 – Rue des Seagulls
Using : Room 4 public entrance or Room 4 corridor entrance
ROOM 4

	LENGTH	HEIGHT	NOTES	PHOTO
Exterior door	152 cm	232 cm		
Main hall	x	x	Accessible to the public. No loading/unloading during the public opening hours.	
3 ascending ramps length	197 cm	x	3 ascending ramps	
Room 4 lobby entrance length	174 cm (with door) 194,3 cm (without door)	x		
Room 4 public entrance door	179,1 cm	222,25 cm*		
IN - Room 4: zone 1 to zone 2 door	106 cm	227 cm		
IN - Room 4 zone 2 to zone 3 door	185 cm	220 cm		
Access limitation Zone 1	152	222,25 cm		
Access limitation Zone 2 -using room 4 public entrance	106 cm	222,25 cm		
Access limitation Zone 3 -using room 4 public entrance	106 cm	220		
Access limitation Zones 2 and 3 -using room 4 lobby and corridor entrance doors	144.1 cm	209		

Accès/Access 2 – Rue des Seagulls
ROOM 5

	LARGEUR LENGTH	HAUTEUR HEIGHT	NOTES	PHOTO
Exterior door	152 cm	232 cm		
Main hall	x	x	Accessible to the public. No loading/unloading during the public opening hours.	
3 ramps length	173 cm	x	3 ascending ramps Accessible to the public. Cannot access inside the public opening hours.	
Passage between stairs and bottom board	121,9 cm	x	You can avoid this passage by using room 4 lobby door (length : 144.1 cm) + corridor door – then go through zone 2, 3 and exit doors of room 4. Accessible to the public. Access to the elevator	
Passage length	193 cm		Accessible to the public. Access to the elevator	
Lobby space at the entrance of room 5	x	209,5 cm*	*Lowest passage	
Room 5 – Entrance door	171,7 cm	221,4 cm		
Exhibition 5 limitation access	**121,9 cm* OR 144.1***	**209,5 cm* OR 209****	***Using passage close to the stairs ****using Room 4 lobby, corridor and exit doors**	

DOCUMENTATION



Exterior door, Access 1 - Chemin Macdonald
165 cm (L) 225* cm (H)

Inclined metal plate:
21.9 x 121.9 cm /48 x 48 in.
*Height with inclined metal plate: 225 cm

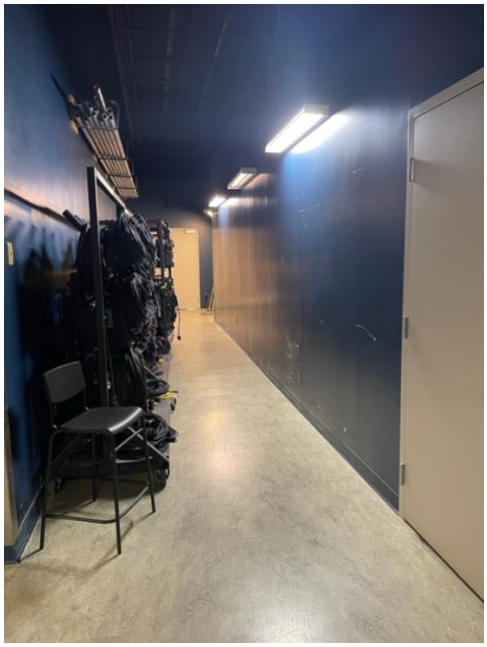




Garage door
158,7 (L) X 263,3(H) cm
With electromagnetic hardware.



Room 4 corridor entrance door
179,5 (L) x 209 (H) – with door closers
179, 5 (L) x 212 (H) – without door closers



On the right: Room 4 corridor entrance door
At the end: Room 4 lobby door



Exterior door - Access 2 – Rue des Seagulls
152 (L) cm x 232 (H)

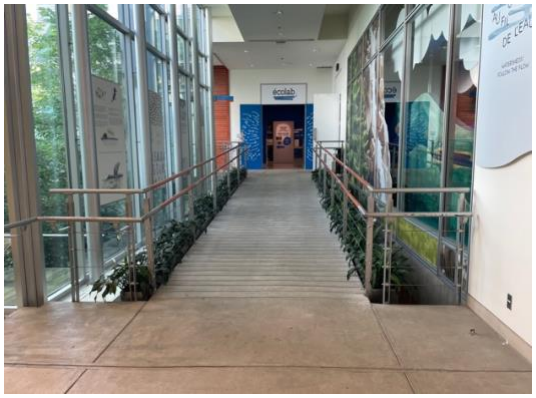
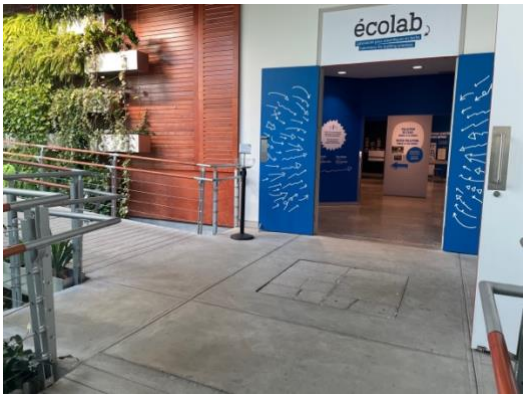


Main hall - Access 2 – Rue des Seagulls



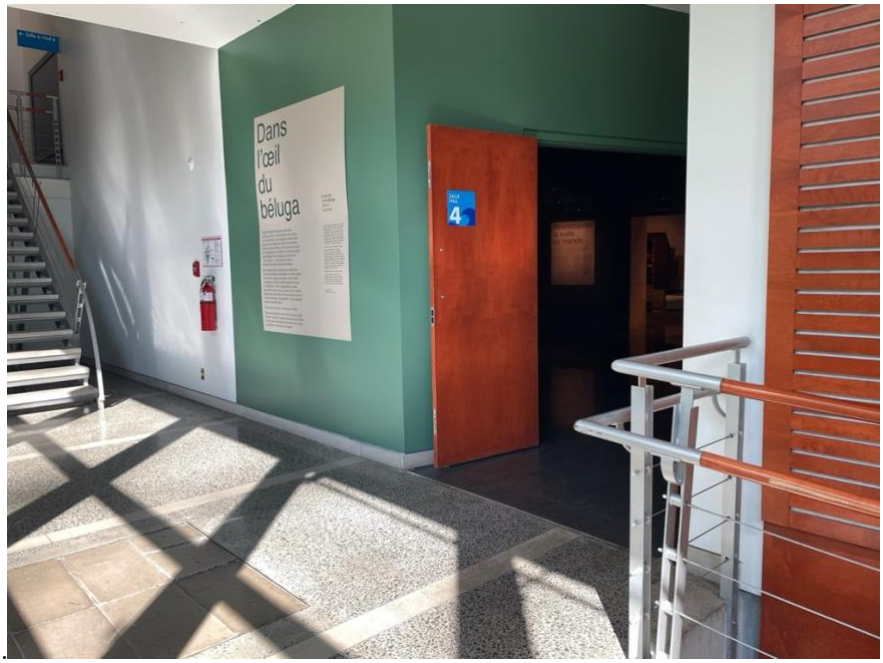
Main hall - Access 2 – Rue des Seagulls





Access 2 – Rue des Seagulls
Ramps length: 197 cm
3 ascending ramps



To the room 4 lobby space



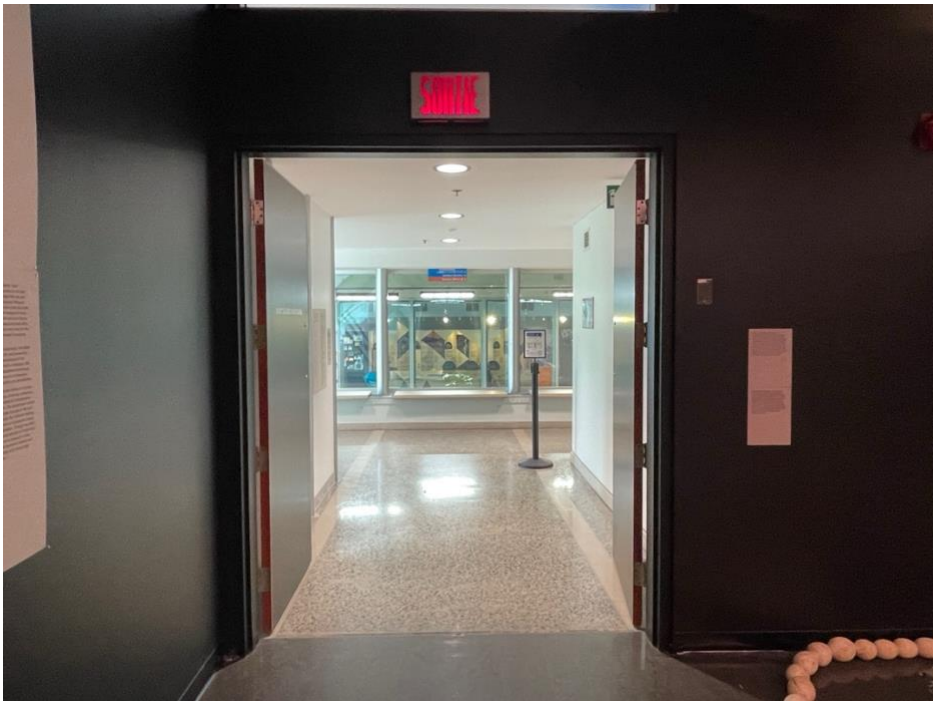
174 (L) cm: with the door
194,3 (L) cm: with no door



Room 4 public entrance door
179,1 cm (L) 222,25 (H) cm
70, x 87,5 in



Room 4 lobby door
144.1 cm (L)x 223.9 cm (H)
56.75 in (L) x 88,1875 in (H)



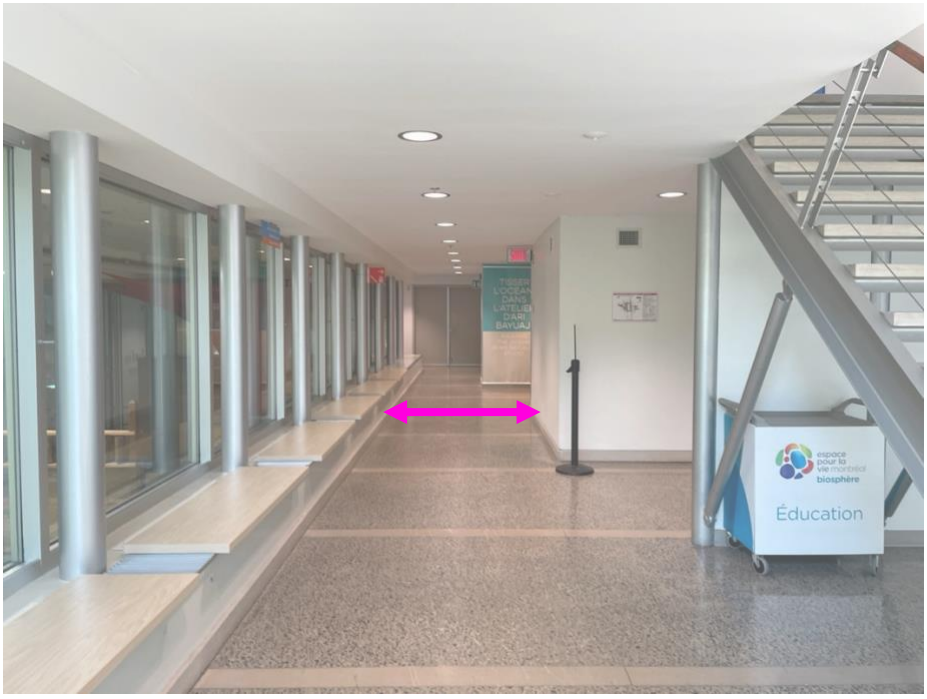
Room 4 public exit door -
172 (L) cm x 221 (H) cm



Room 4 public exit door -



Passage to room 5
121,9 (L) cm / 48 (L) in



Corridor: exit room 4 and entrance room 5
193 (L) cm
L



To the room 5 lobby space



209,5 (H) cm



Room 5 entrance and exit door
171,7 (L) x 221,4(H) cm

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249433004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Biosphère , -
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré au Vitra Design Museum pour l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » présentée à la Biosphère de mai 2025 à septembre 2026 - Dépense totale de 698 876 $ (468 165 euros) taxes incluses (contrat: 607 719 $ (407 100 euros) + contingences 91 157 $ (61 065 euros))

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Considérant les enjeux de contrainte de temps du client, nous nous sommes attardés uniquement à certains aspects essentiels du contrat pour répondre aux besoins du client.

Sur la base des informations transmises par le client, nous confirmons que le contrat peut-être conclu de gré à gré en vertu de l'article 573.3 (4°) Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) (contrat de fourniture de biens meubles ou de services liés au domaine artistique et culturel ou la fourniture d'abonnements).

Afin de se conformer à l'article 21.5 de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11), le contrat doit être conclu à l'extérieur du Québec. En conséquence, les instances du Vitra Design Museum doivent approuver l'entente après l'approbation des instances de la Ville de Montréal.

FICHIERS JOINTS

20240930_Transform_Agreement_BiosphereMontreal_final VISÉ.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marianne POLNICKY-RACINE
Avocate - Division du droit contractuel

Tél : 438-873-0793

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-30

Mikael BENOIT
Chef de division - Division du droit contractuel
Tél : 514-872-6852
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

27 septembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

Exhibition Agreement

between

VITRA DESIGN STIFTUNG GGMBH
a company incorporated under the laws of Germany
having its registered offices at Charles-Eames-Straße 2
79576 Weil am Rhein
Germany
acting and represented by
Sabrina Handler and Heiko Hoffman, duly authorized for the purposes hereof

(hereinafter referred to as "Vitra Design Museum")

and

VILLE DE MONTRÉAL
a legal entity under public law
with its town hall at 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, Canada
acting and represented by
Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dully authorized for the purposes hereof
pursuant to resolution CG06 0006 and Section 96 of the *Loi sur les cités et villes*

(hereinafter referred to as "Exhibitor")

relating to the exhibition

"Transform!
Designing the Future of Energy"

(hereinafter referred to as "the Exhibition")

Whereas the Exhibitor has adopted a *Règlement sur la gestion contractuelle* pursuant to Section 573.3.1.2 of the *Loi sur les cités et villes* and the Vitra Design Museum acknowledges having received a copy of such bylaws.

Preamble

The Vitra Design Museum has conceived, organised and produced an exhibition with the title "Transform! Designing the Future of Energy".

Energy is the main driving force of our society; energy is political, energy is invisible, energy is omnipresent. All of the buildings, infrastructure and products related to the generation, distribution and utilization of energy are designed. Consequently, design plays a key role in the current transition from fossil to renewable energies. The exhibition "Transform! Designing the Future of Energy" shines a light on the transformation of the energy sector from the perspective of design: from everyday products using renewable energy to the design of energy-neutral buildings, from solar vehicles to future visions of energy-autonomous cities, from innovative wind turbines to space-based solar power generation. The exhibition probes into the global thirst for energy and examines how design can assist us in switching to renewable energies and reducing our energy consumption. What action do industry and politics need to take, what can each individual contribute to a successful energy transition?

Exhibits will include innovative product design, graphic design, architectural prototypes, and scale models, as well as speculative design projects. Selected historical projects will explore connections between design and the energy sector in the 20th century and thus highlight design's transformative power in the past. An immersive installation will invite visitors to test their own capacities to generate human energy.

The Exhibition is complemented by an exhibition catalogue.

The Exhibition is shown from 23.03.2024 to 01.09.2024 at the Vitra Design Museum in Weil am Rhein. Subsequent to the presentation at the Vitra Design Museum, the Exhibition is envisaged to be shown in several other museums or cultural institutions in different countries (hereinafter referred to as "Subsequent Exhibitions"). The present agreement regulates the carrying out of the Exhibition as one of the subsequent exhibitions by the Exhibitor.

1. The Exhibition

1.1 The Exhibitor acknowledges that the Vitra Design Museum is exclusively responsible for organising the Exhibition, and that the Vitra Design Museum retains all rights in the Exhibition and in the objects showcased in the Exhibition in connection with the presentation of the objects in the Exhibition.

1.2 The Vitra Design Museum shall loan to the Exhibitor the objects specified in the list of objects (Annex 1) (hereinafter referred to as "Objects") with corresponding label text files, as well as Exhibition text files and all elements meant to travel with the Exhibition (such as podiums, vitrines, walls, frames etc.; hereafter referred to as "Installation") for the Exhibition Period (specified in paragraph 3.2). The Exhibitor shall use the Objects exclusively for the Exhibition. The Vitra Design Museum reserves the right to replace or remove individual Objects if the respective owners demand their return, subject to a prior written notice to this effect to Exhibitor. If an individual Object is removed during the course of the Exhibition: (i) a replacement Object shall be provided free of charge to the Exhibitor by the Vitra Design Museum, including, for greater clarity, with no transportation charges; and (ii) the Vitra Design Museum shall assume all the costs to return the Object to the owner.

1.3 The design and layout of the Exhibition, which include exhibition texts and Object labels, are integral parts of the Exhibition and their modification is subject to prior written approval of the Vitra Design Museum. Notwithstanding the foregoing, the Vitra Design Museum acknowledges and agrees that the Exhibitor will translate all exhibition text and Object labels in French and that no prior approvals from the Vitra Design Museum will be needed to do so.

1.4 The Vitra Design Museum hereby grants the Exhibitor a licence to the Exhibition and a sub-licence to the Objects (hereinafter referred to jointly as the "Exhibition Licence"). The Exhibition Licence is non-transferrable and does not include the right to grant sub-licences. The Exhibition Licence is granted for the Exhibition Period as specified in paragraph 3.2 sentence 1, and entitles the Exhibitor to carry out the Exhibition in accordance with the present agreement. In granting the Exhibition Licence, the Vitra Design Museum grants the Exhibitor the right to reproduce and distribute the Exhibition in whole or in part in advertisements for the Exhibition, in press releases related to the Exhibition, and in other contributions or printed matter about and for the Exhibition, being understood, that for such advertising and promotion, that the Exhibitor shall have the right to authorise distribution and reproduction by third-parties for advertising and promotion of the Exhibition (e.g. media, promotional web sites). Such right to reproduce and distribute is granted without any restrictions as to quantity or territory and for all languages and is limited to the period of six months prior to the exhibition opening and expires at the end of the Exhibition Period as specified in paragraph 3.2 sentence 1. By granting the Exhibition License, the Vitra Design Museum further grants the Exhibitor the right to make the Exhibition accessible to the public in whole or in part, namely in advertising for the Exhibition, in press releases about the Exhibition and in other publications about and for the Exhibition. The right to make the Exhibition accessible to the public is granted without territorial limitation and for all languages and is limited in time to the period beginning six months before the beginning and ending at the end of the Exhibition Period specified in Section 3.2, Sentence 1. In deviation from the preceding sentence, the parties agree that the Exhibition may be made available to the public on the Exhibitor's website for an unlimited period of time in connection with reports about the Exhibitor's prior exhibitions. The Exhibition Licence so granted shall be used for the Exhibition exclusively in the scope expressly set forth in this agreement.

1.5 The Exhibitor undertakes to comply with all applicable provisions regarding copyright laws and all applicable copyright restrictions set forth in Annex 1.

MPR

2. Media for the Exhibition, title of the Exhibition, sponsors

2.1 All content of the Exhibition may be used for promotion or advertising of the Exhibition, unless otherwise specified in the agreement or in writing by the Vitra Design Museum. The use by the Exhibitor of any media in connection with the Exhibition (e.g. advertisements for the Exhibition, press releases related to the Exhibition, other contributions or printed matter about and for the Exhibition) shall be subject to the Vitra Design Museum's prior written approval regardless of whether such media are printed or electronic. The Exhibitor undertakes to submit drafts of the main creative to the Vitra Design Museum for review and approval in a timely manner and no later than five (5) business days before their scheduled production. In the event that the Vitra Design Museum does not approve the drafts of the main creative, it shall notify the Exhibitor as soon as possible, but no later than three (3) business days following receipt by the Vitra Design Museum of such content with written justification for the refusal, failing which the main creative shall be deemed approved. In the event of a refusal of the main creative by the Vitra Design Museum, the parties shall work together to find mutually acceptable alternatives.

2.2 In the Exhibition, on information boards and in all other media (e.g. advertisements for the Exhibition, press releases related to the Exhibition, other contributions or printed matter about and for the Exhibition) used by the Exhibitor in connection with the Exhibition, the French version of the title "Transform! Designing the Future of Energy" of the Exhibition must be shown in a prominent manner regardless of whether such media are printed or electronic. The name must be subtitled by the French version of "An Exhibition by the Vitra Design Museum". The logo of the Vitra Design Museum shall be placed in accordance with the brand promotional guidelines of the Exhibitor. Changes to the title or the subtitle of the Exhibition shall be subject to the Vitra Design Museum's prior written approval.

2.3 The Vitra Design Museum has entered into an agreement regarding the sponsorship of the Exhibition with the sponsors and promoters specified in Annex 2. The Exhibitor undertakes to comply with the specifications listed in Annex 2 with regard to the sponsors and promoters of the Exhibition.

3. Venue and dates

3.1 The Exhibition shall take place at the Biosphère | Espace pour la vie (hereinafter referred to as the "Venue") in 160, chemin du Tour-de-l'Isle, Montréal, Québec H3C 4G8 (hereinafter referred to as the "Exhibition Rooms").

3.2 The Exhibition shall take place from 03.05.2025 to 27.09.2026 (hereinafter referred to as "Exhibition Period"). The Exhibitor shall have custodianship of the Objects from mid-April 2025 to mid-October 2026, upon their arrival at and departure from the Venue. The time period before the Exhibition Period shall be used for unloading, unpacking and installing the Exhibition; the period after the Exhibition Period shall be used for dismantling, repacking and reloading the Exhibition.

3.3 Changes to any of the dates specified in paragraph 3.2 above, to the Venue, or to the Exhibition Rooms shall be subject to the Parties' prior written approval.

4. Fee and Exhibition related costs

4.1 In full consideration of the Exhibition rights set forth herein and subject to Vitra Design Museum's compliance with all of its obligations under this Agreement, the Exhibitor shall pay an amount of EUR 260.000,00 (two hundred sixty thousand euros) including all taxes applicable ($388 128, 00 CAD (three hundred eighty-eight thousand one hundred twenty-eight dollars and seventy cents CAD)), towards the cost of conducting the Exhibition ("Exhibition Fee"). Such amount includes the costs for packaging and insurance for the Exhibition as set out in clause 12.

4.2 The Exhibitor undertakes to provide a sufficient number of competent people to install and dismantle the Exhibition in its entirety. In order to ensure safety, security and an orderly procedure, the Vitra Design Museum undertakes to make available competent representatives (the "Vitra Design Museum Representatives") who shall be present during the loading and unloading of the Objects and installation and dismantle of the Exhibition, and who must remain on site until one (1) day after the opening of the Exhibition. Installation is estimated to take thirteen (13) days (including travel), dismantling is expected to take ten (10) days (including travel). The maximum number of workdays for installation and dismantling is set to twenty-three (23) days.

The Exhibitor shall assume the costs for a maximum of two (2) Vitra Design Museum Representatives (Senior Art Technicians) to travel to the Venue to install and dismantle the Exhibition.

For the Vitra Design Museum Representatives, expenses incurred for travel to and from the Venue, except for the accommodation, are determined according to flat rates per type of expenses per person, and are either established per day or per trip, and shall represent a total maximum amount of EUR 27.100,00 (twenty-seven thousand one hundred euros) ($40 454,88 CAD (forty thousand four hundred fifty-four dollars and eighty-eight cents)), including all applicable taxes, for all Vitra Representatives needed by the Exhibitor and for the whole period where such Vitra Design Museum Representative's services are required. Such flat rates are as follows:

Per person, per day:

- a daily allowance for meals of EUR 60,00 (sixty euros) ($89.57 CAD (eighty-nine dollars and fifty-seven cents);
- a daily rate per day of attendance or travel of EUR 390,00 (three hundred ninety euros) ($582,19 CAD (five hundred eighty-two dollars and nineteen cents CAD)).

Per person, per trip:

- a transportation fee for taxis and local public transportation of EUR 100,00 (one hundred euros) ($149,28 CAD (one hundred forty-nine dollars and twenty-eight cents));
- a round-trip flight fare in economy class of EUR 1.500,00 (one thousand five hundred euros) ($2,239.20 CAD (two thousand two hundred thirty-nine dollars and twenty cents CAD)). The Vitra Design Museum shall book the tickets.

4.3 The accommodation fees for the Vitra Design Museum Representatives shall be borne and booked by the Exhibitor according to the Exhibitor fee policy effective on the date of the booking.

4.4 The costs for parts subject to regular wear and tear (e.g. projector light bulbs, batteries) and non-returnable packaging material shall be borne by the Exhibitor.

4.5 The costs for painting the installations shall be borne by the Exhibitor.

MPR

4.6 The Exhibitor shall bear the costs for transportation and temporary storage (paragraph 7), customs (paragraph 8) and handling of the Exhibition (paragraph 9), as well as any other local costs.

4.7 Should the Exhibitor request additional services from the Vitra Design Museum, the costs for such services shall be estimated by the Vitra Design Museum and approved by the Exhibitor, and then invoiced separately.

4.8 On the costs paid directly by the Exhibitor to third-party vendors, the Exhibitor shall pay all taxes to such third-party vendors (e.g. accommodation fees). The Vitra Design Museum shall pay all taxes, including sales taxes, use taxes, excise taxes, income or corporate taxes, or similar taxes which may become due or imposed by any authority, in Germany, (collectively, the "Taxes") with respect to the fees to be paid by the Exhibitor to the Vitra Design Museum under the present agreement.

5. Terms of payment

5.1 The parties agree to the following payment terms:

- The first instalment of the Exhibition Fee (50%) shall be in the amount of EUR 130.000,00 (one hundred thirty thousand euros) (including all taxes applicable) (194 064,00 CAD (one hundred ninety-four thousand sixty-four dollars CAD)) and shall be due upon the receipt by the Exhibitor of all documentation including, text, image, video and design files.

- The second instalment of the Exhibition Fee (25%) shall be in the amount of EUR 65.000,00 (sixty-five thousand euros) (including all taxes applicable) (97 032,00 CAD (ninety-seven thousand thirty-two dollars CAD)) and shall be due upon the receipt by the Exhibitor of the first exhibition plan.

- The third instalment of the Exhibition Fee (25%) shall be in the amount of EUR 65.000,00 (sixty-five thousand euros) (including all taxes applicable) (97 032,00 CAD (ninety-seven thousand thirty-two dollars CAD)) and shall be due upon the receipt by the Exhibitor of the final exhibition plan. The final general layout must be approved by both parties by 15 December 2024 at the latest with only the exception of minor individual revisions. In any case the relevant invoice for the third instalment of the Exhibition Fee in the amount of EUR 65.000,00 (sixty-five thousand euros) (including all taxes applicable) (97 032,00 CAD (ninety-seven thousand thirty-two dollars CAD) will be issued on 15 December 2024.

- The fourth instalment shall consist of the amount of the agreed upon cost estimate for the transportation of the Exhibition from the Vitra Design Museum (or Vitra Design Museum's storage facility) to the Venue (the "Outward Segment") as per Section 7.2 and shall be due three (3) weeks before the Exhibition leaves the Vitra Design Museum (or Vitra Design Museum's storage facility) to be transported to the Exhibitor at the Venue. In addition, all costs incurred up to that date which are reimbursable pursuant to paragraphs 4.4, 4.6 and 4.7 shall be due.

- The fifth instalment referring to the further costs mentioned in clause 4.2 (installation by two Vitra Design Museum Representatives, 13 days) shall be in the amount of EUR 14.900,00 (fourteen thousand nine hundred euros) (including all taxes applicable) ($22 242,72 CAD (twenty-two thousand two hundred forty-two dollars and seventy-two cents CAD)) and shall be due upon the completion of the installation of the Exhibition by the Vitra Design Museum Representatives. In addition, all costs incurred up to that date which are reimbursable pursuant to paragraphs 4.4, 4.6 and 4.7 shall be due.

- The sixth instalment shall consist of the agreed upon cost estimate for the transportation of the Exhibition from the Venue to the Vitra Design Museum or its subsequent venue, subject to Section 7.3, (the "Onward Segment") as per Section 7.2 and shall be due three (3) weeks before the Exhibition leaves the Venue to be transported to the Vitra Design Museum or to the subsequent venue. In addition, all costs incurred up to that date which are reimbursable pursuant to paragraphs 4.4, 4.6 and 4.7 shall be due.

- The seventh instalment referring to the further costs mentioned in clause 4.2 (dismantling by two Vitra Design Museum Representatives, 10 days) shall be in the amount of EUR 12.200,00 (twelve thousand two hundred euros) (including all taxes applicable) ($18 212,16 CAD (eighteen thousand two hundred twelve dollars and sixteen cents CAD)) and shall be due upon the completion of the dismantling by the Vitra Design Museum Representatives. In addition, all costs incurred up to that date which are reimbursable pursuant to paragraphs 4.4, 4.6 and 4.7 shall be due.

- The last instalment shall be due after completion of the Exhibition and upon receipt of a final invoice specifying and summarizing all costs incurred which are reimbursable pursuant to paragraphs 4.2, 4.4, 4.6 and 4.7 above below, as well as all other agreed-upon charges.

All payments due under this Agreement shall be payable in Euro and amounts indicated in Euro shall be binding and decisive, all amounts in Canadian dollars are included for reference only and have been converted at the conversion rate of 1,4928 on August 29, 2024.

5.2 Each invoice shall be sent after completion of the corresponding service provided above and shall be paid in full within thirty (30) days upon receipt to the following account of the Vitra Design Stiftung gGmbH:

Account holder: Vitra International AG
Bank: UniCredit Bank GmbH
IBAN: DE96 2073 0042 9000 2290 00
BIC/SWIFT Code: HYVEDEMME42
VAT ID Vitra Design Stiftung gGmbH: DE 813 348 482

Each party shall be responsible to pay its own respective bank charges.

6. Layout of the Exhibition

6.1 The Exhibitor shall provide the Vitra Design Museum with a Facility Report (Annex 3), plans (Annex 4), and images of the Exhibition Rooms, the delivery site and the storage rooms (Annex 5).

6.2 The Vitra Design Museum shall submit to the Exhibitor a proposal regarding the adjustment of the Exhibition to the Exhibition Rooms. The Exhibitor shall provide the Vitra Design Museum with clean plans in .dwg or .dxf format and with all information relevant to the planning of the layout of the Exhibition no later than three (3) months before the final layout proposal, such date to be mutually agreed by the parties, is required (Annexes 3 to 5).

6.3 The layout process shall consist of up to three (3) rounds of proposals. Should the Exhibitor request additional changes to the third and final layout proposal by the Vitra Design Museum, the costs for such changes shall be invoiced separately at an hourly rate of EUR 80 (eighty euros).

6.4 Should the Exhibitor request the inclusion of additional objects to the exhibition layout, the implementation of these objects shall be invoiced separately at an hourly rate of EUR 80 (eighty euros).

6.5 The layout proposals submitted by the Vitra Design Museum shall include all elements of the Exhibition's architecture and graphics required to adjust the Exhibition to the Exhibition Rooms and shall specify the elements of the Exhibition and all other site-specific elements. Site-specific elements including walls, platforms, large prints, information boards and display cases, shall be organised and paid for by the Exhibitor. At the Exhibitor's request, the Vitra Design Museum may arrange to have these elements produced and delivered together with the Exhibition under the condition that the Exhibitor notifies the Vitra Design Museum in a timely manner to allow for sufficient time to prepare a quotation, place the order and have the elements produced and transported to the Exhibition Rooms. The costs for production and transportation of these elements shall be borne by the Exhibitor. The parties agree that the costs and the number of such supplementary elements should be kept as low as possible.

6.6 The Vitra Design Museum will adapt the exhibition layout to the Exhibitor's technical constraints such as the size of Exhibition Rooms, doors, and passages as well as elevators capacity.

7. Transportation and temporary storage

7.1 Subject to the other provisions of this agreement, all costs for loading, transporting, unloading, storing, unpacking, repacking, storing and reloading the Exhibition from the time the Exhibition leaves the ramp of its previous location or the Vitra Design Museum's storage facility in Germany until the time the Exhibition is returned to the Vitra Design Museum's storage facility in Germany or arrives at any other venue specified by the Vitra Design Museum shall be borne by the Exhibitor.

7.2 Upon consultation with the Exhibitor, the Vitra Design Museum shall determine which company will transport the Exhibition for the Outward Segment and the Onward Segment. The Vitra Design Museum shall contract which such transportation company and shall receive the invoices and settle them directly with such transportation company, subject to their reimbursement by the Exhibitor as per Section 5.1.Dates for transportation shall be agreed upon jointly by the Exhibitor and the Vitra Design Museum. The parties estimate that transportation from the Venue to the Vitra Design Museum (or its storage facility located in Germany) or vice versa shall be in the amount of EUR 60 000,00 (sixty thousand euros) (including all taxes applicable) ($89,568.00 CAD eighty-nine five hundred sixty-eight dollars CAD). Prior to contracting with such transportation company, the Vitra Design Museum shall obtain quotations for approval by the Exhibitor and the Exhibitor also reserves the right to obtain a comparative quotation.

7.3 For the Onward Segment, if the Exhibition is travelling to any other venue specified by the Vitra Design Museum (subsequent venue), the costs will be shared equally with the subsequent venue and separate invoices shall be issued for the Exhibitor and the subsequent venue by the Vitra Design Museum. The costs paid by the Exhibitor to transport and store the Exhibition from the Exhibitor to the subsequent venue shall not exceed the cost of returning the Exhibition from the Exhibitor to the Vitra Design Museum. For this purpose, the Vitra Design Museum shall obtain a comparative quotation for the return transport from the Exhibitor to the Vitra Design Museum. The Exhibitor reserves the right to obtain a comparative quotation for the return transport from the Exhibitor to the Vitra Design Museum and, if such quotation obtained by the Exhibitor is of a lesser amount than the quotation obtained by the Vitra Design Museum, the Exhibitor shall not pay the difference between the Vitra Design Museum and the Exhibitor quotations, provided however that such transporter offer equivalent services.

7.4 The selection of Objects and display elements will be done jointly by the Vitra Design Museum and the Exhibitor in order to respect a maximum budget determined by the Exhibitor for transportation and temporary storage. A preliminary list is attached hereto as Annex 1.

7.5 All necessary temporary storage arrangements shall be agreed upon in advance in writing with the Vitra Design Museum. At the request of the Vitra Design Museum, the Exhibitor shall store the Exhibition at its own expense for up to six (6) weeks before and after the period specified in paragraph 3.2 sentence 2.

7.6 The Exhibitor hereby confirms that before the present agreement was signed, the Exhibitor verified that the Exhibition can be transported into the Exhibition Rooms and that all passages, doors and elevators are large enough to allow transit for the largest boxes carrying the Objects. If this is not the case, the Exhibitor confirms that the boxes can be unpacked in advance at the Venue and that the Objects can be transported undamaged to the Exhibition Rooms.

8. Customs (if applicable)

8.1 Customs formalities in Germany shall be handled by the customs agent appointed by the Vitra Design Museum.

8.2 Customs formalities in the Exhibitor's country shall be handled by the customs agent appointed by the Exhibitor.

8.3 The Exhibitor shall ensure that all customs formalities can take place at the Venue after the arrival of the Exhibition.

8.4 The Exhibitor shall bear all costs incurred in connection with customs formalities.

MPR

9. Handling of the Exhibition, installation and dismantling

9.1 All costs connected with the handling, installation and dismantling of the Exhibition shall be borne by the Exhibitor.

9.2 All unloading, unpacking, installing, dismantling, repacking and reloading activities conducted in connection with the Exhibition shall be carried out exclusively in the presence of a Vitra Design Museum Representative whose instructions shall be binding on the Exhibitor. The Exhibitor shall bear no responsibility for any damage arising from following instructions of the Vitra Design Museum Representative. If no Vitra Design Museum Representative can be present, the Exhibitor's responsible curator must ensure from the first unloading activities to the last reloading activities that all Objects are treated with the utmost care. The Vitra Design Museum must be notified in writing as soon as practicable of any special incidents.

9.3 Together with a representative of the Exhibitor, a Vitra Design Museum Representative shall examine all Objects of the Exhibition before and after the Exhibition Period and note the condition of each of the Objects in a status report. Both representatives shall sign these status reports.

10. Climate

10.1 As the Exhibitor cannot guarantee climate control in its Exhibition Rooms, the Vitra Design Museum shall select a list of objects, artefacts, and documents that do not require standard museum conditions (temperature and humidity levels). Nevertheless, the humidity and temperature shall be monitored during the Exhibition Period. If the humidity falls below 35% or exceeds 68%, the Vitra Design Museum must be informed so that appropriate measures can be taken jointly. In the case of individual display cases, the Vitra Design Museum may request that the display cases be climatised using absorbers. The measures are to be discussed together and should be within a feasible framework.

10.2 To ensure acclimatisation of the Objects, the boxes containing them shall be opened no earlier than 24 hours after their arrival at the Exhibition Rooms or the temporary storage facility. If the temperature in the truck is identical to the temperature in the Exhibition Rooms, the Objects may be unpacked directly.

10.3 The Objects shall not be placed in the vicinity of sources of heat or cold (e.g. radiators, chimneys, air conditioning units) or be exposed to strong draughts (e.g. air humidifiers, air dehumidifiers, air conditioning units).

11. Safety measures

11.1 The Exhibition Rooms and the rooms in which the Exhibition is stored shall be made safe and secure in every respect.

11.2 Smoking, eating and drinking shall not be permitted in the Exhibition Rooms and the storage rooms.

11.3 Photographing and filming the Objects for private purposes shall be permitted, subject to Section 11.4.

11.4 Photographing and filming the Objects using flash (protection of light-sensitive objects), using a tripod and for commercial purposes shall be prohibited.

11.5 The Exhibition must be supervised such as to ensure that visitors cannot touch or use the Objects. Other than for installation and dismantling purposes, moving or otherwise using the Objects is prohibited, in particular making the Objects available for conferences, seminars, or research projects. The Vitra Design Museum will provide the Exhibitor with a design layout that makes clear that visitors are not supposed to touch the Objects.

11.6 For purposes of cleaning, the Objects may be dusted, provided that this is done in the appropriate manner and with the utmost care.

11.7 For the Exhibition Period the Exhibitor shall store all boxes and packing material separately, securely, and in a dry place. After the Exhibition Period has ended, the Objects must be packaged for return in the same way as they were when received.

11.8 The Vitra Design Museum shall be notified in writing as soon as possible of any changes or damage to any of the Objects. The changes or damage to the respective object shall be photographically documented.

11.9 The Objects may only be restored subject to the Vitra Design Museum's prior written approval unless a measure must be taken to prevent further damage. In this case, prior oral approval shall be obtained from the Vitra Design Museum.

11.10 Nothing contained herein prevents the Exhibitor from taking immediate measures required in emergency situations to ensure safeguard of the Objects.

12. Insurance

12.1 The Exhibition is covered by an all-risk insurance policy pursuant to the framework agreement entered into between the Vitra Design Museum and AXA ART Versicherung AG. The policy includes the nail-to-nail insurance coverage typically taken out for objects of art and applies during transportation as well as before, during and after storage and during the Exhibition Period. For a damage occurring during the period specified in paragraph 3.2 sentence 2, the Exhibitor shall only be liable for and shall pay a lump sum allowance (insurance deductible) of EUR 2.500,00 for each occurrence of damage.

12.2 The transporters of the Exhibition and, to the extent applicable, the supplier of the storage facility shall be added as additional insureds on the insurance policy. The Exhibitor shall bear to liability for damage occurring during storage at a third party's venue or during transportation of the Exhibition.

12.3 Within fifteen (15) days of signing the agreement, the Vitra Design Museum shall supply the Exhibitor the insurance certificate evidencing the coverage and including the following additional requirements: (i) the Vitra Design Museum must be identified as the insured and the Exhibitor needs to be added as an additional insured; (ii) the insurance policy needs to cover the full replacement value of the Exhibition, including applicable taxes (including Objects, exhibition display elements and technical equipment); (iii) the insurance policy needs to include a waiver of subrogation right against the Exhibitor; (iv) the insurance policy must be in force for the entire duration of the agreement and proof of renewal must be provided at least thirty (30) days before the expiry date; and (v) the insurance policy cannot be cancelled or reduced by the insurer unless a prior written to this effect has been given to the Exhibitor.

12.4 To the extent a damage is not covered by the insurance policy set forth in Section 12.1 above, the Exhibitor hereby assumes responsibility for any and all direct damage that befalls the Objects during the period specified in paragraph 3.2 sentence 2 provided however that the Exhibitor shall bear no liability for damages which arises from complying with the instructions of the Vitra Design Museum Representatives. To be compensated by the Exhibitor pursuant to this Section 12.4, the Vitra Design Museum must subrogate the Exhibitor in all its rights when the damage does not result from the fault of the Exhibitor and that compensation paid by the Exhibitor shall be reduced by the amount corresponding to any other compensation received by the Vitra Design Museum.

13. Exhibition documentation

13.1 The Exhibitor undertakes to provide the Vitra Design Museum with no less than ten (10) professional photographs of the Exhibition free of charge within four (4) weeks after the opening of the Exhibition. The Exhibitor shall ensure that the Vitra Design Museum may use these photographs for its own purposes free of charge.

13.2 In addition, the Exhibitor undertakes to provide the Vitra Design Museum with a digital press review at no cost within three (3) months of the opening of the Exhibition.

13.3 Within eight (8) weeks of the opening of the Exhibition, the Exhibitor shall provide the Vitra Design Museum with a translation of all Exhibition texts in the language(s) of the Exhibitor's country free of charge. The Exhibitor shall ensure that the Vitra Design Museum can use these translations for its own purposes free of charge.

13.4 No later than eight (8) weeks after the opening of the Exhibition, the Exhibitor shall send copies of all media produced in connection with the Exhibition to the Vitra Design Museum.

14. Term, termination for material breach, remedies

14.1 The agreement enters into force upon signing and shall run until the completion of the transportation of the Exhibition to the subsequent exhibitor or its return to the Vitra Design Museum and, thereafter, until the Exhibitor has received the final invoice as set out in paragraph 5.1.

14.2 A violation of an obligation stipulated by the present agreement shall not constitute a ground for termination of this agreement until the breaching party was notified in writing of such breach and a period granted to remedy such violation has lapsed without remedy ("Remediation Period").

A material breach shall include, but shall not be limited to:

a) treatment of the Objects in contravention with the provisions of this agreement and damage to the Objects of the Exhibition by the Exhibitor at the Venue or during their storage, which are, in all cases, resulting from gross negligence or willful misconduct of the Exhibitor,

b) if the Exhibitor declares in writing to the Vitra Design Museum inability to open or carry out the Exhibition at the Venue during the Exhibition Period as stated in paragraph 3 for any reason whatsoever, except Force Majeure,

c) a repetitive breach (i.e., in excess of two (2)) of any obligation or representation under this agreement of which the breaching party was notified in writing each time with a Remediation Period.

14.3 Remedies for the above mentioned material breach:

a) If the present agreement is terminated pursuant to paragraph 14.2 b), the Exhibitor shall pay 50% of the Exhibition Fee as set out in paragraph 4.1 if the written declaration of termination by Exhibitor is received by the Vitra Design Museum no later than four (4) months before the beginning of the Exhibition Period. After this date, the Exhibitor shall bear 100% of the Exhibition Fee as set out in paragraph 4.1. In addition, the Exhibitor shall bear all reasonable costs incurred by the Vitra Design Museum up to the time of receipt of the declaration of termination by the Vitra Design Museum, all other costs to be incurred for transporting the Exhibition to the next subsequent exhibition or returning it to the Vitra Design Museum, subject to Section 7, and all costs for necessary temporary storage ordered by the Vitra Design Museum up to six (6) weeks.

b) If the present agreement is terminated pursuant to paragraph 14.2 a), the Exhibitor shall be liable for any damage resulting from such treatment of the objects described in such paragraph 14.2 a). The Exhibitor shall remain liable to pay 100% of the Exhibition Fee as set out in paragraph 4.1. In addition, the Exhibitor shall bear all reasonable costs incurred by the Vitra Design Museum up to the time of receipt by the Exhibitor of the written notice of termination, all other costs to be incurred for transporting the Exhibition to the next subsequent exhibition or returning it to the Vitra Design Museum, subject to Section 7, and all costs for temporary storage ordered by the Vitra Design Museum up to six (6) weeks.

c) If the present agreement is terminated pursuant to paragraph 14.2 c), in the case where the Exhibitor is the breaching party, the Exhibitor: (i) shall remain liable to pay 100% of the Exhibition Fee as set out in paragraph 4.1; (ii) shall bear all reasonable costs incurred by the Vitra Design Museum up to the time of receipt by the Exhibitor of the written notice of termination; (iii) all other costs to be incurred for transporting the Exhibition to the next subsequent exhibitor returning it to the Vitra Design Museum, subject to Section 7, and all costs for temporary storage ordered by the Vitra Design Museum up to six (6) weeks.

d) If the present agreement is terminated by the Exhibitor pursuant to paragraph 14.2 c), in the case where the Vitra Design Museum is the breaching party, the Vitra Design Museum shall bear all reasonable costs incurred by the Exhibitor up to the time of receipt of the written notice of termination and reimburse all fees paid by the Exhibitor to the Vitra Design Museum, including, for greater clarity 100% of the Exhibition Fees.

15. Force Majeure, termination, remedies

15.1 If a party's ("Affected Party") obligations under the agreement are prevented or disrupted by reason of Force Majeure, paragraph 15.3 shall apply if and to the extent that the Affected Party is able to prove that a Force Majeure event as defined below in paragraph 15.2 has occurred and provided that:

MPR

a) the Affected Party gives prompt written notice to the other Party stating the occurrence of the event giving rise to the Force Majeure ("Force Majeure Event") and details of such Force Majeure Event, including but not limited to the period of time the event is expected to continue to the best of its knowledge; and

b) the Affected Party takes all reasonable steps to minimize the adverse effects of the Force Majeure Event including but not limited to mitigating any loss and damage which may occur, minimizing any delay in performance that may arise, etc.

15.2 "Force Majeure" shall mean a cause that is unforeseeable by the Affected Party (at the time of the conclusion of the agreement) and not caused by the negligence or willful misconduct of the Affected Party which:

a) prevents, impacts or delays and renders it impossible for the Affected Party from performing its obligations under this agreement; and

b) rises from circumstances beyond the Affected Party's reasonable control such as:

(i) strike, boycott or other industrial action;

(ii) Act of God or other natural disaster such as but not limited to typhoon, hurricane, major flood, fire, damage or destruction by lightning, earthquake, volcanic activity or tsunami;

(iii) any riot, civil disturbance or any act of war or terrorism;

(iv) a pandemic (as declared by the World Health Organisation), an epidemic, outbreaks of infectious diseases or other public health crisis including quarantine or other employee restrictions; and

(v) any governmental law, ordinance, rule, order or regulation in effect on or after the date of the conclusion of this agreement.

15.3 The Affected Party shall not be in default or liable for any delay or failure to perform its obligations under this agreement to the extent such performance is prevented by the Force Majeure Event, except for expressly agreed remedies provided in paragraph 15.4.

15.4 The parties may but are not obliged to negotiate a resumption of the obligation as soon as reasonably practicable. Notwithstanding the previous sentence, both parties retain the right to terminate this agreement upon written notice. Parties expressly agree to the following remedies:

a) If any of the parties terminates the present agreement because the Vitra Design Museum is unable to provide the Exhibitor with the Exhibition due to a Force Majeure Event as of the start date of the Exhibition Period, the Exhibitor shall not be liable to pay the Exhibition Fee or any of the costs as set out in this agreement. The Vitra Design Museum shall reimburse the Exhibitor for all payments made up to the time of receipt of the written notice of termination due to Force Majeure, deducting however effective reasonable costs which the Vitra Design Museum has already spent to facilitate the Exhibition, subject to receipt by Exhibitor of written documentation and justification of such costs.

MPR

b) If any of the parties terminates the present agreement because the Exhibitor is unable to open the Exhibition due to a Force Majeure Event, the Exhibitor shall remain liable to pay all reasonable costs incurred up to the time of receipt of the written notice of termination due to Force Majeure, subject to receipt of written documentation and justification of such costs, as well as 50% of the Exhibition Fee as set out in paragraph 4.1 if the written notice is received no later than three (3) months before the opening, and 100% of the Exhibition Fee as set out in paragraph 4.1 if the written notice is received less than one (1) months before the opening. Furthermore, Exhibitor remains liable to pay the costs to be incurred for transporting the Exhibition to the location of the next subsequent exhibition or returning it to the Vitra Design Museum, subject to Section 7, all costs incurred in connection to the customs formalities and all costs for necessary temporary storage ordered by the Vitra Design Museum, up to six (6) weeks, if the Objects of the Exhibition are already at the premises of the Exhibitor or otherwise in the Exhibitor's possession.

16. Data privacy

The Vitra Design Museum provides the Exhibitor with personal data of third-party exhibition participants (external curators, sponsors, designers, authors, etc.) who are invited by the Exhibitor to the official opening of the Exhibition. This personal data may only be processed by the Exhibitor for this purpose and within the context of the Exhibition and must be deleted after said participants have been invited. It is not permitted to pass on this data to third parties.

The Exhibitor agrees that the Vitra Design Museum may pass on his contact details to third parties (in particular to other tour Exhibitors) for the purpose of obtaining information on the further course of the Exhibition. This consent may be revoked at any time by sending an e-mail to privacy@design.museum.de. For further information, please refer to the Vitra Design Museum's privacy policy statement: www.design-museum.de

17. Representations, indemnification and limitation of liability

17.1 Each party represents and warrants that it has full right, power and authority to enter into this agreement and to perform the acts required of each hereunder, and that when executed, this agreement will constitute a legal, valid and binding agreement.

17.2 The Vitra Design Museum further represents and warrants to the Exhibitor that:

(i) it owns or controls all rights, or has obtained all consents and clearances, required for the Exhibition presentation by the Exhibitor and to grant the rights granted herein, including without limitation, in the objects of and other material pertaining to the Exhibition for the use contemplated herein and all rights in the signage, logos and trademarks embodied therein, if any;

(ii) the use of the objects of and other material pertaining to the Exhibition supplied by the Vitra Design Museum for the use contemplated herein shall not infringe the rights of any third party, including any so-called moral rights;

(iii) no fees or royalties shall be payable by the Exhibitor for the use of objects of and other material pertaining to the Exhibition for the use contemplated herein, including to any artist, musician, guild, association, union, producer or any other third party.

17.3 The Exhibitor shall not be liable to the Vitra Design Museum or to any third party for, and the Vitra Design Museum hereby releases the Exhibitor from, any and all claims of any kind or nature whatsoever arising from the use of the objects of and other material pertaining to the Exhibition, including, without limitation, those based upon defamation, invasion of privacy, right of publicity, copyright or other intellectual property rights or any other personal or property rights and undertakes and agrees to defend, indemnify and hold the Exhibitor harmless from any and all liability, loss, damage, cost or expense, including reasonable legal fees, arising out of, connected with or related to a breach of its obligations, representations and warranties herein.

17.4 Notwithstanding anything to the contrary contained herein, in no event shall the Exhibitor's or the Vitra Design Museum's liability exceed an amount of EUR 669.900 (six hundred sixty-nine thousand nine hundred euros) ($ 1 000 000 CAD (one million dollars CAD)), except for the indemnification obligations of Section 17.3 above where it shall be unlimited.

18. Final provisions

18.1 This agreement and its annexes contain all agreements between the parties, there are no supplementary agreements. Any amendments or additions to this agreement and its appendices, including any waiver of this written form requirement, have to be made in writing. The Parties agree that the exchange of electronic scans of this agreement signed in handwriting (PDF format) or the use of electronic signatures provided via an electronic signature service (e.g. DocuSign, AdobeSign etc.) shall satisfy the written form requirement pursuant to this provision.

18.2 Should individual provisions of the agreement be or become invalid or impracticable, this shall not affect the validity of the remainder of the agreement. The invalid or impracticable provision shall be deemed to be replaced by the valid or practicable provision which comes closest to the economic purpose of the invalid or impracticable provision. The same shall apply in the event that the agreement contains a lacuna.

18.3 The present agreement shall be governed exclusively by Québec law.

18.4 The place of jurisdiction for all disputes arising from or in connection with this contract shall lie exclusively in the judicial district of Montréal, province of Quebec.

18.5 Any notice or consent to be given by one party to the other hereunder shall be in writing and sent by a means of communication that allows the expeditor to prove its delivery to the receiving party, as follows:

To the Vitra Design Museum: at the party's address first set forth above with copy to the following email addresses Sabrina.Handler@design-museum.de, info@design-museum.de.;

To the Exhibitor: at the attention of: Isabelle ST-GERMAIN, 160 Chem. du Tour de l'isle, Montréal, QC H3C 4G8.

18.6 The Vitra Design Museum represents and warrants that it does not have establishment or offices in the province of Québec, Canada. The Vitra Design Museum acknowledges that it has required that this Agreement be drawn up in English. Le Vitra Design Museum reconnait avoir exigé la rédaction en anglais de la présente convention.

18.7 This agreement may not be assigned by either party in whole or in part, without the other party's prior written consent.

IPR

18.8 The Vitra Design Museum hereby declares:

I declare that I have read the integrity requirements that the public is entitled to expect from a party to a public contract, compliance with which is assessed in particular with the elements provided for in articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 of the *Act respecting contracting by public bodies (chapter C-65.1),* and I undertake to take all necessary measures to comply with it throughout the duration of the contract to be concluded.

VILLE DE MONTRÉAL

Place, date

Name and signature

Name and signature

VITRA DESIGN STIFTUNG GGMBH

Weil am Rhein,

Place, date

Sabrina Handler
COO / Deputy Director

Heiko Hoffmann
Head of Finance

Annex 1: List of objects
Annex 2: Sponsors and promoters
Annex 3: Exhibitor's facility report
Annex 4: Plans of the Exhibition Rooms
Annex 5: Photos of the Exhibition Rooms, the delivery site and the storage rooms

This agreement has been approved by the Conseil d'agglomération of the Ville de Montréal, on _____ 20____ (Resolution _____).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1249633006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme IBM Canada ltée, pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Il est recommandé :
1. d'accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) ;

2. d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-09-30 07:54

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249633006**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme IBM Canada ltée, pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Dans le cadre de ses opérations informatiques corporatives, la Ville exploite plusieurs équipements du manufacturier IBM, tels que des serveurs, des commutateurs, des unités de stockage et des unités de sauvegarde. Ces équipements assurent la continuité opérationnelle de nombreux systèmes critiques tels que :

- Système de Gestion Intégré SIMON
- Gestion des recettes
- Système de paie (PAIE)
- Gestion cour municipale (GESCOUR)
- Gestion des effectifs policiers (SIGEP)
- Système de taxation (OASIS)
- Système Vision 2 pour le budget
- Système de gestion des travaux (GDT)
- Services numériques du nouveau portail de la Ville.

Afin de mieux gérer le cycle de vie des équipements IBM, le Service optimise les garanties de base incluses dans les acquisitions. Suivant la fin de cette période de garantie, le service de maintenance et de mise à jour du microcode et des logiciels nécessite l'acquisition d'un programme d'entretien offert uniquement par le manufacturier IBM. Ce programme permet à la Ville une gestion proactive des problèmes détectés, une proactivité des rustines de sécurité, la mise à jour technologique de nos actifs IBM ainsi qu'une assistance spécialisée dans le support de nos équipements. Le contrat actuel (CG21 0708) conclu entre la Ville et IBM Canada ltée pour l'entretien des équipements corporatifs vient à échéance le 31 décembre 2024.

Le recours aux contrats d'entretien des équipements combiné à une gestion responsable et écologique du cycle de vie et du rafraîchissement des équipements permet de bénéficier des avancements technologiques et de gains de performance, et aussi d'optimiser à la fois les coûts opérationnels et d'améliorer le bilan écologique de la Ville. À cet égard, le Service des TI déploie sans cesse des efforts de rationalisation d'équipements avec des solutions de convergence.

Le contrat de service de maintenance IBM assure un niveau rehaussé d'assistance pour la prise en charge rapide en cas de bris, garantit la disponibilité du stock et le remplacement sur place sans délai avec des pièces originales, permet le respect des droits de propriétés intellectuelles sur nos unités de stockages.

L'objet du présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée, pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0708 - 23 décembre 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée, pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 1 680 139,95 $, taxes incluses (fournisseur unique)
CG18 0598 - 22 novembre 2018 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1 janvier 2019 au 31 décembre 2021, pour une somme maximale de 1 928 710,81 $, taxes incluses / Approuver un projet de
contrat de services à facturation personnalisée à cette fin

CG15 0678 - 26 novembre 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1 janvier 2016 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 2 457 624,83 $, taxes incluses (fournisseur unique) /
Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Ce contrat inclut:

· Une gestion flexible des équipements qui permet le retrait sans pénalités;
· Une extension de la garantie du manufacturier;
· La disponibilité et l'accès à des pièces de remplacement certifiées par le manufacturier en lien avec la garantie matériel et logiciel;
· L'accès à des techniciens expérimentés et certifiés par IBM, afin de minimiser le temps d'intervention lors d'un bris ou de prévenir des pannes en effectuant des diagnostics et réparations proactives;

· Un temps de réponse sur place maximal de 4 heures, 24 heures par jour, 365 jours par année;
· L'accès aux mises à niveau de logiciels et de microcode autorisées par le manufacturier;
· Un service en français sur le territoire de la Ville;
· L'assistance logicielle : le dépannage concernant le micrologiciel et les logiciels des équipements concernés;
· L'accès aux téléchargements des mises à niveau logiciels et de microcode disponibles aux clients dont le contrat de maintenance est valable en lien avec les droits intellectuels du manufacturier.

Les équipements couverts dans le cadre de ce dossier sont les suivants :

· Unités de stockage (SAN);
· Unités de sauvegarde;
· Commutateurs de stockage;
· Serveurs grande puissance "Power" et le système d'exploitation "AIX";
· Un ordinateur central et ses composantes.

JUSTIFICATION

Les équipements couverts par ce contrat d'entretien hébergent plus de 750 applications et systèmes sensibles pour lesquels la Ville ne peut se permettre des temps d'arrêt prolongés à la suite d'une panne. En garantissant des ressources certifiées et un temps de réparation de 4 heures (45% des composantes), le contrat permettra de minimiser les impacts liés à une panne.

Le contrat peut être conclu de gré à gré étant donné que, d'une part, la firme IBM Canada ltée dispose des droits exclusifs sur les logiciels et le microcode utilisés par les équipements et applications afférentes et que, d'autre part, l'emploi d'une tierce partie pour l'entretien d'équipements IBM pourrait entraîner l'annulation de la garantie du manufacturier. Les exceptions prévues aux articles 573.3 al. (6b) et 573.3 al. (9) de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) concernant les contrats accordés de gré à gré s'appliquent à ce dossier.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics n'est pas requise dans le cadre de ce contrat.

Après vérification, IBM Canada ltée n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 707 162,89 $, taxes incluses (645 733,98 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement 2025 du Service des technologies de l'information.
Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Cette dépense concerne l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, incluant les souscriptions pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui est de compétence d'agglomération, en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines

compétences municipales dans certaines agglomérations.

La facturation est sur une base annuelle, en janvier 2025.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat avec IBM Canada ltée permettra d'assurer une remise en service rapide des systèmes en cas de bris d'équipements et ainsi gérer la disponibilité et d'assurer la continuité des opérations de la Ville et des services rendus à la population montréalaise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat: 1er janvier 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin JACQUES
Conseiller analyse - controle de gestion

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et

operations

Tél : 438-864-5905
Télécop. :

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : -
Approuvé le : 2024-09-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-09-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249633006*
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction infrastructures technologiques, Division infrastructures technologiques

Projet : Accorder un contrat de gré à gré à la firme IBM Canada ltée, (fournisseur unique) pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*			
*3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?*** Renforcer la gouvernance des technologies d'information tout en encourageant l'innovation technologique des prestataires de services qui offrent leurs services pour la Ville attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			***X***
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			***X***
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			***X***

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			***X***
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			***X***
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			***X***
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			***X***

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

IBM Canada Ltée
1 Place Ville-Marie, 22e
Montréal, Québec
H3B 3M4

Montréal, 25 septembre 2024

Ville de Montréal

Att. Miguel Cobo
Directeur - Infrastructures et opérations TI (I&O)
Service des technologies de l'information
801 Brennan
Montréal, H3C 0G4

Objet : Autorisation de service

Monsieur Cobo,

Cette lettre est pour vous informer que la division Soutien technique IBM est le seul fournisseur autorisé de services d'entretien au Canada pour les produits IBM de Stockage.

Pendant la période de garantie, la division Soutien technique IBM est le seul fournisseur autorisé pour la couverture de garantie, telle que décrit dans l'énoncé de garantie limitée des produits. De ce fait, la Ville de Montréal pourrait devoir payer des frais additionnels et/ou voir sa garantie de produits terminée si une tierce partie est engagée pour le service d'entretien des équipements pendant la période de garantie. Veuillez vous référer à l'énoncé de garantie limitée des produits pour les conditions selon lesquelles des frais additionnels et la fin de garantie peuvent s'appliquer.

La division Soutien technique IBM est également le seul fournisseur autorisé de services d'entretien après la garantie. L'utilisation d'une tierce partie pour fournir ces services après la garantie expose la Ville de Montréal à des risques puisque ce fournisseur non autorisé devra utiliser des pièces et des ressources non certifiées par IBM, en plus de ne pas avoir accès aux ingénieurs IBM certifiés pour ces produits.

Il est important de souligner que les services d'entretien et de support IBM couvrent également les mises à jour des microcodes parce qu'indissociables des équipements. Nous vous rappelons que la Corporation IBM détient tous les droits de propriété intellectuelle sur ce microcode, et ce, de façon exclusive.

Si vous avez des questions additionnelles sur ce sujet, prière de contacter votre représentant au soutien technique, monsieur Marc-André Fillion, au (514) 220-5419.

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

Mario Dugas
Directeur des ventes, Québec, Division soutien technique
IBM Canada Ltée.
(514) 964-2666

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249633006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme IBM Canada ltée, pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1249633006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-26

Gilles BOUCHARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1247684005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour la migration vers le SaaS et le renouvellement du contrat du support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour la migration vers le SaaS et le renouvellement du contrat du support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif);
2. d'autoriser le directeur de la Direction solutions institutionnelles, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-09-30 07:51

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247684005**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour la migration vers le SaaS et le renouvellement du contrat du support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville a l'obligation de gérer et de suivre les dossiers d'accidents du travail et de maladies professionnelles de ses employés. À cet effet, la Ville a acquis le logiciel SIGMA-RH en 2002 pour soutenir le processus de santé et sécurité au travail. Il est utilisé par plus de 300 utilisateurs et permet entre autres d'échanger des données relatives aux dossiers d'accidents de travail à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST). De plus, la solution permet de consulter l'historique des dossiers ainsi que le financement et la répartition des coûts par unité d'affaires.

La firme SIGMA-RH procédera, en collaboration avec la Ville, à la migration vers les infrastructures infonuagiques afin de pouvoir bénéficier du support et de l'entretien logiciel prévus à partir du début du renouvellement le 3 février 2025.

L'objet du présent dossier consiste donc à accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH pour la migration de la solution dans l'infonuagique ainsi que le renouvellement du contrat de support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0007 – 30 janvier 2020 - Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2020 au 2 février 2025, pour une somme maximale de 1 439 544,49 $, taxes incluses (fournisseur unique).
CG19 0008 - 31 janvier 2019 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme SIGMA-RH Solutions Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 $, taxes incluses.

CG16 0021 - 28 janvier 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour le renouvellement du contrat d'entretien de la solution Employeur D-RH, pour la période du 3 février 2016 au 2 février 2019, pour une somme maximale de 697 278,16 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG15 0390 - 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 576 135 $, taxes incluses, pour tenir compte des frais annuels prévus dans le cadre du contrat d'entretien accordé à la Fédération des caisses Desjardins du Québec (CG09 0120) et prolonger le contrat d'une année additionnelle.

CG09 0120 - 30 avril 2009 - Autoriser l'octroi de deux contrats à la Fédération des Caisses Desjardins du Québec afin de fournir un progiciel de gestion en prévention de la santé et sécurité du travail au montant de 1 250 063,62 $ et de fournir le support et l'entretien du progiciel existant (CE02 2088) pour un montant total de 1 036 277,15 $ pour cinq ans.

CE08 1237 - 2 juillet 2008 - Autoriser un appel d'offres pour l'acquisition d'outils informatiques visant à permettre l'implantation d'un système de gestion de la santé et de la sécurité au travail.

CE02 2088 - 27 novembre 2002 - Octroyer un contrat à Sigma-RH Solutions Inc. (nouvelle raison sociale de Les Logiciels Sentinel Inc. depuis le 1er novembre 2002) pour fournir un système supportant la gestion des activités en santé et sécurité au travail (3 soumissions.), 1 095 714.03$ et allouer 99 000.00$ pour les dépenses connexes de réalisation du projet, coût total du projet 1 194 714.03$.

DESCRIPTION

La firme Sigma-RH va procéder à la migration de la solution dont les données sont hébergées sur site vers une solution infonuagique en effectuant les étapes suivantes :

- déterminer les URLs à utiliser pour chaque environnement ;
- modifier les imports pour tenir compte du changement ;
- créer les accès au serveur ;
- préparer les environnements et transférer la copie de sauvegarde ;
- déployer, reconfigurer et tester la solution.

Le contrat d'entretien de la solution Sigma-RH, pour une durée de cinq ans à partir du 3 février 2025 jusqu'au 2 février 2030, inclut :

- l'hébergement de la solution (production) sur les environnements Microsoft Azure de SIGMA-RH ;
- le support et l'entretien annuel sur la solution dans les versions supportées ;
- un environnement de test à jour avec la même version de la solution qu'en

production ;
- la mise à jour obligatoire, une fois par 18 mois, vers la plus récente version supportée (incluant les personnalisations).

JUSTIFICATION

La Ville, comme tous les employeurs, est assujettie aux normes de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, elle a donc l'obligation d'informer et de faire le suivi des accidents de travail et des lésions professionnelles auprès de la CNESST. La Ville gère environ 3 000 dossiers d'accident de travail par année et doit être en mesure d'assurer leur suivi et les actions qui en découlent.

En 2020, lors du dernier renouvellement du contrat du support (CG20 007), la firme Sigma-RH a informé la Ville qu'elle avait obtenu des certifications de sécurité (les certifications de l'environnement d'hébergement de Microsoft Azur et certifié ISO 27001, SOC 2 type 2 et HDS). Afin de pouvoir les maintenir, Sigma-RH doit rapatrier la solution dans son infrastructure infonuagique. Les principaux bénéfices découlant de cette migration sont les suivants :

- l'hébergement des données sur des infrastructures infonuagiques permettra à la Ville d'économiser les coûts en lien avec le maintien et le support des données sur les infrastructures de la Ville ;
- par les mises à jour périodiques de la solution, la Ville restera alignée sur les meilleures pratiques du marché en matière de gestion des dossiers de santé et sécurité au travail ;
- du point de vue de sécurité des données, SIGMA-RH a les certifications de l'environnement d'hébergement de Microsoft Azur et sera certifié ISO 27001, SOC 2 type 2 et HDS;
- du côté support applicatif, l'hébergement facilitera grandement la résolution des tickets de support et/ou performance pour la firme;
- l'environnement d'hébergement est chez Microsoft Azur au Canada (Québec et Toronto) ce qui permettra de tirer avantage de toute la puissance de cet environnement d'hébergement, de la garantie de disponibilité, de la duplication d'environnements et d'infrastructures et de la gestion des sauvegardes de sécurité.

Le contrat de service visé par le présent sommaire décisionnel peut être conclu de gré à gré avec la firme SIGMA-RH, puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs tels les licences exclusives, conformément à l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, la firme SIGMA-RH n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 2 754 755,01 $, taxes incluses (2 515 458,51 $ net de taxes) sera assumée à même le budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information

comme suit :

Période	3 février 2025 au 2 février 2026	3 février 2026 au 2 février 2027	3 février 2027 au 2 février 2028	3 février 2028 au 2 février 2029	3 février 2029 au 2 février 2030	**Total (taxes incluses)**
Frais de licences	520 922,98 $	533 943,90 $	549 965,67 $	566 464,58 $	583 457,88 $	**2 754 755,01 $**

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération. En effet, cette solution est utilisée entre autres par le Service de l'eau, SPVM et le SIM, qui sont de compétence d'agglomération.

La dépense du contrat de renouvellement de support de logiciel Sigma-RH.net est passée de 1 439 544,49 $, taxes incluses, lors dernier renouvellement (CG20 007), à 2 754 755,01 $, taxes incluses, ce qui représente une augmentation de 91.36 %. Cet écart s'explique dans un premier temps par l'ajout d'un service d'hébergement de la solution, de même que le coût des travaux de migration et de transfert des données vers la solution infonuagique. L'augmentation de la portion service se voit également influencée par l'inflation et par l'augmentation du coût de l'expertise technologique sur le marché.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Poursuivre l'entente avec SIGMA-RH permet à la Ville :

- de respecter la réglementation en vigueur au Québec en lien avec les accidents de travail (CNESST);
- d'avoir le support technique pour la mise en place des correctifs d'anomalies;
- d'avoir un service d'hébergement offrant une haute disponibilité des ressources tout en assurant un haut niveau de sécurité des environnements de par les multiples certifications du fournisseur;
- de pouvoir suivre avec la CNESST les accidents de travail;
- de suivre les absences reliées aux accidents de travail et aux maladies professionnelles;
- d'utiliser les données pour la production des indicateurs de gestion.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Naim MANOUCHI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 438 402-1743
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-24

Djamila KHELLAF
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 438-823-5104
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne-Marie LAPORTE
Directeur(-trice) solutions d'affaires

Tél : 438-833-5392
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-09-27

Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247684005
Unité administrative responsable : **Service des technologies de l'information**
Objet : **Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour la migration vers le SaaS et le renouvellement du contrat du support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorités du Plan stratégique Montréal 2030 : 12 Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Poursuivre l'entente avec SIGMA-RH permet à la Ville :

- de respecter la réglementation en vigueur au Québec en lien avec les accidents de travail (CNESST);
- d'avoir le support technique pour la mise en place des correctifs d'anomalies;
- d'avoir un service d'hébergement offrant une haute disponibilité des ressources tout en assurant un haut niveau de sécurité des environnements de par les multiples certifications du fournisseur. de pouvoir suivre avec la CNESST les accidents de travail;
- de suivre les absences reliées aux accidents de travail et aux maladies professionnelles;
- d'utiliser les données pour la production des indicateurs de gestion.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**

3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
Équité • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
Accessibilité universelle • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

SIGMA-RH
SOLUTIONS RH INTELLIGENTES

Montréal, le 30 mai 2024

Ville de Montréal
Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan 9e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : attestation de propriété intellectuelle

Madame, Monsieur,

La présente est pour certifier que SIGMA-RH Solutions est propriétaire des titres de propriété de la solution logicielle SIGMA-RH ainsi que des codes sources y étant afférents. Puisque SIGMA-RH Solutions est l'idéateur et le créateur de cette solution logicielle, les droits de propriété intellectuelles nous appartiennent, à vie.

De ce fait, je vous confirme que SIGMA-RH Solutions est la seule entreprise autorisée à offrir la prestation de support technique et d'entretien de la solution logicielle SIGMA-RH.

Si vous avez besoin d'information complémentaires à ce sujet, merci de communiquer avec le soussigné.

Cordialement,

Olivier Laroche
Vice-président, administration
SIGMA-RH Solutions
T. 514 352-3814, poste 250
E. olivier.laroche@sigma-rh.com

SIGMA-RH

SOLUTIONS RH INTELLIGENTES



Levée de l'option de renouvellement du contrat d'entretien annuel du logiciel SIGMA-RH

Ville de Montréal

6 septembre 2024
Version n°2

Montréal

CONVENTION DE RENOUVELLEMENT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6 et représentée aux présentes par Me Yves Saindon dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LA « Ville »

ET : **SIGMA RH SOLUTIONS INC.**, personne morale dûment constituée sous les lois de la province de Québec, ayant son siège social au 4545, avenue Pierre-De Coubertin Est à Montréal, Québec H1T 1S9, représentée aux présentes par Olivier Laroche, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

CI-APRES DÉNOMMÉE « SIGMA-RH »

COLLECTIVEMENT NOMMÉES LES « PARTIES »

ATTENDU QUE SIGMA-RH détient les droits et les titres de propriété intellectuelle sur la solution de gestion des accidents de travail SIGMA-RH (la « Solution ») ;

ATTENDU QUE les Parties sont présentement liées jusqu'au 2 février 2020 en vertu du Contrat concernant l'entretien annuel sur la Solution convenu en octobre 2018 et entériné par la résolution CE 19 0049 de la séance ordinaire du comité exécutif du 16 janvier 2019 (le « Contrat ») ;

ATTENDU QUE les Parties ont signé une Convention de renouvellement pour la période de 2020 à 2025, telle qu'entérinée par le Comité Exécutif de la Ville en janvier 2020. Cette Convention comporte une option pour la période de 2025 à 2030, la Ville souhaitant maintenant lever cette option ;

ATTENDU QUE les parties désirent dès à présent convenir des modalités de levée de cette option;

EN CONCÉQUENCE DE QUOI, LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Les mots et expressions débutant par une lettre majuscule qui sont utilisés dans la présente convention et qui n'y sont pas définis ont le sens qui leur est donné au Contrat.

1.2. À l'exception des modifications inscrites au Chapitre 2, toute disposition du Contrat qui n'est pas modifiée par la présente convention demeure en vigueur.

1.3. Nonobstant sa date de signature, la présente convention est réputée entrer en vigueur et produire ses effets à compter du 3 février 2025.

2. RENOUVELLEMENT DU CONTRAT

2.1. Les parties conviennent de remplacer l'Article 4 du Contrat par le suivant :

Le présent Contrat prendra effet le 3 février 2025 et se terminera le 2 février 2030.

2.2. Les parties conviennent de remplacer l'Article 6.1 du Contrat par le suivant :

La Ville s'engage à payer à SIGMA-RH les sommes ci-après mentionnées, ainsi que les taxes afférentes à ces biens et services. Ce service comprend :

- L'hébergement de la Solution (production) sur les environnements Microsoft Azure de SIGMA-RH ;
- Le support et l'entretien annuel sur la Solution dans les versions supportées ;
- Un environnement de test sur la même version de la Solution ;
- La mise-à-jour obligatoire, une fois par 18 mois, vers la plus récente version supportée ;
- À chaque 18 mois, lorsque la Ville procède à la mise-à-jour : la maintenance sur les personnalisations de la même version de la Solution, étant entendu que la liste des personnalisations incluses dans le Contrat (1 à 8) demeure telle quelle.

Année du Contrat	Tarification annuelle *Hébergement par SIGMA-RH*
2025-2026	453 075 $
2026-2027	464 400 $
2027-2028	478 335 $
2028-2029	492 685 $
2029-2030	507 465 $

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DUMENT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION DE RENOUVELLEMENT.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Nom :

Date : _____

SIGMA-RH SOLUTIONS INC.

Par : _____
Olivier Laroche

Date : 6 Sept. 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247684005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division ressources humaines
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour la migration vers le SaaS et le renouvellement du contrat du support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1247684005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-25

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1248180002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la tenue de l'événement HUB Montréal du 21 au 23 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la tenue de l'événement HUB Montréal du 21 au 23 octobre 2024;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-09-27 09:11

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248180002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la tenue de l'événement HUB Montréal du 21 au 23 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme Antenne Créative vise à faire briller le savoir-faire des entreprises montréalaises en créativité numérique afin de stimuler de nouvelles collaborations, des échanges d'idées et, surtout, des retombées d'affaires. Chaque année, il met en place et présente l'événement d'affaires HUB Montréal, un grand rendez-vous des industries culturelles et créatives qui rassemble des entreprises créatives d'ici avec des acheteurs, investisseurs et décideurs internationaux.
L'organisme a bénéficié de contributions financières de la Ville lors des dernières éditions de HUB Montréal et a déposé une nouvelle demande de soutien financier pour la tenue de la 8e édition de l'événement en 2024, faisant l'objet du présent dossier décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0778 - 22 mai 2024 - Accorder un soutien financier à 9 organismes pour un montant totalisant 290 000 $ dans le cadre du Fonds de soutien aux marchés et vitrines culturels et créatifs 2024
CG23 0519 - 21 septembre 2023 - Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la mise en place de leur événement Hub Montréal, du 16 au 18 octobre 2023
CE23 0648 - 26 avril 2023 - Accorder un soutien financier à 8 organismes pour un montant totalisant 260 000 $ dans le cadre du Fonds de soutien aux marchés et vitrines culturels et créatifs 2023
CG22 0488 - 25 août 2022 - Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 125 000 $ à l'organisme Antenne Créative pour la mise en place de leur événement Hub Montréal, du 17 au 19 octobre 2022
CE22 0753 - 4 mai 2022 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $, à différents organismes dans le cadre du Fonds marchés et vitrines culturels et créatifs 2022

DESCRIPTION

La 8e édition de HUB Montréal, qui se déroulera du 21 au 23 octobre 2024 sous le thème «

Horizon(s) : Technologies de perception et d'action », a pour principaux objectifs de :

- Générer d'importantes retombées économiques pour les créateurs et pour les entreprises connexes qui les desservent;
- Positionner la ville en tant que destination nord-américaine du tourisme d'affaires culturel et comme carrefour incontournable des entreprises créatives à l'échelle internationale;
- Positionner Montréal en tant qu'incubateur des meilleures nouvelles tendances en créativité auprès de décideurs internationaux;
- Favoriser les maillages intersectoriels qui génèreront de nouvelles collaborations et synergies, et la création de propriété intellectuelle.

La programmation comprend :

- Des conférences d'invités internationaux;
- Des vitrines d'entreprises locales (présentations de projets);
- Des classes technologiques s'adressant aux studios montréalais;
- Des activités de réseautage, dont des midis-maillage entre vendeurs et acheteurs;
- Des ateliers et tables-rondes (échanges d'expertises et de connaissances);
- Un espace de démonstrations;
- Un parcours d'œuvres numériques dans le Quartier des spectacles servant de vitrine pour les acheteurs, également accessible au public.

Pour cette édition, l'organisme prévoit les résultats suivants :

- Achalandage total : 850 participants, dont 170 acheteurs et investisseurs internationaux
- Nombre d'entreprises exposant leur offre de produits : 50 entreprises
- Nombre de connexions d'affaires réalisées : 2000 rencontres
- Valeur totale des contrats potentiels découlant de l'événement déclarés par les entreprises participantes 6 mois après l'événement : 20 M$

Le budget global de l'événement est chiffré à 1 096 000 $. La contribution du Service du développement économique (SDÉ) de la Ville recommandée dans le cadre du présent dossier correspond à 12 % de ce budget.

L'organisme mobilise plusieurs partenaires financiers dans le cadre de l'événement, dont le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec (MEIE), le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC), la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), des regroupements sectoriels et des partenaires privés.

JUSTIFICATION

HUB Montréal est le seul événement-marché local qui soutient les producteurs d'œuvres numériques. Approchant sa 8e édition, Antenne Créative a démontré sa capacité à organiser un événement de qualité élevée, crédible et pertinent pour la commercialisation et l'internationalisation de la créativité numérique, un secteur stratégique de l'économie montréalaise, dans un environnement mondial hautement compétitif. L'événement a d'ailleurs connu une croissance d'une édition à l'autre.
L'événement rejoint et attire des professionnels et des entreprises de différents secteurs (nouvelles technologies, événementiel, arts vivants et numériques, médias, marques, etc.) et une bonne proportion de délégués internationaux (20 % dans la dernière édition). De façon proactive, l'organisme offre aussi aux participants un service de conciergerie pour faciliter les rencontres d'affaires et le maillage B2B, intersectoriel et international, qui font

partie de l'ADN de l'événement.

À l'image des éditions précédentes, la programmation variée de HUB Montréal 2024 maximise les occasions de rencontres entre les entreprises et les acheteurs, investisseurs et décideurs présents, ainsi que les opportunités de développement des affaires, d'exportation et de rayonnement local et international. L'événement contribue à positionner Montréal comme pôle d'expertise incontournable en créativité numérique.

La contribution initialement demandée par l'organisme était d'un montant de 150 000 $, soit 15 000 $ de plus que le montant recommandé de 135 000 $. Le montant recommandé est le même que celui octroyé pour l'édition 2023 de l'événement, principalement en raison du budget de production prévu cette année qui est du même ordre que celui de 2023 et compte tenu des budgets disponibles au SDÉ pour les événements d'affaires créatifs en 2024. Par ailleurs, Antenne Créative travaille actuellement à l'implantation de changements à sa gouvernance à la suite de l'adoption d'un plan à cet effet par son conseil d'administration.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 135 000 $. Les crédits sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat, en provenance de l'enveloppe Réflexe - axe 2 Montréal économique innovant / 2.5 Stimuler l'innovation dans les organisations en misant sur la recherche (Entente 150 M$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2).
Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années à l'organisme par la Ville (SDÉ) pour les projets de l'organisme ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé (décisions antérieures)			Soutien recommandé 2024	Versements		Soutien Ville (SDÉ) / projet global
		2021	2022	2023		1er versement (2024)	2e versement (2025)	
Antenne Créative	HUB Montréal 2024	-	125 000 $	135 000 $	135 000 $	94 500 $	40 500 $	12 %

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment quant aux priorités suivantes :

- Priorité 14 – Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
- Priorité 15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
- Priorité 20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Positionner Montréal comme un pôle de la créativité numérique et incubateur des studios créatifs;

- Contribuer au développement et au rayonnement des industries culturelles et créatives montréalaises sur la scène nationale et internationale;
- Stimuler l'exportation de nos produits culturels et de nos entreprises culturelles et créatives;
- Générer des retombées économiques importantes pour un secteur clé de l'économie de la métropole.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur (annexe 2 du projet de convention) et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Tenue de l'événement du 21 au 23 octobre 2024

- Bilan et reddition de comptes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-09-24

Emeric BOUCHER
commissaire - développement économique

Tél : 438-869-6275
Télécop. :

Simon DÉCARY
chef de division par intérim

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Payam ESLAMI
directeur(-trice) - entrepreneuriat

Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Eric LABELLE
directeur(-trice) de service - developpement economique

Tél : -
Approuvé le : 2024-09-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248180002
Unité administrative responsable : Service du développement économique
Projet : HUB Montréal 2024

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**x**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 14 – Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité 15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire 20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 14 – Stimuler l'émulation et l'innovation au sein des entreprises en créativité numérique montréalaises 15 – Générer des retombées commerciales et économiques importantes pour les entreprises créatives (nouveaux clients et contrats, développement de nouveaux marchés, exportation) 20 – Positionner Montréal comme un pôle d'expertise et leader dans le secteur de la créativité numérique			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1248180002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Objet :	Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la tenue de l'événement HUB Montréal du 21 au 23 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

Ci-jointe:

- Grille d'analyse Montréal 2030
- Résolution du C.A. autorisant le représentant de l'organisme à soumettre une demande de contribution financière

Grille Montreal 2030 Antenne Creative.pdf

Resolution CA Antenne Creative.pdf

Les documents disponibles relatifs à l'admissibilité des projets sont consignés par le Service de développement économique :

- lettres patentes;
- registraire des entreprises;
- états financiers;
- rapport annuel;
- copie de la police d'assurance responsabilité civile;

etc.

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emeric BOUCHER
commissaire - développement économique

Tél : 438-869-6275
Télécop. :

RESOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
M POUR MONTREAL / ANTENNE CREATIVE / FESTIVAL MONTREAL MUNDIAL
ADOPTÉE ET SIGNÉE EN DATE DU 20 MARS 2024

Les soussignés, étant tous les administrateurs de **M pour Montréal, Antenne Créative, Festival Montréal Mundial** (ci-après « **OBNLs** »), adoptent la résolution suivante :

CONSIDÉRANT QUE :
Sébastien Nasra doit prolonger son absence, qui a débuté le 15 juin, 2023, pour des raisons de santé et quitter pour une durée indéterminée (ci-après « **la période** ») ses fonctions de Directeur général des **OBNLs**.

IL EST RÉSOLU :

De nommer **David Dubé** au titre de Directeur général par intérim des **OBNLs** pendant une période indéterminée à compter du 7 mars 2024.

De nommer **André Picard** au titre de Président du Conseil d'administration des **OBNLs**. Il poursuit ses fonctions qu'il avait assumer par intérim.

De nommer **Pierre Bellerose** au titre de Vice-président du Conseil d'administration des **OBNLs**.

D'autoriser **David Dubé**, à signer toute convention et tout autre document y afférent pour le compte et au nom des **OBNLs**, notamment lors du dépôt d'une demande de subvention, ou une entente de subvention, de même qu'à faire toute chose opportune, nécessaire ou utile pour donner plein effet à cette résolution, au moment qu'il jugera opportun et selon les conditions et modalités qu'il pourra juger appropriées.

Signé le 20 mars 2024 à Montréal

Par André Picard, Président

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ANTENNE CRÉATIVE**, personne morale régie par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, dont l'adresse principale est le 4316, boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2W 1Z3, agissant et représentée par David Dubé, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 722281896
Numéro d'inscription TVQ : 1225413611

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme œuvre dans le domaine de la créativité numérique, travaillant à faire briller le savoir-faire des entreprises créatives montréalaises afin de stimuler de nouvelles collaborations, des échanges d'idées et des retombées d'affaires;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19, ci-après « **LCV** ») auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 LCV, et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1	« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
2.2	« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
2.3	« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
2.4	« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.5	« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
2.6	« **Responsable** » :	désigne le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7	« **Unité administrative** » :	désigne le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3. dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres contributeurs au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 LCV, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **CENT TRENTE-CINQ MILLE DOLLARS** (**135 000 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2024 :

5.2.1.1 une somme maximale de **QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE CINQ CENT DOLLARS** (**94 500 $**) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention.

5.2.2 Pour l'année 2025 :

5.2.2.1 une somme maximale de **QUARANTE MILLE CINQ CENT DOLLARS** (**40 500 $**) dans les trente (30) jours de la remise de la Reddition de comptes finale et de l'implantation des mesures du plan de gouvernance de l'Organisme à la satisfaction du Responsable, selon les modalités prévues à l'annexe 1 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention

(ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.5 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.6 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.7 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4316, boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2W 1Z3, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 1001, boulevard Robert-Bourassa, 28e étage, Montréal, Québec, H3B 4L4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

[Les signatures sont à la page suivante.]

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 26e e jour de septembre 20 2024

ANTENNE CRÉATIVE

Par : _____
David Dubé, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

TITRE DU PROJET

HUB Montréal 2024

DESCRIPTION DU PROJET

La 8e édition de HUB Montréal, qui se déroulera du 21 au 23 octobre 2024, a pour principaux objectifs de :

- Générer d'importantes retombées économiques pour les créateurs et pour les entreprises connexes qui les desservent;
- Positionner la ville en tant que destination nord-américaine du tourisme d'affaires culturel et comme carrefour incontournable des entreprises créatives à l'échelle internationale;
- Positionner Montréal en tant qu'incubateur des meilleures nouvelles tendances en créativité auprès de décideurs internationaux;
- Favoriser les maillages intersectoriels qui génèreront de nouvelles collaborations et synergies, et la création de propriété intellectuelle.

La programmation de HUB Montréal 2024 est conçue dans le but de maximiser les occasions de rencontres entre les entreprises et les acheteurs, investisseurs et décideurs présents, ainsi que les opportunités de développement des affaires, d'exportation et de rayonnement local et international. Elle comprend :

- Des conférences d'invités internationaux;
- Des vitrines d'entreprises locales (présentations de projets);
- Des classes technologiques s'adressant aux studios montréalais;
- Des activités de réseautage, dont des midis-maillage entre vendeurs et acheteurs;
- Des ateliers et tables-rondes (échanges d'expertises et de connaissances);
- Un espace de démonstration;
- Un parcours d'œuvres numériques dans le Quartier des spectacles servant de vitrine pour les acheteurs, également accessible au public.

RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs	Cibles
Production de l'événement (tarification, main d'œuvre, coordo, billetterie, réservations des salles, besoins techniques, signalétique et pavoisement, coordo des bénévoles, traiteurs)	• Billetterie en place • Main d'œuvre engagée • Salles et équipements réservés • Événement HUB Montréal 2024	• Nombre de participants • Retombées économiques	• 850 • 20 M$
Communications et promotion (graphisme, intégration contenu sur plateforme virtuelle, préparations sondages post-événements, relations de presse, promotion, infolettres)	• Éléments graphiques produits et diffusés selon les plateformes	• Nombre d'articles ou mentions dans les médias • Nombre d'impressions	• 20 • 6,5 M
Relations internationales (invitations des conférenciers, invités et modérateurs, coordo transport et hôtels)	• Professionnels internationaux confirmés • Avions et hôtels réservés	• Nombre de délégués internationaux • Nombre de rendez-vous d'affaires planifiés	• 170 • 2000
Programmation (thématique, appels de projets, prix HUB, sélection officielle des projets en vitrine, horaire, conférences, activités de maillage, réceptions)	• Entreprises créatives en vitrine sélectionnées • Prix HUB 2024 catégorisé et jury mis en place • Conférences, réceptions et activités de maillage confirmées et planifiées	• Nombre de conférenciers • Nombre d'entreprises créatives participantes • Nombre d'entreprises créatives en vitrine	• 15 • 150 • 50
Partenariats (structure de partenariat, inventaire des activités à commanditer, recueil des livrables pour partenaires, rapports de visibilité)	• Partenaires confirmés, activations produites, visibilité à l'événement centralisée dans un rapport	• Nombre de partenaires • Total commandites	• 45 • 356 000
Outils et technologie (mise en place plateforme virtuelle et billetterie, mise à jour site web)	• Plateforme virtuelle mise en place et fonctionnelle • Site web mis à jour avec l'édition 2024	• Nombre de visiteurs uniques	• 10 000

BUDGET PRÉVISIONNEL

	Total budgété
REVENUS	
Subventions / contributions financières	
Municipales	
Ville de Montréal - Fonds vitrine et marché	25 000
Ville de Montréal - Économique	150 000
Provinciales	
MEI: Programme Exportation – Organismes PAPDE	100 000
SODEC: Sodexport volet 5	90 000
MAMH: FSM - Volet 1	50 000
MCC: Appel de projets pour l'invitation à des diffuseurs et programmateurs hors Québec	50 000
MCC : Financement fonctionnement triennal	100 000
Autres	
Tourisme Montréal - Programme d'aide aux événements et aux festivals (PAEF)	25 000
Sous total (1)	**590 000**
Revenus autonomes	
Frais d'inscription (billetterie, entreprises en vitrines, activités de réseautage)	150 000
Dons	
Christie Digital	65 000
Banque Nationale	50 000
IQI	20 000
Disguise	12 500
Loto-Québec	10 000
Autres commanditaires en argent	198 500
Sous total (2)	**506 000**
Total des produits (sous total 1 + sous total 2)	**1 096 000**

DÉPENSES	
Salaires et avantages sociaux	
Salaires	180 000
Avantages sociaux	60 000
Sous total (3)	**240 000**
Autres charges directes	
Accueil invités internationaux	150 000
Frais de production	250 000
Honoraires professionnels	95 000
Publicité et promotion	35 000
Sous total (4)	**530 000**
Frais d'administration	
Assurances	4 500
Frais de représentation	10 000
Honoraires professionnels (services impartis Avalanche)	259 500
Loyer/taxes municipales	12 000
Autres frais de gestion (5% maximum) // ADMIN	20 000
Frais de contingence, s'il y a lieu (5% maximum)	20 000
Sous total (5)	**326 000**
Total des charges (sous total 3 + sous total 4 + sous total 5)	**1 096 000**

DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
Seules sont admissibles les dépenses **directement liées** à la réalisation du projet. Il peut s'agir : ● des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris); ● des coûts de location d'équipement ou de locaux; ● des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable; ● des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels); ● des frais de déplacement; ● d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés; ● des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; ● des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; ● les dépenses liées à l'achat de certains équipements.	● Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet; ● La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme; ● Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville. ● La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.

SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES

Reddition de comptes	Date de dépôt
Rapport final	Au plus tard le **31 mai 2025**

Le rapport final devra minimalement comprendre les éléments suivants :

1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

2. Protocole de visibilité

L'Organisme s’engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l’annexe 2.

3. Données et statistiques

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l’occasion, demander à l’Organisme :

- d'autres indicateurs en lien avec le Projet;
- de fournir une liste des bénéficiaires du Projet, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d’évaluation.

L’Organisme s’engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

4. Aspects budgétaires

L’Organisme s’engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l’utilisation des fonds.

5. Bilan de la mise en œuvre du plan de gouvernance

L’Organisme s’engage à fournir un bilan de l’implantation des mesures du plan de gouvernance présenté à la Ville en date du 27 mai 2024, lequel visait à répondre aux recommandations de la firme Arsenal conseils inc. quant à la gouvernance et à la structure financière de l'écosystème d'Avalanche Productions. Ce bilan doit détailler les mesures mises en place pour répondre aux recommandations de la firme, notamment pour les points suivants :

- Doter les OBNL d’une direction générale indépendante de l’actionnariat d’Avalanche Productions (prévu en février 2025 pour Antenne Créative);
- Doter les OBNL de conseils d’administration indépendants (indépendance complète du CA et de ses comités prévue en février 2025 pour Antenne Créative);
- Modifier l’entente de gestion entre Avalanche Productions et les OBNL de façon à favoriser l’autonomie et protéger les intérêts de l’OBNL (prévu en septembre 2024 pour Antenne Créative).

6. Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

Liens avec les orientations du plan stratégique Montréal 2030

Le projet à réaliser est en lien avec l'orientation « Stimuler l'innovation et la créativité » du plan stratégique Montréal 2030, dont les priorités suivantes :

- 14 – Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
- 15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
- 20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Liens avec les objectifs de la Ville en matière de développement économique

Le projet à réaliser est en lien avec l'orientation « Montréal économique rayonnant » du document Actions en développement économique 2023-2025, dont les actions :

- 4.2 – Accélérer l'internationalisation des entreprises et des organisations montréalaises
- 4.3 – Soutenir le rayonnement de Montréal économique

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions qu'**ANTENNE CRÉATIVE** (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »).

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

- S’assurer de reconnaître équitablement l’ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l’une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l’insertion du logo n’est pas possible.

2.1.3 Inclure l’une des mentions suivantes, selon la nature de l’Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d’activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l’entente [nom de l’Entente] »;

- « [Nom de l’Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d’une annonce importante ou d’un événement public :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l’une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;

- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l’avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;

- advenant la participation d’un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

    - en informer la personne responsable de la Ville,

    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l’avance et valider les règles protocolaires en matière d’événements publics ;

- Assurer l’accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu’elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.

- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;

- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;

- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;

- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;

- une revue de presse couvrant le Projet ;

- des photos du Projet ;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

    - le nombre d'abonnés ;

    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;

    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;

    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;

    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;

- le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248180002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Objet :	Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la tenue de l'événement HUB Montréal du 21 au 23 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDÉ - 1248180002 - Antenne Créative.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Agente comptable analyste
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-26

Dominique BALLO

Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2024/10/24 17:00

(2)

Dossier # : 1245548002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

Il est recommandé :

- d'approuver le projet d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-29 11:53

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245548002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

CONTENU

CONTEXTE

L'Agence de mobilité durable (l'Agence) a été constituée le 13 février 2019 par lettres patentes en vertu de l'article 220.4 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) (la Charte) dans le but d'instituer un organisme paramunicipal responsable de la gestion du stationnement (Politique de stationnement 2016). Le 1er janvier 2020, l'Agence amorçait officiellement ses activités liées exclusivement au stationnement et au réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques. Parallèlement à la création de l'Agence, en 2020, la réforme inscrite dans le projet de loi 17 du gouvernement du Québec est venue retirer à la Ville de Montréal le pouvoir de réglementer l'industrie du transport rémunéré de personnes par automobile (TRPA). Ces changements ont eu pour effet de réduire considérablement les revenus du Bureau du taxi de Montréal (BTM) et de limiter sa capacité à réguler les activités de TRPA. Devant cette situation, il a été décidé de fermer le Centre de service du BTM. Bénéficiant alors d'une aide financière temporaire du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) pour les années 2021 et 2022, le BTM a continué d'assumer les autres pouvoirs dévolus à la Ville de Montréal, soit les tâches de surveillance et de contrôle ainsi que la gestion du Registre des taxis. L'aide financière du MTMD n'ayant pas été renouvelée pour l'année 2023, la Ville de Montréal a décidé de renoncer aux pouvoirs qu'elle exerçait à l'égard de la surveillance et du contrôle de l'industrie du taxi et du TRPA.

Toutefois, la Ville veut maintenir une veille sur l'industrie du taxi et du TRPA et les relations avec ses acteurs. Elle désire également préserver le Registre des taxis et valoriser ses données. Il est donc souhaité que l'Agence prenne en charge ce mandat et le personnel qui exerçait ces tâches au sein du BTM.

Afin de concrétiser cette volonté, le 1er juin 2023, le gouvernement du Québec a approuvé la demande de modification de l'article 220.4 et l'abrogation des articles 220.1 à 220.3 de la Charte. Ainsi, les nouveaux pouvoirs pouvant être confiés à l'Agence sont les suivants :

220.1. La ville peut demander la constitution d'un organisme à but non lucratif

destiné à développer et à gérer le stationnement ainsi qu'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques.

Cet organisme peut également exercer toute compétence, à l'exception d'une compétence de nature réglementaire, que la ville lui délègue :

1° parmi celles visées à la sous-section 9 de la section Il du chapitre III de la présente charte;

2° afin de favoriser la mobilité, dont la mobilité durable ou partagée, et ce, malgré l'article 1 de la présente annexe;

3° parmi les pouvoirs qui sont délégués à la ville par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (chapitre T-11.2).

Une municipalité reconstituée de l'agglomération de Montréal peut conclure avec cet organisme une entente visant à lui confier l'exercice de toute compétence prévue au premier ou au deuxième alinéa, avec les adaptations nécessaires.

L'organisme peut se livrer à des activités commerciales connexes aux fins mentionnées au premier alinéa et aux paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa. Il peut, à ces mêmes fins et à celles mentionnées au paragraphe 3° du deuxième alinéa, accorder des subventions.

Aux fins du présent article, la résolution par laquelle le conseil d'agglomération délègue l'une de ses compétences doit être adoptée à la majorité des voix des membres qui représentent la municipalité centrale et à la majorité de celles des membres qui représentent les municipalités reconstituées.

En septembre 2023, le conseil d'agglomération a approuvé la dissolution du BTM en prévision de la fin de sa mission prévue au plus tard le 31 décembre 2023.

En 2024, les lettres patentes supplémentaires ont été émises afin de permettre à l'Agence d'exercer toute compétence que la Ville lui délègue parmi les pouvoirs qui sont délégués à la Ville par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, T-11.2), conformément à l'article 220.1 de la Charte;

L'Agence a pour objet :

a) de développer et de gérer le stationnement et un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques;

b) d'exercer les activités confiées par la Ville dont la matière est visée à la sous-section 9 de la section II du chapitre III de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

c) de favoriser la mobilité, dont la mobilité durable ou partagée, et ce, malgré l'article 1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

d) d'exercer les pouvoirs qui sont délégués à la Ville par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, c. T-11.2).

L'Agence ne peut exercer de compétence de nature réglementaire.

L'Agence peut conclure une entente, visant à lui confier l'exercice de toute compétence prévue au premier alinéa, avec une municipalité reconstituée de l'agglomération de Montréal, avec les adaptations nécessaires.

L'Agence peut se livrer à des activités commerciales connexes aux fins mentionnées aux paragraphes a), b) et c) du premier alinéa.

Elle peut également, aux fins des objets mentionnés au premier alinéa, accorder des subventions.

Considérant que le transport collectif de personnes est une compétence d'agglomération, le présent sommaire décisionnel vise à approuver le projet d'entente entre l'Agglomération et l'Agence pour la poursuite des activités en matière de TRPA. Étant donné qu'il s'agit d'une compétence d'agglomération, et en vertu de l'article 220.1 de la Charte, une délégation de ces activités à l'Agence nécessitera une approbation à la majorité des voix des membres qui représentent la municipalité centrale et à la majorité de celles des membres qui représentent les municipalités reconstituées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0240 - 16 mai 2024 - Approuver un projet d'acte de cession par lequel le BTM cède à la Ville de Montréal l'ensemble de ses biens meubles et immeubles, corporels et incorporels, liés à ses activités, sans considération monétaire.
CG23 0520 - 21 septembre 2023 - Approuver la dissolution du BTM en prévision de la fin de sa mission prévue au plus tard le 31 décembre 2023 / Approuver la nomination de M. Sylvain Tousignant à titre de liquidateur des actifs de l'organisme.

CG23 0451 - 24 août 2023 - Autoriser une requête en vue de la délivrance de lettres patentes supplémentaires de l'Agence et mandater le directeur général de la Ville de Montréal pour transmettre au gouvernement du Québec tous les documents requis pour y donner suite.
CM22 1096 - 19 septembre 2022 - Approuver un projet d'addenda 1 à l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence (CM19 1364) afin de préciser les rôles et responsabilités de chaque partie dans la gestion des terrains de stationnement.

CE21 1261 - 4 août 2021 - Demander au gouvernement du Québec de modifier l'article 220.4 de l'annexe C de la Charte afin d'élargir le champ d'activités de l'Agence en matière de mobilité.

CM19 1364 - 16 décembre 2019 - Approuver un projet d'entente à intervenir entre l'Agence et la Ville de Montréal, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2020.

CM18 1148 - 17 septembre 2018 - Constituer une société paramunicipale destinée à développer et à gérer, sur le territoire de la Ville de Montréal, le stationnement ainsi qu'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques et nommer son conseil d'administration / Autoriser la résiliation de l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Société en commandite Stationnement de Montréal (CO95 00785 - modifiée), conditionnellement à la création de l'Agence.

CG16 0438 - 22 juin 2016 - Adopter la Politique de stationnement.

DESCRIPTION

Le projet d'entente sera d'une durée de vingt-quatre mois, renouvelable pour une durée de douze mois, afin d'assurer notamment la poursuite des activités de mobilité à la demande et du TRPA. Bien que la Charte et les lettres patentes permettent également à l'Agence de prendre en charge d'autres activités relevant des compétences de l'agglomération telles que celles reliées à la circulation, au développement économique et au stationnement, celles-ci seront encadrées dans une entente ultérieure.
Les principales responsabilités à confier à l'Agence concernent :

- la mise en place d'actions visant à assurer le maintien des relations et des communications ainsi que d'accompagner et d'informer l'industrie, les partenaires et les organisations impliquées dans le TRPA;

- la réalisation d'actions visant à stimuler l'innovation technologique, l'expérimentation et les pratiques innovantes en matière de TRPA.

Deux dossiers décisionnels sont soumis parallèlement au présent dossier :

- Un dossier décisionnel concernant une cession d'actifs de la Ville à l'Agence (1245548003). Le 16 mai 2024, le conseil d'agglomération a approuvé la cession des actifs du BTM à la Ville de Montréal (CG24 0240). La cession de certains de ces actifs à l'Agence lui permettrait d'assurer la réalisation de ses nouvelles responsabilités.
- Un dossier décisionnel pour une convention de prêt de services (2245599001). Afin d'assurer la réalisation des nouvelles responsabilités de l'Agence, deux ressources de la Ville de Montréal seraient prêtées à l'Agence pour la durée de l'entente.

JUSTIFICATION

Il est nécessaire que l'Agglomération et l'Agence conviennent d'une entente fixant leurs obligations respectives et mutuelles et leur mode de fonctionnement. L'entente proposée respecte les obligations légales des parties et permettra à l'Agence d'assurer la poursuite des activités jugées essentielles pour le bon fonctionnement de l'écosystème du TRPA sur l'île de Montréal et de concrétiser les attentes de l'Agglomération en matière de mobilité à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tout en respectant les mêmes principes que l'entente en vigueur entre la Ville et l'Agence, le partage des revenus et dépenses en lien avec les activités relevant du conseil d'agglomération se détaillera comme suit :

- Revenus : 100 % à l'agglomération
    - La présente entente donne de nouvelles responsabilités à l'Agence qui lui permettront de produire de nouveaux revenus.
- Dépenses : 100 % à l'agglomération
    - Les ressources de la Ville, les activités de l'Agence et les frais de gestion seront financés selon le budget de l'Agence approuvé par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Il est cohérent avec les engagements relatifs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais il ne participe pas à la diminution des vulnérabilités climatiques. Ce dossier contribue aux engagements en matière d'équité et d'accessibilité universelle, mais il ne s'applique pas à ceux concernant l'inclusion.
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver le projet d'entente ferait que l'Agence ne pourrait réaliser aucune activité liée au TRPA, ce qui pourrait nuire à l'industrie du taxi de Montréal qui bénéficie grandement des services offerts tels que le Registre des taxis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cession d'actifs de la Ville à l'Agence

- Convention de prêt de services pour les membres du personnel de la Ville
- Prise en charge des activités liées à la mobilité à la demande et au TRPA par l'Agence

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent - Ext CHEVROT, Agence de mobilité durable
Karine MARTEL, Service des affaires juridiques
Richard GRENIER, Service des technologies de l'information

Lecture :

Karine MARTEL, 3 juillet 2024
Laurent - Ext CHEVROT, 3 juillet 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lili CLAES
Conseillère en aménagement

Tél : 5142802918
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-05-16

Pascal LACASSE
chef(fe) de division

Tél : 5145660658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Karim CHAREF

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU

chef(fe) de division - Planification des secteurs stratégiques
Tél : - -
Approuvé le : 2024-07-25

directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2024-07-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245548002*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré des personnes par automobile.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Ce projet permettra à l'Agence d'assurer la poursuite des activités jugées essentielles pour le bon fonctionnement de l'écosystème du TRPA sur l'île de Montréal et de concrétiser les attentes de l'agglomération en matière de mobilité à la demande.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245548002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Objet :	Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme l'entente-cadre à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable. Les documents de l'Annexe 1 joints à la présente intervention n'ont pas été validés par la soussignée puisque le contenu est technique.

FICHIERS JOINTS

2024-09-06 V-F AMD - Entente-cadre Agglo-Agence - septembre 2024 visée.pdf

20240524_AMD_TRPA_Mise en contexte et présentation du plan d'action.pdf

20240524_AMD_TRPA_plan d'action.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 438-350-6953

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-06

Julie DOYON
Avocate
Tél : 438-350-6953
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

6 septembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE-CADRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

T.P.S. : 121364749RT 0001;

T.V.Q. : 1006001374TQ0002;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE**, personne morale à but non lucratif constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), dont l'adresse principale est au 2100, rue Drummond, bureau 500, Montréal, Québec, H3G 1X1, agissant et représentée aux présentes par Isabelle Cadrin, présidente du conseil d'administration et Laurent Chevrot, directeur général, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

T.P.S. : 755904273;

T.V.Q. : 12270931f33;

Ci-après appelée l'« **Agence** »

La Ville et l'Agence sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente entente comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE l'Agence a été constituée par lettres patentes délivrées par le Lieutenant-gouverneur du Québec en vertu de l'article 220.4 (remplacé par l'article 220.1) de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (ci-après la « Charte »);

ATTENDU QUE des lettres patentes supplémentaires ont été émises afin de permettre à l'Agence d'exercer toute compétence que la Ville lui délègue parmi les pouvoirs qui sont délégués à la Ville par la *Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile* (RLRQ, T-11.2), conformément à l'article 220.1 de la Charte;

ATTENDU QUE dans le respect des orientations municipales et dans une optique de mobilité durable, la Ville souhaite confier à l'Agence des activités liées à la Mobilité à la

demande, définie ci-après, dont le TRPA, défini ci-après, sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE des ententes particulières seront conclues entre la Ville et l'Agence afin de permettre à l'Agence de réaliser sa mission et d'assumer les responsabilités qui lui sont confiées en vertu de la présente entente, dont notamment une convention de prêt de services d'employés syndiqués;

ATTENDU QUE les Parties désirent s'entendre sur un partage des responsabilités et sur les modalités administratives en vue d'assurer l'efficacité de leurs interventions respectives et de respecter les principes de collaboration mutuelle;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) (ci-après « LCV ») et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Agence;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Dans la présente entente, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	Plan d'action annuel de l'Agence pour les activités liées au TRPA, ci-après défini.
« **Annexe 2** » :	Liste des services administratifs et opérationnels de soutien fournis par la Ville à l'Agence, incluant les services d'informatique.
« **Directeur** » :	Le directeur du Service ou son représentant désigné.
« **Frais de gestion** » :	Constitués du montant des charges d'opération et de fonctionnement de l'Agence relatives au TPRA, comme indiqué dans ses états financiers internes, plus les taxes applicables.
« **Mobilité à la demande** » :	Service qui vise à offrir des solutions de transport personnalisées et flexibles en fonction des besoins des utilisateurs, y compris le TRPA.
« **Plan d'action annuel** » :	Plan d'action annuel de l'Agence pour les activités liées au TRPA, ci-après défini, joint à l'Annexe 1.
« **Service** » :	Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville.

« **TRPA** » : Transport rémunéré de personnes par automobile.

1.2 Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de la présente entente.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'établir les responsabilités que la Ville confie à l'Agence relativement au TRPA.

3. RESPONSABILITÉS DE L'AGENCE

L'Agence s'engage à assumer les responsabilités prévues à la présente entente dans le respect des orientations municipales et dans une optique de mobilité durable.

3.1 Bonification des services

L'Agence est responsable d'exercer les activités permettant de bonifier les services de TRPA dans l'écosystème de la mobilité au sein de l'agglomération, incluant la veille de l'écosystème de l'industrie du TRPA, en mettant en œuvre des stratégies et de meilleures pratiques, ainsi que le recours à des outils technologiques visant à mesurer et à améliorer le service et la satisfaction des clients.

3.2 Relations et communications avec l'industrie

La Ville confie à l'Agence les responsabilités de la mise en place d'actions visant à assurer le maintien des relations et des communications ainsi que d'accompagner et d'informer l'industrie, les partenaires et les organisations impliquées dans le TRPA.

3.3 Innovation technologique

La Ville confie à l'Agence les responsabilités de gestion du Registre du taxi de Montréal, ainsi que la réalisation d'actions visant à stimuler l'innovation technologique, l'expérimentation et les pratiques innovantes en matière de TRPA.

4. ADMINISTRATION DE L'AGENCE

L'Agence est responsable de fixer ses orientations stratégiques pour toutes activités en matière de TRPA au moyen du Plan d'action annuel.

Afin d'assurer sa bonne gouvernance, l'Agence doit définir ses règles et se doter de politiques, de directives et de pratiques qui assurent une bonne gestion, dans une optique visant à la fois l'efficacité, la transparence, la saine gouvernance et l'imputabilité de l'Agence.

5. OBLIGATIONS DE L'AGENCE

L'Agence s'engage à se conformer aux documents d'orientations, règles, normes et procédures qui lui seront communiquées par la Ville, sous réserve des observations qu'elle pourrait y formuler conformément aux présentes.

5.1 Plan d'action annuel

L'Agence doit, selon les priorités convenues avec la Ville et le partage des rôles et responsabilités assumés par chacune des Parties, élaborer un Plan d'action annuel, lequel devra identifier les objectifs concrets et opérationnels, ainsi que les moyens pour concrétiser ses engagements et orientations en matière de TRPA.

5.2 Conseil stratégique

L'Agence assure un rôle de conseil stratégique auprès de la Ville qui fait appel à son leadership, sa compétence et son domaine d'expertise à l'égard du développement de politiques, d'orientations, de directives, d'études et de recherches, de collectes de données et de mesures concrètes en ce qui a trait à la Mobilité à la demande.

5.3 Communications

L'Agence doit développer et mettre en œuvre des stratégies de communication et de marketing reliées à ses services et à ses activités en matière de TRPA.

5.4 Gestion des ressources financières

Les informations financières liées au TRPA, objet des présentes, sont incluses et identifiées distinctement des activités relevant de la compétence de la Ville dans les états financiers, le budget de fonctionnement et d'immobilisation de l'Agence.

L'Agence :

a) doit produire de l'information financière fiable;

b) doit transmettre à la Ville aux dates et selon la forme et la teneur qui lui auront été signifiées :
   - son budget de fonctionnement lié au TRPA et, le cas échéant, d'immobilisation;
   - ses états financiers audités;
   - le rapport de l'auditeur;
   - tout autre renseignement sur ses activités, le cas échéant.

c) doit transmettre à la Ville mensuellement une facture relative à l'objet des présentes.

Pour des fins d'efficacité et de saine gestion, la Ville pourra regrouper en une seule facture émise mensuellement toutes les sommes dues par l'Agence à la Ville en regard des services reçus de la Ville et des ententes particulières ayant été conclues entre la Ville et l'Agence, à l'exclusion de toute entente intervenue entre le conseil municipal de la Ville et l'Agence. L'Agence acquittera mensuellement les factures reçues de la Ville dans un délai de trente (30) jours de leur réception.

5.5 Rapport annuel d'activités

L'Agence doit produire et publier annuellement un rapport d'activités selon la forme et le contenu convenu avec le Service.

5.6 Gestion des ressources humaines

Par principe d'équité, l'Agence doit établir les conditions de travail applicables à ses employés en cohérence avec celles applicables aux employés de la Ville.

Pour remplir sa mission et les responsabilités qui lui sont confiées en vertu de la présente entente, l'Agence s'engage à utiliser les services des employés syndiqués visés par les conventions de prêt de services conclues avec la Ville.

La Ville fournira les outils informatiques ainsi que le soutien en regard de la gestion des employés prêtés à l'Agence par la Ville, le tout sous réserve des règles d'accès déterminées par la Ville.

5.7 Devoir de renseigner

L'Agence s'engage à prévenir le Directeur dans les meilleurs délais, de tout événement ou situation susceptibles d'entraîner un recours judiciaire dans le cadre de ses activités.

6. OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 La Ville s'engage à :

a) faire connaître à l'Agence ses orientations, politiques et attentes en matière de TRPA.

b) verser à l'Agence des honoraires correspondant aux Frais de gestion. Ces Frais de gestion pourront être ajustés en fin d'année financière à la suite du dépôt des états financiers audités de l'Agence.

c) fournir à l'Agence les services administratifs et opérationnels de soutien décrits à l'Annexe 2.

7. COLLABORATION MUTUELLE

Les Parties conviennent de respecter les principes de collaboration suivants qui tiennent compte du fait que l'Agence constitue une personne morale autonome :

a) À moins qu'il en soit autrement convenu ou si la Ville estime que l'intérêt d'une saine gestion des deniers publics l'exige, l'Agence et la Ville ne sont pas tenues de recourir aux services l'une de l'autre;

b) Les représentants de la Ville qui agissent à titre d'observateurs tiendront informé le conseil d'administration de l'Agence des orientations municipales en matière de Mobilité à la demande et lui transmettront toutes les informations utiles pour la conduite des affaires de l'Agence. Ils assisteront l'Agence dans l'élaboration du Plan d'action annuel et veilleront à ce que ce dernier respecte les orientations et les attentes de la Ville.

L'Agence évalue l'impact des documents d'orientations et des responsabilités qui lui sont confiées sur ses activités et ses ressources financières et informe, s'il y a lieu, la Ville, de toute réserve qu'elle peut avoir quant à son exécution.

8. ASSURANCES

L'Agence doit souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente entente, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

9. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente a une durée de vingt-quatre (24) mois et entre en vigueur à la date de la dernière signature de l'entente par les Parties.

La présente entente se renouvelle automatiquement aux mêmes conditions par période de douze (12) mois à moins que l'une des Parties n'avise l'autre par un préavis d'au moins six (6) mois de son intention de mettre fin à l'entente ou d'en renégocier les conditions.

10. APPLICATION DE L'ENTENTE

Le Directeur et le directeur général de l'Agence ou son représentant dûment autorisé sont responsables de l'application de la présente entente.

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Entente complète

La présente entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

11.2 Divisibilité

Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tels droit ou recours.

11.4 Modification à la présente entente

Aucune modification aux termes de la présente entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

11.5 Lois applicables et juridiction

La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.6 Ayants droit liés

La présente entente lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.7 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

11.8 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente entente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Agence

L'Agence fait élection de domicile au 2100, rue Drummond, bureau 500, Montréal (Québec) H3G 1X1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la direction

générale. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Agence fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.105, Montréal (Québec) H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

EN FOI DE QUOI, **LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le..... e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le..... e jour de ..... 20__

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

Par : _____
Isabelle Cadrin
Présidente

Par : _____
Laurent Chevrot
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de Montréal, le _____e jour de _____ 2024 (Résolution CG).

ANNEXE 1

Plan d'action annuel de l'Agence de mobilité durable

PDF 1 : *20240524_AMD_TRPA_plan d'action*

PDF 2 : *20240524_AMD_TRPA_Mise en contexte et présentation du plan d'action*

ANNEXE 2

Liste des services administratifs et opérationnels de soutien fournis par la Ville à l'Agence, incluant les services d'informatique.

Service des technologies de l'information

La Ville fournit à l'Agence l'hébergement du Registre du taxi de Montréal ainsi que le soutien technique requis pour les services de maintien et d'évolution du Registre du taxi de Montréal, lequel sera fourni par le Service des technologies de l'information de la Ville (ci-après le « STI »). Le soutien technique du STI se limite à une valeur annuelle maximale de 200 000 $, excluant toutes taxes applicables, et sera financé en totalité par l'Agence selon le budget annuel octroyé par la Ville au regard du TRPA.

Le STI et l'Agence établissent en collaboration la priorisation des livrables pour l'année à venir, en tenant compte du calendrier budgétaire.

Le STI est également responsable de la mise en place de rencontres de suivi de projets périodiques et s'assure de faire tester et de contrôler la qualité des livrables avant leurs mises en production.

Finalement, le STI devra transmettre à l'Agence, selon les modalités et la fréquence ayant été déterminées, un rapport faisant état de l'avancement des travaux et des heures travaillées.



Plan d’actions du TAD à l’Agence

En date du 24 mai 2024

Agence de mobilité durable

Contexte et mandat conféré à l'Agence

À la suite à l'adoption de la *Loi sur le transport rémunéré de personnes par automobile* (TRPA), la *Ville de Montréal* a signifié au gouvernement du Québec son intention d'entretenir ses relations avec l'industrie afin de préserver certains acquis du Bureau du taxi de Montréal (BTM) et maintenir une veille sur les activités de transport à la demande sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

À la suite de quoi, le gouvernement a approuvé les modifications à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU), accordant des pouvoirs habilitant à la Ville pour qu'elle puisse déléguer à *l'Agence de mobilité durable* (Agence) des compétences en matière de transport à la demande TAD.

Notamment, la Ville souhaite confier les activités suivantes à l'Agence, lesquelles doivent être inscrites dans une entente avec l'Agglomération de Montréal :

- Les activités permettant de bonifier les services de transport à la demande (TAD), en mettant en œuvre des stratégies et les meilleures pratiques, ainsi que le recours à des outils technologiques visant à mesurer et à améliorer le service et la satisfaction des clients.
- Les initiatives servant le maintien des liens et des communications avec l'industrie du TAD, dans le but d'améliorer le service et la sécurité des clients et des chauffeurs.
- Les activités visant à stimuler l'innovation technologique, l'expérimentation et les pratiques innovantes en matière de TAD, ainsi que de gestion du *Registre du taxi* de Montréal.

Les activités réalisées devront être en adéquation avec les orientations inscrites :

- Plan stratégique Montréal 2030;
- Stratégie d'électrification des transports de Montréal;
- Plan stratégique organisationnel de l'Agence.

Justificatifs du transfert des activités

À plusieurs égards, les activités du TAD transférées s'inscrivent dans celles déjà déléguées à l'Agence par la Ville :

- La gestion des postes d'attente s'inscrit dans celle de la bordure de rue et dans le développement des pôles de mobilité.
- Le développement d'un transport accessible pour tous à la demande passe par une surveillance accrue des zones réservées au transport adapté.
- La transition énergétique de la flotte de véhicules certifiés passe par une gestion des bornes de recharge électrique adaptée aux besoins de l'industrie du TAD.
- Le développement et la valorisation du « *Registre du taxi* » profitera de la modernisation de l'application mobile de l'Agence.
- Permettre à l'Agence de devenir l'interlocuteur principal entre la Ville et l'industrie dans une optique d'amélioration de la qualité des services, notamment par la gestion de la marque « Bonjour ».
- Faire rayonner l'expertise en mobilité de Montréal et celle développée au cours des dernières années en matière de TAD.

Principes d'intégration du TAD à l'Agence

- Passer d'un rôle de coercition à un rôle de rassembleur et d'influence.
- Préserver et mettre à profit l'expertise, tant tactique, que stratégique, acquise par le Bureau du taxi de Montréal (BTM), ainsi que ses relations privilégiées avec l'industrie.
- Valoriser les actifs transférés tel que la marque « Bonjour » et le « Registre du taxi ».
- Refléter le rôle de l'industrie comme composante essentielle du système de transport urbain.

Structure générale du plan d'actions

Axe stratégique 1 – Le client

Volet 1 – Stimuler la qualité de service et l'orientation client
Volet 2 – Favoriser l'accessibilité des services pour tous

Axe stratégique 2 – Le chauffeur

Volet 3 – Former et accompagner les chauffeurs
Volet 4 – Sensibiliser les chauffeurs

Axe stratégique 3 – L'industrie

Volet 5 – Intégrer et valoriser les nouvelles technologies
Volet 6 – Gérer et promouvoir les marques de commerce transférées à l'Agence
Volet 7 – Maintenir et animer les relations avec l'industrie
Volet 8 – Assurer une veille stratégique et effectuer la promotion des modes partagés
Volet 9 – Participer à la transition énergétique et à la diminution des émissions polluantes

Axe stratégique 1 – Le client

Volet 1 – Stimuler la qualité de service et l'orientation client

- Intervention 1 – Poursuivre le programme de clients mystères pour le TAD.
- Intervention 2 – Mener le *Comité expérience client, sécurité et accessibilité.*
- Intervention 3 – Participer au comité d'évaluation des antécédents judiciaires.

Volet 2 – Favoriser l'accessibilité des services pour tous

- Intervention 4 – Promouvoir le développement d'une offre de transport à la demande accessible en tout temps pour les personnes à mobilité réduite.
- Intervention 5 – Poursuivre la collaboration avec la STM en lien avec le transport adapté.
- Intervention 6 - Identifier et contribuer à l'amélioration de la bordure de rue pour les usagers du transport adapté.

Axe stratégique 2 – Le chauffeur

Volet 3 – Former et accompagner les chauffeurs

- Intervention 7 – Former et accompagner les chauffeurs dans le virage électrique.
- Intervention 8 – Former les chauffeurs à l’égard des comportements attendus auprès des clients à mobilité réduite.
- Intervention 9 – Développer un médium de communication s'adressant aux acteurs de l'industrie.

Volet 4 – Sensibiliser les chauffeurs

- Intervention 10 – Promouvoir les programmes d’aide aux personnes en situation de vulnérabilité.
- Intervention 11 – Sensibiliser les chauffeurs à l’égard des comportements attendus aux postes d’attente.

Axe stratégique 3 – L’industrie

Volet 5 – Intégrer et valoriser les nouvelles technologies dans le TAD

- Intervention 12 – Poursuivre les activités du comité *Innovation technologique*
- Intervention 13 – Poursuivre le développement du *Registre des taxis*
- Intervention 14 – Élaborer une stratégie de valorisation des données issues du *Registre des taxis*

Volet 6 – Gérer et promouvoir les marques de commerce transférées à l’Agence

- Intervention 15 – Valoriser la marque de commerce Bonjour transférée à l’Agence
- Intervention 16 – Relancer les programmes d’aide financière pour l’apposition de la marque Bonjour

Volet 7 – Maintenir et animer les relations avec l’industrie

- Intervention 17 – Redémarrer la *Journée de l’industrie*
- Intervention 18 – Valoriser la communauté d’artisans
- Intervention 19 – Faire rayonner Montréal en participant aux associations et congrès pertinents

Axe stratégique 3 – L’industrie (Suite)

Volet 8 – Assurer une veille stratégique et promouvoir les modes partagés

- Intervention 20 – Promouvoir le rôle de l’industrie auprès des acteurs de l'écosystème de la mobilité
- Intervention 21 – Procéder à une veille stratégique et technologique des tendances en ce qui a trait au transport à la demande

Volet 9 – Participer à la transition énergétique et à la diminution des émissions polluantes

- Intervention 22 – Soutenir le développement d’un réseau de postes d’attente.
- Intervention 23 – Développer et maintenir un cadre régissant l’utilisation des postes d’attente.
- Intervention 24 – Accélérer la transition énergétique de l’industrie.

Direction du transport à la demande - Liste des activités 2024-2025-2026

Mise à jour : 24-mai-24

	VOLET 1 – Stimuler la qualité de service et l'orientation client	VOLET 2 – Favoriser l'accessibilité des services pour tous	VOLET 3 – Former et accompagnr les chauffeurs	VOLET 4 – Sensibiliser les chauffeurs	VOLET 5 – Intégrer et valoriser les nouvelles technologies	VOLET 6 – Gérer et promouvoir les marques de commerce transférées à l'Agence	VOLET 7 – Maintenir et animer les relations avec l'industrie	VOLET 8 – Assurer une veille stratégique et promouvoir les modes partagés	VOLET 9 – Participer à la transition énergétique et à la diminution des émissions polluantes
Activités 2024	Renouvellement du programme de clients mystères pour le TRPA				Révision de la charte du comité Innovation technologique et maintien des rencontres mensuelles	Transfert de la marque «Bonjour» et «Taxis Montréal»	Tournée 2024 des partenaires et des membres de l'industrie du TRPA	Participation aux congrès et activités relatifs au TRPA	Participation au plan d'électrification de l'industrie du taxi en collaboration avec le SUM
	Participation au comité d'évaluation des antécédents judiciaires				Réalisation de la feuille de route TI VDM 2024 pour le développement et le maintien de la plateforme du Registre du taxi	Gestion du programme d'aide financière pour l'apposition de l'image de marque Bonjour	Organisation de l'UITP à Montréal: Comité Transport à la demande		
					Intégration du Registre du taxi à l'application Transit.		Redémarrage de la journée de l'industrie du TRPA		
Activités 2025	Renouvellement du programme de clients mystères pour le TAD	Mise-à-jour du projet Service de transport accessible à la demande 24/7 pour les personnes à mobilité réduite	Recherche et dépôt de dossier de financement et déploiement du programme de sensibilisation des chauffeurs aux solutions à zéro émission.	Sensibilisation des chauffeurs aux différents programmes existants d'électrification	Maintien des rencontres comité Innovation technologique	Poursuite de la gestion du programme d'aide financière pour l'apposition de l'image de marque Bonjour	Mise à jour du contenu du site web pour des fins de migration vers l'Agence	Participation aux congrès et activités relatifs au TAD	Participation au plan d'électrification de l'industrie du taxi en collaboration avec le SUM
	Remise en place du comité expérience client, sécurité et accessibilité	Démarche pour l'obtention d'une aide financière pour la mise-en place du projet Service de transport accessible à la demande 24/7 pour les personnes à mobilité réduite	Analyse des besoins concernant la production d'un médium de communication s'adressant aux acteurs de la mobilité		Réalisation de la feuille de route TI VDM 2025 pour le développement et le maintien de la plateforme du Registre du taxi	Valorisation de la marque de commerce Bonjour et respect des bonnes pratiques	Redémarrage de la journée de l'industrie du TAD	Représenter le TRPA dans les initiatives des modes partagés et de la mobilité intégrée dont le Taxi-partage et transport à la demande	Élaboration d'une stratégie pour le développement des postes d'attente taxi
	Participation au comité d'évaluation des antécédents judiciaires	Sécurisation de l'embarquement/débarquement du service de transport adapté			Analyse du transfert du Registre vers l'infrastructure de l'Agence		Positionnement de l'Agence dans le TRPA auprès des instances gouvernementales et l'industrie		Veille sur les programmes de subvention - Postes de recharge
					Poursuite du projet Transit, an 2				
					Élaboration de la stratégie de valorisation des données du Registre des taxis				
					Étude et exploration des cas d'usage du partage de données du taxi				
					Intégration à d'autres planificateurs de trajets et applications				
					Travaux d'anonymisation et d'assainissement des données du Registre des taxis en vue du partage vers le projet de portail de données de l'Agence				
					Pérennisation de l'outil Octavi crée par l'École Polytechnique, recherche et développement de nouveaux indicateurs				
Activités 2026 et après	Poursuite du programme de clients mystères pour le TRPA	Lancement du service accessible à la demande 24/7 pour les personnes à mobilité réduite	Refonte du programme de chauffeurs ambassadeurs en collaboration avec Tourisme Montréal et l'aéroport de Montréal	Poursuite de la sensibilisation des chauffeurs aux programmes RADAR, LUEUR et plan d'action Vision zéro	Comité Innovation technologique	Poursuite de la gestion du programme d'aide financière pour l'apposition de l'image de marque Bonjour	Renouvellement de l'hébergement des données du site web du Registre des taxis ainsi que les noms de domaines	Participation aux congrès et activités relatifs au TAD	Participation au plan d'électrification de l'industrie du taxi en collaboration avec le SUM
	Comité d'évaluation des antécédents judiciaires	Identification et contribution à l'amélioration de la bordure de rue pour les usagers du transport adapté		Sensibilisation des chauffeurs à l'égard des comportements attendus et application des règlements liés aux postes d'attente	Réalisation de la feuille de route TI VDM 2026 pour le développement et le maintien de la plateforme du Registre du taxi	Poursuite de la valorisation et implantation de la campagne globale de la marque de commerce Bonjour	Journée de l'industrie	Promotion du rôle des véhicules de TRPA dans l'écosystème de la mobilité en s'intégrant aux systèmes de transport en commun, la multimodalité et la mutualisation des modes partagés	Encadrement des postes d'attente taxi
	Comité expérience client, sécurité et accessibilité			Poursuite du déploiement du programme de sensibilisation à l'électrification du TRPA	Réalisation du transfert de la plateforme vers l'infrastructure de l'Agence	Stratégie permettant de développer une synergie entre le Registre des taxis et la marque Bonjour	Positionnement de l'Agence dans le TRPA auprès des instances gouvernementales et l'industrie	Évaluation et identification de la portée d'un projet pilote de covoiturage urbain	Élaboration d'un plan stratégique de déploiement de postes de recharge
					Partage des données du Registre des taxis au projet de portail de données de l'Agence	Analyse et proposition de solutions afin d'inclure l'image de marque Bonjour dans la réglementation municipale pour des fins de pérennisation	Valorisation de la communauté des artisans du TAD dans une optique de diversité et d'inclusion et de reconnaissance professionnelle	Veille stratégique et technologique des meilleures pratiques	
					Stratégie de valorisation des données du Registre des taxis			Évaluation de nouveaux modes de transport à déployer dans le vieux Montréal	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1245548003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence de mobilité durable des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

Il est recommandé :

- d'approuver un projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence de mobilité durable, sans considération monétaire, des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-29 10:59

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245548003**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence de mobilité durable des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

CONTENU

CONTEXTE

L'Agence de mobilité durable (l'Agence) a été constituée le 13 février 2019 par lettres patentes en vertu de l'article 220.4 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) (la Charte) dans le but d'instituer un organisme paramunicipal responsable de la gestion du stationnement (Politique de stationnement 2016). Le 1er janvier 2020, l'Agence amorçait officiellement ses activités liées exclusivement au stationnement et au réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques. Parallèlement à la création de l'Agence, en 2020, la réforme inscrite dans le projet de loi 17 du gouvernement du Québec est venue retirer à la Ville de Montréal le pouvoir de réglementer l'industrie du transport rémunéré de personnes par automobile (TRPA). Ces changements ont eu pour effet de réduire considérablement les revenus du Bureau du taxi de Montréal (BTM) et de limiter sa capacité à réguler les activités de TRPA. Devant cette situation, il a été décidé de fermer le Centre de service du BTM. Bénéficiant alors d'une aide financière temporaire du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) pour les années 2021 et 2022, le BTM a continué d'assumer les autres pouvoirs dévolus à la Ville de Montréal, soit les tâches de surveillance et de contrôle ainsi que la gestion du Registre des taxis. L'aide financière du MTMD n'ayant pas été renouvelée pour l'année 2023, la Ville de Montréal a décidé de renoncer aux pouvoirs qu'elle exerçait à l'égard de la surveillance et du contrôle de l'industrie du taxi et du TRPA.

Toutefois, la Ville veut maintenir une veille sur l'industrie du taxi et du TRPA et les relations avec ses acteurs. Elle désire également préserver le Registre des taxis et valoriser ses données. Il est donc souhaité que l'Agence prenne en charge ce mandat et le personnel qui exerçait ces tâches au sein du BTM.

Afin de concrétiser cette volonté, le 1er juin 2023, le gouvernement du Québec a approuvé la demande de modification de l'article 220.4 et l'abrogation des articles 220.1 à 220.3 de la Charte. Ainsi, les nouveaux pouvoirs pouvant être confiés à l'Agence sont les suivants :

220.1. La v ille peut demander la constitution d'un organisme à but non lucratif destiné à développer et à gérer le stationnement ainsi qu'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques.

Cet organisme peut également exercer toute compétence, à l'exception d'une compétence de nature réglementaire, que la ville lui délègue :
1° parmi celles visées à la sous-section 9 de la section Il du chapitre III de la présente charte;
2° afin de favoriser la mobilité, dont la mobilité durable ou partagée, et ce, malgré l'article 1 de la présente annexe;
3° parmi les pouvoirs qui sont délégués à la ville par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (chapitre T-11.2).

Une municipalité reconstituée de l'agglomération de Montréal peut conclure avec cet organisme une entente visant à lui confier l'exercice de toute compétence prévue au premier ou au deuxième alinéa, avec les adaptations nécessaires.

L'organisme peut se livrer à des activités commerciales connexes aux fins mentionnées au premier alinéa et aux paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa. Il peut, à ces mêmes fins et à celles mentionnées au paragraphe 3° du deuxième alinéa, accorder des subventions.

Aux fins du présent article, la résolution par laquelle le conseil d'agglomération délègue l'une de ses compétences doit être adoptée à la majorité des voix des membres qui représentent la municipalité centrale et à la majorité de celles des membres qui représentent les municipalités reconstituées.

En septembre 2023, le conseil d'agglomération a approuvé la dissolution du BTM en prévision de la fin de sa mission prévue au plus tard le 31 décembre 2023.

En 2024, les lettres patentes supplémentaires ont été émises afin de permettre à l'Agence d'exercer toute compétence que la Ville lui délègue parmi les pouvoirs qui sont délégués à la Ville par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, T-11.2), conformément à l'article 220.1 de la Charte;

L'Agence a pour objet :
a) de développer et de gérer le stationnement et un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques;
b) d'exercer les activités confiées par la Ville dont la matière est visée à la sous-section 9 de la section II du chapitre III de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;
c) de favoriser la mobilité, dont la mobilité durable ou partagée, et ce, malgré l'article 1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;
d) d'exercer les pouvoirs qui sont délégués à la Ville par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, c. T-11.2).

L'Agence ne peut exercer de compétence de nature réglementaire.

L'Agence peut conclure une entente, visant à lui confier l'exercice de toute compétence prévue au premier alinéa, avec une municipalité reconstituée de l'agglomération de Montréal, avec les adaptations nécessaires.

L'Agence peut se livrer à des activités commerciales connexes aux fins

mentionnées aux paragraphes a), b) et c) du premier alinéa.

Elle peut également, aux fins des objets mentionnés au premier alinéa, accorder des subventions.

Un dossier décisionnel visant à approuver le projet d'entente entre l'Agglomération et l'Agence pour la poursuite des activités en matière de TRPA (1245548002) est présenté au conseil d'agglomération parallèlement au présent dossier.

Le présent sommaire décisionnel vise à approuver le projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au TPRA. Le 16 mai 2024, le conseil d'agglomération a approuvé la cession des actifs du BTM à la Ville de Montréal (CG24 0240). La cession de certains de ces actifs à l'Agence lui permettrait d'assurer la réalisation de ses nouvelles responsabilités.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0240 - 16 mai 2024 - Approuver un projet d'acte de cession par lequel le BTM cède à la Ville de Montréal l'ensemble des ses biens meubles et immeubles, corporels et incorporels, liés à ses activités, sans considération monétaire.
CG23 0520 - 21 septembre 2023 - Approuver la dissolution du BTM en prévision de la fin de sa mission prévue au plus tard le 31 décembre 2023 / Approuver la nomination de M. Sylvain Tousignant à titre de liquidateur des actifs de l'organisme.

CG23 0451 - 24 août 2023 - Autoriser une requête en vue de la délivrance de lettres patentes supplémentaires de l'Agence et mandater le directeur général de la Ville pour transmettre au gouvernement du Québec tous les documents requis pour y donner suite.

CM22 1096 - 19 septembre 2022 - Approuver un projet d'addenda 1 à l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence (CM19 1364) afin de préciser les rôles et responsabilités de chaque partie dans la gestion des terrains de stationnement.

CE21 1261 - **4 août 2021** - Demander au gouvernement du Québec de modifier l'article 220.4 de l'annexe C de la Charte afin d'élargir le champ d'activités de l'Agence en matière de mobilité.

CM19 1364 - 16 décembre 2019 - Approuver un projet d'entente à intervenir entre l'Agence et la Ville de Montréal, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2020.

CM18 1148 - 17 septembre 2018 - Constituer une société paramunicipale destinée à développer et à gérer, sur le territoire de la Ville de Montréal, le stationnement ainsi qu'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques et nommer son conseil d'administration / Autoriser la résiliation de l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Société en commandite Stationnement de Montréal (CO95 00785 - modifiée), conditionnellement à la création de l'Agence.

CG16 0438 - 22 juin 2016 - Adopter la Politique de stationnement.

DESCRIPTION

La cession d'actifs comprend des biens et des marques :

- **Biens** : Registre des taxis de Montréal. Une plateforme qui recueille en temps réel des données sur l'emplacement et la disponibilité de tous les taxis en service. Il permet notamment de dresser un portrait global de l'offre et de la demande en taxi à Montréal.
- **Marques** : Logos, signature visuelle et autres marques et images

- Signature visuelle – MTL taximontréal
- Logo du programme de formation
- Logo de Taxi Le Journal
- Logo de Info Remorquage

JUSTIFICATION

Il est nécessaire que la Ville de Montréal cède à l'Agence ces biens et marques. La cession de ces actifs permettra à l'Agence d'assurer un service qui vise à offrir des solutions de transport personnalisées et flexibles en fonction des besoins des utilisatrices et utilisateurs, y compris la poursuite des activités jugées essentielles pour le bon fonctionnement de l'écosystème du TRPA sur l'île de Montréal, et de concrétiser les attentes de l'agglomération en matière de mobilité à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur nette comptable du Registre des taxis, en date du 31 août 2024, sera d'un montant de 239 132,58 $. La Ville n'amortit pas la valeur nette comptable du Registre des taxis entre le 30 mai 2024 et le 31 août 2024.
Toutefois, la cession par la Ville à l'Agence de l'ensemble des biens et marques sera sans considération monétaire.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Il est cohérent avec les engagements relatifs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais il ne participe pas à la diminution des vulnérabilités climatiques. Ce dossier contribue aux engagements en matière d'équité et d'accessibilité universelle, mais il ne s'applique pas à ceux concernant l'inclusion.
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver le projet d'acte de cession des actifs ferait que l'Agence ne pourrait pas réaliser l'ensemble des activités liées au TRPA, ce qui pourrait nuire à l'industrie du taxi à Montréal qui bénéficie grandement des services offerts tels que le Registre des taxis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entente entre l'agglomération de Montréal et l'Agence pour la réalisation d'activités liées au TPRA;

- Convention de prêt de services pour les membres du personnel de la Ville;
- Prise en charge des activités liées à la mobilité à la demande et au TRPA par l'Agence.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent - Ext CHEVROT, Agence de mobilité durable

Lecture :

Laurent - Ext CHEVROT, 5 juillet 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lili CLAES
Conseillère en aménagement

Tél : 5142802918
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-05

Pascal LACASSE
chef(fe) de division

Tél : 5145660658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Karim CHAREF
chef(fe) de division - Planification des secteurs stratégiques
Tél : (514) 441-1387
Approuvé le : 2024-07-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : (514) 501-8756
Approuvé le : 2024-07-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245548003*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Approuver le projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence de mobilité durable des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré des personnes par automobile*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Ce projet permettra à l'Agence d'assurer la poursuite des activités jugées essentielles pour le bon fonctionnement de l'écosystème du TRPA sur l'île de Montréal et de concrétiser les attentes de l'agglomération en matière de mobilité à la demande.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245548003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Objet :	Approuver un projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence de mobilité durable des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention de cession d'actifs à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable.

FICHIERS JOINTS

2024-09-06 V-F - Convention de cession des actifs - septembre 2024 visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 438-350-6953

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-06

Julie DOYON
Avocate
Tél : 438-350-6953
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

6 septembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION D'ACTIFS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE**, personne morale à but non lucratif constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège principal au 2100, rue Drummond, bureau 500, Montréal, Québec, H3G 1X1, agissant et représentée aux présentes par Isabelle Cadrin, présidente du conseil d'administration et Laurent Chevrot, directeur général, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Ci-après appelée l'« **Agence** »

La Ville et l'Agence sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente entente comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE l'Agence a été constituée par lettres patentes délivrées par le Lieutenant-gouverneur du Québec en vertu de l'article 220.4 (remplacé par l'article 220.1) de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (ci-après la « Charte »);

ATTENDU QUE des lettres patentes supplémentaires ont été émises afin de permettre à l'Agence d'exercer toute compétence que la Ville lui délègue parmi les pouvoirs qui sont délégués à la Ville par la *Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile* (RLRQ, c. T-11.2), conformément à l'article 220.1 de la Charte;

ATTENDU QUE dans le respect des orientations municipales et dans une optique de mobilité durable, la Ville souhaite confier à l'Agence des activités liées à la mobilité à la

demande dont le transport rémunéré de personnes par automobiles sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE pour réaliser les activités liées à la mobilité à la demande et le transport rémunéré de personnes par automobile, la Ville souhaite céder à l'Agence le Registre du taxi de Montréal ainsi que des logos, signature visuelle et autres marques et images;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Agence;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Interprétation et annexes

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention :

« Annexe 1 » : Registre du taxi de Montréal ;

« Annexe 2 » : Logos, signature visuelle et autres marques et images de la Ville cédés à l'Agence.

2. Cession du Registre du taxi de Montréal et des Marques de la Ville à l'Agence

2.1 La Ville cède et transfère, par les présentes, à l'Agence qui accepte, le Registre du taxi de Montréal ainsi que tous ses droits, titres et intérêts dans ledit Registre du taxi de Montréal. L'Agence accepte et reconnaît, par les présentes, qu'elle acquière le Registre du taxi de Montréal à ses risques et périls au sens de l'article 1733 du *Code civil du Québec* et sans garantie de quelque nature que ce soit. La renonciation de l'Agence à la garantie est absolue, illimitée et inclut, notamment, la renonciation aux garanties expresses, aux garanties implicites, aux garanties contenues dans le Code civil du Québec, aux garanties d'adaptation à un usage particulier, aux garanties de qualité marchande, ainsi qu'aux réclamations de quelque nature et type que ce soit, avec effet le 1er septembre 2024.

2.2 La Ville cède et transfère à l'Agence, qui accepte, sans aucune contrepartie monétaire, l'ensemble de ses droits, titres et intérêts de propriété intellectuelle, enregistrés ou non, incluant dans les logos, signature visuelle et autres marques et images décrits à l'Annexe 2 (ci-après les « Marques ») ainsi que l'achalandage relié aux produits et services en liaison avec lesquels ces Marques sont employées

de même que les droits dans tout recours passé, présent ou futur, incluant les recours de nature administrative ou pour contrefaçon ou emploi illégal de ces Marques, le tout sans restriction de quelque nature que ce soit, avec effet le 1er septembre 2024.

3. REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

3.1 La Ville représente et garantit à l'Agence ce qui suit :

i) elle a les pouvoirs et la capacité de céder le Registre du taxi de Montréal et les Marques à l'Agence et elle a obtenu toutes les autorisations requises pour transférer et céder le Registre du taxi de Montréal et les Marques à l'Agence;

ii) elle reconnaît que la signature et la livraison de la présente convention par l'Agence de même que l'exécution par celle-ci des engagements et conditions qui y sont prévus ne contreviennent pas à son acte constitutif, ses règlements, ses résolutions ou toute disposition législative auxquelles elle est assujettie;

iii) il n'existe à sa connaissance aucune réclamation, requête, action, poursuite, procédure, enquête ou ordonnance présentement en cours ou imminente devant quelque tribunal ou autorité gouvernementale, contre la Ville ou concernant le Registre du taxi de Montréal et les Marques et pouvant affecter la valeur, l'usage ou la viabilité du Registre du taxi de Montréal et des Marques;

iv) toutes les procédures requises par la loi aux fins de contracter les obligations mentionnées à la présente convention ont été validement remplies;

v) la présente convention constitue des engagements légaux, valides, obligatoires et exécutoires de la Ville.

3.2 L'Agence représente et garantit à la Ville ce qui suit :

i) elle a les pouvoirs et la capacité de posséder le Registre du taxi de Montréal et les Marques qui lui sont cédés par la Ville et pour prendre en charge tous les éléments d'actif en contrepartie de tel transfert et cession et elle a obtenu toutes les autorisations requises pour acquérir le Registre du taxi de Montréal et les Marques;

ii) elle reconnaît que la signature et la livraison de la présente convention par l'Agence de même que l'exécution par celle-ci des engagements et conditions qui y sont prévus ne contreviennent pas à son acte constitutif, ses règlements, ses résolutions ou toute disposition législative auxquelles elle est assujettie;

iii) toutes les procédures requises par la loi aux fins de contracter les obligations mentionnées à la présente convention ont été validement remplies;

iv) la présente convention constitue des engagements légaux, valides, obligatoires et exécutoires de l'Agence.

DISPOSITIONS DIVERSES

Les Parties s'engagent à faire toute autre chose et à signer tout autre document qui pourrait devenir nécessaire ou utile pour assurer l'exécution complète et le plein effet de cette convention.

Cette convention est régie par les lois en vigueur dans la province de Québec.

Cette convention lie ses Parties ainsi que leurs successeurs, ayants cause et autres représentants légaux respectifs.

[La page signature suit]

Si quelque disposition de cette convention est déclarée invalide, illégale ou non applicable par une cour de juridiction compétente, elle doit en être retirée, et ses autres dispositions demeurent pleinement en vigueur.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ……e jour de ……2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le ……e jour de ……2024

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

Par : _____

Isabelle Cadrin
Présidente

Par : _____

Laurent Chevrot
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de Montréal, le _____e jour de _____ 2024 (Résolution CG).

ANNEXE 1

REGISTRE DU TAXI DE MONTRÉAL

Transfert d'actifs Ville de Montréal – Agence de mobilité durable Montants non taxables au 30 mai 2024			
	Montant acquisition	Amortissement cumulé	Valeur nette comptable
Registre Taxi	1 134 167,43 $	895 034,85 $	239 132,58 $

Mois acquisition	Description	Montant acquisition	Amort. Mois / %	Valeur non amortie au 31 mai 2024
déc-17	Base de données - Registre du taxi - portion développement	300 341,21 $	60	- $
déc-18	Base de données - Registre du taxi - portion développement	66 752,54 $	60	- $
déc-19	Base de données - Registre du taxi - portion développement	238 623,19 $	60	23 862,32 $
janv-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	2 024,28 $
janv-20	Ajustement Base de données - Registre du taxi - portion développement	(21 731,03 $)	60	(2 535,29) $
févr-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	2 313,46 $
mars-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	2 602,64 $
avr-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	2 891,82 $
mai-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	3 181,01 $
juin-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	3 470,19 $
juil-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	3 759,37 $
août-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	4 048,55 $
sept-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	4 337,74 $
oct-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	4 626,92 $
nov-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	4 916,10 $
déc-20	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 350,95 $	60	5 205,28 $
janv-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	5 014,66 $	60	1 587,98 $
févr-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	17 456,10 $	60	5 818,70 $
mars-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	15 472,45 $	60	5 415,36 $
avr-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	8 664,57 $	60	3 177,01 $
mai-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	13 441,20 $	60	5 152,46 $
juin-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	15 900,92 $	60	6 360,37 $
juil-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	16 392,86 $	60	6 830,36 $
août-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	18 868,45 $	60	8 176,33 $
sept-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	18 011,52 $	60	8 105,18 $
oct-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	20 011,04 $	60	9 338,48 $
nov-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	26 406,32 $	60	12 763,05 $
déc-21	Base de données - Registre du taxi - portion développement	18 551,07 $	60	9 275,54 $
janv-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	10 246,85 $	60	5 294,21 $
févr-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	10 348,31 $	60	5 519,10 $
mars-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	16 863,90 $	60	9 275,15 $
avr-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	10 765,39 $	60	6 100,39 $
mai-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	11 441,75 $	60	6 674,36 $
juin-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	9 266,13 $	60	5 559,68 $
juil-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	2 987,26 $	60	1 842,14 $
août-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	9 514,13 $	60	6 025,61 $
sept-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	6 504,33 $	60	4 227,81 $
oct-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	9 770,89 $	60	6 513,93 $

nov-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	9 770,89 $	60	6 676,78 $
déc-22	Base de données - Registre du taxi - portion développement	9 770,89 $	60	6 839,63 $
janv-23	Base de données - Registre du taxi - portion développement	30 528,27 $	60	21 878,59 $
	Total	**1 134 167,43 $**		**239 132,58 $**

ANNEXE 2

LOGOS, SIGNATURE VISUELLE ET AUTRES MARQUES ET IMAGES DU BUREAU CÉDÉS À LA VILLE

a) Signature visuelle

b) Logo du programme de formation

c) Taxi Le Journal

d) Info remorquage

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1245561001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour l'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 15 822 391,18 $, taxes incluses(contrat : 12 265 419,52 $ + contingences : 1 839 812,93 $ + variation de quantités : 1 226 541,95 $ + incidences : 490 616,78 $) - Appel d'offres public 23-6112 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. D'accorder à Bau-Québec ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 12 265 419,52 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-6112;

2. D'autoriser une dépense de 1 839 812,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. D'autoriser une dépenses de 1 226 541,95 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. D'autoriser une dépense de 490 616,78 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. De procéder à une évaluation du rendement de Bau-Québec ltée;
6. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour

un montant de 15 822 391,18 $.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-19 16:39

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245561001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour l'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 15 822 391,18 $, taxes incluses(contrat : 12 265 419,52 $ + contingences : 1 839 812,93 $ + variation de quantités : 1 226 541,95 $ + incidences : 490 616,78 $) - Appel d'offres public 23-6112 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), anciennement connu sous le nom de « carrière Miron », et ancien lieu d'enfouissement sanitaire, couvre un territoire de 192 hectares, dont 153 hectares sont dédiés au parc Frédéric-Back. C'est le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) qui a le mandat de le développer et de l'aménager. À ce jour, un peu plus de 55 hectares ont été aménagés et sont accessibles à la population. La prochaine étape, qui s'inscrit dans le cadre de la réalisation du projet Aménagement du Complexe environnemental de Saint-Michel, est le développement du bloc 3, principalement constitué du secteur du Boisé Ouest. À terme, l'aménagement du secteur du Boisé Ouest, entièrement localisé au-dessus de l'ancien lieu d'enfouissement sanitaire, ajoutera une superficie de 24 hectares à ce parc d'envergure métropolitaine.
Autorisations

Le projet Aménagement du Complexe environnemental de Saint-Michel est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en exécution.

L'autorisation de mettre en oeuvre le Bloc 3 a été obtenue du comité exécutif le 26 mai 2021. À la suite de l'émission du mandat d'exécution SMCE219025001, le SGPMRS a entamé la préparation des plans et devis pour l'aménagement du Boisé Ouest. Il les a finalisés à la

suite de l'émission du mandat d'exécution révisé SMCE238074016 obtenu le 1er novembre 2023 et a subséquemment sollicité le marché pour la réalisation du projet.

Le présent dossier décisionnel vise maintenant l'octroi du contrat pour la réalisation des travaux d'aménagement dans le secteur du Boisé Ouest. Les plans et devis ont été réalisés par les équipes internes.

Sollicitation du marché

Le processus de sollicitation du marché suivi pour ce dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux exigences des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L'appel d'offres 23-6112 a été lancé le 17 mai 2024 et devait se terminer le 20 juin 2024. La date d'ouverture des soumissions a été reportée cinq fois. L'addenda 4 a reporté l'ouverture des soumissions au 27 juin 2024, l'addenda 6 au 4 juillet 2024, l'addenda 8 au 18 juillet 2024, l'addenda 10 au 8 août 2024, et enfin, l'addenda 11 au 15 août 2024. La durée initiale de l'appel d'offres était de 35 jours, mais la durée réelle a été de 90 jours, afin d'accorder suffisamment de temps aux soumissionnaires pour élaborer leur soumission et y apporter les ajustements nécessaires en fonction des réponses données par la Ville aux questions qui lui ont été posées.

L'appel d'offres a été publié sur le site Internet de la Ville de Montréal et sur celui du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) durant toute la période d'appel d'offres. Il a aussi été publié dans le journal Le Devoir.

14 addenda ont été émis et rendus disponibles aux preneurs du cahier des charges, dans les délais prescrits :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
01	30-05-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs, ajustements au devis, aux plans et au bordereau de soumission et modification de l'adresse de dépôt des soumissions, des documents requis et de la période de visite supervisée des lieux obligatoire	Non
02	12-06-2024	Prolongement de la période de visite supervisée des lieux obligatoire	Non
03	12-06-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs, ajustements au devis, aux plans et au bordereau de soumission	Oui
04	13-06-2024	Prolongement de la période de visite supervisée des lieux obligatoire et report de date d'ouverture des soumissions	Non
05	17-06-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs et ajustements au devis	Oui
06	21-06-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs, ajustements aux plans et report de date d'ouverture des soumissions	Oui
07	28-06-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs, ajustements au devis et au bordereau de soumission	Non

08	02-07-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs, ajustements au devis et report de date d'ouverture des soumissions	Oui
09	05-07-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs, ajustements au devis	Oui
10	12-07-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs, ajustements au devis et au bordereau de soumission, puis report de date d'ouverture des soumissions	Oui
11	15-07-2024	Report de date d'ouverture des soumissions	Non
12	19-07-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs	Non
13	31-07-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs, ajustements au devis	Oui
14	05-08-2024	Réponses aux questions des entrepreneurs	Non

Les soumissions sont valides 120 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 13 décembre 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE - CG23 0531 – 21 septembre 2023 – Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 55 M$ afin de financer la réalisation des travaux d'aménagement du parc du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM.

DESCRIPTION

Les travaux prévus au contrat permettront l'aménagement complet du secteur du Boisé Ouest. Sans s'y limiter, ils prévoient :

- les travaux de démolition, d'enlèvement et de récupération d'éléments existants;
- les mesures de protection du milieu existant et des végétaux;
- l'excavation, le terrassement et la mise en forme du site;
- la réhabilitation environnementale de sols et la gestion de débris de construction;
- l'aménagement de sentiers en criblure de pierre;
- l'aménagement de murets et d'ouvrages de soutènement;
- l'aménagement de fossés de drainage et de tranchées drainantes;
- l'aménagement de place et placettes de détente et d'observation de points d'intérêts de la ville;
- l'installation de mobiliers de parcs et d'éléments de signalétique;
- l'installation d'équipements de protection de suivi environnemental;
- la mise en place de terreau et le hersage de surface;
- la plantation d'arbres, d'arbustes, de vivaces et de graminées;
- l'ensemencement hydraulique;
- le déplacement et la réinstallation de clôtures grillagées sur bordure de béton préfabriqué existantes;
- la fourniture et l'installation de clôture grillagée sur bordure de béton préfabriqué.

Parmi les bénéfices attendus on retrouve :

- Réduction des îlots de chaleur par la création de plus de 20 nouveaux hectares de milieux naturels dans un secteur fortement minéralisé;

- Amélioration de la canopée urbaine par la plantation de plus de 2200 arbres et arbustes;
- Bonification de l'offre de services à la population : ajout de 3 km de sentiers accessibles dans un environnement paysager vallonné et boisé, bonification du réseau de pistes de ski de fond, etc.

Les travaux sont prévus de l'automne 2024 à l'été 2027.

Pour ce projet, un montant de 1 839 812,93 $, taxes incluses, représentant 15 % du contrat de base, est requis à titre de budget de contingences. Ce montant est nécessaire afin de faire face aux imprévus qui pourraient survenir durant la réalisation des travaux. Par exemple, les tassements de sol imprévisibles sur l'ancien lieu d'enfouissement sanitaire représentent un facteur de risque accru pouvant engendrer des changements importants aux plans et au terrain durant les travaux et ainsi, des coûts supplémentaires.

Un montant de 1 226 541,95 $, taxes incluses, représentant 10 % du contrat de base, est également requis à titre de variations de quantité.

En ce qui a trait au budget d'incidences, un montant de 490 616,78 $, taxes incluses, représentant 4 % du contrat de base, est requis. Ce montant permettra, entre autres, de couvrir les frais affectés au contrôle qualitatif, à diverses expertises techniques ainsi qu'à la fourniture de mobilier.

JUSTIFICATION

Le processus d'adjudication suivi pour ce contrat est un octroi au plus bas soumissionnaire conforme.
Sur les 22 preneurs du cahier des charges, 4 ont déposé une soumission (18 %) et 18 n'ont pas déposé de soumission (82 %).

Les soumissions déposées se sont avérées conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Bau-Québec ltée	12 265 419,52 $	3 066 354,88 $	15 331 774,40 $
Lanco aménagement inc.	12 925 747,33 $	3 231 436,83 $	16 157 184,16 $
Charex inc.	14 943 900,00 $	3 735 975,00 $	18 679 875,00 $
Construction Urbex inc.	19 981 244,26 $	4 995 311,07 $	24 976 555,33 $
Dernière estimation réalisée ($)	21 210 722,11 $	5 302 680,53 $	26 513 402,64 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			11 181 628,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-42,17 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			825 409,76 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			5,38 %

L'estimation de contrôle a été réalisée par la firme GLT+ mandatée à cet effet durant la

période de sollicitation du marché et tient compte des addenda émis pendant celle-ci.

L'analyse des soumissions a permis de constater un écart de -42,17 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de contrôle.

L'écart se situe principalement dans les articles liés aux travaux d'excavation, de remblayage et de terrassement (écart de 252,59 %, 6 354 666,78 $). Ils représentent à eux seuls plus de la moitié de l'écart total de 11 181 628,24 $. Un autre écart important se situe au niveau des articles liés aux travaux d'ensemencement (écart de 87,17 %, 1 048 964,11 $).

Ces écarts pourraient se justifier ainsi :

- D'une part, le plus bas soumissionnaire conforme, Bau-Québec ltée (tout comme le second plus bas soumissionnaire conforme, Lanco aménagement inc.), a déjà travaillé à l'aménagement d'autres secteurs du parc Frédéric-Back. Son expérience du site pourrait l'avoir amené à privilégier des méthodes de travail ainsi que de la machinerie à coût plus avantageux;
- D'autre part, il est possible que la firme mandatée pour réaliser l'estimation de contrôle externe ait sous-évalué l'économie d'échelle en lien avec le nombre d'hectares à aménager, tout comme le fait que le lieu des travaux à réaliser se trouve sur un site majoritairement fermé au public, donc qui offre moins de contraintes qu'un chantier localisé aux abords d'une rue passante. Il s'agit d'un site unique et par conséquent, il est difficile de trouver des comparables.

Sur la base de cette analyse, le SGPMRS recommande d'octroyer le contrat à Bau-Québec ltée, plus bas soumissionnaire conforme.

Conformité de l'adjudicataire

Les vérifications requises ont été faites afin de valider que l'adjudicataire recommandé :

- Détient l'autorisation à contracter délivrée le date par l'Autorité des marchés publics (AMP), émis le 22 juin 2021, ce contrat étant visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats public s ;*
- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'a pas de restriction imposée sur son permis de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- N'est pas rendu non conforme en vertu du *Règlement sur la gestion contractu elle de la Ville de Montréal* et n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des adjudicataires, puisque la dépense nette de ce contrat d'exécution de travaux est supérieure à 1 000 000 $, une évaluation du rendement sera effectuée.

Le dossier doit être référé à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CPEC), puisqu'il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$ et qu'il y a un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale à considérer est de 15 822 391,18 $, taxes incluses, qui comprend :

- Le coût brut du contrat pour un montant de 12 265 419,52 $, taxes incluses (11 199 962,88 $, net de ristourne);
- Un budget de contingences de 1 839 812,93 $, taxes incluses (1 679 994,43 $, net de ristourne);
- Un budget de variation de quantité de 1 226 541,95 $, taxes incluses (1 119 996,29 $, net de ristourne);
- Un budget d'incidences de 490 616,78 $, taxes incluses (447 998,51 $, net de ristourne).

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération et représente un coût net de 14 447 952,11 $ en considérant les ristournes pour la TPS et la TVQ.

Le montant de 14 447 952,11 $, net des ristournes sur les taxes sera financé par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports par le biais du règlement d'emprunt RCG 17-006 Travaux Aménagement/Acquisition Terrains/CESM CG17 0030.

Le budget est prévu et disponible au PDI 2024-2033, au Programme 32130 - Parc Frédéric-Back - Aménagement des blocs 2, 3 et 4 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Le montant net des ristournes sera réparti de la façon suivante :

Projet investi	2024	2025	2026	2027	Total
32130 - Parc Frédéric-Back - Aménagement des blocs 2, 3 et 4	300 k$	5 500 k$	5 500 k$	3 148 k$	14 448 k$

Impact sur les dépenses opérationnelles du parc

À partir de 2028, l'ajout de 24 nouveaux hectares aménagés dans le parc entraînera des frais récurrents en budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit une somme d'environ 275 000 $ par année, nette de ristournes.

Ces frais comprennent notamment les dépenses liées à l'entretien du parc (horticulture, déneigement, propreté, collectes, etc.) et à l'entretien des accès aux équipements de suivi environnemental (tonte hebdomadaire, fauche annuelle, entretien hivernal, etc.). À noter que ces nouveaux besoins en gestion contractuelle nécessiteront également l'ajout d'une ressource à l'équipe en place.

Ces frais récurrents feront l'objet d'un dossier ultérieur qui sera mené par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aménagement du parc Frédéric-Back s'inscrit dans les objectifs du *Plan nature et sports* , particulièrement dans l'atteinte de résultats des actions « Montréal verte ». Si le contrat n'est pas octroyé, les objectifs de verdissement ne seront pas complètement atteints.

De plus, tout délai dans l'aménagement du parc constitue un enjeu écologique et monétaire, notamment en termes de gestion des eaux (inondations des zones non aménagées) et de lutte contre les plantes envahissantes (qui colonisent les superficies non aménagées).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives. Un panneau informant la population sur le chantier à venir sera produit et un avis de travaux sera émis.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : 18 novembre 2024
Fin des travaux : 23 juin 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie BILODEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Genevieve LECLAIR, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Luc BORNAIS, Service de l'environnement

Lecture :

Amélie BILODEAU, 12 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Pier PAQUETTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-863-9974

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-12

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains

Tél : 514-984-1706

Télécop. : **Télécop. :** -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2024-09-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice
Tél : 514-872-1456
Approuvé le : 2024-09-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *23-6112*
Unité administrative responsable : *Division de l'aménagement des grands parcs métropolitains*
Projet : Aménagement du secteur Boisé Ouest (au parc Frédéric-Back)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #2 sur 20 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

Priorité #20 sur 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Pour la priorité #2 : Contribuer à la diminution des îlots de chaleur et à l'amélioration de la santé environnementale à l'aide du verdissement de près de 20 hectares et de la plantation de 1360 arbres et de 2862 arbustes.

Pour la priorité #20 : Contribuer au maintien de l'accès à la nature en ville par la création d'un nouveau secteur de 25 hectares du parc Frédéric-Back.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Direction de l'intégrité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
direction.lcop@amp.quebec

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 22 juin 2021

BAU-QUÉBEC LTÉE
A/S MONSIEUR DENIS HUARD
1375, RUE JOLIOT-CURIE
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7M4

N° de décision : 2021-DAMP-1557
N° de client : 3000264785

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. BAU-QUÉBEC LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **21 juin 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique

Chantal Hamel

LÉGENDE

- AIRE FERMÉE AU PUBLIC
- REPÈRE
- ACCUEIL
- PLACETTE/BELVÉDÈRE
- POINT DE SERVICE EXISTANT (TOILETTES ET EAU POTABLE)
- POINT DE SERVICE PROJETÉ (TOILETTES ET EAU POTABLE)
- SECTEUR À PLANIFIER
- STATIONNEMENT
- PÔLE DE MOBILITÉ
- AIRE DE PIQUE-NIQUE
- AIRE DE JEUX
- STATION D'EXERCICES
- CORRIDOR FAUNIQUE
- JARDIN MELLIFÈRE
- AIRE D'ESCALADE
- AIRE DE GLISSADE
- SLACKLINE
- PARKOUR
- VÉLOPARC
- ACTIVITÉS NAUTIQUES
- CESM
- PARC FRÉDÉRIC-BACK
- ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS

BLOC 3
BOISÉ-OUEST
24 ha.

Iberville
Plaine
Champdoré
Lac
Terrasses
Papineau
Jarry
Esplanade
Aire faunique
Spirale
Marais
Agora
Pavillon
Kiosque
Stade de soccer
TAZ
Aire de compostage
Démonstration végétale
Station des compresseurs
Écocentre
Centre de tri (TIRU)
Centre administratif du CESM
Canadian Tire
Maxi
SAQ
Alex Toyota
PARC CHAMPDORÉ
PARC PAUL-OUELLET
PARC JULIE-HAMELIN
Cirque du Soleil
École nationale du cirque
Coulée verte
Jardins communautaires

RUE DE LOUVAIN
RUE D'IBERVILLE
RUE LEGENDRE
AVENUE EMILE-JOURNAULT
AVENUE DU CIRQUE
RUE JEAN-RIVARD
RUE JARRY E
RUE DE LILLE
RUE DE MARTIGNY
RUE DES PRAIRIES
AVENUE DE LORIMIER
AVENUE CHARTON
AVENUE PAPINEAU
RUE PAUL-BOUTET
RUE DES REGRATTIERS
RUE MICHEL-JURDANT
RUE BARYAB
AUTOROUTE 40 / TRANSCANADIENNE
BOULEVARD CRÉMAZIE E

0 50 100 200m

Montréal

Nom du service : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Nom de la direction, division, etc. :
Division de l'aménagement des grands parcs métropolitains

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

Date de publication : 17 mai 2024
Date d'ouverture : 15 août 2024

Liste des preneurs des cahiers des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	9190-8673 QUÉBEC INC.
2	9200-2088 QUÉBEC INC. (DUROKING)
3	GROUPE LALONDE INC.
4	LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC.
5	GLT+ INC.
6	URBEX CONSTRUCTION
7	L.A. HEBERT LTÉE
8	LES EXCAVATIONS SUPER INC.
9	CHAREX INC.
10	LES ENTREPRISES P.N.P INC.
11	AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST
12	AMÉNAGEMENT ''CÔTÉ JARDIN'' INC.
13	GESTION S FORGET
14	RAMCOR CONSTRUCTION INC.
15	{! l h CONSTRUCTION INC.
16	[9{ 9b¢w9twL{9{ ±9b¢9/ Lb/◊
17	[!b/h ! a ;b !D9 a 9b¢ Lb/◊
18	HCOOπHOMH v¦ ; .9/ Lb/ !w¢ l L9w
19	/hb{¢w¦ /¢Lhb 59wL/ Lb/◊
20	. ! ¦πv¦ ; .9/ [¢;9
21	LES EXCAVATIONS SUPER INC.
22	LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245561001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Objet :	Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour l'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 15 822 391,18 $, taxes incluses(contrat : 12 265 419,52 $ + contingences : 1 839 812,93 $ + variation de quantités : 1 226 541,95 $ + incidences : 490 616,78 $) - Appel d'offres public 23-6112 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1245561001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-17

Étienne GUIMOND
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245561001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Objet :	Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour l'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 15 822 391,18 $, taxes incluses(contrat : 12 265 419,52 $ + contingences : 1 839 812,93 $ + variation de quantités : 1 226 541,95 $ + incidences : 490 616,78 $) - Appel d'offres public 23-6112 - 4 soumissionnaires

SMCE245561001.pdf

Dossier # :1245561001

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 24 octobre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE245561001

Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour l'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 15 822 391,18 $, taxes incluses (contrat : 12 265 419,52 $ + contingences : 1 839 812,93 $ + variation de quantités : 1 226 541,95 $ + incidences : 490 616,78 $) - Appel d'offres public 23-6112 – 4 soumissionnaires

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE245561001

Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour l'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 15 822 391,18 $, taxes incluses (contrat : 12 265 419,52 $ + contingences : 1 839 812,93 $ + variation de quantités : 1 226 541,95 $ + incidences : 490 616,78 $) - Appel d'offres public 23-6112 - 4 soumissionnaires

À sa séance du 2 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 9 octobre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction aménagement des parcs et espaces publics, Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat pour le projet d'aménagement du complexe environnemental de Saint-Michel. Le présent contrat concerne plus spécifiquement le secteur du Boisé Ouest du parc Frédéric-Back, et comprend le verdissement d'environ 24 hectares de l'ancien lieu d'enfouissement de matières résiduelles, l'ajout de trois kilomètres au réseau de

sentiers accessibles au public, l'aménagement de quatre placettes, dont l'une principale et trois plus petites situées sur le belvédère, ainsi que la plantation de plus de 2200 nouveaux arbres et arbustes. Il prévoit également la gestion des eaux de pluie, qui ne doivent pas percoler en surface et se rendre dans les bassins aménagés, afin de ne pas s'infiltrer dans les déchets. Comme l'ont précisé les personnes invitées, ce projet implique de nombreux travaux, dont de la démolition, de l'enlèvement et de l'excavation ainsi que de la réhabilitation environnementale des sols et de la gestion de débris de construction; de l'aménagement de sentiers, de murets, de faussés et de tranchées; etc. La particularité de ce parc est la nécessité de mettre en place des équipements de protection de suivi environnemental de biogaz.

L'appel d'offres a été publié le 17 mai au 15 août. Durant cette période, 29 questions ont été reçues, lesquelles ont mené à l'émission de 14 addendas. Ces addendas ont notamment permis de mieux préciser la nature des travaux, de réémettre le bordereau de soumission, de prolonger la période de visite obligatoire des lieux et de reporter, à cinq reprises, la date d'ouverture des soumissions. L'appel d'offres a suscité l'intérêt de 20 entrepreneurs, dont sept ont effectué la visite obligatoire, parmi lesquels quatre ont déposé une soumission. Les trois autres ont été sondés pour connaître la raison de leur désistement, voici ce qui a été recueilli : deux ont affirmé avoir manqué de temps pour préparer leur soumission; et le troisième a indiqué avoir eu de l'intérêt pour les volumes de sols à transporter, mais il s'est ravisé, car une partie du travail est réalisé par les cols bleus. Des quatre soumissions reçues, celle de Bau-Québec ltée s'est avérée la plus basse, avec un écart de (-42,17 %) avec l'estimation réalisée par une firme externe et de 5,38 % avec le deuxième plus bas soumissionnaire. L'analyse révèle que ces écarts se situent principalement dans deux items du bordereau, soit les travaux d'excavation, de remblayage et de terrassement (-252,59 %); ainsi que les travaux d'ensemencement (-87,17 %). D'ailleurs, la moyenne des soumissions pour ces articles s'apparente au prix déposé par Bau-Québec. Les responsables ont justifié ces différences par la bonne connaissance de l'adjudicataire du site, qui a réalisé antérieurement des travaux d'aménagement dans le secteur, ainsi qu'à une économie d'échelle pour les items liés au terrassement et à l'ensemencement.

D'après les responsables, le Service a confiance que Bau-Québec ltée sera en mesure de répondre aux exigences pour le projet. Les bonnes évaluations de rendement obtenu lors de contrats antérieurs permettent de croire que l'entreprise saura bien exécuter l'ensemble des travaux prévus au présent contrat.

À l'issue de la présentation, la Commission a demandé des clarifications au sujet des explications entourant l'écart avec l'estimation. Durant la présentation, les personnes-ressources ont affirmé que la différence était attribuable à l'expérience de l'entrepreneur dans le secteur. Or, la moyenne des soumissions s'apparente aux prix déposés par Bau-Québec. Ne serait-il pas plus adéquat de dire que l'écart repose sur l'inexactitude de l'estimation, du moins pour les deux items cités en exemple? ont questionné les membres. Les responsables conviennent que l'estimation externe, pour

ces deux points, ne reflétait pas la réalité du marché. Ces exemples ont été choisis, car l'écart est particulièrement marqué pour ces articles. L'un des facteurs d'explication pourrait être l'environnement dans lequel les travaux sont réalisés, lequel est peu commun en milieu urbain. Les firmes d'estimation ont moins l'habitude d'évaluer des projets qui sont dans un milieu clos et sans maintien de la circulation. Les commissaires ont rebondi sur ces propos et ont demandé comment se déroulait la sélection de la firme d'estimation. Doit-elle avoir une expertise particulière? Une connaissance du projet ou de l'environnement dans lequel il s'inscrit? Le Service a expliqué avoir eu recours à une entente-cadre de la Ville. Le choix s'est fait, selon la disponibilité de la firme. Celle-ci n'est pas nécessairement familière avec le projet, mais à l'instar des soumissionnaires, elle a fait la visite obligatoire des lieux. Également, la firme est spécialisée dans les projets d'aménagement de parcs.

À l'issue des échanges, le président a remercié les ressources du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour leurs réponses.

Conclusion

Durant la période de délibérations, les commissaires ont notamment discuté de la performance de la firme d'estimation, qui aurait dû être en mesure d'évaluer les particularités du lieu lors de la visite. La Ville se procure les services de firmes externes pour l'appuyer dans la préparation d'estimations, elle devrait donc pouvoir compter sur leur expertise pour évaluer l'environnement dans lequel les travaux seront réalisés. Force est de constater que dans le cas présent, la firme n'a pas procédé à une évaluation juste du coût des travaux. La firme devrait donc être rencontrée pour qu'elle prenne connaissance de ses erreurs et qu'elle mette en place les mesures nécessaires pour améliorer ses pratiques, d'autant plus que la Ville détient une entente-cadre avec cette dernière.

Les membres ont également souligné d'autres éléments du dossier qui peuvent laisser croire qu'il y a eu certaines lacunes dans la préparation des documents d'appel d'offres, comme en témoigne le nombre élevé de questions et d'addendas. En outre, le Service a dû réémettre le bordereau de soumission, ainsi que de quelques plans et sections de devis. Pour ce faire, la Commission suggère au Service de réaliser un bilan interne afin d'améliorer leurs façons de faire dans le cadre de la publication d'appel d'offres.

Enfin, la Commission sur l'examen des contrats adresse la conclusion suivante au conseil :

CONSIDÉRANT que le dossier soumis à l'examen répond au critère établi par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$ et répondant à la condition suivante :*

- *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire. CONSIDÉRANT que l'écart avec l'estimation est de (- 42,17 %);*

CONSIDÉRANT que l'écart avec la deuxième plus basse soumission est de 5,38 %;

CONSIDÉRANT que l'écart avec l'estimation se situe principalement dans deux items du bordereau, soit les travaux d'excavation, de remblayage et de terrassement (-252,59 %) et les travaux d'ensemencement (-87,17 %);

CONSIDÉRANT que pour ces deux items, la moyenne des quatre soumissions reçues s'approche du prix de l'adjudicataire;

CONSIDÉRANT que l'estimation de contrôle a été réalisée par une firme externe (la firme GLT+);

CONSIDÉRANT que cette firme a effectué une visite des lieux, ce qui aurait dû lui permettre de constater les spécificités du projet;

CONSIDÉRANT que cette firme est sujette à recevoir d'autres mandats puisqu'elle détient une entente-cadre, qui bénéficie au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports;

À l'égard du mandat SMCE245561001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats recommande, à l'unanimité :

R1 – Que le Service procède à une évaluation de rendement de la firme GLT+ ainsi qu'à un bilan afin qu'elle puisse prendre connaissance de ces inexactitudes et qu'elle puisse offrir un service à la hauteur des attentes de la Ville.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1249395001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre d'urgence 9-1-1
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 56 008 299,43 $, taxes incluses (contrat : 47 870 341,39 $ + contingences : 5 744 440,97 $ + incidences : 2 393 517,07 $) – Appel d'offres public IMM-15922 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Pomerleau inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 47 870 341,39 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15922;

2. d'autoriser une dépense de 5 744 440,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 2 393 517,07 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Pomerleau inc.;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-19 16:45

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249395001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre d'urgence 9-1-1
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 56 008 299,43 $, taxes incluses (contrat : 47 870 341,39 $ + contingences : 5 744 440,97 $ + incidences : 2 393 517,07 $) – Appel d'offres public IMM-15922 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'évolution rapide de la technologie et des modes de communication, modifiant l'attente des citoyens, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a émis la politique réglementaire No 2017-182, afin que tous les centres d'appels 9-1-1 passent d'une technologie analogique à une technologie numérique. Aussi les centres d'appels du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et du Service de police de Montréal (SPVM) doivent mettre à niveau l'ensemble de leurs systèmes et équipements pour permettre l'implantation de la nouvelle technologie du 9-1-1 Prochaine Génération (911PG).
Le présent dossier décisionnel concerne le sous-projet 2 : Sites permanents. Il s'agit de la construction du centre permanent principal pour le SPVM et le SIM.

L'appel d'offres public IMM-15922 a été publié le 17 juin 2024 sur le site SÉAO et dans le journal Le Devoir sous le titre : Construction d'un centre de sécurité publique.

Les soumissions ont été ouvertes le 22 août 2024. La durée de l'appel d'offres était de soixante-six (66) jours calendrier. Dix addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres (voir le tableau ci-dessous).

Addendas	Date d'émission	Description	Impact monétaire
ADD 1	2024-07-04	Report de date d'ouverture des soumissions	Non
ADD 2	2024-07-16	Précisions aux plans et devis en architecture et ingénierie	Oui
ADD 3	2024-07-16	Annexes des études environnementales et géotechniques	Non
ADD 4	2024-07-17	Précisions aux plans et devis en architecture et	Non

		structure	
ADD 5	2024-07-17	Précisions aux plans et devis en architecture de paysage	Non
ADD 6	2024-08-06	Report de date d'ouverture des soumissions	Non
ADD 7	2024-08-14	Précisions aux plans et devis en architecture, paysage, civil, structure et ingénierie	Oui
ADD 8	2024-08-15	Précisions aux plans et devis en architecture	Non
ADD 9	2024-08-19	Modification au bordereau de soumission	Non
ADD 10	2024-08-21	Correction au bordereau et gabarit de l'étiquette de retour	Non

Les soumissions ont une validité de cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 19 décembre 2024.

Le projet Construction d'un centre de sécurité publique est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Exécution.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0730 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 952 103,03 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels du contrat de base pour la réalisation des plans et devis et l'accompagnement au chantier du futur site permanent principal des centres d'appels 9-1-1, dans le cadre du contrat accordé à Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG22 0399), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 973 775,83 $ à 3 925 878,86 $, taxes incluses
CE23 1727 - 8 novembre 2023 - Accorder un contrat à Procova Inc., pour des travaux de décontamination et de démolition sélective dans le futur site permanent principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 309 213,77 $, taxes incluses (contrat : 259 843,50 $ + contingences : 49 370,27 $) – Appel d'offres public NoIMM-15875 - (7 soumissionnaires)

CG22 0399 - 16 juin 2022 - Accorder un contrat de service professionnel à Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant le chantier pour le nouveau centre 9-1-1 du SPVM - site 1 - Dépense totale de 2 812 144,79, $ taxes incluses (contrat: 1 973 775,83 $ + contingences: 493 443,96 $ + incidences: 344 925,00 $) - Appel d'offres public 21-19080 lot N^{O} 1 - 4 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'accorder à l'entreprise Pomerleau inc., le plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour des travaux de construction du Centre d'appel 9-1-1 principal pour le SPVM et le SIM.
Un budget de contingences de 5 744 440,97 $, taxes incluses, soit 12 % du montant du contrat, est réservé pour répondre aux imprévus du chantier.

Un budget d'incidences de 2 393 517,07 $, taxes incluses, soit 5 % du montant du contrat est réservé pour répondre aux besoins complémentaires suivants :

- Les expertises ou les analyses requises additionnelles, en cours de chantier;
- Un contrôleur de chantier;
- Un agents de mise en service (mécanique et enveloppe);
- Le contrôle des matériaux (Labo);
- Les interventions d'utilité publique dont Hydro-Québec, ainsi que les interventions de TI et de Télécom;
- L'achat de mobilier pour les nouveaux locaux;
- Les déménagements.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 17 juin 2024, il y a eu seize (16) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.

Trois (3) preneurs du cahier des charges ont déposé leur soumission, ce qui représente 18,75 % du nombre total.

Sur les treize (13) autres preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné :

- Une (1) firme a affirmé avoir préféré considérer des projets plus près de chez eux, n'ayant pas de bureau à Montréal.
- Une (1) firme a affirmé être engagée dans d'autres projets et ne pas pouvoir effectuer celui-ci.
- Deux (2) ont acheté les documents à titre informatif (Association de la Construction du Québec et l'estimateur externe GLT+)
- Cinq (5) firmes sont des sous-traitants ou des fournisseurs ayant fourni des prix aux entrepreneurs.
- Les quatre (4) autres firmes n'ont pas communiqué leurs motifs de désistement.

L'analyse de la conformité des soumissions a révélé que les trois (3) soumissionnaires ont été jugés conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Pomerleau inc.	**47 870 341,39 $**	**5 744 440,97 $**	**53 614 782,36 $**
Tisseur inc.	49 036 837,50 $	5 884 420,50 $	54 921 258,00 $
Magil inc.	49 715 190,00 $	5 965 822,80 $	55 681 012,80 $
Dernière estimation réalisée ($)	46 736 378,00 $	5 608 365,36 $	52 344 743,36 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			1 133 963,39 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			2,43 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 166 496,11 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			2,44 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation fournie par les professionnels est de 2,43 % (1 133 963,39 $). Ce léger écart permet de croire que le prix soumis représente bien le marché actuel.

L'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse soumission conforme est de 2,44 % (1 166 496,11 $). L'écart est peu élevé entre les trois (3) soumissions, ce qui permet de croire qu'elles représentent bien le marché actuel à Montréal.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n’est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le plus bas soumissionnaire, Pomerleau inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 27 septembre 2028. Depuis le 2 juin 2023, l'AMP a prolongé automatiquement la validité de contracter de deux ans.

Ce contrat de construction étant d'une valeur supérieure à 1 000 000 $, il devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

En vertu des résolutions relatives à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CM23 0447 et CG23 0205), le présent dossier devra lui être soumis pour étude puisqu'il répond à l'un ou l'autre des critères fixés par les conseils, soit un projet de plus de 20 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale est de 56 008 299,43 $.

Le coût du contrat est de 47 870 341,39 $, taxes incluses. Le budget des contingences est de 5 744 440,97 $ taxes incluses, soit 12 % du coût du contrat.

Le budget d'incidences est de 2 393 517,07 $ taxes incluses, soit 5 % du coût du contrat.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, parce qu’elle concerne la sécurité publique (article 19, paragraphe 8b) qui est une compétence d’agglomération en vertu de la Loi sur l’exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est prévue au PDI 2024-2033 du Service de la gestion et de la planification des immeubles dans le cadre du Grand projet de Centres d’appels de sécurité publique (SPVM et SIM), au projet Investi 64028 .

La dépense totale net de ristourne est de 51 143 042,72 $.

La dépense sera répartie de la manière suivante : 4 % en 2024, 30 % en 2025, 38 % en 2026 et 28 % en 2027.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet des centres d'appels 9-1-1 permettra à la Ville de Montréal et à l'ensemble des citoyens de se doter de centres d'appels robustes et répondant aux normes élevées de disponibilité et de résilience requise par le Ministère de la sécurité publique (MSP) et le CRTC. Un retard dans l'octroi de ce contrat se répercuterait sur la livraison du projet

global et par conséquent, sur le service direct aux citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 1 novembre 2024
Fin du contrat : 28 mai 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe GAUTHIER, Service de sécurité incendie de Montréal
Pascal RICHARD, Service de police de Montréal

Lecture :

Philippe GAUTHIER, 18 septembre 2024
Pascal RICHARD, 13 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghita EL HRICHI
Gestionnaire de projets immobiliers

Tél : 514-219-5670
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-12

Penelope DARCY
Cheffe de division de projets Sécurité publique et Espace pour la vie

Tél : 514-242-6693
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2024-09-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Charles GRIS
directeur(trice) de la securite
Tél : 514-855-6000
Approuvé le : 2024-09-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249395001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division projets de la sécurité publique*
Projet : *Construction d'un centre de sécurité publique*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**x**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

Priorité 8. Lutter **contre le racisme et les discriminations systémiques**, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

Priorité 18. Assurer la protection et le respect des **droits humains** ainsi que l'**équité sur l'ensemble du territoire**

Priorité 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 1 - Résultat visé : Construire un bâtiment dégageant aucun CO2 opérationnel, bien que le bâtiment sera de protection civile, ce qui sous-tend de la redondance tant électrique que mécanique.

Priorité 8 - Résultat visé : Valoriser l'intégration des genres en prévoyant des aménagements versatiles pour l'égalité des individus en aménageant, entre autres, des salles de repos individuelles et des vestiaires non genrés.

Priorité 18 - Résultat visé : L'arrivée du texto en temps réel dans la prise d'appel du 911 facilitera la communication pour les personnes allophones.

Priorité 19 - Résultat visé : La construction des nouveaux centres d'urgence du 9-1-1 permettra d'obtenir la certification du Ministère de la sécurité publique qui assure un centre d'urgence plus sécuritaire et plus résilient. Les moyens de communication se trouveront plus diversifiés ce qui rendra la prise d'appel et l'analyse plus performante.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**x**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 20 décembre 2023

POMERLEAU INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT MALLETTE
521, 6E AV N
SAINT-GEORGES (QC) G5Y 0H1

N° de décision : 2023-DANP-3186
N° de client : 2700000343
N° d'entreprise du Québec : 1173674830

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

CETTE DÉCISION ANNULE ET REMPLACE LA DÉCISION DU 28 SEPTEMBRE 2023

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. POMERLEAU INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **27 septembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Projet :	*911*
Nom d'ouvrage :	*Construction d'un centre de sécurité publique*
No. D'ouvrage:	*25*
No. De contrat :	*15922*
No. Du projet :	*9999_IM-DV-22-1003*
No. Du GDD :	*1249395001*
Date :	*06-sept-24*
Étape :	*Octroi de contrat*

				Budget $	TPS 5,0 % $	TVQ 9,975 % $	TOTAL $
Contrat	Travaux par le soumissionnaire*			**41 635 435,00 $**	**2 081 771,75 $**	**4 153 134,64 $**	**47 870 341,39 $**
					0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Variation quantités*			0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Contingences		**12%**	**4 996 252,20 $**	**249 812,61 $**	**498 376,16 $**	**5 744 440,97 $**
	Total - Contrat :			46 631 687,20 $	2 331 584,36 $	4 651 510,80 $	53 614 782,36 $
Incidences	Incidences spécifiques		5%	2 081 771,75 $	104 088,59 $	207 656,73 $	2 393 517,07 $
	Incidences générales		0%	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Total - Incidences :		**5%**	**2 081 771,75 $**	**104 088,59 $**	**207 656,73 $**	**2 393 517,07 $**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)			**48 713 458,95 $**	**2 435 672,95 $**	**4 859 167,53 $**	**56 008 299,43 $**
Ristournes	**TPS**	100%			-2 435 672,95 $		-2 435 672,95 $
	TVQ	50%				-2 429 583,77 $	-2 429 583,77 $
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)						**51 143 042,72 $**

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire**

Méthode d'estimation des contingences : Elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude reliée au projet.

Rythme prévu des décaissements : 4% en 2024, 30% en 2025, 38% en 2026 et 28% en 2027

Montréal, le 8 août 2024

Ville de Montréal, Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion des projets immobiliers

303 Rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

À l'attention de Mme Sophie Côté, Gestionnaire de projet – Projets sécurité publique

Appel d'offres No : **IMM-15922**

Projet: **Travaux de construction – Centre de sécurité publique**

Objet: **Analyse des soumissions**

Madame,

Nous avons pris connaissance des soumissions présentées pour le projet en titre et avons procédé à une analyse des résultats. Nous vous présentons ci-dessous notre analyse qui est basée sur les copies numérisées des soumissions et des documents annexés qui nous ont été transmis par la Ville.

1. Soumissions

Selon les informations reçus de la Ville, trois (3) soumissionnaires ont présenté une soumission le 22 août 2024.

Les soumissions reçues sont les suivantes. (Les montants présentés sont les totaux avant taxes) :

Pomerleau Inc.	41 635 435,00 $
Tisseur Inc.	42 650 000,00 $
Magil Construction Est du Canada Inc.	43 240 000,00 $

2. Analyse des soumissions

2.1. Recevabilité et conformité des soumissions

Lors de l'ouverture, les soumissions ont été jugées acceptables par la Ville. L'examen des originaux présentées a été effectué par la Ville de Montréal. Les documents joints aux soumissions sont identifiés au tableau comparatif des soumissions joint en annexe. Les trois (3) soumissions ont été considérées comme recevables et conformes.

2.1. Critères d'admissibilité

Le cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) imposait des critères d'admissibilité en lien avec l'expérience de la firme, du surintendant et du chargé de projet. Les trois (3) soumissionnaires ont présenté des projets qui respectaient les exigences du CCAS. Le contenu des fiches de projets présenté n'a toutefois pas fait l'objet de vérifications auprès des donneurs d'ouvrages. Sur cette base, les soumissionnaires ont été considérés comme admissibles.

24 Mont-Royal ouest, bur. 1006, Montréal, Québec H2T 2S2 t: 514-286-7557 info@archipel-architecture.ca

2.2. Analyse des prix soumis

Nous présentons ci-dessous notre analyse générale des soumissions reçues et plus particulièrement des travaux d'architecture.

Les prix soumis pour les travaux d'électromécanique ont été étudiés par les ingénieurs de Bouthillette Parizeau et les prix soumis pour les travaux de civil ont été étudiés par Équipe Laurence. Leurs lettres d'analyse sont jointes sen annexe.

Cohérence des prix présentés
Les prix présentés se répartissent de 41 635 435 $ à 43 200 000 $. L'écart entre les trois (3) soumissionnaires est de 1 604 565 $, ce qui représente un écart de 3,8% entre ces prix. De la même façon, la variation des prix entre les soumissionnaires pour chacun des chapitres est de moins de 10% à l'exception de l'aménagement de l'emplacement (17,5%) et de l'isolation thermique (17%). Ces écarts demeurent normaux.

Cette grande cohérence entre les prix totaux présentés nous permet de penser que la portée générale des travaux a été bien comprise par les soumissionnaires.

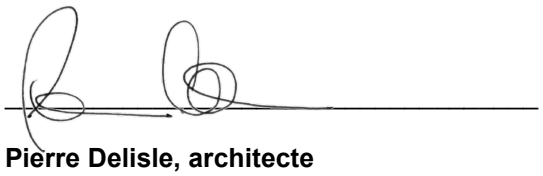
Prix soumis et estimation
Le coût total estimé est plus bas de 986 269 $ que le prix du plus bas soumissionnaire, ce qui représente un écart de 2,4%. Cet écart est de 3,7% par rapport à la moyenne des prix soumis.

Ce faible écart combiné à la grande cohérence des prix permet de croire que les prix soumis sont valables et correspondent à la valeur des travaux sur le marché actuel de la construction à Montréal.

Prix des travaux d'architecture
Les coûts présentés pour les travaux d'architecture et d'architecture de paysage par le plus bas soumissionnaire sont généralement assez proche des coûts estimés pour chacun des chapitres du devis. La différence la plus importante concerne les portes et fenêtres. Elle peut s'expliquer par un coût surestimé pour les murs rideaux lors de l'estimation et par une répartition différente des montants entre les différents éléments du bordereau. Cette situation ne permet pas de croire que les prix soumis ne sont pas valables.

Validité des soumissions
À la lumière de ce qui précède, nous pensons que les soumissions présentées sont cohérentes, qu'elles reflètent la valeur des travaux et sont recevables, sous réserve de la confirmation de leur conformité par la Ville

En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous présentons, Mme Côté, nos meilleures salutations.



Pierre Delisle, architecte

PJ/ Tableau comparatif des soumissions

Ville de Montréal – Construction d'un centre de sécurité publique | Analyse des soumissions – mécanique, électricité et structure, par BPA 2024-08-22

OUVERTURE DES SOUMISSIONS - Construction d'un centre de sécurité publique – 2620, boul. Saint-Joseph Est, par Équipe Laurence 2024-08-27

24 Mont-Royal Ouest, bur. 1006, Montréal, Québec H2T 2S2 t: 514-286-7557 info@archipel-architecture.ca

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: IMM-15922
Numéro de référence: 20001126
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Construction d'un centre de sécurité publique
Organisation: Ville de Montréal - Gestion et planification Immobilière

16 résultats **Résultats 1 à 16**

Trier par Sélection **Nombre par page** 2

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
○ HONEYWELL LIMITÉE 2366 rue Galvani Québec QC CAN G1N4G4 http://www.honeywell.com	Non diffusé	Stéphane Doiron Téléphone: 4189978497 Courriel: estimation.quebec@honeywell.com	**Transaction: (20005823)** 2024-06-18 15:32	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ ACQ Provinciale 9200 boul Métropolitain Montréal QC CAN H1K4L2	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143548249 Courriel: claveaul@acq.org	**Transaction: (20005075)** 2024-06-17 21:59	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ EBC INC. 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 750 Montréal QC CAN H3C3X6 https://ebcinc.com/	Publique	Steeve Lamontagne Téléphone: 4188720600 Courriel: devest@ebcinc.com	**Transaction: (20018291)** 2024-07-12 10:52	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis Téléchargement 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ LA CIE ÉLECTRIQUE BRITTON LTÉE 8555 chemin Devonshire Montréal QC CAN H4P2L3 http://www.britton.ca	Publique	Marco Horvath Téléphone: 5143425525 Courriel: estimation@britton.ca	**Transaction: (20006081)** 2024-06-19 07:53	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ LES ENTREPRISES CHRISTIAN ARBOUR INC. 1379 Ernest Harnois Joliette QC CAN J6E0L7 https://www.christianarbour.com	Publique	Christian Arbour Téléphone: 4507591009 Courriel: soumissions@christianarbour.com	**Transaction: (20009445)** 2024-06-25 20:11	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ CONSTRUCTION PCL INC. 3400 boulevard de Maisonneuve Ouest 1135 Montréal QC CAN H3Z3B8	Non diffusé	LAETITIA WURFFEL Téléphone: 514-933-0128 Courriel: estimationmtl@pcl.com	**Transaction: (20015661)** 2024-07-09 16:02	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis Téléchargement 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
◯ GLT+ inc. 3839 Boulevard Taschereau Porte 101 Saint-Hubert QC CAN J4T2G4 https://glt.ca/	Non diffusé	Dominique André-Bélanger Téléphone: 4506797500 Courriel: dominique.andre@glt.ca	**Transaction: (20032128)** 2024-08-12 09:54	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis Téléchargement 20006016 - Addenda 2 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20006090 - Addenda 3 Devis Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20006228 - Addenda 5 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ GROUPE GEYSER INC. 275, boul. Marc-Aurèle-Fortin Laval QC CAN H7L2A2 www.groupegeyser.com	Publique	Estimation5 Geyser Téléphone: 4506252003 Courriel: estimation5@groupegeyser.com	**Transaction: (20013384)** 2024-07-04 13:56	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-07-16 à 13:40 - Messagerie 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Messagerie 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Messagerie 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Messagerie 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Messagerie Devis 2024-08-14 à 11:20 - Courriel 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
◯ DEVCOR (1994) 17705, rue des Gouverneurs, suite 100 Mirabel QC CAN J7J0T9 http://www.devcor.net	Publique	Mathieu Levesque Téléphone: 514-714-0606 Courriel: mlevesque@devcor.net	**Transaction: (20005764)** 2024-06-18 14:29	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Messagerie

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Messagerie 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Messagerie 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Messagerie 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Messagerie Devis 2024-08-14 à 11:20 - Courriel 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
◯ TISSEUR INC. 1900, rue des Mélèzes Sainte-Adèle QC CAN J8B2J6 http://tisseur.com/	Publique	ESTIMATION BÂTIMENT Téléphone: 8193221523 Courriel: estimation@tisseur.com	**Transaction: (20005902)** 2024-06-18 20:25	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Messagerie 20006090 - Addenda 3 Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Messagerie 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Messagerie 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Messagerie 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Messagerie Devis 2024-08-14 à 11:20 - Courriel 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
◯ ARMATURES BOIS-FRANCS INC. 249 boul de la Bonaventure Victoriaville QC CAN G6T1V5 http://www.abf-inc.com	Non diffusé	Geneviève Beaudoin Téléphone: 8197587501 Courriel: estimation@abf-inc.com	**Transaction: (20007749)** 2024-06-21 08:55	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ POMERLEAU INC. 562 chemin Olivier Lévis QC CAN G7A2N6 http://www.pomerleau.ca	Publique	Rose Bédard Téléphone: 514-789-2728 Courriel: rose.bedard@pomerleau.ca	**Transaction: (20015003)** 2024-07-08 13:33	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis Téléchargement 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ MAGIL CONSTRUCTION EST DU CANADA INC. 1655, rue De Beauharnois Ouest Montréal QC CAN H4N1J6 https://magil.com/fr/	Publique	Carolina Macias Manoatl Téléphone: 5143419899 Courriel: cmacias@magil.com	**Transaction: (20005680)** 2024-06-18 13:04	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ Les Installations électriques Pichette inc. HISTORIQUE 3080 rue Peugeot Laval QC CAN H7L5C5 pichette.ca	Non diffusé	Louis Racicot Téléphone: 450-682-4411 Courriel: louis.racicot@pichette.ca	**Transaction: (20007706)** 2024-06-21 08:00	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20006228 - Addenda 5 Devis 2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ GROUPE CÉLEB INC. 3850 Place de Java 100 Brossard QC CAN J4Y0C4 groupeceleb.com	Publique	Stéfann Bélec Téléphone: 4506599608 Courriel: soumission@groupeceleb.com	**Transaction: (20012290)** 2024-07-02 15:46	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis 2024-07-04 à 14:55 - Courriel 20006016 - Addenda 2 Devis 2024-07-16 à 13:40 - Courriel Plan 2024-07-16 à 13:40 - Courriel 20006090 - Addenda 3 Devis 2024-07-16 à 17:10 - Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis 2024-07-17 à 14:45 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:45 - Courriel 20006228 - Addenda 5 Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-07-17 à 14:50 - Courriel Plan 2024-07-17 à 14:50 - Courriel 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis 2024-08-06 à 16:50 - Courriel Plan 2024-08-06 à 16:50 - Courriel 20009910 - Addenda 7 Plan 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement Devis 2024-08-14 à 11:20 - Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis 2024-08-15 à 15:00 - Courriel 20010646 - Addenda 9 Devis 2024-08-19 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-19 à 13:30 - Courriel 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ VITRECO INC. 900 Place Sauvé Laval QC CAN H7S1M2 www.vitreco.ca	Non diffusé	Jennith Pena Téléphone: 579-306-0132 Courriel: estimation@vitreco.ca	**Transaction: (20036833)** 2024-08-19 14:44	20004233 - Addenda 1_Report de date Devis Téléchargement 20006016 - Addenda 2 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20006090 - Addenda 3 Devis Téléchargement 20006225 - Addenda 4 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20006228 - Addenda 5 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20008451 - Addenda 6 Report de date Devis Téléchargement

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Plan Téléchargement 20009910 - Addenda 7 Plan Téléchargement Devis Téléchargement 20010288 - Addenda 8 Devis Téléchargement 20010646 - Addenda 9 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20011304 - Addenda 10 Devis 2024-08-21 à 16:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249395001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 56 008 299,43 $, taxes incluses (contrat : 47 870 341,39 $ + contingences : 5 744 440,97 $ + incidences : 2 393 517,07 $) – Appel d'offres public IMM-15922 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1249395001 - Démolition et construction centre 911.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - DCSF - Point de service HDV
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-16

Sonia RODI
conseiller(-ere) budgetaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances - DCSF - Point de service HDV

Dossier # : 1249395001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 56 008 299,43 $, taxes incluses (contrat : 47 870 341,39 $ + contingences : 5 744 440,97 $ + incidences : 2 393 517,07 $) – Appel d'offres public IMM-15922 (3 soumissionnaires)

SMCE249395001.pdf

Dossier # :1249395001

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 24 octobre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE249395001

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9- 1-1 – Dépense totale de 56 008 299,43 $, taxes incluses (contrat : 47 870 341,39 $ + contingences : 5 744 440,97 $ + incidences : 2 393 517,07 $) – Appel d'offres public IMM-15922 (3 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE249395001

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 56 008 299,43 $, taxes incluses (contrat : 47 870 341,39 $ + contingences : 5 744 440,97 $ + incidences : 2 393 517,07 $) – Appel d'offres public IMM-15922 (3 soumissionnaires)

À sa séance du 2 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 20 M$*

Le 9 octobre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et planification des immeubles, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division projets sécurité publique ont expliqué que le présent dossier concerne la construction d'un nouveau centre de sécurité publique, qui accueillera les centres d'appels du Service incendie de Montréal (SIM) et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Le projet s'inscrit dans la foulée de l'implantation du 9-1-1 Prochaine Génération (9-1-1 PG), qui fait suite à une décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Les travaux consistent essentiellement à déconstruire le bâtiment existant, à décontaminer les sols, à construire un nouveau bâtiment ainsi qu'à faire l'aménagement et le verdissement.

L'appel d'offres a été publié du 17 juin au 22 août 2024. Durant cette période, dix addendas ont été émis afin de répondre à des questions techniques, de clarifier ou

modifier certaines informations et de repousser la date d'ouverture des soumissions. Parmi les neuf entrepreneurs généraux s'étant procuré le cahier des charges, trois ont déposé une soumission. Les raisons de désistement invoquées par les six autres sont les suivantes : une firme indique avoir un carnet de commandes déjà complet; un autre n'a pas de bureau à Montréal et quatre n'ont pas répondu. L'analyse des soumissions révèle que Pomerleau inc. a déposé la meilleure offre, avec un prix de 2,43 % au-dessus de l'estimation et un écart de 2,44 % avec le deuxième plus bas soumissionnaire. Selon les responsables, ces écarts seraient principalement attribuables à une répartition différente des montants entre les divers items du bordereau. Cette faible différence permet au Service de conclure que la portée des travaux a bien été comprise et que les prix reflètent ceux du marché.

Pour terminer, les personnes-ressources rappellent l'importance d'aller de l'avant avec ce contrat afin de pouvoir compléter, dans les délais requis, le nouveau centre d'appel et de fournir les services à la population.

Durant la période d'échange, les commissaires ont d'abord posé des questions sur le choix de l'emplacement du bâtiment. Sachant que le comité de démolition s'est prononcé en défaveur de la démolition de l'immeuble, avez-vous tout mis en œuvre pour trouver un autre emplacement? En réponse, les invitées ont mentionné avoir cherché pendant plus d'un an le lieu adéquat. Le site actuel répond aux exigences du SPVM ainsi que ceux du ministère de la Sécurité publique. Également, les permis de construction et de démolition ont été obtenus de l'arrondissement. Des clarifications ont aussi été demandées au sujet des deux addendas ayant eu un impact sur le prix. Il s'agirait d'une modification concernant le vitrage des fenêtres et l'autre touche les systèmes électromécaniques.

Enfin, les membres ont cherché à savoir s'il existait un tableau de suivi global du projet. Dans le cas de projets inscrits au PDI ou dont la dépense est importante, il est très utile d'avoir une vision d'ensemble, car ces projets s'étendent sur une longue période. Un tel tableau sert non seulement aux personnes élues dans leur prise de décision, mais également au public. La Commission suggère que le Service ajoute cette information dans le sommaire décisionnel pour les prochains dossiers avec l'information sur l'avancement des projets et les budgets.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et planification des immeubles, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division projets sécurité publique pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 20 M$*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE249395001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1247100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure 11 ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 à 26 mois, selon l'entente, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 979 219,38 $, taxes incluses, (contrats: 16 503 669,03 $ + variation des quantités : 2 475 550,35 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :
1 - de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de vingt-quatre (24) mois, lesquelles s'engagent à fournir et livrer à la Ville, sur demande, des produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Pointe-Claire, Lachine et la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public (24-20603) et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firmes	Lots	Montant, taxes incluses
Sodrox Chemicals Ltd.	Lot 8: Soude caustique liquide (50 %) (NSF eau potable)	363 895,88 $
Brenntag Canada inc.	Lot 11: Soude caustique liquide (50 %) (Traitement odeur)	198 987,23 $

3 - d'autoriser une dépense de 84 432,47 $, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités (lots 8 et 11);

4- de procéder à une évaluation du rendement des adjudicataires Sodrox Chemicals Ltd. et Brenntag Canada inc.;

5 - d'imputer ces dépenses de consommation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, à même le budget du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de vingt-quatre (24 mois) pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 9 et d'une durée de vingt-six (26) mois pour le lot 10, lesquelles s'engagent à fournir et livrer à la Ville, sur demande, des produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval et l'usine d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte de Service de l'eau, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public (24-20603) et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firmes	Lots	Montant, taxes incluses	Nombre de soumissionnaires par lot
Kemira Water Solutions Canada inc.	Lot 1: Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium	1 880 600,09 $	2
Kemira Water Solutions Canada inc.	Lot 2: Aluminate de sodium	627 763,50 $	1
Kemira Water Solutions Canada inc.	Lot 3: Sulfate d'aluminium acidifié 5%	503 866,44 $	2
Brenntag Canada inc.	Lot 4: Charbon actif en poudre	543 601,80 $	2
Kemira Water Solutions Canada inc.	Lot 5: Mélange de polyDADMAC et de chlorhydrate d'aluminium et polyDADMAC séparé	4 924 609,20 $	1
Sel Windsor Ltée.	Lot 6: Chlorure de sodium (Sel NSF)	2 869 010,27 $	1
Univar Solutions Canada Ltée	Lot 7: Silicate de sodium	627 818,69 $	2
Brenntag Canada inc.	Lot 9: Hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 %	2 979 462,15 $	3
Graymont (QC) inc	Lot 10: Chaux	984 053,78 $	1

3 - d'autoriser une dépense de 2 391 117,89 $, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités (Lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9 et 10);

4- de procéder à une évaluation du rendement des adjudicataires Kemira Water Solutions Canada inc., Sel Windsor Ltée. Univar Solutions Canada Ltée, Graymont (QC) inc. et Brenntag Canada inc.;

5 - d'imputer ces dépenses de consommation conformément aux informations financières

inscrites au dossier décisionnel, à même le budget du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-23 13:09

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1247100004**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure 11 ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 à 26 mois, selon l'entente, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 979 219,38 $, taxes incluses, (contrats: 16 503 669,03 $ + variation des quantités : 2 475 550,35 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées afin d'assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.
Dans le cadre des opérations des six usines de production d'eau potable et des réservoirs de la Direction de l'eau potable (DEP) et de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (DÉEU) du Service de l'eau, plusieurs produits chimiques sont utilisés dont ceux énumérés ci-dessous et font partie du présent appel d'offres :

- Lot 1: Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium utilisé comme coagulant pour la clarification de l'eau à l'usine de Pierrefonds;
- Lot 2: Aluminate de sodium utilisé comme aide à la coagulation pour la clarification de l'eau aux usines de Dorval, Lachine, Pierrefonds et Pointe-Claire;
- Lot 3: Sulfate d'aluminium acidifié 5 % utilisé comme coagulant pour la clarification de l'eau à l'usine de Pointe-Claire;
- Lot 4: Charbon actif en poudre utilisé pour réduire les goûts et odeurs aux usines de Dorval et Pointe-Claire;
- Lot 5: Coagulants;

- Item 1: Mélange de polyDADMAC et de chlorhydrate d'aluminium utilisé comme coagulant pour la clarification de l'eau aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets;
- Item 2: PolyDADMAC utilisé comme aide à la coagulation pour la clarification de l'eau aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets;

- Lot 6: Chlorure de sodium (Sel NSF) servant à la génération et la production d'hypochlorite de sodium sur site qui est utilisé pour la désinfection de l'eau avant sa distribution aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets;
- Lot 7: Silicate de sodium utilisé comme aide à la coagulation pour la clarification de l'eau aux usines de Dorval, Lachine, Pierrefonds et Pointe-Claire;
- Lot 8: Hydroxyde de sodium (soude caustique) liquide (50 %) utilisé pour l'ajustement du pH de l'eau aux usines de Lachine et Pointe-Claire;
- Lot 9: Hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % utilisé comme désinfectant pour les usines de production d'eau potable, certains réservoirs d'eau potable et l'usine d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte;
- Lot 10: Chaux utilisée pour l'ajustement du pH de l'eau aux usines de Pointe-Claire, Pierrefonds et Dorval;
- Lot 11: Hydroxyde de sodium (soude caustique) liquide (50 %) utilisé pour le traitement des odeurs à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte;

Tous les produits chimiques utilisés pour la production de l'eau potable doivent être conformes au standard NSF 60 et NSF 61 selon le cas (National Sanitation Foundation). L'utilisation de ces produits chimiques est essentielle afin de produire une eau potable à la consommation humaine et dans le respect des exigences réglementaires du Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP).

La conclusion d'ententes d'achat contractuelles est essentielle afin d'assurer la constance et la facilité d'acquisition tout en constituant des volumes économiques profitables. Ces produits chimiques sont nécessaires pour produire une eau potable conforme à la réglementation.

L'appel d'offres no 24-20603 a été publié sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) ainsi que dans le Journal Le Devoir le 3 juillet 2024. L'ouverture des soumissions a eu lieu le jeudi 29 août 2024 au Service du greffe suite à un report (date d'ouverture initiale était le 13 août 2024). La durée de la publication a été de cinquante-six (56) jours. Les soumissions ont un délai de validité de cent vingt (120) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 27 décembre 2024.

Sept (7) addendas ont été publiés afin de reporter la date d'ouverture des soumissions et d'apporter certaines précisions administratives et techniques sur le contrat :

Addenda	Date d'émission	Description	Impacts budgétaires
1	17 juillet 2024	Report de date d'ouverture, questions et réponses et ajout du lot 11	non
2	19 juillet 2024	Modification du bordereau électronique	non
3	25 juillet 2024	Questions et réponses	non
4	5 août 2024	Questions et réponses	non
5	5 août 2024	Ajout d'une clause administrative	non
6	15 août 2024	Questions et réponses	non
7	23 août 2024	Questions et réponses	non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0631 – 23 novembre 2023 - Conclure des ententes d'achat contractuelles, d'une durée de 11 ou 12 mois, selon l'entente, pour la fourniture sur demande et la livraison de produits chimiques destinés à différentes usines du Service de l'eau - Montant total estimé des ententes : 8 032 778,90 $, taxes incluses (contrats : 6 985 025,13 $ + variation des quantités : 1 047 753,77 $) - Appel d'offres public 23-20016 (1, 2 ou 3 soumissions par lot)
CG22 0504 – 25 août 2022 - Conclure des ententes d'achat contractuelles avec Kemira Water Solutions Canada Inc., Sel Windsor Ltée et Univar Solutions Canada Ltée, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval pour une période de 12 à 15 mois et demi selon l'entente (Montant estimé des ententes : 6 920 852,20 $ (contrats : 6 291 683,82 $ + variation des quantités : 629 168,38 $) - Appel d'offres public 22-19367 (1 soumission par lot)

CG22 0029 – 27 janvier 2022 - Conclure une entente d'achat contractuelle avec UBA Inc., d'une durée de 24 mois, avec possibilité de deux options de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium de concentration 10,8 % à 12 % pour le Service de l'eau. Appel d'offres public no 21-19028 (3 soumissionnaires) - Montant total de l'entente : 3 365 679,85 $, taxes incluses (3 059 708,95 $, taxes incluses + variation des quantités : 305 970,90 $, taxes incluses)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à conclure onze (11) ententes d'achat contractuelles d'une durée de vingt-quatre (24) à vingt-six (26) mois, selon le lot, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Les ententes peuvent être prolongées de douze (12) mois pour un total de trente-six (36) à trente-huit (38) mois et selon les disponibilités budgétaires des ententes. Les produits visés par ces ententes sont :

No de lot	**Produits chimiques**	**Procédés**	**Usines**	**Date d'entrée en vigueur et de fin de contrat**
1	Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium	Coagulation	Pierrefonds	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026
2	Aluminate de sodium	Coagulation	Dorval, Lachine, Pierrefonds et Pointe-Claire	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026
3	Sulfate d'aluminium acidifié 5 %	Coagulation	Pointe-Claire	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026
4	Charbon actif en poudre	Contrôle des goûts et odeurs	Pointe-Claire et Dorval	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026
5	Coagulant – mélange polyDADMAC et chlorhydrate d'aluminium et polyDADMAC seul	Coagulation	Atwater et Charles-J.-Des Baillets	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026
6	Chlorure de sodium (Sel NSF)	Désinfection	Atwater et Charles-J.-Des Baillets	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026

7	Silicate de sodium	Coagulation	Dorval, Lachine, Pierrefonds et Pointe-Claire	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026
8	Soude caustique liquide 50 % (NSF eau potable)	Correction du pH de l'eau traitée	Lachine et Pointe-Claire	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026
9	Hypochlorite de sodium de concentration 10,8 % à 12 %	Désinfection	Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Dorval, Lachine, Pierrefonds, Pointe-Claire et la station d'épuration Jean-R.-Marcotte	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026
10	Chaux	Adoucir l'eau et correction du pH	Pointe-Claire, Pierrefonds et Dorval	1er novembre 2024 au 31 décembre 2026
11	Soude caustique liquide 50 % (Traitement des odeurs)	Traitement des odeurs	Station d'épuration Jean-R.-Marcotte	1er janvier 2025 au 31 décembre 2026

Une dépense pour une variation des quantités représentant 15% du contrat a également été prévue pour chacun des lots.

Les quantités de produits chimiques inscrites au bordereau de prix sont basées en partie sur les historiques de consommation de 2022 à juin 2024 et sur les prévisions des besoins pour les prochains mois, selon le lot. Les quantités sont fournies à titre indicatif seulement afin de présenter aux soumissionnaires un ordre de grandeur des besoins pour les usines du Service de l'eau.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 24-20603, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Neuf (9) entreprises ont présenté une offre dépendant des lots et il y a eu deux (2) désistements. Un des soumissionnaire avait acheté deux fois le cahier des charges et l'autre n'a pas fourni de raison.
L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement et l'analyse technique a été réalisée par la Direction de l'eau potable du Service de l'eau. L'analyse de conformité des offres a permis de constater que l'ensemble des neuf (9) soumissions reçues étaient conformes administrativement et techniquement.

Il est à noter qu'une firme pouvait soumissionner sur un ou plusieurs lots. Cette stratégie d'approvisionnement visait à permettre d'ouvrir le marché à la compétition et de favoriser un plus grand nombre d'offres.

Analyse des soumissions

Voici l'analyse des soumissions conformes aux spécifications techniques et administratives pour chacun des articles au bordereau de prix pour la durée inscrite dans l'appel d'offres. Les explications sur l'écart entre la soumission et l'estimation, applicables à l'ensemble des produits, sont présentées dans la section explication des écarts qui suit l'analyse du lot 11.

Lot 1 : Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium

Tableau 1: Analyse des soumissions pour le mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium

Soumissions conformes	**Coûts de base (taxes incluses)**	**Variation de quantités (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Kemira Water Solutions Canada Inc.	1 880 600,09 $	282 090,01 $	2 162 690,10 $
Produits chimiques Chemtrade Canada Ltée	2 759 285,03 $	413 892,75 $	3 173 177,78 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 666 286,69 $	249 943,00 $	1 916 229,69 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 010 487,68 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			46,7 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			246 460,42 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			12,9 %

Analyse des écarts

Deux (2) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Kemira Water Solutions Canada Inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 12,9 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 46,7 %. Le coût unitaire a augmenté de 18,6% comparativement à l'appel d'offres précédent. Le coût unitaire actuel n'avait pas augmenté en deux ans.

Lot 2 : Aluminate de sodium

Tableau 2: Analyse des soumissions pour l'aluminate de sodium

Soumissions conformes	**Coûts de base (taxes incluses)**	**Variation de quantités (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Kemira Water Solutions Canada Inc.	627 763,50 $	94 164,53 $	721 928,03 $
Dernière estimation réalisée ($)	711 005,40 $	106 650,81 $	817 656,21 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 95 728,18 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 11,7 %

Analyse des écarts

Une (1) firme a formulé une offre. La soumission a été jugée conforme. Le plus bas soumissionnaire conforme est Kemira Water Solutions Canada Inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable de 11,7 %. Le coût unitaire soumis est de 2,0 % plus élevé que le coût actuel et il est 11,7 % inférieur au prix unitaire de 2023.

Lot 3 : Sulfate d'aluminium acidifié 5 %

Tableau 3: Analyse des soumissions pour le sulfate d'aluminium acidifié 5 %

Soumissions conformes	**Coûts de base (taxes incluses)**	**Variation de quantités (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Kemira Water Solutions Canada Inc.	503 866,44 $	75 579,97 $	579 446,41 $
Produits chimiques Chemtrade Canada Ltée	579 749,94 $	86 962,49 $	666 712,43 $
Dernière estimation réalisée ($)	456 818,67 $	68 522,80 $	525 341,47 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			87 266,03 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,1 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			54 104,94 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			10,3 %

Analyse des écarts

Deux (2) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Kemira Water Solutions Canada Inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 10,3 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 15,1 %. Le coût unitaire soumis est 15,7% plus élevé que le coût unitaire actuel. Le coût unitaire actuel n'avait pas augmenté en deux ans.

Lot 4 : Charbon actif en poudre

Tableau 4: Analyse des soumissions pour le charbon actif en poudre

Soumissions conformes	Coûts de base (taxes incluses)	Variation de quantités (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Brenntag Canada Inc.	543 601,80 $	81 540,27 $	625 142,07 $
Univar Solutions Canada Ltée	630 042,76 $	94 506,41 $	724 549,17 $
Dernière estimation réalisée ($)	515 152,39 $	77 272,86 $	592 425,24 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			99 407,10 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,9 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			32 716,83 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			5,5 %

Analyse des écarts

Deux (2) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Brenntag Canada Inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 5,5 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 15,9 %. Le coût unitaire soumis moyen, pour le format en vrac et pour le format en gros sac, a augmenté de 10,7% comparativement au coût actuel.

Lot 5 : Coagulant – PolyDADMAC seul et mélange de polyDADMAC/chlorhydrate d'aluminium

Tableau 5: Analyse des soumissions pour le coagulant – PolyDADMAC seul et mélange de polyDADMAC/chlorhydrate d'aluminium

Soumissions conformes	Coûts de base (taxes incluses)	Variation de quantités (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Kemira Water Solutions Canada Inc.	4 924 602,20 $	738 691,38 $	5 663 300,58 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 193 926,64 $	779 089,00 $	5 973 015,64 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 309 715,06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 5,2 %

Analyse des écarts

Une (1) firme a formulé une offre. La soumission a été jugée conforme. Le plus bas soumissionnaire conforme est Kemira Water Solutions Canada Inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable de 5,2 % par rapport à l'estimation interne. Le coût unitaire soumis pour le polyDADMAC seul est le même que le coût actuel et celui de 2023 tandis que pour le mélange de polyDADMAC et de chlorhydrate d'aluminium, le prix est 0,3 % plus bas que le coût actuel et 5,6 % plus bas que le prix unitaire de 2023.

Lot 6 : Chlorure de sodium (Sel NSF)

Tableau 6: Analyse des soumissions pour le chlorure de sodium (Sel NSF)

Soumissions conformes	**Coûts de base (taxes incluses)**	**Variation de quantités (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Sel Windsor Ltée	2 869 010,27 $	430 351,54 $	3 299 361,81 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 857 473,68 $	428 621,05 $	3 286 094,73 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			13 267,08 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			0,4 %

Analyse des écarts

Une (1) firme a formulé une offre. La soumission a été jugée conforme. Le plus bas soumissionnaire conforme est Sel Windsor ltée.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 0,4 % par rapport à l'estimation interne. Le coût unitaire soumis est 5,4 % plus élevé que le coût actuel.

Lot 7 : Silicate de sodium

Tableau 7: Analyse des soumissions pour le silicate de sodium

Soumissions conformes	**Coûts de base (taxes incluses)**	**Variation de quantités (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Univar Solutions Canada Ltée	627 818,69 $	94 172,80 $	721 991,49 $
Brenntag Canada Inc.	727 653,78 $	109 148,07 $	836 801,85 $
Dernière estimation réalisée ($)	617 636,50 $	92 645,48 $	710 281,98 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			114 810,35 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			15,9 %

((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	11 709,52 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	1,6 %

Analyse des écarts

Deux (2) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Univar Solutions Canada ltée.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 1,6 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 15,9 %. Le coût unitaire soumis est de 11,2 % plus élevé que le coût actuel et de 1,6 % plus élevé que le coût de 2023.

Lot 8 : Soude caustique liquide (50 %) (NSF eau potable)

Tableau 8: Analyse des soumissions pour la soude caustique liquide (50 %) (NSF eau potable)

Soumissions de base	**Coûts de base (taxes incluses)**	**Variation de quantités (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Sodrox Chemicals Ltd.	363 895,88 $	54 584,38 $	418 480,26 $
Brenntag Canada Inc.	396 663,75 $	59 499,56 $	456 163,31 $
UBA Inc.	551 880,00 $	82 782,00 $	634 662,00 $
Univar Solutions Canada Ltée	580 623,75 $	87 093,56 $	667 717,31 $
Dernière estimation réalisée ($)	519 112,13 $	77 866,82 $	596 978,94 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			37 683,05 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			9,0 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 178 498,68 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 29,9 %

Analyse des écarts

Quatre (4) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus

bas soumissionnaire conforme est Sodrox Chemicals Ltd.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable de 29,9 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 9,0 %. Le coût unitaire soumis est 26,4 % plus bas que le coût actuel et 37,3 % plus bas que le coût de 2023.

Lot 9 : Hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 %

Tableau 9: Analyse des soumissions pour l'hypochlorite de sodium de concentration de 10,8 % à 12 %

Soumissions de base	**Coûts de base (taxes incluses)**	**Variation de quantités (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Brenntag Canada Inc.	2 979 462,15 $	446 919,32 $	3 426 381,47 $
UBA Inc.	3 365 548,20 $	504 832,23 $	3 870 380,43 $
KIK Holdco Company Inc.	3 575 492,55 $	536 323,88 $	4 111 816,43 $
Dernière estimation réalisée ($)	4 133 075,31 $	619 961,30 $	4 753 036,61 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			443 998,96 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			13,0 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 1 326 655,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 27,9 %

Analyse des écarts

Trois (3) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Brenntag Canada inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable de 27,9 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 13,0 %. Le coût unitaire soumis est 23,4 % plus bas que le coût actuel pour les livraisons de moins de 8000 L et de 24,5 % plus bas que le coût actuel pour les livraisons de plus de 8000 L. Le coût unitaire actuel du produit pour les livraisons de plus de 8000 L et de moins de 8000 L avait subi une forte augmentation lors du dernier appel d'offres.

Lot 10 : Chaux

Tableau 10: Analyse des soumissions pour la chaux

Soumissions de base	**Coûts de base**	**Variation de quantités**	**Total**

	(taxes incluses)	(taxes incluses)	(taxes incluses)
Graymont (QC) Inc.	984 053,78 $	147 608,07 $	1 131 661,85 $
Dernière estimation réalisée ($)	949 233,60 $	142 385,04 $	1 091 618,64 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			40 043,21 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			3,7 %

Analyse des écarts

Une (1) firme a formulé une offre. La soumission a été jugée conforme. Le plus bas soumissionnaire conforme est Graymont (QC) Inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 3,7 % par rapport à l'estimation interne. Le coût unitaire soumis est 8,9 % plus élevé que le coût actuel.

Lot 11 : Soude caustique liquide (50 %) (Traitement des odeurs)

Tableau 11: Analyse des soumissions pour la soude cautique liquide (50 %) pour le traitement des odeurs

Soumissions de base	Coûts de base (taxes incluses)	Variation de quantités (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Brenntag Canada Inc.	198 987,23 $	29 848,08 $	228 835,31 $
UBA Inc.	304 660,76 $	45 699,11 $	350 359,87 $
Univar Solutions Canada Ltée	314 870,54 $	47 230,58 $	362 101,12 $
Dernière estimation réalisée ($)	337 739,06 $	50 660,86 $	388 399,92 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			121 524,56 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			53,1 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 159 564,61 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 41,1 %

Analyse des écarts

Trois (3) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Brenntag Canada Inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable de 41,1 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission est de 53,1 %. Le coût unitaire soumis est 17,4 % plus faible que le coût actuel pour le format de livraison en bac-citerne. La principale raison qui explique la différence est le coût du produit en format de livraison en vrac dont le coût unitaire a diminué de 40 % en comparaison au prix unitaire actuel qui est en format bac-citerne. Actuellement les livraisons se font en bac-citerne mais des travaux sont prévus à l'usine pour permettre des livraisons en vrac. Il est prévu que les six (6) premiers mois du contrat les livraisons seront en format bac-citerne et les derniers dix-huit (18) mois les livraisons seront en format vrac.

Explication des écarts

Quatre (4) des lots ont vu leur prix unitaire diminuer depuis le dernier appel d'offres avec des réductions de près de 24 % pour l'hypochlorite de sodium, de 26 % pour la soude caustique utilisée pour l'eau potable et de 17 % pour la soude caustique utilisée pour le traitement des odeurs. Les coûts unitaires de l'hypochlorite de sodium et de la soude caustique avaient fortement augmenté au cours des dernières années, la diminution actuelle montre une certaine correction qui peut s'expliquer par la stabilisation du marché et une augmentation de la concurrence. Trois (3) des lots ont vu leur prix unitaire se maintenir ou augmenter de moins de 5 % depuis le dernier appel d'offres et cinq (5) des lots ont vu leur prix augmenter. L'augmentation la plus importante est pour le mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium dont le coût a augmenté de 18,6 % et le sulfate d'aluminium acidifié dont le coût a augmenté de 15,1 %.

À la suite d'une analyse de marché effectuée en 2023 et d'une autre au début de l'année 2024 par le Service de l'approvisionnement, la stratégie d'acquisition recommandée a été, contrairement à l'appel d'offres précédent, d'augmenter la durée des ententes contractuelles à deux (2) ans avec une possibilité de prolongation des contrats de un (1) an selon l'approbation des fournisseurs. Suite à la réduction de l'inflation et la stabilisation du marché, les fournisseurs désiraient maintenant des contrats de deux (2) ans pour sécuriser des contrats et réduire le travail nécessaire à la préparation des soumissions. Nous avons également ajouté une indexation des coûts aux six (6) mois et les garanties de soumission et d'exécution ont été retirées.

La stratégie d'approvisionnement avait pour objectif de favoriser une ouverture de marché, d'obtenir le plus possible le juste prix et de diminuer les effets des incertitudes du marché.

Nous avons également maintenu les changements apportés au dernier appel d'offres afin de répondre aux besoins des fournisseurs :

· Prolonger les heures de livraisons pour certains produits;
· Allonger le délai entre la commande et la livraison;
· Retirer de l'appel d'offres certains formats de livraison pour l'hypochlorite de sodium pour ne garder que les livraisons en vrac;
· Ajouter l'option de livraison d'urgence en 24h ou 48h selon un coût fixe de déplacement;

Finalement, l'augmentation exceptionnelle des coûts des deux (2) derniers appels d'offres ne s'est pas répétée pour cet appel d'offres et les conditions de marché semblent s'être stabilisées.

Résumé des ententes à conclure

Nous recommandons de procéder comme suit avec les contrats suivants:

Lot 1 : Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 1 880 600,09 $, taxes incluses, à Kemira Water solutions Canada inc.

Lot 2 : Aluminate de sodium : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 627 763,50 $, taxes incluses, à Kemira Water solutions Canada inc.

Lot 3 : Sulfate d'aluminium acidifié 5 % : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 503 866,44 $, taxes incluses, à Kemira Water solutions Canada inc.

Lot 4 : Charbon actif en poudre : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 543 601,80 $, taxes incluses, à Brenntag Canada inc.

Lot 5 : Coagulant – PolyDADMAC seul et mélange de polyDADMAC/chlorhydrate d'aluminium : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 4 924 609,20 $, taxes incluses, à Kemira Water solutions Canada inc.

Lot 6 : Chlorure de sodium (Sel NSF) : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 2 869 010,27 $, taxes incluses, à Sel Windsor ltée.

Lot 7 : Silicate de sodium : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 627 818,69 $, taxes incluses, à Univar Solution Canada ltée.

Lot 8 : Soude caustique liquide 50 % (NSF eau potable) : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 363 895,88 $, taxes incluses, à Sodrox Chemicals Ltd.

Lot 9 : Hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 2 979 462,15 $, taxes incluses, à Brenntag Canada inc.

Lot 10 : Chaux : accorder un contrat de vingt-six (26) mois au montant de 984 053,78 $, taxes incluses, à Graymont (QC) inc.

Lot 11 : Soude caustique liquide 50 % (Traitement odeurs) : accorder un contrat de vingt-quatre (24) mois au montant de 198 987,23 $, taxes incluses, à Brenntag Canada inc.

Compte tenu du montant des ententes et du nombre de soumissionnaire par lot, les lots 8 et 11 seront présentés au Comité Exécutif et les lots 1 à 7, 9 et 10 seront présentés au Conseil d'Agglomération.

Tel que précisé dans l'encadrement C-OG-APP-D-22-001 et suite à l'évaluation des risques, tous les fournisseurs devront être évalués à la fin de leur contrat respectif, compte tenu de la nature des contrats et de l'impact de ces contrats sur les citoyens.

Ces contrats ne sont pas visés par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP)* . Les soumissionnaires recommandés n'ont pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Les validations requises ont démontré que les soumissionnaires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), ne sont pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville (LFRI), ne sont pas rendus non-conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville et ne font pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude pour le lot 5, car il répond aux critères suivants :

- le contrat pour l'achat de biens est d'une valeur de plus de 4 000 000 $ et une seule soumission conforme a été reçue suite à l'appel d'offres;

- une seule soumission conforme;
- l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ces contrats est de 18 979 219,38 $, taxes incluses, soit 17 330 557,04 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale et comprend un budget d'une valeur de 15% du contrat pour la variation des quantités. Voici un résumé par lot :

No de lot	Produits chimiques	Coûts de base (taxes incluses)	Variation de quantités (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
1	Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium	1 880 600,09 $	282 090,01 $	2 162 690,10 $
2	Aluminate de sodium	627 763,50 $	94 164,53 $	721 928,03 $
3	Sulfate d'aluminium acidifié 5%	503 866,44 $	75 579,97 $	579 446,41 $
4	Charbon actif en poudre	543 601,80 $	81 540,27 $	625 142,07 $
5	Coagulant – PolyDADMAC seul et mélange de polyDADMAC/chlorhydrate d'aluminium	4 924 609,20 $	738 691,38 $	5 663 300,58 $
6	Chlorure de sodium (Sel NSF)	2 869 010,27 $	430 351,54 $	3 299 361,81 $
7	Silicate de sodium	627 818,69 $	94 172,80 $	721 991,49 $
8	Soude caustique liquide 50 % (NSF eau potable)	363 895,88 $	54 584,38 $	418 480,26 $
9	Hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 %	2 979 462,15 $	446 919,32 $	3 426 381,47 $
10	Chaux	984 053,78 $	147 608,07 $	1 131 661,85 $
11	Soude caustique liquide 50 % (Traitement odeurs)	198 987,23 $	29 848,08 $	228 835,31 $

Le coût maximal de ces contrats sera entièrement assumé par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable et l'assainissement des eaux usées qui sont des compétences d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.* La totalité de cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement de la Direction de l'eau potable.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la DEP a effectué une estimation préalable de la dépense totale évaluée à 20 651 079,06 $, budget de variation de quantité et taxes incluses, pour la durée des contrats. L'écart entre la somme des contrats à octroyer et l'estimation interne est favorable de 8,1 %.

Les prix soumis pourront être indexés aux six (6) mois selon la formule d'ajustement prévue au contrat.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que celui-ci ne peut être rattaché aux priorités élaborées dans le plan Montréal 2030. Voir grille

ci-jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces produits chimiques sont essentiels aux opérations des usines de production d'eau potable et de la station d'épuration des eaux usées. Ces contrats permettront d'assurer la constance et la facilité d'acquisition des produits.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas de stratégie de communication tel que recommandé par la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des ententes: Pour les lots 1 à 9 et 11 dès janvier 2025
Pour le lot 10 dès novembre 2024

Fin des ententes : Pour l’ensemble des lots au 31 décembre 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sofiane AISSAT, Service de l'eau

Lecture :

Sofiane AISSAT, 13 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-09-13

Guillaume RICHARD
Ingénieur de procédé

Tél : 438-988-5163
Télécop. :

Simon VINCENT
Chef de l'exploitation des usines et des réservois d'eau potable

Tél : 514-872-9979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
directeur(-trice) - production de l' eau potable
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-09-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247100004

Unité administrative responsable : *Direction de l'eau potable*

Projet : Conclure onze ententes d'achat contractuelles, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques destinés au Service de l'eau, avec la possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour une période de vingt-quatre à vingt-six mois, selon l'entente. - Montant estimé des ententes : 18 979 219,38 $, taxes incluses (ententes-cadres de 16 503 669,03 $, taxes incluses + variation des quantités : 2 475 550,35 $, taxes incluses.). Appel d'offres public no 24-20603 (11 lots, de 1 à 4 soumissionnaires par lot, 11 ententes à conclure).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?		**X**	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? • *S.O.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *S.O.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**s.o.**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**s.o.**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**s.o.**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**s.o.**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**s.o.**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**s.o.**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**s.o.**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure 11 ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 à 26 mois, selon l'entente, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 979 219,38 $, taxes incluses, (contrats: 16 503 669,03 $ + variation des quantités : 2 475 550,35 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20603_PV Amendé.pdf

24-20603_Liste des commandes SEAO p.1.pdf

24-20603_Liste des commandes SEAO p.2.pdf

24-20603_TCP_Lot #1.pdf

24-20603_TCP_Lot #2.pdf

24-20603_TCP_Lot #3.pdf

24-20603_TCP_Lot #4.pdf

24-20603_TCP_Lot #5.pdf

24-20603_TCP_Lot #6.pdf

24-20603_TCP_Lot #7.pdf

24-20603_TCP_Lot #8.pdf

24-20603_TCP-Lot #9.pdf


24-20603_TCP_Lot #10.pdf


24-20603_TCP_Lot #11.pdf


24-20603_Intervention_Lot #1.pdf


24-20603_Intervention_Lot #2.pdf


24-20603_Intervention_Lot #3.pdf


24-20603_Intervention_Lot #4.pdf


24-20603_Intervention_Lot #5.pdf


24-20603_Intervention_Lot #6.pdf


24-20603_Intervention_Lot #7.pdf


24-20603_Intervention_Lot #8.pdf


24-20603_Intervention_Lot #9.pdf


24-20603_Intervention_Lot #10.pdf


24-20603_Intervention_Lot #11.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-16

Elie BOUSTANI
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #1 : Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 18,18

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Kemira Water Solutions Canada inc.	1 880 600,09 $	√	1
Produits Chimiques Chemtrade Canada Ltée.	2 759 285,03 $		1

Information additionnelle

Les neuf (9) raisons de désistement sont les suivantes : (8) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'item	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Solutions en traitement des eaux Kemira Canada						
	1	Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium	1	Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium	1 635 660,00 $	1 880 600,09 $
Total (Solutions en traitement des eaux Kemira Canada)					**1 635 660,00 $**	**1 880 600,09 $**
Produits Chimiques Chemtrade Canada Ltée.						
	1	Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium	1	Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium	2 399 900,00 $	2 759 285,03 $
Total (Produits Chimiques Chemtrade Canada Ltée.)					**2 399 900,00 $**	**2 759 285,03 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #2 : Aluminate de sodium

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 9,091

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Kemira Water Solutions Canada inc.	627 763,50 $	√	2

Information additionnelle

Les dix (10) raisons de désistement sont les suivantes : (9) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données	
					Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Solutions en traitement des eaux Kemira Canada						
	2	Aluminate de sodium	1	Aluminate de sodium	546 000,00 $	627 763,50 $
Total (Solutions en traitement des eaux Kemira Canada)					**546 000,00 $**	**627 763,50 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #3 : Sulfate d'aluminium acidifié 5%

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 18,18

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Kemira Water Solutions Canada inc.	503 866,44 $	√	3
Produits Chimiques Chemtrade Canada Ltée.	579 749,94 $		3

Information additionnelle

Les neuf (9) raisons de désistement sont les suivantes : (8) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données	
					Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Solutions en traitement des eaux Kemira Canada						
	3	Sulfate d'aluminium acidifié 5%	1	Sulfate d'aluminium acidifié 5%	438 240,00 $	503 866,44 $
Total (Solutions en traitement des eaux Kemira Canada)					**438 240,00 $**	**503 866,44 $**
Produits Chimiques Chemtrade Canada Ltée.						
	3	Sulfate d'aluminium acidifié 5%	1	Sulfate d'aluminium acidifié 5%	504 240,00 $	579 749,94 $
Total (Produits Chimiques Chemtrade Canada Ltée.)					**504 240,00 $**	**579 749,94 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #4 : Charbon actif en poudre

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 18,18

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Brenntag Canada Inc.	543 601,80 $	√	4
Univar Solutions Canada Ltd.	630 042,76 $		4

Information additionnelle

Les neuf (9) raisons de désistement sont les suivantes : (8) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Brenntag Canada inc.						
	4	Charbon actif en poudre	1	Charbon actif en poudre Format Super sacs	77 280,00 $	88 852,68 $
			2	Charbon actif en poudre Format Vrac	395 520,00 $	454 749,12 $
Total (Brenntag Canada inc.)					**472 800,00 $**	**543 601,80 $**
Univar Solutions Canada Ltée.						
	4	Charbon actif en poudre	1	Charbon actif en poudre Format Super sacs	111 230,40 $	127 887,15 $
			2	Charbon actif en poudre Format Vrac	436 752,00 $	502 155,61 $
Total (Univar Solutions Canada Ltée.)					**547 982,40 $**	**630 042,76 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #5 : Coagulants - 5.1 Mélande de polyDADMAC et de chlorhydrate d'aluminium et 5.2 polyDADMAC séparé

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 9,091

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Kemira Water Solutions Canada inc.	4 924 609,20 $	√	5

Information additionnelle

Les dix (10) raisons de désistement sont les suivantes : (9) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

					Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'item	Description d'item	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Solutions en traitement des eaux Kemira Canada						
	5	Coagulants - 5.1 Mélange de polyDADMAC et de chlorhydrate d'aluminium et 5.2 polyDADMAC séparé	1	Coagulants - Mélange de polyDADMAC et de chlorhydrate d'aluminium	2 755 200,00 $	3 167 791,20 $
			2	Coagulant - PolyDADMAC	1 528 000,00 $	1 756 818,00 $
Total (Solutions en traitement des eaux Kemira Canada)					**4 283 200,00 $**	**4 924 609,20 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #6 : Chlorure de sodium

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 9,091

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Sel Windsor Ltée.	2 869 010,27 $	√	6

Information additionnelle

Les dix (10) raisons de désistement sont les suivantes : (9) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

					Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'item	Description d'item	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Sel Windsor Ltée.						
	6	Chlorure de sodium	1	Chlorure de sodium (Sel NSF)	2 495 334,00 $	2 869 010,27 $
Total (Sel Windsor Ltée.)					**2 495 334,00 $**	**2 869 010,27 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #7 : Silicate de sodium

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 18,18

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Univar Solutions Canada Ltd.	627 818,69 $	√	7
Brenntag Canada Inc.	727 653,78 $		7

Information additionnelle

Les neuf (9) raisons de désistement sont les suivantes : (8) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données	
					Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Univar Solutions Canada Ltée.						
	7	Silicate de sodium	1	Silicate de sodium	546 048,00 $	627 818,69 $
Total (Univar Solutions Canada Ltée.)					**546 048,00 $**	**627 818,69 $**
Brenntag Canada inc.						
	7	Silicate de sodium	1	Silicate de sodium	632 880,00 $	727 653,78 $
Total (Brenntag Canada inc.)					**632 880,00 $**	**727 653,78 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #8 : Soude caustique liquide (50%) - NSF eau potable

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 36,36

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Sodrox Chemicals Ltd.	363 895,88 $	√	8
Brenntag Canada inc.	396 663,75 $		8
UBA inc.	551 880,00 $		8
Univar Solutions Canada Ltd.	580 623,75 $		8

Information additionnelle

Les sept (7) raisons de désistement sont les suivantes : (6) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Sodrox Chemicals Ltd.						
	8	Soude caustique liquide (50%) (NSF EAU POTABLE)	1	Soude caustique liquide (50%) (NSF EAU POTABLE)	316 500,00 $	363 895,88 $
Total (Sodrox Chemicals Ltd.)					**316 500,00 $**	**363 895,88 $**
Brenntag Canada inc.						
	8	Soude caustique liquide (50%) (NSF EAU POTABLE)	1	Soude caustique liquide (50%) (NSF EAU POTABLE)	345 000,00 $	396 663,75 $
Total (Brenntag Canada inc.)					**345 000,00 $**	**396 663,75 $**
UBA inc.						
	8	Soude caustique liquide (50%) (NSF EAU POTABLE)	1	Soude caustique liquide (50%) (NSF EAU POTABLE)	480 000,00 $	551 880,00 $
Total (UBA inc.)					**480 000,00 $**	**551 880,00 $**
Univar Solutions Canada Ltée.						
	8	Soude caustique liquide (50%) (NSF EAU POTABLE)	1	Soude caustique liquide (50%) (NSF EAU POTABLE)	505 000,00 $	580 623,75 $
Total (Univar Solutions Canada Ltée.)					**505 000,00 $**	**580 623,75 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #9 : Hypochlorite de sodium - concentration 10,8% à 12%

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 27,27

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Brenntag Canada inc.	2,949,453,68 $	√	9
UBA inc.	3 365 548,20 $		9
KIK Holdco Company inc.	3 575 492,55 $		9

Information additionnelle

Les huit (8) raisons de désistement sont les suivantes : (7) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.
Le soumissionnaire Brenntag Canada inc. a fait une erreur de calcul au BDP Détaillé, le bon montant soumis est de 2 979 462,15 $ (tti).

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

					Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'item	Description d'item	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Brenntag Canada inc.						
	9	Hypochlorite de sodium de concentration 10,8 % à 12 %	1	Hypochlorite de sodium Livraison pour des quantités de moins de 8 000 L	582 400,00 $	669 614,40 $
			2	Hypochlorite de sodium Livraison pour des quantités de 8 000 L à 30 000 L	2 009 000,00 $	2 309 847,75 $
Total (Brenntag Canada inc.)					**2 591 400,00 $**	**2 979 462,15 $**
UBA inc.						
	9	Hypochlorite de sodium de concentration 10,8 % à 12 %	1	Hypochlorite de sodium Livraison pour des quantités de moins de 8 000 L	795 200,00 $	914 281,20 $
			2	Hypochlorite de sodium Livraison pour des quantités de 8 000 L à 30 000 L	2 132 000,00 $	2 451 267,00 $
Total (UBA inc.)					**2 927 200,00 $**	**3 365 548,20 $**
KIK Holdco Company inc. (Lavo)						
	9	Hypochlorite de sodium de concentration 10,8 % à 12 %	1	Hypochlorite de sodium Livraison pour des quantités de moins de 8 000 L	772 800,00 $	888 526,80 $
			2	Hypochlorite de sodium Livraison pour des quantités de 8 000 L à 30 000 L	2 337 000,00 $	2 686 965,75 $
Total (KIK Holdco Company inc. (Lavo))					**3 109 800,00 $**	**3 575 492,55 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #10 : Chaux

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 9,091

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Graymont (Qc) inc.	984 053,78 $	√	10

Information additionnelle

Les dix (10) raisons de désistement sont les suivantes : (9) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données	
					Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Graymont (QC) inc.						
	10	Chaux	1	Chaux	855 885,00 $	984 053,78 $
Total (Graymont (QC) inc.)					**855 885,00 $**	**984 053,78 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20603

No du GDD : 1247100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de divers produits chimiques destinés au Service de l'eau.

Lot #11 : Soude caustique liquide (50%) - Traitement des odeurs

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2024

Date du dernier addenda émis : 23 - 8 - 2024

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 27,27

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Brenntag Canada inc.	198 987,23 $	√	11
UBA inc.	304 660,76 $		11
Univar Solutions Canada Ltd.	314 870,54 $		11

Information additionnelle

Les huit (8) raisons de désistement sont les suivantes : (7) n'a pas le produit demandé et (1) achat en double du cahier des charges.

Préparé par : Francesca Raby

Le 10 - 9 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20603

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Brenntag Canada inc.						
	11	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS)	1	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS) Format bac-citerne (tote tank)	39 900,00 $	45 875,03 $
			2	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS) Format vrac	133 170,00 $	153 112,21 $
Total (Brenntag Canada inc.)					**173 070,00 $**	**198 987,23 $**
UBA inc.						
	11	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS)	1	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS) Format bac-citerne (tote tank)	64 260,00 $	73 882,94 $
			2	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS) Format vrac	200 720,00 $	230 777,82 $
Total (UBA inc.)					**264 980,00 $**	**304 660,76 $**
Univar Solutions Canada Ltée.						
	11	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS)	1	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS) Format bac-citerne (tote tank)	49 980,00 $	57 464,51 $
			2	Soude caustique liquide (50%) (TRAITEMENT ODEURS) Format vrac	223 880,00 $	257 406,03 $
Total (Univar Solutions Canada Ltée.)					**273 860,00 $**	**314 870,54 $**

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.**

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20603
Numéro de référence: 20005065
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Fourniture et livraison de produits chimiques destinés au Service de l'eau
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

11 résultats **Résultats 1 à 10**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

BRENNTAG CANADA INC. 2900, JB Deschamps Montréal QC CAN H8T1C8 www.brenntag.com	Publique	Nicole Rawlings Téléphone: 4383417700 Courriel: nicole.rawlings@brenntag.com	**Transaction: (20012922)** 2024-07-03 16:01	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis 2024-07-17 à 15:10 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-17 à 15:10 - Courriel 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
UBA INC. 2605 Royal Windsor Dr. Mississauga ON CAN L5J1K9 https://www.uba.ca	Non diffusé	Simon-Pierre Blanchet Téléphone: 4383340445 Courriel: spblanchet@uba.ca	**Transaction: (20020279)** 2024-07-16 11:10	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis 2024-07-17 à 15:10 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-17 à 15:10 - Courriel 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES PRODUITS CHIMIQUES ERPAC INC. 2099, boulevard Fernand-Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4 http://erpac.ca	Non diffusé	Jean-Guy Cadorette Téléphone: 4506460902 Courriel: developpement@groupehelios.com	**Transaction: (20013521)** 2024-07-04 16:18	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis 2024-07-17 à 15:10 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-17 à 15:10 - Courriel 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel

				20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Sodrox Chemicals LTD. 5433 Avenue Pierre-Dansereau Salaberry-de-Valleyfield QC CAN J6S0M1 www.sodrox.com	Non diffusé	Daniel McDuffe Téléphone: 1-800-363-6824 Courriel: dan@sodrox.com	**Transaction: (20023523)** 2024-07-22 09:05	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Mines Seleine, une division de Sel Windsor Ltée	Publique	Andres Pizarro-Contreras Téléphone: 5144287953	**Transaction: (20021776)**	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications

755 boul. St Jean Suite 700 Pointe-Claire QC CAN H9R5M9 https://www.windsorsalt.com		Courriel: apizarro-contreras@windsorsalt.com	2024-07-18 13:29	Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC. 3405, boul. Marie-Victorin Varennes QC CAN J3X1T6 https://kemira.com/fr	Non diffusé	Claire Dessureault Téléphone: 4506520665 Courriel: claire.dessureault@kemira.com	**Transaction: (20015420)** 2024-07-09 10:10	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis 2024-07-17 à 15:10 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-17 à 15:10 - Courriel 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel

				20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
KIK Holdco Company inc. 11900 boul. St-Jean-Baptiste Montréal QC CAN H1C2J3	Non diffusé	Sébastien Parent Téléphone: 5145267783 Courriel: sparent@lavo.ca	**Transaction: (20019658)** 2024-07-15 10:17	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis 2024-07-17 à 15:10 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-17 à 15:10 - Courriel 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GRAYMONT (QC) INC. 160-4605 Boulevard Lapinière Brossard QC CAN J4Z3T5	Publique	Hasina Zuhurooddin Téléphone: 4388358450 Courriel: hzuhurooddin@graymont.com	**Transaction: (20018227)** 2024-07-12 09:39	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis 2024-07-17 à 15:10 - Courriel

				Bordereau numérique 2024-07-17 à 15:10 - Courriel 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PRODUITS CHIMIQUES CHEMTRADE CANADA LTÉE 90 East Halsey Road Parsippany NJ USA 07054 http://www.chemtradelogistics.com	Publique	Lisa Brownlee Téléphone: 9735151840 Courriel: majoly@chemtradelogistics.com	**Transaction: (20016041)** 2024-07-10 11:22	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis 2024-07-17 à 15:10 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-17 à 15:10 - Courriel 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5

				Devis Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Univar Solutions Canada Ltd. 1255 ROUTE TRANSCANADIENNE SUITE 201 Dorval QC CAN H9P2V4	Non diffusé	Tania Spiridigliozzi Téléphone: 5144210303 Courriel: tania.spiridigliozzi@univarsolutions.com	**Transaction: (20013200)** 2024-07-04 10:00	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis 2024-07-17 à 15:10 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-17 à 15:10 - Courriel 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.**

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20603
Numéro de référence: 20005065
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Fourniture et livraison de produits chimiques destinés au Service de l'eau
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

11 résultats **Résultats 11 à 11**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

Mines Seleine, une division de Sel Windsor Ltée 755 boul. St Jean Suite 700 Pointe-Claire QC CAN H9R5M9 https://www.windsorsalt.com	Publique	Andres Pizarro-Contreras Téléphone: 5144287953 Courriel: apizarro-contreras@windsorsalt.com	**Transaction: (20021784)** 2024-07-18 13:38	20006234 - 24-20603 Addenda #1 - Report et modifications Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20006609 - 24-20603 Addenda #2 Devis 2024-07-19 à 12:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-19 à 12:00 - Courriel 20007201 - 24-20603 Addenda #3 Devis 2024-07-25 à 15:40 - Courriel 20008092 - 24-20603 Addenda #4 Devis 2024-08-05 à 13:20 - Courriel 20008136 - 24-20603 Addenda #5 Devis 2024-08-05 à 14:15 - Courriel 20010294 - 24-20603 Addenda #6 Devis 2024-08-15 à 15:20 - Courriel 20011674 - 24-20603 Addenda #7 Devis 2024-08-23 à 11:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure 11 ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 à 26 mois, selon l'entente, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 979 219,38 $, taxes incluses, (contrats: 16 503 669,03 $ + variation des quantités : 2 475 550,35 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1237100005- DEP-DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-17

Pierre BLANCHARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure 11 ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 à 26 mois, selon l'entente, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 979 219,38 $, taxes incluses, (contrats: 16 503 669,03 $ + variation des quantités : 2 475 550,35 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soumissionnaires)

SMCE247100004.pdf

Dossier # :1247100004

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 24 octobre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE247100004

Conclure 11 ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 à 26 mois, selon l'entente, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 979 219,38 $, taxes incluses, (contrats: 16 503 669,03 $ + variation des quantités : 2 475 550,35 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE247100004

Conclure 11 ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 à 26 mois, selon l'entente, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 979 219,38 $, taxes incluses, (contrats: 16 503 669,03 $ + variation des quantités : 2 475 550,35 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soumissionnaires)

À sa séance du 2 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

Lot 5

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 4 M$ et répondant aux conditions suivantes :*
    - *Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres; L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 9 octobre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, Direction de l'eau potable, Division Exploitation des usines ont d'abord rappelé que la Ville fait usage de coagulants dans ses six usines d'eau afin de favoriser l'élimination des particules en suspension pour augmenter la clarté de l'eau et pour permettre d'atteindre les crédits

d'enlèvement des pathogènes. De plus, cela permet de nous conformer à certains critères du ministère de l'Environnement, notamment lors d'épisodes climatiques extrêmes, lesquelles sont de plus en plus fréquentes.

Le Service a procédé à la publication d'un appel d'offres du 17 juillet au 23 août 2024 pour la fourniture et la livraison de coagulants. Parmi les 11 lots, le lot 5 se distingue, car il concerne la fourniture de deux coagulants pour les usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets. Le coagulant 1 (lot 5.1) est composé d'un mélange de polyDADMAC et de chlorhydrate d'aluminium, tandis que le coagulant 2 (lot 5.2) se trouve à être du polyDADMAC à 100 %, qui est ajouté au mélange du coagulant 1 afin d'augmenter le ratio de ce produit dans le mélange lors des périodes de fortes turbidités du printemps et de l'automne. L'appel d'offres a suscité l'intérêt de 11 preneurs du cahier des charges, parmi lesquels un seul a déposé une offre pour le lot 5, soit Kemira Water Solutions Canada inc., et ce, malgré la possibilité pour les fournisseurs de présenter des produits chimiques équivalents pour ouvrir le marché. Selon les invités, le désistement de certains fournisseurs serait attribuable à leur difficulté à maîtriser la technique du mélange. L'analyse de la soumission montre que le fournisseur a présenté un prix dont l'écart est de (-5,2 %) avec l'estimation. Il est intéressant de noter que le coût de l'item 5.1 (le mélange) est comparable à celui de 2023 et qu'il est même en deçà de celui de 2022. Alors que le coût de l'item 5.2 est demeuré le même depuis 2022.

Les responsables ont par ailleurs précisé qu'une analyse de marché avait été réalisée en amont par le Service de l'approvisionnement et voici quelques éléments clés recommandés pour la stratégie d'acquisition : augmenter la durée des contrats à deux ans avec une option de renouvellement d'un an; prolonger les heures de livraisons pour certains produits; allonger le délai entre la commande et la livraison; retirer dans l'appel d'offres certains formats de livraison pour l'hypochlorite de sodium et ne garder que les livraisons en vrac; ajouter l'option de livraison d'urgence en 24 ou 48 heures, selon un coût fixe de déplacement.

Pour conclure, les intervenants ont précisé que la Direction de l'eau potable recommande de poursuivre le processus d'octroi avec Kemira Water Solutions inc. puisque les produits inclus au lot 5 sont essentiels aux opérations des usines d'eau potable.

Durant la période de discussions, les membres ont notamment voulu savoir pourquoi les garanties de soumission et d'exécution avaient été retirées des ententes, tel que stipulé dans le sommaire décisionnel. Il faut savoir que ces garanties n'ont jamais été utilisée et qu'elles représentent des coûts non négligeables. À la suite d'une analyse et de discussions, il a été jugé préférable de les retirer afin de réduire sensiblement le prix d'achat.

D'autre part, la Commission a fait remarquer que le prix des coagulants a beaucoup augmenté dans les dernières années. Comme il s'agit de produits hyper stratégiques, la Ville a-t-elle envisagé de s'équiper pour faire elle-même le mélange à l'usine? De faire

livrer par bateau ou par train? De se regrouper avec d'autres municipalités? Concernant l'idée de faire le mélange à l'usine, les invités ont indiqué que ce serait possible, mais que cela exigerait des travaux majeurs. Il faut aussi savoir que l'usine Charles-J.-Des Baillets est l'une des seules en Amérique avec filtration directe. Le mélange est conçu spécialement pour cette usine, ce qui ferme la possibilité à faire des achats groupés. La Commission a souligné qu'il serait intéressant que la Ville réévalue sur une base régulière son modèle d'affaires, pour s'assurer qu'il s'agit toujours de la meilleure option dans les circonstances.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau, Direction de l'eau potable, Division Exploitation des usines pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

<u>Lot 5</u>

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 4 M$ et répondant aux conditions suivantes :*
    - *Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres; L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE247100004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1241219001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Pomerleau Inc. pour le « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat: 91 268 120,64 $ + contingences: 4 563 406,03 $ + incidences: 574 875,00 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (deux (02) soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Pomerleau inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte », aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 91 268 120,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (DP22031-189807-C-2) ;

2. d'autoriser une dépense de 4 563 406,03 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 574 875,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de (Pomerleau inc.);
5. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 96 406 401,67 $.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-19 16:44

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1241219001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Pomerleau Inc. pour le « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat: 91 268 120,64 $ + contingences: 4 563 406,03 $ + incidences: 574 875,00 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (deux (02) soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte traite toutes les eaux usées sanitaires de l'île de Montréal, ainsi que les eaux de pluie des réseaux unitaires. Dans l'optique d'améliorer la qualité des eaux traitées et de réduire la contamination microbiologique des eaux du fleuve Saint-Laurent, un procédé de désinfection à l'ozone sera ajouté à la fin du traitement existant.
Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. En mars 2015, le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation a été octroyé à l'entreprise Degrémont Ltée. (Résolution CG15 0163).

Le projet « désinfection à l'ozone » est assujetti au cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en « exécution ». En date du 27 novembre 2023, le Comité de Coordination des Projets d'Envergure (CCPE) a recommandé au Comité Exécutif d'autoriser le mandat d'exécution révisé pour la partie du projet intitulée « Désinfection à l'ozone ». Le 13 décembre 2023, le Comité Exécutif mandatait le Service de l'eau (numéro de mandat : SMCE238074020) à poursuivre la réalisation de la phase d'exécution.

Le présent appel d'offres DP22031-189807-C-2 (Lot 6) vise l'exécution et la réalisation des travaux de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et

d'automatisation pour un (1) secteur (3800) de l'usine d'ozonation et 1 bâtiment (715) construit lors des lots 2 et 3.

Le Lot 6 (DP22031-189807-C) a été publié une première fois le 1er décembre 2022 sur le site du Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO). L'ouverture des soumissions a eu lieu le 4 juillet 2023 au Service du greffe. La période de publication a duré deux cent quinze (215) jours calendriers. Nordmec Construction inc. était le seul Soumissionnaire non conforme au montant de 141 550 038,66 $ taxes incluses. Le prix soumis dépassait l'estimation de contrôle du professionnel.

Suivant l'annulation de cet appel d'offres, des avis d'intérêt ont été lancés en août 2023, afin de sonder le marché. Des rencontres ont été tenues avec six (6) entrepreneurs potentiels dans le but d'évaluer l'intérêt du marché et comprendre les enjeux de ceux-ci.

À la suite de ces rencontres, la Ville a revu, entre autres, certaines clauses administratives pour s'aligner avec les réalités du marché.

Les principales modifications apportées sont, sans s'y limiter :

1. Introduction de jalons de paiement avant la livraison ;
2. L'augmentation du délai de réalisation des travaux ;
3. La réduction des pénalités ;
4. La révision des clauses d'assurances ;
5. La réduction des retenues ;
6. La révision des clauses de garantie.

Le 23 janvier 2024, la Ville a publié de nouveau l'appel d'offres du Lot 6 (DP22031-189807-C-2) sur SEAO. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 septembre 2024 au Service du greffe. La durée de la publication a été de deux cent trente et un (231) jours calendrier. Les soumissions sont valides pour quatre-vingt-dix (90) jours, c'est-à-dire jusqu'au 9 décembre 2024.

Vingt-trois (23) addendas ont été publiés pour répondre aux questions reçues des soumissionnaires :

Addenda	Date d'émission	Description	Impacts budgétaires
1	1 février 2024	Questions / réponses	Oui
2	16 février 2024	Questions / réponses	Non
3	7 mars 2024	Questions / réponses	Non
4	22 mars 2024	Questions / réponses	Oui
5	28 mars 2024	Questions / réponses Report de la date d'ouverture au 25 juin 2024.	Non
6	12 avril 2024	Questions / réponses	Oui
7	19 avril 2024	Questions / réponses	Oui
8	2 mai 2024	Questions / réponses	Non
9	9 mai 2024	Questions / réponses	Oui
10	16 mai 2024	Questions / réponses Report de la date d'ouverture au 3 septembre 2024.	Non
11	24 mai 2024	Questions / réponses	Oui

12	30 mai 2024	Questions / réponses	Non
13	6 juin 2024	Questions / réponses	Non
14	13 juin 2024	Questions / réponses	Non
15	20 juin 2024	Questions / réponses	Oui
16	05 juillet 2024	Questions / réponses	Oui
17	02 août 2024	Questions / réponses	Oui
18	08 août 2024	Questions / réponses	Oui
19	15 août 2024	Questions / réponses	Oui
20	21 août 2024	Questions / réponses	Oui
21	27 août 2024	Questions / réponses Report de la date d'ouverture au 10 septembre 2024.	Non
22	30 août 2024	Questions / réponses	Non
23	05 septembre 2024	Questions / réponses	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0446 - 22 août 2024 - Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour des travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte - Lot 5 - Dépense totale de 183 961 575,49 $, taxes incluses (contrat : 174 654 000,46 $ + contingences : 8 732 700,02 $ + incidences : 574 875 $) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2.
CG24 0447 - 22 août 2024 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour des travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiment 710, 711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte - Lot 4 - Dépense totale de 110 105 890,60 $, taxes incluses (contrat : 104 315 252,95 $ + contingences : 5 215 762,65 $ + incidences : 574 875 $) - Appel d'offres public DP22029-188994-C-2.

CG22 0693 – 24 novembre 2022 : Accorder un contrat à Sidcan inc., pour le lot 3 « Travaux structure et architecture », dans le cadre du projet de désinfection par ozonation à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 67 932 724,66 $, taxes incluses (contrat : 64 360 705,50 $ + contingences : 3 218 035,28 $ + incidences : 353 983,88 $) - Appel d'offres public DP22014-189805-C.

CG22 0500 – 25 août 2022 Accorder un contrat à Pomerleau inc., pour le Lot 2 - Travaux civils et béton dans le cadre du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. - Dépense totale de 68 476 961,40 $, taxes, contingences et incidences incluses (contrat : 64 840 661,33 $ + contingences : 3 242 033,07 $ + incidences : 394 267 $) - Appel d'offres public DP22013-189804-C.

CG22 0194 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. Pour le Lot 1 - Travaux de modifications des structures d'évacuation hydraulique du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 93 192 324,92 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public DP21028-186359-C.

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à la compagnie Degrémont Ltée pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107.

DESCRIPTION

Le procédé d'ozonation vise à injecter l'ozone dans l'eau d'effluents circulant dans les puits ouest et est, à la sortie de la station d'épuration, à l'aide des équipements de procédé qui seront installés dans les bâtiments de la désinfection.
Le présent appel d'offres constitue le sixième lot de construction et d'installation qui permettra de mettre en place les équipements et les services requis pour le fonctionnement du bâtiment (715), du secteur 3800 et l'installation des équipements de procédé de Degrémont afin de mettre en service le procédé d'ozonation.
Le bâtiment 715 inclut les équipements de captation et de destruction de l'ozone résiduel. Tandis que le secteur 3800 inclut les équipements d'injection d'ozone.

Le présent appel d'offres vise notamment, les travaux suivants pour le Lot 6 :

- La mobilisation-démobilisation et la préparation du chantier;
- La fourniture des installations temporaires, dont notamment l'éclairage et le chauffage temporaires;
- La coordination et la coopération avec les entrepreneurs des autres lots de construction présents au chantier;
- La fourniture des dessins d'atelier;
- L'ingénierie de détail de certains travaux;
- Les travaux et services de toute nature, prévus au cahier des charges;
- Les essais et la mise en service de tous les systèmes et équipements de la fourniture de l'entrepreneur.

Les travaux comprennent notamment, mais sans s'y limiter, les travaux suivants :

1. Fourniture et installation des bases d'inertie en béton pour les équipements qui en requiert pour les secteurs 715 et 3800;

2. Fourniture, installation et raccordements des équipements de mécaniques, de la tuyauterie de procédé, des instruments et des contrôleurs requis pour l'opération ainsi que tout le câblage associé pour les Secteurs 715 et 3800. L'installation et le raccordement des équipements de Degrémont pour les Secteurs 715 et 3800;

3. La fourniture, l'installation et le raccordement des équipements de mécanique de bâtiment CVAC, de la plomberie, de la protection incendie dans le bâtiment et le câblage associé à l'alimentation électrique au Secteur 715;

4. La fourniture, l'installation et le raccordement électrique de tous les équipements de distribution moyenne tension et basse tension, de l'éclairage, du contrôle, de l'alarme incendie et des services en électricité pour les Secteurs 715 et 3800, de tous les accessoires, de tous les conduits, étagères à câbles ou câbles de MALT, etc. L'installation et le raccordement des équipements électriques fournis par Degrémont pour les Secteurs 715 et 3800;

5. La fourniture, l'installation et le raccordement de tous les instruments et contrôleurs requis pour l'automatisation des systèmes, des services de téléphonie, des intercoms et hautparleurs, des équipements de contrôle d'accès (anti-intrusion), de tout le câblage

associé, etc. pour les Secteurs 715 et 3800. L'installation et le raccordement des équipements d'instrumentation et de contrôle fournis par Degrémont pour les Secteurs 715 et 3800;

6. Les essais et la mise en service des systèmes de la fourniture de l'Entrepreneur à l'exception de ce qui est à réaliser par le Lot 5 ou en ce qui a trait à la mise en service des équipements d'Ozonation.

Un budget de contingence de 5 %**,** soit **4 563 406,03 $,** taxes incluses, est recommandé.

Dans le cadre de cet appel d'offres, un budget de **574 875,00 $** taxes incluses, **est recommandé en frais incident** afin de permettre de couvrir les frais tels que :

· les frais d'arbitrage requis lors de litige en vertu des clauses d'arbitrage présentes dans le cahier des charges spéciales ;
· des travaux en lien avec le projet qui ne peuvent pas être traité en contingences ;
· des analyses de laboratoire supplémentaires et indépendantes de celles prévues au contrat de l'entrepreneur ;

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public DP22031-189807-C-2, il y a eu treize (13) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Deux (2) soumissions ont été reçues. Onze (11) compagnies ont choisi de ne pas soumissionner, leurs raisons de non participation sont :
1) Le Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance (6);
2) Les délais de la Soumission sont insuffisants (1) ;
3) Nous avons accompagné nos entrepreneurs (1);
4) Les lots 4-5-6 ont été soumissionner à travers contracteur. Notre compagnie n'a demandé les documents que pour référence seulement afin d'avoir les plans et devis plus rapidement (1)
5) Aucune réponse (2).

L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les deux (2) soumissions reçues sont conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
1- Pomerleau	**91 268 120,64**	**4 563 406,03**	**95 831 526,67**
2- Nordmec construction Inc.	150 981 698,44	7 549 084,92	158 530 783,37
Dernière estimation réalisée ($)	127 200 205,68	6 360 010,28	133 560 215,96
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(37 728 689,29)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-28,25%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			62 699 256,69
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			65,43%

La direction des projets majeurs (DPM) a donc procédé à l'analyse des écarts entre les soumissions reçues et l'estimation interne réalisée par les professionnels.

De manière générale, nous rappelons que des changements importants ont été mis de l'avant dans les clauses administratives qui ont amené les entrepreneurs à réduire considérablement leur prix.
Les principaux écarts entre la soumission de Pomerleau inc. et l'estimation du professionnel (taxes et contingences incluses) se trouvent dans les catégories suivantes du bordereau de prix :

1. Chapitre 00 – Conditions générales
L'écart est approximativement de 9 840 813,18 $ soit ~70 % de plus que l'estimation du professionnel. Ce chapitre comprend les frais d'administration et profit associés aux travaux. En observant les lignes du bordereau de l'Entrepreneur pour les équipements majeurs aux sections suivantes, on remarque que ce dernier n'a pas pris de marge par rapport aux soumissions déposées au BSDQ. Par conséquent, la marge d'administration a été entièrement imputée dans les conditions générales. Cette stratégie de l'entrepreneur explique l'écart avec l'estimation du professionnel. De plus, l'augmentation des délais de réalisation a une incidence directe sur les coûts de mobilisation des installations de chantier.

2. Chapitre 11— Matériel et équipements
L'écart s'élève à environ 27 054 005,24 $, soit 45 % de moins que l'estimation initiale du professionnel. Les entrepreneurs ont eu accès à des prix des équipements plus bas et mieux négociés.
Également, l'introduction de jalons de paiement avant la livraison a possiblement contribué à la réduction des coûts. De plus, les frais d'administration et profits de l'entrepreneur générale sur les équipements majeurs fournis par les sous-traitants ont été appliqués dans la section 00 plutôt que dans la présente section, ce qui contribue a expliquer l'écart favorable.

3. Chapitre 15 — Mécanique du bâtiment
L'écart s'élève à environ 1 306 935,30 $, soit 16 % de moins que l'estimation initiale du professionnel. Les entrepreneurs ont eu accès à des prix des équipements plus bas et mieux négociés que les prix budgétaires reçus par le professionnel. Également, l'introduction de jalons de paiement avant la livraison a possiblement contribué à la réduction des coûts. De plus, les frais d'administration et profits de l'entrepreneur générale sur les équipements majeurs fournis par les sous-traitants ont été appliqués dans la section 00 plutôt que dans la présente section, ce qui contribue a expliquer l'écart favorable.

4. Chapitre 16 — Électricité
L'écart s'élève à environ 11 633 924,31 $, soit 42 % de moins que l'estimation initiale du professionnel. La différence provient essentiellement des postes de services et d'installation qui sont influencés par l'état du marché et la concurrence entre les soumissionnaires au BSDQ. Également, l'introduction de jalons de paiement avant la livraison a possiblement contribué à la réduction des coûts. De plus, dans cet appel d'offres, la direction des projets majeurs a autorisé l'acceptation des demandes d'équivalence en amont, ce qui a également pu contribuer à une réduction.
Finalement, la direction a fait un appel d'intérêt auprès des fournisseurs électriques pour les équipements les plus onéreux afin de favoriser la compétition entre les différents fournisseurs.

5. Chapitre 17 — Électricité, télécom, instrumentation et Contrôle
L'écart s'élève à environ 7 764 928,03 $, soit 57 % de moins que l'estimation initiale du professionnel. La différence provient essentiellement des postes de fourniture et d'installation des équipements d'instrumentation et d'automatisme

Enfin, dans cet appel d'offres, la direction des projets majeurs a autorisé l'acceptation des demandes d'équivalence en amont, ce qui a également pu contribuer à une réduction.

L'Adjudicataire recommandé possède une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 27 septembre 2028. Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé:

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- n'est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.
- ne fait partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire. En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, selon les critères d'examen suivants:

- Contrat de plus de 20M $;
- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4M $ avec un écart de plus de 20% entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire. Il y a un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les travaux de construction du Lot 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation est de 96 406 401,67 $ taxes, contingences et incidences incluses. Ceci représente un montant du bordereau sans contingences ni incidences de **83 339 959,26 $** net de ristournes de taxes.
Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération par les règlements d'emprunt RCG 22-015 et RCG 24-024.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout report du dossier entraînerait des coûts supplémentaires du Projet désinfection. De

plus, la DPM ne serait pas en mesure de terminer les travaux déjà entrepris dans le cadre de ce projet. Ainsi, la Ville ne pourrait se conformer aux exigences environnementales de rejets du MELCCFP, en termes de bactéries. Les rejets de la station demeureraient la principale cause de contamination microbiologique des eaux du Fleuve.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Octobre 2024
Début des travaux : Quatrième trimestre 2024
Fin des travaux : Quatrième trimestre 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed LOUKILI
Chargé de Projets

Tél : 438-992-8327
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-13

Rodolphe KOHLER
chef(fe) de division - conception_et construction

Tél : 514 214-9759
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc F FORTIN
Directeur - projets majeurs
Tél : 514 268-4199
Approuvé le : 2024-09-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-09-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1241219001*
Unité administrative responsable : **Service de l'eau, Direction des projets majeurs**
Projet : LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le « Lot 6 » représente la sixième étape du projet de désinfection des eaux usées à l'ozone de la station d'épuration Jean-R. Marcotte. Ce projet est nécessaire à la finalité de l'œuvre du projet de désinfection qui aura des retombées importantes pour l'environnement et l'écosystème du fleuve St-Laurent à l'égard des contaminants qui agissent sur la faune et flore du St-Laurent.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE TOUTE SAINE CONCURRENCE

Le 20 décembre 2023

POMERLEAU INC.
A/S MONSIEUR BENOÎT MALLETTE
521, 6E AV N
SAINT-GEORGES (QC) G5Y 0H1

N° de décision : 2023-DANP-3186
N° de client : 2700000343
N° d'entreprise du Québec : 1173674830

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

CETTE DÉCISION ANNULE ET REMPLACE LA DÉCISION DU 28 SEPTEMBRE 2023

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. POMERLEAU INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **27 septembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Tableau de suivi financier de projet

Description du contrat	# contrat	Date de lancement AO	Date de fermeture AO	Nb de soumissionnaires	Adjudicataire	Montant soumis (taxe net)	Estimation	# GDD	Avancement
Acquisition des équipements et mise en service des équipements pour ozonation	12-12107	2013-07-22	2014-03-10	2	SUEZ	$ 116 893 401	$ 64 373 574	1153334001 1227482026	T4-2028
Service de conception du projet de désinfection à l'ozone	13-12645	2013-10-07	2014-02-05	4	SNC	$ 33 588 512	$ 11 820 590	1143334014 1211541012	T4-2024
Conception et construction du poste électrique pour désinfection	7057-AE	2016-06-30	2016-10-19	3	GE	$ 28 435 355	$ 35 223 781	1177526003	Complété
Service de gestion de construction	22-19351	2022-06-13	2022-07-19	1	CIMA	$ 8 309 605	$ 8 071 928	1227482019	T4-2024
Fourniture de vanne/batardeaux Iles-aux-vaches	20-18227	2020-08-05	2020-10-08	1	GROUPE LAR	$ 7 069 386	$ 6 210 799	1203438036 1213438018	Complété
Services professionnels en ingénierie et architecture -Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6	24-20342	2024-04-24	2024-05-30	1	Atkins Réalis	$ 12 359 783	$ 11 936 362	1249897002	Octroyé
Lot 1 - Travaux de modification des sturctures d'évacuation hydrauliques du projet de Désinfection (Siphons et scellement)	DP21028-186359-C	2021-10-12	2022-02-10	2	Pomerleau	$ 102 551 308	$ 71 529 353	1229459005 1233367001 1246511001	Complété
Lot 2 – Travaux civils et béton	DP22013-189804-C	2022-03-22	2022-06-30	3	Pomerleau	$ 62 168 575	$ 92 376 962	1227482016	Complété
Lot 3 - Travaux de structure et architecture	DP22014-189805-C	2022-06-21	2022-10-04	3	Sidcan	$ 61 708 398	$ 79 481 055	1227482035	T4-2024
Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour les bâtiments pompage , refroidissement et groupe électrogène 710, 711 et 712	DP22029-188994-C2	2024-01-23	2024-06-20	2	Pomerleau	$ 100 541 354	$ 145 365 669	1243714001	Octroyé
Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22030-188992-C2	2024-01-23	2024-07-04	2	Deric	$ 167 981 439	$ 159 513 646	1245606001	Octroyé
Lot 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715	DP22031-189807-C2	2024-01-23	2024-09-10	2	Pomerleau	88 031 894,72	122 483 217	1241219001	En octroi
Achat d'équipement de production d'oxygène et autres services associés pour le projet de désinfection	22-19515	2022-01-26	2022-04-21	1	Air Product	$ 77 760 591	$ 75 234 976	1232742003	T4-2028
Services professionnels pour la conception et la surveillance des travaux d'une Unité de Production d'Oxygène (UPO)	22-19334	2022-11-09	2023-01-12	1	Atkins Réalis	$ 6 561 000	$ 6 816 940	1232742001	T4-2028
						$ 873 960 602	**$ 890 438 851**		
						Total soumissions ($)	Total estimations ($)		

Liste des commandes

Numéro: DP22031-189807-C-2
Numéro de référence: 1800903
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'Eau

13 résultats **Résultats 1 à 10**

Trier par Sélectionner

Nombre par page 10

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda en
CORPORATION EATON 1410, 55e avenue Montréal QC CAN H8T3J8	Non diffusé	Fabrice Dinkeu Téléphone: 4388206065 Courriel: fabricedinkeu@eaton.com	0 2024-03-01 13:33	37435 - Adden de constructio procédé Devis Aucun 41658 - Adden de constructio procédé Devis Aucun Plan Aucun 41662 - Adden de constructio procédé Plan Aucun

41669 - Adden
de constructio
procédé
Plan 3D
Aucun

47948 - Adden
Devis
2024-03-07 à 1

47949 - Adden
Plan 3D
2024-03-07 à 1

51655 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-22 à 1
Plan
2024-03-22 à 1

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-05-02 à 1
Plan
2024-05-02 à 1

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-28 à 1

Devis
2024-03-28 à 1

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-28 à 1

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-12 à 1
Devis
2024-04-12 à 1

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-04-12 à 1
Plan
2024-04-12 à 1

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
2024-03-28 à 1
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-02 à 1
Devis
2024-05-02 à 1

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

Devis
2024-03-22 à 1

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1
Devis
2024-04-19 à 1

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1
Devis
2024-05-16 à 1

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-16 à 1

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-30 à 1
Bordereau nur
2024-05-30 à 1
Plan
2024-05-30 à 1

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-16 à 1
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-09 à 1
Devis
2024-05-09 à 1
Bordereau nur

2024-05-09 à 1

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-13 à C
Plan
2024-06-13 à C
Bordereau nur
2024-06-13 à C

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-20 à 1
Plan
2024-06-20 à 1
Bordereau nur
2024-06-20 à 1

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-06-20 à 1
Devis
2024-06-20 à 1

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé

Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis
2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-15 à 0
Devis
2024-08-15 à 0
Bordereau nur
2024-08-15 à 0

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-15 à 0

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1
Plan
2024-08-21 à 1
Bordereau nur

				2024-08-21 à 1 20011172 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-21 à 1 20012206 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-27 à 1 Bordereau nur 2024-08-27 à 1 Bordereau nur 2024-08-27 à 1 20012887 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-30 à 1 20013528 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-09-05 à 1 Mode privilégi
Construction Deric inc. 5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Non diffusé	Isabelle Vézina Téléphone: 4187812228 Courriel: isabelle.vezina@groupederic.ca	0 2024-01-23 13:56	37435 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-01 à 0 41658 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-16 à 1 Plan 2024-02-16 à 1

41662 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-02-16 à 1

41669 - Adden
de constructio
procédé
Plan 3D
2024-02-16 à 1

47948 - Adden
Devis
2024-03-07 à 1

47949 - Adden
Plan 3D
2024-03-07 à 1

51655 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-22 à 1
Plan
2024-03-22 à 1

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-05-02 à 1
Plan

2024-05-02 à 1

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-28 à 1

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-12 à 1
Devis
2024-04-12 à 1

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-04-12 à 1
Plan
2024-04-12 à 1

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
2024-03-28 à 1
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-02 à 1
Devis

2024-05-02 à 1

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1
Devis
2024-03-22 à 1

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1
Devis
2024-04-19 à 1

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1
Devis
2024-05-16 à 1

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-16 à 1

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-30 à 1
Bordereau nur
2024-05-30 à 1
Plan
2024-05-30 à 1

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-16 à 1
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1

65948 - Adden
de constructio

procédé
Plan
2024-05-09 à 1
Devis
2024-05-09 à 1
Bordereau nur
2024-05-09 à 1

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-13 à C
Plan
2024-06-13 à C
Bordereau nur
2024-06-13 à C

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-20 à 1
Plan
2024-06-20 à 1
Bordereau nur
2024-06-20 à 1

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-06-20 à 1
Devis
2024-06-20 à 1

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
2024-07-05 à 1

Plan
2024-07-05 à 1

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis
2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-15 à C
Devis
2024-08-15 à C
Bordereau nur
2024-08-15 à C

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-15 à C

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé

				Devis 2024-08-21 à 1 Plan 2024-08-21 à 1 Bordereau nur 2024-08-21 à 1 20011172 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-21 à 1 20012206 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-27 à 1 Bordereau nur 2024-08-27 à 1 Bordereau nur 2024-08-27 à 1 20012887 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-30 à 1 20013528 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-09-05 à 1 Mode privilégi
LE GROUPE LML LTÉE 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu QC CAN J3B5L1 http://www.groupelml.ca	Non diffusé	Caroline Ayotte Téléphone: 4503471996 Courriel: estimation@groupelml.ca	0 2024-02-02 16:39	37435 - Adden de constructio procédé Devis Aucun 41658 - Adden de constructio procédé Devis

2024-02-16 à 1
Plan
2024-02-16 à 1

41662 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-02-16 à 1

41669 - Adden
de constructio
procédé
Plan 3D
2024-02-16 à 1

47948 - Adden
Devis
2024-03-07 à 1

47949 - Adden
Plan 3D
2024-03-07 à 1

51655 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-22 à 1
Plan
2024-03-22 à 1

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

52267 - Adden
de constructio

procédé
Devis
2024-05-02 à 1
Plan
2024-05-02 à 1

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-28 à 1

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-12 à 1
Devis
2024-04-12 à 1

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-04-12 à 1
Plan
2024-04-12 à 1

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
2024-03-28 à 1
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

56827 - Adden
de constructio

procédé
Plan
2024-05-02 à 1
Devis
2024-05-02 à 1

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1
Devis
2024-03-22 à 1

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1
Devis
2024-04-19 à 1

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1
Devis
2024-05-16 à 1

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-16 à 1

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan

2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-30 à 1
Bordereau nur
2024-05-30 à 1
Plan
2024-05-30 à 1

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-16 à 1
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan

2024-05-16 à 1

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-09 à 1
Devis
2024-05-09 à 1
Bordereau nur
2024-05-09 à 1

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-13 à C
Plan
2024-06-13 à C
Bordereau nur
2024-06-13 à C

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-20 à 1
Plan
2024-06-20 à 1
Bordereau nur
2024-06-20 à 1

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-06-20 à 1
Devis
2024-06-20 à 1

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis
2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-15 à 0
Devis
2024-08-15 à 0
Bordereau nur
2024-08-15 à 0

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis

				2024-08-15 à 0
				20011171 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-21 à 1 Plan 2024-08-21 à 1 Bordereau nur 2024-08-21 à 1
				20011172 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-21 à 1
				20012206 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-27 à 1 Bordereau nur 2024-08-27 à 1 Bordereau nur 2024-08-27 à 1
				20012887 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-30 à 1
				20013528 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-09-05 à 1
				Mode privilégi
GASTIER M.P. INC. 7825, Boul. Henri-Bourassa Est Montréal QC CAN H1E1N9 http://www.gastier.com	Non diffusé	Kristina Bérubé Téléphone: 5142260910 Courriel: kberube@gastier.com	0 2024-01-24 13:38	37435 - Adden de constructio procédé Devis

2024-02-01 à C

41658 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-02-16 à 1
Plan
2024-02-16 à 1

41662 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-02-16 à 1

41669 - Adden
de constructio
procédé
Plan 3D
2024-02-16 à 1

47948 - Adden
Devis
2024-03-07 à 1

47949 - Adden
Plan 3D
2024-03-07 à 1

51655 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-22 à 1
Plan
2024-03-22 à 1

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

51657 - Adden
de constructio

procédé
Plan
2024-03-22 à 1

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-05-02 à 1
Plan
2024-05-02 à 1

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-28 à 1

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-12 à 1
Devis
2024-04-12 à 1

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-04-12 à 1
Plan
2024-04-12 à 1

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
2024-03-28 à 1
Plan

2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-02 à 1
Devis
2024-05-02 à 1

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1
Devis
2024-03-22 à 1

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1
Devis
2024-04-19 à 1

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1
Devis
2024-05-16 à 1

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan

2024-05-16 à 1

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-30 à 1
Bordereau nur
2024-05-30 à 1
Plan
2024-05-30 à 1

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-16 à 1
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-09 à 1
Devis
2024-05-09 à 1
Bordereau nur
2024-05-09 à 1

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-13 à C
Plan
2024-06-13 à C
Bordereau nur
2024-06-13 à C

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-20 à 1
Plan
2024-06-20 à 1
Bordereau nur
2024-06-20 à 1

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-06-20 à 1
Devis
2024-06-20 à 1

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis
2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-15 à C
Devis
2024-08-15 à C

Bordereau nur
2024-08-15 à 0

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-15 à 0

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1
Plan
2024-08-21 à 1
Bordereau nur
2024-08-21 à 1

20011172 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1

20012206 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1

20012887 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-30 à 1

20013528 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-09-05 à 1

				Mode privilégi
Filtrum inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec QC CAN G1M1B3 http://www.filtrum.qc.ca	Publique	Samuelle Auger-Chrétien Téléphone: 8196990144 Courriel: soumission@filtrum.ca	0 2024-01-26 09:27	37435 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-01 à C 41658 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-16 à 1 Plan 2024-02-16 à 1 41662 - Adden de constructio procédé Plan 2024-02-16 à 1 41669 - Adden de constructio procédé Plan 3D 2024-02-16 à 1 47948 - Adden Devis 2024-03-07 à 1 47949 - Adden Plan 3D 2024-03-07 à 1 51655 - Adden de constructio procédé Devis 2024-03-22 à 1 Plan 2024-03-22 à 1 51656 - Adden de constructio

procédé
Plan
2024-03-22 à 1

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-05-02 à 1
Plan
2024-05-02 à 1

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-28 à 1

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-12 à 1
Devis
2024-04-12 à 1

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-04-12 à 1
Plan
2024-04-12 à 1

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
2024-03-28 à 1
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-02 à 1
Devis
2024-05-02 à 1

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1
Devis
2024-03-22 à 1

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1
Devis
2024-04-19 à 1

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1
Devis

2024-05-16 à 1

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-16 à 1

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à 1
Devis
2024-05-24 à 0

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-30 à 1
Bordereau nur
2024-05-30 à 1
Plan
2024-05-30 à 1

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé

Plan
2024-05-24 à 1
Devis
2024-05-24 à 0

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-16 à 1
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-09 à 1
Devis
2024-05-09 à 1
Bordereau nur
2024-05-09 à 1

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-13 à 0
Plan
2024-06-13 à 0
Bordereau nur
2024-06-13 à 0

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-20 à 1
Plan
2024-06-20 à 1
Bordereau nur
2024-06-20 à 1

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé

Plan
2024-06-20 à 1
Devis
2024-06-20 à 1

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis
2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor

de procédé
Plan
2024-08-15 à C
Devis
2024-08-15 à C
Bordereau nur
2024-08-15 à C

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-15 à C

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1
Plan
2024-08-21 à 1
Bordereau nur
2024-08-21 à 1

20011172 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1

20012206 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1

20012887 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-30 à 1

20013528 - Ad
Travaux de cor

				de procédé Devis 2024-09-05 à 1 Mode privilégi
Lumen, division de Sonepar Canada Inc. 4655, autoroute 440 Ouest Laval QC CAN H7P5P9 http://www.lumen.ca	Non diffusé	Steeve Ouellet Téléphone: 4186931343 Courriel: steeve.ouellet@lumen.ca	0 2024-02-06 09:12	37435 - Adden de constructio procédé Devis Aucun 41658 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-16 à 1 Plan 2024-02-16 à 1 41662 - Adden de constructio procédé Plan 2024-02-16 à 1 41669 - Adden de constructio procédé Plan 3D 2024-02-16 à 1 47948 - Adden Devis 2024-03-07 à 1 47949 - Adden Plan 3D 2024-03-07 à 1 51655 - Adden de constructio procédé Devis 2024-03-22 à 1 Plan

2024-03-22 à 1

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-05-02 à 1
Plan
2024-05-02 à 1

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-28 à 1

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-12 à 1
Devis
2024-04-12 à 1

56289 - Adden
de constructio
procédé

Devis
2024-04-12 à 1
Plan
2024-04-12 à 1

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
2024-03-28 à 1
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-02 à 1
Devis
2024-05-02 à 1

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1
Devis
2024-03-22 à 1

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1
Devis
2024-04-19 à 1

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé

Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1
Devis
2024-05-16 à 1

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-16 à 1

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à 1
Devis
2024-05-24 à 1

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-30 à 1
Bordereau nur
2024-05-30 à 1
Plan

2024-05-30 à 1

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à 1
Devis
2024-05-24 à 1

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-16 à 1
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-09 à 1
Devis
2024-05-09 à 1
Bordereau nur
2024-05-09 à 1

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-13 à 0
Plan
2024-06-13 à 0
Bordereau nur
2024-06-13 à 0

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-20 à 1
Plan
2024-06-20 à 1
Bordereau nur

2024-06-20 à 1

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-06-20 à 1
Devis
2024-06-20 à 1

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis
2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé

Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-15 à 0
Devis
2024-08-15 à 0
Bordereau nur
2024-08-15 à 0

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-15 à 0

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1
Plan
2024-08-21 à 1
Bordereau nur
2024-08-21 à 1

20011172 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1

20012206 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1

20012887 - Ad
Travaux de cor
de procédé

				Devis 2024-08-30 à 1 20013528 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-09-05 à 1 Mode privilégi
ÉLECTRICITÉ GRIMARD INC. 1235, rue Bersimis Chicoutimi QC CAN G7K1A4 http://www.grimard.ca	Non diffusé	Jacques Grimard Téléphone: 4185490745 Courriel: electricite.soum@grimard.ca	0 2024-01-30 11:17	37435 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-01 à C 41658 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-16 à 1 Plan 2024-02-16 à 1 41662 - Adden de constructio procédé Plan 2024-02-16 à 1 41669 - Adden de constructio procédé Plan 3D 2024-02-16 à 1 47948 - Adden Devis 2024-03-07 à 1 47949 - Adden Plan 3D 2024-03-07 à 1

51655 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-22 à 1
Plan
2024-03-22 à 1

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-05-02 à 1
Plan
2024-05-02 à 1

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-28 à 1

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-12 à 1
Devis

2024-04-12 à 1

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-04-12 à 1
Plan
2024-04-12 à 1

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
2024-03-28 à 1
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-02 à 1
Devis
2024-05-02 à 1

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1
Devis
2024-03-22 à 1

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1
Devis
2024-04-19 à 1

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan

2024-04-19 à 1

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1
Devis
2024-05-16 à 1

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-16 à 1

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé

Devis
2024-05-30 à 1
Bordereau nur
2024-05-30 à 1
Plan
2024-05-30 à 1

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à C
Devis
2024-05-24 à C

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-16 à 1
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-09 à 1
Devis
2024-05-09 à 1
Bordereau nur
2024-05-09 à 1

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-13 à C
Plan
2024-06-13 à C
Bordereau nur
2024-06-13 à C

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé

Devis
2024-06-20 à 1
Plan
2024-06-20 à 1
Bordereau nur
2024-06-20 à 1

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-06-20 à 1
Devis
2024-06-20 à 1

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis

2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-15 à C
Devis
2024-08-15 à C
Bordereau nur
2024-08-15 à C

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-15 à C

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1
Plan
2024-08-21 à 1
Bordereau nur
2024-08-21 à 1

20011172 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1

20012206 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1
Bordereau nur

				2024-08-27 à 1 20012887 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-30 à 1 20013528 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-09-05 à 1 Mode privilégi
ALLEN ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC. 118 de la Gare Saint-Henri QC CAN G0R3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com	Non diffusé	Eric Labrie Téléphone: 4188822277 Courriel: ericlabrie@cwallen.qc.ca	0 2024-01-24 09:17	37435 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-01 à 0 41658 - Adden de constructio procédé Devis 2024-02-16 à 1 Plan 2024-02-16 à 1 41662 - Adden de constructio procédé Plan 2024-02-16 à 1 41669 - Adden de constructio procédé Plan 3D 2024-02-16 à 1 47948 - Adden Devis 2024-03-07 à 1

47949 - Adden
Plan 3D
2024-03-07 à 1

51655 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-22 à 1
Plan
2024-03-22 à 1

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-05-02 à 1
Plan
2024-05-02 à 1

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-03-28 à 1

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-12 à 1
Devis
2024-04-12 à 1

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
2024-04-12 à 1
Plan
2024-04-12 à 1

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
2024-03-28 à 1
Plan
2024-03-28 à 1
Devis
2024-03-28 à 1

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-02 à 1
Devis
2024-05-02 à 1

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-03-22 à 1
Devis
2024-03-22 à 1

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1
Devis

2024-04-19 à 1

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-04-19 à 1

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1
Devis
2024-05-16 à 1

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-16 à 1

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à 1
Devis
2024-05-24 à 0

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-06 à 1

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé

Devis
2024-06-06 à 1

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-30 à 1
Bordereau nur
2024-05-30 à 1
Plan
2024-05-30 à 1

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-05-24 à 1
Devis
2024-05-24 à C

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-05-16 à 1
Bordereau nur
2024-05-16 à 1
Plan
2024-05-16 à 1

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
2024-05-09 à 1
Devis
2024-05-09 à 1
Bordereau nur
2024-05-09 à 1

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-13 à C
Plan
2024-06-13 à C

Bordereau nur
2024-06-13 à 0

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-06-20 à 1
Plan
2024-06-20 à 1
Bordereau nur
2024-06-20 à 1

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-06-20 à 1
Devis
2024-06-20 à 1

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
2024-07-05 à 1
Plan
2024-07-05 à 1

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor

de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis
2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-15 à C
Devis
2024-08-15 à C
Bordereau nur
2024-08-15 à C

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-15 à C

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1
Plan
2024-08-21 à 1
Bordereau nur
2024-08-21 à 1

20011172 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1

20012206 - Ad
Travaux de cor

				de procédé Devis 2024-08-27 à 1 Bordereau nur 2024-08-27 à 1 Bordereau nur 2024-08-27 à 1 20012887 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-08-30 à 1 20013528 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-09-05 à 1 Mode privilégi
PROTECTION INCENDIE GLB 1802, Route de l'Aéroport Québec QC CAN G2G2P7 https://incendieglb.com/	Publique	François Sheedy Téléphone: 418 877-2111 Courriel: fsheedy@incendieglb.com	**Transaction: (20045075)** 2024-09-05 11:03	37435 - Adden de constructio procédé Devis Téléchargemer 41658 - Adden de constructio procédé Devis Téléchargemer Plan Téléchargemer 41662 - Adden de constructio procédé Plan Téléchargemer 41669 - Adden de constructio procédé Plan 3D

Téléchargemer

47948 - Adden
Devis
Téléchargemer

47949 - Adden
Plan 3D
Téléchargemer

51655 - Adden
de constructio
procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
Téléchargemer

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis

Téléchargemer

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer

20000749 - Ad
Travaux de cor

de procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer

Plan
Téléchargemer

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer

20011172 - Ad
Travaux de cor
de procédé

				Devis Téléchargemer
				20012206 - Ad Travaux de cor de procédé Devis Téléchargemer Bordereau nur Téléchargemer Bordereau nur Téléchargemer
				20012887 - Ad Travaux de cor de procédé Devis Téléchargemer
				20013528 - Ad Travaux de cor de procédé Devis 2024-09-05 à 1
				Mode privilégi
Les Installations électriques Pichette inc. HISTORIQUE 3080 rue Peugeot Laval QC CAN H7L5C5 pichette.ca	Non diffusé	Louis Racicot Téléphone: 450-682-4411 Courriel: louis.racicot@pichette.ca	**Transaction: (20019806)** 2024-07-15 13:18	37435 - Adden de constructio procédé Devis Téléchargemer
				41658 - Adden de constructio procédé Devis Téléchargemer Plan Téléchargemer
				41662 - Adden de constructio procédé Plan Téléchargemer

41669 - Adden
de constructio
procédé
Plan 3D
Téléchargemer

47948 - Adden
Devis
Téléchargemer

47949 - Adden
Plan 3D
Téléchargemer

51655 - Adden
de constructio
procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

51656 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer

51657 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer

52267 - Adden
de constructio
procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

53269 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer

Devis
Téléchargemer

53272 - Adden
de constructio
procédé
Devis
Téléchargemer

56288 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

56289 - Adden
de constructio
procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

56566 - Adden
de constructio
procédé
Bordereau nur
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

56827 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

56996 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer

Devis
Téléchargemer

57332 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

57333 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer

61077 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Bordereau nur
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

61079 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer

62176 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

64050 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer

64052 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer

64054 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer

65127 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

65358 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

65668 - Adden
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

65948 - Adden
de constructio
procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer
Bordereau nur

Téléchargemer

20000749 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer

20002209 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer
Bordereau nur
Téléchargemer

20002211 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
Téléchargemer
Devis
Téléchargemer

20004432 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

20004434 - Ad
Travaux de cor
Devis
Téléchargemer
Plan
Téléchargemer

20007973 - Ad
Travaux de cor
de procédé

Devis
2024-08-02 à 1
Bordereau nur
2024-08-02 à 1
Plan
2024-08-02 à 1

20008903 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-08 à 1
Bordereau nur
2024-08-08 à 1
Devis
2024-08-08 à 1

20008905 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-08 à 1

20010143 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Plan
2024-08-15 à C
Devis
2024-08-15 à C
Bordereau nur
2024-08-15 à C

20010153 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-15 à C

20011171 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1
Plan
2024-08-21 à 1
Bordereau nur

2024-08-21 à 1

20011172 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-21 à 1

20012206 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1
Bordereau nur
2024-08-27 à 1

20012887 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-08-30 à 1

20013528 - Ad
Travaux de cor
de procédé
Devis
2024-09-05 à 1

Mode privilégi

POMERLEAU INC. 562, chemin Olivier Lévis QC CAN G7A2N6 http://www.pomerleau.ca	Publique	Diane Fournier Téléphone: 4188312141 Courriel: diane.fournier@pomerleau.ca	0 2024-01-24 11:52	37435 - Addenda 1 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:39 - Téléchargement 41658 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 10:06 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 10:06 - Téléchargement 41662 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-02-16 à 10:06 - Téléchargement 41669 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 10:07 - Téléchargement 47948 - Addenda 3 - DP22031-189807-C-2 lot 6 Devis 2024-03-07 à 17:28 - Messagerie 47949 - Addenda 3 - DP22031-189807-C-2 -Lot 6 suite Plan 3D 2024-03-07 à 17:19 - Téléchargement 51655 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:02 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 14:02 - Téléchargement 51656 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:02 - Téléchargement 51657 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:03 - Téléchargement 52267 - Addenda 8 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-05-02 à 13:08 - Téléchargement Plan 2024-05-02 à 13:08 - Téléchargement 53269 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-28 à 15:31 - Téléchargement Devis 2024-03-28 à 15:31 - Téléchargement 53272 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-28 à 15:32 - Téléchargement 56288 - Addenda 6 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-04-12 à 14:15 - Téléchargement Devis

2024-04-12 à 14:15 - Téléchargement

56289 - Addenda 6 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-04-12 à 14:18 - Téléchargement
Plan
2024-04-12 à 14:18 - Téléchargement

56566 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Bordereau numérique
2024-03-28 à 15:28 - Téléchargement
Plan
2024-03-28 à 15:28 - Téléchargement
Devis
2024-03-28 à 15:28 - Téléchargement

56827 - Addenda 8 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-02 à 13:07 - Téléchargement
Devis
2024-05-02 à 13:07 - Téléchargement

56996 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-03-22 à 14:01 - Téléchargement
Devis
2024-03-22 à 14:01 - Téléchargement

57332 - Addenda 7 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-04-19 à 15:21 - Téléchargement
Devis
2024-04-19 à 15:21 - Téléchargement

57333 - Addenda 7 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-04-19 à 15:23 - Téléchargement

61077 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Bordereau numérique
2024-05-16 à 13:09 - Téléchargement
Plan
2024-05-16 à 13:09 - Téléchargement
Devis
2024-05-16 à 13:09 - Téléchargement

61079 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-16 à 13:10 - Téléchargement

62176 - Addenda 11 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-24 à 09:54 - Téléchargement
Devis
2024-05-24 à 09:54 - Téléchargement

64050 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-06 à 14:19 - Téléchargement

64052 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis

2024-06-06 à 14:20 - Téléchargement

64054 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-06 à 14:21 - Téléchargement

65127 - Addenda 12 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-05-30 à 10:17 - Téléchargement
Bordereau numérique
2024-05-30 à 10:17 - Téléchargement
Plan
2024-05-30 à 10:17 - Téléchargement

65358 - Addenda 11 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-24 à 09:51 - Téléchargement
Devis
2024-05-24 à 09:51 - Téléchargement

65668 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-05-16 à 14:40 - Télécopieur
Bordereau numérique
2024-05-16 à 13:06 - Téléchargement
Plan
2024-05-16 à 13:06 - Téléchargement

65948 - Addenda 9 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-09 à 14:50 - Messagerie
Devis
2024-05-09 à 14:48 - Téléchargement
Bordereau numérique
2024-05-09 à 14:48 - Téléchargement

20000749 - Addenda 14 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-13 à 09:30 - Courriel
Plan
2024-06-13 à 09:30 - Courriel
Bordereau numérique
2024-06-13 à 09:30 - Courriel

20002209 - Addenda 15 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-20 à 15:40 - Courriel
Plan
2024-06-20 à 15:40 - Courriel
Bordereau numérique
2024-06-20 à 15:40 - Courriel

20002211 - Addenda 15 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-06-20 à 15:40 - Courriel
Devis
2024-06-20 à 15:40 - Courriel

20004432 - Addenda 16 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-07-05 à 14:15 - Courriel
Plan
2024-07-05 à 14:15 - Courriel

20004434 - Addenda 16 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécaniqu

Devis
2024-07-05 à 14:15 - Courriel
Plan
2024-07-05 à 14:15 - Courriel

20007973 - Addenda 17 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-02 à 13:20 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-02 à 13:20 - Courriel
Plan
2024-08-02 à 13:20 - Courriel

20008903 - Addenda 18 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-08-08 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-08 à 12:25 - Courriel
Devis
2024-08-08 à 12:25 - Courriel

20008905 - Addenda 18 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-08 à 12:25 - Courriel

20010143 - Addenda 19 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-08-15 à 09:50 - Courriel
Devis
2024-08-15 à 09:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-15 à 09:50 - Courriel

20010153 - Addenda 19 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-15 à 09:55 - Courriel

20011171 - Addenda 20 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-21 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-08-21 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-21 à 12:25 - Courriel

20011172 - Addenda 20 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-21 à 12:25 - Courriel

20012206 - Addenda 21 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-27 à 14:35 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-27 à 14:35 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-27 à 14:35 - Courriel

20012887 - Addenda 22 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-30 à 12:00 - Courriel

20013528 - Addenda 23 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-09-05 à 14:45 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
NORDMEC CONSTRUCTION INC. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant QC CAN J8E2R2	Non diffusé	Yanick Gougeon Téléphone: 8194295555 Courriel: yanick@nordmec.ca	0 2024-01-29 08:32	37435 - Addenda 1 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:39 - Téléchargement 41658 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 10:06 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 13:31 - Messagerie 41662 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-02-16 à 13:32 - Messagerie 41669 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 10:07 - Téléchargement 47948 - Addenda 3 - DP22031-189807-C-2 lot 6 Devis 2024-03-07 à 17:29 - Messagerie 47949 - Addenda 3 - DP22031-189807-C-2 -Lot 6 suite Plan 3D 2024-03-07 à 17:19 - Téléchargement 51655 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:02 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 15:45 - Messagerie 51656 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:41 - Messagerie 51657 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:42 - Messagerie 52267 - Addenda 8 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-05-02 à 13:08 - Téléchargement Plan 2024-05-02 à 13:36 - Messagerie 53269 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-28 à 15:49 - Messagerie Devis 2024-03-28 à 15:31 - Téléchargement 53272 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-28 à 15:32 - Téléchargement 56288 - Addenda 6 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-04-12 à 14:39 - Messagerie Devis

2024-04-12 à 14:16 - Téléchargement

56289 - Addenda 6 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-04-12 à 14:18 - Téléchargement
Plan
2024-04-12 à 15:23 - Messagerie

56566 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Bordereau numérique
2024-03-28 à 15:28 - Téléchargement
Plan
2024-03-28 à 16:10 - Messagerie
Devis
2024-03-28 à 15:28 - Téléchargement

56827 - Addenda 8 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-02 à 13:35 - Messagerie
Devis
2024-05-02 à 13:07 - Téléchargement

56996 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-03-22 à 15:44 - Messagerie
Devis
2024-03-22 à 14:01 - Téléchargement

57332 - Addenda 7 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-04-19 à 15:23 - Messagerie
Devis
2024-04-19 à 15:21 - Téléchargement

57333 - Addenda 7 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-04-19 à 15:24 - Messagerie

61077 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Bordereau numérique
2024-05-16 à 13:09 - Téléchargement
Plan
2024-05-16 à 13:36 - Messagerie
Devis
2024-05-16 à 13:09 - Téléchargement

61079 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-16 à 13:34 - Messagerie

62176 - Addenda 11 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-24 à 10:09 - Messagerie
Devis
2024-05-24 à 09:54 - Téléchargement

64050 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-06 à 14:19 - Téléchargement

64052 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis

2024-06-06 à 14:20 - Téléchargement

64054 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-06 à 14:21 - Téléchargement

65127 - Addenda 12 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-05-30 à 10:17 - Téléchargement
Bordereau numérique
2024-05-30 à 10:17 - Téléchargement
Plan
2024-05-30 à 11:19 - Messagerie

65358 - Addenda 11 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-24 à 10:17 - Messagerie
Devis
2024-05-24 à 09:52 - Téléchargement

65668 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-05-16 à 13:41 - Télécopieur
Bordereau numérique
2024-05-16 à 13:07 - Téléchargement
Plan
2024-05-16 à 13:32 - Messagerie

65948 - Addenda 9 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-09 à 14:51 - Messagerie
Devis
2024-05-09 à 14:48 - Téléchargement
Bordereau numérique
2024-05-09 à 14:48 - Téléchargement

20000749 - Addenda 14 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-13 à 09:30 - Courriel
Plan
2024-06-13 à 09:30 - Messagerie
Bordereau numérique
2024-06-13 à 09:30 - Courriel

20002209 - Addenda 15 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-20 à 15:40 - Courriel
Plan
2024-06-20 à 15:40 - Messagerie
Bordereau numérique
2024-06-20 à 15:40 - Courriel

20002211 - Addenda 15 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-06-20 à 15:40 - Messagerie
Devis
2024-06-20 à 15:40 - Courriel

20004432 - Addenda 16 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-07-05 à 14:15 - Courriel
Plan
2024-07-05 à 14:10 - Messagerie

20004434 - Addenda 16 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécaniqu

Devis
2024-07-05 à 14:15 - Courriel
Plan
2024-07-05 à 14:10 - Messagerie

20007973 - Addenda 17 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-02 à 13:20 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-02 à 13:20 - Courriel
Plan
2024-08-02 à 13:20 - Messagerie

20008903 - Addenda 18 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-08-08 à 12:25 - Messagerie
Bordereau numérique
2024-08-08 à 12:25 - Courriel
Devis
2024-08-08 à 12:25 - Courriel

20008905 - Addenda 18 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-08 à 12:25 - Courriel

20010143 - Addenda 19 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-08-15 à 09:50 - Messagerie
Devis
2024-08-15 à 09:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-15 à 09:50 - Courriel

20010153 - Addenda 19 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-15 à 09:55 - Courriel

20011171 - Addenda 20 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-21 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-08-21 à 12:25 - Messagerie
Bordereau numérique
2024-08-21 à 12:25 - Courriel

20011172 - Addenda 20 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-21 à 12:25 - Courriel

20012206 - Addenda 21 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-27 à 14:35 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-27 à 14:35 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-27 à 14:35 - Courriel

20012887 - Addenda 22 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-30 à 12:00 - Courriel

20013528 - Addenda 23 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-09-05 à 14:45 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Messagerie
ARMATURES BOIS-FRANCS INC. 249 boul de la Bonaventure Victoriaville QC CAN G6T1V5 http://www.abf-inc.com	Non diffusé	Geneviève Beaudoin Téléphone: 8197587501 Courriel: estimation@abf-inc.com	0 2024-03-28 08:26	37435 - Addenda 1 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun 41658 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Plan Aucun 41662 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan Aucun 41669 - Addenda 2 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D Aucun 47948 - Addenda 3 - DP22031-189807-C-2 lot 6 Devis Aucun 47949 - Addenda 3 - DP22031-189807-C-2 -Lot 6 suite Plan 3D Aucun 51655 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Plan Aucun 51656 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan Aucun 51657 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan Aucun 52267 - Addenda 8 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-05-02 à 13:08 - Téléchargement Plan 2024-05-02 à 13:08 - Téléchargement 53269 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-28 à 15:31 - Téléchargement Devis 2024-03-28 à 15:31 - Téléchargement 53272 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-28 à 15:32 - Téléchargement 56288 - Addenda 6 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-04-12 à 14:15 - Téléchargement Devis

2024-04-12 à 14:15 - Téléchargement

56289 - Addenda 6 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-04-12 à 14:18 - Téléchargement
Plan
2024-04-12 à 14:18 - Téléchargement

56566 - Addenda 5 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Bordereau numérique
2024-03-28 à 15:28 - Téléchargement
Plan
2024-03-28 à 15:28 - Téléchargement
Devis
2024-03-28 à 15:28 - Téléchargement

56827 - Addenda 8 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-02 à 13:07 - Téléchargement
Devis
2024-05-02 à 13:07 - Téléchargement

56996 - Addenda 4 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
Aucun
Devis
Aucun

57332 - Addenda 7 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-04-19 à 15:21 - Téléchargement
Devis
2024-04-19 à 15:21 - Téléchargement

57333 - Addenda 7 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-04-19 à 15:23 - Téléchargement

61077 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Bordereau numérique
2024-05-16 à 13:09 - Téléchargement
Plan
2024-05-16 à 13:09 - Téléchargement
Devis
2024-05-16 à 13:09 - Téléchargement

61079 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-16 à 13:10 - Téléchargement

62176 - Addenda 11 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-24 à 09:54 - Téléchargement
Devis
2024-05-24 à 09:54 - Téléchargement

64050 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-06 à 14:19 - Téléchargement

64052 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis

2024-06-06 à 14:20 - Téléchargement

64054 - Addenda 13 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-06 à 14:21 - Téléchargement

65127 - Addenda 12 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-05-30 à 10:17 - Téléchargement
Bordereau numérique
2024-05-30 à 10:17 - Téléchargement
Plan
2024-05-30 à 10:17 - Téléchargement

65358 - Addenda 11 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-24 à 09:51 - Téléchargement
Devis
2024-05-24 à 09:51 - Téléchargement

65668 - Addenda 10 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-05-16 à 13:31 - Messagerie
Bordereau numérique
2024-05-16 à 13:06 - Téléchargement
Plan
2024-05-16 à 13:06 - Téléchargement

65948 - Addenda 9 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-05-09 à 14:49 - Messagerie
Devis
2024-05-09 à 14:48 - Téléchargement
Bordereau numérique
2024-05-09 à 14:48 - Téléchargement

20000749 - Addenda 14 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-13 à 09:30 - Courriel
Plan
2024-06-13 à 09:30 - Courriel
Bordereau numérique
2024-06-13 à 09:30 - Courriel

20002209 - Addenda 15 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-06-20 à 15:40 - Courriel
Plan
2024-06-20 à 15:40 - Courriel
Bordereau numérique
2024-06-20 à 15:40 - Courriel

20002211 - Addenda 15 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-06-20 à 15:40 - Courriel
Devis
2024-06-20 à 15:40 - Courriel

20004432 - Addenda 16 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-07-05 à 14:15 - Courriel
Plan
2024-07-05 à 14:15 - Courriel

20004434 - Addenda 16 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécaniqu

Devis
2024-07-05 à 14:15 - Courriel
Plan
2024-07-05 à 14:15 - Courriel

20007973 - Addenda 17 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-02 à 13:20 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-02 à 13:20 - Courriel
Plan
2024-08-02 à 13:20 - Courriel

20008903 - Addenda 18 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-08-08 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-08 à 12:25 - Courriel
Devis
2024-08-08 à 12:25 - Courriel

20008905 - Addenda 18 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-08 à 12:25 - Courriel

20010143 - Addenda 19 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Plan
2024-08-15 à 09:50 - Courriel
Devis
2024-08-15 à 09:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-15 à 09:50 - Courriel

20010153 - Addenda 19 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-15 à 09:55 - Courriel

20011171 - Addenda 20 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-21 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-08-21 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-21 à 12:25 - Courriel

20011172 - Addenda 20 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-21 à 12:25 - Courriel

20012206 - Addenda 21 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-27 à 14:35 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-27 à 14:35 - Courriel
Bordereau numérique
2024-08-27 à 14:35 - Courriel

20012887 - Addenda 22 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-08-30 à 12:00 - Courriel

20013528 - Addenda 23 DP22031-189807-C-2 LOT 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé
Devis
2024-09-05 à 14:45 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1241219001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
Objet :	Accorder un contrat à Pomerleau Inc. pour le « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat: 91 268 120,64 $ + contingences: 4 563 406,03 $ + incidences: 574 875,00 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (deux (02) soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1241219001- DPM (1).xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-17

Anne GUIGNARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1241219001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
Objet :	Accorder un contrat à Pomerleau Inc. pour le « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat: 91 268 120,64 $ + contingences: 4 563 406,03 $ + incidences: 574 875,00 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (deux (02) soumissionnaires).



SMCE241219001.pdf

Dossier # :1241219001

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 24 octobre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE241219001

Accorder un contrat à Pomerleau Inc. pour le « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat: 91 268 120,64 $ + contingences: 4 563 406,03 $ + incidences: 574 875,00 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (deux (02) soumissionnaires).

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE241219001

Accorder un contrat à Pomerleau Inc. pour le « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat: 91 268 120,64 $ + contingences: 4 563 406,03 $ + incidences: 574 875,00 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (deux (02) soumissionnaires).

À sa séance du 2 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 20 M$;*
- *Contrat de d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$ et répondant aux conditions suivantes :*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 9 octobre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division conception ont d'abord précisé que ce contrat s'inscrit dans le projet d'ozonation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Il s'agit du lot 6, qui concerne principalement la construction de mécanique du bâtiment et de procédé,

de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 et le secteur du système d'injection. Il inclut également tous les équipements de captation et de destruction de l'ozone.

L'appel d'offres a été publié du 23 janvier au 10 septembre 2024, soit une durée de 215 jours. Durant cette période, 23 addendas ont été émis. Il y a eu 13 preneurs du cahier des charges, dont deux ont déposé une soumission. L'analyse des soumissions a révélé que Pomerleau a présenté la meilleure offre, avec un écart de (-28,13 %) avec l'estimation et de 65,14 % avec le second soumissionnaire. Ces différences se situent principalement dans les chapitres *Matériel et équipements*, *Mécanique bâtiment* et *Électricité*. Pour les deux premiers articles, l'entrepreneur aurait notamment obtenu des prix réels du marché, alors que l'estimateur n'a accès qu'à des prix budgétaires. Le Service a rappelé que des jalons de paiement avant la livraison avaient été introduits au contrat à la suite d'un avis d'intérêt, ce qui a sans doute contribué à réduire les coûts. De plus, les frais d'administration et les profits, qui étaient auparavant répartis dans l'ensemble des articles du bordereau, se trouvent désormais dans les conditions générales. Pour ce qui est de l'item *Électricité*, la différence serait aussi attribuable à l'introduction de jalons de paiement avant la livraison, mais également à l'état du marché et de concurrence entre les soumissionnaires ainsi qu'à l'autorisation de présenter des demandes d'équivalence en amont.

Les invités ont ensuite présenté les diverses particularités de ce contrat, qui est sensible puisque tout report entraînerait des conséquences sur l'échéancier global de réalisation du projet. Il faut également savoir que tous les équipements de destruction de l'ozone, inclus au lot 6, doivent être en fonction pour pouvoir procéder au traitement à l'ozone. Enfin, ils ont souligné que les enveloppes des bâtiments ont été construites lors des phases précédentes et sans l'installation des équipements à l'intérieur, des installations temporaires onéreuses devront être mises en place pour protéger le bâtiment contre le gel, le feu et le vandalisme.

Pour conclure, les responsables ont recommandé de poursuivre le processus d'octroi avec Pomerleau afin que les travaux commencent rapidement et que la progression du projet ne soit pas affectée.

Au terme de la présentation, les membres ont demandé des clarifications au sujet des addendas et des écarts majeurs. Les représentants ont expliqué que la firme estimatrice travaille avec des données historiques plutôt qu'avec les prix réels du marché. Selon le Service, certains prix fluctuent rapidement et la firme devrait notamment utiliser les données du Bureau des Soumissions déposées du Québec (BSDQ) afin d'avoir des estimations plus réalistes. Les estimations internes sont souvent plus justes, mais pour ce faire, il faudrait développer l'expertise au sein des équipes. En ce qui a trait aux addendas, ceux-ci avaient essentiellement pour objectif de répondre à des questions techniques liées à la mécanique et aux équipements. Il faut dire que le devis prévoit des équipements très spécialisés. Les entrepreneurs veulent s'assurer d'avoir le bon

matériel et d'être compétitifs. La Commission a questionné le Service sur ce qu'il advenait des équipements pour ozonation, dont certains ont été fabriqués sur mesure il y a un moment déjà. Les responsables ont précisé que l'unité d'ozonation et les équipements pour la destruction sont bien entreposés chez le fabricant et le fournisseur. Ils font également l'objet d'inspections, de maintenance et d'entretien préventif.

Enfin, les commissaires ont voulu obtenir l'avis des responsables sur la récurrence des contrats aux mêmes entrepreneurs, comme Pomerleau, dans le cadre de grands projets. Comment faire pour aider les autres entrepreneurs à se tailler une place afin d'accroître la concurrence? En réponse, les invités ont expliqué que les contrats de la Ville sont essentiellement d'adhésion et qu'ils comportent de nombreuses clauses protectrices. Les risques reposent majoritairement sur les épaules des entrepreneurs, lesquels ne sont pas tous en mesure de les assumer. Ils estiment que l'avis d'intérêt est une bonne pratique pour identifier les principaux irritants, notamment dans les documents administratifs, et pour rendre les contrats de la Ville plus accessibles ainsi que plus équitables en matière de gestion de risques.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division conception pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 20 M$;*
- *Contrat de d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$ et répondant aux conditions suivantes :*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE241219001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1247231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec la firme AtkinsRéalis Canada inc. (Contrat no 2 : 2 628 187,94 $ taxes incluses), pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 23 octobre 2027, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option d'une (1) prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres public no 24-20481 (6 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle AtkinsRéalis Canada inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage pour le Contrat (Lot) 2 en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, pour une somme maximale de 2 628 187,94 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 24-20481, jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 23 octobre 2027, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation d'un (1) an reconductible une (1) fois ;

2. de procéder à une évaluation de rendement de la firme AtkinsRéalis Canada inc ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler ;

4. d'autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger le contrat pour un maximum d'une (1) prolongation de douze (12) mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées du contrat n'ont pas été épuisées, selon les termes et conditions des documents d'appel d'offres.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-19 16:42

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1247231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec la firme AtkinsRéalis Canada inc. (Contrat no 2 : 2 628 187,94 $ taxes incluses), pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 23 octobre 2027, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option d'une (1) prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres public no 24-20481 (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) au sein de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines fournit des études et expertises géotechniques pour les projets réalisés par divers services corporatifs et arrondissements de la Ville. Le volet de la caractérisation environnementale des sols fait également partie intégrante de ces études. La réalisation de travaux de construction et de rénovation d'infrastructures municipales, incluant les conduites d'eau et d'égout, les bassins de rétention d'eau pluviale et les structures routières requiert ces études en vue de produire les plans et devis. Des études géotechniques peuvent également être nécessaires pour les travaux d'aménagement ou de mise en valeur de sites par les différents services et arrondissements de la Ville. Les études peuvent inclure des expertises pour des fondations, des excavations, du contrôle et du suivi en cours de travaux, etc.
En raison de l'ampleur des demandes adressées à la Division de l'expertise et du soutien technique, cette dernière doit faire appel à des firmes spécialisées en géotechnique afin de répondre aux besoins. Plusieurs projets se réalisent concurremment et la majorité des études doivent être réalisées en amont, afin d'intégrer les résultats aux devis de construction ou d'aménagement. Par ailleurs, le processus d'appel d'offres et d'octroi d'un contrat ponctuel à un consultant spécialisé ne peut être complété à l'intérieur de courts délais imposés entre le moment où les crédits deviennent disponibles et le démarrage d'un projet. Cette situation occasionnerait des retards au démarrage des travaux de construction et pourrait même parfois les reporter d'une (1) saison, d'où l'importance d'avoir des ententes-cadres opérationnelles.

Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres conclues en 2022 (CG22 0105) sont presque totalement engagées suite à une très forte demande des requérants conséquente aux investissements importants de la Ville dans le domaine des infrastructures de même qu'à

une complexité accrue de la nature des projets. Pour pallier à cette problématique, il a été décidé de procéder à un appel d'offres public pour 4 contrats (Lot) permettant de retenir les services de quatre (4) firmes, sélectionnées sur la base de leur pointage technique et de leur enveloppe de prix. Il s'agit donc d'une sélection de firmes qui, selon les besoins, auront à réaliser, à la demande et sous le contrôle de la Division de l'expertise et du soutien technique, différents mandats d'études et d'expertises géotechniques ainsi que de caractérisations environnementales. Les firmes pourraient également être appelées à assurer la surveillance environnementale des déblais lors des travaux d'excavation. L'ensemble des mandats ne pourra excéder les enveloppes maximales autorisées.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres no 24-20481 a été publié du 8 mai au 18 juin 2024 sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir. La durée de publication a été de 40 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Les soumissions sont valides pendant les 120 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 16 octobre 2024. La validité de la soumission d'AtkinsRéalis Canada inc. a été prolongée jusqu'au 15 décembre 2024.

Au cours du processus d'appel d'offres, cinq (5) addenda ont été émis pour répondre aux questions des soumissionnaires. Voici un résumé de ces addenda :

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
9 mai 2024	Changement du titre du Devis technique	0 $
23 mai 2024	Changement du lieu de dépôt de la soumission et du titre de l'AO sur SEAO	0 $
31 mai 2024	Retrait d'exigences en lien avec la signature des curriculum vitae	0 $
7 juin 2024	Report de la date d'ouverture des soumissions Précision quant au numéro d'identification à utiliser pour certains professionnels membre de l'AQVE	0 $
10 juin 2024	Modifications apportées aux Directives techniques annexées au Devis technique	0 $

Les contrats pour les lots 1, 3 et 4 ont été octroyés suite à la décision du 22 août 2024 (CG24 0435) respectivement à Englobe Corp., GHD Consultants Ltée et Stantec Experts-Conseils Ltée.

Pour ce qui est du Contrat (Lot) 2, le dossier décisionnel 1247231041 duquel découle la décision CG24 0435 ne faisait aucune recommandation en vue d'un octroi à AtkinsRéalis Canada Inc. Le présent dossier décisionnel vient rectifier les conclusions de l'analyse de la soumission de AtkinsRéalis Canada inc. ainsi que les justifications en vue de l'octroi du Contrat (Lot) 2 à ce soumissionnaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0435 - 22 août 2024 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études géotechniques pour les services centraux avec Englobe Corp. (contrat 1 : 2 556 926,27 $, taxes incluses), GHD Consultants Ltée (contrat 3 : 1 998 391,97 $, taxes incluses) et Stantec Expert-Conseils Ltée (contrat 4 : 1 749 499,84 $, taxes incluses), jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, selon la première des deux éventualités - Dépenses totales : 6 304 818,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20481 (6 soum.) -

1247231041;
CG22 0105 - 24 février 2022 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec les quatre firmes suivantes : Les Services EXP inc. (contrat no 1 : 1 972 614,58 $, taxes incluses), Groupe ABS inc. (contrat no 2 : 1 825 138,44 $, taxes incluses), Solmatech inc. (contrat no 3 : 1 786 339,67 $, taxes incluses) et FNX-INNOV inc. (contrat 4 : 1 543 096,43 $, taxes incluses) - Dépense totale : 7 839 908,03 $ taxes et contingences incluses, pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville de Montréal, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 24 février 2025, selon la première des deux éventualités, avec une option de deux prolongations de 12 mois / Autoriser le directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats pour un maximum de deux prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées - Appel d'offres public no 21-19007 - Sept (7) soumissionnaires - 1217231080;

CG20 0070 - 27 février 2020 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Englobe Corp. (2 547 735,62 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 $) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 $, taxes incluses, pour réaliser des études, des expertises géotechniques et des caractérisations environnementales, dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 19-17816 - Sept (7) soumissionnaires - 1193855003;

CG18 0364 - 21 juin 2018 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Englobe Corp. (1 731 740,80 $), Les Consultants S.M. inc. (1 511 685,21 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 332 052,06 $) et Golder Associés ltée (1 102 391,80 $) totalisant une somme maximale de 5 677 869,87 $, taxes incluses, pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales, dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 18-16859 - Neuf (9) soumissionnaires - 1183855001;

CG17 0207 - 18 mai 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : GHD Consultants Ltée (1 521 665,96 $), WSP Canada inc. (1 364 187,57 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 177 180,74 $) totalisant une somme maximale de 4 063 034,27 $ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et de caractérisation environnementale dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public no 17-15901 - Sept (7) soumissionnaires - 1173855001;

CG14 0593 - 18 décembre 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Inspec-Sol inc. (1 383 275,72$), LVM une Division d'EnGlobe Corp. (1 234 754,35$) et Groupe Qualitas inc. (1 096 615,45$) totalisant une somme maximale de 3 714 645,52$ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 14-13536 - Six (6) soumissionnaires - 1143855007;

CG13 0130 - 25 avril 2013 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : Inspec-Sol inc. (3 054 155,66$), Les Consultants S.M. inc. (2 347 628,54$), LVM inc. (1 626 853,71$) et Groupe Qualitas inc. (903 979,44$) totalisant une somme maximale de 7 932 614,35$ (taxes incluses) afin de réaliser des études géotechniques et de caractérisation environnementale, de préparer des plans et devis de réhabilitation et d'effectuer la surveillance environnementale de travaux de décontamination de sites qui seront requis par les services corporatifs ou les arrondissements - Appel d'offres public 12-12250 - Dix (10) soumissionnaires - 1133855002.

DESCRIPTION

La Ville désire retenir les services professionnels de consultants spécialisés en géotechnique. Les services professionnels demandés sont, sans s'y limiter, les suivants :

- la réalisation d'études géotechniques;
- la réalisation d'expertises géotechniques;
- le soutien technique en cours de construction.

Le volet environnemental complémentaire à ces études et expertises géotechniques comprend les éléments suivants :

- la réalisation d'études de caractérisation environnementale;
- la préparation de plans de réhabilitation environnementale, de demandes de permis et de certificat d'autorisation à déposer au Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP);
- la surveillance de travaux de réhabilitation environnementale et de gestion des sols.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 24-20481, la Ville a retenu les services de trois (3) firmes. Les soumissions des firmes Englobe Corp., GHD Consultants Ltée et Stantec Experts-Conseils Ltée ont été retenues respectivement pour les Contrats (Lots) 1, 3 et 4 (CG24 0435).

Les résultats détaillés de l'analyse des soumissions qui avaient été présentés aux instances pour l'octroi des Contrats (Lots) 1, 3 et 4 sont repris ci-dessous à titre informatif.

Contrat (Lot) 1 :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Englobe Corp.	72,8	0,4804	2 556 926,27 $	N/A	2 556 926,27 $
Stantec experts-conseils Ltée	72,2	0,4475	2 729 730,70 $	N/A	2 729 730,70 $
Atkin Réalis Canada inc.	82,3	0,4473	2 958 605,69 $	N/A	2 958 605,69 $
Dernière estimation réalisée			2 252 906,38 $		2 252 906,38 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					304 019,89 $ 13,49 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire					172 804,43 $ 6,76 %

(%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	

Contrat (Lot) 2 : ANNULÉ

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Atkin Réalis Canada inc.	82,3	0,5035	2 628 187,94 $	N/A	2 628 187,94 $
Stantec experts-conseils Ltée	72,2	0,5030	2 428 536,44 $	N/A	2 428 536,44 $
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 1				
Dernière estimation réalisée			2 002 289,63 $		2 002 289,63 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					625 898,31 $ 31,26 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					-199 651,50 $ -7,60 %

Contrat (Lot) 3 :

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
GHD Consultants Ltée	76,8	0,6347	1 998 391,97 $	N/A	1 998 391,97 $
Stantec experts-conseils Ltée	72,2	0,5915	2 065 393,65 $	N/A	2 065 393,65 $
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 1				
Atkin Réalis Canada inc.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 2				
Dernière estimation réalisée			2 002 289,63 $		2 002 289,63 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					242 494,90 $ 14,07 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire					67 001,68 $

($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	3,35 %

Contrat (Lot 4)

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL SOUMIS** (taxes incluses)	**TOTAL NÉGOCIÉ** (taxes incluses)
Stantec experts-conseils Ltée	72,2	0,6899	1 770 678,24 $	N/A	1 749 499,84 $	1 749 499,84 $
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 1					
Atkin Réalis Canada inc.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 2					
GHD Consultants Ltée	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 3					
Dernière estimation réalisée			1 502 889,96 $		1 502 889,96 $	1 502 889,96 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					267 788,28 $ 17,28 %	246 609,88 $ 16,41 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					N/A N/A	N/A N/A

Le Contrat (Lot) 2 n'a pas fait l'objet d'un octroi suite à l'analyse des soumissions présentée au dossier 1247231041. En effet, l'analyse de l'écart avec l'estimation interne de 31,26% avait mené à l'annulation de l'octroi du Contrat (Lot 2) à AtkinsRéalis Canada inc. sans examen ni analyse plus détaillés.

Or, l'annulation du Contrat (Lot) 2 mentionnée au dossier décisionnel et l'exclusion de la soumission d'AtkinsRéalis Canada inc. dans le processus d'octroi des Contrats (Lots) subséquents 3 et 4 ne respectent pas l'application de la méthode d'adjudication des contrats prévue aux documents d'appel d'offres. Dans les faits, la soumission d'AtkinsRéalis Canada inc. devait être considérée dans le processus d'octroi des Contrats (Lots) 3 et 4 suite à l'annulation du Contrat (Lot) 2.

Conséquemment, avant de revoir le processus d'octroi des Contrats (Lots) 3 et 4 en

considérant la soumission d'AtkinsRéalis Canada inc., l'analyse concernant le Contrat (Lot) 2 a été approfondie à l'égard des résultats et des conclusions formulées dans le précédent dossier décisionnel 1247231041. Cette nouvelle analyse plus détaillée nous amène à revoir les conclusions inscrites au dossier décisionnel 1247231041 pour l'adjudication du Contrat (Lot) 2 et ce, sans incidence sur les recommandations de la résolution CG24 0435. L'objet du présent dossier est donc de recommander l'octroi du Contrat (Lot) 2 à la firme AtkinsRéalis Canada inc.

Cette entente-cadre représente une somme maximale de 2 628 187,94 $ taxes incluses et sera valide jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire ou à la fin de la période de trente-six mois (36) mois, selon la première des deux éventualités, avec une option d'une (1) prolongation de douze (12) mois.

JUSTIFICATION

La réalisation de projets de construction et de rénovation d'infrastructures municipales, d'aménagement de divers sites par la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines ainsi que par les services corporatifs et les arrondissements de la Ville, nécessite des études et des expertises géotechniques. La DEST doit fournir ces services dans le cadre de sa mission, mais ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST de la Ville doit donc constituer une réserve de firmes auxquelles elle fait appel, selon des tarifs fixes soumissionnés. Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres en vigueur (octroyées en 2022) sont presque totalement engagées sur des projets en cours. Il est donc requis de conclure le plus tôt possible de nouvelles ententes-cadre afin d'assurer la réalisation des études et expertises géotechniques, incluant la caractérisation et la surveillance environnementales au besoin.
De plus, le nombre de mandats toujours grandissant confiés à la DEST année après année, requiert qu'elle puisse compter sur un maximum d'ententes-cadres pour assurer la réalisation de plusieurs mandats en simultané afin de ne pas retarder la réalisation des études nécessaires à la mise en chantier des projets d'infrastructures de ses requérants.

Dans ce contexte, il est à noter qu'au fil des années, des mesures ont été mises en place pour attirer un plus grand nombre de soumissionnaires notamment en réduisant le nombre d'années d'expérience pour les «Techniciens» en plus d'ajouter de nouvelles sous-classes de personnel technique. Ces nouvelles dispositions, bien qu'elles permettent à un plus grand nombre de firmes de se qualifier pour un contrat, n'empêchent pas une firme qui dispose de personnel plus expérimenté de le soumettre et ainsi démontrer son expertise et son expérience; critères sur lesquels les firmes sont évaluées par le Comité de sélection.

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que quatre (4) contrats (lots) soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. Dans les bordereaux des prix, les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires d'une part à taux horaire par catégorie d'employés, tandis que les dépenses sont admissibles selon des taux unitaires pour la réalisation des travaux de sondages, les analyses chimiques et les essais de laboratoire.

À la suite de la publication de l'appel d'offres public no 24-20481, sur dix (10) preneurs du cahier des charges incluant 2 donneurs d'ouvrage, six (6) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 60%. La liste des preneurs du cahier des charges de même que les raisons données par les firmes pour ne pas déposer d'offre sont présentées à l'intervention

du Service de l'approvisionnement.

Estimations

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission. Le nombre d'heures indiquées pour chacune des ententes-cadres pour chacune des catégories d'employés est basé sur les besoins estimés et est utilisé aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour les estimations, une analyse basée sur le juste prix de services similaires a été faite puis pondérée avec la moyenne des taux des contrats de même nature octroyés récemment et indexés selon les taux d'inflation des dernières années.

Le marché étant en forte demande complique l'estimation du juste prix en plus de complexifier l'analyse des résultats obtenus.

Analyse des soumissions

Un total de six (6) soumissions ont été reçues dans le cadre de l'appel d'offres. Elles ont toutes été jugées recevables.

Les six (6) soumissions jugées recevables ont été soumises au comité de sélection, formé de trois (3) personnes, pour évaluation. Les soumissions répondent à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et ont été évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.

Le comité de sélection s'est tenu par vidéoconférence, le lundi 8 juillet 2024 à 13 h 00.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Les offres de services des firmes Terrapex Environnement Ltée et FNX-Innov inc. ont été jugées non conformes, le pointage intérimaire de 70% n'ayant pas été obtenu par ces firmes. Il est à noter qu'Englobe Corp., AtkinsRéalis Canada inc. et Stantec Experts-Conseils Ltée ont déposé une soumission pour les lots 1 à 4 tandis que GHD Consultants Ltée a déposé une soumission uniquement pour les lots 3 et 4.

Les soumissions des firmes Englobe Corp., GHD Consultants Ltée et Stantec Experts-Conseils Ltée ont été retenues respectivement pour les Contrats (Lots) 1, 3 et 4 (CG24 0435). Les informations détaillées des montants soumis par chaque firme pour les Contrats (Lots) 1,3 et 4 sont reprises plus haut à la section «Description» en plus de faire partie intégrante du dossier décisionnel 1247231041.

Pour le Contrat (Lot) 2, le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note, AtkinsRéalis Canada inc., n'avait pas été retenu et de ce fait le Contrat (Lot) 2 n'a fait l'objet d'aucune recommandation d'octroi. Après vérifications, l'exclusion de la soumission d'AtkinsRéalis Canada inc. et le fait de retirer le Contrat (Lot) 2 de la décision d'octroi ne permet pas de respecter l'application de la méthode d'adjudication prévue aux documents d'appel d'offres. Conséquemment, la soumission d'AtkinsRéalis Canada inc. doit être retenue et considérée dans le processus d'analyse et d'octroi des contrats de cet appel d'offres.

Contrat (Lot) 2 : RECOMMANDÉ

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
AtkinsRéalis Canada inc.	82,3	0,5035	2 628 187,94 $	N/A	2 628 187,94 $
Stantec experts-conseils Ltée	72,2	0,5030	2 428 536,44 $	N/A	2 428 536,44 $
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 1				
Dernière estimation réalisée			2 002 289,63 $		2 002 289,63 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					625 898,31 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					31,26 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					-199 651,50 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					-7,60 %

Pour le Contrat (Lot) 2, la soumission de AtkinsRéalis Canada inc. a obtenu le pointage final le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,50.

AtkinsRéalis Canada inc. s'est vu attribuer la meilleure note intérimaire par le Comité de sélection, plus de 10 points au-dessus de l'autre soumissionnaire conforme pour le Contrat (Lot) 2 (82,3 vs 72,2 pour Stantec experts-conseils Ltée). Du personnel plus expérimenté chez AtkinsRéalis Canada inc. pour le poste de «Technicien» peut expliquer cet écart important. À titre indicatif, la moyenne d'années d'expérience du personnel soumis par AtkinsRéalis Canada inc. est de 17 ans comparativement à 6 ans pour Stantec experts-conseils Ltée. Le minimum requis contractuellement étant de 4 ans.

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Écart avec l'estimation interne

L'écart entre le soumissionnaire ayant obtenu le meilleur pointage final et l'estimation interne est présenté ci-après.

Contrat (Lot)	Écart ($)	Écart (%)
2	625 898,31	31,26

L'analyse antérieure de l'écart par rapport à l'estimation interne présentée au dossier 1247231041 faisait état qu'une hausse marquée du taux horaire pour l'item «Technicien» avait été observée et que cette situation n'était pas souhaitable ni représentative des taux usuels observés sur le marché. Or, l'expérience accrue du personnel proposé par AtkinsRéalis Canada inc. mentionnée précédemment, peut expliquer et justifier cette hausse. De plus, le

fait que du temps de technicien soit inclus dans le prix du mètre linéaire de forage explique le taux également élevé obtenu pour cet item au bordereau. AtkinsRéalis Canada inc. semble avoir fait le choix stratégique de présenter une équipe plus expérimentée accompagnée par des honoraires plus élevés.

La DEST arrive à la conclusion que les prix fournis par AtkinsRéalis Canada inc. sont élevés par rapport à l'estimation interne. Il est toutefois à noter que l'estimation interne de la Ville est en moyenne inférieure de 14,7% par rapport aux prix soumissionnés par l'ensemble des adjudicataires des trois (3) autres Contrats ((Lots) 1, 3 et 4), ce qui tend à démontrer que l'estimation interne de la Ville ne reflète pas tout à fait les prix du marché. Dans ce contexte, les prix soumis par AtkinsRéalis Canada inc., se rapprochent plus des prix du marché que l'écart par rapport à l'estimation interne tend à le démontrer. Conséquemment et suite à cette analyse plus approfondie de la soumission d'AtkinsRéalis Canada inc., la DEST rectifie sa décision du précédent dossier décisionnel 1247231041 en regard du Contrat (Lot) 2 et recommande ainsi son octroi à AtkinsRéalis Canada inc.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret no 435-2015 daté du 27 mai 2015 et entré en vigueur le 2 novembre 2015. L'adjudicataire recommandé détient une attestation de *l'Autorité des marchés publics (AMP).* Une copie de l'attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et il est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le contrat de services professionnels dépasse les 2 000 000 $. De plus, il y a un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Une demande de prolongation du délai de validité de la soumission, jusqu'au 15 décembre 2024, a été demandée au soumissionnaire. La copie de la lettre de l'acceptation de la firme se trouve en pièce jointe.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire dans le cadre du présent contrat de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section *Contrat* des documents d'appels d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire.
Cette entente-cadre permettra de couvrir les mandats d'études et expertises géotechniques et de caractérisation ou de surveillance environnementales de plusieurs projets. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide de bons de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ou arrondissements).

Cette entente pourrait donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan-montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La Division de l'expertise et du soutien technique s'assurera de la disponibilité des crédits et

du suivi des enveloppes.

La dépense maximale pour cette entente-cadre est de 2 628 187,94 $ taxes incluses.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 notamment en ce qui concerne les priorités 1, 5, 16 et 19 de la Grille d'analyse de Montréal 2030.

Il est de ce fait, cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et pourrait contribuer à la diminution des vulnérabilités climatiques liées aux impacts des pluies abondantes notamment. Les études géotechniques réalisées par le biais des services professionnels permettront de documenter les conditions de sols et d'eau souterraine, facilitant l'aménagement d'infrastructures vertes pérennes et efficaces.

Finalement, le projet n'a pas pour but de contribuer à des engagements en inclusion, équité ou accessibilité universelle mais les services professionnels retenus pourraient être utilisés afin de réaliser des études géotechniques ou des caractérisations environnementales dans le cadre de projets d'infrastructures contribuant à favoriser de tels principes.

La Grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact majeur de cette décision sera d'assurer, par le biais de ces services professionnels, la réalisation d'études et d'expertises géotechniques, incluant la caractérisation environnementale des sols, nécessaires à la rédaction des plans et devis des travaux de construction des infrastructures.
Dans l'éventualité où un refus d'octroyer le Contrat (Lot) 2 est obtenu, la DEST ne sera plus en mesure d'assumer sa mission qui est d'offrir des services d'expertises auprès de ses requérants. Cette décision entraînerait la résiliation des Contrats (Lots) 3 et 4 (CG24 0435) et rendrait nécessaire la publication d'un nouvel appel d'offres avec les délais importants qui y sont inhérents. En effet, l'exclusion de la soumission d'AtkinsRéalis Canada inc. et le fait de retirer le Contrat (Lot) 2 de la décision d'octroi antérieure ne permettait pas de respecter l'application de la méthode d'adjudication prévue aux documents d'appel d'offres.

L'actuel cahier de commandes de la DEST ne lui permet pas de se priver de trois (3) des quatre (4) contrats qu'elle devait octroyer pour mener à bien ses études.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats : suite à l'adoption du présent dossier
Début des services : novembre 2024
Fin des services : Trente-six (36) mois à partir de la date d'envoi de l'avis d'adjudication à l'adjudicataire ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Faiza AMALLAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève DUFOUR
Ingénieure

Tél : 438 993-9292
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-13

Sylvain ROY
chef(fe) de division - expertise et soutien (realisation des travaux - tp)

Tél : 514-872-3921
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Directeur

Tél : 514 243-8284
Approuvé le : 2024-09-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :
Approuvé le : 2024-09-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247231063
Unité administrative responsable : SIRR; Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines; Division de l'expertise et du soutien technique
Appel d'offres : *24-20481*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Transition écologique :

1 - Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

5 - Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction a la source et la valorisation des matières résiduelles.

Innovation et créativité :

16 - Propulser Montréal comme **laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages** entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? (suite)

Quartier :

19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorités 1 et 5

Les services professionnels en géotechnique et en environnement contribueront au développement durable en émettant des recommandations permettant de favoriser la réutilisation ou la valorisation des sols et des matières résiduelles granulaires lorsque possible notamment en lien avec le règlement concernant la valorisation de matières résiduelles [RLRQ c. Q2, r.49]. Ces recommandations visent à diminuer, à terme, le camionnage dans les rues de la métropole et ainsi diminuer l'émission de gaz à effet de serre liés au transport routier.

Le volet de surveillance environnementale de la gestion des déblais permet de vérifier que les pratiques légales relatives aux sols excavés sont suivies dans le cadre des différents projets d'infrastructures de la Ville. Ainsi, la surveillance environnementale permettra de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés et de vérifier leur gestion en conformité avec les lois, politiques et règlements en vigueur.

Les services professionnels permettront notamment de répondre aux exigences du Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés qui vise à contrer les déversements illégaux de sols contaminés qui sont dommageables pour l'environnement.

De plus, les services professionnels serviront à documenter les conditions propices à l'aménagement d'infrastructures vertes plus performantes sur l'ensemble du territoire montréalais et donc à accélérer la transition écologique de la Ville en luttant contre les changements climatiques tout en réduisant les îlots de chaleur et la pollution.

Priorité 16

Les données sur la nature des sols et du roc en place récoltées dans le cadre des études géotechniques et des caractérisations environnementales permettront d'alimenter les bases de données de la Ville et ainsi de les partager avec les différents acteurs du milieu universitaire permettant ainsi de faire avancer leurs recherches. Les études réalisées approfondiront nos connaissances du milieu souterrain afin de mettre en exergue des enjeux potentiels liés à la trame urbaine et à l'impact des travaux d'infrastructures sur le milieu.

Priorité 19

Les études géotechniques réalisées avec les services professionnels permettront de concevoir des infrastructures pérennes et de qualité en regard des conditions de sols dans lesquelles elles seront construites.

Elles permettront également de sécuriser les chantiers en documentant les conditions de sols existantes protégeant ainsi les citoyens circulant aux abords de nos grands chantiers municipaux.

Finalement, la diminution du camionnage résultant de la réutilisation des sols sur les chantiers rendra les déplacements des citoyens plus sécuritaires.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 20 septembre 2023

SNC-LAVALIN INC.
A/S MADAME ANDRÉE-CLAUDE BÉRUBÉ
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de client : 2700007364
N° de référence : 2300118514

Objet : Changement de nom de SNC-LAVALIN INC. à ATKINSRÉALIS CANADA INC.

Madame,

L'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») a été informée du changement de nom de l'entreprise SNC-LAVALIN INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant ATKINSRÉALIS CANADA INC.. Nous comprenons que le numéro de NEQ «1142775999 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise SNC-LAVALIN INC. autorisée le 13 juillet 2023.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'AMP.

Pour toute question, veuillez communiquer avec Karine Voyzelle au 1 888 335-5550, ou au 418 646-1550.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La direction de l'admissibilité et du soutien juridique

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 13 juillet 2023

SNC-LAVALIN INC.
A/S MADAME ANDRÉE-CLAUDE BÉRUBÉ
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de décision : 2023-DAMP-3088
N° de client : 2700007364
N° d'entreprise du Québec : 1142775999

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SNC-LAVALIN INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 juillet 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 3 septembre 2024

Monsieur Sébastien Deshaies
AtkinsRealis Canada inc.
455, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z1Z3

Courriel: sebastien.deshaies@atkinsrealis.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres n° 24-20481
Services professionnels pour des études géotechniques pour les services centraux

---

Madame,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 15 décembre 2024.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 5 septembre 2024**, 14h00**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

Sébastien Deshaies — 2024-09-03

Signature — Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature — Date

Faiza Amallal
Agente d'approvisionnement II
Courriel: faiza.amallal@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec la firme AtkinsRéalis Canada inc. (Contrat no 2 : 2 628 187,94 $ taxes incluses), pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 23 octobre 2027, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option d'une (1) prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres public no 24-20481 (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20481 PV (1) (2).pdf24-20481 Intervention de l'approvisionnement.pdf

24-20481 _ Lot 2_TABLEAU_SP_6X6.pdf 24-20481 Liste des commandes _ SEAO (3).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Faiza AMALLAL
Agente d'approvionnement 2
Tél : 514-838-8254

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-16

Elie BOUSTANI
c/s app.strat.en biens
Tél : 514 838 4519
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20481 — No du GDD : 1247231041

Titre de l'appel d'offres : SERVICES PROFESSIONNELS POUR DES ÉTUDES GÉOTECHNIQUES POUR LES SERVICES CENTRAUX.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 11 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 18 - 6 - 2024

Date du comité de sélection : 8 - 7 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 10 - 6 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 60

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Terrapex	La firme n'a pas eu la note de passage de 70% au comité de sélection
FNX	La firme n'a pas eu la note de passage de 70% au comité de sélection

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 10 - 2024

Date d'échéance révisée : 16 - 10 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Englobe	2 556 926,27 $	√	1
Atkins Realis	2 958 605,69 $		1
Stantec	2 729 730,70 $		1
Atkins Realis	2 628 187,94 $	√	2
Stantec	2 428 536,44 $		2
GHD	1 998 391,97 $	√	3
Stantec	2 065 393,65 $		3
Stantec	1 770 678,24 $	√	4

Information additionnelle

Le montant soumissionné pour le lot de 4 par la firme Stantec (Somissionnaire unique) a été négocié de 1 770 678,24 $ à 1 749 499,84 $. Le cahier de charge a été acheté par 8 firmes et 2 donneurs d'ouvrage. Un courriel a été envoyé aux 2 fournisseurs qui n'ont pas soumissionné afin de définir la raison, mais nous n'avons pas reçu de réponse.

Préparé par : Faiza Amallal — Le 24 - 7 - 2024

24-20481 - Services professionnels pour des études géotechniques pour les services centraux.

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	ge final	Rang
Englobe							72,8		0,00000	
Terrapex							68,5			Non conforme
GHD (pas de soumission)							-		0,00000	
FNX							65,7			Non conforme
Atkins Realis							82,3	2 628 187,94 $	0,50352	1
Stantec							72,2	2 428 536,44 $	0,50305	2
Agent d'approvisionnement	Faiza Amallal									

Comité	
Date	lundi 08/07/2024
Heure	13h
Lieu	Virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000
Facteur «K» 50

Liste des commandes

Numéro: 24-20481
Numéro de référence: 1846691
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: SERVICES PROFESSIONNELS POUR DES ÉTUDES GÉOTECHNIQUES POUR LES SERVICES CENTRAUX.
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

11 résultats **Résultats 1 à 10**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

Ville de Windsor. 11, rue Saint-Georges, local 230 C.P. 90 Windsor QC CAN J1S2L7 http://www.villedewindsor.qc.ca/	Donneur d'ouvrage	Amine Belghaouti Téléphone: 8195706049 Courriel: directeurtp@villedewindsor.qc.ca	0 2024-05-30 08:05	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis Aucun 60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis Aucun 62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis Aucun
AtkinsRéalis Canada Inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3 https://www.atkinsrealis.com/	Non diffusé	Pascale Sinclair Téléphone: 4186219700 Courriel: infrastructure2@atkinsrealis.com	0 2024-05-09 15:05	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement 60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis 2024-05-09 à 16:02 - Messagerie 62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement 63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement 64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement 20000268 - 24-20481 Devis

				Mode privilégié (plan): Courriel
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE 3615-A, rue Isabelle Brossard QC CAN J4Y2R2 http://www.terrapex.ca	Non diffusé	Martin Lebel Téléphone: 4185736311 Courriel: martin.lebel@terrapex.ca	0 2024-05-17 14:21	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis Aucun 60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis Aucun 62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement 63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement 64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement 20000268 - 24-20481 Devis 2024-06-11 à 13:45 - Courriel 20000276 - ANNEXE B_ Directives techniques_ Addenda 5 Devis 2024-06-11 à 13:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES EXP INC. 150 rue marchand, bureau 600 Drummondville QC CAN J2C4N1	Non diffusé	Isabelle Milette Téléphone: 8198036651 Courriel: isabelle.milette@exp.com	0 2024-05-09 14:12	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement 60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis 2024-05-09 à 16:03 - Messagerie 62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement 63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement 64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement 20000268 - 24-20481

				Mode privilégié (plan): Courriel
FNX-INNOV INC. 2111, boulevard Fernand-Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4 http://www.fnx-innov.com	Non diffusé	Sophie Pelletier Téléphone: 4506866008 Courriel: offresdeservice@fnx-innov.com	0 2024-05-13 10:54	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis Aucun 60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis Aucun 62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement 63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement 64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement 20000268 - 24-20481 Devis 2024-06-11 à 13:45 - Courriel 20000276 - ANNEXE B_ Directives techniques_ Addenda 5 Devis 2024-06-11 à 13:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal QC CAN H4S1C7 http://www.ghd.com	Non diffusé	Stéphanie Guindon Téléphone: 5143335151 Courriel: soumissions.quebec@ghd.com	0 2024-05-09 11:36	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement 60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis 2024-05-09 à 16:03 - Messagerie 62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement 63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement 64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement

				Mode privilégié (plan): Courriel
Englobe Corp. 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval QC CAN H7S2E4 http://www.englobecorp.com	Non diffusé	Annie Vachon Téléphone: 14182276161 Courriel: offre.service@englobecorp.com	0 2024-05-14 17:03	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis Aucun 60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis Aucun 62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement 63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement 64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement 20000268 - 24-20481 Devis 2024-06-11 à 13:45 - Courriel 20000276 - ANNEXE B_ Directives techniques_ Addenda 5 Devis 2024-06-11 à 13:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal QC CAN H2Z1B1 https://www.stantec.com	Non diffusé	Claudine Talbot Téléphone: 4182104610 Courriel: opportunitesqc@stantec.com	0 2024-05-09 07:38	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement 60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis 2024-05-09 à 16:03 - Messagerie 62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement 63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement 64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement

				Mode privilégié (plan): Courriel
SQI - Direction des contrats de construction, soutien à l'exploitation, services professionnels et modes alternatifs 1075, rue de l'Amérique-Française Québec QC CAN G1R5P8 http://www.sqi.gouv.qc.ca	Donneur d'ouvrage	Marie-Josée Vachon Téléphone: 4186461766 Courriel: mjvachon@sqi.gouv.qc.ca	0 2024-05-08 16:18	
DEC ENVIRO 149-B rue Principale Saint-Sauveur QC CAN J0R1R6 http://www.decenviro.com	Non diffusé	Kevin Donovan Téléphone: 5145876177 Courriel: seao@decenviro.com	0 2024-05-09 14:29	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement
				60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis 2024-05-09 à 16:02 - Messagerie
				62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement
				63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement
				64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement
				20000268 - 24-20481 Devis 2024-06-11 à 13:45 - Courriel
				20000276 - ANNEXE B_ Directives techniques_ Addenda 5 Devis 2024-06-11 à 13:55 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Dossier # : 1247231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec la firme AtkinsRéalis Canada inc. (Contrat no 2 : 2 628 187,94 $ taxes incluses), pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 23 octobre 2027, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option d'une (1) prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres public no 24-20481 (6 soumissionnaires)



SMCE247231063.pdf

Dossier # :1247231063

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 24 octobre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE247231063

Conclure une entente-cadre de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec la firme AtkinsRéalis Canada inc. (Contrat no 2 : 2 628 187,94 $ taxes incluses), pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 23 octobre 2027, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option d'une (1) prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres public no 24-20481 (6 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE247231063

Conclure une entente-cadre de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec la firme AtkinsRéalis Canada inc. (Contrat no 2 : 2 628 187,94 $ taxes incluses), pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 23 octobre 2027, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option d'une (1) prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres public no 24-20481 (6 soumissionnaires)

À sa séance du 2 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 9 octobre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier, Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines, Division expertise et soutien technique ont indiqué avoir recours aux services de firmes externes spécialisées en géotechnique. En effet, le Service doit répondre à une forte demande en raison des investissements importants de la Ville dans des projets d'infrastructures urbaines et d'aménagement ainsi que pour réaliser des caractérisations environnementales et des projets de surveillance environnementale. Comme l'ont expliqué les personnes invitées, des modifications ont été portées aux ententes afin

d’accroître le nombre de soumissionnaires. Le Service a notamment révisé certaines exigences en matière d’expérience pour les techniciens, afin de répondre à la pénurie de main-d’œuvre avec laquelle les firmes doivent composer. Certaines clauses au devis ont aussi été revues pour réduire les risques financiers reposant sur les entreprises.

Un appel d’offres a été publié du 8 mai au 18 juin 2024 afin d’offrir quatre contrats. Il y a eu dix preneurs de documents, dont six ont déposé une soumission. Il faut préciser qu’il s’agissait d’un appel d’offres à deux enveloppes. Un comité de sélection a donc analysé les soumissions et quatre firmes n'ont pas obtenu la note intérimaire de passage. L’attribution des contrats s’est faite selon la note finale, par ordre décroissant du plus haut pointage. Les responsables ont mentionné que les contrats 1, 3 et 4 ont été octroyés en août 2024 et que le présent dossier décisionnel concerne seulement le lot 2. AtkinsRéalis Canada inc. a eu le meilleur pointage, mais le prix soumis présente un écart de 31,26 % avec l’estimation et de 7,60 % avec la firme ayant obtenu la deuxième meilleure note. L’estimation interne a été préparée à partir de la moyenne des taux des contrats de même nature octroyés récemment et indexés selon les taux d'inflation des dernières années. Cela dit, les personnes-ressources ont affirmé qu’il est possible que l’estimation ne reflète pas le prix du marché actuel, car la moyenne de l’écart pour les trois autres contrats était de 14,7 %. Elles ont également précisé que Atkins Réalis Canada inc. a obtenu du comité de sélection un pointage de dix points au-dessus du deuxième soumissionnaire. Il est probable que la firme ait présenté une équipe beaucoup plus expérimentée, ce qui justifierait des prix plus élevés.

Le Service recommande néanmoins de poursuivre le processus d’octroi avec AtkinsRéalis. La décision de ne pas attribuer ce contrat ne permettait pas de respecter l’application de la méthode d’adjudication prévue aux documents d’appel d’offres et elle entraînerait la résiliation des contrats 3 et 4. De plus, ces ententes sont essentielles pour mener à bien de nombreux projets prévus au cahier de commande de la Division expertise et soutien technique.

À l’issue de la présentation, la Commission a voulu savoir ce qui pouvait expliquer le pointage si élevé deAtkinsRéalis Canada inc. D’après les personnes invitées, l’expérience de l’équipe de travail et la compréhension du mandat comptent pour beaucoup dans la grille d’évaluation. Dans l’espoir de remporter un appel d’offres, plusieurs firmes soumettent du personnel moins expérimenté afin de réduire les honoraires. AtkinsRéalis Canada inc. a sans doute misé sur l’expérience de son équipe. La Commission s’explique mal que la pondération favorise tant l’expérience, alors que la Ville a réduit le nombre d’années d’expérience requises pour les techniciens. En réponse, les responsables précisent que la mesure suivant laquelle le nombre d’années d’expérience requises a été revu à la baisse avait pour objectif d’attirer un plus grand nombre de soumissionnaires. Une firme moins expérimentée peut ainsi participer aux appels d’offres de la Ville. Il est néanmoins normal qu’un technicien qui détient dix ans d’expérience, par exemple, obtienne davantage de points, car il va livrer une marchandise de meilleure qualité et la Ville va gagner en efficacité. Savez-vous le

nombre d'années des techniciens présenté dans la soumission de AtkinsRéalis Canada inc.? ont demandé les commissaires. Le Service n'était pas en mesure de fournir cette information.

Les membres ont ensuite demandé les raisons pour lesquelles le lot 2 avait fait l'objet d'une recommandation négative dans le dossier décisionnel du mois d'août. Pourquoi le Service est-il revenu sur sa décision et recommande aujourd'hui l'octroi à AtkinsRéalis Canada inc.? Les responsables ont expliqué que l'écart de 31,26 % leur était apparu déraisonnable, c'est pourquoi ils n'avaient pas recommandé l'octroi du lot 2. À la suite de discussions internes et d'une évaluation plus approfondie, le Service s'est révisé. L'écart repose en partie sur l'inexactitude de l'estimation, qui aurait dû être d'environ 15 % si l'estimation avait été juste. De plus, si ce contrat n'est pas octroyé, cela rend les lots 3 et 4 inadmissibles.

Durant la période de délibérations, la Commission a fait remarquer que le sommaire décisionnel était incomplet et qu'il manquait de nombreuses informations nécessaires à la compréhension du dossier. Il faut actuellement se référer au sommaire décisionnel 1247231041 du mois d'août pour obtenir certaines informations. Les membres étaient d'avis que le présent sommaire décisionnel devait être révisé afin que les instances puissent prendre une décision éclairée. La Commission a demandé au Service de revoir le sommaire décisionnel afin d'y inclure les informations pertinentes contenues dans le sommaire décisionnel 1247231041 ainsi que les explications pour lesquelles le Service recommande aujourd'hui l'octroi du lot 2 à la firme AtkinsRéalis.

Le Service a consenti à modifier le sommaire décisionnel et a bonifié plusieurs sections. La Commission s'est dite satisfaite des modifications.

Conclusion

À la lumière des modifications, la Commission permanente sur l'examen des contrats adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE247231063 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.31

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1249652007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 m², situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à vendre à Hypertec Immobilier inc. un terrain vacant d'une superficie de 37 331,4 m², situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment industriel, moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T

Il est recommandé au conseil municipal:

1. de fermer et retirer le lot 6 386 715 du cadastre du Québec du domaine public à toutes fins que de droit;
2. d'approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à vendre à Hypertec Immobilier inc. un terrain vacant d'une superficie de 37 331,4 m², situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment industriel, moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, selon les termes et conditions stipulés au projet de promesse;

3. d'autoriser la signature de l'acte de vente entre la Ville et Hypertec Immobilier inc. portant sur le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, en autant que cet acte soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, au projet de promesse bilatérale susmentionné;
4. d'imputer le revenu de la vente du lot 6 386 715 du cadastre du Québec, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;
5. d'autoriser la signature d'une convention d'entiercement à intervenir entre la Ville, Hypertec Immobilier inc. et le notaire désigné par ce dernier, pour gérer la détention et libération du prix de vente, conformément aux termes de la promesse portant sur le lot 6 386 715 du cadastre du Québec et de la promesse portant sur les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, en autant que cette convention soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, aux projets de promesse bilatérale susmentionnés.

Ces approbations du conseil municipal sont conditionnelles aux approbations ci-après par le conseil d'agglomération.

Il est recommandé au conseil d'agglomération:

1. d'approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 m², situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, selon les termes et conditions stipulés au projet de promesse;
2. d'autoriser la signature de l'acte de vente entre Hypertec Immobilier inc. et la Ville portant sur les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, en autant que cet acte soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, au projet de promesse bilatérale susmentionné;
3. de verser les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au domaine public;
4. d'émettre le paiement requis pour l'acquisition du lot 6 386 715 du cadastre du Québec au nom du notaire fiduciaire en fidéicommis désigné par Hypertec Immobilier inc.;
5. d'autoriser la signature d'une convention d'entiercement à intervenir entre la Ville, Hypertec Immobilier inc. et le notaire désigné par ce dernier, pour gérer la détention et libération du prix de vente, conformément aux termes de la promesse portant sur le lot 6 386 715 du cadastre du Québec et de la promesse portant sur les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, en autant que cette convention soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, aux projets de promesse bilatérale susmentionnés.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-01 18:54

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1249652007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 m², situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à vendre à Hypertec Immobilier inc. un terrain vacant d'une superficie de 37 331,4 m², situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment industriel, moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T

CONTENU

CONTEXTE

La société Hypertec Immobilier inc.(Hypertec) a sollicité la Ville de Montréal (Ville) par l'intermédiaire du Service de la stratégie immobilière (SSI) en vue de lui vendre un ensemble de terrains vacants connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895, situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, d'une superficie totale de 109 923,2 m² et montrés à titre indicatif sur le plan ci-joint (Immeuble Hypertec).
Hypertec est un leader mondial dans les solutions technologiques avancées et la sécurité informatique. Son activité est axée sur l'innovation et le développement durable, notamment par le refroidissement par immersion pour les centres de données. Il a acquis l'Immeuble

Hypertec en 2023 afin d'y construire un bâtiment comprenant son siège social et une usine de fabrication de produits technologiques et des laboratoires de recherche et de développement.

Le 21 décembre 2023, la Ville a adopté une résolution de contrôle intérimaire CG23 0753 pour protéger les milieux humides d'intérêt visant une partie de l'Immeuble Hypertec et a déposé un avis de motion en vue d'adopter un règlement de contrôle intérimaire relatif à la protection des milieux humides (RCI). Au regard de cette résolution, Hypertec n'a pas poursuivi son projet de construction et a présenté à la Cour Supérieure du District de Montréal, sous le numéro de dossier 500-17-128493-247, une demande introductive d'instance en jugement déclaratoire et nullité, inopérabilité et inopposabilité à l'égard de la résolution de contrôle intérimaire et du projet de RCI précités (Procédure judiciaire).

L'Immeuble Hypertec présente, selon le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), un intérêt écologique important car ce milieu naturel abrite de nombreuses espèces dont certaines sont menacées. L'Immeuble Hypertec fait partie d'un ensemble plus vaste de milieux naturels diversifiés qui abrite une grande biodiversité, notamment aviaire, et qui sert de refuge à de nombreuses espèces animales et végétales à statut précaire. Il est principalement composé de friches relativement résilientes à la présence d'espèces exotiques envahissantes, des habitats rares et considérés en voie de disparition à l'échelle de l'île de Montréal.

Afin de préserver et protéger le milieu naturel qu'abrite l'Immeuble Hypertec, de permettre à Hypertec de construire son bâtiment à Montréal et de solutionner la Procédure judiciaire de façon amiable, la Ville a étudié la proposition d'Hypertec de vendre à la Ville l'Immeuble Hypertec et lui a proposé d'acquérir de la Ville un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au sud de la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, d'une superficie de 37 331,4 m² et montré à titre indicatif sur le plan ci-joint (Immeuble Ville).

Hypertec projette de construire sur l'Immeuble Ville une construction industrielle exemplaire en termes d'innovation, d'écologie et de durabilité ayant une emprise au sol d'au moins 10 000 m². L'investissement stratégique projeté s'élève à plus de 250 millions de dollars pour ce nouveau site, lequel permettra d'accueillir plus de 800 employés.

En vue de l'acquisition de l'Immeuble Hypertec à des fins de parc-nature, la Ville a procédé à la modification des limites réglementaires du parc-nature des Sources pour y inclure la totalité de l'Immeuble Hypertec par résolutions du conseil d'agglomération numéro CG24 0474 du 22 août 2024 et numéro CG24 0542 du 19 septembre 2024.

Des travaux de réhabilitation environnementale étant en cours sur l'Immeuble Ville afin de le rendre compatible avec un usage industriel (critère C), la vente de l'Immeuble Hypertec pourrait précéder celle de l'Immeuble Ville. En ce sens, la Ville et Hypertec (Parties) ont négocié deux promesses bilatérales de vente indissociables.

Le présent sommaire vise à faire approuver les promesses par les instances municipales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0542 - 19 septembre 2024 – Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)
CG24 0474 - 22 août 2024 - Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)

CG23 0471 - 24 août 2023 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-

nature des Sources (RCG 12-004)

CG22 0273 – 28 avril 2022 - Accorder un contrat à Englobe Corp. pour les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 17 252 330,79 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15635 (3 soum.)

CG17 0483 – 28 septembre 2017 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Solutia Canada inc., aux fins d'implantation d'un centre de traitement de matières organiques et aux fins d'augmentation de la capacité de stockage de neige dans le secteur Angrignon, un immeuble vacant ayant front sur la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, constitué du lot 3 269 985 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 4 484 025 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus audit projet d'acte

CG15 0291 - 30 avril 2015 - Approuver les orientations du plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand

CG12 0054 - 23 février 2012 - Adoption du Règlement relatif au parc-nature des Sources

CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels

DESCRIPTION

Hypertec convient de vendre l'Immeuble Hypertec à la Ville moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant et la Ville convient de vendre l'Immeuble Ville à Hypertec moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Les principales conditions des promesses sont indiquées ci-après.
Les Parties disposeront chacune d'une période de vérifications diligentes pour effectuer, à leurs frais respectifs, les expertises nécessaires afin de se satisfaire des titres de propriété et de la condition environnementale des immeubles respectifs.

Les ventes seront faites avec la seule garantie du droit de propriété et sans aucune garantie légale ou conventionnelle et aux risques et périls de chaque partie, en ce qui concerne l'état et la qualité des sols des immeubles.

Les Parties seront chacune propriétaire de l'immeuble acquis respectivement à compter de la signature de l'acte de vente correspondant.

La vente de l'Immeuble Hypertec contiendra des conditions spéciales, notamment :

1. Hypertec donne quittance complète, finale, totale et définitive de tout droit, réclamation, action, ou cause d'action de quelque nature que ce soit, en lien avec la Procédure judiciaire.
2. Compte tenu de l'existence d'une demande introductive d'instance en reconnaissance d'un droit de propriété acquis par prescription acquisitive (Demande en prescription acquisitive) présentée par un voisin à la Cour Supérieure du District de Montréal, sous le numéro de dossier 500-17-12 7047-234 à l'égard d'une partie de l'Immeuble Hypertec d'une superficie de 2 709 m² illustrée par le plan préparé par Steve Cloutier, arpenteur-géomètre, le 12 août 2023, sous le numéro 2747 de ses minutes, ci-joint, un montant de 810 000 $ sera retenu sur le prix de vente de l'Immeuble Hypertec pour garantir le remboursement pouvant être dû à la Ville si la Demande en prescription acquisitive aboutit.
3. Afin de garantir qu'Hypertec acquière l'Immeuble Ville, un montant de 5 000 000 $ sera retenu du prix de vente de l'Immeuble Hypertec jusqu'à ce que l'acte de vente de l'Immeuble Ville soit publié au registre foncier sans entrée adverse.

La vente de l’Immeuble Ville contiendra des conditions spéciales, notamment :

1. Hypertec s'engage à construire sur l'Immeuble Ville un bâtiment industriel exemplaire en termes d’innovation, d’écologie et de durabilité, ayant une emprise au sol d’au moins 10 000 m². Il s’engage à compléter les travaux de construction dans un délai de 4 ans suivant la signature de son acquisition, sous réserve de tout retard inévitable. Cette obligation de construire est garantie par un droit de résolution dont la Ville peut accorder mainlevée à condition que les fondations du bâtiment aient été coulées. Si la Ville accorde mainlevée de la clause résolutoire, cette garantie sera substituée par une clause pénale d'un montant de 5 000 000 $ (Garantie de construction), lequel portera intérêt après 30 jours suivant la date d'exigibilité de la Garantie de construction au taux directeur de la Banque du Canada.
2. Hypertec s’engage à ce que les réseaux de câblodistribution, de distribution d’énergie et de communication téléphonique soient souterrains, le tout à ses frais.
3. La Ville devra remettre à Hypertec un rapport de surveillance des travaux de réhabilitation, une fois ceux-ci terminés, et faire publier un avis de décontamination sur l’Immeuble Ville.

Le dossier sera présenté à la Commission permanente sur l'examen des contrats puisqu'il s'agit d’une transaction immobilière conclue de gré à gré dont le montant, avec les taxes applicables, dépasse 20 000 000 $.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet le présent dossier décisionnel pour approbation par les instances municipales pour les motifs suivants:

- L'Immeuble Ville fait partie de la réserve foncière de la Ville en vue d'y permettre la réalisation d'un projet bénéfique pour les citoyens et les citoyennes de Montréal;
- La vente de l'Immeuble Ville à Hypertec permettra le développement à Montréal de ce leader mondial des technologies de pointe, contribuant ainsi au rayonnement économique de Montréal;
- Le bâtiment qui sera construit par Hypertec sur l'Immeuble Ville permettra d'accueillir 800 emplois;
- Hypertec s'engage à construire un immeuble exemplaire en termes d’innovation, d’écologie et de durabilité;
- Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports estime que l'Immeuble Hypertec a un intérêt écologique élevé;
- L'acquisition de l'Immeuble Hypertec par la Ville permettra de protéger la faune et la flore qu'il comprend et d'étendre la préservation de la biodiversité et des milieux humides dans le parc-nature des Sources;
- L'acquisition de l'Immeuble Hypertec par la Ville permettra d'offrir des habitats potentiels pour des espèces à statut précaire, tels que le monarque, le hibou des marais et certaines espèces de chauves-souris;
- L'acquisition de l'Immeuble Hypertec s'inscrit dans la volonté de l'agglomération de Montréal de protéger 10 % de la superficie terrestre de son territoire au bénéfice de la collectivité;
- Le prix de vente de l'Immeuble Hypertec correspond au prix payé par Hypertec en 2023 pour son acquisition de gré à gré;
- Le prix de vente de l'Immeuble Ville et le prix de vente de l'Immeuble Hypertec ne sont pas conformes aux valeurs marchandes estimées par le SSI ; toutefois la Ville impose des conditions particulières au projet d'Hypertec et la transaction constitue une

solution amiable à la demande introductive d'instance en jugement déclaratoire et nullité, inopérabilité et inopposabilité présentée par Hypertec à la Cour Supérieure du District de Montréal, sous le numéro de dossier 500-17-128493-247;
- La vente de l'Immeuble Ville permettra un investissement stratégique d'Hypertec qui s'élève à plus de 250 millions de dollars et permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières additionnelles;
- Ces ventes permettront à la Ville et à Hypertec d'atteindre leurs objectifs respectifs décrits plus haut.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix pour l'Immeuble Ville est de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, et pour l'Immeuble Hypertec de 30 600 000 $, plus les taxes applicables.
L'acquisition de l'Immeuble Hypertec par la Ville est assujettie à la TPS et à la TVQ.

Cette dépense est prévue au projet 32300 - Programme d'acquisition des milieux naturels du Service des grands parcs, Mont-Royal et sports dans le cadre du programme décennal d'immobilisations (PDI) 2024-2033. Elle sera financée par le règlement d'emprunt d'agglomération RCG 20-007 Acq. Imm. Protec. milieux naturels CG20 0095. Cette dépense sera déboursée à 100% en 2024.

L'information budgétaire détaillée se trouve dans l'intervention du Service des finances.

La valeur aux livres de l'Immeuble Ville est de 3 301 772,94 $.

L'entretien et la gestion écologique des milieux naturels de l'Immeuble Hypertec représentent des dépenses annuelles d'environ 9 229 $, plus les taxes applicables (selon le taux moyen de 839 $/ha/an) pour la gestion écologique et 10 010 $, plus les taxes applicables (selon le taux moyen de 910 $/ha/an) pour l'entretien et l'opération du terrain. Ces dépenses additionnelles seront de la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, car il est sans lien avec l'analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus d'approuver le présent dossier décisionnel mettra en péril les transactions convenues entre les Parties. Conséquemment, Hypertec ne pourra pas se développer sur le site, ce qui aura un impact socio-économique négatif pour la Ville, et la Ville ne pourra pas protéger les milieux naturels de l'Immeuble Hypertec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature des promesses de vente : fin octobre-début novembre 2024

- Signature de l'acte de vente de l'Immeuble Hypertec : décembre 2024
- Signature de l'acte de vente de l'Immeuble Ville : selon la fin des travaux de

décontamination

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc CHENOUDA, LaSalle
Claire MERCKAERT, Service de l'environnement
Marie-Pascale RICHARD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Louise-Hélène LEFEBVRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Vincent LEBLANC, Service de la gestion et planification des immeubles
Kenza DIBOUNE, Saint-Laurent
Josee VILLENEUVE, Service de l'environnement
Daniel MATHIEU, Service du développement économique

Lecture :

Kenza DIBOUNE, 1er octobre 2024
Marie-Pascale RICHARD, 30 septembre 2024
Marc CHENOUDA, 30 septembre 2024
Louise-Hélène LEFEBVRE, 30 septembre 2024
Josee VILLENEUVE, 30 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline DUECH
Conseillère en immobilier - expertise immobilière

Tél : 514-229-1259

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-20

Dany LAROCHE
Chef de division - Division des transactions

Tél : 514-449-4842

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice - Service de la strategie immobilière
Tél : 514-589-7449
Approuvé le : 2024-10-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249652007
Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière
Projet : Hypertec

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? #2 Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. #4 Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité. # 14 Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité. #20 Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** #2 L'acquisition de l'Immeuble Hypertec par la Ville permettra d'étendre la protection des milieux naturels et de la biodiversité dans le parc-nature des Sources. #4 L'implantation sur l'Immeuble Ville d'Hypertec, dont l'activité est axée sur l'innovation et le développement durable, permettra			

d’accueillir 800 employés.

14 et # 20 Cette transaction permettra le développement des activités à Montréal d’un leader mondial dans les solutions technologiques avancées et la sécurité informatique, axé sur l’innovation et le développement durable. L'investissement stratégique d’Hypertec projeté s'élève à plus de 250 millions de dollars pour ce nouveau site.

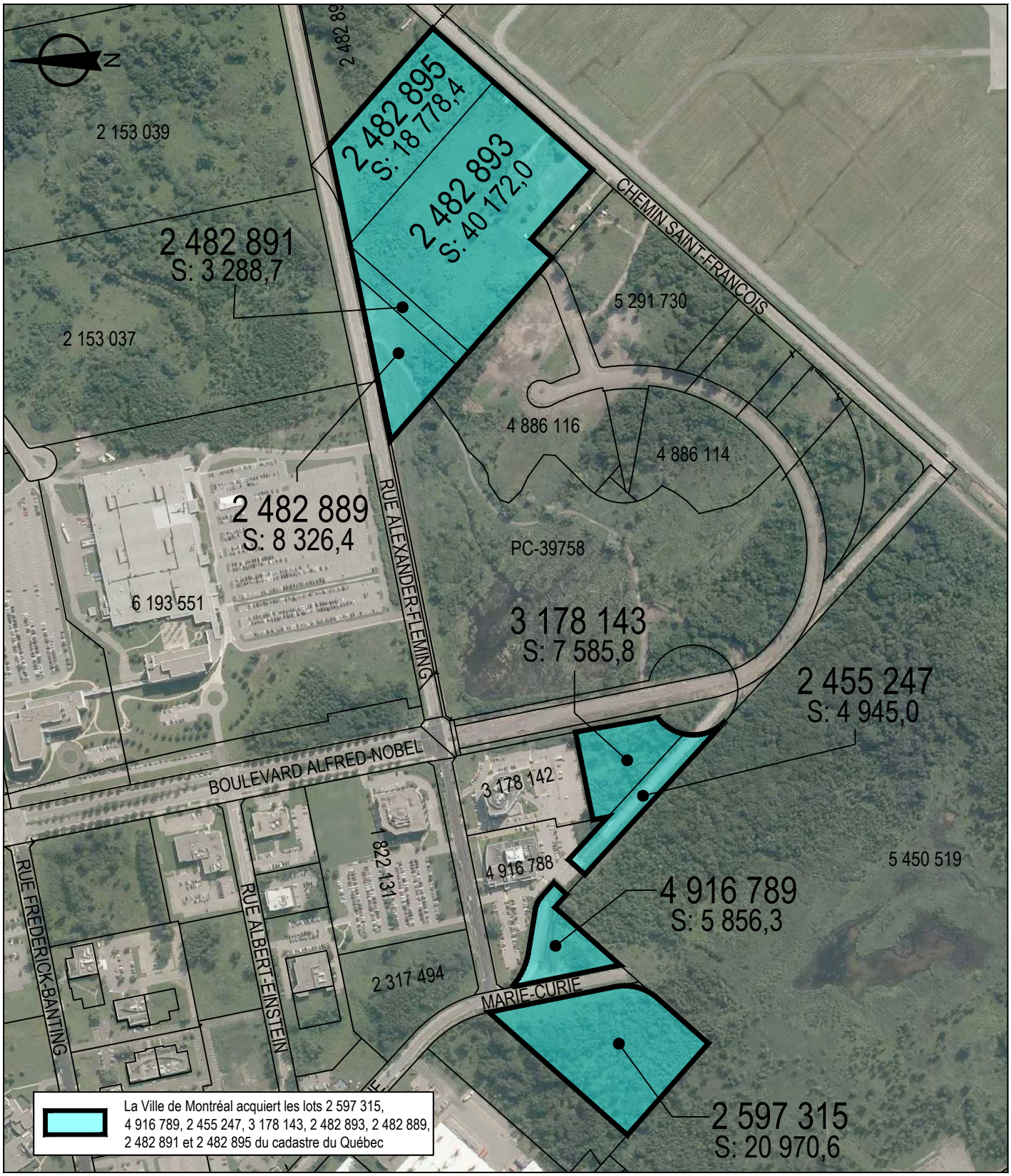
Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

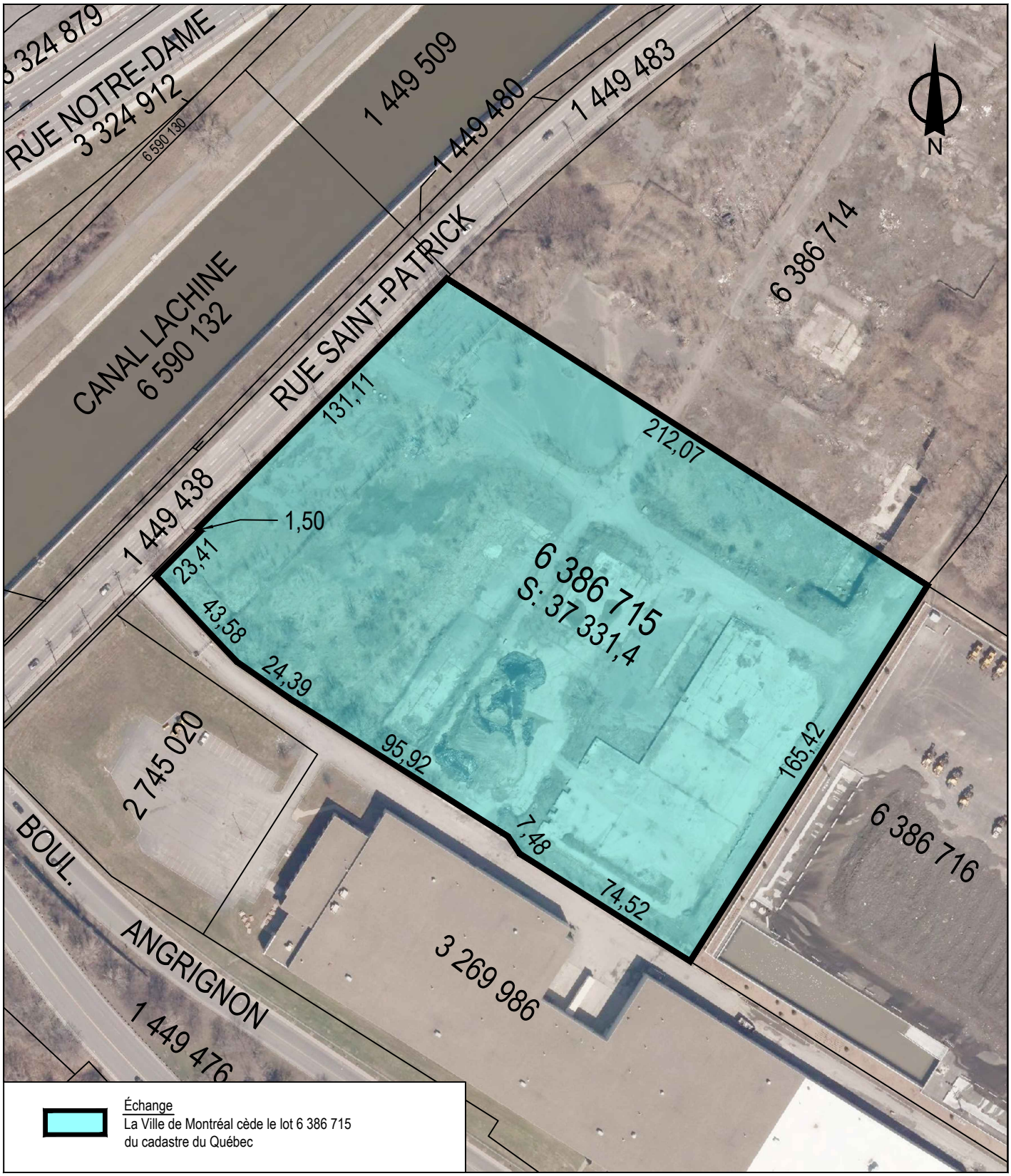


SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSAQCTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossiers: 31H05-005-7340-01
31H05-005-7338-01
Mandat: 23-0545-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:6000
Date: 27 septembre 2023

Saint-Laurent
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-6561-01
Mandat: 24-0089-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:2000
Date: 30 juillet 2024

LaSalle
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

DESCRIPTION TECHNIQUE

À la demande de M. Charles Vanden Abeele, Elisabeth Vanden Abeele et Alain Vanden Abeele, je, soussigné, Steve Cloutier, arpenteur-géomètre, légalement autorisé à pratiquer comme tel dans la Province de Québec, ai préparé un plan et une description technique concernant l'occupation d'une partie du lot 2 482 893 du cadastre du Québec. Cette partie de lot est contiguë au lot 1 336 726 du Cadastre du Québec, tel que montré au plan.

1. DATE DE LEVÉ

L'arpentage du présent emplacement ci-après décrit a été effectué le 31 mai 2023.

2. DATE DES RECHERCHES

Les recherches au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal concernant le présent emplacement ci-après décrit ont été effectuées le 26 mai 2023.

3. DESCRIPTION DES FONDS

Partie du lot 2 482 893 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, bornée et décrite comme suit :

Partant vers le Sud-Ouest par une partie du lot 2 482 893, mesurant le long de cette limite quatre mètres et quarante-cinq centimètres (4,45 m), suivant une direction de trois cent onze degrés trente-six minutes et quarante-six secondes (311° 36' 46"); vers le Nord-Ouest par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite dix mètres et cinquante-sept centimètres (10,57 m), suivant une direction de trente et un degrés cinquante-trois minutes et une seconde (31° 53' 1"); vers le Nord-Ouest par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite trois mètres et soixante-treize centimètres (3,73 m), suivant une direction de trente-six degrés dix-sept minutes et cinquante-huit secondes (36° 17' 58"); vers le Nord par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite quatre mètres et cinquante centimètres (4,50 m), suivant une direction de soixante-huit degrés quinze minutes et trente-trois secondes (68° 15' 33"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite vingt et un mètres et soixante-onze centimètres (21,71m), suivant une direction de cent vingt-quatre degrés quarante minutes et cinquante-sept secondes (124° 40' 57"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite seize mètres et trente-six centimètres

(16,36 m), suivant une direction de cent trente degrés vingt-sept minutes et trois secondes (130° 27' 3"); vers le Nord par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite vingt-cinq mètres et dix-neuf centimètres (25,19 m), suivant une direction de quatre-vingt-deux degrés cinq minutes et onze secondes (82° 5' 11"); vers le Nord par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite six mètres et quinze centimètres (6,15 m), suivant une direction de cent cinq degrés trente-huit minutes et cinquante-quatre secondes (105° 38' 54"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite dix mètres et trente centimètres (10,30 m), suivant une direction de cent vingt-neuf degrés trente et une minutes et trente-deux secondes (129° 31' 32"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite dix-sept mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (17,98 m), suivant une direction de cent trente-huit degrés vingt et une minutes et trente-neuf secondes (138° 21' 39"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite vingt mètres et treize centimètres (20,13 m), suivant une direction de cent quarante-quatre degrés vingt-trois minutes et vingt-six secondes (144° 23' 26"); vers le Sud-Est par le lot 1 163 804 (Chemin Saint-François) mesurant le long de cette limite vingt-neuf mètres et vingt centimètres (29,20 m), suivant une direction de deux cent vingt et un degrés trente-six minutes et quarante-six secondes (221° 36' 46"); vers le Sud-Ouest par le lot 1 336 726 mesurant le long de cette limite cent trois mètres et deux centimètres (103,02 m), suivant une direction de trois cents onze degrés vingt-neuf minutes et vingt secondes (311°29' 20"); vers le Sud-Est par le lot 1 336 726 mesurant le long de cette limite sept mètres et trente-quatre centimètres (7,34 m), suivant une direction de deux cent vingt et un degrés trente-six minutes et quarante-six secondes (221° 36' 46");

Contenant une superficie de deux mille sept cent neuf mètres carrés (2709,0 m.c.).

4. SYSTÈME DE MESURE

Les mesures données tant sur le plan que dans le texte sont en mètres (SI). On doit utiliser l'équivalence de 1 mètre = 3.2808 pieds pour convertir au système impérial.

Le tout tel que montré sur le plan dressé par le soussigné le 12 août 2023 et portant le numéro 12-0628-DT-3, minute 2747. Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font parties intégrantes de la présente description technique.

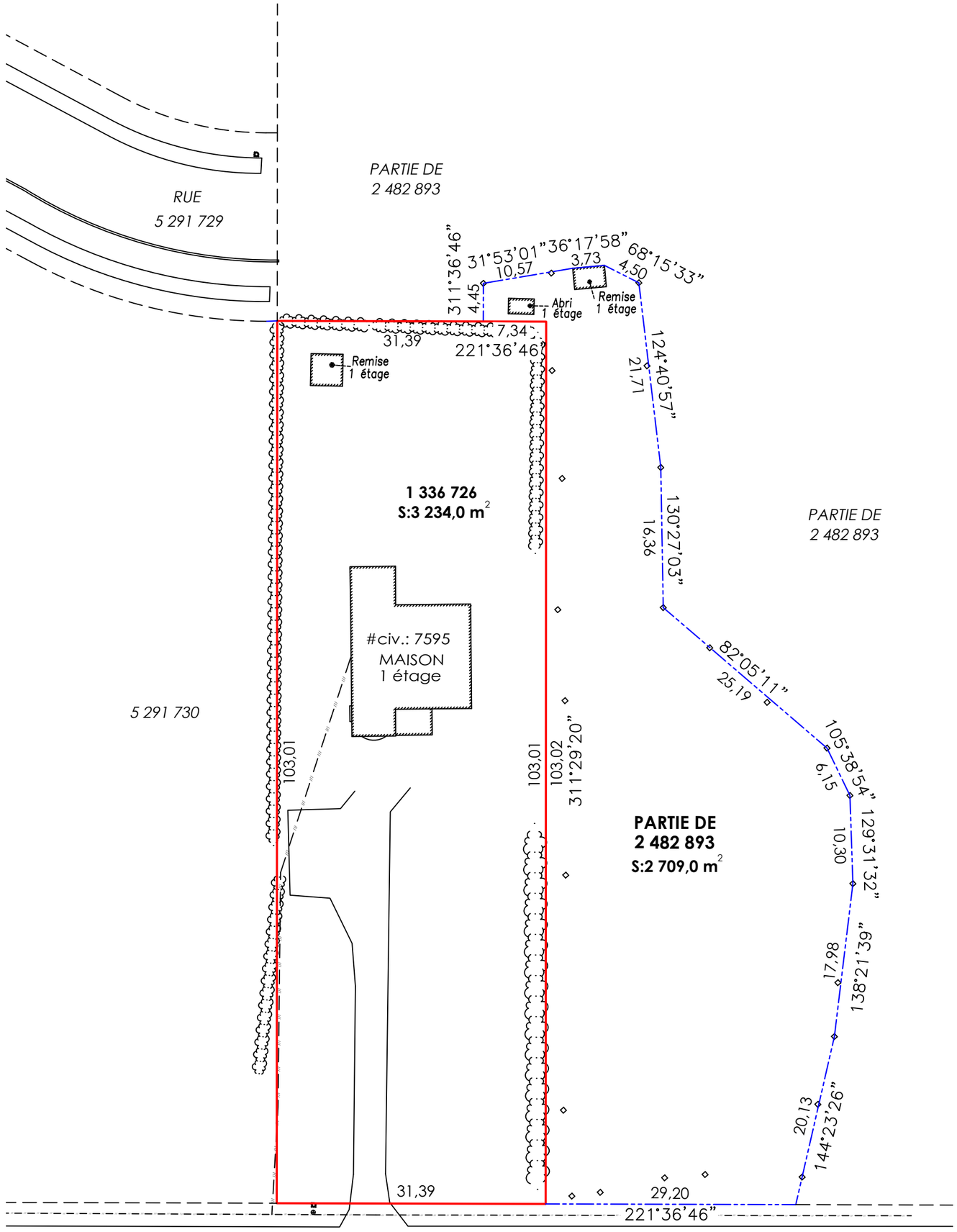
Fait et préparé à Montréal, le 12 août 2023 sous le numéro 2747 des minutes de mon répertoire.

Par : _____
Steve Cloutier
Arpenteur-géomètre

Vraie copie de l'original conservé au greffe de Steve Cloutier, arpenteur-géomètre, sous le numéro 2747 de ses minutes.

Montréal, le :

Par : _____
Steve Cloutier
Arpenteur-géomètre



PARTIE DE
2 482 893

RÈGLEMENT DE ZONAGE RCA08-08-0001-154
ZONE 04-015

LOT: 1 336 726
PROP.: CHARLES VANDEN ABEELE & AL.
INS. N°: 27 885 476

LÉGENDE ET NOTES:

◇ = Piquet de bois

CLIENTS: **M. Charles Vanden Abeele & al.**

ÉCHELLE: **1:500**

LEVÉ TERRAIN: **31 MAI 2023**

Ce plan fait partie intégrante de la description technique préparée par le soussigné à la date ci-dessous mentionnée et portant les numéros de dossier et de minute indiqués au présent document.
Les directions apparaissant sur ce document sont des gisements en référence au système SCOPQ (fuseau 8),méridien central 73°30'.

CLOUTIER
ARPENTEUR - GÉOMÈTRE INC.
1100, boul. Crémazie Est, suite 411
Montréal, (Qc), H2P 2X2
(514)-524-7115
info@cloutierag.com
www.cloutierag.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

Lot(s): **PARTIE DU LOT 2 482 893**
Cadastre: **DU QUÉBEC**
Circonscription foncière: **MONTRÉAL**
Municipalité: **VILLE DE MONTRÉAL**
Arrondissement: **SAINT-LAURENT**

Clos à Montréal, le: **12 AOÛT 2023**

Préparé par:

STEVE CLOUTIER
Arpenteur-géomètre

VRAIE COPIE DE L'ORIGINAL,
Émise le:

Arpenteur-géomètre

DOSSIER: **0628**	PLAN: **12-0628-DT-3**		MINUTE: **2747**


Parc-nature du
Bois-de-Liesse
Ville de Pointe-Claire
Ville de Dorval
Ruisseau Bertrand
Champ des monarques
Technoparc
Golf de Dorval
Station du REM
Zone de conservation
Aéroport de Montréal
Aéroport International Pierre-Elliott-Trudeau
Limite du parc-nature des Sources
Terrain Hypertec acquis par la Ville de Montréal
Propriété Ville dont l'affectation est passée d'industrielle à conservation
Propriété Ville de Montréal
Cette carte est produite pour fins de représentation et ne doit pas être considérée comme ayant une valeur légale.
Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2024-07-23 09:48:29

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1176743053
Nom	HYPERTEC IMMOBILIER INC.
Version du nom dans une autre langue	HYPERTEC REAL ESTATE INC.

Adresse du domicile

Adresse	9300 rte Transcanadienne Montréal (Québec) H4S1K5 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	2021-07-09
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2021-07-09
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2021-06-28 Constitution
Régime constitutif	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44
Régime courant	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2023-08-31
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2023-07-17 2023
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2025-01-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2024-01-01

Faillite

L'entreprise est en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7599
Activité	Autres exploitants immobiliers
Précisions (facultatives)	Gestion d'immobilier

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail

Non tenue de déclarer cette information

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants, bénéficiaires ultimes et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	Infrastructures Hypertec Inc.
Adresse du domicile	9300 rte Transcanadienne Montréal (Québec) H4S1K5 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada.

Liste des administrateurs

Nom de famille	Ahdoot
Prénom	Robert
Date du début de la charge	2021-06-28
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	9300 rte Transcanadienne Montréal (Québec) H4S1K5 Canada

Nom de famille	Ahdoot
Prénom	Simon
Date du début de la charge	2021-06-28
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	9300 rte Transcanadienne Montréal (Québec) H4S1K5 Canada

Nom de famille	Sebag
Prénom	Daniel
Date du début de la charge	2023-08-25
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	9300 rte Transcanadienne Montréal (Québec) H4S1K5 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Girgis
Prénom	Mark
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	9300 rte Transcanadienne Montréal (Québec) H4S1K5 Canada

Nom de famille	Lacroix
Prénom	Manon
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Chef des finances
Adresse du domicile	9300 rte Transcanadienne Montréal (Québec) H4S1K5 Canada
Adresse professionnelle	

Déclaration relative aux bénéficiaires ultimes

Aucune personne de l'entreprise ne répond à la définition de *bénéficiaire ultime*.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2023-08-31
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-07-17
Déclaration de mise à jour courante	2022-12-21
Déclaration de mise à jour courante	2022-08-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-07-05
Déclaration d'immatriculation	2021-07-09

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2021-07-09

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
HYPERTEC IMMOBILIER INC.	HYPERTEC REAL ESTATE INC.	2021-07-09		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques ,
Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249652007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 m², situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à vendre à Hypertec Immobilier inc. un terrain vacant d'une superficie de 37 331,4 m², situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment industriel, moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à leur validité et leur forme, les projets de promesses bilatérales de vente et d'achat d'immeubles ci-joints. Nous avons reçu la confirmation du représentant d'Hypertec indiquant que les promesses pourront être signées par le représentant autorisé sans modification.
24-001704

FICHIERS JOINTS

Finale-Promesse bilatérale de vente et d'achat de l'immeuble Société.docx

Annexe C Promesse Immeuble Société - Plan illustrant l'Immeuble Société.pdf

Annexe D Promesse Immeuble Société - Plan illustrant l'Immeuble Ville.pdf

Annexe E Promesse Immeuble Société - Plan illustrant la Parcelle Jardin.pdf



Finale-Promesse bilatérale de vente et d’achat de l’immeuble Ville.docx



Annexe D Promesse Immeuble Ville - Plan illustrant l'Immeuble Ville.pdf



Annexe E Promesse Immeuble Ville - Plan illustrant l'Immeuble Société.pdf



Annexe F Promesse Immeuble Ville - Plan illustrant le puisard.pdf



Annexe G Promesse Immeuble Ville - Plan illustrant l'emplacement de la Tranchée drainante.pdf

---

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-589-7317

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-01

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-589-7317
Division : Droit notarial

PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT DE L'IMMEUBLE SOCIÉTÉ

ENTRE :

HYPERTEC IMMOBILIER INC., personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés le ●, en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège au 9300 route Transcanadienne, ville de Montréal, province de Québec, H4S 1K5, agissant et représentée par André Lamarre, Premier Vice-Président, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____, 2024, et dont copie demeure annexée aux présentes à l'Annexe A.

Ci-après nommée la « **Société** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte, de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et :

- de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

- de la résolution numéro CG_____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____, 2024 et dont copie demeure annexée aux présentes à l'Annexe B;

Ci-après nommée la « **Ville** »

La Société et la Ville sont également collectivement désignées aux présentes comme étant les « **Parties** ».

Lesquelles, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de l'Immeuble Ville, tel que défini ci-après;

ATTENDU QUE la Société est propriétaire de l'Immeuble Société, tel que défini ci-après;

ATTENDU QUE la Société désire acquérir l'Immeuble Ville, à des fins de construction d'un bâtiment permettant d'accueillir et d'exploiter ses opérations;

ATTENDU QUE la Ville désire acquérir l'Immeuble Société, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources;

ATTENDU QUE la vente de l'Immeuble Société pourrait précéder la vente de l'Immeuble Ville compte tenu des travaux de décontamination en cours sur l'Immeuble Ville;

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de signer deux promesses de vente et d'achat pour l'Immeuble Ville et l'Immeuble Société dont la signature a lieu de façon concomitante;

ATTENDU QUE la présente promesse concerne la Vente de l'Immeuble Société à la Ville.

Ces faits étant déclarés, **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. DÉFINITIONS

Sujet aux définitions contenues aux présentes, les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

Acte de vente de l'Immeuble Société : signifie l'acte notarié à être publié au registre foncier instrumentalisant les termes et modalités convenues entre les Parties pour la vente de l'Immeuble Société;

Acte de vente de l'Immeuble Ville : signifie l'acte notarié à être publié au registre foncier instrumentalisant les termes et modalités convenues entre les Parties pour la vente de l'Immeuble Ville;

Avis de satisfaction : signifie l'avis écrit de la Ville à la Société à l'effet qu'elle est irrévocablement satisfaite de ses Vérifications Diligentes;

Date de clôture : signifie la date de signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Société qui devra intervenir le ou avant le 31 décembre 2024;

Défaut : signifie tout manquement à l'un ou l'autre des termes et conditions de la présente Promesse incluant, le cas échéant, l'exercice de tout droit de façon déraisonnable ou de mauvaise foi;

Demande en jugement déclaratoire : Signifie la demande introductive d'instance en jugement déclaratoire et nullité, inopérabilité et inopposabilité par la Société à titre de « **Demanderesse** », présentée à la Cour Supérieure du District de Montréal, sous le numéro 500-17-128493-247 des dossiers de ladite Cour;

Demande judiciaire : signifie la demande introductive d'instance en reconnaissance d'un droit de propriété acquis par prescription acquisitive par Élizabeth Vanden Abeele *et al.* à titre de « **Demandeurs** », présentée à la Cour Supérieure du District de Montréal, sous le numéro 500-17-12 7047-234 des dossiers de ladite Cour, et ce à l'égard de la Parcelle Jardin;

Immeuble Société : signifie un ensemble de terrains vacants connus et désignés comme étant lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895, situés dans le Technoparc Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et montrés à titre indicatif sur le plan ci-joint à l'Annexe C, lesquels comportent une superficie totale réelle de 109 923,2 mètres carrés (ou 1 183 203,5 pieds carrés) (la « **Superficie de l'Immeuble Société** ») ;

Immeuble Ville: signifie un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au sud de la rue Saint-Patrick, à l'est du

boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, et montré à titre indicatif sur le plan ci-joint à l'Annexe D, lequel comporte une superficie totale réelle de 37 331,4 mètres carrés (ou 401 831,8 pieds carrés) (la « **Superficie de l'Immeuble Ville** »);

Notaire de la Société: signifie Me Alain Castonguay, notaire et associé du cabinet BCF s.e.n.c.r.l. (« **BCF** ») ou tout autre notaire pratiquant au sein du cabinet BCF;

Notaire de la Ville : signifie le notaire désigné par la Ville;

Parcelle Jardin : signifie la partie du lot 2 482 893 du cadastre du Québec reflétée par le plan préparé par Steve Cloutier, arpenteur-géomètre, le 12 août 2023, sous le numéro 2747 de ses minutes faisant l'objet de la Demande judiciaire et qui est joint à la présente Promesse comme Annexe E exclusivement pour fin de référence sans aucune admission de la part de la Société;

Promesse : signifie la présente promesse;

Promesse Immeuble Ville : signifie la promesse bilatérale de vente de l'Immeuble Ville par la Ville à la Société signée de façon concomitante avec cette Promesse;

Représentant de la Société : signifie la personne nommée ci-dessous :
André Lamarre
Tél. : 514.207.1897

andre.lamarre@hypertec.com

Représentant de la Ville : signifie la personne nommée ci-dessous :
Caroline Duech, conseillère en immobilier
Tél. : 514. 229.1259

caroline.duech@montreal.ca

Vérifications Diligentes : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 3.2.

2. CONSIDÉRATION

La Société convient de vendre l'Immeuble Société à la Ville, qui accepte.

- Le prix de vente de l'Immeuble Société est de trente millions six cent mille dollars (30 600 000 $) (le « **Prix de vente** ») établi en fonction d'un montant de 25,86 $/pied carré plus les taxes applicables le cas échéant payable par la Ville comme suit :

- Le montant de trente millions six cent mille dollars (30 600 000 $) sera versé par transfert bancaire à l'ordre du Notaire de la Société en fidéicommis; ledit Prix de vente devra avoir été versé au moins un (1) jour ouvrable avant la Date de clôture.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

Il est entendu que le Notaire de la Société retiendra le Prix de vente (y compris la Retenue 1 et la Retenue 2, telles que ci-après définies), jusqu'à ce que l'Acte de vente de l'Immeuble Société soit publié par le Notaire de la Ville au registre foncier sans entrée adverse à la Ville.

Il est également entendu qu'en conséquence de la Vente de l'Immeuble Société à la Ville, la Société, s'engageant pour elle-même et ses ayants droit, donnera à la Ville quittance complète, finale, totale et définitive de tout droit, réclamation, action, ou cause d'action de quelque nature que ce soit, dont elle bénéficie ou pourrait bénéficier, en lien directement ou indirectement avec la Demande en jugement déclaratoire. La Société s'engage à produire un désistement sans frais dudit recours dans les dix (10) jours suivant la remise du Prix de vente à la Société par le Notaire de la Société exception faite de la rétention de la **Retenue 1** et de la **Retenue 2**.

3. VÉRIFICATIONS DILIGENTES

3.1. Documents de Vérifications Diligentes

La Ville a reçu les documents de recherches et de vérifications diligentes suivants:

- Évaluation environnementale du site phase 1 en date du 28 juin 2024;

- Rapport d'activités relatif aux captures et relocalisations de couleuvres dans le cadre du projet de développement des lots 2 482 889, 2 482 891, 2 482 893 et 2 482 895, localisés en bordure de la rue Alexander Fleming, à Saint-Laurent;

- Relevé des arbres dans le cadre du projet de développement des lots 2 482 889, 2 482 891, 2 482 893 et 2 482 895, localisés en bordure de la rue Alexander Fleming, à Saint-Laurent, Montréal, du 17 août 2023;

- Étude écologique Lots 2 482 889, 2 482 891, 2 482 893 et 2 482 895, à Saint-Laurent du 30 août 2023;

- Inventaires du petit blongios en date du 17 août 2023;

- Certificat de localisation concernant les lots 2 455 247 et 3 178 143 du cadastre du Québec en date du 27 janvier 2023;

- Certificat de localisation concernant le lot 2 482 889 du cadastre du Québec en date du 27 janvier 2023;

- Certificat de localisation concernant le lot 4 916 789 du cadastre du Québec en date du 27 janvier 2023;

- Certificat de localisation concernant le lot 2 597 315 du cadastre du Québec en date du 27 janvier 2023;

- Copie de la Demande judiciaire;

- Plan de la Parcelle Jardin, c'est à dire le plan préparé par Steve Cloutier, arpenteur-géomètre, le 12 août 2023, sous le numéro 2747 de ses minutes, de la partie du lot 2 482 893 du cadastre du Québec faisant l'objet de la Demande judiciaire.

3.2. Période de Vérifications Diligentes

Compte tenu de la réception des documents précités, la Ville disposera d'un maximum de dix (10) jours ouvrables suivant la date de signature de la Promesse (la « **Période de Vérifications Diligentes** ») pour effectuer et compléter, à ses frais, selon les modalités prévues aux présentes, les expertises nécessaires afin de se satisfaire des éléments suivants :

- les titres de propriété relativement à l'Immeuble Société;

- la condition environnementale et géotechnique relativement à l'Immeuble Société;

- la présence d'une contamination qui démontre une incompatibilité entre la qualité du sol et l'usage projeté de l'Immeuble, conformément à la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Lutte aux changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MDDELCC); et

- tout autre aspect d'une vérification diligente qu'un acheteur prudent et diligent peut ou pourrait exiger à l'égard de l'acquisition d'un immeuble,

collectivement, les « **Vérifications Diligentes** ».

3.3. Frais

La Ville s'engage assumer, à l'entière exonération de la Société, les frais, honoraires et déboursés encourus pour effectuer ses Vérifications diligentes et, dans le cas où elle procède à une étude géotechnique et de caractérisation des sols, à remettre l'immeuble en état, à la satisfaction de la Société à ses frais, au plus tard, quinze (15) jours après réception de l'avis prévu au paragraphe 4.3. a) **ii**) de la présente Promesse le cas échéant.

4. OPTIONS DE LA VILLE DURANT LA PÉRIODE DE VÉRIFICATIONS DILIGENTES

4.1 Avant la fin de la Période de Vérifications Diligentes, la Ville doit :

4.1.1 Aviser la Société, par écrit, de son insatisfaction quant à ses Vérifications Diligentes;

OU

4.1.2 Donner à la Société son Avis de satisfaction.

4.2 Si elle néglige de donner l'un des avis prévus au paragraphe 4.1 avant la fin de la Période de Vérifications Diligentes, la Ville sera réputée avoir donné son Avis de satisfaction.

4.3 Si la Ville remet l'avis écrit visé au paragraphe 4.1.1, la Société devra aviser la Ville, par écrit, dans les quinze (15) jours suivant la réception de l'avis de la Ville soit :

a) Qu'elle est incapable, ou qu'elle refuse, à sa seule discrétion, de régler les insatisfactions soulevées par la Ville. Le cas échéant, la Ville aura alors un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'avis de l'autre Partie pour l'informer par écrit, soit **i**) qu'elle renonce à son insatisfaction et se déclare satisfaite des résultats de ses Vérifications Diligentes, ou **ii**) qu'elle maintient son insatisfaction auquel cas, la présente Promesse ainsi que la Promesse Immeuble Ville seront automatiquement résiliées sans possibilité de recours de part et d'autre. La Ville s'engage à remettre à la Société, avec tel avis de retrait, une copie conforme de toute étude effectuée et devra remettre l'immeuble Société en état, le tout sans frais pour la Société.

OU

b) Qu'elle est disposée à s'engager à régler les insatisfactions soulevées par la Ville avant ou à la date de la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Société ou à toute autre date convenue entre les Parties. Le cas échéant, les Parties devront négocier de bonne foi les modalités permettant de régler les insatisfactions dans les délais convenus.

4.4 Si la Ville néglige de donner l'un des avis prévus au paragraphe 4.3(a) dans les délais convenus, celle-ci sera réputée avoir renoncé à son insatisfaction et avoir donné son Avis de satisfaction.

4.5 Nonobstant ce qui précède, la Ville se déclare insatisfaite de l'irrégularité résultant de la Demande judiciaire, mais cette insatisfaction ne constitue pas un motif pour mettre fin à ou résilier la Promesse, les Parties s'entendant dès à présent que la Société aura l'option, à son entière discrétion, de corriger cette irrégularité à ses frais exclusifs comme suit :

4.5.1. soit en contestant la Demande judiciaire dans le but de la faire rejeter intégralement;

4.5.2. soit en contestant la Demande judiciaire dans le but de faire réduire le plus possible la superficie de la Parcelle Jardin de telle sorte que les Demandeurs seront reconnus propriétaires de la Parcelle Jardin ainsi réduite; ou

4.5.3. soit en réglant la Demande judiciaire, en tout temps, purement et simplement, auquel cas les Demandeurs seront reconnus propriétaires de la Parcelle Jardin dans son intégralité.

4.6 Nonobstant l'un ou l'autre des cas envisagés par le paragraphe 4.5., l'Acte de vente de l'Immeuble Société sera signé au plus tard à la Date de clôture, conformément aux termes et conditions prévus par la Promesse, étant entendu que suivant la Date de clôture, la Société continuera la Demande judiciaire pour elle-même et pour la Ville avec les procureurs de son choix jusqu'à l'obtention d'un jugement ayant force de chose jugée ou jusqu'à son règlement final, et s'il y a lieu, prendra fait et cause avec les procureurs de con choix pour la Ville, le tout, aux frais de la Société.

4.6.1. Lorsque les modifications cadastrales de la Parcelle Jardin, réduite ou intégrale, et par conséquent la modification cadastrale du résidu du lot 2 482 893 seront complétées et en vigueur, les Parties signeront l'acte ou les actes de correction nécessaires pour refléter la solution à l'irrégularité (bien que non admise par la Société) (l'« **Acte de correction** »), le tout aux frais de la Société.

4.6.2. La Société s'engage à faire rapport, sans nécessité de divulguer des informations confidentielles, tous les six (6) mois à la Ville aux adresses courriels suivantes immeubles_transactions@montreal.ca et notification@montreal.ca de tous les développements résultant du déroulement de la Demande

judiciaire et à informer la Ville dans les cinq (5) jours suivants de l'issue de cette cause que ce soit par jugement ou suite à une entente de règlement hors cour.

4.6.3. Afin de garantir le remboursement pouvant être dû à la Ville faisant suite à la réduction du Prix de vente résultant de la Demande judiciaire ainsi que les frais qui pourraient incomber à la Ville en vertu de la Demande judiciaire, le cas échéant, un montant de **huit cent dix mille dollars (810 000 $)** sera retenu par le Notaire de la Société, et ce jusqu'à l'issue de la Demande judiciaire (la «**Retenue 1**»).

La Retenue 1 sera versée par le Notaire de la Société comme suit et les Parties donneront des instructions écrite et irrévocable au Notaire de la Société de libérer la Retenue 1, ainsi que tous les intérêts accumulés sur celles-ci à la Ville ou à la Société, le cas échéant :

a) Soit lors de la signature de l'Acte de correction :

- à la Ville, à concurrence d'un montant égal à la somme correspondant à:

- La superficie finale et définitive de la Parcelle Jardin telle que reconnue à l'issue de la Demande judiciaire multipliée par 25,86 $ le pied carré, et

- Des frais encourus par la Ville le cas échéant, étant précisé que la Ville devra présenter les justificatifs desdits frais, étant entendu que les frais remboursables par la Société seront limités aux frais raisonnablement encourus par la Ville pour la révision de l'Acte de correction et les autres documents soumis par la Société pour autoriser la libération de la Retenue 1, ainsi que pour les frais et honoraires professionnels de la Ville si elle doit intervenir comme partie à la Demande judiciaire.

- le surplus, le cas échéant, sera restitué à la Société.

b) Soit en cas de désistement ou de rejet de la Demande judiciaire:

- à la Société, en totalité, déduction faite, le cas échéant, des frais encourus par la Ville, étant précisé que la Ville devra présenter les justificatifs desdits frais;

- à la Ville, le cas échéant, du montant des frais précités encourus par elle.

4.7. Tous les avis émanant de la Ville pour les besoins des Vérifications Diligentes seront établis par la Directrice du Service de la stratégie immobilière de la Ville.

5. MODALITÉS DE LA VENTE

La vente de l'Immeuble Société sera faite avec la seule garantie du droit de propriété et sans aucune autre garantie, légale ou conventionnelle et aux risques et périls de la Ville en ce qui concerne l'état et la qualité des sols de l'Immeuble Société.

6. POSSESSION ET OCCUPATION

La Ville deviendra propriétaire de l'Immeuble Société et en aura la possession et l'occupation à compter de la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Société, sous réserve des paragraphes 4.5 et 4.6.

7. TRANSFERT DE RISQUES

Malgré la signature de la présente Promesse, la Société continuera à assumer les risques et responsabilités liés à son immeuble, et ce, jusqu'à la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Société.

8. TITRES

La Société devra fournir à la Ville un bon et valable titre de propriété, libre de tout droit réel, avis de contamination sauf lorsque suivi de son annulation *via* un ou des avis de décontamination, privilège et hypothèque, sauf les **Charges permises** telles que définies ci-après à l'article 10.1, et sous réserve des paragraphes 4.5 et 4.6.

9. DÉCLARATIONS DES PARTIES

9.1. Déclarations de la Société

La Société déclare :

9.1.1. qu'elle est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) ;

9.1.2. que les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble Société ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour ; et

9.1.3. qu'elle (i) est dûment constituée, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;

9.1.4. qu'à sa connaissance, il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminente devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble Société ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude de la Société à se conformer à ses obligations en vertu des présentes à l'exception de la Demande judiciaire et la Demande en jugement déclaratoire.

9.2. Déclaration de la Ville

La Ville déclare qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3).

9.3. Déclarations communes des Parties

Chacune des Parties stipulant pour elle-même fait les déclarations suivantes et s'en porte garante :

a) Elle possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer cette Promesse et pour exécuter ses obligations nées des présentes. La signature de la présente Promesse et l'exécution de ses obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires. La signature de la présente Promesse ainsi que l'exécution de ses obligations n'exigent aucune mesure, ni aucun consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune mesure ni aucun consentement aux termes d'une loi lui étant applicable.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

b) La présente Promesse constitue une obligation valable et exécutoire par chacune des Parties.

c) La signature de cette Promesse, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution de ses obligations nées des présentes et l'observation des dispositions de la Promesse n'entraînent pas (i) une violation des dispositions de ses documents constitutifs ou de ses règlements, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel elle est partie ou assujettie, ou un défaut sur un point important aux termes de ces contrats, entente, acte ou engagement; et (iii) la violation de toute loi lui étant applicable.

10. OBLIGATIONS DES PARTIES

10.1. Obligation de la Société

La Société s'oblige à **:**

a) préserver, entretenir et gérer son immeuble en y apportant tout le soin nécessaire comme le ferait un propriétaire prudent et diligent jusqu'à la date de signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Société;

b) faire en sorte qu'il n'existe aucune hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque ni aucun bail, offre de location, droit d'occupation ou autre contrat ou entente affectant l'Immeuble Société pouvant lier la Ville à la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Société, à l'exception des Charges permises et sous réserve des paragraphes 4.5 et 4.6. Sous réserve de ce qui précède, l'Immeuble Société devra également être totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles;

Sous réserve des modalités de la présente promesse, constituent des Charges permises:

(i) toute réserve, exception, limitation ou condition contenue dans la concession ou les lettres patentes de la Couronne;

(ii) toute discordance mineure entre les titres de propriété, le cadastre, le cadastre au moment de la rénovation et/ou l'occupation, incluant sans s'y limiter celles résultant des marques d'occupation en autant que ces discordances puissent faire l'objet de la présomption prévue à l'article 19.2 de la *Loi favorisant la réforme du cadastre québécois* (RLRQ, c.R-3.1);

(iii) les restrictions d'usage, de zonage et de construction, la règlementation et les ordonnances des autorités fédérales, provinciales, municipales ou d'autres organismes gouvernementaux ou autorités réglementaires, y compris les règlements municipaux, les règlements de zonage aéroportuaire, les clauses restrictives et autres limitations d'usage en faveur de tout organisme gouvernemental fédéral, provincial, municipal ou autre organisme gouvernemental ou autorité réglementaire, ou imposés ou réservées par ces derniers;

(iv) toute servitude d'utilité publique inscrites au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal (le « **Livre foncier** ») à l'encontre de l'Immeuble Société, et les droits d'Hydro-Québec d'occuper une partie de l'Immeuble pour fins d'installation des circuits, poteaux et équipements nécessaires au branchement au réseau, le tout conformément aux Conditions de service d'électricité, approuvée par la Régie de l'énergie;

(v) tout avis de bail commercial immobilier dans la mesure où le terme divulgué par cet avis est expiré et que le locataire qui en bénéficie n'occupe plus l'immeuble qui en est affecté;

(vi) une servitude réelle et perpétuelle de lignes téléphoniques et télégraphiques consentie en faveur de Bell Telephone Company of Canada Limited aux termes d'un acte de servitude reçu par Georges P. Laurin, notaire, le 12 décembre 1928 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 202 411, lequel acte de servitude a été corrigé aux termes de l'acte de correction reçu par Jean-Charles Dutrisac, notaire, le 14 août 1956 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 1 221 213;

(vii) une servitude d'utilité publique consentie en faveur de Bell Telephone Company aux termes de l'acte inscrit au Livre foncier sous le numéro 209 046;

(viii) une servitude d'utilité publique consentie en faveur d'Hydro-Québec et Bell Canada aux termes de l'acte inscrit au Livre foncier sous le numéro 3 887 544; ;

(ix) une servitude réelle et perpétuelle d'utilité publique consentie en faveur de Ville de Saint-Laurent, Bell Canada, Hydro-Québec et Société en commandite Gaz Métropolitain aux termes d'un acte de cession reçu par Claude Gratton, notaire, le 15 décembre 1994 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 4 752 858;

(x) une servitude réelle et perpétuelle de restriction d'usage (recherche et développement) consentie en faveur du Centre d'initiative technologique de Montréal (CITEC) aux termes d'un acte de servitude reçu par Pierre Venne, notaire, le 27 janvier 1995 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 4 759 799;

(xi) une servitude réelle et perpétuelle de restriction d'usage (recherche et développement) consentie en faveur de Technoparc Saint-Laurent aux termes d'un acte de servitude reçu par Pierre Venne, notaire, le 17 janvier 2000 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 5 146 502;

(xii) une servitude réelle et perpétuelle de restriction d'usage (recherche et développement) consentie en faveur de Technoparc Saint-Laurent aux termes d'un acte de servitude reçu par Pierre Venne, notaire, le 15 août 2000 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 5 203 518;

(xiii) une servitude réelle et perpétuelle pour des installations aériennes et souterraines de télécommunication et de distribution d'électricité consentie en faveur de Ville de Montréal aux termes d'un acte de cession reçu par Robert Coulombe, notaire, le 19 juin 2003 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 10 505 204;

(xiv) un avis de bail commercial inscrit au Livre foncier sous le numéro 11 335 977, par Noranda inc., lequel bail est échu;

(xv) une servitude réelle et perpétuelle d'utilité publique consentie en faveur de Ville de Saint-Laurent, Bell Canada, Hydro-Québec et Société en commandite Gaz Métropolitain aux termes d'un acte de cession reçu par Claude Gratton, notaire, le 25 novembre 2004 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 11 941 073;

(xvi) les restrictions en vertu du Règlement de zonage de l'Aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal inscrit au Livre foncier sous le numéro 23 462 546, lequel règlement

impose des restrictions concernant, entre autres : (i) la hauteur de tout bâtiment érigé sur le site; (ii) l'usage pouvant causer des interférences avec les signaux ou les communications avec les aéronefs ; (iii) la croissance de toute végétation sur le site ; et (iv) les activités ou les usages qui attirent les animaux sauvages et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité aérienne. Aux termes dudit règlement, le Règlement de zonage de l'aéroport international de Montréal et ses amendements inscrits au Livre foncier sous les numéros 1 128 231 et 1 270 629 sont abrogés;

(xvii) servitude de passage apparente permettant de communiquer de la rue Alexander Fleming au chemin Saint-François;

(xviii) l'existence possible, sur le lot 2 482 893 au Cadastre du Québec, des câbles souterrains appartenant à Bell Canada, et ce, dans le prolongement de la servitude inscrite au Livre foncier sous le numéro 1 221 213 préalablement mentionnée; et

(xix) une servitude réelle et perpétuelle de stationnement et de tolérance d'empiètement par destination du propriétaire consentie par TCAN Real Estate Investments inc. aux termes d'un acte de servitude reçu par Angelo Febbraio, notaire, le 18 décembre 2014 et inscrit au Livre foncier sous le numéro 21 267 737;

(xx) le droit de préemption en faveur de la Ville de Montréal aux termes de l'avis d'assujettissement inscrit au Livre foncier sous le numéro 28 277 413, lequel avis sera radié par la Ville aux termes de l'Acte de vente de l'Immeuble Société.

10.2. Obligations de la Ville

La Ville s'oblige à assumer les frais reliés à l'Acte de vente de l'Immeuble Société ainsi que les coûts de la publication de l'Acte de vente de l'Immeuble Société au registre foncier. La Société s'oblige à assumer les frais du Notaire de la Société pour la convention d'entiercement. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la Partie les ayant initiés.

11. OBLIGATIONS SPÉCIALES DE LA SOCIÉTÉ

11.1. La Société s'engage à faire l'acquisition de l'Immeuble Ville conformément à la Promesse bilatérale de vente de l'Immeuble Ville.

Afin de garantir l'obligation de la Société d'acquérir l'Immeuble Ville, un montant de **cinq millions de dollars (5 000 000 $)** sera retenu du Prix de vente de l'Immeuble Société par le Notaire de la Société (la « **Retenue 2** ») conformément aux modalités de la Promesse Immeuble Ville.

12. RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE

Malgré le fait que les vente de l'Immeuble Société et l'Immeuble Ville font l'objet de promesses et d'actes de vente distincts, chacune des Parties, à toutes fins que de droit, renoncera au droit des coéchangistes de reprendre l'Immeuble Société et l'Immeuble Ville, comme prévu à l'article 1797 du

Code civil du Québec, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, au cas où elle serait évincée de l'immeuble reçu.

13. AJUSTEMENTS ET RÉPARTITIONS

Outre les taxes et impositions foncières, si d'autres répartitions usuelles étaient nécessaires relativement à l'immeuble faisant l'objet de la présente Promesse de vente, elles seront effectuées à la date de la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Société.

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera à la Société, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de la gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera à la Société, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

De plus, la Société reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de l'Acte de vente de l'Immeuble Société.

14. TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Les présentes excluent la T.P.S et la T.V.Q.

Aux fins de l'application de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) (la « **LTA** ») et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (la « **LTVQ** ») :

- La Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être :

T.P.S. : 121364749 RT 0001
T.V.Q. : 1006001374 TQ0002

- La Société déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être :

T.P.S. : 789622909 RT0001
T.V.Q. : 1228691271 TQ0001

La Ville s'engage, à l'entière exonération de la Société, à prendre à sa charge, le cas échéant, la TPS et la TVQ applicables à la vente de l'Immeuble Société.

15. CLÔTURE DE LA TRANSACTION

L'Acte de vente de l'Immeuble Société sera rédigé par le Notaire de la Ville et reçu devant lui. Une copie dudit acte devra être transmise au préalable à la Société pour révision et commentaires. Cet acte

devra reproduire toutes les modalités et conditions pertinentes de la présente Promesse et être complété au besoin par les clauses usuelles pour ce type de transaction, sous réserve des commentaires des conseillers juridiques respectifs des Parties. Par ailleurs, il est entendu entre les Parties que la Ville pourra intégrer au projet d'Acte de vente de l'Immeuble Société toute disposition permettant à la Ville d'obtenir un financement pour l'acquisition de l'Immeuble Société, dans la mesure où telle disposition ne lie pas la Société et n'affecte la validité de la transaction. Le projet d'Acte de vente de l'Immeuble Société devra être approuvé par les instances compétentes de la Ville dans la mesure où, de l'avis du Notaire de la Ville, ledit projet d'acte de vente n'est pas substantiellement conforme à la présente Promesse, ce que la Société reconnaît et accepte.

Les Parties s'engagent à signer l'Acte de Vente de l'Immeuble Société et tous les autres documents accessoires requis, s'il en est, pour donner plein effet à la présente Promesse, incluant, sans limitation, une convention d'entiercement à intervenir entre les Parties et le Notaire de la Société pour gérer la détention et libération du Prix de vente, y compris la Retenue 1 et la Retenue 2, conformément aux termes de la présente Promesse et de la Promesse Immeuble Ville, à la Date de Clôture.

La radiation des hypothèques existantes et toute renonciation ou annulation des autres charges existantes, le cas échéant, sauf pour les Charges permises et sous réserve des paragraphes 4.5 et 4.6, seront à la charge et aux frais de la Société.

16. INDIVISIBILITÉ DE LA PROMESSE

La présente Promesse est indivisible, les Parties reconnaissant que la Ville désire acheter l'Immeuble Société comme un tout. Ainsi, la Ville ne pourra être tenue d'acheter qu'une partie de l'Immeuble Société si, pour quelque motif que ce soit, la Société ne pouvait lui vendre la totalité de celui-ci, sous réserve des dispositions du paragraphe 4.6.

17. INDISSOCIABILITÉ DE LA PROMESSE ET DE LA PROMESSE IMMEUBLE VILLE

Il est expressément convenu entre les Parties que la présente Promesse et la Promesse Immeuble Ville sont indissociables. En conséquence, la présente Promesse sera nulle et non avenue si la Promesse Immeuble Ville n'est pas signée par les Parties de façon concomitante.

18. CONFIDENTIALITÉ

18.1. Tel qu'utilisé au présent article 18, le terme « **Information** » s'entend de toute information, orale ou écrite, ayant trait à l'Immeuble Société ou l'Immeuble Ville, fournie par une Partie à l'autre Partie ou à leurs mandataires respectifs, toute analyse, compilation, données, études ou autres documents ou registres (écrits ou sous forme informatisée, électronique, de disque, de bande magnétique, microfilm, CD-Rom ou sous une autre forme) préparée par l'une ou l'autre Partie, ainsi que toute négociation, incluant les résolutions, entre la Société et la Ville, mais n'inclut pas de l'information qui :

18.1.1. est public autre que par divulgation par une Partie, par ses représentants ou par toute autre personne à laquelle cette Partie a transmis de l'information;

18.1.2. devient disponible pour l'une ou l'autre des Parties par une source non tenue à la confidentialité;

18.2. Tel qu'utilisé au paragraphe 18.118.1, lorsqu'utilisé par rapport à une Partie l'expression « **représentant** » s'entend des administrateurs, directeurs, fiduciaires, associés, employés, agents, prêteurs, investisseurs et consultants financiers et professionnels de la partie, ainsi que les conseilleurs juridiques et conseillers à chaque personne précitée.

18.3. L'Information restera strictement confidentielle et ne sera pas, sans le consentement préalable d'une Partie, divulguée par l'autre Partie ou ses représentants avant et même après la Date de clôture. De plus, les Parties consentent à transmettre ou à révéler l'Information uniquement à leurs représentants respectifs qui requièrent l'Information afin d'assister avec la Promesse et qui conviennent par écrit, ou qui sont tenus par la loi, à agir conformément aux obligations de confidentialité aux présentes. Les Parties feront tous les efforts nécessaires et appropriés contre la divulgation de l'Information à toute personne autre qu'à celles permises aux présentes.

18.4. Si l'une ou l'autre des Parties qui transmet l'Information est obligée, afin de se conformer à des lois ou des règles, de divulguer de l'Information (autre que conformément aux dispositions des présentes), cette Partie devra en aviser l'autre Partie, par écrit, le plus rapidement possible, afin que la Société ou la Ville selon le cas puisse avoir recours à une ordonnance de protection ou tout autre remède approprié afin et/ou renoncer à la conformité des dispositions de la Promesse. Si, selon l'opinion raisonnable des avocats de la Société ou de la Ville, selon le cas, en l'absence d'une ordonnance de protection ou d'un autre remède, l'une ou l'autre des Parties est requis par la loi de divulguer toute Information ou pourrait être tenue coupable d'outrage ou pourrait faire face à un autre type de censure en vertu de la loi à cause de son refus de divulguer toute Information, cette Partie ou son représentant peut, sans engager sa responsabilité aux termes des présentes, divulguer la portion d'Information, et uniquement cette portion, que la Partie en question ou ses représentants sont tenus de divulguer, et, à l'exception des cas où l'Information doit être divulguée au public ou à une autorité gouvernementale, cette Partie devra exercer des efforts commercialement raisonnables afin de s'assurer qu'un traitement confidentiel sera accordé à l'Information ainsi divulguée.

18.5. Une Partie ne divulguera pas les dispositions ou l'existence de la Promesse à des tiers (sauf à leurs agents, conseillers, consultants, prêteurs potentiels ou associés potentiels tel que requis afin de compléter la transaction à la suite de la conclusion de la Promesse) sans le consentement préalable et écrit de l'autre Partie, sauf que chacune des Parties aura le droit de divulguer une telle information dans la mesure requise par les lois et les règlements, règles et politiques de tout organisme règlementaire, auquel cas, la Partie qui divulgue devra aviser l'autre Partie au préalable avant de faire une telle divulgation.

18.6. Nonobstant le présent article, la Société reconnaît que la Ville est une personne morale de droit public et qu'elle sera tenue de présenter la présente Promesse, pour approbation, devant ses instances décisionnelles, lesquelles sont publiques. La Société dégage la Ville de l'obligation d'obtenir tout consentement de sa part quant à la divulgation de toute information relative à la présentation de la présente Promesse devant les instances décisionnelles de la Ville. Par ailleurs, la Société reconnaît que la Ville est assujettie à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnel*s.

19. ENTENTE COMPLETE

La présente Promesse constitue l'intégralité et la totalité de l'entente conclue entre les Parties et aucun autre document ou entente verbale antérieure ou concomitante ne sera admise pour modifier de

quelque façon que ce soit les dispositions de la présente Promesse ou son interprétation, à moins qu'une telle modification ne soit contresignée par les Parties. Ainsi, lorsque l'Acte de vente de l'Immeuble Société sera signé, il constituera l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente Promesse, sauf l'article 18 qui continuera de lier les Parties, sous réserve des dispositions de la convention d'entiercement à intervenir entre les Parties qui continueront d'être en vigueur.

20. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

20.1 Adresses : Chacune des Parties fait élection de domicile à son adresse ci-avant mentionnée à la comparution des présentes et convient que tout avis à être donné en vertu des présentes devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique.

20.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des Parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette Partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

20.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite ou électronique du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes de la présente Promesse.

Plus précisément, si un avis, une demande, un accord ou un consentement est exigé ou peut être donné en vertu des présentes, il doit être effectué par écrit et livré en personne ou expédié par poste certifiée, service de messagerie ou par courriel, comme suit :

Si l'avis est destiné à la Société : **HYPERTEC IMMOBILIER INC**
À l'attention de Monsieur André Lamarre, premier Vice-Président
Monsieur Mark Girgis, chef des affaires juridiques
9300, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (Québec) H4S 1K5
andre.lamarre@hypertec.com
mgirgis@hypertec.com

Si l'avis est destiné à la Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
À l'attention du Directeur(trice) du Service de la stratégie immobilière303, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

21. JOUR OUVRABLE

Advenant qu'une date prévue aux termes de la présente Promesse ou une date marquant la fin d'une période prévue par la présente Promesse tombe un jour férié, un samedi ou un dimanche, la date en question sera réputée être le prochain jour ouvrable.

22. DROIT APPLICABLE

La présente Promesse, l'acte de vente et tous les autres documents, contrats et engagements auxquels il est fait référence aux présentes, le cas échéant, de même que toutes les relations entre la Ville et la Société seront exclusivement régis par le droit en vigueur dans la province de Québec.

23. EXEMPLAIRES

La Promesse peut être signée en plusieurs exemplaires distincts qui, individuellement constituent un original, mais qui, collectivement, constituent un seul et même document. Chaque exemplaire ainsi signé peut être numérisé et transmis par courriel et cet exemplaire ainsi transmis a le même effet qu'un original.

24. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Société reconnaît que le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (le « **Règlement** ») s'applique à l'Acte de vente de l'Immeuble Société résultant de la présente Promesse, sous réserve des adaptations nécessaires. À cet égard, la Société déclare et atteste :

a) Qu'elle a pris connaissance du Règlement;

b) Qu'elle comprend les termes et la portée du Règlement; et

c) Que si des communications d'influence ont eu lieu à l'occasion de la soumission de la promesse, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du commissaire au lobbyisme.

L'Acte de vente de l'Immeuble Société contiendra une déclaration à cet effet.

25. INTITULÉS

Les titres des paragraphes ou de chapitres ne font pas partie des présentes et ne sont utilisés que pour en faciliter la lecture et permettre d'y référer plus rapidement, mais en aucun cas ils n'ont pour effet de guider dans l'interprétation des dispositions qui précèdent ou d'en constituer une description exacte.

26. INTERPRÉTATION

L'emploi du prénom masculin singulier pour désigner la Ville ou la Société est réputé approprié, peu importe que la Ville ou la Société soit un individu, une société de personnes, une société par actions ou un groupe d'au moins deux individus. Le singulier comprend le pluriel et vice versa et le texte doit alors se lire avec les modifications grammaticales nécessaires. Les expressions « les présentes », « aux présentes », « des présentes » et autres expressions de ce genre se rapportent à la présente

promesse dans son intégralité et non pas uniquement au paragraphe ou à la clause spécifique où elles apparaissent, sauf de convention expresse.

27. DÉLAIS

Tous les délais contenus aux présentes sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence de la présente Promesse, sauf force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant. Ils sont calculés de la façon suivante :

27.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance l'est;

27.2 lorsqu'il est exprimé en mois, le délai expire le dernier jour du mois qui porte le même quantième que l'acte, l'événement, la décision ou la notification qui fait courir le délai; à défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du mois;

27.3 le délai expire le dernier jour à 24 h 00; celui qui expirerait normalement un samedi ou un jour férié, tel qu'énuméré à l'article 61 de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16), est prolongé au premier jour ouvrable qui suit.

28. VALIDITÉ DE LA PROMESSE

La présente Promesse constitue un engagement bilatéral, irrévocable et conditionnel des Parties jusqu'à 23 h 59, le 31 décembre 2024. Les Parties peuvent toutefois convenir de reporter cette date au moyen d'un écrit signé par elles.

La présente Promesse ne liera les Parties qu'une fois signée par chacune d'elle; à défaut, elle est sans effet pour quiconque et le fait de l'avoir signée unilatéralement n'emporte aucune admission, ni aucune renonciation, quelle qu'elle soit, et ne saurait lui être opposée devant quelque forum que ce soit.

Balance de cette page laissée en blanc,
les signatures apparaissant sur la page suivante.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE :

Signée le _____, 2024.

HYPERTEC IMMOBILIER INC.

Par: _____

Nom : André Lamarre
Titre : Premier vice-président

Signée le _____, 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____

Nom : Domenico Zambito
Titre : greffier-adjoint

N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T

Annexes faisant partie intégrante de la présente Promesse:
- Annexe A : Résolution de la Société
- Annexe B : Résolution du conseil d'agglomération
- Annexe C : Plan illustrant l'Immeuble Société
- Annexe D : Plan illustrant l'Immeuble Ville
- Annexe E : Plan illustrant la Parcelle Jardin

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE A

RÉSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

ANNEXE B

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE C

PLAN ILLUSTRANT L'IMMEUBLE SOCIÉTÉ

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE D

PLAN ILLUSTRANT L'IMMEUBLE VILLE

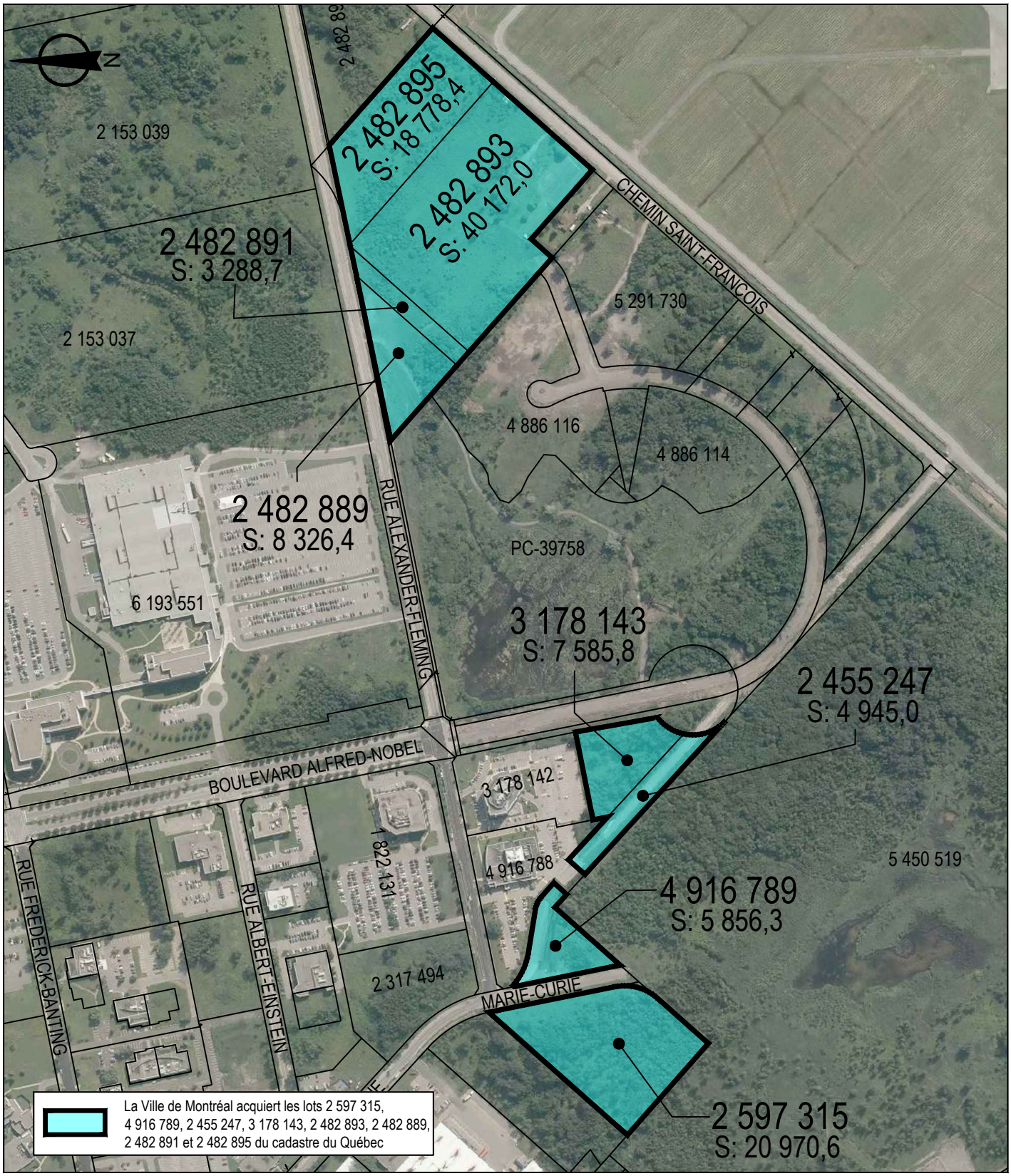
INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE E

PLAN ILLUSTRANT LA PARCELLE JARDIN

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSAQCTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossiers: 31H05-005-7340-01
31H05-005-7338-01
Mandat: 23-0545-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:6000
Date: 27 septembre 2023

Saint-Laurent
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT DE L'IMMEUBLE VILLE

ENTRE :

HYPERTEC IMMOBILIER INC., personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés le ●, en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège au 9300 route Transcanadienne, ville de Montréal, province de Québec, H4S 1K5, agissant et représentée par André Lamarre, Premier Vice-Président, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____, 2024, et dont copie demeure annexée aux présentes à l'Annexe A.

Ci-après nommée la « **Société** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte, de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19)

et :

- de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

- de la résolution numéro CM_____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du _____, 2024 et dont copie demeure annexée aux présentes à l'Annexe B

Ci-après nommée la « **Ville** »

La Société et la Ville sont également collectivement désignées aux présentes comme étant les « **Parties** ».

Lesquelles, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de l'Immeuble Ville, tel que défini ci-après;

ATTENDU QUE la Société est propriétaire de l'Immeuble Société, tel que défini ci-après;

ATTENDU QUE la Société désire acquérir l'Immeuble Ville, à des fins de construction d'un bâtiment permettant d'accueillir et d'exploiter ses opérations;

ATTENDU QUE la Ville désire acquérir l'Immeuble Société, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources;

ATTENDU QUE la vente de l'Immeuble Société pourrait précéder la Vente de l'Immeuble Ville compte tenu des travaux de décontamination en cours sur l'Immeuble Ville;

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de signer deux promesses de vente et d'achat pour l'Immeuble Ville et l'Immeuble Société dont la signature a lieu de façon concomitante;

ATTENDU QUE la présente promesse concerne la Vente de l'Immeuble Ville à la Société.

Ces faits étant déclarés, **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. DÉFINITIONS

Sujet aux définitions contenues aux présentes, les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

Acte de vente de l'Immeuble Société : signifie l'acte notarié à être publié au registre foncier instrumentalisant les termes et modalités convenues entre les Parties pour la vente de l'Immeuble Société;

Acte de vente de l'Immeuble Ville : signifie l'acte notarié à être publié au registre foncier instrumentalisant les termes et modalités convenues entre les Parties pour la vente de l'Immeuble Ville;

Avis de décontamination : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 10.1 f);

Avis de satisfaction : signifie l'avis écrit de la Société à la Ville à l'effet qu'elle est irrévocablement satisfaite de ses Vérifications Diligentes;

Bâtiment: signifie une construction industrielle exemplaire en termes d'innovation, d'écologie et de durabilité plus amplement désigné à l'Annexe C et ayant une emprise au sol d'au moins 10 000 mètres carrés;

Certificat de réception provisoire partielle des travaux de l'Immeuble Ville : signifie le certificat qui sera émis par la Ville lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées sur l'Immeuble Ville : (i) la valeur estimée des travaux à compléter, à exécuter ou à corriger est inférieure à 0,5% du prix de l'ouvrage, (ii) tous les travaux à corriger et les travaux à compléter pour obtenir l'Avis de décontamination, sauf en ce qui concerne la préparation et soumission des rapports y connexes, soient terminés en conformité avec les lois applicables, et ne représentent pas un danger pour l'occupant, et (iii) la formation a été dispensée et la mise en service, effectuée;

Date de clôture : signifie la date de signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville laquelle devra intervenir dans un délai maximum de trente (30) jours suivant : (i) soit la remise par la Ville à Hypertec du Certificat de réception provisoire partielle des travaux de l'Immeuble Ville, soit (ii) de l'approbation du projet d'Acte de vente de l'Immeuble Ville par les instances municipales compétentes, si ledit projet n'est pas substantiellement conforme à la présente Promesse et au plus tard le 31 octobre 2025;

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

Défaut : signifie tout manquement à l'un ou l'autre des termes et conditions de la présente Promesse incluant, le cas échéant, l'exercice de tout droit de façon déraisonnable ou de mauvaise foi;

Fondations: signifie les parties en béton du Bâtiment, en bonne proportion enfouies et destinées à supporter le poids du Bâtiment et à le répartir au sol pour assurer la stabilité de ce dernier;

Immeuble Société : signifie un ensemble de terrains vacants connus et désignés comme étant lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895, situés dans le Technoparc Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et montrés à titre indicatif sur le plan ci-joint à l'Annexe E, lesquels comportent une superficie totale réelle de 109 923,2 mètres carrés (ou 1 183 203,5 pieds carrés) (la « **Superficie de l'Immeuble Société** ») ;

Immeuble Ville: signifie un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au sud de la rue Saint-Patrick, à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, et montré à titre indicatif sur le plan ci-joint à l'Annexe D, lequel comporte une superficie totale réelle de 37 331,4 mètres carrés (ou 401 831,8 pieds carrés) (la « **Superficie de l'Immeuble Ville** »);

Lettre de fiabilité : signifie une lettre signée par TechnoRem, le professionnel en environnement de la Ville, relative au rapport de surveillance des travaux de réhabilitation de l'Immeuble Ville, lequel sera rédigé par TechnoRem suivant la fin desdits travaux en cours de réalisation par son prestataire, Englobe. Cette lettre permettra à la Société de se fier au rapport précité de la même façon que si la Société en était le destinataire initial, étant précisé que la Lettre de fiabilité pourra comprendre les conditions et limitations usuelles des études de surveillances environnementales;

Notaire de la Société: signifie Me Alain Castonguay, notaire et associé du cabinet BCF s.e.n.c.r.l. (« **BCF** ») ou tout autre notaire pratiquant au sein du cabinet BCF;

Notaire de la Ville : signifie le notaire désigné par la Ville;

Promesse : signifie la présente promesse;

Promesse Immeuble Société : signifie la promesse bilatérale de vente de l'Immeuble Société par la Société à la Ville signée de façon concomitante avec cette Promesse;

Représentant de la Société : signifie la personne nommée ci-dessous :
André Lamarre Tél. : 514.207.1897
andre.lamarre@hypertec.com

Représentant de la Ville : signifie la personne nommée ci-dessous :
Caroline Duech, conseillère en immobilier
Tél. : 514. 229.1259
caroline.duech@montreal.ca

Retard inévitable : signifie un délai occasionné par, sans limitation, une grève ou un *lock*-out, insurrections, opérations de guerre, règlements ou contrôles gouvernementaux/ordonnances/décrets, catastrophes naturelles, pandémies ou tout autre cas de force majeure. Sont notamment considérés

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

comme des cas de force majeure : explosion, glissement de terrain, grève (autre que celle des employés de la Société), guerre, pandémie, incendie, inondation, ouragan, sécheresse et verglas. Un substantiel changement dans les conditions de marché et/ou une récession économique ne sont pas considérés comme des cas de force majeure;

Tiers propriétaire : signifie toute société, fiducie, ou personne (physique ou morale) qui achète de la Société une partie ou la totalité de l'Immeuble Ville avant que la construction du Bâtiment selon le paragraphe 11.1. soit terminée. N'est pas un Tiers propriétaire toute entité qui fait partie du même groupe de la Société au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ;

Vérifications Diligentes : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 3.2.

2. CONSIDÉRATION

La Ville convient de vendre l'Immeuble Ville à la Société qui accepte.

Le prix de vente de l'Immeuble Ville est de douze millions six cent mille dollars (12 600 000 $) (le « **Prix de vente** ») établi en fonction d'un montant de 31,36 $/pied carré, plus les taxes applicables le cas échéant, payable comme suit :

a) Le montant de sept millions six cent mille dollars (7 600 000 $) sera versé par transfert bancaire à l'ordre du Notaire de la Société en fidéicommis, au moins un (1) jour ouvrable avant la Date de clôture; et

b) La Retenue 2 de cinq millions de dollars (5 000 000 $) payable au Notaire de la Société conformément à la Promesse Immeuble Société, plus les intérêts accumulés, sera conservé par le Notaire de la Société - pour les fins de paiement complet du Prix de vente, plus les taxes applicables le cas échéant.

Il est entendu que le Notaire de la Société retiendra le Prix de vente, jusqu'à ce que l'Acte de vente de l'Immeuble Ville soit publié au registre foncier sans entrée adverse à la Société, auquel moment le Notaire de la Société est par les présentes autorisé irrévocablement à verser le Prix de vente à la Ville.

La Société remet à la Ville, à la signature des présentes, un chèque d'un montant de cinq cent soixante-cinq dollars (565,00 $) incluant les taxes de vente, libellé à l'ordre de la Ville, pour les frais administratifs, le tout en application du Règlement sur les tarifs (23-044).

3. VÉRIFICATIONS DILIGENTES

3.1. Documents de Vérifications Diligentes

La Société a reçu les documents de recherches et de vérifications diligentes suivants :

- Certificat de localisation et son plan établis par Robert Katz, arpenteur-géomètre, le 21 juillet 2016, sous le numéro 8358 (dossier 42958-42958-0);

- Plan de localisation des points d'échantillonnage d'air établi par Englobe le 23 octobre 2023;

- Plan de localisation des points d'échantillonnage d'air établi par Englobe le 23 octobre 2023 annoté avec les dates prévisionnelles;

- Plans de démolition des infrastructures souterraines des parcelles A et C : Conditions existantes et démolition des réseaux souterrains et de la structure de chaussée, Vues en plan Secteurs 1 à 4 et Coupes;

- Plan de démolition des infrastructures souterraines du 5 novembre 2019;

- Plans de nivellement en date du 10 novembre 2021;

- Plan de réhabilitation approuvé par le MELCCFP et sa modification, ainsi que tous les documents faisant partie intégrante de ceux-ci, notamment :

    - Document intitulé « Demande de modification au plan de réhabilitation –Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine de Solutia, parcelles A et C –Ville de Montréal », daté du 19 décembre 2022, produit par la compagnie Englobe;

    - Document intitulé « Demande de modification au plan de réhabilitation –Réponse à la demande d'information complémentaire -Di1- Travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine de Solutia, parcelles A et C », daté du 6 avril 2023, signé par M. Alain Sanfaçon et M. Alexandre Myre de la compagnie Englobe;

    - Courriel envoyé le 3 mai 2023 par M. Alain Sanfaçon de la compagnie Englobe au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, comprenant des informations concernant l'échéancier des travaux;

- Caractérisation complémentaire de février 2023; et

- Contrat de réhabilitation entre la Ville et Englobe.

3.2. Période de Vérifications Diligentes

Compte tenu de la réception des documents précités, la Société disposera d'un maximum de dix (10) jours ouvrables suivant la date de signature de la Promesse (la « **Période de Vérifications Diligentes** ») pour effectuer et compléter, à ses frais, selon les modalités prévues aux présentes, les expertises nécessaires afin de se satisfaire des éléments suivants :

- les titres de propriété relativement à l'Immeuble Ville, incluant, sans limitation, le zonage et, si applicable, son exclusion du domaine public de la Ville;

- la condition environnementale et géotechnique relativement à l'Immeuble Ville;

- la présence d'une contamination qui démontre une incompatibilité entre la qualité du sol et l'usage projeté de l'Immeuble, conformément à la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Lutte aux changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MDDELCC); et

- tout autre aspect d'une vérification diligente qu'un acheteur prudent et diligent peut ou pourrait exiger à l'égard de l'acquisition d'un immeuble,

collectivement, les « **Vérifications Diligentes** ».

Compte tenu des travaux de réhabilitation environnementale en cours, Hypertec remettra à la Ville un plan illustrant les emplacements de tous prélèvements ou forages requis pour les vérifications diligentes sur l'Immeuble Ville afin que la Ville s'en déclare satisfaite. La Société précise qu'elle réalisera cinq (5) forages. La Société reconnaît que les forages devront être réalisés de façon sécuritaire et localisés afin de préserver les installations de surface et les infrastructures souterraines actuellement présentes sur l'Immeuble Ville. De plus, la Société s'engage pour elle-même et ses prestataires à respecter les exigences en matière de santé et de sécurité d'Englobe, maître d'œuvre du chantier.

La Société informera la Ville par courriel à l'adresse suivante : ivan.pramatarov@montreal.ca avec copie conforme à josee.villeneuve@montreal.ca et caroline.duech@montreal.ca de la date de réalisation des forages ainsi que de la durée prévisionnelle de ceux-ci, cinq (5) jours à l'avance, de telle sorte que tout employé ou consultant en environnement de la Ville pourra être présent.

3.3. Frais

La Société s'engage à payer, à l'entière exonération de la Ville, les frais, honoraires et déboursés encourus pour effectuer ses Vérifications diligentes et, dans le cas où elle procède à une étude géotechnique et de caractérisation des sols, à remettre l'immeuble en état, à la satisfaction de la Ville à ses frais, au plus tard, quinze (15) jours après réception de l'avis prévu au paragraphe 4.3. a) **ii**) de la présente Promesse.

4. OPTIONS DE LA SOCIÉTÉ DURANT LA PÉRIODE DE VÉRIFICATIONS DILIGENTES

4.1 Avant la fin de la Période de Vérifications Diligentes, la Société doit :

4.1.1 Aviser la Ville, par écrit, de son insatisfaction quant à ses Vérifications Diligentes;

OU

4.1.2 Donner à la Ville son Avis de satisfaction.

4.2 Si elle néglige de donner l'un des avis prévus au paragraphe 4.1 avant la fin de la Période de Vérifications Diligentes, la Société sera réputée avoir donné son Avis de satisfaction.

4.3 Si la Société remet l'avis écrit visé au paragraphe 4.1.1, la Ville devra aviser la Société, par écrit, dans les quinze (15) jours suivant la réception de l'avis de la Société, soit :

a) Qu'elle est incapable, ou qu'elle refuse, à sa seule discrétion, de régler les insatisfactions soulevées par la Société. Le cas échéant, la Société aura alors un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'avis de la Ville pour l'informer par écrit, soit **i**) qu'elle renonce à son insatisfaction et se déclare satisfaite des résultats de ses Vérifications Diligentes, ou **ii**) qu'elle maintient son insatisfaction auquel cas, la présente Promesse ainsi que la Promesse Immeuble Société seront automatiquement résiliées sans possibilité de recours de part et d'autre et les Parties donneront des instructions écrite et irrévocable au Notaire de la Société de libérer la Retenue 2, ainsi que tous les

intérêts accumulés sur celle-ci à la Société. La Société s'engage à remettre à la Ville, avec tel avis de retrait, une copie conforme de toute étude effectuée et devra remettre l'immeuble en état, le tout sans frais pour l'autre la Ville.

OU

b) Qu'elle est disposée à s'engager à régler les insatisfactions soulevées par la Société avant ou à la date de la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville ou à toute autre date convenue entre les Parties. Le cas échéant, les Parties devront négocier de bonne foi les modalités permettant de régler les insatisfactions dans les délais convenus.

4.4 Si la Société néglige de donner l'un des avis prévus au paragraphe 4.3(a) dans les délais convenus, celle-ci sera réputée avoir renoncé à son insatisfaction et avoir donné son Avis de satisfaction.

4.5 Tous les avis émanant de la Ville pour les besoins des Vérifications Diligentes seront établis par la Directrice du Service de la stratégie immobilière de la Ville.

5. MODALITÉS DE LA VENTE

La vente de l'Immeuble Ville sera faite avec la seule garantie du droit de propriété et sans aucune autre garantie, légale ou conventionnelle et aux risques et périls de la Société en ce qui concerne l'état et la qualité des sols de l'Immeuble Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Société reconnaît que la vente de l'Immeuble Ville fera échec à la garantie du prestataire de la Ville, Englobe, suite à l'émission du Certificat de réception provisoire partielle des travaux de l'Immeuble Ville.

6. POSSESSION ET OCCUPATION

La Société deviendra propriétaire de l'Immeuble Ville et en aura la possession et l'occupation à compter de la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville.

Sous réserve des obligations de la Ville à l'article 10.1 de la présente Promesse, la Société reconnaît que la topographie dont les profils théoriques prévisionnels transmis par la Ville à la Société seront révisés à l'issue des travaux de décontamination selon les volumes des sols réellement disponibles sur l'ensemble du site faisant l'objet de la décontamination, comprenant l'Immeuble Ville.

La Société reconnaît que l'Immeuble Ville ne sera pas ensemencé par la Ville suivant les travaux de décontamination.

La Société prendra l'Immeuble Ville avec le puisard à l'entrée de l'Immeuble Ville tel qu'illustré sur le plan ci-joint en Annexe G, sans garantie de son état ou fonctionnement.

7. TRANSFERT DE RISQUES

Malgré la signature de la présente Promesse, la Ville continuera à assumer les risques et responsabilités liés à son immeuble, et ce, jusqu'à la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville

et, malgré la signature de l'Acte de Vente, la Ville continuera à assumer les risques et responsabilités liées à l'obtention de l'Avis de décontamination associés spécifiquement aux travaux réalisés par son prestataire Englobe et qui seront détaillés dans le rapport de surveillance des travaux de réhabilitation prévu au paragraphe 10.1 g).

8. TITRES

La Ville devra fournir à la Société un bon et valable titre de propriété, libre de tout droit réel, privilège et hypothèque, sauf les Charges permises telles que définies ci-après à l'article 10.1.

9. DÉCLARATIONS DES PARTIES

9.1. Déclarations de la Société

La Société déclare :

9.1.1. qu'elle est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) ;

9.1.2. qu'elle (i) est dûment constituée, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est.

9.2. Déclaration de la Ville

9.2.1 La Ville déclare qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) ;

9.2.2 qu'à sa connaissance il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminente devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble Ville ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude de la Ville à se conformer à ses obligations en vertu des présentes.

9.3. Déclarations communes des Parties

Chacune des Parties stipulant pour elle-même fait les déclarations suivantes et s'en porte garante :

a) Elle possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer cette Promesse et pour exécuter ses obligations nées des présentes. La signature de la présente Promesse et l'exécution de ses obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires. La signature de la présente Promesse ainsi que l'exécution de ses obligations n'exigent aucune mesure, ni aucun consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune mesure ni aucun consentement aux termes d'une loi lui étant applicable.

b) La présente Promesse constitue une obligation valable et exécutoire par chacune des Parties.

c) La signature de cette Promesse, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution de ses obligations nées des présentes et l'observation des dispositions de la Promesse n'entraînent pas (i) une violation des dispositions de ses documents constitutifs ou de ses règlements, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel elle est partie ou assujettie, ou un défaut sur un point important aux termes de ces contrats, entente, acte ou engagement; et (iii) la violation de toute loi lui étant applicable.

10. OBLIGATIONS DES PARTIES

10.1. Obligation de la Ville

La Ville s'oblige à :

a) préserver, entretenir et gérer son immeuble en y apportant tout le soin nécessaire comme le ferait un propriétaire prudent et diligent jusqu'à la date de signature de l'Acte de Vente de l'Immeuble Ville.

b) faire en sorte qu'il n'existe aucune hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque ni aucun bail, offre de location, droit d'occupation ou autre contrat ou entente affectant son immeuble pouvant lier la Société à la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville, à l'exception des Charges permises. Sous réserve de ce qui précède, l'Immeuble Ville devra également être totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles;

c) si l'Immeuble Ville fait partie du domaine public de la Ville, retirer ou faire retirer celui-ci de son domaine public, avant la Date de clôture;

d) transmettre à la Société le Certificat de réception provisoire partielle des travaux de l'Immeuble Ville dans les meilleurs délais suivant la fin des travaux du prestataire Englobe sur l'Immeuble Ville;

e) transmettre à la Société une confirmation écrite selon laquelle un Avis de décontamination n'est pas une condition préalable à l'émission d'un permis de construction pour le Bâtiment, et ce conformément aux dispositions du règlement de construction applicable;

f) faire en sorte que les avis de contamination publiés au registre foncier sous les numéros 17 167 501 et 15 565 730 à l'encontre du lot sous-jacent numéro 3 269 985 du cadastre du Québec, et tout autre avis de contamination publié à l'encontre de l'Immeuble Ville, le cas échéant, aient fait l'objet d'avis de décontamination sans restriction pour l'usage industriel prévu (« **Avis de décontamination** »), une fois la décontamination finalisée, dans le délai d'un (1) an suivant la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville;

g) transmettre à la Société le rapport de surveillance des travaux de réhabilitation ainsi que la Lettre de fiabilité associée, dans le délai de six (6) mois suivant la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville ; et

h) faire les meilleurs efforts pour transmettre à la Société toute autre lettre de fiabilité que la Société pourra raisonnablement demander des émetteurs de rapports et études engagés par la Ville, le tout aux frais de la Société.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

Sous réserve des modalités de la présente Promesse, constituent des Charges permises:

(i) toute réserve, exception, limitation ou condition contenue dans la concession ou les lettres patentes de la Couronne ;

(ii) toute discordance mineure entre les titres de propriété, le cadastre, le cadastre au moment de la rénovation et/ou l'occupation, incluant sans s'y limiter celles résultant des marques d'occupation en autant que ces discordances puissent faire l'objet de la présomption prévue à l'article 19.2 de la *Loi favorisant la réforme du cadastre québécois* (RLRQ, c.R-3.1);

(iii) les restrictions d'usage, de zonage et de construction, la règlementation et les ordonnances des autorités fédérales, provinciales, municipales ou d'autres organismes gouvernementaux ou autorités réglementaires, y compris les règlements municipaux, les règlements de zonage aéroportuaire, les clauses restrictives et autres limitations d'usage en faveur de tout organisme gouvernemental fédéral, provincial, municipal ou autre organisme gouvernemental ou autorité réglementaire, ou imposés ou réservées par ces derniers;

(iv) toute servitude d'utilité publique inscrites au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal (le « **Livre foncier** ») à l'encontre de l'Immeuble Ville, et les droits d'Hydro-Québec d'occuper une partie de l'Immeuble pour fins d'installation des circuits, poteaux et équipements nécessaires au branchement au réseau, le tout conformément aux Conditions de service d'électricité, approuvée par la Régie de l'énergie;

(v) tout avis de bail commercial immobilier dans la mesure où le terme divulgué par cet avis est expiré et que le locataire qui en bénéficie n'occupe plus l'immeuble qui en est affecté;

(vi) un avis de contamination inscrit au Livre foncier sous le numéro 15 565 730, sujet à l'obligation de la Ville d'obtenir l'Avis de décontamination;

(vii) un avis de contamination inscrit au Livre foncier sous le numéro 17 167 501, sujet à l'obligation de la Ville d'obtenir l'Avis de décontamination;

(viii) une servitude de restriction d'usage et de non-construction en faveur de l'Immeuble Ville inscrite au Livre foncier sous le numéro 3 602 482, lequel fera l'objet de la renonciation prévue au paragraphe 11.4 des présentes, et;

(ix) un avis de bail commercial inscrit au Livre foncier sous le numéro 13 853 976, par Produits de piscines Vogue Inc., lequel bail est échu.

10.2. Obligations de la Société

La Société s'oblige à :

a) vérifier elle-même, auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'elle entend réaliser sur l'Immeuble Ville, ainsi que toute destination qu'elle entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux permis qu'elle devra obtenir avant le début de la construction du Bâtiment;

b) payer, le cas échéant, à compter de la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville toute taxe municipale et scolaire générale ou spéciale ou autre impôt pouvant affecter l'Immeuble Ville ;

c) ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble Ville, du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, la Société se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif; et

d) assumer les frais du Notaire de la Société reliés à l'Acte de vente de l'Immeuble Ville et à la convention d'entiercement ainsi que les coûts de la publication de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville au registre foncier. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la Partie les ayant initiés.

11. OBLIGATIONS SPÉCIALES DE LA SOCIÉTÉ

La Société s'engage à respecter les obligations suivantes :

11.1. Obligation de construire

11.1.1. Engagement de la Société

La Société s'engage à construire le Bâtiment sur l'Immeuble Ville, tel que déclaré à son permis de construction, et en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Elle s'engage à compléter les travaux de construction dans un délai de quatre (4) ans suivant la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville, sous réserve de tout Retard inévitable. Cette obligation de construire dans le délai prévu est une condition essentielle à la vente de l'Immeuble Ville par la Ville et sans laquelle la Ville n'y aurait jamais consenti. Toutefois, en cas de retard dû à l'impossibilité pour la Société d'obtenir des services publics ou parapublics ou des autorisations de tiers hors du contrôle raisonnable de la Société, ce retard devant être dûment documenté et justifié par la Société, les instances compétentes de la Ville seront consultées dans les meilleurs délais pour accorder une prolongation de délai le cas échéant que la Ville ne pourra refuser sans motif raisonnable.

Aux fins des présentes, les travaux sont réputés complétés lorsque :

- les Fondations sont établies suivant les règles de l'art ; et

- que les murs, le revêtement extérieur, les fenêtres et la toiture sont installés sur le Bâtiment, suivant les règles de l'art.

La Société devra remettre à la Ville une copie d'une garantie d'achèvement produite et signée par un architecte inscrit à l'Ordre des architectes du Québec, le tout à ses frais.

En cas de Retard inévitable excédant quarante-huit (48) heures, le délai pour rencontrer l'obligation de construction prévue au présent paragraphe sera prolongé d'un nombre de jours égal à la durée du cas de Retard inévitable pendant lequel la Société est dans l'incapacité d'exécuter son obligation de construction. La Société devra aviser la Ville par écrit, avec preuve de notification, dans les plus brefs délais mais au plus tard cinq (5) jours après l'apparition de l'évènement donnant naissance au Retard

inévitable et l'aviser également dans les plus brefs délais et par écrit du retour à des conditions normales.

Les Parties conviennent que la seule arrivée de l'échéance (le seul écoulement du temps) pour exécuter cette obligation constituera la Société en demeure.

11.1.2. Garantie pour l'obligation de construire

11.1.2.1. Droit de résolution

Afin de garantir l'obligation de construire souscrite en vertu du paragraphe 11.1, la Société s'engage à faire insérer dans l'Acte de vente de l'Immeuble Ville, une clause aux termes de laquelle la Ville pourra, en cas de défaut de la Société, demander la résolution de la vente de l'Immeuble Ville, conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec*. La Société s'engage, dans la mesure où la Ville exerce sa clause résolutoire, à signer tout document pertinent pour y donner effet. Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire de l'Immeuble Ville, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et la Société consent à ce que la Ville conserve les deniers à elle payés pour l'achat de l'Immeuble Ville par la Société, ainsi que les bâtiments, impenses, améliorations et additions sur l'Immeuble Ville, à titre de dommages-intérêts liquidés, sans aucune indemnité pour la Société et les tiers.

Mainlevée

La Ville consent et s'engage à accorder mainlevée de son droit de résolution prévu au présent article une fois que les Fondations du Bâtiment ont été coulées et que la Société soumette sa demande de mainlevée par écrit à la Ville.

La demande devra être accompagnée d'un projet de mainlevée à des fins d'approbation par la Ville et les frais afférents à cette mainlevée seront à la charge de la Société.

La Ville se réservera néanmoins tout droit et recours personnel à l'encontre de la Société eu égard aux obligations souscrites par cette dernière aux termes de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville.

11.1.2. 2. Garantie de construction

Si la Ville accorde mainlevée de la clause résolutoire dans les conditions ci-dessus énumérées, la Société s'engage à substituer la garantie offerte par ladite clause résolutoire par la présente Garantie de construction telle que ci-après définie.

À défaut par la Société d'exécuter son obligation de construire le Bâtiment avant l'expiration de la période de quatre (4) ans suivant la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville, elle sera tenue de payer à la Ville des dommages-intérêts à titre de dommages liquidés. Ces dommages-intérêts sont établis à un montant de CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000.00$) (la « **Garantie de construction** »).

La Société sera considérée être en défaut aux fins de l'application des présentes à compter du premier (1er) jour ouvrable suivant la fin des quatre (4) ans suivant la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville. La Garantie de construction deviendra alors due et exigible par le seul écoulement du temps et sans qu'aucune mise en demeure ne soit nécessaire.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

Toute somme impayée porte intérêt à l'expiration d'un délai de trente (30) jours de la date d'exigibilité de la Garantie de construction au taux directeur de la Banque du Canada; cet intérêt sera également dû par le seul écoulement du temps et sans qu'aucune mise en demeure ne soit nécessaire.

Toute somme due à la Ville est payable par chèque à l'ordre de la Ville de Montréal ou à tout autre endroit que la Ville pourra indiquer par écrit à la Société.

La Société reconnait que l'obligation de construire telle que ci-dessus mentionnée est une considération essentielle et importante pour la Ville et que le droit de résolution et la Garantie de construction en vertu du présent paragraphe vise principalement à assurer l'exécution de cette obligation dans le délai prescrit, de manière dissuasive, sans être déraisonnable ni abusif et conséquemment elle renonce à demander la réduction, voire même la non-application de ces clauses.

D'aucune manière, cette peine ne remplace les impôts, taxes, compensations, tarifications et autres charges qui sont imposés sur l'Immeuble Ville en vertu de dispositions légales et réglementaires et le paiement de ceux-ci ne peut être appliqué en réduction de la peine et vice-versa.

11.2. Utilités publiques qui seront installées par la Société

Dans le projet qu'elle présentera, la Société s'engage à ce que les réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie et de communication téléphonique soient souterrains. Tous les coûts reliés à la construction des conduits de la Commission des services électriques de Montréal (ci-après la « **CSEM** ») aux connexions, aux raccordements et aux branchements du Bâtiment aux réseaux d'utilités publiques seront à la seule et entière charge de la Société. Celle-ci s'engage à négocier les ententes nécessaires avec les compagnies d'utilités publiques et à accorder toutes les servitudes requises ou jugées utiles. Elle s'engage aussi à aviser et à se coordonner avec la CSEM, car cette dernière est chargée de planifier, concevoir, faire construire, entretenir, exploiter et administrer les réseaux de conduits souterrains de la Ville.

11.3. Tranchée drainante

La Société reconnaît qu'il existe actuellement une tranchée drainante des eaux de ruissellement sur l'Immeuble Ville à l'extrémité de la limite ouest de celui-ci (la « Tranchée drainante »), dont la Ville projetait de revoir la configuration selon le plan et la description technique préparés par Vincent Villeneuve, arpenteur-géomètre, le 3 septembre 2024, lesquels sont joints à l'annexe G de la Promesse, et ce, afin d'assurer une gestion adéquate des eaux de l'Immeuble Ville et éviter des dommages aux propriétés riveraines.

L'aménagement de la Tranchée drainante sera sous la responsabilité de la Société après la signature de l'Acte de Vente.

Par ailleurs, afin de respecter les exigences de suivi post-réhabilitation prévu au plan de réhabilitation approuvé par le MELCCFP, la Société permettra l'accès à la Ville, trois (3) fois par année, pour une durée maximale de six (6) ans, à la Tranchée drainante en vue de procéder à l'échantillonnage de l'eau de surface. La Ville s'engage par ailleurs à corriger à ses frais tout manquement aux exigences prévues au plan de réhabilitation qui serait décelé par un tel échantillonnage dans un délai raisonnable et en respectant en tout temps les droits de la Société à titre de propriétaire de l'Immeuble Ville.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

11.4. Renonciation à la servitude # 3 602 482

Aux termes de l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 602 482, l'Immeuble Ville fait partie du fonds dominant d'une servitude réelle comportant notamment les droits suivants : servitude de non-construction de structures de plus de 2 étages, limitation d'utilisation comme espace de bureaux et servitude de zone tampon verte avec interdiction de construction, sauf une clôture en maille.

L'Acte de Vente devra donc prévoir une clause par laquelle la Société, devenant propriétaire de l'Immeuble Ville, renonce purement et simplement et à toutes fins que de droit, au bénéfice des servitudes créées aux termes dudit acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 602 482.

12. RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE

Malgré le fait que les ventes de l'Immeuble Société et l'Immeuble Ville font l'objet de promesses et d'actes de vente distincts, chacune des Parties, à toutes fins que de droit renoncera au droit des coéchangistes de reprendre l'immeuble Société et l'Immeuble Ville, comme prévu à l'article 1797 du *Code civil du Québec*, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, au cas où elle serait évincée de l'immeuble reçu.

13. AJUSTEMENTS ET RÉPARTITIONS

Outre les taxes et impositions foncières, si d'autres répartitions usuelles étaient nécessaires relativement à l'immeuble faisant l'objet de la présente vente, elles seront effectuées à la date de la signature de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville.

L'Immeuble Ville est compris dans une unité d'évaluation inscrite au nom de la Ville et est, à ce titre, jusqu'à la date des présentes, exempt de taxes foncières municipales et scolaires en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

14. OBLIGATIONS EN CAS D'ALIÉNATION DE L'IMMEUBLE

14.1. En cas d'aliénation de l'Immeuble Ville par la Société avant que la construction du Bâtiment tel que prévu au paragraphe 11.1 ci-dessus soit terminée, celle-ci devra, préalablement à ladite aliénation, en aviser la Ville par écrit et obtenir de chaque Tiers propriétaire un engagement formel et par écrit aux termes duquel il accepte et assume toutes les obligations prises par la Société aux termes de l'Acte de vente de l'Immeuble Ville. Une copie de cet engagement formel devra être fournie à la Ville dans les meilleurs délais suivant telle aliénation.

Les dispositions relatives aux obligations de construire et aux garanties qui sont assorties à ces obligations s'appliquent également à toute aliénation d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble Ville par la Société à un Tiers propriétaire, avant que la construction du Bâtiment selon le paragraphe 11.1. soit terminée.

La Société demeure responsable de ses obligations qui n'ont pas été cédées au Tiers propriétaire ni assumées par ce dernier, jusqu'à ce que la construction du Bâtiment selon le paragraphe 11.1. soit terminée. Cependant la Société sera automatiquement dégagée de toute responsabilité eu égard aux

obligations qui auront été ainsi cédées au Tiers propriétaire cessionnaire et assumées par ce dernier incluant le paiement de tout dommages-intérêts, frais ou compensation à la Ville, et ce dès le jour où telle entente ou contrat aura été dûment signé par les parties concernées.

La Société s'engage à transmettre à la Ville une copie de toutes les ententes conclues aux termes des présentes avec un Tiers propriétaire.

Le présent article s'applique à toute aliénation d'une partie ou de la totalité de l'Immeuble Ville par un Tiers propriétaire à tout Tiers propriétaire subséquent.

15. TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Les présentes excluent la T.P.S et la T.V.Q.

Aux fins de l'application de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) (la « **LTA** ») et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (la « **LTVQ** ») :

- La Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être :

T.P.S. : 121364749 RT 0001
T.V.Q. : 1006001374 TQ0002

- La Société déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être :

T.P.S. : 789622909 RT0001
T.V.Q. : 1228691271 TQ0001

La Société s'engage, à l'entière exonération de la Ville, à prendre à sa charge, le cas échéant, la TPS et la TVQ applicables à la vente de l'Immeuble Ville.

La Ville s'engage, à l'entière exonération de la Société, à prendre à sa charge, le cas échéant, la TPS et la TVQ applicables à la servitude de drainage.

16. CLÔTURE DE LA TRANSACTION

L'Acte de vente de l'Immeuble Ville sera rédigé par le Notaire de la Société et reçu devant lui. Une copie dudit acte devra être transmise au préalable à la Ville pour révision et commentaires. Cet acte devra reproduire toutes les modalités et conditions pertinentes de la présente Promesse et être complété au besoin par les clauses usuelles pour ce type de transaction, sous réserve des commentaires des conseillers juridiques respectifs des Parties.

Le projet d'Acte de vente de l'Immeuble Ville devra être approuvé par les instances compétentes de la Ville dans la mesure où, de l'avis du Notaire de la Ville, ledit projet d'acte de vente n'est pas substantiellement conforme à la présente Promesse, ce que la Société reconnaît et accepte.

Les Parties s'engagent à signer l'Acte de vente de l'Immeuble Ville et tous les autres documents accessoires requis, s'il en est, pour donner plein effet à la présente Promesse, incluant, sans limitation,

une convention d'entiercement à intervenir entre les Parties et le Notaire de la Société pour gérer la détention et libération du prix de vente de l'Immeuble Société, y compris la Retenue 1 et la Retenue 2 telles que définies dans la Promesse Immeuble Société, conformément aux termes de la présente Promesse et de la Promesse Immeuble Société, à la Date de Clôture.

La radiation des hypothèques existantes et toute renonciation ou annulation des autres charges existantes, le cas échéant, sauf pour les Charges permises, seront à la charge et aux frais de la Ville.

17. INDIVISIBILITÉ DE LA PROMESSE

La présente Promesse est indivisible, les Parties reconnaissant que la Société désire acheter l'Immeuble Ville comme un tout. Ainsi, la Société ne pourra être tenue d'acheter qu'une partie de l'Immeuble Ville si, pour quelque motif que ce soit, la Ville ne pouvait lui vendre la totalité de celui-ci,

18. INDISSOCIABILITÉ DE LA PROMESSE ET DE LA PROMESSE IMMEUBLE VILLE

Il est expressément convenu entre les Parties que la présente Promesse et la Promesse Immeuble Société sont indissociables. En conséquence, la présente Promesse sera nulle et non avenue si la Promesse Immeuble Société n'est pas signée par les Parties de façon concomitante.

19. CONFIDENTIALITÉ

19.1. Tel qu'utilisé au présent article 19, le terme « **Information** » s'entend de toute information, orale ou écrite, ayant trait à l'Immeuble Société ou l'Immeuble Ville, fournie par une Partie à l'autre Partie ou à leurs mandataires respectifs, toute analyse, compilation, données, études ou autres documents ou registres (écrits ou sous forme informatisée, électronique, de disque, de bande magnétique, microfilm, CD-Rom ou sous une autre forme) préparée par l'une ou l'autre Partie, ainsi que toute négociation, incluant les résolutions, entre la Société et la Ville, mais n'inclut pas de l'information qui :

19.1.1. est du domaine public autre que par divulgation par une Partie, par ses représentants ou par toute autre personne à laquelle cette Partie a transmis de l'information;

19.1.2. devient disponible pour l'une ou l'autre des Parties par une source non tenue à la confidentialité;

19.2. Tel qu'utilisé au paragraphe 19.1, lorsqu'utilisé par rapport à une Partie l'expression « **représentant** » s'entend des administrateurs, directeurs, fiduciaires, associés, employés, agents, prêteurs, investisseurs et consultants financiers et professionnels de la partie, ainsi que les conseilleurs juridiques et conseillers à chaque personne précitée.

19.3. L'Information restera strictement confidentielle et ne sera pas, sans le consentement préalable d'une Partie, divulguée par l'autre Partie ou ses représentants avant et même après la Date de clôture. De plus, les Parties consentent à transmettre ou à révéler l'Information uniquement à leurs représentants respectifs qui requièrent l'Information afin d'assister avec la Promesse et qui conviennent par écrit, ou qui sont tenus par la loi, à agir conformément aux obligations de confidentialité aux présentes. Les Parties feront tous les efforts nécessaires et appropriés contre la divulgation de l'Information à toute personne autre qu'à celles permises aux présentes.

19.4. Si l'une ou l'autre des Parties qui transmet l'Information est obligée, afin de se conformer à des lois ou des règles, de divulguer de l'Information (autre que conformément aux dispositions des présentes), cette Partie devra en aviser l'autre Partie, par écrit, le plus rapidement possible, afin que la Société ou la Ville selon le cas puisse avoir recours à une ordonnance de protection ou tout autre remède approprié afin et/ou renoncer à la conformité des dispositions de la Promesse. Si, selon l'opinion raisonnable des avocats de la Société ou de la Ville, selon le cas, en l'absence d'une ordonnance de protection ou d'un autre remède, l'une ou l'autre des Parties est requis par la loi de divulguer toute Information ou pourrait être tenue coupable d'outrage ou pourrait faire face à un autre type de censure en vertu de la loi à cause de son refus de divulguer toute Information, cette Partie ou son représentant peut, sans engager sa responsabilité aux termes des présentes, divulguer la portion d'Information, et uniquement cette portion, que la Partie en question ou ses représentants sont tenus de divulguer, et, à l'exception des cas où l'Information doit être divulguée au public ou à une autorité gouvernementale, cette Partie devra exercer des efforts commercialement raisonnables afin de s'assurer qu'un traitement confidentiel sera accordé à l'Information ainsi divulguée.

19.5. Une Partie ne divulguera pas les dispositions ou l'existence de la Promesse à des tiers (sauf à leurs agents, conseillers, consultants, prêteurs potentiels ou associés potentiels tel que requis afin de compléter la transaction à la suite de la conclusion de la Promesse) sans le consentement préalable et écrit de l'autre Partie, sauf que chacune des Parties aura le droit de divulguer une telle information dans la mesure requise par les lois et les règlements, règles et politiques de tout organisme règlementaire, auquel cas, la Partie qui divulgue devra aviser l'autre Partie au préalable avant de faire une telle divulgation.

19.6. Nonobstant le présent article, la Société reconnaît que la Ville est une personne morale de droit public et qu'elle sera tenue de présenter la présente Promesse, pour approbation, devant ses instances décisionnelles, lesquelles sont publiques. La Société dégage la Ville de l'obligation d'obtenir tout consentement de sa part quant à la divulgation de toute information relative à la présentation de la présente Promesse devant les instances décisionnelles de la Ville. Par ailleurs, la Société reconnaît que la Ville est assujettie à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

20. ENTENTE COMPLETE

La présente Promesse constitue l'intégralité et la totalité de l'entente conclue entre les Parties et aucun autre document ou entente verbale antérieure ou concomitante ne sera admise pour modifier de quelque façon que ce soit les dispositions de la présente Promesse ou son interprétation, à moins qu'une telle modification ne soit contresignée par les Parties. Ainsi, lorsque l'Acte de vente de l'Immeuble Ville sera signé, il constituera l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente Promesse, sauf l'article 19 qui continuera de lier les Parties, sous réserve des dispositions de la convention d'entiercement à intervenir entre les Parties qui continueront d'être en vigueur.

21. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

21.1 Adresses : Chacune des Parties fait élection de domicile à son adresse ci-avant mentionnée à la comparution des présentes et convient que tout avis à être donné en vertu des présentes devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

21.2 <u>Modification</u> : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des Parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette Partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

21.3 <u>Avis</u> : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite ou électronique du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes de la présente Promesse.

Plus précisément, si un avis, une demande, un accord ou un consentement est exigé ou peut être donné en vertu des présentes, il doit être effectué par écrit et livré en personne ou expédié par poste certifiée, service de messagerie ou par courriel, comme suit :

Si l'avis est destiné à la Société : **HYPERTEC IMMOBILIER INC**
À l'attention de Monsieur André Lamarre, premier Vice-Président
Monsieur Mark Girgis, chef des affaires juridiques
9300, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (Québec) H4S 1K5
andre.lamarre@hypertec.com
mgirgis@hypertec.com

Si l'avis est destiné à la Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
À l'attention du Directeur(trice) du Service de la stratégie immobilière
303, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

22. <u>JOUR OUVRABLE</u>

Advenant qu'une date prévue aux termes de la présente Promesse ou une date marquant la fin d'une période prévue par la présente Promesse tombe un jour férié, un samedi ou un dimanche, la date en question sera réputée être le prochain jour ouvrable.

23. <u>DROIT APPLICABLE</u>

La présente Promesse, l'Acte de vente de l'Immeuble Ville et tous les autres documents, contrats et engagements auxquels il est fait référence aux présentes, le cas échéant, de même que toutes les relations entre la Ville et la Société seront exclusivement régis par le droit en vigueur dans la province de Québec.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

24. EXEMPLAIRES

La Promesse peut être signée en plusieurs exemplaires distincts qui, individuellement constituent un original, mais qui, collectivement, constituent un seul et même document. Chaque exemplaire ainsi signé peut être numérisé et transmis par courriel et cet exemplaire ainsi transmis a le même effet qu'un original.

25. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Société reconnaît que le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (le « **Règlement** ») s'applique à l'acte de vente résultant de la présente Promesse, sous réserve des adaptations nécessaires. À cet égard, la Société déclare et atteste :

a) Qu'elle a pris connaissance du Règlement;

b) Qu'elle comprend les termes et la portée du Règlement; et

c) Que si des communications d'influence ont eu lieu à l'occasion de la soumission de la promesse, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du commissaire au lobbyisme.

L'Acte de vente de l'Immeuble Ville contiendra une déclaration à cet effet.

26. INTITULÉS

Les titres des paragraphes ou de chapitres ne font pas partie des présentes et ne sont utilisés que pour en faciliter la lecture et permettre d'y référer plus rapidement, mais en aucun cas ils n'ont pour effet de guider dans l'interprétation des dispositions qui précèdent ou d'en constituer une description exacte.

27. INTERPRÉTATION

L'emploi du prénom masculin singulier pour désigner la Ville ou la Société est réputé approprié, peu importe que la Ville ou la Société soit un individu, une société de personnes, une société par actions ou un groupe d'au moins deux individus. Le singulier comprend le pluriel et vice versa et le texte doit alors se lire avec les modifications grammaticales nécessaires. Les expressions « les présentes », « aux présentes », « des présentes » et autres expressions de ce genre se rapportent à la présente promesse dans son intégralité et non pas uniquement au paragraphe ou à la clause spécifique où elles apparaissent, sauf de convention expresse.

28. DÉLAIS

Tous les délais contenus aux présentes sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence de la présente Promesse, sauf force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant. Ils sont calculés de la façon suivante :

28.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance l'est;

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

28.2 lorsqu'il est exprimé en mois, le délai expire le dernier jour du mois qui porte le même quantième que l'acte, l'événement, la décision ou la notification qui fait courir le délai; à défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du mois;

28.3 le délai expire le dernier jour à 24 h 00; celui qui expirerait normalement un samedi ou un jour férié, tel qu'énuméré à l'article 61 de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16), est prolongé au premier jour ouvrable qui suit.

29. VALIDITÉ DE LA PROMESSE

La présente Promesse constitue un engagement bilatéral, irrévocable et conditionnel des Parties jusqu'à 23 h 59, le 31 octobre 2025. Les Parties peuvent toutefois convenir de reporter cette date au moyen d'un écrit signé par elles.

La présente Promesse ne liera les Parties qu'une fois signée par chacune d'elle; à défaut, elle est sans effet pour quiconque et le fait de l'avoir signée unilatéralement n'emporte aucune admission, ni aucune renonciation, quelle qu'elle soit, et ne saurait lui être opposée devant quelque forum que ce soit.

Balance de cette page laissée en blanc,
les signatures apparaissant sur la page suivante.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE :

Signée le _____, 2024.

HYPERTEC IMMOBILIER INC.

Par: _____

Nom : André Lamarre
Titre : Premier vice-président

Signée le _____, 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____

Nom : Domenico Zambito
Titre : greffier-adjoint

N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T

Annexes faisant partie intégrante de la présente Promesse:
- Annexe A : Résolution de la Société
- Annexe B : Résolution du conseil municipal
- Annexe C : Critères de construction exemplaire
- Annexe D : Plan illustrant l'Immeuble Ville
- Annexe E : Plan illustrant l'Immeuble Société
- Annexe F : Plan illustrant le puisard
- Annexe G : Plan illustrant l'emplacement de la Tranchée drainante

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE A

RÉSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE B

RÉSOLUTION DU CONSEIL MUNICIPAL

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE C

CRITÈRES DE CONSTRUCTION EXEMPLAIRE

Une construction industrielle selon les standards de durabilité inspirés par les critères de BOMA BEST Or. La présente ne constitue pas un engagement de la part de la Société d'obtenir la certification BOMA BEST Or.

Le Bâtiment comportera une structure à deux étages ayant une emprise au sol d'au moins 10 000 mètres carrés.

ANNEXE D

PLAN ILLUSTRANT L'IMMEUBLE VILLE

ANNEXE E

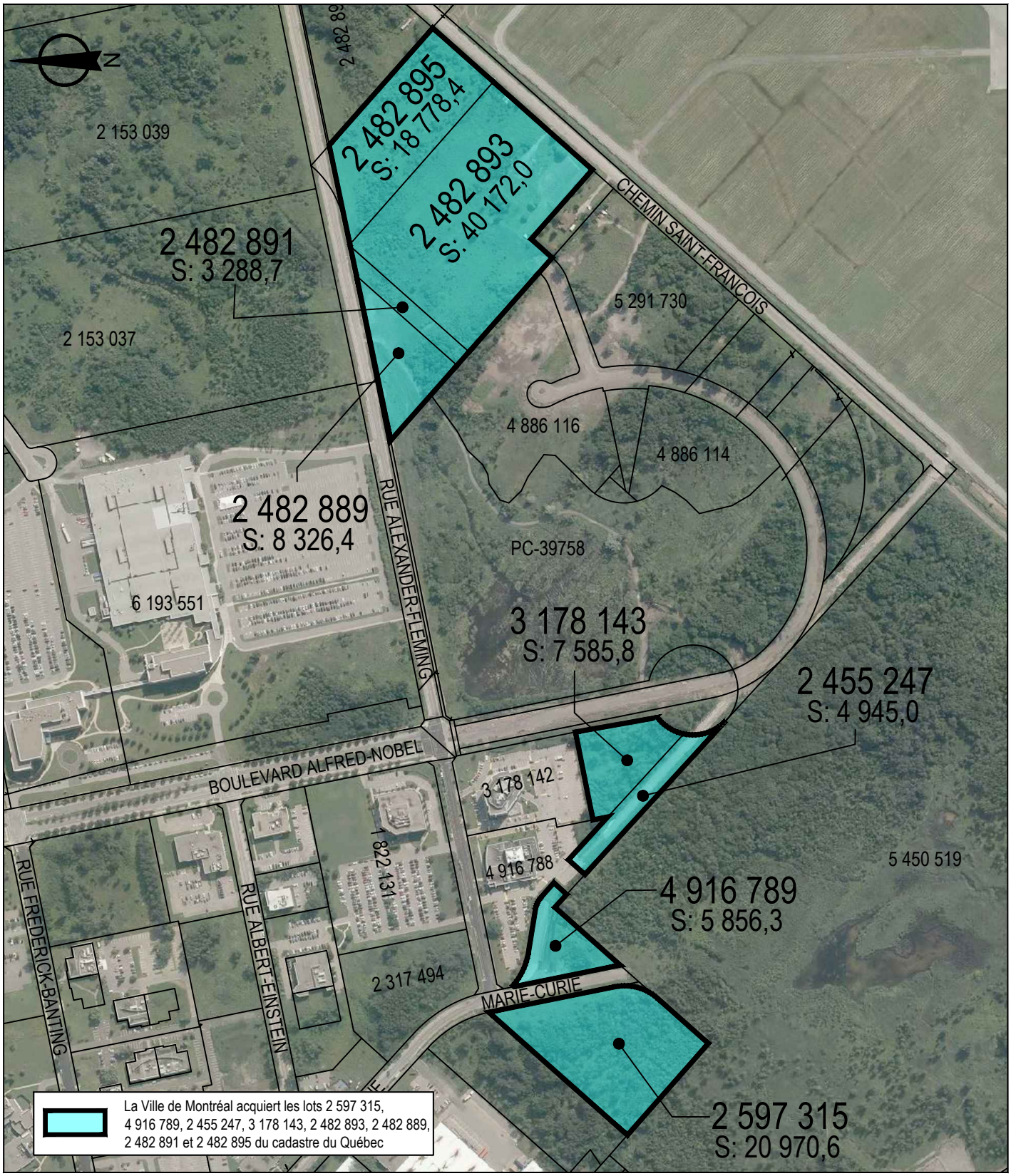
PLAN ILLUSTRANT L'IMMEUBLE SOCIÉTÉ

ANNEXE F

PLAN ILLUSTRANT LE PUISARD

ANNEXE G

PLAN ILLUSTRANT L'EMPLACEMENT DE LA TRANCHÉE DRAINANTE



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSAQCTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossiers: 31H05-005-7340-01
31H05-005-7338-01
Mandat: 23-0545-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:6000
Date: 27 septembre 2023

Saint-Laurent
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

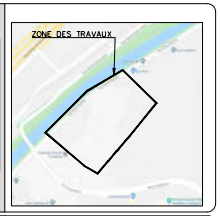


LIMITE DES TRAVAUX
RUE SAINT-PATRICK
LIMITE DE LOT
RÉSEAUX SOUTERRAINS À PROTÉGER
LIMITE DES TRAVAUX DE DÉMOLITION
CLÔTURE PÉRIPHÉRIQUE À INSPECTER ET RÉHABILITER
CONDUITE EXISTANTE À MURER (VOIR NOTE 2)
CLÔTURE INTÉRIEUR À DÉMOLIR
CONDOTE EXISTANTE À MURER (VOIR NOTE 2)
REGARD ÉGOUT À LOCALISER SUR SITE ET À DÉMOLIR TYP.
DÉBRIS VESTIGE DALLE BÉTON
FOSSE PÉRIPHÉRIQUE À INSPECTER ET REPROFILER
CLÔTURE PÉRIPHÉRIQUE À INSPECTER ET RÉHABILITER
FUT7
#32
#18
#23
#25
#40
#49
#37
#36
#35
#38
#30
#26
#43
#19
#21
DÉBRIS VESTIGE BAT DALLES ET FONDATIONS À DÉMOLIR VOIR PLAN STRUCTURE
POTENTIEL VESTIGE DE BÂTIMENT
DÉPÔT SAUVAGE, DÉBRIS ET RÉSIDUS DE CONSTRUCTION À DISPOSER HORS SITE
CHEMIN D'ACCÈS À RÉHABILITER
DESSUS 24.378
RAD. 22.308
RAD. 22.278
RAD. 21.778
RAD. 21.108
DÉBRIS VESTIGE BAT
FUT6
FUT8
FUT9
DESSUS: 26.899 (E375 TBA)
RAD. 26.699 (E375 TBA)
RAD. 26.219 (E750 TBA)
FOND. 24.769
DESSUS: 26.887
RAD. 26.337
FOND. 24.747
DÉBRIS VESTIGE BÂTIMENT DÉMOLI 2008 DALLES ET FONDATIONS À DÉMOLIR VOIR PLAN STRUCTURE
DÉBRIS VESTIGE DE FONDATION DALLES ET FONDATIONS À DÉMOLIR VOIR PLAN STRUCTURE
VOIR PLAN GC-02
VOIR PLAN GC-03

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 87KMA09
RUE / RUE
ALTITUDE : XX.XXX m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME SCOPE 8 SCRS

Plan de localisation



Note(s) :

1. LA LOCALISATION DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES EST APPROXIMATIVE.
2. UNE AUTORISATION EST REQUISE AUPRÈS DES DIFFÉRENTES PARTIES PRENANTES (VILLE , HYDRO-QUÉBEC , CSEM , BELL) AFIN DE S'ASSURER DE LA PROTECTION DES RÉSEAUX SOUTERRAINS À PROXIMITÉ DES TRAVAUX AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CHAQUE TRAVAUX ET DE VALIDER LES TECHNIQUES D'ANNULATION DES RÉSEAUX PRIVÉS (ÉGOUTS , GAZ , UTILITÉS PUBLIQUES , ETC.) SITUÉS À LA LIMITE DE L'EMPRISE DES TRAVAUX.

Émission(s)

No.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
1	2022-06-07	ÉMIS POUR DÉMOLITION	M.J.	A.R.
0	2020-11-02	ÉMIS POUR SOUMISSION	M.J.	A.R.

Service des infrastructures
Service de l'eau et du drainage
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

wsp
2020, BOULEVARD DANIEL-JOHNSON, BUREAU 320
LAVAL (QUÉBEC) CANADA H7T 0G6
TÉL. : 1-450-686-5666 | TÉLÉC. : 1-450-686-5667 | WWW.WSPGROUP.COM

Intervenants

Relevé du terrain :	STEVE SIMARD	2019-09-23
Dessiné par :	MARTINE JOYAL Tech.	2019-11-05
Préparé par :	AMINE RAHMOUNI Ing.	2019-11-05
Responsable du projet (ville de Montréal) :	LAURIE DESNOYERS	
Responsable du projet (consultant) :	YVES DELISLE, Géo. (1032)	

Ingénieur(e) :

Sceau de l'ingénieur(e) :

Original signé le :

PROJET : 193-11635

ÉTUDE DES CONDITIONS EXISTANTES DU LOT 3 269 985 DU CADASTRE DU QUÉBEC

ARRONDISSEMENT(S) : LASALLE

NATURE DES TRAVAUX :

PLAN DE DÉMOLITION DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES DES PARCELLES A ET C

TITRE DU PLAN :

CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION DES RÉSEAUX SOUTERRAINS ET DE LA STRUCTURE DE CHAUSSÉE

(G) DIMENSIONS EN MÈTRE, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle 1:250 sauf indication contraire — Horizontale 1:250 — 0 2.5 5 10.0m

Plan no : GC-01 — Feuillet : 01 — Émission : — Soumission :

- ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
- ARBRE CONIFÈRE
- ARBRE FEUILLU
- BOÎTE DE VANNE
- BORNE-FONTAINE À DÉMOLIR
- BOUCHE À CLÉ
- CABINE TÉLÉPHONIQUE
- ENTRÉE DE SERVICE
- ESCALIER
- FEU CIRCULATION DOUBLE
- FEU CIRCULATION SIMPLE
- HAUBAN
- INTERFACE BELL
- LAMPADAIRE DOUBLE
- LAMPADAIRE SIMPLE
- POTEAU ÉLECTRIQUE
- POTEAU ÉLECT. + LAMP.
- PUISARD DE RUE À DÉMOLIR
- PUISARD DE TROTTOIR À DÉMOLIR
- REGARD AQUEDUC À DÉMOLIR
- REGARD AQUEDUC SECONDAIRE
- REGARD BELL
- REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
- REGARD ÉGOUT À DÉMOLIR
- REGARD GAZ
- REGARD HYDRO-QUÉBEC
- PETIT REGARD HQ
- REGARD À DÉMOLIR
- RÉVERBÈRE
- VANNE BORNE-FONTAINE À DÉMOLIR
- VANNE DE GICLEUR
- VOUTE TRANSFO. HQ
- VOUTE TRANSFO. HQ ANCIENNE
- VOIE FERRÉE À DÉMOLIR
- AQUEDUC À DÉMOLIR
- BOISÉ À COUPER
- CLÔTURE
- CONDUITE DE GAZ
- CONDUIT(S) ÉLECTRIQUE(S)
- CONDUIT(S) TÉLÉCOMMUNICATION(S)
- ÉGOUT COMBINÉ À DÉMOLIR
- ÉGOUT PLUVIAL À DÉMOLIR
- ÉGOUT SANITAIRE À DÉMOLIR
- FOSSÉ
- HAIE
- LIMITE CADASTRALE
- MURET
- PROFIL DU ROC
- SURFACE DU TERRAIN
- TALUS
- CONDUITE AQUEDUC ET CONDUITE SOUS-PRESSION À DÉMOLIR
- CONDUITE SOUTERRAINE
- BOLLARD À ENLEVER
- DÉBRIS DE DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR
- PAVAGE / DÉBRIS PAVAGE À DÉMOLIR
- FRICHE À NETTOYER ET DÉCAPER
- GRAVIER / DÉBRIS À NETTOYER ET DÉCAPER
- TERRAIN À NETTOYER SI REQUIS

NOTE(S) PARTICULIÈRE(S) :

- RÉSERVOIR SOUTERRAIN À DÉMANTELER
- ZONE DE BOISÉ À DÉFRICHER

RÉFÉRENCES :

RÉSEAUX DES INFRASTRUCTURES
PHASE 1 ENVIRONMENTAL CHARACTERISATION JACQUES WHITFORD, JOB No. 193417A, 2006-07-24, DRAWINGS No 3A, 3B, 3C ET 3D

MISE À JOUR DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE 1, WSP , 2020-03-30

RELEVÉS TERRAIN DE SURFACE, WSP, 2019-11-01

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	UNE PARTIE DU LOT 6 386 715
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	LASALLE

Ce bien-fonds faisant l'objet d'un établissement d'une servitude de drainage, situé au sud-est de la rue Saint-Patrick entre le boulevard Angrignon et la rue Irwin, est indiqué par les lettres BCDEFGHJKLMNB (article 1) sur le plan P-11 LASALLE préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 3 septembre 2024 dont copie accompagne la présente description technique.

Ledit bien-fonds est décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description technique correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1 .- Une partie du lot SIX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-SIX MILLE SEPT CENT QUINZE (6 386 715 ptie) du cadastre du Québec :

de figure irrégulière :

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-ouest, par le lot 1 449 476, faisant partie de la rue Saint-Patrick;
- Vers le nord-est, par une autre partie du lot 6 386 715;
- Vers le sud-est, par le lot 6 386 716;

/2

- Vers le sud-ouest, par le lot 3 269 986 et par une autre partie du lot 6 386 715;
- Vers le sud-ouest, par le lot 3 269 986 et par une autre partie du lot 6 386 715;

MESURANT :
Partant du point B

- Le long de la ligne nord-ouest, cinq mètres et un centième (5,01 m.) dans une direction de 44°44'19" jusqu'au point C, de là;
- Le long de la ligne nord-est, cinquante-six mètres et soixante-douze centièmes (56,72 m.) dans une direction de 131°18'04" jusqu'au point D, de là;
- Le long de la ligne nord-est suivante, cinquante-neuf mètres et cinquante et un centièmes (59,51 m.) dans une direction de 125°05'22" jusqu'au point E, de là;
- Le long de la ligne nord-est suivante, quarante-cinq mètres et quatre-vingt-dix-huit centièmes (45,98 m.) dans une direction de 124°59'57" jusqu'au point F, de là;
- Le long de la ligne nord-est suivante, quatre-vingt-un mètres et quarante centièmes (81,40 m.) dans une direction de 124°04'59" jusqu'au point G, de là;
- Le long de la ligne sud-est, trois mètres et cinquante-quatre centièmes (3,54 m.) dans une direction de 212°19'08" jusqu'au point H, de là;
- Le long de la ligne sud-ouest, quarante-sept mètres et cinquante-sept centièmes (47,57 m.) dans une direction de 302°19'08" jusqu'au point J, de là;
- Le long de la ligne sud-ouest suivante, vingt-huit mètres et quatre-vingt-seize centièmes (28,96 m.) dans une direction de 304°04'59" jusqu'au point K, de là;

/3

- Le long de la ligne sud-ouest suivante, cinq mètres et vingt-neuf centièmes (5,29 m.) dans une direction de 326°21'12" jusqu'au point L, de là;
- Le long de la ligne sud-ouest suivante, quarante-deux mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (42,99 m.) dans une direction de 302°18'55" jusqu'au point M, de là;
- Le long de la ligne sud-ouest suivante, soixante-deux mètres et quatre-vingt-dix-sept centièmes (62,97 m.) dans une direction de 305°05'22" jusqu'au point N, de là;
- Le long de la ligne sud-ouest suivante, cinquante-sept mètres et vingt-neuf centièmes (57,29 m.) dans une direction de 311°18'04" jusqu'au point de départ soit le point B;

CONTENANT :

en superficie mille cent trente-huit mètres carrés et un dixième (1138,1 m²).

RATTACHEMENT :

À partir du coin ouest du lot 6 386 715, étant le point A, une distance de 0,07 mètre a été mesurée le long de la ligne séparatrice des lots 1 449 476 (rue Saint-Patrick) et le lot 6 386 715, et ce vers le nord-est, jusqu'au point de départ, soit le point B.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI). Les directions apparaissant sur ce document sont des gisements en référence au système SCOPQ NAD83 SCRS (fuseau 8).

/4

Préparé à Montréal, le 3 septembre 2024 sous le numéro 646 de mes minutes au dossier 21770-3 du greffe commun des arpenteurs-géomètres de la Ville de Montréal.

VINCENT VILLENEUVE
Arpenteur-géomètre

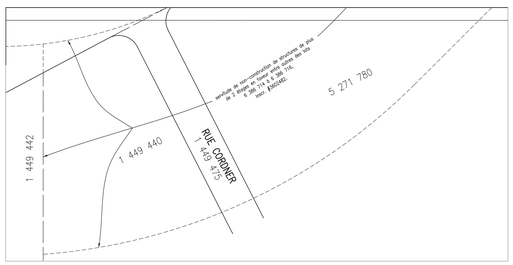
Dossier : 21770-3

Copie conforme à l'original

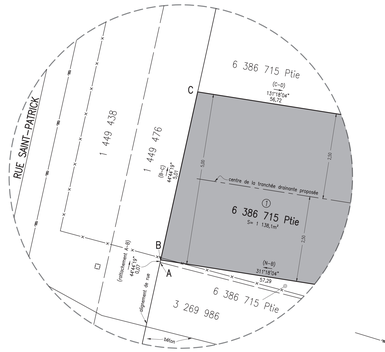
Montréal, le _____

_____

Arpenteur-géomètre



PROLONGEMENT
1:1000



AGRANDISSEMENT
échelle 1:50

LÉGENDE

- : limites de bien-fonds
- : emprise de rue
- : limites de lots bornants
- : bâtiment
- : limites de servitudes
- : zone de servitude projetée
- : clôture
- : clôture à mailles serrées
- : fils aériens
- : puisard circulaire
- : borne-fontaine
- : entrée de service d'eau
- : feu de circulation simple
- : poteau électricité et lampadaire
- : poteau d'électricité
- : haubon
- : boucle de detection
- : superficie mesurée

code du microfilm

A0

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 1000

0 10 20 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 6 386 715

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud-est de la
RUE SAINT-PATRICK
entre le
BOULEVARD ANGRIGNON
et la
RUE IRWIN

FINS DU DOCUMENT:

ÉTABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE DE DRAINAGE

NOTES:

1- La servitude de drainage à établir est indiquée par les lettres RCDEFGHJKLMNB (article 1).

2- Le levé a été effectué les 6, 8, 9, 10, le 24 octobre 2014 avec une mise à jour les 21, 22, 23, 27 mars 2023 et le 30 août 2024.

3- Des avis de contamination sont inscrits contre les biens-fonds faisant l'objet des présentes, sous les numéros #15565730 et #17167501.

4- Il existe un passage apparent entre le lot 6 386 715 et 3 269 986.

5- Les recherches des servitudes montrées sur ce plan n'ont été faites que pour les lots 6 386 714, 6 386 715 et 6 386 716.

6- Des activités de décontamination sont en cours sur les lots 6 386 714 et 6 386 715. Un agrandissement du dépot à neige a eu lieu sur le lieu 6 386 716.

7- Système de référence spatiale utilisé: SCOPQ NAD83 SCRS (fuseau 8).

8- Les directions apparaissent sur ce document sont des gisements en référence au système SCOPQ NAD83 SCRS (fuseau 8).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du greffe commun.

Montréal, le 3 septembre 2024

Préparé par: VINCENT VILLENEUVE, Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le
Arpenteur(e)-géomètre

Minute N° 646 — Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuille(s) cartographique(s) 31H12-005-6661; 6662; 6561; 6562; 6461 (31H05-010-3331; 3231) — Dessin: M.Z.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER N° 21770-3 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

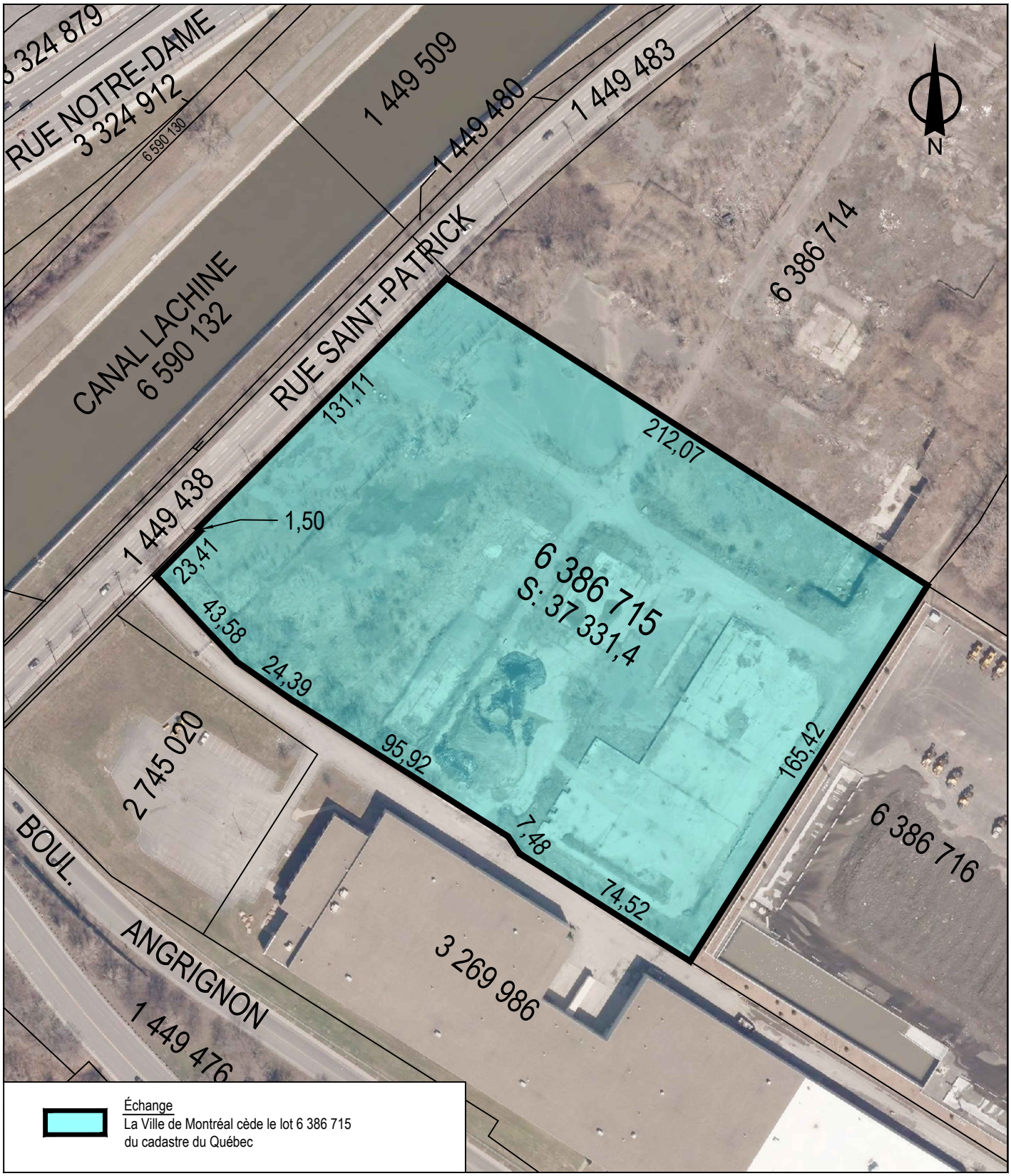
Montréal
Service des infrastructures, du réseau routier
Arpenteure-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT:
Lasalle

PLAN N° P-11 LASALLE

21770-3D13MC



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-6561-01
Mandat: 24-0089-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:2000
Date: 30 juillet 2024

LaSalle
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

DESCRIPTION TECHNIQUE

À la demande de M. Charles Vanden Abeele, Elisabeth Vanden Abeele et Alain Vanden Abeele, je, soussigné, Steve Cloutier, arpenteur-géomètre, légalement autorisé à pratiquer comme tel dans la Province de Québec, ai préparé un plan et une description technique concernant l'occupation d'une partie du lot 2 482 893 du cadastre du Québec. Cette partie de lot est contiguë au lot 1 336 726 du Cadastre du Québec, tel que montré au plan.

1. DATE DE LEVÉ

L'arpentage du présent emplacement ci-après décrit a été effectué le 31 mai 2023.

2. DATE DES RECHERCHES

Les recherches au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal concernant le présent emplacement ci-après décrit ont été effectuées le 26 mai 2023.

3. DESCRIPTION DES FONDS

Partie du lot 2 482 893 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, bornée et décrite comme suit :

Partant vers le Sud-Ouest par une partie du lot 2 482 893, mesurant le long de cette limite quatre mètres et quarante-cinq centimètres (4,45 m), suivant une direction de trois cent onze degrés trente-six minutes et quarante-six secondes (311° 36' 46"); vers le Nord-Ouest par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite dix mètres et cinquante-sept centimètres (10,57 m), suivant une direction de trente et un degrés cinquante-trois minutes et une seconde (31° 53' 1"); vers le Nord-Ouest par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite trois mètres et soixante-treize centimètres (3,73 m), suivant une direction de trente-six degrés dix-sept minutes et cinquante-huit secondes (36° 17' 58"); vers le Nord par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite quatre mètres et cinquante centimètres (4,50 m), suivant une direction de soixante-huit degrés quinze minutes et trente-trois secondes (68° 15' 33"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite vingt et un mètres et soixante-onze centimètres (21,71m), suivant une direction de cent vingt-quatre degrés quarante minutes et cinquante-sept secondes (124° 40' 57"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite seize mètres et trente-six centimètres

(16,36 m), suivant une direction de cent trente degrés vingt-sept minutes et trois secondes (130° 27' 3"); vers le Nord par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite vingt-cinq mètres et dix-neuf centimètres (25,19 m), suivant une direction de quatre-vingt-deux degrés cinq minutes et onze secondes (82° 5' 11"); vers le Nord par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite six mètres et quinze centimètres (6,15 m), suivant une direction de cent cinq degrés trente-huit minutes et cinquante-quatre secondes (105° 38' 54"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite dix mètres et trente centimètres (10,30 m), suivant une direction de cent vingt-neuf degrés trente et une minutes et trente-deux secondes (129° 31' 32"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite dix-sept mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (17,98 m), suivant une direction de cent trente-huit degrés vingt et une minutes et trente-neuf secondes (138° 21' 39"); vers le Nord-Est par une partie du lot 2 482 893 mesurant le long de cette limite vingt mètres et treize centimètres (20,13 m), suivant une direction de cent quarante-quatre degrés vingt-trois minutes et vingt-six secondes (144° 23' 26"); vers le Sud-Est par le lot 1 163 804 (Chemin Saint-François) mesurant le long de cette limite vingt-neuf mètres et vingt centimètres (29,20 m), suivant une direction de deux cent vingt et un degrés trente-six minutes et quarante-six secondes (221° 36' 46"); vers le Sud-Ouest par le lot 1 336 726 mesurant le long de cette limite cent trois mètres et deux centimètres (103,02 m), suivant une direction de trois cents onze degrés vingt-neuf minutes et vingt secondes (311°29' 20"); vers le Sud-Est par le lot 1 336 726 mesurant le long de cette limite sept mètres et trente-quatre centimètres (7,34 m), suivant une direction de deux cent vingt et un degrés trente-six minutes et quarante-six secondes (221° 36' 46");

Contenant une superficie de deux mille sept cent neuf mètres carrés (2709,0 m.c.).

4. <u>SYSTÈME DE MESURE</u>

Les mesures données tant sur le plan que dans le texte sont en mètres (SI). On doit utiliser l'équivalence de 1 mètre = 3.2808 pieds pour convertir au système impérial.

Le tout tel que montré sur le plan dressé par le soussigné le 12 août 2023 et portant le numéro 12-0628-DT-3, minute 2747. Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font parties intégrantes de la présente description technique.

Fait et préparé à Montréal, le 12 août 2023 sous le numéro 2747 des minutes de mon répertoire.

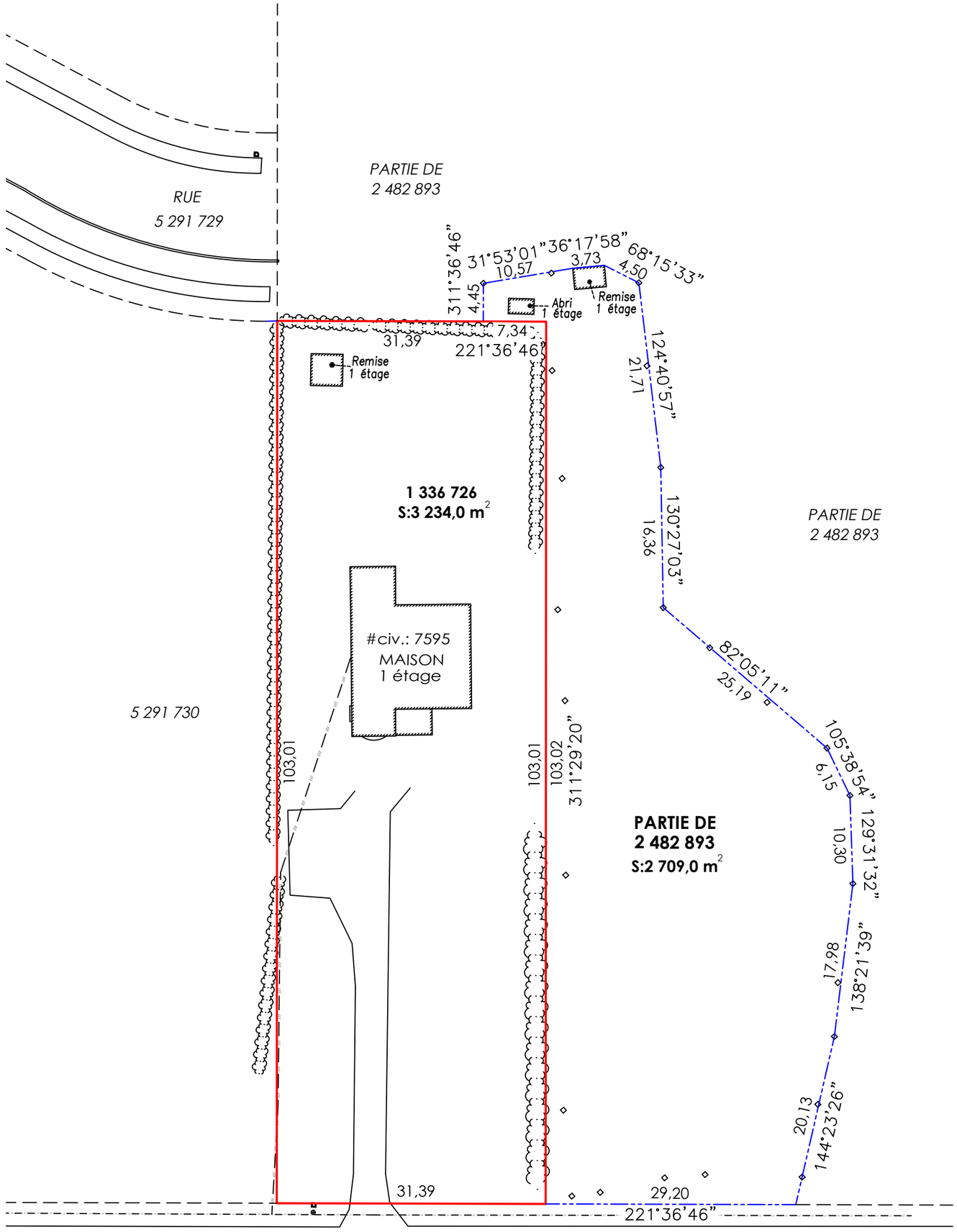
Par : _____
Steve Cloutier
Arpenteur-géomètre

Vraie copie de l'original conservé au greffe de Steve Cloutier, arpenteur-géomètre, sous le numéro 2747 de ses minutes.

Montréal, le :



Par : _____
Steve Cloutier
Arpenteur-géomètre



PARTIE DE
2 482 893

RÈGLEMENT DE ZONAGE RCA08-08-0001-154
ZONE 04-015

LOT: 1 336 726
PROP.: CHARLES VANDEN ABEELE & AL.
INS. N°: 27 885 476

LÉGENDE ET NOTES:

◇ = Piquet de bois

CLIENTS: **M. Charles Vanden Abeele & al.**

ÉCHELLE: **1:500**

LEVÉ TERRAIN: **31 MAI 2023**

Ce plan fait partie intégrante de la description technique préparée par le soussigné à la date ci-dessous mentionnée et portant les numéros de dossier et de minute indiqués au présent document.
Les directions apparaissant sur ce document sont des gisements en référence au système SCOPQ (fuseau 8),méridien central 73°30'.

CLOUTIER
ARPENTEUR - GÉOMÈTRE INC.
1100, boul. Crémazie Est, suite 411
Montréal, (Qc), H2P 2X2
(514)-524-7115
info@cloutierag.com
www.cloutierag.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

Lot(s): **PARTIE DU LOT 2 482 893**
Cadastre: **DU QUÉBEC**
Circonscription foncière: **MONTRÉAL**
Municipalité: **VILLE DE MONTRÉAL**
Arrondissement: **SAINT-LAURENT**

Clos à Montréal, le: **12 AOÛT 2023**

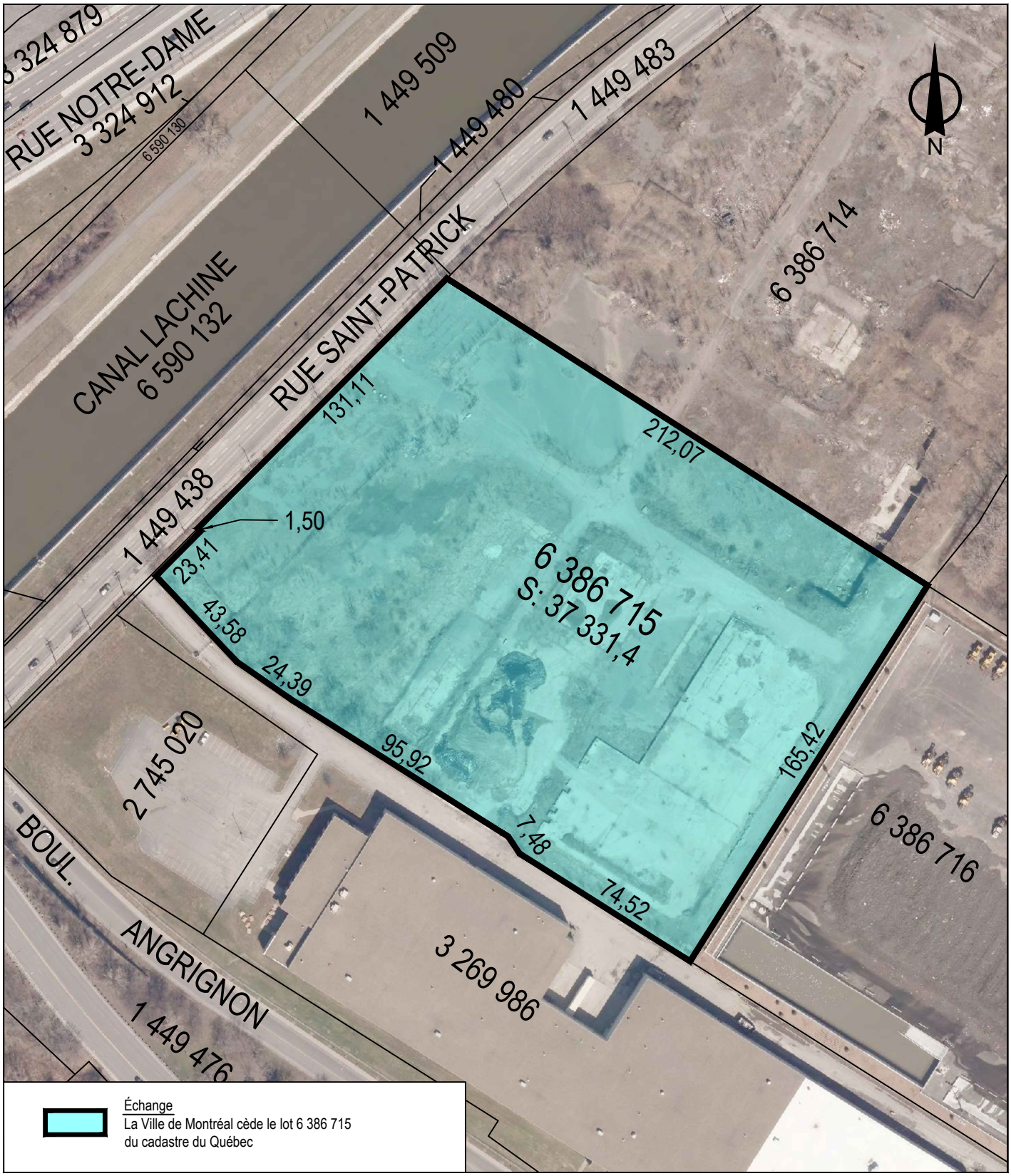
Préparé par:

STEVE CLOUTIER
Arpenteur-géomètre

VRAIE COPIE DE L'ORIGINAL,
Émise le:

Arpenteur-géomètre

DOSSIER: **0628**	PLAN: **12-0628-DT-3**		MINUTE: **2747**



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-6561-01
Mandat: 24-0089-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:2000
Date: 30 juillet 2024

LaSalle
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249652007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 m², situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à vendre à Hypertec Immobilier inc. un terrain vacant d'une superficie de 37 331,4 m², situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment industriel, moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SSI GDD1249652007- Vente 6 386 715.xls

Certification des fonds_1249652007 SGPMRS.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-09-30

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

Co-auteur
Mustapha Chbel
Conseiller budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél: 514-872-0470

Valérie LAVIGNE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249652007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 m², situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à vendre à Hypertec Immobilier inc. un terrain vacant d'une superficie de 37 331,4 m², situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment industriel, moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T



SMCE249652007.pdf

Dossier # :1249652007

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 24 octobre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE249652007

Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 m², situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à vendre à Hypertec Immobilier inc. un terrain vacant d'une superficie de 37 331,4 m², situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment industriel, moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE249652007

Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 m², situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à vendre à Hypertec Immobilier inc. un terrain vacant d'une superficie de 37 331,4 m², situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de Lasalle, connu et désigné comme étant le lot 6 386 715 du cadastre du Québec, à des fins de construction d'un bâtiment industriel, moyennant le prix de 12 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. N/Réf. : 31H05-005-6662-01 ; 31H05-005-7338-01 ; 31H05-005-7340-01 / Mandat 24-0089-T

À sa séance du 2 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 20 M$;*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 4 M$ répondant à la condition suivante :*
    - *Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.*

Le 9 octobre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la stratégie immobilière (SSI), Direction des transactions, Division des transactions immobilières ont expliqué que la Ville désire procéder à deux transactions avec Hypertec. D'abord, la Ville veut faire l'acquisition de terrains situés dans le Technoparc et dans le parc-nature de Sources, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et ce, aux fins d'agrandissement du parc-nature des Sources. Puis, elle souhaite vendre à Hypertec un terrain vacant situé au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement de LaSalle, aux fins de construction d'un bâtiment industriel.

Pour bien comprendre les dossiers et ses enjeux, le Service a décrit le contexte dans lequel il s'inscrit. Au printemps 2023, Hypertec a fait l'achat de huit lots dans le Technoparc pour y construire un bâtiment destiné à accueillir ses opérations à Montréal. En décembre 2023, la Ville a adopté une résolution de contrôle intérimaire pour protéger les milieux humides d'intérêt et elle a déposé un avis de motion en vue d'adopter un règlement de contrôle intérimaire relatif à la protection des milieux humides. Cela a eu un impact sur le projet de construction d'Hypertec, qui a entrepris en janvier 2024 une procédure judiciaire, laquelle est toujours en cours, pour rendre inopérable cette résolution. Enfin, entre l'été 2023 et septembre 2024, les limites du parc-nature des Sources ont été élargies afin d'y inclure l'ensemble des lots d'Hypertec.

Le SSI a été mandaté à la fois par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour négocier l'acquisition des lots d'Hypertec ainsi que par la Direction générale pour assurer le maintien des activités de l'entreprise dans la métropole. Aux termes de discussions et de négociations, qui se sont étendues sur plusieurs mois, le SSI est parvenu à une entente à l'amiable avec l'entreprise. Il s'agit de deux promesses bilatérales, qui devront être signées de manière concomitante, prévoyant l'achat par la Ville des lots dans le Technoparc et la vente d'un terrain à LaSalle à Hypertec. L'entreprise s'engage à y construire un bâtiment exemplaire en matière d'innovation, d'écologie et de durabilité comprenant le siège social d'Hypertec, une usine de fabrication de produits technologiques et des laboratoires de recherche et de développement à Montréal.

Les responsables ont également présenté les enjeux entourant cette transaction, lesquels sont d'ordres divers. En ce qui a trait aux prix de vente et d'achats des terrains, ils ne sont pas conformes à la valeur marchande estimée par le SSI. D'autre part, il est probable que la vente du terrain par la Ville se produise après l'acquisition des lots d'Hypertec, car des travaux de décontamination sont en cours sur le terrain à LaSalle, lesquels pourraient se poursuivre en 2025. La vente aura lieu une fois les travaux de réhabilitation terminés. Finalement, à défaut de pouvoir trouver une entente avec Hypertec, l'entreprise risque de ne pas développer son activité à Montréal, ce qui aurait

notamment des impacts négatifs sur le plan socio-économique, puisque 800 emplois sont en jeu. De plus, Hypertec a entrepris une procédure judiciaire à l'encontre de la Ville, qui est exposée à un risque de jugement défavorable et à des frais liés à cette procédure.

D'après le Service, plusieurs motifs justifieraient ces transactions. En premier lieu, les conditions seraient les meilleures obtenues, à l'issue de longues négociations. Ensuite, le prix des lots dans le Technoparc correspond à celui payé par Hypertec en 2023 pour son acquisition. Il existe également de nombreux avantages, en plus de mettre un terme à la procédure judiciaire et à la création d'emploi mentionné précédemment, ces transactions permettraient de conserver des milieux naturels et des milieux humides à intérêt écologique élevé, et cela est rare à Montréal. Elles seraient aussi une réponse positive à la mobilisation citoyenne pour la préservation de la biodiversité et contre le développement des lots dans le Technoparc à des fins industrielles. Enfin, le projet d'Hypertec aurait également des retombées favorables sur la Ville. Outre les emplois qui seront préservés et créés, il offrirait un rayonnement économique puisque l'entreprise envisage d'investir plus de 250 M$. En résumé, cette transaction concilie le développement économique et la préservation écologique.

À la lumière de l'ensemble de ces raisons, les représentants du Service arrivent à la recommandation d'approuver le projet de promesse bilatérale de vente à Hypertec du terrain dans l'arrondissement de LaSalle et d'acquisition des terrains situés dans le Technoparc.

Au cours de la période d'échanges, les commissaires ont interrogé le Service sur les usages du terrain situé à LaSalle et sur les travaux de décontamination. Quel était son usage antérieur? Ce terrain n'était-il pas destiné à un projet d'usine de biométhanisation? Quand les travaux seront-ils terminés? Existe-t-il des risques qu'Hypertec refuse la transaction aux termes de ces travaux? Les responsables précisent d'abord que la vente à Hypertec ne compromet pas le projet de biométhanisation, car il est prévu sur le lot adjacent. Le terrain était auparavant utilisé par l'usine Solucia, spécialisée en produits chimiques. Dans le cadre de l'entente, la Ville s'est engagée à décontaminer au niveau C, à des fins industrielles. Une fois qu'elle aura respecté son obligation de décontamination, Hypertec ne pourra pas faire de recours contre la Ville, puisque la vente est faite sans garantie légale.

D'autre part, la Commission a demandé des clarifications au sujet du montant de 810 000 $ mentionné au sommaire décisionnel pour *garantir le remboursement pouvant être dû à la Ville faisant suite à la réduction du Prix de vente résultant de la demande judiciaire*. Les personnes invitées ont précisé que le montant est lié à une procédure en prescription acquisitive d'un voisin. Si jamais la Ville est impliquée d'une quelconque façon dans cette procédure, cette somme servirait à couvrir les frais encourus.

En dernier lieu, la Commission a demandé d'ajouter une carte à jour du parc-nature des Sources au sommaire décisionnel. Ce que le Service a consenti à faire. Le représentant

du SGPMRS a d'ailleurs précisé que les limites du parc-nature ont récemment été revues et qu'une modification du schéma de terrain a eu lieu pour changer l'affectation de certains terrains, qui sont ainsi passés d'industriel à conservation.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la stratégie immobilière, Direction des transactions, Division des transactions immobilières pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 20 M$;*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 4 M$ répondant à la condition suivante :*
    - *Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE249652007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.32

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1245437002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Demix Construction – une division de groupe CRH Canada inc. (groupe A1: 6 409 293,15 $ et groupe A2: 2 101 394,06 $), Construction DJL inc.(groupe A1: 1 739 731,28 $ et groupe A2: 1 207 693,09 $) et Construction & Pavage Portneuf inc. (groupe A1: 586 396,37 $) pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour une durée de 36 mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes-cadres: 13 851 184,14 $, taxes incluses (ententes-cadres: 12 044 507,95 $ + variation des quantités 1 806 676,19 $) - Appel d'offres public 24-20482 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des groupes, d'une durée de trente-six (36) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des enrobés bitumineux à chaud pour les années 2024 à 2027, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elle, conformément aux documents de l'appel d'offres public (24-20482) et au tableau joint des prix reçus;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada Inc.	Groupe A1 (saison estivale)	6 409 293,15 $
Construction DJL inc	Groupe A1 (saison estivale)	1 739 731,28 $
Construction et Pavage Portneuf inc.	Groupe A1 (saison estivale)	586 396,37 $

Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada Inc.	Groupe A2 (saison hivernale)	2 101 394,06 $
Construction DJL inc	Groupe A2 (saison nivernale)	1 207 693,09 $

2. d'autoriser une dépense de 1 806 676,19 $ (15 %), taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. de procéder à une évaluation du rendement des adjudicataires;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et de la ville liée participante, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-09-09 15:11

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245437002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Demix Construction – une division de groupe CRH Canada inc. (groupe A1: 6 409 293,15 $ et groupe A2: 2 101 394,06 $), Construction DJL inc.(groupe A1: 1 739 731,28 $ et groupe A2: 1 207 693,09 $) et Construction & Pavage Portneuf inc. (groupe A1: 586 396,37 $) pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour une durée de 36 mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes-cadres: 13 851 184,14 $, taxes incluses (ententes-cadres: 12 044 507,95 $ + variation des quantités 1 806 676,19 $) - Appel d'offres public 24-20482 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de cinq ententes-cadres pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud dans le cadre des travaux en régie principalement destinés pour les réparations de chaussées en saison estivale (groupe A1) et hivernale (groupe A2) pour les dix-neuf arrondissements de la Ville ainsi que pour une ville liée Montréal-Est.
En mai 2022, les contrats pour la fourniture, sur demande, d'enrobés bitumineux à chaud ont été octroyés, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19177, aux plus bas soumissionnaires conformes, soit aux firmes Construction DJL inc. et Construction & Pavage Portneuf inc., pour un montant total estimé de 7 320 101,93 $ taxes incluses (ententes: 6 365 306,03 $ + variation des quantités 954 795,90 $). Ces ententes-cadres étaient valides pour une période de trente-six mois se terminant le 15 mai 2025 ou au moment de l'épuisement du budget alloué, sans option de prolongation. La consommation sur ces ententes-cadres a été de 71,33 % pour la saison estivale et de 97,80 % pour la saison hivernale. En mai 2024, le Service d'approvisionnement a anticipé que la consommation complète des ententes-cadres serait atteinte en novembre 2024 et a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler les besoins opérationnels.

L'appel d'offres public 24-20482 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est déroulée sur une période de cinquante-sept (57) jours calendaires, soit du 22 mai au 18 juillet 2024. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent vingt (120) jours calendaires, soit jusqu'au 15 novembre 2024.

Cinq addendas ont été émis au cours de la période de sollicitation:

Addenda	Date d'émission	Description	Impact sur le prix
1	23 mai 2024	Modification portant sur le changement du lieu de dépôt des soumissions	Non
2	13 juin 2024	Question sur la liste du personnel affecté	Non
3	19 juin 2024	Question sur la politique d'approvisionnement responsable de la Ville de Montréal	Non
4	25 juin 2024	Report de date à la suite d'une demande	Non
5	3 juillet 2024	Report de date	Non

Pour l'attribution de ces contrats, la Ville s'assure de la conformité des soumissions et octroie les contrats par groupe (A1 - saison estivale; A2 - saison hivernale) et par arrondissement.

Le découpage entre les groupes A1 et A2 permet d'adapter notre demande en fonction de la réalité et de la capacité du marché. Les infrastructures nécessaires pour offrir des enrobés bitumineux en hiver sont coûteuses, ce qui limite les soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22-0344 - 16 mai 2022 - Conclure des ententes-cadres avec Construction DJL inc. et Construction et Pavage Portneuf inc. pour la fourniture et la livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour les années 2022 à 2025 - Montant estimé des ententes : 7 320 101,93 $, taxes et variation des quantités incluses - Appel d'offres public 22-19177 (Lots 1 et 2) - (3 soum.)
CM19 0437 – 15 avril 2019 – Conclure des ententes-cadres avec les firmes Construction DJL inc., Construction & Pavage Portneuf inc., Bau-Val CMM, Divison de Bau-Val inc., Meloche, Divison de Sintra inc. et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. pour une période de 36 mois, pour la fourniture, sur demande, d'enrobés bitumineux à chaud et d'enrobés bitumineux tièdes – Appel d'offres public 19-17407 (5 soum.) Montant total estimé des ententes: 16 207 535,06 $ (ententes: 14 093 508,74 $ + variation des quantités 2 114 026,31 $.)

CM17 0321 - 27 mars 2017 - Conclure des ententes-cadres pour une période de 24 mois avec les firmes Construction DJL inc. (4 474 558,30 $, incluant les taxes); Les Pavages Chenail inc. (100 258,20 $, incluant les taxes); Construction & Pavages Portneuf inc. (741 860,67 $, incluant les taxes); Bau-Val CMM, Division de Bau-Val inc. (327 877,08 $, incluant les taxes) et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. (83 702,95 $ incluant les taxes), pour la fourniture, sur demande, d'enrobés bitumineux à chaud, d'émulsion de bitume et d'enrobés

bitumineux tièdes - Appel d'offres public 17-15759 (9 soumissionnaires). Montant total estimé des ententes : 5 728 257,20 $, incluant les taxes.

DESCRIPTION

Les présentes ententes-cadres visent l'acquisition des différents enrobés bitumineux requis par les arrondissements de la Ville pour l'entretien des chaussées lorsque les travaux sont effectués en régie. Ce sont des travaux de petite envergure (nid-de-poule) et de moyenne envergure (réfection de plusieurs mètres carrés de chaussée).
Les quantités prévues au bordereau de soumission sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur les consommations antérieures et les prévisions de consommation par chacun des participants pour une période de trente-six mois et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Aux fins de désignation des différents adjudicataires, la Ville détermine les plus basses soumissions conformes pour les articles requis par un arrondissement en comparant le prix de l'enrobé bitumineux par tonne métrique, en fonction de l'itinéraire le plus approprié à parcourir pour les camions de la Ville, pour le trajet aller-retour, entre la cour de voirie de l'arrondissement et l'usine du soumissionnaire, ainsi que le temps de déplacement moyen aller-retour en condition routière réelle. De plus, le prix unitaire soumis pour une tonne métrique d'enrobés bitumineux est ajusté afin de tenir compte du coût additionnel encouru par la Ville, en tenant compte également des coûts indirects tels le coût de la main-d'œuvre, l'usure et l'entretien du matériel roulant (camion) et de son équipement (boîte à asphalte), ainsi que la consommation de carburant.

Lors de l'adjudication des contrats, le temps et la distance sont des facteurs considérés importants dans l'approvisionnement des enrobés bitumineux, puisque le produit ne doit pas refroidir pendant le transport, autrement il perdrait de son efficacité.

L'appel d'offres a inclus une clause de fluctuation des prix, basée sur la variation mensuelle, à la hausse ou à la baisse, du prix du bitume selon Bitume Québec lorsqu'une variation supérieure de plus ou moins 5 % du prix survient. L'inclusion d'une telle clause est nécessaire afin d'obtenir des prix compétitifs pour ces produits et éviter que les soumissionnaires spéculent des variations et par le fait même, les inclut dans leurs prix soumis.

L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec un comité expert. Cette collaboration est la résultante de la sélection des articles au bordereau de prix afin de s'assurer qu'il ait adéquation entre les besoins des requérants et de connaître les types d'enrobés requis.

Pour l'attribution des contrats, la Ville s'assure de la conformité des soumissions et octroie les contrats pour le groupe A1 et le groupe A2 par arrondissement. Par ailleurs, les soumissionnaires sont tenus, sous peine de rejet, de soumettre un prix pour tous les articles demandés, et ce, pour chacun des groupes soumissionnés.

Pour le groupe A1 (saison estivale)

Les quantités estimées totales, pour trente-six mois, des différents enrobés bitumineux sont :

- EC-5 PG 58S-28 (15 700 tonnes métriques);

- EC-10 PG 58S-28 (24 755 tonnes métriques);

- ESG-10 PG 58S-28 (14 550 tonnes métriques);

- ESG-14 PG 58S-28 (225 tonnes métriques);

- CH-10 PG 58S-28 Saison estivale (22 900 tonnes métriques).

Pour le groupe A2 (saison hivernale)

Les quantité estimées totales, pour trente-six mois, des différents enrobés bitumineux sont :

- EC-5 PG 58S-28 (3 265 tonnes métriques);

- EC-10 PG 58S-28 (3 600 tonnes métriques);

- ESG-10 PG 58S-28 (610 tonnes métriques);

- ESG-14 PG 58S-28 (75 tonnes métriques);

- CH-10 PG 58S-28 Saison estivale (14 675 tonnes métriques).

En prévision d'une possibilité de modifications accessoires au contrat, des variations de quantité sont prévues totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 1 806 676,19 $, taxes incluses.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 2 % du montant total, taxes incluses, ainsi qu'une garantie d'exécution de 10 % du montant total du contrat, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion des cinq (5) ententes-cadres permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (5) :

- Construction DJL inc.
- Construction & Pavage Portneuf inc.
- Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada Inc.
- BauVal inc
- Lafarge Canada Inc.

Soumissionnaires (3) :

- Construction DJL inc.
- Construction & Pavage Portneuf inc.
- Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada Inc.

Des cinq preneurs du cahier des charges, trois ont soumissionné. Des deux preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, seulement un a donné la raison de son désistement. Une firme a indiqué qu'elle ne fournis pas les produits ou les services demandés (spécifications requises non rencontrées). L'autre preneur de cahier de charge n'a pas donné la raison de son désistement.

Méthode d'adjudication :

Le prix unitaire soumis pour une tonne métrique d'enrobés bitumineux a été ajusté afin de tenir compte du coût additionnel encouru par la Ville lorsqu'elle effectue la cueillette à

l'usine.

Le calcul du prix unitaire ajusté s'effectue de la façon suivante :

Prix unitaire ajusté = Prix unitaire soumis + (FaT * T) + (FaD * D)

- Les facteurs d'ajustement FaT (0,19) et FaD (0,57) sont utilisés pour l'analyse des soumissions. Ces derniers tiennent compte des coûts indirects pour la cueillette des enrobés bitumineux, tels le coût de la

main-d'œuvre, l'usure et l'entretien du matériel roulant (camion) et de son équipement (boîte à asphalte) ainsi que la consommation de carburant.

- Le temps de référence **T** représente le temps réel, en minutes, du déplacement le plus approprié, **aller**-**retour,** des camions de la Ville entre la cour de voirie de l'arrondissement et l'usine du fournisseur.

- La distance de référence **D** représente le trajet **aller**-**retour** le plus approprié, en kilomètres, des camions de la Ville entre la cour de voirie de l'arrondissement et l'usine du fournisseur.

La Ville détermine les plus basses soumissions conformes pour chacun des arrondissements en considérant les prix unitaires ajustés des enrobés aux quantités requises par groupe, par arrondissement.

Par contre, le montant des contrats est déterminé en fonction des prix unitaires réellement soumis pour les enrobés et affecté aux quantités requises par groupe, par arrondissement.

Les tableaux ci-dessous présentent les montants qui ont été soumis pour chacun des groupes. Cependant, ils ne prennent pas en considération les paramètres utilisés dans la méthode d'adjudication des contrats.

Groupe A1 * :

Enrobés bitumineux à chaud en saison estivale (du 15 avril au 30 novembre) :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada Inc.	8 195 321,48 $	1 229 298,22 $	9 424 619,70 $ *
Construction et Pavage Portneuf inc.	10 072 468,17 $	1 510 870,23 $	11 583 338,40 $ *
Construction DJL inc.	10 986 341,27 $	1 647 951,19 $	12 634 292,46 $ *
Dernière estimation réalisée ($)	10 298 469,24 $	1 544 770,39 $	11 843 239,63 $ *
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 2 418 619,93 $ - 20,4 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			2 158 718,70 $ 22,9 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	

Groupe A2 * :

Enrobés bitumineux à chaud en saison hivernale (du 1er décembre au 14 avril) :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada Inc.	3 112 021,77 $	466 803,27 $	3 578 825,04 $ *
Construction DJL inc.	3 721 180,25 $	558 177,04 $	4 279 357,28 $ *
Dernière estimation réalisée ($)	3 345 742,61 $	501 861,39 $	3 847 604,00 $ *
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 268 778,96 $ - 7,0 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			700 532,25 $ 19,6 %

L'écart de prix peut s'expliquer par l'entrée sur le marché d'un nouveau joueur et la stratégie de pénétration de marché que le soumissionnaire a appliqué pour gagner des parts de marché.

*** Note:** Aux fins de la comparaison entre les différents soumissionnaires, les montants indiqués sont les montants totaux de leur soumission, basés sur les prix réels soumis pour chaque groupe, pour l'ensemble des arrondissements. Toutefois, pour le montant total octroyé par firme, la Ville considère les facteurs d'ajustements afin de tenir compte du coût additionnel encouru par la Ville.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n'est déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ces contrats, étant d'une valeur supérieure à 500 000,00 $, devront faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité

des marchés publics (AMP). Cette exigence a été retirée suite à l'abrogation des décrets 1049-2013 et 795-2014 applicables à la Ville de Montréal à partir du 17 avril 2024.

Les adjudicataires recommandés, par leurs soumissions, affirment être conformes en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

En vertu du Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le présent dossier devra être soumis pour étude à la Commission permanente sur l'examen des contrats pour la raison suivante:

- Contrat de plus de quatre millions de dollars répondant aux conditions suivantes:

- il y a un écart de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;
- Il y a un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 10 298 469,24 $, taxes incluses, pour le Groupe A1 (saison estivale) et de 3 345 742,61 $, taxes incluses, pour le Groupe A2 (saison hivernale) pour les trente-six (36) prochains mois.
Cette estimation de la Ville est basée sur les prévisions de consommation des dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal et d'une ville liée de l'agglomération, en fonction des derniers prix moyens payés pour ces produits. Cette estimation correspond à l'évolution moyenne des prix payés par la Ville ainsi que la fluctuation du prix du bitume au cours des deux dernières années, comme publié par Bitume Québec.

Le montant total estimé des ententes-cadres, pour la période de trente-six mois (36) est de :

1. Groupe A1 (Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada Inc.): 5 574 510,24 $ + 278 725,51 $ (TPS) + 556 057,40 $ (TVQ) = 6 409 293,15 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 961 393,97 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 7 370 687,12 $, taxes
incluses.

2. Groupe A1 (Construction DJL Inc.): 1 513 138,75 $ + 75 656,94 $ (TPS) + 150 935,59 $ (TVQ) = 1 739 731,28 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 260 959,69 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 2 000 690,97 $, taxes
incluses.

3. Groupe A1 (Construction et Pavage Portneuf inc.): 510 020,76 $ + 25 501,04 $ (TPS) + 50 874,57 $ (TVQ) = 586 396,37 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 87 959,46 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 674 355,82 $, taxes incluses.

4. Groupe A2 (Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada Inc.): 1 827 696,51 + 91 384,83 $ (TPS) + 182 312,73 $ (TVQ) = 2 101 394,06 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 315 209,11 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 2 416 603,17 $, taxes
incluses.

5. Groupe A2 (Construction DJL Inc.): 1 050 396,25 $ + 52 519,81 $ (TPS) + 104 777,03 $ (TVQ) = 1 207 693,09 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 181 153,96 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 1 388 847,05 $, taxes
incluses.

Le montant total des cinq ententes-cadres est de :

10 475 762,51 $ + 523 788,13 $ (TPS) + 1 044 957,31 $ (TVQ) = 12 044 507,95 $

La somme des cinq montants équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 1 806 676,19 $, taxes incluses, a été ajoutée en prévision des possibles variations de quantité au contrat, pour un montant total estimé de 13 851 184,14 $, taxes incluses.

Cette dépense sera assumée par les arrondissements à 97,99 % et l'agglomération à 2.01 %, comme un des utilisateurs est la ville liée Montréal-Est.

Il s'agit d'entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changement climatique par son mode d'attribution des contrats qui permet de minimiser les déplacements et distances parcourues pour transporter les enrobés bitumineux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.
La conclusion d'une entente-cadre, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des produits et services obtenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des cinq (5) ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l’adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une entente-cadre avec les firmes retenues.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diana GOROPCEANU
Conseillère en approvisionnement

Tél : 514 280-0867
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-27

Marie-Josee HOTTE
chef(fe) de division - acquisition

Tél : 5148384480
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan MUNN
directeur(-trice) acquisitions

Tél :
Approuvé le : 2024-09-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
Tél :
Approuvé le : 2024-09-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245437002
Unité administrative responsable : *Service d'approvisionnement*
Projet : Fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 1 sur la réduction des GES de l'orientation 1 visant à accélérer la transition écologique*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Ce dossier permet de minimiser les déplacements pour transporter les enrobés bitumineux.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	***X***		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		***X***	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		***X***	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		***X***	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		***X***	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		***X***	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		***X***	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Demix Construction

Construction DJL Inc.

Construction & Pavage Portneuf

Groupe A1

Enrobés bitumineux à chaud - saison estivale



Demix Construction

Construction DJL Inc.

Groupe A2

Enrobés bitumineux à chaud - saison hivernale



Appel d'offres public 24-20482 Tableau adjudication - Ajusté / non ajusté			
Tableau Adjudication / Par arrondissement	**Montant soumissionné ajusté plus bas conforme**	**Montant réel pour adjudication**	**Nom soumissionnaire**
AHUNTSIC- CARTIERVILLE			
Groupe A1	377 507,03 $	329 959,53 $	Demix Construction
Groupe A2	543 337,79 $	490 152,51 $	Demix Construction
ANJOU			
Groupe A1	200 970,74 $	156 524,80 $	Demix Construction
Groupe A2	101 255,22 $	83 268,30 $	Demix Construction
CÔTE DES NEIGES NOTRE DAME DE GRACE			
Groupe A1	353 544,53 $	250 048,89 $	Demix Construction
Groupe A2	149 591,03 $	140 156,25 $	Construction DJL Inc.
LACHINE			
Groupe A1	653 477,05 $	463 648,73 $	Demix Construction
Groupe A2	71 377,65 $	54 252,00 $	Demix Construction
LASALLE			
Groupe A1	446 631,48 $	427 500,00 $	Construction DJL Inc.
Groupe A2	268 315,74 $	258 750,00 $	Construction DJL Inc.
LE PLATEAU MONT ROYAL			
Groupe A1	520 827,27 $	386 582,10 $	Demix Construction
Groupe A2	114 478,28 $	90 420,00 $	Demix Construction
LE SUD OUEST			
Groupe A1	773 979,00 $	743 488,75 $	Construction DJL Inc.
Groupe A2	311 534,06 $	301 140,00 $	Construction DJL Inc.
L'ILE BIZARD SAINTE GENEVIEVE			
Groupe A1	85 638,13 $	56 572,95 $	Demix Construction
Groupe A2	7 453,00 $	5 425,20 $	Demix Construction
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve			
Groupe A1	750 235,77 $	528 188,64 $	Demix Construction
Groupe A2	290 110,14 $	220 284,00 $	Demix Construction
MONTREAL NORD			
Groupe A1	187 995,90 $	155 678,10 $	Demix Construction
Groupe A2	62 756,69 $	54 252,00 $	Demix Construction
OUTREMONT			
Groupe A1	113 386,61 $	88 382,80 $	Demix Construction
Groupe A2	22 011,30 $	18 084,00 $	Demix Construction
PIERREFONDS ROXBORO			
Groupe A1	348 025,38 $	241 484,40 $	Demix Construction
Groupe A2	96 161,10 $	72 745,50 $	Demix Construction
RIVIERE DES PRAIRIES POINTE AUX TREMBLES			
Groupe A1	397 838,30 $	375 253,45 $	Construction & Pavage Portneuf inc.
Groupe A2	128 756,85 $	123 072,25 $	Construction DJL Inc.
ROSEMONT LA PETITE PATRIE			
Groupe A1	280 520,83 $	226 765,40 $	Demix Construction
Groupe A2	153 594,32 $	126 588,00 $	Demix Construction

Appel d'offres public 24-20482 Tableau adjudication - Ajusté / non ajusté			
Tableau Adjudication / Par arrondissement	**Montant soumissionné ajusté plus bas conforme**	**Montant réel pour adjudication**	**Nom soumissionnaire**
SAINT LAURENT			
Groupe A1	548 680,40 $	419 223,00 $	Demix Construction
Groupe A2	133 971,03 $	108 504,00 $	Demix Construction
SAINT LEONARD			
Groupe A1	213 316,40 $	159 815,40 $	Demix Construction
Groupe A2	61 240,39 $	49 710,00 $	Demix Construction
VERDUN			
Groupe A1	359 786,66 $	342 150,00 $	Construction DJL Inc.
Groupe A2	158 185,22 $	151 687,50 $	Construction DJL Inc.
VILLE MARIE			
Groupe A1	2 218 073,12 $	1 623 463,60 $	Demix Construction
Groupe A2	320 818,47 $	253 176,00 $	Demix Construction
VILLERAY ST MICHEL PARC EXTENSION			
Groupe A1	602 658,59 $	488 171,90 $	Demix Construction
Groupe A2	236 376,50 $	200 835,00 $	Demix Construction
VILLE DE MONTREAL-EST			
Groupe A1	143 530,94 $	134 767,31 $	Construction & Pavage Portneuf inc.
Groupe A2	79 335,20 $	75 590,25 $	Construction DJL Inc.

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20482
Numéro de référence: 1851569
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

5 résultats **Résultats 1 à 5**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

CONSTRUCTION DJL INC. 104, boul. St-Rémi Saint-Rémi QC CAN J0L2L0	Publique	Christine Barbeau Téléphone: 4504540000 Courriel: soumissions.chenail@euroviaqc.ca	0 2024-05-27 12:55	62077 - 24-20482 Addenda 1 Devis Aucun 20000824 - 24-20482 Addenda 2 Devis 2024-06-13 à 11:25 - Courriel 20001841 - 24-20482 Addenda 3 Devis 2024-06-19 à 10:20 - Courriel 20002608 - 24-20482 Addenda 4 Devis 2024-06-25 à 10:30 - Courriel 20003941 - 24-20482 Addenda 5 Devis 2024-07-03 à 14:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
LAFARGE CANADA INC. 1250 Notre-Dame Sainte-Adèle QC CAN J8B1S6	Non diffusé	Sylvain Faucher P.O. 66507OW01014 Téléphone: 4502296688 Courriel: infoaggqc@lafargeholcim.com	0 2024-05-27 12:14	62077 - 24-20482 Addenda 1 Devis Aucun 20000824 - 24-20482 Addenda 2 Devis 2024-06-13 à 11:25 - Courriel 20001841 - 24-20482 Addenda 3 Devis 2024-06-19 à 10:20 - Courriel 20002608 - 24-20482 Addenda 4

				Devis 2024-06-25 à 10:30 - Courriel 20003941 - 24-20482 Addenda 5 Devis 2024-07-03 à 14:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC. 26 rue Saulnier Laval QC CAN H7M1S8 http://www.crhcanada.com	Non diffusé	Valérie Smith Téléphone: 4506293533 Courriel: demix.estimation-ca@ca.crh.com	0 2024-06-05 09:39	62077 - 24-20482 Addenda 1 Devis Aucun 20000824 - 24-20482 Addenda 2 Devis 2024-06-13 à 11:25 - Courriel 20001841 - 24-20482 Addenda 3 Devis 2024-06-19 à 10:20 - Courriel 20002608 - 24-20482 Addenda 4 Devis 2024-06-25 à 10:30 - Courriel 20003941 - 24-20482 Addenda 5 Devis 2024-07-03 à 14:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
BAU-VAL INC. 3350 Rang de la Butte aux Renard Varennes QC CAN J3X1P7 http://www.bauval.com	Non diffusé	Sylvain Leroux Téléphone: 4506520689 Courriel: sleroux@bauval.com	0 2024-05-22 16:31	62077 - 24-20482 Addenda 1 Devis 2024-05-23 à 15:32 - Téléchargement 20000824 - 24-20482 Addenda 2 Devis 2024-06-13 à 11:25 - Courriel 20001841 - 24-20482 Addenda 3 Devis 2024-06-19 à 10:20 - Courriel 20002608 - 24-20482 Addenda 4 Devis 2024-06-25 à 10:30 - Courriel 20003941 - 24-20482 Addenda 5 Devis 2024-07-03 à 14:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF INC. 599 Bona-Dussault Saint-Marc-des-Carrières QC CAN G0A4B0 www.cppinc.ca	Non diffusé	GENEVIEVE DELISLE Téléphone: 4182683558 Courriel: g.delisle@cppinc.ca	**Transaction: (20007692)** 2024-06-21 07:31	62077 - 24-20482 Addenda 1 Devis Messagerie 20000824 - 24-20482 Addenda 2 Devis Messagerie 20001841 - 24-20482 Addenda 3 Devis

Messagerie

20002608 - 24-20482 Addenda 4
Devis
2024-06-25 à 10:30 - Courriel

20003941 - 24-20482 Addenda 5
Devis
2024-07-03 à 14:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.32

2024/10/24 17:00

(2)

Dossier # : 1245437002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Demix Construction – une division de groupe CRH Canada inc. (groupe A1: 6 409 293,15 $ et groupe A2: 2 101 394,06 $), Construction DJL inc.(groupe A1: 1 739 731,28 $ et groupe A2: 1 207 693,09 $) et Construction & Pavage Portneuf inc. (groupe A1: 586 396,37 $) pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour une durée de 36 mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes-cadres: 13 851 184,14 $, taxes incluses (ententes-cadres: 12 044 507,95 $ + variation des quantités 1 806 676,19 $) - Appel d'offres public 24-20482 (3 soumissionnaires)

SMCE245437002.pdf

Dossier # :1245437002

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 24 octobre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE245437002

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Demix Construction – une division de groupe CRH Canada inc. (groupe A1: 6 409 293,15 $ et groupe A2: 2 101 394,06 $), Construction DJL inc.(groupe A1: 1 739 731,28 $ et groupe A2: 1 207 693,09 $) et Construction & Pavage Portneuf inc. (groupe A1: 586 396,37 $) pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour une durée de 36 mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes-cadres: 13 851 184,14 $, taxes incluses (ententes-cadres: 12 044 507,95 $ + variation des quantités 1 806 676,19 $) - Appel d'offres public 24-20482 (3 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE245437002

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Demix Construction – une division de groupe CRH Canada inc. (groupe A1: 6 409 293,15 $ et groupe A2: 2 101 394,06 $), Construction DJL inc.(groupe A1: 1 739 731,28 $ et groupe A2: 1 207 693,09 $) et Construction & Pavage Portneuf inc. (groupe A1: 586 396,37 $) pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour une durée de 36 mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes-cadres: 13 851 184,14 $, taxes incluses (ententes-cadres: 12 044 507,95 $ + variation des quantités 1 806 676,19 $) - Appel d'offres public 24-20482 (3 soumissionnaires)

À sa séance du 2 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 4 M$ et répondant aux conditions suivantes :*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 9 octobre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'approvisionnement, Direction acquisition, Division acquisition - gestion de contrat ont expliqué que la Ville souhaite conclure cinq ententes-cadres pour la fourniture, sur demande, d'enrobés bitumineux à

chaud dans le cadre de travaux en régie. Plus précisément, la Ville souhaite obtenir deux types de bitumineux : enrobés à chaud pour la saison estivale, du 15 avril au 30 novembre (Groupe A1); et enrobés à chaud pour la saison hivernale, du 1er décembre au 14 avril (Groupe A2). Ces ententes seront mises à la disposition des 19 arrondissements et d'une ville liée pour des travaux de petite et moyenne envergure, par exemple, pour la réparation de nids-de-poule ou la réfection de chaussées sur plusieurs mètres carrés.

Un appel d'offres a été publié du 22 mai au 18 juillet 2024, pour lequel il y a eu cinq preneurs du cahier des charges et trois soumissionnaires. Il faut savoir que le contrat vise uniquement la fourniture des enrobés bitumineux et que la cueillette est assurée par la Ville. La méthode d'adjudication se fait selon une méthode de calcul, qui prend en compte divers facteurs, dont le prix unitaire soumis, le salaire des employés cols-bleus, le temps de trajet moyen, le coût d'entretien annuel du camion ainsi que le coût du carburant, la distance de trajet aller-retour, etc. La localisation du fournisseur a donc une incidence sur le prix du contrat. Selon cette méthode, Demix Construction a remporté deux ententes-cadres, pour les Groupe A1 et Groupe A2. Celle pour le Groupe A1 s'élève à plus de 6 M$ et se qualifie pour la Commission, car l'écart est de (-20,6 %) avec l'estimation et de 22,9 % avec le deuxième plus bas soumissionnaire. D'après les personnes invitées, Demix Construction est un nouveau joueur et ces écarts s'expliquent par la stratégie employée par l'entreprise pour pénétrer le marché et gagner des parts.

Les responsables ont indiqué qu'il y a une augmentation des quantités, selon les consommations antérieures et les prévisions de consommation des participants. Cela dit, il n'y a pas d'engagement budgétaire. Les quantités et les sommes estimées ne représentent qu'un potentiel d'approvisionnement. La dépense réelle sera imputée au budget selon la consommation des arrondissements et de la ville liée. Quant au prix à la tonne, il serait demeuré relativement stable pour les 24 derniers mois, après avoir connu une variation d'environ 8% entre avril et septembre 2022.

Le service recommande donc de poursuivre le processus d'octroi des cinq ententes-cadres, dont celles avec Demix Construction.

Au terme de la présentation, la Commission a notamment demandé pourquoi il n'y avait qu'une seule ville liée participante. Les autres ont-elles été approchées? Au moment de procéder à l'analyse du marché, la Ville de Montréal-Est a manifesté son intérêt de faire partie de l'appel d'offres. Les autres villes n'ont pas été sollicitées en raison du délai de publication. Des démarches seront entreprises auprès des autres villes liées pour les prochains appels d'offres. D'autre part, les membres ont voulu savoir pourquoi la cueillette était effectuée par les cols-bleus. En réponse, les personnes invitées ont expliqué que le bitume doit demeurer chaud, car lorsqu'il perd de la chaleur, il perd de l'efficacité. Pour faciliter la coordination, les arrondissements vont récupérer les enrobés au moment où ils entreprennent leurs travaux.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'approvisionnement, Direction acquisition, Division acquisition - gestion de contrat pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 4 M$ et répondant aux conditions suivantes :*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE245437002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.33

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1240805003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre d'urgence 9-1-1
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 641 953,19 $, taxes incluses, à titre de contrat de base et de services aditionnels prévus au contrat, pour l'ajustement des honoraires professionnels dans le cadre du contrat accordé aux firmes Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG23 0730) pour le projet du site permanent principal des centres d'appels 9-1-1 majorant ainsi le montant total du contrat de 3 925 878,86 $ à 4 567 832,05 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 641 953,19 $ taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant le chantier pour le centre d'urgence du 9-1-1, premier site permanent, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Archipel Architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG23 0730), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 925 878,86 $ à 4 567 892,05 $, taxes incluses ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-30 10:16

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1240805003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre d'urgence 9-1-1
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 641 953,19 $, taxes incluses, à titre de contrat de base et de services aditionnels prévus au contrat, pour l'ajustement des honoraires professionnels dans le cadre du contrat accordé aux firmes Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG23 0730) pour le projet du site permanent principal des centres d'appels 9-1-1 majorant ainsi le montant total du contrat de 3 925 878,86 $ à 4 567 832,05 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'évolution rapide de la technologie et des modes de communication, modifiant les attentes des citoyens, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a émis la politique réglementaire n^{o} 2017-182, afin que tous les centres d'appels 9-1-1 passent d'une technologie analogique à une technologie numérique. Aussi, les centres d'appels du SIM et du SPVM doivent mettre à niveau l'ensemble de leurs systèmes et équipements pour permettre l'implantation de la nouvelle technologie du 9-1-1 Prochaine Génération (911PG).
Le dossier décisionnel numéro 1249395001 est présenté simultanément, afin d'octroyer un contrat à l'entreprise Pomerleau inc. pour la réalisation des travaux du site permanent principal des centres d'appels 9-1-1. Le chantier débutera en novembre 2024.

Le projet de construction d'un centre de sécurité publique est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en exécution.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0730 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 952 103,03 $, pour l'ajustement des honoraires professionnels du contrat de base pour la réalisation des plans et devis et l'accompagnement au chantier du futur site permanent principal des centres d'appels 9-1-1, dans le cadre du contrat accordé à Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG22 0399), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 973 775,83 $ à 3 925 878,86 $, taxes incluses
CE23 1727 - 8 novembre 2023 - Accorder un contrat à Procova Inc., pour des travaux de décontamination et de démolition sélective dans le futur site permanent principal des centres

d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 309 213,77 $, taxes incluses (contrat : 259 843,50 $ + contingences : 49 370,27 $) – Appel d'offres public #IMM-15875 - (7 soumissionnaires)

CG22 0399 - 16 juin 2022 - Accorder un contrat de service professionnel à Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant le chantier pour le nouveau centre 9-1-1 du SPVM - site 1 - Dépense totale de 2 812 144,79 $, taxes incluses (contrat: 1 973 775,83 $ + contingences: 493 443,96 $ + incidences: 344 925,00 $) - Appel d'offres public 21-19080 lot #1 - 4 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à augmenter la valeur du contrat de services professionnels des firmes Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. afin d'ajuster les honoraires des services de base et des services additionnels prévus selon le coût réel des travaux de construction.

JUSTIFICATION

Comme indiqué à l'article 2.03 du contrat des services professionnels, les honoraires des services de base sont calculés selon un pourcentage du coût cible estimé ou réel des travaux. Après l'appel d'offres pour le contrat de construction, un ajustement à la hausse ou à la baisse doit être appliqué sur les honoraires des services de base payés et à venir, de manière à ce que la Ville paie toujours les professionnels sur la base du coût cible ou réelle des travaux et des services rendus. La fourniture des services professionnels en relation avec le projet est sujette au respect des modalités du contrat des normes Edilex de la Ville de Montréal et selon l'échéancier demandé.
Les honoraires soumis initialement étaient basés sur un coût estimé des travaux de 37,4 M$ en décembre 2023, alors que le nouveau coût, suite à l'ouverture des soumissions, est de 41,6 M$, avant taxes et contingences.

Les modifications apportées ne modifient pas les services de base requis de la part des professionnels qui sont prévus au contrat.

L'augmentation du coût des travaux s'explique par les raisons suivantes :

- Ajustements à l'enveloppe et à l'électromécanique du bâtiment pour atteindre les requis pour obtenir la subvention du Fonds Vert des Municipalités ;
- Ajustements à la structure des éléments entourant le bâtiment suite à la coordination entre Hydro-Québec et les consultants en gestion des biogaz.

L'ajustement des services additionnels prévus au contrat concerne la surveillance en résidence du chantier. En effet, les honoraires prévus au contrat étaient pour des travaux d'une durée de 72 semaines alors que la durée accordée à l'entrepreneur est de 130 semaines.

Le présent dossier exige la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Les autorisations de toutes les firmes composant l'équipe multidisciplinaire se trouvent, en pièce jointe, au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La majoration du contrat est de 641 953,19 $, taxes incluses, ce qui représente une augmentation de 12,68 % par rapport à la valeur initiale du contrat de 3 925 878,86 $, taxes incluses.
Ce montant comprends:

Les honoraires de base à pourcentage du coût des travaux sont majorés de 522 379,18 $ pour un total de 3 994 681,67 $, taxes incluses.

Les services additionnels prévus au contrat sont majorés de 119 574 $ pour un total de 573 150,38 $ taxes incluses.

Les contingences et les incidences demeurent inchangées.

Le coût d'acquisition des services professionnels est prévu au programme décennal d'immobilisation PDI 2024-2033 du Service de la gestion et de la planification des immeubles, dans le Grand Projet de Centres d'appels de sécurité publique (SPVM et SIM), n^{o} investi 64028.

La dépense totale à autoriser est de 641 953,19 $, taxes incluses.

La dépense nette après ristourne de taxes est de 586 188,82 $.

La dépense est répartie de la manière suivante :

- 2024 - 25 %
- 2025 - 25 %
- 2026 - 30 %
- 2027 - 20 %

Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération, parce qu'elle concerne la sécurité publique (article 19, paragraphe 8b) qui est une compétence d'agglomération, en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de la majoration des honoraires professionnels d'un contrat existant.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet des centres d'appels 911 permettra à la Ville de Montréal et à l'ensemble des citoyens de se doter de centres d'appels robustes et répondant aux normes élevées de disponibilité et de résilience requises par le MSP et le CRTC. Le refus de majorer le contrat des services professionnels se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes du projet et aurait, par conséquent, des impacts importants sur la livraison du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des travaux : T4 2024 à T2 2027.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe GAUTHIER, Service de sécurité incendie de Montréal
Pascal RICHARD, Service de police de Montréal

Lecture :

Pascal RICHARD, 20 septembre 2024
Philippe GAUTHIER, 20 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CÔTÉ
Chargée de projet immobilier

Tél : 514 895-4787
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-16

Penelope DARCY
cheffe de division de projets Sécurité publique et Espace pour la vie

Tél : 514 242-6693
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-09-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1240805003
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification des immeubles, Direction de la gestion de projets immobiliers
Projet : Services professionnels pour la construction du nouveau centre d'urgence 9-1-1 – Site permanent 1

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*			

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet :	*Relocaliser les Centres d'appels 9-1-1 - Site permanent 1*
Nom d'ouvrage :	
No. D'ouvrage:	
No. De contrat :	
No. Du projet :	*IM-DV-22-1003*
No. Du GDD :	*1240805003*
Date :	*09-sept-24*
Étape :	*Augmentation du contrat de services professionnels*

				Budget $	TPS 5,0 % $	TVQ 9,975 % $	TOTAL $
Contrat	Services professionnels de base			**454 341,53 $**	**22 717,08 $**	**45 320,57 $**	**522 379,17 $**
	Services professionnels aditionnels			104 000,00 $	5 200,00 $	10 374,00 $	119 574,00 $
	Variation quantités			0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Contingences		**0%**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
	Total - Augmentation :			558 341,53 $	27 917,08 $	55 694,57 $	641 953,17 $
Incidences	Incidences spécifiques		0%	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Incidences générales		0%	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Total - Incidences :		**0%**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)			**558 341,53 $**	**27 917,08 $**	**55 694,57 $**	**641 953,17 $**
Ristournes	**TPS**	100%			-27 917,08 $		-27 917,08 $
	TVQ	50%				-27 847,28 $	-27 847,28 $
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)						**586 188,81 $**

Rythme prévu des décaissements : 2024 - 25%; 2025 - 25%; 2026 - 30%; 2027 - 20%

Le 16 mai 2022

ARCHIPEL, ARCHITECTURE INC.
A/S MONSIEUR PIERRE DELISLE
1006-24, AV DU MONT-ROYAL O
MONTRÉAL (QC) H2T 2S2

Nº de décision : 2022-DAMP-1429
Nº de client : 3000794873

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ARCHIPEL, ARCHITECTURE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 mai 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Toffolo, Milena

De: cdecary
Envoyé: 2 juin 2023 13:42
À: Toffolo, Milena; David-Poulin, Jézabel; Côté, Serge; Samné, Salem
Objet: TR: IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

---

De : _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
Envoyé : 2 juin 2023 13:07
À : _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
Objet : IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Direction de l'intégrité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
directionlcop@amp.quebec

Le 17 juin 2021

BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.
A/S MONSIEUR CLAUDE DÉCARY
8580, AV DE L'ESPLANADE
BUREAU 200
MONTRÉAL (QC) H2P 2R8

Nº de décision : 2021-DAMP-1534
Nº de client : 3000144184

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

BOUTHILLETTE PARIZEAU
BPA, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.
CSP CONSULTANTS EN SÉCURITÉ, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU
CSP SECURITY CONSULTING
DAVIDSON ACOUSTIQUE ET INSONORISATION, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU
INGÉMEL, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU
KANTUM ÉLÉMENT
BPA
CBA EXPERTS-CONSEILS
CSP CONSULTANTS EN SÉCURITÉ
INGÉMEL EXPERTS-CONSEILS

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. BOUTHILLETTE PARIZEAU INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **16 juin 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1240805003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 641 953,19 $, taxes incluses, à titre de contrat de base et de services aditionnels prévus au contrat, pour l'ajustement des honoraires professionnels dans le cadre du contrat accordé aux firmes Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG23 0730) pour le projet du site permanent principal des centres d'appels 9-1-1 majorant ainsi le montant total du contrat de 3 925 878,86 $ à 4 567 832,05 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1240805003 - Dépense add Services professionnels centre 911.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23

Sonia RODI
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.34

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1219220005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connue comme étant le lot 4 140 596 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069, dont la rente annuelle sera de 4 200 $. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation. Référence : 31H05-005-7266-03 / dossier 21-0008-T

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connue et désignée comme étant le lot 4 140 596 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 2 265,3 m², afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069, dont la rente annuelle sera de 4 200 $, le tout selon les conditions stipulées au projet d'acte. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation.

2. d'autoriser la Ville à signer l'acte de modification de l'emphytéose conditionnellement à la confirmation écrite de la SCHL à l'effet qu'elle consent à la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) un prêt hypothécaire dont la période de l'amortissement est d'au plus 40 ans, tel

qu'inscrit au projet d'acte, et que l’acte de modification de l'emphytéose final soit, de l’avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme au projet d’acte joint au présent sommaire décisionnel.

3. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-03 11:24

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1219220005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connue comme étant le lot 4 140 596 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069, dont la rente annuelle sera de 4 200 $. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation. Référence : 31H05-005-7266-03 / dossier 21-0008-T

CONTENU

CONTEXTE

Une soixantaine de coopératives et d'organismes d'habitation à but non lucratif (OBNL) ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes de subvention fédéraux sur des terrains municipaux que la Ville de Montréal a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80, pour des termes de 52 ans.
Les conventions de financement de ces organismes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la SCHL), qui sont d'une durée de 35 ans, sont arrivées ou arriveront à échéance pour la plupart entre 2016 et 2025. L'échéance des conventions de financement coïncide le plus souvent avec la fin des emprunts hypothécaires, mais signifie aussi la fin du soutien et des suivis assurés par la SCHL. Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces OBNL cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue un frein à l'obtention d'un refinancement hypothécaire.

Le Service de la stratégie immobilière (le SSI) et le Service de l'habitation (le SH) ont débuté une réflexion pour trouver une solution d'ensemble pour la soixantaine d'organismes

d'habitation sous emphytéose avec la Ville et issus d'anciens programmes fédéraux. Cette solution qui sera élaborée de concert par le SSI et le SH, après consultation auprès des parties prenantes concernées par le dossier, aura pour but de protéger le portefeuille immobilier de la Ville et d'assurer la pérennité de ce parc social.

Toutefois, étant donné que certains organismes doivent réaliser à court terme des travaux de rénovation importants sur leur bâtiment, le SSI et le SH proposent de procéder de manière ponctuelle à la prolongation des emphytéoses pour ces organismes et de soumettre ainsi pour décision par les instances de la Ville. Les prolongations qui seront consenties permettront de couvrir le terme nécessaire au financement hypothécaire et l'emphytéote devra présenter la liste des travaux prévus. Les prolongations s'accompagneront de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la Loi sur les coopératives, destinées à assurer la préservation de l'immeuble et sa vocation sociale.

Le choix de procéder à des prolongations ponctuelles d'emphytéose permet à la Ville d'approfondir sa réflexion sur la situation des coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose tout en s'assurant que les immeubles concernés pourront demeurer en bon état d'entretien, une condition essentielle de l'emphytéose. Il est aussi prévu que lorsqu'une solution d'ensemble sera adoptée, les organismes ayant bénéficié d'une prolongation d'emphytéose seront invités à y adhérer. Toutefois, l'approbation des créanciers hypothécaires concernés devra également être obtenue au préalable, le cas échéant.

En lien avec la démarche et la réflexion présentée dans les paragraphes précédents, la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) (l'Emphytéote) désire adhérer au programme Le Fonds pour le logement abordable - volet revitalisation offert par la SCHL afin de réaliser d'importants travaux sur l'immeuble situé au 660, rue De Courcelle (l'Immeuble). Pour adhérer à ce programme qui permet d'amortir le prêt sur 40 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 45 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance le 24 octobre 2035, une prolongation de trente-quatre (34) ans est requise afin d'adhérer au programme.

Le Fonds pour le logement abordable - volet revitalisation offre des prêts à faible coût, des prêts-subventions pour la rénovation de logements abordables et communautaires existants. Il comporte des exigences d'abordabilité, d'efficacité énergétique et d'accessibilité universelle et permet aux organismes d'obtenir un amortissement sur 40 ans, facilitant ainsi le maintien de l'abordabilité des logements.

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte de modification de l'emphytéose par les autorités compétentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM83 05072 - 2 août 1983 - Approuver le bail emphytéotique par lequel la Ville de Montréal cède à la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) un emplacement formé des lots 1673-1, 1674-141-12-1, 1674-141-10 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal, avec bâtiment dessus érigé portant les numéros 660 et 666 rue De Courcelle.

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal), pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, connue comme étant le lot 4 140 596 du cadastre du Québec, d'une superficie de 2 265,3 m², située dans l'arrondissement du Sud-Ouest, afin de permettre une prolongation du terme de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, à partir du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069.
L'Immeuble a été cédé par emphytéose à la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) en octobre 1983 avec l'obligation de rénover le bâtiment existant pour un coût

d’au moins huit cent cinquante mille dollars (850 000,00 $). L’Immeuble comprend 21 logements, dont 3 sont occupés par des ménages recevant une aide fédérale au loyer (Initiative fédérale de logement communautaire - l'IFLC-2). Les autres locataires bénéficient d'une réduction de loyer de près de 30 %, comparativement au loyer moyen du secteur (Rapport sur le marché locatif, SCHL, janvier 2024).

D’importants travaux de rénovation concernant les fondations, l’enveloppe du bâtiment, les fenêtres et la toiture doivent être effectués sur l’Immeuble à court terme. Le coût estimé de ces travaux totalise près de 1 684 152,00 $. La liste des travaux à réaliser est présentée dans un rapport d'expertise de la firme Aedifica architecture et design.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit de 2035 à 2069, sera de 4 200 $ et payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose initiale.

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions supplémentaires suivantes que l'Emphytéote devra respecter, en plus de celles stipulées à l'emphytéose initiale, et ce, dès sa signature :

- Remettre un rapport d’inspection du bâtiment réalisé par un expert tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée. L'expert doit être membre d'un ordre ou association, soit :

    - l’Association des inspecteurs en bâtiments du Québec;
    - l’Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec;
    - l’Ordre des architectes du Québec;
    - l’Ordre des ingénieurs du Québec;
    - l’Ordre des technologues professionnels du Québec.

- Présenter un plan quinquennal des travaux d’entretien et de préservation en lien avec le rapport d’inspection;
- Présenter les états financiers, sur demande de la Ville, afin qu'elle puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière à réaliser les travaux prévus au plan quinquennal;
- Préserver l’affectation sociale ou communautaire de l'Immeuble;
- Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l’entretien et la préservation de l’Immeuble.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La prolongation de la durée de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de financer les travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble.
- La modification de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer de la vocation sociale de l'Immeuble.
- La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire pour assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.
- La prolongation de la durée de l'emphytéose, de trente-quatre (34) ans, permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de la dette sur quarante (40) ans.
- Les conditions additionnelles prévues au projet d'acte permettront d’assurer le suivi du maintien en bon état de l’Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote.
- La réduction de la rente contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.
- La modification de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc de logements sociaux et communautaires.
- L’ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose.

- La prolongation de la durée de l'Emphytéose n'entraîne aucun coût pour l'agglomération et aucune responsabilité additionnelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En concertation avec le Service de l'habitation, il fut décidé d'appliquer une rente moyenne pour la durée des prolongations d'emphytéose pour permettre de préserver la vocation sociale de l'Immeuble et être équitable par rapport aux rentes payées par les coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente a été calculée selon le taux moyen par logement (200 $/unité) payé par les coopératives d'habitation sous emphytéose. Ainsi, la rente annuelle sera de 4 200 $, du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069. À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour l'année 2024 est de 4 032 $.
La Division des analyses immobilières du SSI estime que l'application de la rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité. La contribution à l'engagement à l'accessibilité universelle ne s'applique pas. Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques parce qu'il s'agit d'une modification de l'emphytéose.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier mettrait en péril les ententes prévues avec la SCHL et les entrepreneurs réalisant les travaux, en plus de nuire à la viabilité de l'Emphytéote et à la qualité de l'Immeuble.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de modification : automne 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clotilde TARDITI, Service de l'habitation
Caroline MÉTHOT, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Evelyne LABROSSE
Conseillère en Transactions Immobilieres

Tél : 438 8604386
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-20

Dany LAROCHE
chef(fe) de division transactions immobilieres

Tél : 514 449-4842
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219220005*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : Prolongement *de l'emphytéose - Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable***			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ● ***Priorités Montréal 2030*** ○ ***Rénovation d'un immeuble de 21 logements et maintien de l'abordabilité des loyers à 30 % sous le loyer moyen du secteur - priorité 7;***			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
20 JUIL 83
AVOCAT EN CHEF DE LA VILLE

13.00

CODE: NL0907

NO. 10123

LE 25 octobre 1983

BAIL EMPHYTEOTIQUE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-TROIS, le vingt-cinquième jour du mois de octobre.

D e v a n t Me JEAN-PAUL LANGLOIS, le notaire soussigné, pratiquant dans la Province de Québec, en les ville et district de Montréal.

C O M P A R A I S S E N T:

VILLE DE MONTREAL, corporation municipale, dont l'adresse principale est 275, rue Notre-Dame est, à Montréal, agissant et représentée aux présentes par Son Honneur le Maire de la Ville, Monsieur JEAN DRAPEAU, administrateur, et Monsieur Maurice Brunet, le Greffier---------- de la Ville, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du Conseil municipal, adoptée à une assemblée tenue le deux août mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983)----------dont une copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée Ne Varietur par lesdits représentants et le notaire soussigné,

ci-après nommée la "Ville"

D'UNE PART

E T:

COOPERATIVE D'HABITATION SOLIDARITE DU SUD-OUEST (MONTREAL), corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Ville de Montréal, agissant et représentée aux présentes par Claire Boisvert, Présidente et Michel St-Amant, vice-président

FG/hh 11-07-83

Division d'enregistrement - MONTRÉAL
Je certifie que ce document a été enregistré
Ce 83 10-28 - 13.40
année mois jour heure minute
sous le numéro 3413196
Registrateur

1006901357

dûment autorisés aux fins des présentes aux termes de résolutions adoptées par l'assemblée générale des membres et par le Conseil d'administration les dix-sept mai et sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-trois

respectivement, dont copies demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées Ne Varientur pour fins d'identification par s dit représentant et le notaire soussigné,

ci-après désignée l' "Emphytéote"

D'AUTRE PART

LESQUELLES PARTIES DECLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que la Ville est propriétaire d'un immeuble décrit à l'article 14 des présentes;

ATTENDU que la Ville a décidé de céder ledit immeuble par bail emphytéotique;

ATTENDU que l'Emphytéote accepte ce bail emphytéotique;

C'EST POURQUOI LES PRESENTES FONT FOI:

ARTICLE 1

DEFINITIONS

1.1. Les mots et expressions suivants, lorsqu'utilisés dans le présent bail, auront le sens suivant, à moins que le contexte n'indique une intention contraire:

1.1.1. "bail emphytéotique", "bail", "cet acte", "présentes", "aux présentes" et quelques autres expressions similaires signifient le présent bail emphytéotique;

1.1.2. "terrain", "partie de terrain", "cette partie de terrain", "immeuble" ou "cet immeuble" signifie l'emplacement décrit à l'article 14 des présentes;

1.1.3. "Améliorations" signifie le Bâtiment existant à être rénové ainsi que toutes les additions et autres améliorations et constructions qui pourront être érigées sur le terrain et toute restauration et reconstruction de celles-ci;

1.1.4. "Bâtiment" signifie le bâtiment existant que l'Emphytéote s'engage, par les présentes, à rénover;

1.1.5. "créancier hypothécaire" signifie tout créancier de tout prêt garanti par

hypothèque consentie par l'Emphytéote;

1.1.6. "Emphytéote" signifie: COOPERATIVE D'HABITATION SOLIDARITE DU SUD-OUEST (MONTREAL) ses successeurs et ses ayants cause;

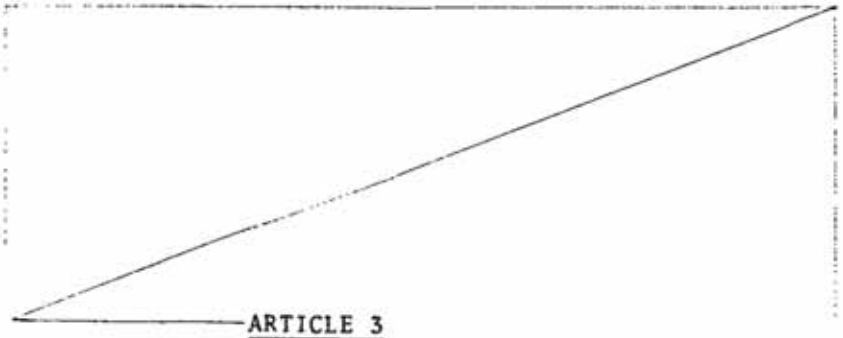
1.1.7. "l'ensemble immobilier" signifie le terrain et les améliorations.

ARTICLE 2

EMPHYTEOSE

2.1. La Ville cède avec garantie légale à l'Emphytéote, aux conditions contenues aux présentes et suivant les prescriptions du Code Civil régissant l'emphytéose, sauf les dérogations spécifiques ci-après mentionnées, l'emplacement dont la description apparaît à l'article 14 des présentes.

2.2. La Ville déclare que ledit emplacement est libre de tout privilège, hypothèque ou autre charge quelconque et qu'elle a un bon et valable titre



ARTICLE 3

OBLIGATIONS DE L'EMPHYTEOTE

3.1. L'Emphytéote s'engage à faire les Améliorations requises pour satisfaire aux exigences ci-après énumérées, le tout en conformité avec la loi et les règlements municipaux et aux conditions contenues aux présentes;

3.1.1. Sur l'immeuble cédé par la Ville en vertu de l'article 2, l'Emphytéote s'engage à rénover le bâtiment existant pour un coût d'au moins huit cent cinquante mille dollars ($850 000).

Le Bâtiment devra être substantiellement conforme aux plans préparés par Rodrigue Guité, architecte, numérotés A-1 à A-3, A 4-5, et A-6 à A-10, lesquels sont conservés aux archives de la Ville. Lesdits plans devront toutefois être conformes aux règlements en vigueur lors de l'obtention des permis nécessaires.

Le permis de modification pour le Bâtiment devra être requis dans les deux (2) mois de la signature du présent bail, la construction devra débuter dans les trois (3) mois suivant l'émission du permis et devra être complétée dans les douze (12) mois suivant telle émission.

Tous les délais ci-dessus sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence du contrat et sans laquelle la Ville n'aurait pas signé les présentes, sauf dans le cas d'empêchement par cas fortuit, auquel cas les délais sont étendus pour autant.

En cas de défaut de respecter les délais prévus au présent article 3.1.1. et ce, nonobstant les dispositions de l'article 5.1.3., la Ville pourra, en conformité avec les articles 1040a et suivants du Code civil du Bas Canada, sur avis de soixante (60) jours signifié à l'Emphytéote et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, mettre fin au présent bail à l'expiration de ce délai si le défaut n'est pas alors corrigé, auquel cas tous les droits de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'Ensemble Immobilier deviendra la propriété

de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement à la fin de cette période de soixante (60) jours, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet du bail. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent bail que la Ville pourra raisonnablement exiger.

3.2. L'Emphytéote paiera, à compter des présentes, toutes les taxes, redevances, impositions ou contributions de quelque nature que ce soit qui sont imposables au propriétaire sur l'Ensemble Immobilier ou résultant de son occupation ou de son exploitation.

3.3. L'Emphytéote devra faire, à ses propres frais, toutes les réparations de quelque nature que ce soit portant sur l'Ensemble Immobilier. Il conservera et gardera, pendant tout le terme du bail, en parfait état d'entretien et de réparations, sauf usure et dépréciation normale, le Bâtiment visé par l'article 3.1.1.

3.4. L'Emphytéote s'engage à prendre ledit immeuble dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné et en être satisfait.

3.5. La Ville se réserve le droit, durant la période décrite au paragraphe 3.1.1., d'installer sur l'emplacement un écriteau, bien en vue du public et à l'endroit qui sera déterminé par l'architecte désigné audit paragraphe, indiquant la nature de sa participation dans le projet.

ARTICLE 4

ASSURANCES

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire avant le début des travaux, et de maintenir en force pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes:

4.1.1. Une police d'assurance responsabilité civile accordant une protection de cinq cent mille dollars ($500 000) par personne et par événement et de

DEUX MILLIONS DE DOLLARS ($2,000,000.00) par événement pour les dommages causés à plus d'une personne, et une protection pour les dommages matériels, avec une limite de CINQ MILLIONS DE DOLLARS ($5,000,000.00) pour la totalité des dommages qui peuvent survenir dans une année.

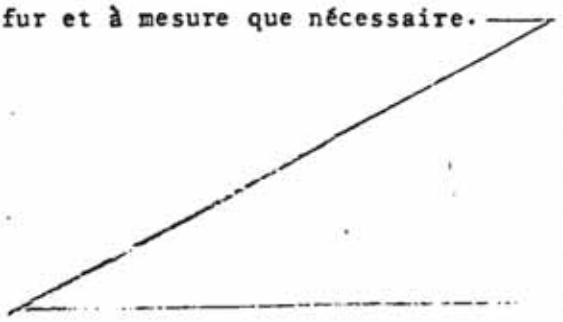
Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville qui est annexé aux présentes comme "Annexe A" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'immeuble pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également

tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à être exécutés;

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule de l'Association Canadienne des Assureurs ou toute autre formule assurant une protection équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur et augmenter au fur et à mesure que nécessaire.



Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier

hypothécaire, s'il en est, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville qui est annexé aux présentes comme "Annexe B" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte à Montréal qui sera désignée par la Ville, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes d'argent déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout

autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et maintenir en force dès la fin des travaux de construction et pendant le reste du terme du présent bail, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes:

4.2.1. Une police d'assurance-responsabilité accordant la même protection que celle exigée ci-dessus durant l'exécution des travaux de construction.

Toutefois, le montant de protection de ladite police devra être calculé en dollars constants de 1983 selon l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir l'avenant spécial de la Ville qui est annexé aux présentes comme "Annexe C" après avoir été reconnu

véritable et signé Ne Varietur pour les fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer;

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule de l'Association Canadienne des Assureurs dite "Formule des bâtiments commerciaux" ou toute autre formule assurant une protection équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés et dont l'Emphytéote est propriétaire à titre de preneur en vertu du bail emphytéotique et cela pour une somme correspondant à la valeur de remplacement.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est,

et devra contenir l'avenant spécial de la Ville qui est annexé aux présentes comme "Annexe D" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, et toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) devra être payée selon les mêmes modalités exigées pour la police "tous risques" pendant la durée des travaux et servir aux mêmes fins.

Toutefois si le créancier hypothécaire décide de ne pas se servir de ces argents pour reconstruire ou réparer les Améliorations, le produit des assurances sera versé au créancier hypothécaire et la Ville devra recevoir de l'Emphytéote toutes les garanties qu'elle jugera nécessaires à l'effet que d'autres

disponibilités monétaires sont mises à la disposition de l'Emphytéote pour la reconstruction ou réparation des Améliorations.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville le texte des polices d'assurance ci-dessus prévues dès leur émission, celles-ci devant être approuvées par l'Avocat en chef de la Ville. De plus, l'Emphytéote s'engage à fournir les reçus constatant le paiement des primes des polices ci-dessus prévues et les certificats de renouvellement d'icelles au moins trente (30) jours avant leur échéance. Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux articles 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée du présent bail, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. L'Emphytéote devra faire en sorte que les indemnités provenant des polices d'assurance, y compris même les indemnités qui seraient payables en vertu d'une police ou d'un avenant non requis par la Ville, soient payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, de telle façon que:

4.4.1. Toute somme excédant VINGT CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) ci-après désignée l' "excédent", pouvant provenir de ces assurances sera déposée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte à Montréal qui sera désignée par la Ville, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Il est de plus convenu que l'excédent ne sera utilisé que pour la restauration des Améliorations comme prévu ci-après à l'article 4.5., le tout sous réserve des stipulations des articles 4.6. et 4.7. des présentes; et

4.4.2. Que toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) ou moins sera

payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.5. Au cas de destruction d'une partie des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou autre cause prévue aux articles 4.1. et 4.2. des présentes, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible mais dans un délai n'excédant jamais douze (12) mois, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la restauration de la partie détruite ou endommagée des Améliorations pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées aux comptes conjoints prévus aux articles 4.1., 4.2. et 4.4. pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux. L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations durant la période de reconstruction et jusqu'à l'expiration du terme du présent bail et les dispositions des clauses d'assurance contenues dans l'article 4 s'applique-

ront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Le paiement de la rente prévue au présent bail devra être fait sans changement ni interruption durant toute cette période.

4.6. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux de restauration et payer le coût en excédant de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût de la restauration, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux de restauration. Dans ce dernier cas, tout créancier hypothécaire, s'il en est, pourra, à sa discrétion, exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée pro tanto en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble Immobilier.

4.7. Au cas où, pour quelque cause que ce soit, les Améliorations étaient totalement détruites ou endommagées au point de devenir inutilisables pour les fins du bail, l'Emphytéote devra en aviser la

Ville dans les trente (30) jours de la destruction ou du dommage.

4.7.1. Si la perte ou le dommage survient dans les premiers dix (10) ans ou dans les derniers vingt-cinq (25) ans du bail et si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou restauration des Améliorations, il pourra déguerpir après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage, avis à la Ville et à tout créancier hypothécaire s'il en est, de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque;

4.7.2. Si la perte ou le dommage survient après les premiers dix (10) ans et avant le début des derniers vingt-cinq (25) ans du bail, la Ville pourra, à sa discrétion, soit exiger de l'Emphytéote la reconstruction ou la restauration, soit mettre fin au bail, en lui donnant avis dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage. Toutefois, la Ville ne pourra mettre fin au bail que si l'Emphytéote n'a pas donné à la Ville, dans les délais ci-dessus, avis de son intention de reconstruire ou de restaurer et n'a

pas procédé à ce faire avec une diligence raisonnable;

4.7.3. Au cas de déguerpissement prévu au paragraphe 4.7.1. ou lorsqu'il est mis fin au bail en vertu du paragraphe 4.7.2., l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou de ce dommage sera répartie entre l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, selon leurs intérêts respectifs, sous réserve des dispositions des paragraphes 4.2.2 et 4.4.1. Au cas d'impasse quant à la façon de faire cette répartition, elle se fera conformément aux dispositions de l'article 11.

4.8. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par ce bail auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec.

ARTICLE 5

DEFAUT

5.1. Au cas où l'Emphytéote serait en défaut:

5.1.1. de payer tout ou en partie de la rente, des taxes ou des primes d'assurance à leur échéance ou d'acquitter toutes autres redevances, impositions ou contributions prévues au présent bail; ou

5.1.2. de compléter substantiellement la construction, la reconstruction ou la restauration des Améliorations de façon à ce que le tout soit prêt pour occupation dans les délais prévus aux présentes, sauf cas fortuit et sous réserve des dispositions des articles 4.5. et 4.7; ou

5.1.3. de remplir les engagements ou d'observer l'un ou l'autre des termes et obligations des présentes;

et si ce défaut se prolongeait pendant plus de soixante (60) jours, alors, dans tous ces cas, la Ville pourra, sans préjudice de ses autres droits et recours, donner à l'Emphytéote un avis écrit de son intention de mettre fin au présent bail. Cet avis devra préciser la ou les sommes d'argent ou les termes, obligations ou conditions dont on allègue le non paiement ou la violation.

5.2. Chaque fois que l'Emphytéote sera en défaut pour la période susmentionnée de soixante (60) jours et que la Ville décide de mettre fin au présent bail, elle devra immédiatement transmettre à tout créancier hypothécaire, s'il en est, un duplicata de l'avis prévu à l'article 5.1. Cet avis sera considéré suffisant s'il est donné à tel créancier hypothécaire

par courrier recommandé à l'adresse apparaissant à l'avis d'adresse enregistré par ce dernier ou à toute autre adresse désignée par celui-ci de temps à autre par écrit.

5.3. Si, conformément aux articles 5.1. et 5.2., la Ville donne un avis faisant état d'une violation ou d'un défaut en vertu des présentes et s'il n'est pas remédié à cette violation ou à ce défaut dans les cent vingt (120) jours suivant immédiatement la date de cet avis et si la Ville n'est pas remboursée de toutes les dépenses raisonnablement encourues à la suite de cette violation ou de ce défaut, là et alors, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 5.4. et de la formalité d'enregistrement prévue à l'article 1040a du Code civil du Bas Canada, le présent bail se terminera et le terme y prévu deviendra échu à compter du cent vingtième (120e) jour suivant la date de cet avis et tous les droits de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'Ensemble Immobilier deviendra la propriété de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement et sans autre avis, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet du bail. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent bail que la Ville pourra raisonnablement exiger.

A défaut de l'Emphytéote de se conformer aux termes du présent bail et advenant que ce dé-

faut ne puisse être convenablement corrigé par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de l'Emphytéote ne seront pas alors forfaits ni périmés, si, au cours de la période prévue à l'alinéa précédent, l'Emphytéote commence à corriger ce défaut dès la réception dudit avis de défaut et poursuive avec diligence raisonnable.

5.4. Si à quelque époque l'Emphytéote est en défaut aux termes de l'article 5.1. et s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires et si l'Emphytéote néglige de corriger ce défaut conformément à l'article 5.3., la Ville, après avoir acquis le droit de prendre possession de l'ensemble immobilier conformément à l'article 5.3., devra donner un avis supplémentaire à tout créancier hypothécaire et, si tel créancier hypothécaire corrige ce défaut dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de cet avis, tel créancier hypothécaire aura le droit de prendre possession de l'Ensemble Immobilier, comme preneur emphytéotique avec effet rétroactif à la date du défaut de l'Emphytéote, le tout sans préjudice des droits prioritaires de tout autre créancier hypothécaire, s'il en est. Ce créancier hypothécaire prendra alors la place de l'Emphytéote pour la partie non expirée du terme du présent bail en assumant toutes les obligations de l'Emphytéote et en jouissant de tous les droits accordés à ce dernier par le présent bail.



Si cependant les créanciers hypothécaires négligent de remédier au défaut de l'Emphytéote dans le délai de quatre-vingt-dix (90) jours, le présent bail se terminera et le terme y prévu deviendra échu à compter du quatre-vingt-onzième (91e) jour suivant la date dudit avis, et les créanciers hypothécaires deviendront déchus de tous leurs droits qui deviendront alors forfaits et la Ville aura le droit de s'adresser aux tribunaux pour demander la radiation des hypothèques existant alors si les créanciers hypothécaires refusent d'accorder mainlevée.

5.5. Nonobstant les termes de l'article 5.4., si le défaut de l'Emphytéote entraînant la terminaison du présent bail conformément au présent article 5 découle de la négligence de l'Emphytéote d'entreprendre la restauration des Améliorations aussi rapidement que possible tel que prévu aux présentes, le délai accordé à tout créancier hypothécaire en vertu de l'article 5.4. sera alors de cent vingt (120) jours.

5.6. Nonobstant toute clause à ce contraire dans le présent bail, si le défaut de l'Emphytéote en vertu du présent bail ne peut être convenablement

remédié par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de tout créancier hypothécaire ne seront pas alors forfaits ni périmés si, dans le délai accordé ci-dessus à tel créancier hypothécaire, celui-ci commence à corriger le défaut dès la réception de l'avis supplémentaire de défaut prévu à l'article 5.4. et à poursuivre avec une diligence raisonnable.

ARTICLE 6

POURSUITE

6.1. Pendant toute la durée du présent bail, l'Emphytéote devra tenir la Ville indemne de toute réclamation par des tiers, de quelque nature que ce soit, et devra prendre le fait et cause de la Ville dans toute poursuite dirigée par des tiers contre la Ville, découlant de l'existence du présent bail ou de l'exercice des droits en découlant, de l'occupation ou de l'exploitation de l'Ensemble Immobilier ou des constructions, réparations, modifications ou démolition des Améliorations, par l'Emphytéote.

ARTICLE 7

RENONCIATION

7.1. Toute renonciation faite par la Ville devra se faire par résolution de son Conseil Municipal ou de son Comité exécutif selon le cas, et aucune re-

nonciation par la Ville à invoquer le défaut de l'Emphytéote en vertu des termes du présent bail ne devra s'interpréter comme une renonciation à invoquer tout autre défaut ayant été commis ou pouvant être commis par la suite par l'Emphytéote à moins que ladite résolution du Conseil Municipal ou du Comité exécutif n'ait cet effet.

ARTICLE 8

RESILIATION

8.1. La Ville pourra mettre fin à ce bail pour toutes ou chacune des causes prévues aux présentes en plus de toutes les autres causes prévues par la loi.

Sauf pour les circonstances prévues au paragraphe 4.7. et au cas d'expropriation prévue au paragraphe 10.1. des présentes, l'Emphytéote n'aura pas le droit de mettre fin à ce bail avant son expiration, à moins que la Ville soit en défaut de remplir ses obligations en vertu du présent bail, ou que l'Emphytéote soit, à cause du fait ou du défaut de la Ville, privé de la jouissance des lieux pendant une période excédant cent quatre-vingts (180) jours. Nonobstant les dispositions du Code Civil, l'Emphytéote n'a pas le droit de déguerpir à l'exception des cas prévus dans les paragraphes 4.7. et 10.1. des présentes.

ARTICLE 9

FIN DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

9.1. Sujet aux stipulations de l'article 5 de ce bail, à l'expiration de ce bail, ou au moment de toute terminaison antérieure, la Ville deviendra propriétaire des Améliorations (autres que celles faites par des locataires) aux lieux cédés, y inclus celles faites volontairement par l'Emphytéote, libres de toutes charges, hypothèques et privilèges. Toutefois, les obligations résultant de baux consentis par l'Emphytéote, au loyer normal du marché à l'époque, seront respectées par la Ville, sauf dans les cas où le terme restant à courir excède de plus de cinq (5) ans la présente emphytéose, auquel cas la Ville pourra les considérer comme nuls et sans effet à l'expiration des cinq (5) ans suivant la fin de la présente emphytéose, quelle que soit la manière dont elle arrive.

ARTICLE 10

EXPROPRIATION

10.1. Si, pendant la durée de ce bail, l'Ensemble Immobilier est exproprié dans son entier ou s'il n'est exproprié qu'en partie et que cette expropriation partielle rende le résidu inutilisable pour les fins prévues dans ce bail, le terme de ce bail sera automatiquement échu et le présent bail prendra fin à la date de possession de la partie expropriée.

Dans ce cas, la partie de l'indemnité provenant de l'expropriation représentant la valeur

de la partie de terrain exproprié ou les dommages causés au résidu de la partie de terrain sera payable à la Ville. La partie de ces indemnités représentant la compensation pour les dommages au Bâtiment sera déposée dans une banque à charte de la façon prévue à l'article 4.4.1. de ce bail traitant des indemnités payables par les compagnies d'assurance et sera par la suite répartie et payée comme convenu entre la Ville et l'Emphytéote et le créancier hypothécaire de l'Emphytéote, s'il en est. A défaut d'en venir à une telle entente, les indemnités de compensation seront réparties et payées conformément aux dispositions de l'article 11 des présentes.

10.2. Si, pendant la durée de ce bail, l'ensemble immobilier est exproprié de façon à ne pas rendre le résidu inutilisable pour les fins prévues dans ce bail, le présent bail prendra fin, en ce qui concerne la partie expropriée du terrain, dès la date de la perte de possession de ladite partie, et la rente annuelle stipulée aux présentes sera remplacée par une nouvelle rente annuelle calculée selon la formule suivante:

$$Nra = Ra - \left(Ra \times \frac{Pe}{St}\right)$$

dans laquelle:

Nra = la nouvelle rente annuelle (Ra)

Ra = la rente annuelle stipulée aux présentes

Pe = la superficie de la partie expropriée

du terrain (exprimée en mètres carrés)

St = la superficie totale du terrain avant l'expropriation (exprimée en mètres carrés).

10.3. L'Emphytéote n'aura aucun droit à la partie des indemnités d'expropriation représentant la valeur de la partie de terrain expropriée et les dommages causés au résidu de cette partie de terrain. La partie de ces indemnités représentant une compensation pour les dommages au Bâtiment devra être utilisée de la façon prévue au paragraphe 4.4. de ce bail traitant des indemnités provenant des compagnies d'assurance, sous réserve du paragraphe 4.2.2, et sera appliquée de la même façon jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour la restauration du Bâtiment dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Le résidu de ces indemnités, s'il en est, sera payable à l'Emphytéote.

ARTICLE 11

PARTAGE DES INDEMNITES

11.1. Pour les fins d'interprétation du présent article 11, il est convenu que les mots ou expressions ci-dessous, lorsqu'ils sont employés dans le présent article 11, ont le sens suivant à moins que le contexte n'indique une intention contraire:

11.1.1. "Expropriation" signifie toute expropriation affectant la totalité de l'Ensemble Immobilier ou toute partie rendant le résidu inutilisable pour les fins prévues dans le présent bail;

11.1.2. "Indemnité d'assurance" signifie les sommes d'argent provenant des compagnies d'assurance et qui seront déposées dans une banque à charte pour être utilisées dans les circonstances prévues à l'article 4.4.;

11.1.3. "Indemnité d'expropriation" signifie les sommes d'argent provenant de l'expropriation et représentant la valeur du Bâtiment ——— telle que déterminée par les tribunaux d'expropriation.

11.2. Si, dans les cas prévus à l'article 4.4. au sujet de la répartition finale des indemnités provenant des compagnies d'assurance et dans le cas prévu à l'article 10.1. au sujet de l'allocation de la partie de l'indemnité d'expropriation se rapportant au Bâtiment ——— les parties ne peuvent en venir à une entente dans un délai de trente (30) jours à compter de la date du dépôt de telles indemnités dans une banque à charte, il est convenu que les sommes d'argent représentant telles indemnités seront divisées

et allouées conformément aux dispositions de l'article 11.3. ci-dessous.

11.3. Lors d'une expropriation ou dans les circonstances prévues par l'article 4.4., l'indemnité d'expropriation ou l'indemnité d'assurance, selon le cas, sera divisée de la façon et dans l'ordre suivants:

11.3.1. tout créancier hypothécaire recevra le montant qui lui est dû, lequel sera pris à même la part de l'Emphytéote, telle qu'établie ci-après, sans toutefois la dépasser;

11.3.2. la part revenant à l'Emphytéote sera calculée d'après le barème suivant:

1ère	année	100.0%	19e	année	95.8%
2e	"	100.0%	20e	"	95.3%
3e	"	99.0%	21e	"	94.8%
4e	"	99.0%	22e	"	94.3%
5e	"	98.9%	23e	"	93.7%
6e	"	98.8%	24e	"	93.0%
7e	"	98.7%	25e	"	92.1%
8e	"	98.6%	26e	"	91.2%
9e	"	98.4%	27e	"	90.2%
10e	"	98.3%	28%	"	89.2%
11e	"	98.2%	29e	"	88.1%
12e	"	97.9%	30e	"	86.9%
13e	"	97.6%	31e	"	85.6%
14e	"	97.4%	32e	"	84.3%
15e	"	97.2%	33e	"	82.8%
16e	"	96.9%	34e	"	81.3%
17e	"	96.6%	35e	"	79.8%
18e	"	96.2%	36e	"	78.2%

37e	année	76.5%	45e	année	58.9%
38e	"	74.7%	46e	"	55.9%
39e	"	72.8%	47e	"	51.9%
40e	"	70.8%	48e	"	45.0%
41e	"	68.7%	49e	"	36.2%
42e	"	66.5%	50e	"	26.2%
43e	"	64.2%	51e	"	14.4%
44e	"	61.6%	52e	"	nul

11.3.3. le solde appartiendra à la Ville comme étant sa part.

ARTICLE 12

DUREE

12.1. Le présent bail emphytéotique est ainsi consenti pour le terme de cinquante-deux (52)ans à compter de la signature du présent bail.

ARTICLE 13

RENTE

13.1. L'Emphytéote s'engage à payer à la Ville, au bureau du Directeur des Finances, une rente annuelle de QUATRE MILLE TRENTE-DEUX DOLLARS ($4 032,00), ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de TROIS CENT TRENTE-SIX DOLLARS ($336,00) ---------- exigibles le jour anniversaire mensuel des présentes, à compter de la signature du présent bail.

ARTICLE 14

DESCRIPTION TECHNIQUE

DESIGNATION

Un emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue de Courcelles, à Montréal, composé comme suit:

a) du lot numéro UN de la subdivision du lot originaire numéro MILLE SIX CENT SOIXANTE-TREIZE (1673-1) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Municipalité de la Paroisse de Montréal;

b) du lot numéro UN de la subdivision du lot numéro DOUZE de la subdivision du lot numéro CENT QUARANTE ET UN de la subdivision du lot originaire numéro MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUATORZE (1674-141-12-1) dudit cadastre;

c) d'une PARTIE du lot numéro DIX de la subdivision du lot numéro CENT QUARANTE ET UN de la subdivision du lot originaire numéro MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUATORZE (1674-141-Ptie lo) dudit cadastre; bornée vers le nord-est par le lot 1673-1, vers le sud-est par le lot 1674-137, vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot 1674-141-10 et vers le nord-ouest par le lot 1674-141-12-1; mesurant vingt-quatre pieds et trente-huit centièmes de pied (24.38 pi) dans ses lignes nord-est et sud-ouest et seize pieds et huit dixièmes de pied (16.8 pi) dans ses lignes sud-est et nord-ouest, contenant en superficie quatre cent neuf pieds carrés et six dixiè-

mes de pied carré (409.6 pi^2), mesures anglaises et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée portant les numéros 660 et 666 rue de Courcelles.

Le tout sujet à la servitude de vues de passage pour sortie d'urgence et de passage pour fins de réparations, créé aux termes d'un acte de servitudes entre la Ville et la Fabrique de la Paroisse de Ste-Elizabeth du Portugal, reçu devant Me Ivan Lamarre, le douze septembre mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) sous le numéro MILLE SEPT CENT DIX-SEPT (1717) de son répertoire.

ARTICLE 15

DISPOSITIONS DIVERSES

15.1. Toute somme d'argent due par l'Emphytéote à la Ville, aux termes des présentes, est payable en devises ayant cours légal au Canada et portera intérêt au taux fixé par le Conseil Municipal de la Ville pour les sommes dues à la Ville en vigueur à la date d'exigibilité du paiement, à compter du jour où elle devenait due jusqu'au jour où elle a été payée.

15.2. Pour les fins des présentes, l'Emphytéote élit domicile à l'adresse indiquée au paragraphe suivant.

15.3. Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu des présentes devra être signifié à l'autre partie à l'adresse indiquée ci-dessous:

VILLE DE MONTREAL
a/s Greffier de la Ville
Hôtel de Ville de Montréal
275 est, rue Notre-Dame
Montréal, Québec
H2Y 1C6

COOPERATIVE D'HABITATION
SOLIDARITE DU SUD-OUEST (MONTREAL)
4281A ouest, Notre Dame
Montréal (Québec)

Cependant, chaque partie aux présentes pourra, par avis écrit signifié à l'autre partie, indiquer une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tous les avis subséquents devront lui être signifiés.

Advenant l'impossibilité pour une partie aux présentes de signifier tel avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

15.4. L'Emphytéote paiera le coût des présentes, de l'original et des copies requises.

15.5. La Ville ne sera pas tenue de fournir de titres ou de certificats de recherche concernant le terrain.

15.6. Ce bail emphytéotique sera interprété et régi suivant les lois de la Province de Québec. Si quelque disposition de ce bail emphytéotique était déclarée illégale, invalide ou incompatible avec le caractère emphytéotique du bail, par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, elle sera considérée séparée et retranchée de ce bail emphytéotique, lequel restera en vigueur comme si telle disposition n'eut jamais été incluse, sous réserve de reprendre force et effet si par la suite, elle venait à ne plus être illégale ou invalide.

Cependant, telle disposition sera remplacée par une disposition valide qui aura autant que possible la même incidence économique et juridique.

15.7. Tant que les présentes seront en vigueur, le Bailleur reconnaît que l'Emphytéote jouira de tous les droits, quant aux améliorations, que lui confèrent les articles 567 et suivants du Code civil, même si ce Bail était déclaré non emphytéotique.

15.8. Si ce bail emphytéotique était déclaré ne pas être emphytéotique par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, les parties s'engagent à signer tout acte ou document nécessaire, afin de conférer à l'emphytéote des droits qui équivalent à ceux que les parties ont voulu créer par les présentes pour autant que les droits du bailleur emphytéotique ne soient pas diminués.

MENTIONS EXIGEES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITES A PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIERES:

a) Les parties aux présentes déclarent:

le Bailleur: que son nom est "VILLE DE MONTREAL":

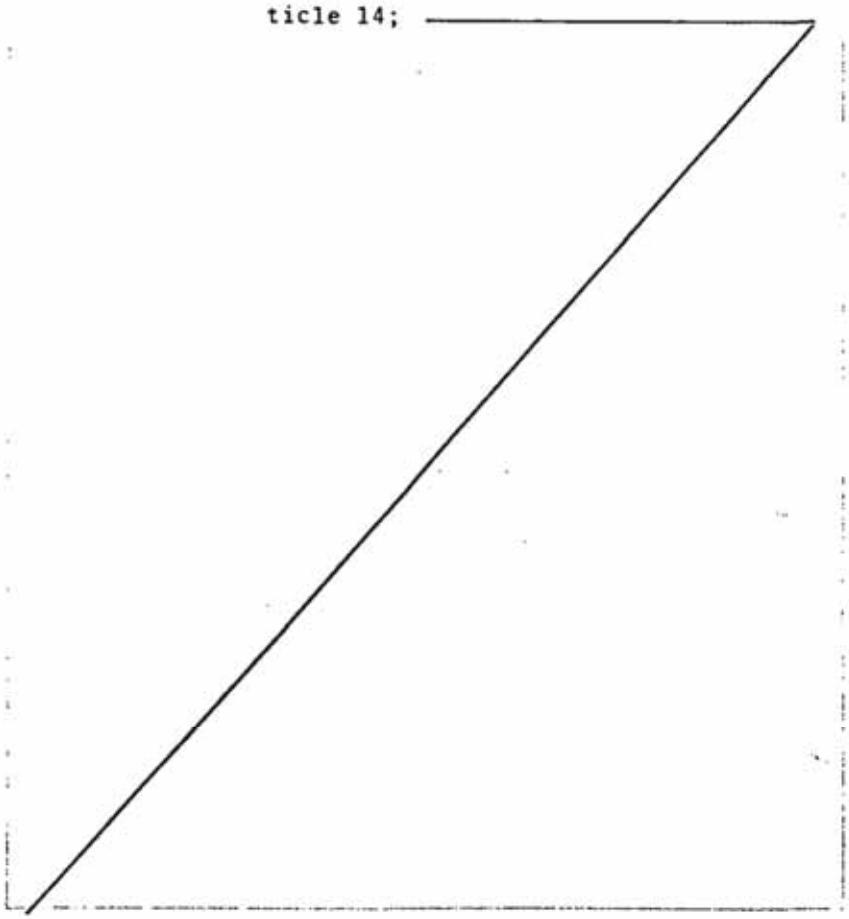
l'Emphytéote: que son nom est "COOPERATIVE D'HABITATION SOLIDARITE DU SUD-OUEST (MONTREAL);

b) le Bailleur: que son adresse principale est au 275, rue Notre-Dame est, Montréal, Québec;

c) l'Emphytéote: que son adresse principale est au 4281A ouest, rue Notre-Dame à Montréal.

d) le Bailleur et l'Emphytéote: que les emplacements qui font l'objet du présent acte sont entièrement situés dans le territoire de la Ville de Montréal;

e) le Bailleur et l'Emphytéote: que la contrepartie pour les fins de la présente loi est de CENT TROIS MILLE DOLLARS ($103 000,00) ---------- soit la valeur marchande de l'immeuble décrit dans le présent acte à l'article 14;



f) le Bailleur et l'Emphytéote: que le droit de mutation est de QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT DOLLARS ($468,00).

D O N T A C T E

FAIT ET PASSE en la Ville de Montréal, à la date ci-dessus en premier lieu écrite, sous le numéro DIX MILLE CENT VINGT-TROIS (10123) du répertoire de Me JEAN-PAUL LANGLOIS.

ET LECTURE FAITE, les parties signent avec le notaire soussigné et en sa présence.

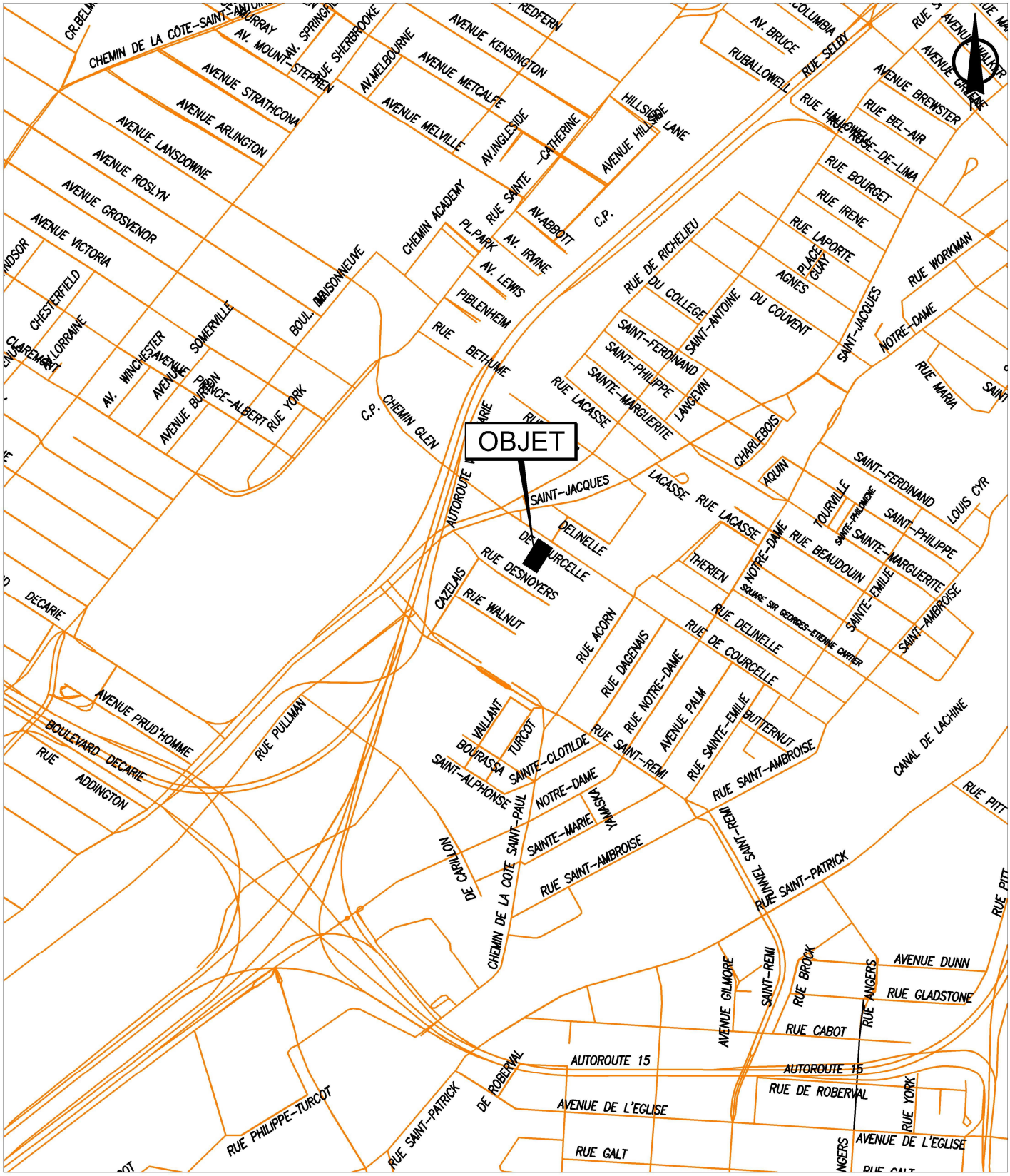
SIGNE: MICHEL ST-AMAND

SIGNE: CLAIRE BOISVERT

SIGNE: Le maire JEAN DRAPEAU

Le greffier MAURICE BRUNET
pour LA VILLE DE MONTREAL

SIGNE: JEAN-PAUL LANGLOIS
Notaire



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Le Sud-Ouest

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7266-03
Mandat: 21-0008-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 29-11-2021

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7266-03
Mandat: 21-0008-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:600
Date: 29-11-2021

Le Sud-Ouest
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1219220005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connue comme étant le lot 4 140 596 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069, dont la rente annuelle sera de 4 200 $. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation. Référence : 31H05-005-7266-03 / dossier 21-0008-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de prolongation d'emphytéose donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu la confirmation du représentant de la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) et du créancier hypothécaire à l'effet qu'ils sont d'accord avec ce projet d'acte.

N/D 21-002101

FICHIERS JOINTS

2024-08-27 Modification d'emphytéose_Vfinale.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire et cheffe de division
Tél : 514-589-7571

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23

Caroline BOILEAU
notaire et cheffe de division
Tél : 514-589-7571
Division : Droit notarial

MODIFICATION D'EMPHYTÉOSE

1219220005
21-003201

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE

Le

Devant **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

COOPÉRATIVE D'HABITATION SOLIDARITÉ DU SUD-OUEST (MONTRÉAL), coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, C. C-67.2) dont les statuts de constitution sont datés du vingt-sept (27) juin mil neuf cent quatre-vingt-un (1981) immatriculée sous le numéro 1142731968 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 660, rue De Courcelle, à Montréal, province de Québec, H4C 3C5, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ (__) _____ deux mille _____ (20___) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ _____, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006) et dont copie est annexée à la minute 3602 de la notaire soussignée conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3) et

b) de la résolution numéro CG24 _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ (____) _____ deux mille vingt-quatre (2024), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Avis d'adresse : **6 019 444**

Ci-après nommée la « **Ville** »

L'Emphytéote et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, préalablement à l'acte de modification faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE par acte de bail emphytéotique reçu devant M^{e} Jean-Paul Langlois, notaire, le vingt-cinq (25) octobre mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 413 196 (ci-après l'« Emphytéose » ou le bail emphytéotique), la Ville a cédé à l'Emphytéote un immeuble autrefois connu comme étant les lots 1673-1 et 1674-141-12-1 et une partie du lot 1674-141-10 du cadastre du Québec, municipalité de la paroisse de Montréal, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE depuis, lesdits lots ont fait l'objet d'une rénovation cadastrale et sont maintenant connus comme étant le lot 4 140 596 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans commençant le vingt-cinq (25) octobre mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) et se terminant le vingt-quatre (24) octobre

deux mille trente-cinq (2035);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

ATTENDU QUE l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il devait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement et que les institutions bancaires exigent qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties afin notamment de prolonger de trente-quatre (34) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au vingt-quatre (24) octobre deux mille soixante-neuf (2069);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite de son créancier hypothécaire à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de quarante (40) ans.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

2. DÉSIGNATION

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro **QUATRE MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (4 140 596)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec le bâtiment dessus érigé portant le numéro 660, rue De

Courcelle, Montréal, province de Québec, H4C 3C5.

ci-après nommé l'« **immeuble** »

3. DÉCLARATIONS DES PARTIES

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute Amélioration qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

4. AMENDEMENT À L'EMPHYTÉOSE

a) OBLIGATION DE L'EMPHYTÉOTE

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.5 de l'Emphytéose les paragraphes suivants :

« 3.6. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.6.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.6.2. Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable.

3.7. Afin de protéger la valeur de l'ensemble immobilier et d'assurer sa conservation ainsi que sa saine gestion, l'Emphytéote s'engage à :

3.7.1. Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'ensemble immobilier;

3.7.2. Faire effectuer, au moins tous les cinq (5) ans, un rapport d'inspection de l'ensemble immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes du Québec, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels du Québec. Une copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.7.3. À la suite du rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'ensemble immobilier ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.7.4. Transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal;

3.7.5. Préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'ensemble immobilier.

3.8. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, sauf dans le cas prévu au paragraphe 4.6 comme modifié ci-dessous, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

b) <u>ASSURANCES</u>

<u>Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :</u>

« **<u>ARTICLE 4</u>**
<u>ASSURANCES</u>

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité

personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, avant d'entreprendre les travaux prévus aux paragraphes 3.1 et 3.6 ou tous autres travaux, et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'ensemble immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite « tous risques » selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une institution financière faisant affaires au Québec et située à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que l'emphytéose prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2024, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut

être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite « tous risques » selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu de l'emphytéose, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une institution financière faisant affaires au Québec et située à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une (1) copie conforme des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant.

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée de l'emphytéose, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4 Au cas de perte ou de destruction partielle ou totale des Améliorations, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter de la perte ou de la destruction, s'il y a perte ou destruction partielle, ou douze (12) mois, s'il y a perte ou destruction totale, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie perdue ou détruite pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la perte ou la destruction, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi perdue ou détruite jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux.

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme de l'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues au présent article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture

à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose devra alors être fait sans changement ni interruption durant toute la période comprise entre la perte ou la destruction et la reconstruction ou la restauration.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie perdue ou détruite, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Cependant, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'ensemble immobilier.

4.6 Nonobstant le paragraphe 4.4 des présentes, advenant le cas où, dans les dix (10) dernières années de l'emphytéose, les Améliorations étaient totalement détruites ou endommagées, au point de devenir inutilisables, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, pour les fins de la présente emphytéose et dans la mesure seulement où l'ensemble immobilier est libre de toutes hypothèques et autres charges, l'Emphytéote aura la faculté d'abandonner ses droits dans l'emphytéose, aux conditions prévues ci-après.

Si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou la restauration des Améliorations, l'Emphytéote pourra abandonner ses droits dans l'emphytéose, en faveur de la Ville après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle destruction ou dommage, un avis écrit à la Ville de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque et en transmettant tous les documents pertinents au soutien de l'exercice de sa faculté d'abandon. Dans ce cas, l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou ce dommage sera versée en totalité à la Ville. Le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose devra alors être fait sans changement ni interruption jusqu'à la date de l'abandon. L'Emphytéote s'engage à signer tout document requis, à la demande de la Ville, pour constater l'abandon de ses droits.

Si l'Emphytéote décide plutôt de ne pas exercer sa faculté d'abandon de ses droits dans l'ensemble immobilier, il devra en aviser la Ville, par écrit, dans ce même de délai de douze (12) mois de telle destruction ou dommage décrit ci-dessus, et devra au plus tard à l'expiration du délai précité, entreprendre et poursuivre avec diligence la reconstruction ou la restauration des parties détruites ou endommagées des Améliorations pour les remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les Parties pourront mutuellement convenir. Dans ce cas, les termes et conditions prévus au paragraphe 4.4 ci-dessus s'appliqueront de la même façon en y faisant les adaptations nécessaires.

4.7 L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cette emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

En conséquence du remplacement de l'article 4, les Parties conviennent de remplacer ou de supprimer les références suivantes contenues à l'Emphytéose :

i) Les références au paragraphe 4.7 contenues au paragraphe 8.1 de l'Emphytéose sont remplacées par des références au paragraphe 4.6 ci-dessus.

ii) Le terme « le droit de déguerpir » contenu au paragraphe 8.1 de l'Emphytéose est remplacé par le terme « la faculté d'abandon ».

c) EXPROPRIATION

Les Parties conviennent de remplacer l'article 10 de l'Emphytéose par l'article suivant :

« **ARTICLE 10**
EXPROPRIATION

10.1 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié dans son entier ou s'il est exproprié en partie et que cette expropriation partielle rende, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose et qu'aucun réaménagement du résidu n'est possible, le terme de cette emphytéose sera alors automatiquement échu et l'emphytéose prendra fin

dès la date de perte de possession de l'ensemble immobilier ou de la partie expropriée.

Dans ce cas, les indemnités d'expropriation seront versées conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit.

10.2 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié en partie et que cette expropriation partielle rende, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, mais qu'un réaménagement du résidu est possible afin de le rendre utilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, l'emphytéose prendra alors fin uniquement en ce qui concerne la partie expropriée, dès la date de la perte de possession de ladite partie expropriée.

Dans ce cas, les indemnités d'expropriation seront versées conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit. L'emphytéote devra utiliser son indemnité d'expropriation pour le réaménagement de l'ensemble immobilier dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Le cas échéant, la rente annuelle stipulée aux présentes pourra être révisée par la Ville pour tenir compte du réaménagement de l'ensemble immobilier.

10.3 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié en partie, sans que l'expropriation touche le Bâtiment et de façon à ne pas rendre, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, l'emphytéose prendra alors fin uniquement en ce qui concerne la partie expropriée, dès la date de la perte de possession de ladite partie expropriée et le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose continuera de s'appliquer sans changement.

Dans ce cas, l'indemnité d'expropriation à l'égard de la partie de terrain expropriée sera versée entièrement à la Ville. Les autres

indemnités d'expropriation liées aux dommages seront versées aux Parties conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit. »

d) PARTAGE DES INDEMNITÉS

Les Parties conviennent de remplacer l'article 11 de l'Emphytéose par l'article suivant :

« **ARTICLE 11**
PARTAGE DES INDEMNITÉS

11.1 Omis intentionnellement. »

e) EXTENSION DU TERME

Le terme de l'Emphytéose est prolongé de trente-quatre (34) ans, soit du vingt-cinq (25) octobre deux mille trente-cinq (2035) au vingt-quatre (24) octobre deux mille soixante-neuf (2069).

Par conséquent, les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 12**
DURÉE

12.1 Le présent bail emphytéotique est ainsi consenti pour le terme de quatre-vingt-six (86) ans, à compter de la date de sa signature. »

e) RENTE

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de QUATRE MILLE DEUX CENTS DOLLARS (4 200,00 $), payable selon les mêmes conditions prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 13.1 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 13.1 L'Emphytéote s'engage à payer à la Ville, une rente annuelle comme suit :

13.1.1 de la première (1re) année jusqu'à la cinquante-deuxième (52e) année inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE TRENTE-DEUX DOLLARS (4 032,00$) payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de TROIS CENT TRENTE-SIX DOLLARS (336,00$), chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature de l'emphytéose;

13.1.2 de la cinquante-troisième (53e) année jusqu'à la quatre-vingt-sixième (86e) année inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE DEUX CENTS DOLLARS (4 200,00 $), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de TROIS CENT CINQUANTE DOLLARS (350,00 $), chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature de l'emphytéose. »

f) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention de la Directrice, Service de la stratégie immobilière, Division des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

ou toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) au numéro 660, rue De Courcelle, à Montréal, province de Québec,

H4C 3C5. »

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Emphytéote fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

g) TAXES

Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose l'article suivant :

« ARTICLE 16
DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les parties reconnaissent qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être. »

5. RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomératon sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 413 196 demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

7. EFFETS

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose faisant l'objet du présent acte prennent effet à compter de la date de signature des présentes.

8. DÉCLARATION SPÉCIALE DE L'EMPHYTÉOTE

8.1 La Société Canadienne d'hypothèque et de logement (la

« SCHL ») détient des droits à titre de créancière hypothécaire sur l'immeuble aux termes des actes suivants :

a) Un acte d'hypothèque en faveur de la Caisse populaire Saint-Henri, reçu devant M^e^ Louise Lauzon, notaire, le vingt-quatre (24) novembre mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 422 562;

b) Un acte d'hypothèque en faveur de la SCHL, reçu devant M^e^ Louise Lauzon, notaire, le neuf (9) décembre mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 433 662;

c) Une convention de prorogation du terme accordée par The Maritime Life Assurance Company/La Maritime, Compagnie d'assurance-vie à la Coopérative d'habitation Solidarité du Sud-Ouest (Montréal), signée sous seing privé le six (6) avril mil neuf cent quatre-vingt-neuf (1989) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 138 733;

d) Une convention de cession de prêt hypothécaire consentie par la Caisse Populaire de Saint-Henri en faveur de The Maritime Life Assurance Company/La Maritime, Compagnie d'assurance-vie, signée sous seing privé le onze (11) avril mil neuf cent quatre-vingt-neuf (1989) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 140 102;

e) Une subrogation consentie par La Maritime, Compagnie d'assurance-vie en faveur de la SCHL, signée sous seing privé le trente (30) mai mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 791 432;

f) Un acte d'hypothèque en faveur de la SCHL, reçu devant M^e^ Michelle Rosa, notaire, le trente et un (31) mars deux mille dix (2010) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 048 768.

8.2 L'Emphytéote déclare avoir obtenu l'approbation préalable de la SCHL, en sa qualité de créancière hypothécaire, tel qu'en fait foi la

lettre d'approbation émise par la SCHL et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant de l'Emphytéote en présence de la notaire soussignée.

9. <u>LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES</u>

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

DONT ACTE à _____

LE

SOUS le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent, puis signent en présence de la notaire soussignée, comme suit :

COOPÉRATIVE D'HABITATION SOLIDARITÉ DU SUD-OUEST (MONTRÉAL)

_____
Par :

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

Me Caroline BOILEAU, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219220005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connue comme étant le lot 4 140 596 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069, dont la rente annuelle sera de 4 200 $. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation. Référence : 31H05-005-7266-03 / dossier 21-0008-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219220005 - Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest lot 4 140 596.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-01

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1249569005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la programmation finale des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2024) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019 à 2024 ;
Attendu que la Ville de Montréal doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation ;

Et résolu :
que la Ville de Montréal :

1- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle ;

2- s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2024;

3- approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux n° 5 et finale ci-jointe et de tous les autres

documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation ;

4- s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations qui lui est imposé pour l'ensemble des années du programme ;

5- s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution ;

6- atteste par la présente résolution que la programmation de travaux n° 5 et finale ci-jointe comporte des coûts réalisés véridiques.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-24 14:17

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249569005**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la programmation finale des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2024) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation et de réfection de ses infrastructures de l'eau tant en regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées. De nouveaux règlements gouvernementaux concernant la santé publique et l'environnement jumelés à l'état même des infrastructures sont à l'origine de ce gigantesque chantier qui s'échelonnera sur plusieurs années.
Afin d'aider les municipalités à se conformer à ces nouvelles normes et à assurer la pérennité de leurs infrastructures, les gouvernements du Canada et du Québec ont mis en place plusieurs programmes de subventions, dont le Programme de la taxe sur l'essence - contribution du Québec (TECQ).

Le Programme TECQ 2014-2018 a pris fin le 31 décembre 2018. En 2019, les gouvernements du Québec et du Canada ont conjointement convenu de renouveler le programme de subventions TECQ pour les années 2019-2023. C'est un programme de cinq ans qui couvrait les travaux admissibles réalisés pendant la période de 2019 à 2023. En juillet 2021, les gouvernements du Québec et du Canada ont ajouté un montant additionnel aux sommes déjà prévues dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023.

La Ville recevra un montant additionnel de 197 035 876 $, portant son enveloppe totale à 823 941 049 $ pour la période du programme prolongé et renommé TECQ 2019-2024 afin d'accorder une année supplémentaire aux municipalités pour compléter les travaux de leur

programmation, soit jusqu'au 31 décembre 2024. En contrepartie, la Ville de Montréal s'engage à maintenir à 125 $ par habitant par année, le seuil de ses investissements dans d'autres projets d'infrastructures municipales d'eau et d'égout financés à même des sources uniquement municipales, sans subvention d'aucune sorte.

Les travaux admissibles concernent quatre priorités:

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts;
4. la voirie locale (réfection ou amélioration des infrastructures de voirie locale telles que les ouvrages d'art municipaux, rues municipales ou autres routes locales), les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les infrastructures visant le déploiement d'un réseau d'Internet haute vitesse (installation de câble à fibre optique. de tours et serveurs excluant les ordinateurs pour des points d'accès), les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments ainsi que la construction ou la rénovation des bâtiments municipaux et d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

Les règles du programme prescrivent que la ville doit respecter l'ordre de priorité des travaux pour 80 % de son enveloppe. Pour cette portion de son enveloppe, la municipalité doit démontrer qu'il n'y a plus de travaux à effectuer dans les priorités 1 à 3, à court terme, avant de réaliser des travaux de la priorité 4. Par ailleurs, comme le programme TECQ 2014-2018, le programme TECQ 2019-2024 permet à la ville d'utiliser 20 % de son enveloppe dans les priorités de son choix. Ces sommes seront investies dans les travaux de priorités 4 sous la responsabilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) et du Service des Infrastructures du Réseau Routier (SIRR). Les enveloppes annuelles sont cumulatives si bien que des sommes n'ayant pas été utilisées au cours d'une année peuvent être reportées aux années suivantes jusqu'à la fin du programme, en 2024.

Au programme TECQ 2019-2024, une programmation pour l'année 2019 a été approuvée par le conseil municipal le 18 novembre 2019. Les programmations suivantes ont été approuvées par le conseil d'agglomération:

-Une programmation pour l'année 2020 le 23 avril 2020;
-Une programmation pour l'année 2021 le 26 août 2021;
-Une programmation pour l'année 2022 le 25 août 2022;
-Une programmation pour l'année 2023 le 21 septembre 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0522 - 21 septembre 2023 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2024) pour l'année 2023 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)
CG22 0515 - 25 août 2022 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2022 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

CG21 0501 - 26 août 2021 - Adopter une nouvelle résolution conformément aux exigences du MAMH pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 / Autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) / Abroger la

résolution CG21 0154

CG21 0154 - 25 mars 2021 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

CG20 0215 - 23 avril 2020 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2020 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) - 1207814001

CM19 1213 - 18 novembre 2019 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de
compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023), pour l'année 2019, et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) - 1197814001

CM19 0200 - 26 février 2019 - Approuver la programmation révisée des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) - 1198020001

CM18 1011 - 21 août 2018 - Adopter une nouvelle résolution pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) / Abroger la résolution CM18 0677- 1188020002

CM18 0677 - 28 mai 2018 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)- 1181158004

CE17 1974 - 20 décembre 2017- Attester de la valeur des travaux admissibles réalisés et prévus en 2017 dans le cadre du programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018)

CG17 0277 - 15 juin 2017 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) et autoriser le Service de l'eau à soumettre la programmation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - 1171158003

CM17 0792 - 13 juin 2017 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) et autoriser le Service de l'eau à soumettre la programmation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - 1171158004

DESCRIPTION

La programmation finale TECQ de compétence locale et d'agglomération élaborée en 2024 se décline comme suit :

SOMMAIRE								
Direction	Projet Investi	Priorité	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Réel 2022	Réel 2023	Coût maximal admissible
4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs 4903 - Eau,Dir.Eau Potable 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts	1	59 744 $	1 166 502 $	1 126 $	932 $	0 $	**1 228 303 $**
4903 - Eau,Dir.Eau Potable	58026 - Usines de traitement de l'eau potable	1	4 466 127 $	10 622 779 $	8 227 673 $	6 901 372 $	2 202 496 $	**32 420 448 $**
4903 - Eau,Dir.Eau Potable	58027 - Réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de l'eau	1	0 $	275 929 $	2 098 423 $	1 186 520 $	91 340 $	**3 652 212 $**
4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau	56088 - Réseau primaire d'aqueduc	1	224 653 $	35 479 164 $	22 899 196 $	30 229 476 $	6 227 107 $	**95 059 596 $**
4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs	58083 - Modernisation du réservoir McTavish	1	0 $	7 406 050 $	18 473 622 $	10 927 713 $	785 856 $	**37 593 242 $**
4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs	56530 - Désinfection de l'effluent	1	0 $	0 $	0 $	2 804 113 $	129 870 329 $	**132 674 442 $**
BF	Auscultation	2	3 971 435 $	3 583 619 $	3 229 321 $	3 318 211 $	2 034 255 $	**16 136 841 $**
4903 - Eau,Dir.Gestion.Actifs	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts	3	90 943 391 $	91 912 264 $	74 334 440 $	118 358 210 $	80 057 631 $	**455 605 936 $**
SUM et SIRR	Voirie	4	0 $	11 122 799 $	19 700 007 $	65 277 717 $	64 744 659 $	**160 845 182 $**

Ces travaux admissibles réalisés concernent quatre priorités:

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts;
4. la voirie locale (réfection ou amélioration des infrastructures de voirie locale telles que les ouvrages d'art municipaux, rues municipales ou autres routes locales), les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les infrastructures visant le déploiement d'un

réseau d'Internet haute vitesse (installation de câble à fibre optique. de tours et serveurs excluant les ordinateurs pour des points d'accès), les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments ainsi que la construction ou la rénovation des bâtiments municipaux et d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

La présente programmation est la cinquième du programme TECQ 2019-2024 qui sera présentée au MAMH pour approbation.

JUSTIFICATION

Le programme TECQ 2019-2024 exige la présente approbation. De plus, le libellé de la résolution est déterminé par les règles du programme également.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention globale du programme TECQ 2019-2024 allouée à la Ville de Montréal est de 823 941 049$ sachant que 80 % de l'enveloppe disponible (659,1 M$) seront utilisés pour des projets en lien avec les infrastructures de l'eau de compétence locale ou d'agglomération et 20 % (164,7 M$) pour des projets en voirie de compétence locale. Les travaux dans les réseaux locaux et de voirie locale admissibles à la TECQ sont remboursés à 100 %, le seuil d'investissement représentant la contrepartie de la Ville.
Rappelons que les enveloppes annuelles sont cumulatives si bien que des sommes n'ayant pas été utilisées au cours d'une année peuvent être reportées aux années suivantes jusqu'à la fin du programme. Le revenu estimé de la subvention, suite à la réalisation des travaux admissibles entre 2019 et 2023, atteindra la totalité de l'enveloppe accordée à la Villle de Montéral: 823 941 049$.

MONTRÉAL 2030

Les travaux inscrits à la programmation contribuent au maintien et à l 'amélioration de la fiabilité et de la résilience d'infrastructures essentielles à la population de l 'agglomération de Montréal. (voir la grille d'analyse en pièce jointe)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas déposer cette programmation finale de travaux priverait la Ville du revenu de la subvention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octobre 2024 - Transmission de la programmation et résolution au MAMH;
Après le 24 octobre 2024 - Approbation de la programmation finale des travaux par le MAMH;
Mars 2025 - Versement de l'aide financière associée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ouiam OUTMANI
Agente de recherche

Tél : 4388717681
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-16

Etienne DRAPEAU
Chef de division- Planification stratégique et performance

Tél : 438 824-6058
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
Tél :
Approuvé le : 2024-09-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-09-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249569005
Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction, Division stratégies et pratiques d'affaires
Projet : Approuver la programmation finale des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2024) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)
Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 19 : Les travaux inscrits à la programmation contribuent au maintien et à l'amélioration de la fiabilité et de la résilience d'infrastructures essentielles à la population de l 'agglomération de Montréal.			

Section B - **Test climat**

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - **ADS+***

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Sommaire								
Requérent	**Projet Investi**	**Priorité**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Coût maximal admissible**
4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs 4903 - Eau,Dir.Eau Potable	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts	1	59 744 $	1 166 502 $	1 126 $	932 $	0 $	**1 228 303 $**
4903 - Eau,Dir.Eau Potable	58026 - Usines de traitement de l'eau potable	1	4 466 127 $	10 622 779 $	8 227 673 $	6 901 372 $	2 202 496 $	**32 420 448 $**
4903 - Eau,Dir.Eau Potable	58027 - Réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de l'eau	1	0 $	275 929 $	2 098 423 $	1 186 520 $	91 340 $	**3 652 212 $**
4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau	56088 - Réseau primaire d'aqueduc	1	224 653 $	35 479 164 $	22 899 196 $	30 229 476 $	6 227 107 $	**95 059 596 $**
4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs	58083 - Modernisation du réservoir McTavish	1	0 $	7 406 050 $	18 473 622 $	10 927 713 $	785 856 $	**37 593 242 $**
4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs	56530 - Désinfection de l'effluent	1	0 $	0 $	0 $	2 804 113 $	129 870 329 $	**132 674 442 $**
BF	Auscultation	2	3 971 435 $	3 583 619 $	3 229 321 $	3 318 211 $	2 034 255 $	**16 136 841 $**
4903 - Eau,Dir.Gestion.Actifs	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et	3	90 943 391 $	91 912 264 $	74 334 440 $	118 358 210 $	80 057 631 $	**455 605 936 $**
SUM et SIRR	Voirie	4	0 $	11 122 799 $	19 700 007 $	65 277 717 $	64 744 659 $	**160 845 182 $**

ENVELOPPE TECQ 2019-2023

PDI 2022-2031

Enveloppe Initiale		626 905 173
Augmentation Enveloppe		197 035 876
Enveloppe Totale		**823 941 049**
Enveloppe SUM et SIRR	20%	164 788 210
Enveloppe EAU	**80%**	**659 152 839**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1249641003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro (119 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel* .

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-26 08:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249641003**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente (1940 à 1975). La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* , la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient

présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro (119 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 119 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro ainsi qu'une résolution du conseil de cet arrondissement approuvant cette liste et recommandant son adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, au même titre que les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* . Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Présentation au conseil d'agglomération des prochaines parties d'inventaire pour adoption : au fur et à mesure, lorsque les parties d'inventaire seront complétées;
- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stephane QUESNEL, Pierrefonds-Roxboro
Marco PAPINEAU, Pierrefonds-Roxboro
Monya OSTIGUY, Pierrefonds-Roxboro

Lecture :

Monya OSTIGUY, 25 septembre 2024
Marco PAPINEAU, 25 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-09-17

Erick DUPUIS
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-4024
Télécop. :

Seraya SPEER
Cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
directeur(-trice) - grands projets de transport en partenariat
Tél : 514-872-7092
Approuvé le : 2024-09-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249641003*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S. O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S. O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement		Genuine Extract from the minutes of a Borough Council Sitting
Séance ordinaire du lundi 9 septembre 2024 à 19 h	Résolution: CA24 29 0237	Regular sitting of Monday September 9, 2024 at 7 p.m.

INVENTAIRE DES IMMEUBLES CONSTRUITS AVANT 1940 – ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO

CONSIDÉRANT QUE la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel, et d'autres dispositions législatives* prévoit que les agglomérations et MRC du Québec doivent adopter un inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 sur leur territoire;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'agglomération de Montréal et de le soumettre au Conseil d'agglomération pour adoption;

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro a collaboré avec la Division du patrimoine de la Ville de Montréal à la réalisation de l'inventaire des immeubles qui ont été construits avant 1940 de son territoire;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont pris connaissance de ladite liste d'inventaire des immeubles;

Il est proposé par
la conseillère Catherine Clément-Talbot
appuyé par
la conseillère Louise Leroux

ET RÉSOLU

QUE le conseil d'arrondissement approuve la liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur son territoire et recommande son adoption au conseil d'agglomération;

QUE l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro transmette une copie de la présente résolution au Conseil municipal de la Ville de Montréal.

INVENTORY OF BUILDINGS BUILT BEFORE 1940 – BOROUGH OF PIERREFONDS-ROXBORO

CONSIDERING THAT the *Act to amend the Cultural Heritage Act and other legislative provisions* requires Quebec agglomerations and MRCs to adopt an inventory of heritage buildings built before 1940 on their territory;

CONSIDERING THAT, under the *Act respecting the exercise of certain municipal powers in certain urban agglomerations*, the Ville de Montréal, as the central municipality, is responsible for coordinating the inventory for the entire territory of the Montréal agglomeration and submitting it to the Agglomeration Council for adoption;

CONSIDERING THAT the Borough of Pierrefonds-Roxboro has collaborated with the Division du patrimoine of the Ville de Montréal to produce an inventory of pre-1940 buildings on its territory;

CONSIDERING THAT the members of the Borough Council have examined the aforementioned inventory list;

It was moved by
Councillor Catherine Clément-Talbot
seconded by
Councillor Louise Leroux

AND RESOLVED

THAT the Borough Council approve the inventory list of buildings built before 1940 on its territory and recommend its adoption to the Agglomeration Council;

THAT the Borough of Pierrefonds-Roxboro forward a copy of this resolution to the City Council of the Ville de Montréal.

47.01 1242640001

Dimitrios (Jim) BEIS
_____
Maire d'arrondissement
Mayor of the Borough

Jean-François GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Signée électroniquement le 11 septembre 2024

NUMÉRO SÉQUENTIEL UNIQUE (INVENTAIRE)	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	GÉNÉRIQUE DE LA VOIE	LIEN DE LA VOIE	SPÉCIFIQUE DE LA VOIE	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	STATUT (INVENTAIRE)
i663-PRF-4063726	83	83	avenue		18e		Retenu
i663-PRF-4083356	4971	4971	rue		Bastien		Retenu
i663-PRF-4013235	5091	5091	rue	de	Boulogne		Retenu
i663-PRF-4013233-001	5111	5111	rue	de	Boulogne		Retenu
i663-PRF-4013233-002	5111	5111	rue	de	Boulogne		Retenu
i663-PRF-4015409-001	5130	5130	rue	de	Boulogne		Retenu
i663-PRF-4002120-001	170	170	rue	du	Buisson		Retenu
i663-PRF-4013448-001	134	134	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-4081287-002	134	134	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-4081287-003	134	134	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-5027841-001	157	157	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-5027841-003	157	157	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-8028781	163	163	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-4014683	183	183	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-4013458	187	187	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-4013462	191	191	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-8028779	231	231	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-8028778	235	235	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-4013455-001	1872	1872	chemin	du	Cap-Saint-Jacques		Retenu
i663-PRF-4014694	7	7	rue		Chénier		Retenu
i663-PRF-4086170-003	4901	4901	rue	du	Collège-Beaubois		Retenu
i663-PRF-4013206-002	5050	5050	rue		Dauville		Retenu
i663-PRF-4013206-001	5050	5050	rue		Dauville		Retenu
i663-PRF-4013212	5100	5100	rue		Dauville		Retenu
i663-PRF-4012474	5050	5050	rue		De Gaulle		Retenu
i663-PRF-4012552-001	5071	5071	rue		De Kenty		Retenu
i663-PRF-4001122-001	7	7	rue		Deslauriers		Retenu
i663-PRF-4008074	41	41	rue	du	Docteur		Retenu
i663-PRF-4000011-003	9409	9409	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014689-003	9432	9436	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014689-002	9432	9436	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014772-002	9451	9451	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014772-005	9451	9451	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4000014-001	9460	9462	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4000105-001	9480	9480	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4060284	10412	10412	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-5024395	11769	11769	boulevard		Gouin Ouest		Retenu

i663-PRF-4002542-001	11800	11802	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4017369-001	11893	11895	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4003097	12000	12000	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4002823	12047	12047	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4002825	12119	12119	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4003099-002	12150	12150	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4003099-001	12150	12150	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4003099-003	12150	12150	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4003411-001	12315	12315	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4003585-001	12449	12449	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4014475	12471	12471	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4004259	12567	12567	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4088467-002	12584	12584	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4015407	12662	12662	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4004463-001	12679	12679	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4004902	12773	12773	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4005149	12909	12909	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4005459	12940	12940	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4015530-001	13138	13138	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4007280-002	13418	13418	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4007280-001	13418	13418	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4014700-001	13533	13533	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4007495-001	13565	13565	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4007665-001	13665	13665	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4092974	13850	13850	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4007898	13895	13895	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4008283	14458	14460	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4008296	14464	14464	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4008946	14784	14790	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4083340-002	14798	14798	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4083340-001	14798	14798	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4008941	14853	14853	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4015430-001	17760	17760	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4013190	18191	18195	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4013185-002	18198	18198	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4013185-001	18198	18198	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4013256	18395	18395	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4013276-001	18639	18639	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-5027849	19530	19530	boulevard	Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-5042372	19530	19530	boulevard	Gouin Ouest	Retenu

i663-PRF-4013291-001	19622	19622	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013302-001	19650	19650	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014754	19651	19653	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013315	19769	19769	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013317-001	19791	19793	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013319	19803	19803	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013321-002	19806	19806	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013375-005	20392	20392	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013375-011	20392	20392	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-5059910	20452	20452	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013382-001	20610	20610	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013383-001	20752	20752	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4013385	20874	20874	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014678-001	21124	21124	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4016611-001	21285	21285	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4016611-002	21285	21285	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014331	22005	22005	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014335	22025	22025	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-4014138	22045	22045	boulevard		Gouin Ouest		Retenu
i663-PRF-8022206	99999	99999	boulevard		Gouin Ouest	Situé sur le lot 4 430 312, entre le 20610 et le 20700, boulevard Gouin Ouest	Retenu
i663-PRF-4012464	5067	5067	rue		Jérémie		Retenu
i663-PRF-4000434	4861	4861	boulevard		Lalande		Retenu
i663-PRF-4000545-001	4888	4888	boulevard		Lalande		Retenu
i663-PRF-4000595-002	4960	4960	boulevard		Lalande		Retenu
i663-PRF-4000595-001	4960	4960	boulevard		Lalande		Retenu
i663-PRF-4001008-001	5000	5000	boulevard		Lalande		Retenu
i663-PRF-4014299-001	5010	5010	boulevard		Lalande		Retenu
i663-PRF-4014299-002	5010	5010	boulevard		Lalande		Retenu
i663-PRF-4013415	5	5	rue		Lauzon		Retenu
i663-PRF-4017365	11131	11131	rue		Meighen		Retenu
i663-PRF-4005563	4980	4980	rue		Normand		Retenu
i663-PRF-4001498-001	12	12	rue		Paquette		Retenu
i663-PRF-4008054	588	588	chemin	de la	Rive-Boisée		Retenu
i663-PRF-4007921	1146	1146	chemin	de la	Rive-Boisée		Retenu
i663-PRF-4014738	17879	17879	rue		River		Retenu
i663-PRF-4014492-003	3872	3876	boulevard		Saint-Charles		Retenu
i663-PRF-4012118-001	17089	17091	rue		Saint-Denis		Retenu
i663-PRF-4008260	4579	4579	rue		Saint-Léon		Retenu

i663-PRF-4001426	515	515	rue	Saraguay Est	Retenu
i663-PRF-4001430-001	587	587	rue	Saraguay Est	Retenu
i663-PRF-4001433-001	651	651	rue	Saraguay Est	Retenu
i663-PRF-4001441	701	701	rue	Saraguay Est	Retenu

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1249641004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc (45 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel* .

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-26 08:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249641004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente (1940 à 1975). La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* , la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc (45 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 45 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc ainsi qu'une résolution du conseil de cette ville approuvant cette liste et recommandant son adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de la Ville de Côte-Saint-Luc a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, au même titre que les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi*

sur l'aménagement et l'urbanisme . Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Présentation au conseil d'agglomération des prochaines parties d'inventaire pour adoption : au fur et à mesure, lorsque les parties d'inventaire seront complétées;
- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Erick DUPUIS
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-4024
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-17

Seraya SPEER
Cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
directeur(-trice) - grands projets de transport en partenariat
Tél : 514-872-7092
Approuvé le : 2024-09-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249641004*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S. O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S. O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

RÉSOLUTION N^{O} 240910

SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE CÔTE SAINT-LUC TENUE LE 9 SEPTEMBRE 2024

Membres du Conseil présents / Council members present :

Le maire / Mayor : Mitchel Brownstein, B. Comm., B.D.C., LL.B.

Les conseillers / Councillors : Lior Azerad
Sidney Benizri
Dida Berku, B.C.L.
Mike Cohen, B.A.
Steven Erdelyi, B.Sc., B.Ed.
Mitch Kujavsky, B. Comm.
Oren Sebag, B.Sc. RN MBA
Andee Shuster

APPROBATION D'UN INVENTAIRE DES IMMEUBLES CONSTRUITS AVANT 1940 QUI PRÉSENTENT UNE VALEUR PATRIMONIALE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

ATTENDU QUE la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* prévoit que les Municipalités Régionales de Comté (MRC) du Québec doivent adopter et mettre à jour périodiquement un inventaire des immeubles construits avant 1940 qui sont situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale;

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'agglomération de Montréal et de le soumettre au Conseil d'agglomération pour adoption;

ATTENDU QUE la Ville de Côte Saint-Luc a collaboré avec la Ville de Montréal à la réalisation de l'inventaire des immeubles qui ont été construits avant 1940 sur son territoire;

ATTENDU QUE les membres du conseil ont pris connaissance de ladite liste d'inventaire des immeubles;

Il fut

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER MITCH KUJAVSKY
APPUYÉ PAR LA CONSEILLÈRE DIDA BERKU

ET RÉSOLU :

« QUE le conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc approuve, par la présente, la liste d'inventaire des

RESOLUTION N^{O} 240910

REGULAR MEETING OF THE CÔTE SAINT-LUC CITY COUNCIL HELD SEPTEMBER 9, 2024

APPROVAL OF AN INVENTORY OF IMMOVABLES CONSTRUCTED BEFORE 1940 THAT PRESENT HERITAGE VALUE ON THE TERRITORY OF THE CITY OF CÔTE SAINT-LUC

WHEREAS the *Act to Amend the Cultural Heritage Act and Other Legislative Provisions* requires the Regional County Municipalities (RCMs) of Quebec to adopt and periodically update an inventory of the immovables situated in its territory that were constructed before 1940 and that present heritage value;

WHEREAS under the *Act Respecting the Exercise of Certain Municipal Powers in Certain Urban Agglomerations*, the City of Montréal, as the central municipality, is responsible for coordinating the inventory for the entire territory of the Montréal agglomeration, and submitting it to the Agglomeration Council for adoption;

WHEREAS the City of Côte Saint-Luc has collaborated with the City of Montréal in preparing an inventory of immovables constructed before 1940 on its territory;

WHEREAS the members of the Municipal Council have examined the aforementioned inventory list of immovables;

It was

MOVED BY COUNCILLOR MITCH KUJAVSKY
SECONDED BY COUNCILLOR DIDA BERKU

AND RESOLVED:

"THAT the Côte Saint-Luc City Council hereby approves the inventory list of immovables constructed

COPIE CONFORME / CERTIFIED TRUE COPY

PASCALIE A. TANGUAY, AVOCATE
GREFFIÈRE / CITY CLERK

240910

immeubles construits avant 1940 sur son territoire et recommande son adoption au conseil d'agglomération.»
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

before 1940 on its territory and recommends its adoption to the Agglomeration Council."
CARRIED UNANIMOUSLY

COPIE CONFORME / CERTIFIED TRUE COPY

PASCALIE A. TANGUAY, AVOCATE
GREFFIÈRE / CITY CLERK

240910

NUMÉRO SÉQUENTIEL UNIQUE (INVENTAIRE)	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	GÉNÉRIQUE DE LA VOIE	LIEN DE LA VOIE	SPÉCIFIQUE DE LA VOIE	ORIENTATION DE LA VOIE	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	STATUT (INVENTAIRE)
i663-CSL-3072006	8035	8035	chemin	de la	Côte-Saint-Luc	X	X	Retenu
i663-CSL-3072005	8037	8037	chemin	de la	Côte-Saint-Luc	X	X	Retenu
i663-CSL-3071995	8100	8100	chemin	de la	Côte-Saint-Luc	X	X	Retenu
i663-CSL-3072002	8101	8101	chemin	de la	Côte-Saint-Luc	X	X	Retenu
i663-CSL-3027729	5509	5511	avenue		Hudson	X	X	Retenu
i663-CSL-3027733	5601	5601	avenue		Hudson	X	X	Retenu
i663-CSL-3027830-001	5606	5606	avenue		Hudson	X	X	Retenu
i663-CSL-3027829	5610	5610	avenue		Hudson	X	X	Retenu
i663-CSL-3027742	5615	5615	avenue		Hudson	X	X	Retenu
i663-CSL-3027744	5619	5619	avenue		Hudson	X	X	Retenu
i663-CSL-3027819	5630	5630	avenue		Hudson	X	X	Retenu
i663-CSL-3027812	5648	5648	avenue		Hudson	X	X	Retenu
i663-CSL-3063743	5550	5550	avenue		Isabella	X	X	Retenu
i663-CSL-3063746	5551	5551	avenue		Isabella	X	X	Retenu
i663-CSL-3063736	5040	5040	avenue		Macdonald	X	X	Retenu
i663-CSL-3069130	5551	5553	chemin		Queen-Mary	X	X	Retenu
i663-CSL-3069316-001	5503	5503	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3069318	5505	5505	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3069322	5509	5509	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3069452	5512	5512	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3069326	5513	5513	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3069450	5514	5514	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3069328	5515	5515	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3069330	5517	5517	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3069441	5524	5524	avenue		Randall	X	X	Retenu
i663-CSL-3070071	5540	5540	avenue		Rosedale	X	X	Retenu
i663-CSL-3070410	5501	5501	avenue		Smart	X	X	Retenu
i663-CSL-3070411	5503	5503	avenue		Smart	X	X	Retenu
i663-CSL-3071214	5513	5513	avenue		Westbourne	X	X	Retenu
i663-CSL-3071972-001	632	632	avenue		Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071858	635	635	avenue		Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071965-001	672	672	avenue		Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071964	674	674	avenue		Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071963	676	676	avenue		Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071962	678	678	avenue		Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071961	680	680	avenue		Wolseley	X	X	Retenu

Dernière modification : 30-08-2024
Liste adoptée le :

i663-CSL-3071954	5616	5616	avenue	Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071953	5618	5618	avenue	Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071871	5627	5627	avenue	Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071872	5629	5629	avenue	Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071873-001	5635	5635	avenue	Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071873-002	5635	5635	avenue	Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071874	5637	5637	avenue	Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071875	5651	5651	avenue	Wolseley	X	X	Retenu
i663-CSL-3071876	5653	5653	avenue	Wolseley	X	X	Retenu

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1249641002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent (83 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-26 17:37

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249641002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cette loi permet également aux MRC et aux agglomérations de faire un inventaire des immeubles dont la construction est plus récente. La possibilité d'inclure ces immeubles relève des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles doivent être analysés selon la méthodologie établie par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de soumettre au conseil d'agglomération pour adoption l'inventaire des immeubles dont la construction est plus récente lorsqu'une partie d'inventaire est soumise par un arrondissement ou une ville liée. L'inventaire de l'agglomération de Montréal est réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble construit entre 1940 et 1975 retenus à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine. La Ville prévoit la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culture l* (LPC).

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent (83 immeubles) conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 présentant une valeur patrimoniale est un pouvoir octroyé en vertu de la LPC à l'article 120. Cet article prévoit que lorsqu'une municipalité locale (ou un arrondissement) inventorie des immeubles, elle doit en informer la MRC (ou l'agglomération). Toujours selon ce même article, la MRC (ou l'agglomération) doit alors mettre à jour son inventaire des immeubles patrimoniaux.
La liste des 83 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent est jointe au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, au même titre que les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kenza DIBOUNE, Saint-Laurent
Antoine SAINT-LAURENT, Saint-Laurent

Lecture :

Antoine SAINT-LAURENT, 26 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Erick DUPUIS
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-4024
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Seraya SPEER
Cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
directeur(-trice) - grands projets de transport en partenariat
Tél : 514-872-7092
Approuvé le : 2024-09-26

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249641002*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la liste des immeubles des patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 visant le territoire de l'arrondissement Saint-Laurent*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**x**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Arrondissement Saint-Laurent, le 4 septembre 2024

Lucie Careau, urbaniste
Directrice du service
Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 5e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 réalisé en vertu de la *Loi sur le patrimoine Culturel*

Madame Careau,

Par la présente, nous confirmons que l'arrondissement Saint-Laurent a encadré la réalisation d'un inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 de son territoire afin de contribuer à la connaissance de son patrimoine culturel.

L'arrondissement Saint-Laurent appuie la recommandation faite au Conseil d'agglomération à l'effet d'adopter la liste des immeubles retenus à cet inventaire réalisé en vertu notamment des exigences de l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Les immeubles retenus à cet inventaire sont en pièce jointe de cette lettre.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Antoine Saint-Laurent, urb., M.Sc.A.
Chef de division
Division Urbanisme
Ville de Montréal – Arrondissement de Saint-Laurent
777, boulevard Marcel-Laurin
Saint-Laurent (Québec) H4M 2M7

T. 438-985-1868 C. antoine.saint-laurent@montreal.ca

Identifiant d'inventaire	Numéro civique (de)	Numéro civique (à)	Voie			Orientation de la voie	Repère géographique	Nom de l'immeuble (si connu)
i663-SLA-1007039-01	2600	2660	rue		Badeaux	X	X	Synagogue Beth Ora
i663-SLA-1007039-02	2600	2660	rue		Badeaux	X	X	Chapelle- Salle communautaire Beth Ora
i663-SLA-1005535	2681	2681	rue		Baker	X	X	École Beau-Séjour
i663-SLA-1000934	905	905	rue		Basile-Moreau	X	X	
i663-SLA-1009497-01	3600	3600	rue		Beauséjour	X	X	École Beau-Séjour (Pavillon nord)
i663-SLA-1005089	3710	3710	chemin	du	Bois-Franc	X	X	
i663-SLA-1005044-01	3720	3720	chemin	du	Bois-Franc	X	X	
i663-SLA-1002220	700	700	rue		Brunet	X	X	École élémentaire Gardenview
i663-SLA-1014858	235	235	rue		Chameran	X	X	École Henri-Beaulieu
i663-SLA-1012960-01	2365	2365	chemin	de la	Côte-de-Liesse	X	X	Usine Saputo produits laitiers Canada
i663-SLA-1001911-01	3077	3155	chemin	de la	Côte-de-Liesse	X	X	Blocs A à D de l'ancien Office National du Film
i663-SLA-1001911-03	3077	3155	chemin	de la	Côte-de-Liesse	X	X	Édifice John Grierson et passerelle aérienne de l'ancien Office National du film
i663-SLA-1001911-02	3077	3155	chemin	de la	Côte-de-Liesse	X	X	Bloc E de l'ancien Office National du Film
i663-SLA-1011420	5415	5415	chemin	de la	Côte-de-Liesse	X	X	Usine Produits de sommeil Hollander
i663-SLA-1003477-01	6125	6135	chemin	de la	Côte-de-Liesse	X	X	
i663-SLA-1005792-01	840	840	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Pavillon principal de l'École Peter Hall - campus Côte-Vertu
i663-SLA-1005792-02	840	840	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Pavillon 2 de l'École Peter Hall - Campus Côte-Vertu
i663-SLA-1005792-03	840	840	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Pavillon 1 de l'École Peter Hall - Campus Côte-Vertu
i663-SLA-1005792-04	840	840	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Pavillon 3 de l'École Peter Hall - Campus Côte-Vertu
i663-SLA-1005792-05	840	840	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Pavillon 4 de l'École Peter Hall - Campus Côte-Vertu
i663-SLA-1010054	900	900	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Pavillon Saint-Joseph des Sœurs de Sainte-Croix
i663-SLA-1010557	1050	1100	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	École Ali Ibn Abi Talib
i663-SLA-1008988	1050	1100	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	École Ali Ibn Abi Talib
i663-SLA-1013740-02	1275	1275	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Centre d'hébergement de Saint-Laurent

Dernière modification : 26 août 2024

Liste adoptée le :

i663-SLA-1001787	2505	2505	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Académie LaurenHill - Campus Senior
i663-SLA-1004158	3060	3060	boulevard	de la	Côte-Vertu	X	X	Bethel Baptist
i663-SLA-1010491-04	350	350	boulevard		Décarie	X	X	Usine de la Robert-Mitchell - pavillon 1941
i663-SLA-1011210	865	867	boulevard		Décarie	X	X	Banque Laurentienne
i663-SLA-1011758	1101	1191	rue		Décarie	X	X	Galeries Norgate
i663-SLA-1007991-01	1720	1720	rue		Décarie	X	X	Saint Paul Evangelical Lutheran
i663-SLA-1000406	1775	1775	rue		Décarie	X	X	École Bilingue Notre-Dame de Sion
i663-SLA-1000323	876	876	place		Decelles	X	X	
i663-SLA-1000425	1395	1395	rue		Decelles	X	X	Station de communication de Bell Canada
i663-SLA-1005869-02	1650	1650	rue		Decelles	X	X	Église Saint Mark's Anglican Mission
i663-SLA-1006633-01	1830	1830	rue		Decelles	X	X	Église Our Lady of Fatima
i663-SLA-1006633-02	1830	1830	rue		Decelles	X	X	Presbytère Our Lady of Fatima
i663-SLA-1006487	1870	1870	rue		Decelles	X	X	École Saint-Laurent - Édifice Saint-Germain
i663-SLA-1007869	2000	2000	rue		Decelles	X	X	École Cardinal Léger
i663-SLA-1000653-01	2315	2385	rue		Decelles	X	X	Académie LaurenHill - Campus Junior
i663-SLA-1000653-02	2315	2385	rue		Decelles	X	X	École Laurenhill
i663-SLA-1001800	1150	1150	rue		Deguire	X	X	École des Grands-Etres
i663-SLA-1010623	1475	1475	rue		Deguire	X	X	École Parkdale
i663-SLA-1001858	1750	1752	rue		Deguire	X	X	École le Sommet
i663-SLA-1013934-01	800	810	rue	de l'	Église	X	X	Église Saint-Sixte
i663-SLA-1013934-02	800	810	rue	de l'	Église	X	X	Presbytère Saint-Sixte
i663-SLA-1013936	1380	1390	rue	de l'	Église	X	X	Bibliothèque de Saint-Laurent
i663-SLA-1015225	1405	1405	rue	de l'	Église	X	X	Cour municipale de Saint-Laurent - Poste de Police et d'incendie 73
i663-SLA-1000290	1493	1495	rue	de l'	Église	X	X	Ancien bureau de poste de Saint-Laurent
i663-SLA-1010907-02	1600	1600	rue	de l'	Église	X	X	Église St. Andrew's Norwood
i663-SLA-1014500	1955	1955	rue	de l'	Église	X	X	
i663-SLA-1009610	1960	1960	rue	de l'	Église	X	X	
i663-SLA-1005176	2080	2080	rue	de l'	Église	X	X	
i663-SLA-1008406	2205	2205	rue	de l'	Église	X	X	École JMC
i663-SLA-1015209	175	175	rue		Graveline	X	X	
i663-SLA-1002985	3901	3901	boulevard		Henri-Bourassa	O	X	Salle du Royaume des Témoins de Jehovah
i663-SLA-1014672	1265	1265	rue		Hodge	X	X	Poste d'Hydro-Québec

i663-SLA-1007640	1275	1275	rue		Hodge	X	X	
i663-SLA-1002074-01	1345	1345	rue		Lapointe	X	X	Salle communautaire presbytérienne arabe de Montréal
i663-SLA-1002074-02	1345	1345	rue		Lapointe	X	X	Église presbytérienne arabe de Montréal
i663-SLA-1000011	2080	2080	rue	de	Londres	X	X	École Bois-Franc-Aquarelle - Édifice Bois-Franc
i663-SLA-1011697	2085	2085	rue	de	Londres	X	X	École Bois-Franc-Aquarelle - Édifice Aquarelle
i663-SLA-1006357	2915	2915	rue		Marcel	X	X	École Enfants-du-Monde
i663-SLA-1000325	750	750	boulevard		Marcel-Laurin	X	X	
i663-SLA-1015365-01	777	777	boulevard		Marcel-Laurin	X	X	Hôtel de Ville de Saint-Laurent - édifice principal
i663-SLA-1015365-02	777	777	boulevard		Marcel-Laurin	X	X	Hôtel de Ville de Saint-Laurent - aile sud
i663-SLA-1015154-01	1655	1655	rue	d'	Oxford	X	X	Église Notre-Dame-du-Bois-Franc
i663-SLA-1015154-02	1655	1655	rue	d'	Oxford	X	X	Presbytère Notre-Dame-du-Bois-Franc
i663-SLA-1011976	1555	1555	rue		Poirier	X	X	Église Norwood Seventh Day Adventist
i663-SLA-1005181	1455	1455	rue		Rochon	X	X	École Peter Hall - Campus Ouimet
i663-SLA-1007439-12	525	637	avenue		Sainte-Croix	X	X	Cégep de Saint-Laurent - Agrandissement du Pavillon E
i663-SLA-1007439-03	621	621	avenue		Sainte-Croix	X	X	Bibliothèque du CÉGEP de Saint-Laurent
i663-SLA-1007439-05	623	623	avenue		Sainte-Croix	X	X	Cégep de Saint-Laurent - Pavillon D
i663-SLA-1007439-02	625	625	avenue		Sainte-Croix	X	X	Cégep de Saint-Laurent - Pavillon C
i663-SLA-1008973-03	735	807	avenue		Sainte-Croix	X	X	Église de Saint-Laurent
i663-SLA-1008892-16	821	821	avenue		Sainte-Croix	X	X	Cégep Vanier - Aile F
i663-SLA-1008892-02	845	845	avenue		Sainte-Croix	X	X	Cégep Vanier - Aile A
i663-SLA-1014214-01	2100	2100	rue		Saint-Louis	X	X	Chalet du parc Houde
i663-SLA-1008671	735	735	rue		Tait	X	X	
i663-SLA-1014750	805	805	rue		Tassé	X	X	École Jean-Grou
i663-SLA-1001118-01	1055	1055	rue		Tassé	X	X	Presbytère Saint-Hippolyte
i663-SLA-1001118-02	1055	1055	rue		Tassé	X	X	Église Saint-Hippolyte
i663-SLA-1000992-01	1085	1085	rue		Tassé	X	X	École Édouard-Laurin
i663-SLA-1006521	1615	1615	rue		Tassé	X	X	École Enfant-Soleil

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1245449001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou (3 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel* .

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-25 13:44

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245449001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine cul tur e l et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente. La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou (3 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de l'arrondissement d'Anjou ainsi qu'une lettre d'appui de l'arrondissement sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de l'arrondissement d'Anjou a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, comme les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (A-19.1).* Ils pourront être assujettis à des dispositions

particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie C. BOUTIN, Anjou
Marie-Christine CHARTRAND, Anjou
Réjean BOISVERT, Anjou

Lecture :

Marie-Christine CHARTRAND, 25 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya BASSIL
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-0352
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-20

Seraya SPEER
cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
directeur(-trice) - grands projets de transport en partenariat
Tél : 514-872-7092
Approuvé le : 2024-09-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245449001*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**x**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s. o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s. o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Direction de l'aménagement urbain
et des services aux entreprises
7171, rue Bombardier
Anjou QC H1J 2E9

Le 18 septembre 2024

Lucie Careau, urbaniste
Directrice du service
Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 5e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940

Madame Careau,

Par la présente, nous confirmons que l'arrondissement d'Anjou a collaboré, avec l'agglomération de Montréal, à la réalisation de la partie d'inventaire des immeubles patrimoniaux construits sur son territoire avant 1940.

L'arrondissement d'Anjou appuie la recommandation faite au conseil d'agglomération à l'effet d'adopter la liste des immeubles retenus à cet inventaire en vertu notamment des exigences de l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Vous trouverez en pièce jointe, la liste des immeubles retenus à l'inventaire.

Cordialement,

Réjean Boisvert, directeur

RB/nb

p.j. (1)

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMERO CIVIQUE (DE)	NUMERO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPERE GEOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM[2]
i663-ANJ-2032821	7401	7401	boulevard		Métropolitain	E		
i663-ANJ-2033636-001	8351	8351	boulevard		Métropolitain	E		
i663-ANJ-2033636-002	8351	8351	boulevard		Métropolitain	E		

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2024/10/24 17:00

(2)

Dossier # : 1248021008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Conseil des Arts
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 150 000 $ en 2024 dans le cadre d'un appariement budgétaire établi avec le Conseil des arts de Montréal / Autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts en 2024

Il est recommandé:
1. d'octroyer une contribution financière de 150 000 $ en 2024, dans le cadre d'un appariement budgétaire établi avec le Conseil des arts de Montréal ;
2. d'autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération, vers le budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts en 2024.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-10-02 10:21

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

directeur(-trice) de service - diversite et inclusion sociale
Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248021008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Conseil des Arts
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 150 000 $ en 2024 dans le cadre d'un appariement budgétaire établi avec le Conseil des arts de Montréal / Autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts en 2024

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil des arts de Montréal (CAM) est au service du milieu artistique de la métropole depuis 1956. Son rôle métropolitain est reconnu par sa compétence de niveau d'agglomération par la Charte de la Ville de Montréal. Par sa mission, *il repère, accompagne, soutient et reconnaît la création, la production et la diffusion artistiques professionnelles montréalaises.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Le CAM est un organisme de bienfaisance enregistré à titre de fondation publique depuis 1988. Sa mission philanthropique lui permet de redonner aux artistes pour soutenir la vitalité artistique et représenter Montréal dans toute sa diversité. Grâce à la philanthropie, le CAM souhaite pérenniser sa mission et ses actions ainsi que renforcer la capacité des milieux artistiques. Son action philanthropique permet de créer des leviers supplémentaires de financement en appui au milieu artistique et culturel montréalais.
Plus spécifiquement, les sommes récoltées lors de ses campagnes de levées de fonds permettent :

- d'encourager de nouveaux talents d'ici ;

- de permettre aux organismes artistiques de continuer à innover et à se développer ;
- de faire briller les yeux et de faire battre le cœur des Montréalaises et des Montréalais grâce à une offre de création accessible et renouvelée sur tout le territoire montréalais ;
- de contribuer à faire rayonner la sensibilité, les succès et l'ingéniosité des artistes de la métropole ;
- d'accroître l'engagement philanthropique envers les arts et la culture dans les collectivités montréalaises.

JUSTIFICATION

Le CAM joue un véritable rôle de pilier de la communauté des arts, de rassembleur des milieux artistiques, municipaux et économiques, et de propulseur de la création à Montréal. Il propose près d'une soixantaine de programmes de financement dont les candidatures sont évaluées par plusieurs comités composés d'une centaine de bénévoles provenant du milieu des arts montréalais, de générations et d'origines variées, accompagnés d'une quinzaine d'expertes et d'experts qui soutiennent de façon personnalisée les milieux dans leur développement. De cette collaboration entre les bénévoles des comités d'évaluation de pairs et les professionnelles et professionnels experts du Conseil des arts de Montréal naît une intelligence collective connectée en permanence aux besoins des milieux artistiques montréalais. C'est ce modèle participatif et de proximité qui fait la force du Conseil depuis sa création. Ainsi, en effectuant des campagnes de levées de fonds, le CAM se dote de sommes supplémentaires pour soutenir le milieu culturel, notamment pour ses programmes de financement.
Le CAM a récolté en 2023, par diverses sources de donation, une somme de 322 380 $.

La Ville de Montréal souhaite faire un appariement des sommes levées, jusqu'à concurrence de 150 000 $, pour encourager le CAM à poursuivre sa démarche philanthropique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une somme de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération devra être virée au budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts, en 2024.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne le Conseil des arts de Montréal qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 notamment en matière de solidarité, d'équité, d'inclusion, de participation citoyenne, d'innovation, de créativité et de rayonnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Conseil des arts de Montréal joue un rôle majeur dans le développement culturel de l'agglomération et le soutien aux artistes Montréalaises et Montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communications n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification

Tél : 514-318-9295
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-19

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-09-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248021008*
Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : Octroyer une contribution financière spéciale et non récurrente de 150 000 $ en 2024 dans le cadre de la planification d'un appariement budgétaire établi avec le Conseil des arts de Montréal, résultant des sommes amassées à la suite de sa levée de fonds de l'année 2023. Autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts en 2024.

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- l'action 8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;
- l'action 13 - Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international;
- l'action 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- l'action 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;
- l'action 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- l'action 8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous :
    - Continuer à être un chef de file de l'inclusion et de la diversité, autant au niveau de la gouvernance, des comités d'évaluation,

de l’équipe et des clientèles soutenues

- L’action 9 Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
    - Contribuer à contrer le cycle du racisme et de la discrimination systémiques dans le milieu artistique et s’assurer que la diversité soit mieux représentée, non seulement par les artistes sur scène, mais aussi par le public dans la salle
    - Contribuer à assurer la survie financière des artistes et à contrer leur pauvreté systémique en faisant la promotion d’un filet social fort et durable

- L’action 10 Accroitre la participation et l’engagement des citoyennes et citoyens, la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision
    - Contribuer à la participation des citoyens à l'expérience artistique locale
    - Mettre en œuvre une offre de programmes dans les secteurs moins bien servis (déserts culturels)
    - Valoriser une offre culturelle de proximité et de qualité sur quatre saisons

- l'action 13 - Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l’accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu’à l’international;
    - Demeurer un chef de file de la représentativité et de la valorisation des cultures autochtones

- l'action 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
    - Maintenir et renforcer la résilience et la vitalité de l’écosystème artistique montréalais pour assurer une relance durable
    - Bonifier l’aide au fonctionnement des organismes artistiques qui sont des piliers du coeur créatif de Montréal
    - Renforcer l’offre culturelle en vue de sa pérennité pour refaire de Montréal une métropole culturelle capable d’attirer des touristes et de prévenir l’exode de ses citoyens.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248021008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Accorder une contribution financière de 150 000 $ en 2024 dans le cadre d'un appariement budgétaire établi avec le Conseil des arts de Montréal / Autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts en 2024

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds GDD 1248021008.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget

Co-auteurs
Mathieu Perrier, Chef de division - Conseil et soutien financiers
Nathalie Fillion, Directrice - Conseil et soutien financiers
Tél : 514 242-3789

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et
de l'évaluation foncière

Tél : 514-872-6630
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.07

2024/10/24 17:00

(2)

Dossier # : 1246394004

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement et de la trésorerie , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (159 297 155,68 $)

Il est recommandé d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (159 297 155,68 $)

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-10-01 13:27

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246394004**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement et de la trésorerie , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (159 297 155,68 $)

CONTENU

CONTEXTE

La réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations reliées à des compétences d'agglomération n'a pas été utilisée en totalité en 2023.
Le solde au 31 décembre 2023 était de 294 632 052,39 $ incluant un montant d'intérêts de 11 928 481,08 $ et un montant de 150 000 000 $ provenant d'une subvention des infrastructures vertes (Eau).

Le budget de 2024 a autorisé une nouvelle affectation à cette réserve de l'ordre de 201 764 200 $ pour un total à la réserve de 496 396 252,39 $.

Un paiement au comptant de 118 432 890,87 $ a déjà été fait au mois d'août 2024.

Le solde actuel de la réserve disponible est de 377 963 361,52 $ incluant les 150 000 000 $ de la subvention des infrastructures vertes (Eau).

Ce dossier vise à faire un paiement au comptant partiel pour l'année 2024 de 159 297 155,68 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0106 - le 27 février 2014 - Adoption du Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération. (RCG14-007)
CG14 0055 - 24 février 2014 - Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération. (4,7 M$)

CG14 0558 - 12 décembre 2014 - Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (22,7 M$)

CG15 0738 - 10 décembre 2015 - Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (76,7 M$)

CG16 0681 - 16 décembre 2016 - Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (102,7 M$)

CG15 0786 - 28 décembre 2015 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (27 450 821,49$)

CG16 0501 - 26 août 2016 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (76 724 020,63$)

CG17 0505 - 28 septembre 2017 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (72 700 118,40$)

CG18 0459 - 24 août 2018 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (84 000 000$).

CG18 0694 - 20 décembre 2018 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (56 510 416,33$)

CG20 0405 - 27 août 2020 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétence d'agglomération (130 103 961,09 $)

CG20 0699 - 17 décembre 2020 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (34 823 339,28$)

CG21 0692 - 23 décembre 2021 - Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomérations. (89,7 M$)

CG22 0065 - 31 janvier 2022 - Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomérations. (89,7 M$)

CG22 0719 - 1 décembre 2022- Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomérations. (201,8 M$)

CG22 0658 - 28 octobre 2022 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétence d'agglomération (261 289 086,04 M$)

CG23 0752 - 21 décembre 2023 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (107 533 096,63

$)

CG24 0470 - 22 août 2024 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (118 432 890,87 $)

DESCRIPTION

La réserve pour le paiement au comptant s'élèvera à 68 666 205,84 $ excluant le 150 000 000 $ de la subvention des infrastructures vertes (Eau) au 31 décembre 2024. L'utilisation de cette réserve pourrait permettre de diminuer le dernier financement requis dans plusieurs règlements d'emprunt.
(Voir tableau en pièce jointe)

JUSTIFICATION

L'Administration municipale convient de la nécessité d'investir dans la remise en état des infrastructures de la Ville et d'accroître le paiement comptant des immobilisations. Pour ce faire, elle a décidé d'alimenter une réserve financière destinée au financement de dépenses en immobilisations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le solde de la réserve financière s'élève actuellement à 227 963 361,52 $ en excluant le 150 000 000 $ de la subvention des infrastructures vertes (Eau).
Après l'utilisation de 159 297 155,68 $, le solde de la réserve s'élèvera à 68 666 205,84 $. Cette somme sera utilisée ultérieurement de même que la subvention des infrastructures vertes (Eau) de 150 000 000 $.

Ce paiement au comptant de 159 297 155,68 $ permettra d'éviter un emprunt de 159 297 155,68 $ qui aurait été amorti sur les termes de 5,10 et 20 ans. Le montant des intérêts et les frais d'émission évités, pour la première année, sont estimés à 7,03 M$ et globalement sur toute la période à 71,41 M$.

Ce paiement au comptant n'affecte pas les charges fiscales des dettes des arrondissements.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cheikh DIA
conseiller(-ere) en finances

Tél : 514-872-4468
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-26

Marie-Hélène DEMERS
chef(fe) de division - gestion de la dette et de la tresorerie

Tél : 514-872-2725
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard AUDET
directeur - financement, placement et tresorerie
Tél :
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-09-27

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlemer	Portée [1]	Montant financé	Terme [2]
Conseil agglomération	RCG 06-004	5006004 - RCG 06-004 Protection d'immeuble Agglo CG06 0044	197 141,77	20
Conseil agglomération	RCG 06-057	5006057 - RCG 06-057 Protection des immeubles CG06 0563	121 692,61	20
Conseil agglomération	RCG 06-061	5006061 - RCG 06-061 Acquisition équip.bureau outillage CG06 0567	323,85	5
Conseil agglomération	RCG 07-039	5007039 - RCG 07-039 Acq. équip. Serv. prof. TI. CG07 0526	711 080,53	5
Conseil agglomération	RCG 08-009	5008009 - RCG 08-009 Prog.dév.bâtiments.adm.,sport./séc.CG08 0081	182 258,49	20
Conseil agglomération	RCG 08-026	5008026 - RCG 08-026 Réaménag. autoroute Bonaventure CG08 0373	2 306,94	20
Conseil agglomération	RCG 08-046	5008046 - RCG 08-046 Aménagement et réaménagement des parcs CG08 0668	63 652,17	20
Conseil agglomération	RCG 08-014	5008998 - RCG 08-014 MAN. Atwater DesBaillets CG08 0146	32 827,29	20
Conseil agglomération	RCG 09-026	5009026 - RCG 09-026 Désinfection Jean-R-Marcotte CG09 0446	99 087,19	20
Conseil agglomération	RCG09 030	5009030 - RCG 09-030 MAN. Station Jean-R.-Marcotte CG09 0450	1 357,50	20
Conseil agglomération	RCG 10-021	5010021 - RCG 10-021 Conduites principales AQ CG10 0418	58 466,04	20
Conseil agglomération	RCG 11-002	5011002 - RCG 11-002 Const.réf.infra. gestion matières résiduelles CG11 0026	1 343 828,61	20
Conseil agglomération	RCG 11-023	5011023 - RCG 11-023Travaux construction caserne 32 et 59, schéma. couverture de risques sécu. ince	17 798,91	20
Conseil agglomération	RCG 11-024	5011024 - RCG 11-024 Travaux de protection des immeubles CG11 0390	320 570,49	20
Conseil agglomération	RCG 11-031	5011031 - RCG 11-031 Travaux d'aménagement dans les parcs CG11 0475	126 164,48	20
Conseil agglomération	RCG 12-007	5012007 - RCG 12-007 Projet de reconstruction du complexe Turcot CG12 0236	315,84	20
Conseil agglomération	RCG 14-015	5014015 - RCG 14-015 PG Trav. infrast. eau pot. usées CG14 0228	1 134 105,60	20
Conseil agglomération	RCG14-020	5014020 - RCG 14-020 PG Trav. infrast. MAN. eau pot. CG14 0383	505 314,88	20
Conseil agglomération	RCG14-021	5014021 - RCG 14-021 Équip.spéc.séc.incendie,fourn.entretien CG14 0384	517 746,32	5
Conseil agglomération	RCG14-021	5014021 - RCG 14-021 Équip.spéc.séc.incendie,fourn.entretien CG14 0384	186 236,98	5
Conseil agglomération	RCG 14-027	5014027 - RCG 14-027 Trav.restauration biens patrimoniaux CG14 0433	502 149,64	20
Conseil agglomération	RCG 15-008	5015008 - RCG 15-008 Travaux captation des gaz casernes CG15 0119	898 936,58	20
Conseil agglomération	RCG 15-009	5015009 - RCG 15-009 Travaux rénovation Hôtel de ville CG15 0120	5 625,96	20
Conseil agglomération	RCG 15-009	5015009 - RCG 15-009 Travaux rénovation Hôtel de ville CG15 0120	131 532,66	5
Conseil agglomération	RCG 15-012	5015012 - RCG 15-012-1 Construction centres tri matières recyc. CG15 0123	6 426,83	20
Conseil agglomération	RCG 15-028	5015028 - RCG 15-028 Travaux des aménagements cyclables CG15 0201	459,01	20
Conseil agglomération	RCG 15-031	5015031 - RCG 15-031 Travaux/rénovation caserne 26 PMR CG15 0204	146 886,59	20
Conseil agglomération	RCG 15-038	5015038 - RCG 15-038 Société Parc Jean-Drapeau CG15 0302	23 326,86	5
Conseil agglomération	RCG 15-043	5015043 - RCG 15-043 PJ Réf. usine eau C.-J.-Des Baillets CG15 0308	96 682,50	20

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlemer	Portée [1]	Montant financé	Terme [2]
Conseil agglomération	RCG 15-045	5015045 - RCG 15-045 PJ Réf. usine eau pot. Atwater CG15 0310	13 693 031,85	20
Conseil agglomération	RCG 15-047	5015047 - RCG 15-047 PJ Réfection usine eau Dorval CG15 0312	254 991,15	20
Conseil agglomération	RCG 15-055	5015055 - RCG 15-055 PJ Réf. stat. Pomp. rés. RPP FCCQ CG15 0320	824 498,97	20
Conseil agglomération	RCG 15-056	5015056 - RCG 15-056 PJ Réf.stat.pomp. réserv.DDO-TECQ CG15 0321	27 369,09	20
Conseil agglomération	RCG 15-068	5015068 - RCG 15-068 Réam.rues St-Gabriel/St-F.-Xavier CG15 0511	104 905,33	20
Conseil agglomération	RCG 15-069	5015069 - RCG 15-069 Réaménager rue Saint-Paul CG15 0512	744 072,57	20
Conseil agglomération	RCG 15-080	5015080 - RCG 15-080 PJ Transfo élect. Stat. JeanR-Marcotte CG15 0717	2 222 933,04	20
Conseil agglomération	RCG 16-029	5016029 - RCG 16-029 Réhab. actifs rés.prim.AQ CG16 0213	958 660,79	20
Conseil agglomération	RCG 16-032	5016032 - RCG 16-032 Const. réhab. cond.prim.AQ CG16 0216	1 080 529,16	20
Conseil agglomération	RCG 16-033	5016033 - RCG 16-033 Modernisation Des Baillets CG16 0145	1 587 172,86	20
Conseil agglomération	RCG 16-036	5016036 - RCG 16-036 Modernisation Dorval CG16 0222	1 887 778,76	20
Conseil agglomération	RCG 16-037	5016037 - RCG 16-037 Modernisation Lachine CG16 0223	169 128,44	20
Conseil agglomération	RCG 16-039	5016039 - RCG 16-039 Réalis.trav.proj.optim.rés.eau pot.CG16 0272	2 949 693,85	20
Conseil agglomération	RCG 16-041	5016041 - RCG 16-041-1 Chambres compt eau CG16 0275	824 114,43	20
Conseil agglomération	RCG 16-049	5016049 - RCG 16-049-1 Travaux Aménagement Parcs CG17 0394	2 539 245,08	20
Conseil agglomération	RCG 16-051	5016051 - RCG 16-051 mise à niveau station pompage McTavish CG16 0586	73 804,81	20
Conseil agglomération	RCG 16-060	5016060 - RCG 16-060 mod.pér.sécur.usine eau CG16 0640	10 046,56	20
Conseil agglomération	RCG 16-062	5016062 - RCG 16-062 Turcot - Travaux voirie municipale CG16 0753	335 241,27	20
Conseil agglomération	RCG 16-063	5016063 - RCG 16-063 REM - Réseau électrique métropolitain CG16 0754	64 201,55	20
Conseil agglomération	RCG 16-064	5016064 - RCG 16-064 Corridor nouveau pont Champlain CG16 0755	15 966,59	20
Conseil agglomération	RCG 17-003	5017003 - RCG 17-003 Intercepteurs CG17 0027	4 549,24	20
Conseil agglomération	RCG 17-004	5017004 - RCG 17-004 Station Jean R. Marcotte CG17 0028	26 881,81	20
Conseil agglomération	RCG 17-005	5017005 - RCG 17-005 Trav.d'infra./amén.urbain/const.acq.imm./équip.CG17 0029	1 000 000,00	20
Conseil agglomération	RCG 17-013	5017013 - RCG 17-013 Équipements/Services Pro. Informatique CG17 0117	82 828,63	5
Conseil agglomération	RCG 17-016	5017016 - RCG 17-016 travaux de protection d'immeubles CG17 0107	1 369,07	20
Conseil agglomération	RCG 17-016	5017016 - RCG 17-016 travaux de protection d'immeubles CG17 0107	1 369,07	5
Conseil agglomération	RCG 17-027	5017027 - RCG 17-027-1 Intercepteurs CG18 0073	258 952,26	20
Conseil agglomération	RCG 17-027	5017027 - RCG 17-027-1 Intercepteurs CG18 0073	52 903,20	10
Conseil agglomération	RCG 17-028	5017028 - RCG 17-028-1 Station d'épuration des eaux usées CG18 0073	1 044 235,78	20

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlemer	Portée [1]	Montant financé	Terme [2]
Conseil agglomération	RCG 17-029	5017029 - RCG 17-029-1 Conduites primaires d'aqueduc CG18 0073	21 874 987,75	20
Conseil agglomération	RCG 17-032	5017032 - RCG 17-032 Aménagement de la Rue ST -Paul Phase 2 CM 17-1200 GDD 1171183001 proje	1 000 000,00	20
Conseil agglomération	RCG 17-034	5017034 - RCG 17-034 Protection d'immeubles CG17 0545	1 290 146,93	20
Conseil agglomération	RCG 18-007	5018007 - RCG 18-007 Protection Actif Immobilisé CG18 0133	58 306,27	10
Conseil agglomération	RCG 18-007	5018007 - RCG 18-007 Protection Actif Immobilisé CG18 0133	876 658,82	20
Conseil agglomération	RCG 18-007	5018007 - RCG 18-007 Protection Actif Immobilisé CG18 0133	501 085,34	5
Conseil agglomération	RCG 18-020	5018020 - RCG 18-020 Rempl. Équip. Mécan. et spécialisés CG18 0383	7 779,05	10
Conseil agglomération	RCG 18-028	5018028 - RCG 18-028 Developpement Réseau cyclable CG 18 0467	335 008,75	20
Conseil agglomération	RCG 18-031	5018031 - RCG 18-031 PG Collecteurs d'égouts CG18 0512	5 064 464,11	20
Conseil agglomération	RCG 18-036	5018036 - RCG 18-036 PG Réhabilitation et reconstruction des chambres de vannes et composantes CC	3 265 666,87	20
Conseil agglomération	RCG 17-030	5018999 - RCG 17-030-1 PG Réservoirs et stations de pompage 2018 CG18 0073	316 861,11	20
Conseil agglomération	RCG 19-005	5019005 - RCG 19-005 PJ -Trav.connexes au prolongement ligne bleue metro CG19 0094	6 092,35	20
Conseil agglomération	RCG 19-007	5019007 - RCG 19-007 PJ Plan d'alimentation du réseau de l'Ouest CG19 0158	3 235 593,00	20
Conseil agglomération	RCG 19-007	5019007 - RCG 19-007 PJ Plan d'alimentation du réseau de l'Ouest CG19 0158	96 162,11	10
Conseil agglomération	RCG 19-008	5019008 - RCG 19-008 Remplacement véhicules et équipements CG19 0160	143 967,00	5
Conseil agglomération	RCG 19-009	5019009 - RCG 19-009 Remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés CG19 0161	40 153,81	5
Conseil agglomération	RCG 19-018	5019018 - RCG 19-018 Acquisition matériel informatique CG19 0328	8 543,55	5
Conseil agglomération	RCG 19-019	5019019 - RCG 19-019 Travaux de rénovation.Hôtel Ville Mtl CG19 0329	771 256,61	20
Conseil agglomération	RCG 19-019	5019019 - RCG 19-019 Travaux de rénovation.Hôtel Ville Mtl CG19 0329	163 897,02	5
Conseil agglomération	RCG 19-027	5019027 - RCG 19-027 Station d'épuration des eaux usées JR Marcotte-travaux &équipements CG19 05	1 974 468,67	20
Conseil agglomération	RCG 19-028	5019028 - RCG 19-028 Collecteurs d'égouts - travaux CG19 0526	5 488 330,49	20
Conseil agglomération	RCG 19-029	5019029 - RCG 19-029 Intercepteurs - financement des travaux CG19 0527	205 243,99	20
Conseil agglomération	RCG 19-033	5019033 - RCG 19-033 Prog. réaménagement parc Mont-Royal CG19 0631	36 954,75	20
Conseil agglomération	RCG 19-035	5019035 - RCG 19-035 Réseau cyclable CG19 0633	638 158,00	20
Conseil agglomération	RCG 19-035	5019035 - RCG 19-035 Réseau cyclable CG19 0633	488 482,69	10
Conseil agglomération	RCG 20-001	5020001 - RCG 20-001 PG-Investissements -Diverses usines CG20 0045	4 181 697,20	20
Conseil agglomération	RCG 20-001	5020001 - RCG 20-001 PG-Investissements -Diverses usines CG20 0045	42 213,42	5
Conseil agglomération	RCG 20-006	5020006 - RCG 20-006-1 Trav. Amén. Acquis. Imm. CG24 0225	284 624,14	20
Conseil agglomération	RCG 20-010	5020010 - RCG 20-010-1 RéfecPlage Jean-Doré CG20 0156	1 155 791,21	20

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlemer	Portée [1]	Montant financé	Terme [2]
Conseil agglomération	RCG 20-015	5020015 - RCG 20-015 Réglement pour financer trav. de construction et renouvellement réseau princi	34 506 273,23	20
Conseil agglomération	RCG 20-017	5020017 - RCG 20-017 Remplacement véhicules et équipements CG20 0229	32 569,15	5
Conseil agglomération	RCG 20-020	5020020 - RCG 20-020 Ste-Catherine aqueduc p. CG20 0233	2 000 000,00	20
Conseil agglomération	RCG 20-021	5020021 - RCG 20-021 Protection et développement d'immeubles CG20 0234	1 106 848,32	20
Conseil agglomération	RCG 20-029	5020029 - RCG 20-029 Réh réservoirs. et stati CG20 0472	38 038,29	20
Conseil agglomération	RCG 20-032	5020032 - RCG 20-032 Équipements/Serv.prof.TI CG20 0475	1 360 709,51	5
Conseil agglomération	RCG 20-037	5020037 - RCG 20-037 Int. Remembrance & C-D-N CG20 0618	63 392,66	20
Conseil agglomération	RCG 20-043	5020043 - RCG 20-043 pistes cyclables CG20 0711	3 389 610,83	20
Conseil agglomération	RCG 20-043	5020043 - RCG 20-043 pistes cyclables CG20 0711	58 793,00	5
Conseil agglomération	RCG 21-004	5021004 - RCG 21-004 SPJDrapeau protec.actifs CG21 0166	1 209 063,74	5
Conseil agglomération	RCG 21-004	5021004 - RCG 21-004 SPJDrapeau protec.actifs CG21 0166	90 090,57	10
Conseil agglomération	RCG 21-006	5021006 - RCG 21-006 SPJD Amén.Mont Boulé CG21 0225	4 000 000,00	20
Conseil agglomération	RCG 21-010	5021010 - RCG 21-010 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG21 0403	608 088,62	5
Conseil agglomération	RCG 21-011	5021011 - RCG 21-011 Travaux de rénovation Hôtel de Ville de MTL CG21 0404	2 000 000,00	20
Conseil agglomération	RCG 21-011	5021011 - RCG 21-011 Travaux de rénovation Hôtel de Ville de MTL CG21 0404	1 177 779,48	5
Conseil agglomération	RCG 21-018	5021018 - RCG 21-018 réfect. écocentre achat équipm. CG21 0520	67 174,75	20
Conseil agglomération	RCG 21-018	5021018 - RCG 21-018 réfect. écocentre achat équipm. CG21 0520	101 700,89	5
Conseil agglomération	RCG 21-031	5021031 - RCG 21-031 Travaux de protection d'immeubles CG21 0675	390 065,59	20
Conseil agglomération	RCG 21-031	5021031 - RCG 21-031 Travaux de protection d'immeubles CG21 0675	149 986,82	10
Conseil agglomération	RCG 22-006	5022006 - RCG 22-006 Équipements en informat. CG22 0079	2 476 326,33	5
Conseil agglomération	RCG 22-007	5022007 - RCG 22-007 Trav assain eaux usées CG22 0208	8 641,04	5
Conseil agglomération	RCG 22-014	5022014 - RCG 22-014 Prot.actifs immobilisés SPJD CG22 0290	784 044,24	10
Conseil agglomération	RCG 22-014	5022014 - RCG 22-014 Prot.actifs immobilisés SPJD CG22 0290	179 953,30	5
Conseil agglomération	RCG 22-026	5022026 - RCG 22-026 REM de l'Ouest - Agglo CG22 0531	451 392,78	20
Conseil agglomération	RCG 22-028	5022028 - RCG 22-028 Travaux de protection des immeubles CG22 0533	1 576 042,23	20
Conseil agglomération	RCG 22-028	5022028 - RCG 22-028 Travaux de protection des immeubles CG22 0533	971 849,24	5
Conseil agglomération	RCG 23-006	5023006 - RCG 22-006 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG23 0138	1 105 863,06	5
Conseil agglomération	RCG 23-006	5023006 - RCG 22-006 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG23 0138	73 078,15	10
Conseil agglomération	RCG 23-021	5023021 - RCG 23-021 Cond princ. Lachine Dorv CG23 0586	572 106,76	20

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlemer	Portée [1]	Montant financé	Terme [2]
Conseil agglomération	RCG 23-022	5023022 - RCG 23-022 réseau principal aqueduc CG23 0587	1 168 556,24	20
Conseil agglomération	RCG 24-004	5024004 - RCG 24-004 Aquis.équip. protection SPVM CG24 0041	751 743,52	10
Conseil agglomération	RCG 24-014	5024014 - 24-014 Jean Drapeau Protec actif immob CG24 017	3 000 000,00	20
Total conseil d'agglomération			**159 297 155,68**	

Répartition selon le terme, si ces sommes avaient été empruntées.

5 ans	11 845 642,40
10 ans	2 552 576,62
20 ans	144 898 936,66
Total	159 297 155,68

Note:

(1) Source : Description du règlement apparaissant à l'Activité d'investissement (AI) du système SIMON.

(2) Le terme indiqué représente la période d'amortissement du montant en cause, s'il avait été financé par emprunt.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.08

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1246689003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Répertoire des milieux naturels protégés
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Adopter une résolution appuyant la Communauté métropolitaine de Montréal dans la démarche de reconnaissance en vue de l'obtention d'un statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes

Considérant que:

- le gouvernement du Québec a introduit le statut de Paysage Humanisé comme un outil favorisant la protection de territoires habités en harmonie avec la nature dans la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (RLRQ, chapitre C-61.01);
- le Paysage Humanisé permet de réaliser plusieurs actions du *Plan d'action pour la reconnaissance et la protection des collines Montérégiennes* adopté par la CMM en 2022, suivant les travaux du groupe de travail créé à cette fin (résolution CE22-132);
- un statut de Paysage Humanisé pour la colline du mont Royal permettrait d'ajouter une superficie intéressante à la cible de 10 % de milieux naturels protégés;
- la colline du mont Royal fait déjà l'objet d'une désignation visant sa protection et sa mise en valeur en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (le Site patrimonial du Mont-Royal), dont la conformité est assurée par le ministère de la culture et des communications;
- le statut de Paysage Humanisé serait accordé par le MECCFLP, que la Ville souhaitera s'assurer de la compatibilité du double statut et que cette compatibilité ne pourra être confirmée qu'après la réception de l'admissibilité de la demande.

Attendu que:

- les gestes futurs en matière de conservation des collines Montérégiennes s’inscriront dans une vision commune et durable qui respecteront les spécificités propres à chacune des collines et qu’ils favoriseront la concertation entre les divers intervenants pour bien répondre aux enjeux globaux;
- la CMM dispose des ressources nécessaires à la réalisation des projets de conservation requis pour l’obtention du statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes;
- le ministère de la Culture et des Communications et le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs clarifieront l'application superposée des statuts de Paysage Humanisé et de Site patrimonial sur le territoire de la colline mont Royal.

Il est recommandé que l’agglomération de Montréal adopte une résolution appuyant la Communauté métropolitaine de Montréal dans la démarche de reconnaissance en vue de l’obtention d’un statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes :

- prendre part aux travaux d’un comité de travail chargé de réviser le projet de demande de reconnaissance de la CMM pour la colline du mont Royal, notamment en vue d'obtenir la clarification des ministères sur l'application du double statut;
- collaborer avec les instances de concertation requises pour favoriser la cohérence de la démarche.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-04 16:49

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246689003**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Répertoire des milieux naturels protégés
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Adopter une résolution appuyant la Communauté métropolitaine de Montréal dans la démarche de reconnaissance en vue de l'obtention d'un statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes

CONTENU

CONTEXTE

La Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM) a adopté en 2022 le *Plan d'action pour la reconnaissance et la protection des Montérégiennes* dont l'une des priorités était de doter les Montérégiennes d'un statut de protection. En 2024, la CMM s'est engagée dans un processus de demande de reconnaissance en vue de l'obtention d'un statut de Paysage Humanisé pour les cinq collines situées sur son territoire, incluant le Mont-Royal.

Statut de Paysage humanisé

Le Paysage Humanisé est un projet d'aire protégée en vertu de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* dont l'application est sous la responsabilité du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). Il vise la protection de la biodiversité d'un territoire habité, dont le paysage et les composantes naturelles ont été façonnés, au fil du temps, par des activités humaines en harmonie avec la nature. Ce paysage et ces composantes présentent un caractère distinct dont la conservation dépend fortement de la poursuite des pratiques qui en sont à l'origine.

Statut de Site patrimonial du Mont-Royal

La colline du Mont-Royal possède différents statuts de protection, notamment celui de Site patrimonial du Mont-Royal en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, sous la responsabilité du ministre de la Culture et des Communications (MCC).

La CMM soumettra prochainement au MELCCFP une demande de reconnaissance préliminaire de statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes. Le présent dossier a pour but d'appuyer, en principe, cette démarche de la CMM qui permettra au ministère d'étudier l'admissibilité du dossier. Sur avis d'admissibilité, le MELCCFP pourra prendre contact avec le

MCC afin d'étudier la question du cumul de statuts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0130 - 30 avril 2009 - Approuver le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.
CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels

DESCRIPTION

Un Paysage Humanisé est balisé par la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* . Préalablement au dépôt de la demande d'admissibilité au MELCCFP, la CMM doit obtenir l'appui, par voie de résolution, des instances municipales responsables de chacune des collines concernées, et compléter une consultation publique portant sur le projet de demande. Le ministère pourra alors étudier le dossier afin d'émettre un avis d'admissibilité et des recommandations.

L'avis d'admissibilité permettra au MCC et au MELCCFP d'étudier conjointement la complémentarité et la cohérence de l'application superposée des statuts de protection au Mont-Royal. La Ville pourra par la suite mesurer l'impact sur la réglementation locale.

Dans l'éventualité où le dossier est jugé admissible ou applicable, les grandes étapes qui seront déployées pour obtenir un statut de Paysage Humanisé pour les collines seront les suivantes :

1. Préparation d'un plan de conservation par la CMM pour chaque colline, en collaboration avec les municipalités et ministères concernés. Le Plan devra faire l'objet d'une consultation publique;
2. Période d'analyse puis, approbation du plan de conservation et enfin, octroi d'un statut de Paysage Humanisé par le MELCCFP;
3. Exercice de modifications et concordances réglementaires par les municipalités;
4. Rédaction d'un plan d'action spécifique à chaque colline;
5. Premier bilan quinquennal du plan de conservation.

JUSTIFICATION

L'appui de Montréal à la demande de reconnaissance préliminaire permettra à la CMM de soumettre le dossier au MELCCFP. Ce dernier pourra alors analyser l'admissibilité du projet pour les collines Montérégiennes. Sur confirmation d'admissibilité de la colline du Mont-Royal, le MCC et le MELCCFP pourront ensuite étudier conjointement les implications liées à un éventuel cumul de statuts de protection, régis par des lois distinctes, visant des objectifs distincts.

Avec l'appui, en principe, de Montréal, la CMM pourra consulter la population sur sa démarche globale de protection des cinq collines montérégiennes sur son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucune dépense n'est requise à cette étape-ci. À noter que la CMM prévoit apporter un soutien et un accompagnement soutenu aux parties prenantes du projet.

MONTRÉAL 2030

Le statut de Paysage Humanisé viendrait appuyer les priorités suivantes (Montréal 2030):

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;
- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Le statut répond également aux objectifs du Plan climat : Augmenter la superficie terrestre des aires protégées à 10 %.
Ainsi qu'à plusieurs objectifs du Plan nature et sports | Volet Montréal des sommets.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'appui de la Ville à la CMM constitue une étape de l'analyse de l'admissibilité du Mont-Royal au projet de statut de Paysage Humanisé des collines Montérégiennes. En formalisant cet appui de principe par une résolution, la Ville permet à la CMM de réaliser une démarche de consultation avec la population sur son territoire, de déposer un projet préliminaire auprès du MELCCFP et d'engager la discussion sur l'impact de la superposition des statuts de protection pour la colline du Mont-Royal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

17 octobre 2024 : Présentation de la démarche à la Table de concertation du Mont-Royal;

- 24 octobre 2024 : Adoption de la demande de reconnaissance préliminaire par le Comité exécutif de la CMM;
- 25 octobre 2024 : Lancement de la consultation publique portant sur la demande de reconnaissance préliminaire par la CMM;
- Novembre 2024 à janvier 2025 : Révision de la demande de reconnaissance à la suite des commentaires de la Ville et des résultats de la consultation publique;
- Février 2025 : Dépôt de la demande au MELCCFP;
- Printemps 2025 : Analyse de l'admissibilité de la demande par le MELCCFP et étude de la question du cumul de statut avec le MCC.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BOUCHER
Chargée de projets - Urbanisme

Tél : 514 513-4602
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-03

Amélie BILODEAU
Cheffe de division - Concertation et bureau du Mont-Royal

Tél : 514 668-3768
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur - Gestion des parcs et biodiversité

Tél : 438 995-6030
Approuvé le : 2024-10-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514 872-1456
Approuvé le : 2024-10-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1246689003*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Appuyer, en principe, la démarche de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) dans la démarche de reconnaissance en vue de l'obtention d'un statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes | Signer une résolution confirmant cet appui.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- *Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision :*
  - *La délimitation préliminaire de la colline du mont Royal au statut de Paysage Humanisé permettrait un ajout substantiel à la cible de 10 % de milieux naturels protégés.*
  - *Si la colline du mont Royal devait être admissible au statut de Paysage Humanisé, des orientations et des mesures de protection des milieux naturels plus robustes que ce qui est identifié au Plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal et au Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (traduits en dispositions au Plan*

d'urbanisme) pourraient être mises en place.

- *Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole :*
    - *Participation à une démarche novatrice permettant de protéger de manière plus robuste le mont Royal, joyau identitaire de Montréal.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.09

2024/10/24 17:00

(2)

Dossier # : 1245683003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Déléguer au conseil municipal, en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001), pour une période de deux ans, la mise en oeuvre de certaines obligations qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération.

Il est recommandé :

De déléguer au conseil municipal, en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, les responsabilités en matière linguistique pour une période de deux ans quant à la mise en oeuvre des obligations suivantes qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la Charte de la langue française (*RLRQ, c. C-11)* dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération :

- se doter d'objectifs d'exemplarité et mettre en place des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ces objectifs;
- prendre une directive précisant la nature des situations dans lesquelles la Ville de Montréal entend utiliser une autre langue que le français dans les cas où le permettent la Charte;
- adopter une procédure de traitement des plaintes relatives aux manquements aux obligations auxquelles la Ville de Montréal est tenue en vertu de la Charte et transmettre annuellement un rapport sur l'application de cette procédure.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-10-10 17:26

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245683003**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Déléguer au conseil municipal, en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001), pour une période de deux ans, la mise en oeuvre de certaines obligations qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel vise à clarifier la gouvernance pour la Ville de Montréal en matière linguistique dans la foulée de l'adoption, en 2022, par l'Assemblée nationale du Québec, de la Loi sur langue officielle et commune du Québec, le français (la Loi).
En effet, depuis le 1er juin 2023, la Loi est en vigueur. Elle vient modifier la Charte de la langue française, adoptée en 1977 afin d'assurer la vitalité et la pérennité de la langue française au Québec et vient substantiellement renforcer les dispositions de la Charte applicables notamment à l'Administration, dont la Ville de Montréal.

Dans son plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024, la Ville de Montréal s'est engagée à poursuivre et à renforcer son exemplarité au sein de ses services et unités administratives afin de favoriser et promouvoir la langue française dans la métropole. Le poste de Commissaire à la langue française découle de ce plan. À ce titre, le mandat de la commissaire s'articule autour de trois axes principaux : valorisation, exemplarité et rayonnement. Elle a notamment pour mission d'accompagner la Ville dans sa transition vers l'exemplarité en assurant la mise en œuvre des nouvelles dispositions prévues à la Charte. Enfin, elle est responsable de la reddition de comptes pour la Ville de Montréal auprès du ministère de la Langue française.

La mise en œuvre de la Loi implique maintenant de nouvelles obligations en vertu de la Charte de la langue française, incluant une reddition de comptes annuelle auprès du ministère de la Langue française. Afin de favoriser une cohésion optimale et simplifier les processus, il est proposé au conseil d'agglomération de déléguer au conseil municipal, en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001), pour une période de deux ans, la mise en œuvre de certaines obligations qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération.

À noter que d'ici le 1er décembre 2024, la Ville doit adopter et transmettre au ministère de la Langue française une directive qui précise les situations dans lesquelles elle entend utiliser une autre langue que la langue officielle. Celle-ci doit être accompagnée d'objectifs d'exemplarité et d'indicateurs. Une procédure de traitement des plaintes doit également être adoptée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n/a

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à déléguer sous la responsabilité du conseil de la ville la mise en œuvre des principales obligations prévues dans la Charte de la langue française qui incombent à la Ville de Montréal dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération, soit :

1. Objectifs d'exemplarité et indicateurs

La Charte de la langue française oblige l'Administration à prendre les moyens nécessaires pour s'assurer de satisfaire aux obligations qui lui incombent en vertu de cette loi, notamment quant aux obligations envers les citoyens. À cette fin, la Ville de Montréal doit se doter d'objectifs d'exemplarité et mettre en place des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ces objectifs.

2. Directive

La Charte de la langue française établit le principe général d'exemplarité de l'Administration qui veut que toute communication émise par un organisme de l'Administration soit exclusivement en français. Ainsi, le français doit être la norme dans toutes les relations que la Ville entretient avec les personnes, les entreprises et les gouvernements, notamment en matière de:

- Prestations de services
- Communications écrites et orales
- Relations contractuelles
- Subventions

Toutefois, la Charte de la langue française et ses règlements prévoient des situations où la Ville a la faculté d'utiliser une autre langue, notamment pour les situations en lien avec la santé, la sécurité publique, pour des principes de justice naturelle ou pour offrir des services touristiques. Pour se prévaloir de l'une ou l'autre de ces exceptions, la Ville doit adopter une directive qui précise les situations dans lesquelles elle entend utiliser une autre langue que la langue officielle. À noter que depuis le 1er juin 2023, la Ville applique, comme l'ensemble des organismes de l'Administration, la directive du ministre de la Langue française relative à l'utilisation d'une autre langue que la langue officielle par l'Administration. Celle-ci est en vigueur jusqu'à l'adoption, par chacun des organismes de l'Administration, de leur directive respective.

3. Procédure de traitement des plaintes

La Charte de la langue française impose à l'Administration d'adopter une procédure de

traitement des plaintes relatives aux manquements aux obligations auxquelles il est tenu en vertu de cette loi. Un rapport sur l'application de cette procédure doit être transmis annuellement au ministre de la Langue française, détaillant notamment le nombre de plaintes reçues et traitées.

JUSTIFICATION

De ce qui précède, la délégation prévue au présent sommaire permettra notamment au conseil de la ville d'adopter une seule directive relative à l'utilisation d'une autre langue que la langue officielle par l'Administration dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Il en est de même pour l'adoption d'une seule procédure de traitement des plaintes. Le processus de reddition de comptes sera également centralisé, permettant ainsi à la Ville de Montréal de transmettre au ministère de la Langue française un seul rapport sur l'application de la Charte. À noter que cette délégation du conseil d'agglomération s'ajoute au rapatriement de compétences du conseil de la ville, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, relatif à la mise en œuvre des mêmes obligations relevant des conseils d'arrondissement.
En considération de l'intérêt général de la Ville de Montréal, compte tenu des défis d'application et la portée de la Loi, il importe pour la Ville de Montréal d'adopter une démarche concertée et ce, afin de viser :

- Simplification (une seule directive, une seule procédure de traitement des plaintes et un processus de reddition de comptes simplifié)

- Cohésion
  - Adéquation avec Vision 2030 : une francophonie ouverte, plurielle et inclusive
  - Objectifs partagés et cadre législatif commun, pour l'ensemble de la Ville
  - Cohérent avec le rôle de la Commissaire, qui doit veiller au respect des obligations pour l'ensemble de la Ville
- Impact
  - Impact optimal en matière de langue française, permettant de consolider son positionnement de métropole francophone des Amériques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et de l'engagement "Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole : Montréal, métropole francophone des Amériques". Reconnaître et valoriser le caractère francophone de la métropole autant dans ses institutions que dans ses relations avec les citoyennes et les citoyens. Promouvoir la langue française au sein des activités économiques et culturelles. Soutenir la francisation des nouveaux arrivants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À titre de métropole du Québec et de métropole francophone des Amériques, cette mesure contribue à gagner en cohérence, efficience et cohésion afin d'atteindre les objectifs en matière de promotion, de protection et de valorisation de la langue française.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication aux fins de la présente décision n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acceptation de la délégation du conseil d'agglomération par le conseil de la ville : Novembre 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noemie DANSEREAU-LAVOIE
Commissaire à la langue française

Tél : (438) 823-3059
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-04

Isabelle A GAUTHIER
chef(fe) - bureau du(de la) directeur(-trice) general(e)

Tél : - -
Télécop. : -

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*245683003*
Unité administrative responsable : *Direction générale*
Projet *: Déléguer au conseil municipal, en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, les responsabilités en matière linguistique pour une période de deux ans quant à la mise en oeuvre de certaines obligations qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et de l'engagement 20: "Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole": Montréal, métropole francophone des Amériques. Reconnaître et valoriser le caractère francophone de la métropole autant dans ses institutions que dans ses relations avec les citoyennes et citoyens. Promouvoir la langue française au sein des activités économiques et culturelles. Soutenir la francisation des nouveaux arrivants.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Promouvoir la langue française au sein des activités économiques et culturelles. Soutenir la francisation des nouveaux arrivants.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245683003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Objet :	Déléguer au conseil municipal, en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001), pour une période de deux ans, la mise en oeuvre de certaines obligations qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Suivant l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001), le conseil d'agglomération et le conseil ordinaire de la municipalité centrale, soit le conseil municipal de la Ville de Montréal, peuvent, par des résolutions similaires et pour une période déterminée, prévoir la délégation de l'exercice d'une compétence d'agglomération à l'égard de la municipalité ou sur son territoire. Le présent sommaire décisionnel est conforme à cet article.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-04

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.01

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1245548004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Il est recommandé :
- d'adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-26 11:22

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245548004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) est un règlement de la Ville de Montréal qui régit le transport privé par taxi sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
L'entrée en vigueur, le 10 octobre 2020, de la *Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile* (RLRQ, c. T-11.2) (ci-après la « Loi »), venue remplacer la *Loi concernant les services de transport par tax i* (RLRQ, c. S-6.01), a eu pour effet de retirer à la Ville de Montréal le pouvoir de réglementer le transport par taxi sur son territoire et a, du même coup, rendu inopérant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0154 – 26 mars 2020 – Adoption du projet de Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009);
CG17 0289 – 15 juin 2017 – Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009);

CG17 0061 – 23 février 2017 – Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009);

CG15 0576 – 24 septembre 2015 – Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009);

CG14 0375 – 21 août 2014 – Adoption de la Politique sur l'industrie du taxi de Montréal.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'adopter un règlement pour abroger le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) puisque la Ville n'a plus la compétence pour régir le transport rémunéré de personnes par automobile depuis l'entrée en vigueur de la Loi.

JUSTIFICATION

Les pouvoirs de la Ville en matière de transport rémunéré de personnes par automobile sur le territoire de l'agglomération se limitent à ceux qui lui sont délégués en application de la Loi et de ses règlements sur ce territoire. Depuis le 10 octobre 2020, la Ville de Montréal n'a plus sa compétence sur le développement de l'industrie du taxi et sa compétence réglementaire. Le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) doit être abrogé en conséquence. Le champ de compétence de la Ville ne peut aller au-delà des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu de l'article 212 de la Loi.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une démarche administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des affaires publiques et du protocole.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur du règlement à compter de la date de sa publication.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lili CLAES
Conseillère en aménagement

Tél : 5142802918
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-26

Pascal LACASSE
chef(fe) de division

Tél : 5145660658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél :
Approuvé le : 2024-09-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
directeur(-trice) - grands projets de transport en partenariat
Tél : 514-872-7092
Approuvé le : 2024-09-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245548004*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? s. o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** s. o.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245548004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règlement abrogeant le Règl. sur le transport par taxi (RCG 10-009).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-09

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT SUR LE TRANSPORT PAR TAXI (RCG 10-009)

Vu la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, chapitre T-11.2);

Vu l'article 274 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 12 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du_____, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) est abrogé.

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____.

GDD : 1245548004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.02

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1247245001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption – Règlement de compétences d'agglomération, autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-23 13:33

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1247245001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption – Règlement de compétences d'agglomération, autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

CONTENU

CONTEXTE

La rue Sainte-Catherine
La rue Sainte-Catherine est la rue commerciale de Montréal par excellence. On y trouve la plus importante concentration de magasins au Canada et le plus grand regroupement de boutiques de mode et de prêt-à-porter au pays. Elle s'étend sur plus de dix (10) km et compte près de mille deux cent (1200) magasins, dont environ quatre cent cinquante (450) avec façade sur rue.

Le projet global de réfection de la rue Sainte-Catherine Ouest vise le secteur comprenant les tronçons entre l'avenue Atwater, à l'ouest et la rue De Bleury, à l'est. S'y ajoutent également, le square Phillips et ses rues avoisinantes. Les tronçons de la rue Sainte-Catherine qui traversent le centre-ville et le Quartier des affaires connaissent une grande concentration de magasins et de boutiques. On y trouve notamment plusieurs complexes commerciaux (La Baie, centre Eaton, complexe Les Ailes, Holt Renfrew, Ogilvy, le centre d'amusement Le Forum et le campus de l'Université Concordia).

Le projet Sainte-Catherine Ouest

La Ville de Montréal a entrepris en 2018 des travaux majeurs de réfection des infrastructures souterraines de cette portion de la rue Sainte-Catherine Ouest. Elle souhaite saisir l'opportunité qu'offrent ces travaux pour repenser cette artère montréalaise emblématique et réaliser des aménagements qui soutiendront son développement économique. Tout en reflétant son caractère unique et historique, le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest vise à relever les défis des prochaines décennies et à participer à la transformation du centre-ville. Dans cette perspective, les objectifs du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest sont les suivants :

- Mettre à niveau les infrastructures souterraines désuètes de façon à éviter des interventions majeures sur la rue pour les décennies à venir;
- Revoir l'aménagement urbain afin d'assurer la sécurité et la fonctionnalité de la

rue, et d’offrir aux usagers une expérience de vie rehaussée;
- Renforcer le caractère distinctif de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Ainsi, la Ville profite de l’opportunité qu’offre la réalisation des travaux d’infrastructures pour repenser cette artère emblématique pour réaliser de nouveaux aménagements de haute qualité, qui soutiendront son développement, tout en reflétant son caractère unique et historique.

Ce grand projet se réalise en plusieurs phases et lots de travaux. Soulignons que la phase 1 du projet fait l'objet d'un numéro investi distinct et de règlements d'emprunt distincts également. Le règlement d'emprunt en lien avec le présent dossier concerne la phase 2 du projet, laquelle s'étend entre les rues Mansfield et Atwater.

Phase 1 - rues De Bleury à Mansfield (no investi 75015)
Travaux déjà réalisés

- Réhabilitation de la conduite d’égout principale (égout collecteur) entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue De Bleury (2018)
- Travaux de la CSEM entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa (2018)
- Lot 1A - Infrastructures : infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine du boulevard Robert-Bourassa à la rue Bleury (2019)
- Lot 2A - Décontamination des vespasiennes situées sous le square Phillips (2019)
- Lot 1A - Aménagement : Travaux d’aménagement entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue De Bleury (juillet 2019 à novembre 2020)
- Lot 1B - Infrastructures : Travaux d'infrastructures souterraines entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa - (mars à décembre 2020)
- Lot 1B - Aménagement : Travaux d’aménagement entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue Mansfield (avril à novembre 2021)
- Lot 2D - Aménagement du square Phillips et de la rue Union : Travaux d'aménagement du square Phillips et de la rue Union (octobre 2020 à juin 2022)

Travaux à venir

- Lot 2E - Infrastructures et aménagement de la rue Place Phillips : à partir de 2027

Phase 2 - rues Mansfield à Atwater (no investi 75021)
Travaux en cours

- Lot 1A - Travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Mansfield et Peel, et de la rue Metcalfe, entre les rues Square Dorchester et Place Mount Royal (juillet 2023 à novembre 2025) + travaux connexes sur la rue Mansfield (réhabilitation d'aqueduc entre le boul. René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine et PCPR entre le boul. René-Lévesque et la rue Sherbrooke)

Travaux à venir

- Lots 1B & 2 - Travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre Peel et Saint-Marc (août 2025 à décembre 2030)
- Lot 3 - Travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre Saint-Marc et Atwater (2030 à 2032)

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les dépenses des travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts et les services professionnels qui en découlent dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2

Le projet, dont la fin des travaux est prévue pour 2032, est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Exécution.

Une carte localisant les tronçons concernées par le projet est fournie en pièce jointe de ce dossier.

Donnant suite à l'adoption du programme des immobilisations 2024-2033 par le conseil municipal, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les programmes et les projets y figurant, dont le projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0348 - 15 juin 2023 - Conclure une entente-cadre pour des services professionnels en ingénierie et en aménagement à la firme WSP Canada Inc.. pour des études d'avant-projet, de conception, de surveillance de travaux et d'assistance technique pour le projet Sainte-Catherine Ouest pour une durée de cent huit (108) mois, avec une option de prolongation de douze (12) mois . Dépense totale de 57 836 452,98 $, taxes incluses (contrat : 48 614 966,55 $ + variation de quantités : 1 006 031,25 $ + déboursés : 1 006 031,25 $ + indexation : 7 209 423,93 $) - Appel d'offres public 23-19107 - (2 soumissionnaires conformes) (GDD 1237231039)
CG23 0347 - 15 juin 2023 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands projets inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de construction de chaussées souple, de chaussées et de trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, d'éclairage, de CSEM, de feux de circulation et de mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine de Mansfield à Peel et Metcalfe de Square Dorchester à place Mount Royal. Dépense totale de 66 855 035,07 $ (contrat : 53 927 301,42 $ + enveloppe pour indexation du coût des matériaux : 2 776 590,84 $ + ajustement du prix du carburant : 1 066 674,57 $+ contingences: 5 562 488,39 $ + incidences: 3 521 979,85 $), taxes incluses. Autoriser un budget de revenus et de dépenses de 1 422 645,76 $ $, taxes incluses (contrat entente : 1 282 223,95 $ + contingences : 96 624,38 $ + enveloppe pour indexation du coût des matériaux : 43 797,43 $) pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget de revenus et dépenses de 684 509,15 $, taxes incluses (contrat entente : 595 787,67 $ + contingences : 51 366,31 $ + enveloppe pour indexation du coût des matériaux : 35 615,44 $ + incidences : 1 739,73 $), pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat de l'entrepreneur et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente. Autoriser la conclusion d'un contrat gré à gré d'une valeur de 132 348,27 $, taxes incluses avec Énergir, fournisseur unique, pour le déplacement de leurs infrastructures (contrat entente : 119 113,44 $ + contingences : 13 234,83 $). Autoriser un budget de revenus et dépenses de 11 097,96 $, taxes incluses pour les travaux potentiels intégrés au contrat de l'entrepreneur et visés par le Règlement d'embellissement du domaine privé. Appel d'offres public 502601 - (2 soumissionnaires) (GDD 1237231010).

CG22 0284 - 28 avril 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 457 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation et de remplacement des infrastructures souterraines du réseau primaire d'aqueduc prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest (GDD 1214223001).

CM22 0514 - 26 avril 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 89 100 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue

Sainte-Catherine Ouest (GDD 1219429001).

CG22 0167 - 24 mars 2022 - Conclure une entente-cadre pour des services professionnels en ingénierie et en aménagement à la firme Fnx-Innov Inc. pour la surveillance de travaux pour le projet Sainte-Catherine et Peel pour une durée de soixante (60) mois. Dépense totale de 9 916 563,34 $, taxes incluses (contrat : 8 623 098,56 $ + contingences : 1 293 464,78 $) - Appel d'offres public 21-18966 - (2 soumissionnaires conformes) (GDD 1217231081).

CM21 0071 - 25 janvier 2021 - Accorder un contrat à Roxboro Excavation Inc, pour des travaux de construction de caniveaux, d'aménagement de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, de l'éclairage, des feux de circulation et du mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine Ouest, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. - Projet rue Sainte- Catherine Ouest Lot 1B Aménagement. (Arrondissement Ville-Marie). Dépense totale de 12 118 384,42 $, taxes incluses (contrat: 9 661 000,00 $ + contingences: 1 535 686,42 $ + incidences: 921 698,00 $). Appel d'offres public 452840 - (4 soumissionnaires). (GDD 1207231071)

CM20 0817 - 25 août 2020 - Accorder un contrat à Ceveco inc. pour des travaux d'aménagement du Square Phillips et de l'avenue Union - Projet rue Sainte-Catherine Lot 2D, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 20 097 648,14 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 439822 (2 soum.) / Autoriser un budget de revenus et de dépenses de 440 842,02 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget de revenus et dépenses de 298 302,19 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente (GDD 1207231032)

CM20 0613 - 16 juin 2020 - Accorder un contrat de services professionnels en aménagement et ingénierie à la firme Lemay CO inc. pour la réalisation d'études de faisabilité, de conception et l'analyse technique pendant la réalisation de plans et devis pour les lots 1 et 2 de la phase 2 du projet Sainte-Catherine Ouest, entre les rues Mansfield et Saint-Marc. Dépense totale de 4 983 682,44 $, taxes incluses (contrat : 4 449 716,46 $ + contingences : 444 971,65 $ + déboursés : 88 994,33 $) - Appel d'offres public no 20–18091 (2 soumissions dont une seule conforme).(GDD 1207736001) durée de l'entente pour la période de juin 2020 à décembre 2024.

CG20 0233 - 23 avril 2020 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 200 000 $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest (GDD 1206707003).

CM20 0424 - 20 avril 2020 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest (GDD 1206707002).

CG20 0130 - 26 mars 2020 - Accorder un contrat à Loiselle Inc, pour des travaux de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de pistes cyclables et de feux de circulation dans la rue Peel, de la rue Notre-Dame au boulevard René-Lévesque Ouest. Dépense totale de 30 771 307,91 $ (contrat: 24 333 333,28 $ + contingences: 2 527 467,79 $ + incidences: 3 910 506,84 $), taxes incluses. Appel d'offres public 412411 - 4 soumissionnaires conformes. Autoriser un budget de revenus de 223 862,32 $, taxes incluses (contrat entente : 203 511,20 $ + contingences : 20 351,12 $), pour les travaux de la STM intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par la STM en vertu de l'entente; Autoriser un budget de revenus de 297 574,99 $, taxes incluses (contrat entente : 270 522,72 $ + contingences : 27 052,27 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente; Autoriser

un budget de revenus de 836 843,24 $, taxes incluses (contrat entente : 760 766,58 $ + contingences : 76 076,66 $), pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.(GDD 1207231008)

CG20 0075 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente (GDD 1197231078)

CG20 0072 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Peel, de la rue Smith à la rue Notre-Dame. Dépense totale de 25 895 606,80 $ (contrat: 20 563 542,96 $ + contingences: 2 169 404,05 $ + incidences: 3 162 659,78 $), taxes incluses. Appel d'offres public 412410 - 5 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 136 731,32 $, taxes incluses (contrat entente : 124 301,20 $ + contingences : 12 430,12 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 3 982,62 $, taxes incluses (contrat entente : 3 620,56 $ + contingences : 362,06 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente. (GDD 1197231074)

CM19 1014 - 16 septembre 2019 - Accorder un contrat à Consultants NCP inc. (Construction NCP) pour des travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips, dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (Lot 2A) dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 772 560,81 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 439820 (2 soum.) (GDD 1197231053)

CM19 0441 - 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Aménagement côté jardin inc. pour des travaux de construction de caniveaux, d'aménagement de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, d'éclairage, de feux de circulation et de mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue de Bleury (GDD 1197231021).

CG18 0680 - 20 décembre 2018 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire, d'une conduite d'eau haute-pression et d'une conduite d'eau principale et construction d'une chaussée et des trottoirs temporaires en revêtement bitumineux dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 41 576 385,02 $, taxes, contingences, variation de quantités et incidences incluses (GDD 1187595001);

CE18 1252 - 1er août 2018 - Autoriser la formation de consortium pour la réalisation de travaux inhérents à l'appel d'offres 333904 pour le projet Sainte-Catherine Ouest (GDD 1183820001);

CG18 0242 - 26 avril 2018 - Accorder un contrat au regroupement CIMA+ S.E.N.C. | Provencher Roy + Associés Architectes Inc. pour les services professionnels d'ingénierie et

d'aménagement urbain pour la réalisation d'études de faisabilité et d'un avant-projet préliminaire pour la phase 2 de la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop. Dépense maximale totale de 896 066,41$, taxes, contingences et déboursés inclus (honoraires professionnels: 800 059,29 $ + déboursés (2%): 16 001,19 $ + contingences (10%): 80 005,93 $). Appel d'offres public no. 18-17109 (3 soumissions, 2 conformes) (GDD 1187313001);

CG17 0490 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 9 160 013,46 $, taxes incluses (GDD 1177595002);

CG17 0096 - 30 mars 2017 - Octroyer un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses (GDD 1175921001);

CG16 0538 - 29 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses (GDD 1166086001);

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours (GDD 1157064001);

CG15 0207 - 26 mars 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (GDD 1156707001);

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest (GDD 1156086001).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'adoption d'un règlement d'emprunt de 12 675 900 $ afin de financer des dépenses relevant de la compétence de l'agglomération dans le cadre de la phase 2 du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, laquelle s'étend entre les rues Mansfield et Atwater. Plus précisément, cet emprunt permettra de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet y compris les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection des plans et devis et de surveillance des travaux, ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Les interventions prévues incluent essentiellement le remplacement de conduites d'égouts et d'aqueduc primaires.

Soulignons que pour le projet, un partage des coûts entre différents payeurs est prévu de sorte que les coûts relevant des propriétaires d'actifs (ex: CSEM, Bell, Énergir, etc.) seront pris en charge par ceux-ci. Les autres dépenses relatives au projet relèvent des

compétences du Conseil municipal, celles-ci seront ainsi financées par des règlements d'emprunt distincts, en respect du partage des compétences en vigueur.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt visé par le présent dossier permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses prévues dans le cadre des prochaines étapes du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement d'emprunt de compétences d'agglomération, d'un montant de 12 675 900 $, servira à financer les dépenses des travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts et les services professionnels qui en découlent dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2 qui sont prévues au PDI 2024-2033. Les services et les travaux financés par le règlement d'emprunt visé constituent des dépenses en immobilisation. Les dépenses annuelles prévues au PDI 2024-2033 pour le projet sont réparties comme suit (en milliers de $ net de ristournes) :

	Ant.	2024	2025	2026	2027	2028	2029-2033	Total
75021 - Réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2 (Agglo.)	4 762	11 579	2 526	905	-	648	20 751	36 409

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG18 0018.

Ce règlement vise à financer des dépenses qui relèvent de compétences d'agglomération.

Il n'est pas prévu que ce règlement d'emprunt, finance des dépenses faisant l'objet d'une subvention.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle et ce, en raison de sa nature et du type de décision recherchée. (voir grille d'analyse en pièce jointe)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence du règlement d'emprunt visé par le présent dossier, l'octroi du contrat de travaux du prochain lot du projet, prévu pour mai 2025, serait retardé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du règlement d'emprunt au ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH) : novembre 2024
Approbation par le MAMH
Prise d'effet: à compter de la date de la publication du règlement.

Octroi du premier contrat financé par le règlement : mai 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anjali MISHRA, Service des infrastructures du réseau routier
Eve MALÉPART, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle

Lecture :

Anjali MISHRA, 12 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon POULIOT-LAFORTE
charge(e)projet-grand projet

Tél : 514-242-8465
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-11

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
chef(fe) de division - grands projets

Tél : 438-872-3997
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : 514 229-6223
Approuvé le : 2024-09-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : 514 229-6223
Approuvé le : 2024-09-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247245001
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité
Projet : Sainte-Catherine Ouest – Phase 2

Section A - Plan stratégique Montréal 2030	*oui*	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? S. O.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** S. O.			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			***X***
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet Sainte-Catherine Ouest - État d'avancement



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1247245001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Objet :	Adoption – Règlement de compétences d'agglomération, autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1247245001 - Réseaux primaires Sainte-Catherine Ouest.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 12 675 900 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉFECTION DES RÉSEAUX PRIMAIRES D'ACQUEDUC ET D'ÉGOUTS DANS LE CADRE DU PROJET SAINTE-CATHERINE OUEST

Vu les articles 19 et 26 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme des immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 12 675 900 $ est autorisé afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection des plans et devis et de surveillance des travaux, ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247245001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Objet :	Adoption – Règlement de compétences d'agglomération, autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1247245001 - 75021 SUM.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-19

Yves JACQUES
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.03

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1242937003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

Il est recommandé :
1. d'adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009).

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-09-30 10:57

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1242937003**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

CONTENU

CONTEXTE

L'élimination et la valorisation des matières résiduelles de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières sont des activités qui relèvent d'une compétence d'agglomération puisqu'il s'agit d'une des matières énumérées à l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (R.L.R.Q., chapitre E-20.001) intéressant l'ensemble formé par les municipalités liées. Par ailleurs, chacune des seize (16) villes liées est compétente quant au service d'enlèvement des matières résiduelles sur son territoire.
Dans ce contexte, le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009) a été adopté le 23 février 2017. Ce dernier assure la cohérence des interventions des municipalités liées et de l'agglomération quant aux différentes étapes liées à la gestion des matières résiduelles et permet de ne pas compromettre l'exercice des compétences d'agglomération.

Historiquement, le Règlement RCG 17-009 vise les activités liées à l'enlèvement et la disposition des :

- ordures ménagères;
- matières recyclables;
- matières organiques (résidus verts et alimentaires);
- résidus de construction, rénovation et démolition résidentiels;
- encombrants.

Par ailleurs, le règlement définit :

- les clientèles desservies;
- les matières acceptées;
- les quantités acceptées;
- le dépôt de matières résiduelles aux fins de leur valorisation ou de leur élimination.

La *Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective* (L.Q. 2021, c.5), sanctionnée le 17 mars 2021, a eu pour effet de modifier la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2).

Le *Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles* (RLRQ, c. Q-2, r. 46.01) (ci-après « le Règlement ») issu de cette modification est entrée en vigueur le 7 juillet 2022. Le Règlement prévoit une modernisation du système de collecte sélective selon une approche de responsabilité élargie des producteurs (REP) et transfère la responsabilité opérationnelle et financière de la gestion des matières recyclables (GMR), de leur collecte jusqu'à leur valorisation, aux producteurs de ces matières. Depuis le mois d'octobre 2022, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est l'organisme de gestion désigné (OGD) en application de la section I du Chapitre III du Règlement. ÉEQ assume ainsi au lieu et place des producteurs les obligations d'élaborer, de mettre en œuvre et de soutenir financièrement un système de collective sélective.

Dans le cadre de la modernisation de la collecte sélective, les producteurs, via ÉEQ, seront imputables de la performance du système mis en place. Toutefois, les municipalités vont conserver un rôle central, notamment l'octroi des contrats de collecte et de transport, mais sur la base d'un cahier des charges techniques approuvé par l'OGD. Les coûts de collecte/transport des matières recyclables par des entrepreneurs privés et associés au niveau de service approuvé par ÉEQ seront pris en charge à 100 % par ce dernier. La transition de la gouvernance de la gestion des matières recyclables s'est préparée graduellement depuis 2022 avec une prise d'effet progressive au 1er janvier 2025.

Selon le Règlement, les services de collecte/transport seront à la charge de l'OGD pour toutes les clientèles desservies selon l'échéancier suivant:

Au plus tard le 1er janvier 2025 : résidentiel, ICI assimilables au résidentiel, ICI déjà desservis, secteur de l'éducation;

Au plus tard, le 7 juillet 2027 : tous les autres commerces et institutions dont les universités;

Au plus tard, le 24 octobre 2028 : ensemble des lieux identifiés pour la génération hors foyer;

Au plus tard, le 7 juillet 2030 : toutes les industries.

Une entente de partenariat entre ÉEQ et la Ville de Montréal (ci-après « l'Entente») concernant les modalités de prise en charge des services de collecte et de transport au privé et de mise à disposition de points de dépôts de certaines matières recyclables dans les écocentres a été signée en janvier 2024, pour une durée de cinq ans à partir du 1er janvier 2025. L'Entente vient encadrer les modalités de collecte des matières recyclables et les rôles et responsabilités d'ÉEQ et de la Ville de Montréal dans la gestion des matières recyclables. Les éléments ciblés et différents du cadre actuel sont, sans s'y limiter : la liste des matières acceptées, les outils de collecte acceptés, leur volume et leur couleur, les modalités de prise en charge des outils de collecte, les conditions en vertu desquelles les surplus sont acceptés. La Ville de Montréal doit également modifier et adapter sa réglementation en

conformité avec les dispositions de l'Entente dans les douze (12) mois suivant l'entrée en vigueur de l'Entente.

Les autres villes liées de l'agglomération ont également signé des ententes ayant le même objectif avec ÉEQ mais dont les dispositions peuvent être différentes.

Le présent sommaire décisionnel a pour objectif de recommander l'adoption du Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles.

Un autre dossier décisionnel (GDD 1242937002) a, quant à lui, pour objectif de recommander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0027 - 25 janvier 2024 - Approuver l'entente de partenariat liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités de collecte et transport des matières recyclables dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation de la collecte sélective.
CG20 0407 - 27 août 2020 – Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

CG17 0058 - 23 février 2017 - Adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles ».

DESCRIPTION

Le règlement RCG 17-009 permet notamment d'harmoniser les matières acceptées dans chacune des collectes de matières résiduelles à l'échelle de l'agglomération. Dans le cas des matières recyclables, ÉEQ reprend la responsabilité d'harmoniser la liste des matières acceptées et les pratiques à l'échelle de la province. Les villes de l'agglomération de Montréal ont signé différentes ententes de partenariat avec ÉEQ. Ces ententes définissent les modalités de collecte des matières recyclables à partir du 1er janvier 2025 soit ; les clientèles desservies, les matières acceptées, et le type et le nombre de contenants de collecte acceptés par clientèle pour les matières recyclables. Les mentions de matières recyclables dans le Règlement RCG 17-009 ne sont donc plus requises.
Dans ce contexte, les modifications proposées sont d'abroger les éléments suivants, lesquels visent uniquement les règles de cohérence relatives aux matières recyclables :

-la définition des mots « de matières recyclables » dans la définition du mot « collecte » -la définition des mots « matières recyclables ».
-Le paragraphe 1° de l'article 2
-la catégorie 1 intitulée « Matières recyclables » de l'annexe A

Le règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2025.

JUSTIFICATION

Dès la 1er janvier 2025, ÉEQ sera entièrement responsable du tri, du conditionnement des matières recyclables collectées sur le territoire de l'agglomération. En signant des ententes de partenariat avec les villes liées de l'agglomération, ÉEQ a également fixé les règles

concernant les clientèles desservies, les matières acceptées et les quantités acceptées pour la collecte des matières recyclables dès le 1er janvier 2025.
Dans ce contexte, il est proposé d'abroger les règles de cohérence établies par le conseil d'agglomération concernant les matières recyclables dans le *Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)* puisqu'elles ne sont plus requises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement la priorité 5, soit : tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement modifiant le Règlement RCG 17-009 permettra d'harmoniser les normes et pratiques relatives à la clientèle desservie, la nature, ainsi que les quantités de matières recyclables acceptées lors de la collecte pour l'ensemble de l'agglomération, en cohérence avec les engagements de la Ville de Montréal pour respecter l'Entente avec ÉEQ.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1er janvier 2025: Entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 12 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère planification

Tél : 514 8763-8484
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-11

Maud F FILLION
chef(fe) de section - planification et developpement gmr

Tél : 438 820-5674
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric BLAIN
chef(fe) de division - soutien technique et infrastructures - matieres residuelles
Tél : 514-206-0797
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2024-09-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1242937003*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*
Projet : *Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1242937003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. Règl. RCG 17-009_VF .docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate - Division droit public et législation
Tél : 438-823-6851

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-12

Alexandre AUGER
Chef de division et avocat
Tél : 514-872-1436
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
24-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION VISANT À FAVORISER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS EN CE QUI CONCERNE L'EXERCICE DES COMPÉTENCES RELATIVES AUX MATIÈRES RÉSIDUELLES (RCG 17-009)

Vu le paragraphe 6° de l'article 19 et les articles 55 et 56 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu que la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) a été modifiée par la Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collective sélective (L.Q. 2021, chapitre 5) et sanctionnée le 17 mars 2021;

Vu que le Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 46.01) est entré en vigueur le 7 juillet 2022;

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009) est modifié par la suppression :

1° des mots « de matières recyclables » dans la définition du mot « collecte » ;
2° de la définition des mots « matières recyclables ».

2. Le paragraphe 1° de l'article 2 de ce règlement est abrogé.

3. L'annexe A de ce règlement est modifiée par la suppression de la catégorie 1 intitulée « Matières recyclables ».

4. Le présent règlement prend effet le 1er janvier 2025.

Conformément aux articles 115 et 118.95 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX

GDD : 1242937003

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.04

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1248994010

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-09-26 09:43

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248994010**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

CONTENU

CONTEXTE

Le 30 mars 2017, le conseil d'agglomération de Montréal a adopté le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC), afin de permettre la mise en œuvre d'un programme d'aide visant à rendre les bâtiments commerciaux ou leurs commodités sans obstacles. Cette mise en œuvre visait à pallier le manque de ressources et de programmes disponibles pour soutenir le financement de travaux visant l'accès aux personnes en situation de handicap. Depuis 2017, la Ville de Montréal offre donc aux commerçants et aux propriétaires immobiliers de l'agglomération la possibilité de bénéficier du PAAC pour rendre accessibles universellement les bâtiments affectés à des activités commerciales.
En 2021, la Ville de Montréal à modifié ce programme pour inclure les services professionnels d'architectes, d'ingénieurs ou de technologues professionnels dans les éléments admissibles à la subvention, augmenter le maximum de subvention à 90 % du coût des travaux admissibles et ce jusqu'à un maximum de 15 000 $ au lieu de 10 000 $ initialement.

Il est souhaité que la Ville poursuive son soutien financier visant à rendre les bâtiments commerciaux ou leurs commodités sans obstacle tout en bonifiant le programme afin de le rendre plus attrayant et en adéquation avec les besoins des parties prenantes tels que les personnes à mobilité réduite ou les commerces de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0671 - 2 décembre 2021 : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) ».
CG21 0165 - 25 mars 2021 : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) ».

CG17 0115 - 30 mars 2017 : Adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) ».

DESCRIPTION

Les bonifications au programme consistent principalement à augmenter le montant de la subvention jusqu'à un maximum de 40 000 $, à ajouter des dépenses admissibles et à simplifier la procédure de dépôt de dossier.
Le Service du développement économique recommande donc de modifier le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) de façon à y apporter principalement les modifications suivantes :

- L'article 1 est modifié pour ajouter la définition de « norme de conception accessible CSA »
- La définition « travaux admissibles » est modifiée pour ajouter les dépenses admissibles suivantes :
    - installation d'un système de communication permettant de signifier une demande d'assistance pour l'utilisation d'une rampe ou d'une plateforme élévatrice;
    - installation ou l'adaptation de comptoir-caisse ou de vitrine accessible aux personnes en situation de handicap, à condition qu'ils soient immobilisés (Norme CSA B651 en vigueur);
    - installation de places assises et de mobiliers adaptés dédiés à la consommation sur place, à condition qu'elles soient immobilisées (Norme CSA B651 en vigueur);
    - les travaux d'amélioration de la circulation intérieure qui implique la signalisation et l'affichage et des travaux de peinture ou de marquage (Norme CSA B651 en vigueur).
- L'article 3 est modifié pour retirer la clause de non-admissibilité pour des bénéficiaires ayant un bâtiment qui ne répond pas aux normes de conception sans obstacles du Code ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou qui n'y répond pas après avoir subi une transformation pour laquelle le Code ou la réglementation en vigueur exigeaient une conception sans obstacles;
- L'article 3 est modifié pour retirer la clause de non-admissibilité pour des travaux consistant en de la réparation ou du remplacement de mobilier ou d'équipement utilisés aux fins de l'exercice des activités du bénéficiaire, qu'ils soient immobilisés ou non.
- L'article 6 est modifié pour prolonger la période d'admissibilité jusqu'au 1er janvier 2027.
- L'alinéa 1 de l'article 6 est modifié pour retirer la nécessité que le bénéficiaire fournisse un document signé par un professionnel autorisé confirmant que le bâtiment répondait aux normes de conception sans obstacle du Code ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou qu'il y répondait après avoir subi une transformation pour laquelle le Code ou la réglementation en vigueur exigeaient une conception sans obstacle;
- L'article 8 est modifié pour porter à 18 mois le délai de réalisation des travaux à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande.
- L'article 11 est modifié pour augmenter le montant maximal de la subvention à 40 000 $.
- L'article 13 est modifié pour porter à 21 mois le délai pour que le bénéficiaire fournisse tous les documents requis en vertu de l'article 9.
- L'article 18.1 est ajouté pour permettre au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier :
    - la date limite à laquelle une demande de subvention peut être déposée en vertu de l'article 6.
    - modifier le montant maximal de la subvention établi en vertu de l'article 11.
    - modifier la définition de « travaux admissibles » prévue à l'article.

Ces modifications au règlement ont été recommandées en partie par l'organisme Kéroul dans le cadre d'un mandat de services professionnels. Ce mandat a aussi eu pour objectif de produire le guide « Des commerces accessibles et rentables pour vous! » diffusé au printemps

2024.

JUSTIFICATION

Le PAAC pourra poursuivre son objectif de favoriser une meilleure qualité de vie pour l'ensemble de nos citoyens, ce qui est une préoccupation constante dans l'agglomération de Montréal. En devenant plus attrayant, avec la bonification du montant de la subvention jusqu'à un maximum de 40 000 $, l'ajout de dépenses admissibles et la simplification de la procédure de dépôt de dossier, le programme contribuera encore mieux à inclure les personnes ayant des incapacités et à valoriser leur rôle social et économique. Considérer les aînés et les personnes à mobilité réduite, reconnaître leur apport personnel et leur contribution au développement de notre communauté est le reflet d'un respect des différences et met l'emphase sur les capacités et le potentiel de chacun.
Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) adopté en décembre 2021, précisait les crédits budgétaires suivants, prévus au budget du Service du développement économique jusqu'en 2026 : (dossier décisionnel 121119011).

Année	**Montant**	**Provenance**
2024	440 000 $	Réflexe 2 (transférable en 2025)
2025	200 000 $	Budget de fonctionnement du SDÉ
2026	70 000 $	Budget de fonctionnement du SDÉ
Total	**710 000 $**	

Une évaluation des fonds nécessaires à partir de 2026 sera effectuée au courant de l'année 2025 par le Service du développement économique, suite de l'évaluation de l'efficacité des modifications apportées au programme.

Cette prolongation du programme jusqu'en 2026 se fait donc sans impact sur le cadre financier du Service du développement économique et sans impact sur le cadre financier de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités 4, 8, 18, 19, 20 de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le projet de règlement n'était pas adopté, ceci aurait pour effet de ne pas permettre la reconduction du programme, qui vient à échéance le 31 décembre 2024, qui permet de contribuer directement à rendre les bâtiments accessibles universellement, c'est-à-dire permettre à toute personne, quelles que soient ses capacités, l'utilisation identique ou similaire, autonome et simultanée des services offerts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Service du développement économique prévoit de mettre à jour la page internet du programme et les outils de communication concernant le programme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas PELTIER
Commissaire au développement économique - Partenariats stratégiques

Tél : 438-827-5715
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-16

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 514-794-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-09-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Eric LABELLE
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél :
Approuvé le : 2024-09-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248994010*
Unité administrative responsable : *Service du développement écénomique*
Projet : Modification du règlement du PAAC

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité : En rendant nos commerces plus accessibles à l'ensemble de la population montréalaise, nous permettons à toutes et tous de participer au développement économique de notre métropole en y faisant ses achats ou en y travaillant.

8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous : offrir un accès universel à nos commerces permet de lutter contre les discriminations et favorise l'autonomie d'une plus grande partie de la population montréalaise.

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire : ce projet permet de rendre plus équitable l'accès à nos commerces.

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. Ce projet permet d'assurer l'accessibilité des commerces de proximité et favorise la qualité de vie de la population.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole. En assurant un haut niveau d'accessibilité de ces commerces, la métropole n'en sera que plus attractive.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248994010

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1248994010 Règl. modif. RCG 17-011 20240920.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE À L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES (PAAC) (RCG 17-011)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « directeur », de la définition suivante :

« « norme de conception accessible CSA » : la norme nationale du Canada pour la Conception accessible pour l'environnement bâti B651 de l'Association canadienne de normalisation; »;

2° l'insertion, dans la définition de « travaux admissibles » :

a) après les mots « commodités sans obstacles », des mots « pour la clientèle »;

b) après le paragraphe 6°, du paragraphe suivant :

« 6.1° l'installation d'un système de communication permettant de signifier une demande d'assistance pour l'utilisation d'une rampe ou d'une plateforme élévatrice; »;

c) après le sous-paragraphe c) du paragraphe 7°, des sous-paragraphes suivants :

« d) la signalisation et l'affichage respectant la norme de conception accessible CSA ;

e) des travaux de marquage au sol respectant la norme de conception accessible CSA ; »;

3° la suppression, dans le paragraphe 8° de la définition de « travaux admissibles », des mots « dédiée à la clientèle »;

4° l'insertion, dans la définition de « travaux admissibles », après le paragraphes 8°, des paragraphes suivants :

« 9° l'installation de comptoirs-caisses ou de vitrines adaptés ou la modification de comptoirs-caisses ou de vitrines afin de les rendre adaptés, à condition qu'ils respectent la norme de conception accessible CSA et qu'ils soient immobilisés ;

10° l'installation de mobilier adapté permettant la consommation dans le bâtiment de produits vendus par le propriétaire ou le locataire, à condition qu'il respecte la norme de conception accessible CSA et qu'il soit immobilisé; »;

5° l'insertion, après la définition de « travaux admissibles », de la définition suivante :

« « Ville » : la Ville de Montréal. ».

2. L'article 3 de ce règlement est modifié par la suppression des paragraphes 2° et 5°.

3. Le premier alinéa de l'article 6 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement de « 2025 » par « 2027 »;

2° la suppression du sous-paragraphe d) du paragraphe 1°;

3° le remplacement, dans le sous-paragraphe c) du paragraphe 2°, des mots « b), c) et d) » par les mots « b) et c) ».

4. Le premier alinéa de l'article 8 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 12 » par « 18 ».

5. L'article 9 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après le paragraphe 1°, du paragraphe suivant :

« 1.1° une certification signée par un professionnel autorisé confirmant que les travaux relatifs aux comptoirs-caisses, au mobilier adapté, à la signalisation et l'affichage et à la peinture et au marquage au sol qui ont été effectués respectent la norme de conception accessible CSA ; »;

2° l'insertion, après le paragraphe 5°, du paragraphe suivant :

« 5.1° le formulaire fourni par la Ville qui énumère les travaux et identifie ceux nécessitant un permis, dûment signé par un représentant autorisé de l'arrondissement ou de la municipalité reconstituée où se situe le bâtiment visé par les travaux admissibles; ».

6. Le troisième alinéa de l'article 11 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 15 000 $ » par « 40 000 $ ».

7. L'article 13 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « trois » par le mot « neuf ».

8. L'article 14 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le premier alinéa, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° rendre les travaux relatifs aux comptoirs-caisses, au mobilier adapté, à la signalisation et l'affichage et à la peinture et au marquage au sol conformes à la norme de conception accessible CSA. »;

2° après le premier alinéa, des alinéas suivants :

« Le directeur transmet un avis par courriel au bénéficiaire indiquant le motif de la suspension du paiement de la subvention.

Si, au plus tard six mois après la date de l'avis prévu au deuxième alinéa, le bénéficiaire n'a pas remédié au motif de la suspension du paiement de la subvention qui y était indiqué, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement. ».

9. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 18, de la section suivante :

« **SECTION VIII.1**
ORDONNANCES

18.1. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance :

1° modifier la définition de « travaux admissibles » prévue à l'article 1;

2° modifier la date limite à laquelle une demande de subvention peut être déposée en vertu de l'article 6;

3° retrancher l'un ou l'autre des documents énumérés à l'article 9 ou en exiger d'autres;

4° modifier le montant maximal de la subvention établi en vertu de l'article 11;

5° ajouter ou retirer un motif de suspension du versement de la subvention à l'article 14. ».

GDD 1248994010

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.05

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1249587003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de : 1) rendre permanentes les mesures favorisant l'achat québécois, 2) prévoir des mesures favorisant l'achat canadien; 3) assouplir certaines règles relatives à l'octroi des contrats de gré à gré comportant une dépense de 25 000$ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

Il est recommandé :
D'adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) joint à l'intervention du Service des affaires juridiques.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-09-30 12:16

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249587003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de : 1) rendre permanentes les mesures favorisant l'achat québécois, 2) prévoir des mesures favorisant l'achat canadien; 3) assouplir certaines règles relatives à l'octroi des contrats de gré à gré comportant une dépense de 25 000$ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

CONTENU

CONTEXTE

Le 16 décembre 2010, la Ville de Montréal (ci-après la « Ville ») adopte sa première politique de gestion contractuelle. L'adoption d'une telle politique est une exigence alors requise par la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux* (LQ, 2010, c. 1) qui a introduit l'article 573.3.1.2 à la *Loi sur les cités et les villes* (RLRQ c C-19) (ci-après la « LCV »).

Cette première Politique de gestion contractuelle subit plusieurs modifications au cours des années suivant son adoption, notamment en 2011, 2012, 2013 et 2016. La dernière version de cette politique, datée du 23 août 2016, est devenue, le 1er janvier 2018, un règlement par le seul effet des articles 278 et 282 de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter, à ce titre, leur autonomie et leurs pouvoirs* (LQ 2017, c 13) (ci-après la « Loi 122 »).
Par la suite, ce règlement a été modifié en 2018 et 2020.

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) (ci-après le « Règlement 18-024 ») a été modifié au mois de juin 2021 afin d'intégrer des mesures temporaires pour favoriser l'achat québécois. Ces mesures, prévues à la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant certaines dispositions* (2021, chapitre 7) visent les contrats comportant une dépense inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique.

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) a été adopté par le conseil d'agglomération le 17 juin 2021.

Le 6 juin 2024, la *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* (ci-après le « PL57 ») a été adopté. L'article 44 du PL57, qui entrera en vigueur le 6 décembre 2024, prévoit des modifications à l'article 573.3 .1.2 de la *Loi des cités et villes* (ci-après la « LCV »), lesquelles impliquent des modifications au Règlement 18-024.

Ces modifications, visent les règles de passation des contrats qui comportent une dépense inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique et ont pour effet : 1) de rendre permanente l'obligation pour les municipalités de prévoir à leur règlement de gestion contractuelle des mesures favorisant les biens et les services québécois ou les fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui ont un établissement au Québec; 2) d'élargir cette obligation aux biens et services canadiens et aux fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui ont un établissement ailleurs au Canada; 3) d'intégrer ces mesures à celles qui visent à favoriser la rotation des cocontractants lors de l'octroi des contrats de gré à gré prévu au RGC 18-024.

Le présent sommaire décisionnel propose l'adoption du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de se conformer aux nouvelles obligations prévues au PL 57.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0411 du 17 juin 2021 (1214990002) - Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de prévoir des mesures favorisant les biens et les services québécois et les établissements au Québec.

CG20 0158 du 26 mars 2020 (1204184002) - 1) Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024). 2) Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle (RCG 18-025).

CG18 0387 du 21 juin 2018 (1184990002) - 1) Remplacer la version du Règlement sur la gestion contractuelle adoptée par le conseil d'agglomération le 25 août 2016 par le Règlement sur la gestion contractuelle joint au présent sommaire décisionnel. 2) Adopter le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle afin que soit délégué au comité exécutif l'exercice de certains pouvoirs liés à l'application du Règlement sur la gestion contractuelle avec la possibilité que le comité exécutif les sous-délègue à un fonctionnaire.

DESCRIPTION

La modification proposée au Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) consiste en l'intégration de façon permanente de mesures favorisant les biens et les services québécois ou autrement canadiens et les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec ou ailleurs au Canada aux fins de la passation de tout contrat qui comporte une dépense de 25 000 $ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

Le présent dossier vise également à assouplir les conditions prévues au Règlement 18-024

visant à favoriser l'achat québécois et la rotation des cocontractants lors de l'octroi des contrats qui comportent une dépense de 25 000 $ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

De plus, l'ordre des chapitres V et V.1 ainsi que des articles 33, 34 et 34.1 a été ajusté afin de permettre une meilleure compréhension des mesures applicables.

Le projet de Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) est joint au présent sommaire décisionnel.

JUSTIFICATION

L'article 44 du PL 57 entrera en vigueur le 6 décembre 2024.

Cet article stipule que les règlements municipaux sur la gestion contractuelle doivent inclure des mesures favorisant les biens et services québécois ou autrement canadiens, ainsi que les fournisseurs, assureurs et entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou ailleurs au Canada. Ces mesures s'appliquent à tous les contrats dont la dépense est inférieure au seuil nécessitant une demande de soumissions publique et particulièrement dans le cadre des règles pour favoriser la rotation des fournisseurs.

L'adoption du présent Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) est nécessaire afin de se conformer à ces nouvelles exigences prévues à la LCV.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

L'achat local permet de réduire la consommation de carburant nécessaire pour transporter les produits, ce qui a une grande incidence sur la pollution de l'air et les changements climatiques. Il permet aussi la création d'emplois et le maintien de la main-d'œuvre, en plus de soutenir les commerces, les entreprises et les producteurs locaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les mesures pour favoriser l'achat québécois ou autrement canadien ne sont pas intégrées au RGC 18-024 au moment de l'entrée en vigueur de ces nouvelles obligations, le RGC 18-024 ne sera pas conforme à la Loi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera diffusée afin d'informer les différentes unités de la Ville des modifications effectuées au Règlement sur la gestion contractuelle.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 octobre 2024

Avis de motion au conseil d’agglomération : 24 octobre 2024

Adoption du Règlement par le conseil d’agglomération : 21 novembre 2024

Entrée en vigueur du Règlement par publication: 6 décembre 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Conseillère en approvisionnement

Tél : 514-243-1825
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-29

El Mostafa RAKIBE
Chef de Division Gouvernance et normalisation

Tél : 514 868 0927
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yasmina BELLACHE
directeur(-trice)-architecture et developpement d'affaires
Tél : 514-868-3422
Approuvé le : 2024-09-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
Tél :
Approuvé le : 2024-09-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249587003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de : 1) rendre permanentes les mesures favorisant l'achat québécois, 2) prévoir des mesures favorisant l'achat canadien; 3) assouplir certaines règles relatives à l'octroi des contrats de gré à gré comportant une dépense de 25 000$ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Reglement agglo gestion contractuelle.rtf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-30

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE (RCG 18-024)

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 44 de la Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2024, chapitre 24);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

1. Les Chapitres V et V.1 du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) sont remplacés par les suivants :

« **CHAPITRE V**
MESURES POUR FAVORISER L'ACHAT QUÉBÉCOIS OU AUTREMENT CANADIEN

33. Pour tout contrat comportant une dépense de 25 000 $ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, la Ville sollicite, s'il s'en trouve, au moins deux (2) fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs en mesure de réaliser le contrat qui offrent des biens ou services québécois ou autrement canadiens ou qui ont un établissement au Québec ou ailleurs au Canada. Cette obligation s'applique aux contrats conclus de gré à gré ainsi qu'aux contrats conclus à la suite d'un appel d'offres sur invitation.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque le contrat peut être conclu de gré à gré en vertu d'une exception prévue à la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE V.1
CONTRATS DE GRÉ À GRÉ ET MESURES FAVORISANT LA ROTATION DES COCONTRACTANTS

34. Sous réserve du respect des mesures pour favoriser l'achat québécois ou autrement canadien prévues à l'article 33, la Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense de 25 000 $ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publiques.

Dans le cas où la Ville ne trouve pas de fournisseur, assureur ou entrepreneur qui répond aux critères de l'article 33, elle doit, pour conclure un contrat de gré à gré, s'assurer d'avoir sollicité au moins deux (2) fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs en mesure de réaliser le contrat.

34.1. Dans le cas où une unité d'affaires veut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 34 avec une personne avec laquelle elle a déjà conclu, au cours des derniers quatre-vingt-dix jours (90) jours, un contrat en vertu de cet article, la procédure ci-dessous doit être suivie :

1° solliciter au moins un (1) autre fournisseur, assureur ou entrepreneur en mesure de réaliser le contrat qui offre des biens ou services québécois ou autrement canadiens ou qui a un établissement au Québec ou ailleurs au Canada. Dans le cas où l'unité d'affaires ne trouve pas un tel fournisseur, assureur ou entrepreneur, solliciter au moins une autre personne en mesure de réaliser le contrat; et

2° la soumission du fournisseur, assureur ou entrepreneur avec lequel l'unité d'affaires a déjà conclu un contrat visé à l'article 34 doit être la plus basse.

34.2. Les articles 34 et 34.1 ne s'appliquent pas lorsque le contrat peut être conclu de gré à gré en vertu d'une exception prévue à la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____2024.

GDD : 1249587003

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.06

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1245581005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)
- d'autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-07 09:15

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245581005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du plan d'action en commerce 2018-2022, le conseil d'agglomération de Montréal a adopté, en décembre 2018, un programme d'aide financière s'adressant aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs ayant pour objectif de diminuer les impacts liés aux chantiers majeurs d'infrastructures. L'aide financière, pouvant atteindre jusqu'à 40 000 $ par exercice financier, est calculée en fonction de la perte réelle des commerçants. La perte de bénéfice brut des commerçants est calculée en comparant le bénéfice brut enregistré au cours de tout exercice financier qui a cours pendant un chantier, avec celui réalisé lors d'exercices financiers comparables avant le chantier. Le premier 5 % de la perte de bénéfice brut constaté pour un exercice financier n'est pas couvert par le programme de subvention.
Il a été constaté que le volume de demandes dans le cadre de ce programme a fortement augmenté sur le second semestre de l'année 2024. En effet, le foisonnement des chantiers majeurs à travers l'agglomération de Montréal a conduit à l'édiction de plusieurs ordonnances de désignation de secteurs affectés par ces travaux, portant la somme des paiements au-dessus de l'objectif budgétaire fixé en 2024.

Dans ce contexte, la Ville de Montréal souhaite augmenter de 900 000 $, l'enveloppe budgétaire allouée au programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le compte de l'exercice financier 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0456 (27 mars 2024)
Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « CT Bellechasse », « PVM Chabanel », « Station d'Iberville », « Station Rosemont », « Station Place-Saint-Henri», « Gouin Est - Prairie », « Pont Jacques-Bizard - Gouin Ouest », « Pont Jacques-Bizard - Cherrier », « Saint-Antoine Ouest - Saint-Jacques » et « Notre-Dame - 13e avenue ».

CE24 0456 (27 mars 2024)
Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Waverly / Beaubien Ouest (Parc des Gorilles) », « Beaumont / Beaubien Ouest », « SRB Pie-IX Phase 2 », « Saint-Paul Ouest Phase 3A », « De la Montagne / William », « Pierrefonds Phase 2 » et « Rose-de-Lima / Saint-Antoine Ouest » / Édicter une ordonnance pour modifier l'ordonnance 59 qui précise la date de fin des travaux dans le secteur Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG18-043).

CE23 1145 (5 juillet 2023)
Édicter en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), des ordonnances rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Sainte-Catherine Ouest Phase 2 », « Young - Phase 2 », « Guy - William », « Jean Talon / Pie-IX », « Jean-Talon / Iberville », « Place Saint-Henri » et « Van Horne » - Modifier, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), les ordonnances 21, et 59.

CG23 0363 (15 juin 2023)
Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs » (RCG 18-043) / Réduire de 4 500 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire du Service du développement économique de 2023 à 2025 en conséquence.

CE23 0600 (12 avril 2023)
Édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), l'ordonnance numéro 33-2 jointe au présent dossier décisionnel afin de remplacer la date du « 19 mai 2021 » par la date du « 19 novembre 2021 » - Édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), l'ordonnance numéro 42-1 jointe au présent dossier décisionnel afin de remplacer le Plan des limites du secteur « Laurentien-Lachapelle Phase 2 », identifié à l'Annexe A.

CE22 1780 (2 novembre 2022)
Édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), les ordonnances numéros 73 et 74 jointes au présent dossier décisionnel afin de rendre applicable ce règlement dans les secteurs « Gilford » et « Jean-Talon / Viau » - Modifier l'ordonnance numéro 72, par l'ordonnance numéro 72-1 jointe au présent dossier décisionnel, édictée en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) par le remplacement de son annexe A.

CE22 1427 (31 août 2022)
Édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), les ordonnances numéro 71 et 72 jointes au présent dossier décisionnel afin de rendre applicable ce règlement dans les secteurs « Jarry E. Phase 3 » et « Hochelaga ».

CG21 0226 – (22 avril 2021)
Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Bonifier de 1 200 000 $ et redistribuer annuellement l'enveloppe budgétaire du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Autoriser un virement budgétaire de 2 800 000 $ en provenance du budget alloué au PR@M-Industrie vers le budget alloué au Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour l'exercice financier 2021 / Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire du Service du développement économique de 2022 à 2026 en fonction des nouvelles prévisions. CG18 0623 (20 décembre 2018) : Adopter le Règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs » / Réserver une somme de 25 M$ pour assurer le financement du programme.

DESCRIPTION

La ville de Montréal souhaite ajouter un montant supplémentaire de 900 000 $ dans l'enveloppe budgétaire annuelle de 2 000 000 $ prévue pour le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs. Les fonds doivent provenir du budget 2024 du programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour lequel un sommaire décisionnel est également soumis aux instances.
Il est donc question d'obtenir l'autorisation du virement budgétaire de 900 000 $ de l'enveloppe annuelle de 2024 du programme de subvention forfaitaire vers le programme d'aide financière, afin de porter le budget annuel du ce dernier à 2 900 000 $ permettant de garantir les paiements sur le dernier trimestre de l'exercice 2024. Comme le règlement RCG 23-013 prévoit la valeur totale des subventions qui peuvent être octroyées, il est indispensable de le modifier pour pouvoir effectuer cette transaction.

JUSTIFICATION

Par ses objectifs qui demeurent inchangés, le programme d'aide financière s'inscrit dans les priorités du plan stratégique « Montréal 2030 » visant à accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole à travers le soutien à la croissance des commerces. Cette responsabilité est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Or, le programme manque de budget pour le restant de l'année 2024, courant le risque de se compromettre. D'où la nécessité d'autoriser ce virement budgétaire.
La détermination du montant de la rallonge budgétaire demandé est basée sur une estimation des paiements à faire sur les trois derniers mois de l'année 2024. La somme des paiements cumulés et ceux en cours de traitement au 30 septembre 2024 est 1 945 891 $ ce qui ne laisse qu'un solde de 54 109 $ très insuffisant pour le restant de l'année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il y a lieu d'autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ du montant annuel prévu en 2024 pour le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs vers le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour l'exercice financier 2024.

MONTRÉAL 2030

Le Programme d'aide financière forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs répond à la priorité du plan stratégique « Montréal 2030 » qui vise une métropole vibrante. Le but est d'offrir à nos concitoyens des artères commerciales, des quartiers et un centre-ville attrayants qui rehaussent la qualité de vie, tout en contribuant de manière efficace au maintien des activités des commerçants pendant la période de chantier majeur d'infrastructure.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'une enveloppe complémentaire sur le dernier trimestre de l'année 2024, le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs ne pourra être appliqué pendant cette période.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) : / Certification de fonds : ; Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN) / Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Etienne Narciss NYECK
Commissaire au devéloppement économique

Tél : 438-867-5842
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 438-880-0817
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-10-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1245581005**
Unité administrative responsable : ***Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques, Division des programmes et partenariats***
Projet : ***Autorisation d'un virement budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) au Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) afin d'effectuer des paiements pour le restant de l'exercice financier 2024.***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En aidant les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période d'un chantier majeur d'infrastructures.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245581005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1245581005 Règl. modif. RCG 18-043 20240927.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 20 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de « 21,7 millions $ » par « 22,6 millions $ ».

_____

GDD 1245581005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245581005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1245581005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-30

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.07

2024/10/24 17:00

(2)

Dossier # : 1245581004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013);
- de réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-07 12:36

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245581004**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

CONTENU

CONTEXTE

En 2023, la Ville de Montréal décidait de créer un programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, visant à accorder un support supplémentaire à travers le versement d'une subvention de 5 000 $ à tout établissement admissible situé dans un secteur affecté par des travaux majeurs sur le territoire de l'agglomération montréalaise.
Afin de mettre ce programme en oeuvre, une enveloppe budgétaire de 4 500 000 $ avait été allouée à ce programme, en provenance du budget du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour les exercices financiers 2023, 2024 et 2025, à raison de 1 500 000 $ de crédit budgétaire annuel. Bien que ce programme connaisse du succès auprès des commerçants affectés, il a été constaté qu'en date du 30 septembre 2024, moins de 30 % du budget prévu pour l'exercice 2024 avaient été consommés. Considérant le rythme de traitement des demandes et les paiements qui s'en suivent, nous estimons que ce montant de crédit budgétaire ne saurait être consommé en totalité au terme de l'exercice 2024.

Dans ce contexte, la ville de Montréal souhaite apporter des modifications au programme de subvention forfaitaire, afin de réduire de 900 000 $ le crédit budgétaire alloué à l'exercice 2024. Ceci fait l'objet du présent sommaire décisionnel, les fonds ainsi retirés seront alloués au programme d'aide financière aux établissement affectés par des travaux majeurs pour lequel un autre sommaire décisionnel sera soumis pour l'autorisation de virement requise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1057 - 26 juin 2024
Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux

majeurs (RCG 23-013), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « CT Bellechasse », « PVM Chabanel », « Station d'Iberville », « Station Rosemont », « Station Place-Saint-Henri», « Gouin Est - Prairie », « Pont Jacques-Bizard - Gouin Ouest », « Pont Jacques-Bizard - Cherrier », « Saint-Antoine Ouest - Saint-Jacques » et « Notre-Dame - 13e avenue ».

CE24 0455 - 27 mars 2024
Édicter en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), des ordonnances rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Beaumont / Beaubien Ouest », « SRB-PieIX Phase 2 », « De la Montagne / William », « Saint-Paul Ouest phase3A », « Pierrefonds Phase 2 », « Rose-de-Lima / Saint-Antoine Ouest » et « Van Horne » - Modifier l'ordonnance 3, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013).

CE23 2031 - 13 décembre 2023
Édicter, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), l'ordonnance numéro 18, jointe au présent dossier décisionnel rendant applicable ce règlement au secteur « Waverly /Beaubien Ouest (Parc des Gorilles) » à partir du 20 décembre 2023, pour la période des travaux allant du 26 janvier 2023 au 17 mars 2025.

CE23 1699 - 1er novembre 2023
Édicter, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), l'ordonnance numéro 17-1 jointe au présent dossier décisionnel pour modifier l'ordonnance 17 qui précise la date de début des travaux dans le secteur Sainte-Catherine Ouest (Phase 2).

CE23 1148 - 5 juillet 2023
Édicter, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), l'ordonnance numéro 17, jointe au dossier décisionnel, rendant applicable ce règlement au secteur « Sainte-Catherine Ouest Phase 2 », à partir du 12 juillet 2023, pour la période des travaux allant du 24 juillet 2023 au 30 mai 2026.

CG23 0276 - 18 mai 2023
Adopter le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Réserver une somme de 4,5 M$ pour assurer le financement du programme.

CG23 0081 - 23 février 2023
Approuver la Planification économique conjointe (PEC) pour la période 2022-2025 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MEIÉ et la Ville.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite apporter des modifications au programme de subvention forfaitaire afin de réduire le crédit budgétaire alloué à l'exercice financier 2024 de 900 000 $. Les fonds ainsi retirés seront alloués au programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, pour lequel nous estimons les paiements à faire sur le dernier trimestre de l'année 2024 largement au-dessus du solde budgétaire actuel.

Il est donc question de réduire le budget total alloué au programme de subvention forfaitaire de 900 000 $ à 3 600 000 $ tel que prévu initialement pour les exercices 2023, 2024 et 2025 cumulés, tout en maintenant un plafond de 600 000 $ de crédit budgétaire sur l'exercice 2024. Comme le règlement RCG 18-043 prévoit la valeur totale de l'aide financière qui peut être octroyée, il est indispensable de le modifier pour pouvoir effectuer cette transaction.

JUSTIFICATION

Par ses objectifs qui demeurent inchangés et identiques à ceux du programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, le programme de subvention forfaitaire s'inscrit dans les priorités du plan stratégique « Montréal 2030 » visant à accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole à travers le soutien à la croissance des commerces. Cette responsabilité est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Or, l'un des deux programmes est en manque de budget pour le restant de l'année 2024, au risque de se compromettre. D'où la nécessité d'adoption de cette modification.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il y a lieu d'autoriser la réduction de 900 000 $ du budget annuel de 2024 pour le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, afin d'augmenter celui du programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour l'exercice financier 2024.

La réduction du budget de 2024 de 900 000$ à 600 000$ est basée sur une estimation des paiements autour de 55 000 $ en moyenne par mois sur les trois derniers mois de l'année 2024, considérant le solde actuel de l'enveloppe qui est de 425 000 $ au 30 septembre 2024.

MONTRÉAL 2030

Le Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs répond à la priorité du plan stratégique « Montréal 2030 » qui vise une métropole vibrante. Le but est d'offrir à nos concitoyens des artères commerciales, des quartiers et un centre-ville attrayants qui rehaussent la qualité de vie, tout en contribuant de manière efficace au maintien des activités des commerçants pendant la période de chantier majeur d'infrastructure.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas approuver cette modification va créer un blocage dans le processus décisionnel d'autorisation d'une allocation supplémentaire de 900 000 $ au programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs dont l'enveloppe budgétaire de 2024 est épuisée avant son terme.

À défaut de budget complémentaire sur le dernier trimestre de l'année 2024, le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs ne pourra être appliqué pendant cette période.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en lien avec cette modification n'est nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) : / Certification de fonds : ; Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN) / Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier ; / Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Etienne Narciss NYECK
Commissaire au developpement économique

Tél : 438-867-5842
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 438-880-2217
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dieudonné ELLA-OYONO

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO

directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-09-27

directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-10-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1245581004**
Unité administrative responsable : ***Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques, Division des programmes et partenariats***
Projet : ***Modification du règlement et réduction de l'enveloppe budgétaire du programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En aidant les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période d'un chantier majeur d'infrastructures.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245581004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1245581004 règl modif RCG 23-013 - 20240927.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION FORFAITAIRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 23-013)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 3 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) est modifié par le replacement de « 4,5 millions $ » par « 3,6 millions $ ».

_____

GDD 1245581004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245581004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1245581004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-30

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.08

2024/10/24
17:00

(2)

Dossier # : 1248080003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

Il est recommandé au comité exécutif :
d'autoriser un virement de 2,5 M$ en provenance du budget de fonctionnement du Service du développement économique vers le Service de la culture, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

De recommander au conseil d'agglomération:

d'adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-09 09:25

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248080003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal, à travers le Service du développement économique et le Service de la culture, a mis sur pied en 2022 un programme d'aide à la réduction des nuisances sonores des salles de spectacles alternatives de moins de 400 places exerçant une activité de diffusion culturelle d'artistes professionnels ou de la relève reconnus par leurs pairs en arts de la scène. Ce programme est régi par le règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives (RCG 22-021) qui a permis de soutenir 11 salles dans les deux dernières années. Sa date de fin est prévue le 31 décembre 2024.
Dans le cadre de la politique de la vie nocturne, la Direction générale a mandaté le Service de la culture et le Service du développement économique, en collaboration avec le Service des affaires juridiques et les arrondissements, pour concevoir en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne, un nouveau programme de soutien financier dédié aux salles de spectacles indépendantes ayant des enjeux de cohabitation. Ce nouveau programme, en continuité du programme actuel, permettra un soutien plus élargi aux :

- salles de moins de 3000 places ayant un permis d'occupation valide, leur permettant de faire des études et des ouvrages issus des recommandations de ces études ;
- lieux de diffusion culturelle qui ne sont pas reconnus comme des salles de spectacles par un permis d'occupation, mais qui font partie intégrante de l'écosystème culturel et artistique montréalais.

Le présent dossier décisionnel a pour objet de soumettre un projet de règlement dans le cadre de la mise en œuvre de ce nouveau programme de subvention.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0224 (18 avril 2024) - Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles alternatives (RCG 22-021);
CE22 1425 (31 août 2022) - Édicter, en vertu de l'article 45 du Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives (RCG 22-021) l'ordonnance numéro 1 jointe au présent dossier décisionnel afin de modifier l'annexe B du Règlement RCG 22-021 pour inclure l'ensemble du territoire des quatre arrondissements ciblés initialement;

CG22 0430 (16 juin 2022) - Adopter le règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives » (RCG 22-021);

CG20 0617 (19 novembre 2020) - Adopter le règlement modifiant le règlement RCG 20-025 « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19;

CG20 0343 (30 juin 2020) - Adopter le « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » (RCG 20-025);

CE19 0424 (13 mars 2019) - Édicter une ordonnance modifiant le Règlement sur la subvention relative à la mise à niveau numérique des salles de spectacle (17-086) aux fins de la poursuite du Programme de mise à niveau numérique des salles de spectacle.

DESCRIPTION

Le projet de règlement vise l'octroi de subventions à des propriétaires ou à des locataires d'établissements des salles indépendantes de moins de 3000 places ainsi que les lieux de diffusion culturelle qui ne sont pas reconnus comme des salles de spectacles par un permis d'occupation, mais qui font partie intégrante de l'écosystème culturel et artistique montréalais.

Organismes admissibles

- Être propriétaire (volet 1, 2 et 3) ou locataire exploitant (volet 2 et 3) d'un établissement non résidentiel ;
- Le propriétaire ou le locataire exploitant doit gérer un établissement qui a, durant l'année précédent l'année du dépôt de la demande, programmé et publié au minimum 35 spectacles ;
- L'exploitant doit posséder un certificat d'occupation valide ou avoir obtenu une résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande de PPCMOI (projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble) ou d'usage conditionnel et s'engage à remettre le certificat d'occupation lors de la reddition de comptes.

Volets du programme

Le programme prévoit trois volets :
Volet 1 : Mise en conformité pour les lieux de diffusions non conformes à la réglementation

en matière d'urbanisme ;
Volet 2 : Réalisation des études acoustiques et d'optimisation sonores, préalable à la réalisation des ouvrages ;
Volet 3 : Mise en œuvre de recommandations prévues aux études pour les ouvrages qui incluent : les services professionnels, la réalisation des travaux et l'acquisition des équipements sonores.

Processus de mise en conformité
Le volet 1 du programme va permettre d'accompagner les organismes en soutenant certains frais liés au processus de mise en conformité. Une fois celui-ci terminé, ils pourront ensuite déposer leurs demandes aux volets 2 et 3, tout comme les salles qui sont déjà conformes. Le processus de mise en conformité permettra aux salles indépendantes d'exercer leurs activités de diffusion culturelle conformément aux lois et règlements en vigueur. Le requérant doit déposer une demande de mise en conformité au règlement de zonage applicable auprès de son arrondissement et fournir l'ensemble des documents et études demandés. Si la demande est approuvée par le Conseil d'arrondissement, un document attestant de la conformité de l'usage sera émis au requérant.

Montants de la subvention

Volet 1 : Mise en conformité
Le montant de la subvention correspond à 100% du coût réel des dépenses pour un montant maximal de 30 000 $.

Pour les organismes visés par le processus de mise en conformité, la subvention sera faite en un seul versement sous forme de remboursement sur l'ensemble des tarifs, frais et autres dépenses en lien avec l'ensemble de la démarche. Si la demande de mise en conformité n'est pas concluante, le requérant ne pourra pas être remboursé et ne sera pas éligible aux volets 2 et 3 du programme.

Volet 2 : Études
Le montant de la subvention correspondra à 90 % du coût réel des dépenses pour un montant maximal de 15 000 $.

Volet 3 : Ouvrages
Le montant de la subvention correspondra à 90 % du coût réel des dépenses pour un montant maximal de 120 000 $ pour les salles de moins de 400 places et de 370 000 $ pour les salles de 400 à 2999 places.

JUSTIFICATION

L'adoption du projet de règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places permettra d'améliorer la cohabitation en :

- Contribuant à la réduction des nuisances sonores liées à leurs activités ;
- Permettant une gestion sonore optimale ;
- Favorisant la quiétude dans les secteurs résidentiels adjacents à des lieux accueillants des activités de diffusion culturelle.

Ce projet de règlement permettra également de pérenniser les salles de spectacles étant donné leur rôle important dans l'écosystème culturel et artistique montréalais en :

- S'assurant de la mise en conformité des lieux de diffusion qui ne sont pas reconnus comme des salles de spectacles, mais qui font partie intégrante de la vie culturelle montréalaise ;

- Permettant aux salles indépendantes d'exercer leurs activités de diffusion culturelle conformément aux lois et règlements en vigueur ;
- Améliorant les modèles d'affaires des salles qui sont devenues conformes, créant des opportunités d'ouverture vers d'autres sources de financement ;
- Permettant des activités de diffusion culturelle sans être menacés de fermeture pour cause de bruit ou autres enjeux liés à l'exploitation des lieux ;
- Soutenant une offre culturelle de proximité et accessible afin de soutenir la vitalité culturelle et économique des quartiers ;
- Soutenant la relève émergente et consolidant l'écosystème culturel en créant un vecteur de professionnalisation des artistes et de développement de leurs publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser un virement budgétaire total de 2.5 M$ du Service du développement économique vers le Service de la culture, selon la répartition annuelle suivante:

Années	**2025**	**2026**	**2027**	**Total**
Transfert non récurrent à prévoir au Service de la culture	1,1 M$	1,2 M$	0,2 M$	2,5 M$

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.
Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

L'adoption du règlement concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, comme prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la vision Montréal 2030 en soutenant la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire (orientation 4, priorité 15) et en offrant à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (échelle quartier, priorité 19).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du projet de règlement permettra de :

- Agir sur les enjeux grandissants de cohabitation à Montréal ;
- Assurer la pérennité des salles de spectacles et lieux de diffusion culturelle dont les activités bénéficient à toutes les Montréalaises et Montréalais et qui sont également une source d'attractivité touristique pour la ville ;
- Élaborer des plans de gestion sonore pour les exploitants des salles de spectacles, incluant la gestion de la relation entre les acteurs culturels et les résidents.

La non-adoption du projet de règlement pourrait avoir comme effet :

- L'augmentation de plaintes suite à une mauvaise cohabitation ;
- La fermeture des lieux fragilisant davantage le milieu des spectacles émergents, ce qui pourrait, à moyen et long terme, nuire au rayonnement de la métropole sur le plan culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée avec le Service des ressources humaines et des communications en lien avec la politique de la vie nocturne ainsi que le nouveau programme de réduction des nuisances sonores.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le CE: 16 octobre 2024
Annonce publique : 16 octobre 2024
Approbation par le CM : 21 octobre 2024
Approbation par le conseil d'agglomération:

- Avis de motion et dépôt : 24 octobre 2024
- Adoption du règlement : 21 novembre 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie BOCHET, Service du développement économique
Thomas PELTIER, Service du développement économique
Steves BOUSSIKI SOM, Service du développement économique

Lecture :

Steves BOUSSIKI SOM, 5 septembre 2024
Thomas PELTIER, 29 août 2024
Valérie BOCHET, 23 août 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jozef FLEURY-BERTHIAUME
conseiller(-ere) en planification

Tél : 514
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-21

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - soutien au développement culturel

Tél : 514 245-3544
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Elsa MARSOT
directeur(-trice)-developpement culturel
Tél :
Approuvé le : 2024-10-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-10-08

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : 1248080003
Unité administrative responsable : *Service de la culture, Direction du développement culturel*
Projet : *Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places ayant des enjeux de cohabitation en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la vision Montréal 2030 en soutenant la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire (orientation 4, priorité 15).*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En lien avec les priorités Montréal 2030, le projet prévoit les résultats suivants:* *Présenter des spectacles accessibles pour le milieu de la relève ainsi qu'aux artistes de la diversité contribuant à la découvrabilité des talons ainsi qu'au rayonnement de la métropole.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248080003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Objet :	Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML&AGT - 1248080003 - Règlement subv grandes salles spectacle 20241007.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
Tél : 514-589-7591

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-07

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-589-7591
Division : Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION RELATIVE À LA RÉDUCTION DES NUISANCES LIÉES AU BRUIT GÉNÉRÉ PAR LES SALLES DE SPECTACLE INDÉPENDANTES DE MOINS DE 3000 PLACES

Vu les articles 82 et 86 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____ 2024, le conseil d'agglomération décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« bonification d'une étude nécessaire à la conformité » : la modification d'une étude nécessaire à la conformité réalisée par un spécialiste en acoustique ou un spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore afin d'y ajouter les éléments requis pour qu'elle constitue une étude acoustique ou une étude d'optimisation du système de sonorisation;

« coût estimé de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité » : le coût estimé de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité, tel que soumis par l'exploitant en vertu du paragraphe h) du troisième alinéa de l'article 15, avant les taxes;

« coût estimé des études » : le coût estimé des études, tel que soumis par l'exploitant en vertu du paragraphe h) du troisième alinéa de l'article 15, avant les taxes;

« coût estimé des ouvrages » : le coût estimé des ouvrages, tel que soumis par l'exploitant en vertu du paragraphe 2º du deuxième alinéa de l'article 31, avant les taxes;

« coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité » : coût de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité, réellement payé par l'exploitant, avant les taxes;

« coût réel des dépenses relatives à la conformité » : le coût des dépenses relatives à la mise en conformité réellement payé par le propriétaire avant les taxes;

« coût réel des études » : le coût des études réellement payé par le requérant, avant les taxes;

« coût réel des ouvrages » : le coût des ouvrages réellement payé par le requérant, avant les taxes;

« demande de PPCMOI » : une demande aux fins d'autorisation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble présentée à l'instance compétente par un exploitant en vertu d'un règlement adopté par le conseil d'un arrondissement ou le conseil d'une municipalité reconstituée et visé aux articles 145.36 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

« demande d'usage conditionnel » : une demande d'autorisation d'un usage conditionnel présentée à l'instance compétente par un exploitant en vertu d'un règlement adopté par le conseil d'un arrondissement ou le conseil d'une municipalité reconstituée et visé aux articles 145.31 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

« dépenses relatives à la conformité » : les tarifs, frais et autres dépenses exigés par un arrondissement ou une ville reconstituée dans le cadre de la démarche de la mise en conformité de la salle de spectacle indépendante à l'usage prescrit par la réglementation en matière d'urbanisme, notamment :

1° les tarifs exigés aux fins d'études préliminaires relatives à la demande de PPCMOI ou à la demande d'usage conditionnel;

2° les tarifs exigés aux fins de l'étude de la demande de PPCMOI ou de la demande d'usage conditionnel;

3° les tarifs exigés pour l'étude des plans;

4° les frais exigés aux fins de la publication d'avis publics;

5° les honoraires professionnels relatifs à une étude nécessaire à la conformité;

6° les honoraires professionnels relatifs à la production d'un certificat de localisation;

« directeur » : le directeur du Service de la culture ou son représentant;

« équipement » : un élément matériel ou une solution logicielle du système de sonorisation et dont la fonction est uniquement la réduction, le contrôle, la mesure ou l'enregistrement des niveaux sonores générés par le système de sonorisation de la salle de spectacle indépendante, notamment un limiteur de niveau sonore, un sonomètre ou des rideaux acoustiques;

« étude acoustique » : une étude réalisée par un spécialiste en acoustique et qui a pour but d'évaluer l'impact actuel de la salle de spectacle indépendante sur l'environnement sonore avoisinant et d'identifier des solutions pour limiter les risques de nuisances sonores, ou une mise à jour d'une telle étude dans le cas où elle a été réalisée plus de 12 mois avant le dépôt de la demande de subvention présentée en vertu de l'article 15 du présent règlement et dont le rapport comprend les éléments exigés à l'article 1 de l'annexe A;

« étude nécessaire à la conformité » : une étude relative à l'acoustique ou une étude visant à optimiser le système de sonorisation exigée par un arrondissement ou une ville reconstituée dans le cadre de la démarche de mise en conformité de la salle de spectacle indépendante à l'usage prescrit par la réglementation applicable en matière d'urbanisme;

« étude d'optimisation du système de sonorisation » : une étude réalisée par un spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore et qui a pour but d'évaluer le système de sonorisation actuel et d'identifier des solutions pour limiter et contrôler les niveaux sonores générés par le système de sonorisation, ou une mise à jour d'une telle étude dans le cas où elle a été réalisée plus de 12 mois avant le dépôt de la demande de subvention présentée en vertu de l'article 15 et dont le rapport comprend les éléments exigés à l'article 2 de l'annexe A.

« études » : l'étude acoustique, dont le rapport comprend les éléments exigés dans la section I de l'annexe A, et l'étude d'optimisation du système de sonorisation, dont le rapport comprend les éléments exigés dans la section II de l'annexe A;

« évaluation acoustique post réalisation des ouvrages » : une évaluation effectuée par un spécialiste en acoustique après la réalisation des ouvrages qui a pour but d'évaluer l'impact de la salle de spectacle indépendante sur l'environnement sonore immédiat avoisinant, de déterminer les niveaux sonores maximums et de recommander notamment les ajustements techniques aux systèmes de son, la bonne disposition du matériel de diffusion sonore et l'ajustement des réglages si nécessaire;

« exploitant » : une personne morale, propriétaire ou locataire d'un immeuble, qui exploite une salle de spectacle indépendante comprise dans celui-ci;

« locataire » : une personne morale qui occupe un local en vertu d'un bail valide pour une durée minimale restante de 2 ans au moment du dépôt de la demande de subvention présentée en vertu des articles 7, 15 ou 31;

« ouvrages » : les six éléments suivants dont les trois premiers doivent faire l'objet d'au moins une recommandation présentée dans l'une ou l'autre des études ou dans la bonification d'une étude nécessaire à la conformité :

1° les services professionnels requis pour les travaux et rendus par un architecte, un ingénieur ou un designer dont l'entreprise est domiciliée au Québec selon son état de renseignements au Registre des entreprises;

2° les travaux visant à réduire les nuisances liées au bruit, conformes au Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 2) et aux règlements applicables et si le type de travaux le requiert, exécutés par un entrepreneur détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;

3° l'acquisition et l'installation d'équipements;

4° les services professionnels d'un spécialiste en acoustique ou d'un spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore requis durant l'exécution des travaux aux fins d'assurer la mise en œuvre d'une recommandation présentée dans l'une ou l'autre des études ou dans la bonification d'une étude nécessaire à la conformité;

5° les services professionnels requis pour la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

6° les services professionnels requis pour la réalisation du plan de gestion sonore du bruit;

« plan de gestion sonore du bruit » : un plan réalisé par un spécialiste en acoustique aux fins de la mise en œuvre par l'exploitant des recommandations contenues dans l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages et qui comporte au minimum des dispositions au sujet des aspects suivants de la gestion sonore :

1° des moyens de contrôle et de suivi continu et en temps réel des niveaux sonores générés à l'intérieur de la salle;

2° des moyens de communication interne et de sensibilisation des employés et des sous-traitants à l'enjeu des nuisances sonores;

3° une stratégie de communication avec la clientèle et au besoin, avec le voisinage;

4° des actions et des dispositifs à mettre en place pour préserver l'audition du public et des employés;

« programmation culturelle en arts de la scène » : une programmation culturelle de spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson, d'arts du cirque, d'humour ou de variétés, par des artistes ou organisations professionnels ou de la relève, reconnus par leurs pairs et offrant leur service en contrepartie d'une rémunération, à l'exclusion de :

1° spectacles-bénéfice ou caritatifs;

2° spectacles de nature corporative ou privée;

3° karaokés;

« propriétaire » : un propriétaire, au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), d'un immeuble qui comporte une salle de spectacle indépendante;

« requérant » : un exploitant dont la demande de subvention a été déclarée admissible;

« salle de spectacle indépendante » : établissement de moins de 3000 places qui offre une programmation culturelle en arts de la scène régulière, annoncée publiquement et accessible au grand public;

« spécialiste en acoustique » : professionnel dont l'entreprise est domiciliée au Québec selon son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec qui :

1° détient un diplôme en acoustique ou une qualification équivalente;

2° a un minimum de trois ans d'expérience pertinente en acoustique du bâtiment et en métrologie acoustique;

« spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore » : professionnel dont l'entreprise est domiciliée au Québec selon son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec qui :

1° détient un diplôme en diffusion sonore ou en sonorisation ou une qualification équivalente;

2° a un minimum de trois ans d'expérience pertinente en conception de système de sonorisation pour contrôler les nuisances sonores et en métrologie acoustique;

« Ville » : la Ville de Montréal.

CHAPITRE II
APPLICATION

2. Le présent règlement met en place un programme de subventions en vue de réduire les nuisances sonores des salles de spectacle indépendantes et d'encourager une gestion efficace du bruit.

Le présent programme de subventions comporte trois volets :

1° le volet 1, qui vise à soutenir financièrement le propriétaire dans sa démarche de mise en conformité de la salle de spectacle indépendante comprise dans son immeuble à l'usage prescrit par la réglementation en matière d'urbanisme;

2° le volet 2, qui vise à soutenir financièrement l'exploitant aux fins de la réalisation des études;

3° le volet 3, qui vise à soutenir financièrement l'exploitant aux fins de la mise en œuvre de recommandations prévues aux études par la réalisation des ouvrages.

CHAPITRE III
PRINCIPES GÉNÉRAUX

3. Pour être admissible au volet 1 du présent programme, le propriétaire doit démontrer que la programmation culturelle en arts de la scène relative à la salle de spectacle indépendante située dans son immeuble comportait, durant l'année précédant celle du dépôt de la demande, au moins 35 spectacles programmés et publiés.

Pour être admissible aux volets 2 et 3 du présent programme, l'exploitant doit exploiter une salle de spectacle indépendante dont la programmation culturelle en arts de la scène remplit les mêmes critères que ceux prévus au premier alinéa.

4. Dans le cas où une unité d'évaluation comporte plusieurs salles de spectacle indépendantes, il est octroyé une seule subvention au propriétaire dans le cadre du volet 1 du présent programme, pour l'ensemble des salles de spectacles indépendantes situées dans celle-ci.

Dans le cas où l'exploitant occupe plusieurs salles de spectacle indépendantes situées dans une même unité d'évaluation, il est octroyé une seule subvention dans le cadre des volets 2 et 3 du présent programme, pour l'ensemble des salles de spectacles indépendantes situées dans celle-ci.

CHAPITRE IV
EXCLUSIONS

5. Aucune subvention n'est octroyée à un exploitant :

1° qui est l'une ou l'autre des personnes suivantes ou dont la salle de spectacle indépendante se trouve dans une unité d'évaluation inscrite au nom de l'une ou l'autre des personnes suivantes :

a) la Couronne du chef du Canada, l'un de ses mandataires ou une société d'État fédérale;

b) l'État, l'un de ses mandataires ou une société d'État;

c) la Ville ou une municipalité reconstituée;

d) un centre de services scolaire, une commission scolaire, un collège d'enseignement général et professionnel, un établissement universitaire au sens de la Loi sur les investissements universitaires (RLRQ, chapitre I-17);

e) une personne morale sans but lucratif titulaire d'un permis de tenir un établissement d'enseignement privé délivré en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1);

f) un établissement agréé aux fins de subvention en vertu de la Loi sur l'enseignement privé ou un établissement dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale au sens de la Loi sur le ministère des Relations internationales (RLRQ, chapitre M-25.1.1);

g) une institution religieuse;

2º dont la salle de spectacle indépendante est ou est située dans un musée, une galerie d'art, un centre d'interprétation ou un centre culturel;

3º qui a reçu du Conseil des arts et des lettres du Québec une aide financière en soutien à sa mission pour l'exercice financier 2024-2025 ou tout exercice financier postérieur déterminé par le Conseil des arts et des lettres du Québec;

4° qui a cessé ses activités commerciales de façon permanente, est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. 1985, chapitre C-36) ou en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. 1985, chapitre B-3) ou a déposé un avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers en vertu de cette loi;

5º qui a été déclaré admissible ou a reçu une subvention dans le cadre du Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives (RCG 22-021).

6. Aucune subvention n'est octroyée pour :

1° des dépenses relatives à la conformité effectuées avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

2° des dépenses effectuées avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu du paragraphe 1º de l'article 16 ou du paragraphe 1º de l'article 32;

3° des dépenses effectuées après le 31 décembre 2027;

4° des dépenses faisant l'objet d'une subvention gouvernementale ou municipale;

5° des services professionnels pour des études d'impact des équipements mécaniques, des études d'acoustique interne ou de conception et d'optimisation du système de sonorisation visant uniquement à améliorer les conditions acoustiques à l'intérieur de la salle.

CHAPITRE V
VOLET 1 – MISE EN CONFORMITÉ À L'USAGE PRESCRIT PAR LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE D'URBANISME

SECTION I
DEMANDE DE SUBVENTION

7. Un propriétaire peut obtenir une subvention afin de financer les démarches ayant mené à la mise en conformité ou entreprises en vue de la mise en conformité de la salle de spectacle indépendante comprise dans son immeuble à l'usage prescrit par la réglementation en matière d'urbanisme, en présentant une demande à cet effet.

La demande doit être présentée par courriel au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° un document établissant qu'il est le propriétaire de l'immeuble où se situe la salle de spectacle indépendante visée par la demande selon l'inscription au registre foncier;

2° dans le cas où le propriétaire n'est pas une personne physique, une copie de ses statuts constitutifs;

3° son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec;

4° un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

5° la programmation culturelle en arts de la scène, tenue dans la salle de spectacle indépendante visée par la demande et indiquant le nombre de spectacles professionnels programmés et publiés, pour l'année précédant celle du dépôt de la demande et pour l'année en cours au moment du dépôt de la demande;

6° le permis d'alcool émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec indiquant la capacité maximale de la salle de spectacle indépendante ou, dans le

cas où aucun permis d'alcool n'a été émis à l'égard de la salle de spectacle indépendante, tout autre document émis par un organisme public et qui indique la capacité maximale de cette salle;

7° une copie des factures et autres pièces démontrant le coût réel des dépenses relatives à la conformité;

8° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées au paragraphe 7º, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

9° la liste des documents exigés par l'arrondissement ou la municipalité reconstituée dans le cadre de la démarche relative à la mise en conformité;

10° l'un ou l'autre des documents suivants :

a) une copie du certificat d'occupation pour la salle de spectacle indépendante visée par la demande délivré par l'arrondissement ou la municipalité reconstituée;

b) une lettre de l'arrondissement ou de la municipalité reconstituée autorisant la présence de cette salle sur son territoire lorsqu'un certificat d'occupation n'est pas requis;

c) une copie de la résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande de PPCMOI qui autorise les activités de la salle de spectacle indépendante;

d) une copie de la résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande d'usage conditionnel de la salle de spectacle indépendante.

8. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 7, approuve la demande et transmet au propriétaire un avis par courriel en indiquant le montant de la subvention pour le volet 1, calculée selon les dispositions prévues aux articles 11 et 12;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 7 est manquant, transmet au propriétaire par courriel un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

9. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu du paragraphe 2º de l'article 8, le propriétaire doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet au propriétaire l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 8.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande de subvention est refusée et le directeur en avise le propriétaire par courriel.

10. Le propriétaire dont la demande de subvention est approuvée par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 8 ne peut subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en vertu du volet 1 pour une salle de spectacle indépendante située dans la même unité d'évaluation et qui n'était pas visée par la demande initiale.

SECTION II
MONTANT DE LA SUBVENTION

11. Le montant de subvention à verser au propriétaire pour le volet 1 est égal au moindre des montants suivants :

1° un montant égal à 100 % du coût réel des dépenses relatives à la conformité;

2° 30 000 $.

12. Le montant de la subvention est déterminé sur la base des factures, reçus et autres pièces justificatives reçus en vertu de l'article 7.

13. À la suite de l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 8, la subvention est versée au propriétaire.

CHAPITRE VI
VOLET 2 - ÉTUDES PRÉALABLES À LA RÉALISATION DES OUVRAGES

SECTION I
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

14. Dans le cas où une subvention a été versée à un propriétaire dans le cadre du volet 1 pour des dépenses relatives à une étude nécessaire à la conformité, aucune demande ne peut être présentée en vertu du volet 2 si cette étude constitue une étude acoustique ou une étude d'optimisation du système de sonorisation.

15. Un exploitant peut obtenir une subvention afin de financer la réalisation des études en vertu du volet 2 en présentant une demande à cet effet.

Dans le cas où une subvention a été versée dans le cadre du volet 1 pour des dépenses relatives à une étude nécessaire à la conformité, l'exploitant peut obtenir une subvention

en vertu du volet 2 afin de financer la bonification de cette étude, en présentant une demande à cet effet.

La demande doit être présentée par courriel au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants, s'ils n'ont pas été transmis à la Ville dans le cadre du volet 1 du présent règlement :

1° si la demande est faite par un propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le propriétaire de la salle de spectacle indépendante visée par la demande selon l'inscription au registre foncier;

b) l'un ou l'autre des documents suivants :

i. une copie du certificat d'occupation pour la salle de spectacle indépendante visée par la demande délivré par l'arrondissement ou la municipalité reconstituée;

ii. une lettre de l'arrondissement ou de la municipalité reconstituée autorisant la présence de cette salle sur son territoire lorsqu'un certificat d'occupation n'est pas requis;

iii. une copie de la résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande de PPCMOI relative à cette salle;

iv. une copie de la résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande d'usage conditionnel relative à cette salle;

c) une copie de ses statuts constitutifs;

d) son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec;

e) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

f) la programmation professionnelle en arts de la scène, tenue dans la salle de spectacle indépendante visée par la demande et indiquant le nombre de spectacles professionnels programmés et publiés, pour l'année précédant celle du dépôt de la demande et pour l'année en cours au moment du dépôt de la demande;

g) le permis d'alcool émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec indiquant la capacité maximale de la salle de spectacle indépendante

ou, dans le cas où aucun permis d'alcool n'a été émis à l'égard de la salle de spectacle indépendante, tout autre document émis par un organisme public et qui indique la capacité maximale de cette salle;

h) un document qui présente le coût estimé des études;

i) un document qui présente le coût estimé de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité, le cas échéant;

2° si la demande est faite par un locataire :

a) une copie du bail indiquant qu'il est locataire de la salle de spectacle indépendante visée par la demande pour une durée restante minimale de 2 ans au moment du dépôt de la demande;

b) les documents décrits aux sous-paragraphes b) à i) du paragraphe 1°.

16. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 15, déclare la demande admissible et transmet à l'exploitant un avis d'admissibilité par courriel en indiquant le montant maximal de la subvention pour le volet 2, selon les dispositions prévues à l'article 19;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 15 est manquant, transmet à l'exploitant par courriel un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

17. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu du paragraphe 2º de l'article 16, l'exploitant doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet à l'exploitant l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 16.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande de subvention est refusée et le directeur en avise le demandeur par courriel.

18. L'exploitant dont la demande de subvention est déclarée admissible par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 16 ne peut subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en vertu du présent volet pour une salle de spectacle indépendante située dans la même unité d'évaluation et qui n'était pas visée par la demande initiale.

SECTION II
MONTANT DE LA SUBVENTION

19. Le montant maximal de subvention à verser au requérant pour le volet 2 est égal au moindre des montants suivants :

1° un montant égal à 90 % du coût estimé des études ou du coût estimé de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité;

2° 15 000 $.

20. Lorsque le coût réel des études ou le coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité est supérieur à leur coût estimé, le calcul du montant de la subvention prévu à l'article 19 est majoré du pourcentage de dépassement constaté, jusqu'à concurrence de 10 %, sans dépasser le montant prévu au paragraphe 2º de l'article 19.

Lorsque le coût réel des études ou le coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité est inférieur à leur coût estimé, le montant de subvention à verser au requérant pour le volet 2 est égal à 90 % de leur coût réel, sans dépasser le montant prévu au paragraphe 2º de l'article 19.

SECTION III
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

SOUS-SECTION 1
PREMIER VERSEMENT

21. À la suite de l'envoi de l'avis prévu au paragraphe 1º de l'article 16, le requérant peut présenter une demande de paiement équivalent à 50 % du montant maximal de la subvention pour le volet 2 en fournissant au directeur par courriel les documents suivants :

1° un document démontrant que les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité ont débuté, notamment une facture, un contrat signé avec le spécialiste en acoustique ou le spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore ou un rapport préliminaire de l'une ou l'autre des études;

2° les curriculum vitae des spécialistes qui réaliseront les études.

22. Lorsque le requérant s'est conformé aux dispositions de l'article 21, le directeur approuve et effectue le premier versement de la subvention conformément à cet article.

23. Si les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité ne sont pas complétées, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versée en vertu de l'article 22 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

SOUS-SECTION 2
SECOND VERSEMENT

24. Lorsque les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité sont complétées et qu'elles ne présentent aucune recommandation sans justification sauf dans la mesure où, selon le spécialiste, aucune solution ne permet de réduire les risques de nuisances sonores, le requérant ne peut soumettre de demande dans le cadre du volet 3 et doit rembourser tout montant de subvention versé pour le volet 2 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

25. Lorsque les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité sont complétées, celui-ci peut présenter une demande pour obtenir le second versement pour le volet 2 en fournissant par courriel au directeur les documents suivants :

1° une copie des factures et autres pièces détaillant les services rendus et démontrant le coût réel des études ou le coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité;

2° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées au paragraphe 1°, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

3° le rapport des études ou de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité, comprenant les éléments prévus à l'annexe A.

26. Lorsque le requérant s'est conformé aux dispositions de l'article 25, le directeur approuve le second versement qui équivaut au solde de la subvention pour le volet 2 et en informe le requérant par courriel.

Lorsque le coût réel des études ou le coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité est inférieur au montant du premier versement de la subvention versé en vertu de l'article 22, le montant de la subvention est calculé en fonction du second alinéa de l'article 20.

27. Lorsque le requérant ne présente aucune demande dans le cadre du volet 3 ou lorsque la demande qu'il présente dans le cadre du volet 3 est déclarée inadmissible ou est refusée en vertu des articles 32 ou 33, il est déchu de son droit d'obtenir le second versement de la subvention versé dans le cadre du volet 2 en vertu de l'article 26 et doit le rembourser dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

CHAPITRE VII
VOLET 3 – MISE EN ŒUVRE DE RECOMMANDATIONS PRÉVUES AUX ÉTUDES

SECTION I
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

28. Lorsque les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité effectuées dans le cadre du volet 2 ne présentent aucune recommandation pour le motif qu'aucune

solution ne permet de réduire les risques de nuisances sonores, le requérant ne peut soumettre de demande dans le cadre du volet 3.

29. Aux fins de l'obtention d'une subvention en vertu du volet 3, l'exploitant doit acquérir et installer au minimum un équipement de mesure ou de contrôle sonore lorsque cela fait partie des recommandations de l'étude acoustique ou de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité.

30. Les ouvrages doivent être complétés au plus tard le 31 juillet 2027.

31. L'exploitant peut obtenir une subvention afin de financer les ouvrages en présentant une demande à cet effet.

La demande doit être présentée par courriel au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° au moins une soumission, ventilée poste par poste, des ouvrages visés par la demande de subvention incluant une offre de service pour chacun des services professionnels suivants :

   a) les services professionnels en acoustique ou en sonorisation et en diffusion sonore requis durant les travaux aux fins d'assurer la mise en œuvre d'une recommandation présentée dans l'une ou l'autre des études ou dans la bonification d'une étude nécessaire à la conformité;

   b) les services professionnels relatifs à la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

   c) les services professionnels relatifs à la réalisation du plan de gestion sonore du bruit;

2° un document qui présente et justifie le coût estimé des ouvrages;

3° des photographies du lieu où les travaux seront effectués ou du lieu où les équipements seront installés;

4° un document attestant formellement que le propriétaire de la salle de spectacle indépendante consent aux travaux, lorsque la demande est présentée par un locataire.

32. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 31, déclare la demande admissible et envoie à l'exploitant un avis d'admissibilité par courriel en

indiquant le montant maximal de la subvention pour le volet 3, selon les dispositions prévues à l'article 35;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 31 est manquant, transmet au demandeur par courriel un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

33. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu du paragraphe 2º de l'article 32, l'exploitant doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet à l'exploitant l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 32.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande de subvention est refusée et le directeur en avise l'exploitant par courriel.

34. L'exploitant dont la demande de subvention est déclarée admissible par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 32 ne peut subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en vertu du volet 3 pour une salle de spectacle indépendante située dans la même unité d'évaluation et qui n'était pas visé par la demande initiale.

SECTION II
MONTANT DE LA SUBVENTION

35. Le montant maximal de subvention qui peut être versé au requérant pour le volet 3 est égal au moindre des montants suivants :

1° un montant égal à 90 % du coût estimé des ouvrages sans dépasser :

a) 30 000 $ pour l'acquisition d'équipements s'il s'agit d'une salle de moins de 400 places et 60 000 $ pour l'acquisition d'équipements s'il s'agit d'une salle de 400 à 2999 places;

b) 10 000 $ pour les services professionnels mentionnés au sous-paragraphe a) du paragraphe 1º de l'article 31 et ceux requis pour la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

c) 5 000 $ pour les services professionnels requis pour la réalisation du plan de gestion sonore du bruit;

2° les montants suivants :

a) pour une salle de spectacle de moins de 400 places, un montant de 120 000 $ incluant la subvention prévue aux articles 22 et 26 , sans dépasser :

i. 30 000 $ pour l'acquisition d'équipements;

ii. 10 000 $ pour les services professionnels mentionnés au sous-paragraphe a) du paragraphe 1º de l'article 31 et ceux requis pour la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

iii. 5 000 $ pour les services professionnels requis pour la réalisation du plan de gestion sonore du bruit;

b) pour une salle de spectacle de 400 à 2999 places, un montant de 370 000 $ incluant la subvention prévue aux articles 22 et 26 , sans dépasser :

i. 60 000 $ pour l'acquisition d'équipements;

ii. 10 000 $ pour les services professionnels mentionnés au sous-paragraphe a) du paragraphe 1º de l'article 31 et ceux requis pour la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

iii. 5 000 $ pour les services professionnels requis pour la réalisation du plan de gestion sonore du bruit.

36. Lorsque le coût réel des ouvrages est supérieur à leur coût estimé, le montant de la subvention est majoré du pourcentage de dépassement constaté, jusqu'à concurrence de 10%, sans dépasser les montants prévus au paragraphe 2º de l'article 35.

Lorsque le coût réel des ouvrages est inférieur à leur coût estimé, le montant de subvention à verser au requérant pour le volet 3 est égal à 90% de leur coût réel, sans dépasser les montants prévus au paragraphe 2º de l'article 35.

SECTION III
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

SOUS-SECTION 1
PREMIER VERSEMENT

37. À la suite de l'envoi de l'avis prévu au paragraphe 1º de l'article 32, le requérant peut présenter une demande de paiement équivalent à 60 % du montant maximal de la subvention pour le volet 3 en fournissant au directeur par courriel une preuve du début des ouvrages, notamment, un contrat signé ou un bon de commande indiquant la date du début des ouvrages.

38. Lorsque le requérant s'est conformé aux dispositions de l'article 37, le directeur approuve et effectue le premier versement de la subvention conformément à cet article.

SOUS-SECTION 2
SECOND VERSEMENT

39. Le requérant peut présenter une demande de paiement équivalent à 20 % du montant maximal de la subvention pour le volet 3 lorsque 50 % des ouvrages sont réalisés, en fournissant au directeur par courriel les documents suivants :

1° une copie de tous les permis requis aux fins des travaux;

2° une copie des factures détaillées poste par poste des fournisseurs démontrant qu'au moins 50 % des ouvrages sont réalisés;

3° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées au paragraphe 2°, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance.

40. Lorsque le requérant s'est conformé aux dispositions de l'article 39, le directeur approuve et effectue le second versement de la subvention conformément à cet article.

SOUS-SECTION 3
DERNIER VERSEMENT

41. Lorsque les ouvrages sont complétés, le requérant peut présenter au directeur par courriel, au plus tard le 30 novembre 2027, une demande de paiement du dernier versement de la subvention en fournissant les documents suivants :

1° un document qui atteste de la date de la fin des travaux signé par l'entrepreneur responsable de leur exécution;

2° une copie des factures et autres pièces détaillant les ouvrages réalisés et démontrant leur coût réel, qui n'ont pas été fournis antérieurement;

3° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées au paragraphe 2°, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance, qui n'a pas été fournie antérieurement;

4° un document synthèse des ouvrages détaillant, pour chacune des factures soumises, le nom du fournisseur, le montant total avant taxes, le mode de paiement et une référence à la preuve d'acquittement;

5° une copie de tous les permis requis aux fins des travaux, qui n'ont pas été fournis antérieurement;

6° des photographies montrant les travaux réalisés et les équipements installés;

7° lorsqu'une résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande de PPCMOI ou une résolution approuvant la demande d'usage conditionnel a été fournie en vertu du volet 1 ou du volet 2, une copie du certificat d'occupation en vigueur pour la salle de spectacle indépendante délivré par l'arrondissement ou la municipalité reconstituée si celle-ci n'a pas été fournie antérieurement dans le cadre des demandes présentées en vertu du présent programme;

8° une attestation de conformité de la réalisation d'une partie ou de l'ensemble des recommandations du rapport de l'étude acoustique signée par un spécialiste en acoustique;

9° une copie de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

10° une copie du plan de gestion sonore du bruit;

11° un document démontrant la réalisation d'au moins une action en transition écologique énumérée à l'annexe B;

12° un document démontrant la réalisation d'au moins trois actions qui constituent de bonnes pratiques en gestion sonore parmi celles énumérées à l'annexe C.

42. Lorsque le requérant s'est conformé à l'article 41, le directeur approuve et effectue le dernier versement qui équivaut au solde de la subvention pour le volet 3.

Lorsque le coût réel des ouvrages est inférieur au montant de la subvention versé en vertu des articles 38 et 40, le montant de la subvention est calculé en fonction du deuxième alinéa de l'article 36 et le requérant doit rembourser la différence dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

43. Lorsqu'en date du 30 novembre 2027, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu de l'article 41, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du volet 3. Dans un tel cas, le requérant doit rembourser le montant de la subvention pour le volet 3 versé en vertu des articles 38 et 40 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

44. Lorsque les ouvrages ne sont pas complétés en date du 31 juillet 2027, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention pour le volet 3 et il doit rembourser tout montant versé pour le volet 3 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

45. Le versement de toute subvention pour le volet 3 est suspendu tant que le requérant est en défaut de rendre les travaux conformes au Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 2) et aux exigences réglementaires applicables à ces travaux, dans le cas où ils ont été exécutés en dérogation de ces règlements.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamées à la Ville en compensation de la suspension de la subvention.

Si, en date du 31 octobre 2027, les ouvrages réalisés ne sont pas conformes, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention pour le volet 3 et il doit rembourser tout montant versé pour ce volet dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

46. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, effectuer une inspection de la salle de spectacle indépendante visée par une demande de subvention.

47. Le directeur peut consulter les registres comptables du requérant et obtenir sur demande auprès de celui-ci, et ce sans frais, toute preuve, copie de document et autre pièce justificative afin de vérifier l'utilisation de la subvention et le respect du présent règlement.

48. Le requérant ne peut s'opposer à une inspection de la salle de spectacle indépendante visée par sa demande ou refuser de donner suite à une demande du directeur formulée en vertu de l'article 46 sous peine d'annulation de toute subvention prévue au présent règlement. Dans un tel cas, tout montant versé en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, par le requérant dans les 30 jours suivant l'avis transmis par courriel par le directeur à cet effet et le requérant ne peut présenter aucune autre demande de subvention en vertu du présent règlement.

49. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude aux fins de l'application du présent règlement entraîne l'annulation de toute subvention prévue à celui-ci. Dans un tel cas, tout montant de subvention versé en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, par le requérant dans les 30 jours suivant l'avis transmis par courriel par le directeur à cet effet et le requérant ne peut présenter aucune autre demande de subvention en vertu du présent règlement.

50. Le requérant doit, dans tout document, véhicule promotionnel ou publicitaire relatif aux ouvrages, faire état, à l'aide des logos et des propositions graphiques mis à sa disposition par la Ville, du fait que la réalisation de son projet a bénéficié d'une subvention de la Ville.

51. En cas de changement du propriétaire ou du locataire de la salle de spectacle indépendante pour laquelle une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu du paragraphe 1º de l'article 16 ou du paragraphe 1º de l'article 32 et que le versement de la subvention n'est pas encore approuvé en vertu des articles 22, 26, 38, 40 ou 42, le nouveau propriétaire ou locataire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire ou le locataire précédent, s'il assume les mêmes obligations prévues au présent règlement.

52. En cas de changement du propriétaire ou du locataire de la salle de spectacle indépendante visée par la demande de subvention dans les cinq ans suivant la date à laquelle le solde de la subvention est versé en vertu de l'article 42, toute subvention versée en vertu du volet 2 et du volet 3 est annulée et doit être remboursée au comptant à la Ville par le requérant dans les 30 jours suivant l'avis transmis par courriel par le directeur à cet effet, sauf si le nouveau locataire ou le nouveau propriétaire maintient les usages de la salle de spectacle indépendante.

CHAPITRE IX
ORDONNANCES

53. Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° modifier les articles 7, 15 et 31 afin de supprimer, d'ajouter ou de modifier les documents qui y sont exigés;

2° modifier le paragraphe 3º de l'article 54 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2027 et modifier les dates prévues au paragraphe 3º de l'article 6 ainsi qu'aux articles 30, 41, 43, 44 et 45 en conséquence;

3° modifier l'annexe A, l'annexe B ou l'annexe C du présent règlement;

4° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

CHAPITRE X
FIN DU PROGRAMME

54. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date déterminée par ordonnance, selon le paragraphe 4° de l'article 53;

3° le 31 décembre 2027.

ANNEXE A
ÉTUDES

ANNEXE B
ACTIONS EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ANNEXE C
BONNES PRATIQUES DE GESTION SONORE

GDD 1248080003

ANNEXE A
ÉTUDES

SECTION I
ÉTUDE ACOUSTIQUE

1. Les informations suivantes doivent être intégrées dans le rapport de l'étude acoustique :

1° la méthodologie de l'étude incluant le ou les critères acoustiques utilisés pour quantifier les risques de nuisances sonores;

2° la description des caractéristiques pertinentes du bâtiment et des dispositions existantes mises en place pour limiter et contrôler les nuisances sonores (notamment le plan, l'emplacement d'espaces voisins à risque, l'emplacement d'ouvrants ou de sas);

3° la description des activités et des évènements de la salle de spectacle indépendante susceptibles de générer des nuisances sonores;

4° la description des caractéristiques pertinentes du système de sonorisation (notamment le plan avec la localisation des haut-parleurs et le mode d'accrochage des enceintes);

5° la caractérisation ou l'évaluation des niveaux sonores générés dans la salle;

6° la caractérisation de l'isolation acoustique de la salle de spectacle indépendante ou des espaces voisins à risque, incluant les chemins de transmission du bruit entre deux espaces;

7° à partir des éléments exigés aux paragraphes 5° et 6°, l'évaluation des niveaux sonores provenant de la salle de spectacle indépendante dans le ou les espaces à risque;

8° l'évaluation des risques de nuisances sonores et de non-conformité au règlement sur le bruit ou au règlement sur les nuisances sonores applicable à l'endroit où est situé la salle de spectacle indépendante visée par la demande de subvention;

9° les recommandations sur les solutions permettant de réduire les risques de nuisances sonores. Si le spécialiste en acoustique n'identifie aucune solution à cet égard, il doit en faire mention et le justifier.

SECTION II
ÉTUDE D'OPTIMISATION DU SYSTÈME DE SONORISATION

2. Les informations suivantes doivent être intégrées dans le rapport de l'étude d'optimisation du système de sonorisation :

1° la méthodologie de l'étude incluant le ou les critères acoustiques utilisés pour mesurer les risques de nuisances sonores;

2° la description des caractéristiques pertinentes du système de sonorisation (notamment le plan avec la localisation des haut-parleurs, le mode d'accrochage des enceintes, l'utilisation et les réglages d'équipements ou de solutions logicielles favorisant le contrôle des niveaux sonores);

3° les recommandations sur les solutions permettant de réduire les risques de nuisances sonores notamment l'optimisation et la localisation des éléments matériels du système de sonorisation, les sélections et réglages d'équipements ou de logiciels favorisant le contrôle des niveaux sonores. Si le spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore n'identifie aucune solution à cet égard, il doit en faire mention et le justifier.

ANNEXE B
ACTIONS EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1.	Utiliser du papier contenant des fibres post-consommation
2.	Bannir les bouteilles d'eau en plastique à usage unique (pour les artistes, les employés et le public)
3.	Utiliser des coupons vestiaire réutilisables (ex. en plastique) plutôt que des coupons à usage unique (ex. en carton)
4.	Utiliser des piles rechargeables pour les micros ou les walkies-talkies
5.	S'assurer de donner, de prêter ou de vendre les équipements techniques désuets
6.	S'informer sur les possibilités de réparation des équipements électroniques avant de les remplacer
7.	Augmenter l'utilisation d'équipements mutualisés
8.	Installer des îlots de tri à deux ou trois voies (déchet, recyclage, compostage) dans les salles communes, les loges et les halls d'accueil et mettre en place un affichage (par exemple au moyen de pictogrammes, d'indications écrites ou de système de couleurs)
9.	Mettre à la disposition du personnel ou de la clientèle des équipements dédiés à la récupération des contenants consignés pour qu'ils soient rapportés chez les détaillants ou donner à un organisme à but non lucratif (consigne sociale)
10.	Offrir au moins un point de dépôts pour la clientèle ou les employés pour les équipements électroniques, déchets électroniques, piles ou cartouche d'encre afin qu'ils soient acheminés vers des installations appropriées pour être reconditionnés ou recyclés
11.	Aller déposer le matériel non réutilisable (par exemple, des retailles de bois, des parties de métal) à l'écocentre ou à une autre entreprise récupérant ces matières
12.	Proposer un don volontaire aux spectateurs pour la compensation de l'émission des gaz à effet de serre
13.	Mettre en place de l'affichage afin de sensibiliser à l'économie d'énergie ou à l'économie d'eau
14.	Passer de l'éclairage incandescent à l'éclairage DEL

15.	Utiliser des produits d'entretien ménager écoresponsables
16.	Mentionner l'engagement en écoresponsabilité sur le site Internet
17.	Faire 2 publications par année sur les réseaux sociaux pour partager les actions responsables
18.	Fournir une boîte à suggestions aux employés et au public afin d'améliorer les pratiques environnementales

ANNEXE C
BONNES PRATIQUES DE GESTION SONORE

1.	Installer et régler des équipements et/ou des logiciels de traitement audio tel que des processeurs audios avec des fonctions de limiteurs, compresseurs et égalisateurs
2.	Installer et régler le système de mesure des niveaux sonores à l'intérieur de la salle
3.	Augmenter le nombre d'enceintes avec un système de multidiffusion (réduction des niveaux sonores dans certaines zones critiques de la salle)
4.	Découpler les sources sonores de leur support
5.	Contrôler la directivité des basses fréquences
6.	Suivre, en continu et en temps réel, les niveaux sonores générés à l'intérieur de la salle
7.	Réaliser des mesures acoustiques ou des tests d'écoute à l'extérieur de la salle ou dans les logements voisins
8.	Sensibiliser les employés et les sous-traitants à l'enjeu des nuisances sonores
9.	Former les employés au sujet de la réglementation et des principaux risques de nuisances sonores spécifiques à la salle de spectacle indépendante
10.	Mettre en place un affichage pour le personnel concernant les limitations de niveau sonores et la procédure de contrôle
11.	Mettre en œuvre une stratégie de communication avec le voisinage
12.	Participer à toute démarche de médiation initiée par un des services de la Ville
13.	Mettre en œuvre des actions pour préserver la santé auditive du public et des employés notamment par la mise à disposition des protections auditives, l'affichage des niveaux sonores ou d'informations relatives aux risques pour l'audition

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248080003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Objet :	Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDÉ - 1248080003 - Virement Service de la culture.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Agente comptable analyste
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-10

Habib NOUARI
Conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-0984
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1249443001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)»

Il est recommandé:
d'approuver le règlement modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes» (RCG 13-005)

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-08-22 13:48

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249443001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)»

CONTENU

CONTEXTE

La quote-part tarifaire est le moyen financier retenu afin que la répartition d'une partie du coût du programme de la Mesure de la consommation d'eau (MCE) soit effectuée sur la base des compteurs installés par chacune des municipalités liées. La quote-part tarifaire comporte cinq activités qui comprennent la fourniture de compteurs d'eau, la fourniture des accessoires de compteurs, la mise en conformité des entrées d'eau, l'installation de compteurs et l'exploitation.
Les tarifs liés à la fourniture de certains compteurs d'eau doivent être révisés. En effet, les ententes contractuelles pour les compteurs ont pris fin. Les nouvelles ententes contractuelles offrent une grille de prix différente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0587 - 22 septembre 2022 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) ».
CG19 0445 - 19 septembre 2019 - Adopter les règlements modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)» et le «Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)»

CG18 0486 - 20 septembre 2018 - Accorder deux contrats pour la fourniture de compteurs d'eau à la suite de l'appel d'offres 18-17019 : Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. fournira les compteurs de diamètres 40 mm, 50 mm, 250 mm et 300 mm pour une somme maximale de 825 764,25 $ taxes incluses et Les compteurs Lecompte Ltée fournira les compteurs de diamètres 16 mm à 25 mm pour une somme maximale de 834 327,59 $ taxes incluses.

CG18 0510 - 20 septembre 2018 - Adopter les règlements modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)» et le «Règlement du conseil d'agglomération

sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)» .

CG18 0045 - 7 mars 2018 - Accorder un contrat à Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 870 418,24 $ taxes incluses - Appel d'offres publique 17-16458 (4 soumissionnaires).

CG15 0649 - 29 octobre 2016 - Adopter le Règlement modifiant le « Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles» (RCG07-031) - (RCG13-004).

CG15 0648 - 29 octobre 2015 - Adopter le Règlement modifiant le « Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes» (RCG 13-005) afin de modifier la grille tarifaire.

CG14 0107 – 27 février 2014 – Adopter le Règlement modifiant le « Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière pour le Service de l'eau» (RCG 13-005).

CG13 0091 – 21 mars 2013 – Adopter le « Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière» pour le Service de l'eau.

CG13 0090 – 21 mars 2013 – Adoption du « Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles» (RCG 07-031).

CG13 0085 – 21 mars 2013 – Règlement modifiant le « Règlement du conseil d'agglomération sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles» (RCG07-031).

CG12 0238 - 21 juin 2012 - Adopter le « Règlement modifiant le règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles» (RCG 07-031).

CG07 0461 - 29 novembre 2007 - Adoption du « Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins résidentielles.»

DESCRIPTION

Les modifications réglementaires proposées reliées au RCG 13-005 toucheront les éléments suivants de l'Annexe A :
- mise à jour des grilles tarifaires pour l'acquisition de compteurs;

- changement de prix des émetteurs;

- ajout des prix pour des batteries de compteurs;

- mise à jour des coûts des lectures.

JUSTIFICATION

Un nouveau contrat pour l'achat de compteurs est octroyé selon les besoins opérationnels, compte tenu de la fin du projet. Ceci a pour effet, d'une part, de changer l'offre des compteurs disponibles pour les villes liées et d'autre part, de faire fluctuer les prix des

compteurs selon le marché, le prix des matériaux de fabrication et les nouvelles technologies disponibles à chaque nouveau contrat. L'agglomération, qui vend les compteurs par la suite aux villes liées, doit mettre à jour ses grilles tarifaires.
L'ajustement du coût des lectures, qui reflète l'expérience de campagnes de lectures sur plusieurs années, est nécessaire pour correspondre au plus près de la réalité des coûts engagés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces nouveaux tarifs seront pris en considération dans l'élaboration des futurs budgets de fonctionnement et des mises à jour du plan décennal d'immobilisations du Service de l'eau.

MONTRÉAL 2030

L'installation de compteurs d'eau répond à plusieurs engagements de la Ville de Montréal en matière de développement durable, notamment :
- à l'orientation de pratiquer une gestion responsable des ressources;
- à l'engagement de répertorier la consommation de l'eau par secteur d'activité;
- à la responsabilité environnementale accrue par la gestion durable de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour du règlement permettra d'éviter un déséquilibre financier pour l'agglomération entre l'activité d'acquisition des compteurs et la facturation de la quote-part aux villes liées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'approbation du sommaire décisionnel :
- communication aux villes liées des nouveaux tarifs et rappel de la possibilité d'utiliser le système de relève à distance de l'agglomération pour les compteurs équipés d'un émetteur compatible;
- application des nouveaux tarifs.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nadège PAGE
Agente de recherche

Tél : 514 212-3779
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-01

Maciej PIROG
Chef de section - compteurs

Tél : 514 280 0063
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
directeur(-trice) des reseaux d'eau
Tél : - -
Approuvé le : 2024-08-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-08-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249443001
Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Projet : Adopter le règlements modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)»

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce programme s'inscrit dans les priorités

17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :

Priorité 17 :
-Accroître l'exactitude de l'estimation des pertes d'eau et conséquemment, de celle du bilan de l'eau
-Amener les ICI à réduire leur consommation

Priorité 18 :
- Déterminer par déduction la consommation résidentielle et ainsi assurer une répartition équitable des coûts entre les secteurs

résidentiels et ICI
-Fournir au Service des finances la répartition de l'eau consommée entre types d'usagers pour ajuster équitablement la fiscalité montréalaise de l'eau et d'augmenter la fiabilité des données;
-Assurer l'équité entre les ICI sur la base de leur consommation

Priorité 20 :
-Tarification au volume consommé et répondre aux exigences de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable 2019-2025 du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)
-Mettre en place une tarification de l'eau au volume pour réduire le financement de l'eau par les taxes foncières.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale Il contribue à répondre à un approvisionnement en eau et à une répartition équitable de cette ressource sans compétition entre territoire et sans discrimination entre personnes vivant sur le territoire	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249443001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1249443001 - Règlement modifiant annexe A du RCG 13-005.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
Tél : 514-589-7591

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-08

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-589-7591
Division : Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 13-005-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOUNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

1. La section I de l'annexe A du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) est remplacée par l'annexe 1 du présent règlement.

2. La grille tarifaire relative à la lecture d'un compteur muni d'un émetteur de la section II de l'annexe A de ce Règlement est remplacée par l'annexe 2 du présent règlement.

ANNEXE 1
LA SECTION I DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOUNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

ANNEXE 2
LA GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA LECTURE D'UN COMPTEUR MUNI D'UN ÉMETTEUR DE LA SECTION II DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOURNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

_____

XX-XXX/1

ANNEXE 1
LA SECTION 1 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOURNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

SECTION I
ÉQUIPEMENT

Aux prix unitaires prévus aux grilles tarifaires de la présente section s'ajoutent, lorsqu'exigible, la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ).

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA FOURNITURE DE COMPTEURS		
Base tarifaire		***Prix unitaire***
DIAMÈTRE (mm)	***TYPE***	
15 (5/8 po)	MECANIQUE	**215,00 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**131,90 $**
20 (3/4 po)	MECANIQUE	**380,00 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**144,10 $**
25 (1 po)	MECANIQUE	**158,10 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**180,35 $**
40 (1 ½ po)	MECANIQUE	**404,22 $**
50 (2 po)	MECANIQUE	**971,43 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**2 980,41 $**
75 (3 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE	**2 126,69 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**3 543,58 $**
100 (4 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**3 602,76 $**
150 (6 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**3 697,74 $**
200 (8 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**3 741,06 $**

250 (10 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**3 883,82 $**
300 (12 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**4 506,85 $**

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA FOURNITURE D'ACCESSOIRES		
Base tarifaire		***Prix unitaire***
TYPE	***DIAMÈTRE (mm)***	
Adaptateur	15 x 20 (5/8 po x 3/4 po)	**7,82 $**
	15 x 25 (5/8 po x 1 po)	**9,68 $**
	20 x 25 (3/4 po x 1 po)	**8,99 $**
	25 x 50 (1 po x 2 po)	**64,21 $**
Raccord	20 (3/4 po)	**5,74 $**
	25 (1 po)	**9,80 $**
Joint d'étanchéité	20 (3/4 po) ronde	**0,20 $**
	25 (1 po) ronde	**0,25 $**
	40 (1 1/2 po) Ovale	**2,15 $**
	50 (2 po) Ovale	**1,45 $**
	50 (2 po) ronde 4 trous	**3,75 $**
	75 (3 po) ronde 4 trous	**4,00 $**
	100 (4 po) ronde 8 trous	**5,00 $**
	150 (6 po) ronde 8 trous	**6,00 $**
	200 (8 po) ronde 8 trous	**8,00 $**
	250 (10 po) ronde 12 trous	**15,00 $**
	300 (12 po) ronde 12 trous	**18,00 $**
Boulon	SS316 (5/8 po x 3 1/4 po)	**1,72 $**
	SS316 (3/4 po x 3 3/4 po)	**3,02 $**
	SS316 (1/2 po x 1 1/2 po) percé	**1,49 $**
	SS316 (5/8 po x 2 po)	**1,24 $**
	SS316 (5/8 po x 2 po) percé	**3,00 $**
	SS316 (5/8 po x 2 1/2 po)	**1,47 $**
	SS316 (5/8 po x 2 1/2 po) percé	**3,30 $**
	SS316 (5/8 po x 3 1/4 po) percé	**3,65 $**
	SS316 (3/4 po x 3 3/4 po) percé	**4,75 $**
	SS316 (7/8 po x 6 po)	**11,50 $**
	SS316 (7/8 po x 6 po) percé	**17,40 $**
Écrou	SS316 (5/8 po)	**0,41 $**
	SS316 (3/4 po)	**0,62 $**
	SS316 (7/8 po)	**1,15 $**
Rondelle	SS316 (1/2 po)	**0,16 $**
	SS316 (5/8 po)	**0,28 $**
	SS316 (3/4 po)	**0,50 $**

	SS316 (7/8 po)	**0,75 $**
Émetteur		**101,20 $**
Batterie de compteur		**420,85 $**
Registre de compteur	¾ po	**130,80 $**
Registre de compteur	1 po	**130,80 $**
Registre de compteur	1 ½ po	**130,80 $**
Registre de compteur	2 po	**130,80 $**

ANNEXE 2

LA GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA LECTURE D'UN COMPTEUR MUNI D'UN ÉMETTEUR DE LA SECTION II DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOURNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA LECTURE D'UN COMPTEUR MUNI D'UN ÉMETTEUR	
Base tarifaire	***Prix de l'acte***
Compteur / Tous les diamètres	**2,38 $**

XX-XXX/1

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1243867003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter le règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

Il est recommandé:
- d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux;

- d'adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires;

- d'adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-08-30 16:10

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243867003**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter le règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal œuvre activement depuis plusieurs années à accroître sa banque d'immeubles destinés à la création et à la préservation de logement social. Les efforts et les objectifs de la Ville en ce sens se poursuivent, car les besoins en logements sociaux demeurent bien réels. Il devient essentiel que la Ville puisse agir rapidement et développer des outils permettant de répondre à cette problématique avec agilité.
Parmi les moyens pour atteindre ces objectifs, la Ville a procédé à l'acquisition de plusieurs immeubles sur l'ensemble de son territoire. Ces acquisitions ont été réalisées par l'exercice du droit de préemption, de gré à gré, par expropriation, dans le cadre de la Stratégie d'inclusion et du RMM.

À ces acquisitions s'ajoutent plusieurs propriétés, appartenant déjà à la Ville, qui pourront être développés à des fins de logements sociaux et qui sont réservés au Service de l'habitation. La grande majorité de ces immeubles nécessiteront aussi une préparation préalablement à la réalisation d'un projet. Or dans leur forme actuelle, nos règlements d'emprunts ne permettent pas de financer les coûts associés à cette préparation.

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un nouveau règlement d'emprunt de 80 000 000 $ qui s'inscrit dans une stratégie d'investissement sur 10 ans. Ce règlement permettra de financer l'acquisition de terrains et de bâtiments par la Ville pour pérenniser le caractère abordable des logements locatifs existants et aussi pour développer de nouveaux logements sociaux. Il servira aussi à financer la préparation des immeubles municipaux existants ou ceux qui seront acquis, préalablement à la réalisation d'un projet de logements sociaux.

Le dossier porte aussi sur la modification des règlements d'emprunt existants (21-020 et 24-029) afin de financer la préparation des immeubles déjà acquis ou qui seront acquis ultérieurement, préalablement à la réalisation d'un projet de logements sociaux. Rappelons que ces finalités sont de compétence d'agglomération.

L'usage initiale prévu avec ces règlements d'emprunts (21-020 et 24-029) soit, l'acquisition d'immeuble à des fins d'habitation notamment social, est maintenue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0401 – 20 juin 2024 – Adopter un règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux ;

CG21 0634 - 30 septembre 2021 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux ;

CG18 0468 - 24 septembre 2018 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaire ;

CG15 0117 - 26 février 2015 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le but de constituer une réserve foncière à des fins de logements sociaux.

DESCRIPTION

L'objectif principal poursuivi par la création de ce nouveau règlement est l'acquisition d'immeubles et la préparation des sites. Le nouveau règlement permettra aussi de financer d'autres dépenses pour effectuer certains travaux préalables au développement d'un projet. Ces dépenses (incluant les frais professionnels, d'expertises et autres dépenses incidentes s'y rattachant) pourraient se produire dans les cas où des interventions d'urgence, de mise aux normes ou pour sécuriser les lieux seraient requises sur les immeubles acquis. Tous travaux jugés nécessaires pour maintenir ou augmenter la valeur de l'actif ou encore la sécurité des lieux pourraient aussi être assumés par ce nouveau règlement.
Quant aux règlements d'emprunts (21-020 et 24-029), l'objectif principal des modifications est de permettre la préparation des immeubles préalablement au développement d'un projet ou à leur vente à un organisme. Parmi les dépenses qui pourraient être assumées par la présente demande de modification, et de manière non exhaustive, on compte notamment :

- Les études (archéologiques, de caractérisations et géotechniques);
- Les coûts de déconstruction incluant les études, et les frais de permis de démolition;
- La coupe d'arbres lorsque requis;
- La décontamination;
- La conservation d'une façade ou d'une volumétrie, d'une composante architecturale d'origine ou tout autres éléments significatifs ;

- Toutes autres études, frais et travaux spécifiques à la nature particulière d'un immeuble.

JUSTIFICATION

La Ville détient un nombre important d'immeubles dont des bâtiments qui seront à démolir, des terrains à décontaminer et des sites à préparer afin d'accueillir un projet d'habitation.

Une grande partie de la banque de terrains ainsi constituée peut difficilement être développée à brève échéance. Dans un contexte où les projets soumis à la Ville présentent souvent des délais de réalisation très contraignants pour les OBNL porteur, il convient d'agir en amont sur les immeubles de cette banque afin qu'ils soient davantage prêts à être développés.

Il en résultera une offre de logements social plus grande, ce qui permettrait :

- De répondre aux objectifs de maintien et d'agrandissement du parc immobilier résidentiel réservé à des fins de logements sociaux établis par l'administration municipale ;
- De répondre aux objectifs de réalisation de logements sociaux fixés dans le cadre de planification détaillée de secteurs prioritaires (QIR, PDUES, PPU, etc.).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce nouveau règlement d'emprunt de 80 000 000 $ qui concerne les immeubles pour fins de conservation (PDI 13002) ainsi que la modification des règlements d'emprunts existants (21-020 et 24-029, PDI 48009 – revente), permettront de poursuivre et de valoriser les acquisitions, futures et passées, d'immeubles destinées à accueillir des projets d'habitations sociales. Les dépenses à être assumées comprennent les honoraires professionnels, les frais d'études, les coûts relatifs aux interventions nécessaires à la sécurisation, à un changement de vocation et tous les travaux jugés nécessaires pour maintenir ou augmenter la valeur de l'actif ou encore la sécurité des lieux incluant les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Ces règlements d'emprunts sont de compétence d'agglomération et la disponibilité des crédits doit être assurée par le service municipal requérant soit le Service de l'habitation dans le cas présent. Le nouveau règlement d'emprunt et la modification des règlements existant devrons être approuvés par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

L'information budgétaire détaillée se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse Montréal 2030 apparaît en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La diminution du parc locatif abordable existant et le retrait d'immeubles propices à la réalisation de logements à des fins d'habitation pourrait se poursuivre et s'accentuer. L'impossibilité de préparer les immeubles municipaux avant leur développement pourrait retarder la réalisation de logements sociaux et compromettre les engagements pris par la Ville dans la réalisation de logements de cette nature.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communications, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation MAMH

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain V VAILLANCOURT
Conseiller en développement de l'habitation - Chef d'équipe

Tél : 438 829-9814
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-05-21

Sylvain THÉRIAULT
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-08-30

Eric GOSSET
directeur(-trice) salubrite et programmes
Tél : 438-354-1236
Approuvé le : 2024-08-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1243867003
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*

Projet : Adopter – un règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis sur les emplacements municipaux existants ou sur ceux qui seront acquis pour la réalisation de logements sociaux ; Approuver la modification des règlements d'emprunts (21-020 et 24-029) afin d'inclure les travaux préparatoires sur les emplacements municipaux existants ou sur ceux qui seront acquis.

.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *7-* Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 7- Pour la période 2022 à 2031, les acquisitions projetées permettront la réalisation de nouveaux logements abordables ainsi que le maintien de logements abordables existants.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● **Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990** ● **Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030** ● **Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales** ● **Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050**			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 80 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'IMMEUBLES ET LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES REQUIS POUR LA RÉALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 80 000 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition d'immeubles ainsi que certains travaux préparatoires, notamment les travaux de déconstruction et de décontamination requis pour la réalisation de logements sociaux.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, les coûts relatifs aux interventions nécessaires à la sécurisation des immeubles acquis et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243867003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Objet :	Adopter le règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1243867003 - Acquisition d'immmeubles logements sociaux.docx

EV - 1243867003 - Règl. mod. RCG21-020.doc

EV - 1243867003 - Règl. mod. RCG24-029.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-29

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 5148720128

Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 95 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'IMMEUBLES REQUIS DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX (RCG 21-020) AFIN D'AJOUTER LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) est modifié par l'ajout, après « d'immeubles », de « et les travaux préparatoires ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par l'ajout, après « d'immeubles », de « ainsi que certains travaux préparatoires, notamment les travaux de déconstruction et de décontamination ».

_____

GDD1243867003

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 65 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'IMMEUBLES REQUIS DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX (RCG 24-029) AFIN D'AJOUTER LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) est modifié par l'ajout, après « d'immeubles », de « et les travaux préparatoires ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par l'ajout, après « d'immeubles », de « ainsi que certains travaux préparatoires, notamment les travaux de déconstruction et de décontamination ».

_____

GDD1243867003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1243867003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Objet :	Adopter le règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1243867003 - 13002 Hab.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-30

Ariane LATOUR
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1248862002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables de l'agglomération de Montréal.

Il est recommandé:
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables de l'agglomération de Montréal.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-04 08:55

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248862002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables de l'agglomération de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Donnant suite à l'adoption du programme décennal d'immobilisations 2024-2033 (PDI) par le conseil d'agglomération, le Service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les programmes et les projets y figurant, dont le programme Réseau Express Vélo et des travaux de développement du réseau cyclable.
Le programme Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable est considéré comme un programme d'envergure récurrent, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0091 - 23 février 2023 Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000$ afin de financer les travaux des aménagements cyclables dans la cadre du programme triennal d'immobilisation 2023-2025 (GDD 1228862003).

CG20 0711 - 23 février 2021 Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000$ afin de financer les travaux des aménagements cyclables dans la cadre du programme triennal d'immobilisation 2021-2023 (GDD 1208862001).

CG20 0049 - 30 janvier 2020 1) Approuver la modification au Plan de transport 2008 quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal; 2) Adopter le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005).

CG19 0556 - 13 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

CG19 0446 - 19 septembre 2019 - 1) Approuver la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal; 2) Adopter le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005).

CG18 0467 - 21 juin 2018 - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables (GDD 1184560002).

CG16 0212 - 24 mars 2016 - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000$ afin de financer les travaux des aménagements cyclables (GDD 1154560002).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables prévus au programme Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable de l'agglomération de Montréal pour combler les besoins prévus à hauteur de 30 000 000 $ par année.
La programmation de la réalisation de l'ensemble des projets d'aménagements cyclables est présentée chaque année afin de répondre aux besoins de développement, de mise à niveau et d'aménagements temporaires dans le cadre de la gestion des chantiers.

Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser les travaux d'aménagement des voies cyclables ainsi que l'acquisition des immeubles nécessaires à la réalisation des projets. Les voies cyclables visées font partie du Plan de Transport révisé en 2019 (CG19 0446) et ont été identifiées comme infrastructures d'intérêt collectif relevant de l'agglomération de Montréal (CG20 0049) .

Il permettra aussi de financer les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'étude, de conception et de surveillance des travaux ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur de ce règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux prévus au programme Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable identifié au Plan Vélo revisé.
Les travaux vont favoriser les transports actifs (piétons et vélos) et collectifs et offrir des aménagements répondant aux attentes citoyennes.

L'adoption du règlement permettra également de réduire les délais administratifs lors de l'octroi des contrats et, par conséquent, permettra de réaliser plus rapidement les travaux requis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'objet de ce règlement d'emprunt est prévu au programme décennal d'immobilisations, volet agglomération, dans le cadre du programme Réseau Express Vélo et de développement du réseau cyclable de l'agglomération de Montréal PDI 2024-2033 (projet Investi 45000).
Les prévisions de dépenses du programme sont actuellement de 30 000 000 $ par année pour les années 2024 à 2026.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations qui seront assumés à 100% par l'agglomération de Montréal à même le PDI du Service de l'Urbanisme et de la Mobilité.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG18 0018.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle et ce, en raison de sa nature administrative et du type de décision recherchée.(voir grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'obtention du règlement d'emprunt additionnel aura un impact sur la conception et la réalisation des travaux prévus dans le programme et inscrits au PDI 2024-2033.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt : Conseil d'agglomération - 19 septembre 2024
Adoption : Conseil d'agglomération - 24 octobre 2024
Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Prise d'effet : à la date de publication du règlement
Octroi des contrats : dès novembre 2024
Exécution des travaux : dès janvier 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Roxana ONOAE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle
Raynald MACHER-POITRAS, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mona NOVAC
Contrôleuse de projet

Tél : 514-280-2098
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-24

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248862002*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : ***Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables de l'agglomération de Montréal.***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *1. Réduction des émissions de GES (action 1)* *2. Accroissement et diversification de l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles (action 3)* *3. Consolider un filet social fort, [...] et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire (action 9)*			

4. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (action 19)

5. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (action 20)

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Chaque ajout de vélo contribue à réduire les émissions de GES en permettant d'augmenter le nombre de déplacements fait par les usagers et de l'automobile. Le projet a pour objectif de permettre de faire plus de déplacements.

2. Les mesures priorisant le transport à vélo et à pied permettent d'augmenter l'offre de service étant donné que les déplacements se feront sur une piste multifonctionnelle exclusive aux piétons et cyclistes.

3. Développement du réseau cyclable équitable sur tout le territoire montréalais.

4. Cela favorise les modes de transports actifs et durables en toute sécurité, même les jours de pluie.

5. Assure à Montréal une meilleure visibilité et un meilleur classement des villes offrant un meilleur transport actif.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248862002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables de l'agglomération de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1248862002 - Aménagements cyclables.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-01

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 90 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DES AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme des immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 90 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux des aménagements cyclables, incluant notamment le coût des acquisitions d'immeubles.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1248862002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248862002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables de l'agglomération de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248862002 - 45000 SUM - Agglo.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Roxana ONOAE
Agent comptable analyste
Tél : 514 872-3245

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-25

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872 -0709
Division : Service des finances-DCSF

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1245326009

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement l'Entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2027 pour l'affectation d'une (1) ressource policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), pour une durée de trois (3) ans; avec la possibilité de renouvellement d'une année additionnelle / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 118 410$ / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un (1) poste policier pour la durée de l'entente.

Il est recommandé au Conseil d'Agglomération :

1. d'autoriser rétroactivement l'Entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2027 pour l'affectation d'une (1) ressource policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), pour une durée de trois (3) ans; avec la possibilité de renouvellement d'une année additionnelle ;

2. d'autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 118 410$;

3. d'autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel ;

4. d'autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un (1) poste policier pour

la durée de l’entente ;

5. d'autoriser les Direction du SPVM à signer l'Entente de prêt de service au nom de la Ville de Montréal.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-09-09 19:25

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245326009**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement l'Entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2027 pour l'affectation d'une (1) ressource policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), pour une durée de trois (3) ans; avec la possibilité de renouvellement d'une année additionnelle / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 118 410$ / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un (1) poste policier pour la durée de l'entente.

CONTENU

CONTEXTE

Au cours des dernières années, beaucoup d'efforts ont été déployés au Québec pour lutter contre les organisations criminelles et la violence qui leur est associée. Dans cette optique, et dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs FACVAFG qui vise à renforcer les efforts visant à prévenir, empêcher et contrer la violence liée aux armes à feu et aux gangs, la Sûreté du Québec a mis en place le Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF). En effet, le CQDAAF sera responsable de traiter les demandes de dépistage de l'ensemble des organisations policières du Québec.
Le CQDAAF est composé d'une équipe d'enquêteurs dédiés aux dépistages des armes à feu, dont la mission principale est d'intensifier davantage la lutte contre la violence armée et l'approvisionnement en armes à feu illégales saisies au Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Face à la montée des événements impliquant des armes à feu, la Ville de Montréal et le SPVM souhaitent lutter contre le trafic d'armes sur son territoire en bonifiant la lutte contre l'importation, le trafic, l'utilisation et la possession d'armes à feu. La Ville et le SPVM souhaitent donc participer et contribuer aux activités du CQDAAF.
À ce sujet, la Ville et la SQ souhaitent convenir d'une entente de prêt de service prévoyant l'affectation d'une ressource policière du SPVM à la SQ afin de participer exclusivement aux activités du CQDAAF; et ce, pour la période allant du 1er avril 2024 au 31 mars 2027.

JUSTIFICATION

Les organisations criminelles, ainsi que la violence qui leur est associée, constituent un enjeu en matière de sécurité publique dans la grande région de Montréal.
Aussi, et face à la montée des événements impliquant des armes à feu, la Ville de Montréal et la SPVM souhaitent lutter contre le trafic d'armes sur son territoire en bonifiant la lutte contre l'importation, le trafic, l'utilisation et la possession d'armes à feu.

En effet, le prêt de service de la ressource policière au CQDAAF permettra au SPVM et à la Ville de Montréal de contrer la violence armée et l'approvisionnement en armes à feu. Les ressources prêtées apporteront une expérience considérable au sein de leur unité en matière de dépistage d'armes à feu et de sécurité urbaine. Cette collaboration vise une meilleure sécurisation des communautés en luttant contre la criminalité. Elle contribuera à la préservation du sentiment de sécurité de la population montréalaise en plus d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

Le présent dossier décisionnel vise donc à autoriser rétroactivement le prêt de service d'une (1) ressource policière du SPVM à la SQ pour participer aux opérations du CQDAAF, pour une période d'affectation de trois (3) ans débutant le 1er avril 2024 avec une possibilité de prolongation pour une année additionnelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La VILLE continue, pendant la durée de la période d'affectation, à rémunérer le Policier désigné, en contrepartie de son travail au sein de l'Équipe, à son taux de salaire normal, incluant les heures supplémentaires et les avantages sociaux rattachés à son statut d'employé de la VILLE, selon les modalités prévues à la convention collective, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre par la VILLE. La VILLE continue d'assumer toute dépense admissible, conformément à la convention collective intervenue entre la VILLE et l'association qui représente le Policier désigné.

La SÛRETÉ rembourse à la VILLE, pour le Policier désigné, un montant forfaitaire de 157 875 $ par année. Ce montant est octroyé pour la prestation de travail régulière du Policier désigné ainsi que pour la réalisation des heures supplémentaires.

La SÛRETÉ rembourse aussi à la VILLE les frais afférents aux dépenses admissibles encourus pour le Policier désigné.

Pour la durée de l'entente qui se termine au 31 mars 2027, le coût et le financement liés à la ressource prêtée de grade Agent sont détaillés comme suit :

COÛTS	2024 (avril à déc.)	2025	2026	2027 (janvier à mars)	TOTAL

Rémunération et avantages - policiers	118 410 $	157 875 $	160 700 $	40 400 $	**477 385 $**
FINANCEMENT	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**TOTAL**
Revenus de prêt d'employés - SQ	118 410 $	157 875 $	157 875 $	39 470 $	**473 630 $**
Écart	0 $	0 $	(2 825 $)	(930 $)	**(3 755 $)**
Budget de fonctionnement (SPVM)	0 $	0 $	2 825 $	930 $	**3 755 $**
ÉCART NET	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**

Pour 2024, un budget additionnel de 118 410 $ pour les revenus et les dépenses est requis et sans impact sur le cadre financier de la Ville. De plus, un ajustement à la base budgétaire pour les années 2025 à 2027 est aussi requis, et ce, tel que détaillé dans l'intervention du Services des finances et de l'évaluation foncière.

L'entente de prêt prévoit également une prestation maximale de 300 heures de temps supplémentaire, ce coût est estimé à 80 107$ pour la durée de l'entente.

Toutefois, le SPVM, dans sa revue des activités en cours et sa stratégie des mesures à mettre en place, effectuera une gestion des postes vacants, du calendrier d'embauche, et n'autorisera pas de temps supplémentaire s'il ne peut faire l'objet d'un remboursement. À ce jour, il n'y a aucune heure de temps supplémentaire qui a été effectuée. Advenant un dépassement de coûts, ils seront expliqués dans les résultats de fin d'année.

Le prêt prévoit l'affectation temporaire d'une ressources policière et requiert l'augmentation de l'effectif au sein du SPVM selon la variation annuelle suivante :

AP	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
Année-personnes (A-P)	0.75	1.0	1.0	0.25	0.00
Variation	**0.75**	**0.25**	**0.0**	**(0.75)**	**(0.25)**

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, (article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Par contre, ces dépenses seront compensées par un revenu supplémentaire qui lui est attribué par le présent dossier.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Il s'arrime avec 2 grandes orientations du plan stratégique (solidarité, équité et inclusion / innovation et créativité), et ce, en assurant la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF) permet de renforcer la lutte au crime organisé. La collaboration entre le SPVM et la SQ relative au mandat du CQDAAF est donc indispensable à la réussite de sa mission, notamment sur le territoire montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le SPVM sera responsable d'assurer le volet médiatique opérationnel, de communiquer les annonces et de faire le lien avec la SQ pour coordonner les sorties dans les médias.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Line DESJARDINS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Karine MARTEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie BOURBONNAIS, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Sophie BOURBONNAIS, 30 août 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ali ILARZEG
PSA

Tél : 514 465-4386
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-30

Daniel DA CUNHA GONCALVES
inspecteur(-trice)-chef police

Tél : 514-280-7750
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2024-09-06

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2024-09-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[124536009]*
Unité administrative responsable : *[Module Missions internationales et services affaires]*
Projet : *[Prêt de service au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF) de la SQ]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, 'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;

19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

8 – En prêtons une ressource policière à la SQ, le SPVM contribuera à contrer la violence armée et l'approvisionnement en armes à feu. La ressource prêtée apportera certainement une expérience considérable au sein de leur unité en matière de lutte contre le trafic des armes à feu et de sécurité urbaine.

19 - Le prêt de service d'une ressource policière du SPVM à la SQ, viendra préserver le sentiment de sécurité de la population montréalaise et de prévenir une nouvelle guerre de pouvoir entre les différents groupes criminels œuvrant dans le trafic et la distribution des armes à feu.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1245326009

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Objet :	Autoriser rétroactivement l'Entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2027 pour l'affectation d'une (1) ressource policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), pour une durée de trois (3) ans; avec la possibilité de renouvellement d'une année additionnelle / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 118 410$ / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un (1) poste policier pour la durée de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Cette intervention vise à confirmer la validité de l'entente de prêt de service quant à sa forme et son contenu.

FICHIERS JOINTS

Entente_CQDAAF_SPVM_2024-2027_VF.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate
Tél : 438 354-8210

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-06

Audrey LÉVESQUE
chef(fe) de division - affaires civiles
Tél : 514 652-7517
Division : Service des affaires juridiques , Direction

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
5 septembre 2024
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE

RELATIVE AU PRÊT DE SERVICES D'UN POLICIER DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU

ENTRE

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC,

corps de police national, dont le grand quartier général est situé au 1701, rue Parthenais, Montréal, Québec, H2K 3S7, représentée par Madame Johanne Beausoleil, en sa qualité de directrice générale de la Sûreté du Québec

(ci-après appelée la « SÛRETÉ »)

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL

personne morale de droit public représentée aux fins des présentes par monsieur Fady Dagher, directeur du Service de police de la Ville de Montréal, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'agglomération

(ci-après appelée la « VILLE »)

La SÛRETÉ et la VILLE sont ci-après désignées « les parties »

SEPTEMBRE 2024

GGB

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'article 9 de la *Loi sur le ministère de la Sécurité publique* (RLRQ, c.M-19.3) confie au ministre de la Sécurité publique, notamment, le mandat d'assurer l'application des lois relatives à la police et de favoriser la coordination des activités policières ;

ATTENDU QUE selon le *Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence* (RLRQ, c. P-13.1, r. 6), la SÛRETÉ a, entre autres, la responsabilité d'effectuer la coordination policière de la lutte contre le crime organisé ;

ATTENDU QUE les organisations criminelles, ainsi que la violence qui leur est associée, constituent un enjeu en matière de sécurité publique dans la grande région de Montréa l;

ATTENDU QUE la SÛRETÉ a mis en place le Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF);

ATTENDU QUE la VILLE souhaite participer et contribuer aux opérations du CQDAAF ;

ATTENDU QUE les parties souhaitent convenir par la présente d'une entente de prêt de service prévoyant l'affectation d'un membre policier du Service de police de la Ville de Montréal (ci-après appelé « SPVM ») exclusivement au CQDAAF ;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle a remis une copie dudit Règlement à la SÛRETÉ.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1. DÉFINITIONS

1.1.1. Aux fins de la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et termes suivants signifient :

a) **Annexe 1** : Liste des dépenses admissibles.

b) **Annexe 2** : Modalités de facturation.

c) **Annexe 3** : Attestation du Policier désigné.

d) **Annexe 4** : Convention collective de travail intervenue entre la VILLE et la Fraternité des policiers et policières de Montréal, (« Convention collective »), modifiée de temps à autre.

e) **Annexe 5** : Règlement sur la politique de respect de la personne et règlement sur le Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal, modifiés de temps à autre.

f) **Annexe 6** : Procédure annexée au Communiqué 2015-15 du ministère de la Sécurité publique concernant la communication des inconduites policières lors de procédures judiciaires.

g) **Équipe :** Centre québécois de dépistage des armes à feu de la SÛRETÉ (CQDAAF).

h) **Exercice financier** : Du 1er avril au 31 mars de chaque année applicable à la présente entente.

i) **Période d'affectation :** Période généralement fixée à trois (3) ans à partir de la date de début de l'affectation du Policier désigné prévue à l'Annexe 3, avec une possibilité de prolongation pour une année additionnelle selon les modalités de la présente entente.

j) **Policier désigné** : Un membre policier appartenant au SPVM et faisant l'objet d'un prêt de services à la SÛRETÉ afin d'être affecté(s) aux opérations à être menées par l'Équipe, conformément aux conditions prévues à la présente entente.

k) **Prêt de service** : Prêt de service d'un maximum de 1 membre policier du SPVM affectés à l'Équipe conformément aux termes de la présente entente.

1.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.2.1. La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties quant au Prêt de service d'un membre policier du SPVM à la SÛRETÉ affectés aux opérations à être menées par l'Équipe. Toute autre entente non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

1.2.2. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

1.2.3. Les annexes mentionnées et jointes à la présente entente en font partie intégrante. Les parties reconnaissent en avoir reçu une copie, les avoir lues et consentent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées. En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaudra.

1.2.4. Les dispositions de la présente entente n'ont pas pour effet d'autoriser une partie à engager des frais ou à contracter des dettes au nom de l'autre partie, ni à agir à titre de représentant de l'autre partie.

1.3. COMPUTATION DES DÉLAIS

Aux fins de la computation des délais fixés à la présente entente, lorsque les délais prévus pour remplir une obligation expirent un samedi ou un jour férié au sens de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16), cette obligation pourra être valablement remplie le premier jour ouvrable suivant.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à énoncer les modalités régissant le Prêt de service d'un maximum d'un (1) membre policier du SPVM à la SÛRETÉ pour participer aux opérations à être menées par l'Équipe. Le Policier désigné doit fournir son consentement par la signature de l'attestation jointe en Annexe 3.

La SÛRETÉ reconnaît et accepte que la VILLE ne sera pas considérée en défaut de ses obligations en vertu de la présente entente advenant qu'aucun membre policier ne fournisse son consentement par la signature de l'attestation afin d'y être affecté. Toutefois, la SÛRETÉ ne remboursera les dépenses prévues aux articles 5.1 et 5.2 qu'à l'égard du Policier désigné réellement affecté à l'Équipe et qu'à compter de la date de début de l'affectation précisée à l'Annexe 3.

3. PROCESSUS DE SÉLECTION DU POLICIER DÉSIGNÉ

3.1. La VILLE s'engage à fournir à la SÛRETÉ une liste de membres policiers de son service de police pouvant être affectés à la SÛRETÉ, afin d'occuper la fonction d'enquêteur ou autre fonction indiquée à l'attestation en Annexe 3, au sein de l'Équipe. Les membres policiers proposés par la VILLE doivent avoir suivi ou avoir débuté le programme de formation initiale en enquête policière de l'École nationale de police du Québec (ÉNPQ).

3.2. La VILLE s'engage à effectuer une vérification préalable des inconduites policières de tout membre policier proposé à la SÛRETÉ, dans le but de s'assurer de la compatibilité de celles-ci, le cas échéant, avec les fonctions que le policier sera appelé à assumer au sein de l'Équipe. Le policier doit répondre aux critères d'honnêteté et d'intégrité définis dans l'arrêt McNeil ([2009] 1 RCS 66), tels que précisés par la procédure annexée au Communiqué 2015-15 du ministère de la Sécurité publique concernant la communication des inconduites policières lors de procédures judiciaires, jointe en annexe. La VILLE s'engage à transmettre les résultats de ces vérifications à l'officier responsable de l'Équipe.

3.3. Parmi les membres policiers proposés par la VILLE, la SÛRETÉ désigne le membre policier du SPVM qui fera partie de l'Équipe.

3.4. La VILLE effectue les vérifications relatives au processus d'habilitation sécuritaire du membre policier sélectionné, incluant les vérifications à l'égard des membres de leur famille et des personnes avec qui ils cohabitent actuellement. La VILLE s'engage à confirmer par courriel à l'officier responsable de l'Équipe la réussite du processus d'habilitation sécuritaire. Les vérifications pourront être effectuées de nouveau en cas de prolongation d'affectation d'un Policier désigné, à la demande de la SÛRETÉ.

3.5. Une fois les vérifications complétées, la VILLE transmettra au membre policier sélectionné l'attestation jointe en Annexe 3, complétée par la VILLE, pour fins de signature. L'attestation dûment signée par le Policier désigné est transmise aux représentants des parties.

3.6. À tout moment, les parties se communiquent toute information pouvant mettre en doute l'intégrité ou l'honnêteté d'un Policier désigné.

4. OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1. La VILLE s'engage à prévoir une période d'affectation de trois (3) ans pour le Policier désigné détaché à la SÛRETÉ, avec possibilité de prolongation pour une année additionnelle.

4.1.1. La VILLE peut, suivant un préavis écrit de trente (30) jours, prolonger, remplacer, rappeler temporairement ou retirer un Policier désigné de son service, sous réserve du respect des modalités prévues à l'article 4.1 et à l'article 3 de la présente entente. Selon les circonstances et sur entente avec l'officier responsable de l'Équipe, la VILLE peut rappeler un Policier désigné dans un délai inférieur à trente (30) jours.

4.2. La VILLE continue, pendant la durée de la Période d'affectation, à rémunérer le Policier désigné, en contrepartie de son travail au sein de l'Équipe, à son taux de salaire normal, incluant les heures supplémentaires et les avantages sociaux rattachés à son statut d'employé de la VILLE, selon les modalités prévues à la convention collective, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre par la VILLE.

4.3. Pendant la durée de la Période d'affectation, la VILLE continue de veiller à ce que le Policier désigné obtienne toute formation requise et maintienne les compétences nécessaires liées à ses fonctions à la VILLE.

4.4. La VILLE continue d'assumer toute dépense admissible, conformément à la convention collective intervenue entre la VILLE et l'association qui représente le Policier désigné.

4.5. La facturation produite par la VILLE pour obtenir le remboursement du montant forfaitaire prévu à l'article 5.1 pour le prêt de services du Policier désigné, ainsi que des dépenses admissibles prévues à l'Annexe 1, doit respecter les modalités de facturation édictées à l'Annexe 2.

4.6. En fin d'exercice financier, une facture estimative des coûts non réclamés pour l'exercice financier en cours est préparée par la VILLE et présentée à la SÛRETÉ, au plus tard le quinze (15) mars de l'exercice en cours. La facture finale est préparée par la VILLE et présentée avant le 30 avril de l'exercice financier suivant à la SÛRETÉ pour son remboursement, le cas échéant.

4.7. La VILLE s'engage à rembourser dans un délai de soixante (60) jours tout montant versé en trop réclamé par la SÛRETÉ.

5. OBLIGATIONS DE LA SÛRETÉ

5.1. La SÛRETÉ rembourse à la VILLE, pour le Policier désigné, un montant forfaitaire de 157 875 $ par année (13 156,25 $ par mois). Ce montant est octroyé pour la prestation de travail régulière du membre, y incluant la rémunération et les avantages sociaux, ainsi que pour la réalisation des heures supplémentaires prévues à l'article 6.14.

5.2. La SÛRETÉ rembourse aussi à la VILLE les frais afférents aux dépenses admissibles encourus pour le Policier désigné. Les dépenses admissibles sont prévues l'Annexe 1. Ces dépenses doivent être autorisées au préalable par l'officier responsable de l'Équipe.

5.3. Aux fins du calcul des dépenses admissibles prévues à l'Annexe 1, il est convenu que le bureau de l'Équipe, situé au 2100, avenue Pierre-Dupuy, à Montréal, constitue le port d'attache du Policier désigné.

5.4. Les remboursements sont effectués à la VILLE sur réception de la facturation et des pièces justificatives.

5.5. Pendant la durée de la période d'affectation, la SÛRETÉ veille à offrir au Policier désigné toute formation spécialisée dont il aurait besoin afin d'exécuter ses fonctions au sein de l'Équipe et assume les frais associés à de telles formations.

5.6. À l'arrivée d'un nouveau Policier désigné au sein de l'Équipe, l'officier responsable de l'Équipe veille à lui remettre une copie de la présente entente et s'assure qu'il en prenne connaissance.

6. STATUT DU POLICIER DÉSIGNÉ ET PRESTATION DE TRAVAIL

6.1. Les conditions et modalités mentionnées à la présente entente sont applicables, le cas échéant, au Policier désigné.

6.2. Le Policier désigné exercera les fonctions d'enquêteur ou autre au sein de l'Équipe, selon l'accord entre la SÛRETÉ et le SPVM.

6.3. Le Policier désigné demeure un employé de la VILLE pendant sa Période d'affectation.

6.4. Dans le cadre de son affectation, le Policier désigné est sous l'autorité opérationnelle de l'officier responsable de l'Équipe ou de son remplaçant. À cette fin, le Policier désigné est assujetti aux politiques de gestion, méthodes et procédures applicables au sein de la SÛRETÉ. Dans l'éventualité où le Policier désigné se considère devant une politique ou une directive qui soit incompatible avec celle de la VILLE, il doit se référer à l'officier responsable de l'Équipe, qui fera le lien avec l'officier responsable de la VILLE ou son représentant pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances de sa Période d'affectation.

6.5. L'officier responsable de l'Équipe ou son remplaçant supervise le Policier désigné et a le pouvoir de formuler à son intention et en termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires à la réalisation des objectifs de l'Équipe. La VILLE et la SÛRETÉ doivent se communiquer dans les plus brefs délais tous les renseignements pertinents concernant toutes problématiques relatives au travail et au comportement du Policier désigné.

6.6. L'officier responsable de l'Équipe transmet mensuellement à l'officier responsable de la VILLE ou son représentant les formulaires d'assiduité et un rapport faisant état de toutes les absences, vacances et congés pris pendant la Période d'affectation du Policier désigné.

6.7. La SÛRETÉ fournit au Policier désigné un lieu de travail et le matériel dont il a besoin pour exercer ses fonctions au sein de l'Équipe, y incluant notamment le matériel informatique et de téléphonie.

6.8. Le Policier désigné demeure sous l'autorité administrative de la VILLE. Il doit continuer de se conformer aux exigences des lois et règlements visant son service de police, à savoir la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1), avec ses modifications successives, le Code de déontologie des policiers du Québec (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal, (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), le Code de conduite du personne de la Ville de Montréal (RCG 12-026) et la Politique de respect de la personne (Annexe 5), la convention collective (Annexe 4) et les encadrements administratifs applicables de la VILLE, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre.

6.9. Le Policier désigné réintègre le SPVM à la fin de sa Période d'affectation et du Prêt de service.

Convention collective, régime de retraite et encadrements

6.10. Les parties acceptent de respecter la convention collective (Annexe 4), de même que le régime de retraite, le Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal (RCG 12-026) et la Politique de respect de la personne (Règlement 19-013) (Annexe 4) et les encadrements administratifs de la VILLE applicables, tels que modifiés de temps à autre,

qui continuent de s'appliquer au Policier désigné pendant la durée de sa Période d'affectation en vertu du Prêt de service, dans la mesure où les dispositions ne sont pas incompatibles avec la présente entente et à l'exception des conditions particulières qui y sont prévues.

6.11. Le montant remboursé par la SÛRETÉ à la VILLE prévu à l'article 5.1 ne sera pas modifié dans le cas où une nouvelle convention collective intervient entre la VILLE et l'association qui représente le Policier désigné.

6.12. La SÛRETÉ n'assumera pas les montants qui pourraient être accordés rétroactivement au Policier désigné à la suite d'une modification de sa convention collective ou de son régime de retraite. Le cas échéant, ces sommes seront assumées par la VILLE.

Horaire de travail

6.13. Le Policier désigné travaille sur la relève de jour, qui débute entre 7 h et 9 h.

Heures supplémentaires

6.14. Au début de chaque année, les représentants des parties conviennent par échange d'avis écrits, du nombre maximal d'heures supplémentaires que peut effectuer chaque Policier désigné pour l'année, lequel ne peut excéder 300 heures par année.

6.15. Les heures supplémentaires du Policier désigné doivent être autorisées au préalable par l'officier responsable de l'Équipe ou son représentant.

6.16. Le Policier désigné ne peut effectuer, durant sa Période d'affectation à l'Équipe, un nombre d'heures supplémentaires supérieur au nombre maximal d'heures autorisé à l'article 6.14, soit 300 heures par année, à moins qu'une entente soit convenue par écrit entre la SÛRETÉ et le SPVM.

6.17. Il est entendu que la VILLE peut rappeler au travail le Policier désigné en dehors de son horaire régulier de travail à la SÛRETÉ, aux frais de la VILLE. L'affectation du policier est alors interrompue pour la durée de son retour à la VILLE.

Vacances annuelles et jours fériés

6.18. Le Policier désigné a droit au nombre de jours de vacances annuelles et aux jours fériés qui lui sont accordés lorsqu'il est au service de la VILLE.

6.19. Les vacances et les jours fériés déjà fixés par la VILLE, à titre d'employeur du Policier désigné, seront respectés par l'officier responsable de l'Équipe.

6.20. Les demandes de vacances et de jours fériés du Policier désigné, pendant la durée de la présente entente, devront être préalablement présentées à l'officier responsable de l'Équipe, dans le respect des modalités de la convention collective. L'autorisation est subordonnée aux besoins opérationnels de l'Équipe. Toute demande de congés doit être préalablement soumise à la VILLE pour approbation.

Congés de maladie

6.21. Le Policier désigné continue de bénéficier du nombre d'absences pour maladie prévu aux conditions de travail qui lui sont applicables lorsqu'il est au service de la VILLE. Les demandes de congés de maladie doivent être présentées à l'officier responsable de l'Équipe ou à son représentant dans les meilleurs délais, pendant ou immédiatement après le congé, et autorisé par l'un d'eux.

6.22. Malgré l'article 6.21, en cas d'absence pour maladie prolongée (30 jours ou plus), la SÛRETÉ en avise immédiatement la VILLE par écrit et l'informe qu'elle peut remplacer le Policier désigné. Si, après trente (30) jours suivant la date du début de l'absence pour maladie indiquée dans l'avis écrit, la VILLE n'a pas remplacé le Policier désigné, la SÛRETÉ cesse de rembourser à la VILLE les sommes versées conformément à l'article 5.1 à partir de la 31^{e} journée d'absence.

Congés parentaux

6.23. Le Policier désigné qui requiert un congé octroyé en vertu des dispositions relatives aux droits parentaux prévues à sa convention collective voit sa prestation de travail prévue à

la présente entente interrompue pendant son absence. Ce policier pourra être remplacé pendant son absence suivant le processus de sélection prévu à la présente entente.

Régime particulier applicable au Policier désigné

6.24. Le Policier désigné est réputé être le préposé de la SÛRETÉ dans le cadre de son affectation à l'Équipe en ce qui concerne la détermination de sa responsabilité civile à l'égard des tiers.

6.25. La SÛRETÉ veille à la santé et à la sécurité du Policier désigné lorsqu'il y accomplit ses fonctions et veille à lui fournir un climat de travail sain. La VILLE demeure responsable à l'égard de toute réclamation se rapportant à une blessure que le Policier désigné peut subir, à une invalidité dont il peut être atteint ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions à l'Équipe conformément à la présente entente, mais ne renonce pas à réclamer des dédommagements de la SÛRETÉ selon les circonstances.

6.26. En cas d'absence pour lésions professionnelles, la SÛRETÉ en avise immédiatement la VILLE par écrit et l'informe qu'elle peut remplacer le Policier désigné. Si, après trente (30) jours suivant la date du début de l'absence pour lésions professionnelles, la VILLE n'a pas remplacé le Policier désigné, le SÛRETÉ cesse de rembourser à la VILLE les sommes versées conformément à l'article 5.1 à partir de la 31e journée d'absence.

6.27. La SÛRETÉ s'engage à respecter les lois et les règlements en vigueur applicables. Plus spécifiquement, elle doit veiller :

a) à ce que les renseignements personnels soient recueillis, traités et conservés conformément à toutes les lois applicables, y compris celles en matière de protection des renseignements personnels ;

b) à respecter les exigences légales en matière de santé et sécurité au travail et de prévention et de gestion du harcèlement, de la discrimination, de la violence à caractère sexuelle et de l'incivilité, dont notamment la Loi sur les normes du travail et la Loi sur la santé et sécurité du travail ;

c) en tout temps, à traiter le Policier désigné, de manière inclusive, empreinte de civilité et exempte de discrimination, de harcèlement, de violence à caractère sexuelle et d'incivilité, quelle que soit la forme et agir conformément aux exigences légales, aux exigences du Code de conduite et de la Politique de respect (Annexe 5) et à ce que ses propres employés et ses sous-traitants agissent ainsi. Elle doit prendre les mesures nécessaires auprès des personnes concernées sans délai afin de respecter ses engagements et dispose d'un délai de 48 heures pour fournir à la VILLE toute l'information détaillant les démarches entreprises et les mesures mises en place ;

d) à collaborer à toute vérification, enquête et démarche de prévention, d'accompagnement et de résolution des différends concernant le respect des engagements prévus aux paragraphes b) et c), y incluant toute enquête et démarche en vertu du Code de conduite et de la Politique de respect.

Assignation à la cour

6.28. Dans l'éventualité où le Policier désigné est appelé à témoigner devant un tribunal dans le cadre de tout recours, action, poursuite, contestation ou réclamation ayant un lien avec les fonctions qu'il a accomplies au sein de la SÛRETÉ, incluant la préparation de son témoignage, les heures effectuées, sont comptabilisées aux fins du remboursement prévu à l'article 5.1 et les dépenses admissibles remboursées conformément à l'article 5.2.

6.29. Dans le cas où le Policier désigné n'est plus affecté à l'Équipe, la VILLE convient de libérer le policier concerné pour le temps requis à la préparation du dossier aux fins de son témoignage à la cour ou pour assister un procureur concernant une cause relative à l'Équipe, moyennant l'accord préalable de la VILLE quant à la durée. La SÛRETÉ assumera 100 % des frais encourus par la VILLE.

6.30. Dans le cas où le Policier désigné est retraité, lorsque celui-ci doit aller témoigner devant les tribunaux concernant une cause relative à l'Équipe, la SÛRETÉ remboursera à la VILLE les sommes encourues selon la convention collective ou les encadrements administratifs en vigueur à la VILLE à l'égard des policiers retraités.

6.31. La SÛRETÉ accepte de libérer le Policier désigné advenant que son témoignage soit requis à la demande de la VILLE dans le cadre de tout recours, action, poursuite, contestation ou réclamation ayant un lien avec les fonctions qu'il a accomplies à la VILLE, incluant la préparation de son témoignage. Les frais sont assumés par la VILLE, le cas échéant.

Programme d'aide

6.32. Le programme d'aide de la SÛRETÉ est à la disposition du Policier désigné jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son affectation au sein de l'Équipe.

7. UTILISATION DES VÉHICULES

7.1. Aux fins de l'exécution de ses fonctions dans le cadre de son affectation à l'Équipe, le Policier désigné utilise les véhicules dont la SÛRETÉ est propriétaire ou loués par la SÛRETÉ, plus précisément les véhicules de police banalisés de la flotte de l'Équipe.

7.1.1. Le Policier désigné doit être titulaire du permis requis pour conduire de tels véhicules dans la province de Québec.

7.2. Les directives, politiques et procédures du gouvernement du Québec et de la SÛRETÉ relatives à l'utilisation des véhicules sont applicables au Policier désigné, lesquelles seront transmises à la VILLE ainsi qu'au Policier désigné.

7.3. Il est interdit de prendre part à une poursuite avec un véhicule de police banalisé. Le Policier désigné s'engage à ne pas entamer ni à participer à une poursuite lorsqu'il utilise un véhicule de la SÛRETÉ.

7.4. Tout dommage causé à un véhicule de la SÛRETÉ et tout dommage ou blessure causés à une tierce personne par un véhicule de la SÛRETÉ, alors que ledit véhicule est utilisé par le Policier désigné, doit être signalé à l'officier responsable de l'Équipe.

8. ASSISTANCE JUDICIAIRE ET INDEMNISATION

8.1. La SÛRETÉ tient la VILLE indemne relativement à l'assistance judiciaire prévue par la loi et la convention collective, telles que modifiées de temps à autre, ainsi que de toute somme que cette dernière serait tenue d'assumer ou débourser en vertu de celles-ci ou de toute condamnation ayant un lien avec les fonctions du Policier désigné dans le cadre de la présente entente.

8.2. En cas de recours judiciaire, action, poursuite, contestation ou réclamation intenté(e) ou présenté(e) contre la VILLE ayant un lien avec les fonctions du Policier désigné dans le cadre de la présente entente, la SÛRETÉ s'engage, à ses frais, à prendre fait et cause pour la VILLE et à l'indemniser de toute obligation pécuniaire en découlant.

8.3. La SÛRETÉ dégage et tient indemne la VILLE de toute responsabilité à l'égard des dommages-intérêts, frais, débours, intérêts, pertes ou autres dépenses qui découlent des réclamations du Policier désigné ou de tierces parties (y compris les réclamations contre des tiers, les réclamations entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), demandes, causes d'action, actions, instances ou enquêtes en lien avec les fonctions du Policier désigné dans le cadre de la présente entente.

8.4. La SÛRETÉ dégage et tient indemne la VILLE de toute condamnation monétaire relative à ses décisions ou recommandations à l'égard du Policier désigné.

8.5. La SÛRETÉ peut accorder la protection et l'assistance judiciaire pour des situations non expressément prévues à la présente section.

8.6. La SÛRETÉ s'engage à collaborer et à libérer ses employés pour la préparation d'un dossier aux fins de leur témoignage ou pour assister un procureur concernant tout(e) recours judiciaire, action, poursuite, contestation, grief, réclamation, enquête ou plainte en lien avec la présente entente.

8.7. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la protection prévue au présent article s'applique également au bénéfice de la VILLE à l'occasion d'une enquête ou d'une

préenquête judiciaire ou quasi judiciaire et d'un recours et d'une enquête en matière disciplinaire, administrative ou déontologique.

9. DISCIPLINE INTERNE ET COMMUNICATIONS

9.1. Le Policier désigné est régi, en matière de discipline interne, par les dispositions applicables à cet égard à la VILLE. Il est entendu que les pouvoirs décisionnels délégués à des fonctionnaires et employés de la VILLE ne peuvent pas être exercés par les employés de la SÛRETÉ.

9.2. L'officier responsable de l'Équipe communique immédiatement au représentant désigné de la VILLE toute information concernant un accident de travail, une absence prolongée en invalidité ou une problématique vécue avec le Policier désigné ou concernant un incident le mettant en cause et survenant dans le cadre de sa Période d'affectation et qui pourrait donner lieu à tout(e) enquête, mesure, recours, action, poursuite, contestation ou réclamation.

9.3. En fonction de la nature du manquement dont fait l'objet le Policier désigné, la SÛRETÉ ou la VILLE peut mettre fin à l'affectation du Policier désigné.

9.4. Chaque partie s'engage à notifier immédiatement l'autre partie de tout incident impliquant le Policier désigné, susceptible de donner lieu à une réclamation, recours, demande, poursuite et autres procédures transmises ou prises par toute personne, et à transmettre à l'autre partie le plus rapidement possible, tous les détails pertinents relatifs à ceux-ci.

10. CONFIDENTIALITÉ ET INTÉGRITÉ DES SYSTÈMES

10.1. Le Policier désigné doit répondre à des normes d'intégrité élevées et faire preuve d'un comportement irréprochable dans l'exercice de ses fonctions.

10.2. Le Policier désigné est susceptible de faire l'objet d'une enquête de sécurité afin de vérifier et d'actualiser son accréditation sécuritaire, après y avoir consenti par écrit. Ses accès aux différents logiciels et systèmes informatiques utilisés par l'Équipe sont conditionnels à son accréditation sécuritaire.

10.3. Le Policier désigné ne doit pas partager ses accès et doit utiliser les systèmes mis à sa disposition, en conformité avec les politiques et conditions d'utilisation adoptées par la SÛRETÉ. Ces documents seront remis au Policier désigné.

10.4. L'officier responsable de l'Équipe se réserve le droit d'empêcher, modifier, interrompre ou mettre fin à l'accès du Policier désigné qui contrevient aux politiques et conditions d'utilisation.

10.5. Le Policier désigné doit s'assurer que la collecte, la divulgation, la conservation, le retrait et la destruction de l'information ou de documents nécessaires à ses fonctions au sein de l'Équipe soient toujours effectués conformément à tous les règlements, lois, politiques et procédures en vigueur. Plus précisément, il doit prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour :

a) protéger en tout temps la confidentialité de l'information ou des documents qui sont classifiés confidentiels ou, encore, qui contiennent des renseignements personnels auxquels il a accès dans le cadre de ses fonctions au sein de l'Équipe, et ce, quel qu'en soit leur support ;

b) préserver l'intégrité de ladite information, desdits documents et de tout système ou banque de données ;

c) se prémunir contre toute divulgation accidentelle ou utilisation illicite de l'information ou des documents en question.

10.6. Il ne doit pas divulguer cette information ou ces documents, ni permettre qu'ils le soient, sauf pour s'acquitter de ses fonctions au sein de l'Équipe ou selon les modalités exigées lorsqu'il obtient l'autorisation préalable écrite de l'officier responsable de l'Équipe ou de son représentant ou si la loi ou un tribunal l'exige.

10.7. Le Policier désigné doit, dans la mesure du possible, donner un préavis à la SÛRETÉ avant de divulguer ce qui est exigé par la loi ou un tribunal.

10.8. Le Policier désigné ne doit pas faire usage de l'information ou des documents auxquels il a accès à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été recueillis dans le cadre de ses fonctions.

10.9. Le Policier désigné ne doit pas faire de copies totales ou partielles d'une information écrite ou d'un document confidentiel, à moins que ce ne soit nécessaire à la bonne exécution de ses fonctions.

10.10. Le Policier désigné doit remettre tout ce qui lui a été remis à la SÛRETÉ à la fin de sa Période d'affectation au sein de l'Équipe.

10.11. La SÛRETÉ et la VILLE sont tenues de mettre en place des mécanismes de sécurité reconnus afin d'empêcher l'accès, l'utilisation, la communication, la copie ou la modification non autorisée d'informations ou de documents.

11. CONFLITS D'INTÉRÊTS

11.1. La présente entente doit s'appliquer en conformité avec les règles applicables en matière d'éthique, de déontologie et de conflits d'intérêts. Les parties s'engagent à signaler toute situation susceptible ou pouvant avoir l'apparence de susciter un conflit d'intérêts.

12. RÉSILIATION

12.1. La présente entente peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties suivant un préavis écrit de trente (30) jours notifié à l'autre partie, ou avant ce délai, si les parties en conviennent autrement par écrit.

12.2. La SÛRETÉ et le SPVM se réservent le droit de mettre fin d'un commun accord à l'affectation d'un Policier désigné au moyen d'un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre partie et au Policier désigné.

12.3. La SÛRETÉ sera tenue aux sommes dues à la date à laquelle prend fin le Prêt de service du Policier désigné, sans autre compensation ni indemnité.

12.4. La durée d'un préavis peut être inférieure si les parties y consentent ou advenant des motifs sérieux, des mesures d'urgence décrétées par les autorités municipales ou gouvernementales ou une force majeure.

12.5. La résiliation de la présente entente ne dégage ni la VILLE ni la SÛRETÉ des obligations contractées durant son exécution.

12.6. À la suite de la terminaison d'une affectation d'un Policier désigné, celui-ci peut être remplacé, au besoin, avec l'accord de la SÛRETÉ et du SPVM, à l'intérieur de la durée de la présente entente prévue à l'article 20.1, conformément au processus de sélection prévu à l'article 3 et à la signature de l'Attestation par le nouveau Policier désigné (Annexe 3).

13. MODIFICATION

13.1. Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'un accord écrit de l'autorité compétente au sein des parties.

14. MAINTIEN DE CERTAINES OBLIGATIONS

14.1. Toute obligation qui, par sa nature, devrait continuer de s'appliquer, incluant notamment la clause concernant la confidentialité, demeure en vigueur malgré la fin de l'affectation du Policier désigné et de la présente entente.

15. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

15.1. Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de la solution.

16. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

16.1. Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres, transmis par courriel, ou transmis par messager ou par la poste à l'adresse de l'autre partie indiquée ci-après :

La SÛRETÉ DU QUÉBEC
Sûreté du Québec
Directeur, Direction des enquêtes criminelles – UA 4100
1701, rue Parthenais, bureau 4.43
Montréal (Québec) H2K 3S7
bsae@surete.qc.ca

La VILLE
Service de police de la ville de Montréal
Inspecteur-chef, Chef du Service des Enquêtes Criminelles
10351 rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1B 1B3
Daniel.Dacunha@spvm.qc.ca

16.2. Dans les cas où plusieurs représentants agissent pour une partie, un avis écrit à cet effet est transmis à l'autre partie. Chacun pourra agir séparément et l'autorisation de l'un d'eux constituera une autorisation valide.

16.3. Tout changement de représentant ou de coordonnées de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

17. ENGAGEMENTS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

17.1. Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière*, (RLRQ, c. A-6.001 et ses modifications).

17.2. La SÛRETÉ se réserve la possibilité de diminuer, retarder ou annuler temporairement un versement dans la mesure où les fonds ne sont pas disponibles. Une telle diminution prendra effet trente (30) jours après la réception d'un avis transmis par la SÛRETÉ à la VILLE pour l'informer.

17.3. À la suite de la réception d'un tel avis, la VILLE peut, après avoir avisé par écrit la SÛRETÉ, résilier la présente entente, à compter du trentième (30e) jour suivant la réception, par la SÛRETÉ, de cet avis.

18. VÉRIFICATION

18.1. Les demandes de remboursement découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances, conformément à la *Loi sur le ministère des Finances* (RLRQ, c. M-24.01).

19. GÉNÉRALITÉS

19.1. La présente entente et tout prêt en vertu de celle-ci est conditionnelle à son approbation par chacune des autorités compétentes.

19.2. Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

19.3. Aucune disposition de la présente entente n'a pour effet de remplacer ou de modifier une obligation dont la VILLE ou la SÛRETÉ est tenue de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.

19.4. La présente entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec les lois de la province de Québec et avec les lois fédérales applicables.

19.5. Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions, celles-ci conservant leur plein effet et force exécutoire.

20. DURÉE DE L'ENTENTE

20.1. Malgré la date de sa signature par les parties, la présente entente a effet du 1er avril 2024 au 31 mars 2027.

20.2. Le Policier désigné est affecté auprès de la SÛRETÉ pour une Période d'affectation de trois (3) ans, avec une possibilité de prolongation pour une année additionnelle selon les modalités prévues à la présente entente. Dans l'éventualité où le Policier désigné n'a pas terminé sa Période d'affectation au moment de l'échéance du présent protocole d'entente, les modalités de la présente entente s'appliqueront alors à son égard jusqu'à ce que son affectation prenne fin. Si une nouvelle entente est conclue entre la VILLE et la SÛRETÉ avant la fin de la Période d'affectation, les modalités applicables seront celles de la nouvelle entente.

20.3. Au terme de la Période d'affectation et avant que la présente entente ne soit expirée, le directeur du SPVM et la SÛRETÉ peuvent renouveler l'affectation du Policier désigné pour une année additionnelle selon les mêmes termes et conditions, avec l'accord de celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les parties à la présente entente ont signé en double exemplaire :

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Par : _____ _____
Mme Johanne Beausoleil, **Date**
Directrice générale

LA VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____ _____
Monsieur Fady Dagher, directeur **Date**
Service de police de la Ville de Montréal

Cette Entente a été approuvée par la résolution/décision # _____le _____

ANNEXE 1

1. DÉPENSES ADMISSIBLES

Sont considérées admissibles les dépenses suivantes directement liées aux activités de l'Équipe. **Toute dépense doit préalablement avoir été autorisée par l'officier responsable de l'Équipe** afin d'être admissible à un remboursement. Les dépenses admissibles dans le cadre de la présente Entente sont les suivantes :

- Activités de formation, tel que prévu à l'article 5.5 de l'entente;
- Frais de déplacement.

2. DÉPENSES NON ADMISSIBLES (liste non limitative)

Certaines dépenses ne sont pas admissibles à un remboursement par la Sûreté dans le cadre de la présente entente :

- Heures supplémentaires (exception : article 6.16)
- Congé octroyé en vertu des dispositions relatives aux droits parentaux;
- Frais d'acquisition ou d'amortissement de véhicules;
- Frais d'amortissement de matériel informatique;
- Transferts de fonds vers des organismes externes;
- Frais engagés pour subventionner d'autres organismes;
- Formation initiale des compétences de base dans le domaine de la patrouille-gendarmerie, de l'enquête et de la gestion policière;
- Colloques et congrès (sauf si la participation est requise par la SQ;
- Production de matériel promotionnel;
- Loyers, locaux, espaces de travail, fournitures de bureau et location de matériel de bureautique ou de téléphonie, sauf si requis par la SQ;
- Cartes d'affaires (à l'exception de celles de l'Équipe);
- Activités déjà financées dans le cadre d'un programme de subvention;
- Frais d'intérêts sur les sommes dues, à moins de retards indus.

ANNEXE 2

MODALITÉS DE FACTURATION

Paramètres généraux

- La facturation débute à la date du début de l'affectation du Policier désigné.
- Particularités concernant les absences :
  - Le remboursement du montant forfaitaire est maintenu pour les absences suivantes :
    - Vacances annuelles;
    - Journées ponctuelles de maladie;
  - Le remboursement du montant forfaitaire est interrompu à la 31e journée d'absence dans les cas suivants (si le Policier désigné n'est pas remplacé) :
    - Absence prolongée pour maladie;
    - Absence pour lésion ou maladie professionnelles;
  - Le remboursement du montant forfaitaire est interrompu immédiatement dans les situations suivantes (si le Policier désigné n'est pas remplacé) :
    - Fin de l'affectation du Policier désigné;
    - Retrait temporaire en raison de besoins opérationnels du SPVM;
    - Congé sans solde.
- Toute facture acheminée à la SÛRETÉ dans le cadre de la présente entente doit couvrir un ou plusieurs mois entiers, c'est-à-dire du premier au dernier jour de chaque mois.
  - À titre d'exemple, une facture couvrant la période du 25 juin au 29 juillet ne sera pas acceptée.
- La date de facturation doit être ultérieure à la dernière journée du dernier mois facturé, à l'exception de la facture estimative en fin d'exercice financier prévue à l'article 4.6.
- La VILLE accorde à la SÛRETÉ un délai minimal de soixante (60) jours à compter de la date de facturation pour le paiement d'une facture.
  - La SÛRETÉ s'engage toutefois à effectuer le remboursement de la dernière facture de chaque année financière dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception de celle-ci.
- La facturation ainsi que les pièces justificatives pour les dépenses admissibles (factures, reçus, comptes, registres) doivent être acheminées à l'adresse suivante :

  Sûreté du Québec
  Direction des enquêtes criminelles – UA 4100
  1701, rue Parthenais, bureau 4.43
  Montréal (Québec) H2K 3S7
  bsae@surete.qc.ca

Informations devant apparaître sur la facture

- Le nom du ou des Policiers désignés doit être précisé sur chaque facture.
- Les montants réclamés pour la prestation de service et pour les dépenses admissibles doivent être inscrits de façon distincte.
- Pour les dépenses admissibles, le nom du Policier désigné ainsi que la nature et la date du frais engendré doivent être précisés **pour chaque montant réclamé**.

- Pour la prestation de service :
  - Le montant forfaitaire pouvant être facturé par la VILLE se trouve à l'article 5.1.
  - Pour une prestation de service partielle (arrivée, départ, absence, etc.), le montant réclamé est calculé à partir de ce montant forfaitaire et de façon proportionnelle au nombre de jours ouvrables couverts par l'affectation du Policier désigné au cours du mois. **Les dates utilisées pour le calcul du montant réclamé doivent apparaître sur la facture.**
    - Exemple : Arrivée – Premier jour travaillé le 13 avril 2021
      Montant à facturer = montant forfaitaire * (14 jours ouvrables couverts par l'affectation du Policier désigné / 22 jours ouvrables en avril 2021)
    - Exemple : Départ – Dernier jour travaillé le 8 avril 2021
      Montant à facturer = montant forfaitaire * (6 jours ouvrables couverts par l'affectation du Policier désigné / 22 jours ouvrables en avril 2021)

ANNEXE 3

ATTESTATION DU POLICIER DÉSIGNÉ

Prénom et Nom du Policier désigné : _____

Grade / Rang : _____

Date de début de l'affectation : _____

Date de fin de l'affectation : _____

Fonction au sein du CQDAAF : _____

Lieu d'affectation : _____

ATTESTATION DU POLICIER DÉSIGNÉ

J'ai lu et je comprends l'objet et les modalités de la présente Entente relative à l'affectation de policiers du Service de police de la Ville de Montréal au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF) de la Sûreté du Québec, intervenue entre la VILLE et cette dernière, incluant ce qui est prévu à ses Annexes et j'accepte de m'y conformer. Je comprends que les dispositions de ma convention collective, du Code de conduite et de la Politique de respect de la personne continuent de s'appliquer pendant toute la durée du prêt de services, sous réserve des conditions particulières de travail énoncées à la présente Entente que j'accepte.

J'accepte d'être affecté(e) au CQDAAF, d'y exercer les fonctions prévues pour la durée mentionnée plus haut et de respecter les conditions et modalités énoncées dans la présente Entente. Je comprends que mon affectation peut être résiliée, conformément aux modalités de l'Entente, sans que cela ne constitue une terminaison d'emploi, une réduction de traitement, une destitution ou un congédiement donnant notamment droit aux modalités en matière de cessation d'emploi.

J'accepte de me conformer aux politiques, méthodes et procédures applicables au sein de la VILLE et de la SÛRETÉ, selon les modalités prévues à la présente Entente.

Signé à _____, province de Québec, le _____2023.

_____

(Grade, Prénom, Nom)

Service de police de la Ville de Montréal

Signé à _____, province de Québec, le _____2023.

_____

(Prénom et nom)

Directeur

Service de police de la Ville de Montréal

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

entre

LA VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après appelée « l'Employeur »)

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(ci-après appelée la « Fraternité »)

Pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026

INDEX PAR ORDRE DES ARTICLES

ARTICLE		PAGE
I	Juridiction	11
II	Grades, classes, fonctions et salaires	12
III	Prime de métropole, boni d'ancienneté et prime de niveau de service	17
IV	Programme et heures de travail	20
V	Période de repas	25
VI	Changement de relève	27
VII	Mutation	28
VIII	Assignation	33
IX	Alternance du policier travaillant sur trois relèves	36
X	Temps supplémentaire	37
XI	Temps à la cour	42
XII	Urgence	46
XIII	Formation professionnelle et cours	47
XIV	Allocation de déboursés	52
XV	Congés sociaux	53
XVI	Absences autorisées	55
XVII	Vacances et congés fériés	58
XVIII	Indemnité au décès, assurance-groupe et assurance-chômage	64
XIX	Congés hebdomadaires	65
XX	Accident de travail et maladie professionnelle	70

ARTICLE		PAGE
XXI	Salaire en cas de maladie	74
XXII	Jour de paie	78
XXIII	Postes vacants, nouvelles fonctions, fonctions supérieures	80
XXIV	Promotions	83
XXV	Lieu de résidence	89
XXVI	Assistance judiciaire et protection	90
XXVII	Griefs	99
XXVIII	Politique	105
XXIX	Avis de la Fraternité	106
XXX	Cotisation syndicale	107
XXXI	Coopération et rencontres	108
XXXII	Indemnité vestimentaire	109
XXXIII	Uniformes et équipement	111
XXXIV	Identification	114
XXXV	Ancienneté et congé sans solde	115
XXXVI	Congé de maternité, de paternité, d'adoption, parental et conciliation famille/travail	118
XXXVII	Tâches et fonctions	127
XXXVIII	Comité de Santé-sécurité	128
XXXIX	Programme d'aide aux policiers et policières	131
XL	Durée de la convention	134

INDEX PAR ORDRE DES ANNEXES

ANNEXE		PAGE
Annexe A-1	Programme 21.14:35 (Courtes périodes)	136
Annexe A-2	Programme 21.14:35 (Moyennes périodes)	137
Annexe A-3	Programme 21.14:35 (Longues périodes)	138
Annexe A-4	Programme 15.20:35 – Horaire Détention Cour Municipale	139
Annexe A-4.1	Horaire Agent de Quartier Soutien	141
Annexe A-4.2	Horaire Agents CCTI	142
Annexe A-5	Programme 14.21:35 – Horaire Section Soutien Opérationnel	143
Annexe A-6	Programme 35.35:70 – Horaire Métro	144
Annexe A-6.1	Horaire Unité Aéroportuaire	146
Annexe A-6.2	Horaire Patrouille de Nuit	148
Annexe A-6.3	Horaire Surveillance Physique	149
Annexe A-6.4	Horaire Module Patrouille Nautique	151
Annexe A-6.5	Horaire Groupe Éclipse	152
Annexe A-6.6	Horaire Centre de rédaction de rapports d'événements	153
Annexe A-7	Programme de travail Section Identification Judiciaire	154
Annexe A-8	Programme de travail Cour du Québec – Chambre criminelle	160
Annexe A-9	Programme de travail Escouade Canine	162
Annexe A-10	Programme de travail Fonction Solo	164
Annexe A-11	**Programme de travail 35.35 :70 (B)**	**166**
Annexe A-12	**Calendrier et cycle de travail – 35.35 :70 (C)**	**168**
Annexe A-13	**Programme de travail 19.16 :35**	**169**
Annexe A-14	**Programme de travail 18.17 :35**	**170**

ANNEXE		PAGE
Annexe B-1	Système d'étalement du congé annuel Programme 21.14:35 (constables)	171
Annexe B-2	Système d'étalement du congé annuel Programme 21.14:35 (officier)	172
Annexe B-3	Système d'étalement du congé annuel Programme 15.6:21	173
Annexe C-1	Uniformes et équipements	174
Annexe C-2	Système de crédits uniformes et équipement	185
Annexe D	Promotions, postes vacants	203
Annexe E	Policiers temporaires	205
Annexe F	Constable auxiliaire permanent	209
Annexe G	Auxiliaire-soutien et **constable spécial**	213
Annexe H	Congé à traitement différé	217
Annexe I	Commercialisation	222
Annexe J	Cadets policiers	224
Annexe K	Réorganisation du travail	229
Annexe L	Banque de temps préretraite et autres banques	231
Annexe M	Mission internationale	232
Annexe N	Tarifs des procureurs	233
Annexe O	Loi 15	234
Annexe P	**Modalités particulières concernant l'embauche de policier externe**	235
Annexe Q	Arbitrage médical	237
Annexe R	Prêt de service	238
Annexe S	**Escouade canine**	239

ANNEXE		PAGE
Annexe T	Comité aviseur	241
Annexe U	Agent de quartier solo et fonctions sans prestation de travail sur la première relève	242
Annexe V	Grille applicable aux mesures provisoires ou temporaires (art. 27.20)	247
Annexe W	Charte sur les heures excédentaires en formation	250
Annexe X	Régime de retraite	251
Annexe Y	Modalités de transitions concernant certaines fonctions (Agent de soutien dans les divisions, agent de comparution (CMM) et agent et officier de liaison et d'analyse tactique et stratégique)	252
Annexe Z	Agents séniors	255
Annexe AA	Création d'un comité paritaire pour la mise en disponibilité	258
Annexe BB	Création de postes de sergents détective – Unités crimes de violence (CDV) et sur la période transitoire qui en découle	259
Annexe CC	Liquidation des banques de maladie	263
Annexe DD	Liquidation de la banque préretraite	264
Annexe EE	Modalités particulières pour le constable auxiliaire soutien	266
Annexe FF	Mésentente relative à la parité salariale	268
Annexe GG	Tâches et fonctions de certaines unités	270
Annexe AAA	**Mise en place de la nouvelle cartographie de répartition des programmes de travail**	**272**
Annexe BBB	**Dépassement des assignations des policiers affectés à la direction de la gendarmerie**	**274**
Annexe CCC	**Policier réserviste SPVM**	**277**
Annexe DDD	**Module action par projet**	**282**

INDEX PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

ARTICLE	PAGE
Abolition de fonction (Article VII)	28
Absences autorisées (Article XVI)	55
Accident de travail et maladie professionnelle (Article XX)	70
Agent de quartier solo et fonctions sans prestation de travail sur la première relève (Annexe U)	242
Agent solo (Article XXVI)	90
Allocation de déboursés (Article XIV)	52
Alternance du policier travaillant sur trois relèves (Article IX)	36
Ancienneté et congé sans solde (Article XXXV)	115
Anticiper / R/P (Article XIX)	65
Arbitrage médical (Annexe Q)	237
Assignation (Article VIII)	33
Assistance judiciaire et protection (Article XXVI)	90
Auxiliaires-soutien **et constables spéciaux** (Annexe G)	213
Avis de la Fraternité (Article XXIX)	106
Banque de temps préretraite et autres banques (Annexe L)	231
Cadets policiers (Annexe J)	224
Changement de relève (Article VI)	27
Changement de groupe (Article IV)	20
Comité aviseur (Annexe T)	241
Comité de Santé-sécurité (Article XXXVIII)	128
Commercialisation (Annexe I)	222

ARTICLE	PAGE
Congé annuel résiduel (Article XVII)	58
Congé à traitement différé (Annexe H)	217
Congé sans solde (Article XXXV)	115
Congé de maternité, de paternité, d'adoption, parental et conciliation famille/travail (Article XXXVI)	118
Congés hebdomadaires (Article XIX)	65
Congés sociaux (Article XV)	53
Constables auxiliaires permanents (Annexe F)	209
Coopération et rencontres (Article XXXI)	108
Cotisation syndicale (Article XXX)	107
Dépassement des assignations des policiers affectés à la direction de la gendarmerie (Annexe BBB)	**274**
Durée de la convention (Article XL)	134
Équipe canine (Annexe S)	239
Formation professionnelle et cours (Article XIII)	47
Grades, classes, fonctions et salaires (Article II)	12
Griefs (Article XXVII)	99
Identification (Article XXXIV)	114
Indemnité au décès, assurance-groupe et assurance-chômage (Article XVIII)	64
Indemnité vestimentaire (Article XXXII)	109
Jour de paie (Article XXII)	78
Juridiction (Article I)	11
Lieu de résidence (Article XXV)	89
Loi 15 (Annexe O)	234

ARTICLE	PAGE
Mise en place de la nouvelle cartographie de répartition des programmes de travail (Annexe AAA)	**272**
Modalités particulières concernant l'embauche de policier externe (Annexe P)	235
Module action par projet (Annexe DDD)	282
Mutation (Article VII)	28
Période de repas (Article V)	25
Policier réserviste SPVM (Annexe CCC)	277
Policiers temporaires (Annexe E)	205
Politique (Article XXVIII)	105
Postes vacants, nouvelles fonctions, fonctions supérieures (Article XXIII) + Annexe D	80 et 203
Prêt de service (Annexe R)	238
Prime de métropole, boni d'ancienneté et prime de niveau de service (Article III)	17
Probation (Article XXIV)	83
Programme d'aide aux policiers et policières (Article XXXIX)	131
Programme et heures de travail (Article IV)	20
Promotions (Article XXIV) + (Annexe D)	83 et 203
Régime de retraite (Annexe X)	251
Réorganisation du travail (Annexe K)	229
Salaire en cas de maladie (Article XXI)	74
Tâches et fonctions (Article XXXVII)	127
Tarifs des procureurs (Annexe N)	233
Temps à la cour (Article XI)	42
Temps supplémentaire (Article X)	37

ARTICLE	PAGE
Uniformes et équipement (Annexes C-1 et C-2)	174 et 185
Urgence (Article XII)	46
Vacances et congés fériés (Article XVII)	58

ARTICLE I **JURIDICTION**

1.00 La Fraternité est la seule mandataire des policiers assujettis au certificat d'accréditation syndicale émis conformément aux dispositions du *Code du travail* du Québec.

1.01 La présente convention s'applique à tous les policiers du Service de police de la Ville de Montréal régis par le certificat d'accréditation émis conformément aux dispositions du *Code du travail* du Québec agissant comme policier ou agent de la paix partout où ils ont juridiction à ces titres en vertu de la *Loi sur la police* (LRQ, chap. L-P-1).

Le présent article ne s'applique toutefois au policier qui agit à l'extérieur du territoire de la Ville de Montréal sans être en service commandé qu'en autant que le dit policier agit dans une situation d'urgence où son intervention immédiate est nécessaire pour protéger la vie, l'intégrité physique ou les biens d'un citoyen.

1.02 Un des buts de la présente convention est de maintenir et favoriser les bonnes relations entre les parties.

1.03 Policier signifie tout cadet policier, **auxiliaire soutien, constable auxiliaire soutien, constable spécial**, constable auxiliaire permanent, constable permanent et tout officier, de sexe féminin ou masculin, du Service de police de la Ville de Montréal, assujettis à l'accréditation détenue par la Fraternité (constable signifie tout policier non gradé).

ARTICLE II **GRADES, CLASSES, FONCTIONS ET SALAIRES**

2.00 Au cours de la présente convention, les grades, les classes et les fonctions mentionnés ci-dessous ne sont pas modifiés. Si l'Employeur décide de créer de nouveaux grades, il doit obtenir l'approbation de la Fraternité quant aux salaires.

2.01 À compter du **1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 2,25 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**118 391 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**108 615 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**108 615 $**
Sergent superviseur de quartier, **sergent et sergent-détective superviseur**	**103 677 $**
Sergent et sergent-détective	**98 740 $**
Agent sénior **/ ACCQ** spécialiste*	**96 204 $**
Agent senior - poste de quartier, ACCQ, intervention, soutien-technique, filature	**91 624 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**93 403 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**88 955 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**80 059 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**73 832 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**65 827 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**58 711 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**52 484 $**
Constable 7e classe	**47 146 $**

2.02 À compter du **1er janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2023**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 2 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**120 758 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**110 787 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**110 787 $**

Sergent superviseur de quartier, **sergent et**	
sergent-détective superviseur	**105 750 $**
Sergent et sergent-détective	**100 715 $**
Agent sénior **/ ACCQ** spécialiste*	**98 128 $**
Agent senior - poste de quartier, ACCQ, intervention,	
soutien-technique, filature	**93 456 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**95 271 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**90 734 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**81 660 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**75 309 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**67 144 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**59 885 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**53 533 $**
Constable 7e classe	**48 089 $**

2.03 À compter du **1er janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 2,15 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**123 355 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**113 169 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**113 169 $**
Sergent superviseur de quartier, **sergent et**	
sergent-détective superviseur	**108 024 $**
Sergent et sergent-détective	**102 881 $**
Agent sénior **/ ACCQ** spécialiste*	**100 238 $**
Agent senior - poste de quartier, ACCQ, intervention,	
soutien-technique, filature	**95 466 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**97 319 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**92 685 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**83 416 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**76 928 $**

Constable 4e classe, après 36 mois	**68 587 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**61 172 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**54 684 $**
Constable 7e classe	**49 123 $**

2.04 À compter du **1er janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2025**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 2,5 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**126 439 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**115 998 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**115 998 $**
Sergent superviseur de quartier, **sergent et sergent-détective superviseur**	**110 725 $**
Sergent et sergent-détective	**105 452 $**
Agent sénior **/ ACCQ** spécialiste*	**102 744 $**
Agent senior - poste de quartier, ACCQ, intervention, soutien-technique, filature	**97 852 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**99 752 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**95 002 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**85 502 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**78 851 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**70 302 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**62 702 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**56 051 $**
Constable 7e classe	**50 351 $**

2.05 À compter du **1er janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026**, les échelles de salaire des policiers sont les suivantes **(majoration de 2,5 %)** :

Capitaine et capitaine-détective	**129 599 $**
Lieutenant et lieutenant-détective	**118 898 $**
Sergent superviseur spécialiste*	**118 898 $**

Sergent superviseur de quartier, **sergent et sergent-détective superviseur**	**113 493 $**
Sergent et sergent-détective	**108 089 $**
Agent sénior **/ ACCQ** spécialiste*	**105 313 $**
Agent senior - poste de quartier, ACCQ, intervention, soutien-technique, filature	**100 298 $**
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	**102 246 $**
Constable 1re classe, après 72 mois	**97 377 $**
Constable 2e classe, après 60 mois	**87 639 $**
Constable 3e classe, après 48 mois	**80 823 $**
Constable 4e classe, après 36 mois	**72 060 $**
Constable 5e classe, après 24 mois	**64 269 $**
Constable 6e classe, après 12 mois	**57 453 $**
Constable 7e classe	**51 610 $**

2.06 Les écarts entre les grades dans l'échelle salariale sont les suivants :

Capitaine et capitaine-détective	133,09 %
Lieutenant et lieutenant-détective	122,10 %
Sergent superviseur spécialiste*	**122,10 %**
Sergent superviseur de quartier, **sergent et sergent-détective superviseur**	116,55 %
Sergent et sergent-détective	111,00 %
Agent sénior **/ ACCQ** spécialiste *	108,15 %
Agent senior - poste de quartier, ACCQ, intervention, soutien-technique, filature	103,00 %
Constable 1re classe spécialiste, après 72 mois*	105,00 %
Constable 1re classe, après 72 mois	100,00 %
Constable 2e classe, après 60 mois	90,00 %

Constable 3e classe, après 48 mois	83,00 %
Constable 4e classe, après 36 mois	74,00 %
Constable 5e classe, après 24 mois	66,00 %
Constable 6e classe, après 12 mois	59,00 %
Constable 7e classe	53,00 %

* par spécialiste, on entend le policier qui occupe une fonction dans les champs d'activité suivants : *identité judiciaire, reconstitutionniste en collision, crimes technologiques et groupe tactique d'intervention (GTI).*

Une prime équivalente à 3 % ou à 4,5 % du salaire du constable première classe est payée au policier pour chaque heure ou partie d'heure travaillée en temps régulier respectivement sur la troisième ou la première relève. Le policier qui remet du temps anticipé a droit à la prime de relève. Le salaire horaire pour fins de calcul de la prime est établi en divisant le salaire annuel par 1 820.

La prime est versée au mois de septembre pour les premiers six mois et au mois de mars pour les derniers six mois d'une année.

2.07 Le sergent superviseur de quartier qui est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction en permanence à cause d'une maladie, le sergent superviseur de quartier à qui le Service demande d'occuper une autre fonction au même grade (sergent ou sergent-détective), continue de recevoir le salaire rattaché à la fonction « superviseur de quartier » du moment où il a cessé d'agir à ce titre et ce, jusqu'à ce que le salaire de sa nouvelle fonction atteigne le salaire qu'il reçoit.

L'agent de quartier senior, l'agent soutien senior, l'agent technique senior et l'agent de surveillance physique senior qui est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction en permanence à cause d'une maladie à qui le Service demande d'occuper une autre fonction, continue de recevoir le salaire rattaché à sa fonction de senior du moment où il a cessé d'agir à ce titre et ce, jusqu'à ce que le salaire de sa nouvelle fonction atteigne le salaire qu'il reçoit.

Un sergent superviseur de quartier, un agent de quartier senior, un agent soutien senior, un agent technique senior ou un agent de surveillance physique senior qui est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction à cause d'une lésion professionnelle et qui est en conséquence déclaré PRMP, continue de recevoir le salaire, les bénéfices et les avantages reliés à la fonction « superviseur de quartier » ou à la fonction « senior ».

ARTICLE III **PRIME DE MÉTROPOLE, BONI D'ANCIENNETÉ ET PRIME DE NIVEAU DE SERVICE**

3.00 Une prime de métropole, incorporée au salaire annuel du policier, auquel elle est ajoutée pour fins de calcul de tous ses bénéficies, lui est payée selon son grade ou sa classe, en fonction du pourcentage et aux dates qui sont mentionnées ci-après :

1er janvier 2022 : 9,25 %

1er janvier 2023 : 12,25 %

1er janvier 2024 : 13,10 %

1er janvier 2025 : 13,60 %

1er janvier 2026 : 15,10 %

3.01 À compter du 3 décembre 2001, un boni d'ancienneté incorporé à son salaire annuel auquel il est ajouté pour fins de calcul de tous ses bénéfices, est payé au policier selon l'échelle ci-après (selon son grade ou sa classe) :

Après 7 ans de service :	3,0 %
Après 10 ans de service :	3,2 %
Après 15 ans de service :	3,4 %
Après 20 ans de service :	3,6 %
Après 25 ans de service :	3,8 %
Après 30 ans de service :	4,0 %

Le boni s'applique au policier qui compte le nombre d'années de service indiqué ci-dessus à la date anniversaire, sous réserve du paragraphe 3.06 de l'annexe E.

3.02 Une prime de niveau de service **de 5%**, qui fait partie du traitement régulier du policier, lui est payée selon son grade ou sa classe.

Toutefois, cette prime de niveau de service payable au policier n'entre pas dans le calcul de ses avantages sociaux, du travail en temps supplémentaire et ne constitue pas du salaire cotisable aux fins du régime de retraite. Cette prime est cependant calculée en fonction du salaire annuel du policier, selon ce que prévoit l'échelle salariale qui lui est applicable.

3.03 La prime de métropole est calculée sur le salaire de l'échelle salariale ; le boni d'ancienneté est ensuite calculé sur le salaire de l'échelle salariale majorée de la prime de métropole. Enfin, la prime de niveau de service est calculée sur le salaire de l'échelle salariale majorée de la prime de métropole et du boni d'ancienneté auquel le policier a droit.

3.04 Le traitement régulier du policier est constitué du salaire annuel, majoré de la prime de métropole, puis majoré du boni d'ancienneté auquel il a droit et ensuite majoré de la prime de niveau de service. La prime de métropole et le boni d'ancienneté constituent du salaire aux fins de la convention collective et du régime de retraite. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

3.05 Aux fins de l'article X de la convention collective, le traitement régulier du policier est constitué du salaire annuel selon l'échelle salariale, majorée de la prime de métropole et du boni d'ancienneté auquel il a droit.

3.06 À compter du 1er janvier 2025, une prime de patrouille est versée aux policiers attitrés à la réponse aux appels de service qui patrouillent le territoire et dont l'unité est sujette à un horaire rotatif.

Spécifiquement, les policiers éligibles à la prime de patrouille sont les suivants :

- **Superviseur de quartier 354-454**
- **Agent de quartier 350-399**
- **Agent de quartier sécurité routière 227**
- **Agent de quartier patrouille à pied (nouvelle fonction)**
- **Agent de quartier solo 351**
- **Superviseur unité aéroportuaire 253**
- **Agent-unité aéroportuaire 258**
- **Superviseur escouade canine 405**
- **Maitre-chien 339**
- **Superviseur nautique 216**
- **Agent nautique/sécurité routière 441**
- **Superviseur motard 280**
- **Agent motard 240**
- **Superviseur intervention (support et intervention spécialisée) 357**

- **Agent intervention (support et intervention spécialisée) 355**
- **Superviseur section métro 299**
- **Agent section métro 302**
- **Superviseur Éclipse 297**
- **Agent Éclipse 298**
- **Superviseur cavalier 272**
- **Patrouilleur cavalier 212**

La prime de patrouille est payée pour chaque heure ou partie d'heure travaillée en temps régulier. La prime de patrouille est payée selon son grade ou sa classe, en fonction du pourcentage et aux dates qui sont mentionnées ci-après :

Au 1er janvier 2025 : 1,0 %

Au 1er janvier 2026 : 2,0 %

Toutefois, cette prime de patrouille payable au policier n'entre pas dans le calcul de ses avantages sociaux, du travail en temps supplémentaire et ne constitue pas du salaire cotisable aux fins du régime de retraite. Cette prime est cependant calculée en fonction du salaire annuel du policier, majoré de la prime de métropole et du boni d'ancienneté.

ARTICLE IV **PROGRAMME ET HEURES DE TRAVAIL**

4.00 a) PROGRAMMES DE TRAVAIL

PROGRAMME DE TRAVAIL 21.14:35 :

Le policier assujetti au programme 21.14:35 a un régime de travail comprenant 227,5 jours de travail, diminués de ses congés annuels, par période de 364 jours. Son taux horaire régulier est calculé en prenant son traitement annuel divisé par 1 820.

Le policier alternant sur les trois relèves et assujetti au programme 21.14:35 travaille selon l'un des trois programmes reproduits dans les Annexes A-1, A-2 et A-3.

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme 21.14:35 sont de 8 h 30 incluant la période de repas.

Cependant, après accord entre les parties, les heures régulières peuvent être de neuf heures avec une heure et trente de repas.

Dans tous les cas, sauf après entente ou en application du paragraphe 12.00, le capitaine, le capitaine-détective et le lieutenant ne travaillent pas sur la première relève en temps régulier.

PROGRAMME DE TRAVAIL 15.20:35 :

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 15.20 :35 sont de 12 heures incluant une période de repas de 90 minutes.

Le programme est établi pour un cycle complet de 35 jours.

Les programmes et horaires de travail applicables au policier qui travaille à la Cour municipale de Montréal à titre d'agent de détention, au policier qui travaille au CCTI de même qu'à l'agent de quartier Soutien selon un programme de travail 15.20:35 sont reproduits **aux Annexes A-4, A-4.1 et A-4.2**. Ces horaires s'appliquent également aux auxiliaires-soutien **et aux constables spéciaux**.

PROGRAMME DE TRAVAIL 14.21:35 :

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 14.21:35 sont de 12 heures incluant une période de repas de 60 minutes et de deux pauses repos de 15 minutes chacune.

Les programme et horaire de travail applicables au policier qui travaille dans les unités de Soutien dans les centres opérationnels selon un programme de travail 14.21:35, sont reproduits dans l'Annexe A-5.

PROGRAMME DE TRAVAIL 35.35:70 (A) :

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 35.35:70 **(A)** sont de 10 heures incluant une période de repas de 60 minutes.

Les programmes et horaires de travail applicables au policier qui travaille à la **patrouille de nuit**, à la patrouille nautique, à l'unité Métro, à l'Aéroport de Montréal, à la section Surveillance module filature et à l'unité Éclipse selon un programme de travail 35.35:70 **(A)** sont reproduits **aux** Annexe**s A-6, A-6.1, A-6.2, A-6.3, A-6.4 et A-6.5.**

PROGRAMME DE TRAVAIL 35.35:70 (B) :

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 35.35:70 (B) dans les postes de quartier sont de 9 heures 45 minutes incluant une période de repas de 45 minutes. Ce programme de travail est reproduit à l'Annexe A-11.

PROGRAMME DE TRAVAIL 35.35:70 (C) :

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 35.35:70 (C) dans les postes de quartier sont de 9 heures 45 minutes incluant une période de repas de 45 minutes. Ces postes de quartier ont des conditions particulières définies à l'Annexe U. Ce programme de travail est reproduit à l'Annexe A-12.

PROGRAMME DE TRAVAIL 19.16:35 :

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 19.16:35 sont de quinze (15) journées de travail de 8 heures 30 minutes incluant une période de repas de 60 minutes et quatre (4) journées de travail de 12 heures incluant une période de repas de 45 minutes par cycle de 35 jours. Ce programme de travail 19-16:35 est reproduit à l'Annexe A-13.

PROGRAMME DE TRAVAIL 18.17:35 :

Les heures régulières de travail du policier assujetti au programme de travail 18.17.35 sont de douze (12) journées de travail de 8 heures 30 minutes incluant une période de repas de 45 minutes et six (6) journées de travail de 12 heures incluant une période de repas de 75 minutes par cycle de 35 jours. Ce programme de travail 18.17:35 est reproduit à l'Annexe A-14.

PROGRAMMES DE TRAVAIL PARTICULIERS :

Les programmes et horaires de travail applicables au policier qui travaille à l'identification judiciaire, à la liaison Cour du Québec et chambre criminelle et à l'escouade canine sont reproduits respectivement dans les Annexes A-7, A-8 et A-9.

Le programme de travail applicable à l'agent solo qui travaille selon le programme 21.14:35 est reproduit dans l'Annexe A-10.

Le policier mentionné dans les sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 4.01 a un régime de travail comprenant 260 jours de travail, diminués de ses congés annuels, par période de 364 jours. Son taux quotidien régulier est calculé en prenant son traitement annuel divisé par 260.

b) CHANGEMENTS AUX PROGRAMMES DE TRAVAIL ET AUTRES DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

i) Les programmes **sont** établis selon les besoins du Service, pour **un cycle complet** de 35 jours et communiqués à la Fraternité. **À l'exception des programmes 21.14:35 prévus aux Annexes A1, A2 et A3 qui ne peuvent être modifiés**, tout changement aux programmes et horaires de travail fait l'objet d'un avis à la Fraternité d'au moins 35 jours avant sa mise en application.

ii) Dans tous les cas, aux fins de s'adapter aux conditions particulières de sa fonction, le policier et son officier commandant peuvent en tout temps s'entendre pour modifier ses heures régulières et son programme de travail. La Fraternité est avisée mensuellement de telles modifications et peut mettre fin à ces ententes pour des motifs valables communiqués par écrit au Directeur ou à son représentant.

iii) Les parties peuvent négocier des ententes prévoyant un horaire de travail de 12 heures dans certaines unités ou sections.

iv) Lorsque la raison du changement de groupe est reliée à une situation en dehors du contrôle de l'employeur, le policier alternant sur les relèves peut être requis de changer de groupe de travail suite à un avis de 15 jours. Un changement de groupe peut être effectué dans un délai moindre après entente entre le policier et son officier commandant.

Les services d'ordre et les assignations ne sont pas des situations qui sont considérées comme étant en dehors du contrôle de l'employeur

4.01 a) Le constable assigné à diriger la circulation des véhicules et des piétons d'une manière continue, fait 6 heures 45 minutes de travail régulier, dont 6 heures sur la croisée et 15 minutes de repos. Il n'a pas droit à la période de repas.

b) Le constable assigné à diriger la circulation des véhicules et des piétons aux heures de pointe peut être appelé à accomplir sa journée en deux périodes de travail. Il fait alors 6 heures 15 minutes de travail régulier dont 5 heures 30 minutes sur la croisée et 15 minutes de repos. Il n'a pas droit à la période de repas. En aucun cas ce constable n'est tenu d'accomplir son travail en plus de deux périodes qui doivent être comprises dans un maximum de 13 heures.

c) Sous réserve de l'Annexe J tout autre besoin irrégulier ou imprévisible pour un travail de contrôle de circulation est effectué par un agent de quartier, jusqu'à concurrence de 4 heures. Cependant, s'il travaille plus de quatre heures sur la croisée, les heures de travail sont assujetties aux stipulations du présent paragraphe.

4.02 La journée régulière de travail du policier travaillant 8 heures et moins par jour est réputée être de 8 heures pour les fins d'application de la convention collective.

La journée régulière de travail du policier correspond au nombre d'heures brutes prévues à son programme de travail.

La journée régulière nette de travail du policier correspond au nombre d'heures brutes prévues à son programme de travail diminuées de la période de repas qui y est prévue.

4.03 Le policier cavalier travaille pour des périodes maximales de quatre heures consécutives à cheval. Il patrouille à pied ou en automobile lorsque la température est inclémente, sauf à la demande du Directeur, en cas d'urgence.

4.04 a) Le plus grand nombre d'heures régulières accomplies sur une relève déterminent la relève de travail basée sur les relèves suivantes :

1re relève : 23 h 15 à 7 h 45

2e relève : 7 h 15 à 15 h 45

3e relève : 15 h 15 à 23 h 45

b) Les heures de début et de fin de relève des policiers alternant sur trois relèves sont les suivantes :

GROUPE A

1re relève : 23 h 00 à 7 h 30

2e relève : 7 h 00 à 15 h 30

3e relève : 15 h 00 à 23 h 30

GROUPE B

1re relève : 23 h 30 à 8 h 00

2e relève : 7 h 30 à 16 h 00

3e relève : 15 h 30 à 24 h 00

L'alternance d'un groupe à l'autre (A et B) se fait à tous les 105 jours.

Toutes les unités de travail ou PDQ peuvent modifier les heures de début et de fin de relève si la majorité du personnel est d'accord avec cette modification, et ce après entente avec le responsable de l'unité de travail.

Il est également convenu que l'horaire de travail du superviseur de quartier et du superviseur d'intervention débute 30 minutes avant le début de l'horaire de son équipe de travail.

Pour les besoins du Service, le Directeur peut créer, après un avis de 7 jours, les relèves intermédiaires nécessaires. Lorsqu'un policier est affecté sur une relève intermédiaire, il ne peut être obligé de réintégrer la relève de son groupe de travail s'il n'a pas reçu un préavis de 15 jours.

Toutefois, il est convenu que dans les unités où il n'y a pas de première relève, il ne peut y avoir de relève intermédiaire qui commence avant le début de la 2e relève ou

qui se termine après la fin de la 3e relève. Ainsi, seule une relève intermédiaire qui chevauche la deuxième et la troisième relève est permise dans ces unités.

Les heures de début et de fin de relève des autres policiers sont établies et communiquées de la même façon que leur programme de travail et assujetties à la même obligation lors de changements éventuels.

Au besoin, pour respecter en tout ou en partie la formule 22-33-44 telle que prévue dans les Annexes A-1, A-2 et A-3, une partie de la première relève jusqu'à un maximum du tiers de celle-ci peut être détachée et travailler sur une autre relève ou sur une relève intermédiaire en autant cependant qu'un préavis de 7 jours soit donné, sauf s'il y a entente entre le policier et son officier commandant.

4.05 a) Le Directeur, l'officier commandant en charge d'un poste de quartier, d'une section, ou de toute autre unité, peut créer selon les besoins du Service, des relèves spéciales qui débutent à des heures différentes de celles mentionnées dans le paragraphe 4.04.

b) Ces relèves doivent rencontrer les conditions suivantes :

- Les journées de congé hebdomadaire varient entre deux et six jours consécutifs;
- Le nombre de journées de travail consécutives sans journée de congé ne dépasse pas sept;
- La relève spéciale est d'une durée de 35 jours ou plus;
- Le nombre de fins de semaine de congé est de deux au minimum, par période de 35 jours;

Les journées consécutives de travail débutent à la même heure sauf après entente intervenue conformément aux conditions prévues dans le sous-paragraphe b) du paragraphe 4.00.

Les relèves spéciales doivent répondre à un besoin soudain et imprévu ou à un problème spécifique de circulation ou de criminalité.

c) Avant sa mise en application ou lors d'un besoin soudain ou imprévu dans les quatre jours ouvrables après celle-ci, la Fraternité est avisée par l'Employeur du but de l'opération.

d) Les informations mentionnées dans le sous-paragraphe b) du présent paragraphe sont communiquées à la Fraternité dès la fin de l'opération.

Lorsque le but pour lequel la relève spéciale a été créée est atteint, le policier réintègre sa relève régulière et ses congés sont agencés, s'il y a lieu, afin de respecter intégralement le programme de travail qui lui est applicable.

ARTICLE V **PÉRIODE DE REPAS**

5.00 À l'exception de l'agent de croisée et sous réserve du sous-paragraphe **a)** du paragraphe 4.00, le policier a droit à une période de repas d'une (1) heure lorsqu'il travaille selon son horaire régulier ou lors d'un congé annuel ou hebdomadaire.

5.01 Le policier qui travaille quatre heures et plus dans une journée a droit à sa période de repas. Dans ce cas, la période de repas est portée au crédit des heures de cette journée.

5.02 En temps supplémentaire, pour toute période de travail dont la somme des heures effectuées atteint le nombre d'heures qui correspond à sa journée régulière de travail, le policier a droit à une période de repas payée selon ce qui est déterminé dans le paragraphe 5.00.

Toutefois, dès que le nombre des heures effectuées en temps supplémentaire atteint quatre heures, le policier a droit au paiement de la susdite période de repas, même si le total des heures effectuées à l'intérieur d'une période de travail est inférieur au nombre des heures de sa journée régulière de travail.

Il a droit à une seconde période de repas lorsqu'il aura effectué en temps supplémentaire, quatre heures de travail ou l'équivalent du nombre d'heures de sa journée régulière de travail.

À titre d'illustration, la règle mentionnée dans l'alinéa précédent s'applique de la façon suivante : Lorsqu'un policier travaille dix (10) heures selon sa journée régulière de travail et qu'il effectue au moins quatre (4) heures de travail, en temps supplémentaire, il a droit à une seconde période de repas payée. S'il effectue six (6) heures de travail de plus en temps supplémentaire pour un total de dix (10) heures de travail en temps supplémentaire, il n'a pas droit à une autre période de repas. Pour avoir droit à une troisième période de repas (incluant la période de repas dont il aura bénéficié pour sa journée régulière de travail), le policier doit effectuer quatre (4) heures de travail en temps supplémentaire de plus, ce qui forme alors un total de quatorze (14) heures de travail en temps supplémentaire. Toujours dans la même logique, s'il effectue six (6) heures de travail de plus en temps supplémentaire, ce qui forme un total de vingt (20) heures de travail en temps supplémentaire, il n'a pas droit à une autre période de repas. Pour avoir droit à une quatrième période de repas (incluant la période de repas dont il aura bénéficié pour sa journée régulière de travail), il doit effectuer 4 heures de travail en temps supplémentaire de plus, ce qui forme alors un total de vingt-quatre (24) heures de travail en temps supplémentaire.

5.03 La période de repas doit être continue. La période de repas interrompue pour les besoins du Service, est remise en entier le jour même ou payée en entier au taux du temps supplémentaire.

5.04 Le policier qui, sur ordre, à cause des exigences du Service, n'a pas bénéficié de sa période de repas, reçoit une rémunération conforme au taux du temps supplémentaire.

5.05 Le policier victime d'une lésion professionnelle n'ayant pas bénéficié de sa période de repas qui doit s'absenter après avoir travaillé quatre heures et plus, voit sa période de repas créditée à sa banque de temps accumulé.

5.06 À l’occasion d’une affectation sur un service d’ordre, aucune période de repas n’est prise durant la première heure du quart de travail, sauf après entente entre le policier et le responsable du service d’ordre.

ARTICLE VI **CHANGEMENT DE RELÈVE**

6.00 En plus du changement de relève régulier, le policier peut consentir à changer de nouveau de relève dans la même semaine conformément aux conditions prévues dans le sous-paragraphe b) du paragraphe 4.00. Le policier de la deuxième ou de la troisième relève qui change de relève au cours de la semaine, retourne sur sa relève. Le policier de la première relève appelé à changer de relève au cours de la semaine, demeure sur la dernière.

Il doit y avoir au moins huit (8) heures **consécutives** libres entre la fin d'une période de travail régulière et le début d'une autre période de travail régulière, incluant tout travail prévu à l'article X. Cette disposition ne s'applique pas au policier qui doit se présenter à la Cour, qui exerce des activités de circulation (lorsque celles-ci sont rémunérées selon les modalités de l'annexe I concernant la commercialisation) ou qui suit des cours de perfectionnement approuvés par le Service et qui consent à changer de relève à cette fin.

S'il y a moins de huit (8) heures **consécutives** libres entre deux périodes de travail régulières, la différence est compensée, au choix de l'Employeur, de la manière suivante :

a) En reportant le début du quart de travail suivant d'une période égale à cette différence;

b) En devançant la fin du quart de travail d'une période de temps égale à cette différence;

ou

c) En payant au policier cette différence selon le taux horaire applicable en temps supplémentaire, soit 150 %.

ARTICLE VII **MUTATION**

7.00 Pour les fins d'interprétation de la convention collective, la mutation signifie le transfert en permanence d'un policier d'une fonction à une autre ou à la même fonction dans un autre poste de quartier ou toute autre unité.

7.01 a) Le policier désirant être muté doit en faire une demande écrite au Directeur du Service. Ce dernier peut limiter le nombre de demandes de mutation d'un policier. La liste des postulants est établie par ancienneté et le policier est muté à la fonction qui devient vacante par ordre d'ancienneté, selon les exigences du Service. La Fraternité peut examiner ces listes.

Nonobstant ce qui précède et ce, afin de favoriser entre les postes de quartier une répartition équilibrée des constables de moins de deux ans d'ancienneté, le Service peut procéder en priorité, à l'occasion de l'entrée en service des constables nouvellement embauchés, à combler les fonctions vacantes d'agent de quartier par ces constables nouvellement embauchés, jusqu'à un maximum de 50 % des policiers nouvellement embauchés.

Nonobstant le premier alinéa du sous-paragraphe a) du paragraphe 7.01, le Service peut procéder à la tenue d'un processus annuel de sélection dans le cas des fonctions et unités suivantes :

- Agents d'infiltration
- Enquêteurs aux crimes majeurs
- Surveillance physique
- Analyse tactique
- **Agent enquêteur collisions;**
- **Superviseur intervention;**
- **Agent d'intervention;**
- **Superviseur – motard;**
- **Agent motard;**
- **Superviseur surveillance physique;**
- **Agent surveillance physique;**
- **Superviseur intervention tactique;**
- **Agent intervention tactique;**
- **Superviseur – unité aéroportuaire;**

- **Agent – unité aéroportuaire;**
- **Maitre-chien;**
- **Conseiller – SAMU;**
- **Agent – SAMU;**
- **Superviseur cavalier;**
- **Patrouilleur cavalier;**
- **Agent nautique / sécurité routière;**
- **Analyste;**
- **Enquêteur homicides et vols qualifiés;**
- **Enquêteur agressions sexuelles;**
- **Enquêteur – exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI);**
- **Enquêteur – proxénétisme;**
- **Agent d'infiltration;**
- **Technicien d'identification judiciaire;**
- **Enquêteur – crimes technologiques;**
- **Agent enquêteur – cyberenquête;**
- **Enquêteur abus physiques et décès d'enfants;**
- **Agent équipe de concertation communautaire et de rapprochement;**
- **Superviseur – équipe de concertation communautaire et de rapprochement;**
- **Agent éclipse;**
- **Superviseur éclipse;**
- **Agent de renseignements MCI;**
- **Enquêteur – coordination des disparitions;**

Dans le cadre de l'application de ce processus, il y a gel des demandes de mutation le 15 avril et le processus débute le 16 avril.

Les demandes de mutation reçues après le 15 avril sont considérées pour le prochain processus.

La requalification annuelle exclut l'entrevue.

b) Un comité paritaire est formé et composé de deux représentants du Service et de deux **représentants** de la Fraternité. Ce comité étudie dans chaque cas la possibilité, pour un policier ayant des restrictions médicales permanentes, de le muter par préséance à une fonction qu'il est en mesure d'accomplir lorsqu'il survient une vacance ou en remplacement d'un policier qui l'occupe déjà, avec le consentement dudit policier dans ce dernier cas.

c) Le comité a aussi pour mandat de relocaliser les policiers reconnus invalides ou invalides professionnels au sens du Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal. La référence au régime de retraite dans la présente disposition n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

À défaut d'entente au sein du comité, la décision appartient au Service qui doit la justifier si la demande lui en est faite suivant le paragraphe 7.02.

7.02 Le Directeur du Service peut refuser la mutation d'un policier lorsqu'il juge, en regard des exigences du Service quant à la fonction postulée, de la compétence et du mérite que celui-ci ne doit pas la remplir. Ces critères ne comprennent la capacité physique que si elle rend le policier physiquement incapable de remplir la fonction convoitée.

Lorsque le Service procède à une entrevue pour fins de mutation, il doit en aviser la Fraternité qui peut y désigner un observateur, sans droit de parole. Toutefois, dans les cas de l'agent de quartier senior, de l'agent d'intervention senior, de même que dans le cas de l'agent de soutien senior qui désire être muté dans l'une ou l'autre de ces fonctions, le Service ne peut exiger que le policier se soumette à une entrevue.

De plus, à l'occasion d'une mutation dans la même fonction, le Service ne peut exiger que le policier se soumette à une entrevue s'il occupe la fonction depuis au moins un an et que son appréciation du rendement rencontre les exigences du Service.

Le policier ou la Fraternité est informé sur demande des motifs d'un refus de mutation et tel refus peut faire l'objet d'un grief.

7.03 Le policier muté sans qu'il en ait fait la demande est informé, sur requête, des motifs qui justifient cette mutation. Ces motifs ne comprennent la capacité physique que si elle rend le policier physiquement incapable de remplir sa fonction. Ladite mutation peut faire l'objet d'un grief.

7.04 Le principe de l'ancienneté ne s'applique pas à l'officier en charge d'une section et aux policiers attachés aux unités suivantes: Division du crime organisé, Division du renseignement, Section surveillance, Groupe tactique d'intervention, Section support tactique et spécialisé, Section communications corporatives, Section enquêtes internes.

Le principe de l'ancienneté ne s'applique pas non plus à la fonction de conseiller à la Section normes professionnelles et à la fonction d'analyste tactique à la Section enquêtes spéciales.

Le principe de l'ancienneté s'applique à 50 % des mutations, en alternance, à la Section des crimes majeurs, à la Division des crimes économiques et de propriétés et aux fonctions Moralité, alcool, stupéfiants, jeunesse et gangs de rue des sections enquêtes multidisciplinaires et coordination jeunesse.

7.05 Dans tous les cas où le Directeur détermine que pour être muté à une fonction il faut au préalable suivre un cours et obtenir un certificat ou des qualifications spéciales, le principe d'ancienneté, tel qu'exposé aux paragraphes précédents, ne s'applique qu'aux policiers qui se sont rendus éligibles.

Les cours, lorsqu'ils sont donnés par le Service, le sont au moins deux fois par année afin de fournir à tous les policiers l'occasion de se qualifier.

Les préalables ajoutés pendant que le policier occupe une fonction lui sont reconnus aux fins d'un éventuel retour à celle-ci.

7.06 La procédure réglant la demande, la mutation et la rotation est établie par le Service.

Lorsque le Directeur communique son intention de procéder à une mutation générale, la liste des postulants à une fonction est arrêtée à la 21e journée suivant cette communication. La mutation générale a lieu dans **un maximum de cinquante (50) jours** de l'expiration du délai ci-dessus mentionné. Le Service procède à un minimum **de deux (2)** mutations générales par année, **dont l'une a lieu au printemps et l'autre à l'automne**, laquelle doit être tenue avant le **15** octobre.

La liste des postulants à une fonction lors d'une mutation isolée est arrêtée 48 heures avant la date de ladite mutation isolée.

7.07 Toute nouvelle fonction est annoncée 30 jours à l'avance par avis écrit (communiqué ou bulletin).

7.08 Nonobstant les dispositions du présent article :

1) Le policier nouvellement embauché ne peut exiger d'être muté avant d'avoir complété sa période de probation;

2) Le policier nouvellement promu ne peut exiger d'être muté plus d'une fois avant d'avoir complété sa période de probation;

3) Le policier mis sous observation pour cause d'absentéisme ou par suite d'une évaluation marginale ne peut exiger d'être muté pendant la durée de sa mise sous observation.

7.09 Lorsque le Service réduit les effectifs d'une section spécialisée et qu'un policier doit ainsi, contre son gré, être muté à une autre fonction, ce dernier se voit offrir, prioritairement à tout autre, de revenir à la section qu'il a dû quitter s'il s'y produit une vacance ou une augmentation des effectifs dans les deux ans qui suivent la réduction d'effectifs.

L'ancienneté s'applique entre les policiers concernés si plusieurs sont affectés par la mesure.

7.10 Lorsque le Service procède à une réaffectation de son personnel, le policier dont le poste de travail est aboli à cette occasion conserve le droit d'occuper sa fonction prioritairement à tout autre à l'intérieur du Service dans les deux ans qui suivent l'abolition de son poste de travail.

Cependant, en ce qui concerne l'endroit où ledit policier peut être muté, l'ancienneté générale parmi les policiers affectés s'applique.

7.11 Nonobstant les dispositions du présent article, à l'occasion du jumelage ou de la division de postes de quartier ou de toute autre unité, le Service consulte et peut s'entendre avec la Fraternité sur une façon d'affecter le personnel impliqué. À défaut d'entente, les dispositions générales du présent article s'appliquent.

ARTICLE VIII **ASSIGNATION**

8.00 Pour les fins d'interprétation de la convention collective, assignation signifie l'affectation temporaire d'un policier dans une autre fonction que la sienne ou dans sa fonction dans un autre poste de quartier ou dans toute autre unité.

a) Un policier ne peut être assigné plus de **sept (7)** fois par année civile. Le nombre de jours total d'assignation ne doit pas excéder une durée équivalente à cinq (5) cycles de travail de trente-cinq (35) jours ou une durée équivalente à trois (3) cycles de travail de soixante-dix (70) jours ou cent cinq (105) jours.

Malgré l'alinéa qui précède, lors de projets pilotes ou de projets spéciaux, créés à l'initiative de la direction du SPVM, une assignation peut durer jusqu'à douze (12) mois, en autant que la Fraternité en ait été avisée par écrit avant le début de l'assignation. **De plus, à l'occasion d'un remplacement de congé de maternité ou de congé parental, le policier peut occuper la fonction jusqu'au retour du titulaire de la fonction.**

Le policier assigné pour une période d'une journée peut, à son choix, débuter et terminer son travail à son unité.

Le policier assigné pour une période de plus d'un jour doit débuter et terminer son travail à l'endroit de son assignation.

Le policier ainsi assigné se voit assujetti à l'horaire de travail de la fonction à laquelle il est assigné.

b) Ne constitue pas une assignation :

1. L'occupation d'une fonction supérieure;

2. La remise par le policier de temps anticipé dans une autre fonction, dans son unité;

3. L'affectation pour une journée ou moins dans sa région, d'un agent de quartier sécurité routière à un service d'ordre ou à un problème spécifique de circulation, à condition qu'il débute et termine à son poste de quartier ou à sa division;

4. L'affectation d'un policier à la section Formation, aux fins d'y dispenser des cours;

5. La réaffectation temporaire d'un policier pendant qu'il fait l'objet d'une enquête de nature criminelle, disciplinaire, déontologique ou en raison de la suspension temporaire de son permis de conduire;

6. Le remplacement d'un autre policier conformément au paragraphe 19.04 de la convention collective.

7. Le jumelage de deux agents de quartier de PDQ limitrophes qui sont chacun en excédant d'un nombre pair d'agent de quartier duo de 23 h à 7 h 30 afin de répondre aux appels sur les deux territoires.

8. L'affectation d'un agent de quartier à la patrouille solo lorsqu'il n'y a pas d'autre agent de quartier disponible ou aucun agent de quartier solo en devoir.

9. L'affectation sur un plan de mobilisation : événement à caractère soudain et imprévu et non planifié, requérant un déploiement de ressources supérieur au nombre de policiers de l'unité requérante.

10. L'affectation d'un agent de quartier solo aux tâches de soutien dans un poste de quartier lorsqu'il n'y a aucun agent de quartier disponible.

11. L'affectation d'un policier à un Module d'actions par projet (MAP) régional inter-unités.

c) Lorsque les délais le permettent et sauf dans les cas où un profil particulier est exigé, le Service sollicite par ancienneté, des policiers qui sont volontaires avant d'imposer une assignation à un policier. À défaut de policiers volontaires en nombre suffisant, le Service procède aux assignations qui n'ont pas été comblées par des policiers volontaires, en appliquant la règle de l'ancienneté inversée.

8.01 a) Lorsque **le Service assigne un policier en temps régulier au-delà des sept (7) assignations prévues à l'article 8.00 paragraphe a), le traitement régulier du policier est majoré de 25 %. Cette prime est applicable seulement aux assignations ou aux heures au-delà des sept (7) assignations. Des modalités spécifiques à ladite majoration et à la gestion des assignations sont prévues à l'Annexe BBB.**

b) Sauf dans les cas d'assignation prévus dans le 2ième alinéa du paragraphe 8.00a), dès que l'ensemble de la durée des assignations faites à une fonction atteint une durée équivalente à six (6) cycles de trente-cinq (35) jours ou une durée équivalente à quatre (4) cycles de soixante-dix (70) jours ou à cent cinq (105) jours, le Service doit aviser la Fraternité de sa décision de créer ou non une nouvelle fonction. Dans le cas d'une décision négative, l'assignation cesse. Dans le cas d'une décision positive, l'assignation continue durant la période d'application du paragraphe 23.02 mais pour une durée équivalente d'au plus six (6) cycles de trente-cinq (35) jours ou une durée équivalente à quatre (4) cycles de soixante-dix (70) jours ou à cent cinq (105) jours.

8.02 Le Service fournit mensuellement à la Fraternité la liste des assignations dans les différentes unités du Service.

8.03 Le policier ayant des restrictions médicales peut, par exception, être assigné pour une période dépassant celle prévue au paragraphe 8.00a).

8.04 Le Service fournit mensuellement à la Fraternité une liste de l'effectif policier et au plus tard le 1er mai de chaque année la liste des fonctions établies au Service et leurs préalables dans chaque unité.

8.05 L’enquêteur appelé à travailler au module Enquêtes/crimes généraux (service à la clientèle), alors qu’il ne s’est pas porté volontaire, retourne à son module après un maximum de trois cycles consécutifs de 35 jours.

ARTICLE IX ALTERNANCE DU POLICIER TRAVAILLANT SUR TROIS RELÈVES

9.00 Le policier alterne d'une relève à l'autre suivant les exigences du Service et selon un roulement qui a pour effet, dans une période de 105 jours de lui permettre de travailler un nombre égal de périodes sur chacune des relèves. Le policier n'est pas assigné pour plus de deux périodes consécutives sur une même relève. La même règle s'applique aux relèves intermédiaires.

ARTICLE X **TEMPS SUPPLÉMENTAIRE**

10.00 a) Toute période de travail effectuée en dehors des heures brutes dans une journée régulière de travail, telles qu'établies à son horaire de travail est rémunérée au taux du traitement et demi par rapport au taux horaire régulier.

Le taux horaire régulier est calculé en prenant le traitement individuel divisé par 1 820.

Sauf si des besoins opérationnels l'exigent, le temps supplémentaire à effectuer dans une unité doit être effectué par les policiers de cette unité.

b) À chaque année, le policier peut choisir d'accumuler son temps supplémentaire jusqu'à concurrence d'un maximum de 150 heures à raison d'une fois et demie les heures ou parties d'heures à l'exception de celles effectuées au cours des mois de novembre et décembre de l'année en cours.

Le policier qui travaille lors d'un congé hebdomadaire ou annuel, peut accumuler son temps supplémentaire pour un nombre d'heures équivalant au double de sa journée régulière de travail.

Le policier peut prendre un congé lorsque son crédit atteint un nombre d'heures nettes équivalant au nombre d'heures travaillées dans une journée. Le congé est pris à la demande du policier à la discrétion de l'officier, en fonction des disponibilités. Advenant désaccord sur une date, le policier peut réclamer le paiement de son temps supplémentaire.

c) Le 15 juin de l'année en cours, le policier peut choisir de se faire payer la totalité du temps supplémentaire qu'il a accumulé jusque-là.

Au 1er novembre de l'année en cours, le policier avise le Service qu'il a choisi, le cas échéant, de conserver un maximum de trente (30) heures, aux fins et selon les conditions prévues dans le 3e alinéa du présent sous-paragraphe. À défaut de respecter cette échéance, le temps supplémentaire accumulé est payé au policier selon les dispositions du 4e alinéa du présent sous-paragraphe.

Le policier qui a choisi de conserver un maximum de trente (30) heures conformément à l'alinéa précédent, afin de prendre un congé durant le mois de décembre de l'année en cours, le fait selon les conditions prévues dans le 3e alinéa du sous-paragraphe 10.00 b). À défaut par le policier de prendre les congés correspondant aux heures de temps supplémentaire qu'il a ainsi conservées, celles-ci lui sont payées en totalité selon les dispositions de l'alinéa qui suit. De même, le temps supplémentaire effectué en novembre et décembre ne peut être accumulé et est payé au taux de temps supplémentaire applicable.

Le 15 décembre suivant, le solde du temps supplémentaire porté au crédit du policier lui est payé en totalité.

d) Les dispositions prévues au présent paragraphe s'appliquent en les adaptant, au travail supplémentaire prévu aux paragraphes 10.01 et 10.04.

10.01 a) Le policier appelé en devoir en dehors de ses heures régulières de travail a droit à un minimum de quatre heures au taux du temps supplémentaire, sans chevauchement sur ses heures régulières de travail.

Sauf dans les cas où un policier est mis en disponibilité en conformité avec le paragraphe 10.07 de la convention collective, lorsque le Service fournit à un policier de l'équipement technologique dans l'exécution de son travail et qu'il l'utilise afin de rejoindre celui-ci en dehors des heures régulières de travail pour les fins d'un dossier ou pour obtenir des renseignements sur une enquête, le premier alinéa du présent sous-paragraphe s'applique à cette occasion.

b) **Le rappel en devoir prévu au paragraphe 10.01 a)** s'applique aussi au policier convoqué par le Bureau médical, devant une autorité disciplinaire en vertu du Règlement sur la discipline des policiers de la Ville de Montréal ou devant une instance de tout organisme provincial chargé de faire respecter la déontologie **ainsi que par le Bureau des enquêtes indépendantes**.

c) Le policier convoqué à la déontologie policière pour une cause survenue alors qu'il était à l'emploi d'un autre service de police au Canada est libéré sans perte de traitement.

10.02 Le policier dépêché en devoir à l'extérieur du territoire de la Ville de Montréal ne peut réclamer plus de quatre heures par jour de temps supplémentaire si son absence dépasse vingt-quatre heures.

10.03 Le policier doit compléter ses heures régulières dans une journée avant d'avoir droit à du temps supplémentaire.

10.04 a) Le policier appelé en devoir le jour d'un congé hebdomadaire ou annuel est rémunéré au double du taux horaire régulier pour un minimum équivalant à sa journée régulière de travail. Dans ce cas, il perd sa journée de congé.

Toutefois, entre le 1er mai et le 30 septembre, le policier assujetti au programme de travail 19.16:35 ou au programme de travail 18.17 :35 appelé en devoir à l'occasion d'un service d'ordre sur un jour de congé hebdomadaire durant un quart de travail de douze (12) heures est rémunéré au double de son taux horaire régulier pour un minimum de six (6) heures.

Pour une meilleure compréhension de la mécanique de rémunération incluant la période de repas, le policier visé par l'alinéa qui précède a droit à la rémunération en temps supplémentaire et à la période de repas selon les modalités suivantes :

Heures travaillées	*Période de repas prise physiquement* *Total de la réclamation*	*AUCUNE période de repas prise physiquement* *Total de la réclamation*
1h	***N/A***	***6 hrs à 200%***
2h	***N/A***	***6 hrs à 200%***
3h	***N/A***	***6 hrs à 200%***
4h	***N/A***	***6 hrs à 200%***
5h	***6 hrs à 200%***	***6 hrs à 200%***
5h15	***6 hrs à 200%***	***6 h15 à 200%***
5h30	***6 hrs à 200%***	***6 h30 à 200%***
5h45	***6 hrs à 200%***	***6 h45 à 200%***
6h	***6 hrs à 200%***	***7 hrs à 200%***
7h	***7 hrs à 200%***	***8 hrs à 200%***

b) Ce paragraphe s'applique également au policier convoqué par le Bureau médical, devant une autorité disciplinaire en vertu du Règlement sur la discipline des policiers de la Ville de Montréal ou devant une instance de tout organisme provincial chargé de faire respecter la déontologie **ainsi que par le Bureau des enquêtes indépendantes**.

c) Le policier qui accepte de travailler le jour de son congé hebdomadaire ou annuel dans le cadre de la commercialisation des services est rémunéré pour un minimum de quatre heures au taux du temps supplémentaire.

10.05 Le paiement du travail supplémentaire effectué durant le mois est versé au policier au plus tard dans le cours du mois suivant.

10.06 Le Service ne peut réduire ni modifier les heures régulières de travail d'un policier, ni modifier son programme de travail, en raison de l'accomplissement de travail supplémentaire, sauf dans le cas d'élections, le jour de la Confédération, le 24 juin (Fête nationale du Québec) et le lundi qui précède le 25 mai (Journée nationale des Patriotes).

10.07 a) Tout policier qui reçoit l'ordre de demeurer à sa résidence habituelle et d'être en état de disponibilité de service, est rémunéré à raison de 25% de son taux horaire pour chaque heure, ou partie d'heure en disponibilité.

b) Le sous-paragraphe a) du présent paragraphe ne s'applique pas dans le cas où le policier est effectivement rappelé au travail durant le temps en disponibilité.

c) Le policier visé dans le sous-paragraphe a) du présent paragraphe n'est pas rémunéré pour des heures en disponibilité durant la période où il effectue des heures supplémentaires.

d) Le temps en disponibilité est autorisé, calculé et vérifié suivant les directives établies par le Directeur.

e) Le temps supplémentaire effectué dans le cadre d'une mise en disponibilité au sens du présent paragraphe peut être accumulé en conformité avec le sous-paragraphe 10.00 b).

10.08 Le temps consacré à la participation à des rencontres concernant le Service sur invitation d'un supérieur autorisé, en dehors ou en sus des heures régulières est considéré comme du temps travaillé et rémunéré comme tel.

10.09 Le présent paragraphe s'applique au policier rémunéré conformément aux articles XX et XXI de la convention collective dans la mesure prévue ci-après :

a) Le policier absent sept jours consécutifs ou moins est réputé continuer de travailler selon son programme et ses heures régulières de travail.

Dans le cas d'une absence pour maladie, le policier rappelé en devoir durant ses heures régulières de travail, voit le temps fait, crédité du nombre d'heures déduites de sa banque en maladie sans aucun minimum applicable.

Le policier rappelé en devoir en dehors de ses heures régulières de travail a le choix suivant :

1. Faire débiter sa banque en maladie d'une journée et recevoir une rémunération conforme au minimum applicable.

2. Faire créditer sa banque en maladie d'un nombre d'heures équivalent à la durée du rappel en devoir jusqu'à concurrence du nombre maximum d'heures nettes prévues à son horaire de travail. Le cas échéant, il reçoit le paiement de l'excédent des heures travaillées au taux du temps supplémentaire.

Le policier rappelé en devoir le jour d'un congé hebdomadaire reçoit la rémunération prévue pour cette occasion.

b) Le policier absent pour plus de sept jours consécutifs est réputé travailler sur la deuxième relève et du lundi au vendredi inclusivement.

Le policier rappelé en devoir sur la deuxième relève voit le temps fait crédité du nombre d'heures déduites de sa banque en maladie sans aucun minimum applicable.

Le policier rappelé en devoir en dehors des heures régulières de la deuxième relève a le choix suivant :

1. Faire débiter sa banque en maladie d'une journée et recevoir une rémunération conforme au minimum applicable.

2. Faire créditer sa banque en maladie d'un nombre d'heures équivalent à la durée du rappel en devoir jusqu'à concurrence du nombre maximum d'heures nettes prévues à son horaire de travail. Le cas échéant, il reçoit le paiement de l'excédent des heures travaillées au taux du temps supplémentaire.

Tout travail exécuté en dehors ou en sus des programmes et des heures régulières ci-dessus mentionnées est soumis à l'application du présent article.

10.10 À l'occasion d'un accident de travail, le policier qui doit se rendre à l'urgence est payé au taux du temps supplémentaire une fois sa journée terminée, jusqu'à un maximum de quatre (4) heures. Dans l'éventualité où le policier doit compléter ses rapports au-delà de sa présence à l'hôpital, il est rémunéré pour le temps fait, tel que prévu à la convention collective. La présente disposition ne s'applique pas au policier qui est hospitalisé.

ARTICLE XI **TEMPS À LA COUR**

11.00 a) Le travail effectué à la cour en dehors des heures régulières du policier, est rémunéré à raison d'une fois et demie son taux horaire régulier.

Le taux horaire régulier aux fins du présent article est calculé en divisant le traitement individuel par 1 820.

Le policier a droit à une rémunération au taux prévu au présent article pour un minimum de quatre heures lorsqu'il est convoqué en dehors de ses heures régulières :

1. À témoigner, par suite d'actes résultant de l'exercice de ses fonctions comme policier ou agent de la paix;

2. Au bureau des réclamations ou au Contentieux de la Ville de Montréal.

Le travail accompli en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 peut être soumis aux dispositions des alinéas 1 et 3 du sous-paragraphe b) du paragraphe 10.00 et de l'alinéa 1 du sous-paragraphe c) du paragraphe 10.00.

b) Le policier appelé à témoigner par suite d'actes résultant de l'exercice de ses fonctions, comme policier ou agent de la paix, lorsque son intervention est survenue alors qu'il était à l'emploi d'un autre Service de police au Canada, est libéré sans perte de traitement.

c) Le policier poursuivi en justice et convoqué à la Cour en dehors de ses heures régulières par suite d'actes résultant de l'exercice de ses fonctions comme policier ou agent de la paix, reçoit la rémunération prévue au présent article.

11.01 Le policier doit se rapporter à l'endroit de sa convocation à l'heure indiquée et le calcul des heures commence à compter de l'heure où il s'y rapporte ou de celle où il se présente à quel qu'autre endroit pour les besoins de la cause et se termine à l'heure où sa présence n'est plus requise.

Toutefois, lorsque l'heure de convocation du contrevenant est connue, le policier est assigné à la même heure.

11.02 Le policier doit se rapporter à l'agent de liaison à son arrivée et son départ de la Cour. Lorsqu'il n'y a pas d'agent de liaison, l'officier supérieur du policier autorise le temps de cour.

11.03 Le policier de la deuxième relève, appelé aux endroits désignés dans les paragraphes 11.00 et 11.04 immédiatement avant et après ses heures de travail, a droit au temps consacré à cette activité payé au taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00.

Pour les fins du présent paragraphe, ce temps comprend le temps requis pour le déplacement du policier, soit avant, soit après ses heures de travail, du moment où il doit se rapporter au poste pour se rendre à l'endroit désigné ou vice-versa.

11.04 Le policier convoqué à la Cour en dehors de ses heures régulières de travail hors du territoire de la Ville de Montréal sauf à Longueuil et Laval, est automatiquement assigné sur la relève coïncidant avec les heures de sa convocation. Il a droit au temps nécessaire pour se rendre à l'endroit de celle-ci et en revenir, ainsi qu'au transport à partir de son unité. Tout temps excédant sa journée régulière de travail est rémunéré au taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00.

Le policier tenu de voyager la veille ou le lendemain de sa convocation en dehors de ses heures régulières de travail, est rémunéré au taux du temps supplémentaire prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 pour un minimum de quatre heures. S'il est en congé hebdomadaire ou annuel, il a le droit d'en faire changer la date selon la procédure prévue dans le paragraphe 11.05.

11.05 a) Le policier convoqué aux endroits désignés dans les paragraphes 11.00 et 11.04 le jour de son congé hebdomadaire ou annuel a le droit d'en faire changer la date.

b) Le policier qui ne fait pas changer son congé hebdomadaire est payé selon le taux établi dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 et pour un minimum de quatre heures.

c) Le policier convoqué aux endroits désignés dans les paragraphes 11.00 et 11.04 le jour d'un congé annuel doit, dès qu'il reçoit sa convocation en aviser son officier supérieur. Si la convocation est maintenue, il est rémunéré selon le taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 pour au moins l'équivalent de sa journée régulière de travail tel qu'établi dans le paragraphe 4.04.

d) Pour les seules fins du présent paragraphe, les congés hebdomadaires immédiatement avant et après la période de congés annuels sont considérés comme faisant partie de la période de congés annuels.

e) L’employée qui est en congé de maternité selon paragraphe **36.01** et qui est convoquée aux endroits désignés dans les paragraphes 11.00 et 11.04 doit, dès qu’elle reçoit sa convocation, en aviser son officier supérieur. Si la convocation est maintenue, elle est rémunérée selon le taux prévu dans le paragraphe 11.08.

11.06 Le policier convoqué à plus d'un endroit prévu dans les paragraphes 11.00 et 11.04, le même jour, hors de ses heures régulières de travail ou lorsqu'il est en congé hebdomadaire ou annuel est rémunéré comme suit :

a) Convocations simultanées :

Le policier est rémunéré pour le temps consacré à ces activités, toutefois il a droit à un seul minimum.

b) Convocations à des heures différentes :

Le policier est rémunéré pour le temps consacré à ces activités, toutefois il a droit à un minimum pour chaque convocation si le délai entre la fin d'une comparution et la convocation suivante est de 60 minutes ou plus. Si ce délai est de moins de 60 minutes, le temps écoulé entre la fin d'une comparution et la convocation suivante est considéré comme du temps travaillé et rémunéré selon le taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00.

c) Annulation de convocation :

Dans le cas où la convocation à la Cour est annulée et que le policier en est avisé 36 heures ou moins de l'heure de la convocation, ce dernier reçoit le minimum applicable sauf si le motif de l'annulation est relié à une action concertée ou si l'annulation de la convocation est faite en application du sous-paragraphe c) du paragraphe 11.05.

11.07 Le présent article s'applique au policier rémunéré conformément aux articles XX et XXI de la convention collective dans la mesure prévue ci-après.

a) Le policier absent sept jours consécutifs ou moins est réputé continuer de travailler selon son programme et ses heures régulières de travail.

Dans le cas d'une absence pour maladie, le policier convoqué à la cour durant ses heures régulières de travail voit le temps fait crédité du nombre d'heures déduites de sa banque en maladie sans aucun minimum applicable.

Le policier convoqué à la Cour en dehors de ses heures régulières de travail a le choix suivant :

1. Faire débiter sa banque en maladie d'une journée et recevoir une rémunération conforme au minimum applicable.

2. Faire créditer sa banque en maladie d'un nombre d'heures équivalent à la durée de la convocation à la cour jusqu'à concurrence du nombre maximum d'heures nettes prévues à son horaire de travail. Le cas échéant, il reçoit le paiement de l'excédent des heures travaillées selon le taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00 du présent article.

Le policier convoqué à la Cour le jour d'un congé hebdomadaire reçoit la rémunération prévue pour cette occasion.

b) Le policier absent pour plus de sept jours consécutifs est réputé travailler sur la deuxième relève et du lundi au vendredi inclusivement.

Le policier convoqué à la Cour sur la deuxième relève voit le temps fait, crédité du nombre d'heures déduites de sa banque en maladie sans aucun minimum applicable.

Le policier convoqué à la Cour en dehors des heures régulières de la deuxième relève a le choix suivant :

1. Faire débiter sa banque en maladie d'une journée et recevoir une rémunération conforme au minimum applicable.

2. Faire créditer sa banque en maladie d'un nombre d'heures équivalant à la durée de la convocation à la cour jusqu'à concurrence du nombre maximum d'heures nettes prévues à son horaire de travail. Le cas échéant, il reçoit le paiement de l'excédent des heures travaillées selon le taux prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 11.00.

Le policier convoqué à la cour un samedi ou un dimanche reçoit le paiement du temps supplémentaire prévu lors d'un congé hebdomadaire.

11.08 L'ex-policier, le policier libéré en vertu de l'article XVI de la convention collective, en congé sans solde en vertu du paragraphe 35.04, en congé à traitement différé en vertu du paragraphe 35.05 en congé parental en vertu de l'article XXXVI, en congé préretraite en vertu de l'Annexe L et de l'entente relative à la liquidation de la Banque pré-retraite, sous le coup d'une suspension disciplinaire ou administrative, la policière absente pour congé de maternité, congé post-maternité sans solde ou parental ainsi que le réserviste convoqué aux endroits prévus dans les paragraphes 11.00 et 11.04, en vertu de la *Loi sur la police* ou en vertu du Règlement sur la discipline interne des policiers de la Ville de Montréal reçoit un minimum de quatre heures selon le taux horaire régulier pour la fonction qu'il occupait lors de leur départ, mais au salaire prévu à la date de leur comparution. Tout temps dépassant ce minimum est rémunéré au même taux.

Sont exclus de l'application du présent paragraphe les policiers suspendus disciplinairement ou administrativement.

ARTICLE XII **URGENCE**

12.00 Il est toujours loisible au Directeur ou en son absence, à son remplaçant désigné, de déclarer un état d'urgence pour une période limitée. Le Directeur ou, en son absence, son remplaçant désigné, a alors le droit, durant cette période, de changer les heures de travail, de garder en devoir le policier en dehors de ses heures régulières, de changer, s'il y a lieu, toute période de vacances, de faire travailler le policier durant les jours de congé hebdomadaire avec rémunération équivalente à sa journée régulière de travail, et cela, durant toute la période d'urgence. Tout travail supplémentaire, durant cette période d'urgence, est rémunéré suivant le taux établi pour le travail supplémentaire. Les journées d'élections municipales, provinciales et fédérales sont des périodes d'urgence.

12.01 L'officier en service dans un poste de quartier ou dans toute autre unité a droit, suivant les directives qu'il reçoit de ses supérieurs, de garder en service le policier à la fin de ses heures régulières de travail pour une situation qu'il juge urgente. Dans ce cas, le policier est rémunéré au taux du temps supplémentaire pour le travail fait.

ARTICLE XIII **FORMATION PROFESSIONNELLE ET COURS**

13.00 Aux fins du présent article, une formation est constituée d'une période de temps qui comprend les cours de formation de même que le temps de déplacement selon ce qui est prévu dans le deuxième alinéa du présent paragraphe et les travaux hors classe selon ce qui est prévu dans le troisième alinéa du présent paragraphe, même s'ils sont effectués en dehors des heures de cours et sans égard au fait qu'ils précèdent ou suivent les heures de cours.

Lorsque ces cours sont donnés à l'extérieur du territoire de la Ville de Montréal, le policier a droit au paiement de son temps de déplacement au début et à la fin du cours, et à chaque fin de semaine si le cours dure plus d'une semaine, à raison d'un minimum de deux heures au taux du temps supplémentaire, payables ou cumulables à son choix.

Sous réserve des dispositions de l'Annexe W, relative à la Charte sur les heures excédentaires en formation, les travaux hors classe de même que le temps qui y est consacré sont déterminés en fonction des normes, programmes, plans, syllabus, politiques ou autres établis par le Service ou par l'institution accréditée pour donner la formation et en tenant compte des modifications qui y sont apportées de temps à autre.

Un policier est réputé être au travail durant toute formation exigée par le Service. La formation constitue alors une période de travail au sens de la convention collective et, le cas échéant, le policier est considéré comme étant en devoir durant toute la période de formation.

Une formation est réputée exigée par le Service lorsque le policier est invité ou convoqué par le Service à recevoir ladite formation ou lorsqu'il s'agit d'une formation requise par règlement adopté en vertu de l'article 116 de la *Loi sur la police* et qui porte sur les matières ci-après mentionnées : *Processus d'enquête* et *Activité d'intégration en enquête policière* ou tout autre titre ou nom couvrant ces deux matières en cas de modifications; le présent alinéa s'applique lorsque la formation est donnée par le Service ou par une institution accréditée pour la donner.

13.01 Dans tous les cas où un policier est invité ou convoqué par le Service à recevoir une formation, les heures et le programme de travail du policier sont ajustés de façon à ce qu'ils correspondent aux heures et aux jours ouvrables de l'institution d'enseignement ou ceux établis par le Service. Les congés qui surviennent durant la période de formation sont considérés comme constituant une journée accumulée au sens de la convention collective. Le congé est alors pris après entente avec l'Employeur. Dans tous les cas, ce congé doit être pris à l'intérieur de la même année civile, à défaut de quoi, le congé est payé à la fin de ladite année civile. Cette règle ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'une formation donnée au cours du mois de décembre. Le cas échéant, le congé est pris à l'intérieur du cycle de travail en cours ou au cours du cycle de travail suivant. Sauf dans le cas prévu dans le 1er alinéa du paragraphe 6.00 à l'égard du policier de la première relève, à son retour, le policier réintègre sa relève régulière et ses congés sont agencés, s'il y a lieu, afin de respecter intégralement son programme de travail.

De plus, lorsque la formation est d'une durée inférieure aux heures régulières de travail du policier selon ses programme et horaire habituels, l'horaire du policier est réputé être celui des heures de formation et aucune remise de temps ne peut être exigée par l'Employeur sauf lorsque la formation se termine alors qu'il reste quatre heures ou plus à sa journée régulière de travail auquel cas, le policier est tenu de retourner à son unité de travail.

Tout policier invité ou convoqué à recevoir une formation est avisé dans un délai d'au moins 7 jours avant la date prévue pour cette formation, sauf dans le cas où le Service est informé dans un délai moindre de la disponibilité de l'institution d'enseignement à donner suite à l'inscription. À défaut, le policier n'est pas tenu d'y assister.

13.02 Le policier qui désire recevoir une formation à sa seule initiative aux fins de son avancement personnel, soit en vue d'une promotion, soit en vue d'une affectation à une autre fonction, le fait en dehors de ses heures régulières de travail. Cette formation, lorsqu'elle est donnée par le Service, est agencée de telle sorte que les policiers de différentes relèves puissent les recevoir.

13.03 Les préalables définis par le Directeur du Service pour l'occupation des diverses fonctions du Service sont affichés lors de la création des nouvelles fonctions ou lors de modifications aux préalables des fonctions policières actuelles.

Ils ne peuvent être révisés qu'en avril de chaque année afin de permettre aux policiers de s'inscrire au cours du mois de septembre suivant.

13.04 Tous les frais réclamés pour toute formation exigée par le Service sont remboursés au policier à 100 %.

Dans tous les cas où il s'agit d'une formation reçue à la seule initiative du policier et pour les fins de son avancement personnel en vue soit d'une promotion, soit d'une affectation à une autre fonction, les frais de scolarité sont remboursés au policier à 100%. Pour être éligible au remboursement, le policier doit suivre le cours sur son propre temps et le réussir.

Malgré le deuxième alinéa du présent paragraphe, tous les frais réclamés par une institution d'enseignement pour les cours de *Droit pénal appliqué à l'enquête policière, Éléments d'éthique appliqué* et *Analyse criminologique en enquête policière* sont remboursés par le service à 100%. Pour être éligible au remboursement, le policier doit suivre ces cours sur son temps et les réussir.

13.05 Le policier qui ne détient pas la fonction d'agent de quartier et qui est assigné dans cette fonction doit avoir les prérequis et la formation pour occuper la fonction. À défaut, l'Employeur doit lui donner une mise à niveau avant le début de son assignation.

CONSTABLE PAIR

13.06 Un nouveau programme appelé « *programme d'accueil et d'intégration de la recrue (PAIR)* » est institué afin de permettre l'encadrement des policiers nouvellement embauchés ou de ceux qui se joignent aux deux unités spécialisées mentionnées aux présentes, le tout aux conditions ci-après établies.

NOUVELLE TÂCHE

13.07 De nouvelles tâches dites d'accompagnement sont créées à compter de l'entrée en vigueur de la convention collective, en remplacement de la fonction d'agent senior.

13.08 Ces tâches ne constituent pas une « fonction » au sens où on l'entend généralement dans la convention collective.

13.09 Ces tâches sont effectuées par des constables désignés pour agir à ce titre selon ce qui est prévu ci-après.

13.10 Pour fins de commodité, le constable qui effectue les tâches d'accompagnement est désigné sous le titre de constable PAIR.

13.11 Un constable PAIR est désigné dans les tous les PDQ, la section Métro et dans deux unités spécialisées : le Groupe tactique d'intervention (GTI) et la section de la surveillance physique.

13.12 Le programme PAIR ne s'applique qu'aux seules unités spécialisées mentionnées dans le paragraphe 13.11.

13.13 Il peut cependant y avoir plus d'un constable PAIR au sein de tout groupe de travail dans un PDQ, dans la section Métro et dans les deux susdites unités spécialisées.

13.14 Le Service désigne un constable PAIR à l'égard de chaque policier nouvellement embauché, soit comme constable permanent, soit comme constable auxiliaire permanent.

13.15 Le Service désigne également un constable PAIR à l'égard de tout policier nouvellement muté dans l'une ou l'autre des deux unités spécialisées mentionnées aux présentes : le GTI et la section de la surveillance physique.

ACCOMPAGNEMENT

13.16 Le constable PAIR accompagne le policier nouvellement embauché qui est affecté dans le PDQ ou dans l'unité Métro, auquel il est rattaché.

13.17 Le constable PAIR accompagne également dans l'unité spécialisée à laquelle il est rattaché, le policier nouvellement muté à son unité.

13.18 Durant toute la période d'accompagnement, le constable PAIR agit à l'endroit du policier qu'il accompagne, à titre de mentor ; il conseille ce policier, lui donne les explications et les conseils appropriés, l'accompagne dans son travail, et constitue à son endroit la personne ressource ; il participe également à son évaluation et complète la documentation requise en vertu du programme PAIR.

13.19 La période d'accompagnement d'un policier dans un PDQ ou dans l'unité Métro, est fixée à un minimum de 15 semaines.

13.20 La période d'accompagnement d'un policier muté dans l'une ou l'autre des deux unités spécialisées mentionnées aux présentes est fixée à 26 semaines.

13.21 Sauf lorsque sa disponibilité ne le permet pas, une période d'accompagnement est assurée par le même constable PAIR.

SALAIRES, GRADES ET CONDITIONS DE TRAVAIL

13.22 Le grade attaché à la fonction de constable PAIR est celui de constable.

13.23 Le constable 1ière classe qui agit comme constable PAIR reçoit une prime égale à 6% de son salaire et celle-ci lui est payée pendant l'accompagnement ; le constable PAIR a droit le cas échéant, au paiement de toutes autres primes payables en vertu des dispositions de la convention collective (prime de spécialité, prime de métropole, boni d'ancienneté, prime de niveau de service, etc.) et celles-ci sont calculées pendant ladite période, de la même manière que si le salaire du constable PAIR était fixé à 106 % du salaire du constable première classe ;

Lorsque le constable PAIR n'est pas un constable 1ière classe, il reçoit lui aussi une prime égale à 6 % du salaire du constable 1ière classe et celle-ci lui est payée pendant l'accompagnement ; le cas échéant, ce constable a droit également au paiement de toutes autres primes payables en vertu de la convention collective (prime de spécialité, prime de métropole, boni d'ancienneté, prime de niveau de service, etc.) mais contrairement au constable 1ière classe, les primes sont calculées en fonction de la classe qui lui est reconnue, auxquelles s'ajoute, une fois ce calcul effectué, la prime de 6 % du salaire première classe ;

La prime de 6% payable au constable PAIR n'est pas intégrée au salaire aux fins du régime de retraite et du paiement de la cotisation requise ;

13.24 Lorsque le constable PAIR effectue ses tâches d'accompagnement en temps supplémentaire, le taux du temps supplémentaire qui lui est payable est fixé en fonction d'un salaire qui inclut la prime visée dans le paragraphe 13.23 ;

13.25 Tout constable ayant **un (1) an** et plus de service **à titre de policier permanent et ayant complété sa période de probation** peut être désigné pour agir comme constable PAIR ;

13.26 À mérite et à compétence relativement égaux, le constable PAIR est choisi en fonction de son ancienneté générale ; les qualités et aptitudes recherchées sont les suivantes :

- Capacité d'écoute et habileté dans la communication des messages et des conseils à donner ;
- Attitude d'ouverture envers la recrue ;
- Patience et acceptation du rythme de la recrue dans son apprentissage ;
- Capacité d'objectivité dans l'évaluation de la recrue ;
- Rigueur dans l'accomplissement des tâches d'accompagnateur ;
- Intérêt à l'égard des tâches d'accompagnateur ;

13.27 Malgré la réussite du processus de sélection, la désignation de l'agent PAIR demeure assujettie à sa disponibilité, pour l'ensemble de la période d'accompagnement, lorsque le travail d'accompagnateur est requis ;

13.28 Lorsque le constable PAIR est aussi un agent senior en application des dispositions de la lettre d'entente « Agents Séniors », son salaire est alors majoré à 106 % du salaire du constable 1ière classe pendant l'accompagnement et les dispositions du paragraphe 13.23 s'appliquent en les adaptant ; la majoration du salaire de 103 % à 106 % n'est toutefois pas intégrée au salaire aux fins du régime de retraite et du paiement de la cotisation requise.

SERGENT-DÉTECTIVE PAIR

13.29 **Un programme PAIR est institué dans les centres d'enquêtes afin d'encadrer les sergents-détectives nouvellement promus.**

13.30 **Le sergent-détective qui effectue les tâches d'accompagnement est désigné sous le titre de sergent-détective PAIR.**

13.31 **Le sergent-détective qui agit comme PAIR reçoit une prime égale à 6% de son salaire et celle-ci est payée pendant l'accompagnement; le sergent-détective PAIR a droit, le cas échéant, au paiement de toutes autres primes payables en vertu des dispositions de la convention collective (prime de métropole, boni d'ancienneté, prime de niveau de service, etc.)**

13.32 **La prime de 6% payable au sergent-détective PAIR n'est pas intégrée au salaire aux fins du régime de retraite et du paiement de la cotisation requise.**

13.33 **Tout sergent détective ayant 1 an et plus de service et ayant complété sa période de probation à titre de sergent-détective peut être désigné pour agir comme sergent-détective PAIR.**

13.34 **Les paragraphes 13.07 à 13.09, 13.13, 13.14, 13.18, 13.19, 13.21, 13.24, 13.26 et 13.27 s'appliquent au sergent-détective PAIR en y faisant les adaptations nécessaires.**

ARTICLE XIV **ALLOCATION DE DÉBOURSÉS**

14.00 Le policier a droit au remboursement des déboursés nécessités par son travail, sur production de pièces justificatives et après approbation du Directeur. Sur demande, le policier a une avance pour tels déboursés.

14.01 Tous les frais raisonnables exigés par un médecin pour compléter un formulaire médical ou remplir un billet médical requis par l'employeur ou la SAAQ sont remboursés par l'Employeur. **Lorsqu'un médecin réfère un policier à un professionnel de la santé, afin de compléter le formulaire médical de la SAAQ, les frais raisonnables exigés pour compléter ladite section sont également remboursés par l'Employeur.**

14.02 Lorsque le policier est autorisé à utiliser son propre véhicule en lien avec l'exécution du travail pour se déplacer à l'extérieur du territoire couvert par le SPVM ou à séjourner à l'extérieur, le montant des frais remboursés au policier pour les déplacements, l'hébergement et les repas sont ceux indiqués à la Directive concernant les « Déplacements à la demande de l'employeur et dépenses afférentes (Directive) », portant le numéro C-RF-SFIN-D-21-001 ainsi que toute modification éventuelle (ci-après « Directive ») s'applique.

Dans tous les cas, les policiers qui doivent séjourner à l'hôtel ont droit à une chambre individuelle.

La Directive ne s'applique pas pour toutes les activités, incluant le transport, reliées au temps à la Cour et couvertes par l'article XI de la convention collective.

ARTICLE XV **CONGÉS SOCIAUX**

15.00 Le policier peut bénéficier d'une absence dans les cas suivants :

a) À l'occasion de son mariage : trois jours sans perte de traitement et deux jours sans traitement.

b) À l'occasion du mariage d'un enfant, d'un frère, d'une sœur, du père, de la mère : le jour du mariage, sans traitement.

c) À l'occasion du décès du conjoint, d'un enfant : quatre jours sans perte de traitement et une journée sans traitement.

d) À l'occasion du décès du père, de la mère, d'un frère ou d'une sœur : trois jours sans perte de traitement et une journée sans traitement.

e) À l'occasion du décès du grand-père, de la grand-mère, de l'oncle, de la tante, du beau-frère, de la belle-sœur, du beau-père, de la belle-mère, du gendre, de la bru, d'un petit enfant, du père, de la mère, de la sœur, du frère, du grand-père ou de la grand-mère du conjoint : le jour des funérailles, sans traitement; cependant si le défunt habitait sous le même toit que le policier : trois jours, sans traitement;

f) À l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'ordonnance de placement en vue d'adoption d'un enfant : trois jours sans perte de traitement et trois jours sans traitement.

g) Dans les cas ci-dessus, si le mariage ou les funérailles ont lieu à plus de 80 kilomètres du territoire de la Ville de Montréal, il a droit à un jour additionnel, sans traitement.

15.01 a) Ces absences ne sont pas accordées si elles coïncident avec un autre congé prévu à la convention collective et dans tous les cas, le policier doit prévenir son supérieur immédiat de son départ.

b) Les jours d'absences prévus dans les sous-paragraphes c) d) et e) du paragraphe 15.00 sont pris au choix du policier, à compter du décès et jusqu'au jour des funérailles inclusivement. Ce dernier peut prendre l'une de ces journées le jour de la mise en terre ou de l'incinération si celui-ci ne coïncide pas avec la période ci-dessus mentionnée.

c) Les jours d'absences prévus dans le sous-paragraphe f) du paragraphe 15.00 sont pris au choix du policier entre la date de la naissance ou de l'adoption et le quinzième jour qui suit l'arrivée de l'enfant à la résidence.

d) Les jours prévus dans les sous-paragraphes a) et f) du paragraphe 15.00, peuvent être pris à compter du 3e jour précédant la date de l'événement.

15.02 Aux fins du présent article :

a) conjoint signifie la personne qui correspond à la définition prévue à la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q. C.N.1) de même que le conjoint de même sexe du policier qui vit maritalement avec ce dernier depuis au moins un an;

b) enfant du policier comprend l'enfant d'un conjoint dont celui-ci est à la date de l'événement :

1. Marié au policier et cohabite avec lui; ou

2. Vit maritalement avec le policier qu'il soit de sexe différent ou de même sexe et réside avec lui depuis au moins deux ans; ou

3. Vit maritalement avec le policier depuis 1 an si un enfant est né ou à naître de cette union.

c) la valeur d'une journée nette équivaut à 7 h 30 pour le policier assujetti au programme de travail 21.14:35, à 10 h 30 pour celui assujetti aux programmes de travail 15.20:35, à 11 h pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35 et à 9h00 pour celui assujetti au programme de travail 35.35:70.

15.03 Sauf pour les absences sans perte de traitement et les congés prévus dans le paragraphe 36.01, les jours ou heures nettes d'absences sont déduits du crédit en maladie du policier conformément aux dispositions de l'article XXI en autant que le policier possède un crédit de jours en maladie suffisant : à défaut de crédit de jours en maladie, ces absences sont sans rémunération. Le policier peut aussi utiliser tout autre congé prévu à la présente convention en lieu et place de son crédit en maladie.

ARTICLE XVI **ABSENCES AUTORISÉES**

16.00 Les officiers élus de la Fraternité et les policiers désignés par celle-ci, jusqu'à concurrence de onze, sont libérés pour la durée de leur mandat ou engagement respectif aux conditions suivantes :

a) L'Employeur paie au policier son traitement à chaque période de paie;

b) L'Employeur prélève du chèque de paie du policier libéré sa cotisation au régime de rentes des policiers et policières de la Ville de Montréal;

c) La période de temps durant laquelle le policier est libéré compte parmi ses années de service aux fins du régime de rentes et d'ancienneté;

d) Le policier libéré conserve ses droits à l'indemnité au décès, et les privilèges de la présente convention;

e) Le policier libéré continue d'accumuler à son crédit les heures de maladie auxquelles il a droit;

f) Sur présentation d'un compte, la Fraternité s'engage à rembourser à l'Employeur les sommes suivantes, sauf 700 jours ouvrables et la totalité des jours ouvrables, soit : 227,5 pour le policier occupant le poste de Président :

1. Le traitement du policier libéré;

2. La cotisation de l'Employeur au régime de rentes des policiers et policières de la Ville de Montréal;

3. Au cours du mois de mai de chaque année, un montant d'argent représentant le nombre d'heures de maladie accumulées par le policier libéré au cours de l'année discale précédente

Le taux des jours ouvrables ci-dessus mentionné est établi sur la moyenne des taux applicables à chacun des policiers libérés. Ceux-ci, pour les fins du présent paragraphe, sont considérés comme ayant 227,5 jours ouvrables par année.

g) L'année de sa libération ou de la fin de celle-ci, l'Employeur et la Fraternité ou l'A.B.R.P.P.V.M. ou la Caisse d'économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal, selon le cas, assument respectivement en faveur du policier libéré en vertu du présent paragraphe et du paragraphe 16.02 ou assigné suivant le sous-paragraphe b) du paragraphe 16.01, au prorata du temps travaillé pour l'un ou l'autre au cours de l'année civile, les congés annuels auxquels il a droit et qu'il prend à la date de son choix aux cours de celle-ci.

16.01 a) Pour les fins du présent paragraphe, « Association » signifie Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal. Le

Directeur du Service accorde aux administrateurs et officiers élus de l'Association, sans retenue de traitement, les congés nécessaires pour assister aux assemblées régulières et spéciales du conseil d'administration de l'Association ainsi qu'aux délégations exigées pour les besoins de l'administration de l'Association, sur demande écrite de son président.

b) Le Directeur du Service assigne à l'Association les policiers qui ont été élus aux postes de président, vice-président, secrétaire, trésorier, assistant-secrétaire et assistant-trésorier et ce, pour la durée de leur mandat. Les noms des policiers qui ont été élus à ces postes lui sont communiqués par le président de l'Association.

c) Sur présentation d'une facture mensuelle à cet effet, l'Association rembourse à la Ville de Montréal les montants payés par cette dernière, au titre du traitement ou autrement, aux officiers de l'Association mentionnés à l'alinéa précédent de même qu'aux autres administrateurs et officiers de l'Association auxquels des congés ont été accordés, ainsi que prévu ci-dessus.

d) Le policier appelé par l'Association à remplir une fonction élective demeure un salarié de la Ville de Montréal et conserve tous ses droits et privilèges pendant la durée de son mandat.

16.02 Un maximum de trois (3) policiers sont libérés à la Caisse d'économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal aux conditions et suivant les modalités prévues dans le paragraphe 16.00. Cependant, sur présentation d'un compte, la Caisse d'économie rembourse à l'Employeur toutes les sommes prévues dans les paragraphes 1 à 3 de l'alinéa 1 du sous-paragraphe f) du paragraphe 16.00.

16.03 La Fraternité garantit à l'Employeur le paiement des sommes remboursables par la Caisse d'économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal et de l'Association.

16.04 Le policier, à l'expiration de la période de libération ou d'assignation, réintègre sa fonction et reçoit le traitement qu'il aurait reçu s'il était demeuré en service continu dans cette fonction.

Si le policier choisit de ne pas déplacer celui qui, entre-temps, a été muté à sa fonction, il bénéficie d'une priorité pour être muté à celle-ci lors de la prochaine vacance.

16.05 Sur avis de la Fraternité communiqué au Service des ressources humaines, le délégué et le représentant des grades peuvent à chaque année, s'absenter pour participer aux activités syndicales de celle-ci, sans perte de traitement jusqu'à concurrence d'un nombre d'heures nettes équivalant à cinq journées de travail. Ces heures peuvent être prises consécutivement ou en partie. Au-delà des heures ci-dessus mentionnées, le policier anticipe le temps nécessaire qu'il remet de la façon prévue dans le paragraphe 19.02.

Sur avis de la Fraternité communiqué au Service des ressources humaines, le moniteur peut, à chaque année et sous réserve d'un maximum de 164 jours par année pour l'ensemble des moniteurs, s'absenter pour participer aux activités syndicales de la Fraternité sans perte de traitement jusqu'à concurrence d'un nombre d'heures nettes équivalant à deux journées de

travail. Ces heures peuvent être prises consécutivement ou en partie. Au-delà des heures ci-dessus mentionnées, le policier anticipe le temps nécessaire qu'il remet de la façon prévue dans le paragraphe 19.02.

Le moniteur, le délégué, le représentant des grades et la représentante de la condition féminine peuvent également s'absenter sans perte de traitement pour la journée paritaire en santé et sécurité au travail.

Aux fins du présent paragraphe, la valeur d'une journée nette équivaut à 7 h 30 pour le policier assujetti au programme de travail 21.14:35, à 10 h 30 pour celui assujetti aux programmes de travail 15.20:35, à 11 h pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35, à 9 h pour celui assujetti au programme de travail 35.35:70, **à 7 h 30 pour le programme 19.16 :35 en ce qui a trait aux quarts de travail en semaine ainsi que 11 h 15 pour les quarts de travail de fin de semaine, 7 h 45 pour le programme 18.17 :35 en ce qui a trait aux quarts de travail du lundi au jeudi ainsi que 10 h 45 du vendredi au dimanche**.

16.06 Le policier membre de la Symphonie vocale est libéré sans perte de traitement pour chanter aux funérailles d'un confrère décédé dans l'exercice de ses fonctions.

Le Service accordera le temps nécessaire à un maximum de huit policiers qui seraient normalement en devoir sur la deuxième relève le jour, lors des funérailles d'un policier actif.

ARTICLE XVII **VACANCES ET CONGÉS FÉRIÉS**

17.00 Selon le nombre d'années de service complétées au 31 décembre de l'année précédente, le policier bénéficie du congé annuel payé suivant calculé à raison de :

- 7.5 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 21.14 :35;
- 10.5 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme 15.20:35;
- 11.25 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35;
- 9 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 35.35:70;
- **7.5 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail en semaine pour celui assujetti au programme de travail 19.16:35 ;**
- **11.25 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail de fin de semaine pour celui assujetti au programme de travail 19.16:35 ;**
- **7.75 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail du lundi au jeudi pour celui assujetti au programme de travail 18.17:35 ;**
- **10.75 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail du vendredi au dimanche pour celui assujetti au programme de travail 18.17:35.**

Années de service	Heures nettes
1	127.5 heures
3	150 heures
8	180 heures
10	187.5 heures
15	195 heures
17	202.5 heures
18	210 heures
19	217.5 heures
20	225 heures
25	232.5 heures
30	247.5 heures

17.01 Celui qui, au 31 décembre de l'année précédente, n'a pas complété une année de service, bénéficie d'un douzième (1/12) du nombre d'heures nettes prévues dans le paragraphe 17.00, pour un policier ayant une année de service par mois complet de service.

17.02 a) Celui dont l'emploi prend fin, bénéficie s'il ne s'en est pas déjà prévalu autrement, du paiement du nombre de jours ou d'heures nettes auquel il avait droit au 31 décembre de l'année précédente, augmenté du nombre proportionnel de jours ou d'heures nettes que lui accorde le nombre de mois de service complétés depuis ce 31 décembre.

b) **Le policier absent par suite d'une lésion ou d'une maladie professionnelle depuis plus d'une année au moment de sa mise à la retraite pour cette cause, se voit créditer et payer des congés annuels ou fériés pour un maximum d'une année.**

17.03 a) Au 1er janvier de chaque année, pour tenir lieu de congés usuels payés à l'occasion des jours fériés, à l'exception de la fête nationale, le policier assujetti au programme 21.14:35 a droit à 101,25 heures nettes de congés. Cependant, de ce nombre 71,25 heures nettes sont utilisées pour compléter les 227,5 jours de travail prévus à son régime de travail. Le calcul se fait à raison de 7,5 heures nettes par jour.

Le paragraphe précédent s'applique également à tous les autres horaires de travail prévus à la présente convention collective.

b) Le congé de la Fête nationale doit être accordé selon les dispositions de la *Loi sur la Fête nationale*. Dans le cas où, pour des besoins opérationnels, il est impossible au Service d'accorder ledit congé le jour de la *Fête nationale* ou le jour ouvrable précédant ou suivant la fête, selon le programme de travail du policier, ce dernier doit avant le 15 novembre de l'année courante, opter soit pour le paiement d'une journée régulière de travail, soit pour un congé compensatoire, soit pour le transfert de ce congé dans sa banque de préretraite, sans pour autant que le maximum prévu de 195 heures soit augmenté, le tout sous réserve des dispositions de la lettre d'entente relative à la liquidation de la Banque pré-retraite. Cette disposition s'applique également dans le cas où le policier est en congé annuel le jour de la *Fête nationale* et le jour ouvrable précédant ou suivant la fête.

c) L'année de son entrée en service, de même que l'année de son départ, le policier n'a droit selon le cas qu'à un douzième (1/12) du nombre d'heures nettes de congés par mois de service complet prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 17.03.

d) Le policier bénéficie de tout autre congé décrété par la Ville de Montréal.

e) Fusionné au congé annuel, chacune de ces heures nettes s'y ajoute et est traitée comme tel, à moins que l'officier commandant fixe une date à laquelle ce congé est chômé.

17.04 Le congé annuel du policier se prend selon le système d'étalement apparaissant aux **Annexes B-1, B-2 et B-3.** La première semaine de l'année, pour fin d'étalement du congé annuel, est la semaine débutant le lundi et qui inclut le 1er janvier.

Le résidu peut être pris, sur demande, durant l'année, selon les disponibilités. Si la demande de congé est faite sept jours ou moins avant la date de prise de congé annuel résiduel, le Service doit accorder ledit congé sauf si le nombre prévu de policiers absents sur son équipe

de travail excède 16 2/3 %. Un policier absent de son travail à l'occasion d'un retrait préventif, d'un congé de maternité ou d'un congé parental n'est pas considéré comme étant absent de son équipe de travail aux fins du calcul des effectifs, lorsqu'un policier auxiliaire permanent est disponible pour effectuer le remplacement de ce policier.

Le policier peut, après entente avec le commandant d'unité au plus tard le 1er décembre de chaque année, reporter à l'année suivante trois congés annuels faisant partie du résidu. Ces congés doivent être pris dans les six premiers mois de l'année.

Le policier peut à son choix décider de placer ces trois congés dans sa banque de temps préretraite prévue à l'Annexe L, le tout sous réserve des dispositions de la lettre d'entente relative à la liquidation de la Banque pré-retraite. Il doit informer l'Employeur de son intention à cet effet avant le 31 décembre de chaque année.

17.05 a) Aux fins d'utiliser en tout ou en partie le nombre maximum permis de semaines consécutives, le policier peut, après avoir cependant épuisé tous ses congés, accumulés à raison d'un jour par semaine, ces congés hebdomadaires, ou anticiper le nombre de jours nécessaires qu'il remet à raison d'un jour par semaine.

À la discrétion de son officier qui doit faire en sorte que le policier puisse le faire en temps utile, ce dernier peut être appelé à travailler un nombre de jours nécessaires pour compléter cette semaine additionnelle de vacances. À défaut de pouvoir accumuler les jours nécessaires, le policier peut les anticiper.

Dans le cadre d'un 2e tour, le policier qui peut bénéficier du maximum permis de semaines consécutives en utilisant ses congés annuels et à qui il reste un résidu de congés annuels peut compléter une semaine additionnelle de vacances. Il doit indiquer le nombre de jours de congés hebdomadaires qu'il doit accumuler ou anticiper.

b) Lorsque l'attribution du congé annuel a été complétée, en application des modalités décrites dans les sous-paragraphes a), et b) du paragraphe 17.06 ou dans les sous-paragraphes a), b) et c) du paragraphe 17.07 et qu'il subsiste des semaines de vacances non comblées, le policier qui ne s'est pas prévalu des dispositions du sous-paragraphe a) du présent paragraphe et à qui il reste un résidu de congé annuel peut choisir dans le cadre d'un deuxième tour, l'une de ces semaines. Les modalités décrites dans les sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 17.06 et dans les sous-paragraphes a) b) et c) du paragraphe 17.07 s'appliquent alors en les adaptant.

17.06 a) Les constables assujettis au programme 21.14:35 affectés en permanence à un poste de quartier ou à une section, après répartition proportionnelle des policiers par ancienneté sur chaque équipe à l'intérieur de cette section, se voient attribuer entre eux, au niveau de chaque équipe, en raison de leur ancienneté respective, eu égard à l'ordre de leurs préférences exprimées, le nombre de semaines consécutives tant d'hiver que d'été fixées pour le congé annuel jusqu'à concurrence, pour chaque semaine, d'un minimum de 16.66 % de l'effectif des constables de chaque équipe dans cette section ou poste de quartier.

Dans les postes de quartier de même qu'aux modules Intervention et Soutien des centres opérationnels, après répartition proportionnelle des policiers par ancienneté sur chaque équipe à l'intérieur de ces unités se voient attribuer entre eux au niveau de chaque équipe en raison de leur ancienneté respective eu égard à l'ordre de leur préférence exprimée, le nombre de semaines consécutives de vacances tant d'hiver que d'été fixées pour le congé annuel jusqu'à concurrence pour chaque semaine, d'un minimum de 16.66 % de l'effectif de chaque équipe en excluant les agents de quartier seniors, les agents d'intervention seniors et les agents de soutien seniors.

L'agent sociocommunautaire se voit attribuer ses périodes de congés annuels par ancienneté jusqu'à concurrence, pour chaque semaine, d'un minimum de 50 % de l'effectif des agents sociocommunautaires du poste de quartier.

b) Tous les enquêteurs travaillant à la Direction générale des enquêtes se voient attribuer entre eux les périodes de congés annuels en tenant compte pour chaque semaine d'un minimum de 50 % de l'effectif. En tout temps, il doit y avoir un minimum de deux enquêteurs par module. Le même principe s'applique aux enquêteurs des sections spécialisées.

17.07 a) Le capitaine de gendarmerie et le capitaine-détective, de même que le lieutenant et le lieutenant-détective se voient attribuer leur congé annuel après entente avec leur officier supérieur.

b) Les officiers assujettis au programme 21.14:35 affectés en permanence à un poste de quartier ou à une section ou au module Soutien opérationnel d'un centre opérationnel, après balancement des équipes à l'intérieur de ces sections ou modules, se voient attribuer entre eux sans tenir compte du grade, au niveau de chaque équipe, en raison de leur ancienneté respective, eu égard à l'ordre de leurs préférences exprimées, le nombre de semaines consécutives tant d'hiver que d'été fixées pour le congé annuel jusqu'à concurrence pour chaque semaine, d'un minimum de 25 % de l'effectif de l'équipe.

Dans les postes de quartier, le sergent superviseur de quartier et l'agent de quartier senior choisissent entre eux, par ancienneté au niveau de chaque équipe, leurs congés annuels. Cette même règle s'applique lors du choix de congés annuels du sergent superviseur soutien et l'agent de soutien senior.

Au module Intervention des centres opérationnels de même que dans les postes de quartier où chaque équipe de travail est dotée de deux superviseurs de quartier, les périodes de congés annuels sont octroyées en tenant compte pour chaque semaine d'un minimum de 50 % de l'effectif.

c) Tous les sergents-détectives travaillant dans les centres d'enquêtes se voient attribuer entre eux les périodes de congés annuels en tenant compte pour chaque semaine d'un minimum de 50 % de l'effectif. En tout temps, il doit y avoir un minimum de deux enquêteurs par module. Le même principe s'applique aux enquêteurs des sections spécialisées.

Les superviseurs lieutenants-détectives des différents modules choisissent entre eux selon le ratio 50/50, par ancienneté.

À la section Groupe d'intervention tactique, le superviseur et l'agent senior choisissent entre eux selon le ratio 50/50, par ancienneté. Cette même règle s'applique à la section Filature à l'égard du superviseur et l'agent senior.

Le superviseur aux enquêtes police-jeunesse choisit seul ainsi que le superviseur enquête accident/délit de fuite.

17.08 Le policier qui est en assignation, conformément au 2e alinéa du paragraphe 8.00 a) (assignation pouvant aller jusqu'à un maximum de douze (12 mois)), a le droit de choisir ses vacances annuelles en fonction de son rang d'ancienneté dans son unité d'origine. Cependant la période qu'il choisit demeure disponible pour les autres policiers du groupe ou de l'unité.

17.09 Lorsque la détermination des minima ci-dessus mentionnés produit un nombre fractionnaire, on complète au nombre entier suivant.

17.10 Le policier peut obtenir que les semaines consécutives déjà fixées pour son congé annuel soient reportées à d'autres semaines consécutives qui n'ont pas été entièrement utilisées ou lorsque des mutations ou promotions sont survenues et ont eu pour effet de libérer des périodes. Tous les policiers concernés sont avisés quant aux périodes libres et le choix s'effectue par ancienneté.

17.11 Une fois fixée, la date du congé annuel du policier ne peut être changée en raison de sa mutation, de son assignation ou de sa promotion.

17.12 **Le 15 octobre** de chaque année, le Service arrête pour chaque section, poste de quartier ou toute autre unité, la liste d'ancienneté de l'effectif de ces unités à cette date et la publie dans les jours qui suivent. Le policier est alors invité à exprimer par écrit sur une formule arrêtée par le Service, ses préférences quant aux semaines consécutives. Le ou vers **le 30 octobre** qui suit, le Service publie également une liste indiquant pour chaque semaine, qui s'étale du lundi au dimanche, le nom du ou des policiers qui se voient attribuer chacune de ces semaines.

17.13 Sur demande faite au Directeur du Service au moins 45 jours à l'avance, le policier reçoit avant son départ pour son congé, le paiement de celui-ci.

17.14 Sur permission de son commandant, le policier peut, pour raison valable, prendre son congé annuel ou partie de celui-ci en dehors des périodes établies. Il peut également, sur permission de son commandant, changer ses vacances dans le cas de maladie de son conjoint attestée par un certificat médical.

17.15 Le policier absent pour cause de maladie à la date fixée pour son congé annuel, après en avoir avisé par écrit son commandant, peut reporter son congé à toute autre date comprise dans les 90 jours de son retour au travail.

17.16 Le policier en congé de maladie peut après en avoir avisé son commandant, avancer son congé annuel en lieu et place de son congé en maladie. Il peut également utiliser tout autre congé prévu à la présente convention collective en lieu et place de son congé annuel. Le policier complète la formule requise à son retour au travail.

17.17 Le policier victime d'une maladie ou d'un accident durant son congé annuel peut après en avoir avisé son commandant suspendre son congé annuel et utiliser le cas échéant ses jours ou heures de congé en maladie. Son congé annuel est dès lors ajourné à toute autre date comprise dans les quatre-vingt-dix jours de son retour au travail.

17.18 Le policier victime d'une lésion professionnelle qui n'est pas guéri à la date fixée pour son congé annuel, peut après en avoir avisé son commandant, reporter son congé à toute autre date comprise dans les 90 jours de son retour au travail.

Aux fins des paragraphes **17.15** et **17.17** et du présent paragraphe, un policier qui est de retour au travail mais qui doit poursuivre des traitements est réputé ne pas être de retour au travail tant et aussi longtemps que durent ses traitements.

On entend par "traitements" au sens du présent article, des soins qui impliquent le déplacement du policier dans le but d'une intervention sous supervision d'un professionnel de la santé, d'un chiropraticien ou autre thérapeute reconnu.

17.19 Le policier victime d'une lésion professionnelle alors qu'il est déjà en congé annuel, bénéficie des conditions prévues au paragraphe **17.18** ci-dessus, en ce qui concerne le résidu de sa période de congés en cours.

17.20 La policière de retour d’un congé de maternité ou parental ou le policier de retour d’un congé parental à qui il reste un solde de crédits de vacances peut les épuiser de la façon suivante à son choix : soit complètement dans les 90 jours de son retour au travail ou dans l’année en cours, ou en partie afin de reporter à l’année suivante le nombre de jours de congés annuels qui lui manquerait afin de prendre un congé annuel dont la durée correspond à ses années de service.

17.21 Lorsqu’un policier est en mission internationale, en prêt de service, en congé sans solde, en traitement différé, en congé de maternité ou en congé parental et qu’il est prévu que celui-ci sera absent de son unité au moment de sa période de vacances, cette période est offerte aux policiers de son groupe et ce, à compter du 3e mois précédant la date fixée pour la période de congé annuel choisie. Le choix s’effectue alors par ancienneté et la règle des minima énoncée dans les paragraphes 17.06 et 17.07 de la convention collective s’applique.

ARTICLE XVIII INDEMNITÉ AU DÉCÈS, ASSURANCE-GROUPE ET ASSURANCE CHÔMAGE

18.00 L'Employeur verse une indemnité de 6 000 $ aux héritiers ou ayants droit du policier inscrit sur la liste de paie du Service à la date de son décès.

18.01 Considérant la majoration prévue dans la convention collective 1991-1992 du montant versé à la Fraternité et de l'intégration aux échelles salariales de ce montant en juillet 1996, l'Employeur conserve la totalité de la ristourne de la Commission d'emploi et d'immigration Canada (C.E.I.C.).

18.02 L'Employeur verse annuellement à la Fraternité un montant équivalant à 1 % du salaire du constable 1re classe par policier, aux fins de défrayer le coût des plans d'assurances offerts par celle-ci à ses membres.

Cette somme est payée par versement hebdomadaire, en un montant global et pour le nombre de policiers inscrits à la liste servant à la préparation de la paye ainsi qu'à l'égard des policiers qui bénéficient des dispositions des articles 36.02 d), 36.03 d) et 36.04 d) en autant que dans chacun de ces cas, ces derniers maintiennent leur cotisation habituelle au régime d'assurance et ce, conformément au sous-paragraphe a) du paragraphe 22.01.

ARTICLE XIX **CONGÉS HEBDOMADAIRES**

19.00 a) Le policier assujetti aux programmes de travail 21.14:35, 15.20:35, 14.21:35, 35.35 :70, **19.16 :35 et 18.17 :35** a droit, par semaine, au nombre de journées de congé qui y sont prévus.

b) Toutefois, si à cause d'absence due à une lésion professionnelle le policier n'a pas bénéficié des journées de congé prévues à son programme de travail, elles lui sont remises. La remise de tel(s) congé(s) est en nombre égal au nombre de jours pendant lesquels il a été disponible au travail pendant la semaine de son départ et de son retour, sans toutefois excéder le nombre total de congés déjà prévus à son programme de travail.

19.01 Le programme de travail est préparé de telle sorte que les congés hebdomadaires soient toujours regroupés par blocs de deux au minimum. Ces congés peuvent cependant chevaucher sur deux semaines selon les programmes de travail établis.

19.02 Le policier assujetti aux programmes de travail 21.14:35, 15.20:35, 14.21:35, 35.35 :70, **19.16 :35 ou 18.17 :35** peut, à la discrétion de l'officier, anticiper jusqu'à concurrence de 112.5 heures nettes de congés hebdomadaires. La demande est faite 24 heures à l'avance sauf en cas d'urgence. Ces congés hebdomadaires peuvent être anticipés en heures. Tels congés s'ajoutent à ceux prévus aux paragraphes 16.05 et 17.05, et sont remis à raison de un maximum par semaine ou par période de congés hebdomadaires sauf du consentement du policier. Avec le consentement de son officier, le policier peut remettre la journée même les heures ou parties d'heures qu'on lui a permis d'anticiper.

Lorsque le débit atteint un nombre d'heures nettes correspondant au nombre d'heures travaillées dans une journée selon le programme de travail applicable, en tenant compte d'une période de repas de 60 minutes dans le cas du programme de travail 21.14:35, de 90 minutes dans le cas du programme de travail 15.20:35, de 60 minutes de repas et de deux périodes de repos de 15 minutes dans le cas du programme de travail 14.21:35 ou de 60 minutes dans le cas du programme de travail 35.35:70 le policier peut être appelé, **pourvu qu'un préavis de 5 jours de calendrier lui soit donné,** à travailler un jour de congé hebdomadaire pour un nombre d'heures équivalent ; dans un tel cas, les heures nettes effectuées sont portées au crédit du policier et les débits sont effectués selon le même principe. Ce même principe s'applique dans les cas de "T.S.A." ou "T.S.R.".

Après entente avec son officier, le policier peut accumuler à des fins autres que pour compléter une période de vacances, jusqu'à un maximum de 112.5 heures. Le congé est pris après entente entre l'officier et le policier.

Lorsque le Service doit un congé hebdomadaire à un policier, ce congé doit être considéré comme constituant une journée accumulée au sens de la convention collective; le congé est alors pris après entente entre l'officier et le policier.

Dans le cas où le Service doit un congé hebdomadaire à un policier en raison d'un balancement de programme, le congé doit obligatoirement être pris dans le même cycle que celui où a lieu le balancement de programme ou au plus tard **dans les deux cycles suivants. Exceptionnellement**, **si le Service n'est pas en mesure d'accorder le congé dans les délais susmentionnés**, **le congé est placé dans la banque de régulier accumulés jusqu'à concurrence du maximum prévu à l'alinéa 3 du sous-paragraphe 19.02. Lorsque ce maximum est atteint, le congé est payé selon le taux horaire régulier du policier.**

Le temps anticipé peut être compensé en tout ou en partie par un résidu de congé annuel.

Le policier peut également compenser le temps anticipé par le temps accumulé et le temps supplémentaire accumulé (T.S.A.) mais uniquement pour l'excédent de l'équivalent de deux jours de travail calculé en heures nettes selon le programme de travail applicable et tenant compte des périodes de repas dans ce dernier cas.

19.03 a) Pour les fins du présent paragraphe, la période des Fêtes s'étend du 22 décembre de l'année courante au 4 janvier de l'année suivante.

La période de congé de Noël est du 22 au 28 décembre et la période de congé du Jour de l'An est du 29 décembre au 4 janvier inclusivement.

b) À compter du **1er novembre,** les policiers choisissent par ancienneté à l'intérieur des groupes ci-après mentionnés l'une des deux périodes de congés d'au plus sept jours consécutifs à l'occasion de Noël et du Jour de l'An.

Tous les policiers doivent exprimer un choix du congé des Fêtes à l'exception des policiers absents pour des motifs autres que les vacances et dont la période d'absence connue englobe les semaines prévues pour le congé des Fêtes. Ces derniers n'effectuent aucun choix et sont exclus aux fins de déterminer le personnel disponible.

c) Les effectifs des postes de quartier et des modules Intervention et Soutien des centres opérationnels sont divisés en deux groupes permettant à 50 % du personnel disponible de profiter du congé de Noël et à l'autre 50 % du congé du Jour de l'An.

d) Les policiers se retrouvant dans le premier 50 % des effectifs (les plus anciens) sont assurés de leur choix. Pour les autres, l'octroi du congé tient compte de la disponibilité à l'une ou l'autre des fêtes.

e) Afin d'octroyer le congé des fêtes, on procède à un regroupement des congés hebdomadaires compris à l'intérieur de la période du congé des fêtes prévue dans le sous-paragraphe a) du présent paragraphe. À défaut d'un nombre suffisant de congés hebdomadaires, le policier peut anticiper, utiliser un résidu de congés annuels ou de temps accumulé afin de compléter sa période.

Dans l'éventualité où le policier ne possède pas de tels congés en nombre suffisant, il peut, entre le 1er et le 21 décembre, accumuler le nombre de jours nécessaires pour compléter sa période et ce, après entente avec son officier qui doit faire en sorte que le policier puisse le faire en temps utile.

f) Les cycles sont réputés les mêmes durant ces périodes qui sont fixées de telle sorte que la fête corresponde avec le 4e jour de congé.

Le policier qui doit travailler à l'une ou l'autre des fêtes, alors que son programme de travail original prévoyait un congé hebdomadaire, n'effectue aucun choix de relève. Toutefois, afin d'éviter une trop longue période de temps sur une même relève et la possibilité que le policier soit contraint de travailler seize heures consécutives, la détermination de la relève à travailler pour ces journées tiendra compte des relèves de travail précédentes ou suivantes et de la nécessité que l'équipe de travail ne soit pas majoritairement composée de policiers ayant deux ans d'ancienneté ou moins.

Le policier qui travaille à l'une des deux fêtes, travaille la journée précédente.

g) En ce qui concerne le personnel ci-après mentionné, le choix est fait par ancienneté parmi les policiers regroupés de la façon suivante :

1. Tous les lieutenants et sergents travaillant dans un poste de quartier ;

   Tous les superviseurs de quartier et les agents de quartier seniors dans un poste de quartier, tous les superviseurs et les agents d'intervention senior dans un centre opérationnel, tous les superviseurs et les agents de soutien seniors dans un centre opérationnel ;

   Tous les superviseurs et les agents seniors travaillant à la section Filature, tous les superviseurs et les agents seniors travaillant à la section Groupe tactique d'intervention;

2. Tous les agents de quartier, les agents de quartier solos et les agents sociocommunautaires dans un poste de quartier ;

3. Tous sergents-détectives travaillant dans les modules d'enquêtes du centre opérationnel;

4. Tous les agents travaillant dans les modules d'enquêtes du centre opérationnel;

5. Tous les agents avec restrictions médicales temporaires ou permanentes travaillant dans un poste de quartier;

6. En ce qui a trait aux enquêteurs-accidents et aux agents-alcootest, la Direction de la gendarmerie détermine le personnel requis dans chacun des postes de quartiers. Les policiers expriment un choix au niveau du poste de quartier ou

du centre opérationnel, lesquels ont la responsabilité de préparer le programme de travail de ces derniers.

7. L'octroi du congé des fêtes pour les enquêteurs-accidents tient compte des besoins opérationnels suivants, pour l'ensemble du territoire :

   5 policiers sur la 1re relève

   12 policiers sur la 2e relève

   24 policiers sur la 3e relève

8. L'octroi du congé des fêtes pour les agents-alcootest tient compte des besoins opérationnels suivants:

   4 policiers sur la 1re relève

   2 policiers sur la 2e relève

   4 policiers sur la 3e relève

h) Les programmes et heures de travail du policier ou de la policière lui sont communiqués le 1er décembre ou le vendredi précédant cette date si le 1er décembre est un samedi ou un dimanche.

19.04 Lorsque le policier requiert une journée de congé et qu'il n'y a pas de disponibilité permettant de la lui accorder, ce dernier avec le consentement de son superviseur ou autre supérieur immédiat peut se faire remplacer par un collègue de travail qui est en congé.

Les modalités suivantes s'appliquent:

1. Le remplacement doit s'effectuer entre policiers de même grade et de même unité. S'il s'agit d'un policier occupant habituellement une fonction différente, ce dernier ne sera pas considéré comme étant assigné.

2. Le remplacement doit faire l'objet d'une entente écrite signée par les policiers concernés et le superviseur ou tout autre supérieur immédiat. Dans ce cas, le policier remplacé peut, à son choix, anticiper ou prendre un congé annuel résiduel ou un congé hebdomadaire dû et le policier qui remplace accumule une journée de congé.

3. En aucun temps, un tel remplacement ne doit avoir pour effet de faire travailler un policier plus de six jours consécutifs à l'intérieur d'une semaine débutant le dimanche et se terminant le samedi suivant.

4. Dans l'éventualité où le policier remplacé reçoit un avis de cour, l'entente est automatiquement annulée.

19.05 Lorsque le policier requiert une journée de congé pour des motifs familiaux, autre que ceux prévus dans le paragraphe 36.01, et qu'il n'y a pas de disponibilité permettant de la lui accorder, ce dernier peut s'entendre avec un collègue pour échanger un quart de travail.

Les modalités suivantes s'appliquent :

1. Le remplacement doit s'effectuer entre policiers de même grade et de même unité. S'il s'agit d'un policier occupant habituellement une fonction différente, ce dernier ne sera pas considéré comme étant assigné.

2. Le remplacement doit faire l'objet d'une entente écrite signée par les policiers concernés et le superviseur ou tout autre supérieur immédiat. Dans ce cas, l'entente doit indiquer les quarts de travail qui seront échangés. L'échange doit être complété dans le cycle ou le cycle suivant.

3. Dans l'éventualité où le policier remplacé reçoit un avis de cour, l'entente est automatiquement annulée.

4. La demande ne peut être refusée sans motifs valables.

ARTICLE XX ACCIDENT DE TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

20.00 a) L'Employeur verse au policier victime d'une lésion professionnelle une indemnité dont le montant, augmenté le cas échéant de l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, est tel que le revenu net du policier, pour la période d'absence, est égal au traitement net régulier qu'il aurait reçu au cours de cette période s'il n'avait pas été frappé d'invalidité professionnelle.

Le traitement net régulier s'entend du salaire du policier fixé par la convention collective à l'article II, augmenté de son boni d'ancienneté, de la prime de métropole et de la prime de niveau de service, le tout diminué de sa cotisation au régime de rentes et des prélèvements à effectuer aux fins de l'impôt et des régimes publics applicables à ce traitement.

Le revenu net du policier s'entend de l'indemnité versée par l'Employeur au policier pour la période d'absence, augmentée le cas échéant de l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* pour la période concernée, mais diminuée de sa cotisation au régime de rentes et des prélèvements à être effectués auprès de l'impôt et des régimes publics sur l'indemnité versée par l'Employeur.

b) Pour fins de commodité administrative, les paiements effectués par l'Employeur au cours de la ou des périodes d'absence sont régis par les dispositions suivantes :

Le policier reçoit à chaque période de paie :

1. Un montant représentant l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* que l'Employeur lui verse pour le compte de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) pour chaque jour d'absence.

2. Un montant net égal à la différence entre son traitement net régulier pour chaque jour d'absence et l'indemnité de remplacement du revenu payable pour tels jours en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* le cas échéant.

Au plus tard le 28 février de chaque année, l'Employeur détermine le montant de l'indemnité auquel le policier a eu droit pour la (les) période(s) d'absence de l'année précédente : chaque policier reçoit un état des ajustements effectués par l'Employeur et copie est transmise à la Fraternité.

Aux fins de l'alinéa ci-dessus la méthode à utiliser est fondée sur le calcul quotidien selon la base de récupération de l'indemnité payable par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

c) Toute période d'absence en maladie d'une année antérieure, reconnue à compter du 1er janvier 1980 ou subséquemment par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) comme compensable aux termes de la Loi, est régie par les dispositions des sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 20.00.

d) Après consolidation d'une lésion professionnelle même si la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ne verse pas (la réclamation n'ayant pas été acceptée parce qu'il n'y a pas eu d'aggravation) ou cesse de verser l'indemnité pour incapacité totale temporaire, le policier continue à recevoir son plein traitement jusqu'au plus rapproché des événements suivants :

1. Sa réintégration dans sa fonction ou dans une fonction équivalente ou convenable comme policier, sans diminution de salaire ou des autres avantages rattachés à son grade, le cas échéant.

2. Sa radiation des cadres pour invalidité professionnelle. Dans ce dernier cas, l'Employeur donne au policier un avis de trois mois de son intention de le radier pour invalidité professionnelle et dont copie est transmise à la Fraternité. Le policier peut, dès lors, entreprendre des procédures ou démarches soit pour déposer un grief à l'encontre de cette décision, soit pour adresser à L'ABRPPVM une demande d'admissibilité à une rente pour invalidité professionnelle.

Dans les cas prévus dans le paragraphe 1 du sous-paragraphe d) du présent paragraphe, lorsque le policier s'absente et que cette absence est reliée, suivant l'opinion du médecin de l'Employeur et du médecin personnel du policier, à l'accident ou à la maladie ayant causé son incapacité, le policier demeure assujetti aux stipulations du sous-paragraphe d) du présent paragraphe ; s'il y a désaccord entre les médecins, le différend est soumis à l'arbitrage médical prévu au présent article.

20.01 Le policier victime d'une lésion professionnelle a le droit, en priorité et sans limite de temps, de réintégrer son emploi dès qu'il est déclaré conformément à la Loi en mesure d'accomplir ses fonctions habituelles.

Si le policier n'est pas en mesure d'accomplir ses fonctions habituelles, il est muté à une fonction équivalente ou convenable disponible conformément au sous-paragraphe d) du paragraphe 20.00 ci-dessus et selon la procédure de mutation prévue à l'article VII de la convention collective.

20.02 Le policier victime d'une lésion professionnelle a droit aux soins de l'établissement de santé de son choix sous réserve du droit de la Commission, avec l'accord du médecin en charge du policier, de le référer dans un autre établissement où les soins requis par son état sont disponibles plus rapidement.

Si le policier n'est pas en mesure d'exprimer son choix, l'Employeur détermine ledit établissement sous réserve du droit d'un parent ayant autorité pour le faire d'effectuer ce choix ou de demander de changer l'établissement déjà choisi.

20.03 Le policier victime d'une lésion professionnelle a droit aux soins du professionnel de la santé de son choix sous réserve de ce qui est prévu dans le paragraphe 20.02 lorsqu'il n'est pas en mesure d'effectuer lui-même ledit choix.

20.04 a) L'Employeur ne peut exiger que le policier victime d'une lésion professionnelle se soumette à plus d'un examen par un professionnel de la santé qu'il désigne pour établir la relation entre chaque diagnostic pour chaque lésion ou maladie professionnelle et un événement relié au travail.

Si le médecin qui a charge du policier a prévu que la lésion professionnelle de celui-ci ne sera pas consolidée dans les quatorze jours complets après la date où il est devenu incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion, l'Employeur peut requérir du policier qu'il se soumette, aux fins d'évaluer la date de la consolidation de cette lésion, à un maximum d'un examen médical par mois.

L'Employeur donne au policier les raisons qui l'incitent à requérir un examen médical et en assume le coût ainsi que les dépenses encourues et le temps consacré par le policier pour s'y soumettre, lequel est considéré comme du temps travaillé, en autant que le policier est de retour au travail et que l'examen médical a lieu à l'intérieur de son horaire de travail.

L'Employeur transmet sur réception au policier et au médecin qui en a charge copies des rapports médicaux obtenus suite aux examens ci-dessus prévus.

b) Dans le cas où, à la suite d'un examen médical, l'Employeur décide de muter un policier ou de ne pas lui accorder une promotion, ce dernier, par l'entremise de la Fraternité, soumet par écrit au médecin de l'Employeur, les constatations de son médecin personnel qui sont considérées comme consultation à tout point de vue et énoncé du grief.

c) Sur réception du grief, le médecin de l'Employeur peut, s'il le juge à propos, consulter le médecin du policier.

d) L'arbitrage médical a lieu devant un médecin arbitre choisi par les parties, ou, à défaut, désigné par le ministre du travail.

Les règles régissant la procédure d'arbitrage des griefs et la compétence de l'arbitre de griefs s'appliquent en les adaptant.

20.05 Le policier victime d'une lésion professionnelle qui reprend le service et qui doit continuer à suivre des traitements, à consulter un professionnel de la santé ou à se soumettre à des examens médicaux à la demande de l'Employeur ou de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) est assigné s'il le désire, sur la relève où il doit suivre ses traitements, faire ses consultations ou se soumettre à ses examens.

Dans ce cas, il est rémunéré pour le temps consacré à ces activités sur son horaire de travail comme s'il s'agissait de temps travaillé.

20.06 Le policier victime d'une lésion professionnelle n'est tenu, que dans les limites prévues à la Loi, d'accepter une assignation temporaire à une fonction vacante qui n'a pas été ou ne peut pas être comblée selon la convention collective.

20.07 Sous réserve de toute subrogation légale, le policier doit céder à l'Employeur les droits qu'il peut avoir contre les personnes responsables de sa lésion professionnelle, jusqu'à concurrence de l'indemnité ou de la compensation que lui paie l'Employeur pour son accident ou sa maladie.

20.08 En aucun cas, l'Employeur ne peut refuser de payer son plein traitement net au policier qui allègue avoir été victime d'une lésion professionnelle et fournit l'attestation médicale prévue par la Loi pour les quatorze premiers jours d'absence dudit policier, sujet aux décisions éventuelles de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ou du Tribunal administratif du travail (TAT) et à leurs effets.

20.09 L'Employeur transmet au policier et à la Fraternité, qui font de même, copie de toute correspondance ou avis qu'ils adressent à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) concernant son dossier comme victime d'une lésion professionnelle.

20.10 L'Employeur transmet à la Fraternité et maintient à jour une copie du registre prévu à la Loi pour les accidents qui ne rend pas le policier incapable d'exercer son emploi au-delà de la journée au cours de laquelle s'est manifestée sa lésion professionnelle.

20.11 L'Employeur avise la Fraternité, qui fait de même, à chaque fois et aussitôt qu'il requiert de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) pour lui-même ou pour le professionnel de la santé désigné par lui copie du dossier ou du dossier médical d'un policier.

20.12 a) Le représentant du policier qui l'assiste pour donner un avis ou produire une réclamation prévue par la Loi est libéré sans perte de traitement pour le temps consacré à cette activité.

b) Le policier intimé ou convoqué comme témoin devant les diverses instances de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ou devant le Tribunal administratif du travail (TAT) est libéré sans perte de traitement.

ARTICLE XXI **SALAIRE EN CAS DE MALADIE**

21.00 a) Le traitement régulier du policier absent pour cause de maladie, ne lui est payé en entier que pour un total de 60 heures nettes par année. On entend par heures nettes les heures régulières de travail moins la période de repas et elles sont calculées comme suit :

- 7.5 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme 21.14 :35;
- 10.5 heures nettes par jour pour celui assujetti aux programmes de travail 15.20:35;
- 11.25 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 14.21:35;
- 9 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 35.35:70;
- **7.5 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail en semaine pour celui assujetti au programme de travail 19.16:35 ;**
- **11.25 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail de fin de semaine pour celui assujetti au programme de travail 19.16:35 ;**
- **7.75 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail du lundi au jeudi pour celui assujetti au programme de travail 18.17:35 ;**
- **10.75 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail du vendredi au dimanche pour celui assujetti au programme de travail 18.17:35.**

b) Après épuisement des heures prévues au paragraphe a) et après un délai de carence équivalant à 7.5 heures nettes d'absence consécutives, 80 % de son traitement lui est payé jusqu'au moment de son retour au travail ou de sa radiation pour incapacité permanente, selon la décision de l'Employeur, sur recommandation du Directeur du Service suivant rapport du contrôle médical.

Pour le policier qui a déjà bénéficié du 80 %, dans le cas d'une récidive survenant dans les 90 jours de calendrier de la fin d'une absence reliée à la même pathologie, le délai de carence ne s'applique pas.

Dans le cas où la période d`absence ne fait pas l'objet d'une réclamation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) visant à faire reconnaitre ladite période d'absence comme résultant d'une maladie professionnelle, le délai de carence peut être compensé, au choix du policier, en tout ou en partie, par un résidu de congé annuel, du temps anticipé, du temps accumulé ou du temps supplémentaire accumulé.

c) À compter du 1er janvier 2018, lorsqu'un policier est victime d'un accident automobile au sens de la *Loi sur l'assurance automobile du Québec* et que cet accident survient alors que le policier est en dehors de ses heures de travail et qu'il n'est pas en devoir, l'indemnité de remplacement du revenu établie en vertu des sous-paragraphe a) et b) du paragraphe 21.00 de la convention collective portant sur le paiement du traitement du policier durant sa période d'absence, à laquelle il a droit et en autant qu'elle lui soit effectivement payée, est réduite du montant nécessaire pour que la somme de l'indemnité de remplacement du revenu qu'il reçoit effectivement de la SAAQ, et celle qu'il a reçu effectivement en vertu des susdites dispositions de la convention collective, soit égale à 100 % de son traitement régulier tel que défini dans les articles II et III de la convention collective.

d) Les heures de maladie mentionnées dans le paragraphe 21.00 a) sont portées au crédit du policier au 1er janvier de chaque année. Les heures de maladie non utilisées au 31 décembre de chaque année sont payées au policier.

e) Lors de sa retraite, de son renvoi ou de son décès, le policier ou ses ayants-droit se font payer le solde des heures nettes qui ont été créditées au policier en début d'année.

f) Le policier qui démissionne n'a droit qu'au paiement des heures de maladie non utilisées, mais calculées en fonction du ratio suivant : 5 heures nettes pour chaque mois durant lesquels il est à l'emploi de la Ville.

21.01 Au cas de maladie d'un membre de la famille immédiate du policier, lorsque lui seul à la maison peut pourvoir aux besoins du malade, il lui est loisible, après en avoir informé son officier immédiat, d'utiliser le crédit en maladie établi en vertu du paragraphe 21.00 a). Ce droit peut être exercé provisoirement dans les cas d'urgence ou jusqu'à concurrence d'une période de trois mois dans les cas d'une maladie grave. Dans tous les cas, l'Employeur peut contrôler les faits.

21.02 a) L'Employeur peut, en tout temps, exiger qu'un policier subisse un examen médical devant ses médecins. Les résultats lui en sont automatiquement communiqués dès que disponibles. Le policier considéré en absence sans justification médicale par l'Employeur peut se prévaloir des dispositions de l'annexe Q dans le cas où son médecin et celui de l'Employeur énoncent des opinions médicales différentes.

b) Dans le cas où, à la suite d'un examen médical, l'Employeur décide de muter un policier ou de ne pas lui accorder une promotion, ce dernier par l'entremise de la Fraternité soumet par écrit au médecin de l'Employeur les constatations de son médecin personnel qui sont considérées comme consultation à tout point de vue et énoncé du grief.

Sur réception du grief, le médecin de l'Employeur peut, s'il le juge à propos, consulter le médecin du policier.

En cas de mésentente, le litige est soumis directement à l'arbitrage en conformité avec le sous-paragraphe b) du paragraphe 27.12 de la convention collective.

21.03 Lorsqu'un policier assujetti au programme 21.14:35 devient non assujetti à ce programme, l'Employeur établit le nombre de jours accumulés à la date de ce changement en prenant comme base le nombre de ses heures nettes en maladie à cette date, à raison de 1/7 de jour par heure nette.

21.04 Le policier qui quitte le Service pour cause de maladie est considéré en devoir régulier le jour de son départ et les heures non faites sont débitées de sa banque en maladie.

21.05 Le policier peut être tenu de remplir une formule de retour de maladie à son retour au travail indiquant uniquement la nature de sa maladie au meilleur de sa connaissance.

Le policier absent en maladie pour plus de sept jours consécutifs ou rémunéré à raison de 80 % de son traitement, peut être tenu sur demande de fournir au médecin de l'Employeur un certificat médical.

21.06 Dans la convention collective couvrant la période 1983-1984, la réduction de 15 à 7.5 jours de maladie et de 105 à 52.5 heures de maladie et l'accroissement de 50% à 70% du salaire en cas d'épuisement des crédits en maladie représentent une compensation partielle des coûts supplémentaires découlant des avantages additionnels consentis au niveau du régime de retraite à partir du 1er janvier 1984. La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

21.07 Le policier malade bénéficie des dispositions du présent article jusqu'au plus rapproché des événements suivants :

1. Sa réintégration dans sa fonction ou dans une fonction équivalente ou convenable comme policier, sans diminution de salaire ou des autres avantages rattachés à son grade, le cas échéant.

2. Sa radiation des cadres pour invalidité. Dans ce dernier cas, l'Employeur donne au policier un avis de trois mois de son intention de le radier pour invalidité et dont copie est transmise à la Fraternité. Le policier peut, dès lors, entreprendre des procédures ou démarches soit pour déposer un grief à l'encontre de cette décision, soit pour adresser à l'A.B.R.P.P.V.M. une demande d'admissibilité à une rente pour invalidité.

21.08 À la demande du policier, l'Employeur verse, avec dispense de retenues d'impôts, dans un REER les montants d'argent constituant le paiement des heures en maladie non utilisées au 31 décembre de chaque année.

21.09 Il est entendu que la demande des policiers doit être présentée au plus tard le 31 janvier de chaque année et que les montants seront acheminés à une seule institution financière, soit la Caisse d'Économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal, au plus tard, le 28 février de chaque année.

ARTICLE XXII **JOUR DE PAIE**

22.00 **La paie se fait à tous les deux (2) jeudis.**

22.01 a) La paie, versée par chèque ou par dépôt intégral automatique à la Caisse d'économie Desjardins des policiers et policières de la Ville de Montréal, du consentement du policier pour la totalité du montant net qui lui revient, se réfère à la période de sept jours se terminant le deuxième vendredi qui la précède.

b) La paie brute du policier correspond au salaire annuel du policier divisé par 26. Du montant ainsi déterminé, l'Employeur déduit les cotisations syndicales, les contributions de l'employé aux impôts, régimes publics et au régime de retraite des policiers, incluant les remboursements d'hypothèque de même que toute autre déduction permise par la convention collective ou autorisée par l'employé.

c) L'Employeur peut, à la demande de l'Employé, autoriser d'autres déductions sur la paie.

d) Lors de toute absence continue dont la durée prévisible est de trente-cinq jours de calendrier ou plus et qui est justifiée par un certificat médical, le policier assujetti au programme 21.14 :35 et alternant sur les trois relèves, qui en fait la demande, doit être considéré comme travaillant sur la 2e relève du lundi au vendredi et doit être payé selon cet horaire lorsqu'il est rémunéré à 80 %, afin de recevoir un salaire fixe, en prenant en compte le cas échéant les modalités décrites dans le deuxième alinéa du présent sous-paragraphe .

Aux fins de l'application du premier alinéa du présent sous-paragraphe, le policier peut être muté dans une fonction dont le programme prévoit que le travail s'effectue sur la 2ème relève du lundi au vendredi et ce, pour la durée de son absence. Cependant, le poste qu'il occupe habituellement ne peut être comblé par mutation et doit rester vacant jusqu'à son retour au travail dans sa fonction ou selon le cas, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue par l'employeur concernant son état de santé et sa capacité à occuper cette fonction ; si la décision de l'employeur est contestée par grief, le poste reste vacant jusqu'à ce qu'une décision soit rendue de manière finale et définitive. Exceptionnellement, le policier effectuant le remplacement du policier absent peut demeurer assigné tant que le poste ne peut être comblé en conformité avec la présente disposition.

22.02 a) Toutes les sommes dues par l'Employeur à l'employé au moment de son départ, portent intérêt à partir de la **soixante-et-unième** journée de leur exigibilité, au taux préférentiel de la Banque Nationale alors en vigueur, majoré de 1 %.

Toutefois, suite à un avis formulé par l'employé avant la date de son départ, ces sommes lui sont versées à toute date comprise entre la **61e** et la 365e journée suivant son départ et coïncidant avec une journée de paie. Dans ce dernier cas, aucun intérêt n'est dû par l'Employeur.

b) Le policier doit occuper la fonction d'agent senior ou de superviseur de quartier pour un délai minimum de six mois afin que les bénéfices de paiement au départ soient calculés sur la base du salaire applicable à l'une ou l'autre de ces fonctions. La présente disposition ne s'applique pas lors d'une promotion d'agent à superviseur de quartier.

Cette obligation vise également les policiers prêtés, libérés en vertu de la convention collective et le représentant en prévention prévu dans l'article 38. Pour ces derniers, la période de six mois s'accomplit à l'endroit du prêt, de la libération ou à titre de représentant en prévention.

22.03 L'Employeur soumet au policier concerné, avec copie à la Fraternité, toute réclamation ou récupération d'argent versé en trop qu'il entend faire valoir contre ce dernier.

Advenant un accord sur le bien-fondé et le quantum de ladite réclamation ou de ladite récupération ou à défaut par le policier de donner suite dans les trois mois à l'avis qui lui est acheminé à cette fin, l'Employeur peut retenir sur le salaire du policier un maximum de 10 % de son salaire brut; ce maximum ne s'applique pas dans un cas de départ.

Le policier concerné peut toutefois s'entendre avec l'Employeur pour effectuer des remises supérieures au pourcentage indiqué plus haut.

En cas de désaccord sur le bien-fondé ou le quantum de la réclamation ou de la récupération, désaccord expressément signalé à l'Employeur par le policier dans les trois mois de l'avis qui lui est acheminé à cette fin, le litige est soumis à l'arbitrage. Aucune réclamation ne peut être faite plus de six mois après la connaissance des faits invoqués pour la justifier.

ARTICLE XXIII POSTES VACANTS, NOUVELLES FONCTIONS, FONCTIONS SUPÉRIEURES

23.00 Sous réserve des dispositions de l'Annexe D de la convention collective, toute position vacante parmi les officiers doit être remplie par promotion dans les 90 jours. Toute promotion effectuée après le délai de 90 jours est automatiquement rétroactive au 91e jour après la vacance.

23.01 a) Cet article ne s'applique pas si les besoins du Service exigent l'abolition de la fonction ou n'exigent pas que la vacance soit remplie par un officier du même grade. La Fraternité en est avisée.

b) Dans le cas de la cour municipale de Montréal, malgré le paragraphe 23.00, un poste vacant d'agent de liaison occupé par un policier ayant le grade de sergent est comblé par un agent, par voie de mutation.

23.02 Si le Service modifie substantiellement les fonctions actuelles d'un policier ou en crée de nouvelles, les conditions de travail relatives à ces fonctions sont négociées entre les parties et, à défaut d'entente, soumises à l'arbitrage.

23.03 Le policier qui remplit temporairement une fonction supérieure à celle qu'il occupe régulièrement a droit au salaire attaché à cette fonction.

En cas de remplacement, que ce soit dans un même poste de quartier, module ou section, pour les 30 premiers jours, la fonction supérieure est attribuée selon l'ordre suivant :

S'il n'y a pas de superviseur, sur une relève, c'est l'agent senior qui le remplace et qui a droit à la fonction supérieure.

S'il n'y a pas d'agent senior disponible sur l'équipe, la fonction supérieure est remplie par un policier de l'équipe concernée par rang de nomination sur la liste d'éligibilité de la fonction supérieure.

S'il n'y a pas de policier de l'équipe sur la liste d'éligibilité, la fonction supérieure, à compétence et mérite sensiblement égaux, est remplie par le policier de l'équipe ayant le plus d'ancienneté.

Lorsqu'il s'agit de remplir une fonction supérieure au grade de lieutenant ou lieutenant-détective, la fonction supérieure est remplie par un policier de l'unité concernée par rang de nomination sur la liste d'éligibilité de la fonction supérieure.

S'il n'y a pas de policier de l'unité sur la liste d'éligibilité, la fonction supérieure, à compétence et mérite sensiblement égaux, est remplie par le policier de l'unité ayant le plus d'ancienneté.

23.04 Sous réserve du paragraphe 23.01, lorsqu'une fonction supérieure est vacante plus de 30 jours, à compter de la 31e journée elle doit être remplie **de la façon suivante.**

En priorité, par un policier **de l'équipe concernée** éligible **par rang de nomination sur la liste d'éligibilité** à cette fonction, jusqu'au retour de l'officier ou jusqu'à ce que cette fonction soit remplie par voie de promotion.

S'il n'y a pas de policier sur l'équipe concernée sur la liste d'éligibilité, la fonction supérieure est attribuée au policier faisant partie de l'unité concernée par rang de nomination sur la liste d'éligibilité.

S'il n'y a pas de policier de l'unité sur la liste d'éligibilité, la fonction supérieure est remplie par un policier de la liste d'éligibilité générale de la fonction supérieure selon le rang de nomination.

23.05 En tout temps, dans les postes de quartier et dans les modules interventions nonobstant les dispositions de l'article XVII, il doit y avoir en devoir un nombre suffisant de policiers et d'officiers pour répondre aux exigences du Service et pour assurer la sécurité des policiers et policières.

Dans cette perspective, en tout temps, dès que le nombre de policiers supervisés atteint 13 agents en devoir, il doit y avoir deux sergents ou un sergent et un agent senior en fonction supérieure de sergent ou dans ce dernier cas, à défaut de pouvoir placer un agent senior en fonction supérieure, octroyer une fonction supérieure à un autre agent conformément à la convention collective.

23.06 Toutes les fonctions policières actuellement remplies par des policiers, de même que toutes nouvelles fonctions policières qui pourraient être créées au cours de la présente convention, sont remplies par des policiers régis par le certificat d'accréditation détenu par la Fraternité.

Malgré ce qui précède, parmi les postes occupés actuellement par des agents intercepteurs à la division de l'écoute électronique, un nombre maximal de six (6) postes d'intercepteurs peuvent être comblés par attrition par des personnes exclues de l'unité de négociation.

Nonobstant ce que ci-dessus prévu, l'Employeur peut confier à des policiers non syndiqués le commandement des unités suivantes :

- Enquêtes Spéciales (1)
- Liaison sécurité (1)
- Division du Crime contre la propriété (1)
- Division du Crime économique (1)
- Division du Crime contre la personne (1)
- Section Surveillance (1)

23.07 Nonobstant les dispositions des paragraphes 23.06 et **24.10**, l'Employeur peut faire émettre des billets de stationnement et faire respecter l'ordre dans les cours municipales et les édifices municipaux par des personnes autres que des policiers.

23.08 **La fonction de contrôleur aux enquêtes dans les centres opérationnels doit être occupée par un sergent-détective qui est choisi en conformité avec les dispositions de l'article VII.**

ARTICLE XXIV **PROMOTIONS**

24.00 a) Les promotions sont faites, sur recommandation du Directeur, parmi les policiers dont les noms apparaissent sur la liste d'éligibilité, en tenant compte du mérite, de la compétence et de la bonne conduite.

L'alinéa 1 du présent sous-paragraphe n'a pas pour effet d'accorder au Directeur le droit de retirer le nom d'un policier de la liste d'éligibilité.

b) Le policier dont le nom apparaît sur une liste d'éligibilité et qui fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation disciplinaire, déontologique ou criminelle, se voit accorder provisoirement une promotion, sauf dans les cas suivants :

- invocation préalable d'une faute lourde par l'employeur;
- le policier est déplacé administrativement ou suspendu de ses fonctions;
- sans égard à l'accusation portée à son endroit, le policier ne répond pas de toute façon aux critères énoncés dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 24.00 en regard du mérite, de la compétence et de la bonne conduite.

Cette décision ne peut être interprétée comme une renonciation par le Service à son pouvoir de rétrograder le policier au terme des procédures. Dans un tel cas, si cette décision est contestée par grief et portée à l'arbitrage, le policier et la Fraternité ne peuvent invoquer que le fait d'avoir procéder à la promotion est une indication de l'appréciation du mérite du policier visé.

Les parties visées ne peuvent non plus faire valoir tout élément relié au rendement ou au comportement de ce dernier entre la date de sa promotion provisoire et celle de la rétrogradation le cas échéant.

Dans le cas où à la conclusion des procédures, le Service décide de ne pas rétrograder le policier, ce dernier est alors confirmé dans son grade au terme d'une période de probation d'un an à partir de sa promotion provisoire.

Dans le cas où la rétrogradation du policier est maintenue par décision finale, son nom est replacé sur la liste d'éligibilité.

24.01 a) Le Directeur s'engage à recommander les promotions, selon l'ordre suivant sur la liste d'éligibilité, par tranche de dix (10) candidats pour les promotions aux grades de sergent et lieutenant-détective :

1. Rang de réussite
2. Ancienneté
3 Critère académique (entre 2 candidats qui rencontrent ce critère, le rang de réussite prévaut)

4. Rang de réussite

5. Ancienneté

6. Critère académique (entre 2 candidats qui rencontrent ce critère, l'ancienneté prévaut)

7. Rang de réussite

8. Ancienneté

9. Critère académique (entre 2 candidats qui rencontrent ce critère, le rang de réussite prévaut)

10. Rang de réussite

Cet ordre est respecté dans les promotions isolées.

Par critère académique, on entend un cours universitaire en gestion des ressources humaines.

Lorsque sur la liste d'éligibilité, il n'y a plus de candidats qui rencontrent le critère académique, **ce critère est remplacé, dans l'ordre des promotions susmentionné, par le rang de réussite**.

Le Directeur s'engage à recommander les promotions à tous les grades dans une proportion de 70 % en tenant compte du rang de réussite sur la liste d'éligibilité (rang #1, 3, 4, 6, 7, 9 et 10) et de 30 % en tenant compte de l'ancienneté (rang #2, 5 et 8). Cette proportion est respectée dans les promotions isolées.

b) **Dans le cadre de l'établissement de la liste d'éligibilité pour un processus de promotion,** un examen écrit est administré et le point de coupure est fixé à la moyenne du groupe.

Seuls les policiers ayant réussi l'examen écrit selon le point de coupure **fixé** à l'alinéa précédent, sont appelés à participer à une entrevue ou à un Centre d'évaluation lequel comprend une entrevue.

Afin de réussir le Centre d'évaluation, le candidat doit maîtriser à un niveau *Satisfaisant* ou *Supérieur* pour plus de la moitié des compétences exigées pour la fonction évaluée et n'avoir aucune compétence pour laquelle il obtient le niveau *Insuffisant*.

Le policier ayant obtenu le seuil de réussite du Centre d'évaluation est inscrit sur la liste d'éligibilité selon les modalités et l'ordre ci-après énoncés.

Une note combinée est attribuée à chaque policier **ayant réussi le Centre d'évaluation en se basant sur le** résultat obtenu lors de l'examen écrit et de la note obtenue lors du Centre d'évaluation, dans une proportion de 10 % pour le premier et 90 % pour le deuxième.

Pour les fins de l'application du premier alinéa du paragraphe 24.01 a), le rang de réussite est déterminé en fonction de l'ordre décroissant des résultats obtenus par cette note combinée.

c) **Le candidat ayant réussi l'examen écrit, mais ne s'étant pas qualifié sur la liste d'éligibilité, n'a pas à repasser l'examen écrit pour une période de douze (12) mois suivant la date où il a obtenu son résultat.**

d) **Lors d'un processus de promotion, l'employeur s'engage à rendre disponible la description de la fonction et un sommaire des compétences recherchées.**

24.02 a) Le constable après cinq ans de service, peut être admis aux examens prescrits par le Service au grade de sergent.

Le sergent-détective a le droit de se présenter aux mêmes examens.

La liste d'éligibilité au grade de sergent, comprend sans tenir compte du grade, les noms des constables et sergents-détectives ayant réussi l'examen.

b) Le constable après cinq ans de service, peut être admis aux examens au grade de sergent-détective.

Le sergent a le droit de se présenter aux mêmes examens.

La liste d'éligibilité au grade de sergent-détective comprend, sans tenir compte du grade, les noms des constables et des sergents ayant réussi l'examen.

Un sergent qui obtient la promotion de sergent-détective peut revenir au grade de sergent sans avoir à refaire le processus et ce, en tenant compte de la règle du 2/2 prévue dans le sous-paragraphe c) du paragraphe 24.02. Il en est de même pour le sergent-détective, le lieutenant et le lieutenant-détective.

c) Le constable après cinq ans de service peut se présenter au processus centralisé de sélection prescrit par le Service pour la fonction d'agent senior.

Pour les seules fins d'admissibilité au processus de sélection prévu dans l'alinéa précédent, le constable qui n'a pas atteint cinq ans de service se voit créditer le nombre d'heures accomplies à titre de constable auxiliaire permanent ou à titre de policier temporaire, le cas échéant, mais dans ce dernier cas, jusqu'à un maximum de 675 heures.

Un policier qui a occupé la fonction d'agent senior pendant au moins 2 ans, qui a démontré un rendement qui rencontre les exigences du Service, et qui a quitté cette fonction depuis 2 ans ou moins est replacé sur la liste d'éligibilité d'agent senior, sur demande du policier, sans être assujetti au processus de sélection établi dans les alinéas 1 et 2 du sous-paragraphe c) du paragraphe 24.02, s'il s'agit de la même fonction que celle qu'il occupait.

Le policier ou la Fraternité est informé sur demande des motifs d'un refus de replacer le policier sur la liste d'éligibilité et un tel refus peut faire l'objet d'un grief.

La liste d'éligibilité d'agent senior est établie par ancienneté et comprend les noms des policiers ayant réussi le processus de sélection et ceux qui ont réussi les examens prescrits pour être superviseur et qui désirent être placés sur la liste d'éligibilité d'agent senior. Nonobstant les dispositions du paragraphe 24.01 les nominations à titre d'agent senior sont faites par ancienneté en fonction des unités postulées par le policier.

En aucun temps le Service ne peut procéder à la nomination d'un agent senior dans une unité pour laquelle le policier n'a pas postulé en vertu de l'alinéa précédent.

d) Le sergent ou le sergent-détective a le droit de se présenter aux examens prescrits par le Service au grade de lieutenant de gendarmerie et de lieutenant-détective. S'il réussit, son nom est placé sur la liste d'éligibilité du grade concerné par l'examen, mais il ne peut être promu avant d'être confirmé soit à titre de sergent ou de sergent-détective.

Le lieutenant de gendarmerie a le droit de se présenter aux examens au grade de lieutenant-détective et le lieutenant-détective, celui de se présenter aux examens de lieutenant de gendarmerie.

La liste d'éligibilité au grade de lieutenant de gendarmerie comprend, sans tenir compte du grade, les noms des sergents, sergents-détectives, lieutenant-détectives ayant réussi l'examen.

La liste d'éligibilité au grade de lieutenant-détective comprend, sans tenir compte du grade, les noms des sergents, sergents-détectives et lieutenants de gendarmerie ayant réussi les examens.

24.03 Toutes les promotions sont temporaires. À compter du moment de sa promotion, le policier reçoit le salaire de son grade.

Le policier est confirmé automatiquement dans son nouveau grade à la date anniversaire de sa promotion. Si le Directeur juge, à n'importe quel moment au cours de cette période d'un an, que le policier n'a pas les aptitudes et les qualifications nécessaires, ce dernier réintègre son ancien grade dès la recommandation du Directeur à cet effet et reprend la date d'ancienneté qu'il aurait eue dans son ancien grade. Chaque fois qu'un policier se considère lésé par sa rétrogradation, il peut se prévaloir de la procédure de grief.

Toute absence de plus de 35 jours consécutifs prolonge d'autant la période de probation du policier.

24.04 Les classes de constables ne sont pas des grades. Le constable accède à la classe immédiatement supérieure après avoir été en service durant une année dans la classe inférieure.

24.05 a) Le policier nouvellement embauché peut être assujetti, au cours de la première année, à un ou des stages pratiques et à de l'enseignement technique; au cours de cette période d'un an, l'agent peut être congédié, sur recommandation du Directeur au Comité Exécutif, si le Directeur juge qu'il n'a pas les qualifications et les aptitudes nécessaires. Cette décision est finale et ne peut faire l'objet d'un grief.

Toute absence de plus de 35 jours consécutifs prolonge d'autant la période de probation du policier.

La période de probation peut être prolongée après entente des parties.

b) Le congédiement du policier en probation suite à une évaluation marginale ne peut faire l'objet d'un grief.

Le congédiement dudit policier pour tout autre motif peut quant à lui, faire l'objet d'un grief.

24.06 Le constable éligible peut être appelé à faire un stage au sein d'une unité d'enquête si le Directeur le juge à propos. Ce stage a pour but de faire acquérir de l'expérience au constable et ne doit pas avoir pour effet de diminuer le nombre de sergents-détectives. En aucun temps, il ne doit y avoir plus de 50 constables à la fois en stage au sein d'une unité d'enquête.

La durée totale du stage de chaque constable ne dépasse pas un an. Ce constable étant considéré à l'entraînement, continue de recevoir le salaire attaché à son grade; il ne doit jamais travailler seul et doit toujours être accompagné d'un membre régulier d'une unité d'enquête sauf lorsque ce dernier doit s'absenter pour fins de cour. Il retourne à sa fonction après son stage. Le Directeur peut appeler des constables non éligibles à faire un stage si tous les constables éligibles en ont déjà fait un.

24.07 Le Service doit faire parvenir à la Fraternité toutes les listes d'éligibilité incluant les listes de réussite et le résultat global des policiers inscrits sur la liste d'éligibilité, et ce, vingt jours après leur établissement.

24.08 Les listes de promotions sont permanentes. Cette disposition s'applique à toutes les listes en vigueur à la date de la signature de la convention collective. Le processus d'examens doit être enclenché au plus tard dès l'épuisement des listes de promotions.

24.09 Le policier blessé ou malade au sens des articles XX et XXI et ceux visés à l'article XVI ainsi que le policier dont les services sont prêtés à un autre Employeur, conserve les droits et avantages que lui confère la présente convention. Il peut se présenter à tous les examens de promotions auxquels il est admissible et être promu, sous réserve du paragraphe 24.00. Il bénéficie, le cas échéant, de tous les droits attachés à sa nouvelle fonction.

La période de probation du policier visé à l'alinéa précédent débute cependant à la date de son retour au travail.

24.10 En autant que faire se peut et compte tenu des exigences du Service, le Service comble les vacances dans les fonctions policières en faisant appel aux policiers éligibles dont les noms apparaissent sur la liste de paie à cette date.

Le Service ne se sert pas de contrat forfaitaire comme moyen de limiter le nombre d'employés régis par le certificat d'accréditation émis en faveur de la Fraternité.

24.11 Lorsque le Service procède à une entrevue pour fins de promotion, il doit en aviser la Fraternité qui peut y désigner un observateur, sans droit de parole.

ARTICLE XXV **LIEU DE RÉSIDENCE**

25.00 Le policier peut établir sa résidence où bon lui semble.

ARTICLE XXVI **ASSISTANCE JUDICIAIRE ET PROTECTION**

26.00 DÉFINITIONS

Aux fins du présent article, on entend par :

a) Faute lourde : un geste volontaire ou une négligence grossière, constituant une faute à caractère exceptionnellement sérieux démontrant, soit une intention de nuire, soit une insouciance totale de la sécurité d'autrui, soit une ignorance complète des directives du Service et du Règlement sur la déontologie;

Malgré ce qui précède l'Employeur reconnaît que certains actes, omissions ou gestes posés par le policier de bonne foi dans des circonstances particulières, peuvent ne pas être considérés comme constituant une faute lourde et ainsi donner droit à l'assistance judiciaire et à la protection accordées en vertu du présent article; il est convenu que le refus d'accorder l'assistance judiciaire, et la protection tant pour les frais que pour l'indemnisation pouvant résulter d'une condamnation, doit demeurer une situation exceptionnelle.

b) Poursuivi en justice ou poursuite en justice : toute poursuite devant une instance de juridiction civile, criminelle, déontologique ou pénale **y compris en appel ou en révision judiciaire et, dans ces deux derniers cas, autant en qualité de demandeur ou d'appelant qu'en qualité de défendeur, d'intimé ou de mis en cause; cela comprend également toute rencontre à laquelle un policier est invité à participer dans le cadre d'une enquête criminelle effectuée soit en vertu du *Code criminel*, de la *Loi sur la police* ou de toute autre loi ; lorsqu'il ne s'agit pas d'une enquête criminelle, le policier est également considéré comme étant poursuivi en justice dans le cas d'une enquête effectuée par toute personne en autorité, ce qui survient par exemple, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, dans les cas des enquêtes effectuées par le Commissaire à la déontologie policière, la Commission des droits de la personne ou par un coroner en vertu de la *Loi sur les Commissions d'enquête*,** alors que ledit policier fait directement l'objet d'une plainte ou d'une accusation, mais ne comprend pas l'enquête effectuée en vertu du *Règlement sur la discipline interne* ;

Le policier directement impliqué dans un événement donnant lieu à une enquête effectuée **par le Bureau des enquêtes indépendantes est aussi considéré comme étant poursuivi en justice au sens du présent sous-paragraphe.**

c) Être réputé dans l'exercice de ses fonctions : le policier est réputé être dans l'exercice de ses fonctions :

1. dans tous les cas où les faits donnant lieu à l'application du présent article mettent en cause l'utilisation de la force nécessaire ou la conduite de tout véhicule du Service alors que le policier est en devoir ou appelé en devoir au sens du paragraphe 10.01 a) ou qu'il agit comme agent de la paix ;

2. lorsqu'il est en devoir, le policier est également réputé être dans l'exercice de ses fonctions, lorsque la faute reprochée est liée à une intervention policière et qu'elle ne peut être considérée comme ayant été commise dans le seul et unique intérêt du policier ou d'un tiers ;

3. lorsque le policier n'est pas en devoir, le policier est également réputé être dans l'exercice de ses fonctions lorsque le geste posé est considéré légitime selon les pratiques autorisées dans le cadre de son travail régulier ;

4. le présent alinéa n'a pas pour effet d'empêcher le Service de considérer qu'un policier est dans l'exercice de ses fonctions dans toute autre situation, ce qui devrait être normalement le cas lorsque le policier agit dans le cadre d'une intervention policière.

d) Frais : toute dépense raisonnablement engagée dans la défense ou la représentation du policier lorsque celui-ci est poursuivi en justice, ce qui inclut les honoraires judiciaires et extrajudiciaires, de même que les dépens, et toute dépense jugée pertinente afin d'assurer la défense ou la représentation adéquate du policier;

Dans le cas où un policier fait l'objet d'une plainte en déontologie policière, les frais comprennent, en plus de ceux qui sont payables lorsque le policier est poursuivi en justice, les frais depuis le dépôt de la plainte jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu, incluant la conciliation; ils comprennent également les frais relatifs à la représentation du policier lors de toute rencontre ayant lieu à la demande d'un enquêteur en vertu des articles 189 à 192 de la *Loi sur la Police*.

DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

26.01 Les dispositions du présent article s'appliquent au policier qui n'est plus au service de la Ville lorsque les actes, gestes ou omissions en cause sont survenus alors qu'il était à son emploi.

26.02 Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque le policier est poursuivi en justice alors que le demandeur est la Ville ou l'un de ses préposés. Toutefois, si la poursuite est éventuellement rejetée, abandonnée ou fait l'objet d'un règlement, l'Employeur rembourse à la Fraternité les frais engagés à l'encontre de cette poursuite.

LA DÉSIGNATION DE L'AVOCAT ET LE TAUX HORAIRE APPLICABLE

26.03 Les pratiques en vigueur concernant la désignation de l'avocat chargé de représenter ou de défendre le policier sont maintenues en vigueur.

26.04 Dans tous les cas où l'employeur peut désigner l'avocat chargé de défendre ou de représenter le policier, ce dernier a le droit d'adjoindre à l'avocat choisi par l'employeur son propre avocat mais dans ce cas, à ses frais;

Sur demande, le procureur désigné par l'Employeur pour assurer la défense du policier, transmet à ce dernier, à la Fraternité, ou au procureur désigné par le policier, toute copie de procédure ou pièce produite dans la cause.

26.05 Le tarif horaire que l'Employeur paie à l'avocat désigné par la Fraternité est celui qui est déterminé dans l'Annexe N;

PROCÉDURE RELATIVE À LA DEMANDE D'ASSISTANCE DU POLICIER

26.06 a) Le policier qui est poursuivi en justice et qui requiert l'application à son endroit des dispositions du présent article doit soumettre par écrit à l'employeur une demande d'assistance;

b) Le Comité-aviseur décrit à l'Annexe T de la convention collective se réunit pour analyser la demande d'assistance du policier et soumet ses recommandations au Directeur du SPVM dans les 45 jours de cette demande;

c) Le Directeur du SPVM soumet ensuite ses recommandations à l'Employeur qui décide s'il accède à la demande d'assistance du policier à la plus rapprochée des dates suivantes : dans les soixante jours de la demande d'assistance du policier ou avant le jour fixé pour sa comparution; en matière criminelle, le délai imposé à l'Employeur pour répondre à la demande d'assistance ne s'applique pas dans le cas où le policier n'a pas avisé l'Employeur dès son accusation, de sa date de comparution.

26.07 Lorsque l'employeur refuse la demande d'assistance du policier, il en précise les raisons par écrit et détermine s'il invoque l'existence d'une faute lourde et si le policier est considéré comme n'étant pas dans l'exercice de ses fonctions; à défaut d'invoquer la faute lourde à cette occasion, l'employeur est déchu de son droit de l'invoquer par après.

26.08 La Fraternité peut contester par grief la décision de l'Employeur relative à la demande d'assistance du policier.

26.09 L'Employeur soumet sa réponse au grief dans les trente jours de sa réception.

26.10 Si la réponse au grief est jugée insatisfaisante ou si l'Employeur fait défaut d'y répondre dans les susdits délais, le grief est porté directement à l'arbitrage par la Fraternité.

26.11 Le dépôt du grief a pour effet, sans autre formalité, de suspendre la décision de l'Employeur et de rendre immédiatement exécutoire la demande d'assistance du policier sous réserve des seules dispositions ci-après mentionnées.

L'alinéa précédent du présent paragraphe ne s'applique qu'à l'égard de la faute lourde.

Lorsque l'Employeur invoque que le policier n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, la décision relative au refus d'accorder l'assistance judiciaire n'est pas suspendue par le dépôt du grief. Le cas échéant, le grief du policier est suspendu en conformité avec les dispositions

du paragraphe 26.12 ; lorsque la décision finale est rendue sur l'accusation portée contre le policier, l'Employeur décide s'il maintient ou s'il révise la décision prise initialement sur la question relative à l'exercice des fonctions, le tout en application du premier alinéa de l'article 26.14 ; si l'Employeur maintient sa décision, le grief est porté à l'arbitrage afin que cette question soit résolue. La procédure relative au paiement des frais prévue dans le paragraphe 26.21 s'applique toutefois en l'adaptant, étant entendue que l'employeur n'a pas à payer les honoraires réclamés avant que l'arbitre ne se soit prononcé sur la question relative à l'exercice des fonctions.

26.12 Toutefois, dans les cas où des accusations sont portées contre le policier devant une instance de juridiction criminelle, l'arbitre ne peut procéder à l'instruction du grief avant qu'une décision finale n'ait été rendue par sur lesdites accusations.

26.13 Dans les cas où le policier ne fait l'objet d'aucune accusation criminelle mais qu'il fait l'objet d'une poursuite devant une instance de juridiction civile, les dispositions de l'article 26.12 s'appliquent en l'adaptant.

26.14 Lorsqu'une décision finale est rendue par l'instance de juridiction criminelle de même que, dans les cas où il n'y a pas de poursuite criminelle, lorsqu'une décision finale est rendue par l'instance de juridiction civile, l'Employeur décide dans les trente jours s'il maintient sa décision de refuser la demande d'assistance du policier; cette décision est alors prise en fonction des règles ci-après mentionnées :

a) à toutes fins que de droit, le policier est réputé ne pas avoir commis de faute lourde s'il est acquitté ou libéré des accusations portées contre lui par suite d'un jugement final rendu par une instance de juridiction criminelle;

b) la présomption qui découle du sous-paragraphe a) qui précède s'applique également à toutes fins que de droit à tout refus d'assistance relatif à une poursuite en justice devant une autre instance que l'instance de juridiction criminelle à la condition que le jugement final rendu par l'instance de juridiction criminelle porte sur les mêmes faits que ceux qui font l'objet des autres poursuites en justice;

c) dans les cas où aucune accusation criminelle n'a été portée contre le policier, le policier est réputé, à toutes fins que de droit ne pas avoir commis de faute lourde si, par jugement final, l'instance de juridiction civile a statué que le policier n'avait commis aucune faute lourde;

d) la faute lourde ne peut être invoquée par l'Employeur pour refuser une demande d'assistance relative à une poursuite en justice devant une instance de juridiction déontologique; toutefois, la présente disposition ne s'applique pas s'il s'agit d'une affaire où en regard des même faits, le policier a été reconnu coupable des accusations portées contre lui dans le cadre d'un jugement final rendu par une instance de juridiction criminelle et que l'Employeur a préalablement invoqué l'existence d'une faute lourde en conformité avec les dispositions du paragraphe 26.07.

26.15 La décision prise par l'Employeur en application du paragraphe 26.14 est transmise à la Fraternité dans les meilleurs délais; celle-ci décide alors si elle maintient son grief, auquel cas, les parties procèdent à l'audition du grief dans les meilleurs délais;

LE DROIT À L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET À LA PROTECTION

26.16 Dans tous les cas où le policier est poursuivi en justice, le policier a droit, aux frais de l'Employeur, à la protection et à l'assistance judiciaire lui permettant de bénéficier d'une défense pleine et entière, même dans les cas où il est considéré agissant comme agent de la paix; le policier a également le droit d'être indemnisé par l'Employeur de toute condamnation d'ordre pécuniaire qu'elle qu'en soit la nature ou de toute autre forme de dommages résultant d'un jugement final.

Le policier n'a pas droit à l'assistance judiciaire s'il n'est pas dans l'exercice de ses fonctions lors de la survenance de l'évènement.

26.17 La protection et l'assistance judiciaire accordées en vertu du paragraphe 26.16 comprennent le droit d'être représenté et défendu par un avocat désigné en conformité avec les dispositions du présent article.

26.18 La protection et l'assistance judiciaire accordées en vertu du présent article s'appliquent jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu et comprennent le droit d'en appeler ou de demander la révision judiciaire du jugement rendu de même que tous autres droits accordés en vertu de l'une ou l'autre des dispositions du présent article.

26.19 **Dans le cas d'une enquête effectuée en vertu de la *Loi sur la police***, le policier impliqué **ou témoin** a aussi le droit de consulter, aux frais de l'Employeur, un avocat avant de rédiger tout rapport complémentaire ou additionnel **dans la mesure où l'assistance d'un avocat n'est pas interdite par la loi;** la présente disposition n'est assujettie à aucune formalité et s'applique sans que l'Employeur ne puisse opposer de refus à l'assistance judiciaire et à la protection accordée en vertu du présent article.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la présente disposition s'applique, dans les cas d'enquête du coroner et des enquêtes effectuées par le Bureau des enquêtes indépendantes. Nonobstant ce qui précède, le policier appelé à rédiger un rapport en vertu de l'article 262 de la *Loi sur la police*, dans le cadre d'une enquête criminelle ou déontologique n'est pas couvert par l'assistance judiciaire édictée au présent article.

26.20 Sauf s'il est suspendu administrativement en conformité avec les dispositions de l'article 27, dans tous les cas où le policier a droit à la protection et à l'assistance accordées en vertu du présent article, il est libéré sans perte de traitement s'il doit s'absenter de son travail et que cette absence est directement reliée à la poursuite en justice; ce sera notamment le cas :

1) sans égard à l'instance devant laquelle il est poursuivi en justice, lors de toute rencontre avec un enquêteur ou son procureur aux fins de la préparation de sa cause de même

que lors de l'audition de sa cause;

2) lors de toute rencontre avec un représentant du Commissaire à la déontologie policière, y compris en conciliation dans le cadre d'une plainte déposée par le Commissaire;

26.21 **PROCÉDURE RELATIVE AU PAIEMENT DES FRAIS**

a) La procédure établie ci-après s'applique dans tous les cas où un policier présente à l'Employeur une demande d'assistance en conformité avec les dispositions du présent article;

b) L'avocat qui représente le policier transmet à l'Employeur une demande de remboursement des frais engagés dans la représentation du policier ou le cas échéant, au fur et à mesure de l'évolution de l'affaire, accompagnée d'une preuve de réclamation;

c) L'employeur bénéficie d'une période de 60 jours à compter de la réception de chaque demande de remboursement pour effectuer le paiement des frais réclamés par l'avocat qui représente le policier ou à défaut, pour déposer un grief contestant le caractère raisonnable desdits frais;

d) À défaut par l'Employeur de contester par grief et dans les susdits délais les frais réclamés par l'avocat qui représente le policier dans chaque cas, ceux-ci sont réputés constituer des frais raisonnables et deviennent exigibles au terme du susdit délai de 60 jours, ce qui confère un droit irrévocable au paiement immédiat de ceux-ci; tout retard dans le paiement desdits frais entraîne alors le droit au paiement des intérêts au taux établi en vertu du Code du travail et calculés depuis la date où les frais sont devenus exigibles;

e) Le cas échéant, le grief de l'Employeur est ensuite directement acheminé à l'arbitrage dans un délai de trente jours de son dépôt; lorsque l'Employeur a déposé plusieurs griefs contestant le caractère raisonnable des frais réclamés dans le cadre de la même affaire, ceux-ci sont instruits devant le même arbitre et celui-ci en dispose en même temps dans le cadre d'une seule sentence;

f) Toutefois, dans les cas où des accusations sont portées contre le policier devant une instance de juridiction criminelle, l'arbitre ne peut procéder à l'instruction du ou des susdits griefs avant qu'une décision finale n'ait été rendue sur lesdites accusations;

g) Le grief de la Fraternité sur le droit à la protection et à l'assistance de même que le grief de l'Employeur sur le caractère raisonnable des frais réclamés sont instruits et décidés devant le même arbitre qui dispose des griefs dans le cadre d'une seule sentence;

h) L’arbitre a compétence pour déterminer si les frais réclamés dans la représentation du policier sont raisonnables ou le cas échéant, pour fixer le montant des frais selon ce qu’il estime être raisonnables; l’arbitre détermine ensuite toute question relative au paiement des intérêts sur les sommes dues; le cas échéant, l’arbitre fixe ceux-ci selon le taux établi en vertu du *Code du travail* et fixe à un maximum de 60 jours le délai accordé à l’Employeur pour s’exécuter;

i) Lorsque par jugement final, la décision de l’Employeur de refuser la demande de protection et d’assistance du policier est maintenue ou lorsque la Fraternité abandonne son grief sur cette question ou encore lorsque la Fraternité n’a déposé aucun grief à l’encontre de la décision de l’Employeur de refuser la demande de protection et d’assistance du policier, l’employeur a le droit de réclamer du policier le remboursement des frais déjà payés en application du présent article;

AUTRES MESURES DE PROTECTION

26.22 a) Entre 24 heures et 7 heures, deux policiers sont toujours en devoir sur les autos-patrouille répondant aux appels.

b) Entre 7 heures et 24 heures, la règle prévue à l'alinéa a) du présent paragraphe n'est pas obligatoire pour les catégories d'appels suivants :

1) tous les appels relatifs à l'application des règlements de la circulation incluant les accidents, le contrôle de la circulation, les fils brisés et les obstructions dans la chaussée;

2) tous les appels relatifs à l'application des règlements municipaux, exception faite de ceux concernant la paix et le bon ordre avec possibilité d'arrestations (bagarres, troubles, conflits domestiques);

3) tous les appels pour objets perdus ou trouvés, les bicyclettes volées ou trouvées, les vols dans et sur véhicules, véhicules abandonnés, vols d'autos;

4) les appels pour vols simples;

5) les appels pour incendies, fraudes et dommages à la propriété;

6) les appels pour personnes disparues, malades, blessées ou décédées;

7) les appels pour alarmes cambrioleurs de 7 heures à 19 heures pour visites extérieures des lieux seulement à l'exception des alarmes dans les banques et les caisses. L’agent de quartier solo n'intervient pas s'il y a trace d'effraction mais demande l'assistance d'une patrouille-duo;

8) les appels d’introduction par effraction (code 022) sans suspect et dont les lieux ont été vérifiés par le plaignant ou sécurisés par des agents de quartier;

9) les appels de coopération avec les agents de quartier solos ayant répondu à l'un des appels ci-dessus;

10) les appels de coopération avec les agents de quartier affectés à la patrouille duo pour des appels relevant de leur juridiction;

11) les appels pour compléter un rapport d'événement déjà couvert par des agents de quartier alors que tout danger a été écarté.

c) L'alinéa b) ne s'applique toutefois qu'en autant que les conditions ci-dessous mentionnées sont rencontrées :

1. Dans chaque poste de quartier, il doit y avoir au moins autant de policiers affectés ou assignés à la patrouille-duo qu'à la patrouille-solo incluant les agents de quartier solos détachés de leur équipe et travaillant sur les 2e et 3e relève.

   L’agent de quartier solo détaché de la première relève qui se retrouve en excédent peut patrouiller seul s'il n'y a pas sur l'équipe, un autre agent de quartier avec qui on puisse le jumeler. Cette dernière disposition s'applique en autant qu'aucun agent de quartier n'ait été affecté à la patrouille-solo.

2. Aucun appel n'est transmis à une auto-solo s'il n'y a pas une autre auto-patrouille disponible pour lui venir en aide en cas de besoin.

3. L'auto-patrouille utilisée par un policier qui patrouille seul et répondant aux appels doit être munie d'une grille protectrice.

4. Le policier qui patrouille seul et qui répond aux appels doit être muni d'un appareil radio portatif (W.T.).

5. Le policier qui patrouille seul et qui répond aux appels peut exiger, aux frais de l'Employeur, une veste pare-balles personnelle de type plus léger que celle se trouvant actuellement à bord des autos-patrouille. Le cas échéant, pour ce policier, le port de cette veste est obligatoire sous peine de mesure disciplinaire.

6. L’agent de quartier affecté à la patrouille-solo doit avoir terminé son année de probation. De plus, avant d'affecter un policier à une auto-solo, l'Employeur doit lui donner la formation nécessaire en technique de patrouille lui permettant d'effectuer des interventions policières seul.

7. Dans chaque poste de quartier, le policier qui ne désire pas travailler sur une auto-solo en informe par écrit son commandant qui peut tenir compte de cet avis si le nombre de policiers disponibles pour travailler sur une auto-solo le lui permet.

d) Le Service et ses gestionnaires s'assurent en tout temps de la sécurité de leurs policiers que ce soit dans le cadre des opérations policières ou à l'occasion des déplacements que ceux-ci sont appelés à faire dans le cadre leur travail;

e) Dans cette perspective, la pratique actuelle qui consiste à fournir un appareil radio-portatif (W.T.) au policier en uniforme pour les fins de son travail est maintenue et devient obligatoire; dans le cas du policier du Groupe d'Intervention, l'utilisation de cet appareil est déterminée en fonction des méthodes d'intervention du Service lorsque le policier est affecté sur un service d'ordre et en situation de contrôle de foule;

f) De la même façon, la pratique actuelle qui consiste à fournir un transport au cadet à la fin du quart de travail, dans le cas où le transport en commun n'est plus disponible, est maintenue.

ARTICLE XXVII **GRIEFS**

27.00 Toute mésentente relative à l'interprétation et à l'application des présentes constitue un grief.

27.01 Au cas de mésentente entre la Fraternité et l'Employeur qui ne constitue pas un grief, les parties ont recours à la procédure prévue au présent article.

27.02 Avant de soumettre un grief, le policier, seul ou accompagné de son délégué syndical, doit essayer de le régler avec son commandant dans les cas relevant de l'autorité de ce dernier.

Le défaut de faire cette démarche ne peut constituer un motif de rejet du grief.

27.03 À défaut d'entente, le policier peut soumettre son grief de la manière ci-après établie.

27.04 Le policier qui se croit lésé soumet son grief au comité de griefs de la Fraternité qui décide des moyens à prendre pour le régler. Si la Fraternité décide de poursuivre le grief, la procédure ci-après est suivie :

a) La Fraternité doit adresser au Service ou à son représentant un exposé écrit du grief. Il en transmet copie au Directeur.

b) À défaut d'entente sur le grief, la Fraternité peut soumettre le grief à l'arbitrage selon la procédure indiquée dans les paragraphes 27.12 et 27.13**.**

27.05 Les membres du comité de griefs sont autorisés à s'absenter de leur travail, sans retenue de salaire, pour toute démarche faite suivant la procédure établie dans cet article, à compter du stade prévu à l'alinéa a) du paragraphe 27.04.

27.06 Nonobstant ce qui précède, les représentants de la Fraternité peuvent soumettre verbalement, accompagné d'un mémo ou par écrit au Directeur ou à ses représentants, toutes les représentations concernant les suggestions, plaintes, requêtes, sans que ces représentations constituent des griefs au sens des paragraphes ci-dessus.

27.07 a) Lors de toute entrevue à caractère disciplinaire, le policier peut se faire accompagner d'un délégué syndical, ou d'un représentant de la Fraternité.

b) Le policier convoqué devant une autorité disciplinaire au sens du Règlement sur la discipline pour répondre d'une accusation disciplinaire, peut se faire accompagner d'un représentant de la Fraternité autorisé à cette fin par le Conseil de direction de la Fraternité. Ce représentant a le droit d'interroger, de contre-interroger les témoins et d'argumenter. Si le policier convoqué ne se fait pas accompagner du représentant de la Fraternité ce dernier est autorisé à être présent.

c) Le comité de révision d'évaluation rencontre l'évaluateur et le policier évalué en leur présence respective. Dans ce cas, le policier évalué peut être accompagné d'un représentant de la Fraternité qui agit à titre d'observateur.

27.08 a) Le Service donne avis écrit de toute mesure disciplinaire au policier concerné; la même règle s'applique dans les cas de congédiements administratifs, de mises en observations administratives, rétrogradations administratives et suspensions administratives en vertu du Règlement sur la discipline. Sur demande, le Service fournit à la Fraternité les raisons qui motivent cette mesure. La ou les raisons doivent être fournies dans les cinq jours ouvrables qui suivent la demande.

b) Le policier peut en tout temps consulter son dossier à son unité.

Sur rendez-vous et en dehors de ses heures régulières de travail, il peut consulter son dossier à l'unité Planification et gestion des effectifs ou son dossier au contrôle médical. Le policier peut obtenir copie de tout document contenu dans l'un des dossiers ci-dessus mentionnés.

c) Un refus injustifié de radier du dossier du policier une mention d'une mesure disciplinaire conformément au Règlement sur la discipline, peut faire l'objet d'un grief.

d) Un document placé dans le dossier du policier à son unité doit être porté à sa connaissance. Après deux ans de son insertion, le policier peut demander que l'on retire de son dossier tout document qui n'a pas fait l'objet d'une mesure disciplinaire et qui pourrait lui causer un préjudice. Un refus injustifié peut faire l'objet d'un grief.

27.09 Le policier non satisfait d'une mesure disciplinaire, d'une mesure administrative au sens du sous-paragraphe a) du paragraphe 27.08 ou d'un refus de promotion ou d'une évaluation peut faire un grief.

Toutefois, dans le cas où l'évaluation marginale du policier en probation est contestée par grief et soumis à l'arbitrage, les délais afin de contester le congédiement, en application du 2e alinéa du sous-paragraphe b) du paragraphe 24.05, sont suspendus jusqu'à la date où l'arbitre dispose du grief portant sur l'évaluation marginale.

27.10 Nonobstant toute disposition contraire, l'Employeur et la Fraternité peuvent, d'un commun accord, déroger à la présente procédure.

27.11 La Fraternité peut, en tout temps, soumettre un grief relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention.

À moins d'entente dans les vingt jours ouvrables de la présentation du grief, le tout est référé à l'arbitrage selon les dispositions des paragraphes 27.12 et 27.13.

27.12 a) Nonobstant toute autre disposition de la convention, tout grief doit, sous peine de déchéance, être soumis à l'Employeur ou son représentant, dans un délai de trois mois de la date de l'événement qui a donné naissance au grief ou de la connaissance de l'événement par le policier ou la Fraternité. Le délai de déchéance prévu à ce paragraphe s'applique à l'Employeur, en l'adaptant.

b) Tout grief ou mésentente non réglé par la procédure de grief est soumis à un arbitre unique. L'Employeur et la Fraternité désignent pour la durée de la présente convention, Mes André Bergeron, Nathalie Faucher, **Nathalie Massicotte, André G. Lavoie** et Éric Lévesque pour agir comme arbitres conformément à la Loi et aux prescriptions des présentes.

c) **Planification annuelle du calendrier d'arbitrage :**

1) Avant le 31 mars de chaque année, les parties établissent conjointement le calendrier d'arbitrage pour l'année suivante. À titre d'exemple, pour l'année civile 2024, le calendrier d'arbitrage doit être établi au plus tard le 30 mars 2023. Pour chacun des arbitres énumérés au paragraphe 27.12 b), les parties s'entendent pour réserver quatre (4) dates d'audition parmi celles offertes par chacun des arbitres. Advenant qu'un des arbitres énumérés au paragraphe 27.12 b) cesse d'agir comme arbitre, les parties doivent convenir, sans délais, d'un nouvel arbitre afin de le remplacer et réserver avec celui-ci quatre (4) dates d'audition pour l'année suivante.

2) En fonction du calendrier d'arbitrage convenu à l'alinéa qui précède, les parties s'efforcent de s'entendre sur le choix du **grief à être assigné à chaque arbitre**. **Cependant, lorsque les parties n'ont pas été en mesure de s'entendre pour transmettre le grief à un arbitre et après avoir tenté à deux reprises de le faire, la partie ayant déposé le grief peut unilatéralement transmettre le grief à un arbitre en respectant le délai prévu à l'alinéa suivant.**

3) À moins d'entente à l'effet contraire, il doit y avoir un délai minimal de six (6) mois entre la date où un grief est assigné à un arbitre et la date prévue de l'arbitrage. À défaut de respecter le délai susmentionné, ou à défaut d'entente, la date peut être utilisée, si les parties y consentent, dans le cadre d'une continuité d'un arbitrage déjà en cours ou, à défaut, être annulée.

d) Les parties conviennent également de se consulter lorsqu'une date d'arbitrage devient disponible. Les parties s'efforcent alors de s'entendre sur le choix du grief à être soumis à l'arbitrage **et ce dans le respect des modalités et délais prévus au sous-paragraphe c), alinéa 3 qui précède.**

27.13 Tout grief ou mésentente est soumis à l'arbitre par écrit. Le document doit contenir le résumé des faits qui ont donné naissance au grief ou à la mésentente, et copie de ce document est soumise au Service ou à la Fraternité, selon le cas.

27.14 a) Dans le cas de congédiement, suspension, rétrogradation ou imposition d'une mesure disciplinaire quelconque par l'Employeur ou par le Service, l'arbitre peut, soit maintenir la décision rendue, soit la modifier ou l'annuler et prescrire le cas échéant, le remboursement par l'Employeur au policier des sommes perdues par ce dernier par suite de la sanction imposée.

Dans le cas de mesures administratives, la juridiction de l'arbitre est limitée à les maintenir ou les annuler sauf dans le cas de congédiement administratif d'un officier pour lequel s'ajouter le pouvoir d'y substituer une rétrogradation.

b) Sujet à ce qui est mentionné ci-dessus, l'arbitre ne peut modifier ou annuler cette décision à moins qu'elle ne soit injuste eu égard à la preuve soumise.

c) Les pouvoirs de l'arbitre sont limités à décider des griefs suivant la lettre et l'esprit de la convention. L'arbitre n'a autorité, en aucun cas, pour ajouter, soustraire, modifier ou amender quoi que ce soit dans cette convention.

27.15 **a) Sous réserve des exceptions ci-après énoncées,** les honoraires de l'arbitre sont payés à part égale par le Service et la Fraternité.

b) Les parties conviennent que les auditions devant l'arbitre de grief sont enregistrées selon le système d'enregistrement convenu entre elles. Les parties peuvent s'entendre pour avoir recours aux services d'un sténographe officiel. Le cas échéant, les frais de sténographie sont payés à part égale par les parties.

c) À moins d'entente à l'effet contraire, la partie qui demande l'annulation d'une date d'audition, pour laquelle un grief a été assigné à un arbitre selon la procédure prévue au sous-paragraphe c) du paragraphe 27.12, à moins de six (6) mois avant le début de celle-ci, est responsable d'assumer l'entièreté des frais d'arbitrage liés à l'annulation.

Les frais reliés à l'annulation d'une date d'audience en raison du défaut d'avoir identifié un grief à être soumis à l'arbitrage dans un délai de six (6) mois avant ladite date d'audience, ou du défaut de s'être entendu sur une prolongation d'un dossier de grief, est payée à parts égales par le Service et la Fraternité.

27.16 Aucune directive ne peut être à la source d'une sanction disciplinaire ou d'une mesure administrative si elle n'a pas été portée à la connaissance du policier concerné.

27.17 Un policier qui présente un grief ne doit, en aucune façon, être pénalisé, importuné ou inquiété à ce sujet par un supérieur.

27.18 Le policier doit être avisé par écrit conformément au Règlement sur la discipline, avant sa comparution devant une autorité disciplinaire pour répondre à une accusation logée contre lui. Il peut être accompagné d'une personne désignée par la Fraternité et, s'il s'agit d'un membre de la Fraternité, libéré sans perte de traitement pour le temps consacré à cette activité. Ce dernier peut changer de relève ou reporter tout congé à cette occasion. Les comparutions doivent être tenues sur les heures de travail régulières du policier intimé. Aucune rémunération n'est cependant versée pour le temps supplémentaire pour celui qui accompagne l'accusé.

27.19 Le plaignant dans le cadre de son grief de même que le policier convoqué par l'intermédiaire du Service comme témoin par l'une des parties devant un tribunal d'arbitrage appelé à disposer d'un grief, d'une mésentente ou d'un différend entre elles, ou devant une autorité disciplinaire, est libéré sans perte de traitement régulier pour le temps jugé nécessaire à son témoignage. Aucune rémunération ne lui est cependant versée pour le temps supplémentaire. La libération de tel témoin ne doit pas avoir pour effet de perturber le fonctionnement du Service.

27.20 Toute mesure administrative, qu'elle soit provisoire ou temporaire, ce qui inclut une mutation ou une affectation, et qui se trouve reliée à une enquête, à une accusation de nature disciplinaire, criminelle, statutaire ou déontologique, à un verdict, à un emprisonnement ou à un appel demandé par la Couronne, est prise par le Service en conformité avec la grille applicable aux mesures provisoires et temporaires établie dans l'Annexe V de la convention collective.

L'acquittement ou la libération du policier à l'égard d'une accusation criminelle ou statutaire par suite d'un jugement final entraîne l'annulation immédiate et rétroactive de la mesure administrative prise à son endroit ; l'abandon d'une accusation criminelle ou statutaire entraîne le même résultat ; lorsque la mesure administrative prise initialement comporte une suspension avec demi traitement ou sans traitement, le Service rembourse au policier le salaire et toute somme qu'il aurait dû recevoir n'eût été de cette suspension administrative. Tout autre dommage subi par le policier peut faire l'objet d'un grief en cas de mésentente entre les parties. Le policier est immédiatement replacé dans la fonction qu'il occupait avant sa suspension.

Dans le cas où le policier fait aussi l'objet d'accusation ou de plainte de nature disciplinaire ou déontologique portant sur les mêmes faits, la mesure administrative prise initialement à son endroit peut être maintenue s'il ne s'agissait pas d'une suspension, mais en autant que cette mesure demeure conforme à l'Annexe V. En cas contraire, la mesure est remplacée par une autre mesure, prise en conformité avec l'Annexe V de la convention collective. L'acquittement ou l'abandon de l'accusation ou de la plainte disciplinaire ou déontologique entraîne l'annulation immédiate de la mesure administrative prise à son endroit. Tout dommage subi par le policier peut faire l'objet d'un grief en cas de mésentente entre les parties.

Toute mesure administrative, ce qui inclut, aux fins du présent paragraphe, une mutation ou une affectation, prise à l'endroit d'un policier, et qui n'a été suivie d'aucune accusation de nature criminelle, statutaire, disciplinaire ou déontologique portant sur les mêmes faits est

annulée rétroactivement. Tout dommage subi par le policier peut faire l'objet d'un grief en cas de mésentente entre les parties.

Aux fins de l'application du présent article, de l'Annexe V et de l'article XXVI, le policier est réputé être dans l'exercice de ses fonctions :

a) dans tous les cas où les faits donnant lieu à l'application du présent article mettent en cause l'utilisation de la force nécessaire ou la conduite de tout véhicule du Service alors que le policier est en devoir ou appelé en devoir au sens de l'article 10.01 a) ou qu'il agit comme agent de la paix ;

b) lorsqu'il est en devoir, le policier est également réputé être dans l'exercice de ses fonctions, lorsque la faute reprochée est liée à une intervention policière et qu'elle ne peut être considérée comme ayant été commise dans le seul et unique intérêt du policer ou d'un tiers ;

c) lorsque le policier n'est pas en devoir, le policier est également réputé être dans l'exercice de ses fonctions lorsque le geste posé est considéré légitime selon les pratiques autorisées dans le cadre de son travail régulier.

d) le présent alinéa n'a pas pour effet d'empêcher le Service de considérer qu'un policier est dans l'exercice de ses fonctions dans toute autre situation, ce qui devrait être normalement le cas lorsque le policier agit dans le cadre d'une intervention policière ;

27.21 a) Le Service transmet copie à la Fraternité de toute accusation disciplinaire signifiée à un policier ainsi que de tout avis d'audition en vertu du Règlement sur la discipline.

b) La partie qui entend produire une pièce en transmet copie à l'autre partie dans les **trente (30)** jours qui précèdent l'audition disciplinaire prévue dans le sous-paragraphe a) du présent paragraphe.

27.22 Toutes les dispositions législatives portant sur des conditions de travail et qui sont considérées comme relevant de l'ordre public, sont réputées faire partie intégrante de la présente convention collective et assujetties à la procédure de règlement des griefs et d'arbitrage dans le cas de litige entre les parties.

ARTICLE XXVIII **POLITIQUE**

28.00 Le policier peut s'adonner à toutes les activités politiques permises par la loi.

ARTICLE XXIX **AVIS DE LA FRATERNITÉ**

29.00 La Fraternité a le droit d'afficher des avis signés concernant ses affaires dans toutes les unités sur un tableau d'un modèle approuvé par le Directeur, fourni par la Fraternité et placé dans un endroit convenable.

29.01 La Fraternité peut, après entente avec le Directeur du Service, tenir des rencontres sur les lieux de travail.

29.02 Le policier nouvellement embauché pendant sa période de formation est libéré sans perte de traitement pour l'équivalent d'une journée régulière de travail afin de rencontrer les représentants de la Fraternité.

ARTICLE XXX **COTISATION SYNDICALE**

30.00 L'Employeur perçoit, en les retenant sur les chèques de paie, les contributions régulières des membres actifs permanents de la Fraternité.

30.01 Comme condition de l'obtention et du maintien de son emploi, le policier doit devenir et demeurer en tout temps membre de la Fraternité des policiers et policières de Montréal Inc.

Par ailleurs, l'Employeur n'est pas tenu de congédier le policier expulsé par le Syndicat.

ARTICLE XXXI COOPÉRATION ET RENCONTRES

31.00 Le Conseil de direction de la Fraternité et les représentants du Service se rencontrent au besoin durant les heures de travail pour étudier les méthodes et les techniques utilisées dans le Service et tout autre problème d'ordre professionnel.

31.01 Le Service fournit à la Fraternité, dès leur publication, une copie de ses données et statistiques annuelles. De même, il achemine à la Fraternité copie de ses télémessages adressés à toutes les unités.

31.02 Les parties peuvent requérir la présence de personne ressource lors d'une rencontre de l'un des comités prévus à la présente convention.

ARTICLE XXXII **INDEMNITÉ VESTIMENTAIRE**

32.00 a) Le policier détenant le grade de sergent-détective ou de lieutenant-détective reçoit une indemnité vestimentaire équivalente à 2,5 % du salaire annuel du sergent-détective. Dans l'année de sa promotion ou de son départ de l'unité d'enquête ou de sa fonction d'agent intervention jeunesse, cette indemnité est proportionnelle au nombre de mois travaillés.

Le policier de la gendarmerie muté à une fonction requérant le travail en habit de ville, reçoit également l'indemnité vestimentaire mentionnée ci-dessus. Dans l'année de sa mutation à cette fonction ou de son retour à une fonction en uniforme cette indemnité est proportionnelle au nombre de mois travaillés en habit de ville.

b) Le policier de la gendarmerie assigné à une fonction requérant le travail en habit de ville, a droit à une indemnité vestimentaire quotidienne équivalente à 1/227,5 de l'indemnité versée au sergent-détective.

c) **Le policier éligible à une indemnité vestimentaire en vertu du présent article peut, avec l'accord du responsable de son unité, obtenir des pièces d'équipement ou d'uniforme reliées à l'exécution de son travail.**

Le policier désirant se procurer des pièces d'uniforme le fait à ses propres frais auprès du Service des ressources matérielles et informationnelles. Celui-ci lui remet une facture comptabilisant le total des uniformes commandés. Cette facture pourra être produite par le policier lors de sa demande d'exemption fiscale.

d) Les montants prévus dans les sous-paragraphes a) et b) du présent paragraphe sont payés au policier sur présentation de pièces justificatives, après approbation du Directeur du service, en remboursement des frais encourus pour s'acheter les vêtements appropriés à l'exercice de sa fonction.

e) Les pièces justificatives doivent être remises à l'Employeur pour remboursement, soit au cours de la première semaine complète du mois de novembre.

f) En décembre de chaque année, l'Employeur paie l'indemnité vestimentaire annuelle du policier, prévue dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 32.00 et du policier de la gendarmerie muté à une fonction requérant le travail en habit de ville.

g) Considérant que cette indemnité est payée par anticipation pour le mois de décembre et qu'il peut y avoir des mouvements de personnel qui ont pour effets que le policier n'a plus droit à cette allocation, les parties conviennent que nonobstant les dispositions du paragraphe 22.03, l'Employeur peut procéder à la récupération des sommes versées en trop à raison d'un maximum de 50 $ par paie à compter de la connaissance des faits.

32.01 Le policier qui reçoit l'indemnité vestimentaire depuis au moins un mois et qui doit s'absenter pour cause de maladie ou pour lésions professionnelles, reçoit le montant de l'indemnité vestimentaire prévu au paragraphe précédent pour une période d'absence d'un mois. S'il a fait deux mois de travail avec indemnité pour une absence de deux mois et s'il a fait trois mois de travail ou plus avec indemnité, il a droit au paiement de l'indemnité pour une période d'absence n'excédant pas trois mois.

32.02 Sauf pour le policier détenant le grade de sergent-détective ou de lieutenant-détective, le policier qui reçoit l'indemnité vestimentaire doit toujours avoir un uniforme propre et complet pour les besoins du Service mais ne reçoit de nouvel uniforme qu'à la discrétion du Directeur.

32.03 Le policier ayant des restrictions médicales temporaires ou permanentes l'empêchant de porter l'uniforme et la policière enceinte qui en raison de son état ne peut porter l'uniforme, bénéficient de l'indemnité prévue dans le sous-paragraphe b) du paragraphe 32.00 par jour travaillé.

ARTICLE XXXIII **UNIFORMES ET ÉQUIPEMENT**

33.00 L'Employeur fournit gratuitement au policier, dès son embauche, sa mutation, sa promotion, les parties d'uniforme et d'équipement nécessaires à l'exécution de ses fonctions telles que prévues à l'Annexe C-1 qui fait partie intégrante des présentes sauf les pièces d'uniforme ou équipement qu'il avait droit dans sa fonction précédente.

33.01 Toute partie d'uniforme ou d'équipement endommagée, perdue ou volée à l'occasion du service doit être remplacée ou réparée aux frais de l'Employeur si le Directeur juge qu'il n'y a pas eu négligence de la part du policier. Ce principe s'applique aussi au policier appelé à travailler en habit de ville. La demande de paiement de l'Employeur est soumise au policier et au cas de contestation, ce dernier soumet le litige à la procédure de grief et à l'arbitrage.

Les pièces d'équipement apparaissant à l'Annexe C-1 prévues à la fonction mais non renouvelées à l'Annexe C-2 seront remplacées au besoin, au frais de l'Employeur, sauf s'il y a négligence.

33.02 Toutes les parties d'uniforme ou d'équipement remises au policier demeurent la propriété de l'Employeur et aucun policier n'a le droit de les prêter, vendre ou échanger.

Les crédits ne sont pas monnayables. Le policier peut faire usage des crédits disponibles au prorata du nombre de jours travaillés. L'Employeur se réserve le droit de récupérer toutes les pièces d'uniformes et d'équipement distribuées.

33.03 Système de crédits

Au 1er janvier de chaque année, l'Employeur accorde les crédits aux policiers y ayant droit selon la fonction exercée par ce dernier et inscrit au registre des mutations le 1er de l'an. Ces crédits sont alloués sur la base du nombre de jours ouvrables d'une année, soit 219 jours selon l'Annexe C-2 de la convention collective de travail.

Toute absence de plus de sept jours au cours de l'année précédente, à l'exception des congés annuels, réduit d'autant la proportion des crédits alloués.

Le policier qui change de fonction au cours d'une année se verra attribué les crédits correspondants à la période passée dans chaque fonction, sans excéder le maximum de crédits prévus à l'article 33.03 c).

a) Équivalence des crédits

Pour ce qui est des ajouts à l'Annexe C-2, la valeur en sera déterminée par l'Employeur et la durée de vie sera recommandée, pour approbation du Directeur, par le comité paritaire uniformes et équipement. Par la suite, le nombre de crédits alloués sera l'équivalent à la valeur réelle de l'article et actualisé annuellement.

b) Ajustement pour tenir compte des policiers bénéficiant de l'indemnité vestimentaire
Sauf pour les cas prévus à l'Annexe C-2, le policier ayant bénéficié de l'indemnité vestimentaire au cours de l'année précédente, verra sa banque de crédits débitée du nombre de crédits équivalant au nombre de jours pour lesquels il a reçu une indemnité vestimentaire.

c) Maximum des crédits accumulables

Le solde des crédits inscrit au dossier d'un policier à la fin de l'année est transférable et ajouté aux crédits de la nouvelle année.

Le maximum de crédits accessibles en début d'année ne peut toutefois être supérieur à 200% du nombre de crédits prévu pour la fonction occupée le 1er de l'an.

d) Crédits anticipés

Pour certains cas d'exception, avec l'approbation écrite de son commandant d'unité, le policier peut recevoir certaines pièces d'uniformes par anticipation même s'il n'a pas les crédits requis. Le nombre de crédits ainsi anticipés sera débité au début de l'année suivante.

e) Réquisition

En janvier de chaque année, l'Employeur achemine un état de la banque des crédits disponibles à chacun des policiers, accompagné d'un bon de commande.

Le personnel désirant des uniformes et équipement doit faire parvenir sa réquisition avant le 15 mars de chaque année à l'exception du policier absent à long terme qui transmet sa réquisition à son retour au travail.

Le policier réquisitionne les pièces de remplacement qui sont nécessaires à son travail selon les limites de sa fonction, la limite étant le double de la quantité tenant compte de la durée de vie mentionnée à l'Annexe C-2. Celui qui, pour des cas exceptionnels, désire commander plus que le double des quantités déterminées pour un ou des items, devra rédiger un rapport explicatif et obtenir l'autorisation de son commandant, auquel cas le Service y donne suite.

f) Livraison

Une livraison annuelle sera effectuée dans les unités entre la Fête du travail et le 31 octobre. Dans les cas d'erreurs, ou pour les pièces non disponibles, ou pour le policier non accessible au moment de la livraison, l'Employeur effectuera des livraisons spéciales dans les unités pour le matériel concerné.

g) Accès au Magasin

Pendant les heures d'ouverture du Magasin, le policier sur rendez-vous peut s'y présenter directement en dehors de ses heures de travail. Toutefois, seuls les cas d'exception approuvés par le commandant d'unité et sur rendez-vous seront traités au comptoir de la section Magasin. Aucun policier ne peut être convoqué par la section Magasin en dehors de ses heures régulières de travail.

h) Situation d'urgence

Seuls le bris, la perte et le vol d'uniformes ou d'équipement empêchant le policier de compléter sa journée de travail, peuvent justifier l'autorisation d'accéder à la section Magasin pendant les heures de travail de l'employé. Cette autorisation doit être approuvée par le commandant de l'unité concernée, après avoir communiqué avec le Magasin, auquel cas le Service y donne suite.

i) Policier avec restrictions médicales permanentes (PRMP).

Le policier ayant des restrictions médicales permanentes (PRMP) reçoit un nombre de crédits tenant compte des besoins du travail qu'il effectue.

Le comité paritaire uniformes et équipement doit recommander au Directeur la liste des pièces à renouveler selon le poste de travail occupé par ce policier.

j) Inventaire

L'Employeur tient en magasin l'inventaire nécessaire et aucun policier n'est tenu d'accepter des uniformes usagés à l’exception de la tenue d’apparat.

33.04 Un comité paritaire étudie, au besoin, les problèmes relatifs aux équipements et uniformes. Ce comité est formé de quatre personnes dont deux désignées par l'Employeur et deux par la Fraternité.

Le quorum du comité est fixé à trois membres. Les conclusions et autres considérations auxquelles en arrive ce comité ne lient en rien les parties.

Les frais de secrétariat et d'expertise du comité sont assumés par l'Employeur.

Les personnes désignées par la Fraternité sont libérées de leur travail sans perte de traitement pour le temps consacré aux séances du comité.

ARTICLE XXXIV **IDENTIFICATION**

34.00 Le Service fournit au policier une carte d'identification avec sa photographie en uniforme ou en civil, selon le cas. Cette carte d'identification est renouvelée tous les cinq ans et lors d'une promotion. Elle doit être insérée dans une matière plastique.

34.01 Le Service fournit également aux sergents-détectives, lieutenants-détectives et capitaines-détectives, une carte d'affaire personnalisée.

ARTICLE XXXV **ANCIENNETÉ ET CONGÉ SANS SOLDE**

35.00 Pour les fins de la présente convention, l'ancienneté signifie et comprend la durée totale en années, en mois et en jours de service de tout policier. L'ancienneté débute à compter de la date du premier jour de travail comme policier au sein du Service de police de la Ville de Montréal.

Tout employé d'un arrondissement, d'une ville liée de la Ville de Montréal ou de cette dernière, muté au Service comme policier, conserve sa date d'ancienneté pour fins de congés annuels seulement. Dans ce cas, l'ancienneté est inscrite au registre du Service dès l'embauche du policier.

Les cadets, auxiliaires soutien et constables spéciaux qui quittent le Service afin de suivre une formation à l'ÉNPQ et qui sont réembauchés au Service dans les douze (12) mois suivants leur départ à titre de policier, se voient reconnaître les heures effectuées dans ces fonctions aux fins du quantum de vacances. Ces heures sont converties en une date de service utilisée uniquement aux fins de déterminer les heures de vacances prévues à l'article XVII de la convention collective. Cette clause s'applique aux policiers embauchés après la signature de la convention collective.

35.01 La date d'ancienneté du policier doit être inscrite dans les registres du Service. La liste de tous les policiers et des dates précitées est affichée dans chacune des unités pendant une période de vingt jours ouvrables et ce, aussitôt que possible après la date de la signature des présentes. En cas d'erreur, le policier en demande la correction. S'il y a désaccord, la Fraternité peut soumettre un grief. Tout changement de date inscrit par la suite doit être communiqué au policier concerné et à la Fraternité.

La liste officielle que le Service doit communiquer à la Fraternité comprend le nom du policier, son unité, sa date d'ancienneté ainsi que le titre de sa fonction dans le Service. Cette liste est communiquée à la Fraternité le jour même de l'affichage. Par la suite, le Service doit afficher au mois de janvier de chaque année, la liste officielle d'ancienneté en vigueur le 31 décembre de l'année précédente. La Fraternité reçoit cette liste au cours du même mois.

35.02 L'ancienneté s'acquiert dès que le policier a terminé sa période de probation. Sa date d'ancienneté est alors rétroactive au premier jour de son embauche.

Les droits d'ancienneté se perdent pour l'une ou l'autre des seules raisons suivantes :

1. le congédiement justifié;

2. le départ volontaire.

Cependant, s'il est réembauché par l'Employeur, les années et partie d'années faites avant le départ du policier lui sont reconnues aux fins de l'application de la convention collective, y compris aux fins du positionnement dans l'échelle salariale.

35.03 Les absences prévues par la convention collective, autorisées ou imposées par l'Employeur, n'interrompent pas l'accumulation d'ancienneté du policier.

35.04 a) Sur demande motivée et présentée, sauf exception, au moins trois mois à l'avance au Directeur, ce dernier peut permettre à un policier ayant complété plus de trois années de service, de s'absenter sans solde pour un maximum de deux périodes d'au plus douze (12) mois consécutifs chacune et ce, pour la durée de sa carrière. Cette permission ne peut être refusée sans motif valable.

b) À l'occasion d'un congé sans solde, le policier conserve son poste et le réintègre à son retour en autant que son poste n'ait pas été aboli entretemps; le cas échéant, il est muté selon les besoins du Service et selon les modalités des dispositions de l'article VII.

c) Le policier qui s'absente en congé sans solde conserve l'ancienneté qu'il avait au moment de son départ et tous les droits qui y étaient rattachés. Toutefois, son ancienneté cesse de s'accumuler pendant sa période d'absence.

d) Le policier en congé sans solde demeure assujetti au Règlement sur la déontologie et la discipline et conserve son statut d'agent de la paix. S'il se blesse dans une situation d'urgence, alors que son intervention immédiate est nécessaire pour protéger la vie, l'intégrité physique ou les biens d'un citoyen il bénéficie de l'article XX de la convention collective.

e) Le policier en congé sans solde peut se présenter à un examen de promotion. Il ne peut cependant bénéficier d'une promotion à laquelle il est admissible pendant la durée de son congé. Il peut par ailleurs mettre fin à son congé et, dans ce cas, il a droit à sa promotion. Le policier qui ne met pas fin à son congé bénéficie d'une priorité à la prochaine fonction vacante lors de son retour si la liste d'éligibilité sur laquelle il est inscrit est encore en vigueur.

f) La policière enceinte peut mettre fin à son congé sans solde et bénéficier des dispositions de l'article XXXVI.

g) Le policier peut mettre fin à son congé sans solde et bénéficier des dispositions de l'article XXI.

h) Le Service peut exiger un examen médical du policier lors du départ ou du retour de son congé sans solde.

35.05 Le policier ayant cinq ans de service peut bénéficier d'un congé à traitement différé selon les modalités prévues à l'Annexe H.

Un tel congé peut être pris par la suite pour chaque période de cinq années de service du policier.

Cette permission ne peut être refusée sans motif valable.

35.06 Dans le cas de mise à pied ou de licenciement, l'Employeur doit procéder selon l'ordre d'ancienneté à rebours, l'employé ayant le moins d'ancienneté est le premier visé.

L'Employeur doit d'abord mettre à pied ou licencier les policiers constables auxiliaires permanents. Lorsque le licenciement ou la mise à pied de tous les policiers constables auxiliaires permanents a été effectué, l'Employeur peut procéder à la mise à pied ou/au licenciement de policiers permanents.

Le nom d'un policier mis à pied ou licencié est inscrit sur une liste de rappel.

Un policier mis à pied ou licencié est rappelé selon les besoins du Service par ordre d'ancienneté, selon la règle suivante : le dernier mis à pied ou licencié est le premier rappelé.

35.07 L’ancienneté est déterminante lors d’évènements particuliers où le Service envoie des policiers à l’extérieur du territoire, parmi ceux qui rencontrent les exigences de l’affectation ou de l’organisme qui demande le prêt de service.

ARTICLE XXXVI CONGÉ DE MATERNITÉ, DE PATERNITÉ, D'ADOPTION, PARENTAL ET CONCILIATION FAMILLE/TRAVAIL

36.00 GROSSESSE

a) Moyennant une demande accompagnée de la présentation d'un certificat médical et l'approbation préalable du médecin de l'Employeur, l'employée qui est enceinte accomplissant une tâche comportant des dangers physiques pour elle ou le fœtus, doit être assignée dans une autre fonction.

b) L'employée qui est enceinte qui doit s'absenter du travail en raison d'un mauvais état de santé relié à sa grossesse est rémunérée pendant cette période conformément aux dispositions de l'article XXI. Elle n'est pas tenue de débuter son congé de maternité à compter de la seizième (16^{e}) semaine précédant la date prévue de son accouchement. Le congé débute au plus tard à la naissance de l'enfant.

36.01 CONGÉ DE MATERNITÉ

a) L'employée qui est enceinte a le droit à un congé de maternité de vingt (20) semaines.

Elle doit aviser l'unité Planification et gestion des effectifs deux (2) semaines avant la date de son départ, en présentant un certificat médical de son médecin traitant indiquant la date probable de la naissance. Si elle ne présente pas l'avis prévu, elle peut néanmoins partir en tout temps durant la période de six (6) semaines précédant la date probable de la naissance et ainsi bénéficier du congé de maternité.

b) L'employée qui, à la suite de la présentation d'une demande de prestations en vertu du Régime québécois d'assurance parentale (ci-après RQAP), est déclarée éligible à des prestations de maternité, a le droit de recevoir de l'Employeur :

i) pour chacune des semaines où elle reçoit ou pourrait recevoir des prestations en vertu du RQAP, des prestations complémentaires égales à la différence entre 95 % de sa paie hebdomadaire brute et les prestations de maternité qu'elle reçoit ou pourrait recevoir en vertu du RQAP.

Ces prestations complémentaires se calculent à partir des prestations que l'employée a le droit de recevoir en vertu du RQAP, et ce sans tenir compte des montants pouvant être soustraits en raison des remboursements de prestations, des intérêts, des pénalités et autres montants recouvrables en vertu du RQAP.

Le total des montants reçus par l'employée durant son congé de maternité, en prestations du RQAP et en prestations complémentaires, ne peut cependant excéder 95 % de la paie hebdomadaire brute versée par l'Employeur. De plus, l'employée ne pourra recevoir un revenu supérieur à son traitement net.

ii) pour chacune des semaines qui suivent la période prévue au paragraphe 36.01 b) i), une prestation égale à 95 % de sa paie hebdomadaire brute et ce, jusqu'à la fin de la vingtième semaine de congé de maternité.

c) L'employée exclue ou déclarée inadmissible au bénéfice des prestations de maternité du RQAP ne peut recevoir les prestations complémentaires prévues au paragraphe 36.01 b), sauf si elle a été exclue pour l'un ou l'autre des motifs suivants:

1. elle n'a pas accumulé un revenu assurable d'au moins 2 000$ au cours de la période de référence prévue par le RQAP ou
2. elle n'a pas payé de cotisations au RQAP ou
3. elle ne réside pas au Québec.

Dans ce cas, l'employée recevra de l'Employeur des prestations complémentaires égales à 95 % de sa paie hebdomadaire brute, et ce pour une période de vingt (20) semaines.

d) Suite à l'obtention d'une preuve que l'employée reçoit des prestations de maternité du RQAP, l'Employeur aura quinze (15) jours pour effectuer le premier versement des prestations complémentaires. Par la suite, ces prestations complémentaires seront versées à chaque deux (2) semaines.

Pour les fins du présent paragraphe, sont considérées comme une preuve suffisante, un relevé des prestations du RQAP ou un talon de mandat.

e) Les prestations complémentaires sont versées uniquement à titre de supplément aux prestations du RQAP ou, dans les cas prévus au paragraphe 36.01 c), à titre de paiement durant une période sans salaire causée par une grossesse pour laquelle le RQAP ne prévoit rien.

f) La répartition des semaines du congé de maternité avant et après la naissance est à la discrétion de l'employée concernée, à l'intérieur des limites suivantes :

1. L'employée peut quitter son travail en tout temps à compter de la seizième (16^{e}) semaine avant la date prévue de l'accouchement. Toutefois, elle doit déroger de son choix sur avis du médecin de l'Employeur, si son état de santé l'exige;
2. Dans tous les cas, le congé de maternité débute au plus tard à la date de la naissance.
3. La date de retour est déterminée selon la date à laquelle l'employée a quitté son travail. Toutefois, la durée du congé de maternité ne peut pas être inférieure ni supérieure à vingt (20) semaines. Si l'employée veut reprendre son travail avant l'expiration de ce congé, elle doit produire un certificat médical attestant que la reprise de l'emploi, à ce moment, ne met pas sa santé en danger. L'Employeur se réserve le droit de vérifier l'état de santé de celle-ci.

g) Si le nouveau-né est hospitalisé alors que le congé de maternité de l'employée n'est pas commencé ou entièrement pris, elle peut à son choix, suspendre son congé de maternité, après en avoir avisé le Service et à la condition qu'elle soit suffisamment rétablie de son accouchement pour revenir au travail. Si l'employée n'est pas suffisamment rétablie de son accouchement pour revenir au travail, elle peut alors recourir aux dispositions prévues dans l'article XXI.

Lorsque le nouveau-né reçoit son congé de l'établissement de santé, l'employée débute ou poursuit son congé de maternité pour la période non-prise de vingt (20) semaines. Elle reçoit les bénéfices prévus dans le présent article pour chacun des jours de congé de maternité auxquels elle a droit et qui sont compris à l'intérieur des cinquante-deux (52) premières semaines qui suivent la naissance de l'enfant.

h) Une interruption de grossesse à compter de la vingtième (20^{e}) semaine de gestation donne droit à un congé de maternité sans salaire de dix-huit (18) semaines continues à compter de la semaine de l'événement.

Toutefois, l'employée qui, à la suite de la présentation d'une demande de prestations en vertu du RQAP, est déclarée éligible à des prestations de maternité, a le droit de recevoir de l'Employeur des prestations complémentaires égales à la différence entre 95 % de sa paie hebdomadaire brute et les prestations de maternité qu'elle reçoit en vertu du RQAP, et ce pour une période de cinq (5) semaines.

i) S'il survient une interruption de grossesse avant le début de la vingtième (20^{e}) semaine de gestation, l'employée a droit à un congé d'une durée de trois (3) semaines sans salaire, sauf si un certificat médical atteste du besoin de prolonger ce congé. L'employée qui demande ce congé est alors rémunérée conformément aux dispositions de l'article XXI.

j) Pendant le congé de maternité, l'employée continue d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV, ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

L'employée peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces régimes et dont l'employeur assume sa part habituelle. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

k) À son retour au travail, le Service doit réinstaller l'employée dans la fonction qu'elle occupait au moment de son départ ou dans une fonction qu'elle aurait obtenue, n'eût été de son congé.

Dans le cas d'une promotion, elle se voit reconnaître tous les droits rattachés à son nouveau grade. Son année de probation débute cependant à la date de son retour au Service.

l) En raison d'un mauvais état de santé relié à son accouchement, l'employée peut, immédiatement après son congé de maternité de vingt semaines, bénéficier de l'application de l'article XXI.

36.02 CONGÉ DE PATERNITÉ

a) Le policier dont la conjointe donne naissance à un enfant a le droit à un congé de paternité sans salaire d'une durée maximale de cinq (5) semaines continues, à moins que l'Employeur consente à ce qu'il soit fractionné en semaines non consécutives. Toutefois, l'employé ne peut pas fractionner une semaine de prestations en journées.

Dans tous les cas, le congé de paternité débute au plus tôt la semaine de la naissance de l'enfant et doit se terminer au plus tard **la soixante-dix-huitième (78e)** semaine suivant celle de la naissance de l'enfant.

b) Il doit aviser l'unité Planification et gestion des effectifs trois (3) semaines avant la date de son départ. Ce délai peut toutefois être moindre si la naissance de l'enfant survient avant la date prévue de celle-ci.

c) **L'employé qui, à la suite de la présentation d'une demande de prestations en vertu du RQAP, est déclaré éligible à des prestations de paternité a le droit de recevoir de l'Employeur, pour un maximum de cinq (5) semaines durant lesquelles l'employé reçoit ou pourrait recevoir des prestations en vertu du RQAP, des prestations complémentaires égales à la différence entre 95 % de sa paie hebdomadaire brute et les prestations de paternité qu'il reçoit ou pourrait recevoir en vertu du RQAP.**

Ces prestations complémentaires se calculent à partir des prestations que l'employé a le droit de recevoir en vertu du RQAP, et ce sans tenir compte des montants pouvant être soustraits en raison des remboursements de prestations, des intérêts, des pénalités et autres montants recouvrables en vertu du RQAP.

Le total des montants reçus par l'employé durant son congé de paternité, en prestations du RQAP et en prestations complémentaires, ne peut cependant excéder 95 % de la paie hebdomadaire brute versée par l'Employeur. De plus, l'employé ne pourra recevoir un revenu supérieur à son traitement net.

d) **Pendant le congé de paternité, l'employé continue d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV et ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.**

L'employé peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces régimes et dont l'employeur assume sa part habituelle. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

e) À son retour au travail, le Service doit réinstaller l'employé dans la fonction qu'il occupait au moment de son départ ou dans une fonction qu'il aurait obtenue, n'eût été de son congé.

Dans le cas d'une promotion, il se voit reconnaître tous les droits rattachés à son nouveau grade. Son année de probation débute cependant à la date de son retour au Service.

36.03 CONGÉ POUR ADOPTION

a) L'employé de sexe féminin ou de sexe masculin qui adopte légalement un enfant qui n'est pas celui de son conjoint a le droit à un congé parental sans salaire d'une durée maximale de cinquante-deux (52) semaines.

L'employé qui désire se prévaloir de ce congé doit en aviser la section Planification et gestion des effectifs au moins trois (3) semaines avant qu'il ne débute. Ce délai peut être moindre si la présence de l'employé est requise plus tôt auprès de l'enfant ou de la mère, en raison de leur état de santé.

b) La répartition des semaines du congé pour adoption est à la discrétion de l'employé concerné, à l'intérieur des limites suivantes :

1. Dans le cas d'une adoption au Québec, le congé d'adoption peut commencer, au plus tôt, au cours de la semaine de l'arrivée de l'enfant ou, dans le cas de l'adoption d'un enfant déjà placé chez l'employé, à la date de la requête en ordonnance de placement.

2. Dans le cas d'une adoption hors Québec, le congé peut commencer au plus tôt, deux semaines avant la semaine où l'enfant est confié physiquement à l'un des parents en vue de son adoption.

3. Le congé pour adoption doit être pris de façon continue à moins que l'employeur consente à ce qu'il soit pris de façon fractionnée ou que l'enfant soit hospitalisé. Toutefois, l'employé ne peut fractionner une semaine de congé en journées.

4. Le congé pour adoption doit se terminer au plus tard la **soixante-dix-huitième (78e)** semaine suivant celle de l'arrivée de l'enfant ou, dans le cas de l'adoption d'un enfant déjà placé chez l'employé, à la date de la requête en ordonnance de placement.

c) Aucune rémunération n'est versée par l'Employeur durant cette période.

d) Pendant le congé d'adoption, l'employé continue d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV, mais n'accumule pas ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

L'employé peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces régimes et dont l'employeur assume sa part habituelle. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

e) À son retour au travail, le Service doit réinstaller l'employé dans la fonction qu'il occupait au moment de son départ ou dans une fonction qu'il aurait obtenue, n'eût été de son congé.

Dans le cas d'une promotion, il se voit reconnaître tous les droits rattachés à son nouveau grade. Son année de probation débute cependant à la date de son retour au Service.

36.04 CONGÉ PARENTAL

a) En plus des congés de maternité et de paternité, l'employé peut bénéficier d'un congé parental sans salaire d'une durée maximale de **soixante-cinq (65)** semaines continues.

b) Le congé parental peut être pris à n'importe quel moment à compter de la semaine de la naissance. Il doit se terminer au plus tard à la **soixante-dix-huitième (78e)** semaine suivant la naissance.

Aucune rémunération n'est versée par l'Employeur durant cette période.

L'employé de sexe féminin qui se prévaut d'un congé parental après un congé de maternité débute son congé parental au RQAP après l'expiration des vingt (20) semaines de congé de maternité prévu dans le sous-paragraphe a) du paragraphe 36.01 de la convention collective.

c) L'employé qui désire se prévaloir de ce congé doit en aviser la section Planification et gestion des effectifs au moins trois (3) semaines avant qu'il ne débute. Ce délai peut être moindre si la présence de l'employé est requise plus tôt auprès de l'enfant ou de la mère, en raison de leur état de santé.

d) Durant ce congé parental, l'employé continue d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV, mais n'accumule pas ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

L'employé peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives sous réserve du paiement régulier des cotisations exigibles relativement à ces régimes et dont l'employeur assume sa part habituelle. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a pas donc pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

e) L'employé peut revenir au travail avant la date qu'il a fournie avant son départ. Il doit alors faire parvenir à son Employeur, au plus tard trois (3) semaines avant, un nouvel avis écrit indiquant la date de son retour.

f) À son retour au travail, le Service doit réinstaller l'employé dans la fonction qu'il occupait au moment de son départ ou dans une fonction qu'il aurait obtenue, n'eût été de son congé.

Dans le cas d'une promotion, il se voit reconnaître tous les droits rattachés à son nouveau grade. Son année de probation débute cependant à la date de son retour au Service.

36.05 CONGÉ SANS SOLDE

a) Pour des raisons de santé ou pour d'autres raisons reliées à la maternité, l'employée a droit de prolonger le congé de maternité prévu aux paragraphes précédents par un congé sans solde pouvant aller jusqu'à deux (2) ans à compter de la date du début dudit congé de maternité. Dans ce cas, elle doit aviser la section Planification et gestion des effectifs de sa décision de se prévaloir de ce privilège, et ce au moins un (1) mois avant l'expiration de son congé ou une (1) semaine avant l'épuisement de son crédit en maladie à plein traitement, selon le cas.

b) Durant ce congé sans solde, l'employé cesse d'accumuler l'ancienneté prévue à l'article XXXV, ses congés annuels, ses congés fériés et ses congés de maladie.

Il peut participer au régime de retraite et aux régimes d'assurances collectives en continuant de payer sa cotisation habituelle, de même que celle de l'Employeur. Dans le cas du régime de retraite, la présente disposition n'y fait référence qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention

collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

Lorsque l'employé est apte à reprendre le travail, il doit, au plus tard un (1) mois avant la fin de son congé sans solde, informer par écrit la section Dotation de sa disponibilité, à défaut de quoi, il est présumé avoir démissionné et conséquemment, il est radié des cadres.

c) Si le Service décide de remplacer l'employé qui demande un congé sans solde, ce dernier est muté à la section Dotation et sa fonction est alors comblée selon les dispositions prévues à l'article VII. Le Service peut combler le poste de l'officier en congé sans solde par une fonction supérieure, une mutation ou une promotion. À son retour au travail, l'employé est muté selon les besoins du Service.

Toutefois, il bénéficie d'une priorité pour occuper son ancien poste de travail lors de la prochaine vacance.

36.06 ABSENCES POUR OBLIGATIONS FAMILIALES

a) Un employé peut s'absenter du travail pendant dix (10) jours par année sans salaire pour remplir des obligations reliées à la garde, à la santé ou à l'éducation de son enfant mineur ou de l'enfant de son conjoint lorsque sa présence est nécessaire en raison de circonstances imprévisibles ou hors de son contrôle.

L'employé doit dans tous les cas aviser le Service de son absence le plus tôt possible.

Ce congé de dix (10) jours peut être fractionné en journées. Une journée peut aussi être fractionnée si l'Employeur y consent.

De plus, il est possible de compenser cinq (5) de ces dix (10) jours de congés par année prévus dans le premier alinéa du sous-paragraphe a) du présent paragraphe par du temps supplémentaire accumulé, un congé dû ou un congé annuel, à raison de :

- 7,5 heures nettes par jour d'absence pour le policier assujetti au programme de travail 21.14 : 35;
- 10,5 heures nettes par jour d'absence pour le policier assujetti aux programmes de travail 15.20 : 35;
- 11,25 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 14.21 : 35;
- 9 heures nettes par jour pour celui assujetti au programme de travail 35.35 : 70;
- **7.5 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail en semaine pour celui assujetti au programme de travail 19.16:35 ;**

- **11.25 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail de fin de semaine pour celui assujetti au programme de travail 19.16:35 ;**

- **7.75 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail du lundi au jeudi pour celui assujetti au programme de travail 18.17:35 ;**

- **10.75 heures nettes par jour en ce qui a trait au quart de travail du vendredi au dimanche pour celui assujetti au programme de travail 18.17:35.**

b) Un employé peut s'absenter du travail pendant dix (10) jours par année sans salaire pour remplir des obligations en raison de l'état de santé de son conjoint, de son père, de sa mère, d'un frère, d'une sœur ou de l'un de ses grands-parents. L'employé doit aviser le Service de son absence le plus tôt possible et prendre les moyens raisonnables à sa disposition pour limiter la prise et la durée du congé.

Ce congé de dix (10) jours peut être fractionné en journées. Une journée peut aussi être fractionnée si le Service y consent.

ARTICLE XXXVII **TÂCHES ET FONCTIONS**

37.00 a) Il est du ressort exclusif du Service de déterminer le contenu de chaque fonction ainsi que les préalables et exigences de celles-ci qui doivent cependant être pertinents audit contenu.

b) En tout temps, il est loisible au Service de modifier le contenu d'une fonction ainsi que les préalables et exigences en conséquence.

c) Saisi des recommandations du comité, le Service rédige la description de chaque fonction en énumérant les tâches caractéristiques et principales de chacune.

d) Ces descriptions ne doivent pas être considérées comme étant un énoncé exhaustif et limitatif des tâches à accomplir.

e) Les définitions et descriptions de fonctions sont consignées dans un document officiel du Service dont une copie mise à jour est fournie à la Fraternité et mise à la disposition des policiers dans chaque poste de quartier ou section.

37.01 a) La Fraternité peut, dans les quinze (15) jours de la date où la description d'une fonction est consignée dans le document officiel du Service, soumettre, sur simple avis au Service dont copie est transmise à l'Employeur et à l'arbitre désigné **parmi la liste du sous-paragraphe b) du paragraphe 27.12 de la présente convention collective**, la question de savoir si la rédaction de la description faite par le Service de cette fonction reflète fidèlement le contenu, les préalables et les exigences de la fonction

b) L’arbitre désigné a, comme unique juridiction, celle d'accepter telle quelle ou de modifier la rédaction de la description faite par le Service aux seules fins que telle rédaction reflète fidèlement le contenu, les préalables et les exigences de cette fonction sans toutefois pouvoir affecter d'aucune manière le contenu, les préalables et les exigences déterminées pour la fonction par le Service.

37.02 Priorité de la convention

Les droits et obligations des parties reconnus dans un article quelconque de la convention collective de travail ne peuvent être modifiés ou affectés par le biais de l'établissement des définitions des tâches et des fonctions prévues au présent article XXXVII à moins que les parties n'y consentent.

ARTICLE XXXVIII **COMITÉ DE SANTÉ-SÉCURITÉ**

38.00 L'Employeur et la Fraternité conviennent de créer et de maintenir en vigueur un comité général de coordination en santé et sécurité du travail.

Ce comité est composé de **quatre (4)** représentants désignés par la Fraternité et de **quatre (4)** représentants désignés par l'Employeur. **Toutefois, le quorum est établi à deux (2) représentants de chaque partie.**

Les fonctions du comité général de coordination (aussi appelé « CGC ») sont celles décrites à l'article 78 de la *LSST* et ses amendements.

Le comité général de coordination peut déléguer certaines de ses fonctions au gestionnaire cadre et au délégué syndical de l'unité.

38.01 Le secrétaire ou son représentant fournit les documents nécessaires aux discussions du comité général de coordination. Ces documents sont :

a) les comptes-rendus de réunions des comités conjoints;

b) la liste mensuelle des noms des accidentés, la cause et la date de l'accident;

c) les statistiques compilées de fréquence et de gravité;

d) copie des lois et règlements;

e) copie des normes officielles;

f) extraits de documents techniques publiés et disponibles;

g) les relevés techniques effectués suite à des demandes syndicales;

h) copie de toutes les directives émises en matière de santé, sécurité et d'hygiène, applicables aux salariés couverts par la présente convention.

Le comité se réunit régulièrement pendant les heures de travail à une date convenue entre les intéressés afin de :

a) étudier les causes des accidents survenus au cours du mois précédent;

b) observer les conditions dans lesquelles le travail est exécuté afin de déterminer les causes possibles d'accidents;

c) décider les moyens correctifs et préventifs relevant du supérieur immédiat;

d) recommander à la Direction du Service toute mesure susceptible de corriger les causes d'accidents ou de prévenir leur occurrence ou ré-occurrence.

38.02 Les parties conviennent que tout problème de santé et de sécurité pouvant survenir au niveau de chaque unité est d'abord étudié par **le gestionnaire cadre** et le délégué syndical. **Le délégué syndical de l'unité doit consulter le représentant à la prévention dans le cadre de son étude. Lorsqu'une solution ou un règlement est identifié par le délégué syndical et le gestionnaire cadre, celui-ci est communiqué au représentant à la prévention qui s'assure de la conformité de la solution identifiée.**

Si aucune solution n'est alors trouvée, le gestionnaire cadre avise le représentant à la prévention pour tenter de résoudre la problématique. À défaut par ces derniers de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties, le tout est référé au comité général de coordination.

Les personnes ainsi désignées par la Fraternité sont libérées sans perte de traitement pour le temps consacré à l'étude du problème en compagnie ou avec l'autorisation du responsable d'unité.

L'alinéa précédent s'applique également à l'occasion de la session annuelle de formation.

38.03 Le comité général de coordination se réunit dans les trente jours de la signature de la présente convention collective pour adopter toute procédure qu'il juge opportune pour sa régie interne.

38.04 **Trois** policiers sont libérés **à temps plein**, sans perte de traitement, pour agir à titre de représentant à la prévention **et ce, selon les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 16.00 de la convention collective. Les parties conviennent que la libération de ces trois policiers à titre de représentant à la prévention rencontre entièrement les obligations de l'Employeur selon la LSST. La Fraternité désigne les représentants à la prévention. Lorsque les candidats désignés répondent aux préalables et exigences déterminés par le CGC ceux-ci reçoivent** en sus de leur traitement, l'indemnité versée au policier libéré pour agir comme instructeur à l'École nationale de police du Québec

Les préalables et exigences en vigueur au moment de la conclusion de l'entente de principe pour la fonction de représentant à la prévention s'appliquent jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par le CGC.

Les fonctions du représentant à la prévention sont celles décrites à l'article 90 de la LSST et ses amendements. Le représentant à la prévention doit également s'acquitter des mandats qui lui sont confiés par le CGC.

Le représentant à la prévention peut déléguer certaines de ses fonctions au gestionnaire cadre et au délégué syndical de l'unité.

.

38.05 Tous les membres du conseil de direction de la Fraternité et les policiers permanents libérés à la Fraternité peuvent lors d'un événement majeur exercer la fonction prévue dans le sous alinéa 5 de l'article 90 de la L.S.S.T. À ce titre, le représentant de la Fraternité peut rencontrer le policier sur les lieux de son travail.

Aux fins du présent article, on entend par événement majeur, un événement survenu dans le cadre d'une opération policière où le policier croit que son intégrité physique ou psychologique est affectée, suite à un geste ou à l'omission d'un geste posé par ce dernier.

38.06 En raison de la mise en place d'outils technologiques permettant la détermination de la position des effectifs policiers par l'implantation de systèmes de géolocalisation, le Service convient que l'utilisation de ces systèmes **et les informations qu'ils génèrent ne peuvent être utilisés à des fins de gestion d'un dossier disciplinaire ou administratif d'un policier.**

38.07 Les panneaux balistiques des vestes pare-balles fournis par l'Employeur respectent la norme « N.I.J. » de la *National Institute of Justice*. La veste pare-balles doit être portée selon les directives de l'Employeur.

L'Employeur s'engage à mettre en œuvre un programme visant à ce que tous les panneaux balistiques de vestes pare-balles acquises par l'Employeur soient, au minimum, de catégorie 3A selon la norme « N.I.J. 0101.06 » de la *National Institute of Justice*. Sous réserve de la capacité des fournisseurs, l'Employeur s'engage à distribuer à tous les policiers, à compter de l'année 2024, des panneaux balistiques de catégorie 3A et équipé de housses ergonomiques jusqu'à ce que tous les policiers du service en soient équipés mais au plus tard le 31 décembre 2028. L'Employeur s'engage de plus à déposer son plan d'acquisition et de maintien au CGC SST dans les meilleurs délais suivant la signature de la convention collective.

L'Employeur s'engage également à remettre au CGC SST un registre des vestes pare-balles en service dans lequel seront consignées les dates d'expiration de la garantie du fabricant.

L'Employeur s'engage aussi à fournir des modèles de veste pare-balles qui tiennent compte de la physionomie féminine.

ARTICLE XXXIX PROGRAMME D'AIDE AUX POLICIERS ET POLICIÈRES

39.00 Les principes généraux sur lesquels le programme se base sont les suivants :

a) Les parties reconnaissent l'existence, chez un certain nombre d'employés, de problèmes personnels qui, dans la mesure où ils affectent la santé physique ou morale, risquent de nuire à leur rendement au travail ou à la qualité des services à la clientèle.

b) Dans ce cadre, le Service privilégie la prise en main de l'employé en difficulté par lui-même ainsi que le développement d'un programme professionnel d'assistance en vue de le conseiller et de le soutenir dans sa démarche.

c) Le recours aux services du programme d'aide aux employés devra donc être volontaire et exprimer une motivation personnelle du policier en difficulté.

d) Les interventions faites dans le cadre du programme d'aide devront respecter les règles de l'art du professionnalisme, de l'éthique et de la confidentialité.

39.01 CLIENTÈLE-CIBLE :

a) Le programme d'aide s'adresse à tous les employés policiers du SPVM, indépendamment de leur statut hiérarchique.

b) Les employés qui prennent leur retraite sont éligibles au programme au cours de la première année qui suit leur départ.

c) Les conjoints et membres de la famille immédiate du policier pourraient participer au counselling lorsque le professionnel responsable au programme ou le conseiller le juge à propos.

39.02 NATURE DES SERVICES OFFERTS :

a) Le programme s'adresse aux policiers aux prises avec les problèmes suivants :

- problèmes de couple ou familiaux;
- problèmes reliés à la santé mentale;
- problèmes de deuil, de suicide;
- problèmes de violence;
- problèmes de harcèlement;
- problèmes reliés à des difficultés financières;
- problèmes de toxicomanie (alcool, drogues, médicaments);
- problèmes de stress, burn-out, traumatismes, etc.

b) Le policier en difficulté pourra s'adresser directement au professionnel responsable du programme qui sera en mesure de lui fournir un support d'expert, soit :

- d'information;
- **de consultation;**
- d'évaluation;
- de référence à la ressource appropriée;
- d'intervention à court terme;
- de gestion de cas;
- de référence dans des centres de désintoxication;

c) **De plus, le PAPP doit :**

- **Assurer une disponibilité pour répondre aux situations de crise vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine;**
- **Prévoir des activités de formation et de prévention;**
- **Assurer un soutien préventif au sein des unités à risque.**

d) **Les parties conviennent que les ressources affectées au service du PAPP sont entièrement et exclusivement consacrées à répondre aux besoins des policiers.**

39.03 SERVICES PROFESSIONNELS :

Afin que le PAPP puisse offrir un niveau de service adéquat, la Ville de Montréal consent à financer l'octroi de deux cent quarante-sept heures et demie (247,5 heures) par semaine, sur une base annuelle, d'utilisation de services professionnels.

39.04 PARTAGE DES COÛTS :

Dans le cas où le professionnel responsable au programme réfère un policier à une ressource ou à un centre de désintoxication impliquant des frais, l'Employeur rembourse au policier 50% de la partie non payable par le régime d'assurance-maladie de la Fraternité. En ce qui a trait aux éléments non couverts par le régime d'assurance-maladie de la Fraternité, l'Employeur rembourse au policier 50% des coûts.

39.05 CONFIDENTIALITÉ ET ANONYMAT :

En toute circonstance, les conseillers ou tout autre intervenant impliqué dans le cadre du programme d'aide doivent prendre toutes les mesures nécessaires en vue de respecter et garantir l'anonymat d'un employé bénéficiant du programme ainsi que la confidentialité des informations qui seront, de ce fait, portées à leur connaissance. À cette fin :

a) les conseillers au programme disposeront de locaux extérieurs à l'organisation, où ils pourront recevoir les policiers qui le désirent;

b) les facilités téléphoniques permettant un accès direct et confidentiel aux conseillers seront installées;

c) lorsqu'un dossier sera ouvert par un conseiller au PAPP, il sera conservé sous la responsabilité de ce dernier et soumis aux règles strictes de la confidentialité;

d) les conseillers seront embauchés à titre contractuel;

e) l'évaluation du programme en termes de taux de pénétration, de qualité et de quantité de service se fera à partir de données statistiques dépersonnalisées et agglomérées.

39.06 DROITS ET OBLIGATIONS DU POLICIER ET DU SPVM DANS LE CADRE DU PAPP :

Les actions entreprises par le Service dans le cadre du PAPP ne peuvent être interprétées comme une renonciation à ses responsabilités en matière administrative ou disciplinaire.

De la même manière, les employés qui bénéficient du programme ne renoncent à aucun de leurs droits de recours de représentation.

Le fait d'utiliser les services du PAPP doit être sans préjudice pour le policier, c'est-à-dire ne nuire d'aucune façon à ses chances d'avancement, sa sécurité d'emploi, son statut ou sa réputation. Par contre, il ne saurait protéger l'employé des conséquences de manquements de sa part en ce qui regarde son comportement, son rendement ou son efficacité au travail.

ARTICLE XL **DURÉE DE LA CONVENTION**

40.00 Les Annexes jointes à la convention collective en font partie intégrante. De la même façon, toute lettre d'entente signée entre les parties et qui demeure en vigueur à la date de signature de la convention collective ou toute lettre d'entente qui serait signée entre les parties pendant la durée de la convention collective, en font partie intégrante.

40.01 La présente convention collective est d'une durée de **cinq** (**5**) ans, commençant le 1er janvier 20**22** pour se terminer le 31 décembre 202**6**.

La convention collective entre en vigueur à la date de sa signature. Elle n'a aucune portée rétroactive sauf dans les matières suivantes: salaires **(excluant les modalités salariales d'embauche du constable auxiliaire permanent prévues au paragraphe m) de l'Annexe F))**, prime de relève, prime de métropole, boni d'ancienneté, prime de niveau de service, temps supplémentaire **(excluant les nouvelles modalités de calcul du temps supplémentaire prévues aux 2e et 3e alinéas du paragraphe 10.04 a))**, **prime du programme PAIR (uniquement pour ce qui est du calcul de la prime prévue au paragraphe 13.26)**, temps à la cour **et l'**assurance.

Pour ce qui est des constables auxiliaires permanents à l'emploi du Service entre le 1er janvier 2022 et la date d'entrée en vigueur de la convention collective, puisque les dispositions du paragraphe m) de l'Annexe F n'ont pas d'effet rétroactif, ceux-ci reçoivent une rétroactivité calculée comme suit :

- **À compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, la différence entre le salaire effectivement reçu et 37 770 $;**

- **À compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la convention collective, la différence entre le salaire effectivement reçu et 38 525 $.**

40.02 Tous les montants dus au titre de la rétroactivité tel que cela est prévu dans le paragraphe 40.01 sont payés au plus tard **le 31 octobre 2023**.

40.03 Les conditions de travail contenues dans la présente convention continuent de s'appliquer jusqu'à la signature d'une nouvelle convention ou l'application d'une décision arbitrale en tenant lieu **à l'exception de l'Annexe CCC sur les policiers réservistes qui prend fin au 31 décembre 2026**.

40.04 Les dispositions du présent article s'appliquent au policier à l'emploi de la Ville de Montréal le ou après le 1er janvier 20**22**.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, à Montréal ce 19 juin 2023.

Fraternité des policiers et policières de Montréal Inc.

Yves Francoeur
Président

Ville de Montréal

Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal

Johnny Primiani
Vice-président au Secrétariat et à la trésorerie

Fady Dagher
Directeur du SPVM

ANNEXE A-1

HORAIRE 21.14:35	**PÉRIODE DE CINQ SEMAINES**
(Courtes périodes)	
Personnel travaillant sur trois relèves, par rotation, 7 jours par semaine	

	D	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**
	1							**2**							**3**							**4**							**5**						
1e équipe	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	H	H	1	1
2e équipe	2	2	2	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2
3e équipe	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	H
4e équipe	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3
5e équipe	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	H	H	1	1	1	1	1	1	H	H

Cycle :

7 nuits - 6 congés (fin de semaine)
4 soirs - 2 congés
3 jours - 2 congés (fin de semaine)
3 soirs - 2 congés
4 jours - 2 congés

Formule 22-33-44 :

Le tiers de la première relève se détache et travaille sur une relève intermédiaire, chaque équipe possède trois positions et de ce fait, le cycle complet est de quinze semaines.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE A-2

HORAIRE 21.14:35	**PÉRIODE DE CINQ SEMAINES**
(Moyennes périodes)	
Personnel travaillant sur trois relèves, par rotation, 7 jours par semaine	

	D	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**
	1							**2**							**3**							**4**							**5**						
1e équipe	H	3	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H
2e équipe	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2
3e équipe	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	3	3	3
4e équipe	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H
5e équipe	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	1

Cycle :

7 nuits - 5 congés (fin de semaine)
4 soirs - 3 congés
7 jours - 4 congés (fin de semaine)
3 soirs - 2 congés

Formule 22-33-44 :

Le tiers de la première relève se détache et travaille sur une relève intermédiaire, chaque équipe possède trois positions et de ce fait, le cycle complet est de quinze semaines.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE A-3

HORAIRE 21.14:35	**PÉRIODE DE CINQ SEMAINES**
(Longues périodes)	
Personnel travaillant sur trois relèves, par rotation, 7 jours par semaine	

	D	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**
	1							**2**							**3**							**4**							**5**						
1e équipe	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	1	1	1	1
2e équipe	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H
3e équipe	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2
4e équipe	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3
5e équipe	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H

Cycle :

7 nuits - 6 congés (fin de semaine)
7 soirs - 3 congés
7 jours - 5 congés (fin de semaine)

Formule 22-33-44 :

Le tiers de la première relève se détache et travaille sur une relève intermédiaire, chaque équipe possède trois positions et de ce fait, le cycle complet est de quinze semaines.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE A-4
Programme 15.20 :35 - Horaire Détention Cour Municipale

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
Groupe 1	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2
Groupe 3	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H
Groupe 4	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	6							7							8							9							10						
Groupe 1	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2
Groupe 2	H	H	H	H	2	2	2	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2
Groupe 3	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 4	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	11							12							13							14							15						
Groupe 1	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H

Groupe 2	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 3	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 4	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	16							17							18							19							20						
Groupe 1	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 2	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H
Groupe 3	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H
Groupe 4	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	2	2	2	H

Programme 15.20:35 sur 140 jours 2[e] - Relève 07h00 à 19h00 Horaire 12h00

ANNEXE A-4.1
Horaire Agent de Quartier Soutien

HORAIRE 15-20/35	**PÉRIODE DE CINQ SEMAINES**
Personnel travaillant sur l'horaire 12 heures, 7 jours par semaine	

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
Policier 1	H	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H
	H	2	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	H
	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2
	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H
Policier 2	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2
	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H
	H	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H
	H	2	2	2	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	2	2	H	H	2	2	H	H	H	H

Programme 15-20-35 Relève de 12h
Relève 2e: 7h00 à 19h00

ANNEXE A-4.2

Horaire Agents CCTI

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
Semaine	1							2							3							4							5						
Équipe 1	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	1	H
Équipe 2	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H
Équipe 3	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H
Équipe 4	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1
Équipe 5	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2
Équipe 6	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H
Équipe 7	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	2	2	2	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H

Programme 15.20 :35 Relève de 12h

1ère Relève 18h30

2e Relève 06h30

ANNEXE A-5
Programme 14.21 :35 - Horaire Section Soutien Opérationnel

Date	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**	**D**	**L**	**M**	**M**	**J**	**V**	**S**
	1							2							3							4							5						
Groupe 1	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	H	H
Groupe 2	H	H	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H
Groupe 3	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H
Groupe 4	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	1	1
Groupe 5	2	2	H	H	H	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	H	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	2	2

Horaire 14.21:35 Relève de 12h (7 nuits - 7 jours - 21 congés)

Relève 1ère : 18h00 à 6h00

Relève 2e : 6h00 à 18h00

ANNEXE A-6
Programme 35.35 :70 - Horaire Métro

Jour	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5							6							7						
Gr 1	H	2	2	H	H	3	1	3	3	3	H	H	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2
Gr 2	2	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H
Gr 3	H	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	1
Gr 4	3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	3	1	3	3	3	H	H	H	H

Jour	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	8							9							1 0							1 1							1 2							1 3							1 4						
Gr 1	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H
Gr 2	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1
Gr 3	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	3	3	H	H	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H
Gr 4	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2

Jour	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	15							16							17							18							19							20						
Gr 1	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H
Gr 2	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	3	1	3	3	3	H	H	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	3	3	H	H	2	2
Gr 3	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1	3	H	H	2	2	H	H
Gr 4	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	3	3	H	H	2	2	2	H	H	3	3	H	H	H	2	2	H	H	3	1

Dimanche au vendredi

Relève 2e : 6h30 à 16h30

Relève 3e :14h30 à 00h30

Samedi

Relève 2e: 6h30 à 16h30

Relève 1e : 15h00 à 01h00

Programme 35.35 :70 sur 140 jours. (35X 2e relève- 35X 3e relève- 70 « H »)

ANNEXE A-6.1

Horaire Unité Aéroportuaire

	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Semaine	1							2							3							4							5						
Groupe 1	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2
Groupe 2	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 3	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3
Groupe 4	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H

	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Semaine	6							7							8							9							10						
Groupe 1	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 2	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2
Groupe 3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 4	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3

	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Semaine	11							12							13							14							15						
Groupe 1	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3
Groupe 2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 3	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2
Groupe 4	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H

	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D
Semaine	16							17							18							19							20						
Groupe 1	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 2	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3
Groupe 3	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 4	2	2	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	2	2	2

Programme de travail 35.35 :70 sur 140 jours

Relève de 10h

2e relève : 4h00 à 14h00

3e relève : 13h30 à 23h30

ANNEXE A-6.2
Horaire Patrouille de Nuit

	1							2							3							4							5						
	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M
Groupe 1	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1
Groupe 2	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H

	6							7							8							9							10						
	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M
Groupe 1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H
Groupe 2	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	H	1	1	1	1	1	1	1

Programme 35.35 :70

Horaire de 10h

Relève 1ère : 23h15 à 9h15

ANNEXE A-6.3
Horaire Surveillance Physique

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
				1							2							3							4							5						
Groupe 40	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	17
Groupe 50	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	17
Groupe 70	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	17
Groupe 20	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	17
Groupe 30	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	17
Groupe 10	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	18
Groupe 60	H	H	H	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	17

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
				6							7							8							9							10						
Groupe 40	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	18
Groupe 50	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	18

Groupe 70	H	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	18
Groupe 20	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	18
Groupe 30	H	3	3	3	3	3	H	H	H	2	2	2	2	H	H	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	2	2	H	H	H	H	H	H	H	H	18
Groupe 10	H	H	3	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	17
Groupe 60	H	H	H	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	H	H	3	3	3	3	H	H	H	H	2	2	2	H	18

Programme 35.35 :70 Horaire de 10h

Relève 2e : 6h00 à 16h00
Relève 3e : 14h00 à 24h00

ANNEXE A-6.4
Horaire Module Patrouille Nautique

D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
1							2							3						
3	H	H	2	2	H	H	H	H	H	2	2	3	3	3	H	H	2	2	H	H

D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
4							5							6						
H	2	2	H	H	H	3	3	2	2	3	H	H	H	H	2	2	3	H	H	3

D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	SD L M M J V S
7							8							9						
3	H	H	2	2	H	H	H	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	H	HH H H 2 2 3 3

Programme 35.35 :70   Relève de 10h

2e Relève 10h00 à 20h00

3e Relève 13h00 à 23h00

Intermédiaire 16h00 à 02h00

ANNEXE A-6.5
Horaire Groupe Éclipse

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
Groupe 1	H	3	3	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3
Groupe 2	3	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	6							7							8							9							10						
Groupe 1	3	H	H	3	3	H	H	H	H	H	3	3	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H
Groupe 2	H	3	3	H	H	3	3	3	3	3	H	H	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3

Programme
35.35 :70

Horaire de 10h

Relève 3e: 18h30 à 04h30

Possibilité d'une relève de 14h00 à 00h00 avec la même séquence dans l'alternance de jours travaillées et des jours de congés.

ANNEXE A-6.6
Horaire Centre de rédaction de rapports d'évènements

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	1							2							3							4							5						
Groupe 1	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3
Groupe 2	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H

	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S
	6							7							8							9							10						
Groupe 1	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H
Groupe 2	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3	3	H	H	3	3	H	H	H	3	3	H	H	3	3

Programme 35.35 :70 Horaire de 10h

Relève 3 : 14h00 à 24h00

ANNEXE A-7
Programme de travail
Section Identification Judiciaire (SIJ)

CARACTÉRISTIQUES DE L'HORAIRE – spécifications fonctionnelles

⇒ Programme de travail sur **20 semaines** (140 jours) – **9h45**.
⇒ Programme **équitable** pour tous les policiers.
⇒ Couverture opérationnelle hebdomadaire 7 jours sur 7 et 24 hrs/jour (agents) – exception groupe 6.
⇒ Supervision opérationnelle hebdomadaire 7 jours sur 7 / 2e et 3e relève (sergents) – exception groupe 6.
⇒ J**ournées travaillées** consécutivement : Maximum **4 jours.**
⇒ J**ournées en « H »** consécutivement : Maximum **8 jours**– exception groupe 6.
⇒ **1 weekend sur 2 en devoir** – exception groupe 6.

PLAGES HORAIRE - AGENTS

Relève	Plages horaire
2e	6h30 à 16h15
3e	14h15 à 24h00
1ère	21h30 à 7h15

PLAGES HORAIRE - SERGENTS

Relève	Plages horaire
2^e	6h00 à 15h45
3^e	13h45 à 23h30

Modélisation – application complète de la programmation

	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3							Semaine 4							Semaine 5						
Techniciens	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Agent		1	1	1			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2

	Semaine 6							Semaine 7							Semaine 8							Semaine 9							Semaine 10						
Techniciens	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Agent	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2				

	Semaine 11							Semaine 12							Semaine 13							Semaine 14							Semaine 15						
Techniciens	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Agent					1	1	1	1			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3

	Semaine 16							Semaine 17							Semaine 18							Semaine 19							Semaine 20						
Techniciens	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Agent	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2	

	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3							Semaine 4							Semaine 5						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Sergent		3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2

	Semaine 6							Semaine 7							Semaine 8							Semaine 9							Semaine 10						
	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Sergent	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2				

	Semaine 11							Semaine 12							Semaine 13							Semaine 14							Semaine 15						
	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Sergent					3	3	3	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3

	Semaine 16							Semaine 17							Semaine 18							Semaine 19							Semaine 20						
	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Sergent	3			2	2	2			3	3	3			2	2	2	2									3	3	3	3			2	2	2	

	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3							Semaine 4							Semaine 5						
GROUPE 6	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Policier 1			2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2	
Policier 2		2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2			

	Semaine 6							Semaine 7							Semaine 8							Semaine 9							Semaine 10						
GROUPE 6	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Policier 1				2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2	
Policier 2		2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2		

	Semaine 11							Semaine 12							Semaine 13							Semaine 14							Semaine 15						
GROUPE 6	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Policier 1		2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2			
Policier 2			2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2	

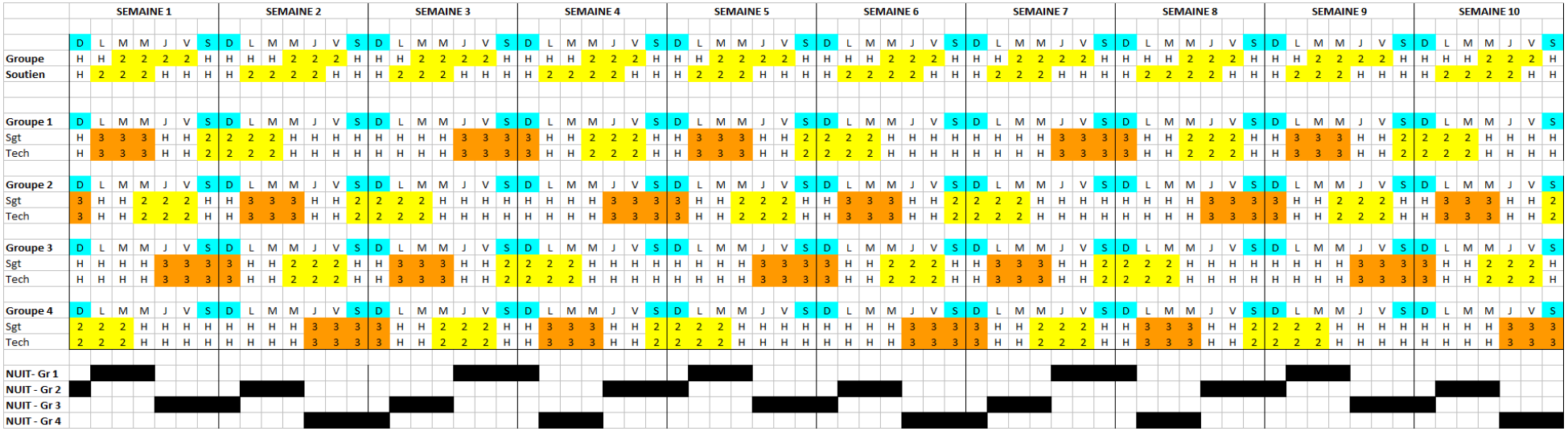
	Semaine 16							Semaine 17							Semaine 18							Semaine 19							Semaine 20						
GROUPE 6	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
Équipes	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Policier 1		2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2		
Policier 2				2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2	

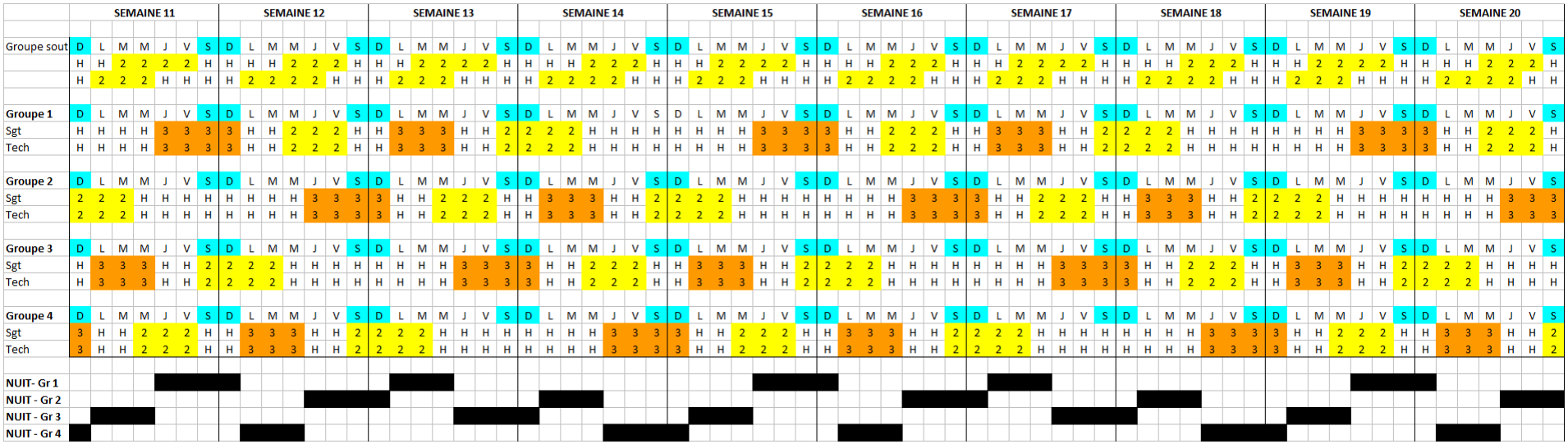
RÉPARTITION HEBDOMADAIRE

Répartition sur 20 semaines - 140 jours (agent – 3 relèves)								
RELÈVE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	TOTAL
2	5	5	5	5	5	5	5	35
3	4	4	4	4	4	4	4	28
1	1	1	1	1	1	1	1	7
SOUS - TOTAL	10	10	10	10	10	10	10	70
CONGÉ (H)	10	10	10	10	10	10	10	70
TOTAL	20	20	20	20	20	20	20	140

Répartition sur 20 semaines - 140 jours (sergent)								
RELÈVE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	TOTAL
2	5	5	5	5	5	5	5	35
3	5	5	5	5	5	5	5	35
SOUS - TOTAL	10	10	10	10	10	10	10	70
CONGÉ (H)	10	10	10	10	10	10	10	70
TOTAL	20	20	20	20	20	20	20	140

Répartition sur 20 semaines - 140 jours (agent – groupe 6)								
RELÈVE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	TOTAL
2	10	15	20	15	10	0	0	70
SOUS - TOTAL	10	15	20	15	10	0	0	70
CONGÉ (H)	10	5	0	5	10	20	20	70
TOTAL	20	20	20	20	20	20	20	140





1. Le programme de travail (annexe A) est celui qui demeure en vigueur à compter de la signature de la convention collective ;

2. L'horaire comporte les principes d'application suivants :

   Ordre des choix

   La répartition des séquences de nuit et de décrochage de fin de semaine est faite par ancienneté sur chaque groupe par chaque policier, à tour de rôle. Contrairement aux séquences de nuit, un policier peut passer son tour car il n'y a pas d'obligation de choisir des séquences de décrochage de fin de semaine

   La couverture de nuit

   La période de nuit est couverte par un technicien en identité judiciaire provenant de l'équipe de soir ;

   La répartition des séquences de nuit est faite comme indiqué plus haut, jusqu'à l'épuisement des séquences et ce, au plus tard la première semaine de décembre pour l'année suivante.

Décrocheur de fin de semaine

Par équipe, un (1) technicien en identité judiciaire peut, lorsqu'il en fait la demande, selon l'ordre indiqué plus haut, décrocher le samedi et le dimanche et effectuer sa prestation de travail durant les jours de semaine. Ce décrochage doit être autorisé par le gestionnaire et doit répondre aux besoins du Service.

3. Lorsqu'un technicien en identité judiciaire décroche de la relève de soir, il remet sa prestation le lundi et le mardi de jour, suivant le week-end décroché ;

4. Lorsqu'un technicien en identité judiciaire décroche de la relève de jour, il remet sa prestation le mercredi et le jeudi de jour, suivant le week-end décroché ;

5. Il n'y a pas de décrochage durant la période de vacances d'été, comme prévu à l'annexe B-1 ;

6. Il n'y a pas de décrochage durant la période du congé des Fêtes, comme prévu à l'article 19.03 a).

ANNEXE A-8
Programme de travail
Cour du Québec – Chambre criminelle

LIAISON

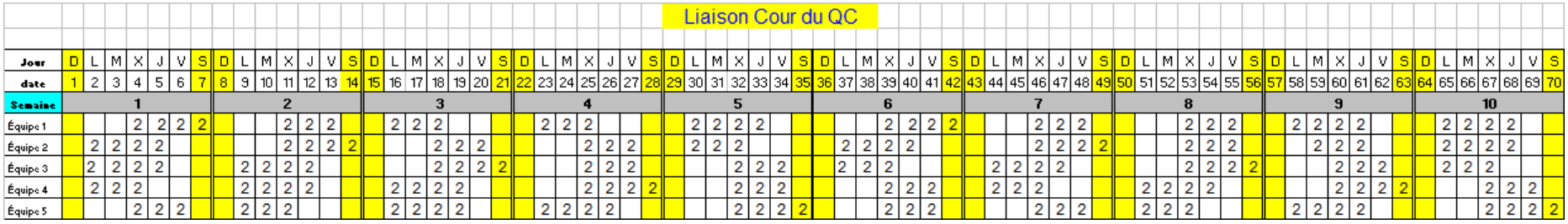
CARACTÉRISTIQUES DE L'HORAIRE – spécifications fonctionnelles

⇒ Programme de travail sur **10 semaines** (70 jours) – 35.35/70 - Programme équitable pour l'ensemble du personnel.
⇒ Journée de **9h45 heures** / **45 minutes** de période de repas

PLAGE HORAIRE

Relève	Plage horaire
2	6h à 15h45

MODÉLISATION



AGENT DE PRÉLÈVEMENT ADN

PLAGE HORAIRE

Relève	Plage horaire
2	9h à 18h45

MODÉLISATION

Agent de prélèvement ADN et bertillonnage

Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
date	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Semaine	1							2							3							4							5							6							7							8							9							10																		
Équipe 1			2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2		
Équipe 2		2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2		
Équipe 3				2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2					2	2	2				2	2	2	2			
Équipe 4		2	2	2				2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2					2	2	2	2				2	2	2	2		

ANNEXE A-9
Programme de travail
Escouade Canine

CARACTÉRISTIQUES DE L'HORAIRE – spécifications fonctionnelles

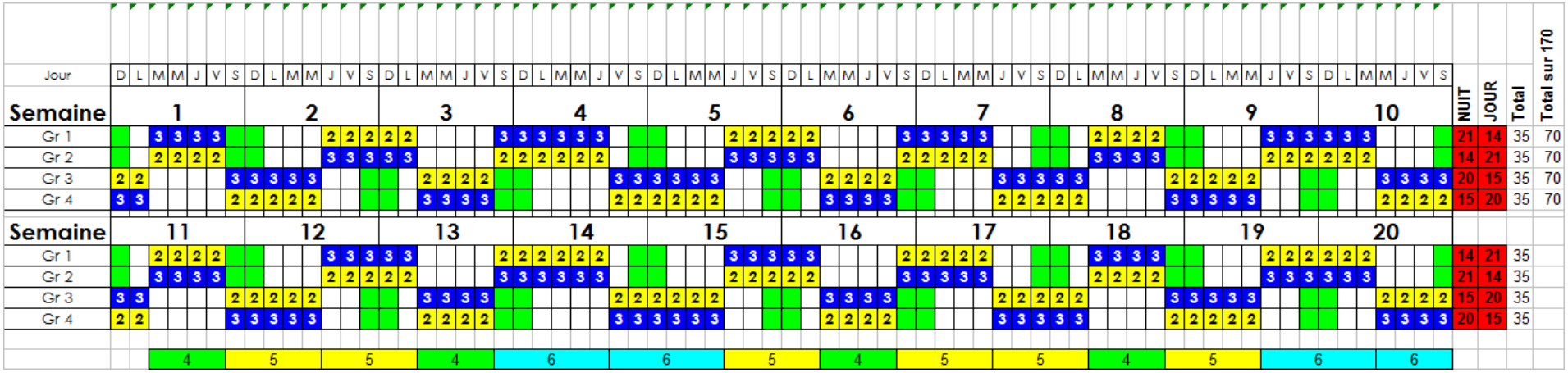
⇒ Programme de travail **35.35/70** sur **20 semaines** (140 jours). Programme équitable pour l'ensemble du personnel.
⇒ Journée de **10 heures** / **60 minutes** de période de repas.

PLAGE HORAIRE

	2e relève	1ère relève
1er maître-chien	6h à 16h	19h à 5h
2e maître-chien	9h à 19h	21h à 7h
3e maître-chien	10h à 20h	20h à 6h

	07H00 - 06h00	08H00 - 07H00	09H00 - 08H00	10H00 - 09H00	11H00 - 10H00	12H00 - 11H00	13H00 - 12H00	14H00 - 13H00	15H00 - 14H00	16H00 - 15H00	17H00 - 16H00	18H00 - 17H00	19H00 - 18H00	20H00 - 19H00	21H00 - 20H00	22H00 - 21H00	23H00 - 22H00	00H00 - 23H00	01H00 - 00H00	02H00 - 01H00	03H00 - 02H00	04H00 - 03H00	05h00 - 04h00	06h00 - 05h00	07h00 - 06h00
Maître-chien 1 de jour	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1															1
Maître-chien 2 de jour				1	1	1	1	1	1	1	1	1	1												
Maître-chien 3 de jour intermédiaire					1	1	1	1	1	1	1	1	1	1											
Maître-chien 1 de nuit														1	1	1	1	1	1	1	1	1			
Maître-chien 2 de nuit																1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Maître-chien 3 de nuit intermédiaire	1														1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
TOTAL	2	1	1	2	3	3	3	3	3	3	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	1	2

MODÉLISATION



Jour	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	NUIT	JOUR	Total	Total sur 170
Semaine	1							2							3							4							5							6							7							8							9							10										
Gr 1			3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3	3	3						2	2	2	2					3	3	3	3	3	3					21	14	35	70
Gr 2			2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2	2	2						3	3	3	3					2	2	2	2	2	2					14	21	35	70
Gr 3	2	2					3	3	3	3	3					2	2	2	2					3	3	3	3	3	3					2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3							20	15	35	70
Gr 4	3	3					2	2	2	2	2					3	3	3	3					2	2	2	2	2	2					3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2							15	20	35	70
Semaine	11							12							13							14							15							16							17							18							19							20										
Gr 1			2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3					2	2	2	2	2	2					14	21	35	
Gr 2			3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2					3	3	3	3	3	3					21	14	35	
Gr 3	3	3					2	2	2	2	2					3	3	3	3					2	2	2	2	2	2					3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2							15	20	35	
Gr 4	2	2					3	3	3	3	3					2	2	2	2					3	3	3	3	3	3					2	2	2	2						3	3	3	3	3						2	2	2	2	2						3	3	3	3							20	15	35	
			4					5							5							4							6							6							5							4							5							5							4							5							6							6										

1. Le programme de travail (annexe A) est celui qui demeure en vigueur à compter de la signature de la convention collective ;
2. Conformément à la procédure interne déjà en place, un maître-chien peut, lorsqu'il en fait la demande, décrocher le samedi et le dimanche et effectuer sa prestation de travail durant les jours de semaine précédant ou suivant la fin de semaine décrochée afin d'effectuer de la formation, de l'entraînement et le maintien de compétence avec le chien. Ce décrochage demandé par le maître-chien doit être autorisé par le gestionnaire ;
3. Il n'y a pas de décrochage durant la période de vacances d'été, comme prévu à l'annexe B-1;

   Il n'y a pas de décrochage durant la période du congé des Fêtes, comme prévu à l'article 19.03 a).

	gr 1	gr 2	gr 3	gr 4
6 nuits	2	2	2	2
5 nuits	3	3	3	3
4 nuits	2	2	2	2
6 jours	2	2	2	2
5 jours	3	3	3	3
4 jours	2	2	2	2
7 congés	0	0	0	0
6 congés	4	4	4	4
5 congés	6	6	6	6
4 congés	4	4	4	4
3 congés	0	0	0	0

ANNEXE A-10
Programme de travail
Fonction solo

CARACTÉRISTIQUES DE L'HORAIRE – spécifications fonctionnelles

⇒ Programme de travail sur **20 semaines** (140 jours).
⇒ Programme **équitable** pour tous les policiers.
⇒ Programme comportant **37 jours et 37 soirs** sur 140 jours
⇒ Couverture minimale : une équipe de travail sur la **2e et la 3e relève** en **semaine** et **une équipe** sur la **relève intermédiaire** le **weekend**.
⇒ J**ournées travaillées** consécutivement : Maximum 5 **jours** (2e relève et Intermédiaire).
⇒ J**ournées en « H »** consécutivement : Maximum **5 jours**.
⇒ **1 weekend sur 4 en devoir**.
⇒ **3 weekends sur 4 en congé**.

PLAGES HORAIRE

Horaire de travail	
Relève	**Plages horaire**
2E RELÈVE	**7H À 15H30**
3E RELÈVE	**15H À 23H30**
INTERMÉDIAIRE	**10 À 18H30**

Modélisation – 140 jours

Option 2	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3							Semaine 4							Semaine 5						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
Gr 6	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
agent 1		2	2	2			i	i			3	3	3			2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i
agent 2	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3	
agent 3		2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2		
agent 4		3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3		

Option 2	Semaine 6							Semaine 7							Semaine 8							Semaine 9							Semaine 10						
	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Gr 6	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
agent 1	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3	
agent 2		2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2		
agent 3		3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3		
agent 4		2	2	2			i	i			3	3	3			2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i

Option 2	Semaine 11							Semaine 12							Semaine 13							Semaine 14							Semaine 15						
	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105
Gr 6	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
agent 1		2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2		
agent 2		3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3		
agent 3		2	2	2			i	i			3	3	3			2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i
agent 4	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3	

Option 2	Semaine 16							Semaine 17							Semaine 18							Semaine 19							Semaine 20						
	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
Gr 6	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
agent 1		3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3		
agent 2		2	2	2			i	i			3	3	3			2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i
agent 3	i			3	3	3			2	2	2	2				3	3	3	3	3					2	2	2	i	i			3	3	3	
agent 4		2	2	2	2	2			3	3	3	3						2	2	2	i	i			3	3	3			2	2	2	2		

RÉPARTITION HEBDOMADAIRE

Répartition sur 20 semaines - 140 jours								
RELÈVE	**LUNDI**	**MARDI**	**MERCREDI**	**JEUDI**	**VENDREDI**	**SAMEDI**	**DIMANCHE**	**TOTAL**
2	**6**	**6**	**10**	**9**	**6**	**0**	**0**	**37**
3	**5**	**5**	**10**	**10**	**7**	**0**	**0**	**37**
INTERMÉDIAIRE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5**	**5**	**10**
SOUS - TOTAL	**11**	**11**	**20**	**19**	**13**	**5**	**5**	**84**
CONGÉ (H)	**9**	**9**	**0**	**1**	**7**	**15**	**15**	**56**
TOTAL	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**20**	**140**

ANNEXE A-11
Programme de travail 35/35/70 (B)

séquence 1

Date	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Semaine	1							2							3							4							5							6							7							8							9							10																		
Équipe 1	1	1								2	2			2	2			2	2	2				3	3			3	3	3					3	3	3			3	3			2	2					2	2	2	2					3	3	3	3					1	1	1	1	1						
Équipe 2		3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1								2	2			2	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3					2	2					2	2												
Équipe 3	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3			3	3			2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3				1	1	1	1	1	1	1					2	2				2	
Équipe 4	3					3	3	3			3	3				2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3				1	1	1	1	1	1	1					2	2			2	2			2	2	2				3	3			3	3	
Équipe 5			1	1	1	1	1	1	1							3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1					2	2			2	2							3	3			3	3	3					3	3	3			3	3		
Équipe 6		2	2				2	2	2			2	2				1	1	1	1	1	1	1							1	1	1	1	1	1																											1	1	1	1	1	1		

séquence 2

Date	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Semaine	11							12							13							14							15							16							17							18							19							20																		
Équipe 1	1	1								2	2			2	2			2	2	2				3	3			3	3	3					3	3	3			3	3			2	2					2	2	2	2					3	3	3	3					1	1	1	1	1						
Équipe 2		3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1								2	2			2	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3					2	2					2	2												
Équipe 3	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3			3	3			2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3				1	1	1	1	1	1	1					2	2				2	
Équipe 4	3					3	3	3			3	3				1	1	1	1	1	1	1							3	3	3	3				1	1	1	1	1	1	1					2	2			2	2			2	2	2				3	3			3	3	
Équipe 5		2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1					2	2			2	2							3	3			3	3	3					3	3	3			3	3		
Équipe 6			1	1	1	1	1	1	1							2	2				2	2	2			2	2			1	1	1	1	1	1																											1	1	1	1	1	1		

séquence 3

Date	27	28	29	30	31	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	1	2	3	4
Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Semaine	21							22							23							24							25							26							27							28							29							30																		
Équipe 1	1	1								2	2			2	2			2	2	2				3	3			3	3	3					3	3	3			3	3			2	2					2	2	2	2					3	3	3	3					1	1	1	1	1						
Équipe 2		3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1								2	2			2	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3					2	2					2	2												
Équipe 3	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3			3	3			1	1	1	1	1	1	1	1			2	2			3	3	3	3				1	1	1	1	1	1	1					2	2				2	
Équipe 4	3					3	3	3			3	3				2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3				1	1	1	1	1	1	1					2	2			2	2			2	2	2				3	3			3	3	
Équipe 5		2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1					2	2			2	2							3	3			3	3	3					3	3	3			3	3		
Équipe 6			1	1	1	1	1	1	1							1	1	1	1	1	1	1	1							2	2				2	2	2			2	2			1	1	1	1	1	1																	1	1	1	1	1	1		

sequence 4

Date	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280
Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Semaine	31							32							33							34							35							36							37							38							39							40						
Équipe 1	1	1								2	2			2	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3			3	3				1	1	1	1	1	1	1								3	3	3	3				1	1	1	1	1
Équipe 2		3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1								2	2			2	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3			3	3					2	2			2	2	2				
Équipe 3	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3			3	3				2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3				1	1	1	1	1	1	1					2	2				2
Équipe 4	3					3	3	3			3	3				2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3			2			1	1	1	1	1	1	1					2	2			2	2	2	2	2			3	3			3	3
Équipe 5		2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1								2	2			2	2	2			3	3			3	3	3				3	3	3			3	3		
Équipe 6			1	1	1	1	1	1	1								1	1	1	1	1	1	1								1	1	1	1	1	1	1								2	2				2	2	2	2					1	1	1	1	1	1	1				

séquence 5

Date	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350
Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Semaine	41							42							43							44							45							46							47							48							49							50						
Équipe 1	1	1								2	2			2	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3								2	2				2	2	2	2								3	3	3	3				1	1	1	1	1
Équipe 2		3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1								2	2			2	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3			3	3					1	1	1	1	1	1	1				
Équipe 3	2			2	2	2			3	3			3	3	3					3	3	3			3	3				2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3				1	1	1	1	1	1	1					2	2				2
Équipe 4	3					3	3	3			3	3				2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3			2			1	1	1	1	1	1	1					2	2			2	2	2	2	2			3	3			3	3
Équipe 5		2	2				2	2	2			2	2			3	3	3	3					1	1	1	1	1	1	1								2	2			2	2	2			3	3			3	3	3				3	3	3			3	3		
Équipe 6			1	1	1	1	1	1	1								1	1	1	1	1	1	1								1	1	1	1	1	1	1								1	1				2	2						2	2				2	2	2				

Relève	2e relève	3e relève	1ère relève
	6h15 à 16h00	13h30 à 23h15	21h00 à 6h45
			19h à 4h45

ANNEXE A-12
Calendrier et cycle de travail – 35/35/70 (C)

Séquence 1

Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Semaine	1							2							3							4							5							6							7							8							9							10						
Équipe 1		4	4			3	3	3	3	3						3	3			4	4	4			3	3					4	4			3	3	3			4	4					4	4	4	4	4			3	3					4	4			3	3	3			4	4		
Équipe 2	4			3	3						3	3	3	3	3			4	4			4	4			3	3				4	4			4	4	4	4	4									3	3					4	4	4			3	3					4	4			3	3
Équipe 3		3	3			4	4	4	4	4						4	4			3	3	3			4	4					3	3			4	4	4			3	3	3	3	3			4	4					3	3			4	4	4			3	3					4	4	
Équipe 4	3			4	4						4	4	4	4	4			3	3			3	3			4	4				3	3			3	3	3	3	3									4	4					3	3			4	4					3	3			4	4

Séquence 2

Jour	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
Semaine	11							12							13							14							15							16							17							18							19							20						
Équipe 1		3	3			4	4	4	4	4						4	4			3	3	3			4	4					3	3			4	4	4			3	3					3	3	3	3	3			4	4					3	3			4	4	4			3	3		
Équipe 2	3			4	4						4	4	4	4	4			3	3			3	3			4	4				3	3			3	3	3	3	3									4	4					3	3	3			4	4					3	3			4	4
Équipe 3		4	4			3	3	3	3	3						3	3			4	4	4			3	3					4	4			3	3	3			4	4	4	4	4			3	3					4	4			3	3	3			4	4					3	3	
Équipe 4	4			3	3						3	3	3	3	3			4	4			4	4			3	3				4	4			4	4	4	4	4									3	3					4	4	4			3	3					4	4			3	3

2e relève : (4) 6h15 à 16h00

3e relève: (3) 15h30 à 1h15

ANNEXE A-13

Programme de travail 19.16 :35

Programme de travail 19.16/35

Équipe	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	H	H	3	3	H	H	1	1
2	H	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	H
3	H	2	2	2	H	H	H	H	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	3	3	3	H
4	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	H	H	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H	H	H	H	H	2	2	2
5	H	H	H	H	2	2	2	2	H	H	3	3	3	H	H	2	2	2	H	H	H	H	3	3	H	H	1	1	1	1	1	1	1	H	H

Relève	Groupe A	Groupe B
1ère relève	22 h 00 à 6 h 30	22 h 30 à 7 h00
1ère relève	18 h 00 à 6 h00*	18 h 30 à 6 h 30
2e relève	6 h 00 à 1 4h 30	6 h 30 à 15 h00
2e relève	6 h 00 à 18 h 00	6 h 30 à 18 h 30
3e relève	14 h 00 à 22 h 30	14 h 30 à 23 h 00

ANNEXE A-14

Programme de travail 18.17 :35

Programme de travail 18.17/35

Équipe	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S	D	L	M	X	J	V	S
1		2	2	2			1	1	1	1	1								2	2	2	2				1	1			3	3	3	3		
2		3	3	3	3				2	2	2			1	1	1	1	1								2	2	2	2				1	1	
3	2				1	1			3	3	3	3				2	2	2			1	1	1	1	1								2	2	2
4					2	2	2	2				1	1			3	3	3	3				2	2	2			1	1	1	1	1			
5	1	1	1	1								2	2	2	2				1	1			3	3	3	3			2	2	2			1

Relève	Groupe A	Groupe B
1ère relève	22 h 00 à 6 h 30	22 h 30 à 7 h 00
1ère relève	18 h 00 à 6 h 00*	18 h 30 à 6 h 30
2e relève	6 h 00 à 14 h 30	6 h 30 à 15 h 00
2e relève	6 h 00 à 18 h 00	6 h 30 à 18 h 30
3e relève	14 h 00 à 22 h 30	14 h 30 à 23 h 00

ANNEXE B-1

SYSTÈME D'ÉTALEMENT DU CONGÉ ANNUEL
PROGRAMME 21.14 :35
CONSTABLE

Périodes de vacances	**Nombre maximum de semaines consécutives**	**Nombre obligatoire de semaines de congé**
HIVER 1. Du début de la 1ère semaine d'une année à la fin de la 17e semaine (17 semaines). 2. Du début de la 39e semaine de la même année à la fin de la 52e semaine (14 semaines).	3 SEMAINES	Les policiers de moins de 10 ans de service au 31 décembre de l'année civile précédente, auront les choix suivants: SOIT 1 semaine l'été et 2 semaines l'hiver SOIT 1 semaine l'hiver et 2 semaines l'été OU 3 semaines l'été OU 3 semaines l'hiver
ÉTÉ Du début de la 18e semaine d'une année à la fin de la 38e semaine de la même année (21 semaines)	3 SEMAINES	Les policiers de 10 ans et plus de service au 31 décembre de l'année civile précédente, auront les choix suivants: SOIT 2 semaines l'été et 2 semaines l'hiver OU 3 semaines l'été et 1 semaine l'hiver OU 1 semaine l'été et 3 semaines l'hiver

Aucun minimum de semaines de vacances applicable pour un policier en année de probation. Toutefois, le policier doit épuiser le crédit qui lui est octroyé, à l'exception des journées qu'il peut transférer d'une année à l'autre conformément à la convention collective.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE B-2

SYSTÈME D'ÉTALEMENT DU CONGÉ ANNUEL
PROGRAMME 21.14:35
OFFICIER

Périodes de vacances	**Nombre maximum de semaines consécutives**	**Nombre obligatoire de semaines de congé**
HIVER 1. Du début de la 1ère semaine d'une année à la fin de la 17e semaine (17 semaines). 2. Du début de la 39e semaine de la même année à la fin de la 52e semaine (14 semaines).	3 SEMAINES	Les officiers de moins de 10 ans de service au 31 décembre de l'année civile précédente, auront les choix suivants: SOIT 1 semaine l'été et 2 semaines l'hiver SOIT 1 semaine l'hiver et 2 semaines l'été OU 3semaines l'été OU 3 semaines l'hiver
ÉTÉ Du début de la 18e semaine d'une année à la fin de la 38e semaine de la même année (21 semaines)	3 SEMAINES	Les officiers de 10 ans et plus de service au 31 décembre de l'année civile précédente, auront les choix suivants: SOIT 2 semaines l'été et 2 semaines l'hiver OU 3 semaines l'été et 1 semaine l'hiver OU 1 semaine l'été et 3 semaines l'hiver

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE B-3
SYSTÈME D'ÉTALEMENT DU CONGÉ ANNUEL
PROGRAMME 15.6 :21

Périodes de vacances	**Nombre maximum de semaines consécutives**	**Nombre obligatoire de semaines de congé**
CONSTABLE a. Du début de la 1ère semaine d'une année à la fin de la 20e semaine (20 semaines) b. Du début de la 39e semaine de la même année à la fin de la 52e semaine (14 semaines) Du début de la 21e semaine d'une année à la fin de la 38e semaine de la même année (18 semaines)	4 SEMAINES 3 SEMAINES	Moins de 10 ans de service au 31 décembre de l'année civile précédente: - 2 (10 jours ouvrables) 10 ans et plus de service au 31 décembre de l'année civile précédente: - 3 (15 jours ouvrables) - 3 (15 jours ouvrables)
OFFICIER a. Du début de la 1ère semaine d'une année à la fin de la 24e semaine (24 semaines). b. Du début de la 37e semaine d'une année à la fin de la 52e semaine (16 semaines) Du début de la 25e semaine d'une année à la fin de la 36e semaine (12 semaines)	4 L'OFFICIER OPTE POUR 3	1. 3 (15 jours ouvrables) en hiver ET 2 (15 jours ouvrables) en été OU 2. 2 (10 jours ouvrables) en hiver 3 (15 jours ouvrables) en été

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE C-1

UNIFORMES ET ÉQUIPEMENTS

DESCRIPTION	**QUANTITÉ** **Unité**
FONCTION: CONSTABLE	
Bas	8
Bâton anti-émeute	1
Bâton-lampe de poche	1
Blouson de constable automne-hiver	1
Bonnet de fourrure	1
Bottines	1
Cartouchière	1
Casque protecteur anti-émeute	1
Ceinture	1
Ceinture double	1
Chandail de laine à manches longues	1
Chemise d'été de constable	8
Chemise d'hiver de constable	8
Clé de menottes	1
Couvre-chaussures à glissière	1
Couvre-chaussures caoutchouc	1
Couvre-képi bleu	1
Cravate	8
Étui à cartouchière	1
Étui à livrets	1
Étui à menottes	1
Étui à revolver	1
Foulard	1
Gants d'été	1
Gants d'hiver	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE	
Gilet de nylon printemps-automne	1
Gilet débardeur de laine	1
Imperméable	1
Indicateur de rues	1
Insigne de képi	1
Insigne de poche	1
Képi d'été	1
Menottes	1
Mitaines	1
Paletot de constable 3/4 nylon	1
Pantalon d'été	2
Pantalon d'hiver	2
Plaquettes d'identification	3
Porte-micro	1
Support de bâton-lampe de poche	1
Tunique de constable	1
T-Shirt (Gilet pare-balles)	8

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE FÉMININ	
Bas	8
Bâton anti-émeute	1
Bâton-lampe de poche	1
Blouson de constable automne-hiver	1
Bonnet de fourrure	1
Bottines	1
Cartouchière	1
Casque protecteur anti-émeute	1
Ceinture	1
Ceinture double	1
Chandail de laine à manches longues	1
Chemise d'été de constable	8
Chemise d'hiver de constable	8
Clé de menottes	1
Clé de patrouille	1
Couvre-chaussures à glissière	1
Couvre-chaussures caoutchouc	1
Couvre-képi bleu	1
Cravate	8
Étui à cartouchière	1
Étui à livrets	1
Étui à menottes	1
Étui à revolver	1
Foulard	1
Gants d'été	1
Gants d'hiver	1
Gilet de nylon printemps-automne	1
Gilet débardeur de laine	1
Imperméable de constable	1
Indicateur de rues	1
Insigne de képi	1
Insigne de poche	1
Jupe	1
Képi d'été	1
Menottes	1
Mitaines	1
Paletot de constable 3/4 nylon	
Pantalon d'été	2
Pantalon d'hiver	2
Plaquettes d'identification	3
Porte-micro	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE FÉMININ	
Revolver avec balles	1
Sac à main	1
Sac en nylon	1
Souliers escarpins	1
Souliers	1
Support de bâton-lampe de poche	1
T-Shirt (Gilet pare-balles)	8
Tunique de constable	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction agent de croisée	
Blouson de pluie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-képi réfléchissant	2
Couvre-mitaines blancs	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Sifflet avec chaîne	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE FEMININ affectée à la fonction agent de croisée	
Blouson de pluie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-képi réfléchissant	2
Couvre-mitaines blancs	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Sifflet avec chaîne	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction agent - motard	
Appui-livret	1
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures à courroie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	2
Culotte d'agent (breeches)	4
Gantelets	1
Gants de caoutchouc	1
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1
Paletot de constable 3/4 nylon	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1
Sifflet avec chaîne	1
Visière moto	2

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction patrouilleur-cavalier	
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Bottes d'équitation d'hiver	2
Couvre-chaussures à courroie	1
Culotte d'agent (breeches)	4
Gants d'hiver - patrouille à cheval	1
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: SERGENT affecté à la fonction sergent-motard	
Appui-livret	1
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures à courroie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	2
Culotte d'officier (breeches)	4
Gantelets	1
Gants de caoutchouc	1
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1
Paletot d'officier 3/4 nylon	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1
Sifflet avec chaîne	1
Visière moto	2

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: SERGENT affecté à la section cavalerie	
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Bottes d'équitation d'hiver	2
Couvre-chaussures à courroie	1
Culotte d'agent (breeches)	4
Gants de caoutchouc	1
Gants d'hiver - patrouille à cheval	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: LIEUTENANT affecté à la fonction lieutenant-motard	
Appui-livret	1
Blouson de pluie	1
Blouson thermogène	1
Bottes d'équitation d'été	2
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures à courroie	1
Couvre-chaussures aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	2
Culotte d'officier (breeches)	4
Gantelets	1
Gants de caoutchouc	1
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1
Paletot d'officier 3/4 nylon	1
Pantalon de pluie	1
Pantalon thermogène	1
Sifflet avec chaîne	1
Visière moto	2

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE promu à la fonction de sergent	
Blouson d'officier automne-hiver	1
Chemise d'été d'officier	8
Chemise d'hiver d'officier	8
Épaulettes sergent	3
Gilet de nylon printemps-automne officier	1
Imperméable d'officier	1
Insigne de poche sergent	1
Képi d'officier	2
Paletot d'officier 3/4 nylon	1
Pantalon d'officier au choix	3
Pantalon d'officier hiver	1
Tunique d'officier	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: SERGENT promu à la fonction de lieutenant	
Épaulettes lieutenant	3
Insigne de poche lieutenant	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: LIEUTENANT promu à la fonction de capitaine	
Épaulettes capitaine	3
Insigne de poche capitaine	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: POLICIER travaillant en habit de ville	
Bâton-lampe de poche et support	
bâton-lampe de poche ou lampe à deux piles	(au choix) 1
Étui à revolver	1
Revolver, canon 4,7 cm	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: ENQUETEUR (Incendies criminels)	
Bâton-lompe de poche et support	
bâton-lampe de poche ou lampe à deux piles*	(au choix) 1
Blouson de pluie	1
Bottes de caoutchouc	1
Casque de sécurité	1
Couvre-chaussures à glissière	1
Foulard	1
Gants d'hiver	1
Gants en caoutchouc	1
Paletot d'officier 3/4 nylon	1
Pantalon de pluie	1
Sac de rangement	1
Tuque d'hiver thermos	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction agent-circulation district	
Appui-livret	1
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures d'aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-mitaines blanc	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Sac d'équipement	1
Sifflet avec bague	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE affecté à la fonction enquêteur-accident district	
Appui-livret	1
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures d'aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-mitaines blanc	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Sac d'équipement	1
Sifflet avec bague	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: SERGENT affecté à la fonction sergent-circulation district	
Appui-livret	1
Cône pour lampe	1
Couvre-chaussures d'aviateur	1
Couvre-képi réfléchissant	1
Couvre-képi blanc	2
Couvre-mitaines blancs	2
Gants blancs	3
Gants de caoutchouc	1
Pantalon de pluie	1
Sac d'équipement	1
Sifflet avec bague	1
Veste de sécurité	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: CONSTABLE ET OFFICIER affectés à la section Technique	
Bas thermaux	8
Blouson hiver - polycoton	1
Blouson de pluie	1
Bottines de combat hiver	1
Bottines de combat été	1
Casquette d'été	1
Casquette d'hiver	1
Chandail (col roulé)	3
Espadrilles	1
Espadrilles tout terrain	1
Étui à pistolet	1
Gants de rappel	1
Mitaines de tireur	1
Pantalon de pluie	1
Short sport	1
Sous-vêtement thermal (chandail)	1
Sous-vêtement thermal (pantalon)	1
Support athlétique	1
Survêtement sport 2 pièces	1
T-shirt (blanc)	1
T-shirt (swatt)	3
Tuque (swatt)	1
Uniforme intervention (swatt) chemise	1
Uniforme intervention (swatt) pantalon	1

DESCRIPTION	QUANTITÉ Unité
FONCTION: Constable affecté à la section Identité (Scènes de crimes)	
Bottines	1
Casquette fermée	1
Chandail (col roulé)	3
T-shirt identité	3
Tuque SWATT	1
Uniforme intervention (2 pièces)	1

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE C-2
SYSTÈME DE CRÉDITS UNIFORMES ET ÉQUIPEMENT

SYSTEME DE CREDITS **UNIFORMES ET ÉQUIPEMENT**

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE			
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	1	13
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Mitaines	1	5	27
Paletot 3/4 nylon	1	10	104
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Tunique de constable	1	10	165
T-Shirt (Veste pare-balles)	3	1	4
Nombre de crédits annuels alloués	**544**		
Nombre de crédits annuels alloués pour les détenteurs d'une veste pare-balles	**556**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE FÉMININ			
Bas	8	1	3
Bonnet de fourrure	1	5	50
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Souliers ou bottines	1	1	70
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chemise d'été de constable	4	1	18
Chemise d'hiver de constable	4	1	19
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	57
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Jupe	1	10	48
Képi de constable	1	4	45
Mitaines	1	5	27
Paletot 3/4 nylon	1	10	173
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac à main	1	10	110
Souliers escarpins	1	7	46
Tunique de constable	1	10	165
T-Shirt (Veste pare-balles)	3	1	4
Nombre de crédits annuels alloués	**590**		
Nombre de crédits annuels alloués pour les détenteurs d'une veste pare-balles	**602**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / AGENT DE CROISÉE			
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	2	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	2	28
Mitaines	1	2	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon de constable au choix	3	1	44
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2

Porte-micro	1	5	2
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	3	31
Nombre de crédits annuels alloués	**713**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en Année	Coût Unitaire En Crédit
FONCTION: CONSTABLE (FÉMININ) / AGENT DE CROISÉE			
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	70
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chemise d'été de constable	4	1	18
Chemise d'hiver de constable	4	1	19
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures aviateur (ou équivalent)	1	5	80
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	2	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	57
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Jupe	1	10	48
Képi de constable	1	2	45

Mitaines	1	5	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	173
Pantalon de constable au choix	3	1	44
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac à main	1	10	110
Sifflet au choix	1	5	6
Souliers escarpins	1	7	46
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	3	31
Nombre de crédits annuels alloués	**767**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / MOTARD			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Blouson de pluie	1	5	89
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottes d'équitation d'été	1	3	457
Bottines ou souliers	1	2	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Cône pour lampe	1	4	3
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-chaussures à courroie	1	3	28
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	1	13
Couvre-képi blanc	1	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Culottes de constables (Breeches)	1	1	150
Étui à cartouchière	1	5	13

Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gantelets	1	1	
Gants blancs	3	2	3
Gants d'été	1	1	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	5	28
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1	3	148
Mitaines	1	3	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon de constable au choix	1	1	44
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / MOTARD (suite)			
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**922**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION : SERGENT OU LIEUTENANT / MOTARD			
Bas	8	1	3
Blouson d'officier automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottes d'équitation d'été	1	3	457
Bottines ou souliers	1	2	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été d'officier	4	1	13
Chemise d'hiver d'officier	4	1	14
Couvre-chaussures à courroie	1	3	28
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-képi blanc	1	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Culottes d'officier (Breeches)	1	1	144
Épaulettes (selon le grade)	1	1	14
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gantelets	1	5	40
Gants blancs	3	2	3
Gants d'été	1	1	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi d'officier	1	5	29
Lunettes de sécurité adaptées à la vue	1	3	148
Mitaines	1	5	27
Paletot d'officier 3/4 nylon	1	10	104

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION : SERGENT OU LIEUTENANT / MOTARD			
Pantalon d'officier au choix	1	1	41
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique d'officier	1	10	169
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**874**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION:SERGENT LIEUTENANT ET CAPITAINE			
Bas	8	1	3
Blouson d'officier automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été d'officier	4	1	13
Chemise d'hiver d'officier	4	1	14
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Cravate	2	1	2
Épaulettes (selon le grade)	1	1	14
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	5	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gilet de nylon officier printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable d'officier	1	5	68
Indicateur de rues	1	3	8
Képi d'officier	1	4	29
Paletot 3/4 nylon d'officier	1	10	104
Pantalon d'officier au choix	2	1	41
Plaquette d'identification	3	2	3
Porte-micro	1	5	2
Tunique d'officier (sergent)	1	10	169
Tunique d'officier (lt. ou capt.)	1	5	169
Nombre de crédits annuels alloués			
aux sergents	**519**		
Nombre de crédits annuels alloués			
aux lieutenants et aux capitaines	**536**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / PATROUILLE-CAVALIER			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Blouson thermogène	1	3	20
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottes d'équitation d'été	1	3	457
Bottes d'équitation d'hiver	1	3	480
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Couvre-chaussures à courroie	1	3	28
Cravate	2	1	2
Culottes de constables (Breeches)	2	1	150
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	3	21
Gants d'hiver patrouille à cheval	1	3	27
Gants de caoutchouc	1	3	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Paletot 3/4 nylon	1	4	104
Pantalon de pluie	1	5	57
Pantalon thermogène	1	3	16
Plaquette d'identification	3	2	3
Porte-micro	1	5	2
Tunique de constable	1	10	165
Nombre de crédits annuels alloués	**1007**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: SERGENT AFFECTÉ À LA SECTION CAVALERIE			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson d'officier automne-hiver	1	3	69
Blouson de pluie	1	5	89
Blouson thermogène	1	3	20
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottes d'équitation d'été	1	3	457
Bottes d'équitation d'hiver	1	3	480
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été d'officier	4	1	13
Chemise d'hiver d'officier	4	1	14
Couvre-chaussures à courroie	1	3	28
Cravate	2	1	2
Culottes d'officier (Breeches)	2	1	144
Epaulettes sergent	1	1	13
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	3	21
Gants d'hiver patrouille à cheval	1	3	27
Gants de caoutchouc	1	3	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Indicateur de rues	1	3	8
Képi d'officier	1	4	29
Paletot 3/4 nylon d'officier	1	5	104
Pantalon de pluie	1	5	57
Pantalon thermogène	1	3	16
Plaquette d'identification	3	2	3
Porte-micro	1	5	2
Tunique d'officier	1	10	169
Nombre de crédits annuels alloués	**984**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: POLICIER TRAVAILLANT EN HABIT DE VILLE			
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	17
Indicateur de rues	1	3	8
Nombre de crédits annuels alloués	**8**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: ENQUETEUR / INCENDIES CRIMINELS			
Blouson de pluie	1	5	89
Bottes de caoutchouc	1	5	91
Casque de sécurité	1	2	7
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Foulard	1	1	4
Gants de caoutchouc	1	1	9
Paletot d'officier 3/4 nylon	1	10	104
Pantalon de pluie	1	5	57
Tuque d'hiver thermos	1	2	5
Sac de rangement (80cm)	1	5	175
Nombre de crédits annuels alloués	**127**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / AGENT DE CIRCULATION DISTRICT			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Cône pour lampe	1	4	3
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Mitaines	1	2	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Pantalon de pluie	1	5	57

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / AGENT DE CIRCULATION DISTRICT			
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**664**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / ENQUETEUR-ACCIDENT DISTRICT			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Cône pour lampe	1	4	3
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE / ENQUETEUR-ACCIDENT DISTRICT			
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28
Mitaines	1	2	27
Paletot 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67
Sifflet au choix	1	5	6
Tunique de constable	1	10	165
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**653**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION : SERGENT / CIRCULATION DISTRICT			
Appui-livret	1	4	3
Bas	8	1	3
Blouson d'officier automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers	1	1	74
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été d'officier	4	1	13
Chemise d'hiver d'officier	4	1	14
Cône pour lampe	1	4	3
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	2	13
Couvre-chaussures aviateur	1	5	80
Couvre-képi blanc	2	1	9
Couvre-képi réfléchissant	1	1	23
Couvre-mitaines blancs	1	1	5
Cravate	2	1	2
Épaulettes de sergent	2	1	13
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants blancs	3	1	3
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gants de caoutchouc	1	5	9
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable d'officier	1	5	68
Indicateur de rues	1	3	8
Képi d'officier	1	4	29
Mitaines	1	5	27
Paletot d'officier 3/4 nylon	1	5	104
Pantalon d'officier au choix	2	1	41
Pantalon de pluie	1	5	57

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION : SERGENT / CIRCULATION DISTRICT			
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
Sac d'équipement (40cm)	1	5	67
Sifflet (au choix)	1	5	6
Tunique d'officier	1	10	169
Veste de sécurité	1	5	31
Nombre de crédits annuels alloués	**652**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE ET OFFICIER (affecté à la section Technique)			
Bas thermaux	8	1	10
Blouson hiver - polycoton	1	3	253
Blouson de pluie	1	5	89
Bottines de combat hiver	1	4	160
Bottines de combat été	1	1	137
Casquette d'été	1	1	10
Casquette d'hiver	1	1	10
Ceinture double*	1	5	54
Chandail (col roulé)	3	1	13
Chandail de laine à manches longues*	1	2	49
Chandail débardeur	1	2	17
Épaulette*	2	1	14
Espadrilles	1	2	76
Espadrilles tout terrain	1	2	48
Étui à pistolet	1	5	48
Gants de rappel	1	1	15
Indicateur de rues*	1	3	8
Mitaines de tireur	1	5	55
Pantalon de pluie	1	5	57
Plaquettes d'identification*	3	2	2
Short sport	1	1	10
Sous-vêtement thermal (chandail)	1	1	62
Sous-vêtement thermal (pantalon)	1	1	63
Support athlétique	1	1	10
Survêtement sport 2 pièces	1	1	60

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE ET OFFICIER (affecté à la section Technique)			
T-shirt (blanc)	1	1	11
T-shirt bleu (swatt)	3	1	8
Tuque (swatt)	1	1	15
Uniforme intervention (swatt) chemise	1	1	118
Uniforme intervention (swatt) pantalon	1	1	119
Nombre de crédits annuels alloués	**1097**		

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE (affecté à la section Identité (scènes de crimes)			
Bas	8	1	3
Blouson de constable automne-hiver	1	4	69
Bonnet de fourrure	1	5	50
Bottines ou souliers*	1	1	74
Casquette fermée*	1	1	15
Ceinture	1	10	11
Ceinture double	1	5	54
Chandail (col roulé)*	3	1	13
Chandail de laine à manches longues	1	2	49
Chemise d'été de constable	4	1	15
Chemise d'hiver de constable	4	1	17
Couvre-chaussures à glissière	1	2	30
Couvre-chaussures caoutchouc	1	1	13
Cravate	2	1	2
Étui à cartouchière	1	5	13
Étui à menottes	1	5	11
Étui à revolver	1	5	53
Foulard	1	1	4
Gants d'été	1	10	21
Gants d'hiver	1	1	23
Gilet de nylon printemps-automne	1	3	52
Gilet débardeur de laine	1	2	17
Imperméable de constable	1	5	90
Indicateur de rues	1	3	8
Képi de constable	1	4	28

DESCRIPTION	Quantité en unité	Durée en année	Coût unitaire en crédit
FONCTION: CONSTABLE (affecté à la section Identité (scènes de crimes)			
Mitaines	1	5	27
Paletot 3/4 nylon	1	10	104
Pantalon de constable au choix	2	1	44
Plaquette d'identification	3	2	2
Porte-micro	1	5	2
T-Shirt (Veste pare-balles)	3	1	4
T-shirt (identité)*	3	1	8
Tunique de constable	1	10	165
Tuque swatt*	1	1	15
Uniforme intervention (2 pièces)*	1	2	237
Nombre de crédits annuels alloués	**743**		

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

À compter de la signature de la présente, nonobstant les dispositions des articles XXIII et XXIV de la convention collective qui pourraient être incompatibles avec l'entente convenue ci-après, le Service peut, lorsqu'une fonction devient vacante parmi les officiers, combler ladite fonction par la mutation d'un officier du même grade considéré en surplus à cause de l'événement antérieur à la vacance de l'abolition d'un poste de travail ou d'une fonction due à une fermeture de section ou à la disparition d'un poste de quartier ou à la fusion de deux ou plusieurs d'entre eux.

Pour les fins d'application de la présente entente, « grade » signifie et détermine, étant considérés séparément, ceux de:

a) sergent
b) sergent-détective
c) lieutenant
d) lieutenant-détective
e) capitaine
f) capitaine-détective

Les délais, la procédure et toutes les autres dispositions des articles XXIII et XXIV demeurent en vigueur et la mise en application de la procédure ci-dessus prévue leur est soumise mutatis mutandis. Si le Service ne s'en prévaut pas dans les 90 jours d'une vacance, non plus que des exceptions prévues au paragraphe 23.01 de la convention collective, il doit alors procéder à la promotion.

La Fraternité s'engage, en conséquence, à ne soulever aucun grief à l'égard des mutations ou des promotions qui seront effectuées selon la teneur de la présente entente.

La présente entente est en vigueur jusqu'au renouvellement de la convention collective, ou à toute date antérieure à laquelle les parties, d'un commun accord, auront procédé à un ou des amendements à celle-ci qui rendent inutile son existence.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective la présente annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE E **POLICIERS TEMPORAIRES**

L'annexe est abolie.

LETTRE D'ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

Considérant le deuxième alinéa du paragraphe 3.01 de la convention collective qui fait expressément référence à la présente Annexe et à la situation des policiers qui ont détenu le statut de policier temporaire au cours de leur carrière ;

Considérant les sous-paragraphes O), T), W) et X) de l'Annexe F qui font également référence à l'ancienneté des policiers qui ont détenu le statut de policier temporaire au cours de leur carrière ;

Considérant que depuis le 1er décembre 2011, date de l'entrée en vigueur de la convention collective 2011-2014, l'Employeur ne peut procéder à l'embauche de policiers temporaires ;

Considérant qu'à l'exception des dispositions mentionnées plus haut, l'Annexe E ne produit, à toutes fins pratique, aucun effet pratique ;

LES PARTIES AUX PRÉSENTENTES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Les dispositions de l'Annexe E de la convention collective précédente, ci-après reproduites, sont reconduites et font partie intégrante de la convention collective mais uniquement et exclusivement aux fins de l'interprétation et de l'application des dispositions de la convention collective qui font référence au statut du policier temporaire, ce qui vise notamment le deuxième alinéa du paragraphe 3.01 de la convention collective et les sous-paragraphes O), T), W) et X) de l'ANNEXE F.

Ces dispositions se lisent comme suit :

I. Policier temporaire

1.00 L'Employeur peut, sur une base temporaire, procéder à l'embauche de nouvelles recrues diplômées de l'École nationale de police du Québec, pour fins de validation des acquis académiques.

II. Cotisation

2.00 L'Employeur perçoit en les retenant sur le chèque de paie, les contributions régulières requises par la Fraternité.

2.01 Comme condition du maintien de son emploi, le policier temporaire doit devenir et demeurer en tout temps membre de la Fraternité.

Par ailleurs, l'Employeur n'est pas tenu de congédier le policier expulsé par la fraternité.

III. Tâches

3.00 a) Le policier temporaire ne peut être affecté que dans les fonctions d'agent de quartier. Il ne peut être affecté dans une section spécialisée.

b) À l'embauche, le policier temporaire est affecté prioritairement, d'abord au remplacement du policier absent de son travail à l'occasion d'un retrait préventif, d'un congé de maternité ou d'un congé parental. Dans le cas du remplacement du policier en mission extérieure, s'il n'y a pas de policier temporaire disponible à l'embauche, l'employeur embauche un policier permanent.

3.01 L'affectation du policier temporaire dans différents postes de quartier, ne constitue pas une assignation.

3.02 L'Employeur peut procéder à l'embauche d'un maximum de 250 policiers temporaires par année afin d'accomplir un maximum de 375 000 heures de travail. L'Employeur informe la Fraternité mensuellement du nombre de policiers temporaires embauchés et du nombre total d'heures de travail accomplies.

3.03 L'Employeur ne peut recourir aux services de plus de 250 policiers temporaires par année. Un policier ne peut effectuer plus d'un stage au cours d'une année.

3.04 Le nombre d'heures travaillées et payées ne peut être inférieur à 675 heures et supérieur à 1500 heures au cours d'une année.

Sous réserve de l'alinéa précédent le policier temporaire, au terme de sa période de travail de 675 heures, peut soit poursuivre sa période d'embauche à titre de policier temporaire, être embauché à titre de policier permanent, être remercié de ses services s'il ne rencontre pas les exigences du Service ou être placé sur une liste de rappel pour être embauché à titre de policier permanent ou temporaire selon le cas.

3.05 L'Employeur ne peut utiliser un policier temporaire plus de deux années civiles qui doivent être consécutives, après quoi il est embauché comme policier permanent ou remercié de ses services ou placé sur une liste de rappel en prévision d'être embauché à titre de policier permanent.

La liste de rappel prévue au présent alinéa doit être établie en tenant compte de la date d'embauche du premier stage à titre de policier temporaire.

3.06 Sauf dans le cadre de l'article II, le policier temporaire, embauché comme policier permanent, voit son ancienneté reconnue aux fins prévues dans la convention collective sur la base des heures travaillées et payées, divisées par 7,5 heures.

Toutefois, si l'année de son embauche comme policier permanent, l'employé a travaillé comme policier temporaire, son ancienneté pour fins de vacances pour cette première année comme policier permanent, ne tient compte que du temps fait comme policier permanent.

Pour l'auxiliaire temporaire le même principe s'applique mutatis mutandis.

IV. Programme et heures de travail

4.00 Le policier temporaire travaille selon un programme 21 jours de 8,5 heures, incluant une période de repas d'une heure, dont une demi-heure payée, par période de 35 jours. Ces périodes de 35 jours

doivent être consécutives jusqu'à ce que le policier temporaire atteigne le minimum de 675 heures ou le maximum de 1500 heures durant l'année. Le policier temporaire et son commandant peuvent s'entendre pour modifier son programme, son horaire ou sa relève de travail.

Le nombre de journées de travail consécutives sans journée de congé, ne peut excéder sept.

Le programme de travail est préparé de telle sorte que les congés hebdomadaires soient toujours regroupés par blocs de deux au minimum.

4.01 Le policier temporaire reçoit la rémunération au taux du temps supplémentaire prévu à l'article X de la présente convention pour toute période dépassant sa journée régulière de travail de 8.5 heures et lorsque les heures travaillées dépassent 157,5 dans une période de 35 jours. Son taux horaire est calculé en prenant son salaire annuel divisé par 1820.

4.02 Le policier temporaire n'est pas éligible pour effectuer du temps supplémentaire, sauf pour poursuivre une action policière au-delà de ses heures régulières de travail ou dans le cas où le personnel régulier de l'unité concernée ne peut suffire aux besoins.

4.03 Le travail effectué à la cour en dehors des heures régulières de travail est rémunéré à raison d'une fois et demie le taux horaire régulier pour un minimum de quatre heures.

Le taux applicable est calculé en prenant son salaire annuel divisé par 1820.

Le policier temporaire appelé à témoigner après qu'il ait atteint le maximum d'heures travaillées et payées prévues au paragraphe 3.04 de la présente annexe, est réputé un ex-policier et reçoit un minimum de quatre heures à taux simple, au taux horaire en vigueur lors de sa cessation d'emploi sauf s’il s’agit d’un policier auxiliaire.

V. Versement de la paie

5.00 Les dispositions des paragraphes 22.00 et 22.01 a) de la présente convention, s'appliquent mutatis mutandis au policier temporaire.

5.01 Les dispositions du paragraphe 22.03 de la présente convention s'appliquent mutatis mutandis au policier temporaire, sauf en ce qui a trait à la limite de récupération de 10% lors de la dernière paie ou sur le paiement au départ, le cas échéant.

VI. Période de repas

6.00 Les dispositions de l'article V de la présente convention s'appliquent au policier temporaire, à l'exception du paragraphe 5.05.

VII. Congés sociaux

7.00 Les dispositions de l'article XV de la présente convention s'appliquent au policier temporaire, à l'exception du paragraphe 15.03.

VIII Vacances

8.00 Le policier temporaire reçoit à chaque paie, pour tenir lieu de vacances, un montant équivalant à 4% de son salaire.

IX. Congés fériés

9.00 Le policier temporaire bénéficie des congés fériés selon les dispositions prévues dans la Loi sur les normes du travail.

X. Lésions et maladies professionnelles

10.00 Le policier temporaire victime d'une lésion ou maladie professionnelle, reçoit les bénéfices prévus dans la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

XI. Assistance judiciaire et protection

11.00 Le policier temporaire bénéficie de l'assistance judiciaire et de la protection prévues aux paragraphes 26.00 et 26.01 de la convention collective.

XII. Uniforme et équipement

12.00 Le policier temporaire reçoit les uniformes et équipements prévus à la politique du Service, le concernant.

XIII Programme d'aide aux employés

13.00 Le policier temporaire bénéficie des dispositions de l'article XXXIX de la présente convention.

XIV Griefs

14.00 La procédure de grief prévue à l'article XXVII de la présente convention, s'applique au policier temporaire pour les matières prévues aux présentes.

14.01 La décision de l'Employeur de ne pas placer le policier temporaire sur une liste de rappel et de le remercier de ses services, parce qu'il ne rencontre pas les exigences du Service, ne peut faire l'objet d'un grief.

XV Congé de maternité

15.00 La policière temporaire enceinte, bénéficie des dispositions législatives visant le congé de maternité.

XVI Avis à la Fraternité

16.00 Le policier nouvellement embauché sur une base temporaire, pendant sa période de formation est libéré sans perte de traitement pour le temps nécessaire avec un maximum équivalant à une journée régulière de travail, afin de rencontrer les représentants de la Fraternité.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective la présente annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE F **CONSTABLE AUXILIAIRE PERMANENT**

1.00 Sauf autrement prévu dans la convention collective ou dans une lettre d'entente, les modalités suivantes s'appliquent en tout temps aux constables auxiliaires permanents :

a) le Service met sur pied, dans chacune des divisions, un groupe de travail en vue de répondre à ses besoins opérationnels en termes de prestation de travail;

b) ces groupes de travail sont composés exclusivement de policiers ayant le statut de « constables auxiliaires permanents » dont le nombre maximal pour l'ensemble des quatre groupes, est, en tout temps, fixé à 300. À cette fin, l'Employeur peut donc embaucher et maintenir à son emploi jusqu'à un maximum de 300 constables auxiliaires permanents;

c) les constables auxiliaires permanents sont répartis dans les quatre divisions et dans le Métro et sont considérés en situation d'apprentissage et de connaissances des différents volets du travail de policier et des réalités du territoire;

d) le constable auxiliaire permanent doit être diplômé de l'École nationale de police du Québec ou avoir une formation équivalente d'une maison d'enseignement reconnue;

e) à l'intérieur de la division à laquelle le groupe dont il est membre se trouve rattachée, le constable auxiliaire permanent est affecté prioritairement au remplacement du policier en mission internationale; cette priorité comblée, le constable auxiliaire permanent est ensuite affecté dans les postes de quartier ou dans le centre opérationnel de la susdite division selon les besoins du Service, afin de compenser la perte de prestation découlant des absences des policiers;

f) tout changement de division constitue une assignation au sens de la convention collective sauf dans le cas d'un service d'ordre ou dans le cas où le constable auxiliaire permanent est affecté dans l'unité Métro;

g) la répartition des 300 constables auxiliaires permanents est revue annuellement par le Service;

h) le constable auxiliaire permanent ne peut être affecté qu'aux seules tâches ci-après mentionnées :

i) dans les postes de quartier, le constable auxiliaire permanent effectue les tâches de l'agent de quartier ou, mais seulement à des fins de remplacement pour cause d'absence temporaire, celles de l'agent de quartier soutien;

ii) dans les centres opérationnels le constable auxiliaire permanent effectue également les tâches reliées aux activités suivantes : détention, fourgon cellulaire, bertillonnage, administration des tests d'ivressomètre et activités relatives à l'accueil des personnes

en libération conditionnelle et soumises à des engagements et promesses de comparaître;

iii) le constable auxiliaire permanent peut être affecté à la garde de détenus et de victimes;

iv) le constable auxiliaire permanent peut également effectuer les tâches du policier dans tout service d'ordre ou dans l'unité Métro.

i) le constable auxiliaire permanent ne peut accomplir d'autres tâches que celles qui sont décrites ou visées dans le sous-paragraphe h) du paragraphe 1.00 de la présente Annexe sauf en cas d'entente écrite avec la Fraternité;

j) le constable auxiliaire permanent est assujetti à une période de probation d'un an à compter de sa date d'embauche. Au cours de cette période d'un an, le constable auxiliaire permanent peut être congédié, sur recommandation du Directeur au Comité exécutif, si le Directeur juge qu'il n'a pas les qualifications et les aptitudes nécessaires ou encore, si le constable auxiliaire a fait l'objet d'une évaluation marginale. Dans ces deux cas, cette décision est finale et ne peut faire l'objet d'un grief. Le congédiement du constable auxiliaire peut cependant faire l'objet d'un grief pour tout autre motif allégué par l'employeur;

k) toute absence de plus de 35 jours consécutifs prolonge d'autant la période de probation du constable auxiliaire permanent. La période de probation peut également être prolongée après entente entre les parties;

l) **Le constable auxiliaire permanent peut être appelé à travailler sur tout programme de travail prévu à la convention collective.** Le Service peut toutefois modifier le programme et l'horaire de travail du constable auxiliaire permanent lorsque les besoins du Service l'exigent mais sous réserve des conditions ci-après mentionnées :

i) sur préavis de 5 jours, l'horaire de travail du constable auxiliaire permanent peut être modifié en fonction de l'horaire du service d'ordre auquel il est affecté;

ii) toute modification à l'horaire ou au programme de travail du constable auxiliaire permanent ne peut avoir lieu qu'après la réception d'un préavis de 5 jours;

iii) **Le constable auxiliaire permanent bénéficie d'un samedi et un dimanche consécutifs de congés par cycle de 35 jours. Dans le cas d'un constable auxiliaire permanent assujetti à un programme d'horaire comportant un cycle de 70 jours cycle de 70 jours, il bénéficie d'un samedi et d'un dimanche de congé consécutifs à deux occasions au cours de son cycle.**

m) **L**e salaire du constable auxiliaire **permanent** est déterminé **en fonction des échelles prévues à l'article II de la convention collective. Il est embauché au niveau salarial de la 7^{ième} classe.**

n) Le constable auxiliaire permanent est un policier au sens de l'article 1.03 de la convention collective. **Il peut demeurer constable auxiliaire permanent et être assujettie à la présente annexe pendant une période maximale de 24 mois. Au terme de ce délai, à moins d'avoir déjà été nommé policier permanent, il est automatiquement nommé policier permanent sauf s'il fait l'objet d'une enquête policière ou d'une prolongation de sa période de probation. Dans ces cas, il demeure policier auxiliaire permanent jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue selon les dispositions de la convention collective**;

Le constable auxiliaire permanent acquiert son ancienneté dès qu'il a terminé sa période de probation. Sa date d'ancienneté est alors rétroactive au premier jour de son embauche;

Cette date détermine également l'ancienneté et les années de service du constable auxiliaire permanent qui accède au statut de policier permanent aux fins de l'application de l'ensemble des dispositions de la convention collective;

o) lorsque plusieurs constables auxiliaires permanents ont la même date d'embauche, le choix du constable auxiliaire permanent qui accède au statut de policier permanent sont déterminés en fonction de leur nom de famille selon l'ordre suivant :

- année paire en fonction des lettres alphabétiques Z à A;
- année impaire en fonction des lettres alphabétiques A à Z;

p) Un constable auxiliaire permanent n'est pas disponible **afin d'accéder au statut de policier permanent** dans les seuls cas ci-après mentionnés : il fait l'objet d'une enquête policière ou d'une prolongation de sa période de probation;

q) comme condition de l'obtention ou du maintien de son emploi, le constable auxiliaire permanent doit devenir et demeurer en tout temps membre de la Fraternité. L'Employeur perçoit en les retenant sur le chèque de paie, les contributions régulières des membres actifs auxiliaires de la Fraternité. Par ailleurs, l'Employeur n'est pas tenu de congédier le constable auxiliaire permanent expulsé par la Fraternité;

l'ensemble des dispositions de la convention collective qui ne sont pas incompatibles avec la présente entente s'appliquent au constable auxiliaire permanent;

r) les constables auxiliaires permanents bénéficient des mêmes augmentations de salaire que celles consenties aux policiers permanents en vertu des articles II et III de la présente convention collective;

s) le régime de rentes des policiers et policières de la Ville de Montréal s'applique au constable auxiliaire de la même manière que s'il était policier permanent mais en prenant en compte le salaire établi dans le cadre de la présente Annexe. Cette disposition n'est donnée qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie

intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE G **AUXILIAIRE-SOUTIEN ET CONSTABLE SPÉCIAL**

1.00 Les parties conviennent de créer un emploi d'auxiliaire-soutien **et, sous réserve des démarches auprès du Ministère de la sécurité publique, de constable spécial,** œuvrant dans les **modules de détentions** du SPVM ainsi qu'à la Cour municipale de Montréal (CMM).

Dispositions générales

2.00 L'Employeur perçoit en les retenant sur le chèque de paie de l'auxiliaire soutien **et du constable spécial**, les contributions régulières requises par la Fraternité.

3.00 Comme condition de l'obtention ou du maintien de son emploi, l'auxiliaire soutien **et le constable spécial** doit demeurer en tout temps membre de la Fraternité.

4.00 L'Employeur accorde priorité aux auxiliaires-soutien **et aux constables spéciaux** s'ils rencontrent toutes les exigences requises pour devenir constable auxiliaire permanent.

5.00 Le recours à des auxiliaires-soutien **et aux constables spéciaux** est assujetti aux dispositions de la lettre d'entente relative aux modalités concernant certaines fonctions d'agent de soutien, d'agent de comparution et d'analyste tactique et stratégique, notamment à l'égard du remplacement par attrition des constables affectés au soutien **(Annexe Y)** et à leur remplacement par des auxiliaires-soutien **ou de constables spéciaux**.

Auxiliaire soutien

6.00 Tâches de l'auxiliaire-soutien

Les parties conviennent que l'auxiliaire-soutien n'effectue que les seules tâches suivantes :

ii) Accueillir le personnel des postes de quartier se présentant à l'unité opérationnelle de détention ou au centre de détention de la Cour municipale avec une personne en état d'arrestation;

iii) Administrer le test d'alcoolémie;

iv) Procéder aux tâches de bertillonnage;

v) Effectuer la garde des détenus dans les blocs cellulaires, y compris la distribution des repas, les escorter dans leurs déplacements et superviser le

déplacement des visiteurs à l'intérieur des blocs cellulaires (dont notamment les avocats et les enquêteurs) ;

vi) De façon générale, assister **les policiers et constables spéciaux** dans leurs différentes fonctions de nature administratives;

vii) Accueillir les personnes en libération conditionnelle et soumises à des engagements et promesses de comparaître afin d'assurer le suivi administratif et le respect des conditions;

viii) Agir en support lors de la fouille d'un détenu, mais aussi effectuer sous la supervision d'un policier **ou d'un constable spécial**, la fouille du détenu, l'inscription des données pertinentes dans le système d'écrou informatisé, entreposer les effets personnels du détenu;

ix) Effectuer toutes autres tâches de la nature de celles susmentionnées et qui sont reliées à la détention **aux modules de détention** et à la CMM;

Les parties conviennent que l'auxiliaire-soutien ne peut participer au transport de détenus en fourgon cellulaire, que l'administration du test d'alcoolémie demeure assujettie aux dispositions et aux règles du *Code criminel* et que d'aucune façon un auxiliaire- soutien ne peut effectuer une tâche légalement réservée à un constable ou à un agent de la paix.

Dans l'éventualité où l'Employeur désire faire accomplir d'autres tâches que celles énumérées plus haut aux auxiliaires-soutien, il doit au préalable conclure une entente écrite avec la Fraternité à ce sujet.

7.00 Rémunération et autres conditions de l'auxiliaire soutien

i) À partir de la signature de la convention collective, l'échelle de salaire, sur une base annuelle, applicable à l'auxiliaire soutien est la suivante :

Échelon	Progression	Salaire
1	Embauche	40 800 $
2	Après 12 mois de service	43 044 $
3	Après 24 mois de service	45 411 $
4	Après 36 mois de service	47 909 $
5	Après 48 mois de service	50 544 $
6	après 60 mois de service	53 324 $
7	après 72 mois de service	56 256 $

ii) L'échelle de salaire mentionnée ci-dessus est par la suite ajustée aux mêmes pourcentages et aux mêmes dates que l'échelle des policiers stipulés à l'article 2.

iii) L'auxiliaire-soutien ne bénéficie pas de la prime de métropole, de la prime de niveau de service et du boni d'ancienneté. Toutefois l'ensemble des dispositions de la convention collective qui ne sont pas incompatibles avec la présente entente s'appliquent à l'auxiliaire soutien.

iv) L'auxiliaire-soutien participe au régime de retraite des policiers et policières de Montréal. La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

v) Entre eux, les auxiliaires-soutien forment un groupe distinct par équipe de travail aux fins des vacances et des autres congés auxquels ils ont droit.

Constable spécial

8.00 Tâches de constable spécial

Le constable spécial doit détenir le statut d'agent de la paix, incluant le port d'arme à feu, conformément à la *Loi sur la police*. Celui-ci n'effectue que les seules tâches suivantes.

i) L'ensemble des tâches de l'auxiliaire soutien, telles que mentionnées au paragraphe 6 ;

ii) L'administration du test d'alcoolémie ;

iii) Assurer, lorsque requis, la garde d'un détenu dans un centre hospitalier ;

iv) Le transport de détenue en fourgon cellulaire ;

9.00 Dans l'éventualité où l'Employeur désire faire accomplir d'autres tâches que celles énumérées plus haut aux constables spéciaux, il doit au préalable conclure une entente écrite avec la Fraternité à ce sujet.

10.00 Rémunération et autres conditions du constable spécial

i) À partir de la signature de la convention collective, l'échelle de salaire, sur une base annuelle, applicable au constable spécial est la suivante :

Échelon	Progression	Salaire
1	**Embauche**	**45 900$**
2	**Après 12 mois de service**	**48 144$**

3	**Après 24 mois de service**	**50 511$**
4	**Après 36 mois de service**	**53 009$**
5	**Après 48 mois de service**	**55 644$**
6	**après 60 mois de service**	**58 424$**
7	**après 72 mois de service**	**61 356$**

ii) L'échelle de salaire mentionnée ci-dessus est par la suite ajustée aux mêmes pourcentages et aux mêmes dates que l'échelle des policiers stipulés à l'article 2.

iii) Le constable spécial ne bénéficie pas de la prime de métropole, de la prime de niveau de service et du boni d'ancienneté. Toutefois l'ensemble des dispositions de la convention collective qui ne sont pas incompatibles avec la présente entente s'appliquent à constable spécial.

iv) Le constable spécial participe au régime de retraite des policiers et policières de Montréal. La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

v) Entre eux, les constables spéciaux forment un groupe distinct par équipe de travail aux fins des vacances et des autres congés auxquels ils ont droit.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE H **CONGÉ À TRAITEMENT DIFFÉRÉ**

ENTENTE INTERVENUE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

1. Dispositions générales

Le régime de congé à traitement différé a pour but de permettre à un policier d'étaler son traitement de façon à pouvoir bénéficier d'une rémunération pendant une période de congé.

Pendant la « période chômée », le policier ne peut recevoir de l'Employeur ou de qui que ce soit ayant un lien de dépendance avec celle-ci, une rémunération autre que celle convenue aux présentes.

Sous réserve des dispositions prévues aux présentes, le policier bénéficie des avantages des conditions de travail des policiers auxquels il aurait droit s'il ne participait pas à la présente entente.

Malgré ce qui précède, le policier peut se voir accorder la permission de bénéficier d'un traitement différé en profitant de la période chômée avant la période payée. Dans ce cas, il devra fournir au Service les garanties nécessaires afin que les sommes ainsi versées en anticipation de la prestation de travail, lui soient remboursées en totalité advenant son départ du Service pour quelque motif que ce soit. Un refus de donner suite à sa demande peut faire l'objet d'un grief sauf si la raison du refus repose exclusivement sur les garanties nécessaires.

2. Définitions

L'entente se divise en deux périodes:

Période travaillée: période de l'entente durant laquelle le policier exerce ses fonctions et reçoit le pourcentage de son traitement défini à la présente entente.

Période chômée: période de l'entente durant laquelle le policier bénéficie d'un congé et continue de recevoir le pourcentage de son traitement défini ci-après; cette partie de traitement a été préalablement accumulée pendant la période travaillée.

3. Durée de l'entente

- La durée est 2, 3, 4 ou 5 ans.
- La durée peut cependant être prolongée dans les cas et de la manière prévue aux articles 11 et 16 de la présente annexe. En aucun cas, l'entente ne doit excéder 7 ans.
- La « période chômée » est d'une durée de 6, 7, 8, 9, 10, 11 ou 12 mois.
- Le policier ne peut différer un montant supérieur au quart de son traitement durant la « période travaillée ».
- Pendant la « période travaillée », la prestation de travail du policier n'est pas modifiée.

4. Éligibilité

Pour être éligible à la présente entente, le policier doit être permanent et avoir au moins cinq (5) ans de service continu. Le policier absent pour l'un ou l'autre des motifs prévus à la convention collective ou suite à une décision du Service, ne peut se prévaloir des présentes dispositions.

Toute demande doit être adressée au directeur, au moins huit semaines avant la date prévue du début du congé. Elle doit indiquer la durée des périodes travaillées et chômées.

Le Directeur du Service communique une décision écrite à l'employé dans les 30 jours de la réception de ladite demande. Dans le cas d'un refus, il doit motiver sa décision.

La fréquence ne doit pas dépasser plus d'un congé à tous les cinq ans.

5. Rémunération

Durée de la période chômée	Durée de l'entente			
	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
6 mois	75.00%	83.33%	87.50%	90.00%
7 mois	S/O	80.55%	85.42%	88.33%
8 mois	S/O	77.78%	83.33%	86.67%
9 mois	S/O	75.00%	81.25%	85.00%
10 mois	S/O	S/O	79.17%	83.33%
11 mois	S/O	S/O	77.08%	81.67%
12 mois	S/O	S/O	75.00%	80.00%

6. Primes et autres congés

Toutes les primes, congés et autres conditions de travail demeurent en vigueur durant la période travaillée.

7. Retour au travail

A la fin du congé, le policier est réintégré au poste de travail qu'il occupait avant son départ. La période travaillée au retour doit être d'une durée au moins équivalente à la période chômée.

8. Régime de retraite

La participation au régime de retraite est maintenue durant la période de l'entente sous réserve des dispositions suivantes:

a. durant la « période travaillée », le policier et l'Employeur contribuent sur la base du traitement qu'aurait reçu le policier n'eut été de l'entente.

b. durant la « période chômée », le policier est considéré comme s'il était en congé sans solde. Il doit s'acquitter de sa part et de celle de l'Employeur s'il veut maintenir sa participation au régime.

La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a donc pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence.

9. Régimes d'assurances

La participation aux régimes d'assurances collectives est maintenue durant l'entente, sous réserve des dispositions suivantes:

a. durant la « période travaillée », l'Employeur contribue sa cotisation sur la base du traitement qu'il aurait reçu n'eut été de l'entente.

b. durant la « période chômée », la contribution de l'Employeur cesse. Le policier est considéré comme s'il était en congé sans solde et il peut demeurer couvert sous réserve du paiement des primes complètes comprenant la part de l'Employeur.

10. Contributions de l'Employeur aux régimes publics

L'Employeur sa contribution aux régimes publics d'assurance sociale (RAMQ, RRQ, CSST) durant toute la durée de l'entente, mais en ne tenant compte que de la portion du traitement effectivement versé durant celle-ci.

En ce qui concerne l'assurance-emploi, la contribution n'est maintenue que durant la période travaillée, en tenant compte du traitement qu'aurait reçu le policier n'eut été de l'entente.

11. Invalidité

a. Si une invalidité survient durant la « période travaillée » et qu'elle prend fin avant le début de la « période chômée », la participation à l'entente se poursuit et le policier reçoit durant son invalidité une prestation égale au pourcentage déterminé selon celle-ci.

b. Si une invalidité survient durant la « période travaillée » et se poursuit au-delà du début de la « période chômée », le policier peut choisir l'une ou l'autre des options suivantes:

i. il peut continuer sa participation à l'entente et reporter la « période chômée » à la date de son retour au travail. Sa rémunération est alors basée sur le traitement prévu à l'entente.

ii. il peut mettre un terme à sa participation à l'entente, et ainsi recevoir les salaires non versés ainsi que la pleine rémunération prévue en semblable cas.

c. Si l'invalidité survient au cours de la période chômée, elle est considérée comme débutant le jour où prend fin la période chômée.

12. Mise à la retraite

Dès qu'un policier est mis à la retraite ou radié des cadres par l'Employeur pour invalidité ou invalidité professionnelle, l'entente est résiliée et il reçoit le traitement non versé.

13. Démission, désistement, décès

Advenant la démission, le décès, le congédiement ou le désistement du policier durant la durée de l'entente, celle-ci prend fin à la date de l'événement et il reçoit le traitement non versé.

Le désistement du policier n'est recevable que durant la « période travaillée ».

14. Traitement non versé

Lorsque l'Employeur doit procéder au remboursement du traitement non versé en raison des articles 11, 12 ou 13 de la présente annexe, ledit remboursement est constitué par:

« La différence entre le traitement brut qu'aurait reçu le policier n'eut été de l'entente et le traitement qu'il a effectivement reçu, lui est remboursée sans intérêt. »

Dans tous les cas où le policier ne prend pas sa période de congé pendant la durée de l'entente, l'Employeur doit lui verser, dès la première année d'imposition suivant la fin de l'entente, la totalité des montants dus, en raison du traitement différé.

15. Congé sans solde

Pendant la durée de l'entente, le policier n'a droit à aucun congé sans solde.

16. Congé de maternité

a. Si le congé de maternité commence durant la « période travaillée », l'entente est interrompue pendant la durée du congé de maternité et post-maternité le cas échéant, est prolongée d'autant après son terme. Pendant l'interruption, les dispositions sur le congé de maternité et post-maternité le cas échéant, s'appliquent. La policière peut

alors opter pour un désistement de l'entente auquel cas il y a remboursement du traitement non versé.

b. Si le congé de maternité commence durant la « période chômée », l'entente est interrompue pendant la durée du congé de maternité et est prolongée d'autant après son terme. Pendant l'interruption, les dispositions sur le congé de maternité ou poste maternité le cas échéant, s'appliquent.

17. Modalités de paiement

Le policier adresse un avis à l'Employeur au moins quatre semaines avant son départ en période chômée pour lui faire part de la fréquence des paiements désirée durant son congé.

Ses choix sont les suivants:

1. recevoir une paie à toutes les semaines, comme lorsqu'il travaillait, au pourcentage de traitement défini dans l'entente.

2. recevoir durant chaque année civile visée par le congé, un montant correspondant au total des paiements périodiques qui lui seraient payables dans l'année si le premier choix était retenu. Le montant payable durant la première année civile du congé est versé au moment du départ et celui payable durant la deuxième année civile, au début de ladite année.

   Durant la période chômée, le policier continue de bénéficier des augmentations générales accordées à tous les policiers, sous réserve du pourcentage de traitement défini à la présente entente. Le nouveau traitement lui est versé selon les modalités de paiement prévues ci-dessus.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE I **COMMERCIALISATION**

Aux fins de la présente convention collective, on entend par « commercialisation », toutes formes de services offerts par le Service moyennant rétribution, à l'exception des ententes de services impliquant la création d'une unité.

Un comité paritaire constitué de deux représentants de chacune des parties est constitué aux fins de l'application de la présente Annexe. Ce comité a pour mandat de prendre connaissance des contrats ou des propositions contractuelles et de s'assurer que les modalités ci-après mentionnées soient respectées.

Dans tout contrat ou service en commercialisation, les modalités suivantes s'appliquent :

1) Seul le policier volontaire en congé hebdomadaire, en congé annuel ou en dehors de ses heures régulières de travail peut travailler dans le cadre de la commercialisation des services. Dans tous les cas, il est rémunéré pour un minimum de 4 heures de travail à 150 %, selon le salaire rattaché à son grade. Il a droit à une période de repas payée s'il effectue quatre heures et plus de travail sur les lieux de la commercialisation.

2) Un policier ne travaille jamais plus de trois jours consécutifs en commercialisation. De plus, il ne travaille pas plus de 15 heures consécutives incluant son temps de repas et ses heures régulières de travail.

3) Le Service peut en tout temps rappeler les policiers assignés au service de commercialisation advenant une situation urgente ou exceptionnelle.

4) Un policier en probation ayant moins d'un an de service ne peut être affecté seul à un contrat de commercialisation sans être accompagné d'un policier de plus d'un an d'ancienneté.

5) Le policier travaillant dans le cadre de la commercialisation est réputé être en devoir aux fins de l'application de la convention collective et des différentes lois du Québec et est réputé être un agent de la paix.

6) Les policiers demeurent en tout temps sous l'autorité du Service.

7) Tout travail à effectuer en commercialisation qui relève normalement d'un policier en conformité avec les tâches qui lui sont exigées et qu'il accompli d'une manière régulière, doit être effectué par un policier et se trouve couvert par les dispositions de la convention collective sauf celles qui sont incompatibles avec les termes de la présente Annexe. L'employeur ne peut alors recourir à des personnes de l'extérieur, ni recourir à la sous-traitance, quel qu'en soit la forme, dans la réalisation et l'exécution de tout travail en commercialisation assujetti au présent paragraphe.

8) Aucune commercialisation n'est effectuée lors d'un conflit de travail visant directement ou indirectement le requérant.

9) Aucune commercialisation n'est effectuée lorsqu'un conflit de travail ou un conflit de toute autre nature est susceptible de surgir entre deux groupes.

10) S'il n'y a plus d'agent disponible sur un groupe de travail pour la commercialisation, le sergent peut le faire.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE J **CADETS POLICIERS**

1.00 Le cadet policier est un membre du service de Police de la Ville de Montréal, au sens de la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1) et du Règlement sur les archives de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux concernant le personnel policier (P-13.1 r.1) ainsi que du Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux (P-13.1 r.14).

EMBAUCHE

1.01 Le Service embauche prioritairement des étudiants inscrits en techniques policières mais à défaut d'un nombre suffisant de candidats, il peut retenir la candidature de toute personne inscrite au CEGEP, ou à l'Université ou qui détient un D.E.P. ou un diplôme universitaire.

1.02 Malgré ce qui précède, le Service peut aussi retenir la candidature de toute personne autre que celles mentionnées dans le paragraphe 1.01 lorsque, en vue d'embaucher une personne visée dans le paragraphe 1.06, les candidats en lice ne sont pas en nombre suffisant.

COTISATION

1.03 L'employeur perçoit, en les retenant à la source sur les chèques de paie, les contributions régulières des membres cadets policiers, qui sont requises par la Fraternité.

1.04 Comme condition de l'obtention et du maintien de son emploi, le cadet policier doit devenir et demeurer membre de la Fraternité. L'employeur n'est cependant pas tenu de congédier le cadet policier qui est expulsé par la Fraternité.

TÂCHES- GESTION DE CIRCULATION / CHANTIERS DE CONSTRUCTION

1.05 Le cadet policier peut effectuer les tâches ci-après mentionnées lorsqu'un chantier de construction est situé à proximité de l'endroit où il est appelé à effectuer son travail ou lorsque la gestion de la circulation est rendue nécessaire en raison d'un chantier de construction :

- La circulation automobile, incluant gestes et signaux y compris sur la chaussée ;
- La circulation et la traverse des piétons ;
- La circulation des vélos ;
- La déviation de la circulation ;
- L'opération d'une boîte de feux de circulation ;

1.06 Les activités de circulation qui peuvent être confiées à des cadets policiers en vertu du paragraphe 1.05, ne peuvent toutefois dépasser sur une base annuelle, 75 % de l'ensemble des activités de circulation visées dans ledit paragraphe. Lorsque l'Employeur affecte des policiers à une tâche de circulation, les parties conviennent que le policier autre qu'un cadet doit être affecté prioritairement aux tâches de circulation reliées aux gestes et signaux qui s'effectuent sur la chaussée.

1.07 Le Service prend les mesures qui s'imposent pour que le ratio mentionné dans le paragraphe 1.06 soit respecté. Le Service communique à la Fraternité, à tous les mois, l'information nécessaire afin que celle-ci puisse vérifier et suivre le nombre des activités de circulation qui sont confiées à des cadets policiers en vertu du paragraphe 1.05. Dans les trois mois qui précèdent la fin d'une année, le Service rencontre, sur demande, les représentants de la Fraternité afin de lui fournir les explications requises et l'informer des mesures que le Service entend prendre d'ici la fin de l'année, afin que le ratio mentionné dans le paragraphe 1.06 soit respecté.

1.08 Lorsque le travail visé dans le paragraphe 1.05 est effectué par un policier autre qu'un cadet-policier, les dispositions de l'Annexe I portant sur la commercialisation s'appliquent.

AUTRES TÂCHES

1.09 Le cadet policier peut être affecté au travail de déviation de la circulation, au contrôle de foule et à l'émission de contraventions relatives au stationnement, lors d'événements sportifs, culturels, populaires ou commerciaux. Il peut être utilisé au Quartier général et dans les postes, exclusivement pour le contrôle des visiteurs.

1.10 Le cadet peut également :

- participer à des campagnes corporatives de prévention du crime incluant l'émission de contraventions et de billets de courtoisie ;
- participer à l'application de programmes spécifiques de prévention locale, notamment la distribution de dépliants, l'émission de billets de courtoisie et le burinage ;
- transmettre de l'information sur des programmes de prévention et autres sujets d'intérêt pour la communauté ;
- être affecté à la patrouille préventive à vélo ; l'affectation de cadets à la patrouille préventive à vélo est assujettie à la condition que le nombre de policiers permanents qui sont affectés habituellement à la patrouille à vélo ne soit pas diminués ;
- être affecté dans le cadre du programme Info-crime à la division renseignements (maximum 1 cadet - par attrition ou plus dans le cas où cela n'a pas pour effet de diminuer le nombre de policiers permanents) ;
- être affecté à la rédaction des plaintes à la division des crimes économiques (fraudes) (maximum 5 cadets selon le ratio 1 cadet pour 1 policier permanent - par attrition) ;
- **être affecté au remplacement de brigadier scolaire absent.**

RÉDUCTION D'EFFECTIFS

1.11 Si l'embauche des cadets policiers a pour effet de réduire directement ou indirectement le nombre de policiers permanents, le nombre de cadets policiers en devoir en même temps est réduit d'autant.

HEURES DE TRAVAIL

1.12 Le cadet policier travaille sur appel.

1.13 Le cadet policier travaille un maximum de 675 heures par année civile. Dans les postes de quartier (ce qui n'inclut pas les activités de circulation), le cadet policier ne peut travailler entre 00h00 et **6**h00 et il ne doit pas être seul en tout temps.

1.14 Malgré le paragraphe qui précède, l'Employeur peut embaucher jusqu'à cent (100) cadets policiers qui peuvent travailler plus de 675 heures sur une base annuelle.

1.15 Le cadet policier appelé au travail est rémunéré pour un minimum de quatre heures. Toutefois le cadet peut être assigné selon un horaire journalier composé de deux quarts de travail (horaire brisé). Chacun de ces quarts de travail est d'une durée de **4h00.** Dans ce cas, le cadet policier n'a pas de période de repas mais il reçoit le paiement de l'équivalent d'une période de repas rémunérée de 30 minutes à temps régulier pour l'ensemble de sa journée de travail.

HEURES DE REPAS

1.16 Le cadet policier qui travaille quatre heures et plus dans une journée (sauf dans le cas particulier du paragraphe **1.15)**, a droit à une période de repas d'une heure dont 30 minutes payées.

Le cadet policier qui n'a pu bénéficier de sa période de repas en raison des exigences du Service reçoit une rémunération équivalente à une heure de travail au taux du temps supplémentaire.

1.17 **Les policiers cadets bénéficient de l'article 5.06 de la convention collective.**

SALAIRES

1.18 Le cadet policier est rémunéré sur une base horaire selon les taux suivants :

1er janvier **2022**	**16,56 $**
1er janvier **2023**	**18,36 $**
1er janvier **2024**	**18,75 $**
1er janvier **2025**	**19,22 $**
1er janvier **2026**	**19,70 $**

La prime de métropole prévue dans l'article III de la convention collective s'applique aux cadets policiers.

TEMPS SUPPLÉMENTAIRE

1.19 **T**out travail effectué par le cadet policier au-delà de **huit heures et demie (8,5 heures) au cours d'une même journée** ou de 40 heures par semaine est rémunéré à raison d'une fois et demie son taux horaire régulier.

JOUR DE PAIE

1.20 Le cadet policier est payé selon la période de paye prévue à la convention collective.

VACANCES

1.21 Le cadet policier reçoit, à chaque paie, pour tenir lieu de vacances, un montant équivalent à quatre pour cent (4%) de son salaire.

CONGÉS SOCIAUX

1.22 Le cadet policier bénéficie des congés sociaux et autres congés prévus dans la Loi sur les normes du travail et autres législations applicables.

LÉSIONS ET MALADIE PROFESSIONNELLE

1.23 Le cadet policier victime d'une lésion ou d'une maladie professionnelle reçoit les bénéfices prévus dans la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

ASSISTANCE JUDICIAIRE ET PROTECTION

1.24 Le cadet policier bénéficie de l'assistance judiciaire et de la protection prévue dans l'article 26.00 de la convention collective.

UNIFORME ET ÉQUIPEMENT

1.25 Le cadet policier reçoit les uniformes et équipement prévus à la politique du Service le concernant. Ces uniformes doivent être conformes aux besoins opérationnels, notamment le port du walkie-talkie.

GRIEFS

1.26 La procédure de grief prévue dans l'article XXVII de la convention collective s'applique au cadet policier pour les matières prévues aux présentes ; elle s'applique également à l'égard de toute mesure administrative ou disciplinaire à compter du jour où le cadet policier a complété deux années de service.

AVIS DE LA FRATERNITÉ

1.27 Le cadet policier est libéré pour une période de trois heures afin de rencontrer les représentants de la Fraternité à l'occasion de son embauche.

Au 31 décembre de chaque année le Service transmet à la Fraternité une liste des cadets qui sont toujours à son emploi, en indiquant pour chacun, le nombre d'heures de travail accomplit au cours de cette même année.

FORMATION

1.28 Toute formation donnée aux cadets policiers avant leur embauche est assujettie aux dispositions de la Loi sur les normes du travail. Par ailleurs, toute mésentente à ce sujet est assujettie à la procédure de règlement des griefs prévus dans l'article XXVII de la convention collective.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ENTENTE INTERVENUE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

1.00 Les parties conviennent de reproduire un comité paritaire composé de deux représentants de la Fraternité et de deux représentants du Service ayant pour mandat d'étudier les questions relatives à la réorganisation du travail au Service.

2.00 Les parties s'engagent à la recherche commune de gains de productivité possibles découlant de la réorganisation du travail.

3.00 Dans l'éventualité de gains de productivité réels et mesurables, ceux-ci seront partagés entre les policiers et les contribuables.

4.00 Les parties s'engagent à établir les paramètres d'un plan de carrière.

5.00 Afin de réaliser son mandat, le comité étudiera les questions suivantes :

- réorganisation du travail au Service;
- travail partagé;
- opportunité de constituer à l'intérieur du Service, une force de réserve;
- opportunité pour un policier de travailler en uniforme pour des organisations faisant appel à ses services en dehors des heures régulières de travail;
- révision des modalités et les exigences d'accès aux différents grades et différentes fonctions;
- opportunité de confier à des agents certains types d'enquêtes et de prévoir pour ces agents le niveau de rémunération approprié;
- étude des descriptions d'emploi et du système de promotion le tout en tenant compte des dispositions de l'article XXXVII de la convention collective;

- toute question concernant les policiers temporaires, la répartition des recrues lors de l'embauche des contingents et des cadets policiers;

- dans le cas des cadets policiers, les questions étudiées par le comité comprennent leur niveau de supervision lorsqu'ils travaillent en vélo;

- toute question relative à la patrouille solo en référence au paragraphe **26.22** de la convention collective;

- toute question concernant les fonctions d'agent de liaison et de superviseur d'agent de liaison;

- projet pilote en vue de procéder à 2 mutations générales non sélectives par année.

6.00 Les dispositions de l'Annexe K de la convention collective précédente prévoyant la négociation et l'arbitrage de la mésentente relative à la parité salariale entre les superviseurs et les superviseurs de quartier sont remplacées par les dispositions d'une lettre d'entente intervenue entre les parties à l'occasion du renouvellement de la convention collective. Cette lettre d'entente fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE L BANQUE PRÉ RETRAITE ET AUTRES BANQUES DE TEMPS

Les dispositions de l'annexe L de la convention collective précédente prévoyant les conditions relatives à l'établissement d'une Banque pré retraite de même que les droits, bénéfices et avantages qui y sont associés, sont abrogées, à compter de la signature de la convention collective et remplacées, par une lettre d'entente prévoyant la liquidation de ladite Banque, qui fait partie intégrante de la convention collective. Cependant, aux seules fins de l'interprétation et de l'application de cette lettre d'entente, les parties ont reproduit dans une annexe à celle-ci, les dispositions de l'Annexe L de la convention collective précédente. Par ailleurs, les autres dispositions de la convention collective précédente portant sur la Banque pré-retraite, sont intégrées dans ladite lettre d'entente de la même manière que si celles-ci étaient reproduites au long, mais aux seules fins de l'interprétation et de l'application de cette lettre d'entente.

Les parties ont également convenues dans une lettre d'entente intervenue à l'occasion du renouvellement de la convention collective, de la liquidation de la Banque de Maladie Réserve et Maladie Ancien et Nouveau Régime, de même que la liquidation de la Banque de Temps Supplémentaire établies dans le cadre des conventions collectives précédentes. Cette lettre d'entente fait partie intégrante de la convention collective. Les dispositions de la convention collective précédente relatives à chacune de ces banques sont intégrées dans ladite lettre d'entente de la même manière que si celles-ci étaient reproduites au long, aux seules fins de l'interprétation et de l'application de cette lettre d'entente.

ANNEXE M **MISSION INTERNATIONALE**

Mission internationale : vise tout policier qui travaille sous l'autorité d'un organisme, institution, service ou autre entité que le Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre d'une mission internationale.

1. Pendant toute la durée de la mission internationale, la Ville de Montréal est réputée demeurer l'employeur du policier sans égard à l'endroit où le travail est exécuté.

2. L'employeur continue de payer au policier son salaire et ses avantages de la même manière que celle prévue dans la convention collective durant toute la période pendant laquelle il est en mission internationale.

3. Toutes les dispositions de la convention collective continuent de s'appliquer au policier pendant toute la durée de la mission internationale à l'exception de celles portant sur le temps supplémentaire, les horaires de travail, les tâches reliées au grade, l'allocation vestimentaire et les primes de relève.

4. À défaut par le *Service des déploiements internationaux de la Gendarmerie royale du Canada* (SDI-GRC) de le faire, l'employeur s'engage à prendre à ses frais une assurance au bénéfice du policier couvrant les soins médicaux et hospitaliers en cas de blessure ou maladie et les frais de rapatriement lorsque le policier est à l'extérieur du territoire.

5. Toute entente conclue entre l'employeur et un tiers portant sur les missions internationales doit être portée à la connaissance de la Fraternité avant son entrée en vigueur. Lorsque l'entente est conclue par écrit, cette entente doit être transmise à la Fraternité sans délai ainsi que toutes modifications qui y sont apportées au fur et à mesure de même que les polices d'assurance prises au bénéfice du policier.

6. L'Employeur se porte garant envers le policier des obligations contenues à toute entente conclue entre lui et un tiers que le tiers ferait défaut de respecter. Le cas échéant, l'employeur est responsable du paiement envers le policier des dommages qui lui sont causés. Dans le cas où l'employeur refuse d'assumer ces obligations, la procédure d'arbitrage prévue à la convention collective s'applique et la Fraternité peut déposer un grief de la même manière que s'il s'agissait d'un avantage prévu dans la convention collective.

7. Période de transition lors du retour de mission : à son retour de mission, le policier bénéficie d'une période de 10 jours de congé payé qui doit être prise dès son retour de façon à correspondre à ses 10 prochaines journées de travail selon son programme de travail habituel.

8. Avant son retour au travail au SPVM, le policier doit subir un examen médical. À cette fin, une journée additionnelle de congé payé lui est accordée.

9. Toutes les lois québécoises applicables en matière de relations de travail continuent de s'appliquer.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE N **TARIF DES PROCUREURS**

1.00 Les parties conviennent, en application du paragraphe 26.00 de la convention collective, que l'Employeur paiera au procureur choisi par le policier, le tarif horaire suivant *lorsque le policier fait l'objet de poursuite au criminel*:

- **Dix ans de pratique et moins : 200 $**
- **Onze ans à quinze ans de pratique : 280 $**
- **16** ans et plus de pratique : **400 $**

2.00 Les parties conviennent, en application du sous-paragraphe d) du paragraphe 26.00 de la convention collective concernant les dossiers devant une instance provinciale chargée de faire respecter la déontologie **ainsi que lors des enquêtes du BEI ou lors d'une d'enquête du coroner**, que l'Employeur payera au procureur choisi par la Fraternité le tarif horaire suivant :

- **Cinq ans et moins de pratique : 125 $**
- **Six ans à dix ans de pratique : 170 $**
- **Onze ans à 15 ans de pratique : 225 $**
- **16** ans et plus de pratique : **255 $**

3.00 Les tarifs horaires incluent les petits débours tels que les photocopies, la recherche en ligne, les frais de déplacements et de stationnements.

4.00 Les tarifs horaires prévus **à l'article 2.00** sont indexés de la façon suivante :

- Au 1er janvier **2025**, les taux horaires sont ajustés (arrondi au dollar près) selon l'indice des prix à la consommation (IPC) annualisé à Montréal pour l'année **2024**
- Au 1er janvier **2026**, les taux horaires sont ajustés (arrondi au dollar près) selon l'indice des prix à la consommation (IPC) annualisé à Montréal pour l'année **2025.**

ANNEXE O **LOI 15**

L'entente intervenue entre la Fraternité des policiers et policières de Montréal et la Ville de Montréal à l'égard du régime de retraite des policiers de Montréal est faite sous réserve des pourvois entrepris par la Fraternité des policiers et policières de Montréal tant à l'égard de la validité de la Loi 15 (RRSM) qu'à l'égard de l'assujettissement dudit régime de retraite à ladite Loi 15.

En conséquence et à la première de l'une ou l'autre des deux éventualités ci-après mentionnées :

a) Advenant que par jugement en dernier ressort, il soit déterminé et jugé que la loi 15 (RRSM) ou que l'une ou l'autre des mesures de restructuration envisagées dans ladite Loi, telle qu'amendée, sont invalides et en violation de l'article 2 d) ou 3 des Chartes canadienne et québécoise sur les droits et libertés de la personne.

ou

b) Advenant que par jugement en dernier ressort, il soit déclaré que le régime de retraite des policiers de Montréal n'est pas assujetti à la Loi 15 (RRSM) telle qu'amendée.

Les parties conviennent d'apporter, le cas échéant, les correctifs requis afin de se conformer audit jugement, incluant le rétablissement des droits ainsi lésés et de bénéfices consentis en fonction des paramètres de la Loi 15 (RRSM) et, étant entendu, que du consentement mutuel, les parties pourraient convenir de n'apporter aucune correction, indépendamment de la finalité de ces pourvois entrepris par la Fraternité des policiers et policières de Montréal.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE P MODALITÉS PARTICULIÈRES CONCERNANT L'EMBAUCHE DE POLICIER EXTERNE

LETTRE D'ENTENTE
ENTRE
LA VILLE DE MONTRÉAL
ET
LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

MODALITÉS PARTICULIÈRES CONCERNANT L'EMBAUCHE DE POLICIER EXTERNE

1.00 Les parties conviennent que l'Employeur peut, selon certaines conditions ci-après énoncées, embaucher un policier détenant la formation initiale de patrouilleur gendarmerie de l'ENPQ ou la formation équivalente provenant d'un autre corps policier. Pour plus de précision, un policier provenant de la GRC rencontre cette condition.

2.00 Lorsque le policier provenant d'un autre corps de police possède un minimum de vingt-quatre (24) mois de service, celui-ci peut être embauché directement à titre de policier permanent, sous réserve des modalités particulières ci-après énoncées.

3.00 Afin de déterminer la durée du service d'un policier dans un autre corps policier, les modalités suivantes s'appliquent.

a) Un policier externe peut additionner le service qu'il a cumulé dans plus d'un corps policier.

b) Le service du policier externe, pour les fins du quantum de vacances et de l'intégration dans l'échelle de salaire est déterminée par tranche complète de douze (12) mois de service. Douze (12) mois de service dans un ou plusieurs autres corps policiers équivalent à 1638 heures travaillées. À titre d'exemple, pour revendiquer vingt-quatre (24) mois de service, un policier externe doit avoir travaillé à titre de policier dans un autre corps policier un minimum de 3276 heures travaillées. De même, considérant que les années de service sont créditées par tranche de douze (12) mois, un policier externe qui a travaillé dans un autre corps policier 4000 heures, se voit lui aussi reconnaitre vingt-quatre (24) mois de service.

c) Il est de la responsabilité du policier externe de fournir l'ensemble des documents permettant à l'Employeur de déterminer son service dans un autre corps policier. Seuls les documents et informations fournis avant son entrée en fonction peuvent servir à déterminer son service dans un autre corps policier.

d) Une fois la durée de service du policier externe déterminée, celle-ci est convertie en une date de service utilisé uniquement aux fins de changement d'échelon salarial

selon l'article II et pour déterminer les heures de vacances prévues à l'article XVII de la convention collective.

e) L'Employeur intègre le policier externe dans l'échelle salariale en fonction de sa date de service ci-avant déterminée et il progresse par la suite conformément à la convention collective.

f) Sous réserve des modalités particulières prévues à la présente annexe, le policier bénéficie de tous les droits et est assujetti à toutes les obligations prévues à la convention collective et ce, conformément à la date d'ancienneté qui lui est attribuée selon l'article XXXV de la convention collective.

g) Pour ce qui est du policier externe qui n'est pas embauché à titre de policier permanent, celui-ci est traité comme une nouvelle embauche conformément aux dispositions applicables pour le constable auxiliaire permanent.

LETTRE D'ENTENTE
ENTRE
LA VILLE DE MONTRÉAL
ET
LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

Nonobstant les dispositions pertinentes de l'article XXI de la convention collective, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Le policier considéré en absence sans justification médicale par l'Employeur peut se prévaloir des dispositions de la présente entente dans le cas où son médecin et celui de l'Employeur énoncent des opinions médicales différentes.

2. Dans un tel cas, le médecin-arbitre est choisi conjointement par la Fraternité des policiers et l'Employeur, à même la liste annexée aux présentes.

3. Ce choix est définitif et lie les parties.

4. Les parties transmettent au médecin-arbitre toute documentation médicale pertinente afin d'appuyer leur position respective dans les trente (30) jours de sa nomination. Dans tous les cas, le médecin-arbitre rencontre, examine et évalue la personne visée par l'arbitrage médical dans les quinze (15) jours de sa nomination.

5. Sous réserve du paragraphe 4 de la présente entente, le médecin-arbitre décide sur dossier médical seulement.

6. Dans les quarante-cinq (45) jours de sa nomination, le médecin-arbitre rend sa décision. À défaut de respecter ce délai et de justifier une demande d'extension de délai auprès des parties, le médecin-arbitre sera dessaisi du dossier.

7. La décision du médecin-arbitre est sans appel et lie les parties.

8. Les honoraires professionnels seront partagés également entre les parties.

9. Dès que le policier avise l'Employeur qu'il recourt à l'arbitrage médical, il a droit à la rémunération prévue dans l'article XXI.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE R **PRÊT DE SERVICE**

Prêt de service : vise tout policier qui, à la demande de l'employeur, travaille sous l'autorité d'un organisme, institution, service ou autre entité que le Service de police de la Ville de Montréal, à l'intérieur des limites territoriales du Canada, pour une période de 12 mois consécutifs et plus.

Lorsque le prêt de service est d'une durée de moins de 12 mois consécutifs, les parties doivent négocier et conclure une entente sur les conditions qui sont applicables à ce prêt de service.

1. Pendant toute la durée du prêt de service la Ville de Montréal est réputée demeurer l'employeur du policier sans égard à l'endroit où le travail est exécuté.

2. L'employeur continue de payer au policier son salaire et ses avantages de la même manière que celle prévue dans la convention collective durant toute la période pendant laquelle il est en prêt de service.

3. Toutes les dispositions de la convention collective continuent de s'appliquer au policier pendant toute la durée du prêt de service, sous réserve des conditions particulières de travail énoncées au contrat intervenu entre le policier et le tiers, à la condition que la Fraternité ait préalablement donné son accord.

4. Lorsque l'entente entre l'employeur et le tiers comporte des dispositions plus avantageuses que celles prévues à la convention collective à l'endroit du policier, celui-ci, à son choix, détermine la condition qu'il veut se voir appliquer.

5. Toute entente conclue entre l'employeur et un tiers portant sur les prêts de service doit être portée à la connaissance de la Fraternité avant son entrée en vigueur. Lorsque l'entente est conclue par écrit, cette entente doit être transmise à la Fraternité sans délai ainsi que toutes modifications qui y sont apportées au fur et à mesure de même que les polices d'assurance prises par l'employeur au bénéfice du policier.

6. L'Employeur se porte garant envers le policier des obligations contenues à toute entente conclue entre lui et un tiers que le tiers ferait défaut de respecter. Le cas échéant, l'employeur est responsable du paiement envers le policier des dommages qui lui sont causés. Dans le cas où l'employeur refuse d'assumer ces obligations, la procédure d'arbitrage prévue à la convention collective s'applique et la Fraternité peut déposer un grief de la même manière que s'il s'agissait d'un avantage prévu dans la convention collective.

7. Le policier qui doit subir un examen médical avant son retour au travail au SPVM le fait sur le temps du Service. À cette fin, une journée de congé payée lui est accordée.

8. Toutes les lois québécoises applicables en matière de relations de travail continuent de s'appliquer.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE S **ESCOUADE CANINE**

Les dispositions de la convention collective s'appliquent aux policiers qui travaillent dans l'escouade canine sous réserve des dispositions contenues dans la présente entente.

1. Tâches

1.1 Les activités de l'escouade canine couvrent notamment les domaines suivants :

- Réponse aux appels de service;
- Patrouille préventive et dissuasive;
- Recherche de personnes ou d'objets;
- Recherche et détection de stupéfiants, d'explosifs et d'armes à feu;
- Participation à des perquisitions, recherches d'objets etc.;
- Fouille de grands espaces;
- Dépistage;

1.2 Le maitre-chien et son chien forme une équipe de patrouille spécialisée. Les mandats opérationnels confiés à cette équipe spécialisée viennent des unités d'enquêtes de stupéfiants, des centres d'enquête ou de toute unité du Service nécessitant leur service.

1.3 Le maitre-chien peut être appelé à répondre à l'ensemble des appels confiés aux patrouilleurs-solos sur la 2e et 3e relève. Le maitre-chien ne répond à aucun appel lorsqu'il travaille sur la 1ère relève.

1.4 Le maître-chien est considéré en devoir dans tous les cas où il doit, en dehors de ses heures régulières et après autorisation de son supérieur, se déplacer avec son chien pour des soins vétérinaires. Le cas échéant, les dispositions de l'article 10 de même que toute autre disposition de la convention collective s'appliquent en les adaptant.

2. Horaire de travail

Le maître-chien évolue sur le programme 21.14 :35, sur les 2e, 3e relève et relève intermédiaire.

3. Processus de sélection

3.1 En référence à l'Annexe B de la Pr. 429-5, le policier doit satisfaire aux préalables établis.

4. Dispositions pour le véhicule

4.1 Le maître-chien doit posséder un véhicule pouvant contenir une cage ou un dispositif de retenue pour chien;

4.2 L'employeur rembourse au maître-chien les coûts du kilométrage pour l'utilisation de son véhicule personnel lorsqu'il transporte un chien du Service pour tout motif relié au travail; ces coûts sont déterminés selon les politiques en vigueur à la Ville de Montréal.

5. Soins, entretien et garde du chien

5.1 Chacun des chiens est sous la responsabilité d'un maitre-chien;

5.2 Le maître-chien doit demeurer dans une résidence permettant l'installation d'un chenil extérieur ; à l'exception des périodes de vacances annuelles, le chien réside donc au domicile du policier et ce, en permanence;

5.3 Le Service fournit au maître-chien tout l'équipement nécessaire à l'entretien, à l'entrainement et au transport du chien de même que la nourriture de ce dernier;

5.4 Lors du retrait de l'animal des opérations policières, les policiers de l'unité se voient offrir prioritairement la possibilité d'acquérir l'animal dont ils avaient la responsabilité.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE T **COMITÉ AVISEUR**

LETTRE D'ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL INC.

Les parties conviennent de la formation d'un comité aviseur composé de deux représentants du Service et de deux représentants de la Fraternité. Le comité a pour mandat :

- De conseiller la direction du Service sur la mise en place d'un processus d'assistance judiciaire au policier qui fait l'objet d'une enquête par suite d'actes posés dans l'exercice de ses fonctions de policier ou d'agent de la paix.
- De conseiller la direction du Service sur les modalités de réaffectation administrative des policiers relevés de leurs fonctions.
- De conseiller la direction du Service au niveau de l'application du paragraphe 26.00 relativement à la faute lourde.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE U AGENT DE QUARTIER SOLO ET FONCTIONS SANS PRESTATION DE TRAVAIL SUR LA PREMIÈRE RELÈVE

ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT l'évolution des besoins opérationnels du SPVM;

CONSIDÉRANT **l'Annexe AAA concernant l'implantation de la nouvelle cartographie des programmes de travail dans les postes de quartier ;**

CONSIDÉRANT que la nouvelle cartographie implique notamment **des** programmes de travail ne comprenant pas ou peu de prestation de travail sur la première relève.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes;

2. **Conformément à la convention collective 2015-2021, l'Employeur devait maintenir cent vingt-huit (128) postes de travail pour la fonction d'agent de quartier solo et chacun de ces postes devait être comblé. Les parties conviennent qu'en vue de l'implantation des nouveaux horaires, tel que défini à l'Annexe AAA, et des besoins du services, 84 des 128 postes de solos seront convertis, par attrition, de la manière suivante :**

    i) 52 postes d'agents de quartier solos sont convertis en postes d'agents de quartier en vue de la création d'une 6^{ième} équipe de travail à l'occasion de l'implantation de l'horaire 35.35 :70 dans les PDQ 20, 21, 26, 38 et 39. Ainsi, lorsqu'un poste d'agent de quartier solo devient vacant, il est transféré à titre d'agent de quartier dans l'un de ces postes de quartier.

Afin de balancer le nombre d'agents de quartier solo suite aux attritions, lors des mutations générales, l'Employeur peut transférer de poste de quartier les agents de quartier solo. En premier lieu, ces transferts seront effectués de façon volontaire parmi les agents de quartier solo des PDQ identifiés par le Service. À défaut de volontaires, l'Employeur procédera par ordre inversée d'ancienneté au niveau des postes des PDQ identifiés.

Advenant que l'employeur n'ait pas été en mesure de transférer les 52 postes par attrition en date de la mise en place des programmes de travail 35.35:70 conformément à la séquence de transition prévue à l'Annexe AAA, l'Employeur procédera tout de même au changement de programme de travail. L'Employeur maintiendra son processus d'attrition jusqu'à ce que ce nombre soit atteint pour les fins d'implantation dudit programme de travail.

Suite à la signature la convention collective, l'Employeur s'engage à créer une fonction d'agent de quartier – patrouilleur à pied. Les huit (8) agents de quartier étant actuellement affectés à la patrouille à pied seront mutés dans cette nouvelle fonction de façon permanente. Cette fonction est sur le programme de travail des agents de quartier solos, tel que défini à l'Annexe A-10.

Mécanique de comblement des postes de patrouilleurs à pied

A compter de l'automne 2023, l'Employeur procédera en premier lieu par un appel de candidature parmi les agents de quartier solos actuels. À défaut de volontaires en nombre suffisant, l'employeur transférera par attrition des postes d'agents de quartier solos jusqu'à ce qu'on ait atteint, en incluant les volontaire, 32 postes d'agents de quartier solos convertis en postes d'agents de quartier – patrouille à pied.

ii) Le transfert par attrition de postes d'agents de quartier solos en poste d'agents de quartier – patrouille à pied peut s'effectuer avant les transferts de postes au PDQ 20, 21, 26 38 et 39 mentionné au paragraphe i) ci-dessus.

iii) Par conséquent, suite à l'application des paragraphes i) et ii) ci-dessus, l'Employeur s'engage à maintenir quarante-quatre (44) postes de travail pour la fonction d'agent de quartier solo et chacun de ces postes doit être comblé.

3. **Le service s'engage à maintenir en tout temps 350 postes dans des fonctions qui ne requièrent pas de prestation de travail sur la première relève et 300 postes dans des fonctions avec peu de prestation de travail sur la première relève. Dans les 30 jours de la signature de la convention collective, et durant le mois de janvier de chaque année, le Service envoie à la Fraternité une liste des employés détenant un poste qui ne requièrent pas ou peu de prestation de travail sur la première relève.**

4. Le Service s'engage à faire aucune nomination de constable auxiliaires permanent à constable permanent dans les PDQ 4, 10, 12, 45 et 7 sauf s'il y n'y a aucune demande de mutation pour

occuper les fonctions d'agent de quartier laissés vacantes dans ces PDQ. Toutefois, conformément à ce qui est prévu à la convention collective, un constable auxiliaire permanent peut occuper de façon temporaire la fonction d'agent de quartier dans les postes concernés;

5. L'agent de quartier solo est détaché de la première relève. Il est attaché à son équipe et travaille en alternance sur la 2e et la 3e relève. S'il devait y avoir plus d'un agent de quartier solo par équipe, ceux-ci sont répartis sur les 2e et 3e relèves;

6. Les agents de quartier solos sont mutés par ancienneté générale;

MODALITÉS PARTICULIÈRES POUR LES AGENTS DE QUARTIER SOLO DES POSTES 4, 10, 12, 45, ET 7

7. Les vingt-quatre (24) agents solos affectés, à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective, sur l'horaire 35.35/70 dans les postes de quartier 4, 10, 12, 45 et 7 poursuivent sur le même horaire et selon les mêmes conditions de travail que l'horaire qui s'applique en date de l'entrée en vigueur de la convention collective. Ceci implique que leurs choix de vacances s'effectuent à l'intérieur de leur groupe de travail et qu'ils bénéficient du même nombre de fins de semaine que leur équipe de travail;

MODALITÉS PARTICULIÈRES POUR LES AGENTS DE QUARTIER SOLO DES AUTRES POSTES DE QUARTIER

8. Pour ce qui est des agents de quartier solos des PDQ non énumérés au paragraphe précédent, ceux-ci **ont pour** programme de travail 21.14 :35 sur un horaire de 8 h 30 qui ne comporte pas de travail de première relève. Ils travaillent cinq (5) fins de semaine sur vingt (20) semaines. Ils sont affectés sur le groupe 6 de travail. L'horaire de travail de fins de semaine est de 10 h à 18 h 30. L'horaire de travail et ses modalités sont joints à la présente annexe;

9. Les périodes de vacances sont choisies à une proportion de 50 % entre les agents de quartier solo sous réserve du paragraphe **7** pour les PDQ 4, 10, 12, 45, et 7.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA FONCTION D'AGENT DE QUARTIER TRAVAILLANT SUR L'HORAIRE 35-35-70 DES PDQ 4, 10, 12 ET 45

10. Il est convenu que les programmes de 9 h 45 de travail des sergents, agents de quartier solo, agents séniors et agents de quartier sur les équipes de travail pour les postes de quartier 4, 10, 12, 45, existant en date de l'entrée en vigueur de la convention collective sont maintenus, confirmant ainsi l'horaire sur la relève de jour (2e) et de soir (3e). En ce qui concerne le lieutenant, les agents sociocommunautaires, les agents de quartier sécurité routière, les policiers travaillant sur le MAP et les policiers affectés à d'autres types de patrouilles des PDQ 4, 10, 12, et 45, ces derniers sont assujettis à un horaire de 8 h 30 sur un programme 21-14-35 ;

11. Pour ce qui est des programmes de travail pour les postes de quartier 4, 7, 10, 12 et 45 les conditions suivantes s'appliquent ;

i) Nonobstant les dispositions du paragraphe 8.00 c) alinéa 7 de la convention collective, le jumelage de deux (2) agents de quartier, en raison du fait que chacun d'entre eux se trouve en excédant d'un nombre pair d'agents de quartier duo, est permis sur les 3 relèves afin de répondre aux appels sur les deux (2) territoires, si ces deux agents de quartier sont attachés à des postes de quartier limitrophes ou à des postes de quartier limitrophes par le fait du regroupement de PDQ prévu plus haut ;

ii) Nonobstant les dispositions du paragraphe 10.01 a) de la convention collective, dans le cas du programme de travail 35.35/70 applicable au poste de quartier 7, toute affectation sur un autre sous-groupe de travail peut se faire après un avis donné lors de la journée ouvrable précédente sans que cela soit considéré comme un rappel en devoir ;

REGROUPEMENT DE CERTAINS POSTES DE QUARTIER POUR LA PREMIÈRE RELÈVE

12. Les postes de quartier 3 et 4 sont regroupés pour former un seul poste de quartier mais à des fins opérationnelles seulement, et ce, exclusivement sur la 1re relève ; il en est de même pour les postes de quartier suivants : 12-15, 10-27, 45-49 ; de plus, les conditions suivantes s'appliquent :

i) Les superviseurs en devoir ou leur remplaçant sont chargés de la supervision des deux territoires ainsi regroupés;

ii) Nonobstant les dispositions du paragraphe 10.00 a) de la convention collective, le policier de la première relève dans les postes de quartier 3, 11, 15, 27, 49 peut être appelé à poursuivre en temps supplémentaire dans le poste avec lequel il est regroupé. Dans ce cas, il n'est pas considéré comme étant assigné au sens de l'article 8 de la convention collective;

Également, le programme de travail de 9 h 45 du poste de quartier 7 existant à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective est maintenu dans son intégralité. Les agents de quartier, les agents de quartier solos, les agents séniors et les sergents poursuivent leur horaire de 9 h 45, tandis que le lieutenant, les agents sociocommunautaires, les agents de quartier sécurité routière, les policiers travaillant sur le MA**P** et les policiers affectés à d'autres types de patrouilles, poursuivent leur travail sur l'horaire de 8 h 30 sur un programme de travail de 21-14-35.

13. **Considérant la mise en œuvre de nouveaux horaires de travail dans le cadre de la présente convention collective, la Ville s'engage, malgré toute autre disposition de la convention collective, en cas de fusion de PDQs ayant un horaire autre que le 21-14-35, à prendre les mesures nécessaires afin de respecter les ratios de PDQs ayant différents programmes d'horaires sur le territoire. L'objectif est de trouver des solutions qui**

évitent ou réduisent l'impact négatif d'une fusion ou d'une modification de programme de travail sur les horaires.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE V **GRILLE APPLICABLE AUX MESURES PROVISOIRES OU TEMPORAIRES ARTICLE 27.20 DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

SITUATIONS			OPTIONS					NOTES SUPPLÉMENTAIRES
			F. H.	A. T.	SUSPENDU			
					P. T.	D. T.	S. T.	
ENQUÊTE			X	X	X			
ACCUSATION								
	Lois statutaires, en déontologie et en discipline		X	X	X			
	Actes criminels et infractions mixtes	** reliés à l'exercice de ses fonctions	X	X	X			
	Actes criminels et infractions mixtes poursuivis sur acte criminel	Non reliés à l'exercice de ses fonctions	X	X		X		*** Remboursement du demi-traitement si acquittement, libération ou si procédure de mise en accusation transformée par voie sommaire
	Actes criminel et infractions mixtes poursuivis sur acte criminel	Non reliés à l'exercice de ses fonctions					X	Si conditions remise en liberté font qu'il ne peut plus fournir sa prestation de travail ; la révision des conditions de remise en liberté entraine la révision de la mesure administrative
	Infractions mixtes poursuivis par voie sommaire	Non reliés à l'exercice de ses fonctions	X	X	X			
VERDICT								
	Culpabilité sur acte criminel						X	* Jusqu'à la décision disciplinaire ou déontologique ou un maximum de 90 jours

	Culpabilité sur infraction mixte ou acte criminel par voie sommaire ou aux lois statutaires ou lois statutaires	X	X	X			Pour les infractions mixtes ou actes criminels par voie sommaire, jusqu'à la décision disciplinaire ou déontologique
	Acquittement	X	X	X			
EMPRISONNEMENT							
	Après la comparution jusqu'au verdict, tant qu'il y a détention					X	
	Après sentence, tant qu'il y a détention					X	* Jusqu'à la décision disciplinaire ou déontologique
APPEL demandé par la Couronne après acquittement		X	X	X			Jusqu'à la décision de la Cour d'Appel
Appel demandé par le policier après condamnation et verdict						X	
Accusations multiples ****							

Note : Cette grille est applicable à tous les policiers, incluant ceux en maladie.

Légende : F.H. : Fonctions habituelles

A.T. : Assignation ou affectation provisoire ou temporaire

P.T. : Plein traitement

D.T. : Demi-traitement

S.T. : Sans traitement

* Si la décision disciplinaire ou déontologique n'est pas rendue après quatre-vingt-dix (90) jours, selon le cas, il retrouve son statut d'avant verdict jusqu'à cette décision.

** L'expression « reliés à l'exercice de ses fonctions ou au statut d'agent de la paix » a le même sens que celui qui en est donné dans le paragraphe 27.20 de la convention collective.

*** Le policier accusé par acte criminel est également remboursé du demi-traitement dès son acquittement ou sa libération ou l'abandon des procédures criminelles, dès que la procédure de mise en accusation est modifiée en accusation par voie sommaire ou dès qu'il est reconnu coupable sur une accusation modifiée en infraction sommaire.

**** Avant condamnation, en cas d'accusations multiples, l'option applicable est celle dont l'accusation en relation avec la situation relative à l'exercice des fonctions, est la moins favorable au policier. Exemple : un policier qui est accusé d'un acte criminel par voie sommaire alors qu'il est dans l'exercice de ses fonctions mais qui est aussi accusé d'un autre acte criminel par acte criminel alors qu'il n'est pas dans l'exercice de ses fonctions reçoit le demi-traitement.

ANNEXE W CHARTE SUR LES HEURES EXCÉDENTAIRES EN FORMATION

TITRE DU COURS	NUMÉRO RÉF.	SPVM
Activité en intégration policière	CRI-1011	10
Actualisation des connaissances du patrouilleur	PAG-1003	4
Agent d'infiltration	ENQ-2017	70
Alco Sensor IV le moniteur	SER-2008	2
Cinémomètre Laser	SER-1010	4
Cinémomètre Laser requalification	SER-1011	2
Cinémomètre Laser, le moniteur	SER-2002	5
Cinémomètre Laser, le moniteur requalification	SER-2003	2
Enquête sur des crimes à caractère sexuel	CRI-1009	4
Enquête sur des crimes économiques	CRI-1005	20
Entrevue filmée d'un suspect	CRI-1008	20
Fondements stratégiques de l'emploi de la force	FOR-2051	8
Imagerie numérique judiciaire	ENQ-1022	3
Interventions pédagogiques	COM-1005	8
Investigation d'une scène d'incendie	CRI-1016	10
Techniques d'enquête de collision	SER-1039	4

FORMATION CCP

TITRE DU COURS	NUMÉRO RÉF.	SPVM
Crime organisé	OCC	15
Gestion des cas graves (gestionnaire d'équipe)	GCGGE	25
Identité judiciaire	C I J	50
Technique d'enquête sur les crimes graves		5
Technique d'enquête sur les drogues	CTED	10

Si le nombre d'heures prévu à un syllabus de cours susmentionné est modifié à la hausse, le nombre d'heures d'étude augmentera uniquement si le syllabus prévoit un nombre d'heures d'étude supérieur à ce qui est prévu à la présente charte. Dans ce cas, le nombre d'heures d'étude prévu à la présente charte sera ajusté pour refléter le nombre d'heures d'étude déterminé au syllabus.

ANNEXE X **RÉGIME DE RETRAITE**

ENTENTE

Entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

Les négociations relatives au régime de retraite des policiers et policières de Montréal pourront débuter en même temps que les négociations relatives au renouvellement de la présente convention collective. À défaut par les parties d'en venir à une entente à cette occasion, le différent est assujetti aux dispositions de la *loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal au même titre que la convention collective*.

Il est entendu que le régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal de même que l'entente pouvant être conclue dans le cadre des négociations ou de la sentence du conseil de règlement des différends, le cas échéant, ne font pas partie de la convention collective. La présente Annexe n'a donc pas pour but ni pour effet de faire dudit régime de retraite une matière sur laquelle un arbitre de grief a compétence.

Malgré ce qui précède, la Fraternité se réserve tous ses droits de contester la compétence et la validité de la constitution du conseil de règlement des différends au plan constitutionnel.

ANNEXE Y MODALITÉS DE TRANSITION CONCERNANT CERTAINES FONCTIONS D'AGENT DE SOUTIEN DANS LES DIVISIONS, D'AGENT DE COMPARUTION OEUVRANT À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL (CMM), AGENT ET OFFICIER DE LIAISON ET D'ANALYSE TACTIQUE ET STRATÉGIQUE

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l'« Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT l'évolution des activités et des besoins du Service de police de la Ville de Montréal (Ci-après « SPVM »);

CONSIDÉRANT la transformation des fonctions et tâches au sein du SPVM;

CONSIDÉRANT le droit de l'Employeur d'abolir ou de modifier des postes ou des fonctions;

CONSIDÉRANT QU' il est dans l'intérêt des deux parties de déterminer les modalités découlant de l'abolition ou de la transformation de certaines fonctions ou postes;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

   AGENT DE SOUTIEN OEUVRANT DANS LES DIVISIONS DU SPVM

2. L'Employeur abolira, par attrition, jusqu'à soixante (60) postes occupés par des constables dans les centres opérationnels afin de les transformer en auxiliaires-soutien ou **constables spéciaux** conformément à l'Annexe G de la convention collective;

3. Afin d'assurer une transition adéquate, les Parties conviennent que l'Employeur peut, suite au départ d'un policier, combler par assignation temporaire le poste ainsi libéré, et ce, jusqu'à ce que la Ville soit en mesure de combler les postes requis par des auxiliaires de soutien ou **des constables spéciaux.**

4. Cette assignation peut durer au-delà des périodes prévues au paragraphe 8 de la convention collective. Toutefois, l'Employeur doit aviser le policier de la fin de son assignation par un avis de quatre-vingt-dix (90) jours précédant la fin de son assignation;

   AGENT DE COMPARUTION OEUVRANT À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL (CMM)

5. L'Employeur abolira, par attrition, jusqu'à six (6) postes d'agent de comparution afin de les transformer en auxiliaire de soutien ou **constable spéciaux**, conformément à l'Annexe G de la convention collective;

6. Afin d'assurer une transition adéquate, les Parties conviennent que l'Employeur peut, suite au départ d'un policier, combler par assignation temporaire le poste ainsi libéré, et ce, jusqu'à ce que la Ville soit en mesure de combler les postes d'auxiliaire de soutien **ou de constable spéciaux** requis;

7. Cette assignation peut durer au-delà des périodes prévues à l'article VIII de la convention collective. Toutefois, l'Employeur doit aviser le policier de la fin de son assignation par un avis de quatre-vingt-dix (90) jours précédant la fin de son assignation;

   AGENT ET OFFICIER DE LIAISON, POUR LA COUR QU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE (CQCCP), LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE DE LA JEUNESSE (CQCJ) ET LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL (CMM)

8. L'Employeur abolira, par attrition, jusqu'à dix-neuf (19) postes de policier occupant les fonctions d'agent et officier de liaison, pour la Cour du Québec, la chambre criminelle et pénale (CQCCP), la Cour du Québec, la chambre de la jeunesse (CQCJ) et la Cour Municipale de Montréal (CMM);

9. La Fraternité reconnaît que l'Employeur peut combler ces postes par des personnes de l'extérieur de l'unité d'accréditation de la Fraternité;

10. Afin d'assurer une transition adéquate, les Parties conviennent que l'Employeur peut, suite au départ d'un policier, combler par assignation temporaire le poste ainsi libéré, et ce, jusqu'à ce que la Ville soit en mesure de combler les postes requis à l'extérieur de l'unité d'accréditation des de la Fraternité;

11. Cette assignation peut durer au-delà des périodes prévues au paragraphe 8 de la convention collective. Toutefois, l'Employeur doit aviser le policier de la fin de son assignation par un avis de quatre-vingt-dix (90) jours précédant la fin de son assignation;

    FONCTION D'ANALYSTE TACTIQUE ET STRATÉGIQUE

12. L'Employeur abolira, par attrition, jusqu'à un maximum de trente (30) postes de policiers occupant la fonction d'analyste tactique ou stratégique;

13. La Fraternité reconnaît que l'Employeur peut combler ces postes par des personnes de l'extérieur de l'unité d'accréditation de la Fraternité;

14. À l'égard des policiers qui exercent des fonctions d'analystes tactiques et stratégiques, les parties s'engagent, à revoir les tâches de ces fonctions afin, notamment, d'améliorer le lien entre les activités d'analyse tactiques et stratégiques et les activités policières;

PORTÉE DE LA LETTRE D'ENTENTE

15. Les parties conviennent que la présente lettre d'entente ne peut être interprétée de quelque manière que ce soit comme signifiant que la Ville de Montréal ne peut abolir un poste de travail ou une fonction couverte par le certificat d'accréditation détenu par la Fraternité. L'objet de la présente lettre d'entente est de définir les modalités associées à des transferts de tâches à des personnes qui ne sont pas dans l'unité de négociation de la Fraternité;

16. De la même manière, les parties conviennent que la présente lettre d'entente ne peut être interprétée comme constituant une forme de reconnaissance par la Fraternité que la Ville a le droit de transférer, par décision unilatérale, à des personnes de l'extérieur, des tâches couvertes par le certificat d'accréditation de la Fraternité;

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT QUE la fonction d'agent senior est abolie à compter de l'entrée en vigueur de la convention collective;

CONSIDÉRANT QUE malgré ce qui précède, les agents seniors en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective continuent d'occuper ladite fonction de la même manière que si celle-ci n'était pas abolie, le tout jusqu'à ce qu'ils cessent de l'occuper à l'occasion de leur mutation volontaire, de leur promotion ou de leur cessation d'emploi par congédiement, démission, mise à la retraite ou toute autre cause de départ;

CONSIDÉRANT QUE, en application de ce qui précède, les agents seniors encore en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective, continuent de bénéficier de toutes les conditions de travail, de tous les avantages, bénéfices et droits qui leur étaient reconnus avant l'abolition de ladite fonction;

CONSIDÉRANT l'accord des parties d'accorder les mêmes conditions de travail, avantages, bénéfices et droits aux agents de quartier, constables du GTI et à l'agent de la section surveillance physique qui sont sur la liste d'éligibilité d'agent senior à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective ;

CONSIDÉRANT la volonté des parties de remplacer la fonction d'agent senior dans deux (2) unités spécialisées, par la fonction d'agent d'amélioration continue et de contrôle de la qualité (ACCQ);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

2. Les parties conviennent d'abolir, en date de l'entrée en vigueur de la convention collective, la fonction d'agent sénior et par conséquent le Service cesse de nommer des policiers dans cette fonction sous réserve du paragraphe 6 de la présente lettre d'entente;

3. Tous les agents seniors en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective continuent d'occuper cette fonction de la même manière et avec les mêmes obligations que si celle-ci n'était pas abolie;

4. Lesdits agents seniors bénéficient des mêmes conditions de travail et de tous les droits, privilèges, bénéfices et avantages attachés à cette fonction avant que celle-ci ne soit abolie, le tout jusqu'à ce qu'ils cessent de l'occuper, ainsi que cela est prévu dans le deuxième considérant ;

5. Le salaire attaché à la fonction d'agent senior est de 103 % du salaire du constable première classe et les dispositions des articles II et III de la convention collective continuent de s'appliquer aux susdits agents seniors;

6. Un agent de quartier, un constable du GTI de même qu'un agent de la section surveillance physique qui est sur la liste d'éligibilité d'agent senior à la date de l'entrée en vigueur de la convention collective se voit accorder le droit d'être nommé à ladite fonction lorsque l'un des postes mentionné dans le paragraphe 3, devient vacant, soit dans tout PDQ pour les agents de quartier ou dans l'unité concernée du constable GTI ou de l'agent de la section surveillance physique, soit dans toute autre unité, à son choix ;

7. Le cas échéant, les paragraphes 2, 3 et 4 de la présente Entente s'appliquent à l'agent de quartier, le constable GTI et l'agent de la section surveillance physique, nommé en application de l'article 6, en les adaptant;

8. Une nouvelle fonction appelée « agent d'amélioration continue et de contrôle de la qualité (ACCQ) » est créée dès l'entrée en vigueur de la convention collective, en remplacement de la fonction d'agent senior, dans les deux (2) unités spécialisées suivante : le Groupe tactique d'intervention (GTI) et la section de la surveillance physique;

9. Dans chacune des deux (2) susdites unités spécialisées, il y a deux postes d'agent ACCQ et ceux-ci sont comblés en tout temps;

10. Le grade attaché à la fonction d'agent ACCQ est celui de constable;

11. Le salaire attaché à la fonction d'agent ACCQ est fixé à 103 % du salaire du constable 1ière classe;

12. Les dispositions des articles II et III de même que le paragraphe 24.02 c) de la convention

collective s'appliquent en les adaptant à l'agent ACCQ. Le cas échéant, les dispositions relatives à la prime de spécialité s'appliquent à l'agent ACCQ qui y a droit.

Exemple :

Agent de formation au GTI :

Salaire : 103 % salaire du constable 1ière classe

S'ajoutent ensuite dans l'ordre suivant : la prime de spécialité, la prime de métropole, le boni d'ancienneté et la prime de niveau de service;

13. Le Service avise sans délai la Fraternité de la création de tout nouveau module de formation et de contrôle de la qualité (MFCQ) et de sa décision d'assujettir ou non ledit module MFCQ aux dispositions de la présente Entente;

    Le cas échéant, les dispositions de la présente Entente s'appliquent à l'égard de ce module MFCQ;

14. L'article II de la convention collective est modifié en intégrant dans l'échelle salariale la fonction suivante : « agent d'amélioration continue et de contrôle de la qualité (ACCQ) » en remplacement de la fonction d'agent senior;

15. Lorsqu'il n'y aura plus d'agent sénior, les parties conviennent d'amender la convention collective afin d'y retirer toute référence à la fonction d'agent sénior.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE AA **CRÉATION D'UN COMITÉ PARITAIRE POUR LA MISE EN DISPONIBILITÉ**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

COMITÉ PARITAIRE SUR LA MISE EN DISPONIBILITÉ

Dans les trois (3) mois suivant la signature de la convention collective, l'Employeur et la Fraternité s'engagent à mettre en place un comité de travail afin de revoir la notion de disponibilité au sens du sous-paragraphe 10.07 de la convention collective dans l'ensemble des unités du SPVM.

Les parties reconnaissent qu'il est en effet dans leur intérêt mutuel d'uniformiser les pratiques en vigueur à l'échelle du SPVM et de prendre en compte les réalités nouvelles qui découlent des changements technologiques dans l'examen de la question relative à la mise en disponibilité des policiers. Les travaux du comité de travail pourront également porter sur les préoccupations de la Ville relatives au volontariat et à la réduction des coûts du temps supplémentaire dans le cadre du concept de mise en disponibilité.

Le comité de travail devra soumettre au Service ses recommandations aux parties dans les douze (12) mois suivant sa création.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE BB **CRÉATION DE POSTES DE SERGENTS DÉTECTIVES AU SEIN DES UNITÉS CRIMES DE VIOLENCE (CDV) ET SUR LA PÉRIODE TRANSITOIRE QUI EN DÉCOULE**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT l'intérêt des parties de convenir de la présente entente;

CONSIDÉRANT qu'au sein des unités Crimes de violence (CDV), les tâches d'enquête, effectuées en date des présentes, par des policiers qui détiennent le grade de constable, sont considérées comme des tâches qui relèvent normalement des tâches d'enquête effectuées par des policiers qui détiennent le grade de sergent détective;

CONSIDÉRANT la période de transition nécessaire à l'application des dispositions de la présente entente;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

   CONVERSION DES POSTES OCCUPÉS PAR DES CONSTABLES AU SEIN DES UNITÉS CDV

2. Tous les postes qui, en date de la présente entente, sont occupés par des policiers qui détiennent le grade de constables au sein des unités CDV, devront être progressivement occupés par des policiers qui détiennent le grade de sergent détective, le tout en fonction des dispositions qui suivent;

3. Le nombre de postes visé dans le paragraphe précédent, correspond au nombre de postes occupés par des constables au sein des unités CDV à la date de la ratification de la convention collective par les membres de la Fraternité, ce qui représente environ quarante (40) postes;

PÉRIODE DE TRANSITION

4. Les postes visés dans le paragraphe 1 seront progressivement comblés par des sergents détectives, par voie d'attrition, c'est-à-dire au fur et à mesure qu'ils deviendront vacants;

5. Dans l'intervalle, les constables continuent d'effectuer au sein des unités CDV, des tâches d'enquête qui relèvent normalement de policiers qui détiennent le grade de sergent détective;

6. Tous les constables des unités CDV sont considérés comme agissant « en fonction supérieure » au sens de la convention collective et sont rémunérés à ce titre, à compter de la signature de la convention collective ;

7. Durant la susdite période de transition, tout constable des unités CDV a prioritairement accès, par préférence à tout autre constable du SPVM :

   - à tout poste qui devient vacant au sein de l'unité Moralité ; le cas échéant, le poste est attribué au constable qui détient la plus grande ancienneté générale au sein du SPVM, parmi les constables des unités CDV;

   - à tout poste qui devient vacant au sein de ce qu'il est convenu d'appeler une « Équipe par projet » au sein des divisions du SPVM ; entre les constables des unités CDV le poste vacant est attribué de la manière suivante : le cas échéant, par ancienneté de division lorsqu'il y a plus d'un constable provenant de la même division que celle où est situé le poste vacant ; dans tout autre cas, par ancienneté générale ;

8. Un policier intéressé à postuler l'un ou l'autre des postes vacants visés dans le paragraphe 7, doit déposer une demande de mutation ; le SPVM transmet au policier un préavis avant de le muter et l'informe que cette mutation est régie par les dispositions du paragraphe 7.10 de la convention collective;

9. Le paragraphe 6 de la présente entente s'applique jusqu'à ce que la période couvrant les deux prochains processus de sélection au grade de sergent détective soit terminée, ce qui correspond à la date de la publication de la liste d'éligibilité qui résulte du deuxième processus de sélection;

10. Lorsque, en application du paragraphe 7 de la présente entente, le processus de sélection est considéré comme étant complété, les constables des unités CDV qui ne sont pas promus comme sergent détective, continuent d'agir en fonction supérieure et d'être rémunéré en conséquence, en attendant d'être réaffectés, prioritairement à tout autre constable du SPVM, soit dans l'unité Moralité, soit dans une Équipe par projet d'un Centre d'enquête. La réaffectation des constables des unités CDV se fait de la manière suivante :

    a) En se portant volontaire pour être muté à tout poste qui devient vacant au sein de l'unité moralité ; lorsque plus d'un constable de la même division se porte volontaire, la mutation est attribuée en fonction de l'ancienneté de division ; entre deux policiers qui ne sont pas de la même division, l'ancienneté générale devient le critère déterminant;

b) En l'absence de constable qui se porte volontaire pour occuper un poste vacant au sein de l'unité moralité, la réaffectation est faite par ordre inverse d'ancienneté générale, à l'égard de tout poste qui devient vacant au sein de cette unité;

c) En se portant volontaire pour être muté dans sa division, à tout poste vacant auquel un constable a accès au sein d'une équipe par projet d'un centre d'enquête ; lorsque plus d'un constable se porte volontaire, la mutation est attribuée en fonction de l'ancienneté de division;

d) En l'absence de constable qui se porte volontaire pour occuper dans sa division un poste vacant au sein d'une équipe par projet d'un centre d'enquête, la réaffectation est faite par ordre inverse d'ancienneté de division;

e) En se portant volontaire pour être muté dans une autre division que la sienne, lorsqu'un poste auquel un constable a accès au sein d'une équipe par projet d'un centre d'enquête devient vacant, et que dans cette division, il n'y a plus de constable à réaffecter ; lorsque plus d'un constable se porte volontaire, la réaffectation est faite par ordre inverse d'ancienneté générale parmi les constables des autres unités CDV;

f) En l'absence de constable qui se porte volontaire pour occuper dans une autre division que la sienne un poste vacant au sein d'une équipe par projet d'un centre d'enquête, la réaffectation est faite par ordre inverse d'ancienneté générale parmi les constables des autres unités CDV;

11. Le SPVM prend les moyens qui s'imposent pour informer adéquatement les constables des unités CDV de la vacance d'un poste dans un Centre d'enquête;

12. Le SPVM transmet au policier concerné un préavis avant sa réaffectation et l'informe que cette réaffectation est régie par les dispositions de l'article 7.10 de la convention collective;

DIVERS

13. Un constable des unités CDV qui désire être promu au grade de sergent détective demeure assujetti à la procédure de promotion à ce grade ;

14. Les constables des unités CDV font partie intégrante des groupes de sergent détectives de la même manière que s'ils détenaient ce grade aux fins de l'application des règles générales de la convention collective en matière d'absence, de congés, d'assignations, etc.;

15. Le SPVM peut recourir aux dispositions de l'article 8 de la convention collective et ainsi procéder à l'assignation d'un constable des unités CDV ; le cas échéant, le constable assigné en application du susdit article continue de recevoir le traitement correspondant à la fonction supérieure de sergent détective;

16. Le SPVM peut aussi recourir aux dispositions du paragraphe 24.06 de la convention collective et offrir un stage à un constable au sein d'une unité CDV ; dans le cadre de son stage, le constable agit en soutien aux opérations sous la supervision d'un sergent détective ou sous la supervision d'un constable en fonction supérieure;

17. La présente entente ne constitue pas un précédent et ne peut être invoqué à ce titre en aucune circonstance;

18. Tout grief ou litige relié à la création des unités CDV est retiré ou abandonné et considéré comme étant réglé de manière définitive et finale, dont quittance générale et finale pour le tout.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE CC **LIQUIDATION DES BANQUES DE MALADIE RÉSERVE ET MALADIE ANCIEN ET NOUVEAU RÉGIME ET BANQUE DE TEMPS SUPPLÉMENTAIRES**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

L'accumulation de toute banque de maladie réserve (prévu au sous-paragraphe b) du paragraphe 21.00 de la convention collective 2011-2015), maladie ancien régime (prévu au 2e alinéa du sous-paragraphe b) du paragraphe 21.00 de la convention collective 2011-2015), maladie nouveau régime (prévu au 2e alinéa du sous-paragraphe b) du paragraphe 21.00 de la convention collective 2011-2015) et toute banque de temps supplémentaire (sous-paragraphe b), c) et) du paragraphe 10.00 de la convention collective 2011-2015) cessent en date de l'entrée en vigueur de la convention collective.

La valeur des banques mentionnées au paragraphe précédent, en date de l'entrée en vigueur de la convention collective, est liquidée et versée au policier, en un seul versement, par dépôt direct. Sauf pour la liquidation de la banque de temps supplémentaire, le policier peut demander que le solde de ses banques prévues au paragraphe 1 soit versé dans un compte REER en autant qu'il s'agisse d'un compte ouvert auprès de la Caisse d'économie Desjardins des policiers.

La Ville de Montréal verse les sommes dues au policier dans les quatre-vingt-dix (90) jours de l'entrée en vigueur de la convention collective. Toutefois, le policier qui désire que les sommes mentionnées au paragraphe 2 soient versées dans son REER doit en aviser l'Employeur dans les soixante (60) jours suivant l'entrée en vigueur de la convention collective. Dans ce cas, la Ville de Montréal disposera de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la décision du policier pour lui verser les sommes dus en vertu de la présente lettre d'entente.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

1- Les parties conviennent de liquider la banque pré retraite établie en vertu de l'Annexe L de la convention collective en la manière et aux conditions prévues ci-après ;

2- Sans égard aux différentes situations, la liquidation de la valeur de la banque préretraite doit se faire selon la valeur réelle accumulée au 31 décembre 2017 ; de plus, l'accumulation de nouvelles heures jusqu'au 31 décembre 2017, se fait selon les dispositions de l'Annexe L, telles que celles-ci se lisaient dans la convention collective en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 ; aucun policier ne peut accumuler de nouvelles heures dans la banque pré-retraite à compter du 1er janvier 2018 ;

3- Le policier ayant 25 ans et plus de service en date du 31 décembre 2017, voit sa banque liquidée en la manière suivante et à son choix :

   1- la banque de préretraite est entièrement payée au policier selon la valeur de sa banque accumulée en date du 31 décembre 2017 à l'intérieur d'une période d'étalement qui peut aller jusqu'à 5 ans si le policier le propose ; le cas échéant, la banque est liquidée selon les instructions du policier qui désire bénéficier des lois applicables en matière de fiscalité dans le cadre d'un REER, mais en autant qu'il s'agisse d'un compte ouvert auprès de la caisse d'Économie Desjardins des policiers ; le premier versement est payé au policier dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date où il a fait connaître sa décision à l'employeur sur la période d'étalement et sur les programmes fiscaux applicables et les autres versements se font au plus tard le 1er avril de chaque année ; lorsque le policier refuse toute période d'étalement et désire que sa banque lui soit directement et entièrement payée en un seul versement, le paiement est effectué dans les 90 jours qui suivent la date où il a communiqué sa décision à l'employeur ;

      ou

   2- le policier se prévaut de sa banque accumulée selon les dispositions actuelles de la

convention collective mais à la valeur accumulée en date du 31 décembre 2017, et sans limite de temps en ce qui regarde la date où le congé est pris ;

4- Pour les policiers ayant entre 0 et 25 ans de service en date du 31 décembre 2017, et qui ont accumulé 800 heures et plus à la susdite date : la liquidation de la Banque se fait en la manière décrite dans le paragraphe 3 de la présente entente ;

5- Pour les policiers, qui ont moins de 25 ans de service et qui ont accumulé moins de 800 heures dans la banque préretraite en date du 31 décembre 2017, la liquidation de ladite banque se fait en la manière proposée par la Ville dans son offre initiale, c'est-à-dire, que cette banque est payée au policier selon la valeur accumulée en date du 31 décembre 2017, mais à l'intérieur d'une période d'étalement qui peut s'étendre jusqu'à 5 ans si le policier le propose et selon les instructions du policier qui désire bénéficier des lois applicables en matière de fiscalité dans le cadre d'un REER, mais, dans ce cas, en autant qu'il s'agisse d'un compte ouvert auprès de la Caisse d'économie Desjardins des policiers ; le premier versement est payé au policier dans les 90 jours qui suivent la date où il a fait connaître sa décision à l'employeur sur la période d'étalement et sur les programmes fiscaux applicables et les autres versements se font au plus tard le 1er avril de chaque année ; lorsque le policier refuse toute période d'étalement et désire que sa banque lui soit directement et entièrement payée en un seul versement, le paiement est effectué dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date où il a communiqué sa décision à l'employeur.

ANNEXE EE MODALITÉS PARTICULIÈRES POUR LE CONSTABLE AUXILIAIRE SOUTIEN

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT la volonté des parties de mettre fin à la fonction de constable auxiliaire soutien;

CONSIDÉRANT qu'il reste, en date de la signature de la convention collective, une seule constable auxiliaire soutien soit Mme Karina D'Avignon;

CONSIDÉRANT la volonté des parties de maintenir les conditions de travail dont bénéficient les constables auxiliaires soutien et prévues à l'Annexe G de la convention collective 2011-2014;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1- Le préambule fait partie intégrante de la présente lettre d'entente;

2- Les parties conviennent qu'il n'existe, en date de la signature de la convention collective, qu'une constable auxiliaire soutien soit Mme Karina D'Avignon;

3- Les conditions de travail applicables aux constables auxiliaires soutien sont les suivantes :

4- Les constables auxiliaires soutien qui sont présentement à l'emploi de l'Employeur le demeurent sous réserve du droit de l'Employeur de mettre fin à leur emploi en conformité avec les dispositions de la convention collective. L'Employeur ne peut cependant procéder à l'embauche de nouveaux constables auxiliaires soutien;

5- Les parties conviennent que le constable auxiliaire soutien œuvrant dans les centres opérationnels n'effectue que les seules tâches suivantes : détention, bertillonnage, administration des tests d'ivressomètre et les activités relatives à l'accueil des personnes en libération conditionnelle et soumises à des engagements et promesses de comparaître;

De plus, par attrition, l'Employeur peut utiliser les constables auxiliaires soutien à la Cour municipale de Montréal et les affecter à la garde de détenus;

6- Dans l'éventualité où l'Employeur désire faire accomplir d'autres tâches que celles énumérées plus haut aux constables auxiliaires soutien, il doit au préalable s'entendre avec la Fraternité;

7- L'Employeur perçoit, en les retenant sur le chèque de paie du constable auxiliaire soutien, les contributions régulières requises par la Fraternité;

8- Comme condition de l'obtention ou du maintien de son emploi, le constable auxiliaire soutien doit demeurer en tout temps membre de la Fraternité;

9- L'Employeur accorde priorité aux constables auxiliaires soutien si ceux-ci rencontrent toutes les exigences requises pour devenir constable auxiliaire permanent;

10- Le constable auxiliaire soutien participe au régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal. La présente disposition ne fait référence au régime de retraite qu'à titre informatif. Elle n'a pas pour effet de faire du régime de retraite une matière arbitrable, étant entendu et compris que ledit régime ne fait pas partie intégrante de la convention collective et ne constitue pas une matière sur laquelle un arbitre de griefs a compétence;

11- a) Les échelles salariales applicables au constable auxiliaire soutien sont les suivantes:

À compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 : 68 850 $

À compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023 : 70 227 $

À compter du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024 : 71 737 $

À compter du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025 : 73 530 $

À compter du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026 : 75 368 $

b) Les dispositions de l'article III s'appliquent à l'auxiliaire soutien ;

12- L'ensemble des dispositions de la convention collective qui ne sont pas incompatibles avec la présente entente s'appliquent au constable auxiliaire soutien. Les dispositions prévoyant l'octroi de bénéfices sur la base des salaires prévus à l'article II de la convention collective doivent s'appliquer en regard du constable auxiliaire soutien sur la base de l'échelle salariale prévue dans la présente Lettre d'entente;

13- Les parties conviennent que la présente Lettre d'entente cesse d'avoir des effets au moment où le dernier constable auxiliaire soutien quitte ses fonctions.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE FF **MÉSENTENTE ENTRE LES PARTIES RELATIVE À LA PARITÉ SALARIALE ENTRE LES SUPERVISEURS ET LES SUPERVISEURS DE QUARTIER – ANNEXE K DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

LETTRE D'ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 13.00 de l'Annexe K de la convention collective portant sur la mésentente entre les parties relatives à la parité salariale entre les superviseurs et les superviseurs de quartier ;

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt mutuel des parties que cette mésentente soit résolue dans les meilleurs délais ;

CONSIDÉRANT que l'Annexe K continue de régir les parties dans le cadre de la présente lettre d'entente et demeure applicable à tous égards ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente lettre d'entente ;

2. Les parties entreprennent, à compter de la signature de la présente lettre d'entente, une ronde de négociation, dite de la dernière chance, en vue d'en venir à une entente sur la demande de la Fraternité relative à la parité salariale entre les superviseurs et les superviseurs de quartier, le tout, afin d'établir si la parité salariale entre les superviseurs de quartier et ceux qui exercent des tâches de supervision et de gestion de personnel, reliées aux champs d'activités décrits dans l'article 4 de la présente lettre d'entente, doit être accordée ;

3. La susdite ronde de négociations est d'une durée de 90 jours et commence à compter de la signature de la présente lettre d'entente ;

4. La demande de la Fraternité vise les superviseurs qui exercent des tâches de supervision et de gestion de personnel, notamment : Soutien, Moralité, alcool stupéfiants (MAS)

incluant gangs de rues (GDR), division du crime organisé (DCO), surveillance physique, groupe tactique d'intervention (SWAT), identification judiciaire, collision/nautique, circulation, motards, groupe d'intervention, surveillance électronique, soutien technique, groupe d'infiltration, équipe cynophile, communication, mandat, chambre jeunesse, cavalerie, groupe Éclipse ;

5. Les conclusions et autres considérations auxquelles en arrive le comité sont soumises aux parties qui en étudient le bien-fondé ainsi que la nécessité de modifier la convention collective pour y donner suite s'il y a lieu ;

6. En cas de mésentente entre les membres du comité ou entre les parties, l'une ou l'autre d'entre elles en avise le médiateur-arbitre Me Jean Barrette ; la preuve déjà constituée devant Me Barrette sur l'octroi de la parité salariale dans le cadre du différend 2011-2012 est déposée le cas échéant par l'une ou l'autre des parties ;

7. Le médiateur-arbitre a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa compétence et les dispositions pertinentes du Code du travail du Québec applicables à un différend, s'appliquent en les adaptant, les parties reconnaissant expressément que l'arbitre-médiateur a compétence pour disposer de la mésentente qui oppose les parties et qu'il est régit par les dispositions du Code du travail, telles que celles-ci se lisaient avant le 2 novembre 2016 ;

8. L'entente qui pourrait être conclue entre les parties à la suite des négociations entreprises entre elle ou la sentence qui sera rendue en cas de mésentente, par l'arbitre Me Jean Barrette, fait partie intégrante de la convention collective qui sera renouvelée après le 31 décembre 2014 ;

9. Malgré les dispositions qui précèdent, et même si les parties entreprendront de nouvelles négociations sur la demande de la Fraternité, à compter de la signature de la présente lettre d'entente, les parties pourront s'adresser immédiatement à l'arbitre pour que celui-ci fixe des dates d'audition, compte tenu que cet arbitrage a débuté en 2008 et qu'il n'est pas dans l'intérêt des parties d'attendre les résultats de cette ronde de négociation avant de fixer les susdites d'audition.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »)

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT l'intérêt des parties de convenir de la présente entente;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

   TÂCHES ET FONCTIONS DANS CERTAINES UNITÉS

   UNITÉ « MORALITÉ »

2. Au sein de l'unité « Moralité », l'employeur peut faire effectuer par des policiers qui détiennent le grade de « constable », des tâches d'enquête, selon les pratiques en vigueur au sein de cette unité et en autant qu'il ne s'agisse pas de tâches normalement confiées à des sergents détectives dans les autres unités, sections ou Centres d'enquête du SPVM ; à ces conditions, ces policiers peuvent donc effectuer des enquêtes qui sont normalement confiées à des policiers qui détiennent le grade de sergent-détective;

3. Les tâches de cette fonction sont effectuées de manière autonome, sans qu'il soit nécessaire que le constable soit accompagné par un policier qui détient le grade de « sergent détective »;

4. Toute équipe d'enquêteurs composée de constables au sein de l'unité Moralité doit cependant être supervisée par un policier qui détient le grade de sergent détective ;

UNITÉ « STUPÉFIANTS »

5. Dans l'éventualité où la section autrefois connue sous le nom de « Section Stupéfiants » devait être rétablie, celle-ci pourra être constituée de policiers qui détiennent le grade de constable, et ceux-ci pourront effectuer des tâches d'enquête relatives aux stupéfiants et qui sont normalement confiées à des policiers qui détiennent le grade de sergent-détective;

6. Les constables qui feront partie de la section Stupéfiants sont désignés par voie de mutation, en conformité avec les dispositions applicables de la convention collective ; malgré ce qui précède, les dispositions de l'article 7.10 s'appliquent le cas échéant en les adaptant;

7. Les tâches de cette fonction seront effectuées de manière autonome, sans qu'il soit nécessaire que le constable soit accompagné par un policier qui détient le grade de « sergent détective »;

8. Toute équipe d'enquêteurs composée de constables au sein de la section Stupéfiants doit cependant être supervisée par un policier qui détient le grade de sergent détective ;

UNITÉ « GANG DE RUES »

9. Dans l'éventualité où la section autrefois connue sous le nom de « Section gang de rues » devait être rétablie, celle-ci pourra être constituée de policiers qui détiennent le grade de constable, le tout jusqu'à concurrence d'un maximum de 20 % des effectifs de la section, celle-ci étant pour le reste, composée de policiers qui détiennent le grade de sergent détective ; les policiers qui détiennent le grade de constable agiront au sein de cette section en soutien aux policiers qui détiennent le grade de sergent détective et ne pourront accomplir les tâches d'enquête de manière autonome;

10. Les constables qui feront partie de la section Gang de rues, sont désignés par voie de mutation, en conformité avec les dispositions applicables de la convention collective ; malgré ce qui précède, les dispositions de l'article 7.10 s'appliquent le cas échéant en les adaptant;

FINALISATION DES MÉSENTENTES PENDANTES

11. Le cas échéant, les parties considèrent comme étant réglés, de manière finale et définitive, dont quittance générale et finale pour le tout, mais sans admission ni reconnaissance de quelque nature que ce soit, tout grief en cours en date de la présente entente, dans la mesure où celui-ci est relié aux tâches d'enquête qui y sont visées.

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE AAA **MISE EN PLACE DE LA NOUVELLE CARTOGRAPHIE DE RÉPARTITION DES PROGRAMMES DE TRAVAIL DANS LES POSTES DE QUARTIERS**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »)

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

1.00 Policiers visés

La nouvelle cartographie des programmes de travail est applicable aux policiers suivants : sergents, agents séniors et agents de quartier sur les équipes de travail. Ainsi, les AQSR, Solo, Agents sociocommunautaires, Agents soutiens, policiers assignés sur un MAP, Agents de quartier – patrouille à pied et les lieutenants de quartier ne sont pas visés par ces dispositions.

2.00 Répartition des programmes de travail

À terme, la répartition des horaires sera modulée comme suit :

- **Programme 21-14:35; PDQ 1, 3, 8, 9, 15, 23, 30, 31, 44, 46 et 49 (Annexe A-1, A-2 et A-3)**
- **Programme 35-35:70-B à 6 équipes dont 1 principalement de nuit, PDQ 7, 20, 21, 26 38 et 39 (Annexe A-11)**
- **Programme 35-35:70-C à 4 équipes sans couverture de nuit ; PDQ 4,10, 12 et 45 (Annexe A-12)**
- **Programme 19-16:35 ; PDQ 5, 13, 16, 22, 27, 35, 42 et 48 (Annexe A-13)**
- **Programme 18-17-35; PDQ 26 (Annexe A-14) en vigueur jusqu'à la mutation automne 2025**

3.00 Transition vers la nouvelle cartographie de répartition des programmes de travail:

Étape 1 : À la signature de la convention collective

Au moment de la signature de la convention collective, les postes en mise à l'essai sur le programme de travail 19.16:35 et 18.17:35 sont confirmés sur ledit programme.

Étape 2 : Automne 2024

Lors de la mutation d'automne 2024, le programme de travail applicable aux PDQ 21, 38 et 39 est le 35.35:70-B.

Étape 3 : Automne 2025

Lors de la mutation d'automne 2025, le programme de travail applicable aux PDQ 20 et 26 est le 35.35:70-B

4. Dotation du personnel :

À compter de la signature de la convention collective jusqu'à la mutation de l'automne 2023, le service doit prioriser la mutation d'un constable permanent lors de toute vacances de poste dans les PDQ 5-13-16-22-27-35- 42-48 (horaire 19-16-35) à défaut de demande de mutation, le service peut octroyer le poste vacant à un constable permanent nouvellement nommé ou embauché;

Suite à la mutation de l'automne 2023 jusqu'à la mutation de l'automne 2024 inclusivement, le service doit prioriser la mutation d'un constable permanent lors de toute vacances de poste dans les PDQ 20-21-26-38-39 (horaire 35-35-70) à défaut de demande de mutation, le service peut octroyer le poste vacant à un constable permanent nouvellement nommé ou embauché;

Suite à la mutation de l'automne 2024 jusqu'à la mutation de l'automne 2025 inclusivement, le service doit prioriser la mutation d'un constable permanent lors de toute vacances de poste dans les PDQ 20 et 26 à défaut de demande de mutation, le service peut octroyer le poste vacant à un constable permanent nouvellement nommé ou embauché

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE BBB **DÉPASSEMENT DES ASSIGNATIONS DES POLICIERS AFFECTES A LA DIRECTION DE LA GENDARMERIE**

LETTRE D'ENTENTE

entre

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »)

et

LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

ATTENDU QUE **En vertu de l'article 8.00a) de la convention collective, un policier ne peut être assigné plus de sept (7) fois par année civile;**

ATTENDU QUE **avant d'appliquer la présente entente, le Service prendra les moyens pour maximiser l'utilisation des sept (7) assignations permises pour l'ensemble des policiers.**

Les parties conviennent des mesures ci-après énoncées :

1. **Le préambule fait partie intégrante de l'entente (ci-après l'« Entente »);**
2. **Les Parties s'entendent à ce que l'Employeur puisse procéder à l'assignation de policiers en temps régulier au-delà des sept (7) assignations prévues à l'article 8.00 paragraphe a) de la convention collective;**
3. **Le cas échéant :**
   a) **L'article 8.01 b) de la convention collective ne s'applique pas lors de telles assignations;**
   b) **Lorsque le Service assigne un policier en temps régulier au-delà des sept (7) assignations prévues l'article 8.00 paragraphe a) de la convention collective, le traitement régulier du policier est majoré de vingt-cinq pourcent (25%). Cette prime est applicable seulement aux assignations ou aux heures au-delà des sept (7) assignations.**

      Ladite prime de vingt-cinq pourcent (25%) est calculée sur le salaire annuel selon l'échelle salariale majorée de la prime de métropole et du boni d'ancienneté. La prime

de vingt-cinq pourcent (25%) ne constitue pas du salaire aux fins d'avantages sociaux, notamment en ce qui a trait au régime de retraite;

c) Les dispositions de la convention collective qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente Annexe continuent de s'appliquer;

4. Afin de faciliter l'application et l'interprétation de la présente Annexe, les Parties ont convenu de préciser les éléments suivants :

a) Section des vélos corporatifs (ci-après SVC)

Les différentes affectations de policiers de la SVC ne sont pas considérées comme étant des assignations;

b) La remise de temps (ci-après RP)

i) Si le RP a lieu dans les limites de son PDQ, ce n'est pas une assignation;

ii) Si le RP a lieu dans les limites d'un autre PDQ, c'est une assignation;

c) Temps supplémentaire

Lorsqu'un policier est en temps supplémentaire, ce n'est pas une assignation;

d) L'agent de quartier solo que l'on veut utiliser à la patrouille duo

L'affectation de l'agent solo à une fonction duo est une assignation, sauf s'il n'y a pas assez de duo pour couvrir les solos;

e) L'agent de quartier que l'on veut affecter à la fonction de solo

L'affectation d'un agent de quartier à la patrouille solo lorsqu'il n'y a pas d'autres agent de quartier disponible* ou aucun agent solo en devoir n'est pas une assignation;

f) L'agent solo

L'agent solo qui remplace l'agent de soutien n'est pas une assignation s'il n'y a pas d'autre agent de quartier de disponible*;

(*) Notion d'agent disponible

i) Le policier affecté à un véhicule de prévention (141 ou 150), est considéré comme étant disponible pour les paragraphes 4 e), f) et g);

ii) Le patrouilleur à pied (160) n'est pas considéré comme étant disponible pour les points 4 e), f) et g);

iii) Un policier à la cour n'est pas considéré disponible pour les points 4 e), f) et g), toutefois dès son retour du tribunal, il devient disponible et le solo reprend sa fonction;

g) Tâches d'agent de soutien

i) Le remplacement de l'heure de repas de l'agent de soutien n'est pas considéré comme étant une assignation;

ii) L’utilisation d’un agent de quartier à des tâches d’agent de soutien doit être de 6 heures ou plus au cours d’une même journée de travail afin d’être considérée à titre d’assignation.

h) Assignations multiples le même jour ou de plusieurs jours, mais interrompus

i) Un policier ne peut enregistrer qu’une seule assignation par jour de travail. Ainsi, un policier affecté à différents SO ne peut compter qu’une seule assignation dans sa journée;

ii) Un policier assigné plusieurs jours consécutifs à un même SO est considéré comme étant une seule assignation. Dans la mesure du possible, le policier en est avisé au début de la séquence;

iii) Un policier assigné plusieurs jours consécutifs à un même SO, mais qui ne sont pas des quarts complets est considéré comme étant une assignation pour chaque journée;

i) Notion de volontariat

Lorsqu’un policier assigné pour son développement personnel ou suite à une entente volontaire, l’assignation est comptabilisée, mais n’est pas admissible à la prime de 25%.

1.00 **Le policier réserviste est un membre du service de Police de la Ville de Montréal, au sens de la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1) et des règlements afférents.**

L'embauche de policier réservistes n'a pas pour effet d'empêcher des policiers actifs ayant des restrictions temporaire et/ou permanente d'être relocalisés sur des fonctions policières ni d'empêcher un policier actif d'accéder à une promotion ou à une fonction.

EMBAUCHE/PRÉREQUIS

1.01 **L'embauche comme réservistes est réservée aux policiers retraités selon les conditions suivantes :**

- **Être retraité du SPVM au moment de la signature de la présente convention collective**

  ou
- **Être retraité et avoir un minimum de 30 ans de service complété;**
- **Être policier retraité du SPVM depuis un maximum de 3 ans (incluant la période de préretraite) ;**
- **Répondre aux exigences de la Loi de police;**
- **Avoir un permis de conduire 4A valide;**
- **Avoir suivi la formation appropriée à titre de policier actif;**
- **Évaluation du dossier à titre de policier actif;**
- **Réussir ou détenir l'enquête d'accréditation sécuritaire selon le niveau requis;**

COTISATION

1.02 **L'Employeur perçoit, en fonction du prorata des heures travaillées, en les retenant à la source sur les chèques de paie, les contributions régulières des membres policiers, qui sont requises par la Fraternité.**

1.03 **Comme condition de l'obtention et du maintien de son emploi, le policier réserviste, doit devenir et demeurer membre de la Fraternité. L'employeur n'est cependant pas tenu de congédier le policier réserviste qui est expulsé par la Fraternité.**

AFFECTATIONS

1.04 **Le Service identifie deux types d'affectations pour les policiers réservistes;**

1. **Force de réserve dont les tâches se déclinent ainsi :**

- **Services d'ordre;**

Le service peut affecter le policier réserviste lors d'événements festifs en gestion de foule ou blocage de rue. Les membres de la force de réserve ne seront pas mobilisés

lors des manifestations/événements nécessitant une expertise ou des équipements spécifiques.

- **Commercialisation;**

Les membres de la force de réserve peuvent effectuer les mêmes tâches que celles reversées aux policiers actifs dans le cadre des commercialisations. Ceux-ci sont toutefois rémunérés comme prévu au paragraphe 1.09 de la présente annexe.

Le comblement des commercialisations s'effectue selon la pratique en place, et ce, conformément au paragraphe 1.06 de l'annexe J. Le service peut offrir toutes plages non comblées au policier réserviste.

- **Zones scolaires;**

Le service peut affecter le policier réserviste lors opération en lien avec la sécurité routière et des activités de prévention en périphérie d'une école - remplacement brigadiers.

- **Soutien aux enquêtes à la journée;**

2. **Réserviste sur un mandat spécifique dont les affectations se déclinent ainsi;**

   - **Le Service peut affecter le policier réserviste à un mandat spécifique selon les critères établis dans l'affichage de celui-ci.**

   - **Sections spécialisées (DCO – crimes majeurs); Aucune prise en charge d'une enquête dans des unités spécialisées. Dans ces unités, les réservistes agiront en soutien ou en mentorat des policiers actifs.**

   1 Enquêteur dans autres sections ou centres d'enquêtes ; Aucune prise en charge d'enquêtes d'une grande complexité ou nécessitant des ressources particulières.

   2 Soutien aux opérations ;

   3 Enquêtes accréditation ;

MISE EN VIGUEUR

1.05 **L'embauche des réservistes peut débuter dès la signature de la présente convention collective, et ce, jusqu'au 31 décembre 2026. Les parties s'engagent 6 mois avant la fin de la convention collective à réévaluer la reconduite de celle-ci.**

HEURES DE TRAVAIL

1.06 **Le policier réserviste sur la force de réserve travaille sur appel. Le réserviste s'engage à travailler un minimum de 10 journées annuellement.**

1.07 **L'horaire du policier réserviste sur un mandat spécifique est établi en fonction des besoins du Service et ceux-ci sont communiqués lors de l'affichage du mandat.**

1.08 **Le policier réserviste travaille un maximum de 8h30 par jour, incluant la période de repas identifiée au paragraphe 1.15. Au-delà de ce nombre d'heures, le policier réserviste est rémunéré en temps supplémentaire ;**

1.09 **Le policier réserviste appelé au travail est rémunéré pour un minimum de quatre heures à taux régulier.**

1.10 **Le Service peut en tout temps mettre fin à un mandat spécifique, selon les besoins du Service.**

1.11 **En fonction de l'horaire de travail du policier réserviste, la prime de relève prévue à l'article 2.08 peut s'appliquer.**

HEURES DE REPAS

1.12 **Le policier réserviste qui travaille quatre heures et plus dans une journée a droit à une période de repas d'une heure dont 30 minutes payées.**

1.13 **Le policier réserviste a droit à une seconde période de repas, d'une heure, lorsqu'il est appelé à travailler quatre heures et plus au-delà de 8h30 de travail. Dans ce cas, la période de repas est portée au crédit des heures de cette journée.**

SALAIRES

1.14 **Le policier réserviste est rémunéré sur une base horaire selon les taux suivants**

Policier réserviste affecté à des tâches d'agent (1re classe) :

1er janvier 2023	**58.41 $**
1er janvier 2024	**60,16 $**
1er janvier 2025	**61,96 $**
1er janvier 2026	**64,44 $**

Policier réserviste affecté à des tâches de sergent détective; (si mandat associé à des tâches de sergent détective) :

1er janvier 2023	**62,16 $**
1er janvier 2024	**64,02 $**

1er janvier 2025 65,94 $

1er janvier 2026 68,58 $

TEMPS SUPPLÉMENTAIRE

1.15 **Tout travail effectué par le policier réserviste au-delà de 8h30 par période de 24 heures ou de 40 heures par semaine est rémunéré à raison d'une fois et demie son taux horaire régulier.**

JOUR DE PAIE

1.16 **Le policier réserviste est payé selon la période de paye prévue à la convention collective.**

VACANCES

1.17 **Le policier réserviste reçoit, à chaque paie, pour tenir lieu de vacances, un montant équivalent à six pour cent (6%) de son salaire. Ce montant est inclus au taux horaire mentionné à l'article 1.14.**

CONGÉS SOCIAUX ET DE MALADIE

1.18 **Le policier réserviste bénéficie des congés sociaux et autres congés prévus dans la Loi sur les normes du travail et ceux-ci sont rémunérés conformément à celle-ci.**

LÉSIONS ET MALADIE PROFESSIONNELLE

1.19 **Le policier réserviste victime d'une lésion ou d'une maladie professionnelle reçoit les bénéfices prévus dans la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.**

ASSISTANCE JUDICIAIRE ET PROTECTION

1.20 **Le policier réserviste bénéficie de l'assistance judiciaire et de la protection prévue dans l'article 26.00 de la convention collective.**

UNIFORME ET ÉQUIPEMENT

1.21 **Le policier réserviste sur la force de réserve reçoit les uniformes et équipements nécessaires à la réalisation de son travail, en fonction des paramètres établis par le Service. Ces uniformes doivent être conformes aux besoins opérationnels.**

1.22 **Le policier réserviste sur un mandat spécifique dont la tenue de ville est requise reçoit l'indemnité vestimentaire correspondant à 2.5% du salaire annuel de sergent détective, pour chacune des heures travaillées. Celle-ci est versée sur chaque paie du policier réserviste.**

GRIEFS

1.23 **La procédure de grief prévue dans l'article XXVII de la convention collective s'applique au policier réserviste pour les matières prévues à la présente annexe. Elle s'applique également à l'égard de toute mesure administrative ou disciplinaire.**

Conformément au paragraphe 40.00 de la convention collective, la présente Annexe fait partie intégrante de la convention collective.

LETTRE D'ENTENTE
entre
LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Ville de Montréal » ou l' « Employeur »)

et
LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL

(Ci-après la « Fraternité » ou le « Syndicat »)

ci-après collectivement les « Parties »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE **les parties ont conclu une entente le 3 juin 2008 dans le cadre du schéma de couverture qui visait entre autres la mise en place des MAP (ci-après « Lettre d'entente schéma de couverture »)**

ATTENDU QUE **les parties conviennent de remplacer la susdite entente signée le 3 juin 2008 par la présente entente pour le sujet des MAP uniquement ;**

ATTENDU QUE **les MAP permettent d'assurer localement la gestion de la criminalité et des incivilités ;**

ATTENDU QUE **les MAP permettent une flexibilité opérationnelle dans les postes de quartier ;**

ATTENDU QUE **les MAP permettent des opportunités de développement des compétences pour nos policiers;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Le préambule fait partie intégrante de la présente entente ;**

2. Création du MAP

Il est spécifié que les contributeurs à cette équipe sont les agents de quartier et le superviseur. Les agents sociocommunautaires, patrouilleurs à pied et AQSR de chaque unité peuvent contribuer.

Le service peut créer un MAP à partir d'un PDQ ou d'un PDQ limitrophe. La composition est la suivante :

- **MAP dans 1 PDQ : Minimum de 3 agents de quartier et 1 superviseur affectés par rotation.**
- **MAP formés de 2 PDQ : Minimum de 4 agents de quartier et 1 superviseur affectés par rotation.**
- **MAP formés de 3 PDQ : Minimum de 5 agents de quartier et 1 superviseur affectés par rotation.**

3. La durée des affectations sur un MAP

L'affectation d'un policier sur un MAP, ne constitue pas une assignation au sens de l'article 8.00.

La durée des affectations au MAP est de 1 an avec rotation à l'année pour 50% des agents. Exceptionnellement, lors des premières affectations, les policiers pourront être affectés pour une période allant de 1 an à 1 an ½ afin d'assurer une rotation et un transfert de l'expertise constant à chaque année.

4. Le choix des policiers affectés au MAP

Le choix des agents affectés au MAP s'effectue par la direction du PDQ, lors d'une assemblée de direction locale, à partir des agents qui se sont portés volontaires. Dans le cas d'un MAP limitrophe le choix est effectué lors d'une assemblée de direction des PDQ concernés de façon indépendante. Le service désigne le PDQ qui affectera un superviseur au MAP limitrophe. Une alternance de PDQ est favorisée lors de la désignation du superviseur.

Les agents de quartier choisis doivent avoir suivi la formation de perfectionnement « Surveillance auxiliaire » ou s'engager à la suivre dès que possible.

Dans le choix des agents affectés au MAP, une priorité est accordée aux agents de quartier. À défaut d'un nombre suffisant de volontaires, un agent de quartier solo peut être affecté au MAP. Dans ce cas, l'agent de quartier solo pourra travailler de nuit en fonction des problématiques.

Si plusieurs policiers se portent volontaires, la direction du PDQ doit privilégier les policiers qui n'ont jamais été affectés au MAP, sous réserve de motifs raisonnables justifiant de ne pas les choisir.

À défaut d'agent volontaire, la désignation se fera par ancienneté inversée pour une durée d'affectation maximale de 6 mois. Advenant le cas où le policier en cours d'affectation décide de se porter volontaire, il pourra prolonger son affectation jusqu'à un total d'un an. Un policier ne peut être affecté contre son gré plus d'une fois pour la durée de sa carrière dans ce PDQ

Afin de remplacer le superviseur de quartier affecté au MAP, la fonction supérieure sur le groupe du sergent sera attribuée selon les règles prévue à la convention collective.

À défaut de superviseur de quartier volontaire, une priorité sera donnée aux agents seniors. L'agent senior sera alors placé en fonction supérieure de superviseur de quartier pour la durée de l'affectation.

Dans le cas où il n'y a plus d'agent sénior sur une équipe de travail, la fonction supérieure sur le groupe du sergent sera attribuée selon les règles prévue à la convention collective

Les agents et superviseurs affectés par rotation sont affectés en permanence au MAP sous réserve d'une problématique d'effectif résultant d'un événement soudain et imprévu hors du contrôle de l'employeur.

Sous réserve d'une situation justifiant une exception lors d'un retour d'une absence à long terme, le policier qui, lors de son départ, était affecté sur le MAP, retourne dans cette fonction afin de terminer son affectation

5. Choix de vacances

Le choix de vacances s'effectue sur l'équipe de travail d'origine du policier. Cependant, si le policier est affecté au MAP lors de la période de congé annuel choisie, cette période pourra être offerte aux policiers de son groupe d'origine et ce, à compter du 3e mois précédant la date fixée pour la période de congé annuel choisie. Le choix s'effectue alors par ancienneté et la règle des minima énoncée aux paragraphes 17.06 et 17.07 de la convention collective s'appliquent. Cette disposition ne peut provoquer un effet de chaîne.

Aux fins de l'application du paragraphe 17.04 de la convention collective concernant les congés annuels résiduels, le policier affecté au MAP ne sera pas calculé dans l'effectif de son groupe d'origine et ne sera pas non plus considéré absent. Ce policier fera sa demande de congé annuel résiduel en fonction des effectifs du MAP.

6. Horaire de travail :

En fonction des problématiques et des besoins locaux, horaire généralement sur la 2e ou la 3e relève, selon le programme 21. 14 :35.

7. Rôle et responsabilité du MAP

Très diversifiés dont les principales responsabilités sont les suivantes :

- **La mise en place de stratégie de résolution de problèmes.**
- **Implication à divers niveaux dans les résolutions de problèmes, notamment en matière de CSR, d'incivilités, d'activités criminelles, de taxage, d'appels répétitifs, de sécurité aux endroits où un enjeu de cohabitation existe. Ils contribuent également aux services d'ordre et aux activités de quartiers (fêtes, festivals, rassemblements…).**
- **L'identification des cibles locales en matière de criminalité, d'incivilités et de désordres**
- **La gestion de l'information locale (collecte et diffusion du renseignement, liens avec l'analyse, recherche des meilleures pratiques, etc.).**
- **L'efficience et l'efficacité des plans d'interventions (patrouille à pied, présence sur les lieux ciblés, observations et visibilité).**
- **Collabore aux activités de répression et de prévention initiées par les policiers de l'unité, en lien avec les problématiques du secteur ou corporatives.**
- **Établir un partenariat avec le Services des enquêtes criminelles, dans un but de solutionner des situations émergentes ou de contribuer à des enquêtes pouvant influencer les sentiments de sécurité des citoyens.**
- **Travaille en collaboration avec les partenaires internes et externes.**

8. L'ensemble des dispositions de la Lettre d'entente schéma de couverture concernant les MAP sont remplacées par les dispositions de la présente lettre d'entente.

ANNEXE 5

Politique de respect de la personne



Division Respect de la personne
Service des ressources humaines
Ville de Montréal

Téléphone : 514 868-3084
Courriel : respectdelapersonne@ville.montreal.qc.ca

monintranet/respect
ville.montreal.qc.ca/sectionemployes

Montréal

Politique de respect de la personne

Préambule 3

Énoncé de politique 5

Définitions 5

Champ d'application 8

Objectifs 8

Principes directeurs 9

Rôles et responsabilités 11

Processus de traitement 14

1. La démarche
   - L'intervention personnelle 15
   - L'intervention d'un tiers 15
   - Le signalement ou la plainte 15

2. Méthodes de résolution
   2.1 Le soutien conseil, l'accompagnement ou autres interventions 15
   2.2 La médiation 15
   2.3 L'analyse préliminaire du signalement ou de la plainte 16
   2.4 L'enquête 16
   2.5 Le rapport 17

Annexe 18

Agir pour s'entendre, un choix qui s'impose.



Préambule

Dans le respect de ses principes directeurs, la Ville de Montréal reconnaît sa responsabilité sociale et légale relative au respect de la personne et s'engage à prendre tous les moyens nécessaires pour offrir un milieu de travail sain, exempt de harcèlement, où tous sont traités avec respect, civilité et dignité.

Plusieurs dispositions législatives telles que la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec*, la Loi sur les normes du travail, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et le *Code civil du Québec* encadrent les droits, obligations et responsabilités en matière de respect de la personne. De plus, le Code de conduite de la Ville de Montréal énonce le respect comme l'une des valeurs fondamentales au sein de l'organisation.

En 2019, la Ville de Montréal a adopté un règlement municipal en matière de respect de la personne, duquel découle la Politique de respect de la personne.

L'orientation véhiculée par la Politique de respect de la personne est basée sur une approche de tolérance zéro et une responsabilisation de tous les membres de la communauté municipale.

Plus spécifiquement, la Politique de respect de la personne précise les comportements attendus au sein de l'organisation en matière de respect, les rôles et responsabilités de la communauté municipale ainsi que les mécanismes prévus afin de rencontrer les obligations liées au nouveau règlement.

Politique de respect de la personne



Énoncé de politique

La Ville de Montréal s'engage à prendre les moyens préventifs et correctifs nécessaires pour assurer le respect et la civilité dans la communauté municipale et ainsi offrir un climat et un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel.

La Politique de respect de la personne prend appui sur les dispositions législatives encadrant le respect de la personne citées en annexe, sur le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* et le *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal, adoptés en vertu de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1), et sur les Règles déontologiques prévues aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal adoptées en vertu de l'article 114.6 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

La présente politique ne restreint pas le droit de gérance des gestionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Définitions

Dans la présente politique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« AUTORITÉ DÉSIGNÉE » : selon le contexte, le chef du parti politique pour un membre du conseil, le conseil de la ville ou le conseil d'arrondissement pour un membre d'une instance consultative, le membre du conseil qui a nommé le membre du personnel de cabinet, et l'autorité décisionnelle de l'employé;

« CIVILITÉ » : une conduite démontrant de la considération pour les autres, empreinte de respect, de courtoisie, de savoir-vivre et de collaboration, dans le but de favoriser un climat et un milieu de travail sain;

« COMMUNAUTÉ MUNICIPALE » : les membres du conseil de la ville et de tout conseil d'arrondissement, les membres des instances consultatives, les membres du personnel de cabinet nommés selon l'article 114.4 de la Loi sur les cités et villes de même que les employés;

« DEMANDE D'INTERVENTION » : toute demande auprès de la Division respect de la personne du Service des ressources humaines qui, sans être une plainte formelle ou un signalement, requiert que celle-ci intervienne dans un rôle-conseil, un rôle d'accompagnement ou autrement;

« DROIT DE GÉRANCE » : le droit de l'employeur de diriger ses employés et de prendre des décisions liées à la bonne marche des opérations; il comprend notamment l'attribution des tâches, la gestion courante du rendement au travail, la gestion courante de la discipline et des mesures disciplinaires, la gestion courante de l'assiduité et de l'absentéisme, le licenciement, les mises à pied et le congédiement;

« EMPLOYÉ » : un fonctionnaire ou un employé lié à la Ville de Montréal par un contrat de travail, quelle que soit sa forme, incluant un gestionnaire;

« GESTIONNAIRE » : tout employé cadre qui a la responsabilité de la gestion d'une unité administrative et des ressources humaines qui en font partie;

« HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE OU SEXUEL » : une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique de la personne et qui entraîne, pour celle-ci, un milieu de travail néfaste.

Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour la personne.

Cette définition inclut le **harcèlement discriminatoire** se manifestant notamment par des paroles, des actes ou des gestes généralement répétés et non désirés, à caractère vexatoire ou méprisant à l'égard d'une personne, en raison de l'un ou l'autre des motifs énumérés à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec* (RLRQ, c. C-12), soit le harcèlement en raison de la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap;

« INCIVILITÉ » : une conduite inappropriée contrevenant aux règles collectives de respect ou de savoir-vivre en milieu de travail, et se caractérisant par des comportements rudes et non courtois, démontrant ainsi un manque de considération général pour les autres;

« PLAINTE FORMELLE » : plainte déposée par une personne pour dénoncer une situation de harcèlement psychologique ou sexuel ou d'incivilité. Un formulaire de plainte est mis à la disposition de la communauté municipale, mais tout document contenant les mêmes informations est accepté;

« PLAINTE DE MAUVAISE FOI » : plainte dont les renseignements fournis par les personnes concernées (y compris les témoins), de manière malveillante, se révèlent faux et mensongers et dont le but est de nuire, de porter atteinte à l'intégrité d'une autre personne ou d'en tirer un avantage de quelque nature que ce soit;

« REPRÉSAILLES » : toute action prise à l'encontre d'une personne pour lui infliger un inconvénient physique, économique ou autre, en vue de riposter à sa demande d'intervention, son signalement, sa plainte formelle ou sa collaboration à une vérification, à une enquête, à une méthode de résolution ou à un recours en vertu de la présente politique;

« SIGNALEMENT » : une dénonciation verbale ou écrite faite par une ou plusieurs personnes alléguant certaines problématiques de harcèlement psychologique ou sexuel ou d'incivilité, mais qui ne débouche pas nécessairement sur le dépôt d'une plainte formelle.

Champ d'application

La présente politique s'applique à toute la communauté municipale, pour tous les incidents en matière de harcèlement psychologique ou sexuel et d'incivilité, en relation avec le travail ou le climat de travail, sur les lieux du travail ou en dehors du milieu habituel de travail ainsi que pendant et en dehors des heures normales de travail; elle s'applique aux relations que les membres de la communauté municipale ont entre eux et avec toute tierce personne, tels les citoyens et les fournisseurs.

Objectifs

Compte tenu de ce qui précède, la Ville se dote de la présente politique qui vise à :

i. protéger l'intégrité psychologique et physique ainsi que la dignité des membres de la communauté municipale par la prévention, la sensibilisation et le redressement des situations contraires à la présente politique;

ii. offrir un milieu de travail sain, respectueux, empreint de civilité et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;

iii. énoncer des principes et des orientations guidant l'action de la Ville et établir les rôles et les responsabilités des intervenants pour le maintien d'un climat de travail sain axé sur le respect et la civilité, dans le but de prévenir et corriger les situations contraires à la présente politique qui peuvent survenir;

iv. mettre en place un processus de traitement de demandes d'intervention, de signalements et de plaintes formelles relatifs à des situations contraires à la présente politique.

Principes directeurs

Les principes directeurs de la présente politique sont les suivants :

i. assurer le respect de la présente politique et de la valeur de respect prévue aux codes de conduite et d'éthique des membres de conseil et des employés et aux conditions de travail du personnel de cabinet;

ii. assurer la responsabilisation des personnes; il est de la responsabilité de chacun d'œuvrer à l'établissement d'un climat de travail sain et d'agir à la prévention du harcèlement psychologique ou sexuel et de l'incivilité en milieu de travail, particulièrement en évitant d'y contribuer ou de l'encourager;

iii. mettre l'accent sur des moyens de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel et d'incivilité afin de sensibiliser l'ensemble de la communauté municipale sur l'importance d'un climat de travail sain, respectueux et harmonieux;

iv. mettre à la disposition des employés des services de soutien psychologique dans le cadre du Programme d'aide aux employés;

v. privilégier la collaboration avec les syndicats et les associations d'employés dans l'application de la présente politique;

vi. mettre à la disposition de la communauté municipale une aide-conseil et un processus de demandes d'intervention, de signalements et de plaintes formelles pour assurer un climat de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;

vii. s'assurer que les personnes soient traitées en toute équité, qu'il s'agisse du plaignant, du mis en cause ou d'un témoin d'une situation contrevenant à la présente politique;

viii. interdire d'exercer des représailles contre toute personne pour le seul motif qu'elle a, de bonne foi, déposé une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle; il en est de même pour toute personne participant à une méthode de résolution en vertu de la présente politique. En cas de représailles à l'égard d'un employé, la section 4 du chapitre 2 du *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* s'applique. Une plainte formelle jugée de mauvaise foi sera considérée en contravention à la présente politique;

ix. reconnaître que, malgré les mécanismes prévus à la présente politique, tout membre de la communauté municipale prétendu victime de harcèlement psychologique ou sexuel dispose de recours prévus aux lois et aux conventions collectives, le cas échéant;

x. traiter toute demande d'intervention, signalement ou plainte formelle avec diligence et de façon impartiale.

Toute demande d'intervention, signalement ou plainte formelle est traitée avec discrétion; la confidentialité doit être respectée par toutes les personnes impliquées. Il est cependant entendu que l'équipe de la Division respect de la personne qui assure le traitement du dossier peut divulguer certains renseignements à des tiers, dans la mesure où cela est nécessaire pour les fins du traitement du dossier ou des mesures en découlant ou à des fins autorisées par la loi ou par cette politique.

Bris de confidentialité

Si une partie, un témoin ou un accompagnateur contrevient à l'obligation de confidentialité, des mesures correctives peuvent être prises à son égard. L'allégation d'un bris de confidentialité fait l'objet d'une vérification par la Division du respect de la personne avec la collaboration des gestionnaires concernés et/ou de l'autorité décisionnelle concernée.

Ne constitue pas un bris de confidentialité le fait de rencontrer le représentant désigné par une partie pour agir en son nom dans le cadre d'un recours découlant de l'application de la présente politique.

Rôles et responsabilités

La Division respect de la personne du Service des Ressources humaines

Elle est responsable de l'application de cette politique, des mécanismes d'aide et du processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes formelles. Ainsi, elle :

i. élabore, diffuse et voit à la mise en œuvre de la présente politique, de même qu'à sa mise à jour;

ii. voit à la formation des gestionnaires sur la présente politique;

iii. voit à la formation des élus, du personnel de cabinet et des membres des instances consultatives sur la présente politique;

iv. soutient les partenaires d'affaires en ressources humaines des services centraux ou les conseillers en ressources humaines des arrondissements dans leur rôle de sensibilisation auprès des employés et d'accompagnement auprès des gestionnaires;

v. traite avec diligence, de façon neutre et impartiale, toute demande d'intervention, signalement et plainte formelle alléguant contravention à la présente politique;

vi. fait le suivi de l'application des mesures correctives recommandées auprès de l'autorité désignée.

La Direction des services centraux et des arrondissements

i. prend les moyens nécessaires pour que les employés connaissent, comprennent et respectent la présente politique;

ii. favorise l'adoption de comportements conformes à la présente politique et fournit à ses gestionnaires tout le soutien nécessaire à cet effet;

iii. décide des mesures correctives appropriées selon les recommandations de la Division respect de la personne.

L'autorité désignée

i. prend les moyens nécessaires pour que les membres de la communauté municipale connaissent, comprennent et respectent la présente politique;

ii. favorise l'adoption de comportements conformes à la présente politique et fournit tout le soutien nécessaire à cet effet;

iii. décide des mesures correctives appropriées selon les recommandations de la Division respect de la personne.

Le Contrôleur général

Le Contrôleur général travaille en collaboration avec la Division respect de la personne lors de la tenue d'une enquête, à sa demande.

Le partenaire d'affaires en ressources humaines des services centraux et le conseiller en ressources humaines des arrondissements

i. recommande les activités de prévention jugées appropriées en matière de respect de la personne;

ii. voit à la sensibilisation des employés à la présente politique;

iii. informe les employés de la disponibilité des services de soutien psychologique;

iv. identifie les facteurs de risque allant à l'encontre d'un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel et en informe le gestionnaire et la Division respect de la personne;

v. soutient le gestionnaire dans ses responsabilités à l'égard de toute situation qui contrevient à la présente politique;

vi. développe un plan d'action en lien avec les mesures correctives décidées par l'autorité désignée et fait le suivi de l'application des mesures.

Le gestionnaire

i. donne l'exemple en s'appropriant les principes régissant la présente politique;

ii. communique la présente politique à son équipe et lui signifie clairement l'importance du respect de celle-ci ainsi que ses attentes en regard d'une conduite respectueuse et empreinte de civilité visant à promouvoir un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;

iii. agit en prenant les moyens raisonnables pour faire cesser les situations contraires à la présente politique, lorsqu'il les constate ou en est informé.

La communauté municipale

i. prend connaissance et s'assure de comprendre la présente politique;

ii. adopte et maintient une conduite respectueuse et empreinte de civilité dans le but de contribuer à un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;

iii. soulève toute situation contraire à la présente politique dans les meilleurs délais possibles;

iv. collabore aux processus de traitement à la suite d'une demande d'intervention, d'un signalement ou d'une plainte formelle.

Processus de traitement

Tout membre de la communauté municipale peut obtenir des renseignements, de l'aide ou des conseils sur les moyens dont il dispose dans le cadre de la présente politique auprès de la Division respect de la personne ou auprès de son partenaire d'affaires en ressources humaines du service central ou de son conseiller en ressources humaines de l'arrondissement.

Un membre de la communauté municipale peut déposer **une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle** auprès de la Division respect de la personne s'il estime être victime ou témoin d'une situation contraire à la présente politique.

Le membre de la communauté municipale doit agir rapidement à compter de l'événement ou des événements pour lesquels il a recours à la présente politique. Tout signalement ou plainte formelle doit être fait, au plus tard, dans les deux ans suivants la survenance du dernier incident relaté dans le signalement ou la plainte formelle et ce, même si l'employé n'est plus à l'emploi de la Ville au moment du dépôt.

La Division respect de la personne peut intervenir de sa propre initiative lorsqu'il est porté à sa connaissance des informations le requérant.

1. Démarche

Dans la mesure du possible, le membre de la communauté municipale qui s'estime vexé par le comportement d'une autre personne, est encouragé à le lui signifier dans le respect et la civilité.

Si cela s'avère impossible ou non concluant, le membre de la communauté municipale est invité à aller chercher de l'aide auprès de son gestionnaire, auprès de son partenaire d'affaires en ressources humaines du service central ou de son conseiller en ressources humaines de l'arrondissement ou auprès de la Division respect de la personne.

Un membre de la communauté municipale peut effectuer un signalement ou déposer une plainte formelle auprès de la Division respect de la personne.

2. Méthodes de résolution

Lorsqu'un membre de la communauté municipale fait une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle auprès de la Division respect de la personne ou lorsque cette dernière décide d'intervenir de sa propre initiative, le dossier est analysé par un conseiller de la Division en vue de déterminer les méthodes de résolutions à utiliser.

2.1 Le soutien conseil, l'accompagnement ou autres interventions

La Division respect de la personne peut offrir du soutien conseil, de l'accompagnement, ou toute autre intervention qu'elle juge appropriée à la situation qui est portée à sa connaissance.

2.2 La médiation

En tout temps, il est possible de recourir au processus de médiation si les parties en conviennent.

La médiation est un processus de résolution formel qui a pour objectif de permettre aux membres de la communauté municipale de trouver ensemble une solution acceptable au problème qui les concerne en présence d'un tiers-médiateur.

Le processus de médiation est confidentiel. Seule l'entente écrite résultant de la médiation et signée par les parties est remise à l'autorité désignée qui en assurera le suivi.

La médiation est un processus volontaire; en cas de refus ou d'échec de la médiation, d'autres options sont envisagées pour résoudre la situation.

Dans le cadre des rencontres de médiation, les parties peuvent demander d'être accompagnées. Cet accompagnateur a un rôle de soutien et conseil envers la personne et ne peut d'aucune façon se prononcer en son nom. Il accepte de se rendre disponible et de se comporter de manière à faciliter le bon déroulement du processus.

Le médiateur ne peut en aucun temps agir en tant qu'enquêteur ou vice versa.

2.3 L'analyse préliminaire du signalement ou de la plainte formelle

Cette analyse préliminaire formelle du signalement ou de la plainte formelle a pour objectif d'évaluer si les faits rapportés apparaissent viser une situation contraire à la présente politique. Cette analyse a lieu après une rencontre initiale avec le plaignant ou l'auteur du signalement et, si nécessaire, après une rencontre avec le mis en cause.

Le conseiller en charge complète l'analyse préliminaire dans les meilleurs délais. Il évalue aussi la nécessité de mettre en place des mesures temporaires pendant la période de résolution.

S'il conclut que la plainte formelle ou le signalement ne vise pas une situation qui apparaît contraire à la présente politique, il n'a pas l'obligation de poursuivre avec une enquête. Les parties sont informées du résultat et, si le conseiller le juge opportun, la médiation peut être offerte.

Le conseiller peut aussi émettre des recommandations en vue de régler la situation à l'autorité désignée qui en assurera le suivi.

2.4 L'enquête

Le Contrôleur général travaille en collaboration avec la Division respect de la personne lors de la tenue d'une enquête à sa demande. Les dispositions du Code de conduite des employés de la Ville de Montréal s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires le cas échéant. Le pouvoir d'enquête du Contrôleur général, dans les services et les arrondissements, s'applique.

Si l'analyse préliminaire est concluante et que les conditions de succès de la médiation ne sont pas favorables ou qu'il y a eu refus ou échec, la plainte formelle ou le signalement est traité par la voie d'une enquête et un enquêteur est nommé. Le plaignant, le mis en cause et les témoins sont rencontrés afin de valider les faits allégués (les rencontres qui ont eu lieu lors de l'analyse préliminaire n'ont pas à être répétées).

Le mis en cause doit être informé des allégations formulées dans la plainte formelle qui sont retenues pour fins d'enquête et ce, dans un délai raisonnable. Il doit au préalable signer un engagement à la confidentialité.

Suite à leur rencontre avec l'enquêteur, le plaignant, le mis en cause et les témoins sont invités à réviser et à signer leur déclaration. La déclaration doit être retournée à l'enquêteur dans un délai de 5 jours.

Dans le cadre des rencontres, les parties peuvent demander d'être accompagnées. Cet accompagnateur a un rôle de soutien et conseil envers la personne et ne peut d'aucune façon se prononcer en son nom. Il accepte de se rendre disponible et de se comporter de manière à faciliter le bon déroulement du processus.

L'enquêteur procède à une analyse de la preuve amassée pendant le processus d'analyse préliminaire et d'enquête.

2.5 Le rapport

L'enquêteur produit un rapport qui est présenté à l'autorité désignée qui en assurera le suivi. Ce rapport peut recommander des mesures correctives et l'autorité désignée décide des mesures appropriées selon les recommandations.

Le plaignant et le mis en cause ne reçoivent pas copie du rapport. Ils sont rencontrés individuellement par un conseiller de la Division respect de la personne pour leur transmettre les conclusions finales de l'enquête.

Le partenaire d'affaires en ressources humaines des services centraux et/ou le conseiller en ressources humaines des arrondissements, le cas échéant, développe(nt) un plan d'action en lien avec les mesures correctives décidées par l'autorité désignée et fait le suivi de l'application des mesures.

La Division respect de la personne fait le suivi des mesures correctives recommandées auprès de l'autorité désignée.

Annexe de la politique



La Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (RLRQ, c. C-12), qui stipulent notamment ce qui suit :

« **ARTICLE 1** : Tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne. »

« **ARTICLE 4** : Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation. »

« **ARTICLE 10** : Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'identité ou expression de genre, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou compromettre ce droit. »

« **ARTICLE 10.1** : Nul ne doit harceler une personne en raison de l'un des motifs visés dans l'article 10. »

« **ARTICLE 16** : Nul ne peut exercer de discrimination dans l'embauche, l'apprentissage, la durée de la période de probation, la formation professionnelle, la promotion, la mutation, le déplacement, la mise à pied, la suspension, le renvoi ou les conditions de travail d'une personne ainsi que dans l'établissement de catégories ou de classification d'emploi. »

« **ARTICLE 46** : Toute personne qui travaille a droit, conformément à la loi, à des conditions justes et raisonnables et qui respectent sa santé, sa sécurité et son intégrité physique. »

De même, la Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, c. N-1.1), qui stipulent notamment ce qui suit :

> « **ARTICLE 81.18** : Pour l'application de la présente loi, on entend par « harcèlement psychologique » une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste. Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.
>
> Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour le salarié. »
>
> « **ARTICLE 81.19** : Tout salarié a droit à un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique.
>
> L'employeur doit prendre les moyens raison-nables pour prévenir le harcèlement psycholo-gique et, lorsqu'une telle conduite est portée à sa connaissance, pour la faire cesser. Il doit notam-ment adopter et rendre disponible à ses salariés une politique de prévention du harcèlement et de traitement des plaintes. »

La Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (RLRQ, c. S-2.1), qui stipulent notamment ce qui suit :

> « **ARTICLE 51** : L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique du travailleur. »

Enfin, la Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions prévus au Code civil du Québec (L.Q. 1991, c. 64), qui stipulent notamment ce qui suit :

> « **ARTICLE 2087** : L'employeur, outre qu'il est tenu de permettre la prestation de travail et de payer la rémunération fixée, doit prendre des mesures appropriées à la nature du travail, en vue de proté-ger la santé, la sécurité et la dignité du salarié. »



CODE DE CONDUITE DU PERSONNEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL



Montréal

324/352

LES VALEURS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

L'INTÉGRITÉ

Franchise, droiture et honnêteté sont des qualités auxquelles la Ville de Montréal s'attend de son personnel. Elles constituent l'essence de la confiance que la population montréalaise accorde à l'administration. L'intégrité dont fait preuve les membres du personnel dans le cadre de leurs fonctions devient par extension l'intégrité même de la Ville.

LA LOYAUTÉ

La loyauté repose sur le fondement que la Ville doit avoir confiance en tous les membres de son personnel qui, quelles que soient leurs fonctions, sont des représentantes et des représentants de la Ville. Elle s'attend qu'elles ou qu'ils exercent leurs fonctions en toute bonne foi, en ayant à cœur la défense de ses intérêts et de sa réputation.

LE RESPECT

Valeur essentielle, le respect permet de travailler dans un environnement sain, empreint de confiance, de civilité et exempt de toute forme de discrimination. Il revient personnellement à chacune ou chacun de créer un climat de travail harmonieux avec les personnes qu'elle et qu'il côtoie dans le cadre de ses fonctions.

POSER DES GESTES RÉFLÉCHIS

La Ville de Montréal, c'est quelque 28 000 personnes employées dévouées qui voient au bon fonctionnement de l'organisation. Nous nous devons de préserver le lien de confiance avec le public, nos partenaires et nos fournisseurs. C'est pourquoi nous visons des standards élevés en matière d'intégrité et d'éthique.

En tant que membre du personnel, nous avons la possibilité d'avoir un impact sur la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais en contribuant à la qualité des services qui leur sont offerts.

L'éthique à la Ville se définit comme un processus de réflexion critique qui prend en compte diverses dimensions, dont les normes et les valeurs d'intégrité, de loyauté et de respect. L'éthique permet, entre autres, de résoudre ou de prévenir des conflits de valeurs ou de normes présents dans le cadre de nos fonctions à la Ville.

Le code de conduite est un outil de travail indispensable pour inspirer la réflexion et faciliter notre prise de décision dans diverses situations. Il ne peut répondre à toutes les questions. Toutefois, les principes et les règles qui y sont exposés peuvent nous aider à poser des gestes réfléchis et à opter pour les bons comportements. Ce code de conduite est le vôtre, vous pouvez vous l'approprier.

Si vous avez des doutes quant à la conduite à adopter face à une situation particulière, n'hésitez pas à en parler à votre gestionnaire ou avec l'équipe du Contrôleur général. Ces personnes pourront vous aider et vous conseiller.

Merci de votre engagement,



Alain Bond, avocat
Contrôleur général

CODE DE CONDUITE DU PERSONNEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT RCG 12-026 ANNEXE A

CHAPITRE 1

MISSION ET VALEURS

De façon à soutenir l'atteinte de ses objectifs, la Ville de Montréal s'est dotée d'une mission simple et claire, fondée sur l'intégrité, l'objectivité et la transparence pour guider ses interventions. Aux termes de cette mission, la Ville s'engage à :

- Offrir à la population montréalaise, aux organismes, aux entreprises et aux visiteuses et visiteurs des services de qualité au moindre coût;
- Promouvoir le caractère unique de Montréal et à contribuer à son développement.

À titre d'organisme public, la Ville se doit de préserver la confiance du public. La population montréalaise s'attend du personnel municipal qu'il serve l'intérêt général en faisant preuve d'impartialité et en gérant les ressources publiques de manière appropriée. En fonction du poste qu'il occupe, chaque membre du personnel a la responsabilité de contribuer à la réalisation de cette mission, en se conformant en tout temps aux lois, aux règlements et aux règles applicables à la Ville, tout en respectant ses principales valeurs. Par conséquent, l'adhésion du personnel aux valeurs de la Ville est essentielle. Ces valeurs sont les suivantes :

- L'intégrité
- La loyauté
- Le respect

Chaque membre du personnel doit privilégier ou développer ces valeurs dans son contexte de travail.

Les membres du personnel ont l'obligation d'adopter une conduite qui peut résister à l'examen d'une personne raisonnable et raisonnablement informée. Cette obligation ne se limite pas à la simple observation du présent code.

Considérant ces objectifs et l'importance de fournir aux membres du personnel un outil de travail, le présent code énonce de façon non limitative ni exhaustive les valeurs de la Ville et les devoirs de ses membres tout en poursuivant les buts suivants :

1) Instaurer des normes de comportements qui intègrent ces valeurs;

2) Établir une référence commune permettant d'harmoniser les comportements individuels et collectifs des membres du personnel;

3) Favoriser une attitude intègre, loyale et respectueuse;

4) Inciter les membres du personnel à s'inspirer des valeurs pour guider leur comportement dans le cadre de leurs fonctions;

5) Prévenir les conflits éthiques et aider à les résoudre efficacement et avec discernement;

6) Assurer l'application des mesures de contrôle et de correction aux manquements.

CHAPITRE 2

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION 1
APPLICATION ET SANCTION

Le code de conduite s'applique à tous les membres du personnel de la Ville de Montréal.

Le présent code ne doit pas être interprété comme restreignant les obligations imposées aux membres du personnel par une loi, un règlement, un code de déontologie professionnel.

De plus, les règles que contient le présent code s'ajoutent à celles prévues à tout contrat de travail, que ce soit un contrat individuel ou une convention collective, ainsi qu'à tout encadrement administratif de la Ville.

Le présent code est remis à tous les membres du personnel et accessible sur le site intranet et internet de la Ville.

Un manquement à une règle prévue au présent code par une ou un membre du personnel peut entraîner, sur décision de la Ville et dans le respect de tout contrat de travail, l'application de toute sanction appropriée à la nature et à la gravité du manquement.

La procédure applicable à tout membre du personnel syndiqué est celle prévue à la convention collective ou à la sentence arbitrale qui le concerne.

SECTION 2
RÔLE ET RESPONSABILITÉS DE LA OU DU GESTIONNAIRE

À titre de membre du personnel, les gestionnaires de la Ville sont assujettis au présent code et doivent aussi en assurer le respect. Les gestionnaires sont chargés de veiller à la promotion, à l'application et au respect des règles et doivent également instaurer et maintenir un ensemble de contrôles internes afin, entre autres, de prévenir, détecter et agir lors de situations à risque ou contraires au code.

SECTION 3
SIGNALEMENT

Tout membre du personnel qui est témoin ou possède de l'information concernant un manquement aux règles prévues au présent code peut le signaler à une ou un gestionnaire ou au Contrôleur général. La ou le gestionnaire ou le Contrôleur général en assurera le suivi selon les circonstances.

La ou le gestionnaire ou le Contrôleur général traitera d'une manière confidentielle, objective et impartiale tous les signalements obtenus, et ce, sans égard à la fonction, au titre, au nombre d'années de service ou à la relation avec la Ville de toute partie susceptible d'être impliquée dans une enquête éventuelle.

Tous les membres du personnel qui font un signalement ont le droit à l'anonymat et à la confidentialité.

SECTION 4
PROTECTION CONTRE LES REPRÉSAILLES

Il est interdit d'exercer des représailles contre une ou un membre du personnel pour le seul motif qu'elle ou qu'il ait, de bonne foi, fait un signalement ou collaboré à une vérification ou à une enquête donnant suite à un signalement.

Il est également interdit de menacer une ou un membre du personnel de représailles pour qu'elle ou qu'il s'abstienne de faire un signalement ou de collaborer à une vérification ou à une enquête menée en raison d'un signalement.

On entend par représailles toute action prise à l'encontre d'une ou d'un membre du personnel pour lui infliger un inconvénient physique, économique ou autre, en vue de riposter à son signalement ou à sa collaboration à une vérification ou à une enquête donnant suite à un signalement notamment une sanction disciplinaire, une rétrogradation, un licenciement, un acte d'intimidation ou de harcèlement ou une mesure portant atteinte à l'emploi ou aux conditions de travail de même qu'à la rupture ou au non-renouvellement du contrat de travail d'une ou d'un membre du personnel. La notion de représailles inclut aussi les actes entre collègues.

Le Contrôleur général assure, le cas échéant, les mesures de protection à l'égard des membres du personnel qui ont fait un signalement et qui font l'objet de représailles.

SECTION 5
DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« avantage » : un cadeau, un don, une faveur, un prêt, une compensation, une avance, un bénéfice, un service, une commission, une récompense, une rémunération, une somme d'argent, une rétribution, un profit, une indemnité, une remise sur un produit ou service, une entrée gratuite ou à prix réduit à des événements sportifs ou culturels ou autres de même nature, un voyage, une promesse d'avantages futurs, une marque d'hospitalité ou toute autre chose de nature semblable;

« conflit d'intérêts réel » : présence d'un intérêt personnel ou pécuniaire, connu du membre

du personnel et suffisant pour l'influencer dans l'exercice de ses fonctions, en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions;

« conflit d'intérêts apparent ou potentiel » : présence chez une ou un membre du personnel d'un intérêt personnel ou pécuniaire qui, aux yeux d'une personne raisonnable et raisonnablement informée, est susceptible de l'influencer dans l'exercice de ses fonctions en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions;

« entreprise liée ou organisme lié » : toute entreprise ou tout organisme sur lequel une ou un membre du personnel ou une personne liée à celle-ci ou celui-ci peut exercer une influence, directement ou indirectement;

« gestionnaire » : tout membre du personnel cadre qui a la responsabilité de la gestion d'une unité administrative et des ressources humaines qui en font partie;

« membre du personnel » : une personne liée à la Ville de Montréal par un contrat de travail, quelle que soit sa forme, incluant une ou un gestionnaire;

« personne liée » : une personne ayant un lien par le sang, le mariage, l'union civile, l'union de fait et l'adoption avec la ou le membre du personnel. Sont également liés l'enfant d'une personne visée ci-devant, une ou un membre de la famille immédiate, une personne à la charge du membre du personnel ainsi que toute personne que la ou le membre du personnel pourrait être porté à favoriser en raison de sa relation avec elle.

CHAPITRE 3

L'INTÉGRITÉ

La ou le membre du personnel doit exercer ses fonctions avec intégrité, droiture, franchise et honnêteté.

SECTION 1
RÈGLES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS

1° La ou le membre du personnel doit faire preuve de jugement pour éviter des situations qui pourraient l'empêcher d'agir de façon objective et impartiale dans l'exercice de ses fonctions.

2° La ou le membre du personnel ne doit pas se placer dans une situation réelle, potentielle ou apparente de conflit entre d'une part son intérêt personnel ou celui d'une personne liée et, d'autre part, celui de la Ville ou les devoirs de ses fonctions.

3° La ou le membre du personnel doit prendre les dispositions qui s'imposent afin d'éviter de se mettre en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent envers une personne, un groupe de personnes, une entreprise, un organisme ou une association ayant ou sollicitant une relation d'affaires avec la Ville.

4° La ou le membre du personnel doit divulguer par écrit à sa ou son gestionnaire et au Contrôleur général toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent. Le cas échéant, elle ou il devra sans délai remplir et remettre le formulaire prévu à cette fin. Dans le doute, toute situation susceptible de créer un malaise ou une apparence de conflit d'intérêts doit faire l'objet dans les meilleurs délais, d'une discussion entre le membre du personnel visé et sa ou son gestionnaire immédiat ou avec le Contrôleur général.

5° La ou le gestionnaire doit faire part au membre du personnel des mesures à prendre selon les circonstances en remplissant la section du formulaire prévue à cette fin.

Ces mesures peuvent inclure notamment la production d'un rapport confidentiel, la réduction, la modification ou l'abandon d'activités, ou toutes autres mesures appropriées.

Le formulaire dûment rempli par la ou le membre du personnel et la ou le gestionnaire doit être transmis au Contrôleur général pour avis.

Ces mesures peuvent inclure notamment la production d'un rapport confidentiel, la réduction, la modification ou l'abandon d'activités, ou toutes autres mesures appropriées.

Le formulaire dûment rempli par la ou le membre du personnel et le gestionnaire doit être transmis au Contrôleur général pour avis.

SECTION 2
DÉTENTION D'INTÉRÊTS

1° La ou le membre du personnel ne peut détenir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise, un organisme ou une association mettant en conflit ou susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et celui de la Ville ou les devoirs de ses fonctions.

2° Notamment, la ou le membre du personnel ne peut avoir directement ou indirectement, par elle-même ou lui-même ou par une associée ou un associé, un contrat avec la Ville de la manière prévue à l'article 116 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

3° La ou le cadre de direction doit, dans les 60 jours qui suivent son embauche, et annuellement par la suite, déposer au Contrôleur général une déclaration écrite mentionnant :

a) les intérêts pécuniaires qu'elle ou qu'il a dans des immeubles situés sur le territoire de la municipalité;

b) les intérêts pécuniaires qu'elle ou qu'il a dans des personnes morales, des sociétés et des entreprises susceptibles d'avoir des contrats avec la Ville ou avec tout organisme municipal dont elle ou il fait partie;

c) les emplois et les postes à un conseil d'administration qu'elle ou qu'il occupe;

d) l'existence des emprunts qu'elle ou qu'il a contractés auprès de personnes ou organismes autres que des établissements financiers ou de prêts, qu'elle ou qu'il a accordés à d'autres personnes que les membres de sa famille immédiate, et dont le solde, en principal et en intérêts, excède 2 000 $.

Pour l'application de l'alinéa d), est membre de la famille immédiate du membre du personnel, sa conjointe, son conjoint, sa conjointe de fait ou son conjoint de fait ainsi qu'une ou un enfant à charge du membre du personnel ou de sa conjointe, son conjoint, sa conjointe de fait ou son conjoint de fait.

4° La ou le membre du personnel qui a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible ne contrevient pas à la présente section.

SECTION 3
AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES ET PROMOTION

1° Lorsqu'une ou un membre du personnel occupe ou exerce un autre emploi, une autre charge ou une autre fonction dans une entreprise, un organisme ou une association ou lorsqu'elle ou qu'il s'implique dans des activités extérieures à son travail, notamment des activités sportives, professionnelles, caritatives ou sociales, elle ou il doit s'assurer que ces emplois ou ces activités :

a) ne l'empêchent pas d'assumer pleinement les responsabilités liées à son emploi;

b) ne nuisent ni à la réputation ni à l'image de la Ville;

c) ne sont pas susceptibles de la ou le placer dans une situation dérogatoire au présent code;

d) demeurent un engagement personnel auquel la Ville ne doit être associée d'aucune façon.

2° À moins d'une décision de la Ville qui l'y autorise, il est interdit pour une ou un membre du personnel de faire la promotion d'un produit ou d'un service ou de se porter garant d'un produit ou d'un service de manière à donner l'impression que la Ville appuie ou se porte garante dudit produit ou service.

SECTION 4
AVANTAGES

1° La ou le membre du personnel ne peut solliciter, accepter ou recevoir un avantage en contrepartie de l'exercice de ses fonctions en plus de ce qui lui est alloué à cette fin par la Ville.

2° La ou le membre du personnel ne peut, par elle-même ou lui-même ou par l'intermédiaire d'une tierce personne, solliciter, accepter ou recevoir pour elle-même ou lui-même ou pour une autre personne un avantage qui risque d'avoir une influence réelle, potentielle ou apparente sur son objectivité et son impartialité dans l'exercice de ses fonctions, ou qui risque de la ou le placer dans une situation d'obligée ou d'obligé envers le donateur.

3° La ou le membre du personnel ne peut, par elle-même ou lui-même ou par l'intermédiaire d'une tierce personne, solliciter, accepter ou recevoir, pour elle-même ou lui-même ou pour une autre personne, tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage quelle que soit sa valeur, d'un fournisseur de biens ou de services.

4° La ou le membre du personnel peut accepter, uniquement à l'occasion d'activités liées à ses fonctions, un avantage qui :

a) n'est pas en soi de nature à laisser planer un doute sur son intégrité ou son impartialité ou à contrevenir au paragraphe 2° de la présente section;

b) ne compromet aucunement l'intégrité ou l'image de la Ville;

c) est conforme aux règles de la courtoisie, du protocole ou de l'hospitalité;

d) ne consiste pas en une somme d'argent, une action, une obligation, un titre quelconque de finances;

e) n'est pas offert par un fournisseur de biens ou de services.

5° Lorsqu'une ou un membre du personnel accepte ou reçoit un avantage conformément au paragraphe 4° de la présente section, elle ou il doit, si cet avantage a une valeur de 200 $ ou plus ou si la valeur des avantages consentis par une même personne à l'intérieur d'une période de six mois totalise 200 $ ou plus, le déclarer par écrit à sa ou son gestionnaire et au Contrôleur général dans les dix (10) jours de sa réception, et ce, même si elle ou il a fait remise de l'avantage reçu à la Ville.

SECTION 5
PRÉVENTION DU FAVORITISME

1° Pour éviter une situation potentielle de conflit d'intérêts, la ou le membre du personnel de la Ville a l'obligation de divulguer par écrit, à sa ou son gestionnaire et au Contrôleur général, toute situation où une personne liée se trouve dans sa ligne hiérarchique.

La nature des postes occupés, le degré du lien et les possibilités d'abus ou de conflit

d'intérêts seront évalués afin de prendre les mesures appropriées.

2° La ou le membre du personnel impliqué dans un processus de sélection de candidates ou de candidats ou d'attribution de contrats auprès de la Ville a l'obligation de divulguer, dès la connaissance des faits, à sa ou son gestionnaire et au Contrôleur général, sa relation avec une personne liée participant à ce processus. Sur recommandation de l'une ou l'autre des personnes susmentionnées ou de sa propre initiative, des mesures, pouvant inclure notamment le retrait du membre du personnel du processus, pourront être prises.

3° La ou le membre du personnel ne doit pas agir, tenter d'agir ou omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne physique ou morale.

4° La ou le membre du personnel ne doit pas se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts ou ceux de toute autre personne physique ou morale.

5° La ou le membre du personnel ne peut traiter une demande dont elle ou il est l'auteure ou l'auteur et qui est adressée à la Ville en vue de l'obtention d'un permis, d'une subvention ou de toute autre autorisation ou d'un service. Il en est de même d'une demande provenant d'une personne liée ou d'une entreprise liée ou d'un organisme lié.

6° La ou le membre du personnel qui, conséquemment à l'application d'une loi, à un mariage, à une union de fait, à une union civile ou à l'acceptation d'une donation ou d'une succession, se trouve placé dans une situation de conflit d'intérêts au cours de son emploi doit :

a) aviser sa ou son supérieur dès la connaissance des faits et;

b) mettre fin à cette situation le plus tôt possible, au plus tard dans les trois (3) mois de la survenance de l'événement qui a engendré cette situation.

Si la ou le membre du personnel est dans l'impossibilité de mettre fin à cette situation, elle ou il doit en aviser immédiatement le Contrôleur général.

SECTION 6
DILIGENCE

La ou le membre du personnel :

1° doit faire preuve de rigueur, de professionnalisme et de courtoisie dans l'exercice de ses fonctions;

2° doit se conformer et mettre en œuvre les décisions prises par les instances;

3° doit respecter les pratiques et les procédures administratives en vigueur. À cet égard, elle ou il doit prendre connaissance des règles applicables et de leurs mises à jour;

4° doit consacrer son temps de travail à l'exécution de ses fonctions et respecter ses horaires de travail;

5° est imputable de ses décisions et de ses gestes et doit être en mesure de les justifier.

SECTION 7
UTILISATION DES SERVICES ET DES RESSOURCES DE LA VILLE

1° Dans le respect des lois, des règlements et autres règles ou encadrements administratifs de la Ville, la ou le membre du personnel doit utiliser les services et les ressources de la Ville aux fins exclusives de l'exercice de ses fonctions, sauf dans l'une des situations suivantes :

a) les services ou les ressources sont offerts de façon générale par la Ville au public ou;

b) la ou le membre du personnel a reçu une autorisation préalable de sa ou son gestionnaire.

2° La ou le membre du personnel ne peut confondre les biens de la Ville avec les siens à son profit, directement ou indirectement, ou en permettre l'usage à des tierces personnes, à moins qu'il ne s'agisse d'un bien offert de façon générale par la Ville au public. Il en est de même si la ou le membre du personnel croit que certains biens sont destinés aux rebuts.

3° La ou le membre du personnel doit s'assurer, dans l'exercice de ses fonctions, de l'utilisation adéquate, efficace et efficiente des ressources de la Ville.

CHAPITRE 4

LA LOYAUTÉ

La ou le membre du personnel doit agir avec loyauté, exercer ses fonctions en toute bonne foi et défendre les intérêts et la réputation de la Ville.

SECTION 1
DISCRÉTION, RÉSERVE ET NEUTRALITÉ POLITIQUE

La ou le membre du personnel :

1° ne peut publier de textes ni accorder d'entrevues sur des sujets liés à l'exercice de ses fonctions ou aux activités de la Ville sans avoir obtenu préalablement l'autorisation de la direction dont elle ou il relève;

2° ne doit pas utiliser le nom, le logo, de même que sa signature de la Ville à des fins non reliées à l'exécution de ses fonctions;

3° doit faire preuve de prudence et de réserve dans toutes ses déclarations publiques;

4° doit faire abstraction de ses opinions politiques dans l'exercice de ses fonctions;

5° ne doit pas faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Ville, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente;

6° peut se livrer à une activité de nature partisane relativement à une élection à un poste de membre du conseil de la Ville ou d'un arrondissement uniquement lorsque cette activité n'est pas susceptible de porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions avec loyauté et impartialité.

Malgré le premier alinéa, ne peuvent se livrer à aucune activité de nature partisane :

a) la directrice générale ou le directeur général, ses adjointes ou ses adjoints et la directrice ou le directeur d'arrondissement;

b) la trésorière ou le trésorier et son adjointe ou son adjoint;

c) la greffière ou le greffier, son adjointe ou son adjoint et la ou le secrétaire d'arrondissement;

d) la vérificatrice générale ou le vérificateur général;

e) l'inspectrice générale ou l'inspecteur général;

f) l'ombudsman;

g) la contrôleure générale ou le contrôleur général.

Ne constitue pas une activité de nature partisane le fait d'assister à une réunion politique, de verser une contribution à un parti ou à une personne candidate indépendante autorisée, d'être membre d'un parti ou d'apposer une signature d'appui sur une déclaration de candidature ou d'une demande d'autorisation.

Le troisième alinéa ne s'applique pas à la greffière ou au greffier de la Ville ou à son adjointe ou son adjoint ni, pendant qu'elle ou qu'il est membre de son personnel électoral, à tout autre membre du personnel de celle-ci, ni à la ou au secrétaire d'arrondissement, ni à la trésorière ou au trésorier.

SECTION 2
CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

1° La Ville est soumise à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) et toute divulgation doit se faire dans le respect de cette Loi.

2° La ou le membre du personnel doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont elle ou il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, à moins que la loi ou un tribunal ne l'exige autrement. Est considérée comme confidentielle, de façon générale, toute information appartenant ou relative à la Ville ou à ses activités et qui n'est généralement pas connue du public.

3° En tout temps, pendant son emploi ou après la cessation de son emploi, la ou le membre du personnel ne doit pas utiliser ou communiquer à ses propres fins ou à des fins autres que celles de la Ville, les informations non disponibles au public dont elle ou il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions.

4° À moins que la loi ou un tribunal ne l'exige, la ou le membre du personnel ne doit pas divulguer à quiconque les renseignements personnels ou l'information nominative au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels dont elle ou il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions.

5° La ou le membre du personnel ne peut prendre ou tenter de prendre connaissance d'informations non disponibles au public alors qu'elles ne sont pas requises dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions.

6° Après la cessation de son emploi, l'ancienne ou l'ancien membre du personnel ne peut agir de façon à tirer des avantages indus de ses fonctions antérieures au sein de la Ville.

7° La ou le membre du personnel visé par la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (L.R.Q., c. T-11.011) doit s'y conformer, notamment en ce qui concerne les règles applicables après la cessation de ses fonctions relativement aux renseignements confidentiels et relativement à une procédure, négociation ou opération particulière à laquelle elle ou il a participé.

8° Il est interdit aux membres du personnel suivants, dans les 12 mois qui suivent la fin de leur mandat, d'occuper un poste à un conseil d'administration, de dirigeante ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction de telle sorte que ce membre du personnel ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions à la Ville:

a) la directrice générale ou le directeur général, ses adjointes ou ses adjoints et la directrice ou le directeur d'arrondissement;

b) la trésorière ou le trésorier et son adjointe ou son adjoint;

c) la greffière ou le greffier, son adjointe ou son adjoint et la ou le secrétaire d'arrondissement;

d) tout cadre de direction.

CHAPITRE 5

LE RESPECT

La ou le membre du personnel doit exercer ses fonctions avec respect et civilité envers les autres membres du personnel de la Ville, les membres du conseil municipal ou d'un conseil d'arrondissement, les membres du personnel de cabinet, les membres des instances consultatives, les citoyennes et citoyens et toutes autres personnes qu'elle ou qu'il côtoie. La ou le membre du personnel doit se conformer au *Règlement sur la Politique de respect de la personne* (19-013).

1° Dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, la ou le membre du personnel doit :

a) respecter la dignité, le droit à la vie privée et la réputation de toute personne avec qui elle ou il interagit;

b) faire preuve de courtoisie et de diligence;

c) afficher une attitude d'ouverture devant les diversités contribuant ainsi à faire de Montréal une ville solidaire et inclusive;

d) contribuer à créer une atmosphère de coopération, de collaboration et d'esprit d'équipe.

2° La ou le membre du personnel doit maintenir et adopter une conduite respectueuse et empreinte de civilité dans le but de contribuer à un milieu de travail sain et exempt de harcèlement.

3° La ou le membre du personnel doit maintenir et adopter une conduite exempte de violence et de discrimination en raison de l'un ou l'autre des motifs énumérés à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec* (RLRQ, c. C-12), soit la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse,

l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

CHAPITRE 6

CONTRÔLEUR GÉNÉRAL

1° Aux fins du présent code, le Contrôleur général a pour rôle de conseiller les gestionnaires de la Ville, autant celles et ceux exerçant leur prestation de travail au sein des services centraux qu'au sein des arrondissements, dans l'interprétation, l'application et le respect des règles prévues au présent code et pour toute question relative à l'éthique et à la déontologie.

2° Il doit recevoir, consigner et examiner, de la manière qu'il détermine, toutes les divulgations et les déclarations qui lui sont transmises en vertu du présent code.

3° Il doit aussi offrir le soutien consultatif nécessaire à l'interprétation et à l'application des règles prévues au présent code et pour toute question relative à l'éthique et à la déontologie aux personnes confrontées à des situations particulières visées par celles-ci.

NOTES

Le Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal, dans sa version actuelle, est en vigueur depuis le 5 mai 2022.

FORMULAIRES DE DIVULGATION

Quatre (4) formulaires de divulgation sont accessibles dans l'intranet et sur demande auprès du Contrôleur général.

Si l'une ou l'autre des situations suivantes s'applique à vous, veuillez remplir le formulaire correspondant, le faire signer par votre gestionnaire et le retourner au Contrôleur général :

- Formulaire de divulgation de conflit d'intérêts
- Formulaire de divulgation d'avantages
- Formulaire de divulgation d'une relation avec une personne liée
- Déclaration des intérêts pécuniaires (pour les cadres de direction)

AGIR AVEC INTÉGRITÉ, C'EST :

- Préserver son objectivité, son impartialité et sa crédibilité;
- Faire preuve de rigueur, de professionnalisme et de courtoisie dans l'exécution de ses fonctions;
- Utiliser judicieusement les biens et les informations disponibles pour les besoins de ses fonctions et non à des fins personnelles ou au profit d'autrui;
- Ne pas diminuer le temps qui doit être consacré au travail.

AGIR AVEC LOYAUTÉ, C'EST :

- Être honnête et transparent avec son employeur;
- Prioriser les intérêts de la Ville devant ses intérêts personnels ou ceux d'autrui;
- Ne pas nuire à l'image et à la réputation de la Ville de Montréal;
- Respecter la confidentialité des informations dont on a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions.

AGIR AVEC RESPECT, C'EST :

- Traiter les personnes de façon équitable tout en tenant compte de leurs différences;
- Faire preuve de courtoisie et diligence;
- Maintenir un milieu de travail favorisant la collaboration, l'entraide et le respect mutuel;
- Éviter toute forme de discrimination, de harcèlement ou de violence.

À titre d'illustration seulement, sans restreindre la portée du Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal (RCG 12-026-2).

POSER DES GESTES RÉFLÉCHIS

AIDE À LA DÉCISION

- Quelles sont les **règles** en vigueur? Est-ce que j'agis en conformité avec ces règles et pourquoi?
- Est-ce que j'agis dans le sens des **valeurs** de mon organisation? Quelles sont celles qui devraient **guider** ma décision?
- Quelles sont mes **options possibles** et leurs **conséquences prévisibles** sur les autres? Est-ce le **mieux** que je puisse faire?
- Ma décision est-elle **conforme à ce que je préconise aux autres?**
- Serais-je capable de **justifier** ma décision auprès de mes collègues, de ma ou mon gestionnaire et des citoyennes et des citoyens? Résistera-t-elle au **jugement** d'une personne raisonnable et raisonnablement informée?
- Ma décision affecte-t-elle la **confiance** des membres du personnel et des citoyennes et citoyens envers la Ville?

Contrôleur général
1555, rue Peel, 14e étage
Montréal (Québec) H3A 3L8
Téléphone : 514 872-2000
cg@montreal.ca

monintranet/code_conduite
montreal.ca/sectionemployes

16739 (05-22)

Sécurité publique
Québec

PROCÉDURE SUR LA TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES INCONDUITES POLICIÈRES ENTRE LES CORPS DE POLICE ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MAI 2015

Table des matières

		Page
MISE EN CONTEXTE		**3**
1. DÉFINITIONS		**4**
2. COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DES INCONDUITES POLICIÈRES PAR LES CORPS DE POLICE		**4**
3. IDENTIFICATION DES RENSEIGNEMENTS QUI DOIVENT ÊTRE TRANSMIS AU DPCP		**5**
3.1	**Préparation de la liste des policiers impliqués**	**5**
3.2	**Analyse des déclarations d'inconduites**	**6**
3.3	**Préparation de la documentation relative aux inconduites**	**7**
4. TRANSFERT DES RENSEIGNEMENTS AU DPCP		**7**
4.1	**Nouvelle inconduite ou évaluation d'inconduite en cours de procédure**	**8**
4.2	**Avis au policier concerné**	**8**
Déclaration du policier - ANNEXE A		**9**
Liste des inconduites policières - ANNEXE B		**10**
Fiche - inconduite policière - ANNEXE C		**11**

MISE EN CONTEXTE

La présente procédure a été élaborée en collaboration avec des représentants des corps de police de Laval, Montréal, Québec et de la Sûreté du Québec, de l'Association des directeurs de police du Québec, du Ministère de la Sécurité publique et du Directeur des poursuites criminelles et pénales (ci-après, le « DPCP »). Elle s'applique à tous les corps de police québécois.

Le 16 janvier 2009, la Cour suprême du Canada (CSC) a rendu une importante décision dans l'affaire *R. c. McNeil*[1]. Cette décision s'inscrit dans la foulée des arrêts antérieurs *Stinchcombe*[2], *O'Connor*[3] et *Mills*[4], du plus haut tribunal du pays, sur la communication de renseignements par le poursuivant à l'accusé. Pour l'essentiel, la Cour Suprême est d'avis que les corps de police doivent fournir au poursuivant les renseignements concernant l'inconduite d'un policier qui participe à la poursuite engagée contre l'accusé dans deux cas :

- ✓ l'inconduite est liée à l'enquête relative à l'accusé;
- ✓ il est raisonnable de penser que l'inconduite risque d'avoir des répercussions sur la poursuite engagée contre l'accusé parce qu'elle peut mettre en cause l'honnêteté ou l'intégrité du policier.

Conséquemment, la procédure porte sur le processus de collecte de renseignements au sujet des inconduites policières par les corps de police, sur l'identification des inconduites qui doivent être communiquées au DPCP et sur le processus de transfert de ces renseignements au DPCP.

L'objectif poursuivi par la procédure est d'encadrer les pratiques à l'échelle provinciale tout en octroyant une certaine flexibilité considérant les particularités régionales, et ce, dans le respect des enseignements de la Cour.

Diverses mesures sont prévues afin de préserver la confidentialité des renseignements collectés au sujet des inconduites, de même que la possibilité pour le policier concerné de transmettre ses commentaires.

---

[1] 2009 CSC 3
[2] [1991] 3 R.C.S. 326.
[3] [1995] 4 R.C.S. 411.
[4] [1999] 3 R.C.S. 668.

1. DÉFINITIONS

Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente procédure :

« **Policier mandaté** » : Policier dûment désigné par son corps de police afin de prendre connaissance des fiches d'inconduites et de les traiter. À défaut d'une désignation, le gestionnaire policier au dossier est d'office considéré comme étant un policier mandaté.

« **PPCP mandaté** » : Procureur aux poursuites criminelles et pénales (ci-après, le « PPCP ») désigné pour rencontrer le policier mandaté afin de traiter les fiches d'inconduites. À défaut d'une désignation, le procureur responsable du dossier d'accusation est d'office considéré comme étant un PPCP mandaté.

2. COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DES INCONDUITES POLICIÈRES PAR LES CORPS DE POLICE

Le dossier d'inconduite d'un policier comporte les renseignements contenus dans les banques de données[5] et ceux transmis par le policier.

Afin de collecter les renseignements relatifs aux inconduites de ses policiers, le corps de police utilise le document intitulé « *Déclaration du policier – Annexe A* ». Dans ce document, le policier déclare s'il a fait l'objet d'une inconduite et, le cas échéant, les renseignements relatifs à la nature de celle-ci y sont décrits.

Les inconduites qui doivent faire l'objet de la déclaration du policier sont les suivantes :

- Accusation ou déclaration de culpabilité à une infraction au *Code criminel* et à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;
- Accusation ou déclaration de culpabilité[6] à une infraction aux autres lois fédérales ou provinciales[7] ainsi qu'au *Code de déontologie des policiers du Québec*, aux règlements et règles en matière disciplinaire concernant un corps de police.

---

[5] Dans le cas des plaintes ou sanctions en déontologie, le rôle du corps de police se limite à consulter les renseignements en sa possession au moment de la vérification, puisque le Commissaire à la déontologie policière est considéré comme un tiers au sens de l'arrêt *O'Connor*.

[6] Ces termes sont utilisés dans leur sens générique et incluent une citation déontologique et un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec, de même que les citations et manquements aux règlements disciplinaires.

[7] Dans le cas du Code de la sécurité routière, L.R.Q. c. C-24.2, seules sont prévues les infractions de délit de fuite (art. 168 et 171) et de vitesse ou action susceptible de mettre en péril la vie ou la sécurité des personnes ou la propriété (art. 327).

L'inconduite est celle pour laquelle le policier n'a pas obtenu un pardon, une suspension du casier judiciaire[8] ou autre mesure semblable[9], suivant les lois et règlements applicables.

En premier lieu, le corps de police prépare pour chacun de ses policiers le document « *Déclaration du policier – Annexe A* » en y colligeant, le cas échéant, toutes les inconduites connues. Cette étape implique la consultation de toutes les bases de données concernées afin de garantir que toutes les accusations et les déclarations de culpabilité soient portées au dossier d'inconduite du policier visé.

Par la suite, le corps de police s'assure que chacun de ses policiers complète et maintienne à jour le document « *Déclaration du policier – Annexe A* ». Le policier doit s'assurer que les renseignements contenus dans sa déclaration sont véridiques et complets. Il doit également s'assurer de la mise à jour de son dossier d'inconduite. À cet égard, il doit aviser dès que possible le directeur de police ou son représentant de toute modification aux renseignements contenus dans sa déclaration. Dans ce cas, le corps de police apporte les modifications nécessaires à la déclaration du policier concerné.

3. IDENTIFICATION DES RENSEIGNEMENTS QUI DOIVENT ÊTRE TRANSMIS AU DPCP

L'identification des renseignements sur les inconduites qui doivent être transmis au DPCP comporte plusieurs étapes : la préparation de la liste des policiers impliqués dans l'enquête, l'analyse par le policier mandaté des inconduites via le document « *Déclaration du policier – Annexe A* », la préparation de la documentation relative aux inconduites en rédigeant les documents intitulés « *Liste des inconduites policières – Annexe B* », le cas échéant, ainsi que la « *Fiche – inconduites policières – Annexe C* ».

3.1 Préparation de la liste des policiers impliqués

Lors de la préparation d'un dossier d'accusation (s) (confection du rapport d'enquête), le responsable du dossier prépare la liste des policiers impliqués dans l'enquête[10].

---

[8] On peut considérer une absolution inconditionnelle ou sous conditions (art. 730 C.cr.) comme une suspension du casier judiciaire après l'écoulement d'un (1) an suivant la date de l'ordonnance inconditionnelle et de trois (3) ans suivant la date de l'ordonnance sous conditions.

[9] Il doit donc s'agir d'une forme de pardon prévu par la loi, comme une excuse déontologique ou une radiation disciplinaire. Cela exclut les seules dispositions prévues dans certaines conventions collectives si elles ne sont pas supportées par une loi.

[10] Cette procédure implique que c'est le corps de police qui détermine les policiers qui sont impliqués au sens de la définition. Il s'agira généralement des policiers apparaissant à la liste des témoins préparée par le responsable du dossier.

Le policier impliqué est celui qui participe à l'enquête dans laquelle il a joué un rôle autre que périphérique. Les fonctions suivantes constituent un rôle autre que périphérique, notamment :

- enquêteur responsable du dossier;
- policier ayant recueilli la déclaration d'un suspect ou des principaux témoins à charge;
- affiant d'un affidavit à l'appui d'une demande d'ordonnance ou d'autorisation judiciaire de quelque sorte en vertu de lois fédérales ou du Québec;
- responsable des pièces à conviction;
- contrôleur d'un agent civil d'infiltration (ACI);
- agent d'infiltration;
- expert;
- et, de façon générale, tout policier ayant exercé une fonction qui n'est pas sans importance au regard de la preuve recueillie.

3.2 Analyse des déclarations d'inconduites

Le corps de police s'assure que la vérification des inconduites policières concernant les policiers impliqués dans l'enquête soit faite avant ou le plus tôt possible après l'autorisation de la plainte.

Le policier mandaté doit procéder à une analyse de chacune des déclarations des policiers impliqués dans l'enquête concernant leurs inconduites («*Déclaration du policier – Annexe A* » afin de déterminer celles qui feront l'objet d'une consultation auprès du PPCP mandaté.

Il doit systématiquement sélectionner toutes les accusations et déclarations de culpabilité pour une infraction en vertu du *Code criminel* et de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.

Pour ce qui est des autres inconduites, il doit sélectionner celles qui sont pertinentes[11], c'est-à-dire celles qui sont en lien avec le dossier d'enquête[12], notamment :

- l'inconduite liée à l'enquête[13];
- l'inconduite en semblable matière à l'accusation portée contre l'accusé[14];
- l'inconduite comportant un élément de malhonnêteté;
- l'inconduite concernant l'administration de la justice;
- l'inconduite tendant à démontrer un manque d'intégrité.

3.3 Préparation de la documentation relative aux inconduites

Le corps de police doit conserver une preuve de cette vérification. À cet égard, le policier mandaté peut utiliser le document intitulé *« Liste des inconduites policières - Annexe B) »*. Ce document contient la liste de tous les policiers impliqués au dossier avec la confirmation de recherche positive ou négative d'inconduite (s) pertinente (s) dans leur dossier. Outre ce document, tout autre moyen convenu entre le policier mandaté et le PPCP mandaté fait preuve de cette vérification et doit être communiqué à ce dernier sur demande.

Pour chaque inconduite sélectionnée, le policier mandaté rédige le document intitulé « *Fiche - Inconduite policière - Annexe C* », lequel décrit l'inconduite du policier concerné (nature, résumé, étape). Ce document est remis au PPCP mandaté. Il est joint, le cas échéant, au document *« Liste des inconduites policières - Annexe B »*.

4. TRANSFERT DES RENSEIGNEMENTS AU DPCP

Munis de la *« Fiche - Inconduite policière - Annexe C »* et s'il y a lieu de la *« Liste des inconduites policières - Annexe B »*, le policier mandaté consulte en personne le PPCP mandaté. Lorsqu'il est peu commode de le faire en raison de l'éloignement, d'un manque d'effectifs ou tout autre motif raisonnable, la consultation pourra être conduite avec les adaptations nécessaires par une autre voie de communication.

Cette consultation doit avoir lieu avant que l'accusé soit appelé à choisir son mode de procès ou à présenter son plaidoyer. En cas de réelle impossibilité, la consultation doit être tenue dans les plus brefs délais.

---

[11] En cas de doute relativement au fait qu'une inconduite est ou non pertinente, le policier mandaté sera bien avisé de la communiquer au PPCP mandaté.

[12] Pour plus de précision, les inconduites mentionnées au bas de l'annexe B n'ont pas à être communiquées au PPCP mandaté, sauf si elles sont en lien avec le dossier d'enquête.

[13] La Cour suprême désigne aussi cette inconduite comme celle reprochée à un policier qui se rapporte au fait à l'origine de l'accusation portée contre l'accusé. Elle l'illustre par l'exemple du policier qui est accusé en vertu de la législation provinciale d'avoir eu recours à une force excessive lors de l'arrestation de l'accusé (*McNeil*, par. 54).

[14] Dans *McNeil*, l'accusé avait été trouvé coupable de possession de cocaïne dans le but de trafic et de trafic de marijuana. Il apprit avant sentence que le policier qui l'avait arrêté avait notamment des accusations disciplinaires pendantes concernant la consommation de cocaïne à l'époque de l'arrestation. La Cour a estimé que ces inconduites devaient être communiquées (par. 59).

Lors de cette consultation, le policier mandaté et le PPCP mandaté discutent de la pertinence des inconduites sélectionnées et ils déterminent lesquelles seront communiquées à la défense. De plus, le policier mandaté discute avec le PPCP mandaté de l'opportunité :

- d'exiger de l'accusé ou de son procureur un engagement de non-diffusion des inconduites à des fins autres que d'offrir une défense pleine et entière;
- de demander au tribunal une ordonnance de non-diffusion à leur égard;
- de rappeler à son procureur, dans le document décrivant des inconduites qui lui sera remis, ses obligations déontologiques.

À la suite de cette consultation, le PPCP mandaté prépare un document décrivant les inconduites retenues, lequel sera remis à l'accusé ou à son procureur. Les documents « *Liste des inconduites policières - Annexe B* » et « *Fiche - Inconduites policières - Annexe C* » ne sont pas communiqués à l'accusé ni à son procureur.

4.1 Nouvelle inconduite ou évaluation d'inconduite en cours de procédure

Dans le cas où une inconduite s'ajoute en cours d'instance, le policier mandaté procède selon les termes de la présente procédure.

Dans le cas où une inconduite écartée se révèle par la suite pertinente en cours d'instance, une nouvelle consultation est tenue entre le policier mandaté et le PPCP mandaté selon les termes de la présente procédure.

Si un PPCP décide d'assigner un policier dont la déclaration sur ses inconduites (« *Déclaration du policier – Annexe A* ») n'a pas été analysée, le policier mandaté procède selon les termes de la présente procédure.

4.2 Avis au policier concerné

Le policier concerné doit être informé que des renseignements au sujet de son ou ses inconduite (s) ont été transmis au PPCP mandaté et qu'ils pourraient, le cas échéant, être divulgués à la défense. Le policier concerné peut transmettre ses commentaires écrits au policier mandaté qui les fera suivre au PPCP mandaté.

Il importe de mentionner que les renseignements strictement personnels des policiers[15] ne doivent, en aucune circonstance, être transmis au PPCP mandaté.

[15] Par exemple : adresse domiciliaire, numéros de téléphone au domicile ou cellulaire, date de naissance, etc.

DÉCLARATION DU POLICIER
ANNEXE A
Renseignements confidentiels

Nom :	Prénoms :	Grade :
Unité :	Matricule :	Année de la vérification :

Par la présente, je déclare que :

☐ **: Je n'ai aucune inconduite survenue en quelque lieu que ce soit <u>à ajouter</u>.**
(Passez directement à la section signature)

☐ **: J'ai une ou des inconduites <u>à ajouter</u>.**

(Cochez l'une des 4 cases appropriées et donnez les détails de l'inconduite à ajouter dans la section prévue à cette fin.)

1.	☐	J'ai été reconnu coupable, en vertu du Code criminel, de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, ou à une autre loi pénale fédérale ou provinciale[16], ou d'une autre loi semblable, en quelque lieu que ce soit, pour laquelle une réhabilitation n'a pas été accordée.
2.	☐	J'ai été reconnu coupable d'une inconduite, en vertu d'un règlement sur la discipline des policiers ou du Code de déontologie des policiers du Québec et pour laquelle une excuse ou une radiation n'a pas été accordée.
3.	☐	J'ai une accusation (cause pendante), en vertu du Code criminel, de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, une autre loi pénale fédérale ou provinciale ou d'une autre loi semblable en quelque lieu que ce soit.
4.	☐	J'ai une accusation (cause pendante) d'inconduite en vertu d'un règlement sur la discipline des policiers ou du Code de déontologie des policiers du Québec pour laquelle un avis a été émis.

Si les informations sont incomplètes, inscrivez dans le tableau ci-dessous les éléments manquants en décrivant toute accusation ou déclaration de culpabilité (détails de l'inconduite) :

Date de l'inconduite	Infraction reprochée / # cause / détails de l'inconduite	Sanction / Sentence

Note : Si de l'espace supplémentaire est requis, utilisez une feuille complémentaire.

J'affirme que les renseignements que j'ai fournis sont véridiques et complets. Je suis conscient de mon obligation d'assurer la mise à jour de mon dossier d'inconduite au directeur de mon corps de police.

Signature :	Date : AA/M/J

Distribution : Organisation

[16] Dans le cas du *Code de la sécurité routière* (L.R.Q. c. C-24.2), n'inclure que les infractions de délit de fuite (art. 168 et 171) et de vitesse ou action susceptible de mettre en péril la vie ou la sécurité des personnes ou la propriété (art. 327).

LISTE DES INCONDUITES POLICIÈRES
ANNEXE B

Renseignements confidentiels / Utilisation restreinte au DPCP / Ne pas transmettre à la défense

No dossier – Cour :	Reine contre :
No dossier – Police :	
Cour – Juridiction et lieu) :	PPCP Mandaté :
Accusation(s) :	

POLICIERS IMPLIQUÉS			
Nom	**Matricule**	**Présence d'inconduite(s) pertinente(s) communiquée(s) à la Poursuite***	
		OUI	**NON**
1.		☐	☐
2.		☐	☐
3.		☐	☐
4.		☐	☐
5.		☐	☐
6.		☐	☐
7.		☐	☐
8.		☐	☐

Nom du policier mandaté :	Signature :	Matricule :	Date (AA/M/J)
Nom de l'officier responsable :	Signature :	Matricule :	Date (AA/M/J)

**Exceptions et pertinence*

Le policier mandaté n'est pas tenu de communiquer les inconduites suivantes, sauf si elles sont en lien avec l'accusation portée contre l'accusé :

A)
- Horaire de travail : modification, absence, retard, demande de congé;
- Refuser l'ordre d'un officier;
- Équipement (inclus vêtements, véhicules et toutes autres propriétés du Corps de police ou de la Ville : perdre, prêter, vendre, négliger l'entretien)
- Double emploi;
- Se livrer à toutes activités politiques interdites par la Loi sur la police;
- Boissons alcooliques : exhaler, transporter, consommer en uniforme ou en devoir;
- Attitude – comportement – impolitesse.

B)
- Lorsque l'inconduite n'est pas pertinente selon les paramètres établis par la procédure provinciale en vigueur conformément au Communiqué émis par le Ministère de la Sécurité publique

Distribution : Originale – Procureur du DPCP Copie – Selon l'organisation

FICHE – INCONDUITE POLICIÈRE
ANNEXE C
Renseignements confidentiels / Utilisation restreinte au PPCP / Ne pas transmettre à la défense

No dossier – Cour :	No dossier interne et/ou no d'événement	Date de vérification (AA/M/J)

POLICIER CONCERNÉ		
Nom :	**Prénom :**	**Matricule :**

RÉSUMÉ DE L'INCONDUITE

NIVEAU			
Criminel : ☐	**Pénal :** ☐	**Déontologique :** ☐	**Disciplinaire :** ☐

ÉTAPES			
Accusé / cité ☐	**Déclaré coupable / dérogatoire :** ☐	**Appel / Grief en cours :** ☐	**Terminé / clos :** ☐

ACCUSATION(S) / MANQUEMENT(S)				
Article :	**Description :**	**Date du verdict : (AA/M/J)**	**Verdict :**	**Sanction / sentence :**

SOUMIS PAR :		
Nom / Prénom :	**Signature :**	**No de téléphone :**
Courriel :		**Date de vérification (AA/M/J)**

SECTION RÉSERVÉE AU POLICIER MANDATÉ				
Nom du PPCP :		**Annexe C transmise :** Oui ☐ Non ☐		**Date de la communication (AA/M/J)**
PPCP divulgue ☐	**PPCP ne divulgue pas** ☐	**PPCP prend en délibéré** ☐	**Policier concerné à aviser :**	**Policier avisé (date AA/M/J)**
Nom du policier mandaté				

Distribution : Originale – Procureur du DPCP Copie – Selon l'organisation

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245326009

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Objet :	Autoriser rétroactivement l'Entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2027 pour l'affectation d'une (1) ressource policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), pour une durée de trois (3) ans; avec la possibilité de renouvellement d'une année additionnelle / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 118 410$ / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un (1) poste policier pour la durée de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

L'entente de prêt prévoit une prestation maximale de 300 heures de temps supplémentaire et le coût est estimé à 80 107$ pour la durée de l'entente.

Toutefois, le SPVM, dans sa revue des activités en cours et sa stratégie des mesures à mettre en place, effectuera une gestion des postes vacants, du calendrier d'embauche, et n'autorisera pas de temps supplémentaire s'il ne peut faire l'objet d'un remboursement.

À ce jour, aucune heure de temps supplémentaire a été effectuée. Advenant un dépassement de coûts, il y aura des explications dans les résultats de fin d'année.

FICHIERS JOINTS

Intervention 1245326009 - CQDAAF.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Line DESJARDINS

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-05

Chantal BOISVERT

Chef d'équipe - Service des finances et de l'évaluation foncière - DCSF
Tél : 438-349-2262

Chef de division

Tél : 514-827-6384
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, DCSF

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.02

2024/10/24 17:00

(1)

Dossier # : 1245326006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal, pour la période du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux (2) ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF), pour une période d'une (1) année chacun.

Il est recommandé :

1. d'autoriser rétroactivement l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal, pour la période allant du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux (2) ressources policières du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF), pour une période d'une (1) année chacun ;
2. d'autoriser le directeur du service de police de la Ville de Montréal à signer l'entente de prêt de service.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-09-18 11:31

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245326006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal, pour la période du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux (2) ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF), pour une période d'une (1) année chacun.

CONTENU

CONTEXTE

La fraude est un acte criminel par lequel une personne – par supercherie, mensonge ou autre moyen – soutire des biens, des services ou de l'argent à une autre personne. Elle évolue et peut avoir des conséquences dévastatrices pour les victimes et leurs familles.
Les fraudeurs misent généralement sur la méconnaissance, la vulnérabilité, le sentiment d'urgence et la pression pour arriver à leurs fins.

La fraude est un fléau qui peut prendre de nombreuses formes, de la fraude financière aux fraudes d'identité, en passant par les fraudes en ligne. Elle engendre des pertes économiques massives, détruit des vies, et affaiblit la confiance du public dans nos institutions. Parmi les cas observés, les fraudes en lien avec de faux représentants, restent les plus fréquemment utilisées.

Les fraudeurs personnifient un soi-disant « conseiller financier » ou « enquêteur » et mentionnent à leur victime que des transactions frauduleuses ont été repérées sur leurs cartes de paiement. Les fraudeurs peuvent leur demander de confirmer des informations personnelles, les inciter à acheter des cartes prépayées pour collaborer à l'enquête ou à effectuer un transfert d'argent. Ils peuvent aussi leur demander de remettre leurs cartes dans une enveloppe qu'un complice viendra chercher à leur domicile.

Dans le cadre de sa lutte contre la fraude financière, la SQ a mis en place une équipe

intégrée de lutte aux crimes financiers. Sa mission principale est notamment de contrer les fraudes de type « faux représentants » qui sévissent actuellement sur le territoire québécois et montréalais en particulier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Sous la gouverne du Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF), l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers a notamment pour mandat d'enquêter, sur des fraudes ou des crimes économiques en réseau, ou ayant des ramifications provinciales et hors province, visant le public, les institutions financières, les entreprises ou les organismes privés. Par le biais de sa coordination provinciale, l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers s'assure d'offrir un soutien optimal aux unités et aux corps de police municipaux dans le traitement des dossiers de crimes financiers sous leur responsabilité.
Soucieux des enjeux de la fraude financière et ses conséquences sur le citoyen montréalais, la Ville de Montréal désire participer, par l'intermédiaire du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), aux opérations menées par l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers.

À ce sujet, la SQ et la Ville de Montréal souhaitent convenir d'une entente de prêt de services prévoyant l'affectation au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF) de deux (2) ressources policières SPVM dédiées exclusivement à l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers.

Le présent dossier vise à autoriser rétroactivement l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux (2) sergents-détectives du SPVM au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF), pour une période de 1 année chacun.

JUSTIFICATION

On observe depuis plusieurs mois une hausse des cas de fraudes particulièrement sur l'Ile de Montréal. Aussi, dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté, la fraude évolue et se métamorphose constamment. Nous sommes convaincus que la collaboration jouera un rôle crucial dans le combat commun contre les organisations criminelles impliquées dans des stratagèmes complexes de crimes financiers.
Pour faire basculer cette tendance, des efforts concertés de prévention sont déployés à l'échelle de toute la province. Le but est d'intervenir en amont afin de prévenir le crime contre la personne et réduire par conséquent les crimes financiers.

Le partenariat au sein de l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers sera en mesure d'orienter stratégiquement les ressources et les efforts à déployer en matière de prévention des crimes contre la personne et particulièrement des crimes financiers.

La mise en commun de ressources du SPVM et de la SQ au sein de l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers permettra donc de renforcer l'efficacité des opérations en matière de lutte contre les fraudes financières.

La participation des ressources du SPVM aux opérations de l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers assurera nécessairement une réaction proactive aux fraudes financières.

Cette expérience permettra aux policiers (ières) du SPVM d'être à l'affût des outils

additionnels aux différents corps policiers qui leur permettront d'adapter leurs stratégies d'intervention et de lutte aux crimes financiers ; et va assurément accroître la force de frappe du SPVM en matière de lutte contre les crimes financiers.

Également, la collaboration entre les différents corps de police et les efforts conjoints seront, définitivement, la clé du succès, en matière de lutte contre la fraude financière.

Finalement, les efforts déployés au sein de l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers contribueront certainement à préserver le sentiment de sécurité de la population québécoise et montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La VILLE continue, pendant la durée de la Période d'affectation, à rémunérer le Policier désigné, en contrepartie de son travail au sein du SESCCF, à son taux de salaire normal, incluant les heures supplémentaires et les avantages sociaux rattachés à son statut d'employé de la VILLE, selon les modalités prévues à la convention collective, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre par la VILLE. La VILLE continue d'assumer toute dépense admissible, conformément à la convention collective intervenue entre la VILLE et l'association qui représente le Policier désigné.

La SÛRETÉ rembourse mensuellement à la VILLE, pour chaque Policier désigné affecté au SESCCF, un montant forfaitaire annuel de 157 875 $ (13 156,25 $/mois) pour l'exécution d'une prestation de travail au sein du SESCCF, incluant les heures supplémentaires.

La SÛRETÉ rembourse aussi à la VILLE, pour chaque Policier désigné, les dépenses admissibles énumérées à l'Annexe 1. Ces dépenses doivent être autorisées au préalable par la SÛRETÉ.

La rémunération des policiers prêtés en 2024 représente 271 700 $ et est assumée par la base budgétaire et prévue au budget de fonctionnement du SPVM. Par conséquent, aucun ajustement budgétaire n'est requis.

Aucun revenu n'ayant été prévu au budget 2023, la totalité des revenus découlant de ce prêt de 315 750 $ sera comptabilisée dans l'exercice financier 2024 et sera expliquée dans les résultats de fin d'année.

L'entente de prêt prévoit également une prestation maximale totale de 600 heures en temps supplémentaire. Par contre, le SPVM, dans sa revue des activités en cours et sa stratégie des mesures à mettre en place, n'autorisera aucun temps supplémentaire s'il ne peut faire l'objet d'un remboursement.

Le coût pour les heures de temps supplémentaires déjà réalisées avant la mise en place de ces mesures est actuellement assumé dans le budget de fonctionnement du SPVM. Advenant un dépassement de coûts, ils seront expliqués dans les résultats de fin d'année.

Ce prêt ne requiert pas d'augmentation des effectifs au sein du SPVM puisque les 2 ressources policières n'ont pas été remplacées depuis le début du prêt et ne le seront pas d'ici le retour au service en octobre prochain.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances et de l'évaluation foncière.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, (article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans

certaines agglomérations. Par contre, ces dépenses seront compensées par un revenu supplémentaire qui lui est attribué par le présent dossier.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 par les engagements, inclusion, équité et accessibilité universelle.
Il s'arrime avec 2 grandes orientations du plan stratégique (solidarité, équité et inclusion / innovation et créativité), et ce, en assurant la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

La collaboration au sein de l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers vise une meilleure sécurisation des communautés en luttant notamment contre la fraude financière. Elle contribuera à la préservation du sentiment de sécurité de la population montréalaise en plus d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers permet de raffermir les efforts déployés pour la lutte contre la fraude. La participation du SPVM aux efforts de l'équipe intégrée de lutte aux crimes financiers permettra à cette dernière d'accomplir son mandat notamment sur le territoire montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La SQ est responsable d'assurer le volet médiatique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie BOURBONNAIS, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Sophie BOURBONNAIS, 24 avril 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ali ILARZEG
PSA

Tél : 514 465-4386
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-04-23

Daniel DA CUNHA GONCALVES
inspecteur(-trice)-chef police

Tél : 514-280-7750
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2024-09-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél :
Approuvé le : 2024-09-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1245326006]*
Unité administrative responsable : *[Module Missions internationales et services affaires]*
Projet : *[Prêt de service au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF)]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, 'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;* *19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *8 – En prêtons les deux (2) ressources policières à la SQ, le SPVM contribuera à contrer la fraude financière. Les policiers prêtés apporteront certainement une expérience considérable au sein de leur unité en matière de lutte contre les crimes contre la personne et particulièrement des crimes financiers.* *19 - Le prêt de service des deux (2) ressources policières du SPVM à la SQ, viendra préserver le sentiment de sécurité de la population montréalaise et de prévenir la fraude financière.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245326006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Objet :	Autoriser rétroactivement l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal, pour la période du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux (2) ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF), pour une période d'une (1) année chacun.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Cette intervention vise à confirmer la validité de l'entente de prêt de service quant à sa forme et son contenu.

FICHIERS JOINTS

1245326006 PJ.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate
Tél : 438 354-8210

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23

Audrey LÉVESQUE
Cheffe de la Division Droit du travail
Tél : 514-65207517
Division : Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

ENTENTE DE PRÊT DE SERVICE DANS LE CADRE DU PROJET RUER



ENTRE

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

corps de police national, dont le grand quartier général est situé au 1701 rue Parthenais, Montréal, Québec, H2K 3S7, représentée par Madame Johanne Beausoleil, en sa qualité de directrice générale de la Sûreté du Québec

(ci-après appelée la « SÛRETÉ »)

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL

personne morale de droit public représentée aux fins des présentes par M. Fady Dagher, directeur du Service de police de la ville de Montréal, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'agglomération

(ci-après appelée la « VILLE »)

La SÛRETÉ et la VILLE sont ci-après désignées « la » ou « les parties »

AVRIL 2024

GGB

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'article 9 de la *Loi sur le ministère de la Sécurité publique* (RLRQ, c.M-19.3) confie au ministre de la Sécurité publique, notamment le mandat d'assurer l'application des lois relatives à la police et de favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE pour poursuivre la lutte contre la fraude financière, la SÛRETÉ a procédé à la création d'une équipe intégrée de lutte aux crimes financiers, dédiée au projet RUER, dans le but de contrer la fraude de type « faux représentants » qui sévit actuellement sur le territoire québécois;

ATTENDU QUE la VILLE participe et contribue déjà au projet RUER par l'affectation de deux (2) ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (ci-après appelé « SPVM ») au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers (ci-après le « SESCCF ») de la SÛRETÉ;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite maintenir sa participation et contribution aux opérations du SESCCF;

ATTENDU QUE les parties souhaitent convenir par la présente d'une entente de Prêt de services encadrant l'affectation des deux (2) membres policiers du SPVM exclusivement au SESCCF.

ATTENDU QUE la VILLE a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle a remis une copie dudit Règlement à la SÛRETÉ.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1. DÉFINITIONS

1.1.1. Aux fins de la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et termes suivants signifient :

a) **Année financière** : du 1er avril au 31 mars de l'année suivante, applicable à la présente entente, soit :

1er avril 2023 au 31 mars 2024 ;
1er avril 2024 au 31 mars 2025.

b) **Annexe 1** : liste des dépenses admissibles.

c) **Annexe 2** : modalités de facturation.

d) **Annexe 3** : attestation du Policier désigné.

e) **Annexe 4** : Engagement de confidentialité

f) **Annexe 5** : Convention collective de travail intervenue entre la VILLE et la Fraternité des policiers et policières de Montréal, (« Convention collective »), modifiée de temps à autre.

g) **Annexe 6** : Règlement sur la politique de respect de la personne et règlement sur le Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal, modifiés de temps à autre.

h) **Période d'affectation** : période d'un (1) an à partir de la date de début de l'affectation des Policiers désignés prévue à l'Annexe 3.

i) **Policier désigné** : membre policier appartenant au SPVM et faisant l'objet d'un Prêt de service à la SÛRETÉ afin d'être affecté aux opérations à être menées par le SESCCF, conformément aux conditions prévues à la présente entente.

j) **Prêt de service** : prêt de service d'un maximum de deux (2) membres policiers du SPVM affectés simultanément au SESCCF, dont les fonctions sont détaillées à l'article 3.1 de la présente entente.

1.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.2.1. La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties quant au Prêt de service d'un maximum de deux (2) membres policiers du SPVM à la SÛRETÉ affectés aux opérations à être menées par le SESCCF. Toute autre entente non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

ggb

1.2.2. Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente entente. Les parties reconnaissent en avoir reçu une copie, les avoir lues et consentent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées. En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaudra.

1.2.4. Les dispositions de la présente entente n'ont pas pour effet d'autoriser une partie à engager des frais ou à contracter des dettes au nom de l'autre partie, ni à agir à titre de représentant de l'autre partie.

1.3. COMPUTATION DES DÉLAIS

Aux fins de la computation des délais fixés à la présente entente, lorsque les délais prévus pour remplir une obligation expirent un samedi ou un jour férié au sens de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16), cette obligation pourra être valablement remplie le premier jour ouvrable suivant.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à énoncer les modalités réagissant le Prêt de service d'un maximum de deux (2) membres policiers du SPVM à la SÛRETÉ pour participer aux opérations à être menées par le SESCCF pour la durée de la présente entente. Chaque Policier désigné doit prendre connaissance de la présente entente et fournir son consentement par la signature de l'attestation jointe en Annexe 3.

La SÛRETÉ reconnaît et accepte que la VILLE ne sera pas considérée en défaut de ses obligations en vertu de la présente entente advenant qu'aucun membre policier ne fournisse son consentement par la signature de l'attestation jointe en Annexe 3 afin d'y être affecté. Toutefois, la SÛRETÉ ne versera le montant prévu à l'article 5.1 qu'à l'égard du Policier désigné réellement affecté au SESCCF et qu'à compter de la date de début de l'affectation précisée à l'Annexe 3.

3. PROCESSUS DE SÉLECTION DU POLICIER DÉSIGNÉ

3.1. La VILLE s'engage à fournir à la SÛRETÉ une liste de membres policiers de son service de police pouvant être affectés à la SÛRETÉ afin d'occuper la fonction d'enquêteur au sein du SESCCF. Les membres policiers proposés par la VILLE doivent avoir suivi ou débuté le programme de formation initiale en enquête policière de l'École nationale de police du Québec (ÉNPQ).

3.2. La VILLE s'engage à effectuer une vérification préalable des inconduites policières de tout membre policier proposé à la SÛRETÉ dans le but de s'assurer de la compatibilité de celles-ci, le cas échéant, avec les fonctions que le Policier désigné sera appelé à assumer au sein du SESCCF. Les policiers doivent répondre aux critères d'honnêteté et d'intégrité définis dans l'arrêt McNeil ([2009] 1 RCS 66), tels que précisés par la *Procédure sur la transmission de renseignements concernant les inconduites policières entre les corps de police et le Directeur des poursuites criminelles et pénales* annexée au Communiqué 2015-15 du ministère de la Sécurité publique. La

VILLE s'engage à transmettre les résultats de ces vérifications à l'officier responsable du SESCCF ou son représentant.

3.3. Parmi les membres policiers proposés par la VILLE, la SÛRETÉ désigne ceux qui feront partie du SESCCF.

3.4. La VILLE effectue les vérifications relatives au processus d'habilitation sécuritaire des membres policiers sélectionnés incluant les vérifications à l'égard des membres de leur famille et des personnes avec qui ils cohabitent actuellement. La VILLE s'engage à confirmer par courriel à l'officier responsable du SESCCF ou son représentant la réussite du processus d'habilitation sécuritaire.

3.5. Une fois les vérifications complétées, la VILLE transmettra au membre policier sélectionné l'attestation, jointe en Annexe 3, dûment complétée par la VILLE aux fins de signature. L'attestation dûment signée par le Policier désigné est transmise aux représentants des parties.

3.6. À tout moment, les parties se communiquent toute information pouvant mettre en doute l'intégrité ou la probité du Policier désigné.

4. OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1. La VILLE s'engage à prévoir une période d'affectation d'un (1) an pour chaque Policier désigné détaché à la SÛRETÉ.

> 4.1.1. La VILLE peut, suivant un préavis écrit de trente (30) jours, remplacer, rappeler temporairement ou retirer un Policier désigné de son service, sous réserve du respect des modalités prévues à l'article 4.1 et à la section 3 de la présente entente. Selon les circonstances et sur entente avec l'officier responsable du SESCCF ou son représentant, la VILLE peut rappeler un Policier désigné dans un délai inférieur à trente (30) jours.

4.2. La VILLE continue, pendant la durée de la Période d'affectation, à rémunérer le Policier désigné, en contrepartie de son travail au sein du SESCCF, à son taux de salaire normal, incluant les heures supplémentaires selon les modalités prévues aux article 6.14 et suivants de la présente convention et les avantages sociaux rattachés à son statut d'employé de la VILLE, selon les modalités prévues à la Convention collective, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre par la VILLE.

4.3. Pendant la durée de la Période d'affectation, la VILLE continue de veiller à ce que les Policiers désignés obtiennent toute formation requise et maintiennent les compétences nécessaires liées à leurs fonctions à la VILLE.

4.4. La VILLE continue d'assumer toute dépense admissible conformément à la Convention collective intervenue entre la VILLE et l'Association qui représente le Policier désigné.

4.5. La facturation produite par la VILLE pour obtenir le remboursement du montant forfaitaire prévu à l'article 5.1 pour le prêt de service du Policier désigné, ainsi que des dépenses admissibles prévues à l'article 5.2 et à l'Annexe 1, doit respecter les modalités de facturation édictées à l'Annexe 2.

4.6. La VILLE s'engage à rembourser dans un délai de soixante (60) jours tout montant versé en trop réclamé par la SÛRETÉ.

5. OBLIGATIONS DE LA SÛRETÉ

5.1. La SÛRETÉ rembourse mensuellement à la VILLE, pour chaque Policier désigné affecté au SESCCF, un montant forfaitaire annuel de 157 875 $ (13 156,25 $/mois) pour l'exécution d'une prestation de travail au sein du SESCCF, incluant les heures supplémentaires conformément aux articles 6.14 à 6.16 ;

5.1.1. Advenant qu'un Policier désigné débute ou termine son affectation en cours de mois, le montant remboursé à la VILLE est proportionnel au nombre de jours travaillés par le Policier désigné au cours de ce mois, et ce, conformément aux modalités de calcul prévues à l'Annexe 2. Il en va de même lors des situations prévues à l'article 6.

5.2. La SÛRETÉ rembourse aussi à la VILLE, pour chaque Policier désigné, les dépenses admissibles énumérées à l'Annexe 1. Ces dépenses doivent être autorisées au préalable par la SÛRETÉ.

5.3. Aux fins du calcul des dépenses admissibles prévues à l'Annexe 1, il est convenu que le bureau du SESCCF, situé au 1250 rue Nobel, Boucherville, constitue le port d'attache du Policier désigné.

5.4. Les remboursements sont effectués à la VILLE sur réception de la facturation et des pièces justificatives conformément aux modalités de facturation prévues à l'Annexe 2.

5.5. Pendant la durée du Prêt de service, la SÛRETÉ veille à offrir au Policier désigné toute formation spécialisée dont il aurait besoin afin d'exécuter ses fonctions au sein du SESCCF et assume les frais associés à de telles formations.

5.6. À l'arrivée d'un nouveau Policier désigné au sein du SESCCF, l'officier responsable du SESCCF ou son représentant veille à lui remettre une copie de la présente entente et s'assure qu'il en prenne connaissance.

6. STATUT DU POLICIER DÉSIGNÉ ET PRESTATION DE TRAVAIL

6.1. Les conditions et modalités mentionnées à la présente entente sont applicables, le cas échéant, à chaque Policier désigné individuellement.

6.2. Le Policier désigné exercera la fonction d'enquêteur au sein du SESCCF selon la présente entente entre la SÛRETÉ et le SPVM.

6.3. Le Policier désigné demeure un employé de la VILLE pendant sa Période d'affectation.

6.4. Dans le cadre de son affectation, le Policier désigné est sous l'autorité opérationnelle de l'officier responsable du SESCCF ou de son représentant. À cette fin, le Policier désigné est assujetti aux politiques de gestion, méthodes et procédures applicables au sein de la SÛRETÉ. Dans l'éventualité où le Policier désigné se considère devant une politique ou une directive qui soit incompatible avec celle de la VILLE, il doit se référer à l'officier responsable du SESCCF ou

son représentant, qui fera le lien avec l'officier responsable de la VILLE ou son représentant pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances de sa Période d'affectation.

6.5. L'officier responsable du SESCCF ou son représentant supervise le Policier désigné et a le pouvoir de formuler à son intention et en termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires à la réalisation des objectifs du SESCCF. La VILLE et la SÛRETÉ doivent se communiquer dans les plus brefs délais tous les renseignements pertinents concernant toute problématique relative au travail et au comportement du Policier désigné.

6.6. Toute demande de congé est soumise au préalable par le Policier désigné à la VILLE pour approbation. L'officier responsable du SESCCF ou son représentant transmet mensuellement à l'officier responsable de la VILLE ou son représentant les formulaires d'assiduité et un rapport faisant état de toutes les absences, vacances et congés pris pendant la Période d'affectation du Policier désigné.

6.7. La SÛRETÉ fournit au Policier désigné un lieu de travail et le matériel dont il a besoin pour exercer ses fonctions au sein du SESCCF, à l'exception de son appareil cellulaire et des services de téléphonie cellulaire. Exceptionnellement, les parties acceptent que le Policier désigné puisse utiliser l'appareil cellulaire et les services de téléphonie fournis par la VILLE aux fins de ses fonctions dans le cadre de la présente entente. Cette utilisation continue d'être régie par les encadrements administratifs de la VILLE, dont notamment la *Directive sur l'utilisation des appareils et des services technologiques mis à la disposition des employés de la Ville de Montréal*. Il ne peut toutefois pas utiliser les services Internet et de courrier électronique de la VILLE.

6.8. Le Policier désigné demeure sous l'autorité administrative de la VILLE. Il doit continuer de se conformer aux exigences des lois et règlements visant son service de police, à savoir la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1), avec ses modifications successives, le *Code de déontologie des policiers du Québec* (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le *Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), le Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal et la Politique de respect de la personne (Annexe 6), à la Convention collective (Annexe 5) et aux encadrements administratifs applicables de la VILLE, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre.

6.9. Le Policier désigné réintègre le SPVM à la fin de sa Période d'affectation du Prêt de service.

Convention collective, régime de retraite et encadrements

6.10. Les parties acceptent de respecter la Convention collective (Annexe 5) de même que le régime de retraite, le Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal et la Politique de respect de la personne (Annexe 6) et les encadrements administratifs de la VILLE applicables, tels que modifiés de temps à autre, qui continuent de s'appliquer au Policier désigné pendant sa Période d'affectation en vertu du Prêt de services, dans la mesure où les dispositions ne sont pas incompatibles avec la présente entente et à l'exception des conditions particulières qui y sont prévues.

6.11. Le montant remboursé par la SÛRETÉ à la VILLE prévu à l'article 5.1 ne sera pas modifié dans le cas où une nouvelle convention collective intervient entre la VILLE et l'Association qui représente le Policier désigné.

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

6.12. La SÛRETÉ n'assumera pas les montants qui pourraient être accordés rétroactivement au Policier désigné à la suite d'une modification de la Convention collective ou du régime de retraite. Le cas échéant, ces sommes seront assumées par la VILLE.

Horaire de travail

6.13. Le Policier désigné travaille sur une (1) ou deux (2) relèves selon la décision de l'officier responsable du SESCCF ou son représentant. Il s'agit de la relève de jour, qui débute entre 7 h et 9 h et de la relève de soir, qui débute entre 13 h et 17 h.

Heures supplémentaires

6.14. Les parties s'entendent sur le nombre maximal d'heures supplémentaires que peut effectuer l'ensemble des policiers désignés, lequel ne peut excéder 600 heures par année financière, soit 300 heures par Policier désigné.

6.15. L'officier responsable du SESCCF ou son représentant devra communiquer avec le directeur adjoint des enquêtes du SPVM afin de faire approuver au préalable toute heure supplémentaire d'un Policier désigné excédant les heures fixées annuellement. Le directeur adjoint des enquêtes du SPVM pourrait décider d'approuver des heures supplémentaires pour un Policier désigné à même le budget du temps supplémentaire du service des enquêtes criminelles du SPVM. Il est entendu que toute heure supplémentaire effectuée par le Policier désigné à la demande du SESCCF sans l'autorisation du SPVM sera remboursée par la SÛRETÉ à la VILLE.

6.16. Il est entendu que la VILLE peut rappeler au travail le Policier désigné en dehors de son horaire régulier de travail à la SÛRETÉ, aux frais de la VILLE. L'affectation du policier est alors interrompue pour la durée de son retour à la VILLE.

Vacances annuelles et jours fériés

6.17. Le Policier désigné a droit au nombre de jours de vacances annuelles et aux jours fériés qui lui sont accordés lorsqu'il est au service de la VILLE.

6.18. Les vacances et les jours fériés déjà fixés par la VILLE, à titre d'employeur du Policier désigné, seront respectés par l'officier responsable du SESCCF ou son représentant.

6.19. Les demandes de vacances et de jours fériés du Policier désigné, pendant la durée de la Période d'affectation, devront être préalablement présentées à l'officier responsable du SESCCF ou son représentant, dans le respect des modalités de la Convention collective. L'autorisation est subordonnée aux besoins opérationnels du SESCCF. Toute demande de congé doit être préalablement soumise à la VILLE pour approbation.

Congés de maladie

6.20. Le Policier désigné continue de bénéficier du nombre d'absences pour maladie prévues aux conditions de travail qui lui sont applicables lorsqu'il est au service de la VILLE. Les demandes de congés de maladie doivent être présentées à l'officier responsable du SESCCF ou son représentant dans les meilleurs délais, pendant ou immédiatement après le congé, et autorisées par l'un d'eux.

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

6.21. Malgré l'article 6.20, en cas d'absence pour maladie prolongée (30 jours ou plus), la SÛRETÉ en avise immédiatement la VILLE par écrit et l'informe qu'elle peut remplacer le Policier désigné. Si, après trente (30) jours suivant la date du début de l'absence pour la maladie indiquée dans l'avis écrit, la VILLE n'a pas remplacé le Policier désigné, la SÛRETÉ cesse de rembourser à la VILLE les sommes versées conformément à l'article 5.1 à partir de la 31e journée d'absence.

Congés parentaux

6.22. Le Policier désigné qui requiert un congé octroyé en vertu des dispositions relatives aux droits parentaux prévues à leur Convention collective voit sa prestation de travail prévue à la présente entente interrompue pendant son absence. Ce policier pourra être remplacé pendant son absence suivant le processus de sélection prévu à la présente entente.

Régime particulier applicable au Policier désigné

6.23. Le Policier désigné est réputé être le préposé de la SÛRETÉ dans le cadre de son affectation au SESCCF en ce qui concerne la détermination de sa responsabilité civile à l'égard des tiers.

6.24. La SÛRETÉ veille à la santé et à la sécurité du Policier désigné lorsqu'il y accomplit ses fonctions et veille à lui fournir un climat de travail sain. La VILLE demeure responsable à l'égard de toute réclamation se rapportant à une lésion professionnelle que le Policier désigné peut subir, à une invalidité dont il peut être atteint, ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions au SESCCF conformément à la présente entente, mais ne renonce pas à réclamer des dédommagements de la SÛRETÉ selon les circonstances.

6.25. En cas d'absence pour lésions professionnelles, la SÛRETÉ en avise immédiatement la VILLE par écrit et l'informe qu'elle peut remplacer le Policier désigné. Si, après trente (30) jours suivant la date du début de l'absence pour lésions professionnelles, la VILLE n'a pas remplacé le Policier désigné, la SÛRETÉ cesse de rembourser à la VILLE les sommes versées conformément à l'article 5.1 à partir de la 31e journée d'absence.

Assignations à la cour

6.26. Dans l'éventualité où le Policier désigné est appelé à témoigner devant un tribunal dans le cadre de tout recours, action, poursuite, contestation ou réclamation ayant un lien avec les fonctions qu'il a accomplies au sein de la SÛRETÉ, incluant la préparation de son témoignage, les heures effectuées sont comptabilisées aux fins du remboursement prévu à l'article 5.1 et les dépenses admissibles sont assumées par la SÛRETÉ, conformément à l'article 5.2. Quant aux heures supplémentaires, elles seront comptabilisées aux fins du calcul du nombre maximal d'heures supplémentaires prévu à l'article 6.14.

6.26. Dans le cas où le Policier désigné n'est plus affecté au SESCCF, la VILLE convient de libérer le Policier concerné pour le temps requis à la préparation du dossier aux fins de son témoignage à la cour ou pour assister un procureur concernant une cause relative au SESCCF, moyennant l'accord préalable de la VILLE quant à la durée. La SÛRETÉ assumera 100 % des frais encourus par la VILLE.

6.27. Dans le cas où le Policier désigné est retraité, lorsque celui-ci doit aller témoigner devant les tribunaux concernant une cause relative au SESCCF, la SÛRETÉ remboursera à la VILLE les sommes encourues selon la Convention collective ou les encadrements administratifs en vigueur à la VILLE à l'égard du policier retraité.

6.28. La SÛRETÉ accepte de libérer le Policier désigné advenant que son témoignage soit requis à la demande de la VILLE dans le cadre de tout recours, action, poursuite, contestation ou réclamation ayant un lien avec les fonctions qu'il a accomplies à la VILLE, incluant la préparation de son témoignage. Les frais sont assumés par la VILLE, le cas échéant.

Programme d'aide

6.29. Le programme d'aide de la SÛRETÉ est à la disposition du Policier désigné jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de leur Prêt de service au sein du SESCCF.

7. UTILISATION DES VÉHICULES

7.1. Aux fins de l'exécution de ses fonctions dans le cadre de son affectation au SESCCF, le Policier désigné utilise les véhicules dont la SÛRETÉ est propriétaire ou loués par la SÛRETÉ, plus précisément les véhicules de police banalisés de la flotte du SESCCF.

7.1.1. Le Policier désigné doit être titulaire du permis requis pour conduire de tels véhicules dans la province de Québec.

7.2. Les directives, politiques et procédures du gouvernement du Québec et de la SÛRETÉ relatives à l'utilisation des véhicules sont applicables au Policier désigné.

7.3. Il est interdit de prendre part à une poursuite avec un véhicule de police banalisé. Le Policier désigné s'engage à ne pas entamer ni à participer à une poursuite lorsqu'il utilise un véhicule de la SÛRETÉ.

7.4. Tout dommage causé à un véhicule de la SÛRETÉ et tout dommage ou blessure, causés à une tierce personne par un véhicule de la SÛRETÉ, alors que ledit véhicule est utilisé par le Policier désigné, doit être signalé à l'officier responsable du SESCCF ou son représentant.

7.5. En ce qui a trait à l'entretien et aux réparations du véhicule, le Policier désigné ou la VILLE s'engage à communiquer avec l'atelier mécanique de la SÛRETÉ afin d'obtenir les directives et autorisations pour le lieu d'entretien ou de réparation.

8. ASSISTANCE JUDICIAIRE ET INDEMNISATION

8.1. La SÛRETÉ tient la VILLE indemne relativement à l'assistance judiciaire prévue par la loi et la Convention collective (Annexe 5), telles que modifiées de temps à autre, ainsi que de toute somme que cette dernière serait tenue d'assumer ou débourser en vertu de celles-ci ou de toute condamnation ayant un lien avec la présente entente.

8.2. En cas de recours judiciaire, action, poursuite, contestation ou réclamation intentés ou présentés contre la VILLE ayant un lien avec les fonctions du Policier désigné dans le cadre de la

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

présente entente, la SÛRETÉ s'engage, à ses frais, à prendre fait et cause pour la VILLE et à l'indemniser de toute obligation pécuniaire en découlant.

8.3. La SÛRETÉ dégage et tient indemne la VILLE de toute responsabilité à l'égard des dommages-intérêts, frais, débours, intérêts, pertes ou autres dépenses qui découlent des réclamations du Policier désigné ou de tierces parties (y compris les réclamations contre des tiers, les réclamations entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), demandes, causes d'action, actions, instances ou enquêtes en lien avec les fonctions du Policier désigné dans le cadre de la présente entente.

8.4. La SÛRETÉ dégage et tient indemne la VILLE de toute condamnation monétaire relative à ses décisions ou recommandations à l'égard du Policier désigné.

8.5. La SÛRETÉ peut accorder la protection et l'assistance judiciaire pour des situations non expressément prévues à la présente section.

8.6. La SÛRETÉ s'engage à collaborer et à libérer ses employés pour la préparation d'un dossier aux fins de leur témoignage ou pour assister un procureur concernant tout(e) recours judiciaire, action, poursuite, contestation, grief, réclamation, enquête ou plainte en lien avec la présente entente.

8.7. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la protection prévue au présent article s'applique également au bénéfice de la VILLE à l'occasion d'une enquête ou d'une préenquête judiciaire ou quasi judiciaire et d'un recours et d'une enquête en matière disciplinaire, administrative ou déontologique.

9. DISCIPLINE INTERNE ET COMMUNICATIONS

9.1. Le Policier désigné est régi, en matière de discipline interne, par les dispositions applicables à cet égard à la VILLE. Il est entendu que les pouvoirs décisionnels délégués à des fonctionnaires et employés de la VILLE ne peuvent pas être exercés par les employés de la SÛRETÉ.

9.2. L'officier responsable du SESCCF ou son représentant communique à l'officier responsable de la VILLE ou son représentant immédiatement toute information concernant un accident de travail, une absence prolongée en invalidité ou une problématique vécue avec le Policier désigné ou concernant un incident le mettant en cause et survenant dans le cadre de sa Période d'affectation et qui pourrait donner lieu à tout(e) enquête, mesure, recours, action, poursuite, contestation ou réclamation.

9.3. En fonction de la nature du manquement dont fait l'objet le Policier désigné, la SÛRETÉ ou la VILLE peut mettre fin à l'affectation de celui-ci.

9.4. Chaque partie s'engage à notifier immédiatement l'autre partie de tout incident impliquant le Policier désigné, susceptible de donner lieu à une réclamation, recours, demande, poursuite et autres procédures transmis ou prise par toute personne, et à transmettre à l'autre partie, le plus rapidement possible, tous les détails pertinents relatifs à ceux-ci.

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

10. CONFIDENTIALITÉ ET INTÉGRITÉ DES SYSTÈMES

10.1. La VILLE reconnaît que dans le cadre de ses fonctions au SESCCF, le Policier désigné est lié par une obligation de confidentialité à l'égard de toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre de son prêt à la SÛRETÉ.

10.2. Avant le début de l'affectation, la VILLE transmettra au Policier désigné l'Engagement de confidentialité prévu à l'Annexe 4 de l'entente pour fins de signature. Le formulaire dûment signé par le Policier désigné est transmis aux représentants des parties.

11. CONFLITS D'INTÉRÊTS

11.1. La présente entente doit s'appliquer en conformité avec les règles applicables en matière d'éthique, de déontologie et de conflits d'intérêts. Les parties et le Policier désigné s'engagent à signaler toute situation susceptible ou pouvant avoir l'apparence de susciter un conflit d'intérêts.

12. RÉSILIATION

12.1. La SÛRETÉ et le SPVM se réservent le droit de mettre fin d'un commun accord à l'affectation d'un Policier désigné au moyen d'un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre partie et au Policier désigné.

12.2. À la suite de la terminaison d'une affectation d'un Policier désigné, celui-ci peut être remplacé, au besoin, avec l'accord de la SÛRETÉ et du SPVM, à l'intérieur de la durée de la présente entente prévue à l'article 20.1, conformément au processus de sélection prévu à l'article 3 et à la signature de l'attestation par le nouveau Policier désigné (Annexe 3).

12.3. La présente entente peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties suivant un préavis écrit de trente (30) jours notifiés à l'autre partie et au Policier désigné, ou avant ce délai, si les parties en conviennent autrement par écrit.

12.4. La durée d'un préavis peut être inférieure si les parties y consentent ou advenant des motifs sérieux, des mesures d'urgence décrétées par les autorités municipales ou gouvernementales ou une force majeure.

12.5. La résiliation de la présente entente ne dégage ni la VILLE ni la SÛRETÉ des obligations contractées durant son exécution.

12.6. La SÛRETÉ sera tenue aux sommes dues à la date à laquelle prend fin le Prêt de service du Policier désigné.

13. MODIFICATION

13.1. Toute modification au contenu de la présente entente devrait faire l'objet d'un accord écrit et signé des représentants des parties. La modification fait alors partie intégrante de la présente

entente et entre en vigueur à la date convenue par les parties ou, à défaut, à la date de la dernière signature des parties.

14. MAINTIEN DE CERTAINES OBLIGATIONS

14.1. Toute obligation qui, par sa nature, devrait continuer de s'appliquer, incluant notamment la clause concernant la confidentialité, demeure en vigueur malgré la fin de l'affectation du Policier désigné et de la présente entente.

15. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

15.1. Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de la solution.

16. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

16.1. Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres, transmis par courriel, par messager ou par la poste à l'adresse de l'autre partie indiquée ci-après :

La SÛRETÉ
Sûreté du Québec
Directeur,
Direction des enquêtes sur les crimes financiers et la cybercriminalité – UO 4200
1701, rue Parthenais,
Montréal (Québec) H2K 3S7
BSAE@surete.qc.ca

LA VILLE
Service de police de la ville de Montréal
Responsable
Service des enquêtes spécialisées
10351, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1B 1B3

16.2. Dans les cas où plusieurs représentants agissent pour une partie, un avis écrit à cet effet est transmis à l'autre partie. Chacun pourra agir séparément et l'autorisation de l'un d'eux constituera une autorisation valide.

16.3. Tout changement de représentant ou de coordonnées de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

17. ENGAGEMENTS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

17.1. Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, c. A-6.001) et ses modifications.

17.2. La SÛRETÉ se réserve la possibilité de temporairement diminuer, retarder ou annuler un versement dans la mesure où les fonds ne sont pas disponibles. Une telle diminution prendra effet trente (30) jours après la réception d'un avis transmis par la SÛRETÉ à la VILLE pour l'informer.

17.3. Si, à la suite de la réception d'un tel avis, la VILLE est d'avis qu'elle ne peut plus exécuter les obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, elle peut, après avoir avisée par écrit la SÛRETÉ, résilier la présente entente, à compter du trentième (30e) jour suivant la réception, par la SÛRETÉ, de cet avis.

18. VÉRIFICATION

18.1. Les demandes de remboursement découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances, conformément à la *Loi sur le ministère des Finances* (RLRQ, c. M-24.01).

19. GÉNÉRALITÉS

19.1. La présente entente, et tout prêt en vertu de celle-ci, sont conditionnels à leur approbation par chacune des autorités compétentes.

19.2. Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

19.3. Aucune disposition de la présente entente n'a pour effet de remplacer ou modifier une obligation dont la VILLE ou la SÛRETÉ est tenue de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.

19.4. La présente entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec les lois de la province du Québec et avec les lois fédérales applicables.

19.5. Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions, celles-ci conservant leur plein effet et force exécutoire.

20. DURÉE DE L'ENTENTE

20.1. Malgré la date de sa signature par les parties, la présente entente a effet du 9 octobre 2023 au 11 octobre 2024.

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

20.2. Chaque Policier désigné est affecté auprès de la SÛRETÉ pour une Période d'affectation d'un (1) an. Dans l'éventualité où le Policier désigné n'a pas terminé leur période d'affectation au moment de l'échéance de la présente entente, les modalités de celle-ci s'appliqueront alors à son égard jusqu'à ce que son affectation prenne fin. Si une nouvelle entente est conclue entre la Ville et la SÛRETÉ avant la fin de la période d'affectation, les modalités applicables seront celles de la nouvelle entente.

EN FOI DE QUOI, les parties à la présente entente ont signé, à la date indiquée en regard de leur signature respective :

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Par : _____ _____
Mme Johanne Beausoleil, **Date**
Directrice générale

LA VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____ _____
Monsieur Fady Dagher, directeur **Date**
du Service de police de la Ville de Montréal

Cette Entente a été approuvée par résolution/décision # _____ le _____ 2024.

GJB

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

ANNEXE 1

1. DÉPENSES ADMISSIBLES

En plus des éléments prévus à l'article 4.2, sont considérées admissibles les dépenses directement liées au SESCCF et **qui sont autorisées au préalable par la SÛRETÉ**, soit les dépenses décrites ci-après :

- Activités de formation, tel que prévu à l'article 5.5 de l'entente;
- Frais de déplacement;

2. DÉPENSES NON-ADMISSIBLES

Certaines dépenses ne sont pas admissibles à un remboursement par la SÛRETÉ dans le cadre de la présente entente :

- Heures supplémentaires (exception : article 6.14);
- Congé octroyé en vertu des dispositions relatives aux droits parentaux;
- Formation initiale des compétences de base dans le domaine de la patrouille-gendarmerie, de l'enquête et de la gestion policières;
- Location de matériel de téléphonie;
- Colloques et congrès à la demande de la Ville;
- Cartes professionnelles (à l'exception de celles du SESCCF);
- Activités déjà financées dans le cadre d'un programme de subvention;
- Frais d'intérêts sur les sommes dues.

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

ANNEXE 2

MODALITÉS DE FACTURATION

Paramètres généraux

- La facturation débute à la date du début de l'affectation du Policier désigné.
- Particularités concernant les absences :
  - Le versement du montant forfaitaire est maintenu pour les absences suivantes :
    - Vacances annuelles;
    - Journées ponctuelles de maladie;
  - Le versement du montant forfaitaire est interrompu à la 31e journée d'absence dans les cas suivants (si le Policier désigné n'est pas remplacé) :
    - Absence prolongée pour maladie, tel que prévu à l'article 6.20 de l'entente;
    - Absence pour lésion ou maladie professionnelles, tel que prévu à l'article 6.24 de l'entente;
  - Le versement du montant forfaitaire est interrompu immédiatement dans les situations suivantes (si le Policier désigné n'est pas remplacé) :
    - Fin de l'affectation du Policier désigné;
    - Retrait temporaire en raison de besoins opérationnels du SPVM;
    - Congé sans solde.
- Toute facture acheminée à la SÛRETÉ dans le cadre de la présente entente doit couvrir un mois entier, c'est-à-dire du premier au dernier jour de chaque mois, sauf dans le cas où le Policier désigné débute ou termine son affectation en cours de mois.
  - À titre d'exemple, une facture couvrant la période du 25 juin au 29 juillet ne sera pas acceptée.
- La date de facturation doit être ultérieure à la dernière journée du dernier mois facturé, à l'exception de la facture estimative en fin d'exercice financier prévue à l'article 5.4.
  - À titre d'exemple, la date de facturation pour le mois de septembre ne peut être antérieure au 1er octobre de la même année.
- La VILLE accorde à la SÛRETÉ un délai minimal de soixante (60) jours à compter de la date de facturation pour le paiement d'une facture.
- La facturation ainsi que les pièces justificatives pour les dépenses admissibles (factures, reçus, comptes, registres) doivent être acheminées à l'adresse suivante :

  Direction des enquêtes sur les crimes financiers et la cybercriminalité
  1701, rue Parthenais
  Montréal, Québec, H2K 3S7
  decfc@surete.qc.ca

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

Informations devant apparaître sur la facture

- Le nom du ou des Policiers désignés doit être précisé sur chaque facture.
- Les montants réclamés pour la prestation de service et pour les dépenses admissibles doivent être inscrits de façon distincte.
- Prestation de service :
  - Le montant forfaitaire pouvant être facturé par la VILLE pour chaque année financière couverte par la présente entente se trouvent à l'article 5.1.
  - Pour une prestation de service partielle (arrivée, départ, absence, etc.) telle que prévue à l'article 5.1.1 de l'entente, le montant réclamé est calculé à partir de ce montant forfaitaire et de façon proportionnelle au nombre de jours ouvrables couverts par l'affectation des Policiers désignés au cours du mois. **Les dates utilisées pour le calcul du montant réclamé doivent apparaître sur la facture.**
    - Exemple : Arrivée – Premier jour travaillé le 13 avril 2024
      Montant à facturer = montant forfaitaire * (14 jours ouvrables couverts par l'affectation du Policier désigné / 22 jours ouvrables en avril 2024)
    - Exemple : Départ – Dernier jour travaillé le 8 avril 2024
      Montant à facturer = montant forfaitaire * (6 jours ouvrables couverts par l'affectation du Policier désigné / 22 jours ouvrables en avril 2024)
  - Exception : pour une assignation ponctuelle/temporaire d'un policier qui n'est plus prêté au SESCCF (ex : procédures judiciaires), le montant facturé par la VILLE est basé sur le taux horaire du policier dans son service.
- Dépenses admissibles :
  - Le nom du Policier désigné ainsi que la nature et la date du frais engendré doivent être précisés **pour chaque montant réclamé**.

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

ANNEXE 3

ATTESTATION DU POLICIER DÉSIGNÉ

Prénom et Nom du Policier désigné : _____

Grade / Rang : _____

Date de début d'affectation : _____ **Date de fin d'affectation** : _____

Fonction au sein du SESCCF : _____

Lieu d'affectation : _____

ATTESTATION DU POLICIER DÉSIGNÉ

J'ai lu et je comprends l'objet et les modalités de la présente entente de prêt de service de policiers du SPVM au SESCCF de la SÛRETÉ dans le cadre du projet RUER, intervenue entre la VILLE et la SÛRETÉ, incluant ce qui est prévu à ses Annexes et j'accepte de m'y conformer. Je comprends que les dispositions de ma Convention collective, du Code de conduite et de la Politique de respect de la personne continuent de s'appliquer pendant toute la durée de ma Période d'affectation, sous réserve des conditions particulières de travail énoncées à la présente entente que j'accepte. Je comprends que je ne peux utiliser dans le cadre de l'exercice de mes fonctions au SESCCF de la Sûreté, les biens et ressources de la VILLE, incluant les appareils électroniques et services technologiques.

J'accepte d'être affecté(e) au SESCCF, d'y exercer les fonctions prévues pour la durée mentionnée plus haut et de respecter les conditions et modalités énoncées dans la présente entente. Je comprends que mon affectation peut être résiliée par la VILLE et la SÛRETÉ, conformément aux modalités de l'entente, sans que cela ne constitue une terminaison d'emploi, une réduction de traitement, une destitution ou un congédiement donnant notamment droit aux modalités en matière de cessation d'emploi.

J'accepte de me conformer aux politiques, méthodes et procédures applicables au sein de la VILLE et de la SÛRETÉ, selon les modalités prévues à la présente entente.

Signé à _____, province de Québec, le _____2024.

_____

(Grade, Prénom, Nom)

Service de police de la ville de Montréal

Signé à _____, province de Québec, le _____2024.

_____

(Prénom et nom)
Directeur SPVM

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

ANNEXE 4

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e), _____, déclare formellement ce qui suit :

1. Je suis affecté au SESCCF de la SÛRETÉ selon les modalités prévues au protocole d'entente relatif au prêt de services de policier du SPVM à la SÛRETÉ ;

2. Je m'engage, sans limite de temps, à garder le secret le plus entier, à ne pas communiquer ou permettre que soit communiqué à quiconque quelque renseignement ou document, quel qu'en soit le support, qui me sera communiqué ou dont je prendrai connaissance dans l'exercice de mes fonctions au titre de l'entente, à moins d'avoir été dûment autorisé(e) préalablement par écrit à le faire par l'officier responsable du SESCCF ou son représentant ;

3. Je m'engage également, sans limite de temps, à ne pas faire usage d'un tel renseignement ou document à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été recueillis dans le cadre de mes fonctions au sein du SESCCF ;

4. Je m'engage à ne pas partager mes accès et à utiliser les systèmes mis à ma disposition en conformité avec les politiques et conditions d'utilisation en vigueur et adoptées par la SÛRETÉ ;

5. Je m'engage à ne pas faire de copies totales ou partielles d'une information écrite ou d'un document confidentiel, à moins que ce ne soit nécessaire à la bonne exécution de mes fonctions dans le cadre de l'affectation ;

6. Je m'engage à ne conserver à l'issue de mon affectation, aucun document ou copie d'un document appartenant à la SÛRETÉ, sans y être dûment autorisé préalablement par écrit par la SÛRETÉ.

7. J'ai été informé que le défaut de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité m'expose et expose mon employeur à des recours légaux, des réclamations, des poursuites et toutes autres procédures en raison du préjudice causé pour quiconque est concerné par l'entente précitée ;

8. Je confirme avoir lu les termes du présent engagement et en avoir saisi toute la portée.

Et j'ai signé à _____, province de Québec, le _____2024.

_____

(Grade, Prénom, Nom)

Service de police de la Ville de Montréal

ANNEXE 5

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

entre

LA VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après appelée « l'Employeur »)

et

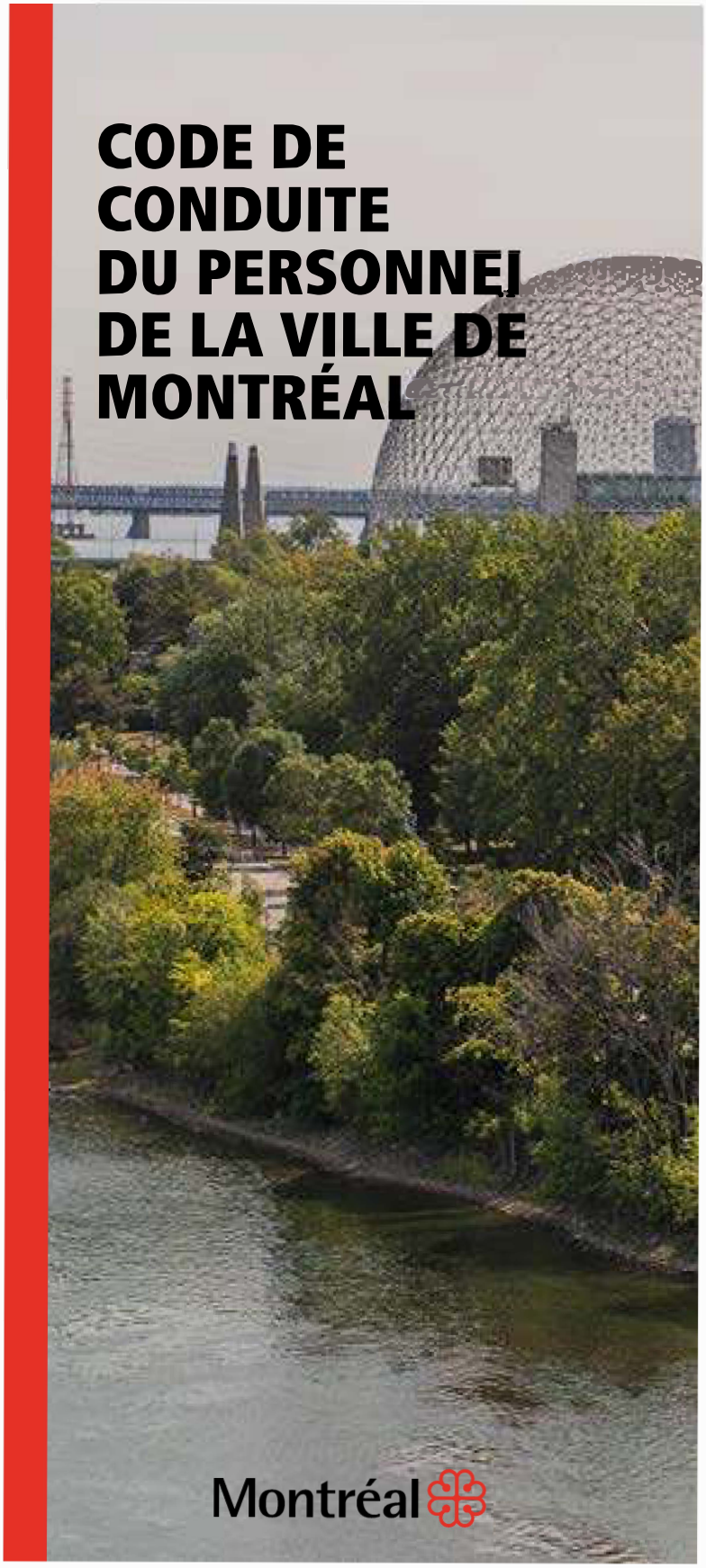
LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(ci-après appelée la « Fraternité »)

Pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026

ANNEXE 6

Politique de respect de la personne

Annexe 7


CODE DE
CONDUITE
DU PERSONNEL
DE LA VILLE DE
MONTRÉAL
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245326006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Objet :	Autoriser rétroactivement l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal, pour la période du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux (2) ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF), pour une période d'une (1) année chacun.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_SESCCF Services enquêtes spécialisées cyber...xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 438-820-3675

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-06

Line DESJARDINS
Cheffe d'équipe
Tél : 438-349-2262
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.03

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1245326004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027 pour l'affectation d'un maximum de 3 ressources policières du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ pour une période de 3 ans chacun, renouvelable pour une durée maximale d'une année; de même que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition. / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 98 670$. / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de trois (3) postes policiers pour la durée de l'entente.

Il est recommandé :

1. d'autoriser l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027 pour l'affectation d'un maximum de 3 ressources policières du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ pour une période de 3 ans chacune, renouvelable pour une durée maximale d'une année; de même que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition ;

2. d'autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 98 670$;

3. d'autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les

informations inscrites au dossier décisionnel ;

4. d'autoriser l’augmentation temporaire de l’effectif autorisé de trois (3) postes policiers à partir de la date prévue du début du prêt de service ;

5. d'autoriser le directeur du service de police de la Ville de Montréal à signer l'entente de prêt de service.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-09-20 11:57

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245326004**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027 pour l'affectation d'un maximum de 3 ressources policières du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ pour une période de 3 ans chacun, renouvelable pour une durée maximale d'une année; de même que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition. / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 98 670$. / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de trois (3) postes policiers pour la durée de l'entente.

CONTENU

CONTEXTE

Financée par le gouvernement provincial dans le cadre de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée, l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) a été créée dans le but de collecter des informations à caractère criminel, notamment sur les réseaux sociaux, et ce, afin d'optimiser la lutte contre la violence armée et répondre ainsi à un besoin grandissant en matière de sécurité publique, particulièrement, dans la grande région de Montréal.
La création d'EIRVA a pour but d'améliorer le partage de renseignements entre différentes organisations afin de centraliser les renseignements criminels et de les rendre accessibles aux équipes opérationnelles qui ont pour principal mandat de lutter contre la violence armée. Elle servira à développer une expertise en renseignement sur les groupes impliqués dans la violence armée et sur leurs modes opératoires afin d'identifier des opportunités d'enquêtes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Sous la gouvernance de la Sûreté du Québec, l'EIRVA est composée de 13 ressources provenant des organisations suivantes :
• La Sureté du Québec (SQ),
• La Direction générale des services correctionnels (DGSC),
• Le Service de police de la Ville de Laval (SPL),
• Le Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL),
• Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

À ce sujet, la SQ et la Ville de Montréal souhaitent convenir d'une entente de prêt de services prévoyant l'affectation à la SQ de 3 ressources policières SPVM dédiées exclusivement à l'EIRVA.

L'EIRVA veillera à :

• assurer un suivi en temps réel de tous les événements de violence armée survenant dans la grande région métropolitaine et à l'échelle provinciale ;
• agir comme carrefour du renseignement en la matière, lequel sera alimenté par l'ensemble des corps de police du Québec ;
• assurer une vigie des médias sociaux ;
• entretenir des liens avec les partenaires fédéraux, provinciaux et autochtones pour assurer le partage de renseignements à l'échelle pancanadienne.

Considérant, d'une part, que les enjeux sécuritaires en lien avec la création de l'EIRVA concernent principalement la grande région de Montréal ; et que, d'autre part, le SPVM détient une grande expérience en matière de violence armée, il a été convenu que les activités de l'EIRVA seront exercées à partir d'un espace dédié dans les locaux du SPVM mais sous la responsabilité de la SÛRETÉ et dans le respect des modalités notamment prévues à l'entente et aux conditions qui y sont prévues.

Le présent dossier vise à autoriser rétroactivement l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour la période allant du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027, pour l'affectation d'un maximum de 3 ressources policières du SPVM à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ, pour une période de 3 ans chacun, renouvelable pour une durée maximale d'une année; de même que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition.

JUSTIFICATION

Bien que l'EIRVA se concentre sur la collecte du renseignement, cette dernière devra assurer un arrimage avec les équipes déjà en place. Lors de l'annonce du Ministère de la sécurité publique (MSP), l'accent a aussi été mis sur l'importance de s'attarder aux réseaux sociaux puisqu'ils fournissent de nombreux renseignements à l'égard des sujets impliqués dans les conflits armés ainsi que sur leurs activités et leur réseau.
Dans l'objectif d'une police guidée par le renseignement, l'EIRVA aura pour mission de recueillir toutes les informations possibles sur des individus et sur des groupes criminels soupçonnés d'être impliqués dans des dossiers de violences armées afin d'acheminer les renseignements disponibles à l'unité d'enquête concernée. Ainsi, l'EIRVA sera en mesure d'orienter stratégiquement les ressources et les efforts à déployer en matière d'enquête dans un objectif de prévention des crimes reliés à la violence armée.

L'EIRVA assurera une réaction proactive à des menaces criminelles spécifiques qui sont liées à la violence armée et devra fournir les détails nécessaires aux équipes d'enquêtes de l'unité concernée afin qu'elle puisse amorcer l'enquête.

De plus, l'EIRVA mettra en place un plan de collecte afin d'établir les différentes démarches à entreprendre notamment par les agents de renseignements afin de collecter les informations nécessaires.

La collecte et l'utilisation efficiente des renseignements donneront des outils additionnels aux différents corps policiers qui leur permettront d'adapter leurs stratégies d'intervention et de répression de la criminalité. L'EIRVA va assurément accroître la force de frappe de chaque unité qui participe à la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée, dont le nerf de la guerre, est le partage de renseignements à l'échelle provinciale et pancanadienne.

Aussi, l'élément le plus important du travail de l'EIRVA est d'intervenir en amont afin de prévenir la criminalité liée à la violence armée à l'échelle de la province.

Également, la collaboration entre les différents corps de police et les efforts conjoints seront, définitivement, la clé du succès, en matière de lutte contre la violence armée.

Par ailleurs, en couronnant les activités de l'EIRVA et en assurant une collaboration avec divers corps de police dans le cadre d'échange de renseignement, la Ville de Montréal et le SPVM désirent prendre les mesures nécessaires, lui permettant de lutter contre la violence armée sur l'ensemble du territoire québécois.

Finalement, les efforts déployés au sein de l'EIRVA visent à préserver le sentiment de sécurité de la population québécoise et montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Ville continue, pendant la durée de la Période d'affectation, à rémunérer le Policier désigné, en contrepartie de son travail au sein de l'équipe, à son taux de salaire normal, incluant les heures supplémentaires et les avantages sociaux rattachés à son statut d'employé de la Ville, selon les modalités prévues à la convention collective, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre par la Ville. La Ville continue d'assumer toute dépense admissible, conformément à la convention collective intervenue entre la Ville et l'association qui représente le policier désigné.

La Sûreté rembourse à la Ville, pour chaque policier désigné, un montant forfaitaire de 157 875 $ par année. Ce montant est octroyé pour la prestation de travail régulière du policier désigné ainsi que pour la réalisation des heures supplémentaires.

La Sûreté rembourse aussi à la Ville les frais afférents aux dépenses admissibles encourus pour chacun des policiers désignés.

Pour la durée de l'entente qui se terminera au 13 octobre 2027, les coûts et le financement liés à 3 ressources prêtées de grade lieutenant(e)-détective (1) et sergent(e)-détective (2) sont détaillés dans les tableaux suivants :

COÛTS	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**TOTAL**
Rémunération et avantages - policiers	112 400 $	533 000 $	553 700 $	442 400 $	**1 641 500 $**
FINANCEMENT	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**TOTAL**

Revenus de prêt d'employés - SQ	98 670 $	473 625 $	473 625 $	374 955 $	**1 420 875 $**
ÉCART	(13 730 $)	(59 375 $)	(80 075 $)	(67 445 $)	**(220 625 $)**
Budget de fonctionnement (SPVM)	13 730 $	59 375 $	80 075 $	67 445 $	**220 625 $**
ÉCART NET	0 $	0 $	0 $	0 $	**0 $**

Pour 2024, un budget additionnel équivalent de 98 670$ pour les revenus et dépenses est requis et est sans impact sur le cadre financier de la Ville. Un ajustement à la base budgétaire des années subséquentes est également requis et ce, tel que détaillé dans l'intervention du Service des finances et de l'évaluation foncière.

De plus, pour l'année 2024, le SPVM réaménagera ses crédits budgétaires au budget de fonctionnement via sa gestion des postes vacants et du calendrier d'embauche et ce, afin d'assumer l'écart de 13 730$ entre les revenus de prêts d'employés provenant de la Sûreté du Québec et les coûts totaux des effectifs prêtés. Le SPVM fera de même pour les années subséquentes où un écart est présenté.

L'entente de prêt prévoit une prestation maximale totale de 900 heures par année en temps supplémentaire. Le coût total de ces heures en temps supplémentaire est estimé à 20 070 $ pour 2024 et à 305 420 $ pour la durée totale de l'entente.

Toutefois, le SPVM, dans sa revue des activités en cours et sa stratégie des mesures à mettre en place, n'autorisera aucun temps supplémentaire s'il ne peut faire l'objet d'un remboursement. Advenant un dépassement de coûts, ils seront expliqués dans les résultats de fin d'année.

Le prêt prévoit l'affectation temporaire de 3 ressources policières et requiert l'augmentation des effectifs au sein du SPVM selon la variation annuelle suivante :

AP	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
Année-personnes (A-P)	0.6	3.0	3.0	2.4	0.0
Variation	**0.6**	**2.4**	**0.0**	**(0.6)**	**(2.4)**

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne les éléments de la sécurité publique, Service de police, (article 19 paragraphe 8a) en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (E-20.001). Par contre, ces dépenses seront compensées par un revenu supplémentaire qui lui est attribué par le présent dossier.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 par les engagements, inclusion, équité et accessibilité universelle.
Il s'arrime avec 2 grandes orientations du plan stratégique (solidarité, équité et inclusion / innovation et créativité), et ce, en assurant la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

La collaboration et le partage de renseignements vise une meilleure sécurisation des communautés en luttant contre la violence armée. Elle contribuera à la préservation du sentiment de sécurité de la population montréalaise en plus d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) permet de raffermir les efforts déployés pour la lutte contre la violence armée. La collaboration et le partage de renseignements entre le SPVM et ses partenaires, relativement au mandat de l'EIRVA est donc indispensable à la réussite de ladite équipe, notamment sur le territoire montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le SPVM sera responsable d'assurer le volet médiatique opérationnel, de communiquer les annonces et de faire le lien avec la SQ pour coordonner les sorties dans les médias.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie BOURBONNAIS, Service des ressources humaines et des communications
Myriam LANIEL, Service des ressources humaines et des communications
Julie BERTRAND, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Julie BERTRAND, 13 mars 2024
Sophie BOURBONNAIS, 13 mars 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ali ILARZEG

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-03-12

Jean-Michel SYLVESTRE

PSA

Tél : 514 465-4386
Télécop. :

inspecteur police

Tél : 514-280-3224
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2024-09-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2024-09-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1245326004]*
Unité administrative responsable : *[Module Missions internationales et services affaires]*
Projet : *[Prêt de service à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, 'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;* *19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *8 – En prêtons les trois (3) ressources policières à la SQ, le SPVM contribuera à contrer la violence armée et l'approvisionnement en armes à feu. Les policiers prêtés apporteront certainement une expérience considérable au sein de leur unité en matière de lutte contre le trafic des armes à feu et de sécurité urbaine.* *19 - Le prêt de service des trois (3) ressources policières du SPVM à la SQ, viendra préserver le sentiment de sécurité de la population montréalaise et de prévenir une nouvelle guerre de pouvoir entre les différents groupes criminels œuvrant dans le trafic et la distribution des armes à feu.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245326004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Objet :	Autoriser l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027 pour l'affectation d'un maximum de 3 ressources policières du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ pour une période de 3 ans chacun, renouvelable pour une durée maximale d'une année; de même que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition. / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 98 670$. / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de trois (3) postes policiers pour la durée de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Cette intervention vise à confirmer la validité de l'entente de prêt de service quant à sa forme et son contenu.

FICHIERS JOINTS

SPVM_EIRVA_Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate
Tél : 438 354-8210

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23

Audrey LÉVESQUE
Cheffe de division droit du travail
Tél : 514-652-7517
Division : Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Confidentialité : 2 (Confidentiel)

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
le 23 septembre 2024
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE

RELATIVE AU PRÊT DE SERVICE DE POLICIERS DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉ À L'ESCOUADE INTÉGRÉE EN RENSEIGNEMENT SUR LA VIOLENCE ARMÉE

ENTRE

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

corps de police national, dont le Grand quartier général est situé au 1701, rue Parthenais, Montréal, Québec, H2K 3S7, représentée par madame Johanne Beausoleil, en sa qualité de directrice générale

(ci-après appelée la « SÛRETÉ »)

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL

personne morale de droit public représentée aux fins des présentes par monsieur Fady Dagher, directeur du Service de police de la Ville de Montréal, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'agglomération

(ci-après appelée la « VILLE »)

La SÛRETÉ et la VILLE sont ci-après désignées « la » ou « les parties »

SEPTEMBRE 2024

GGB

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'article 9 de la *Loi sur le ministère de la Sécurité publique* (RLRQ, c.M-19.3) confie au ministre de la Sécurité publique, notamment le mandat d'assurer l'application des lois relatives à la police et de favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE la violence armée constitue un enjeu en matière de sécurité publique dans la grande région de Montréal;

ATTENDU QU'en ce sens, une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (ci-après appelée « EIRVA ») a été créée par la SÛRETÉ et à laquelle des partenaires des principales organisations policières de la grande région de Montréal, dont la VILLE, ont manifesté l'intérêt d'y participer;

ATTENDU QUE les activités de l'EIRVA seront exercées à partir d'un espace dédié dans les locaux du SPVM mais sous la responsabilité de la SÛRETÉ et dans le respect des modalités notamment prévues aux présentes et aux conditions qui y sont prévues;

ATTENDU QUE les parties souhaitent convenir par la présente d'une entente de Prêt de services prévoyant l'affectation de membres policiers du Service de police de la Ville de Montréal (ci-après appelé « SPVM ») exclusivement à l'EIRVA;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle a remis une copie dudit Règlement à la SÛRETÉ.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1. DÉFINITIONS

1.1.1. Aux fins de la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et termes suivants signifient :

a) **Année financière** : du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante, applicable à la présente entente, soit :

1er avril 2023 au 31 mars 2024
1er avril 2024 au 31 mars 2025
1er avril 2025 au 31 mars 2026
1er avril 2026 au 31 mars 2027

b) **Annexe 1** : liste des dépenses admissibles

c) **Annexe 2** : modalités de facturation

d) **Annexe 3** : formulaire d'attestation du Policier désigné

e) **Annexe 4** : Engagement de confidentialité

f) **Annexe 5** : Les conditions relatives à l'usage des Locaux prêtés.

g) **Annexe 6** : Convention collective de travail intervenue entre la VILLE et la Fraternité des policiers et policières de Montréal, (« Convention collective »), modifiée de temps à autre.

h) **Annexe 7** : Règlement sur la politique de respect de la personne et règlement sur le Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal, modifiés de temps à autre.

i) **Locaux prêtés** : Le lieu désigné à l'article 4.7 des présentes.

j) **Période d'affectation :** période de trois (3) ans à partir de la date de début de l'affectation du Policier désigné prévue à l'Annexe 3, avec une possibilité de prolongation pour une année additionnelle selon les modalités de la présente entente.

k) **Policier désigné** : un ou plusieurs membres policiers appartenant au SPVM et faisant l'objet d'un prêt de service à la SÛRETÉ, afin d'être affecté(s) aux opérations à être menées par l'EIRVA, conformément aux conditions prévues à la présente entente.

l) **Prêt de service :** prêt de service d'un maximum de trois (3) membres policiers du SPVM affectés simultanément à l'EIRVA, dont les fonctions sont détaillées à l'article 3.1 de la présente entente.

1.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.2.1. La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties quant au prêt de service de membres policiers du SPVM à la SÛRETÉ affectés aux opérations à être menées par l'EIRVA. Toute autre entente non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

1.2.2. Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente entente. Les parties reconnaissent en avoir reçu une copie, les avoir lues et consentent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées. En cas de conflit entre ceux-ci et la présente entente, cette dernière prévaudra.

1.2.3. Les dispositions de la présente entente n'ont pas pour effet d'autoriser une partie à engager des frais ou à contracter des dettes au nom de l'autre partie, ni à agir à titre de représentant de l'autre partie.

1.3. COMPUTATION DES DÉLAIS

Aux fins de la computation des délais fixés à la présente entente, lorsque les délais prévus pour remplir une obligation expirent un samedi ou un jour férié au sens de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16), cette obligation pourra être valablement remplie le premier jour ouvrable suivant.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à énoncer les modalités régissant le prêt de service d'un maximum de trois (3) membres policiers du SPVM à la SÛRETÉ pour participer aux opérations à être menées par l'EIRVA pour la durée de la présente entente. Chaque Policier désigné doit prendre connaissance de la présente entente et fournir son consentement par la signature du formulaire d'attestation joint en Annexe 3.

La SÛRETÉ reconnaît et accepte que la VILLE ne sera pas considérée en défaut de ses obligations en vertu de la présente entente advenant qu'aucun membre policier ne fournisse son consentement par la signature du formulaire d'attestation joint en Annexe 3 afin d'y être affecté. Toutefois, la SÛRETÉ ne versera le montant prévu à l'article 5.1.1 qu'à l'égard des policiers désignés réellement affectés à l'EIRVA et qu'à compter de la date de début de l'affectation de ces derniers.

La présente énonce également les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition.

3. PROCESSUS DE SÉLECTION DES POLICIERS DÉSIGNÉS

3.1. La VILLE s'engage à fournir à la SÛRETÉ une liste de membres policiers de son service de police pouvant être affectés à la SÛRETÉ afin d'occuper la fonction de responsable d'équipe ou d'agent de renseignement à l'EIRVA. Les membres policiers proposés par la VILLE doivent avoir suivi ou avoir débuté le programme de formation initiale en enquête policière de l'École nationale de police du Québec.

3.2. La VILLE s'engage à effectuer une vérification préalable des inconduites policières de tout membre policier proposé à la SÛRETÉ dans le but de s'assurer de la compatibilité de celles-ci, le cas échéant, avec les fonctions que le policier sera appelé à assumer au sein de l'EIRVA. Le policier doit répondre aux critères d'honnêteté et d'intégrité définis dans l'arrêt McNeil ([2009] 1 RCS 66), tels que précisés dans la Procédure sur la transmission de renseignements concernant les inconduites policières entre les corps de police et le Directeur des poursuites criminelles et pénales, rédigée par le ministère de la Sécurité publique et entrée en vigueur en mai 2015. La VILLE s'engage à transmettre les résultats de ces vérifications à l'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant.

3.3. Parmi les membres policiers proposés par la VILLE, la SÛRETÉ désigne les membres policiers du SPVM qui feront partie de l'EIRVA.

3.4. La VILLE effectue les vérifications relatives au processus d'habilitation sécuritaire des membres policiers sélectionnés, incluant les vérifications à l'égard des membres de leur famille et des personnes avec qui ils cohabitent actuellement. La VILLE s'engage à confirmer par courriel à l'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant la réussite du processus d'habilitation sécuritaire. Les vérifications pourront être effectuées de nouveau en cas de prolongation d'affectation d'un Policier désigné, à la demande de l'EIRVA.

3.5. Une fois les vérifications complétées, la VILLE transmettra au membre policier sélectionné le formulaire d'attestation, joint en Annexe 3, dûment complété par la VILLE pour fins de signature. Le formulaire dûment signé par le Policier désigné est transmis aux représentants des parties.

3.6. À tout moment, les parties se communiquent toute information pouvant mettre en doute l'intégrité ou la probité d'un Policier désigné.

4. OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1. La VILLE s'engage à prévoir une Période d'affectation de trois (3) ans pour chaque Policier désigné détaché à la SÛRETÉ, avec une possibilité de prolongation pour une année additionnelle.

4.1.1. La VILLE peut, suivant un préavis écrit de trente (30) jours, remplacer, rappeler temporairement ou retirer un Policier désigné de son service, sous réserve du respect des modalités prévues à l'article 4.1 et à la section 3 de la présente entente. Selon les circonstances et sur entente avec l'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant, la VILLE peut rappeler un Policier désigné dans un délai inférieur à trente (30) jours.

4.2. La VILLE continue, pendant la durée de la Période d'affectation, à rémunérer le Policier désigné, en contrepartie de son travail au sein de l'EIRVA, à son taux de salaire normal, incluant les heures supplémentaires dont le plafond annuel est préalablement approuvé par la VILLE, et les avantages sociaux rattachés à son statut d'employé de la VILLE, selon les modalités prévues à la convention collective, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre par la VILLE.

4.3. Pendant la durée de la Période d'affectation, la VILLE continue de veiller à ce que le Policier désigné obtienne toute formation requise et maintienne les compétences nécessaires liées à ses fonctions à la VILLE.

4.4. La VILLE continue d'assumer toute dépense admissible conformément à la convention collective intervenue entre la VILLE et l'Association qui représente le Policier désigné.

4.5. La facturation produite par la VILLE pour obtenir le remboursement du montant forfaitaire prévu à l'article 5.1 pour le prêt de service du Policier désigné, ainsi que des dépenses admissibles prévues à l'Annexe 1, doit respecter les modalités de facturation édictées à l'Annexe 2.

4.6. La VILLE s'engage à rembourser dans un délai de soixante (60) jours tout montant versé en trop réclamé par la SÛRETÉ.

4.7. Pendant la durée de la présente entente, la VILLE s'engage à mettre à la disposition de la SÛRETÉ, aux fins exclusives des activités de l'EIRVA, un espace dans ses locaux situés dans l'Édifice Jacinthe-Fyfe, au 10351, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1B 1B3, le tout aux conditions établies à l'Annexe 5 des présentes et sans frais.

5. OBLIGATIONS DE LA SÛRETÉ

5.1. La SÛRETÉ rembourse mensuellement à la VILLE, pour chaque Policier désigné affecté à l'EIRVA, un montant forfaitaire annuel de 157 875 $ (13 156,25 $/mois) pour l'exécution d'une prestation de travail au sein de l'EIRVA.

5.1.1. Advenant qu'un Policier désigné débute ou termine sa prestation de travail en cours de mois, le montant forfaitaire remboursé à la VILLE est proportionnel au nombre de jours travaillés par le Policier désigné au cours de ce mois, et ce, conformément aux modalités de calcul prévues à l'Annexe 2. Il en va de même lors des situations prévues à l'article 6.

5.2. La SÛRETÉ rembourse aussi à la VILLE, pour chaque Policier désigné, les dépenses admissibles énumérées à l'Annexe 1. Ces dépenses doivent être autorisées au préalable par la SÛRETÉ.

5.3. Aux fins du calcul des dépenses admissibles prévues à l'Annexe 1, il est convenu que les bureaux du SPVM, situés dans l'Édifice Jacinthe-Fyfe, au 10351, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1B 1B3, constitueront le port d'attache du Policier désigné.

5.4. Les remboursements sont effectués à la VILLE sur réception de la facturation et des pièces justificatives conformément aux modalités de facturation prévues à l'Annexe 2.

5.5. Pendant la durée du prêt de service, la SÛRETÉ veille à offrir au Policier désigné toute formation spécialisée dont il aurait besoin afin d'exécuter ses fonctions au sein de l'EIRVA et assume les frais associés à de telles formations.

5.6. À l'arrivée d'un nouveau Policier désigné au sein de l'EIRVA, l'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant veille à lui remettre une copie de la présente entente et s'assure qu'il en prenne connaissance.

6. STATUT DU POLICIER DÉSIGNÉ ET PRESTATION DE TRAVAIL

6.1. Les conditions et modalités mentionnées à la présente entente sont applicables, le cas échéant, à chacun des policiers désignés individuellement.

6.2. Le Policier désigné exercera les fonctions de responsable d'équipe ou d'agent de renseignement au sein de l'EIRVA.

6.3. Le Policier désigné demeure un employé de la VILLE pendant la période du prêt.

6.4. Dans le cadre de son affectation, le Policier désigné est sous l'autorité opérationnelle de l'officier responsable de l'EIRVA ou de son représentant. À cette fin, le Policier désigné est assujetti aux politiques de gestion, méthodes et procédures applicables au sein de la SÛRETÉ. Dans l'éventualité où le Policier désigné se considère devant une politique ou une directive qui soit incompatible avec celle de la VILLE, il doit se référer à l'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant, qui fera le lien avec l'officier responsable de la VILLE ou son représentant pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances de sa Période d'affectation.

6.5. L'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant supervise le Policier désigné et a le pouvoir de formuler à son intention et en termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires à la réalisation des objectifs de l'EIRVA. La VILLE et la SÛRETÉ doivent se communiquer dans les plus brefs délais tous les renseignements pertinents concernant toutes problématiques relatives au travail et au comportement du Policier désigné.

6.6. Toute demande de congé est soumise au préalable par le Policier désigné à la VILLE pour approbation. L'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant transmet mensuellement à l'officier responsable de la VILLE ou son représentant les formulaires d'assiduité et un rapport faisant état de toutes les absences, vacances et congés pris pendant la Période d'affectation du Policier désigné.

6.7. La SÛRETÉ fournit au Policier désigné le matériel dont il a besoin pour exercer ses fonctions au sein de l'EIRVA, à partir des locaux du SPVM mis à la disposition de la Sûreté conformément à la présente entente. Il est entendu que le matériel de la VILLE, incluant les ressources informatiques et réseaux, ne peut être utilisé, à moins d'une autorisation exceptionnelle du SPVM.

6.8. Le Policier désigné demeure sous l'autorité administrative de la VILLE. Il doit continuer de se conformer aux exigences des lois et règlements visant son service de police, à savoir la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1), avec ses modifications successives, le *Code de déontologie des policiers du Québec* (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le *Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026) et la Politique de respect de la personne, à la convention collective et aux encadrements administratifs applicables de la VILLE, non incompatibles avec la présente entente et tels que modifiés de temps à autre.

6.9. Le Policier désigné réintègre le SPVM à la fin de sa Période d'affectation et du prêt.

Convention collective, régime de retraite et encadrements

6.10. Les parties acceptent de respecter la convention collective, de même que le régime de retraite, le Code de conduite du personnel de la Ville de Montréal (RCG 12-026), la Politique de respect de la personne (Règlement 19-013) et les encadrements administratifs de la VILLE applicables, tels que modifiés de temps à autre, qui continuent de s'appliquer au Policier désigné pendant la durée de sa Période d'affectation en vertu du prêt de service, dans la mesure où les dispositions ne sont pas incompatibles avec la présente entente et à l'exception des conditions particulières qui y sont prévues.

6.11. Le montant remboursé par la SÛRETÉ à la VILLE prévu à l'article 5.1 ne sera pas modifié dans le cas où une nouvelle convention collective intervient entre la VILLE et l'Association qui représente le Policier désigné.

6.12. La SÛRETÉ n'assumera pas les montants qui pourraient être accordés rétroactivement au Policier désigné à la suite d'une modification de sa convention collective ou de son régime de retraite. Le cas échéant, ces sommes seront assumées par la VILLE.

Horaire de travail

6.13. Le Policier désigné travaille sur une (1) ou deux (2) relèves selon la décision de l'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant. Il s'agit de la relève de jour, débutant entre 7 h et 9 h et de la relève de soir, débutant entre 13 h et 17 h.

Heures supplémentaires

6.14. En début de chaque année financière, les parties s'entendent sur le nombre maximal d'heures supplémentaires que peut effectuer l'ensemble des policiers désignés, lequel ne peut excéder 900 heures par année financière, soit 300 heures par Policier désigné.

6.15. L'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant devra communiquer avec le directeur adjoint des enquêtes du SPVM afin de faire approuver au préalable toute heure supplémentaire d'un Policier désigné excédant les heures fixées annuellement. Le directeur adjoint des enquêtes du SPVM pourrait décider d'approuver des heures supplémentaires pour un Policier désigné à même le budget du temps supplémentaire de la Direction des enquêtes criminelles du SPVM. Il est entendu que toute heure supplémentaire effectuée par le Policier désigné à la demande de l'EIRVA sans l'autorisation du SPVM sera remboursée par la SÛRETÉ à la VILLE.

6.16. Il est entendu que la VILLE peut rappeler au travail le Policier désigné en dehors de son horaire régulier de travail à la SÛRETÉ, aux frais de la VILLE. L'affectation du policier est alors interrompue pour la durée de son retour à la VILLE.

Vacances annuelles et jours fériés

6.17. Le Policier désigné a droit au nombre de jours de vacances annuelles et aux jours fériés qui lui sont accordés lorsqu'il est au service de la VILLE.

6.18. Les vacances et les jours fériés déjà fixés par la VILLE, à titre d'employeur du Policier désigné, seront respectés par l'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant.

6.19. Les demandes de vacances et de jours fériés du Policier désigné, pendant la durée de la Période d'affectation, devront être préalablement présentées à l'officier responsable de l'EIRVA ou à son représentant, dans le respect des modalités de la convention collective du Policier désigné. L'autorisation est subordonnée aux besoins opérationnels de l'EIRVA. Toute demande de congé doit être préalablement soumise à la VILLE pour approbation.

Congés de maladie

6.20. Le Policier désigné continue de bénéficier du nombre d'absences pour maladie prévues aux conditions de travail qui lui sont applicables lorsqu'il est au service de la VILLE. Les demandes de congés de maladie doivent être présentées à l'officier responsable de l'EIRVA ou à son représentant dans les meilleurs délais, pendant ou immédiatement après le congé, et autorisé par l'un d'eux.

6.21. Malgré l'article 6.20, en cas d'absence pour maladie prolongée (30 jours ou plus), la SÛRETÉ en avise immédiatement la VILLE par écrit et l'informe qu'elle peut remplacer le Policier désigné. Si, après trente (30) jours suivant la date du début de l'absence pour maladie indiquée dans l'avis écrit, la VILLE n'a pas remplacé le Policier désigné, la SÛRETÉ cesse de rembourser à la VILLE les sommes versées conformément à l'article 5.1 à partir de la 31^{e} journée d'absence.

Congés parentaux

6.22. Le Policier désigné qui requiert un congé octroyé en vertu des dispositions relatives aux droits parentaux prévues à sa convention collective voit sa prestation de travail prévue à la présente entente interrompue pendant son absence. Ce policier pourra être remplacé pendant son absence suivant le processus de sélection prévu à la présente entente.

Régime particulier applicable au Policier désigné

6.23. Le Policier désigné est réputé être le préposé de la SÛRETÉ dans le cadre de son affectation à l'EIRVA en ce qui concerne la détermination de sa responsabilité civile à l'égard des tiers.

6.24. La SÛRETÉ veille à la santé et à la sécurité du Policier désigné lorsqu'il y accomplit ses fonctions et veille à lui fournir un climat de travail sain. La VILLE demeure responsable à l'égard de toute réclamation se rapportant à une lésion professionnelle que le Policier désigné peut subir, à une invalidité dont il peut être atteint, ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions à l'EIRVA conformément à la présente entente, mais ne renonce pas à réclamer des dédommagements à la SÛRETÉ selon les circonstances.

6.25. En cas d'absence pour lésions professionnelles, la SÛRETÉ en avise immédiatement la VILLE par écrit et l'informe qu'elle peut remplacer le Policier désigné. Si, après trente (30) jours suivant la date du début de l'absence pour lésions professionnelles, la VILLE n'a pas remplacé le Policier désigné, le SÛRETÉ cesse de rembourser à la VILLE les sommes versées conformément à l'article 5.1 à partir de la 31^{e} journée d'absence.

Assignation à la cour

6.26. Dans l'éventualité où le Policier désigné est appelé à témoigner devant un tribunal dans le cadre de tout recours, action, poursuite, contestation ou réclamation ayant un lien avec les fonctions qu'il a accomplies au sein de la SÛRETÉ, incluant la préparation de son témoignage, les heures effectuées sont comptabilisées aux fins du remboursement prévu à l'article 5.1 et les dépenses admissibles sont assumées par la SÛRETÉ, conformément à l'article 5.2. Quant aux heures supplémentaires, elles seront comptabilisées aux fins du calcul du nombre maximal d'heures supplémentaires prévu à l'article 6.14.

6.27. Dans le cas où le Policier désigné n'est plus affecté à l'EIRVA, la VILLE convient de libérer le policier concerné pour le temps requis à la préparation du dossier aux fins de son témoignage à la cour ou pour assister un procureur concernant une cause relative à l'EIRVA, moyennant l'accord préalable de la VILLE quant à la durée. La SÛRETÉ assumera 100 % des frais encourus par la VILLE.

6.28. Dans le cas où le Policier désigné est retraité, lorsque celui-ci doit aller témoigner devant les tribunaux concernant une cause relative à l'Équipe, la SÛRETÉ remboursera à la VILLE les sommes encourues selon la convention collective ou les encadrements administratifs en vigueur à la VILLE à l'égard des policiers retraités.

6.29. La SÛRETÉ accepte de libérer le Policier désigné advenant que son témoignage soit requis à la demande de la VILLE dans le cadre de tout recours, action, poursuite, contestation ou réclamation ayant un lien avec les fonctions qu'il a accomplies à la VILLE, incluant le temps pour la préparation de son témoignage. Les frais sont assumés par la VILLE, le cas échéant.

Programme d'aide

6.30. Le programme d'aide de la SÛRETÉ est à la disposition du Policier désigné jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son prêt de services au sein de l'EIRVA.

7. ASSISTANCE JUDICIAIRE ET INDEMNISATION

7.1. La SÛRETÉ tient la VILLE indemne relativement à l'assistance judiciaire prévue par la loi et la convention collective, telles que modifiées de temps à autre, ainsi que de toute somme que cette dernière serait tenue d'assumer ou débourser en vertu de celles-ci ou de toute condamnation ayant un lien avec la présente entente.

7.2. En cas de recours judiciaire, action, poursuite, contestation ou réclamation intenté(e) ou présenté(e) contre la VILLE ayant un lien avec les fonctions du Policier désigné dans le cadre de la présente entente, la SÛRETÉ s'engage, à ses frais, à prendre fait et cause pour la VILLE et à l'indemniser de toute obligation pécuniaire en découlant.

7.3. La SÛRETÉ dégage et tient indemne la VILLE de toute responsabilité à l'égard des dommages-intérêts, frais, débours, intérêts, pertes ou autres dépenses qui découlent des réclamations du Policier désigné ou de tierces parties (y compris les réclamations contre des tiers, les réclamations entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), demande, causes d'action, actions, instances ou enquêtes en lien avec la présente entente.

7.4. La SÛRETÉ dégage et tient indemne la VILLE de toute condamnation monétaire relative à ses décisions ou recommandations à l'égard du Policier désigné.

7.5. La SÛRETÉ peut accorder la protection et l'assistance judiciaire pour des situations non expressément prévues à la présente section.

7.6. La SÛRETÉ s'engage à collaborer et à libérer ses employés pour la préparation d'un dossier aux fins de leur témoignage ou pour assister un procureur concernant tout(e) recours judiciaire, action, poursuite, contestation, grief, réclamation, enquête, ou plainte en lien avec la présente entente.

7.7. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la protection prévue au présent article s'applique également au bénéfice de la VILLE à l'occasion d'une enquête ou d'une préenquête judiciaire ou quasi judiciaire et d'un recours et d'une enquête en matière disciplinaire, administrative ou déontologique.

8. DISCIPLINE INTERNE ET COMMUNICATIONS

8.1. Le Policier désigné est régi, en matière de discipline interne, par les dispositions applicables à cet égard à la VILLE. Il est entendu que les pouvoirs décisionnels délégués à des fonctionnaires et employés de la VILLE ne peuvent pas être exercés par les employés de la SÛRETÉ.

8.2. L'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant communique immédiatement au représentant désigné de la VILLE toute information concernant un accident de travail, une absence prolongée en invalidité ou une problématique vécue avec le Policier désigné ou concernant un incident le mettant en cause et survenant dans le cadre de sa Période d'affectation et qui pourrait donner lieu à tout recours, enquête, mesure, action, poursuite, contestation ou réclamation.

8.3. En fonction de la nature du manquement dont fait l'objet le Policier désigné, la SÛRETÉ ou la VILLE peut mettre fin à l'affectation de celui-ci.

8.4. Chaque partie s'engage à notifier immédiatement l'autre partie de tout incident impliquant le Policier désigné, susceptible de donner lieu à une réclamation, recours, demande, poursuite et autres procédures transmises ou prises par toute personne, et à transmettre à l'autre partie, le plus rapidement possible, tous les détails pertinents relatifs à ceux-ci.

9. CONFIDENTIALITÉ ET INTÉGRITÉ DES SYSTÈMES

9.1. La VILLE reconnaît que dans le cadre de ses fonctions à l'EIRVA, le Policier désigné est lié par une obligation de confidentialité à l'égard de toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre de son prêt à la SÛRETÉ.

9.2. Avant le début de l'affectation, la VILLE transmettra au Policier désigné l'Engagement de confidentialité prévu à l'Annexe 4 de l'entente pour fins de signature. Le formulaire dûment signé par le Policier désigné est transmis aux représentants des parties.

9.3. La SÛRETÉ s'assurera que l'Engagement de confidentialité prévu à l'Annexe 4 sera également exigé dans le cadre des ententes à convenir avec les autres organisations policières et signé par toute personne affectée aux activités de l'EIRVA dans les locaux du SPVM.

10. CONFLITS D'INTÉRÊTS

10.1. La présente entente doit s'appliquer en conformité avec les règles applicables en matière d'éthique, de déontologie et de conflits d'intérêts. Les parties s'engagent à signaler toute situation susceptible ou pouvant avoir l'apparence de susciter un conflit d'intérêts.

11. RÉSILIATION

11.1. La présente entente peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties suivant un préavis écrit de trente (30) jours notifié à l'autre partie, ou avant ce délai, si les parties en conviennent autrement par écrit.

11.2. La SÛRETÉ et le SPVM se réservent le droit de mettre fin d'un commun accord à l'affectation d'un Policier désigné au moyen d'un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre partie et au Policier désigné.

11.3. À la suite de la terminaison de l'affectation d'un Policier désigné, celui-ci peut être remplacé, au besoin, avec l'accord de la SÛRETÉ et du SPVM, à l'intérieur de la durée de la présente entente prévue à l'article 19.1, conformément au processus de sélection prévu à l'article 3 et à la signature d'un formulaire d'attestation par le nouveau Policier désigné (Annexe 3) ainsi que d'un Engagement de confidentialité (Annexe 4).

11.4. La durée d'un préavis peut être inférieure si les parties y consentent ou advenant des motifs sérieux, des mesures d'urgence décrétées par les autorités municipales ou gouvernementales ou une force majeure.

11.5. La résiliation de la présente entente ne dégage ni la VILLE ni la SÛRETÉ des obligations contractées durant son exécution.

11.6. La SÛRETÉ sera tenue aux sommes dues à la date à laquelle prend fin le Prêt de service du Policier désigné, sans autre compensation ni indemnité.

12. MODIFICATION

12.1. Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'un accord écrit et signé par l'autorité compétente au sein des parties. La modification fait alors partie intégrante de la présente entente et entre en vigueur à la date convenue par les parties ou, à défaut, à la date de la dernière signature des parties.

13. MAINTIEN DE CERTAINES OBLIGATIONS

13.1. Toute obligation qui, par sa nature, devrait continuer de s'appliquer, incluant notamment la clause concernant la confidentialité, demeure en vigueur malgré la fin de l'affectation du Policier désigné et de la présente entente.

14. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

14.1. Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de la solution.

15. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

15.1. Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par courriel, messager ou par la poste à l'adresse de l'autre partie indiquée ci-après :

La SÛRETÉ DU QUÉBEC
Sûreté du Québec
Directeur, Direction des enquêtes criminelles – UA 4100
1701, rue Parthenais, bureau 4.43
Montréal (Québec) H2K 3S7

La VILLE
Service de police de la Ville de Montréal
Chef du Service du renseignement
10351, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1B 1B3

15.2. Tout changement de coordonnées de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis écrit transmis à l'autre partie.

16. ENGAGEMENTS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

16.1. Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière*, (RLRQ, c. A-6.001 et ses modifications).

16.2. La SÛRETÉ se réserve la possibilité de diminuer, retarder ou annuler temporairement un versement dans la mesure où les fonds ne sont pas disponibles. Une telle diminution prendra effet trente (30) jours après la réception d'un avis transmis par la SÛRETÉ à la VILLE pour l'informer.

16.3. Si, à la suite de la réception d'un tel avis, la VILLE est d'avis qu'elle ne peut plus exécuter les obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, elle peut, après avoir avisée par écrit la SÛRETÉ, résilier la présente entente, à compter du trentième (30e) jour suivant la réception, par la SÛRETÉ, de cet avis.

17. VÉRIFICATION

17.1. Les demandes de remboursement découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances conformément à la *Loi sur le ministère des Finances* (RLRQ, c. M-24.01).

18. GÉNÉRALITÉS

18.1. La présente entente, et tout prêt en vertu de celle-ci, est conditionnelle à son approbation par chacune des autorités compétentes.

18.2. Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

18.3. Aucune disposition de la présente entente n'a pour effet de remplacer ou de modifier une obligation dont la VILLE ou la SÛRETÉ est tenue de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.

18.4. La présente entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec les lois de la province du Québec et avec les lois fédérales applicables.

18.5. Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions, celles-ci conservant leur plein effet et force exécutoire.

19. DURÉE DE L'ENTENTE

19.1. Malgré la date de sa signature par les parties, la présente entente a effet du 2 octobre 2023 au 31 mars 2027.

19.2. Chaque Policier désigné est affecté auprès de la SÛRETÉ pour une Période d'affectation de trois (3) ans, avec une possibilité de prolongation pour une année additionnelle selon les modalités prévues à la présente entente. Dans l'éventualité où le Policier désigné n'a pas terminé sa Période d'affectation au moment de l'échéance de la présente entente, les modalités de la celle-ci s'appliqueront alors à son égard jusqu'à ce que son affectation prenne fin. Si une nouvelle entente est conclue entre la VILLE et la SÛRETÉ avant la fin de la Période d'affectation, les modalités applicables seront celles de la nouvelle entente.

19.3. Au terme de la Période d'affectation et avant que la présente entente ne soit expirée, le directeur du SPVM et la SÛRETÉ peuvent renouveler l'affectation du Policier désigné pour une année additionnelle selon les mêmes termes et conditions, avec l'accord de celui-ci.

La présente entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie, ainsi transmise, a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, les parties à la présente entente ont signé, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Par : _____ _____
Mme Johanne Beausoleil, **Date**
Directrice générale

LA VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____ _____
Monsieur Fady Dagher, directeur **Date**
du Service de police de la Ville de Montréal

Cette Entente a été approuvée par la résolution/décision # _____, le _____2024.

ANNEXE 1

1. DÉPENSES ADMISSIBLES

Sont considérées admissibles les dépenses directement liées à l'EIRVA et **qui sont autorisées au préalable par la SÛRETÉ**, soit les dépenses décrites ci-après :

- Activités de formation, tel que prévu à l'article 5.5 de l'entente;
- Frais de déplacement.

2. DÉPENSES NON ADMISSIBLES (liste non limitative)

Certaines dépenses ne sont pas admissibles à un remboursement par la SÛRETÉ dans le cadre de la présente entente :

- Heures supplémentaires (exception : article 6.15);
- Congé octroyé en vertu des dispositions relatives aux droits parentaux;
- Formation initiale des compétences de base dans le domaine de la patrouille-gendarmerie, de l'enquête et de la gestion policière;
- Colloques et congrès à la demande de la Ville;
- Loyers, locaux, espaces de travail, mobilier;
- Cartes d'affaires (à l'exception de celles de l'EIRVA);
- Activités déjà financées dans le cadre d'un programme de subvention;
- Frais d'intérêts sur les sommes dues.

ANNEXE 2

MODALITÉS DE FACTURATION

Paramètres généraux

- La facturation débute à la date du début de l'affectation du Policier désigné.
- Particularités concernant les absences :
  - Le versement du montant forfaitaire est maintenu pour les absences suivantes :
    - Vacances annuelles;
    - Journées ponctuelles de maladie.
  - Le versement du montant forfaitaire est interrompu à la 31e journée d'absence dans les cas suivants (si le Policier désigné n'est pas remplacé) :
    - Absence prolongée pour maladie, tel que prévu à l'article 6.21 de l'entente;
    - Absence pour lésions professionnelles, tel que prévu à l'article 6.25 de l'entente.
  - Le versement du montant forfaitaire est interrompu immédiatement dans les situations suivantes (si le Policier désigné n'est pas remplacé) :
    - Fin de l'affectation du Policier désigné;
    - Retrait temporaire en raison de besoins opérationnels du SPVM;
    - Congé sans solde.
- Toute facture acheminée à la SÛRETÉ dans le cadre de la présente entente doit couvrir un ou plusieurs mois entiers, c'est-à-dire du premier au dernier jour de chaque mois.
  - À titre d'exemple, une facture couvrant la période du 25 juin au 29 juillet ne sera pas acceptée.
- La date de facturation doit être ultérieure à la dernière journée du dernier mois facturé.
  - À titre d'exemple, la date de facturation pour le mois de septembre ne peut être antérieure au 1er octobre de la même année.
- La VILLE accorde à la SÛRETÉ un délai minimal de soixante (60) jours à compter de la date de facturation pour le paiement d'une facture.
  - La SÛRETÉ s'engage toutefois à effectuer le remboursement de la dernière facture de chaque année financière dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception de celle-ci.

- La facturation, ainsi que les pièces justificatives pour les dépenses admissibles (factures, reçus, comptes, registres), doivent être acheminées à l'adresse suivante :

  Sûreté du Québec
  Direction des enquêtes criminelles (RF) – UA 4100
  1701, rue Parthenais, bureau 4.43
  Montréal, Québec, H2K 3S7

Informations devant apparaître sur la facture

- Le nom du ou des policiers désignés doit être précisé sur chaque facture.
- Les montants réclamés pour la prestation de service et pour les dépenses admissibles doivent être inscrits de façon distincte.
- Prestation de service :
  - Le montant forfaitaire pouvant être facturé par la VILLE pour chaque année financière couverte par la présente entente se trouve à l'article 5.1.
  - Pour une prestation de service partielle, telle que prévue à l'article 5.1.1 de l'entente (arrivée, départ, absence, etc.), le montant réclamé est calculé à partir de ce montant forfaitaire et de façon proportionnelle au nombre de jours ouvrables couverts par l'affectation du Policier désigné au cours du mois. **Les dates utilisées pour le calcul du montant réclamé doivent apparaître sur la facture.**
    - Exemple : Arrivée – Premier jour travaillé le 13 avril 2024
      Montant à facturer = montant forfaitaire * (14 jours ouvrables couverts par l'affectation du Policier désigné / 22 jours ouvrables en avril 2024)
    - Exemple : Départ – Dernier jour travaillé le 8 avril 2024
      Montant à facturer = montant forfaitaire * (6 jours ouvrables couverts par l'affectation du Policier désigné / 22 jours ouvrables en avril 2024)
  - Exception : pour une affectation ponctuelle/temporaire d'un policier qui n'est plus prêté à l'EIRVA (ex. : procédures judiciaires), le montant facturé par la VILLE est basé sur le taux horaire du policier dans son service.
- Dépenses admissibles :
  - Le nom du policier, ainsi que la nature et la date des frais engendrés doivent être précisés **pour chaque montant réclamé**.

ANNEXE 3

ATTESTATION DU POLICIER DÉSIGNÉ

Prénom et Nom du Policier désigné : _____

Grade / Rang : _____

Date de début de l'affectation : _____

Date de fin de l'affectation : _____

Fonction au sein de l'EIRVA : _____

Lieu d'affectation : _____

ATTESTATION DU POLICIER DÉSIGNÉ

J'ai lu et je comprends l'objet et les modalités de la présente Entente relative au prêt de service de policiers du Service de police de la Ville de Montréal à l'EIRVA de la SÛRETÉ dans le cadre du prêt de service, intervenu entre la VILLE et la SÛRETÉ, incluant ce qui est prévu à ses annexes, et j'accepte de m'y conformer. J'accepte également de respecter les conditions d'utilisation des locaux prêtés par le SPVM pour les activités de l'EIRVA. Je comprends que les dispositions de ma convention collective, du Code de conduite et de la Politique de respect de la personne continuent de s'appliquer pendant toute la durée de mon affectation, sous réserve des conditions particulières de travail énoncées à la présente Entente que j'accepte. Outre l'usage des locaux prêtés à la SÛRETÉ dans le cadre de la présente entente, je comprends que je ne peux utiliser dans le cadre de l'exercice de mes fonctions à l'EIRVA les biens et ressources de la VILLE, incluant les appareils électroniques et services technologiques.

J'accepte d'être affecté(e) à l'EIRVA, d'y exercer les fonctions prévues pour la durée mentionnée plus haut et de respecter les conditions et modalités énoncées dans la présente Entente. Je comprends que mon affectation peut être résiliée par la VILLE et la SÛRETÉ, conformément aux modalités de l'Entente, sans que cela ne constitue une terminaison d'emploi, une réduction de traitement, une destitution ou un congédiement donnant notamment droit aux modalités en matière de cessation d'emploi.

J'accepte de me conformer aux politiques, méthodes et procédures applicables au sein de la VILLE et de la SÛRETÉ, selon les modalités prévues à la présente Entente.

Signé à _____, province de Québec, le _____2024.

_____

(Grade, Prénom, Nom)

Service de police de la Ville de Montréal

Signé à _____, province de Québec, le _____2024.

_____

(Prénom et nom)

Directeur du *Service de police de la Ville de Montréal*

ANNEXE 4

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e), _____, déclare formellement ce qui suit :

1. Je suis affecté à l'EIRVA de la SÛRETÉ selon les modalités prévues au protocole d'entente relatif au prêt de services de policier du SPVM à la SÛRETÉ;

2. Je m'engage, sans limite de temps, à garder le secret le plus entier, à ne pas communiquer ou permettre que soit communiqué à quiconque quelque renseignement ou document, quel qu'en soit le support, qui me sera communiqué ou dont je prendrai connaissance dans l'exercice de mes fonctions au titre de l'entente, à moins d'avoir été dûment autorisé(e) préalablement par écrit à le faire par l'officier responsable de l'EIRVA ou son représentant;

3. Je m'engage également, sans limite de temps, à ne pas faire usage d'un tel renseignement ou document à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été recueillis dans le cadre de mes fonctions au sein de l'EIRVA;

4. Je m'engage à respecter la confidentialité des informations appartenant au SPVM dans le cadre de mon affectation aux activités de l'EIRVA qui auront lieu dans les locaux du SPVM;

5. Je m'engage à ne pas partager mes accès, incluant ceux fournis pour l'accès aux locaux prêtés, et à utiliser les systèmes mis à ma disposition en conformité avec les politiques et conditions d'utilisation en vigueur et adoptées par la SÛRETÉ;

6. Je m'engage à ne pas faire de copies totales ou partielles d'une information écrite ou d'un document confidentiel, à moins que ce ne soit nécessaire à la bonne exécution de mes fonctions dans le cadre de l'affectation;

7. Je m'engage à ne conserver à l'issue de mon affectation, aucun document ou copie d'un document appartenant à la SÛRETÉ ou au Service de police de la Ville de Montréal, sans y être dûment autorisé préalablement par écrit par la SÛRETÉ ou par la VILLE, selon le cas.

8. J'ai été informé que le défaut de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité m'expose et expose mon employeur à des recours légaux, des réclamations, des poursuites et toutes autres procédures en raison du préjudice causé pour quiconque est concerné par l'entente précitée;

9. Je confirme avoir lu les termes du présent engagement et en avoir saisi toute la portée.

Et j'ai signé à _____, province de Québec, le _____2024.

_____

(Grade, Prénom, Nom)

Service de police de la Ville de Montréal

ANNEXE 5

CONDITIONS D'UTILISATION DES LOCAUX PRÊTÉS

La SÛRETÉ s'engage à :

1. prendre les Locaux prêtés dans l'état où ils se trouvent; à cet égard, en signant la présente entente, elle s'en déclare satisfaite;

2. utiliser les Locaux prêtés exclusivement aux fins décrites à la présente entente, c'est-à-dire aux fins exclusives de l'EIRVA;

3. n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Locaux prêtés sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de la VILLE;

4. informer la VILLE sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Locaux prêtés ainsi que toute défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tout dommages causés de quelque façon que ce soit aux Locaux prêtés;

5. ne pas entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Locaux prêtés;

6. veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Locaux prêtés; aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la VILLE;

7. veiller à ne pas troubler la jouissance normale des autres occupants de l'immeuble;

8. s'assurer que les Locaux prêtés soient utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur;

9. collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

10. respecter les modalités du SPVM concernant l'accès aux Locaux prêtés et à interdire l'accès à toute personne qui y contreviendrait et s'assurer que toute personne à qui elle permet d'accéder aux Locaux prêtés respectent les conditions prévues à la présente annexe. Compte tenu que des personnes en provenance d'autres organisations policières seront affectées à l'EIRVA, la SÛRETÉ s'engage et accepte de convenir avec celles-ci et de n'y affecter que des policiers ou employés civils qui auront fait l'objet des vérifications relatives aux inconduites policières et qui auront réussi le processus d'habilitation sécuritaire conformément aux ententes de prêt de service conclues entre la SÛRETÉ et l'organisation policière visée;

11. donner accès aux Locaux prêtés à la VILLE pour faire toute réparation urgente et nécessaire ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble;

12. se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations en provenance de la VILLE;

13. assumer seule la responsabilité à l'égard des tiers et de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'utilisation des Locaux prêtés en lien avec les activités de l'EIRVA.

REMISE DES LOCAUX PRÊTÉS

a) Dans les quinze (15) jours ouvrables de la fin de la présente entente, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour une autre cause, la SÛRETÉ doit libérer le Local en le laissant dans le même état dans lequel il était au moment de la signature de la présente entente, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable par la SÛRETÉ et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par la SÛRETÉ de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la VILLE pourra le faire aux frais de celle-ci, avec un préavis de quinze (15) jours juridiques.

b) Si les Locaux prêtés sont rendus substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la VILLE peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers la SÛRETÉ pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à l'utilisation des Locaux prêtés en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, l'utilisation des Locaux prêtés prend fin comme si le terme de l'entente était écoulé, et la SÛRETÉ doit libérer les Locaux prêtés.

ANNEXE 6

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

entre

LA VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après appelée « l'Employeur »)

et

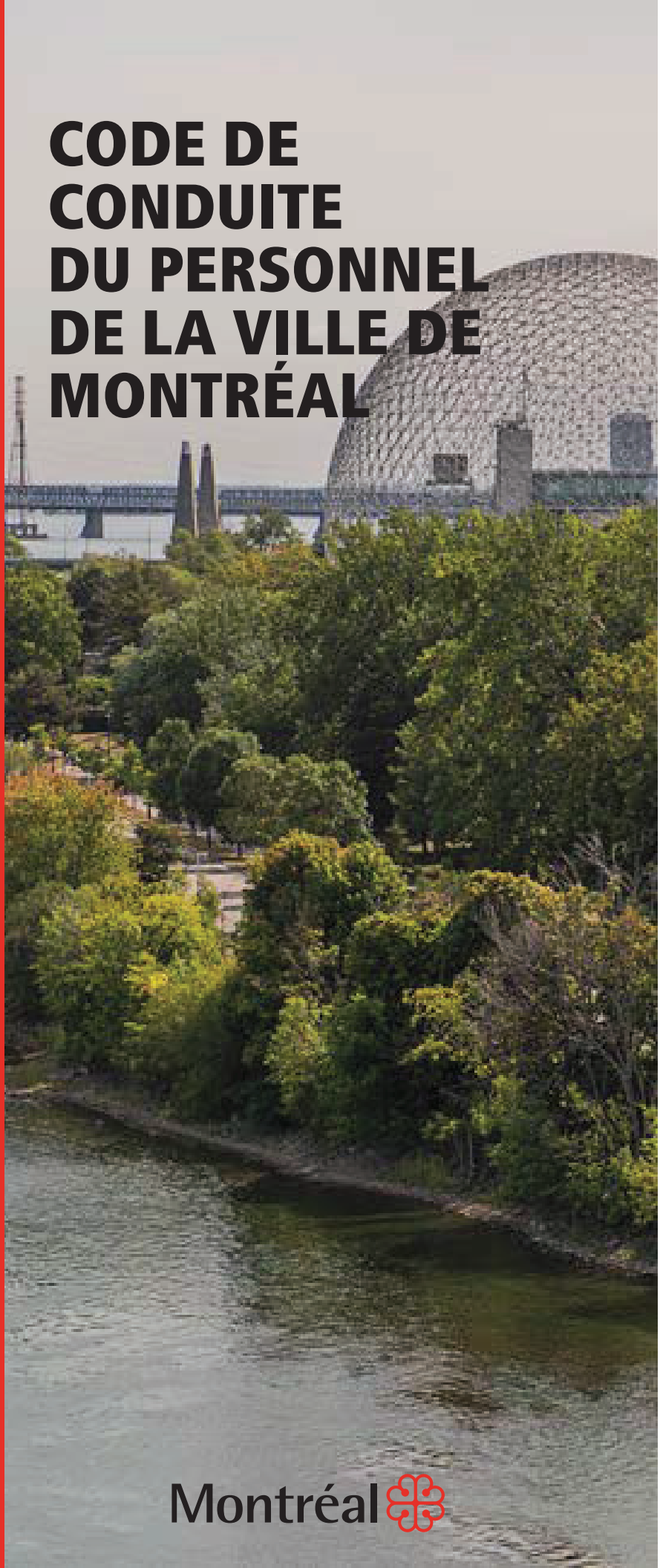
LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL
(ci-après appelée la « Fraternité »)

Pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2021

ANNEXE 7

Politique de respect de la personne

CODE DE CONDUITE DU PERSONNEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245326004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services organisationnels , Service de la formation et des relations professionnelles , Division des relations professionnelle
Objet :	Autoriser l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027 pour l'affectation d'un maximum de 3 ressources policières du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ pour une période de 3 ans chacun, renouvelable pour une durée maximale d'une année; de même que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition. / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 98 670$. / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de trois (3) postes policiers pour la durée de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_EIRVA 1245326004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 438-820-3675

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Line DESJARDINS
Cheffe d'équipe
Tél : 438-349-2262
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.04

2024/10/24
17:00

(1)

Dossier # : 1246404003

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction des relations de travail , Division Rt - Sécurité Publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal Inc. (APM) concernant la modification de la clause 13.02 de la convention collective à l'égard du délai de comblement des postes vacants d'officiers et réglant le grief 23-CC-2020.

Il est recommandé :
D'approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal Inc. (APM) concernant la modification de la clause 13.02 de la convention collective à l'égard du délai de comblement des postes vacants d'officiers et réglant le grief 23-CC-2020

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-09-18 10:48

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1246404003**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction des relations de travail , Division Rt - Sécurité Publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal Inc. (APM) concernant la modification de la clause 13.02 de la convention collective à l'égard du délai de comblement des postes vacants d'officiers et réglant le grief 23-CC-2020.

CONTENU

CONTEXTE

Un grief a été déposé le 25 novembre 2020 par l'Association des pompiers de Montréal Inc (APM) concernant le non-respect de la clause 13.02 de la convention collective pour les promotions au cours de la période du 22 juin et du 12 octobre 2020.
La clause 13.02 de la convention collective est rédigée comme ceci :

«13.02 Poste vacant – officier

Sauf si le maintien d'un poste n'est plus justifié par les besoins du SIM, et dans ce cas, l'Association en est avisée, tout poste vacant parmi les officiers couverts par l'unité de négociation doit être comblé par promotion dans les soixante (60) jours, pourvu qu'il y ait des candidats éligibles. Toute promotion effectuée après ce délai de soixante (60) jours est automatiquement rétroactive au soixante et unième (61e) jour après la vacance ou après la publication de la liste d'éligibilité.»

Durant la période visée par le grief, le Service de sécurité d'incendie de Montréal (SIM) n'a effectivement pas comblé les postes vacants d'officiers dans les délais prévus.
Il est à noter que les processus de promotion ont été suspendus dans le contexte de la pandémie, mais aucune entente n'est intervenue entre les parties afin de permettre la prolongation des délais de promotion.

Réclamation de l'APM
Par son grief, l'APM réclamait tous les droits dont les candidats ont été privés en n'ayant pas été affectés à un poste et au moment où ils auraient dû être promus. Selon l'APM, ils ont notamment été privés d'effectuer du temps supplémentaire, tant à la caserne où ils ont été affectés qu'à celle où ils auraient dû l'être.

L'APM prétendait également que le SIM avait privé ainsi d'autres employés pompiers du droit d'effectuer des remplacements à la caserne où un candidat éligible a été maintenu alors qu'il ne devrait plus y être.

Médiation

En collaboration avec le Service des affaires juridiques, l'équipe des relations de travail - division Sécurité publique ainsi que l'équipe des partenaires d'affaires RH ont eu plusieurs discussions avec l'APM afin d'évaluer la possibilité de régler le grief 23-CC-2020 pour lequel une date d'arbitrage était prévue le 18 janvier 2023. Après plusieurs discussions et échanges avec l'APM, l'arbitrage a été modifié en journée de médiation et une entente de principe a été conclue pour régler le litige.

L'entente consiste à modifier la clause 13.02 en retirant le concept des soixante (60) jours de comblement de la vacance pour y introduire une récurrence de quatre (4) processus de promotion par année. Des délais de traitement administratifs ont également été prévus. En procédant ainsi, la Ville de Montréal sera en mesure de procéder aux promotions sans retard indu.

Quant aux prétentions de l'APM sur les pertes financières de ses membres suivant le non-respect du délai prévu à la clause 13.02 d'origine, afin d'éviter un long débat sur le quantum, les parties ont convenu de verser une somme de cinquante mille dollars (50 000 $) à l'Association pour régler le grief dans son entièreté. La Ville de Montréal a convenu de verser à L'Association ladite somme dans les 90 jours de l'approbation de l'entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

s/o

JUSTIFICATION

s/o

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette entente prévoit le versement d'une somme de cinquante-mille dollars (50 000 $) à l'APM. Toutefois, la modification de la convention collective n'occasionne aucun coût supplémentaire si le processus est bien respecté.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marion ANGELY, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Marion ANGELY, 10 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chirine GEDEON
Agente de ressources humaines

Tél : .
Télécop. : .

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-06

Julien CARDINAL
chef(fe) de division - relations de travail

Tél : 514-916-8504
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Melissa PAQUIN
directeur(-trice) - rel.travail negociateur(-trice) en chef
Tél : 438-871-7235
Approuvé le : 2024-09-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Melissa PAQUIN
directeur(-trice) - rel.travail negociateur(-trice) en chef
Tél : 438-871-7235
Approuvé le : 2024-09-13

ENTENTE NO 47 (2018-2024)
AYANT POUR OBJET LE RÈGLEMENT DU GRIEF 23-CC-2020 - TRANSACTION ET QUITTANCE ET LA MODIFICATION DE LA CLAUSE 13.02 (PROCESSUS DE PROMOTION DES OFFICIERS)

ENTRE : **LA VILLE DE MONTRÉAL**
SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE
Ci-après « l'Employeur »

ET : **L'ASSOCIATION DES POMPIERS DE MONTRÉAL INC. (ASSOCIATION INTERNATIONALE DES POMPIERS, SECTION LOCALE 125)**
Ci-après « le Syndicat »

CONSIDÉRANT l'existence de la Convention collective entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section locale 125) en vigueur du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2024, ci-après « la convention collective »;

CONSIDÉRANT que le processus de promotion des officiers est prévu à l'article 13 de la convention collective;

CONSIDÉRANT que ledit processus incombe à l'employeur de combler les postes vacants d'officiers dans les soixante jours de la vacance;

CONSIDÉRANT qu'à partir du 22 juin 2020, l'Employeur n'a pas appliqué adéquatement ce processus;

CONSIDÉRANT que le 25 novembre 2020, l'Association des pompiers de Montréal Inc (APM) a déposé le grief numéro 23-CC-2020 relatif au non-respect de la clause 13.02 de la convention collective;

CONSIDÉRANT que l'APM a soumis le grief 23-CC-2022 à l'arbitrage devant l'arbitre Me Maureen Flynn;

CONSIDÉRANT que l'audition de ce grief était prévue le 18 janvier 2023 et à la suite de plusieurs discussions, cette journée d'audition s'est transformée en médiation;

CONSIDÉRANT que l'APM et l'Employeur sont venus à la conclusion que ce processus n'est pas viable dans son application;

CONSIDÉRANT que les parties désirent régler à l'amiable et de façon définitive le grief 23-CC-2020;

CONSIDÉRANT les discussions entre les parties afin de modifier l'application de la clause 13.02 de la convention collective.

EN RAISON DE CE QUI PRÉCÈDE, SANS ADMISSION, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente Entente;

2. La convention collective ainsi que les lettres d'entente sont maintenues en vigueur dans leur intégralité, sauf dans la mesure où elles sont modifiées par la présente Entente;

3. Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Entente est soumis à la procédure de grief et d'arbitrage selon les termes de l'article 17 et 18 de la convention collective;

SV	MP	CR	SM

Poste vacant - officier

4. La clause 13.02 de la convention collective est remplacée par le texte suivant:

   « 13.02 Poste vacant – officier

   a) Sauf si le maintien d'un poste n'est plus justifié par les besoins du SIM, et dans ce cas, l'Association en est avisée, tout poste vacant parmi les officiers couverts par l'unité de négociation doit être comblé par promotion selon les paramètres du paragraphe b), pourvu qu'il y ait des candidats éligibles.

   b) Le SIM procède à quatre (4) promotions par année pour les postes d'officiers, soit au cours des mois de janvier, mai, août et octobre. Les promotions entrent en vigueur le jour marquant le début d'un nouveau cycle dans l'horaire de travail tel que prévu à l'Annexe A de la convention collective.

   c) Ces promotions sont précédées d'un processus traitant de tous les postes d'officiers Capitaines devenus vacants quarante-neuf (49) jours avant leur date d'entrée en vigueur. La liste desdits postes est disponible à tous les employés pompiers est ainsi transmis à l'Association avant le début du processus d'appel et y indique notamment, mais non limitativement, la date du début des appels. Dès que le processus pour les postes d'officiers Capitaines est terminé, tous les postes d'officiers Lieutenants vacants ainsi que les postes libérés par ledit processus doivent être comblés. Dès lors, le SIM rend disponible une nouvelle liste indiquant lesdits postes et respectant les mêmes modalités.

   d) Chaque employé pompier sur la liste d'éligibilité sera contacté et aura un délai de trente (30) minutes afin de confirmer l'acceptation ou non de la promotion. L'employé pompier qui n'a pas été rejoint et à qui un message a été laissé, par téléphone ou courriel, a un délai de quatre (4) heures (ou jusqu'au lendemain matin 9h pour l'employé pompier considéré au travail au SIM (caserne, formation, etc.)) pour rappeler le représentant du SIM afin d'être informé des postes disponibles. Si ces délais sont écoulés sans que l'employé pompier ait communiqué sa réponse, il perd son rang dans le choix de la promotion et le représentant du SIM pourra poursuivre le processus de promotion.

   e) Le représentant du SIM enregistre sur une liste, l'heure à laquelle il a rejoint lesdits employés pompiers et annote notamment les cas de non-respect des délais indiqués au paragraphe précédent. Le SIM transmet à l'Association ladite liste comprenant également, dont notamment, mais non limitativement, les postes vacants, les postes vacants proposés et les postes comblés dès que le processus d'appel est terminé. »

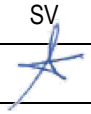
5. L'Employeur s'engage à verser au Syndicat, dans les quatre-vingt dix (90) jours de l'entrée en vigueur de la présente Entente, un montant forfaitaire de cinquante mille (50 000$).

6. En considération de ce qui précède, le Syndicat se désiste du grief 23-CC-2020 et il en informe l'arbitre Me Maureen Flynn dans les meilleurs délais;

Portée

7. En considération du désistement du grief, le Syndicat donne quittance complète, définitive et finale à l'Employeur, ses élus, ses officiers, ses employés, ses mandataires et ses ayants-droits et renoncent également à tout recours, grief, plainte, réclamation ou demande qu'elle qu'en soit la nature, devant tout tribunal judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif, qu'ils pouvaient peuvent ou pourraient avoir en lien avec les faits ayant mené à la présente Entente ainsi qu'aux modalités s'y afférents;

8. Les parties reconnaissent que la présente Entente intervient sans aucune admission ni reconnaissance de responsabilité de part et d'autre, qu'elle constitue un cas d'espèce et qu'elle ne pourra être invoquée à titre de précédent;

SV	MP	CR	SM
			

9. Les parties reconnaissent que la présente Entente constitue un règlement total et final du grief 23-CC-2020, le tout au sens des dispositions du *Code du travail*, dont notamment des articles 100.0.2 et 100.0.3 ainsi qu'une transaction au sens des articles 2631 et suivants du *Code civil du Québec*;

10. Les parties reconnaissent que la présente Entente est conditionnelle à son approbation par les autorités compétentes au sein de chacune des parties et entre en vigueur à compter de cette approbation;

11. Les parties reconnaissent avoir lu, compris et accepté les termes de la présente Entente et s'en déclarent satisfaites.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé

POUR L'EMPLOYEUR

À Montréal, le 14 juin 2024
Serge Villeneuve
Directeur-adjoint du Service de sécurité incendie de Montréal

À Montréal, le 21 juin 2024
Mélissa Paquin
Directrice des relations de travail
Ville de Montréal

POUR LE SYNDICAT

À Montréal, le 6 juin 2024
Chris Ross
Président de l'Association des pompiers de Montréal Inc.

À Montréal, le 6 juin 2024
Sébastien Massé
Secrétaire de l'Association des pompiers de Montréal Inc.

SV	MP	CR	SM